

Voltaire

2025

(brèves 2673 à 4558)

Voltaire

Actualité internationale

N°116 - 17 janvier 2025

ÉDITORIAL

2673 Après le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Danemark, l'équipe Trump prépare une opération pour la France

- Après le don disproportionné d'Elon Musk pour soutenir Reform UK (Royaume-Uni), ses interventions en faveur de l'AfD (Allemagne), les déclarations pour une annexion du Groenland, on pouvait légitimement se demander ce que l'équipe du président réélu Donald Trump réservait à la France.

- La journaliste états-unienne, Candace Owens, a reçu en 2024 un courrier des avocats du président français, Emmanuel Macron, la priant expressément de ne pas colporter les « rumeurs sur sa vie privée ». Leur client semblait inquiet de voir se propager la « rumeur » selon laquelle son épouse, Brigitte, serait en réalité un transgenre. La lettre était accompagnée de photographies du frère de Brigitte, Jean-Michel Trogneux, à l'Élysée, afin de couper court à la théorie selon laquelle Brigitte Trogneux serait en réalité son frère ayant changé de sexe. Cependant, à ce jour, la personne désignée par l'Élysée comme son frère persiste à refuser tout contact avec la presse.

Choquée par cette lettre, Candace Owens, est partie enquêter en Europe, mais pas en France. Elle s'est longuement installée à Londres (elle a épousé, en 2019, le fils de Lord Farmer de Bishopsgate) et y a reçu divers journalistes français dont l'homme à l'origine de cette « rumeur », l'ancien rédacteur en chef de *Faits & Documents*, Xavier Poussard.

À ce jour, plusieurs périodes de la vie de Brigitte Trogneux restent inconnus du public. Les rumeurs qui circulent assurent que durant son séjour aux États-Unis elle se serait liée à une personnalité très en vue.

👉 Durant la campagne présidentielle états-unienne, Candace Owens est apparue comme une personnalité noire mettant en cause le discours woke de Black Lives Matters. Elle est parvenue à faire voter pour le candidat républicain une partie non négligeable des hommes noirs, jusqu'ici électeurs fidèles du Parti démocrate. Elle fait partie des influences en vue, comme l'homosexuel Milo Yiannopoulos qui a mené campagne contre le discours woke des LGBT et fait voter une partie de la communauté gay pour le candidat républicain.

- Après son séjour à Londres, Candace Owens a publié plusieurs messages sur X (...)

(...) (où elle a 6,4 millions d'abonnés), dont un à l'attention d'Emmanuel Macron : « Veuillez donner des instructions à vos avocats de ne jamais dire à un Américain ce qu'il peut et ne peut pas publier. Vous avez gardé de nombreux secrets dans votre vie, mais je ne suis pas votre journal personnel - toutes les correspondances entre nos équipes juridiques seront disponibles pour que le public puisse lire. Nous reviendrons à votre équipe demain avec des questions spécifiques pour vous répondre avant la publication de notre examen beaucoup plus large de la vie de Brigitte. Comme nous l'avons déjà dit, les erreurs factuelles mineures que nous avons commises seront corrigées... » Sa [vidéo](#) sur la question, publiée le 11 janvier, a fait plus de 2 millions de vues en France, tandis qu'elle recevait le soutien du géopolitologue russe Alexander Dugin.

- Elon Musk a fait de la lutte contre l'idéologie woke du transgenre une affaire personnelle après que son fils Xavier a rompu avec lui et se soit fait opérer pour devenir Vivian.

- Si une histoire transgenre a une grande importance pour les États-Unis, on ne voit pas très bien en quoi elle pourrait jouer un rôle en France où les questions de sexualité sont admises comme relevant de la vie privée. Mais les personnes au courant du dossier assurent que « l'affaire Brigitte » n'est que le premier coup d'un déballage beaucoup plus vaste dont certains aspects représentent, eux, des enjeux politiques.

AMÉRIQUES

2674 Profondes divergences dans l'équipe Trump

Dans un entretien au *Corriere della sera*, [Steve Bannon](#) a déclaré : « Elon Musk n'aura pas pleinement accès à la Maison-Blanche, il sera comme n'importe quelle autre personne. C'est vraiment un gars maléfique, un très mauvais gars. J'ai fait un truc personnel de virer ce type. Avant, parce qu'il a mis de l'argent, j'étais prêt à le tolérer, je ne suis plus prêt à le tolérer. »

Selon lui, le déjà multimilliardaire ne pense qu'à l'argent au détriment des travailleurs pauvres.

2675 Eric Trump dresse l'éloge des blockchains émiraties

Intervenant à la conférence Bitcoin MENA d'Abu Dhabi, Eric Trump, fils du président réélu états-unien, a souligné que son père, Donald Trump, avait promis de changer la réglementation des cryptomonnaies. Il a fait l'éloge du système de blockchains adopté par les Émirats arabes unis (ÉAU). Cependant, les spécialistes présents ont aussi souligné qu'une économie fondée sur le numérique, aussi bien protégée soit-elle, est susceptible d'être victime de nombreux incidents.

2676 Donald Trump diffuse les propos contre Netanyahu de Jeffrey Sachs

Le président réélu, [Donald Trump](#), a diffusé sur son réseau social, le 7 janvier, une vidéo du professeur Jeffrey Sachs.

Ce professeur d'économie est un partisan du capitalisme dur. De 2001 à 2018, il a été conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU.

Il déclare : « Netanyahu avait, à partir de 1995, la théorie selon laquelle la seule façon de nous débarrasser du Hamas et du Hezbollah est de renverser les gouvernements qui les soutiennent. C'est l'Irak, l'Iran et la Syrie. Le gars n'est rien, sinon obsessionnel. Il nous a emmené dans des guerres sans fin et, en raison de la puissance de tout cela dans la politique américaine, il s'est frayé un chemin. »

2677 Annulation de l'interdiction des « discriminations de genre » dans l'Éducation nationale

Un tribunal fédéral a invalidé, le 9 janvier, la réforme du Titre IX du règlement de l'Éducation nationale qui interdit les « discriminations de genre » (par « genre », il ne faut pas entendre le sexe biologique, mais le rôle sociologique de chacun attribué en fonction de

son sexe). 26 États s'étaient opposés en août dernier à la mise en application de cette réforme. Selon eux, elle permettait à des hommes se disant transgenres d'entrer dans les vestiaires des filles.

Le tribunal a expressément condamné la confusion juridique entre sexe et genre, alors que celle-ci se répand dans les médias.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2678 La Chambre des représentants adopte une loi contre la Cour pénale internationale

Le représentant républicain Guy Reschenthaler (Pennsylvanie) a fait adopter par la chambre des représentants une loi ([H.Res.1269](#)) sanctionnant les membres de la Cour pénale internationale et leurs familles, ainsi que toute personne ou institution mettant en œuvre ses décisions à l'encontre des responsables israéliens en particulier ou alliés en général.

Ce texte doit encore être adopté par le sénat.

☞ En 2002, après les massacres anglo-saxons en Afghanistan, le Congrès avait déjà adopté une loi, dite « d'invasion de La Haye », autorisant le président des États-Unis à envahir la capitale des Pays-Bas pour extraire tout citoyen états-unien qui serait détenu par la Cour pénale internationale (CPI)

2679 Lloyd Austin réaffirme encore son soutien à l'Ukraine

« De nouveau à Ramstein, je suis déterminé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour aider l'Ukraine à vivre dans la liberté et la sécurité et à forger un monde plus juste et plus décent. Ensemble, notre travail doit se poursuivre », a déclaré le général Lloyd Austin, secrétaire à la

Défense, sous le regard du président non élu ukrainien Volodymyr Zelensky.

Il a annoncé une nouvelle aide de 500 millions de dollars.

2680 Il reste 15 détenus au centre de torture de Guantánamo

Vingt-trois ans après que les États-Unis ont amené les 20 premiers détenus à [Guantánamo Bay](#), l'avenir de ce centre de « détention » militaire est incertain. Il n'y reste aujourd'hui que 15 détenus. La semaine dernière, les États-Unis ont transféré 11 détenus yéménites de Guantánamo à Oman après plus de deux décennies d'emprisonnement. Aucun d'entre eux n'avait été accusé d'un quelconque crime. À son apogée, Guantánamo abritait 800 détenus.

L'ancien président Barack Obama avait signé un décret exécutif pour fermer le centre - une mesure soutenue par son successeur Joe Biden - mais n'est pas parvenu à le faire en grande partie à cause des obstacles du Congrès.

2681 L'UE édicte de nouvelles sanctions contre les membres du tribunal suprême de Justice et du Conseil national électoral (CNE) vénézuéliens

Le jour de l'investiture du président élu de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro, l'[Union européenne](#) a étendu ses mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») à une quinzaine de personnalités responsables de la surveillance de la dernière élection et de sa légalisation.

L'UE persiste à considérer les procès-verbaux des bureaux de vote publiés par l'opposition comme valides alors que le président de l'Assemblée nationale a publiquement démontré que [nombre d'entre eux étaient des faux](#).

Bruxelles conclut donc qu'Edmundo González Urrutia, en exil en Espagne, a démocratiquement gagné. Le Parlement européen lui a d'ailleurs décerné le Prix Sakharov 2024 et a demandé au Conseil de le

reconnaître comme président élu du Venezuela (VAI 2322).

En réplique à la décision de l'UE, le Venezuela a réduit considérablement le personnel diplomatique accrédité de la France, des Pays-Bas et de l'Italie.

Lors de son discours d'investiture, le président Maduro a annoncé une prochaine réforme de la Constitution. Elle autoriserait notamment les jugements par contumace, permettant ainsi de condamner Edmundo González Urrutia et ses complices.

2682 Affrontements en Bolivie

Des milliers de partisans d'Evo Morales sont arrivés à La Paz, le 13 janvier, pour protester contre la crise économique et réclamer la démission du président Luis Arce, après une marche de quatre jours depuis la ville de Patacamaya, à 100 km au sud de la capitale.

Evo Morales, quant à lui, reste retranché dans son bastion du centre du pays où la police locale refuse d'exécuter le mandat d'arrêt délivré contre lui par le parquet national. Ce dernier l'accuse de « traite d'être humain à l'égard d'une mineure » avec laquelle il a eu une fille en 2016 (cf. VAI 2308). Les cinq autres inculpations ayant fait long feu.

Les partisans de Morales se sont violemment affrontés à la police et ont attaqué des journalistes qu'ils accusent, non sans raison, d'être « vendus ».

EUROPE

2683 Nouvelles révélations sur l'implication du Royaume-Uni dans le massacre à Gaza

Après avoir documenté des vols de surveillance de la Royal Air Force au-dessus de Gaza, l'entraînement militaire britannique du personnel israélien au Royaume-Uni, l'approvisionnement en armements de l'armée israélienne après l'annonce de sanctions limitées

en Grande-Bretagne, et l'utilisation de l'espace aérien du Royaume-Uni pour envoyer des armes à Israël, *Declassified UK* a révélé plusieurs [voyages secrets](#) de responsables militaires en Israël durant le massacre à Gaza.

2684 Vers une commission d'enquête sur l'implication du Royaume-Uni dans le massacre d'Amritsar (1984)

Le député travailliste Tanmanjeet Singh « Tan » Dhesi, président de la Commission de la défense à la Chambre des Communes, a demandé l'ouverture d'une enquête sur la complicité du Royaume-Uni dans le [massacre du Temple d'or d'Amritsar](#), du 3 au 6 juin 1984, qui fit au moins 400 victimes.

Jusqu'à présent, seul est connu l'épisode suivant : Margaret Thatcher, alors Première ministre, avait secrètement envoyé un officier du SAS à Amritsar quelques mois avant le massacre pour conseiller l'armée indienne sur la conduite de l'opération. Cependant de nouveaux documents ont été trouvés par le journaliste Phil Miller, il y a peu, aux Archives nationales sur le rôle du SAS.

La députée travailliste Lucy Powell, présidente de la Chambre, a déclaré soutenir la démarche de Tan Dhesi.

2685 Bild fait de la propagande, pas du journalisme

Alors qu'en Israël le conseiller de Benjamin Netanyahu qui a fait fuiter des documents militaires est jugé pour cela, le quotidien allemand *Bild* qui les a publiés en les présentant mensongèrement comme des documents exclusifs du Hamas n'a toujours pas présenté ses excuses à ses lecteurs.

Le site palestinien *+372 Magazine* fait remarquer que le quotidien d'Axel Springer a conclu un accord, en juin dernier, avec *Israel Hayom*, le journal gratuit fondé par Shelden Adelson pour Benjamin Netanyahu.

2686 Washington pourrait acheter le Groenland

Le Groenland (Kalaallit Nunaat) est une ancienne colonie danoise située sur le plateau continental nord-américain. C'est aujourd'hui un « territoire autonome », un espace immense de plus de 2 millions de kilomètres carrés, mais ne disposant que d'une toute petite population d'un peu plus de 50 000 personnes dont la très grande majorité (88 %) est autochtone inuit.

Le président réélu des États-Unis, Donald Trump a déclaré, le 7 janvier, qu'il comptait acheter le Groenland. Il a exclu toute pression économique ou action militaire. Il a envoyé sur place, officiellement en vacances, son fils Donald Trump Jr. En réalité celui-ci s'y est rendu avec une équipe de négociateurs pour débroussailler le projet.

Au cours de ce voyage, l'ONG Patriot Polling a réalisé un sondage. La majorité des répondants (57,3 %) ont approuvé l'idée d'adhérer aux États-Unis, tandis que 37,4 % se sont prononcés contre. Sur les personnes interrogées, 5,3 % sont restées indécises.

☞ En 1867 les États-Unis ont proposé d'acheter à la fois le Groenland et l'Islande.

En 1941, une personnalité états-unienne, connue sous le pseudonyme de Maurice Gomberg, avait publié une carte du monde post-Seconde Guerre mondiale prévoyant, entre autres, l'annexion du Canada, du Groenland et de l'Amérique latine jusqu'au canal de Panama.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont libéré le Groenland et s'y sont installés.

En 1946, le président Harry Truman a proposé 100 millions de dollars pour acquérir le Groenland.

En 1951, le Danemark a autorisé l'établissement de deux vastes bases militaires des États-Unis et de l'OTAN à Sondrestrom et Thulé. Des éléments du système antibalistique des États-Unis y ont depuis été installés. Le traité

Analyse du Réseau Voltaire

« [Trump et Musk, le Canada, le Panama et le Groenland, une vieille histoire](#) », par Thierry Meyssan

Le président réélu Donald Trump a évoqué une possible annexion du canal de Panama, du Canada et du Groenland. Un projet farfelu qui figurait déjà sur une carte, imaginée en 1941 par un adepte du mouvement technocratique. Or, c'est la branche française de ce mouvement qui inventa le transhumanisme cher à Elon Musk, dont le grand-père fut responsable de la branche canadienne du mouvement technocratique.

autorisant ces bases a été cosigné par le Groenland, en 2004.

En 1968, un bombardier stratégique US, qui participait à une opération de routine dans le contexte de la Guerre froide, s'écrase accidentellement près de Thulé, contaminant la région avec un nuage d'uranium enrichi. On apprendra, en 1995, que le gouvernement danois avait tacitement autorisé les États-Unis, en violation de la loi danoise, à stocker des armes nucléaires sur son sol.

En 2019, le président Donald Trump avait déjà évoqué le projet d'achat qu'il avait qualifié de « grosse transaction immobilière ».

☞ Au XX^e siècle, le Groenland apparaissait comme une vaste réserve de minerais. C'est à ce titre que le mouvement technocratique voulait le rattacher aux États-Unis. Ces ressources naturelles n'ont pas été exploitées du fait de l'opposition de la population inuite. Ce territoire détient de précieux minéraux de terres rares nécessaires aux télécommunications, ainsi que de l'uranium, des milliards de barils de pétrole et de vastes réserves de gaz naturel, autrefois inaccessibles, mais qui le sont de moins en moins.

Aujourd'hui, le Groenland représente non seulement un intérêt économique, mais surtout

stratégique : il permet de contrôler le « passage du Nord », c'est-à-dire une voie devenue navigable, actuellement domaine réservé de la Russie et de la Chine.

2687 La Lituanie heurtée par le changement de nom d'un musée de Kaliningrad

Gitanas Nausėda, président lituanien, a réagi avec vigueur à la rumeur selon laquelle le musée de Kaliningrad dédié au pasteur Kristijonas Donelaitis père de la littérature lituanienne, serait renommé Musée de la littérature. Il a posté un message sur X : « Qu'est-ce qui vient ensuite ? L'incendie de livres ? La décision de la Russie de renommer un musée consacré à Kristijonas Donelaitis, un classique de la littérature lituanienne, est une nouvelle tentative inacceptable de réécrire l'histoire. Même si les anciens habitants de la Lituanie mineure, qui font maintenant partie de la soi-disant région de Kaliningrad, ont disparu depuis longtemps, les derniers signes de la culture lituanienne doivent être sauvegardés. Peu importe à quel point la Russie tente de le faire, Karaliaučius ne deviendra jamais Kaliningrad. »

2688 La Pologne pourrait violer ses engagements européens pour accueillir Benyamin Netanyahou

Le gouvernement polonais a indiqué que si Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), venait célébrer le 80^e anniversaire de la libération d'Auschwitz, il ne serait pas arrêté.

Anouar El-Anouni, porte-parole du Service européen pour l'action extérieure, a rappelé que « tous les États membres (étaient) parties au statut de Rome et (devaient) se conformer à l'obligation générale de coopérer de la Cour pénale internationale (CPI) ».

2689 Robert Fico écrit à Volodymyr Zelensky

Dans une [lettre ouverte](#) au président non élu d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, Robert Fico, Premier ministre slovaque, attire l'attention sur les énormes dommages causés à l'Ukraine elle-même, à la Slovaquie et à l'Union européenne en général par l'arrêt du transit de gaz à travers l'Ukraine (VAI 2673).

Après avoir rappelé son opposition à la poursuite des combats en Ukraine, il invite Kiev à « prendre une part active à la poursuite des négociations [sur le transit du gaz] et aux travaux du groupe de travail spécial créé à cet effet ». Enfin, il invite Denys Shmyhal, Premier ministre ukrainien, à une réunion « sur les solutions techniques possibles [...], sur l'impact de la suspension du transit du gaz par l'Ukraine sur la baisse de la compétitivité de l'économie européenne et sur le développement des relations bilatérales slovaque-ukrainiennes ».

2690 Mark Rutte met en garde les députés européens contre le projet d'une OTAN européenne

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, intervenant le 13 janvier au Parlement européen, a déclaré : « L'objectif actuel de 2 % des dépenses de défense de l'OTAN n'est pas suffisant [...] pour assurer la sécurité, les alliés de l'OTAN devront dépenser beaucoup plus. Cela comprend également l'accélération de la production de moyens et de capacités cruciaux. L'industrie de défense européenne fait un travail vraiment impressionnant, mais la vérité est que nous ne sommes pas là où nous devons être. »

Puis évoquant le projet de défense européenne autonome auquel il est opposé : « Concernant une défense européenne plus autonome, c'est bien d'avoir une sorte d'OTAN européenne, mais dans ce cas, ce n'est pas 2 % (du PIB à dépenser dans la défense), mais 8,9 ou 10 % qu'il faudra [...]. Cela prendra 15 à 20 ans pour construire une OTAN européenne sans les États-Unis. » Il a rappelé que les États-Unis dépensaient « plus de 60 % de tout l'argent

dépendant sur le territoire de l'OTAN ». C'est pourquoi « c'est une illusion de penser que l'on peut construire une OTAN européenne dans les 10 à 15 prochaines années ».

2691 La présidence polonaise de l'UE souhaite accélérer l'adhésion de l'Ukraine

Recevant le président non élu d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, et le président, Andrzej Duda, ont rivalisé dans leur soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

Indépendamment des conséquences économiques, les deux hommes considèrent que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE la placerait sous la protection de l'OTAN, responsable de celle de l'UE.

Leur projet se heurte à celui du président américain réélu, Donald Trump, selon qui un accord doit être trouvé en urgence avec la Russie. Washington entend clore ce chapitre afin de se consacrer à la réorganisation du monde.

Ces déclarations interviennent alors que lors de l'audition du slovène Marta Kos, commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, le Parlement européen a rappelé que les adhésions à l'UE sont basées sur le mérite et le résultat.

2692 Six États européens demandent à la Commission de renforcer des « sanctions » contre la Russie

Les ministres des Affaires étrangères du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Suède ont envoyé une [lettre](#) à la haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, et à la commissaire aux Services financiers, Maria Luís Albuquerque, le 11 janvier, demandant de renforcer les prétendues « sanctions » de l'UE contre la Russie en abaissant le plafond des prix du pétrole fixé par le G7.

2693 Thierry Breton reconnaît que l'UE a fait annuler le scrutin du premier tour de l'élection présidentielle roumaine

Lors d'une interview sur RMC, l'ancien commissaire européen [Thierry Breton](#) a admis que l'UE avait fait annuler le premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie en raison d'une interférence étrangère. Selon lui, il faudra évidemment le faire en Allemagne si l'AfD l'emporte avec l'aide d'Elon Musk.

2694 Le réchauffement climatique mesuré par l'UE

Selon le [rapport](#) annuel du Service Copernicus pour le changement climatique (C3S), l'année 2024 a été la plus chaude enregistrée au niveau mondial et la première année civile où la température moyenne a dépassé de 1,5 °C son niveau préindustriel.

2695 La Commission européenne met en place 14 groupes de projets thématiques

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne a mis en place, pour un an, des groupes de projets thématiques, présidés par au moins un commissaire européen.

- 1 - « le Clean Industrial Deal », groupe présidé conjointement par Teresa Ribera, Stéphane Séjourné et Wopke Hoekstra ;
- 2 - « l'intelligence artificielle », groupe présidé par Henna Virkkunen ;
- 3 - « l'action extérieure », groupe présidé par Kaja Kallas ;
- 4 - « les compétences, les emplois et les droits sociaux », groupe présidé par Roxana Minzatu ;
- 5 - « la sécurité économique », groupe présidé par Maroš Šefčovič ;
- 6 - « l'Union de la défense », groupe présidé par Andrius Kubilius ;
- 7 - « l'Union européenne de l'épargne et de l'investissement », groupe présidé par Maria Luís Albuquerque ;
- 8 - « l'Union de la préparation (aux crises) », groupe présidé par Hadja Lahbib ;
- 9 - « la sécurité intérieure européenne », groupe présidé par Magnus Brunner ;

10 - « la résilience de l'eau », groupe présidé par Jessika Roswall ;
11 - « le logement abordable », groupe présidé par Dan Jørgensen ;
12 - « les “start-up” et “scale-up” », groupe présidé par Ekaterina Zaharieva ;
13 - « le bouclier européen de la démocratie », groupe présidé par Michael McGrath ;
14 - « une vision pour l'agriculture et l'alimentation », groupe présidé par Christophe Hansen.

2696 La Serbie a acheté des Rafales français sous la contrainte

Le général Milan Mojsilović, chef d'état-major serbe, a donné une interview à l'agence Novosti-Serbie, le 1^{er} janvier. Il y indique que le contrat signé en août par son pays avec la France pour l'acquisition d'avions Rafale est la conséquence de la résiliation des contrats préalablement conclus avec la Russie, sous l'effet des mesures coercitives unilatérales occidentales (abusivement qualifiées de « sanctions »).

2697 L'UE aide l'Ukraine, conformément aux directives du G7

La Commission européenne a versé à l'Ukraine une première tranche de 3 milliards d'euros au titre de la contribution de l'Union européenne aux prêts préférentiels des pays du G7 gagés sur les profits que devraient générer les avoirs de la Banque de Russie immobilisés dans l'Union européenne.

☞ Utiliser des avoirs gelés pour les faire fructifier et confisquer ces revenus constitue une violation du droit de propriété. Cette malversation a été commise en premier par le Japon (VAI 2740).

2698 La Pologne et l'Ukraine souhaitent en finir avec les sources d'énergie russe

Dans une [déclaration](#) commune à Varsovie, Donald Tusk, Premier ministre polonais, et Volodymyr Zelensky, président non élu de l'Ukraine, ont affirmé qu'il « est essentiel de

couper complètement la dépendance de l'Europe vis-à-vis des sources d'énergie russes ».

2699 ENTSOG et GIE publient la nouvelle carte des gazoducs de l'UE

Le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSOG) et Gas Infrastructure Europe (GIE) ont publié, lundi 13 janvier, la nouvelle édition de leur [carte](#) de capacité du système présentant les dernières infrastructures et capacités gazières européennes, les données historiques 2023-2024 sur la demande et l'offre de gaz au niveau européen ainsi que des données sur les capacités d'importation et de transport au 1^{er} janvier 2025.

2700 Pour le Conseil de l'Europe, lutter contre des messages haineux sur les réseaux sociaux, ce n'est pas de la censure

L'Irlandais Michael O'Flaherty, commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, considère que lutter contre des discours « haineux » et « violents » ne relève pas de la censure, mais d'un engagement pour les Droits de l'homme. Il en conclut que la suppression du service de vérification de l'information sur X et Meta (Facebook, Instagram et WhatsApp), « crée un vide dans lequel la désinformation prospère sans contrôle et le préjudice causé à la démocratie est profond ».

2701 L'Azerbaïdjan réclame la dénazification de l'Arménie

Le président azéri, Ilham Aliyev, a réagi avec virulence à la publication d'un extrait d'un discours du premier président arménien, [Levon Ter-Petrossian](#), en 1993 (il fut battu par Serge Sarkissian qui, lui-même, fut renversé par la révolution colorée de 2018). Il s'y exprime sans équivoque pour la suprématie des Arméniens, notamment contre les Azéris.

Le président Aliyev commente en disant sans difficulté que Ter-Petrossian était un fasciste, puis il extrapole en affirmant que l'actuel

gouvernement arménien l'est aussi. Il conclut que l'Azerbaïdjan pourrait lancer une opération spéciale pour dénazifier l'Arménie comme la Russie l'a fait en Ukraine.

ASIE

2702 Sarah et Yaïr Netanyahu dînent avec Donald Trump

Sarah Netanyahu, épouse du Premier ministre israélien, et leur fils Yaïr ont déjeuné avec le président Donald Trump à Mar-a-Lago en l'absence de Benjamin.

Sara Netanyahu est restée à l'étranger à Miami depuis fin novembre, bien que son mari ait subi une opération chirurgicale pour ablation de la prostate et une série de crises politiques. Certains analystes spéculent que son absence est liée à une enquête policière en cours sur son intimidation présumée d'un témoin clé dans le procès pénal de son mari.

2703 Nouvelle étude de *The Lancet* sur la démographie en Palestine

The Lancet a publié, le 9 janvier, une [étude démographique](#) actualisée sur la mortalité à Gaza. Elle conclut « Nous avons estimé à 64 260 décès (IC à 95 % : 55 298 - 78 525) dus à des blessures traumatiques au cours de la période d'étude, ce qui suggère que la mortalité selon le ministère palestinien est sous-estimée de 41 %. Le taux de mortalité brut annualisé était de 39,3 pour 1 000 personnes (IC à 95 % : 35,7 – 49,4), représentant un ratio de taux de 14,0 (IC à 95 % : 12,8 – 17,0) comparé à la mortalité toutes causes confondues en 2022, même en ignorant la surmortalité excessive parmi les non-blessés. Les femmes, les enfants (âgés de moins de 18 ans) et les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 16 699 (59,1 %) des 28 257 décès pour lesquels des données sur l'âge et le sexe étaient disponibles. »

2704 Un intrus de marque aux négociations Hamas-Israël

Steven Witkoff, le représentant du président réélu Donald Trump, s'est invité aux négociations de paix entre le Hamas et Israël au Qatar. Jacob "Jake" Sullivan, conseiller de Sécurité nationale du président sortant Joe Biden, assure que cette initiative était coordonnée entre les deux présidences.

L'arrivée de Steven Witkoff a renversé la table : les positions d'Israël et du Hamas ont soudain changé, les deux parties étant terrorisées par la réputation du prochain président des États-Unis. Un cessez-le-feu a enfin été conclu, après quinze mois de combat. Cependant, rien n'a été arrêté concernant le « Jour d'après » à Gaza.

2705 Le Liban a enfin ses trois présidents

Après l'élection par le parlement du général Joseph Aoun à la présidence de la République libanaise (maronite), en violation de la Constitution, le Premier ministre (sunnite) a été désigné. Il s'agit du juge Nawaf Salam qui était, depuis février 2023, le président de la Cour de justice internationale. On ignore pour le moment qui le remplacera à La Haye. Le président de l'Assemblée (chiite) reste Nabih Berri.

La désignation de Nawaf Salam semble avoir été provoquée par l'Arabie saoudite, vivement choquée par la rencontre entre le Premier ministre sortant, Najib Mikati, et le nouveau maître de Damas, Ahmad el-Chareh, ex-émir de Daesh en Syrie.

2706 Réunion à Riyad pour mettre fin aux sanctions contre la Syrie

Les ministres de 17 pays se sont réunis à Riyad, les 11 et 12 janvier, pour discuter des efforts visant à renforcer l'aide à la Syrie ravagée par la guerre. Ni l'Iran ni la Russie n'a été invité. Après que les États-Unis ont appliqué une dérogation temporaire aux sanctions la semaine dernière, le Qatar a envoyé un pétrolier rempli de gaz en Syrie, le 12 janvier. L'Union européenne prévoit

de mettre en œuvre une dérogation similaire qui allégerait les restrictions sur les livraisons d'aide pour les six prochains mois.

2707 Les États qui ont instauré le blocus de l'UE contre la Syrie souhaitent le lever

Selon l'Agence Europe, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Espagne, la Finlande et le Danemark ont écrit, le 10 janvier, à l'UE pour qu'elle reconsidère sa politique de sanctions à l'égard de la Syrie. Ils y déclarent que « la chute du régime répressif d'Assad était l'objectif de nos mesures restrictives », et invitent à « la considérer comme un outil pour aller de l'avant ».

2708 L'Iraq et l'Iran

Mohammad Chia el-Soudani, Premier ministre iraquien, a remplacé, début décembre, certaines forces des Unités de mobilisation populaire (UMP) – des milices irakiennes chiites pro-iraniennes stationnées le long de la frontière – par des unités régulières de l'armée irakienne

Esmail Qaani, commandant de la Force al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), s'est rendu à Bagdad. Il y a déclaré que Téhéran ne s'oppose pas à une réorganisation des milices dans le pays.

Mohammad Chia el-Soudani a alors proposé ses bons offices pour organiser des pourparlers entre le nouveau pouvoir de Damas et Téhéran.

2709 La Türkiye a reçu 5,3 milliards d'euros de l'UE, mais n'a pas rapatrié de réfugié

Selon le « Huitième rapport annuel de la Commission européenne sur la facilité en faveur des réfugiés en Turquie » (5139/25) fin 2023, plus de 5,3 milliards d'euros ont été décaissés sur les 6 milliards promis à partir de 2016. Cependant, concernant le programme de réinstallation en Türkiye, Ankara « n'ayant pas révoqué la décision de suspension des opérations de retour au titre de la déclaration qu'ils avaient prise en mars 2020 en raison de la pandémie de

Covid-19, aucune opération de retour n'a eu lieu depuis, en dépit des demandes répétées de la Commission européenne et des autorités grecques ».

2710 Arrestation de Yoon Suk Yeol

L'ancien président sud-coréen Yoon Suk Yeol ne s'est pas présenté, le 13 janvier, à sa première audience devant la Cour constitutionnelle de Séoul. Il a été arrêté, le 14, lors d'une vaste opération du Bureau d'enquête sur la corruption des hauts fonctionnaires (CIO) au complexe présidentiel, malgré le barrage d'environ 10 000 supporters et celui de son propre service de sécurité. Il a été placé en détention en raison de sa déclaration de loi martiale, le 3 décembre (cf. VAI 2528). La Cour constitutionnelle n'a toujours pas décidé s'il sera poursuivi pour « trahison » ou plus grave pour « insurrection ».

2711 Le commerce chinois, premier au monde

En 2024, la Chine a augmenté ses exportations de 7,1 % et ses importations de 2,3 %, soit au total 5 980 milliards de dollars. La moitié du commerce mondial passe désormais par les nouvelles routes de la soie. Bien que ce ne soit pas mesurable, les spécialistes assurent que la qualité des produits chinois s'améliore toujours.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2712 Dans la foulée de celle de Gaza, le Conseil de sécurité exige la cessation des combats en mer Rouge

Le 15 janvier, après l'annonce du cessez-le-feu à Gaza, le Conseil de sécurité des Nations unies a enfin adopté une résolution exigeant qu'Ansar Allah mette fin immédiatement à toutes les attaques qu'il mène contre les navires marchands et les navires de commerce en mer Rouge et libère immédiatement le navire marchand *Galaxy Leader* et son équipage. Le même texte demande aux États membres de respecter pleinement l'embargo sur les armes qui vise ce groupe.

Cette résolution (S/2025/33) a été adoptée par 12 voix pour et 3 abstentions (Algérie, Chine et Fédération de Russie).

Ces trois États, tout en partageant le sens général de la résolution, ont déploré qu'elle omette l'aspect le plus important de la situation « sur le terrain » – à savoir la campagne militaire agressive qui dure depuis plus d'un an par la prétendue « coalition internationale » menée par les États-Unis et le Royaume-Uni contre un pays souverain, le Yémen.

2713 Opération « Sentinelle de la Baltique »

À l'issue d'un sommet des dirigeants Alliés de la mer Baltique (Finlande, Suède, Danemark, Allemagne, Lettonie, Lituanie, Estonie et Pologne), Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a annoncé le lancement de l'opération « *Baltic Sentry* » (Sentinelle de la Baltique).

Les [États participants](#), qui tiennent la Russie comme responsable des dégradations de câbles sous-marins, se sont déclarés « déterminés à dissuader, détecter et contrer toute tentative de sabotage. [...] Toute attaque contre nos infrastructures sera accueillie avec fermeté et détermination. Nous sommes prêts à attribuer les actes hostiles commis par des acteurs malveillants, le cas échéant », ont-ils poursuivi.

☞ La responsabilité russe n'a pas pu être prouvée jusqu'à présent, ni pour les accidents de câbles sous-marins, ni pour le sabotage des gazoducs Nord Stream.

2714 Réorganisation de l'OTAN

• L'amiral néerlandais Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN, a déclaré, le 15 janvier : « Nos tâches consistent à renforcer la dissuasion et la défense de l'Alliance et, en même temps, à soutenir l'Ukraine dans sa résistance contre l'agression non provoquée de la Russie ; des tâches herculéennes, mais pas insurmontables. »

• Izawa Osamu, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon auprès de l'OTAN, a inauguré, le 15 janvier, la mission indépendante japonaise au siège de l'Alliance atlantique.

2715 Inquiétudes sociales en Occident

Selon une [étude](#) du Pew Research Center réalisée dans 36 pays,

- 60 % des personnes interrogées pensent que les personnes riches ayant trop d'influence politique contribuent beaucoup aux inégalités économiques ;
- 57 % des adultes interrogés s'attendent à ce que les enfants de leur pays soient plus mal lotis financièrement que leurs parents ;
- 54 % des répondants disent que l'écart entre les riches et les pauvres est un très gros problème dans leur pays, 30 % disent qu'il s'agit d'un problème modérément important ;
- Des majorités dans 33 des 36 pays étudiés pensent que le système économique de leur pays nécessite des changements majeurs, voire une réforme complète.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°117 - 24 janvier 2025

ÉDITORIAL

2716 Les États-Unis misent leur hégémonie sur la quatrième révolution industrielle

Le président Donald Trump a lancé, le 21 janvier, son programme « Stargate », d'un budget colossal de 500 milliards de dollars. 100 milliards ont immédiatement été versés, les 400 autres le seront dans les quatre prochaines années.

Le projet est porté par OpenAI (la société qui a lancé ChatGPT fin 2022), la société d'investissement japonaise SoftBank et le géant du numérique Oracle.

Il ambitionne de faire de l'intelligence artificielle (IA) la « nouvelle frontière » du développement de « l'Amérique ». À titre de comparaison, l'investissement de l'UE en la matière est 200 fois inférieur ; une disproportion qui renverra rapidement les Européens en seconde position.

Les États-Unis se placent en tête de la révolution industrielle en cours. Ils entendent assurer ainsi pacifiquement leur hégémonie. Après la création de centres de données et la compétition pour la fabrication des puces électroniques, le nouveau défi est l'IA. Il suppose de faire venir immédiatement des ingénieurs qualifiés, probablement indiens ou iraniens, et de disposer de ressources énergétiques démesurées.

Ce programme s'appuie donc à la fois sur une réforme des conditions d'immigration légale et un développement des forages pétroliers.

Les États-Unis devraient rapidement se détourner de l'énergie fossile pour s'engager dans la voie du nucléaire et de l'hydrogène, deux sources d'énergie beaucoup plus puissantes.

AMÉRIQUES

2717 Enthousiasme de Donald Trump avant son investiture

- Donald Trump a déclaré sur son réseau social : « Cet accord de cessez-le-feu épique n'a pu se produire qu'à la suite de notre victoire historique en novembre, car elle signalait à l'ensemble du monde que mon gouvernement chercherait la paix et négocierait des accords pour assurer la sécurité de tous les Américains, et de nos alliés. »

• Il a également déclaré, avant son investiture, sur son réseau social : « Nous avons accompli tant de choses sans même être à la Maison-Blanche. Imaginez toutes les choses merveilleuses qui arriveront lorsque je retournerai à la Maison-Blanche, et lorsque mon gouvernement sera pleinement confirmé, afin qu'il puisse obtenir plus de victoires pour les États-Unis. »

Voltaire, *actualité internationale* est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2718 TikTok relancé après quelques heures d'interruption aux USA

Le 17 janvier, la Cour suprême des États-Unis avait confirmé l'interdiction de TikTok, rejetant aussi bien l'argument de la liberté d'expression (1^{er} amendement) que celui de l'activité économique (24,2 milliards d'euros au PIB aux États-Unis en 2023, tout en soutenant 224 000 emplois).

Google et Apple ont retiré TikTok de leurs boutiques d'applications avant l'entrée en vigueur de l'interdiction. Huit autres applications appartenant à ByteDance ont également été supprimées.

Donald Trump avait déclaré avant son investiture qu'il suspendrait la loi l'interdisant à partir du 19 janvier (c'est-à-dire la veille de son investiture).

2719 Ceux qui ont boudé l'investiture du 47^e président des USA

Nancy Pelosi, ancienne présidente démocrate de la Chambre des représentants, et Michelle Obama, ancienne première dame, ont refusé d'assister à la cérémonie d'investiture du 47^e président des États-Unis.

Les anciens présidents, Barack Obama, Bill Clinton et George W. Bush, qui ont tous assisté à la cérémonie, ont refusé de participer au dîner de clôture.

2720 Donald Trump désigne des ambassadeurs spéciaux pour Hollywood

Les comédiens Jon Voight, Mel Gibson et Sylvester Stallone ont été désignés par le président Donald Trump comme « ambassadeurs spéciaux » auprès de l'industrie d'Hollywood.

2721 Donald Trump prive de leurs habilitations les responsables du Renseignement impliqués dans une falsification politique

Le président Donald Trump a signé un décret privant les 51 anciens responsables du Renseignement signataires de la [lettre ouverte du 19 octobre 2020](#) de leur habilitation secret Défense. Selon eux, l'affaire de l'ordinateur de Hunter Biden était une *fake news* russe. Cette lettre ouverte avait joué un rôle considérable lors de l'élection présidentielle en permettant à Joe Biden de masquer la corruption de sa famille et en faisant passer Donald Trump pour un menteur. Ce texte mensonger avait été rédigé par Antony Blinken.

2722 Combats entre guérillas en Colombie

La guérilla de l'Ejército de Liberación Nacional (Armée de libération nationale - ELN) a engagé, le 16 janvier dans la région du Catatumbo, une offensive pour éliminer son rival local, un groupe dissident de l'ancienne guérilla des Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Forces armées révolutionnaires de Colombie, FARC). Les combats ont fait au moins une centaine de morts et provoqué la fuite de 11 000 habitants.

Gustavo Petro, président colombien, mène des négociations avec les différents groupes armés depuis deux ans. Il est parvenu à désarmer les

FARC, mais ses efforts se sont heurtés à la reconstitution de nouveaux groupes en raison de la lenteur d'application du chapitre ethnique de l'Accord final de paix.

La répartition inéquitable des terres est l'une des causes fondamentales du conflit. Quant au processus de réintégration des ex-combattants, il reste « précaire », pas moins de 76 % d'entre eux étant au chômage.

EUROPE

2723 Keir Starmer reporte la rétrocession de l'archipel des Chagos

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a reporté la rétrocession de l'archipel des Chagos à l'île Maurice afin que l'administration Trump ait le temps d'examiner l'accord.

Cet archipel comprend Diego Garcia, loué aux États-Unis, qui y ont établi une gigantesque base militaire (cf. VAI 2252).

La décolonisation de l'archipel des Chagos et l'indemnisation des populations déplacées traînent en longueur malgré les rappels à l'ordre de l'Assemblée générale des Nations unies.

2724 Le Groupe Murdoch présente ses excuses au prince Harry

Le procès intenté par le prince Harry aux tabloïds du groupe Murdoch, *News of the World* et *The Sun*, a été reporté d'une journée. À l'ouverture de l'audience, l'avocat de la défense a lu un long communiqué par lequel les deux journaux ont reconnu avoir piraté le téléphone du prince, ainsi que celui de sa mère, la princesse Diana. Les journalistes ont présenté leurs excuses pour s'être immiscés dans la vie privée du plaignant.

L'accord entre les parties annule la procédure judiciaire.

2725 L'ampleur des vols de surveillance britanniques durant le massacre des gazaouis

Selon Declassified UK, l'armée britannique a effectué des vols presque quotidiens pour [espionner Gaza durant la totalité de la guerre et du nettoyage ethnique](#). Six avions Shadow R1 étaient basés sur la base militaire d'Akrotiri (Chypre). Ils étaient entretenus par la société Gama à Bournemouth (UK) et pilotés par des aviateurs du 14^e escadron de la RAF.

2726 Vers une nouvelle ambassade de Chine à Londres

La Chine souhaite construire une nouvelle ambassade à Londres, face à la Tour. L'actuelle couvre une superficie de 830 mètres carrés et la nouvelle aurait une superficie de 20 000 mètres carrés. Si elle est approuvée, la nouvelle ambassade sera la plus importante de Beijing dans toute l'Europe. Le 14 janvier, David Lammy, ministre des Affaires étrangères, et Yvette Cooper, ministre de l'Intérieur, ont apporté leur soutien au projet, tandis que les services secrets (MI5) exprimaient leur réserve.

2727 L'armée française simule une bataille sur le Dniepr

Selon *Intelligence Online*, l'armée française a réalisé, fin 2024, avec 3 200 hommes, une simulation d'un [engagement en Ukraine](#). Le lieu de l'entraînement, en Bretagne, avait été choisi au regard des caractéristiques des berges du Dniepr.

L'armée dément, mais la revue persiste.

2728 La Sûreté de l'État belge se prépare à une guerre hybride

Francisca Bostyn, administratrice générale de la Sûreté de l'État (VSSE) belge, a indiqué à la RTBF, en rendant son [rapport annuel 2024](#), réfléchir aux conditions de travail de son service en cas de guerre hybride.

Selon, s'il n'y a ou non des risques d'avoir des chars déployés à Bruxelles ou à Liège, il faut prévoir des solutions alternatives en cas, par exemple, d'incendie volontaire de ses locaux, de destruction de ses bases de données, de destruction des réseaux internet, etc. En outre, il faut s'interroger sur l'adaptation de la législation à ce genre de situation et sur le respect de l'état de droit.

2729 Die Welt et Elon Musk

Die Welt (groupe d'Axel Springer) organisera une conférence sur les nouvelles technologies avec le chancelier Olaf Scholz, la présidente de l'AfD, Alice Weidel, et surtout son sponsor, Elon Musk.

Musk souhaite déréglementer les vastes domaines de l'intelligence artificielle (IA) et de l'industrie de la cryptographie.

C'est le *Welt am Sonntag* qui a permis à Elon Musk d'apporter son soutien à l'AfD (cf. VAI 2689).

2730 La Lituanie consacrera 5 % de son PIB à sa défense

Répondant à l'appel du président réélu Donald Trump demandant que les Alliés dépensent 5 % de leur PIB à leur défense, Kęstutis Budrys, ministre des Affaires étrangères lituanien, a annoncé que son pays consacrerait « entre 5 et 6 % de son PIB à la défense entre 2026 et 2030 ».

2731 La Commission européenne et les réseaux sociaux

- Le 16 janvier, Reporters sans frontières (RSF) et la Fédération européenne des journalistes (FEJ) ont demandé à la Commission européenne d'agir vite afin d'empêcher l'arrêt du service de fact-checking de Meta en Europe.

- La Commission européenne a décidé, le 17 janvier, d'élargir son enquête sur X à son système de recommandation et à ses API (son interface d'intégration de ses applications).

☞ Il ne s'agit pour le moment que d'une enquête et non pas d'une procédure. Le vice-président J. D. Vance a annoncé que tout État qui censurerait X se verrait éjecter de l'OTAN.

- Le 20 janvier, une nouvelle version du « [Code de conduite sur la lutte contre les discours de haine illégaux en ligne](#) » de l'Union européenne a été signée par Dailymotion, Facebook, Instagram, <http://Jeuxvideo.com>, LinkedIn, Microsoft, Snapchat, Rakuten Viber, TikTok, Twitch, X et YouTube.

Ce texte s'ajoute au Règlement sur les services numériques (DSA).

Les signataires, dont X, s'engagent à mettre en place un réseau de « contrôleurs », des entités publiques ou à but non lucratif possédant une expertise en matière de discours de haine illégaux, afin de contrôler la façon dont ils gèrent et examinent les signalements qu'ils reçoivent. Ils doivent en examiner au moins deux tiers dans les 24 heures.

2732 Les PDG des grandes entreprises ouest-européennes gagnent 110 fois plus que leurs employés

Mercer, cabinet de conseil états-unien, a réalisé une étude sur les salaires et bonus des dirigeants des 100 plus grandes entreprises d'Europe occidentale.

Commentant l'étude, la Confédération européenne des syndicats (CES) a déclaré : « Entre un salaire de base moyen de 1 571 000 euros et des primes pouvant atteindre 200 % de leur salaire, les PDG des 100 plus grandes entreprises européennes (Russie non comprise) ont perçu une rémunération moyenne de 4 147 440 euros l'année dernière. À titre de comparaison, un travailleur à temps plein gagne en moyenne 37 863 euros. »

2733 Les ministres des Finances de l'UE inquiets face à Donald Trump

La réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe, le 20 janvier, a été dominée par les inquiétudes des participants face à l'investiture du président Donald Trump.

L'Irlandais Jack Chambers et le Néerlandais Eelco Heinen ont insisté sur l'importance de simplifier la réglementation européenne ; le Français Éric Lombard sur la nécessité de développer l'intelligence artificielle ; le Polonais Andrzej Domański sur celle de réduire les prix de l'énergie et d'alléger la charge réglementaire sur les entreprises.

2734 L'infrastructure européenne de recherche sur l'Holocauste homologuée par la Commission européenne

Ekaterina Zaharieva, commissaire européenne à la Recherche, a accordé, le 20 janvier, le statut juridique de consortium européen d'infrastructure de recherche (ERIC) à l'infrastructure européenne de recherche sur l'Holocauste (EHRI). Elle a déclaré que « l'infrastructure et les services de pointe de l'EHRI jouent un rôle essentiel dans la promotion du libre accès aux données historiques, dans l'encouragement de nouveaux centres d'excellence et dans la sauvegarde du patrimoine commun de l'Europe ».

2735 L'UE reste attachée à la théorie du GIEC expliquant les changements climatiques et considère le retrait US de l'Accord de Paris comme mettant en danger l'humanité

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est exprimée au Forum de Davos. Commentant le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, elle a qualifié ce texte de « meilleur espoir » pour « l'humanité tout entière ». Elle a déclaré que « l'Europe gardera le cap et continuera de coopérer avec toutes les nations qui ont la volonté de protéger la nature et d'arrêter le réchauffement planétaire ».

La doxa européenne présente l'Accord de Paris comme un traité fondé sur les analyses scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Or celui-ci, créé à la demande de Margaret Thatcher, malgré son nom, n'est pas une académie scientifique, mais un organe politique. Il refuse de répondre aux objections de l'Académie russe des Sciences qui a présenté une explication théorique concurrente des phénomènes climatiques.

Bien qu'il n'y fasse pas référence dans ses discours, Donald Trump considère légitimement que la théorie du GIEC selon laquelle les modifications du climat sont des conséquences des activités humaines n'a pas de valeur scientifique.

☞ Dans un communiqué, publié en juin 2023, l'Académie russe des Sciences avait indiqué : « La principale cause des catastrophes climatiques locales est l'émission croissante d'hydrogène naturel due aux forces gravitationnelles alternées de la lune et du soleil, qui provoquent des trous dans la couche d'ozone. L'élévation de température qui en résulte et le mélange d'ozone et d'hydrogène sont les principales causes des feux de forêts et de steppes [...] Ce constat réfute le concept du Protocole de Montréal, dont la mise en œuvre a anéanti des sous-industries entières de l'industrie chimique sans affecter la taille des trous d'ozone, qui n'ont fait qu'augmenter. »

2736 Préparation des négociations à propos de l'Ukraine

Selon l'agence Bloomberg, lors des négociations sur l'Ukraine, la [Russie exigera](#) que Kiev « réduise considérablement ses liens militaires avec l'OTAN et devienne un État neutre avec une armée limitée ».

Bien que Moscou soit ouvert à certains échanges de territoires, il exige le maintien d'au moins un contrôle de facto sur près de 20 % de l'Ukraine, déjà détenus par la Russie, y compris la péninsule de Crimée annexée en 2014.

La Russie a insisté pour limiter les forces armées ukrainiennes à 85 000 hommes et 342 chars et limiter la portée des missiles ukrainiens à 40 kilomètres, tandis que l'Ukraine voulait une armée de 250 000 hommes et 800 chars, et une portée de missiles de 280 kilomètres.

Pour le moment, les discussions entre Kiev et Moscou se limitent aux échanges de prisonniers et au retour des personnes expulsées.

2737 Volodymyr Zelensky au Forum de Davos

Intervenant au Forum de Davos, Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, a déclaré : « Nous avons besoin d'une politique européenne de sécurité et de défense unie, et tous les pays européens doivent être prêts à dépenser autant pour la sécurité qu'il est réellement nécessaire, pas au niveau qu'ils l'ont fait pendant des années de négligence. S'il faut 5 % du PIB pour couvrir la défense, qu'il en soit ainsi, ce sera 5 %. »

« L'Europe mérite d'être forte. Et pour cela, l'Europe a besoin de l'UE et de l'OTAN. Est-ce possible sans l'Ukraine et sans une juste fin à la guerre de la Russie contre l'Ukraine ? Je suis certain que la réponse est non. Seules des garanties de sécurité réelles pour nous serviront de véritables garanties de sécurité pour tous en Europe. Et nous devons nous assurer que l'Amérique nous considère également comme essentiels. »

☞ Quoiqu'organisé par une association suisse, le Forum de Davos est une initiative de la National Endowment for Democracy (NED). Il est particulièrement surprenant qu'il ait donné la parole à Volodymyr Zelensky assurant que les Européens devaient se soumettre aux injonctions de l'OTAN, mais aussi « s'assurer que l'Amérique les considère comme essentiels ».

2738 Collection des dommages attribués à la Russie

Le « Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » acceptera les demandes d'indemnisation des parents, conjoints ou partenaires civils et enfants de personnes décédées, ainsi que de toute personne pouvant prouver l'existence de liens étroits ou de dépendance avec les victimes du conflit.

2739 La CEDH autorise la Roumanie à annuler le premier tour de l'élection présidentielle parce qu'elle a convoqué de nouvelles élections sans attendre

La Cour européenne des Droits de l'homme (Conseil de l'Europe) a débouté, le 21 janvier, la plainte de Călin Georgescu contre la Roumanie. Le plaignant faisait valoir que l'annulation par la Cour constitutionnelle du premier tour de l'élection présidentielle où il était arrivé en tête était nulle et non avenue (cf. VAI 2577). Il demandait à la Cour des Droits de l'homme de prendre des mesures provisoires, c'est-à-dire de suspendre la décision roumaine et d'ordonner la continuation du processus électoral.

☞ La Cour de Strasbourg a considéré que les mesures provisoires demandées par le requérant n'étaient pas couvertes par l'article 39 paragraphe 1 de ses règles. Ce texte dispose : « La Cour peut, dans des circonstances exceptionnelles, soit à la demande d'une partie ou de toute autre personne concernée, soit de sa propre initiative, indiquer aux parties toute mesure provisoire qu'elle estime devoir être adoptée. De telles mesures, applicables en cas de risque imminent de préjudice irréparable à un droit garanti par la Convention, qui, en raison de sa nature, ne serait pas susceptible de réparation, de rétablissement ou d'indemnisation adéquate, peuvent être adoptées lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt des parties ou pour le bon déroulement de la procédure. »

En d'autres termes, la Cour a considéré que la convocation d'une nouvelle élection suffisait à répondre au préjudice. Elle autorise donc chaque gouvernement à annuler le premier tour d'élections qui ne leur serait pas favorable, pourvu qu'il procède sans délai à de nouvelles élections.

☞ Le commissaire européen sortant Thierry Breton était convenu, que l'UE avait fait annuler le premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie en raison d'une supposée interférence étrangère (cf. VAI 2693).

2740 La vision de Nikolai Patrouchev de l'année 2025

Dans une interview à *Komsomolskaya Pravda*, le 14 janvier, [Nikolai Patrouchev](#), conseiller du président Vladimir Poutine, a expliqué que la Russie négocierait la paix en Europe centrale avec les États-Unis plutôt qu'avec le Royaume-Uni. Selon lui, les États d'Ukraine et de Moldavie, sous leur forme actuelle, disparaîtront probablement.

Il déclare également : « Quant aux relations des États-Unis avec la Chine, je pense que les désaccords entre Washington et Beijing vont s'aggraver et que les États-Uniens vont les gonfler, y compris artificiellement. Pour nous, la Chine a été et reste un partenaire essentiel, avec lequel nous entretenons une relation de coopération stratégique privilégiée particulière. Ces relations ne sont pas soumises aux caprices du moment ; elles persistent quelle que soit la personne qui occupe le Bureau ovale. »

AFRIQUE

2741 Le Frère Ahmed Mansour bientôt extradé vers l'Égypte

Le Frère musulman Ahmed Mansour, journaliste à Al-Jazeera, qui avait été arrêté deux jours, en 2015 à Berlin, a été à nouveau arrêté, cette fois-ci à Damas. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt égyptien après avoir torturé un avocat sur la place Tahrir durant le « printemps arabe ».

Son interpellation est un geste de bonne volonté des nouvelles autorités de Damas vis-à-vis du Caire.

2742 Création d'un bataillon de l'Alliance des États du Sahel

- Le Togo n'exclut pas de rejoindre l'Alliance des États du Sahel (AES), a indiqué Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, lors d'un entretien à la chaîne de télévision Voxafrica, le 16 janvier.
- Lors d'une interview à la télévision publique, le 21 janvier, le général Salifou Mody, ministre nigérien de la Défense, annonçait la création d'une « force unifiée » de l'Alliance des États du Sahel (AES), une sorte d'armée commune de 5 000 hommes. En plus d'un système de coordination, le personnel de ce bataillon de l'AES sera doté de moyens propres, aériens, terrestres et de Renseignement.

2743 Moscou dénonce la nomination de l'envoyée spéciale de l'ONU en Libye

C'est assez rare pour être noté. La Russie a élevé une protestation après l'annonce de la nomination de l'ancienne ministre ghanéenne des Affaires étrangères, Hanna Serwaa Tetteh, comme envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la Libye. Moscou a fait savoir qu'il n'appréciait pas d'avoir été placé devant le fait accompli.

En principe les envoyés spéciaux du secrétaire général doivent être approuvés par les membres du Conseil de sécurité.

2745 Publication du rapport franco-camerounais sur la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition entre 1945 et 1971

Le président français, Emmanuel Macron, s'est vu remettre, le 21 janvier, à l'Élysée, en présence de Thani Mohamed Soilihi, ministre camerounais de la Francophonie et des Partenariats internationaux, le [rapport du volet recherche](#) et les propositions artistiques du volet

culturel de la Commission mixte franco-camerounaise pluridisciplinaire sur le rôle et l'engagement de la France au Cameroun dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition entre 1945 et 1971.

ASIE

2746 Démission des généraux Herzi Halevi et Yaron Finkelman

Les généraux Herzi Halevi et Yaron Finkelman, respectivement chef d'état-major des FDI et responsable de la zone sud, ont présenté leur démission, le 21 janvier. Les deux hommes assument ainsi leurs responsabilités dans leur incapacité à avoir anticipé l'attaque de la Résistance palestinienne, le 7 octobre 2023.

Quelques minutes plus tard, le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a appelé à la démission du gouvernement. « Maintenant, il est temps qu'ils assument leurs responsabilités et démissionnent - le Premier ministre et tout son gouvernement catastrophique », a-t-il écrit sur X.

Quelques heures plus tard, le général Halevi a déclaré que « l'enquête militaire [sur le 7 octobre] concerne uniquement l'armée et ne couvre pas toutes les raisons et tous les domaines susceptibles d'empêcher la répétition de tels événements ». Il a donc implicitement soutenu la création d'une commission d'enquête de l'État à laquelle le Premier ministre s'oppose.

2747 Jared Kushner investit dans les assurances israéliennes

Affinity Partners, le fonds d'investissement de Jared Kushner, a reçu l'approbation des régulateurs israéliens pour doubler sa participation dans l'une des principales compagnies d'assurance du pays, Phoenix Financial Ltd, quelques jours seulement avant l'entrée de son beau-père Donald Trump à la Maison Blanche. Kushner, qui a joué un rôle clé en matière de politique et de conseil dans la première administration Trump, a d'abord

acheté une participation de 4,95 % dans Phoenix en juillet 2024 et les actions de la société ont depuis bondi de plus de 50 % pour atteindre environ 59,70 shekels (16,51 \$) par action.

2748 Benyamin Netanyahou désormais minoritaire

Selon un [sondage de Lazar Research](#) pour *Maariv*, à la question : « Si de nouvelles élections à la Knesset avaient lieu aujourd'hui, pour qui voteriez-vous ? » Les réponses étaient :

- Likoud 22 sièges (24 dans le sondage précédent) ;
- le camp étatique 19 (18) ;
- Israël Beiteinu 15 (16) ;
- Yesh Atid 14 (15) ;
- Parti démocratique 13 (11) ;
- Shas 10 (9) ;
- Judaïsme unifié de la Torah 7 (7) ;
- Otzma Yehudit 6 (6) ;
- Ra'am 5 (5) ;
- Hadash-Ta'al 5 (5) ;
- Sionisme religieux 4 (4).

La Droite de l'État (2%) et Balad (1,5%) sont en dessous du seuil.

Dans un tel scénario, la coalition de Netanyahou ne dispose que de 49 sièges, tandis que le bloc de l'opposition, qui dispose de 61 sièges, pourrait former un gouvernement sans les partis arabes. Ces derniers conservent leur force avec 10 sièges.

En réponse à la question : « Si un nouveau parti dirigé par Naftali Bennett se présentait aux prochaines élections à la Knesset (les autres partis restant inchangés), pour quel parti voteriez-vous ? » Les réponses étaient :

- Bennett 27 (26) ;
- Likoud 21 (22) ;
- State Camp 11 (10) ;
- Yesh Atid 10 (10) ;
- Parti démocratique 10 (9) ;
- Shas 9 (9) ;
- Yisrael Beiteinu 9 (8) ;
- Judaïsme unifié de la Torah 7 (7) ;
- Otzma Yehudit 6 (6) ;

- Ra'am 5 (5) ;
- Hadash-Ta'al 5 (4) ;
- Sionisme religieux 0 (4).

Dans ce scénario, la coalition Netanyahu ne dispose que de 43 sièges, tandis que le bloc opposition-Bennett en remporte 67. Les partis arabes continuent de maintenir leur force – 10 sièges. Le sionisme religieux et le parti de Gideon Saar sont en dessous du seuil.

Une large majorité des participants à l'enquête (88 %) est favorable à un accord avec le Hamas visant à restituer les personnes enlevées. Parmi eux 51 % sont favorables à un accord complet.

2749 Où en est le Hamas ?

Aujourd'hui, le Hamas ne serait plus que l'ombre de lui-même. Au moins la moitié de ses troupes ont été tuées. Il ne conserve que de petites cellules de combattants à la place de son armée.

Antony Blinken, secrétaire d'État états-unien, a déclaré, le 14 janvier, lors d'un événement de l'Atlantic Council à Washington, que « chaque fois qu'Israël termine ses opérations militaires et fait reculer le Hamas, les militants se regroupent et réapparaissent parce qu'il n'y a rien d'autre pour combler le vide ».

Presque tous les donateurs internationaux et régionaux ont indiqué que les ressources pour la reconstruction ne seraient pas fournies si le Hamas restait au pouvoir à Gaza.

L'avenir du Hamas dépend de l'Autorité palestinienne (AP). Si celle-ci lui accorde une place, le Hamas persistera, mais l'AP peut en décider autrement.

Après 15 mois de bombardements israéliens, il contrôle encore les camps de déplacés et a toujours refusé de se rendre. D'après un sondage publié en septembre par le Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR), 36 % des Palestiniens dans l'ensemble des territoires occupés disent soutenir le mouvement contre

21 % seulement pour le Fatah de Mahmoud Abbas.

Mike Waltz, conseiller de Sécurité nationale du président Donald Trump, a assuré, le 19 janvier sur CNN, que le Hamas « ne gouvernera plus jamais à Gaza ».

2750 Israël attaque le camp de Jénine

Constatant l'échec de la tentative de l'Autorité palestinienne de désarmer, depuis début décembre, la centaine de militants du camp de Jénine, les FDI ont lancé l'opération « Mur de fer ». Elle vise à éradiquer la Résistance et à empêcher toute opposition aux politiques sionistes, qu'il s'agisse de l'annexion, de la construction de colonies ou d'autres actions dans les territoires occupés.

2751 L'ONU découvre des caches d'armes au Liban

Selon António Guterres, « les Casques bleus ont découvert plus de 100 caches d'armes appartenant au Hezbollah ou à d'autres groupes armés depuis le 27 novembre (date du cessez-le-feu israélo-libanais) ».

2752 Emmanuel Macron au Liban

Le président français, Emmanuel Macron, a appelé à « accélérer » la mise en œuvre du cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, entré en vigueur fin novembre et arrivant à expiration le 26 janvier prochain. « Des résultats ont été obtenus [...] mais ils doivent s'accélérer, se confirmer dans la durée. Il faut un retrait total des forces israéliennes, un monopole total de l'armée libanaise sur les armes », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue libanais, Joseph Aoun, au palais présidentiel de Baabda.

2753 Les défis des nouvelles autorités libanaises

- Le nouveau président libanais, Joseph Aoun, et le nouveau président du gouvernement, Nawaf Salam, ont, dans leurs discours d'investiture,

assuré la population qu'ils allaient sécuriser le cessez-le-feu en appliquant la résolution 1701. Le problème principal réside dans l'intégration du Hezbollah dans l'armée libanaise.

- Ils ont également promis de faire toute la lumière sur l'explosion du port de Beyrouth (4 août 2020). La difficulté principale, pensent les Libanais, sera de traiter tous les citoyens de la même manière, sans considération pour leur puissance politique ni pour leur communauté d'appartenance.

Tarek Bitar, juge d'instruction près la Cour de justice libanaise, a relancé l'enquête. Avec ténacité, il explore toutes les responsabilités libanaises.

☞ Cette enquête représente le pire de la culture libanaise : ne pas voir l'éléphant au milieu de la pièce et rechercher des coupables proches. Le magistrat fait semblant de croire que l'explosion a été provoquée par des engrais anormalement stockés dans le port. Or, nous avons tous vu, et toutes les caméras ont filmé, un nuage nucléaire lors de l'explosion. Des relevés, réalisés par plusieurs ambassades le surlendemain des faits, ont validé cette observation.

- Enfin, troisième chantier : résoudre la crise économique. On ignore encore ce qui a provoqué l'effondrement du système bancaire. Tous les dépôts sont encore gelés et la plupart ne seront jamais restitués. Les inculpations de l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Riad Salamé, contribueront certainement à comprendre le processus, mais le secret concernant l'identité des principaux déposants étrangers continue à faire obstacle. Nous avons plusieurs fois expliqué ici qu'il s'agissait des cartels latino-américains des drogues.

2754 Accord en cours entre des Kurdes et les nouvelles autorités de Damas

Officiellement, Murhaf Abou Qasra, nouveau ministre syrien de la Défense, et Mazloum Abdi, le commandant des Forces de défense syriennes (FDS) n'ont pas trouvé d'accord. Damas exigeait

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Faut-il condamner ou pas la glorification du nazisme ?](#) », par Thierry Meyssan

La Russie est intervenue militairement en Ukraine pour dénazifier le pays. Mais, selon les Occidentaux, il n'y a pas de nazis en Ukraine. La Russie souhaite envahir et annexer ce pays. Cette incompréhension réciproque a fait dégénérer l'opération spéciale russe en guerre ouverte.

Cependant, plusieurs faits identiques, survenus dans les pays baltes depuis 2005 et au Parlement européen depuis 2016, attestent qu'il ne s'agit pas d'une incompréhension, mais d'une stratégie délibérée de l'OTAN.

Celle-ci vient de mobiliser 53 États pour s'opposer à l'adoption par les Nations unies d'une résolution traditionnelle contre la glorification du nazisme.

que leurs troupes s'intègrent dans l'armée syrienne réunifiée, tandis que les FDS exigeaient de conserver leur unité dans cette armée.

Officieusement, un accord est sur le point d'être conclu : les mercenaires kurdes des États-Unis seront bien intégrés dans l'armée syrienne, mais les FDS conserveront la possibilité de faire évader du pétrole par la Türkiye.

C'est là tout l'enjeu caché du prétendu « Rojava », l'État « kurde » du nord-est de la Syrie. Son sous-sol recèle 70 % du pétrole syrien. Durant toute la guerre, il était volé et revendu via la Türkiye. Moitié des recettes était versée aux FDS, moitié à la CIA. Cet argent n'entrant dans aucune comptabilité était utilisé par l'Agence centrale de Renseignement pour financer certaines de ses opérations partout dans le monde sans avoir à rendre de compte au Congrès des États-Unis qui ne surveille que son budget officiel.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Pour Thierry Meyssan, le procès Sarkozy pour financement illégal de la campagne présidentielle de 2007 est injuste](#) »

Lors d'un entretien avec le *Courrier des stratégies*, Thierry Meyssan s'est insurgé contre le principe du procès intenté à Nicolas Sarkozy pour financement illégal de sa campagne présidentielle de 2007. Loin de contester les faits, il observe que la loi ne peut être légitime que si elle s'applique identiquement à tous. Or, selon lui, la Libye a versé 50 millions d'euros à Sarkozy, mais 25 autres millions à sa rivale qui, elle seule, n'a pas été inquiétée.

Thierry Meyssan avait déjà témoigné pour le juge Serge Tournaire, mais celui-ci n'avait pas jugé bon de joindre sa déposition au dossier probablement parce qu'il ne l'avait pas trouvée assez précise.

- [Thierry Meyssan sur TV-ADP](#)

Éric Montana et Claude Janvier interrogent Thierry Meyssan sur le cessez-le-feu à Gaza. Ce dernier souligne que ce qui a été impossible durant un an et demi pour l'administration de Joe Biden a été résolu en deux heures après l'arrivée de l'envoyé spécial du président réélu Donald Trump. Selon lui, l'affaire ukrainienne sera résolue avec la même facilité. Les choses compliquées surviendront lorsque l'on évoquera la possibilité de changer les frontières des États-Unis.

En fin d'émission, les interviewers en viennent aux révélations de Thierry Meyssan au *Courrier des stratégies* : selon les responsables libyens, Nicolas Sarkozy a bien touché 50 millions d'euros pour financer sa campagne présidentielle de 2007, et Ségolène Royal en a touché 25 millions.

Pour Meyssan, ce ne sont pas Sarkozy et Royal qui ont fixé les règles du jeu et ne poursuivre que l'un des deux est injuste et illégitime.

- [Éric Verhaeghe, Édouard Husson et Thierry Meyssan débattent des contradictions du Trumpisme](#)

Au surlendemain de l'investiture du 47^e président des États-Unis, le *Courrier des stratégies* s'interroge sur la politique de Donald Trump. Selon eux, elle vise à calmer les conflits extérieurs pour se focaliser sur la relance économique intérieure. Le président Trump mise sur la prédominance mondiale de l'intelligence artificielle états-unienne, ce qui implique à la fois de trouver des techniciens et des sources considérables d'énergie.

2755 Kurdes : Rencontre entre le PDK et les FDS

Massoud Barzani, chef historique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pro-Israël, a reçu, le 16 janvier, à Erbil, Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), c'est-à-dire des mercenaires kurdes pro-USA. L'invité avait été amené par un hélicoptère des États-Unis.

Le PDK est considéré comme un allié par la Türkiye, tandis que les FDS, qui intègrent des hommes du YPG/PKK, sont considérées comme « terroristes » par Ankara.

Ces négociations interviennent après la chute de la République arabe syrienne et les négociations entre Ankara et le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, en vue de la dissolution de l'organisation (cf. VAI 2729).

Selon *L'Orient-Le Jour*, l'Iran, qui attribue la chute de la Syrie à la Türkiye, aurait déjà commencé à financer et à armer le PKK.

2756 Les relations UE-Türkiye sont au point mort

Participant à une table ronde du German Marshall Fund, le 20 janvier, Faruk Kaymakcı, ambassadeur turc auprès de l'UE, a dressé le bilan des deux dernières années de discussion Türkiye-UE.

Il a déclaré : « Après cinq ans de désescalade et d'amélioration de nos relations avec la Grèce, l'UE n'est toujours pas en mesure de normaliser les relations pour entamer des dialogues de haut niveau [...] Même dans l'engagement et le dialogue, nous voyons que l'UE est prise en otage par des attentes irrationnelles, maximalistes, vous savez, d'un ou deux États membres. Et c'est vraiment triste [...] L'UE est maintenant arrivée à la conclusion que nous pouvons au moins entamer l'un des quatre dialogues de haut niveau bloqués : celui sur l'économie. »

2757 Assassinat de deux juges iraniens

Deux magistrats de la Cour suprême, les hodjatoleslams Mohammad Moghiseh et Ali Razini, ont été assassinés le 18 janvier à Téhéran. L'agresseur, un membre du personnel, se serait suicidé après la fusillade, dans le bâtiment de la Cour suprême. Les deux juges étaient spécialisés dans les affaires de sécurité nationale, d'espionnage et de terrorisme.

Mohammad Moghishe avait participé aux milliers d'exécutions de militants de gauche, dans les années 80, aux côtés de l'ancien président Ebrahim Raïssi.

☞ Ces assassinats ont probablement été organisés par les Moudjahiddines du peuple iranien pour le compte du Mossad ou de la CIA.

2758 Renforcement de la défense iranienne

- Le 17 janvier, le président iranien, Masoud Pezeshkian, s'est rendu à Moscou pour signer un accord de « partenariat stratégique global ». Le texte, non publié, exclu toute défense mutuelle, mais prévoit une coopération militaire, de partage de renseignements, de cybersécurité et de contournement des mesures coercitives unilatérales occidentales.

- Le 18 janvier, c'est-à-dire deux jours avant l'investiture de Donald Trump, la télévision iranienne a révélé [une base navale secrète](#), à 500

mètres sous terre, sur le bord du golfe Persique (anciennement golfe Arabo-Persique).

Le général Hossein Salami, commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), a déclaré : « Nous assurons à la grande nation iranienne que ses jeunes sont capables de sortir honorables et victorieux d'une bataille sur les mers contre des ennemis grands et petits. »

L'Iran dispose désormais d'une nouvelle version de vedettes rapides de classe Taregh, capables d'éviter les radars et de lancer des missiles de croisière. Ceux-ci se trouvent donc à l'abri et peuvent menacer tout navire circulant dans le golfe.

2759 Polémique à propos de la mort d'Ebrahim Raïssi

- Les forces armées iraniennes ont publié, le 18 janvier, un communiqué pour démentir les rumeurs relatives aux conditions de la mort de l'ancien président Ebrahim Raïssi (19 mai 2024). « Ces affirmations sont loin d'être la vérité et semblent soit être le résultat de l'ignorance, soit présentées avec des intentions particulières. La cause de l'accident d'hélicoptère qui a conduit au martyr de l'ayatollah Raïssi et de ses compagnons était uniquement imputable aux conditions météorologiques et géographiques de la région. »

- Mehdi Nasiri, ancien rédacteur en chef du quotidien *Kayhan*, a souligné les rivalités potentielles entourant la succession du Guide suprême Ali Khamenei.

- Le député [Kamran Ghazanfari](#), membre de la Commission de la sécurité nationale, avait déclaré lors d'une conférence de presse, le 14 décembre 2024 : « Tout le monde se moque de l'explication des officiels selon laquelle l'hélicoptère de Raïssi s'est écrasé en raison des conditions météorologiques et des nuages denses. Quel nuage intelligent et dense ! Il était capable de cibler spécifiquement l'hélicoptère du milieu [sur les trois], qui se trouvait être celui

de Raïssi. » Selon lui, la mort de Raïssi était liée à l'exclusion du Conseil des experts de personnalités clés opposées à ce que Mojtaba Khamenei succède à son père, le guide suprême Ali Khamenei.

- Mojtaba Mousavi, le frère de Mehdi Mousavi, chef de l'équipe de sécurité de Raïssi, avait déclaré, le 17 janvier au site Internet Iran24 : « Seyyed Mehdi a fait tout ce qu'il pouvait pour annuler le voyage, mais il ne le pouvait pas. Il a même envoyé une lettre officielle, avec une copie au commandant du CGRI, disant que l'unité de protection du CGRI s'opposait au voyage mais, dans le cadre de son devoir, accompagnerait le président. »

☞ Les autorités iraniennes tiennent à conserver la version officielle d'un accident. Cependant, de nombreux officiels font, en privé, le lien entre les éliminations du général Qassem Soleimani (3 janvier 2020) et du président Ebrahim Raïssi. Ces opérations ont permis, successivement, les élections improbables à la présidence de la République islamique d'Ebrahim Raïssi, puis de Masoud Pezeshkian. Et prochainement celle de Mojtaba Khamenei en tant que guide suprême.

2760 Conflit interne de la classe dirigeante iranienne

À l'occasion du 8^e anniversaire de sa mort, le 16 janvier, Fatemeh Hashemi, fille de l'ancien président Akbar Hashemi Rafsanjani, a révélé que l'ancien président Mohammad Khatami n'avait pas été « autorisé » à assister à la cérémonie d'inauguration d'un centre caritatif contre le cancer portant son nom à Téhéran.

☞ Mohammad Khatami (lié à George Soros et impliqué dans la tentative de révolution colorée de 2009) avait soutenu la candidature de Masoud Pezeshkian l'année dernière et avait été empêché de participer à divers meetings. Pezeshkian, élu sur une ligne favorable à l'abrogation de l'obligation de port du voile (ce qu'il n'a pas mis en œuvre), s'est en réalité entouré de ministres surtout intéressés par le rapprochement avec l'Occident et agit en étroite relation avec l'ancien négociateur Saïd Jalili.

2761 Yoon Suk-yeol incarcéré

L'ancien président Yoon Suk-yeol a été incarcéré dans une cellule de 10 mètres carrés. Un tribunal a autorisé la prolongation de son incarcération préventive, le 19 janvier à 3 heures du matin. La foule de ses partisans a alors attaqué le tribunal dont la présidente a dû être placée sous protection policière.

2762 La Chine envoie son vice-président à l'investiture de Donald Trump

Donald Trump, a téléphoné à Xi Jinping, président chinois, avant son investiture. Les deux hommes ont fait assaut d'amabilités, soulignant qu'ils voulaient l'un et l'autre améliorer les conditions de vie de leurs peuples. Pour la première fois, la Chine a donné instruction à un envoyé spécial, le vice-président Han Jeng, de la représenter lors de la cérémonie d'investiture du président des États-Unis, mais Donald Trump aurait préféré que ce soit Cai Qi. Ce dernier est considéré comme beaucoup plus proche du président Xi que Han Jeng.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2763 Le G7 et ses associés face aux « manipulations étrangères de l'information »

Le Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7 (c'est-à-dire non seulement l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne, mais aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède et l'OTAN) a publié un communiqué-, le 17 janvier.

Sur la base d'un exposé des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada dénonçant les activités secrètes en cours de RT (anciennement Russia Today) et de la Social Design Agency (SDA), les États membres ont décidé de traiter avec le plus grand sérieux la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères.

2764 L'OTAN lance l'opération « Sentinelle de la Baltique »

L'opération « Sentinelle de la Baltique », lancée par l'OTAN la semaine dernière, perturbe déjà grandement le trafic des pétroliers chargés de pétrole russe, mais naviguant sous pavillon de complaisance.

Tout se passe comme si l'attribution de la détérioration de câbles sous-marins n'était qu'un prétexte pour permettre à l'Alliance de combattre la « flotte fantôme » du Kremlin, dans l'espoir de rendre enfin efficaces les mesures coercitives unilatérales (abusivement dites « sanctions »).

2765 Ouverture du Centre commun d'entraînement et de formation à l'analyse de l'OTAN

Le Centre commun d'entraînement et de formation à l'analyse (JATEC), créé par le Conseil de l'Atlantique Nord le 16 décembre 2024, ouvrira le 16 février à Bydgoszcz (Pologne). Selon l'amiral Pierre Vandier, commandant suprême allié pour la transformation, « le JATEC vise à fusionner le meilleur de l'expérience militaire de l'OTAN avec l'expérience civile, car il s'agit d'un centre civil et militaire en contact avec les problèmes de l'Ukraine et les efforts de longue haleine qu'elle déploie ».

2766 Renforcement des relations UE-OTAN

Le Lituanien Andrius Kubilius, commissaire européen à la Défense et à l'Espace, a été reçu par le Conseil de l'Atlantique-Nord, le 20 janvier. Il a déclaré : « Nous pouvons apporter notre valeur ajoutée en mobilisant notre budget et notre poids industriel et réglementaire. Nous voulons que l'UE aide nos États membres à améliorer leur préparation à la défense. Cela signifie aider les membres de l'UE à atteindre les objectifs de capacité de l'OTAN [...] dans les cinq prochaines années, d'ici 2030. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°118 - 31 janvier 2025

ÉDITORIAL

2767 - 80^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau

La Pologne a célébré le 80^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau en l'absence des représentants russes qui n'étaient pas les bienvenus.

☞ L'armée rouge a libéré ce camp et pris Berlin, cependant les autorités de l'Occident collectif tentent de se persuader que l'URSS n'a jamais affronté l'idéologie nazie et s'est seulement défendue contre un ennemi qui menaçait son existence. Depuis 2005, l'UE ne s'offusque plus des défilés nazis et, depuis 2019, elle réécrit l'histoire en rendant Moscou responsable de la Seconde Guerre mondiale. Paradoxalement, c'est la Russie qui exige la dénazification de l'Ukraine, tandis que l'Occident ne voit pas les monuments à la gloire des nazis en Ukraine et ne vote plus les résolutions des Nations unies contre la [glorification du nazisme](#).

☞ Il y a cinq ans, le 23 janvier 2020, le président russe, [Vladimir Poutine](#), était l'invité spécial du Forum international du mémorial Yad Vashem, en Israël.

☞ Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, n'a pas non plus été invité alors qu'environ neuf personnes assassinées sur dix à Auschwitz-Birkenau étaient considérées comme de « race juive ». Le gouvernement et la diète polonaise s'étaient pourtant engagés à ne pas appliquer le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre lui et d'autres responsables israéliens. Mais, ils avaient été rappelés à l'ordre par la Commission européenne (cf. VAI 2688).

☞ Contrairement à l'Allemagne (accords de réparations, 1952, revus à la hausse en 2019, revus encore à la hausse en 2023), à la Lettonie (1993), à la France (1995), à la Lituanie (1995), à la Roumanie (2004), à la Croatie (2011), à la Belgique (2012), au Luxembourg (2015), à l'Autriche (2018) et aux Pays-Bas (2020), la Pologne refuse de reconnaître la moindre responsabilité dans la Shoah.

AMÉRIQUES

2768 Donald Trump annonce la construction d'un Dôme de fer

Le président Donald Trump a annoncé, le 23 janvier, la [construction d'un Dôme de fer](#) afin d'intercepter les bombes qui pourraient provenir de Russie, de Chine, de Corée du Nord et d'Iran.

L'armée US a récemment pris conscience de la mauvaise qualité de sa défense aérienne. En pratique la menace est de plusieurs natures :

- le système actuel ne protège que certaines zones ;
- il n'est pas adapté pour détruire des drones ;
- il n'est pas assez rapide pour éliminer des missiles hypersoniques.

Les experts ne parviennent pas à déterminer quelles armes seraient nécessaires pour atteindre chacun de ces objectifs. L'estimation de leur coût varie de 1 à 100. Il est probable que les États-Unis ne parviendront à couvrir que leurs deux premiers objectifs et devront admettre ne pas être capables du troisième.

2769 Donald Trump prépare la dissolution de la FEMA

Le président Donald Trump a annoncé, le 24 janvier, son intention de dissoudre l'agence chargée de la gestion des situations d'urgence, la FEMA (*Federal Emergency Management Agency*). Selon lui, il serait plus efficace et moins coûteux de s'en remettre aux États fédérés plutôt qu'à une agence fédérale.

La FEMA a activement participé aux attentats du 11 septembre 2001 en postant la veille sur place des équipes d'intervention au World Trade Center, dans le cadre d'un exercice d'entraînement.

Selon les experts, les gouverneurs ont doublé le nombre d'appels à l'intervention de la FEMA depuis une vingtaine d'années. Le président Trump songe donc à établir un mode de fonctionnement des aides de l'État fédéral aux États fédérés qui sanctionne leur manque de préparation.

2770 Donald Trump déclassifie les dossiers de John et Robert Kennedy et de Martin Luther King

Le président Donald Trump a donné instruction, le 23 janvier, pour la déclassification, dès le 7 février, de tous les dossiers gouvernementaux concernant l'assassinat du

président John F. Kennedy en 1963. Le décret prévoit également la publication des dossiers secrets sur les assassinats de son frère Robert F. Kennedy et du révérend Martin Luther King Jr., tous deux tués en 1968.

2771 Donald Trump gèle l'aide états-unienne au développement

Le président Donald Trump a [gelé l'aide au développement](#) pendant 90 jours.

Chaque don sera par la suite évalué et éventuellement annulé. Le secrétaire d'État, Marco Rubio, a émis des ordonnances d'arrêt de travail sur la totalité des aides étrangères existantes.

Premières concernées, les associations ukrainiennes ont été informées, le 25 janvier, de la suspension des 17 milliards de dollars annuels (contre 3,3 milliards à Israël qui se situe en numéro 2). La plupart ne pourront pas attendre trois mois et vont fermer.

☞ Hormis les cas de l'Ukraine et d'Israël, selon le décret du président Trump, les aides au développement « servent à déstabiliser la paix mondiale en promouvant des idées dans des pays étrangers qui sont directement contraires aux relations harmonieuses et stables à l'intérieur du pays ».

2772 Un juge fédéral suspend le décret sur la citoyenneté

John Coughenour, juge fédéral de Seattle, a suspendu pour deux semaines le décret du président Trump n'accordant plus la citoyenneté aux enfants nés sur le sol des États-Unis de parents y résidant de manière illégale. Le magistrat considère qu'il viole la constitution.

Selon le décret du président, « le 14^e amendement a toujours exclu du droit de naissance les personnes nées aux États-Unis mais non soumises à leur juridiction. »

En effet, la Cour suprême avait décidé, en 1898, que la nationalité automatique ne s'appliquait

pas aux enfants nés de diplomates ni à ceux nés de mères appartenant à une armée ennemie occupant le territoire états-unien ni aux enfants nés sur les terres tribales amérindiennes, qui à l'époque étaient considérées comme hors de la juridiction des États-Unis.

2773 Steve Bannon persiste à critiquer Elon Musk

Steve Bannon, allié de longue date du président Trump, s'est déclaré déçu par la prise de position d'Elon Musk contre le plan Stargate. Selon lui, Musk est sorti de son rôle de simplification de l'administration et a porté préjudice au président.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2774 Kash Patel annonce une enquête sur les détournements de fonds US en Ukraine

Kash Patel, candidat non encore confirmé à la direction du FBI, a déclaré qu'il lancerait une enquête sur les éventuels détournements de fonds états-unis à destination de l'Ukraine.

☞ Le président Joe Biden a préventivement amnistié son fils, Hunter Biden, et diverses personnalités soupçonnées d'avoir participé au détournement d'au moins 20 milliards de dollars.

2775 La CIA attribue la Covid-19 à une fuite en laboratoire

John Ratcliffe, nouveau directeur de la CIA, a annoncé la publication d'un rapport de l'Agence rédigé sous l'administration Biden sur l'origine de la Covid-19. La CIA pense qu'il s'agit d'une fuite lors d'expériences dans le laboratoire chinois de Wuhan et non pas d'une origine animale comme annoncé précédemment.

☞ Le laboratoire de Wuhan est situé en Chine, mais il est international. Des expériences y ont été notamment conduites par la France et par les États-Unis. Les spécialistes états-unis de Fort Detrick envoyés en 2019 à Codogno (Italie) pour observer les premiers cas de Covid-19 en Europe auraient reconnu la souche étudiée par les équipes d'Antony Fauci à Wuhan.

2776 Donald Trump renvoie les administrateurs de l'USGAM

Le président Donald Trump a renvoyé tous les administrateurs de l'Agence des États-Unis pour les médias mondiaux (USGAM).

2777 Le Parlement européen reconnaît Edmundo González Urrutia vainqueur légitime de l'élection présidentielle vénézuélienne

Le Parlement européen a adopté une résolution, le 23 janvier, affirmant qu'Edmundo González Urrutia, en exil en Espagne, est « le vainqueur légitime des élections présidentielles » vénézuéliennes de juillet 2024 ([P10_TA\(2025\)0007](#)). Il condamne « l'usurpation de la présidence » par Nicolás Maduro.

2778 La Colombie renonce à résister à Donald Trump

La Colombie a refoulé deux avions militaires états-unis, refusant de rapatrier des migrants illégaux qui étaient enchaînés et entravés. Gustavo Petro, président colombien, a fait savoir sur X « qu'un migrant n'est pas un criminel et doit être traité avec la dignité qu'un être humain mérite ».

Le président Donald Trump a alors annoncé :

- Des droits de douane d'urgence de 25 % sur tous les produits arrivant aux États-Unis. Dans une semaine, les droits de douane de 25 % seront portés à 50 %.
- L'interdiction de voyager et la révocation immédiate des visas des fonctionnaires.

- Des sanctions à l'égard de tous les partis membres, membres de la famille du chef de l'État et soutien aux membres du Gouvernement colombien.
- L'amélioration des inspections douanières et de la protection des frontières de tous les ressortissants colombiens et marchandises pour des raisons de sécurité nationale.

La Colombie a immédiatement fait machine arrière et « accepté toutes les conditions du président Trump, y compris l'acceptation sans restriction de tous les étrangers illégaux de Colombie renvoyés des États-Unis à bord d'avions militaires états-uniens, sans limitation ni délai. » Bogota a envoyé deux avions militaires pour rapatrier lui-même ses ressortissants afin qu'ils ne soient pas menottés.

👉 Les États-Unis considèrent désormais l'immigration illégale comme un crime.

👉 Le président Trump entend jouer des tarifs douaniers comme d'armes diplomatiques.

👉 La présidente hondurienne, Xiomara Castro, a convoqué une réunion d'urgence de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) pour fixer une attitude commune face aux rapatriements forcés des États-Unis.

👉 Le porte-parole du secrétaire général des Nations unies a fait part de sa préoccupation. Il a rappelé le droit des migrants à un traitement « humain ».

2779 Le Brésil et l'Uruguay plient face à Donald Trump

Le Brésil a qualifié l'expulsion, menottes aux mains et entraves aux chevilles, de 88 migrants illégaux aux États-Unis de « dégradante ». L'ambassadeur des États-Unis à Brasilia a été convoqué.

L'Uruguay a fait de même.

EUROPE

2780 Le Royaume-Uni signe des accords fiscaux bilatéraux avec les membres de l'UE

Le Royaume-Uni a déjà signé une convention avec le Luxembourg visant à éviter les doubles impositions. Le processus est en cours avec la République tchèque, le Portugal et la Roumanie.

Il a également signé un protocole d'accord avec l'Autriche sur l'assistance en matière de recouvrement des taxes et impôts. Des discussions sont en cours sur le même sujet avec la Lituanie, l'Espagne, la Pologne, la Suède, la République tchèque, la Belgique, le Portugal, les Pays-Bas, et l'Allemagne.

2781 Dix milliards de dollars de contrats italo-saoudiens

Giorgia Meloni, Première ministre italienne, s'est rendue en Arabie Saoudite. Elle a signé avec le prince Mohamed ben Salmane pour 10 milliards de dollars de contrats, principalement de l'armement et des assurances.

2782 L'Allemagne se prépare à résister aux manipulations éventuelles de X

Une table ronde a réuni, le 24 janvier à Berlin, plusieurs responsables de plateformes de réseaux sociaux, dont ceux de Snapchat, X, TikTok et Meta, autour de la Commission européenne et du coordinateur national allemand du Digital Services Act (DSA). Elle entendait fixer les règles de coopération avant les élections législatives allemandes afin de prévenir des manipulations (comprendre : des « manipulations... en faveur de l'AfD »).

2783 Andrzej Duda souhaite le démantèlement de Nord Stream

Andrzej Duda, président polonais, a déclaré au Forum de Davos que les flux de gaz de la Russie vers l'Europe occidentale ne devraient jamais être rétablis, même si la Russie et l'Ukraine parvenaient à un accord de paix. Il a précisé à la

BBC que les gazoducs Nord Stream, qui n'ont pas été utilisés depuis 2022, « devraient être démantelés ».

☞ Andrzej Duda considère la Russie comme le rival historique de la Pologne. Celle-ci a construit son propre gazoduc depuis la Scandinavie.

2784 La Commission européenne ne voit pas en quoi la cessation de transit du gaz russe en Ukraine pose problème

Réagissant à la cessation du transit du gaz russe par l'Ukraine, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, avait dénoncé le coût des mesures coercitives unilatérales de Bruxelles contre la Russie, estimé selon lui à 19 milliards d'euros pour la seule Hongrie.

La porte-parole de la Commission européenne lui a répondu : « Nous n'avons pas vu de hausses ou de pics particuliers des prix du gaz au cours de la nouvelle année. Le marché s'est déjà fait une idée de ce transit lorsqu'il a mis en place des protections pour les prix du gaz à plus long terme [...] La présidente von der Leyen l'a mentionné dans tous ses discours publics ces deux derniers jours et c'est une question à laquelle nous accordons beaucoup d'attention et que nous aborderons plus en détail dans le cadre du plan d'action pour une énergie abordable. »

2785 Préparation d'une révolution colorée en Slovaquie

Robert Fico, Premier ministre slovaque, a convoqué le Conseil national de sécurité afin de délibérer des informations des services de Renseignement selon lesquelles une révolution colorée serait en préparation avec des experts étrangers et des responsables du parti Progresívne Slovensko (défenseur du macronisme).

Robert Fico aurait effectué une visite secrète au Viêt Nam après son voyage officiel en Russie. Selon l'opposition, il y aurait eu un train de vie fastueux mais on ignore comment il aurait pu le payer. Le socialiste Robert Fico, qui fut un ami

de Mouamar Kadhafi, appelle par ailleurs à l'entente avec les pays « dotés d'une forme de gouvernement autre que la démocratie parlementaire », c'est-à-dire la Chine et le Viêt Nam.

Les manifestations pour la « paix » en Ukraine (contre la Russie), le 26 janvier, se sont tenues à travers toute la République slovaque. Même s'il existe des contradictions pour les évaluer, elles ont au moins réuni 100 000 citoyens. Les manifestants ont scandé : « La Slovaquie, c'est l'Europe. »

Les deux tentatives de Progresívne Slovensko de censurer le gouvernement Fico ont échoué, faute de quorum à l'Assemblée nationale.

2786 Raphaël Glucksmann s'inquiète des investissements étrangers dans l'UE

L'eurodéputé français Raphaël Glucksmann (S&D) plaide pour que la Commission européenne devienne responsable du filtrage des investissements étrangers dans l'UE. Selon lui, ce travail lui sera plus facile qu'à d'autres en raison de sa position transfrontalière.

☞ Confier le filtrage des investissements étrangers à la Commission européenne revient à avaliser les critères de filtrage des États-Unis.

2787 Le « Bouclier démocratique » de l'UE

Le groupe de travail interne de la Commission européenne chargé de préparer l'initiative « Bouclier démocratique » a débuté ses travaux, le 29 janvier. Selon Michael McGrath, commissaire à la Démocratie et à la Justice, il devra notamment débattre de l'interférence étrangère, de la manipulation de l'information, des mécanismes de vérification des informations (*fact checkers*), du déroulement des processus électoraux et de l'implication accrue des citoyens dans le processus démocratique.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Erreurs d'interprétation sur l'évolution des États-Unis](#) (1^{re} partie) », par Thierry Meyssan

Nous voyons que l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche bouleverse les règles du jeu international. Cependant, nous interprétons souvent mal ses actions : nous ignorons les us et coutumes de son pays et nous projetons sur lui nos propres débats politiques. Nous sommes d'autant plus perdus qu'au cours des dernières années, nous avons plus ou moins adhéré à l'idéologie à la mode à Washington. Nous avons considéré celle-ci comme la doxa états-unienne, alors qu'elle n'était qu'un moment dans son histoire, et que nous avons oublié ses nombreuses écoles de pensée.

- [Les raisons d'espérer](#)

Interviewé par Éric Verhaeghe pour *Le Courier des stratèges*, sur les raisons d'espérer lorsque tout semble s'écrouler, Thierry Meyssan revient sur son expérience personnelle.

2788 Ursula von der Leyen lance le Forum mondial sur la transition énergétique

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a lancé, le 23 janvier, à Davos, le Forum mondial sur la transition énergétique. Il rassemble l'Agence internationale de l'énergie (AIE), des États (dont le Brésil, le Canada, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Pérou, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, etc.), des entreprises et des investisseurs.

Faisant allusion au retrait états-unien des Accords de Paris, elle a déclaré : « C'est évident : la transition vers l'énergie propre est en cours et elle est là pour durer. »

2789 La Commission européenne tente de réparer la coupure moldave du gaz à la Transnistrie

La Commission européenne a proposé, le 27 février, une aide d'urgence de 30 millions d'euros à la Moldavie pour « faire face à la grave crise énergétique qu'elle traverse ». Il s'agit de garantir le rétablissement du chauffage dans la région séparatiste de Transnistrie... jusqu'au 10 février.

La Commission, reprenant la rhétorique moldave, prétend que le Russe Gazprom a coupé ses livraisons à la Transnistrie en réaction à la décision ukrainienne de ne pas prolonger l'accord de transit de gaz russe via son territoire. En réalité, jamais Tiraspol transgaz n'a traité directement avec Gazprom (cf. VAI 2673), c'est la Moldavie qui a coupé le gaz russe à la Transnistrie.

2790 La Commission européenne prépare l'achat commun de médicaments contre la Covid-19

L'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (Health Emergency Preparedness and Response Authority, ou HERA), une direction générale de la Commission européenne, a signé, le 24 janvier, au nom de 17 pays participants (la Belgique, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède, la Slovaquie, ainsi que la Macédoine du Nord et la Norvège), un contrat auprès du groupe pharmaceutique états-unien Moderna permettant l'achat en commun de vaccins contre la Covid-19.

👉 Rappelons que les médicaments ARN messager contre la Covid-19 ne sont pas des vaccins au sens médical du terme, mais uniquement considérés comme tels par la loi fiscale états-unienne. Ils ne doivent en aucun cas être distribués indistinctement à toute une population et ne protègent pas de la diffusion de la maladie.

2791 La Commission européenne prépare le 16^e paquet de « sanctions » contre la Russie

• La Commission européenne a présenté, le 26 janvier, son projet de 16^e paquet de sanctions contre la Russie. Elle espère le faire adopter pour le 24 février, date anniversaire de l'entrée des troupes russes en Ukraine.

☞ Par le passé, les paquets de mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de sanctions) de l'UE étaient des copier-coller des propositions du Groupe d'experts Yermak-McFaul de l'université de Yale. Il semble que ce soit encore le cas, alors que le président Donald Trump a annoncé vouloir changer de politique en Ukraine.

• La Hongrie a donné son accord, le 27 janvier, pour la prolongation des sanctions économiques à l'encontre de la Russie.

2792 La Commission européenne prépare des droits de douanes supplémentaires pour les produits agricoles russes et biélorusses

Répondant à une demande de plusieurs États membres de l'UE qui souhaitent nuire davantage encore aux économies russe et biélorusse, la Commission européenne a publié, le 28 janvier, une proposition de règlement visant à imposer des droits de douane sur certains produits agricoles et sur les engrais à base d'azote originaires de Russie et de Biélorussie.

2793 Dix États de l'UE préparent l'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie

• L'Allemagne, l'Estonie, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Roumanie, la Slovaquie et la Suède ont exprimé leur soutien à un projet de la République tchèque d'une liste d'actions pour préparer l'élargissement de l'UE à l'Ukraine et à la Moldavie et leur entrée dans le Marché unique.

• Marta Kos, commissaire européenne chargée de l'Élargissement, a indiqué, le 28 janvier, que, « techniquement », les institutions de l'Union européenne et l'Ukraine devraient être en mesure d'ouvrir, sous Présidence polonaise du Conseil de l'UE, deux « clusters » - celui sur les valeurs fondamentales et celui sur l'action extérieure - relatifs aux négociations d'adhésion.

2794 Kyrylo Boudanov a-t-il déclaré que l'avenir de l'Ukraine était menacé ?

Selon *Ukrainska Pravda*, lors d'une réunion à huis clos au parlement, le général [Kyrylo Boudanov](#), chef du Renseignement militaire, aurait déclaré : « Si aucune négociation sérieuse n'a lieu d'ici l'été, des processus dangereux pourraient se dérouler, menaçant l'existence même de l'Ukraine... »

L'article a été démenti par les autorités et le quotidien a dû publier un rectificatif.

2795 Volodymyr Zelensky remercie Emmanuel Macron

Le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu en Pologne, le 27 janvier, pour célébrer le 80^e anniversaire de la libération [par l'Armée rouge] du camp d'Auschwitz-Birkenau. Il a rencontré son homologue français, Emmanuel Macron, qu'il a remercié pour le soutien de la France (d'une valeur de 6 milliards d'euros en deux ans) et pour son soutien à l'adhésion à l'UE.

2796 L'Ukraine reprendra ses livraisons de gaz

L'Ukraine a annoncé qu'elle reprendra les livraisons de gaz à l'UE, mais non plus en provenance de Russie, mais d'Azerbaïdjan. Or, ce pays en produit beaucoup moins que la quantité annoncée.

Il se pourrait que la Commission européenne ait organisé une opération pour masquer l'origine russe du gaz qu'elle consomme.

2797 Le Conseil de l'Europe s'apprête à expulser la Géorgie

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé, le 29 janvier, de confirmer les pouvoirs de la délégation géorgienne sous conditions : la Géorgie doit, d'ici trois mois, mettre en place un environnement électoral propice à de « nouvelles élections véritablement démocratiques », mettre fin aux brutalités policières et libérer tous les prisonniers politiques.

En attendant, la délégation géorgienne ne sera pas autorisée à participer à la plupart des commissions parlementaires ni être rapporteuse ou postuler à une présidence ou à une vice-présidence.

2798 La Cour européenne des droits de l'homme se dote d'un Conseil d'éthique

La Cour européenne des droits de l'homme s'est dotée, le 27 janvier, d'un « Conseil d'éthique » chargé de donner des orientations concernant les juges en exercice, les juges ad hoc, les anciens juges ainsi que la Cour elle-même en tant qu'institution.

☞ En 2020, le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ) avait révélé les liens de dépendance de la majorité des juges de la Cour aux institutions du spéculateur George Soros.

2799 La Commission de Venise condamne les conditions d'annulation du premier tour de l'élection présidentielle roumaine

Saisie par le Grec Théodoros Roussópoulos, président de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la Commission de Venise a statué sur les conditions d'annulation d'une élection par une Cour constitutionnelle. Selon elle, les décisions doivent être bien motivées et transparentes, ce qui est essentiel au maintien de la confiance des citoyens dans le processus électoral. Elles ne doivent pas « être fondées uniquement sur des renseignements classifiés (qui ne peuvent être utilisés qu'à titre

d'informations contextuelles), car cela ne garantirait pas la transparence et la vérifiabilité nécessaires ».

La Cour condamne ainsi, sans le dire, l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle roumaine (cf. VAI 2577).

[https://venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdf=CDL-PI\(2025\)001-e&lang=EN](https://venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdf=CDL-PI(2025)001-e&lang=EN)

2800 Élection présidentielle en Biélorussie

L'élection présidentielle biélorusse s'est tenue le 27 janvier. Les résultats sont :

- Alexandre Loukachenko (Indépendant) : 86,82 % des suffrages exprimés ;
- Sergueï Syrankov (KPB) : 3,21 % des suffrages exprimés ;
- Oleg Gaïdoukevitch (LDPB) : 2,02 % des suffrages exprimés ;
- Hanna Kanapatskaïa (Indépendante) : 1,86 % des suffrages exprimés ;
- Alexandre Khijniak (RPTS) : 1,74 % des suffrages exprimés.

Le scrutin était uninominal à deux tours. Alexandre Loukachenko ayant obtenu une large majorité est réélu dès le premier tour.

Lors de l'élection de 2020, les Occidentaux avaient tenté d'organiser une révolution colorée autour de la candidature de [Svetlana Tikhanovskaïa](#) (soutenue à la fois par les libéraux et par les néo-nazis).

Celle-ci vit désormais en exil en Lituanie où elle a créé un [gouvernement en exil](#), reconnu par l'Union européenne.

2801 Le Parlement européen rejette l'argumentaire russe de sa guerre en Ukraine

Le Parlement européen a rejeté, le 23 janvier, les diverses allégations formulées par le régime russe comme des [tentatives vaines de justifier une guerre d'agression illégale contre l'Ukraine](#).

Le même Parlement avait déjà accusé, en 2019, l'Union soviétique d'être la vraie responsable de la Seconde Guerre mondiale.

AFRIQUE

2802 Reprise des combats au Congo

- Le Mouvement du 23 Mars (M23) a été créé, en 2012, par des rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) qui avaient été intégrés à l'armée congolaise à la suite de l'accord de paix du 23 mars 2009, mais qui ont utilisé leur intégration dans l'armée congolaise pour mener des trafics au Nord-Kivu.
- Selon les Nations unies, le M23, soutenu dès sa création par le Rwanda (qui avait parrainé l'accord de paix de 2009), s'est livré à toutes sortes d'exactions sur les civils. Cependant, suite à des pressions internationales, le Rwanda lâche le M23 en 2013 et celui-ci est alors facilement vaincu par la République démocratique du Congo (RDC).
- En 2021, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) conjointement avec les Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) conduisent en Ituri (RDC) l'opération Shujaa contre les rebelles islamistes ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), branche locale de Daesh. Cette opération, disproportionnée en termes de moyens, ressuscite la rébellion du M23.
- Selon le [Congo Research Group](#), la France aurait largement participé à l'opération Shujaa afin de soutenir le pipe-line de TotalEnergies. Peu auparavant, un accord secret aurait été négocié entre Paris et Kigali, ce qui explique la désignation de la Rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).
- Fin 2023, juste avant l'élection présidentielle congolaise, un homme politique congolais, Corneille Nangaa, annonce depuis le Kenya, la formation d'une coalition politico-militaire

incluant le M23. Il est probablement soutenu par l'ancien président congolais, Joseph Kabila.

- Cette semaine, l'armée rwandaise et le M23 congolais prennent le contrôle de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu (RDC).

ASIE

2803 Israël envoie des missiles pour les batteries Patriot de l'Ukraine

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a téléphoné, le 28 janvier, à Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine.

Officiellement les deux hommes ont discuté du 80^e anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau et de l'application de l'accord de paix avec le Hamas. Officieusement, ils ont arrêté les détails du transfert des missiles des batteries Patriot US d'Israël en Ukraine. Les États-Unis devraient prétendre les récupérer et les transférer eux-mêmes en Ukraine.

👉 Benjamin Netanyahu est le leader actuel des sionistes révisionnistes de Vladimir Jabotinsky (1880-1940). Volodymyr Zelensky, quant à lui, est devenu le porte-voix des « nationalistes intégraux » de Stepan Bandera (1909-1959). Les deux groupes ont collaboré avec les fascistes et les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

L'un des chefs de l'opposition israélienne, Benny Gantz, avait déclaré que, lui vivant, aucune arme israélienne ne parviendrait aux « massacreurs de juifs. »

2804 Projet de déportation des Palestiniens

En février 1983, le président états-unien, Ronald Reagan, avait déjà proposé à ses homologues jordanien et égyptien de déplacer les Palestiniens dans leur pays. Le président égyptien, Hosni Moubarak avait discuté ce point avec la Première ministre britannique, Margaret Thatcher, lors de son retour de Washington.

Selon les documents de l'époque, une confédération palestino-jordanienne avait été envisagée en prélude à la création d'un État palestinien indépendant à l'avenir.

Le Royaume-Uni avait averti que tout futur État palestinien potentiel n'accorderait pas aux Palestiniens, qui ont fui de force après la création d'Israël en 1948, leur droit de retourner dans leurs foyers en Palestine contrairement à la [résolution 194](#) de l'Assemblée générale de l'ONU (11 décembre 1948).

Il a également indiqué qu'il veillerait à ce que le futur État palestinien ne se rallie pas à l'Union soviétique.

La question a de nouveau été posée lors de l'[initiative du roi Abdallah](#) d'Arabie saoudite au sommet de la Ligue arabe de Beyrouth (2002). Cette proposition de paix n'avait pas indiqué ce que deviendraient les Palestiniens réfugiés à l'étranger.

Le président libanais Émile Lahoud, avait alors refusé la proposition arabe car il s'opposait à ce que les réfugiés palestiniens au Liban deviennent Libanais.

2805 Le projet de Benyamin Netanyahu pour Gaza

En mai 2024, le Premier ministre israélien avait publié un projet pour Gaza en quatre étapes.

- La première, intitulée « Aide humanitaire », aurait dû durer 12 mois. Des zones de sécurité sans contrôle du Hamas devaient être créées sous contrôle de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Égypte, du Bahreïn, de la Jordanie et du Maroc, en commençant dans le nord et s'étendant lentement vers le sud.
- La deuxième aurait dû se dérouler durant une période de cinq à dix ans. La Coalition arabe aurait dû créer un organe multilatéral appelé l'Autorité de relèvement de Gaza (ARG) chargé de superviser les efforts de reconstruction et de gérer les finances de la bande de Gaza.

- La troisième, appelée « Autogouvernance », aurait dû réprimer d'éventuelles menaces de sécurité. Le pouvoir aurait été lentement transféré soit à un gouvernement local de Gaza, soit à un gouvernement palestinien unifié (y compris en Cisjordanie).

- La dernière aurait été que les Palestiniens gèrent pleinement Gaza de manière indépendante et rejoignent les Accords d'Abraham.

2806 L'administration Trump prépare le voyage de Benyamin Netanyahu, le 4 février, à Washington

Steven Witkoff, envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient, a visité la bande de Gaza, notamment le couloir de Philadelphie et celui de Netzarim. Il a également rencontré le Premier ministre israélien et son ministre de la Défense et, discrètement en Arabie saoudite, un représentant de l'Autorité palestinienne.

2807 Report du retrait israélien du Liban

- À l'approche de la date fixée par l'accord de cessez-le-feu du 26 janvier pour le retrait israélien, le Hezbollah a lancé, dans un communiqué, le 23 janvier, un avertissement à l'État hébreu et la communauté internationale.

Condamnant « une violation continue de la souveraineté libanaise à laquelle l'État doit répondre », le parti chiite a abordé « certaines fuites évoquant un report du retrait ou une prolongation de la présence de l'ennemi en territoire libanais ». Il a affirmé que les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'accord devraient travailler pour « garantir le retrait total et le déploiement de l'armée libanaise jusqu'au dernier centimètre du territoire libanais et le retour rapide des populations dans leurs villages, et non céder à aucune excuse ou prétexte pour prolonger l'occupation. Que chacun, notamment les autorités politiques libanaises, agisse efficacement et suive les derniers jours avant l'échéance ». Il a appelé le gouvernement à faire pression sur la communauté internationale pour empêcher

Israël de prolonger sa présence au Sud. « Nous n'accepterons aucune violation de l'accord, ni aucun manquement aux engagements, ni aucune tentative d'y échapper sous des prétextes fallacieux. Nous appelons à un respect strict de l'accord sans aucune concession. »

- La population libanaise, bravant l'armée d'occupation, a tenté de rejoindre ses villages. Les FDI l'en ont empêché, faisant 26 morts et 141 blessés. Des membres du Hezbollah ont paradé à motocyclette dans Beyrouth, scandant qu'ils étaient chiites et défendraient le pays.
- En définitive, le délai accordé à Israël a été prolongé jusqu'au 18 février. En échange de cette prolongation, Israël s'est engagé à ouvrir des négociations sur le sort des Libanais détenus par son armée après le 7 octobre 2023.
- Israël a libéré, le 28 janvier, neuf détenus. Le Premier ministre sortant, Najib Mikati, qui avait négocié le report du retrait israélien, a appelé la libération de neuf autres Libanais, également détenus selon lui.

2808 Les trois dangers pour le Liban qui inquiètent le Hezbollah

Selon le Hezbollah, cité par *L'Orient-le Jour*, les trois dangers qui menacent aujourd'hui le Liban sont :

- L'extension de l'influence des Frères musulmans, par le biais de la Turquie et du Qatar et à travers le nouveau pouvoir en Syrie ;
- La réapparition en force de Daech dans plusieurs zones, notamment en Irak et en Syrie ;
- L'expansionnisme israélien, au Liban et en Syrie notamment, ainsi que la volonté israélienne d'augmenter son influence dans la région, à défaut de pouvoir élargir sa géographie.

2809 Mikhaïl Bogdanov à Damas

Mikhaïl Bogdanov, envoyé présidentiel spécial du président Poutine pour le Moyen-Orient et

l'Afrique et vice-ministre russe des Affaires étrangères, s'est rendu à Damas. Il a rencontré le nouveau dirigeant de la Syrie et ancien numéro 2 de Daesh, Ahmed al-Charaa.

Selon le communiqué final, « la partie russe a réaffirmé son soutien aux changements positifs qui se produisent actuellement en Syrie. Les discussions ont porté sur le rôle de la Russie dans le rétablissement des relations avec le peuple syrien par des mesures pratiques, telles que des compensations et une assistance dans la reconstruction. La nouvelle administration a également souligné que le rétablissement des liens devrait tenir compte des erreurs du passé, respecter la volonté du peuple syrien et servir ses intérêts. »

Aucun accord n'a cependant été conclu.

☞ Andriy Sybiha, le nouveau ministre ukrainien des Affaires étrangères, s'était rendu le 30 décembre à Damas pour pousser les nouvelles autorités à effacer la Russie du pays. Par la suite, l'Ukraine avait envoyé un cargo de blé pour venir en aide à la population syrienne.

2810 Le Frère Ahmed el-Chareh président intérimaire de la Syrie

Annonçant la dissolution de l'ancien Parlement syrien et le gel de la Constitution de 2012, les nouvelles autorités syriennes ont indiqué que le Frère Ahmed el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh, était chargé de former un « conseil législatif intérimaire pour la période de transition ». Il prendra le titre de « président intérimaire » du pays.

La Syrie conserve pour le moment sa dénomination de République arabe syrienne.

Par ailleurs, « tous les groupes armés, les organes politiques et civils se réclamant de la révolution sont dissous et doivent être intégrés aux institutions de l'État. »

Le parti Baas a lui aussi été dissous et ses nombreux biens immobiliers confisqués.

2811 Les Kurdes des FDS ne parviennent pas à trouver d'accord avec le nouveau régime de Damas

Mazloun Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS) (c'est-à-dire des mercenaires kurdes des États-Unis) refuse toujours de désarmer ses combattants et de les intégrer dans l'armée du nouveau régime de Damas. Il souhaite conserver l'autonomie des territoires qu'il a conquis (avec les États-Unis) et se dit prêt à reverser la part états-unienne des bénéfices du trafic de pétrole à Damas.

Ankara, ayant noté son passé au sein du PKK et ses relations étroites à l'époque avec Abdullah Öcalan, exige qu'il quitte la nouvelle Syrie.

Mourhaf Abou Qasra, nouveau ministre syrien de la Défense, a déclaré : « La porte de la négociation est actuellement ouverte avec les FDS. Mais si nous sommes contraints d'avoir recours à la force, nous sommes prêts. »

2812 Les prévisions économiques de l'ONU pour la Syrie

La Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (Escwa) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Unctad) ont publié un rapport sur l'état de l'économie syrienne, le 26 janvier.

- Le taux de change officiel de la livre syrienne a chuté de 270 fois par rapport au dollar états-unien entre 2011 et 2023.
- Le PIB syrien s'est contracté de 64 % depuis 2011 et la pauvreté extrême a atteint 40,4 % en 2024.
- Les exportations et importations ont respectivement chuté de 84 et 70 %.

Les Nations unies envisagent plusieurs scénarios distincts : au pire, l'instabilité continue, l'économie continue à chuter et la population à fuir. Au mieux, si la situation politique était stabilisée, le PIB augmenterait annuellement de

13,36 % entre 2024 et 2030, tandis que la pauvreté extrême pourrait diminuer de 50 % en 2024 à 36 % en 2030. Le PIB pourrait retrouver 80 % de son niveau de 2010 d'ici à 2030. La taille de la population pourrait augmenter de manière significative et « le retour des réfugiés et leur participation au marché du travail seraient essentiels pour la reprise. »

2813 Vers un désarmement du PKK

Devlet Bahçeli, secrétaire général du parti d'action nationaliste, poursuit ses négociations avec Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), par l'intermédiaire de membres du Parti pour l'égalité et la démocratie du peuple (DEM). La presse turque évoque l'éventuelle libération « d'Apo » (surnom d'Öcalan), le 15 février, date du 26^e anniversaire de son incarcération.

Ankara souhaite le désarmement du PKK en échange de l'amnistie pour les combattants kurdes, l'octroi de droits civiques et culturels, notamment linguistiques à la minorité de Turquie et la libération de certaines figures phares de la cause. À cela s'ajoute la question d'une zone autonome kurde en Syrie (voir plus haut).

Des dirigeants du PKK des montagnes turco-iraniennes ont rejeté la proposition turque sans attendre l'avis d'Öcalan.

De son côté, Israël envisage de faire entrer la région kurde d'Iraq, et éventuellement celle de Syrie si elle est constituée, dans les Accords d'Abraham.

L'arrestation et l'incarcération d'Ümit Özdağ, président du Parti de la victoire (droite nationaliste), sont interprétées selon les commentateurs, soit comme une manière du pouvoir de se protéger de l'accusation de négocier avec des terroristes, soit comme le début d'une seconde vague de procès Ergenekon.

☞ Les procès Ergenekon avaient été présentés comme une purge des hauts gradés liés aux

services secrets de l'OTAN. En réalité, il s'agissait du contraire : ces officiers supérieurs avaient envisagé de s'éloigner un peu de Washington et de se rapprocher, un peu, de Beijing.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

2814 Le Conseil de sécurité déplore l'interdiction à Gaza et à Jérusalem de l'UNRWA par Israël

Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a plaidé devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 28 janvier, pour le maintien des activités de l'Office en Israël et dans les Territoires occupés par Israël (la Knesset a adopté une [loi d'interdiction](#), en octobre 2024 [cf. VAI 2333]).

L'UNRWA assure la moitié des interventions d'urgence, et depuis le début du cessez-le-feu, l'Office a acheminé 60 % de la nourriture entrée dans Gaza.

La délégation russe a indiqué que les accusations israéliennes contre l'UNRWA n'ont jamais été étayées par des preuves concluantes et qu'elles ne sauraient servir de base à l'interdiction de son travail. L'UNRWA a été créé non pas par Israël, mais par une décision de l'ensemble de la communauté internationale en 1949, a rappelé la délégation. Celle-ci a souhaité que le dossier de l'UNRWA fasse l'objet d'un troisième avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les obligations d'Israël en ce qui concerne la présence diplomatique et de l'ONU dans les territoires palestiniens occupés. Aucun État n'a le droit de priver unilatéralement des agences de l'ONU et leurs employés de leurs privilèges et immunités, a-t-elle souligné.

Tous les États membres du Conseil, à l'exception des États-Unis qui n'ont pas formulé d'opinion sur une « décision souveraine » de l'État d'Israël, ont prié Israël de revenir sur sa

décision d'interdiction de l'UNRWA. Aucun texte n'a été adopté.

ORGANISATION INTERNATIONALE

2815 Donald Trump dénonce le coût des normes européennes à Davos

Le président états-unien, Donald Trump, est intervenu par visioconférence au Forum économique de Davos. Après un discours reprenant la rhétorique désormais en cours à Washington, il a répondu à cinq questions du public.

Le président Trump a invité l'UE à être plus compétitive. Ses normes sociales et environnementales sont trop coûteuses à ses yeux. Il a dénoncé les amendes prononcées par la Commission européenne à l'encontre de grandes sociétés US, notamment celle appliquée à Apple qui n'avait pas violé de lois irlandaises, mais bénéficié d'une largesse du gouvernement irlandais.

Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, a appelé, quant à lui, au contrôle des réseaux sociaux et a déclaré : « Les milliardaires de la technologie veulent renverser la démocratie. C'est la vérité de la terrible menace à laquelle nous sommes confrontés. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°119 - 7 février 2025

ÉDITORIAL

2816 Donald Trump entend déplacer les Palestiniens de Gaza et construire une riviéra sur leur terre

- L'annonce par le président Donald Trump d'un plan visant à reprendre la bande de Gaza et à expulser par la force sa population palestinienne s'est heurtée à une indignation générale, même les alliés les plus proches des États-Unis rejetant l'idée comme inacceptable et illégale.
- Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, le président Trump a déclaré : « Nous posséderons [la bande de Gaza] et serons responsables du démantèlement de toutes les bombes non explosées et autres armes sur le site [...] Nous construirons une riviéra au Moyen-Orient. Nous veillerons à ce que ce soit fait de classe mondiale. Ce sera merveilleux pour les gens [...] Nous allons donner aux gens une chance de vivre dans une belle communauté qui sera sûre [...] J'ai le sentiment que, malgré tout, le roi de Jordanie et le général en Égypte ouvriront leurs cœurs et nous donneront la terre pour que nous fassions cela [...] J'ai parlé à d'autres dirigeants au Moyen-Orient et ils aiment l'idée. Ils disent que cela apporterait vraiment de la stabilité. »
- Stupéfait, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a commenté : « La paix et la stabilité ne pourront être obtenues dans la région sans l'établissement d'un État palestinien avec Jérusalem comme capitale. »
- L'Arabie saoudite a exprimé son « rejet sans équivoque » des plans visant à remplacer les Palestiniens et a exclu explicitement un pacte de normalisation avec l'État israélien sans État palestinien indépendant.
- Si l'Égypte s'est prudemment contentée d'appeler à « la reconstruction de Gaza sans que les Palestiniens ne partent », les médias officiels n'ont pas eu de mots assez durs contre ce « projet colonial ».
- Le roi Abdallah II de Jordanie a « rejeté toute tentative d'annexer des terres et de déplacer les Palestiniens ». Il a, le lendemain, en présence du prince héritier et de membres de son gouvernement, reçu le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour exprimer son soutien aux Palestiniens (...)

(...) • La Ligue arabe souligne que les principes fondamentaux de la cause palestinienne demeureront un « point de consensus cohérent et inébranlable » dans l'ensemble du monde arabe. « La Cisjordanie occupée et la bande de Gaza constituent ensemble le fondement territorial du futur État palestinien dans le contexte d'une solution à deux États, sans aucune séparation entre les deux ou violation des droits du peuple palestinien, dont la présence continue sur ses terres demeure la pierre angulaire de sa juste cause. »

• Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a qualifié ce plan « d'inacceptable ».

• La Chine a rappelé avoir « toujours soutenu que “seuls les Palestiniens gouvernent la Palestine” est le principe fondamental de la gouvernance de Gaza après les conflits. Nous nous opposons au déplacement forcé de la population de Gaza, et nous espérons que les parties concernées saisiront l'occasion du cessez-le-feu et de la gouvernance après les conflits à Gaza pour ramener la question palestinienne sur la bonne voie d'un règlement politique fondé sur la solution des deux États, afin de parvenir à une paix durable au Moyen-Orient. »

• Volker Turk, haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme, a souligné que « Tout transfert forcé ou expulsion de personnes en provenance de territoires occupés est strictement interdit. » António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a déclaré, quant à lui : « Dans la recherche de solutions, nous ne devons pas aggraver le problème. Il est vital de rester fidèle au fondement du droit international. Il est essentiel d'éviter toute forme de nettoyage ethnique. Toute paix durable exigera un progrès tangible, irréversible et permanent vers la solution à deux États, la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien indépendant, avec Gaza comme partie intégrante. »

• Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, a tenté de rectifier le tir en précisant que Washington ne financerait pas la reconstruction de Gaza et qu'il n'était pas question d'envoyer des bottes sur le terrain.

☞ L'idée d'appliquer en Palestine le modèle choisi par le président états-unien Andrew Jackson pour mettre fin aux guerres indiennes ne tient pas compte des différences culturelles entre les Cherokees pour qui la terre appartient à tous et les Arabes pour qui, au contraire, la terre participe de l'identité d'un peuple.

Pourtant, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait envisagé d'abandonner la Palestine et de gouverner la Jordanie (septembre noir, 1970-71), le Liban (1973-83), voire d'émigrer en Tunisie (1983).

Le président états-unien, Ronald Reagan, de son côté, avait déjà envisagé une déportation, non seulement des Gazaouis, mais de tous les Palestiniens, en Égypte et en Jordanie (1983).

La question sera au centre des pourparlers indirects du Hamas et de l'État d'Israël à Washington.

☞ L'idée de transformer Gaza en riviéra du Moyen-Orient n'est pas une lubie de Jared Kushner, elle a été la première fois avancée, en 1993, par Shimon Peres, alors ministre des Affaires étrangères. Il parlait de faire de Gaza le « Singapour du Moyen-Orient ». Israël Katz, alors ministre israélien des Affaires étrangères, avait également présenté, en janvier 2024, au Conseil européen, un projet (cf. VAI 0300), tout aussi surprenant quoi que plus petit, de station balnéaire sur une île artificielle au large de Gaza.

AMÉRIQUES

2817 Le tsar canadien du fentanyl

Afin d'obtenir la levée des droits de douane imposés par le président Donald Trump, Justin Trudeau, Premier ministre canadien sortant, a institué un « tsar du fentanyl ». Effectivement, les États-Unis ont alors « suspendu » ces taxes.

David McGuinty, ministre canadien de la Sécurité publique, a alors indiqué que 49 000 Canadiens étaient morts du fentanyl au cours des huit dernières années. Il a précisé que le rôle

du tsar serait de relier les données sur le trafic de fentanyl au Canada et son franchissement de la frontière états-uno-canadienne « afin que nous puissions surmonter les obstacles et exécuter un plan pour minimiser, voire éliminer le fentanyl du sol canadien ».

2818 L'état des États-Unis en 2025

Un groupe de statisticiens états-unien a publié un rapport très fouillé sur « L'état de la Nation ». Il montre que, malgré leur objectif traditionnel de la « recherche du bonheur » individuel, les États-Unis ont privilégié leur développement économique sur le bonheur de leurs habitants depuis la dissolution de l'Union soviétique.

On apprend ainsi que les États-Uniens sont de plus en plus dépressifs, que les morts par overdose ont été multipliées par sept, que les suicides ont augmenté de moitié, et que leur espérance de vie a chuté de trois ans durant la période du Covid. La confiance dans le gouvernement fédéral et celle dans les universités ont diminué de moitié durant les deux dernières décennies.

2819 Les États-Unis se retirent de trois autres agences de l'ONU

Après s'être retirés de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), [les États-Unis se sont retirés](#) du Conseil des Droits de l'homme (CDH), de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Washington ne participera plus à leur financement et ne répondra pas aux appels sur ses éventuelles charges antérieures.

2820 Donald Trump renforce l'embargo états-unien contre l'Iran

Accusant l'Iran d'être responsable de l'attaque de la résistance palestinienne contre Israël, le 7

octobre 2023, et de vouloir se doter d'armes nucléaires, le président Donald Trump a décidé (NSPM-2) de [renforcer les mesures coercitives unilatérales contre la République islamique](#) (qualifiées abusivement de « sanctions », ce qu'elles ne sont pas en droit international).

☞ Ces mesures coercitives unilatérales concernent aussi le port de Chabahar. Or celui-ci est indispensable au corridor international de transport nord-sud (NSTC) par lequel l'Inde et la Russie rééquilibrent les transports chinois en Asie centrale.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Erreurs d'interprétation sur l'évolution des États-Unis \(2/2\)](#) », par Thierry Meyssan

Poursuivant notre analyse des erreurs d'interprétation des actions de l'administration Trump, nous revenons sur la fermeture de nombreuses agences fédérales, sur la raison pour laquelle elle envisage de déporter les Palestiniens, et sur son approche de la guerre en Ukraine.

- Vidéo : [Éric Verhaeghe, Edouard Husson et Thierry Meyssan discutent du projet Trump pour Gaza](#)

Dans ce débat animé, les trois experts tentent de cerner toutes les dimensions de la proposition du président Donald Trump de déporter les Gazaouis et de transformer la bande de Gaza en nouvelle « Côte d'Azur » sur la Méditerranée.

2821 Donald Trump crée un fonds souverain états-unien

Le [Gouvernement fédéral a créé un fonds souverain](#) pour « promouvoir la viabilité des finances publiques, réduire le fardeau des impôts sur les familles et les petites entreprises états-uniennes, instaurer la sécurité économique pour les générations futures et promouvoir le leadership économique et stratégique des États-Unis au niveau international. »

2822 Elon Musk enquête sur les dépenses réelles des États-Unis

Elon Musk poursuit son démantèlement de l'État fédéral. Il s'intéresse particulièrement aux données de l'obscur Bureau du Service fiscal, c'est-à-dire de l'organe du trésor chargé de procéder à tous les paiements au nom des États-Unis. C'est le seul moyen de connaître avec précision ce qui coûte au système.

Il vient de renvoyer les fonctionnaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qu'il a qualifié « d'organisation criminelle ». Contrairement à ce que son nom indique, cette structure est une partenaire fidèle de la CIA. Elle ne vient en aide qu'aux populations pro-USA ou aux opposants des régimes anti-USA.

☞ Il se trouve que l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), qui a fourni les « informations » permettant de [lancer la procédure de destitution contre le président Trump](#) durant son premier mandat (UkraineGate), était une création de l'USAID. *Mediapart* (France), *Drop Site News* et *Reasonator* (États-Unis), *Il Fatto Quotidiano* (Italie), *Reporters United* (Grèce) n'étaient que des médias de paille utilisés, peut être à leur insu, par l'USAID pour diffuser les « informations » que la CIA souhaitait rendre publiques.

2823 Le Salvador propose d'externaliser les prisons états-uniennes

Recevant le secrétaire d'État, Marco Rubio, Nayib Bukele, président salvadorien a déclaré : « Nous avons proposé aux États-Unis l'opportunité d'externaliser une partie de leur système carcéral. Nous sommes disposés à accueillir les criminels convaincus, dont des criminels états-uniens dans notre “méga-prison” (Cecot) en échange d'une rémunération. Celle-ci sera relativement bon marché pour les États-Unis mais significative pour nous, et cela financera notre système carcéral. »

2824 L'Argentine se retire de l'OMS

Après le Liechtenstein et les États-Unis, l'Argentine se retire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans un post sur X, le président argentin, [Javier Milei](#) a indiqué : « Nous n'oublierons jamais que ce sont les idéologues de la quarantaine qui ont décidé, conformément au Statut de Rome de 1998 (article 7k), en complicité avec tous les États qui ont pris leurs directives, l'un des crimes contre l'humanité le plus étrange de l'histoire [Le confinement des personnes saines lors de la pandémie de Covid]. C'est pourquoi nous avons décidé de quitter une organisation aussi désastreuse qui fut l'organe d'exécution de ce qui fut la plus grande expérience de contrôle social de l'histoire. »

EUROPE

2825 Bart De Wever, nouveau Premier ministre belge

Bart De Wever (dit « BDW »), président du parti séparatiste flamand, a été désigné Premier ministre belge pour 5 ans. Il a fondé son ascension sur la dénonciation des subventions systémiques de la Flandre à la Wallonie, mais assure aujourd'hui qu'une confédération entre les deux groupes est possible.

2826 Scandale d'espionnage d'État en Italie

WhatsApp (propriété de Meta) a contacté 90 personnalités italiennes pour les informer que le logiciel « Graphite » de la société israélienne Paragon Solutions avait été utilisé pour pirater leurs téléphones mobiles.

Paragon Solutions a immédiatement mis fin à ses relations avec les autorités italiennes au motif qu'elles n'ont pas respecté leurs engagements éthiques contractuels.

[Francesco Cancellato](#), rédacteur en chef du journal *Fanpage*, a été la première cible à s'exprimer sur le sujet. Il avait publié, l'année dernière, une enquête révélant comment des membres de l'organisation de jeunesse du parti de la Première ministre, Giorgia Meloni,

chantaient des hymnes fascistes, faisaient le salut nazi et dessinaient des tags antisémites.

L'activiste Luca Casarini, le chef de mission de Mediterranea Saving Humans, a également été visé, ainsi que Husam El Gomati, un activiste libyen vivant en Suède. Les deux hommes ont accusé l'Italie de complicité dans les abus subis par des migrants en Libye.

On ignore l'identité des autres cibles.

Paragon Solutions ne travaille jamais avec des particuliers, exclusivement avec des États. Il a signé l'année dernière un contrat de 2 millions de dollars avec les services d'immigration états-unis. En Italie, il a deux clients : une branche des forces de l'ordre et une agence de Renseignement.

Le cabinet de Giorgia Meloni a démenti que les services de sécurité de l'Italie aient abusé de ce logiciel.

Paragon Solutions a été créée par Ehud Schneerson, un ancien soldat de l'Unité 8200 de Tsahal, et Ehud Barak, ancien Premier ministre israélien. La société a été revendue pour 900 millions de dollars à un fonds d'investissement états-unien, AE Industrial Partners. Paragon Solutions emploie 450 personnes. Le logiciel Graphite a des capacités comparables à celles du logiciel espion Pegasus du groupe NSO. Il serait capable de pénétrer aussi bien les logiciels WhatsApp que Signal et même Telegram dans sa version cryptée.

2827 Le Hezbollah en Allemagne

Selon *The National* (EAU), [le Hezbollah a constitué un réseau de mosquées et d'associations scoutes en Allemagne](#). Bien que le pays ait décrété, le 30 avril 2020, que le Parti de Dieu est une association terroriste, ses activités continuent, notamment à Brême, à Münster et à Berlin. Il réunit des fonds pour pallier ses revers au Liban et en Syrie.

2828 La Cour de Justice de l'UE suspend l'obligation de révéler qui a négocié les prétendus vaccins anti-Covid

Dans l'attente d'un arrêt de la Cour, le vice-président de la Cour de justice de l'Union européenne a suspendu provisoirement l'obligation pour la Commission européenne de divulguer l'équipe chargée de négocier l'achat anticipé des « vaccins » contre la Covid-19 entre 2020 et 2021.

👉 Rappelons que les médicaments à l'ARN messenger ne sont pas des vaccins au sens scientifique du terme et ne protègent pas contre la diffusion de la maladie. Le qualificatif de vaccin leur a été attribué par la seule loi fiscale des États-Unis.

2829 Le Conseil européen fait bloc derrière l'intégrité du Danemark

Le Conseil européen s'est réuni de manière informelle pour réfléchir à la manière dont il devra s'adapter à la nouvelle administration Trump.

- Groenland : À son arrivée à la retraite des membres du Conseil européen, Mette Frederiksen, Première ministre danoise, a déclaré : « Le Groenland fait aujourd'hui partie du Royaume du Danemark. C'est une partie de notre territoire, et il n'est pas à vendre. »

À la sortie de la réunion, António Costa, président du Conseil européen, a déclaré que l'UE continuera de « défendre la Charte des Nations unies, les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières », principes « que nous défendons en soutenant l'Ukraine et que nous défendrons également, à plus forte raison si l'intégrité territoriale d'un État membre de l'UE est remise en question [...] La préservation de l'intégrité territoriale du royaume du Danemark, de sa souveraineté et de l'inviolabilité de ses frontières est essentielle pour tous les États membres. »

- Tous ses membres ont unanimement considéré qu'il fallait renforcer la défense de l'UE et développer ses industries d'armement.

- Face à une possible augmentation des droits de douane US sur les produits européens, les membres du Conseil se sont engagés à tenir une position commune. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré en sortant : « Lorsqu'elle sera ciblée, de façon injuste ou arbitraire, l'UE répondra de manière ferme. »

2830 Discours de Kaja Kallas aux ambassadeurs de l'UE

Dans son discours devant les ambassadeurs de l'UE, l'Estonienne Kaja Kallas a déclaré :
« L'UE dans le monde doit être l'UE que nous voulons voir dans le monde : l'antithèse de l'axe autocratique qui se forme aujourd'hui. »

Elle a aussi plaidé pour que l'UE joue un rôle dans la paix au Moyen-Orient. « Des progrès peuvent être réalisés. Et l'UE peut avoir un rôle à jouer. Si nous ne sommes pas là, autour de la table, à poser les bonnes questions, à promouvoir l'inclusion et à défendre les valeurs démocratiques, alors qui le sera ? » [...] « Regardez la Turquie et les États du Golfe dans leurs rôles de médiateurs de paix avec leurs propres agendas stratégiques et leurs approches transactionnelles. La question est de savoir si l'UE doit aussi devenir transactionnelle. À bien des égards, il est temps que nous le fassions. »

2831 Discours d'Antonio Costa aux ambassadeurs de l'UE

Dans son discours devant les ambassadeurs de l'UE, le Portugais Antonio Costa, président du Conseil européen, a dressé le paysage des relations internationales, puis il a rappelé quelques positions de l'UE.

- Bruxelles défendra l'Ukraine face à la Russie.
- L'UE défendra l'organisation du monde fondé sur des règles (Il a également évoqué le droit international, mais ces deux concepts sont contradictoires).

- L'UE poursuivra son élargissement.
- L'UE devra dépenser plus pour sa défense.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2832 Kaja Kallas reprend la rhétorique israélienne sur l'UNRWA

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a publié un communiqué :
« L'UE attend la mise en œuvre complète des recommandations du rapport du Groupe d'examen indépendant [la Commission présidée par la Française Catherine Colonna, cf. VAI 1106] à la suite des allégations contre certains membres du personnel de l'UNRWA et condamne l'utilisation des installations des Nations unies appartenant à l'UNRWA par le Hamas, comme l'ont révélé des otages israéliens. »

2833 Deux nouvelles directions générales de la Commission européenne

Deux nouvelles directions générales de la Commission européenne - l'une compétente en matière d'élargissement et de partenariat oriental (ENEST) et la seconde responsable des partenariats avec la Méditerranée et les pays du Golfe (MENA) - sont désormais opérationnelles, depuis le 3 février.

2834 Le tribunal spécial contre la Russie au point mort

Le Groupe restreint pour l'établissement d'un tribunal spécial pour juger le crime d'agression contre l'Ukraine s'est réuni, pour la 13^e fois, le 4 février. Tous les participants, notamment l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, ont réitéré leurs engagements précédents sur la nécessité de condamner la Russie, mais aucune avancée n'a été actée.

2835 L'administration Biden sortante nie avoir voulu rétablir les anciennes frontières de l'Ukraine

[Eric Green](#), ancien directeur principal pour la Russie et l'Asie centrale au Conseil national de sécurité, a affirmé au magazine *Time* que l'administration Biden n'avait jamais cherché à rétablir les frontières de l'Ukraine. Selon lui « l'objectif le plus important était que l'Ukraine survive en tant que pays souverain et démocratique, libre de poursuivre l'intégration avec l'Occident ». Ce faisant, il contredit les déclarations du président Joe Biden et du secrétaire d'État Antony Blinken.

Cette évolution de la position des démocrates laisse à penser qu'ils ont assimilé les menaces nucléaires du président russe, Vladimir Poutine.

2836 Assassinat d'Armen Sarkissian

Armen Sarkissian (alias « Gorlovsky »), chef d'un bataillon arménien intégré aux forces armées russes, qui se battait en Ukraine depuis le coup d'État de 2014 (dit « EuroMaïdan ») a été assassiné dans l'explosion d'une bombe à son domicile de Moscou.

Le SBU assure qu'il commandait des repris de justice. Le Kremlin, au contraire, le présente comme un combattant antinazi.

AFRIQUE

2837 Les mercenaires roumains du Congo battent en retraite

Les mercenaires roumains de Congo Protection, de Horatiu Potra, ancien de la Légion étrangère française, ont cessé le combat, le 29 janvier 2025, trois jours après l'entrée des rebelles du M23 et de leurs alliés rwandais dans la capitale régionale du Nord-Kivu. Ces alliés du Congo contre le M23 avaient été jusqu'à un millier l'année dernière.

2838 Le Congo dénonce la complicité de l'UE dans l'agression rwandaise

S'adressant aux députés européens, Thérèse Kayikwamba Wagner, ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), a déclaré : « Plus de 150 tonnes de coltan sont extraites illégalement chaque mois, sur le sol congolais, détournées par le Rwanda et écoulées sur les marchés internationaux sous une étiquette frauduleuse de "minerais rwandais". Et tout cela sous le couvert d'un partenariat florissant entre l'UE et le Rwanda scellé par un mémorandum d'entente sur les chaînes de valeur durable. Nous exigeons des mesures décisives et immédiates, en modifiant le protocole d'accord. L'Europe ne peut prétendre promouvoir un commerce éthique des matières premières lorsqu'elle autorise l'approvisionnement en provenance d'un pays qui finance l'instabilité en RDC. »

La dernière opération du M23 et de l'armée rwandaise a tué au moins 3 000 Congolais.

2839 Le ton monte entre l'Afrique du Sud et le Rwanda

La Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe en République démocratique du Congo (SAMIDRC) est principalement composée de soldats sud-africains, mais aussi de forces du Malawi et de Tanzanie. Elle vient de perdre 13 hommes lors de la bataille de Goma contre le M23 et l'armée rwandaise.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a précisé le 29 janvier que « la présence militaire sud-africaine dans l'est de la RDC n'est pas une déclaration de guerre contre un pays ou un État ».

Angie Motshekga, ministre sud-africaine de la Défense, a précisé lors d'un point de presse : « Il n'y a pas d'hostilité entre nous [c'est-à-dire face à l'armée rwandaise], mais à un moment, ils nous ont tirés au-dessus de la tête et le président les a mis en garde. Si vous tirez, sachez que c'est

une déclaration de guerre et nous devons défendre nos hommes. »

Le président rwandais, Paul Kagame, a qualifié ces propos de « déformés », « d'attaques délibérées et même de mensonges » sans lien avec la réalité des discussions qu'il a eu cette semaine avec son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa.

☞ Le différend entre Kigali et Prétoria ne date pas du conflit en RDC. En 2014, l'ancien chef des services secrets rwandais, Patrick Karegeya, en exil en Afrique du Sud, avait été retrouvé mort, étranglé dans sa chambre d'hôtel.

ASIE

2840 Eyal Zamir, nouveau chef d'état-major des FDI

- Officiellement, seuls les généraux Eyal Zamir, Amir Baram et Tamir Yadaï étaient candidats pour devenir chef d'état-major des Forces de défense d'Israël (FDI). Cependant, selon Channel 12, Sara Netanyahu aurait préféré le général David Zini.

Benyamin Netanyahu a élaboré sa rhétorique électorale en conspuant les hauts gradés. Aucun des généraux ne lui convenait donc, à titre personnel tout au moins.

En définitive, c'est Eyal Zamir qui a été choisi. Outre ses compétences militaires, il est réputé compatible avec le Premier ministre (dont il fut le secrétaire militaire de 2012 à 2015) et avec le Pentagone (avec lequel il a réglé différents problèmes de coordination et d'approvisionnement).

- Le général Eyal Zamir devra rétablir l'autorité au sein des armées. Durant la récente guerre contre la Résistance palestinienne en général et le Hamas en particulier, de nombreux hauts gradés ont violé le règlement des FDI, commis des crimes de guerre, et ont obtenu néanmoins le soutien de ministres en exercice. Certaines unités se sont même publiquement affiliées à certains ministres et à leur idéologie.

Il devra aussi résoudre le problème dénoncé par le général Yitzhak Brik (cf. VAI n°58) : le mensonge généralisé parmi les officiers supérieurs qui font carrière.

Il devra également résoudre les modalités d'intégration aux armées des hommes haredims (« ultra-ortodoxes »).

Enfin, il devra veiller à faciliter l'enquête interne sur ce qui a permis l'opération du 7 octobre (Déluge d'al-Aqsa) sans compromettre une possible commission d'enquête d'État sur le même sujet.

2841 Le gouvernement Netanyahu réécrit l'histoire de la guerre du Kippour

Le ministère israélien de l'Éducation a publié une directive sur l'enseignement de la guerre du Kippour (octobre 1973). On peut y lire : « Nous n'accepterons pas les réponses affirmant qu'Israël a rejeté l'offre de paix de l'Égypte. »

Jusqu'ici, il était admis en Israël que la guerre était la conséquence du refus du Premier ministre de l'époque, Golda Meir, de restituer le Sinaï. Cette présentation, comme toutes celles qui rapportent des refus de négociation israéliens, déplait au Premier ministre, Benyamin Netanyahu.

2842 Nouveau plan de coup d'État législatif en Israël

Yariv Levin, ministre de la Justice, a présenté, le 30 janvier, un nouveau plan visant à modifier la composition de la Commission des nominations à la magistrature et à modifier les lois fondamentales qui servent de constitution *de facto*.

- Ce projet ne mentionne plus la « clause d'annulation » donnant à la majorité de la Knesset la possibilité d'annuler les décisions de la Cour suprême.

- Concernant la Commission des nominations à la magistrature, elle comprend actuellement deux ministres du gouvernement, un député de

la majorité gouvernementale, un autre de l'opposition, deux représentants du barreau des avocats et trois juges en exercice. Dans le nouveau projet, il y aura deux ministres, un député de la coalition gouvernementale et un avocat choisi par elle. L'opposition aura un député et un avocat qu'elle choisira également ; et les juges auront trois représentants. En d'autres termes, les politiciens verront leur pouvoir renforcé au détriment du barreau des avocats.

- Concernant les lois fondamentales, pour le moment, rien ne les distingue des lois ordinaires. Le nouveau projet prévoit d'en définir le statut, mais il ne précise rien à son sujet.

- Enfin le nouveau projet prévoit qu'aucun engagement ne sera pris durant cette session de la Knesset, mais uniquement dans la suivante.

☞ Le projet initial a été abandonné face aux manifestations massives d'une majorité de la population contre un « coup d'État » législatif. Cette nouvelle mouture se situe dans la même direction, mais avance masquée. Benyamin Netanyahu espère pouvoir la faire passer par étapes sans soulever la même opposition.

2843 La Fondation Hind Rajab poursuit les criminels de guerre israéliens

La Fondation Hind Rajab, du nom d'une fillette de 6 ans qui a été tuée à Gaza au début de l'année dernière, rassemble toutes les preuves disponibles sur Internet relatives aux crimes commis par des soldats israéliens, à Gaza ou au centre de torture de Sde Teiman.

Elle a transmis à la Cour pénale internationale (CPI) une liste de 1 000 noms de criminels qu'elle a identifiés et dont elle a relevé les comptes sur les réseaux sociaux.

Elle a appelé à l'arrestation de deux d'entre eux, en vacances à Chypre et au Sri Lanka.

☞ La presse israélienne fait valoir que ses fondateurs sont liés au Hezbollah.

☞ Les FDI n'ont sanctionné que 15 soldats depuis le début de la guerre contre le Hamas.

☞ Pour notre part, nous pensons que des inculpations de criminels israéliens ne seront justes que si elles s'accompagnent d'inculpations de criminels palestiniens.

2844 L'accord de cessez-le-feu Israël-Hamas

L'accord de cessez-le-feu Israël-Hamas n'a pas été publié. On sait cependant qu'il comprend :

- Étape 1 : 42 jours

- Cessez-le-feu à Gaza et en Israël.

- Retrait partiel des FDI dans les « zones tampons » (le couloir de Netzarim sera israélien jusqu'au 22^e jour, tandis que le couloir de Philadelphie ne sera pas évacué) et retour des Palestiniens sur leurs lieux d'habitation (des camps de caravanes seront créés).

- 7 libérations hebdomadaires d'otages et de prisonniers/prisonniers et détenus administratifs.

- Le Hamas libère 33 otages.

- Le Gouvernement israélien libère 735 prisonniers et détenus palestiniens.

- Les négociations sur l'étape 2 commencent le 16^e jour (4 février).

- Étape 2 : 42 jours

- Le cessez-le-feu se transforme en déclaration de « séquence durable », parfois appelée « arrêt définitif de la guerre ».

- Le Hamas libère tous les otages vivants restants (hommes et soldats).

- Israël libère davantage de prisonniers palestiniens, y compris ceux qui ont été condamnés pour des attaques terroristes meurtrières.

- Retrait complet des FDI de Gaza.

- Ouverture du point de passage de Rafah aux malades et aux blessés.

- Étape 3 : 3 à 5 ans

- Échange des dépouilles ou parties de dépouilles des morts des deux côtés.

- Mise en œuvre d'un plan de reconstruction pour Gaza supervisé par l'Égypte, le Qatar et l'ONU.

- Réouverture des points de passage de la frontière à Gaza.

2845 Benjamin Netanyahu offre deux bipeurs, dont un en or, à Donald Trump

Selon la presse israélienne (et elle seule), Benjamin Netanyahu aurait offert à Donald Trump deux bipeurs, un provenant de l'opération contre le Hezbollah et le second en or. Le président états-unien se serait alors esclaffé que cette opération avait été « grande et brillante ».

👉 Rappelons que cette opération ne visait pas des combattants, mais le service d'ordre des communes gérées par le Hezbollah, les 17 et 18 septembre 2024 (cf. VAI 1964). Des milliers d'appareils de communication du groupe chiïte avaient explosé dans des habitations, des supermarchés, des hôpitaux et d'autres lieux publics, faisant au moins quarante morts, dont un enfant, et plus de 2 900 blessés. En droit international, il s'agissait d'une opération terroriste contre des civils conduite en violation de l'article 7 du Protocole sur l'interdiction ou la

limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (dixit Convention de Genève du 10 octobre 1989).

2846 Le plan de l'AP pour Gaza

Hussein al-Cheikh, un haut responsable palestinien pressenti comme potentiel successeur du dirigeant de Ramallah Mahmoud Abbas (89 ans), a proposé, au nom de l'Autorité palestinienne (AP), à Steve Witkoff, représentant spécial du président Trump, son plan pour Gaza. Il prévoit qu'il soit gouverné par un comité, désigné par Mohammad Moustapha, sous l'autorité de Ziad Abou Amr, originaire de Gaza et des conseillers de longue date de Mahmoud Abbas, qui deviendrait le dirigeant *de facto* de la bande de Gaza. Ce comité serait composé de personnalités issues de l'extérieur de l'enclave.

Abou Amr pourrait être acceptable pour l'administration Trump, car il est également

citoyen états-unien. Titulaire d'un doctorat de l'université de Georgetown, il a été vice-premier ministre palestinien de 2013 à 2024. Il a activement tenté de réaffirmer l'autorité de l'AP sur Gaza et s'était opposé au financement de la reconstruction de l'enclave après la guerre de 2014.

Les Émirats arabes unis (EAU), où Mohammed Dahlan est exilé, se disent prêts à envoyer des forces de maintien de la paix à Gaza si l'AP est réformée et débarrassée de Mahmoud Abbas. Dahlan, ancien ministre de la Sécurité de Mahmoud Abbas, est considéré comme l'homme qui a assassiné Yasser Arafat pour le compte d'Israël.

L'Arabie saoudite pourrait jouer un rôle clé plus neutre dans l'avenir de Gaza. En plus de disposer des fonds pour reconstruire l'enclave, Riyad est ouvert au dialogue avec les différentes factions palestiniennes.

2847 La générosité des EAU mise en cause à Gaza

Les Émirats arabes unis (EAU) ont décidé d'aider à la reconstruction de Gaza en lançant l'opération Chivalrois 3 de reconstruction des égouts à Khan Younes. La municipalité locale les a vivement remerciés, cependant le journaliste égyptien Mustafa Ashour (travaillant pour la chaîne qatarie Al-Jazeera Mubasher) a affirmé qu'il s'agissait d'une couverture pour une opération militaire visant à découvrir les derniers tunnels du Hamas. Le Frère Rafik Abdessalem, ancien ministre tunisien des Affaires étrangères (et gendre de Rached Ghannouchi), en a rajouté, accusant les Émirats de tenter de planter des dispositifs d'écoute et des caméras de surveillance à l'intérieur des canalisations au nom de l'armée israélienne. Dans la même veine, le Frère Mamdouh Hamza (condamné pour terrorisme sous Hosni Moubarak) a accusé les EAU de servir les FDI. La toile en langue arabe s'est embrasée.

2848 Le Qatar soutient le Liban

Mohammad ben Abdelrahmane al-Thani, Premier ministre qatari, a effectué une visite officielle au Liban. Il a assuré le pays du soutien du Qatar pour sa reconstruction et condamné les violations du cessez-le-feu par Israël au nom du respect de la résolution 1701.

2849 Prochaines funérailles d'Hassan Nasrallah

Le Hezbollah organisera, le dimanche 23 février à Beyrouth, les obsèques d'Hassan Nasrallah et de Hachem Safieddine.

Sayyed Hassan Nasrallah est une personnalité panarabe, au même titre que Gamal Adbdel Nasser, que Hafez el-Assad ou que Yasser Arafat.

2850 L'Iran plaide au Liban pour les réfugiés syriens

Vahid Jalal, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des Affaires consulaires et parlementaires, s'est rendu à Beyrouth pour plaider le soutien des autorités libanaises au million et demi de Syriens qui se sont réfugiés au Liban après la chute de Bachar el-Assad.

2851 Naïm Kassem représentant religieux d'Ali Khamenei

Le 5 février, le guide suprême de la révolution iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a désigné cheik Naïm Kassem, secrétaire général du Hezbollah, comme son représentant religieux au Liban.

Hassan Nasrallah détenait la même délégation de pouvoir.

☞ Rappelons que l'ayatollah Rouhollah Khomeiny était un spécialiste de Platon. Celui-ci avait exposé, dans *La République*, le principe d'un gouvernement des sages. Adapté à l'islam chiite, cela donne le *velayet el-faqih*. Les disciples de Khomeiny admettent qu'une personnalité religieuse dispose du pouvoir de trancher les

conflits en tant que représentant sur terre de « l'imam caché », Mohammad el-Mahdi, le 12^e successeur du prophète Mohammad, disparu en 939 et dont le retour mettra fin à l'oppression dans le monde. Ce pouvoir est aujourd'hui détenu par l'ayatollah Ali Khamenei et par délégation au Liban par le cheik Naïm Kassem.

Accessoirement, cette représentation n'est pas que religieuse, elle justifie aussi la collection des dons à la communauté ; un enjeu de taille alors qu'il faut reconstruire le Liban. La rumeur assure que, la semaine dernière, l'Iran a transmis au cheik Naïm Kassem d'importantes sommes d'argent en liquide.

2852 Ahmad el-Chareh en Arabie saoudite

Ahmad el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et président par intérim de la Syrie, a été reçu par Mohammad ben Salmane (MBS), prince héritier et dirigeant *de facto* d'Arabie saoudite.

La rencontre entre les deux hommes aurait été organisée par la société britannique Tony Blair Associates. L'avion du jihadiste syrien a été affrété pour des raisons de sécurité par le royaume saoudien.

Né à Damas, Ahmad el-Chareh a vécu son enfance en Arabie Saoudite où son père était économiste.

Au Forum de Davos, le nouveau ministre des Affaires étrangères syrien, le djihadiste Assaad el-Chibani, avait vanté le modèle saoudien et son plan de modernisation économique Vision 2030. Il avait déclaré : « Mais une monarchie autoritaire, riche et relativement plus grande et homogène, comme l'Arabie saoudite diffère beaucoup d'une république pauvre, plus petite et extrêmement fragmentée du point de vue social et religieux. Là encore, la Turquie est le modèle le plus proche, mais il manque à la Syrie une structure économique, des ressources et des institutions. »

2853 Ahmad el-Chareh en Türkiye

Ahmad el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et président par intérim de la Syrie, a été reçu par le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, à Ankara, le 4 février. L'entrevue a été précédée de l'annonce d'un partenariat stratégique entre les deux pays. L'armée turque encadrera l'armée syrienne et disposera de bases permanentes en Syrie.

La prise en main de la défense de la Syrie par la Türkiye répond aussi bien aux souhaits d'Ankara qu'à ceux de l'OTAN.

2854 Les ennuis judiciaires d'Ekrem İmamoğlu

Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul, a été appelé à comparaître pour des critiques prononcées à

l'encontre du procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek, et pour avoir rendu public, le nom d'un expert, Satılmış Büyükcanayakin, désigné quasi systématiquement dans toutes les enquêtes en cours contre des maires d'arrondissement d'Istanbul dirigés par le CHP.

2855 Polémique sur l'éventuelle reprise des négociations irano-états-uniennes

- Javad Zarif, ancien ministre iranien des Affaires étrangères et négociateur de l'accord sur le nucléaire, a déclaré ne pas avoir fait de propositions de négociation à l'administration Trump. « Nous avons simplement répondu à leur suggestion d'interaction. »

- William Burns, alors directeur de la CIA, a suggéré le 10 janvier que la position stratégique affaiblie de l'Iran, avec l'écrasement du Hamas à Gaza et celui du Hezbollah au Liban, pourrait ouvrir la voie à la reprise des négociations nucléaires.

- L'ayatollah Ali Khamenei a déclaré, le 28 janvier : « Derrière les sourires de la diplomatie, il y a toujours des inimitiés et des ressentiments cachés et malveillants. Nous devons ouvrir les yeux et faire attention avec qui nous traitons,

échangeons et parlons. Lorsqu'une personne connaît son adversaire, elle peut conclure un accord, elle sait quoi faire. »

- Ces propos ont relancé les débats sur la possibilité d'un accord avec les États-Unis.

- Selon le *New York Times* du 3 février, des ingénieurs et des scientifiques iraniens cherchent à être en mesure de transformer le combustible nucléaire accumulé en une arme atomique en quelques mois.

- Recevant une mission de l'Organisation de l'énergie atomique, le 3 février à Téhéran, l'amiral Ali Shamkhani, qui a été chargé de déterminer la position de l'Iran dans l'ordre mondial, a déclaré : « La République islamique d'Iran n'a jamais cherché d'armes nucléaires et ne le fera jamais. »

- Le ministère iranien des Affaires étrangères a démenti que le ministre Abbas Araghchi ait négocié avec les États-Unis lors de son voyage au Qatar.

- Mohammad Eslami, directeur du nucléaire iranien, a déclaré que, désormais, « nous avons atteint un stade où nous pouvons appliquer la technologie nucléaire dans divers domaines ». Il serait donc dommage de réduire le programme nucléaire civil pour des raisons budgétaires lorsqu'il parvient à être bénéficiaire.

- Ali Akbar Ahmadian, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, a suggéré, le 4 février, que des négociations avec des infidèles [les États-Unis] sont possibles.

- Le président Donald Trump a publié un décret intensifiant la pression états-unienne sur l'Iran (cf. plus haut VAI 2820), signe qu'il reprend les négociations et souhaite disposer de la plus grande marge de manœuvre possible.

☞ En 1988, après une attaque meurtrière de missiles non guidés irakiens, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny avait déclaré que les armes de destruction massive en général ne sont pas compatibles avec l'islam. Le programme de

fabrication d'une bombe atomique lancée par le Shah Reza Pahlevi et Euratom a alors été fermé. Cette position a été réitérée, en 2019, par l'ayatollah Ali Khamenei. Cependant, selon des experts israéliens, le guide de la révolution ne faisait que prononcer des mots pour endormir ses ennemis (conformément à la taqîya, c'est-à-dire au principe musulman de dissimulation face au danger).

Le président [Mahmoud Ahmadinejad](#) avait relancé la recherche nucléaire, mais exclusivement dans une optique civile. Il avait le projet de rendre l'énergie nucléaire accessible à tous les États du tiers-monde. Les scientifiques iraniens avaient alors travaillé aussi bien sur les systèmes de fusion que de fission nucléaire, provoquant une panique chez leurs homologues occidentaux.

2856 L'Iran dévoile de nouvelles armes

- L'Iran a dévoilé, le 1^{er} février, son missile de croisière dénommé Ghadr-380, d'une portée revendiquée de 1 000 kilomètres et doté de capacités antibrouillage.
- En outre, il a révélé, le 2 février, son missile balistique Etemad (« Confiance » en persan) d'une portée de 1 700 kilomètres.
- L'Organisation des moudjahidines du peuple a prétendu, le 1^{er} février, depuis son exil en Albanie, que l'Iran était en train de mettre au point des ogives nucléaires pour missiles à combustible solide d'une portée supérieure à 3 000 kilomètres sur le site des missiles Shahroud.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2857 Création de l'Alliance de La Haye

Neuf pays d'Afrique et d'Amérique du Sud ont formé, le 31 janvier à La Haye, une nouvelle alliance qui mettra l'accent sur des mesures juridiques, diplomatiques et économiques coordonnées pour mettre fin à l'occupation israélienne et à ses violations du droit international.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°120 - 14 février 2025

ÉDITORIAL

2858 Les FDI ont-elles tué plus d'Israéliens, le 7 octobre 2023, que la résistance palestinienne ?

Le général Yoav Gallant, ancien ministre israélien de la Défense, a reconnu, le 7 février sur Channel 12 avoir ordonné aux FDI, le 7 octobre 2023, d'appliquer la « directive Hannibal ». Selon lui, [elle fut mise en œuvre à certains endroits, mais pas à d'autres](#). En situation extrême, ce protocole prévoit de tuer des Israéliens plutôt que de les laisser tomber aux mains de la résistance palestinienne.

En janvier 2024, *The Cradle* avait affirmé qu'[au moins la moitié des victimes du festival SuperNova avaient été tuées par les FDI](#) et non pas par le Hamas.

Les services de communication de l'État hébreu ont, par la suite, présenté un montage vidéo aux parlementaires occidentaux, mais refusé de le rendre public. Ceux qui l'ont vu, en projection privée, ont été submergés par l'émotion et ont véhiculé la version officielle du « plus grand pogrom de l'Histoire ». Cependant, en voyant, après coup, certaines photos, ils ont émis des doutes.

☞ La directive Hannibal est une doctrine militaire israélienne élaborée en 1986 par le général Yossi Peled, commandant des Forces du nord.

L'ordre initial, rédigé avec le colonel Gabi Ashkenazi (futur chef d'état-major des FDI et qui fut membre du cabinet de guerre du 7 octobre) et un officier de Renseignement, le colonel Yaacov

Amidor, (plus tard conseiller de Sécurité nationale), a posé qu'en cas de capture, la mission principale des FDI est d'empêcher à tout prix que des soldats soient faits prisonniers.

Elle équivaut à l'ordre de tirer sur un soldat capturé pour éviter qu'il ne devienne prisonnier.

Selon d'anciens généraux, elle se résume ainsi : « Mieux vaut un soldat mort qu'un captif vivant. » Ou encore : « Après le déclenchement du protocole, on se concentre sur une zone précise et dans un seul but : perturber l'ennemi et l'empêcher de s'échapper avec un prisonnier. »

En 2014, lorsque la Résistance palestinienne captura le soldat Hadar Goldin à Gaza, les FDI pilonnèrent Rafah à raison d'un tir de missile par minute durant 4 heures. Elles tuèrent 150 civils et déclarèrent que le soldat était mort de ses blessures (...)

(...) De nombreux militaires ont contesté cette directive qui a été plusieurs fois reformulée. Parmi eux, le général Benny Gantz, actuel leader de l'opposition.

AMÉRIQUES

2859 Washington envisage d'organiser des élections en Ukraine

• Le général Keith Kellogg, envoyé spécial du président Donald Trump pour l'Ukraine et la Russie, a déclaré : « Dans la plupart des démocraties, les élections ont lieu même en temps de guerre. Je pense que c'est important. Je pense que c'est bon pour la démocratie. La beauté d'une démocratie forte est d'avoir plus d'un candidat potentiel. »

👉 Rappelons, comme nous le notons chaque fois, que le mandat électif de Volodymyr Zelensky s'est terminé en mai 2024. Selon la Constitution ukrainienne actuelle, la vacance du pouvoir devrait être assumée par le président de la Verkhovna Rada (Assemblée nationale). Lorsqu'il était président élu, Zelensky aurait dû organiser des élections, ce qu'il n'a pas fait. Cependant la même Constitution indique qu'aucune élection ne peut avoir lieu en état d'urgence. Le pouvoir actuel doit donc lever l'état d'urgence et organiser des élections.

Les 11 partis politiques d'opposition ont été interdits au motif qu'ils militaient pour une reddition aux conditions de l'ennemi. Dans la pratique, ils demandaient que l'on détruise les monuments en l'honneur de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B), c'est-à-dire des collaborateurs des nazis. Au contraire, le régime actuel en a érigé d'autres et soutient le mythe originel selon lequel la grande famine (Holodomor) serait imputable à une volonté meurtrière des Russes, ce qui est évidemment stupide, cette famine ayant ravagé d'autres régions d'URSS.

• Selon un [communiqué du SVR](#) (service russe de Renseignement extérieur), l'OTAN se préparait à éliminer la candidature de Zelensky en révélant

- que 1,5 milliard d'euros destinés à l'achat de munitions ont été détournés par la présidence ukrainienne ;
- que 130 000 soldats, morts au combat, continuent pourtant de toucher leur salaire ;
- que le président non élu Zelensky a cédé – et non pas vendu – des biens immobiliers à des sociétés étrangères et que des compensations lui ont été discrètement versées sur des comptes à l'étranger.

• Le SVR avait déjà annoncé, [en juin dernier](#), un renvoi de Zelensky par les États-Unis.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait évoqué cette option publiquement. Il avait alors précisé qu'aucune paix ne pourrait être conclue tant que l'Ukraine n'aurait pas de dirigeant légitime pour la signer.

• Moscou a déjà fait savoir qu'il n'acceptera pas de discuter tant que l'Ukraine n'aura pas publiquement renoncé aux territoires qu'il a perdus et n'aura pas publiquement déclaré qu'il n'adhérera pas à l'OTAN, mais s'engage à être neutre.

• La seule personne ayant annoncé qu'elle pourrait se présenter à la présidence de l'Ukraine est Oleksiy Arestovytch, ancien conseiller en communication de Volodymyr Zelensky.

2860 Donald Trump téléphone à Vladimir Poutine

Le président Donald Trump a téléphoné à son homologue russe, Vladimir Poutine. A l'issue de l'entretien, il a écrit : « Nous avons discuté de l'Ukraine, du Moyen-Orient, de l'énergie, de l'intelligence artificielle, de la puissance du dollar, et de divers autres sujets. Nous avons tous deux réfléchi à la Grande Histoire de nos nations, et au fait que nous avons combattu ensemble avec succès pendant la Seconde Guerre mondiale, en nous souvenant que la Russie a perdu des dizaines de millions de personnes, et nous avons également perdu tant de personnes. Nous avons tous les deux parlé des points forts de nos nations respectives, et du

grand avantage que nous aurons un jour dans la collaboration. Mais d'abord, comme nous l'avons convenu, nous voulons arrêter les millions de morts qui se produisent dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. »

2861 Donald Trump téléphone à Volodymyr Zelensky

Le président Donald Trump a téléphoné au président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, après son entretien avec Vladimir Poutine. Puis, il a écrit : « Je viens de m'adresser au président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky. La conversation s'est très bien passée. Comme le président Poutine, il veut faire la paix. Nous avons discuté d'une série de sujets liés à la guerre, mais surtout de la réunion qui est organisée vendredi à Munich, où le vice-président JD Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio dirigeront notre délégation. J'espère que les résultats de cette réunion seront positifs. Il est temps d'arrêter cette guerre ridicule, où il y a eu des morts et des destructions massives totalement inutiles. Que Dieu bénisse le peuple de la Russie et de l'Ukraine. »

2862 Un magistrat fédéral interdit à Elon Musk l'accès aux comptes de l'État

• Statuant sur une plainte en référé des procureurs généraux de l'Arizona, de la Californie, du Colorado, du Connecticut, de la Caroline du Nord, du Delaware, d'Hawaï, de l'Illinois, du Maine, du Maryland, du Massachusetts, du Minnesota, du Nevada, du New Jersey, de New York, de l'Oregon, du Rhode Island, du Vermont et du Wisconsin, le juge fédéral Paul A. Engelmayer a suspendu, le 8 février, l'accès d'Elon Musk, au Bureau du Service fiscal (cf. VAI 2822). Il a ordonné à tout fonctionnaire qui a obtenu l'accès aux systèmes depuis le 20 janvier de « détruire toutes les copies de tous les documents téléchargés à partir des dossiers et des systèmes du Département du Trésor ». Selon lui, l'accès à des informations très sensibles telles que les détails bancaires augmente le risque de fuites et risque de causer des préjudices irréparables.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Donald Trump et le conflit en Ukraine](#) », par Thierry Meyssan

Trois semaines après son installation à la Maison-Blanche, le président Trump tente de résoudre le conflit ukrainien. Il est clair que ses conseillers sont aveuglés par leurs préjugés et ne comprennent aucune des préoccupations de Moscou. Ils lui dressent une image fautive de l'engagement russe dans ce conflit. Constatant l'impossibilité pour lui d'avancer, Donald Trump bifurque donc vers des transactions économiques, comme il l'a fait pour Gaza. Cette fois, il se propose d'exploiter les terres rares ukrainiennes.

• Vidéo : [la question palestinienne nous éclaire sur la morale et la politique](#)

La semaine dernière, Thierry Meyssan avait défendu une position complexe sur la question palestinienne. Il déclarait que, d'un point de vue français et en pensant à la justice, il défendait le droit au retour des Palestiniens, mais que d'un point de vue palestinien et en pensant au sort de la population, il préconisait d'abandonner la Palestine et d'accepter le plan Trump. Certains auditeurs l'ont alors qualifié « d'agent des sionistes », sans se rendre compte que c'est la position que Yasser Arafat avait défendue. D'un côté, il avait inscrit, dans la charte de l'OLP, la création d'un État unique pour les Palestiniens et les Israéliens avec le principe « un homme une voix ». D'un autre, il avait organisé le transfert des Palestiniens d'abord en Jordanie (« septembre noir »), puis au Liban (la guerre civile).

Thierry Meyssan revient sur ces apparentes contradictions pour expliquer sa conception de la morale et de la politique.

Le président Trump, le secrétaire au Trésor Scott Bessent et le département du Trésor sont appelés à comparaître, le 14 février, devant la juge Jeannette A. Vargas.

- Le 10 février, le président Trump a publié un décret précisant les cas et les modalités permettant le renvoi de fonctionnaires.

- Lors d'une vidéo, diffusée depuis le Bureau Oval, le 10 février, Donald Trump et Elon Musk ont évoqué l'ampleur des fraudes au budget fédéral. Le *New York Times* a alors relevé qu'[ils parlaient sans preuves](#).

La Maison-Blanche a immédiatement ressorti un [rapport](#) du Government Accountability Office du 16 avril dernier, selon lequel la fraude se situait entre 233 milliards de dollars et 521 milliards de dollars par an.

2863 L'administration Trump et les subventions aux associations

L'administration Trump a annulé le décret gelant l'ensemble des subventions fédérales destinées aux associations. Elle a cependant précisé qu'un examen attentif se poursuivait et que seules les associations *woke* verront leurs subventions annulées.

Loren L. AliKhan, juge fédéral de Columbia, a néanmoins suspendu le décret quelques heures après son annulation.

2864 La Justice appelée à statuer sur la liste des employés du FBI ayant participé à l'enquête sur la prise du Capitole

Deux groupes d'employés du FBI ont saisi la justice pour empêcher que la liste des 6 000 employés du FBI, y compris les agents fédéraux, ayant participé aux enquêtes sur la prise du Capitole soit divulguée. Le cabinet du président Trump, en demandant l'établissement de cette liste, n'avait pas indiqué s'il comptait la conserver secrète ou la rendre publique. Lors d'une audition, le 6 février, un avocat du ministère de la Justice a déclaré que la direction du département n'avait pas l'intention de rendre la liste publique.

Par ailleurs, au ministère de la Justice, les procureurs qui ont travaillé sur des affaires

impliquant le président Trump ou les émeutiers du 6 janvier ont été révoqués.

2865 Elon Musk révèle à quoi sert l'USAID

- Elon Musk a révélé 200 millions de dollars de dépenses douteuses à l'étranger, dont 1,5 million de dollars pour les médias d'opposition cubains, 2 millions de dollars pour une bande dessinée transgenre au Pérou, 2,1 millions de dollars pour la BBC en Libye, 8 millions de dollars pour acheter des abonnements à *Politico Pro*, 10 millions de dollars pour des repas destinés à des groupes terroristes financés par Al-Qaïda, 15,4 millions de dollars pour des associations LGTBQI+, 20 millions de dollars pour produire une version iraquienne de « Sesame Street », 75 millions de dollars pour des programmes de diversité, d'équité et d'inclusion, et 150 milliards de dollars visant à construire « un monde équitable avec zéro émission nette de gaz à effet de serre » d'ici 2030.

- Elon Musk entend réduire le personnel de l'Agence de 10 000 employés pour le réduire à 294 fonctionnaires.

- Suite à une plainte de Democracy Forward et de Public Citizen Litigation Group au nom de l'American Foreign Service Association et de l'American Federation of Government Employees, Carl Nichols, juge fédéral de Columbia, a suspendu, le congé administratif imminent de 2 200 employés de l'USAID (cf. VAI 2822). Il a également ordonné la réintégration temporaire de 500 employés de l'agence déjà en congé administratif.

- Les réactions états-uniennes et internationales à la tentative de l'administration Trump de couper dans les budgets de l'USAID ont été coordonnées par [Nina Jankowicz, l'ancienne responsable de la censure de l'administration Biden](#).

Selon Elon Musk, le travail de Nina Jankowicz était financé par l'USAID, ce qu'elle dément.

2866 Les procès anti-Trump vont remonter à la Cour suprême

Les [avocats états-uniens](#) attendent que les procès intentés contre les décisions du président Trump remontent à la Cour suprême. Ils semblent tous d'accord sur le fait que celle-ci validera les décrets relatifs à l'abrogation des mesures de DEI (Diversité, équité et inclusion), mais ils divergent sur les autres points (citoyenneté, fermeture d'agences fédérales).

2867 Washington et l'Afrique du Sud

- [Elon Musk](#), double national sud-africain et états-unien et secrétaire US à l'Efficacité gouvernementale, entretient une polémique sur X avec le président sud-africain à propos des nationalisations de terres.
- [Marco Rubio](#), secrétaire d'État, a publié un post sur X : « Je n'assisterai PAS au sommet du G20 à Johannesburg. L'Afrique du Sud fait de très mauvaises choses. Exproprier des biens privés. Utiliser le G20 pour promouvoir "la solidarité, l'égalité et la durabilité". En d'autres termes : DEI [Diversité, Équité, Inclusion] et le changement climatique. Mon travail est de faire progresser les intérêts nationaux de l'Amérique, pas de gaspiller l'argent des contribuables ou de dorloter l'anti-américanisme. »
- Le président [Donald Trump](#) a publié un décret condamnant la politique de redistribution des terres du gouvernement sud-africain en fonction de la race. Il a suspendu toute aide ou assistance à ce pays et favorisé la réinstallation des réfugiés afrikaners.

2868 Donald Trump entend appliquer le second amendement

Le président Donald Trump a signé un [décret](#), le 7 février, ordonnant à son administration d'évaluer la législation sur les armes et les milices. Il entend défendre l'application du second amendement de la Constitution alors que les administrations démocrates précédentes considéraient les milices comme des bandes

armées et le port des armes comme la cause de la violence dans le pays.

☞ Rappelons qu'il n'y a pas de corrélation statistique entre la détention d'armes à feu et les crimes violents. En Europe, la population suisse détient chez elle légalement des armes de guerre sans que cela provoque des tueries de masse. Tout au plus, rapporte-t-on que, pour se suicider, un plus grand nombre de personnes utilisent des armes à feu.

2869 Donald Trump renoue avec la foi des premiers États-Unis

Le président Donald Trump a participé à un petit-déjeuner œcuménique de prière, le 6 février. Il y a prononcé un discours bipartisan et a invité les participants à l'unité.

En sortant, il a signé un [décret](#) portant création, au sein du secrétariat à la Justice, d'un groupe de travail pour éradiquer les préjugés antichrétiens.

Il a, en outre, annoncé, le 7 février, la création d'un [Bureau de la foi](#) à la Maison-Blanche, au sein du Conseil de la politique intérieure. Il sera chargé de veiller à ce que les initiatives religieuses d'aide à la population soient correctement subventionnées. Ce Bureau existait sous les présidents Bush Jr. et Obama. Il avait été critiqué car certaines associations religieuses tentaient de convertir les personnes qu'elles prenaient en charge avec des fonds fédéraux.

☞ Le président Trump entend combattre les associations *woke* et stimuler les associations religieuses. Il tente de réveiller les conceptions religieuses des premiers américains, c'est-à-dire une affirmation de la communauté et non pas une spiritualité.

Durant quatre-vingts ans, les déjeuners de prière auxquels les présidents participaient étaient organisés par le groupe d'Abraham Vereide et de Billy Graham. Il avait supervisé, au plan idéologique, le combat des États-Unis, nation de la liberté religieuse, contre l'URSS, nation athée.

Tous les chefs d'état-major des États-Unis ont été membres de ce groupe, sans exception jusqu'au général Mark A. Milley.

Au contraire, le président Trump a confié le Bureau de la foi à la télévangéliste charismatique Paula White. Celle-ci est surtout une prédicatrice de la théologie de la prospérité : Dieu comble ceux qui croient en lui et punit les autres.

2870 Donald Trump charge Marco Rubio de réformer le département d'État

Le président Donald Trump a publié un [décret](#) pour réorganiser le département d'État. Il entend que chaque fonctionnaire défende la ligne politique de son président et prévoit de renvoyer les autres. Il entend que chacun soit évalué selon ses résultats.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2871 Devin Nunes à la résidence du Conseil consultatif du renseignement

Donald Trump a nommé Devin Nunes, ancien président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, à la présidence du Conseil consultatif du renseignement (PIAB).

Durant la tentative de destitution de Donald Trump, en 2019, Devin Nunes avait enquêté sur le rôle des autorités ukrainiennes et sur la corruption de la famille Biden en Ukraine.

2872 Donald Trump dissout l'ENA états-unienne

Le président Donald Trump a [dissous l'Institut fédéral exécutif](#) chargé de former les hauts fonctionnaires. En une cinquantaine d'années, cet institut de formation a favorisé la

constitution d'une classe de hauts fonctionnaires au détriment des autres citoyens.

2873 L'ancien candidat Donald Trump demande la suppression de la licence de CBS

L'ancien candidat républicain Donald Trump a demandé la suppression de la licence de diffusion de CBS. Il a dénoncé une fraude électorale dans le traitement de l'entretien avec la candidate démocrate Kamala Harris. L'émission diffusée ne représentait que la moitié de l'interview. La chaîne avait choisi, sans en informer les téléspectateurs, de couper les réponses qui auraient pu faire perdre des voix à Mme Harris.

Durant toute la campagne, Kamala Harris avait fui les journalistes. L'entretien diffusé par CBS a redonné confiance aux électeurs en ses capacités. Il semble que cela était uniquement dû au montage de l'émission.

2874 Le Panama dément avoir accordé une faveur aux États-Unis

José Raúl Mulino, président panaméen, a démenti, le 6 février, les affirmations du département d'État selon lesquelles son pays avait conclu un accord permettant aux navires de guerre états-uniens de transiter gratuitement par le canal de Panama.

La constitution du Panama et les lois régissant l'Autorité du canal stipulent que ni le gouvernement ni l'autorité ne doivent imposer de frais aux navires de guerre états-uniens. Leur transit a toujours été gratuit et le restera.

2875 Premier tour de l'élection présidentielle en Équateur

Le premier tour de l'élection présidentielle s'est tenu, en Équateur, le 9 février. Les résultats sont :

- Daniel Noboa & María José Pinto (ADN) : 4 220 246 voix, 44,31 %

- Luisa González & Diego Borja (RC) : 4 174 940 voix, soit 43,83 %
- Leonidas Iza & Katiuska Molina (Pachakutik) 500 990 voix, soit 5,26 %

Un second tour sera convoqué dans les 6 semaines. Le président sortant, Daniel Noboa (le « roi de la banane ») est vivement contesté.

EUROPE

2876 L'AfD s'engage à remettre Nord Stream en service

Alice Weidel, dirigeante du parti Alternative für Deutschland (AfD), a déclaré lors d'un congrès du parti à Riesa : « Nous allons remettre en service Nord Stream, vous pouvez compter sur nous ! » Elle a également promis de « démolir toutes les éoliennes » en Allemagne et de « rétablir le fonctionnement des centrales nucléaires en activité ».

2877 Le Danemark prépare la remise en service de Nord Stream

L'agence danoise de l'énergie a autorisé Nord Stream 2 AG à commencer à boucher les extrémités sectionnées des trois gazoducs détruits. Ce sera la première étape pour rétablir le lien qui, avant l'opération militaire russe spéciale en Ukraine, fournissait jusqu'à 40 % du gaz allemand.

Le coût de la réparation des gazoducs est estimé de 622 millions d'euros. Mais l'un des pipelines Nord Stream 2 reste intact et prêt à fonctionner. Bien que ce nouveau pipeline n'ait jamais reçu l'approbation finale des régulateurs allemands, il est toujours sous pression et pourrait, techniquement, reprendre le pompage immédiatement. Il fournirait à lui seul la moitié de ce que transportait Nord Stream 2 avant son sabotage par les États-Unis.

2878 Radosław Sikorski propose de créer, au sein de l'UE, une « banque pour le réarmement »

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, a lancé l'idée d'une « banque pour le réarmement » (« *rearmament bank* ») dont les actionnaires seraient les États membres de l'Union européenne, sur une base volontaire, ainsi que des pays tiers aux vues similaires à celles de l'UE, comme « la Norvège, le Royaume-Uni et le Japon ».

☞ Radosław Sikorski, ancien journaliste à Voice of America et ministre de la Défense, est un relai traditionnel de l'OTAN. Il participe régulièrement aux réunions du Groupe de Bilderberg, dont son épouse, Anne Applebaum, a été administratrice.

2879 La Slovaquie à nouveau alimentée en gaz russe

Slovenský plynárenský priemysel (SPP) a annoncé que la Slovaquie était à nouveau alimentée en gaz russe, via le gazoduc Turkstream, depuis le 1^{er} février.

2880 L'UE dénonce les « sanctions » US contre la CPI

António Costa, président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ont dénoncé, le 7 février, le décret signé par le président Donald Trump, imposant des « sanctions » aux fonctionnaires de la Cour pénale internationale (CPI), pour avoir « abusé de leurs pouvoirs » en émettant un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu.

☞ Depuis sa création, la CPI ne juge et ne condamne que des dirigeants d'États résistants à l'impérialisme occidental, jamais des dirigeants occidentaux pour les crimes qu'ils commettent.

☞ Bien qu'ayant aidé la CPI à juger certains dirigeants africains, les États-Unis ne sont pas parties à la CPI car ils estiment qu'ils n'ont pas de compte à rendre à qui que ce soit (*American*

Exceptionalism). Depuis 2002, Washington s'est doté d'une « Loi d'invasion de La Haye » [H.R. 4775] (autorisant les armées US à envahir La Haye pour libérer des citoyens états-unien qui seraient détenus par la CPI). L'UE n'a jamais protesté contre cette loi, signée par le président Bush Jr.

2881 Élections législatives au Kosovo

Vingt-sept partis ont concouru aux élections législatives kosovares du 9 février. Les résultats sont :

Pour les 100 sièges réservés aux Albanais :

- LVV Albin Kurti, 40,94 % des suffrages exprimés
- PDK Bedri Hamza, 22,11 % des suffrages exprimés
- LDK Lumir Abdixhiku, 17,67 % des suffrages exprimés
- AAK–NISMA Ramush Haradinaj, 7,44 % des suffrages exprimés

Pour les 20 sièges réservés aux minorités ethniques :

- SL Zlatan Elek, 4,33 % des suffrages exprimés
- KDTP Fikrim Damka, 0,54 % des suffrages exprimés
- IRDK Elbert Krasniqi, 0,50 % des suffrages exprimés.

L'Union européenne avait délégué une mission d'observation du scrutin sous la direction de la macroniste française Nathalie Loiseau.

2882 La Géorgie va remplacer sa « loi sur l'influence étrangère » par un texte états-unien

Le gouvernement géorgien a annoncé vouloir remplacer l'actuelle « loi sur l'influence étrangère », qui a été violemment dénoncée par l'UE, par la copie exacte de la loi états-unienne sur « l'enregistrement des agents étrangers » ; un texte identique sur le fond, mais qui ne pose pas de problème à l'UE.

2883 L'Arménie souhaite adhérer à l'Union européenne

Le parlement arménien a adopté, en première lecture, une loi qui, « exprimant la volonté du peuple, se fixant pour tâche de faire de l'Arménie un pays sûr, sécurisé, développé et prospère, annonce le début du processus d'adhésion de l'Arménie à l'Union européenne ».

2884 Le chant du cygne de Ruslan Stefanchuk au Parlement européen

Ruslan Stefanchuk, président de la Verkhovna Rada ukrainienne et selon la Constitution président par intérim de l'Ukraine, (cf. VAI 2859) s'est exprimé, le 11 février devant le Parlement européen. Il a déclaré : « La paix ne peut être obtenue que par la force, notre unité et détermination, une pression consolidée sur l'agresseur. Établir la paix par la force est le seul moyen de mettre fin à la tyrannie du monde. La guerre est sur le point de se terminer, car nous avons la force, la justice et la démocratie européenne et mondiale derrière nous » [...] « Ni nous ni vous n'a la possibilité de manquer à cet engagement. »

2885 Les États-Unis renvoient la défense de l'Ukraine aux Européens sous présidence britannique

Le Royaume-Uni a pris la succession des États-Unis à la tête du Groupe de contact pour la défense en Ukraine. Cette instance se réunissait principalement par vidéoconférence ou sur la base états-unienne de Ramstein (Allemagne).

Londres entend poursuivre la guerre en Ukraine alors que Washington s'apprête à négocier la paix avec Moscou.

Sa 26^e séance s'est donc tenue à Bruxelles sous présidence britannique. Le nouveau secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a semé la panique chez les Européens en déclarant en entrant dans la salle de réunion : « Nous ne tolérerons plus une relation déséquilibrée qui encourage la dépendance. Au contraire, notre relation

donnera la priorité à l'autonomisation de l'Europe pour qu'elle assume la responsabilité de sa propre sécurité. »

Concernant l'Ukraine, il a déclaré : « La sauvegarde de la sécurité européenne doit être un impératif pour les membres européens de l'OTAN. Dans ce cadre, l'Europe doit fournir la part écrasante de l'aide future létale et non létale à l'Ukraine. » Puis, il a appelé à mettre fin à la guerre « par la diplomatie et en amenant la Russie et l'Ukraine à la table des négociations ». « Le bain de sang doit cesser et cette guerre doit prendre fin. Nous ne mettons fin à cette guerre dévastatrice et n'établirons une paix durable qu'en associant la force des Alliés à une évaluation réaliste du champ de bataille. »

Il a ajouté qu'il n'était pas « réaliste » de persister à discuter de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, tandis que son collègue britannique, plus accommodant, l'a décrite comme un objectif à très long terme.

Enfin, le secrétaire à la Défense a conclu : « Toute garantie de sécurité doit être appuyée par des troupes européennes et non européennes compétentes. Si elles sont déployées en tant que forces de maintien de la paix en Ukraine à un moment ou à un autre, elles doivent l'être dans le cadre d'une mission hors OTAN et ne doivent pas être couvertes par l'article 5. »

AFRIQUE

2886 Le Sénégal et la France se concertent pour le départ des troupes coloniales

Les ministères des Affaires étrangères sénégalais et français ont assuré, le 12 février, qu'ils entendaient « travailler à un nouveau partenariat en matière de Défense et de Sécurité qui prenne en compte les priorités stratégiques de toutes les parties ».

Ils ont constitué une commission commune afin de superviser le retrait des forces françaises et la remise des terrains de leurs bases.

ASIE

2887 Bataille autour d'une Commission d'État sur les événements du 7 octobre 2023

Gali Baharav-Miara, procureure générale d'Israël, avait annoncé à la Cour pénale internationale (CPI) qu'elle veillerait, avec l'accord du Premier ministre, à ce qu'une Commission d'État soit constituée pour enquêter sur tous les aspects de l'attaque du 7 octobre 2023 (opération Déluge d'Al-Aqsa).

Cependant Benjamin Netanyahu ne se souvient plus d'avoir autorisé une telle commission. La procureure lui a alors demandé d'indiquer ce qui avait changé et qui rendait cette commission inappropriée.

Gidéon Saar, ministre des Affaires étrangères, a déclaré : « Si la guerre doit être incluse dans le mandat d'enquête, la logique veut que la commission d'enquête soit établie à la fin de la guerre. Cependant, si l'enquête ne comprend que les événements du 7 octobre et ce qui y a conduit, elle peut être mise en place dès maintenant. »

2888 Les FDI abattront toute personne soupçonnée d'avoir planté un engin explosif dans les territoires palestiniens

Le général Avi Bluth, commandant du Commandement central de l'armée, et le général Yaakov Dolf, commandant de la division Judée et de la Samarie, ont donné ordre d'abattre toute personne soupçonnée d'avoir planté un engin explosif.

2889 L'UE débute le transfert des Palestiniens

Une vingtaine de gendarmes français, de carabiniers italiens et de gardes civils espagnols assurent la sécurité du transfert hors de Gaza de blessés et de leurs familles, via le point de passage de Rafah. « C'est une voie à sens unique », a expliqué un fonctionnaire européen. « Rien ni personne n'entre » par le point de

passage, qui ne concerne que les personnes et non les marchandises.

☞ Ce transfert, limité à quelques centaines de personnes, se déroule durant les 42 jours de la première phase de l'accord intervenu entre le Hamas et Israël (cf. VAI 2844).

2890 Yayah Sinwar avait ordonné d'affamer les otages israéliens masculins

Yayah Sinwar avait ordonné de nourrir au minimum les otages masculins. Or Levy vient d'être libéré après 491 jours de détention. Il était affamé et n'avait plus que la peau sur les os.

2891 Visite de Morgan Ortagus au Liban

Morgan Ortagus, l'assistante de l'envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient, Steve Witkoff, s'est rendue au Liban où elle a fait part, depuis le palais présidentiel de Baabda, de sa « gratitude envers Israël pour avoir infligé une défaite au Hezbollah ».

Morgan Ortagus est une ancienne présentatrice de Fox News. Elle était la porte-parole du département d'État lors du premier mandat Trump et travaillait à l'International Republican Institute, la branche républicaine de la National Endowment for Democracy (NED). Elle s'est convertie au judaïsme durant son séjour en Iraq lors du renversement de Saddam Hussein.

2892 Que faire des jihadistes syriens emprisonnés au Liban ?

Les prisonniers syriens au Liban ont débuté une grève de la faim. Ils réclament leur transfert vers la Syrie.

Ces prisonniers ont été condamnés à de lourdes peines, parfois à la prison à perpétuité ou à la pendaison. Ils étaient membres de Daesh ou d'Al-Qaïda aujourd'hui au pouvoir à Damas.

L'ancien numéro 2 de Daesh et président syrien par intérim, Ahmad el-Chareh avait évoqué leur

rapatriement lors de sa rencontre avec le Premier ministre libanais sortant, Najib Mikati.

2893 Damas bombarde les villages syro-libanais

De nombreux incidents armés ont opposé les clans chiïtes des 17 villages de la zone frontrière entre le Liban et la Syrie aux forces de sécurité syriennes.

Depuis la séparation du Liban et de la Syrie, ces villages sont plongés dans un flou juridique. Ils sont à la fois libanais et syriens.

Les nouvelles autorités syriennes tentent de mater ces populations chiïtes, lesquelles se disent immédiatement libanaises. Les jihadistes aujourd'hui au pouvoir à Damas considèrent les chiïtes comme des apostats, mais officiellement les nouvelles autorités affirment que tous les Syriens sont égaux en droit quelle que soit leur religion.

2894 Vladimir Poutine téléphone à Ahmed el-Chareh

Le président russe, Vladimir Poutine, a téléphoné à Ahmed el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et président intérimaire autoproclamé de la Syrie, le 12 fév <https://sana.sy/en/?p=346736> rier. Les deux hommes ont échangé des amabilités. M. Poutine a assuré son interlocuteur de l'amitié de la Russie et de son engagement à faire lever les sanctions occidentales contre la Syrie. Le président el-Chareh s'est réjoui de l'amitié entre leurs deux pays et a reçu une invitation à envoyer son ministre des Affaires étrangères, Asaad al-Chaibani, à Moscou.

2895 Abdallah II à la Maison-Blanche

Abdallah II, roi de Jordanie, a déclaré à sa sortie de la Maison-Blanche, après un entretien avec le président Trump : « Je crois sincèrement, avec tous les défis que nous avons au Moyen-Orient, que je vois enfin quelqu'un qui peut nous amener à travers la ligne d'arrivée pour nous

apporter la stabilité, la paix et la prospérité à tous dans la région. »

2896 Selon Doha, Israël ne souhaite plus appliquer la suite de l'accord de cessez-le-feu

Selon le Qatar, la gestion par le gouvernement israélien de la première phase du cessez-le-feu menace la poursuite de la libération des otages.

« L'État du Qatar condamne dans les termes les plus énergiques les déclarations provocatrices du Premier ministre israélien concernant la création d'un État palestinien sur les territoires du royaume d'Arabie saoudite. Le Qatar considère ces déclarations comme une violation flagrante du droit international et une violation flagrante de la Charte des Nations unies. »

2897 La Russie espère réconcilier le Pakistan et l'Afghanistan

Albert Khorev, ambassadeur de Russie auprès de la République islamique du Pakistan, a accordé une interview à l'agence TASS, le 9 février. Il y déclare : « Nous partageons les préoccupations d'Islamabad face à l'activité terroriste croissante au Pakistan. La Russie soutient le désir de nos collègues pakistanais de lutter contre le terrorisme, et nous confirmons notre attention sur le renforcement de la coopération constructive avec le Pakistan et l'Afghanistan [...] Le renforcement de la paix et de la stabilité en Afghanistan et la lutte contre les menaces terroristes émanant de son territoire sont dans notre intérêt commun dans la région. »

Le Pakistan et l'Afghanistan disposent chacun d'un moyen de commercer avec la Chine. Ils n'ont donc pas besoin de commercer ensemble. Cependant la Russie espère construire une voie de communication la reliant à l'Inde via des pays, le Corridor de

transport international Nord-Sud (NTCS). Moscou doit donc les réconcilier alors que les talibans afghans soutiennent une organisation terroriste, le Tehrik-e-Taliban Pakistan.

2898 Le Tadjikistan et le Kirghizistan sont sur le point de délimiter leur frontière

Le Tadjikistan et le Kirghizistan sont sur le point de délimiter leur frontière ; un différend qui date de l'indépendance des deux pays, en 1991.

Alors que la culture rurale tadjike et ouzbèke est traditionnellement plus établie, les Kirghizes étaient historiquement nomades, s'installant dans les basses terres pendant l'hiver et les hauts plateaux en été. Les Soviétiques avaient établi des frontières administratives en mélangeant les différentes populations.

Deux zones sont contestées : Vorukh est une enclave entièrement entourée de territoires kirghizes (c'est la position du Kirghizistan qui s'appuie sur une carte soviétique des années cinquante) ou est une péninsule géopolitique reliée au Tadjikistan par un tour du territoire long de 20 kilomètres et large d'environ 200 mètres à son point le plus mince (ainsi que le montre une autre carte soviétique des années 1920).

L'autre zone contestée est plus à l'ouest, près du « réservoir de Kairakum », rebaptisé la « mer tadjike », en 2016. À quelques kilomètres de là se trouve la deuxième plus grande ville du Tadjikistan, Khujand. La frontière contestée s'étend à moins d'un kilomètre du réservoir et à moins de trois kilomètres de l'aéroport international de Khoudjand.

Des émeutes frontalières ont fait une cinquantaine de morts, en septembre 2022.

« Le document final est actuellement en cours », a déclaré le président kirghize, Sadyr Japarov. Une fois achevé, les commissions intergouvernementales le signeront, puis les ministres des Affaires étrangères. Après toutes ces procédures, l'accord sera ratifié par les parlements des deux pays. Ensuite, nous, les présidents des deux pays, le signerons... Et ce n'est qu'alors, durant un à deux ans, que des travaux de démarcation seront effectués. »

Le président kirghize, Sadyr Japarov, est un populiste tenant des propos sur la supériorité de sa race. Il tient son autorité de ses excellents résultats économiques.

2899 Le procès de Yoon Suk-Yeol se poursuit

La Corée du Sud poursuit le procès de la période de loi martiale décrétée par le président Yoon Suk-Yeol. Celui-ci vient d'être auditionné pour une sixième fois. Il nie toute volonté de coup d'État et d'arrestation de ses opposants.

Cependant, de nombreux témoignages contredisent ses déclarations, du moins en partie. Il apparaît que la loi martiale était en préparation depuis le mois d'avril. Un ancien haut fonctionnaire du Service national de renseignement (NEI) a attesté avoir établi, sur ordre, une liste des gens à arrêter, ce que le directeur de la sécurité du président a mis en doute. En définitive quatre listes différentes ont été trouvées.

Lee Sang-min, ancien ministre de l'Intérieur, a nié avoir ordonné de couper l'eau et l'électricité des grands médias. Il a assuré que ce n'est pas dans ses prérogatives, cependant les coupures sont avérées.

Les soutiens au président déchu ont organisé des manifestations dans tout le pays, le 8 février. Selon eux, 3 millions de citoyens ont répondu à leur appel, mais la police n'en a dénombré que 35 000.

2900 La Chine prend acte de la dénonciation du « péril jaune » et du racisme des Occidentaux

Les médias chinois affirment que le logiciel DeepSeek n'a pas piraté de données occidentales. Elle s'étonne que les Occidentaux n'admettent pas la supériorité de ce logiciel dont chacun peut consulter les algorithmes qu'il utilise, car, comme les versions précédentes, il est en open source. Elle s'étonne également que les Occidentaux lui attribuent un coût caché et n'admettent pas que des Chinois aient conçu un

outil aussi efficace, mais surtout beaucoup moins coûteux. Pourtant, les Français aussi viennent, à moindre coût, de créer le logiciel d'IA Le Chat.

Preuve du racisme occidental : plusieurs agences gouvernementales états-uniennes interdisent à leurs employés d'utiliser DeepSeek afin de ne pas exporter de données confidentielles. Pourtant, aucune des données fournies en Occident par les utilisateurs de DeepSeek ne transite par la Chine.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2901 Très peu d'États sont encore prêts à remplir leurs engagements de l'Accord de Paris

À la date butoir du 10 février, seuls 10 pays signataires sur 195 de l'Accord de Paris sur le climat ont soumis leur stratégie actualisée de réduction de gaz à effet de serre d'ici 2035, soit leur « Contribution déterminée au niveau national » (CDN).

2902 Sommet extraordinaire de la Ligue arabe

La Ligue arabe tiendra un sommet extraordinaire au niveau de ses chefs d'État, le 27 février, afin de convenir d'une position commune face à Donald Trump.

2903 Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle

Intervenant au sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle de Paris, le vice-président J.D. Vance a fait l'éloge de l'IA états-unienne et déclaré : « Les États-Unis veulent des partenariats avec vous tous, mais, pour cela, il faut des régimes réglementaires qui encouragent la création de la technologie plutôt que des régions qui l'empêchent. L'administration Trump est troublée par le fait que certains gouvernements étrangers semblent vouloir serrer la vis contre les grandes entreprises technologiques américaines. L'Amérique n'accepte pas et n'acceptera pas cela. »

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de signer la déclaration finale du sommet.

ORGANISATION INTERNATIONALE

2904 Publication du rapport 2025 de la Conférence sur la sécurité en Europe

À leur arrivée à la Conférence sur la sécurité de Munich, chaque participant s'est vu remettre le [rapport](#) annuel de l'organisation sur l'état du monde en 2025.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°121 - 21 février 2025

ÉDITORIAL

2905 Les pourparlers de paix états-uno-russes sur fond d'attaque ukrainienne d'intérêts US en Russie

- Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, a déclaré lors d'une visite au siège de l'OTAN que la guerre entre l'Ukraine et la Russie « [devait] cesser ». L'administration Trump s'attache désormais à sécuriser ses propres frontières et à prévenir l'expansion de la Chine.

Face au groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, [Pete Hegseth](#) a également déclaré que les troupes européennes devraient être la première force à assurer la sécurité de l'Ukraine post-conflit – ce à quoi les GI's ne participeront pas. Le chef du Pentagone a aussi affirmé que « les États-Unis ne pensent pas que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN soit un résultat réaliste d'un règlement négocié. Au lieu de cela, toute garantie de sécurité doit être soutenue par des troupes européennes et non européennes compétentes. Si ces contingents sont déployés en tant que soldats de la paix en Ukraine à quelque moment que ce soit, ils devraient être déployés dans le cadre d'une mission non-OTAN. Et ils ne devraient pas être couverts par l'article 5. Il doit également y avoir un contrôle international rigoureux de la ligne de contact. »

- Scott Bessent, secrétaire US au Trésor, a rencontré le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, le 12 février. Quelques minutes avant l'entretien, une lettre du président Donald Trump avait été transmise à son homologue. Il y demandait le remboursement de 500 milliards de dollars, sans préciser comment une telle facture avait été dressée. L'autorisation d'exploiter des terres rares et des ressources énergétiques était envisagée pour payer cette addition.

Le cabinet de Zelensky a qualifié la demande états-unienne de « racket ».

☞ Contrairement à la présentation qu'en font les médias internationaux, le président Trump ne cherche pas à racketter l'Ukraine, mais transmet au président non élu Zelensky la réaction des États-Unis à ses agissements.

Volodymyr Zelensky avait suggéré au sénateur Lindsey Graham qu'en envahissant l'Ukraine, la Russie souhaitait uniquement s'emparer de ses terres rares. Celui-ci avait évalué leur valeur, le 9 juin 2024 lors d'une interview à « Face the nation » (CBSNews), à « 10 000 à 12 000 milliards de dollars ». Cependant, l'agence Bloomberg avait révélé, le 19 février 2025, que cette histoire n'était qu'une intoxication, l'Ukraine ne possédant pas ces minerais. (...)

(...) Le président Donald Trump, se souvenant par ailleurs que Zelensky avait déjà fait alliance avec les hommes de Joe Biden pour qu'ils puissent mener une procédure de destitution lors de son premier mandat, lui a répondu en lui envoyant cette facture.

- Le 17 février, l'armée ukrainienne a attaqué des intérêts états-unis et israéliens en Russie. Elle a bombardé des installations partiellement détenues par Chevron (15 %) et ExxonMobil (7,5 %). Une vingtaine de drones ont causé de graves dommages au Caspian Pipeline Consortium (CPC) à Krasnodar. Il alimente notamment Israël en pétrole russe.

- La délégation états-unienne aux pourparlers de paix en Ukraine était dirigée par Marco Rubio, secrétaire d'État. Elle comprenait Mike Waltz, conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche et Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump pour le Moyen-Orient.

Ils ont rencontré, le 18 février, au palais de Diriyah (Riyad) une délégation russe dirigée par Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères. Elle était composée de Iouri Ouchakov, ancien ambassadeur de Russie aux États-Unis, et de Kirill Dmitriev, conseiller spécial du président Poutine, et était en contact téléphonique direct avec le président Vladimir Poutine.

En aucun cas l'Ukraine ou l'UE ne participait à ces négociations. Le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, a annulé un voyage prévu de longue date en Arabie saoudite qui tombait au même moment.

- Les États-Unis envisagent, enfin, de respecter leur parole et de retirer leurs troupes de tous les pays ayant adhéré à l'OTAN après 1990. Selon le *Financial Times*, le président Trump s'apprêterait déjà à donner l'ordre de retrait des États baltes et de Pologne.

- Selon *Bild*, l'Italie s'inquiète de ce que deviendra le conflit créé par le Kosovo avec sa minorité serbe. Le Premier ministre kosovar, Albin Kurti, a notamment interdit l'usage du

dinar serbe et imposé l'euro à toute sa population.

- Le président ukrainien non élu, [Volodymyr Zelensky](#), a donné une conférence de presse, le 19 février, pour dénoncer l'impact de la désinformation russe sur l'administration Trump. C'est la raison pour laquelle, selon lui, il importe de fournir au général Keith Kellogg, envoyé spécial du président Trump, des statistiques précises sur l'état de l'opinion et de lui permettre de les vérifier en parcourant l'Ukraine.

☞ C'est précisément ce que dénonce la Russie : depuis dix ans, le régime de Kiev a progressivement interdit la totalité des médias et des partis politiques d'opposition. Il utilise une propagande absolue pour poursuivre une guerre totale contre la Russie. Exemple incontestable : les Ukrainiens sont aujourd'hui convaincus que la grande famine des années 1932-1933 était voulue par Moscou pour éradiquer les Ukrainiens et ils en ont convaincu les Occidentaux alors que cette famine a dévasté d'autres régions d'URSS.

☞ Le vice-président JD Vance a commenté au *Daily Mail* que l'attitude du président non élu Volodymyr Zelensky est « atroce ».

- Le 19 février, le président Donald Trump a déclaré à des journalistes : « Je suis vraiment déçu par ce qui s'est passé. Je regarde ça depuis trois ans... J'entends dire que, vous savez, ils [les Ukrainiens] sont contrariés de ne pas avoir été invités à Riyad. Eh bien, ils ont eu une place pendant trois ans et longtemps avant cela. »

Puis, il a publié un post sur [TruthSocial](#) :

« Pensez-y, un comédien au succès modeste, Volodymyr Zelensky, a convaincu les États-Unis d'Amérique de dépenser 350 milliards de dollars pour entrer dans une guerre qui ne pouvait pas être gagnée, qui n'aurait jamais dû commencer, qu'il ne pourra jamais résoudre sans les États-Unis et « TRUMP ». Les États-Unis ont dépensé 200 milliards de dollars de plus que l'Europe, l'argent de l'Europe est garanti, tandis que les États-Unis ne recevront rien en retour.

Pourquoi Joe Biden n'a-t-il pas exigé la péréquation, dans la mesure où cette guerre est bien plus importante pour l'Europe que pour nous – nous avons un grand et magnifique océan comme séparation. En plus de cela, Zelensky admet que la moitié de l'argent que nous lui avons envoyé a « DISPARU ». Il refuse d'organiser des élections, il est très bas dans les sondages ukrainiens, et la seule chose pour laquelle il était doué était de jouer du Biden « comme un violon ». Dictateur sans élections, Zelensky ferait mieux d'agir vite, sinon il ne pourra plus avoir de pays. En attendant, nous négocions avec succès la fin de la guerre avec la Russie, ce que tout le monde admet : seul « TRUMP » et l'administration Trump peuvent le faire. Biden n'a jamais essayé, l'Europe n'a pas réussi à apporter la paix, et Zelensky veut probablement continuer à faire tourner la machine. J'aime l'Ukraine, mais Zelensky a fait un travail terrifiant, son pays est brisé et des MILLIONS de personnes sont mortes inutilement – et ainsi de suite... »

AMÉRIQUES

2906 Selon « Face the Nation », la liberté d'expression est responsable de l'Holocauste

Margaret Brennan, présentatrice de l'émission « Face the Nation » (CBS News), a déclaré, lors d'un entretien avec le secrétaire d'État Marco Rubio, que l'Allemagne nazie avait profité de la liberté d'expression pour perpétrer l'Holocauste.

2907 Le Sénat confirme la nomination de Robert Kennedy Jr.

Le Sénat a confirmé, à une très faible majorité, la nomination de Robert Kennedy Jr. au poste de secrétaire à la Santé.

Il a dû démontrer, durant ses auditions, qu'il n'était pas « antivax ». Par le passé, il avait établi une relation entre certains vaccins et l'autisme. Surtout, il avait dénoncé les médicaments ARN messager contre la Covid. Or, ceux-ci ne sont pas des vaccins au sens médical du terme. Ils n'ont été reconnus comme tels que par la loi

états-unienne du 20 décembre 2019 ([H.R.1865 - Further Consolidated Appropriations Act, 2020](#)), (voir *Sec 605 Biological Product Definition*).

Dans ses nouvelles fonctions, Robert Kennedy Jr. entend prendre la santé comme un tout (alimentation et médicaments) et particulièrement lutter contre les maladies infantiles chroniques.

2908 Le Sénat confirme la nomination de Tulsi Gabbard

Le Sénat a confirmé, à une très faible majorité, la nomination de Tulsi Gabbard au poste de directrice du Renseignement national.

Ancienne représentante démocrate d'Hawaï, Tulsi Gabbard s'était violemment opposée à la politique étrangère de l'administration Biden. Elle s'était notamment rendue à Damas, en pleine guerre, où elle avait rencontré le président Bachar el-Assad.

2909 Bataille autour de la confirmation d'Elbridge Colby

Les parlementaires républicains se livrent une intense bataille pour ou contre la confirmation d'

Elbridge Colby au poste de sous-secrétaire à la défense chargé de la politique.

Colby est un républicain qui avait été rejeté par les néo-conservateurs en raison de ses positions contre la doctrine Rumsfeld/Cebrowski. Bien qu'il ait aidé le président Trump, lors de son premier mandat, à rédiger sa Stratégie de défense nationale, il a travaillé au Center for New American Security et même chez WestExec Advisors, le cabinet privé d'Antony Blinken.

☞ Elbridge Colby défend depuis des années l'idée que la Chine est le principal rival des États-Unis, et non pas la Russie, ni l'UE. Selon lui, Beijing entend étendre son influence dans toute l'Asie, ce qui est logique de son point de vue, mais dangereux pour Washington, car ce

continent sera celui de la prospérité à l'avenir. Sans mettre en cause la culture chinoise ni accuser le président Xi Jinping de quoi que ce soit, il plaide pour contenir les ambitions chinoises afin de conserver une marge de manœuvre pour les États-Unis. Au secrétariat à la Défense, il veillera à concentrer toutes les forces US en Asie, mais pas n'importe comment. Il affirme que Washington doit cesser d'être obsédé par Pyongyang et doit, au contraire se focaliser sur la défense de Taïwan. Il supervisera un retrait ordonné d'Europe, ce qui évidemment en inquiète beaucoup.

2910 Donald Trump interrompt le financement des universités imposant des vaccins anti-Covid

Le président Donald Trump a signé, le 14 février, un décret qui met fin au financement fédéral des écoles et des universités exigeant que leurs étudiants soient vaccinés contre le coronavirus.

2911 Pourquoi certains États s'opposent aux coupes budgétaires de Donald Trump

Les représentants démocrates ont créé un Groupe de travail chargé de multiplier les recours en justice contre les mesures de restrictions budgétaires de l'administration Trump.

On apprend à cette occasion que certains États fédérés reçoivent quantité d'aides fédérales en argent et en personnel.

Selon USASpending.gov, New York reçoit près de 90 milliards de dollars, le Colorado plus de 20 milliards de dollars, le Connecticut plus de 33 milliards de dollars, la Virginie plus de 58 milliards de dollars et le Maryland plus de 30 milliards de dollars.

En outre, selon le Congressional Research Service, ces mêmes États emploient des dizaines de milliers d'employés fédéraux, la Virginie employant plus de 341 000 employés fédéraux, le Maryland plus de 326 000 employés fédéraux,

l'État de New York plus de 187 000 employés fédéraux, le Colorado près de 88 000 employés fédéraux et le Connecticut compte près de 32 000 employés fédéraux.

2912 Eric Adams renverse la politique d'immigration de New York

Eric Adams, maire de New York, a annoncé, le 13 février, que sa ville établirait une nouvelle relation avec les services de l'immigration et des douanes des États-Unis, autorisant les agents à entrer dans la principale prison de la ville, Rikers Island.

Il a déclaré qu'il reconnaissait le rôle des immigrants à New York, « mais que nous devons réparer notre système d'immigration, qui est en panne depuis longtemps ». New York soutenait jusqu'à présent tous les immigrés, quels qu'ils soient.

2913 Le DOGE lutte contre la gabegie dans la recherche en éducation

Le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) a annulé 170 programmes pour 881 millions de dollars de contrats dans la recherche en éducation sur les 79,1 milliards de dollars prévus dans le budget.

4,6 millions de dollars étaient dépensés pour coordonner les réunions Zoom et 3 autres millions de dollars pour « un rapport montrant que les rapports antérieurs n'étaient pas utilisés par les écoles ».

EUROPE

2914 Manifestation pour Gaza à Londres

Au cri de « Ne touchez pas à Gaza ! », des milliers de manifestants propalestiniens ont défilé, le 15 février, à l'initiative de Palestine Solidarity Campaign, de Whitehall à l'ambassade des États-Unis à Londres pour protester contre le projet du président Donald Trump de « prendre le contrôle de Gaza » et d'y construire une riviéra en expulsant ses habitants.

2915 Le Royaume-Uni prêt à envoyer une force d'interposition en Ukraine

[Keir Starmer](#), Premier ministre britannique, a écrit une tribune libre dans le *Daily Telegraph* du 17 février. Il y écrit que pour parvenir à une paix durable en Ukraine, « l'Europe et les États-Unis doivent continuer à travailler en étroite collaboration - et je pense que le Royaume-Uni peut jouer un rôle unique en aidant à y parvenir, tout comme nous l'avons fait la semaine dernière pour convoquer et présider le groupe de contact de la défense en Ukraine. » [...]

« Le Royaume-Uni est prêt à jouer un rôle de premier plan dans l'accélération des travaux sur les garanties de sécurité pour l'Ukraine. Cela inclut un soutien supplémentaire à l'armée ukrainienne, où le Royaume-Uni a déjà engagé 3 milliards de dollars par an au moins jusqu'en 2030. Mais cela signifie aussi être prêt et disposé à contribuer à des garanties de sécurité pour l'Ukraine en mettant nos propres troupes sur le terrain si nécessaire.

Je ne le dis pas à la légère. Je ressens très profondément la responsabilité qui va de pair avec le fait de nuire aux hommes et aux femmes britanniques. Mais tout rôle dans la garantie de la sécurité de l'Ukraine contribue à garantir la sécurité de notre continent et la sécurité de ce pays. »

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2916 Le parquet antiterroriste français enquête sur ce qui s'est passé, en 2012, à Baba Amr

Le parquet national antiterroriste (PNAT) a élargi ses investigations concernant la mort de la journaliste états-unienne Marie Colvin, du photographe français Rémi Ochlik, et les blessures de la reporter française Édith Bouvier,

en 2012 dans l'émirat islamique de Baba Amr (Homs).

2917 Les tentatives de la France et de l'UE de poursuivre la guerre contre la Russie en Ukraine

• Emmanuel Macron, président français, a réuni en urgence à l'Élysée les ministres des Affaires étrangères français, britannique, allemand, polonais, italien, espagnol et la haute représentante de la Commission européenne pour la Politique étrangère, ainsi que le commissaire européen chargé de la Défense et de l'Espace, le 12 février. Ils ont rencontré leur homologue ukrainien. À l'issue de la réunion, ils ont déclaré : « Nous sommes prêts à renforcer notre soutien à l'Ukraine. Nous nous sommes engagés en faveur de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale face à la guerre d'agression de la Russie. Nous partageons l'objectif de continuer à soutenir l'Ukraine jusqu'à ce qu'une paix juste, globale et durable soit atteinte. Une paix qui garantisse les intérêts de l'Ukraine et les nôtres. Nous souhaitons échanger sur la voie à suivre avec nos alliés américains. Nos objectifs communs doivent être de placer l'Ukraine en position de force. L'Ukraine et l'Europe doivent participer à toute négociation. L'Ukraine doit bénéficier de solides garanties de sécurité. Une paix juste et durable en Ukraine est une condition nécessaire à une sécurité transatlantique forte. Nous rappelons que la sécurité du continent européen est notre responsabilité commune. Nous travaillons donc ensemble pour renforcer nos capacités de défense commune. ».

• À l'initiative de la Française [Valérie Hayer](#), les groupes politiques PPE, S&D, Renew Europe et Verts/ALE au Parlement européen ont publié, le 18 février, une déclaration commune : « À la lumière de la nouvelle réalité géopolitique, de son incertitude et des menaces croissantes, il est grand temps que l'Europe renforce sa propre sécurité. L'Europe ne peut plus compter entièrement sur les États-Unis pour défendre nos valeurs et nos intérêts communs, y compris le soutien continu à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous devons

faire face à cette nouvelle réalité et redoubler d'efforts pour défendre l'Ukraine et la sécurité européenne dans son ensemble en établissant une dissuasion crédible et forte contre toute agression envers l'UE et ses partenaires. Ensemble, nous devons veiller à ce que l'Ukraine soit dans la position militaire la plus forte possible lorsque les négociations de paix commenceront. La sécurité de l'Ukraine est la sécurité de l'Europe. »

- Les Instituts Jacques Delors de Paris, Berlin et Bruxelles ont publié, le 17 février, une déclaration commune. On peut y lire : « Nous savions que l'élection de Trump ne nous apporterait pas de bonnes nouvelles. Après un mois de provocations, d'agressions et d'injonctions méprisantes, nous savons maintenant qu'avec le nouveau Président des États-Unis, nous sommes confrontés à de graves et

multiples dangers. Il nous appartient d'y réagir de manière stratégique. [...] Une réaction européenne immédiate aurait pu paraître prématurée aussi longtemps que subsistait l'espoir de sauver une relation transatlantique essentielle dans notre histoire et dans nos mémoires, force est maintenant de nous rendre à cette dure réalité : il faut arrêter Trump. [...] Ensemble, nous pouvons mobiliser une bonne partie du monde qui pense comme nous, mais qui n'a pas les moyens d'agir de façon décisive. »

- Une seconde réunion d'urgence, le 17 février, s'est réunie à l'Élysée avec les mêmes participants plus Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN.

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a répété ce qu'il avait écrit dans le *Daily Telegraph* (cf. VAI 2915), tout en ajoutant que le Royaume-Uni n'enverrait aucune troupe avant de s'être concerté avec le président Trump. Les Allemands ont souligné qu'ils ne prendraient aucune décision avant leurs élections, les Polonais qu'ils ne risqueraient pas la vie de leurs hommes hors de la garantie de l'article 5 du Traité OTAN (ce que [Pete Hegseth](#) a rejeté le 12

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les Occidentaux et le conflit en Ukraine](#) », par Thierry Meyssan

La paix en Ukraine pourrait ne rien résoudre du tout. Cette guerre n'a pas été causée par une volonté expansionniste de la Russie, ainsi que l'assure la propagande atlantiste, mais par de réels problèmes. À se contenter de reconnaître une modification des frontières, on ne traitera pas le fond.

Cette guerre est la résultante de l'extension de l'OTAN au mépris de la parole donnée ; une extension qui menace directement la sécurité de la Russie dont les frontières sont trop grandes pour pouvoir être défendues. Pour s'étendre en Ukraine, l'OTAN a soutenu des groupes néo-nazis qu'elle a placés au pouvoir et qui ont installé leurs lois dans ce pays. À cela s'est ajoutée la résurgence d'un prétendu conflit de civilisation entre valeurs européennes et asiatiques.

Il n'y aura pas de paix véritable tant que les Occidentaux ne respecteront pas leur propre parole.

- Vidéo : [Trump désintègre les Européens](#), débat musclé entre Édouard Husson, Thierry Meyssan et Éric Verhaeghe

Les Européens assistent au règlement du différend états-uno-russe sans parvenir à trouver leur place. Dans ce débat, les trois intervenants s'accordent sur la réalité du conflit ukrainien (que nient les gouvernements européens), mais s'opposent sur la manière de répondre à l'accord à venir entre Donald Trump et Vladimir Poutine.

février. cf. VAI 2905), et les Italiens que cela ne les concernait pas.

Olaf Scholz, chancelier allemand, a déclaré à l'issue du sommet : « Il ne doit pas y avoir de division de la sécurité et de la responsabilité entre l'Europe et les États-Unis. L'OTAN repose

sur le fait que nous agissons toujours ensemble et que nous partageons les risques [...]. Cela ne doit pas être remis en question. »

Donald Tusk, Premier ministre polonais, a déclaré : « Peu importe ce que chacun peut se dire, parfois avec des mots brutaux [...], il n'y a aucune raison pour que les Alliés ne trouvent pas un langage commun entre eux sur les questions les plus importantes. [Il est] dans l'intérêt de l'Europe et des États-Unis de coopérer le plus étroitement possible. »

Selon l'AFP, « L'UE va fournir une aide militaire additionnelle à l'Ukraine aussitôt que possible en 2025. » Les États membres souhaiteraient aussi s'engager sur une quantité « minimum » de 1,5 million d'obus d'artillerie, des missiles de haute précision, des drones et des systèmes de défense antiaérienne en 2025.

- Mise à l'écart des négociations états-uno-russe sur la paix en Ukraine, l'UE s'est raccrochée aux déclarations de Marco Rubio, secrétaire d'État, selon qui elle « devra être à la table des négociations à un moment donné, car elle aussi a imposé des sanctions ».

António Costa, président du Conseil européen, a déclaré, le 18 février, à l'issue d'une rencontre avec le général Keith Kellogg, envoyé spécial du président Trump pour l'Ukraine : « La paix ne peut pas être un simple cessez-le-feu – nous avons besoin d'un accord qui garantisse une paix globale, juste et durable en Ukraine et la sécurité en Europe. L'Ukraine peut compter sur l'Europe. »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a exprimé « la volonté de l'UE de travailler aux côtés des États-Unis pour mettre fin à l'effusion de sang et contribuer à garantir la paix juste et durable que l'Ukraine et son peuple méritent à juste titre ».

- Les ambassadeurs des États membres auprès de l'UE ont approuvé, le 19 février, le 16^e paquet de mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantique) à l'encontre de la Russie. Il devrait être officiellement approuvé le 24

février par le Conseil des Affaires étrangères à l'occasion du troisième anniversaire de l'opération militaire spéciale russe en l'Ukraine, si la guerre se prolonge jusque-là.

En outre, l'UE a décidé de déconnecter 13 banques du système Swift et d'interdire de transaction trois institutions financières. De plus, 73 navires de la « flotte fantôme » russe vont être sanctionnés, et 11 ports et aéroports russes contournant le plafond du prix du pétrole et d'autres sanctions vont faire l'objet d'une interdiction de transactions. Enfin 8 médias russes vont aussi voir leur licence de diffusion dans l'UE suspendue.

☞ Le 20 février, le site internet de *Russia Today* était à nouveau accessible en France, en contradiction totale avec les instructions de l'UE.

- Une troisième réunion d'urgence à l'Élysée, le 19 février, a admis d'autres participants de l'UE qui étaient inquiets d'être placés devant un fait accompli. Aucune décision n'a été prise.

2918 JD Vance constate l'effondrement moral des Européens

Lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, le vice-président états-unien [JD Vance](#) a dressé un réquisitoire contre l'autisme des dirigeants européens. Ces derniers refusent de répondre aux préoccupations de leurs concitoyens en matière de liberté d'expression et d'immigration. S'ils ont peur de leur peuple, les États-Unis ne pourront rien pour eux.

☞ En 2007, [Vladimir Poutine](#), qui s'exprimait devant la même conférence, avait identiquement dénoncé le fait que les dirigeants européens ne défendaient pas les intérêts de leurs peuples. Il en avait conclu qu'ils devaient assurer eux-mêmes leur sécurité et non pas accepter de dépendre des États-Unis.

2919 Après le discours de JD Vance, Christoph Heusgen pleure en direct

L'ambassadeur Christoph Heusgen, président de la Conférence de Munich, a décrit les résultats du Forum en Allemagne comme « un cauchemar pour l'Europe », ajoutant que la déclaration du vice-président américain Vance prouvait que l'Europe et les États-Unis sont des mondes à part dans leurs valeurs. Il n'a pu éviter de verser quelques larmes devant son auditoire et les caméras de télévision.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le triomphe de Poutine, au bout de 18 ans : la Conférence sur la Sécurité de Munich adopte la multipolarité](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

C'est à la Conférence sur la sécurité de Munich, en 2007, que Vladimir Poutine avait harangué les responsables diplomatiques et militaires européens pour les mettre face à leur souveraineté : non, leurs intérêts ne sont pas de suivre aveuglément les États-Unis. C'est à nouveau devant la même conférence, cette fois en 2025, que JD Vance les a à nouveau placé face à leur souveraineté : non, ce n'est pas en violant leurs propres principes qu'ils pourront gouverner.

2920 — 64 % des Polonais partagent les préoccupations des Russes face aux « nationalistes intégraux » ukrainiens

Selon des sondages du Mieroszewski Centre (organe officiel polonais), 64 % des Polonais exigent comme la Russie la dénazification de l'Ukraine. 76 % des Polonais espèrent que le régime de Kiev acceptera de donner une sépulture aux 100 000 Polonais massacrés, lors du génocide perpétré en Volhynie dans les années 1942-1944 par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Dmytro Dontsov et Stepan Bandera. 62 % des Polonais s'étonnent que le régime de Kiev s'oppose à la culture de la minorité polonaise en Ukraine.

☞ La position des Polonais est difficile à percevoir hors de Pologne dans la mesure où

tout en étant lucides sur le régime de Kiev, les Polonais ne craignent pas moins une invasion russe de leur propre territoire. Ils se souviennent de la passivité des Soviétiques lors des massacres nazis, oubliant que leur gouvernement avait trahi l'URSS en signant le traité germano-polonais de 1934, traité qui ne fut remis en cause que par la question du « corridor de Dantzig », en 1939.

2921 La présidence polonaise de l'UE entend dépenser plus pour la Défense

Radosław Sikorski, ministre des Affaires étrangères polonais, a déclaré, le 19 février, lors de la présentation des priorités de la Présidence polonaise du Conseil de l'UE devant la commission des affaires étrangères (AFET) du Parlement européen : « Si vous souhaitez le respect des États-Unis, il faut dépenser de l'argent dans la défense. Si on dépense, si on est pertinent sur le plan militaire, on sera des partenaires sur lesquels compter. »

2922 L'UE contre la « désinformation »

Après l'intégration du « Code de conduite sur la lutte contre les discours de haine », c'est le « Code de pratique sur la désinformation » qui a été incorporé, le 13 février, dans le règlement sur les services numériques (DSA). Ce nouvel engagement a été signé par plus de 40 entreprises, dont Google, Meta, Microsoft et TikTok.

Ce texte a été promulgué juste avant le discours de JD Vance à Munich.

2923 Les revenus de la population russe continuent à progresser malgré la guerre et l'inflation

Les revenus réels de la population russe ont augmenté de 8,6 % au 4^e trimestre de 2024 contre une augmentation de 12,5 % au 3^e trimestre, selon l'agence nationale Rosstat.

La Banque de Russie n'a pas relevé de ralentissement des dépenses des ménages en novembre et décembre.

2924 Échange de prisonniers russes et états-unis

Les négociations russo-états-uniennes de Riyad ont été précédées d'échanges de prisonniers. Mark Fogel, ex-diplomate US emprisonné en Russie depuis 3 ans pour détention de stupéfiants, avait été libéré à la suite d'une visite surprise de Steve Witkoff, représentant spécial du président Trump, à Moscou. Sa libération a été suivie de celle d'Alexander Vinnik, un ressortissant russe relâché par Washington qui l'avait fait extraditer de Grèce en 2017 pour blanchiment d'argent et piratage informatique.

Un second prisonnier US a été libéré par la Biélorussie. Il travaillait pour Radio Svoboda.

D'autres libérations devraient intervenir avec la participation de l'Australie.

2925 La Russie a augmenté son budget militaire de 42 % en 2024

Selon *The Military Balance 2025* de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) les dépenses militaires de la Russie en 2024 ont dépassé le budget total de la défense de tous les pays européens.

L'an dernier, Moscou a augmenté ses dépenses militaires de 42 % pour atteindre 13 100 milliards de roubles (soit 5 milliards de dollars de plus que les budgets de défense combinés des pays de l'UE et du Royaume-Uni, qui n'ont augmenté que de 12 %).

2926 Préparation du 80^e anniversaire du renversement du régime nazi par l'URSS

Xi Jinping, président chinois, a accepté l'invitation du président Poutine à venir assister aux célébrations qui marqueront le 80^e anniversaire de la victoire de l'URSS sur le III^e Reich, le 9 mai prochain, à Moscou. Il se dit que le président Trump pourrait également être invité et qu'un sommet à trois pourrait alors être organisé.

☞ La victoire sur le nazisme est la principale date de l'histoire de la Russie. Joseph Staline avait mis fin aux massacres révolutionnaires des bolchéviques et fait alliance avec l'Église orthodoxe pour combattre l'envahisseur nazi. Celui-ci avait prioritairement assassiné les populations slaves avant toutes autres « races inférieures ». [Plus du double de Soviétiques que de juifs ont été éliminés en application de la politique raciale nazie.](#)

Les pertes soviétiques se sont élevées à 11 144 100 soldats (principalement en 1941-1942) auxquels il faut ajouter 244 320 soldats alliés de l'URSS en Europe centrale et en Asie. À ces pertes militaires, il faut encore ajouter 4 100 000 personnes mortes en raison de la famine (siège de Leningrad) et des conditions de vie dues à la guerre, 2 164 313 personnes mortes en déportation dans le III^e Reich, et surtout 7 420 379 assassinées directement dans le cadre de la politique nazie d'extermination des Slaves (principalement en Ukraine).

☞ Notez bien qu'en Occident, nous avons une vision erronée du nazisme. Les civils slaves victimes de la politique raciale nazie sont plus nombreux (7,4 millions pour les seuls slaves soviétiques) que les victimes juives (environ 6 millions si l'on ajoute les personnes tuées par balles et celles tuées dans les camps). Au demeurant, certaines victimes étaient à la fois slaves et juives, elles sont donc comptabilisées deux fois. Environ 18 millions de personnes, de toutes provenances, furent internées dans les camps de concentration nazis, dont 11 millions au total y furent assassinées (1 100 000 au seul camp d'Auschwitz-Birkenau).

AFRIQUE

2927 L'Égypte convoque la Ligue arabe

L'Égypte, qui refuse de « participer à l'injustice consistant à déplacer le peuple palestinien », a convoqué un sommet d'urgence des chefs d'État et de gouvernement de la Ligue arabe pour déterminer une position commune face aux propositions de l'administration Trump pour Gaza.

ASIE

2928 Les FDI envisagent de se maintenir à Gaza

Alors que la seconde phase de l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas arrive, les négociations pour son application n'ont toujours pas débuté.

Les échanges de prisonniers de la première phase sont remis en cause par Israël. Jusqu'à présent, aucune dépouille n'a été échangée.

Selon le discours officiel du gouvernement Netanyahou, l'objectif d'Israël est double : à la fois éradiquer le Hamas et obtenir le retour de tous les otages ; deux buts contradictoires.

2929 Les FDI se maintiendront au Liban au moins plusieurs mois au-delà de la date prévue par le cessez-le-feu

Les FDI souhaitent maintenir leur présence au Liban après la date prévue par l'accord de cessez-le-feu (18 février). Ils entendent rester à :

- Labbouné/Alma el-Chaab, dans le caza de Tyr ;
- Jabal Blat, aux abords de Ramiyé, dans le caza de Bint Jbeil ;
- Jal el-Deir, au sud de Aïtaroun, (également Bint Jbeil) ;
- une position récemment établie le long de la route Markaba-Houla, dans le caza de Marjeyoun ;
- la colline de Hamamès, près de Khiam, également dans le caza de Marjeyoun.

Chacun de ses avant-postes sera tenu par 100 à 250 soldats. « Un séjour de plusieurs mois pourrait être nécessaire », a ajouté le lieutenant-colonel Nadav Shoshani, porte-parole des FDI, jusqu'à ce qu'il devienne clair « qu'il n'y a plus d'activité du Hezbollah au sud du Litani ».

Israël Katz, ministre israélien de la Défense, a déclaré, le 17 février, que l'armée israélienne « restera dans une zone tampon au Liban avec cinq postes de contrôle », pour une durée

indéterminée, afin de protéger les villes du nord d'Israël.

☞ Le gouvernement de Nawaf Salam a annoncé qu'il s'adresserait aux Nations unies pour obtenir le respect des engagements pris par Israël dans l'accord de cessez-le-feu. Cependant, ainsi que l'a noté le président Joseph Aoun, jamais Israël n'a respecté ni ses engagements, ni les Nations unies.

Le Hezbollah, qui n'a toujours pas rendu les armes, a annoncé qu'il traiterait les soldats israéliens des avant-postes comme des « forces d'occupation ».

Benjamin Netanyahou, Premier ministre israélien, en a profité pour poser le désarmement du Hezbollah comme condition préalable au retrait de ses soldats.

2930 Plus de vols réguliers entre le Liban et l'Iran

Le Liban a suspendu les vols en provenance et à destination de l'Iran afin de ne pas susciter de bombardements israéliens.

Le Hezbollah a organisé une manifestation de protestation à l'aéroport international Rafic Hariri et bloqué la route qui y conduit durant trois jours.

☞ L'Iran fut converti au chiisme par les théologiens libanais au xvi^e siècle. La résistance libanaise a bénéficié du soutien de l'Iran au xx^e siècle.

☞ Air France et Emirates ont suspendu leurs vols vers Beyrouth, à partir du 23 février. L'aéroport sera fermé le 23 février 2025, de midi à 16 h, c'est-à-dire durant les obsèques d'Hassan Nasrallah (cf. VAI 2849).

☞ Des ressortissants iraniens ont été refoulés à leur arrivée à l'aéroport de Beyrouth, le 18 février.

2931 Polémique autour des funérailles à venir d'Hassan Nasrallah

Khalaf Ahmad al-Habtoor, milliardaire émirati, a mis en garde contre « la fin du Liban » en cas de représentation officielle aux funérailles de l'ancien secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre 2024 par les FDI. Principal investisseur au Liban, tout en publiant une tribune libre en faveur du président Joseph Aoun, le 11 janvier, il a annoncé le retrait de ses capitaux du Liban, le 28 janvier.

👉 Les funérailles ont été annoncées par le Hezbollah dans le plus grand stade du pays, le stade Camille Chamoun, propriété du pays.

Le Hezbollah a invité les principales personnalités libanaises à honorer le défunt avec lui.

2932 Déclaration ministérielle du nouveau gouvernement libanais

Le gouvernement du président Joseph Aoun et du Premier ministre Nawaf Salam a rédigé, en un temps record, sa déclaration ministérielle (c'est-à-dire son programme de gouvernement).

Elle réitère l'engagement du Liban à respecter les résolutions internationales, dont la 1701 (2006) dans son intégralité ainsi que la résolution 1559 (2004) qui stipule notamment le désarmement des « milices libanaises et non libanaises ». Le cabinet réaffirme en outre son engagement à se conformer au cessez-le-feu scellé le 27 novembre 2024. « Le gouvernement s'engage, conformément à l'accord de Taëf, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la libération de l'ensemble du territoire libanais de l'occupation israélienne et à établir la souveraineté de l'État sur toutes ses terres avec ses propres forces exclusivement », ajoute la déclaration, appelant à l'application du discours d'investiture de Joseph Aoun, notamment pour ce qui est du monopole de la violence légitime, mais aussi de la décision de paix et de guerre.

Elle promet, par ailleurs, de tenir les élections municipales et législatives dans les délais (mai 2025 et mai 2026 respectivement), sans intervenir dans le scrutin.

Enfin, le nouveau gouvernement s'engage à respecter l'équilibre chrétiens/musulmans, mais sans reconnaître *a priori* de poste particulier à telle ou telle communauté.

Ce texte marque la fin institutionnelle du pouvoir du Hezbollah.

2933 Les FDI se maintiendront en Syrie sur la longue durée

Selon des images satellitaires publiées par *Haaretz*, les FDI ont installé sept nouveaux avant-postes dans la zone démilitarisée qui sépare Israël de la Syrie, côté syrien.

Les FDI occupent le mont Hermon, en violation de l'accord de désengagement négocié par l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger et signé entre les deux pays en 1974. Elles y ont construit des bases opérationnelles permettant de faire face aux « conditions climatiques rigoureuses. »

2934 Damas bombarde les villages libano-syriens de la zone démilitarisée

Les nouvelles autorités syriennes ont bombardé les villages de la zone démilitarisée entre le Liban et la Syrie. Elles ont justifié leurs actions, en les accusant de trafics de drogue et d'armes. Ces villages sont principalement chiïtes duodécimains, alors qu'ils sont issus du djihadisme chiïte.

La frontière entre les deux États n'a jamais été précisée.

2935 Ahmed el-Chareh recherche de nouveaux alliés, même chez ses anciens ennemis

- Ahmed el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et président syrien autoproclamé par intérim, ne parvient pas à relever l'économie syrienne, après

12 ans de blocage occidental et arabe. L'allègement des mesures coercitives unilatérales occidentales (abusivement qualifiées de sanctions) ne suffit pas à faire revenir les investisseurs. Les récentes réunions de haut niveau avec le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie n'ont été accompagnées d'aucune annonce d'aide financière ou économique.

La conférence internationale du 13 février à Paris a surtout montré que rien ne changera dans l'attitude occidentale tant que Washington maintiendra sa « loi César » interdisant tout commerce avec la Syrie.

☞ Aussi le président autoproclamé Ahmed el-Chareh se tourne-t-il vers « l'ennemi » russe. Après sa conversation téléphonique avec Vladimir Poutine (cf. VAI 2894), il a reçu de Moscou une grande quantité de billets syriens réimprimés par son imprimerie nationale, comme il le faisait pour l'ancien régime. Les billets de 2 000 livres sont toujours ornés du portrait du président Bachar el-Assad.

- Jim Risch (Républicain, Idaho), président de la commission des Affaires étrangères US, a présenté les quatre points qui conditionnent l'allègement des « sanctions » US contre la Syrie, en tête desquels « l'élimination de l'influence russe et iranienne dans le pays ».

2936 Sommet arabe à Riyad pour Gaza

Riyad accueillera le 20 février un sommet réunissant l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Qatar, la Jordanie et l'Autorité palestinienne pour élaborer une réponse commune au plan de Donald Trump de vider Gaza de ses habitants pour reconstruire le territoire sous contrôle US.

Le président Donald Trump a averti l'Égypte et la Jordanie de « conséquences » s'ils n'acceptaient pas d'accueillir les Gazaouis. « Tous ces pays expliquent à quel point ils se soucient des Palestiniens, mais aucun d'entre eux ne veut en accueillir. Aucun d'eux n'a jamais fait quoi que ce soit pour Gaza de ce

point de vue là », a dénoncé le secrétaire d'État, Marco Rubio.

Riyad poursuit son plan pour Gaza (initiative du roi Abdallah), sans remettre en cause son alliance avec les États-Unis. Ce qui ne l'empêche pas de jouer sur tous les tableaux : il se coordonne avec la Russie pour fixer les prix du pétrole et offre à la Chine une entrée dans tout le Moyen-Orient.

2937 Volodymyr Zelensky à Riyad sans lien avec les négociations sur son pays

Volodymyr Zelensky, président ukrainien non élu, était en Turquie, le 18 février, et le lendemain en Arabie saoudite. Ces déplacements étaient prévus de longue date et sans lien avec les négociations états-uno-russes pour la paix en Ukraine, également en Arabie saoudite.

2938 Le gouvernement turc joue le chaud et le froid avec sa minorité kurde

Selon Ali Yerlikaya, ministre turc de l'Intérieur, près de trois cents « membres présumés d'organisations terroristes » ont été arrêtés au cours des cinq derniers jours. Il a nommé désigné le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Plusieurs arrestations ont visé des responsables du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), troisième force au Parlement, directement impliqué dans le dialogue initié avec Abdullah Öcalan, fondateur et chef historique du PKK.

2939 Ali Khamenei fait appel au peuple iranien contre ceux qui le menacent

- Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a appelé son pays à « finir le travail » contre l'Iran, lors d'une visite du secrétaire d'État US, Marco Rubio.

- L'ayatollah Ali Khamenei, guide la révolution iranienne, a déclaré le 17 février que certains ennemis insinuaient que l'Iran créait elle-même ses ennemis. « Ce n'est pas le cas. L'hostilité directe contre la nation iranienne, particulièrement celle de responsables tyranniques aux USA, qui travaillent en permanence contre la nation iranienne, n'est pas une réaction aux foules qui crient "A bas les États-Unis !" », mais une réaction au fait que l'Iran s'est libéré lui-même de la domination du joug des puissances coloniales. Merci pour les efforts et les sacrifices de son peuple. C'est cela la raison. Ils sont en colère contre la nation iranienne parce qu'elle refuse de se plier à leurs exigences », a-t-il poursuivi.

☞ La chute de la République arabe syrienne est avant tout la résultante de douze années de siège. Or, l'Iran souffre également d'un siège prolongé. Les Occidentaux pensent que Téhéran aussi est mûr. En cas d'attaque au sol, la République islamique pourrait être vaincue rapidement.

☞ La question est de savoir quelles troupes envoyer au sol. Certains experts occidentaux penchent pour mobiliser les Kurdes iraniens, irakiens et syriens pour cette tâche.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°122 - 28 février 2025

ÉDITORIAL

2940 Rien ne va plus entre les États-Unis et l'UE

• Le 24 février, troisième anniversaire de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, António Costa, président du Conseil européen et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ont publié une déclaration commune. On peut y lire :

« L'Union européenne et ses partenaires ont agi rapidement et de manière unie pour soutenir l'Ukraine. L'Union européenne a fourni à l'Ukraine une aide économique, humanitaire, financière et militaire totalisant 135 milliards d'euros, dont 48,7 milliards d'euros d'aide militaire. L'Union européenne continuera à fournir à l'Ukraine un soutien financier régulier et prévisible, y compris pour la reconstruction du pays après la guerre.

L'Ukraine fait partie de notre famille européenne. Les Ukrainiens ont exprimé leur souhait d'un avenir au sein de l'Union européenne. Nous l'avons reconnu en accordant à l'Ukraine le statut de pays candidat et en lançant des négociations d'adhésion.

Dans un environnement international et géopolitique difficile, nous soulignons l'importance de maintenir la solidarité transatlantique et mondiale avec l'Ukraine. Nous insistons sur la nécessité de garantir que la communauté internationale continue de se concentrer sur le soutien à l'Ukraine pour parvenir à une paix complète, juste et durable fondée sur la formule de paix ukrainienne. »

• La Commission européenne a tenu une réunion informelle en visioconférence, le 26 février, pour entendre le compte-rendu du président français, Emmanuel Macron, de sa rencontre avec le président Donald Trump. Les dirigeants européens sont convenus qu'ils devaient faire bloc face à la dérive des États-Unis sur « l'invasion russe de l'Ukraine ».

• Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est rendue à Washington pour rencontrer le secrétaire d'État, Marco Rubio. L'entretien a été annulé en dernière minute par le secrétariat de M. Rubio, officiellement pour des raisons d'agenda surbooké.

Mme Kallas a fait savoir qu'en remplacement, elle rencontrera « des sénateurs et des (...) »

(...) membres du Congrès pour discuter de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et des relations transatlantiques ».

AMÉRIQUES

2941 Le Canada s'engage à verser 2,2 milliards de dollars supplémentaires à l'Ukraine

Justin Trudeau, Premier ministre canadien sortant a signé un accord de sécurité bilatéral avec le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky à Kiev, le 24 février. Il prévoit le versement d'environ 2,2 milliards de dollars d'aides financière et militaire à Kiev en 2025.

2942 Dépôt d'une proposition de loi de retrait des États-Unis de l'ONU

Le sénateur libertarien Mike Lee (Utah) a introduit, le 20 février, une [proposition de loi](#) au Sénat sur le retrait complet des États-Unis de l'Organisation des Nations unies.

Le représentant Chip Roy (Texas) a déposé le même texte à la chambre des représentants, le 21 février.

2943 Donald Trump signe un mémorandum sur les investissements étrangers aux USA

Le président Donald Trump a signé, le 21 février, un [mémorandum présidentiel de sécurité nationale](#) (NSPM) visant à promouvoir les investissements étrangers tout en protégeant les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis, en particulier contre les menaces posées par des adversaires étrangers comme la Chine.

Le comité des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS) sera utilisé pour restreindre les investissements chinois dans des secteurs stratégiques tels que la technologie, les infrastructures critiques, les soins de santé, l'agriculture, l'énergie, les matières premières, et autres.

L'administration Trump envisage des restrictions nouvelles ou élargies sur les investissements états-uniens en Chine dans des technologies sensibles, y compris les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, la biotechnologie, l'aérospatiale, et plus encore, pour empêcher les fonds états-uniens de soutenir la stratégie chinoise de fusion militaro-civile (MCF).

2944 Contenu des négociations états-unorusses

Selon Fox News, la Russie et les États-Unis seraient convenus d'un plan de paix en trois phases : un cessez-le-feu, des élections en Ukraine, puis la signature d'un accord final.

Selon Reuters, Moscou aurait exigé que l'OTAN revienne sur la promesse d'adhésion faite à l'Ukraine à l'issue du sommet de Bucarest (2008). Enfin, Washington et Moscou se seraient entendus pour relancer leur relation bilatérale autour de deux axes : l'économie, y compris l'énergie, et l'espace.

2945 Tulsi Gabbard renvoie les espions qui discutent de leur sexualité sur les forums gouvernementaux

Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement, a licencié une centaine d'agents des 18 agences de Renseignement, en raison de leurs discussions sexuellement explicites sur des forums internes de leurs administrations.

2946 Des gangs et des cartels déclarés organisations terroristes

Le département d'État a désigné, le 20 février, deux gangs de migrants (le Salvadorien Mara Salvatrucha [MS-13] et le Vénézuélien Tren de Aragua [TdA]), et six cartels mexicains (le cartel de Sinaloa, le cartel de nouvelle génération de Jalisco, les cartels unis, le cartel de Noreste ou cartel du Nord-Est, le cartel du Golfe et La Nueva Familia Michoacana) comme organisations terroristes, répondant ainsi à la promesse de campagne faite par le président Trump d'intensifier la pression sur ces groupes.

2947 Le Congrès pourrait abroger des réformes de l'administration Biden

Le Congrès devrait adopter le *Congressional Review Act*. Selon ce texte, les parlementaires auraient le pouvoir d'abroger des règles édictées par le président dans un délai limité. Sont visées une dizaine de règles de l'administration Biden (celle de l'Agence de protection de l'environnement accordant à la Californie des dérogations pour devancer les normes fédérales d'émissions atmosphériques des voitures et des camions, ou celle établissant des normes d'émissions pour la fabrication de pneus en caoutchouc, celle instaurant une taxe sur les émissions de méthane sur les installations pétrolières et gazières, etc.)

La règle de la Commodity Futures Trading Commission établissant un marché volontaire pour l'achat et la vente de crédits carbone devrait également être abrogée. Elle profite principalement à la Bourse du carbone de Chicago, dont les statuts ont été rédigés par Barack Obama et qui est gérée par la société d'Al Gore.

2948 La nomination de Kash Patel confirmée à la tête du FBI

Le Sénat a confirmé à une faible majorité la nomination de Kash Patel comme directeur du FBI. Ancien procureur, il s'est fait connaître, durant le premier mandat de Trump. Il travaillait alors au Congrès auprès du représentant Devin Nunes pour démasquer les mensonges lors de la tentative de révocation du président (« Russiagate »). Il s'est promis de dépolitiser le FBI.

2949 La Maison-Blanche retire son accréditation à l'Associated Press

Le président Donald Trump a retiré son accréditation à la Maison-Blanche à l'Associated Press (AP). Celle-ci, dont les consignes de rédaction sont suivies par presque toute la presse aux États-Unis, refuse de désigner le golfe du Mexique sous son nouveau nom aux États-Unis de golfe d'Amérique.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [L'Ukraine attaque des intérêts des États-Unis. La France, incapable de faire face au choc de Donald Trump](#) », par Thierry Meyssan

Ce n'est pas Donald Trump qui s'est retourné contre le régime de Kiev, ainsi que l'on veut nous le faire croire, mais Volodymyr Zelensky qui a fait bombarder des intérêts états-uniens, causant de lourds dégâts à Chevron et à ExxonMobil.

Il est donc parfaitement vain de croire qu'une visite à Washington suffira à Keir Starmer et à Emmanuel Macron pour renverser la situation.

Il peut paraître absurde d'attaquer ses alliés, mais c'est ce que firent les nazis contre la Pologne et ce qu'on fait les nationalistes intégraux ukrainiens contre les États-Unis.

Le juge fédéral Trevor McFadden a posé que la Maison-Blanche était en droit de ne pas réserver de place particulière pour l'AP à la Maison-Blanche ou dans *Air Force One*, mais qu'elle ne pouvait pas interdire l'accès à ses conférences de presse.

2950 Fox News a beaucoup plus de téléspectateurs que MSNBC et CNN

Fox News a célébré le mois de janvier le plus regardé de son histoire, avec une moyenne de près de 2,8 millions de téléspectateurs aux heures de grande écoute contre 734 000 pour MSNBC et 522 000 pour CNN, selon les données de Nielsen Media Research.

Alors que, habituellement, les audiences montent durant les campagnes électorales, mais baissent après, Fox News gagne 11 %.

Au cours des trois mois qui ont suivi le jour du scrutin, l'audience de CNN aux heures de grande écoute a chuté à 453 000 téléspectateurs, soit une baisse de 39 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'audience de MSNBC

est tombée à 715 000 téléspectateurs, soit une baisse de 46 %.

Le vice-président JD Vance, un catholique convaincu, a commenté : « Sont-ils préoccupés par des questions humanitaires ? Ou sont-ils réellement préoccupés par leurs résultats financiers ? »

2951 Les catholiques états-uniens contre l'administration Trump

La Conférence des évêques catholiques des États-Unis a intenté un procès à l'administration Trump qui vient de suspendre les subventions aux organisations caritatives venant en aide aux migrants.

2952 Pete Hegseth réorganise le budget de la Défense

Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, souhaite réduire le budget actuel du Pentagone d'environ 8 % pour pouvoir financer les nouvelles priorités militaires de l'administration Trump : la sécurisation des frontières, la défense antimissile avec le projet Iron Dome et la fin des programmes DEI gouvernementaux « radicaux et inutiles ».

2953 Musk souhaite redistribuer aux contribuables les économies réalisées par la fermeture de la bureaucratie non constitutionnelle

« L'objectif global [du département de l'Efficacité gouvernementale] est d'essayer de sortir le déficit d'un trillion de dollars, et si le déficit n'est pas maîtrisé, l'Amérique fera faillite », a déclaré M. Musk dans une interview conjointe avec le président Trump sur la chaîne Fox News, dans l'émission « [The Sean Hannity Show](#) ».

Le président Donald Trump a indiqué : « Un nouveau concept est même à l'étude, selon lequel nous donnerions 20 % des économies du DOGE aux citoyens états-uniens et 20 % seraient consacrés au remboursement de la dette, car les chiffres sont incroyables. »

Si M. Musk atteint son objectif de réduire de 2~000 milliards de dollars le budget du gouvernement fédéral, cela pourrait rapporter 400 milliards de dollars aux contribuables. Cela se traduirait par environ 5 000 dollars par foyer pour les 78 millions de foyers qui paient l'impôt fédéral sur le revenu.

2954 Libération du plus ancien prisonnier politique au monde

Leonard Peltier, l'activiste amérindien de 80 ans qui a été condamné à deux peines de prison à perpétuité pour son rôle présumé dans le meurtre de deux agents du FBI en 1975, a été libéré, le 18 février, du complexe correctionnel fédéral Coleman (Floride), après que le président sortant, Joe Biden, a commué sa peine dans l'un de ses derniers actes avant de quitter ses fonctions. Il a passé près de 50 ans en prison, ne cessant de crier qu'il est innocent.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2955 Le DOGE contre l'USIP

Après le budget de l'USAID, le DOGE s'intéresse aux 55 millions de dollars annuels de l'USIP (United States Institute for Peace). Cet organisme, dont le budget est voté avec celui du secrétariat de la Défense, est l'homologue de la NED (National Endowment for Democracy) au sein du secrétariat d'État. Ces deux organismes ont été fondés par le président Ronald Reagan, le 6 novembre 1982, afin de prolonger légalement des actions de la CIA. Ils sont traditionnellement dirigés par des trotskystes néoconservateurs, c'est-à-dire par des personnalités antirusse.

👉 Exemple de l'activité de l'USIP : le 28 septembre 2013, il fait publier par une de ses chercheuses, Robin Wright, un article assorti d'une carte de la Syrie et de l'Iraq précisant qu'un nouvel État y sera créé, le Sunnistan. Ce

sera effectivement le territoire de Daesh. Le Pentagone ne combattrait jamais l'État islamique dans le territoire qui lui a été assigné.

2956 Vers une destitution du juge Paul Engelmayer

Le représentant républicain Eli Crane (Arizona) a engagé une procédure de destitution du juge fédéral Paul Engelmayer qui avait interdit l'accès du DOGE aux fichiers du Bureau du Service fiscal (cf. VAI 2822 et 2862).

2957 La gabegie de l'USAID en Ukraine

La sénatrice républicaine Joni Ernst (Iowa) a révélé au Congrès que la prétendue agence humanitaire USAID avait versé, en Ukraine, 1 million de dollars à une entreprise de tapis, 300 000 dollars à l'Ukraine Pet Alliance qui commercialise des colliers pour chiens, 148 000 dollars à une entreprise de production de cornichons, 319 000 à une usine de conditionnement de viande et 89 000 à un vignoble ukrainien.

2958 Changement de politique éditoriale du *Washington Post*

L'oligarque Jeff Bezos, propriétaire du *Washington Post*, a renvoyé David Shipley, directeur de la page opinion du quotidien. Il a annoncé sa nouvelle politique éditoriale, en déclarant : « Nous allons écrire chaque jour pour soutenir et défendre deux piliers : les libertés individuelles et le libre marché. Nous aborderons également d'autres sujets, bien sûr, mais les points de vue opposés à ces piliers seront publiés par d'autres. »

2959 Elon Musk accuse Volodymyr Zelensky d'avoir tué un journaliste états-unien

Selon Elon Musk, le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky « ne peut prétendre représenter la volonté de son peuple que s'il rétablit la liberté de la presse et cesse d'annuler les élections ». Il a « tué un journaliste états-unien » (Gonzalo Lira, mort en détention le 11

janvier 2024). Il « ne veut pas la paix, il veut de l'argent et du pouvoir ».

2960 Une vidéo IA, publiée par Donald Trump, sur l'avenir possible de Gaza

Le président des États-Unis a publié une vidéo générée par intelligence artificielle (IA), sur son compte Truth Social, le 26 février. On y voit la bande de Gaza sous les bombes, puis celle-ci transformée en riviéra. La population, en éternelles vacances, joue et danse autour d'une statue en or de Donald Trump, tandis que celui-ci est allongé sur une chaise longue aux côtés de Benyamin Netanyahu et qu'Elon Musk s'amuse avec une pluie de dollars.

2961 Donald Trump annonce de prochains droits de douane à 25 % pour les produits européens

Le président Donald Trump a déclaré, le 26 février, après la réunion du G7 et le vote des membres de l'UE à l'assemblée générale de l'ONU : « l'Union européenne a été créée pour emmerder les États-Unis »...] « C'était l'objectif et ils y sont parvenus. Mais désormais je suis le président. » Il a annoncé que, prochainement, tous les produits européens seraient taxés à 25 %.

Répondant à une question sur d'éventuelles représailles de l'UE il a répondu : « Ils ne le feront pas. »[...] « Ils peuvent essayer de le faire, mais les effets ne seront jamais les mêmes, parce que nous pouvons partir. Nous sommes la corne d'abondance, que tout le monde veut. Ils peuvent tenter des représailles, mais ça ne marchera pas. Il suffit que nous n'achetions plus rien et si c'est ce qui se produit, nous gagnerons. »

Le 1^{er} avril, des droits de douane identiques s'appliqueront aux produits mexicains et canadiens.

EUROPE

2962 L'Arcom et le Conseil d'État prononcent la fermeture de C8

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a décidé de supprimer la chaîne C8 des ondes hertziennes pour violation de ses engagements lors de l'obtention de sa licence d'émission. Cette décision vient d'être confirmée par la plus haute autorité de droit administratif, le Conseil d'État.

L'Arcom avait déjà condamné C8 à de nombreuses reprises à des amendes exorbitantes qui ont toutes été payées.

☞ En droit, l'Arcom est chargée de gérer les ondes hertziennes disponibles. C'est pourquoi elle dispose de la possibilité de choisir les chaînes et donc de les interdire. Cependant, il existe encore des fréquences non utilisées. Dans sa pratique, l'Arcom commet un excès de pouvoir.

De nombreux témoignages assurent que l'autorité indépendante, l'Arcom, se soumet aux injonctions du secrétaire général de l'Élysée, le Franco-Israélien Alexis Kohler.

C8 appartient à l'oligarque Vincent Bolloré, membre de l'Opus Dei. Il a été condamné en France, en 2022, pour corruption d'agents étrangers lors des marchés publics qu'il a emportés pour la gestion des ports de Lomé, au Togo et de Conakry, en Guinée. Par la suite, il a revendu ses investissements sur place à la Mediterranean Shipping Company de l'oligarque italien Gianluigi Aponte, pour 7 milliards d'euros.

Gianluigi Aponte est un membre par alliance de la famille d'Alexis Kohler. Ce dernier a été administrateur de la Mediterranean Shipping Company (MSC) à partir de 2009. Il a été mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » car il a, dans ses fonctions publiques, participé à rendre des décisions sur la MSC sans préciser qu'il en était administrateur.

2963 L'Allemagne n'est pas réunifiée

Les élections fédérales allemandes se sont tenues, le 23 février. Le résultat fait apparaître une fracture totale entre l'ex-Allemagne de l'Ouest et l'ex-Allemagne de l'Est. La première a massivement voté pour la CSU-CDU (30,8 %), tandis que la seconde a voté pour l'AfD (34,0 %).

L'ancienne zone d'occupation anglo-franco-états-unienne a voté pour la continuation de la guerre contre la Russie, tandis que l'ancienne zone d'occupation soviétique a voté pour la paix avec la Russie.

Par conséquent, l'Allemagne réunifiée a placé en tête la CDU-CSU avec 28,5 %. Son leader et prochain chancelier, Friedrich Merz, a déclaré : « Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible, de manière à ce que nous obtenions peu à peu une véritable indépendance vis-à-vis des États-Unis [et que nous continuions la guerre contre la Russie]. »

2964 Andrzej Duda obtient le maintien des troupes US en Pologne

Andrzej Duda, président polonais sortant, s'est rendu à Washington pour rencontrer son homologue, Donald Trump. Cependant, il n'est parvenu qu'à le croiser 10 minutes, le 22 février, en marge de la conférence d'action politique conservatrice (CPAC).

Il aurait obtenu que les États-Unis renoncent au retrait de leurs troupes en Pologne, alors que les ordres dans ce sens avaient déjà été envoyés.

Washington a l'intention de favoriser « l'Initiative des trois mers » sur l'Union européenne. Cependant le bureau d'Elon Musk se prépare à soutenir d'autres forces politiques que celle d'Andrzej Duda.

2965 Péter Szijjártó appelle à réformer l'ONU

Péter Szijjártó, ministre hongrois des Affaires étrangères, a déclaré, le 18 février, sur la chaîne

M1 : « Malheureusement, l'ONU n'a pas été en mesure de devenir une plateforme pour la paix ces dernières années. Il faut savoir que l'ONU n'a pas réussi à résoudre les conflits qui posent des problèmes à la sécurité mondiale. Par conséquent, l'ONU doit maintenant mener à bien des réformes sérieuses. »

2966 Călin Georgescu interdit de campagne électorale

Călin Georgescu, qui était arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle roumaine, a été interpellé par la police, le 26 février. Il a été inculpé et mis en examen pour six infractions, notamment pour fausses déclarations concernant ses dépenses de campagne, apologie de crimes de guerre et de génocide et initiation d'une organisation fasciste. Il a été placé sous contrôle judiciaire et s'est vu interdire d'utiliser les réseaux sociaux, de paraître dans les médias, de quitter le pays et de porter une arme, alors qu'il allait se présenter aux prochaines élections.

👉 Après que le Premier ministre, Marcel Ciolacu, a fait écarter la candidature de Diana Iovanovici-Șoșoacă (cf. VAI 2493) ; que la Cour constitutionnelle a annulé le premier tour de l'élection présidentielle (cf. VAI 2577) ; que l'ancien commissaire européen Thierry Breton a admis publiquement que l'UE avait exercé des pressions sur la Cour constitutionnelle (cf. VAI 693) ; que la Cour européenne des Droits de l'homme a considéré que le recours de Călin Georgescu n'était pas couvert par ses règles internes (cf. VAI 2739) ; que la Commission de Venise (Conseil de l'Europe) a indiqué que l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle roumaine ne remplissait pas les critères de la démocratie (cf. VAI 2799) ; et que le vice-président des États-Unis, JD Vance a cité, lors de son discours à la conférence sur la sécurité de Munich, l'exemple roumain comme manifestant l'abandon par les dirigeants européens des idéaux qui ont fait la grandeur de leur continent (cf. VAI 2918) ; un pas de plus vient d'être franchi dans l'Union européenne.

Analyse du Réseau Voltaire

• Vidéo : « [Fin de l'ordre occidental](#) », Thierry Meyssan sur Géopolitique profonde.

Nous assistons en direct à la débandade de « l'ordre fondé sur des règles » et du globalisme. Les institutions que nous avons connues s'effondrent comme jadis l'Union soviétique l'a fait. Ne nous y trompons pas : notre avenir sera libre, si nous avons le courage de le forger nous-mêmes.

• Vidéo : « [Trump-Poutine-Macron-Starmer-Von der Leyen - Guerre ou paix ?](#) », Thierry Meyssan sur TV-ADP

Donald Trump détruit l'ordre ancien au bulldozer. Il nous libère et nous place en face de nos responsabilités. Nous ne pouvons plus ignorer la réalité, sauf à nous condamner à disparaître. C'est le moment de faire des choix douloureux pour construire notre avenir.

2967 La Commission européenne publie un document sur Internet en période électorale

La Commission européenne a publié, le 21 février, une « [boîte à outils](#) » sur l'application du règlement sur les services numériques en période de scrutin. Elle doit apporter des solutions testées et approuvées pour atténuer les risques en ligne, au sein des très grandes plateformes et des très grands moteurs de recherche, liés aux discours haineux, au harcèlement en ligne, à la manipulation de l'opinion publique ainsi qu'à la diffusion et à l'utilisation de contenus générés par l'intelligence artificielle.

2968 La Cour de Bosnie-Herzégovine condamne Milorad Dodik qui s'oppose à la manipulation de l'élection de 2022

La Cour de Bosnie-Herzégovine a condamné, le 26 février, Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie, à un an de prison

et à l'interdiction d'exercer ses fonctions pendant six ans.

Il avait promulgué en juillet 2023 deux lois adoptées par le Parlement de la République serbe de Bosnie (Republika Srpska) interdisant l'entrée en vigueur dans l'entité serbe des arrêts de la Cour constitutionnelle bosnienne et des décisions du haut représentant Christian Schmidt qui avaient modifié la loi électorale durant le dépouillement des élections de 2022.

La Commission des Affaires étrangères du Parlement européen a immédiatement apporté son soutien à la justice bosniaque, tandis que Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a apporté le sien au président démocratiquement élu de la République serbe de Bosnie

2969 La Géorgie dénonce l'ingérence de l'UE

Irakli Kobakhidze, Premier ministre géorgien, a accusé l'ambassadeur de l'Union européenne, Paweł Herczyński, d'avoir « activement fait campagne » contre le parti « Rêve géorgien » à l'approche des élections générales de 2024.

Anitta Hipper, porte-parole du Service européen pour l'action extérieure, a commenté, le 25 février : « Nous ne voyons pas de bonnes nouvelles en provenance de Géorgie. Les dernières accusations contre notre ambassadeur confirment cela. »

2970 Vitali Klitschko honoré par le Comité européen des régions

Le Comité européen des régions (CdR) a décerné à Vitali Klitschko, maire de Kiev, le 20 février, le prix Paweł Adamowicz, du nom de l'ancien maire de Gdańsk, assassiné en 2019. Il entend honorer ainsi sa « lutte contre l'intolérance, la radicalisation, les discours de haine et la xénophobie ».

☞ Vitali Klitschko est un célèbre boxeur, champion du monde poids lourds WBO (1999-2000) et champion du monde poids lourds WBC (2004-2005, 2008-2013). Il a participé au coup

d'État de l'Euromaïdan, contre le président démocratiquement élu Viktor Ianoukovytch, aux côtés des « nationalistes intégraux », sous les ordres de la néoconservatrice du département d'État, Victoria Nuland. Au début de l'opération spéciale russe en Ukraine, il confia la lutte contre les Ukrainiens favorables à la Russie à la [milice néo-nazie C14](#).

2971 Balance des paiements civils entre l'Ukraine et l'UE

Les échanges commerciaux entre l'Ukraine et l'Union européenne, de mai 2022 à janvier 2025, ont été estimée par la Commission européenne à environ 211 milliards d'euros. Environ 62 milliards d'euros représentent les exportations ukrainiennes (produits agricoles et minerais), contre environ 149 milliards d'exportations de l'UE vers l'Ukraine.

2972 Pour le Conseil de l'Europe, l'Ukraine progresse contre la corruption

Selon le [GRECO](#) (groupe d'États contre la corruption) du Conseil de l'Europe, les autorités ukrainiennes avancent dans la mise en œuvre de mesures anticorruption. Cependant, il leur reste beaucoup à faire en matière de nomination des juges, d'attribution des dossiers aux procureurs, d'éthique et de sanctions.

☞ L'année 2024 a été marquée, après des révélations de la presse, par le renvoi de plusieurs ministres accusés de grave corruption.

2973 Steven Wilkoff précise la base de l'accord sur l'Ukraine

Selon Steven Wilkoff, envoyé spécial du président Donald Trump, les accords d'Istanbul de 2022 serviront de base aux accords de paix en Ukraine.

☞ Ces textes avaient été d'abord acceptés par l'Ukraine, puis refusés par elle sous pression du Royaume-Uni. Ils sont réputés très défavorables à la position ukrainienne actuelle car ils acceptent les exigences russes de dénazification et de neutralisation du pays. Cependant ils ne

comprennent pas de reconnaissance de la perte de territoires hormis la Crimée et le Donbass qui s'étaient seuls, à l'époque, déclarés indépendants et avaient rejoint la Fédération de Russie.

2974 La CEDH rejette une plainte contre la fourniture d'armes allemandes et britanniques à Israël durant la guerre à Gaza

La Cour européenne des Droits de l'homme a rejeté la demande d'un médecin palestinien de « mesures provisoires » destinées à enjoindre l'Allemagne et le Royaume-Uni de stopper la fourniture d'armes à Israël.

2975 Vladimir Poutine repousse son discours annuel devant l'Assemblée fédérale

Vladimir Poutine aurait décidé de repousser *sine die* son discours annuel à l'Assemblée fédérale. Ce choix serait motivé par les récents développements diplomatiques autour de l'Ukraine.

2976 Les atteintes aux droits des citoyens russes par leur administration

Tatiana Moskalkova, médiatrice pour les Droits de l'homme, doit s'exprimer le 26 février devant la Douma d'État pour son compte-rendu annuel d'activité. Elle a reçu pas moins de 68 000 plaintes et sollicitations de la part de combattants en Ukraine et de leurs familles. Le paiement des prestations sociales prévues, la restitution des corps et le retour des prisonniers, ainsi que la fourniture de soins médicaux constituent les principaux motifs de ces démarches.

2977 L'Arctique pourrait être un champ de coopération

Selon Kirill Dmitriev, le conseiller spécial de Vladimir Poutine qui participait aux négociations de Riyad, l'Arctique pourrait être un champ de coopération états-uno-russe.

AFRIQUE

2978 La France se coordonne avec l'UE contre les Algériens

- La France, qui essuie depuis plusieurs années un refus de l'Algérie de rapatrier ceux de ses ressortissants que la justice a contraints à quitter le territoire français, envisage d'abroger l'accord préférentiel du 27 décembre 1968. Elle procède, en outre, à un « audit interministériel » sur la « politique de délivrance des visas ».

- Simultanément, la France a demandé à tous ses partenaires européens de pratiquer les mêmes restrictions de visa que celles qu'elle serait conduite à prononcer.

- Le Conseil algérien de la Nation (sénat) a suspendu ses relations avec le Sénat français.

2979 James Kabarebe, placé sous « sanctions » états-uniennes

Le général James Kabarebe, ministre rwandais de la Coopération régionale, a été accusé « d'assurer la liaison entre le gouvernement rwandais et les rebelles [du M23] ».

Selon l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), qui l'a placé sous mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions »), il « gère une grande partie des revenus que le Rwanda et le M23 tirent des ressources minérales de la RDC ». En outre, il « coordonne l'exportation des minerais extraits des sites miniers de la RDC en vue de leur exportation éventuelle depuis le Rwanda ».

ASIE

2980 Israël prépare des restrictions durant le ramadan

Selon un responsable, cité par *The Jerusalem Post* : « Si un cessez-le-feu est en place [avec le Hamas], la situation devrait rester calme. Dans le cas contraire, les forces de sécurité [israéliennes] seront déployées en nombre bien

plus important [durant le ramadan], par crainte d'une escalade. »

La chaîne Kan assure que les anciens détenus, libérés dans le cadre de l'échange de prisonniers, se verront interdire l'entrée de la mosquée al-Aqsa, tandis qu'un important dispositif sécuritaire, comprenant quelque 3 000 policiers, sera déployé aux points de contrôle y menant.

Selon la chaîne N12, l'accès à l'esplanade des mosquées pendant les prières du vendredi pourrait être limité à 10 000 fidèles, sous réserve d'une autorisation préalable. Seuls les hommes âgés de plus de 55 ans, les femmes de plus de 50 ans et les enfants de moins de 12 ans pourraient être admis.

2981 L'UE s'inquiète des taxations rétroactives des Églises de Jérusalem

Les représentants de l'UE à Jérusalem et à Ramallah ont rencontré les chefs des Églises de Jérusalem, préoccupés par la taxation rétroactive imposée par les autorités israéliennes, qui limite leur action sociale et éducative. Ils ont déclaré : « Toute tentative unilatérale de modifier le *statu quo* aurait des effets profondément déstabilisateurs et doit être évitée. »

2982 Les FDI expulsent 40 000 Palestiniens de chez eux

Les FDI ont subitement expulsé les 40 000 habitants des camps de Jénine, de Tulkarem et de Nour Chams, en Cisjordanie (dite « Judée-Samarie » par les Israéliens). Les bulldozers militaires ont immédiatement rasé la totalité des habitations tandis que les FDI prenaient possession de ces terrains et empêchaient les Palestiniens de revenir chercher leurs affaires.

Israel Katz, ministre israélien de la Défense, a indiqué que les FDI occuperaient les camps « pour l'année à venir, sans possibilité de retour ».

2983 L'UE et le Liban

La Croate Dubravka Šuica, commissaire européenne à la Méditerranée, a annoncé, le 21 février, que l'UE débloquerait à nouveau 500 millions d'euros (après ceux d'août 2024) si les engagements du Liban sont respectés, notamment la restructuration du secteur bancaire et un accord avec le Fonds monétaire international conclu.

Dubravka Šuica a déclaré : « Le nouveau pacte pour la Méditerranée (qui sera présenté à l'automne) signifie que nous allons conclure des accords de partenariat stratégique bilatéraux avec des pays, y compris le Liban. » Il s'agit de prévenir les flux de populations. L'UE a donc besoin de préserver le Liban. Elle négociera donc « des opportunités économiques, un accès aux technologies et aux énergies propres et des solutions aux problèmes d'investissement » en fonction de cet objectif pour les cinq années à venir.

2984 Funérailles d'Hassan Nasrallah

Les funérailles d'Hassan Nasrallah ont été célébrées, le 23 février, au stade Camille Chamoun de Beyrouth en présence de Mohammad Haïdar (pro-Hezbollah), ministre du Travail, qui représentait le Premier ministre.

Étaient également présents :

- Sleiman Frangié, candidat du Hezbollah à la présidentielle et président du parti Marada ;
- prince Talal Arslane, président du Parti démocratique libanais ;
- Ali Hassan Khalil, député d'Amal et bras droit du président de l'Assemblée nationale, Nabih Berry ;
- Salim Aoun et César Abi Khalil, députés du Courant patriotique libre (CPL) ;
- Ali Hijazi, secrétaire général du parti Baas ;
- Assaad Hardane, représentant du Parti social nationaliste syrien (PSNS) ;
- Oussama Saad, député de Saïda, président du Parti nassériste.
- Mohammad Ghalibaf, président du Mjlis (parlement iranien), accompagné d'Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères, et

d'une quarantaine de députés et de hauts commandants du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI).

- une délégation de religieux représentait le guide suprême Ali Khamenei.

Un discours enregistré du cheikh Naïm Kassem, successeur de Nasrallah à la tête du Hezbollah, a été diffusé sur de grands écrans. Il s'est montré particulièrement offensif, déclarant que son organisation ne changerait pas d'attitude.

Si plusieurs centaines de milliers de personnes étaient présentes aux alentours du stade, la quasi-totalité de l'assistance était de confession chiite. La représentation sunnite, chrétienne et druze était minime.

Quatre avions israéliens ont survolé le stade durant les obsèques. La foule s'est alors mise à scander « *« Labayka ya Nasrallah »* (À tes ordres Nasrallah).

Les FDI ont procédé à 14 frappes au Liban-Sud et dans la Békaa durant les funérailles.

2985 Israël reprend ses bombardements contre la Syrie

Les FDI ont repris leurs bombardements en Syrie. Elles ont notamment attaqué des objectifs militaires à Damas.

Ahmed el-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et désormais président intérimaire autoproclamé, avait déclaré le 23 janvier : « Nous ne voulons pas de guerre avec Israël ou tout autre pays. Nous avons dit à Israël d'arrêter, et s'il continue, nous ferons pression. Il n'y a aucune excuse à l'occupation. »

2986 Volodymyr Zelensky à Ankara

Recep Tayyip Erdoğan, président turc, a reçu son homologue ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, le 18 février à Ankara. Il en a profité pour le remercier d'envoyer des céréales qui sont transformées en farine par les minotiers turcs et livrées en Syrie pour y être consommées sous forme de pain.

Si l'on ignore ce que les deux hommes se sont dit, Sergey Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, est venu, lui aussi, à Ankara, le 24 février, pour que cela lui soit transmis.

2987 Mise en service d'une voie de chemin de fer reliant le Pakistan à la Russie

Le train de fret reliant le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie sera mis en service le 15 mars.

Erratum

Nous avons commis deux erreurs dans certaines de nos éditions n°121 : le cabinet WestExec Advisors, où le républicain Elbridge Colby a travaillé, a été fondé par le démocrate Antony Blinken (brève 2909).

Et les militaires soviétiques morts durant la Seconde Guerre mondiale (dite « Grande guerre patriotique ») furent 11 144 100 (brève 2926).

2988 Conversation entre Xi Jinping et Vladimir Poutine

Les présidents chinois et russes se sont parlé au téléphone.

Le président Xi Jinping a déclaré : « L'histoire et la réalité nous disent que la Chine et la Russie sont destinées à être de bons voisins, et nos deux pays sont de vrais amis qui partagent le meilleur et le pire, se soutiennent mutuellement et poursuivent un développement commun. Nos relations bilatérales ont une force motrice interne solide et une valeur stratégique unique. Elles ne sont pas dirigées contre un tiers ni affectées par un tiers. Les deux pays ont des stratégies de développement à long terme et des politiques étrangères. Quelle que soit la façon dont le paysage international change, nos relations progressent à leur propre rythme. Elles contribueront au développement et à la revitalisation de nos pays respectifs et inscriront la stabilité et la positivité dans les relations internationales. »

Le président Vladimir Poutine lui a répondu : « La Russie attache une grande importance à ses relations avec la Chine. Au cours de l'année à venir, la partie russe se réjouit de maintenir des échanges de haut niveau avec la Chine, en approfondissant la coopération pratique, commémorant conjointement le 80^e anniversaire de la victoire dans la guerre antifasciste mondiale et dans la guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise. Le développement des relations avec la Chine est un choix stratégique fait par la Russie dans la perspective du long terme. Il ne s'agit pas d'un acte d'opportunité. Il n'est pas affecté par des incidents temporaires. Il ne fait l'objet d'aucune ingérence de facteurs externes. Dans la situation actuelle, une communication étroite entre la Russie et la Chine est conforme au partenariat stratégique global de coordination des deux pays pour la nouvelle ère, et enverra un message positif indiquant que la Russie et la Chine jouent un rôle stabilisateur dans les affaires internationales. »

☞ La Russie craindra toujours une invasion de son espace sibérien par des migrants chinois, mais leurs relations sont basées sur leur expérience commune : ils savent que, séparés, ils seront l'un, puis l'autre, attaqués par les Occidentaux et ne peuvent donc aspirer à la paix qu'unis.

2989 Développement considérable de la marine civile chinoise

Selon le ministère des Ressources naturelles, le Produit océanique brut du secteur civil de la marine chinoise a dépassé les 10 000 milliards de yuans, en 2024, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre comprend aussi bien les chantiers navals, que la marine marchande et la flotte de croisière.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2990 Les Européens, le Canada et le Japon votent contre les États-Unis à l'Assemblée générale des Nations unies

La réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, le 24 février, s'est déroulée dans une certaine confusion.

- Elle a d'abord adopté, par 93 voix pour (dont les Européens, le Canada et le Japon), 65 abstentions et 18 contre (dont la Russie, les États-Unis et Israël), une résolution ([A/ES-11/L.10 - A/RES/ES-11/7](#)) présentée par l'Ukraine, posant « l'invasion totale de l'Ukraine par la Fédération de Russie » et exigeant « que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays et que cessent immédiatement les hostilités menées par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, en particulier toute attaque contre les civils et les biens de caractère civil ».

☞ Pour la première fois de l'histoire des Nations unies, les États-Unis et la Russie ont voté ensemble contre les Européens. Ce vote est intervenu peu après la réunion du G7 en visioconférence et alors que le président Emmanuel Macron était en conférence de presse à la Maison-Blanche aux côtés du président Donald Trump. Les deux hommes ont feint de se réjouir de leur amitié retrouvée, tandis que leurs représentants à New York votaient les uns contre les autres.

- Puis, l'Assemblée générale a adopté une seconde résolution ([A/ES-11/L.11 - A/RES/ES-11/8](#)), par 93 pour (dont le Canada, les Européens et le Japon), 73 abstentions (dont les États-Unis et Israël) et 8 contre (dont la Russie), proposée par les États-Unis. Celle-ci se contente de demander qu'il soit « mis fin au conflit dans les plus brefs délais et plaide pour une paix durable entre l'Ukraine et la Fédération de Russie ».

☞ Cette seconde résolution, de quelques lignes, a été votée par les Européens sans les États-Unis. Elle reprend le discours minimaliste du président Trump. La Russie a voté contre parce que le texte « plaide pour une paix durable entre l'Ukraine et la Fédération de Russie » et non pas pour une « paix durable à l'intérieur de l'Ukraine ». Les États-Unis se sont ravisés et se sont abstenus sur leur propre résolution afin de ne pas gêner la Russie.

2991 Affrontement entre Israël et les États-Unis en Cinquième commission

La cinquième commission de l'Assemblée générale des Nations unies s'est réunie le 24 février. Le Groupe des 77, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont fait remarquer que sur les 36 757 employés de l'organisation, seuls 281 postes doivent être attribués selon une répartition géographique équitable. Or, même pour un si petit nombre de postes, ils ne le sont absolument pas, la plupart des hauts fonctionnaires concernés ne revendiquant aucune appartenance géographique.

Israël a alors relevé que ces postes ne répondaient pas non plus aux questions de genre, ce que les États-Unis ont dénoncé, notant que les compétences professionnelles et la performance sont les seules bases d'un recrutement ou d'une promotion.

☞ Les participants à la réunion ont tous été interloqués par la soudaine animosité entre les délégations israélienne et états-unienne.

2992 Intervention de Wang Yi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Intervenant devant la 58^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, [Wang Yi](#), ministre chinois des Affaires étrangères, a déclaré :

« • Premièrement, nous devons rester attachés à notre aspiration initiale et à notre mission fondatrice, et clarifier l'essence même de la

cause des Droits de l'homme [...] Nous devons dire non à toutes les paroles et à tous les actes qui utilisent les Droits de l'homme comme excuse pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays au mépris de la souveraineté et de la sécurité nationales et de la sécurité de la vie des peuples.

- Deuxièmement, nous devons faire preuve d'équité et de justice et préciser l'objectif de la cause des Droits de l'homme [...] Nous devons dire non à des mots et des actes qui appliquent des normes doubles, voire multiples, sur les questions relatives aux Droits de l'homme.

- Troisièmement, nous devons rester attachés à l'engagement et à l'apprentissage mutuel et clarifier la voie à suivre pour promouvoir les Droits de l'homme [...] Nous devons dire non à des paroles et à des actes qui imposent à d'autres ce qu'ils ne veulent pas faire, qui politisent, instrumentalisent ou militarisent les Droits de l'homme. »

2993 Pas de communiqué du G7 sur l'Ukraine

Après une semaine de discussion et une réunion en vidéoconférence, les ministres des Affaires étrangères du G7 ne sont pas parvenus à convenir d'un communiqué commun sur l'Ukraine.

Selon le *Financial Times*, [la partie états-unienne a censuré les passages décrivant la Russie comme un « agresseur »](#) et celui évoquant la perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN pourtant régulièrement annoncée depuis 2008.

Les États-Unis ont menacé de se dissocier du projet de communiqué qui avait été distribué à certains journalistes.

2994 Confusion et échec du sommet du G20

Le sommet du G20 en Afrique du Sud a été boycotté par l'administration Trump (cf. VAI 2867). Les ministres des Finances de la Chine,

du Japon, de l'Inde et du Canada ne s'y sont pas rendus non plus.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a soudain quitté la salle. Aucune décision n'a été prise avant le sommet des chefs d'État.

Les représentants des 530 banques de développement, réunis au Cap, ont largement discuté d'un éventuel retrait des États-Unis de la Banque mondiale.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°123 - 7 mars 2025

ÉDITORIAL

2995 Sommet de la Ligue arabe pour Gaza

- Dans son plan pour Gaza, l'Égypte écrit : « Il n'y aura pas de financement international majeur pour la réhabilitation et la reconstruction de Gaza si le Hamas reste l'élément politique dominant et armé sur le terrain, contrôlant la gouvernance locale. »

C'est pourquoi Le Caire a proposé d'écarter le Hamas et de le remplacer par des organismes intermédiaires contrôlés par des États arabes, musulmans et occidentaux.

- Au Caire, la Ligue arabe a adopté un projet de reconstruction de Gaza à partir du plan égyptien. Le texte définitif comprend une centaine de pages. Il acte d'écarter le Hamas et porte l'aide nécessaire pour la reconstruction de 20 à 53 milliards de dollars. Près de la moitié des résidents de Gaza devraient être transférés dans sept zones de sécurité pendant le début des travaux. Durant les six premiers mois, le gouvernement devrait être assumé par un comité de 20 technocrates non affiliés à des partis politiques, agissant dans le cadre de l'Autorité palestinienne. Puis des élections devraient être organisées, pour la première fois depuis deux décennies. La force de police palestinienne devrait être étayée par des policiers égyptiens et jordaniens.

- Ce plan sera soumis aux États-Unis par le prince héritier saoudien Mohamed ben Salmane (MBS).

- António Costa, président du Conseil européen, a commenté : « Ensemble, nous devons mettre en œuvre ce plan. Ensemble, l'Union européenne, ses partenaires du monde arabe et la communauté internationale. C'est dans les moments difficiles que l'on peut compter sur des partenaires et des amis prévisibles et fiables. Les récents développements au Moyen-Orient ont rendu la Ligue arabe et ses membres plus pertinents que jamais pour l'Union européenne. Notre soutien à l'Autorité palestinienne demeure indéfectible. L'Union européenne soutient l'agenda de réforme de l'Autorité palestinienne. Celle-ci jouera un rôle crucial dans la gouvernance de Gaza. »

☞ Il semble que les États-Unis vont se retirer du Moyen-Orient, Israël non compris, comme ils le font de l'Europe. Les États arabes seront livrés à eux-mêmes comme ceux de l'UE. Celle-ci se présente déjà pour remplir le rôle des « Américains » dans la région.

AMÉRIQUES

2996 Dan Bongino, nommé numéro 2 du FBI

Kash Patel, directeur du FBI, a nommé Dan Bongino comme numéro 2 de l'agence. Il est présenté par ses opposants comme un blogueur incompetent. En réalité Bongino est un policier qui fut garde du corps de deux présidents américains. Il sera chargé de dépolitiser l'agence et de la recentrer sur la lutte contre la criminalité.

2997 La Chambre des représentants et la FCC dénoncent le DMA de l'UE

- Jim Jordan, président du Comité judiciaire de la Chambre des représentants, et Scott Fitzgerald, président de la sous-commission de l'État administratif, de la réforme réglementaire et de la lutte contre la concurrence, [ont écrit](#) à l'Espagnole Teresa Ribera, commissaire européenne à la Concurrence pour dénoncer les règles du Digital Markets Act (DMA). Selon eux, les amendes prévues « semblent avoir deux objectifs : contraindre les entreprises à respecter les normes européennes dans le monde entier et imposer une taxe européenne aux entreprises américaines ».

- Intervenant, le 3 mars, devant le Mobile World Congress de Barcelone, Brendan Carr, président de la Commission fédérale des communications (FCC), a déclaré : « Il y a un risque que le régime réglementaire [de l'UE] impose des règles excessives en ce qui concerne la liberté d'expression. La censure qui pourrait découler [du DSA] est incompatible avec notre tradition de liberté d'expression. »

2998 Melania Trump contre les *revenge porn*

Melania Trump, première dame, a participé à une table ronde en faveur de *Take It Down Act*, un [projet de loi](#) visant à criminaliser la publication d'images intimes sans consentement, dite *revenge porn*, y compris lorsqu'elles sont remaniées par intelligence artificielle.

☞ Ce texte prévoit des mesures d'urgence en cas de diffusion de vidéos pornographiques sans le consentement des intéressés, mais pas de mesures en cas de dénonciation calomnieuse.

2999 - 100 milliards de dollars pour la fabrication de puces à semi-conducteurs

C.C. Wei, PDG de Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), et le président Donald Trump ont annoncé le plus grand investissement étranger aux États-Unis : 100 milliards de dollars dans la fabrication de puces à semi-conducteurs en Arizona.

3000 Les États-Unis proclament une langue officielle

Après avoir supprimé la section en langue espagnole du site Internet de la Maison-Blanche, le président Donald Trump a proclamé l'anglais [langue officielle de l'État fédéral](#).

3001 Washington rejoint la Déclaration de consensus de Genève

Les États-Unis ont rejoint la Déclaration de consensus de Genève. Ce texte, adopté en 2020 par 34 États, affirme « qu'il n'existe pas de droit international à l'avortement ni d'obligation internationale pour les États de financer ou de faciliter l'avortement, conformément au consensus international de longue date selon lequel chaque nation a le droit souverain de mettre en œuvre des programmes et des activités conformes à ses lois et politiques ».

☞ Fidèle à « l'exceptionnalisme américain », l'administration Trump se retire des traités internationaux prévoyant que les signataires doivent rendre des comptes les uns aux autres, mais adhèrent à des textes qui proclament que certains droits dépendent des lois nationales.

☞ Les juges de la Cour suprême des États-Unis qui avaient été nommés par le président Trump ont ainsi affirmé que l'avortement n'est pas un sujet fédéral, mais ressort des États fédérés. Par la suite, certains d'entre eux l'ont repénalisé.

3002 Les États-Unis reprennent leur soutien militaire à Israël

Marco Rubio, secrétaire d'État, a signé le 1^{er} mars une déclaration d'urgence pour accélérer l'envoi de 4 milliards de dollars d'aide militaire à Israël, annulant ainsi l'embargo partiel sur les armes décrété par l'administration Biden.

L'administration Trump a approuvé près de 12 milliards de dollars de ventes militaires à Israël, dont 4 000 ogives I-2000 Penetrator et des pièces détachées et accessoires. Ces munitions devraient être livrées à Israël l'année prochaine.

Il a également signé un accord pour expédier environ 6 000 bombes et 1 500 kits de guidage de munitions d'attaque directe conjointes à Israël en 2028. Des responsables ont déclaré que les États-Unis vendraient également à Israël pour environ 300 millions de dollars de bulldozers et d'équipements connexes en 2027.

3003 Discours au Congrès du président Trump

Le président Donald Trump s'est longuement adressé au Congrès, le 4 mars. Il a dressé le bilan de ses premières semaines énumérant sa très longue liste de décisions. À propos de sa politique étrangère, il a déclaré :

« Pour renforcer encore notre sécurité nationale, mon administration va récupérer le canal de Panama, et nous avons déjà commencé à le faire. Aujourd'hui même, une grande entreprise américaine a annoncé qu'elle achetait les deux ports situés autour du canal de Panama et beaucoup d'autres choses en rapport avec le canal de Panama et quelques autres canaux. Le canal de Panama a été construit par des Américains pour des Américains, pas pour d'autres. Mais d'autres pourraient l'utiliser.

Mais il a été construit au prix du sang et des richesses américaines. 38.000 ouvriers sont morts en construisant le canal de Panama. Ils sont morts de la malaria, de morsures de serpents et de moustiques. Ce n'est pas un endroit où il fait bon travailler. Ils ont été très

bien payés pour y aller en sachant qu'il y avait 25 % de chances qu'ils meurent. C'est aussi le projet le plus coûteux jamais construit dans l'histoire de notre pays, si l'on se réfère aux coûts d'aujourd'hui. Il a été cédé par l'administration Carter pour un dollar, mais cet accord a été gravement violé. Nous ne l'avons pas donné à la Chine, nous l'avons donné au Panama, et nous le reprenons.

Et c'est Marco Rubio qui est aux commandes. Bonne chance, Marco. Maintenant, nous savons qui blâmer si quelque chose tourne mal. Non, Marco a été formidable et il va faire un excellent travail [...]

Ce soir, j'ai également un message à adresser à l'incroyable peuple du Groenland. Nous soutenons fermement votre droit à déterminer votre propre avenir. Et si vous le souhaitez, nous vous souhaitons la bienvenue aux États-Unis d'Amérique. Nous avons besoin du Groenland pour notre sécurité nationale et même internationale. Et nous travaillons avec toutes les parties concernées pour essayer de l'obtenir. Mais nous en avons vraiment besoin pour la sécurité internationale. Et je pense que nous l'obtiendrons - d'une manière ou d'une autre, nous l'obtiendrons. Nous assurerons votre sécurité. Nous vous rendrons riches. Et ensemble, nous porterons le Groenland vers des sommets que vous n'auriez jamais imaginés auparavant. Il s'agit d'une population très réduite, mais d'un territoire très, très vaste et très, très important pour la sécurité militaire. [...]

Je travaille également sans relâche pour mettre fin au conflit sauvage en Ukraine. Des millions d'Ukrainiens et de Russes ont été inutilement tués ou blessés dans ce conflit horrible et brutal dont on ne voit pas la fin. Les États-Unis ont envoyé des centaines de milliards de dollars pour soutenir la défense de l'Ukraine, sans aucune sécurité, sans rien.

Voulez-vous continuer pendant encore cinq ans ? Oui, c'est vrai. C'est vous qui le dites. Pocahontas dit oui (*Elizabeth Warren, démocrate*). 2000 personnes sont tuées chaque semaine - plus que cela. Ce sont des jeunes Russes, des

jeunes Ukrainiens. Ce ne sont pas des Américains, mais je veux que cela cesse. Pendant ce temps, l'Europe a malheureusement dépensé plus d'argent pour acheter du pétrole et du gaz russes que pour défendre l'Ukraine, et de loin.

Pensez-y. Ils ont dépensé plus pour acheter du pétrole et du gaz russes que pour défendre leur pays. Nous avons dépensé peut-être 350 milliards de dollars, comme on prendrait un bonbon à un bébé. C'est ce qui s'est passé. Et ils ont dépensé 100 milliards de dollars. Quelle différence ! De plus, un océan nous sépare, ce qui n'est pas le cas pour eux. Mais nous nous entendons très bien avec eux et beaucoup de choses positives se produisent. Biden a autorisé plus d'argent dans cette lutte que l'Europe n'en a dépensé, par milliards et milliards de dollars. Il est difficile de croire qu'ils n'y auraient pas mis un terme à un moment ou à un autre. Allons, égalisons. Vous devez être égaux à nous. Cela ne s'est pas produit. Plus tôt dans la journée, j'ai reçu une lettre importante du président Zelensky d'Ukraine. La lettre se lit comme suit: «L'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible afin de se rapprocher d'une paix durable.»

«Personne ne veut la paix plus que les Ukrainiens», a-t-il déclaré. «Mon équipe et moi-même sommes prêts à travailler sous la direction énergique du président Trump pour obtenir une paix durable. ... Nous apprécions vraiment tout ce que l'Amérique a fait pour aider l'Ukraine à maintenir sa souveraineté et son indépendance. ... En ce qui concerne l'accord sur les minerais et la sécurité, l'Ukraine est prête à le signer à tout moment.»

Cela vous arrange. J'apprécie qu'il ait envoyé cette lettre. Je l'ai reçue il y a peu de temps. Simultanément, nous avons eu des discussions sérieuses avec la Russie. J'ai reçu des signaux forts indiquant qu'ils sont prêts pour la paix. Ne serait-ce pas magnifique ? Ne serait-ce pas magnifique ?

Il est temps d'arrêter cette folie. Il est temps d'arrêter les massacres. Il est temps de mettre fin

à cette guerre insensée. Si vous voulez mettre fin aux guerres, vous devez parler aux deux parties. »

3004 BlackRock rachète les extrémités du canal de Panama

BlackRock, le plus grand fonds de gestion d'actifs au monde, a racheté au Hongkongais Hutchinson, pour 19 milliards de dollars, les deux ports des deux embouchures du canal de Panama.

3005 Début du procès de Pedro Castillo

Pedro Castillo, ancien président péruvien, est jugé pour « rébellion, abus d'autorité et grave perturbation de la tranquillité publique ». Le parquet a requis contre lui 34 ans de réclusion criminelle.

👉 Amérindien, Pedro Castillo a été rejeté par les Péruviens originaires d'Europe. Ces derniers se sont ligüés contre lui, interprétant la Constitution à leur manière et déclarant illégale sa dissolution de l'Assemblée nationale. En définitive, l'armée a pris le parti des Européens contre les autochtones et l'a renversé.

EUROPE

3006 Le Royaume-Uni désavoue son ambassadeur à Washington

Lord Peter Mandelson, ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, a déclaré à ABC : « La réinitialisation doit consister en ce que les États-Unis et l'Ukraine se remettent sur la même longueur d'onde, le président Zelensky, apportant un soutien sans équivoque à l'initiative prise par le président Trump pour mettre fin à la guerre et instaurer une paix juste et durable en Ukraine. Et les Européens eux aussi, doivent soutenir les appels en faveur d'un cessez-le-feu et, soit dit en passant, je pense que l'Ukraine devrait être la première à s'engager en faveur d'un cessez-le-feu et à défier les Russes de la suivre. »

Cependant, Luke Pollard, sous-secrétaire à la Défense, l'a retoqué, déclarant à Sky News : « Ce n'est pas la politique du gouvernement. Nous sommes toujours dans les discussions, l'engagement diplomatique, avec nos amis européens, américains et ukrainiens quant à la forme de cet accord. »

3007 Le Royaume-Uni désavoue Emmanuel Macron

Luke Pollard, sous-secrétaire à la Défense, a déclaré sur Times Radio, après le sommet de Londres : « [Contrairement à ce qu'a laissé entendre le président Macron] aucun accord n'a été conclu sur ce que serait une trêve [entre la Russie et l'Ukraine]. Mais nous travaillons avec la France et nos alliés européens pour examiner la voie à suivre pour déterminer comment [...] nous créerons une paix durable en Ukraine. »

3008 Emmanuel Macron et l'Ukraine

- Emmanuel Macron, président français, a déclaré, le 2 mars, au *Figaro* : « Il n'y aura pas de troupes européennes sur le sol ukrainien dans les semaines à venir. La question est de savoir comment nous utilisons ce temps pour tenter d'obtenir une trêve, avec des négociations qui prendront plusieurs semaines. »

- S'adressant aux Français, le 5 mars, le président Emmanuel Macron a décrit la « menace russe pour la France et pour l'Europe », annoncé le réarmement de la France face à celui de la Russie, l'autorisation de l'UE de briser la sacro-sainte limite du déficit public de 3 % maximum afin de pouvoir financer les armées et la transformation de l'UE en alliance militaire sans amendement des traités.

3009 Des États hostiles attaquent des réfugiés politiques en France

Selon la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI), des États hostiles mènent des campagnes en France pour faire taire certains de leurs opposants politiques ayant obtenu le statut de réfugié. Ils infiltrent les réseaux professionnels et personnels des opposants et paralysent

Analyse du Réseau Voltaire

- [L'agonie de « l'Occident politique »](#), par Thierry Meyssan

La semaine dernière, je narraï les événements concernant le conflit ukrainien en soulignant que le président français, Emmanuel Macron, aussi brillant soit-il, était incapable de s'adapter aux changements du monde.

Cette semaine, je reprends les mêmes éléments, et bien d'autres qui ont suivi, pour montrer que le divorce des Européens entre eux et de l'UE avec les États-Unis est devenu une réalité.

Il n'est plus temps de tergiverser : le monde ancien vient d'être détruit. Si nous ne nous positionnons pas immédiatement, nous serons emportés avec lui.

Or, pour le moment, le Royaume-Uni et la France rivalisent pour prendre la place des États-Unis sur le continent et non pas pour se réformer.

l'activité des organisations dissidentes sur Internet. Ils multiplient les menaces et chantages « pour qu'un individu cesse ses activités, exécute des ordres ou rentre dans son pays d'origine ». Cela peut inclure des « pressions sur les familles et l'entourage dans le pays d'origine » (convocations aux postes de police locaux, mises sous surveillance, sanctions administratives impactant la carrière de l'entourage des dissidents, arrestations, détentions, disparitions). Ils pratiquent aussi « le harcèlement en ligne » (articles mensongers visant à décrédibiliser et isoler les individus, publication de menaces, divulgation d'informations personnelles).

3010 Matthias Warnig souhaite exploiter Nord Stream 2

- Selon le *Financial Times*, l'homme d'affaires allemand [Matthias Warnig](#), ancien officier de la Stasi et ami personnel de Vladimir Poutine, a multiplié les contacts aux États-Unis afin de

pouvoir réparer et exploiter le gazoduc Nord Stream 2.

- Une porte-parole de la Commission européenne a indiqué, le 3 mars, que la Commission européenne ne s'engagerait pas dans la réinstallation du gazoduc Nord Stream 2 qui « n'est pas un projet d'intérêt commun, il ne diversifie pas les sources d'énergie de l'UE ».

3011 Le prochain gouvernement allemand s'engage à réinvestir

Sous la houlette du probable futur chancelier, Friedrich Merz, la CDU et le SPD ont décidé de créer un fonds spécial d'environ 500 milliards d'euros pour l'investissement public, d'une durée de dix ans.

3012 Viktor Orban dénonce le sommet de Londres

Viktor Orban, Premier ministre hongrois, a critiqué le sommet de Londres, déclarant que les dirigeants européens « ont décidé [...] qu'ils veulent continuer la guerre au lieu d'opter pour la paix » et a qualifié leur approche de « mauvaise, dangereuse et erronée ».

3013 Le plan « Réarmer l'Europe »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a présenté, le 4 mars, un plan « [Réarmer l'Europe](#) ». Il s'agit de lancer un emprunt commun de 150 milliards d'euros afin que chaque État membre acquière prioritairement :

- une défense aérienne et antimissile ;
- des systèmes d'artillerie ;
- des missiles et munitions ;
- des drones et des systèmes anti-drones.

Cet emprunt serait complété par 650 milliards d'euros d'emprunts nationaux supplémentaires sur 4 ans, contractés par les États membres, pour renforcer leur défense. Ils seraient exemptés de l'obligation de ne pas dépasser 3 % de déficit budgétaire.

3014 Le PPE favorable à une redéfinition de l'UE contre la Russie

Le Parti populaire européen (PPE) a publié une déclaration, le 5 mars. Il affirme :

« Nous défendons la liberté, la démocratie et l'État de droit. Nous défendons un ordre mondial fondé sur des règles. C'est pourquoi il est dans l'intérêt de l'Europe de soutenir l'Ukraine sans conditions préalables et aussi longtemps que nécessaire [...] »

Notre unité est notre force : nous ne pouvons nous protéger que si nous sommes unis. Une Europe divisée est une Europe faible. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être bloqués par les amis de Poutine. Ils n'ont pas leur place dans notre architecture de sécurité émergente et leurs pays risquent d'être laissés de côté dans le froid, entre Poutine et l'Europe. Les braves doivent montrer la voie.

Nous faisons confiance à nos partenaires partageant les mêmes idées : nous savons que l'UE a de nombreux partenaires dans le monde entier, tels que le Canada, le Royaume-Uni, la Norvège et d'autres, qui veulent défendre l'ordre international fondé sur des règles. Nous voulons approfondir nos relations avec ces partenaires et démontrer la valeur à long terme de la présence de partenaires fiables. »

☞ Le PPE est le principal groupe politique du parlement européen avec 188 députés sur 720.

3015 La Commission de Venise s'inquiète de la formulation de la loi géorgienne sur les rassemblements et manifestations

Dans un [avis urgent](#), le 3 mars, la Commission de Venise a mis en garde contre la formulation de la loi géorgienne sur les rassemblements et manifestations. Elle observe un certain nombre de dispositions vagues formulées en termes généraux, qui accordent aux autorités « un pouvoir discrétionnaire excessivement large ».

Elle demande que soient précisées les conditions d'interdiction des dispositifs laser et à faisceau ainsi que celles du port d'un masque lors des rassemblements. Enfin, elle réclame une procédure statutaire pour notifier les rassemblements spontanés après qu'ils ont commencé.

☞ La Commission de Venise est l'organe consultatif du Conseil de l'Europe statuant sur le respect des principes démocratiques.

3016 Le sommet de Londres vu par Volodymyr Zelensky

Le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est [adressé à la nation](#) après le sommet de Londres. Il a déclaré :

« Chers Ukrainiens,

Nous rentrons chez nous.

À la suite de ces jours, nous bénéficions d'un soutien manifeste de l'Europe. Une plus grande unité, une plus grande volonté de coopération.

Nous sommes tous unis sur le point principal - pour que la paix soit réelle, de réelles garanties de sécurité sont nécessaires. Et c'est la position de toute notre Europe - de tout le continent. Le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Norvège, la Türkiye.

Aujourd'hui, nous avons coordonné nos positions. De nombreuses réunions et efforts conjoints auront lieu dans les jours et les semaines à venir.

Il y aura de la diplomatie pour la paix. Et pour le bien de nous tous, l'Ukraine, l'ensemble de l'Europe, et nécessairement l'Amérique.

Bien sûr, nous comprenons l'importance de l'Amérique, et nous sommes reconnaissants aux États-Unis de l'appui que nous avons reçu. Il n'y a pas eu un seul jour où nous ne nous sommes pas sentis reconnaissants. Parce qu'il s'agit d'une gratitude pour la préservation de notre indépendance : notre résilience en Ukraine

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Trump, relations USA-UE, Gaza](#) » : Thierry Meyssan sur RPTV - La Pire Génération

RPTV - La Pire Génération a interrogé Thierry Meyssan sur l'algarade en direct entre le président états-unien Donald Trump et son invité, le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky. Il a ensuite expliqué la concurrence entre la France et le Royaume-Uni pour prendre la tête du bloc s'opposant à la paix en Ukraine.

L'entretien, un cours accéléré sur les relations internationales, se conclut par un retour sur la situation en Syrie et en Palestine.

• [Éric Verhaeghe et Thierry Meyssan exposent leur conception du débat](#)

Les chaînes dissidentes sont de plus en plus nombreuses. Pour nous l'important n'est pas de commenter de manière dissidente ce que les médias mainstream commentent selon la pensée officielle, mais de permettre à chacun de réfléchir.

Dans la même émission, les deux intervenants débattent du Droit international et de ses limites.

repose sur ce que nos partenaires font pour nous et pour leur propre sécurité.

Nous avons besoin de paix, pas d'une guerre sans fin. Et c'est pourquoi nous disons que les garanties de sécurité en sont la clé.

Dans un avenir proche, nous tous en Europe façonnerons nos positions communes - les lignes que nous devons atteindre et les lignes sur lesquelles nous ne pouvons pas transiger.

Ces positions seront présentées à nos partenaires aux États-Unis.

Une paix vigoureuse et durable, et le juste accord sur la fin de la guerre sont véritablement notre priorité commune.

Et, bien sûr, je tiens à vous remercier, vous tous - tous ceux qui, dans notre Ukraine bien-aimée, qui sentent à quel point l'unité compte et comment l'histoire change lorsque des millions de personnes défendent la dignité de leur pays. Nos guerriers en première ligne, tout notre peuple - je suis fier de vous. Je veux vous remercier tous. Merci beaucoup.

Gloire à l'Ukraine ! »

3017 Rapport 2025 sur la liberté de la presse en Europe

La Plateforme pour la sécurité des journalistes, financée par la Belgique, de l'Estonie, du Liechtenstein, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Roumanie, de la République slovaque, de la Slovénie, de la Suisse et du Royaume-Uni, a rendu au Conseil de l'Europe, le 5 mars son « [Évaluation annuelle de la liberté de la presse en Europe](#) ».

3018 Vladimir Poutine réagit au changement états-unien face à l'Ukraine

[Vladimir Poutine](#), président russe, a déclaré lors de la réunion du Conseil fédéral du Service de sécurité, le 27 février : « Je noterais que les premiers contacts avec la nouvelle administration états-unienne inspirent certains espoirs. Il existe un engagement réciproque à travailler pour rétablir les relations interétatiques et de s'attaquer progressivement à l'énorme quantité de problèmes systémiques et stratégiques dans l'architecture mondiale qui a provoqué une fois les crises en Ukraine et dans d'autres régions.

Fait important, nos partenaires font preuve de pragmatisme et d'une vision réaliste des choses, et ont abandonné de nombreux stéréotypes, soit-disant règles et clichés messianiques et idéologiques de leurs prédécesseurs, qui, en fait, ont provoqué la crise de l'ensemble du système des relations internationales et, en fait, vous et

moi pouvons le voir aussi, ont commencé à détruire la communauté occidentale elle-même de l'intérieur. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3019 Dmitri Medvedev se réjouit de la « correction » de Zelensky par Trump

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité russe, a commenté sur sa chaîne Telegram la rencontre Zelensky-Trump : « Pour la première fois, Trump a dit la vérité face au clown cocaïnoman. Le porc insolent a enfin reçu une bonne correction dans le bureau ovale. »

3020 Vers une levée des « sanctions » états-uniennes contre la Russie

Scott Bessent, secrétaire états-unien au Trésor, a déclaré que Washington était prêt à renforcer ou à réduire les « sanctions » en fonction de la volonté du Kremlin de négocier.

Vladimir Poutine, président russe, a ordonné à son cabinet de se préparer au retour des entreprises occidentales.

☞ Rappelons qu'en droit international, l'usage du terme « sanctions » ne s'applique qu'à des punitions infligées par le Conseil de sécurité de l'ONU après un débat public contradictoire. Ce que les États-Unis appellent par excès « sanctions » sont en réalité des « mesures coercitives unilatérales », c'est-à-dire des actes de guerre.

3021 La Russie favorable à une baisse des dépenses militaires des trois Grands

Vladimir Poutine, président russe, a déclaré lors d'une interview télévisée qu'il trouvait bonne la proposition de son homologue, Donald Trump, de diminuer conjointement les dépenses

militaires états-uniennes, chinoises et russes de moitié.

Beijing a, au contraire, affirmé ne pas être intéressé.

AFRIQUE

3022 L'UE accorde 90 millions d'euros à l'Égypte

La Croate Dubravka Šuica commissaire européenne chargée de la Méditerranée, a effectué un voyage en Égypte pour présenter son projet de « Pacte pour la Méditerranée ». Elle a annoncé le déblocage de 90 millions d'euros, cofinancés par l'UE et la Banque européenne d'investissement dans le cadre de la « Résilience alimentaire de l'Égypte ».

👉 L'UE distribue des fonds à tous les États méditerranéens qui s'engagent à maîtriser les flux migratoires.

ASIE

3023 Le « plan Enfer » de Benjamin Netanyahu

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a présenté, le 2 mars, un plan de « pression maximale sur le Hamas afin de le contraindre à accepter la version israélienne de la phase suivante de l'accord de cessez-le-feu. L'aide humanitaire à Gaza a été soudainement interrompue et l'accord de la première phase prolongé unilatéralement d'une semaine par Israël.

Le « plan Enfer » comprend également le déplacement forcé des habitants du nord du territoire palestinien vers le sud et l'interruption de l'approvisionnement en électricité.

3024 Bezalel Smotrich se félicite du « plan Enfer »

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a salué, le 2 mars, la décision de

suspendre l'aide humanitaire à Gaza. « La décision [...] de stopper totalement l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza jusqu'à la destruction du Hamas ou sa reddition totale et la libération de tous nos otages est une étape importante qui va dans la bonne direction ». Il a appelé « maintenant (à) ouvrir (les) portes (de l'enfer) aussi rapidement et violemment que possible contre l'ennemi impitoyable, jusqu'à la victoire totale. Nous sommes restés au gouvernement pour veiller à cela. »

3025 - 2,5 millions de dollars interceptés à l'aéroport de Beyrouth

Une « mule », transportant 2,5 millions de dollars, a été arrêtée à l'aéroport de Beyrouth. L'individu, en provenance de Türkiye, a été mis en examen pour blanchiment d'argent. Cette somme serait destinée au Conseil supérieur chiite, une instance religieuse liée au Hezbollah.

3026 Ahmed el-Chareh désigne un comité de rédaction de la Constitution

Ahmed el-Chareh, président autoproclamé intérimaire de la Syrie, a désigné un comité de sept membres afin de rédiger la constitution du nouveau régime. Il a veillé à choisir des personnalités représentatives de plusieurs groupes de population différents.

La Constitution devrait valider les droits des femmes et la liberté religieuse. Elle devrait réserver la fonction présidentielle à un musulman.

Le président intérimaire devrait aussi désigner tous les députés de l'Assemblée nationale.

3027 Tension contre les druzes syriens

Les forces de sécurité du nouveau régime syrien ont affronté des combattants druzes à Jaramana, dans la banlieue de Damas.

Israël, qui dispose de druzes dans ses armées, est intervenu pour assurer qu'il défendrait les druzes si ceux-ci étaient attaqués.

Les dirigeants druzes libanais, les frères ennemis Walid Jumblatt et le prince Talal Arslan, ont mis en garde contre le réveil des tensions confessionnelles.

3028 L'Arabie Saoudite amnistie ses opposants

Abdelaziz al-Howairini, directeur saoudien de la Sécurité de l'État, a annoncé, le 2 mars sur MBC, que, durant la période de ramadan, le prince héritier, Mohammad ben Salmane (MBS), avait confirmé que les opposants résidant à l'étranger étaient invités à rentrer au pays sans crainte de représailles.

MBS a déjà fait libérer plusieurs personnalités, mais il existe une histoire tribale d'exécution lors d'invitations officielles.

L'Arabie saoudite organisera l'Exposition universelle en 2030 et la Coupe du monde de football en 2034.

3029 Mohammad Javad Zarif contraint de démissionner

Abdolnaser Hemmati, ministre iranien de l'Économie et des Finances, et Mohammad Javad Zarif, ancien négociateur de l'accord sur le nucléaire (JcPoA) et actuel vice-président, ont été contraints par le Parlement de démissionner.

☞ Les députés méfiants face aux États-Unis sont majoritaires au Marjlis (parlement). Le vote de défiance vis-à-vis d'Abdolnaser Hemmati est intervenu après l'altercation entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, mais avant l'annonce de négociations entre Washington et Téhéran via Moscou à la demande de l'administration Trump.

3030 Réorganisation des services de sécurité ouzbeks après le complot contre Komil Allamjonov

Komil Allamjonov, président du Conseil d'administration de la Fondation publique pour l'appui et le développement des médias nationaux en Ouzbékistan, a fait l'objet d'une

tentative d'assassinat en octobre 2024. Le 12 février, dix personnes, dont Shukhrat Rasulov, ont été reconnues coupables par une Cour martiale.

Or, Shukhrat Rasulov, était l'homme de confiance d'Otabek Umarov, le gendre du président Shavkat Mirziyoyev.

Il s'en est suivi une réorganisation générale des services de sécurité.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3031 Keir Starmer prend la tête de la coalition des volontaires

• Keir Starmer, Premier ministre britannique, a accueilli, le 2 mars à Downing Street, les dirigeants de l'Ukraine, de la France, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne, de l'Espagne, du Canada, de la Finlande, de la Suède, de la Tchéquie et de la Roumanie, ainsi que le ministre turc des Affaires étrangères, le secrétaire général de l'OTAN et les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen.

• À l'issue de la réunion, Keir Starmer a déclaré [au nom de tous les participants](#) :

« Aujourd'hui, j'ai accueilli à Londres des homologues de toute l'Europe, y compris la Türkiye, ainsi que le secrétaire général de l'OTAN et les présidents de la Commission européenne, du Conseil de l'UE et du Canada, pour discuter de notre soutien à l'Ukraine.

Ensemble, nous avons réaffirmé notre détermination à œuvrer en faveur d'une paix permanente en Ukraine, en partenariat avec les États-Unis. La sécurité de l'Europe est avant tout notre responsabilité. Nous nous attèlerons à cette tâche historique et nous augmenterons nos investissements dans notre propre défense.

Nous ne devons pas répéter les erreurs du passé lorsque des accords faibles ont permis au président Poutine d'envahir à nouveau. Nous travaillerons avec le président Trump pour garantir une paix forte, juste et durable qui garantisse la souveraineté et la sécurité futures de l'Ukraine. L'Ukraine doit être en mesure de se défendre contre de futures attaques russes. Il ne doit pas y avoir de pourparlers sur l'Ukraine sans l'Ukraine. Nous sommes convenus que le Royaume-Uni, la France et d'autres travailleront avec l'Ukraine sur un plan visant à mettre un terme aux combats dont nous discuterons plus avant avec les États-Unis et que nous avancerons ensemble.

Tout aussi important encore, nous avons discuté de nouvelles mesures rapides pour renforcer notre soutien à l'Ukraine dans la recherche de la « paix par la force ». Nous allons renforcer notre appui militaire, en veillant à ce que l'Ukraine ait l'appui dont elle a besoin pour former ses forces armées et en accélérant notre appui dans les zones où le besoin se fait sentir. Pour aider à amener le président Poutine à la table, nous exercerons une pression supplémentaire sur la Russie en augmentant les sanctions, y compris sur les recettes énergétiques de la Russie, tout en renforçant l'application des mesures existantes.

Nous sommes également convenus que l'Ukraine devait mettre en place des dispositifs de sécurité solides au moment de tout accord de paix futur afin que la Russie ne nous envahisse plus. Nous accélérerons les plans visant à renforcer les forces armées et les défenses des frontières de l'Ukraine après tout accord, et nous veillerons à ce que l'Ukraine puisse puiser dans les munitions, les financements et l'équipement pour se défendre.

En outre, beaucoup d'entre nous se sont déclarés prêts à contribuer à la sécurité de l'Ukraine, y compris par une force composée de partenaires européens et autres, et intensifieront notre planification.

Nous continuerons de travailler en étroite collaboration pour faire avancer les prochaines étapes et prendre des décisions dans les semaines à venir. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°124 - 14 mars 2025

ÉDITORIAL

3032 « Nuit de cristal » contre les alaouites en Syrie

Ahmad al-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et actuel président autoproclamé de Syrie, a déclaré, le 9 mars : « Nous devons préserver l'unité nationale, la paix civile autant que possible, et, si Dieu le veut, nous serons capables de vivre ensemble dans ce pays autant que possible. »

Le nouveau régime multiplie les humiliations des alaouites (Nuṣairīs). Ils sont renvoyés de leur travail sans être payés. Dans la rue, les jihadistes les arrêtent, et les forcent à braire comme des ânes ou à aboyer comme des chiens avant de les battre en public. En trois jours, un à trois milliers d'entre eux ont été assassinés lors de pogroms, d'abord sur la côte méditerranéenne, puis partout dans le pays.

Des milliers d'alaouites se sont réfugiés dans les bases militaires russes de Tartous et de Hmeimim où ils ont été accueillis.

Tous les jihadistes étant actuellement regroupés sur la côte et à Damas, le reste de la Syrie est vide de combattants. L'armée turque en profite pour attaquer les villes du Nord.

☞ Les groupes takfiristes (c'est-à-dire ceux qui cherchent à désigner et à tuer des hérétiques), qui avaient été expulsés à Idleb durant la guerre contre la République arabe syrienne, sont revenus dans la « Syrie utile ». Ils ont pu passer les barrages des forces du nouveau gouvernement sans problème jusqu'à parvenir sur la côte et y massacrer les « hérétiques ».

La population syrienne a rendu les armes lors de la chute du président Bachar el-Assad. Elle se trouve donc sans défense, l'armée et les forces de l'ordre actuelles étant composées d'anciens jihadistes, généralement turcophones, souvent tchéchènes, ouzbeks ou tadjiks, encadrés par des officiers turcs.

Historiquement, les massacres d'alaouites ont toujours été suivis de massacres de chrétiens.

☞ La communauté alaouite s'est formée au IX^e siècle autour de Muḥammad ben Nuṣayr al-Namīrī. Elle considère Ali ibn Abi Talib, le gendre de Mahomet, comme Dieu, et Jésus et Mahomet comme ses prophètes. Cependant, selon René Dussaud, qui fut conservateur du département des Antiquités orientales du musée du Louvre et secrétaire particulier d'Anatole France, cette communauté n'a pas surgi du néant (...)

(...) Elle se serait constituée durant l'antiquité, se serait convertie au christianisme, puis à l'islam, sans abandonner sa foi antérieure, comme la croyance en la réincarnation. C'est cette théorie française que les chercheurs israéliens ont creusée et développée.

Les alaouites ne pratiquent aucun culte en public. Ils se réfèrent à trois livres de référence : leur *Fatihah al-Kitab* (catéchisme), les Évangiles (et non pas la Bible) et le Coran. Pour eux, seuls les principes présents dans chacun de ces trois livres doivent être considérés comme révélés.

Ils ont été réduits en esclavage au cours des siècles avant d'être reconnus comme musulmans par l'ayatollah Khomeiny et d'être considérés comme égaux.

C'est aujourd'hui, culturellement, le groupe confessionnel le plus proche des Européens, notamment en termes de droit des femmes.

☞ La famille Assad est alaouite. Les présidents Hafez et Bachar ont souvent choisi leurs conseillers parmi leurs amis proches, donc parmi cette communauté, mais pas les hauts fonctionnaires qui étaient systématiquement nommés en respectant un équilibre communautaire. Les alaouites se sont massivement engagés dans les armées, une profession mal payée et dangereuse, que les autres communautés négligeaient.

☞ Ahmad al-Chareh, arguant d'une insurrection orchestrée par le général Ghiath Dalla, ancien bras droit de Maher el-Assad (aujourd'hui exilé en Iraq avec plusieurs milliers de ses hommes), présente ces pogroms comme des vengeances politiques, ce qui n'a aucun sens, cette communauté n'ayant jamais lié son sort à celui des Assad. Ce mensonge permet de masquer la reprise de la guerre de religion qui s'est abattue sur l'ensemble du Moyen-Orient depuis que les Anglo-Saxons se sont appuyés sur la confrérie politique des Frères musulmans pour combattre les Soviétiques en Afghanistan. (Rappelons qu'en Allemagne, les nazis ont saccagé des commerces juifs et tué nombre d'entre eux lors de la « nuit de cristal » en

prétendant venger le meurtre d'un diplomate sans lien avec leurs victimes.)

Le général Ghiath Dalla a fondé, le mois dernier, Awli el-Bas (Front de résistance islamique en Syrie), une milice proche des Gardiens de la révolution iraniens. Il n'est aucunement le représentant de la communauté alaouite, mais du régime déchu. Il est parvenu à mobiliser de nombreux soutiens d'un État laïc et égalitaire et à attaquer avec succès plusieurs postes de police et casernes des jihadistes.

☞ Comment ne pas s'interroger sur la quantité considérable d'armes et de munitions dont les takfiristes disposent aujourd'hui ? De même comment ignorer que Daesh reconstitue ses forces à la frontière syro-iraquienne ?

AMÉRIQUES

3033 Mark Carney, membre de la Commission trilatérale, succède à Justin Trudeau

Mark Carney a été triomphalement élu président du parti libéral canadien. Il devrait donc succéder à un autre libéral, Justin Trudeau, en qualité de Premier ministre. La presse canadienne souligne que cet ancien gouverneur de la Banque du Canada, puis de la Banque d'Angleterre, est particulièrement compétent pour la période actuelle de guerre économique avec les États-Unis.

En réalité, Mark Carney, comme son homologue britannique Keir Starmer, est un membre de la Commission trilatérale des Rockefeller. En outre, il a participé à la dernière réunion du Groupe de Bilderberg, le club de l'OTAN. C'est donc un soutien des intérêts du grand capital et du militarisme anglo-saxons.

3034 Washington s'oppose à une proposition canadienne contre la Russie

Les États-Unis se sont opposés à une proposition canadienne, au sein du G7, visant à établir un groupe de travail pour lutter contre la « flotte fantôme » de pétroliers russes.

3035 Droits de douane sur l'acier et l'aluminium

L'administration Trump a imposé, à partir du 11 mars, des droits de douane de 25 % sur toutes les importations d'acier et d'aluminium d'où qu'elles proviennent. Concernant les importations canadiennes, il a à nouveau été fait mention du passage de fentanyl au nez et à la barbe des douaniers canadiens. Concernant les importations chinoises, il a été fait mention d'une pratique consistant à exporter des produits aux États-Unis via le Mexique, le Canada et d'autres pays.

3036 Suppression des subventions fédérales à l'Université Columbia

L'administration Trump a retiré 400 millions de dollars de subventions fédérales à l'Université Columbia et a expulsé Mahmoud Khalil, un éminent militant palestinien qui a fréquenté l'école en tant que résident permanent avec une carte verte. Cette expulsion a été suspendue par un juge local, Jesse Furman, dans l'attente de pièces de procédure.

« Nous savons qu'il y a de plus en plus d'étudiants à Columbia et dans d'autres universités à travers le pays qui se sont engagés dans des activités proterroristes, antisémites et antiaméricaines, et l'administration Trump ne le tolérera pas », a déclaré le président Trump, le 9 mars, sur Truth Social.

L'administration Trump fait valoir que la carte verte n'ouvre pas de droit et qu'elle peut donc expulser Mahmoud Khalil, mais ses adversaires considèrent que Khalil n'a violé aucune loi et que le soutien au Hamas n'est pas encore un cas de refus d'admission aux États-Unis, même si le secrétaire d'État, Marco Rubio, a annoncé son intention de l'ériger en règle.

3037 Elon Musk ne dispose pas de fonction aux yeux du Congrès

Selon le ministère états-unien de la Justice, Elon Musk ne dispose pas d'un rôle aux yeux du Congrès. Son pouvoir est comparable à celui

d'Hillary Clinton lorsqu'elle était « première dame ».

Plusieurs procès ont été intentés contre Elon Musk, notamment parce qu'il avait eu accès aux comptes secrets de l'État fédéral. Les plaignants espèrent pouvoir faire annuler les licenciements de fonctionnaires auxquels il a procédé.

3038 Bernie Sanders contre l'administration Trump

Le sénateur Bernie Sanders (démocrate, Vermont), 83 ans, a pris la tête des mouvements anti-Trump. Il a déclaré lors d'une manifestation : « Les citoyens de ce pays ne permettront pas de nous diriger vers l'oligarchie. Ils ne permettront pas à Trump de nous entraîner vers l'autoritarisme. Nous sommes prêts à nous battre. Et nous allons gagner. »

3039 Les premières avancées de la Maison-Blanche face aux cryptomonnaies

La Maison-Blanche a tenu son premier sommet sur la cryptomonnaie, le lendemain de la promulgation d'un décret visant à établir une réserve stratégique de bitcoins pour les États-Unis.

Il s'agit d'un renversement de l'approche gouvernementale des cryptomonnaies. Cependant, la réserve stratégique n'a pas acquis de cryptomonnaies, mais s'est contentée de rassembler celles qui avaient été saisies par la justice et détenues par diverses agences. Les USA détiendraient déjà 200 000 bitcoins.

3040 Faut-il interdire DeepSeek aux fonctionnaires ?

Les procureurs généraux de 21 États ont exhorté, le 6 mars, les parlementaires à interdire l'application d'intelligence artificielle chinoise DeepSeek.

Selon Austin Knudsen, procureur général du Montana, à l'origine de cette démarche, « DeepSeek est un cheval de Troie envoyé par le

Parti communiste chinois pour espionner notre pays. Il représente un risque sérieux pour la sécurité nationale et ne devrait pas être autorisé sur les appareils gouvernementaux. »

👉 Le Canada, l'Australie, la Corée du Sud et Taïwan ont déjà bloqué l'accès à DeepSeek.

3041 Hunter Biden est ruiné

Hunter Biden, fils de l'ancien président, a déposé un dossier auprès d'un tribunal fédéral. Il y déclare qu'il a du mal à vendre ses œuvres d'art et que les ventes de ses livres ont également chuté. Il a perdu la maison qu'il louait dans les incendies de Californie et ne parvient pas à trouver un endroit où vivre.

Il a déclaré au juge qu'il se trouvait dans une telle situation financière qu'il devait abandonner un procès qu'il avait intenté contre un ancien assistant de Trump, et il a laissé entendre que d'autres poursuites civiles qu'il avait intentées pourraient également devoir prendre fin.

👉 Selon ses détracteurs, les peintures d'Hunter Biden n'avaient aucune valeur en elles-mêmes, mais étaient vendues à prix d'or en échange d'une introduction auprès de son père, le président Joe Biden.

3042 Les attaques contre les concessionnaires Tesla relèveraient du terrorisme intérieur

Après qu'une vague de vandalisme a touché les concessionnaires Tesla, le président Donald Trump a annoncé qu'il classerait ces actes comme relevant du terrorisme intérieur. Il a déclaré, le 11 mars : « Ils portent préjudice à une grande entreprise américaine. Quand on porte préjudice à une entreprise américaine [...] ces gens vont avoir de gros problèmes quand on les attrapera. »

3043 Qui finance les attaques contre les concessionnaires Tesla ?

Des représentants républicains ont demandé, le 12 mars, au ministère de la Justice et au FBI

d'enquêter pour savoir si un super PAC (comité d'action politique) démocrate + a des liens financiers avec la vague nationale d'attaques contre les concessionnaires Tesla.

Les associations Troublemakers, Disruption Project, Rise & Resist, Indivisible Project et les Democratic Socialists of America seraient financées par ActBlue, l'organe de collecte de fonds de la campagne électorale présidentielle de Kamala Harris.

Analyse du Réseau Voltaire

[Donald Trump gère-t-il le possible effondrement de « l'empire américain » ?](#) par Thierry Meyssan

Depuis un mois, l'accumulation d'événements critiques autour des États-Unis, de l'Ukraine et de l'Union européenne est difficile à interpréter car chaque puissance avance masquée. Les dirigeants européens assument un air stupide en assurant persister à soutenir les nationalistes intégraux ukrainiens alors que Washington et Moscou sont déjà convenus d'un accord de paix. Cependant, il est possible que les sommets diplomatiques cachent un autre enjeu : la prévention d'une crise économique majeure en Occident. Dans ce cas, Washington doit terroriser ses alliés pour les contraindre à éponger ses dettes.

3044 Importante baisse des « Sept Magnifiques »

Contredisant le préjugé selon lequel l'administration Trump est issue et au service des multimilliardaires états-uniens, la cotation de la plupart des « Sept Magnifiques » (c'est-à-dire des sept entreprises états-uniennes ayant engrangé des profits exceptionnels en 2023) a connu une très forte baisse : 50 % pour Tesla, 22 % pour Nvidia et entre 10 % et 15 % pour Amazon, Microsoft et Google, depuis que Donald Trump a prêté serment, le 21 janvier.

3045 Les vrais chiffres des expulsions de migrants

Selon les actuels dirigeants de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), l'administration Trump aurait lourdement falsifié les statistiques de son action en comptant des arrestations comme des expulsions.

Dans les cinquante jours de l'administration Trump, 32 809 expulsions ont été réalisées, soit presque autant que durant toute l'année 2024. Ce chiffre, qui est très loin des craintes des démocrates, inclut celui de 1 155 membres de gangs et de 39 terroristes.

La politique migratoire de l'administration Trump est donc beaucoup plus ciblée que l'on avait cru.

3046 Les États-Unis pourraient annuler la totalité de leur réglementation limitant la production de gaz à effet de serre

Lee Zeldin, administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), a appelé à la révision de 31 règles, plans et réglementations de l'époque Obama visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

☞ Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement partiel du climat est imputable à l'activité humaine. Avant d'entrer en politique, [Barack Obama avait rédigé, pour le compte d'Al Gore, les statuts de la bourse du carbone de Chicago](#). Une fois au pouvoir, les deux hommes avaient élevé la théorie du GIEC au niveau d'une connaissance scientifique. Or, le GIEC n'est pas une académie scientifique, mais une assemblée de hauts fonctionnaires, dont certains sont des scientifiques. Son argumentaire correspond à la mission qui lui avait été assignée lors de sa formation par Margaret Thatcher : décrédibiliser l'usage du charbon et valoriser l'usage du nucléaire. Ses observations font l'impasse sur le refroidissement de l'océan Pacifique.

Aujourd'hui, l'Académie des Sciences de Russie propose une autre interprétation des mêmes données, mais en totalité. Selon elle, les variations climatiques ne sont pas provoquées par les gaz à effet de serre, mais par la rotation des planètes et par les explosions solaires. Cette théorie alternative n'a jamais été répudiée par le GIEC, ni même discutée par lui.

3047 Procès contre Greenpeace

En 2019, Energy Transfer a poursuivi les entités de Greenpeace (Greenpeace International, Greenpeace USA et le Greenpeace Fund) pour intrusion, dommages matériels, diffamation, ingérence délictuelle et complot visant à arrêter la dernière étape de la construction du pipeline Dakota Access.

Des milliers de manifestants s'étaient rassemblés sur le chantier de construction près de la réserve sioux de Standing Rock à partir d'avril 2016. Ils ont participé à des manifestations pacifiques, mais ont vandalisé du matériel, percé le pipeline, bloqué des routes, mis le feu, massacré du bétail, menacé des ouvriers et se sont heurtés à la police.

Le plaignant réclame 300 millions de dollars de dommages et intérêts.

L'oléoduc a été mis en service en juin 2017, acheminant du pétrole brut de la région de Bakken, dans le Dakota du Nord, vers un terminal pétrolier à Patoka, dans l'Illinois, en contournant la réserve sioux.

EUROPE

3048 Le Paris Defence and Strategy Forum

Trent et un chefs d'état-major alliés (mais pas l'États-Unien) se sont rassemblés, le 11 mars, sous la présidence d'Emmanuel Macron, au second [Paris Defence and Strategy Forum](#) (PDSF), un forum de trois jours consacrés aux questions stratégiques.

Les débats étaient organisés, dans onze salles différentes, autour de trois thèmes :

- « Quelles alliances ? (architectures et coopérations de défense et de sécurité)
- Pour quel monde ? (enjeux régionaux et géopolitiques)
- Et avec quels moyens ? » (capacités et outils à disposition des armées)

3049 François Hollande dénonce la politique de Donald Trump

Invité du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », François Hollande, ancien président français, a déclaré à propos de Donald Trump : « Un allié, c'est celui qui condamne l'agresseur ; un allié, c'est celui qui vient au secours de l'agressé ; un allié, c'est celui qui partage l'effort du continent européen - pas celui qui se dégage de cette solidarité - ; un allié ne vote pas avec la

Corée du Nord et la Russie une résolution à l'ONU contre les Européens ».

Puis il a commenté la dernière allocution du président Emmanuel Macron : « C'est le rôle du

président de la République de faire appel à notre unité. La patrie, ce n'est pas simplement participer à une opération militaire, c'est ce que nous avons de plus cher à défendre : c'est la démocratie, les libertés, le pluralisme. [...] Chaque citoyen doit se sentir investi de cette mission. »

3050 Claude Malhuret contre Donald Trump

Dans un discours prononcé le 5 mars au Sénat, Claude Malhuret a déclaré : « Washington est devenu la cour de Néron. Un empereur incendiaire, des courtisans soumis et un bouffon sous kétamine chargé de l'épuration de la fonction publique [Elon Musk]. C'est un drame pour le monde libre, mais c'est d'abord un drame pour les États-Unis. Dans le bureau ovale, le planqué du service militaire [Donald Trump] donnait des leçons de morale au héros de guerre Volodymyr Zelensky. Jamais aucun

[président états-unien] n'a piétiné la Constitution américaine, pris autant de décrets illégaux, révoqué les juges qui pourraient l'en empêcher, limogé d'un coup l'État-major militaire, affaibli tous les contre-pouvoirs et pris le contrôle des réseaux sociaux. Ce n'est pas une dérive illibérale, c'est un début de confiscation de la démocratie. Rappelons-nous qu'il n'a fallu qu'un mois, trois semaines et deux jours pour mettre à bas la République de Weimar et sa Constitution. »

La vidéo de son discours a été reprise par les médias audiovisuels démocrates aux États-Unis.

☞ Claude Malhuret est sénateur de l'Allier (Les Indépendants – République et territoires). Ancien président de Médecins sans frontières (MSF). Durant le premier gouvernement de cohabitation, il fut secrétaire d'État chargé des Droits de l'homme (1986-1988).

3051 La France reconnaît maltraiter ses prisonniers en Guyane et en Guadeloupe

Suite à un [rapport](#) écrasant du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe (CPT), publié le 12 mars, la [France](#) s'est engagée à prendre des mesures pour mettre fin aux traitements inhumains et dégradants dans ses prisons de Guyane et de Guadeloupe.

La surpopulation atteint parfois 225 % dans les prisons françaises de ces collectivités d'outre-mer dans une ambiance de violence exacerbée par la chaleur et l'humidité. Des détenus ont été vus, lors de l'inspection du Conseil, attachés à des anneaux et à des chaînes fixes.

☞ Les conditions de vie dans les anciennes colonies françaises ne cessent de se dégrader, aussi bien à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Guyane et en Guadeloupe. Ce qui se passe aujourd'hui, dans ces territoires est totalement inacceptable et remet en cause leur appartenance à la République.

3052 Les étudiants flamands seront formés à la médecine de guerre

Les universités flamandes vont préparer les étudiants en médecine aux situations de guerre. Cela pourrait aller d'un cours facultatif à un programme de maîtrise supplémentaire, par exemple. La question de la résilience pourra également être abordée dans d'autres formations, par exemple chez les kinésithérapeutes ou les infirmiers. Les ajustements de la formation commenceront l'année universitaire prochaine.

3053 Le gouvernement italien condamné par la justice pour son traitement de migrants

La Cour de cassation italienne a condamné le gouvernement à payer des dommages et intérêts à des migrants érythréens qui avaient été repêchés en Méditerranée et à qui le ministre de l'Intérieur de l'époque, Matteo Salvini, avait interdit de débarquer dans la péninsule.

3054 L'Allemagne contraint des criminels afghans à rejoindre les néo-nazis ukrainiens

Le gouvernement de transition allemand a proposé à 2 300 migrants afghans, qui ont été condamnés pour des délits pénaux, soit d'être renvoyés en Afghanistan, soit de servir dans les bataillons des « nationalistes ukrainiens » (c'est-à-dire des adeptes des collaborateurs nazis Dmitry Dontsov et Stepan Bandera).

Certains experts allemands s'élèvent contre cette politique car, selon eux, il existe un risque réel que ces criminels, après avoir reçu une formation militaire de l'OTAN, se retournent contre l'Allemagne.

3055 Polémique entre Radosław Sikorski et Elon Musk

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères et porte-parole officieux de l'OTAN, a prétendu que le service Starlink allait être coupé en Ukraine et donc que l'armée

ukrainienne serait privée de communication. Plusieurs armées européennes ont alors envisagé d'utiliser désormais Eutelsat.

Elon Musk, fondateur de Starlink, lui a répondu : « Tais-toi, petit homme. Vous payez une infime fraction du coût. Et il n'y a pas de substitut à Starlink. »

Marco Rubio a renchéri en disant à Sikorski : « Et dites merci, parce que sans Starlink, l'Ukraine aurait perdu cette guerre depuis longtemps et les Russes seraient déjà à la frontière de la Pologne. »

👉 Eutelsat dispose d'un ensemble d'une cinquantaine de gros satellites de communication permettant de diffuser de nombreuses chaînes de télévision. Starlink dispose, quant à lui, de 6 300 petits satellites de communication dédiés à la diffusion d'Internet.

3056 Selon Ursula von der Leyen, l'administration Trump menace la démocratie, la liberté et l'État de droit

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé, le 9 mars, qu'elle réunirait prochainement un « Collège de sécurité » (*security College*) au cours duquel les vingt-sept commissaires européens échangeront sur les enjeux transversaux de sécurité auxquels l'Union européenne est confrontée.

La sécurité extérieure et intérieure, l'énergie, la défense et la recherche, le commerce international et les ingérences étrangères seront évoqués lors de ces réunions, qui seront convoquées autant de fois que nécessaire.

Interrogée sur les relations de l'UE avec l'administration Trump, elle a déclaré que les valeurs fondamentales de l'UE - la démocratie, la liberté, l'État de droit - étaient « menacées ».

3057 L'UE réplique aux droits de douane des USA

L'Union européenne appliquera, à partir du 1^{er} avril, des droits de douane sur les produits

importés des États-Unis en réplique aux droits de douane décidés par l'administration Trump.

3058 Division du Conseil européen à propos de l'Ukraine

Les dirigeants des vingt-sept pays de l'Union européenne se sont engagés, le 6 mars à Bruxelles, lors d'un Conseil européen extraordinaire auquel Volodymyr Zelensky assistait, à accélérer les dépenses et les investissements en matière de défense, vu la « menace russe » et le retrait militaire des États-Unis.

Le Conseil européen a souligné la nécessité de « continuer à augmenter de manière substantielle les dépenses consacrées à la sécurité et à la défense de l'Europe ».

Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italien, a indiqué qu'elle menait une bataille pour « éviter que des ressources des fonds de la politique de cohésion soient détournées de manière forcée vers les dépenses de défense. » Elle a aussi déclaré : « Envoyer des troupes européennes, sans préciser lesquelles – françaises, britanniques ou autres – est la solution la plus complexe et probablement la moins efficace. Je l'ai dit et répété et j'ai également exclu la possibilité que des soldats italiens soient envoyés dans ce cadre. »

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a refusé de signer le texte final, considérant que le soutien militaire et financier à l'Ukraine n'est pas acceptable dans sa forme actuelle.

Ulf Kristersson, Premier ministre suédois, a déclaré : « Nous, les autres, sommes unis dans notre soutien à l'Ukraine, et cela vaut bien plus que le fait qu'un seul pays bloque l'unité. »

3059 La CEDH rejette définitivement la plainte de Călin Georgescu

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a définitivement rejeté, le 6 mars, le recours déposé en décembre par Călin Georgescu après l'annulation du premier tour

de l'élection présidentielle roumaine de novembre, scrutin qu'il avait remporté à la surprise générale.

3060 Le Conseil de l'Europe somme la Russie de considérer la Crimée comme une région ukrainienne occupée

S'appuyant sur un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), le Comité des ministres du [Conseil de l'Europe](#) appelle les autorités russes à rétablir immédiatement l'application du droit ukrainien en Crimée, à cesser toutes les pratiques administratives jugées contraires à la Convention européenne des droits de l'homme, à libérer tous les prisonniers politiques, soldats, civils et journalistes ukrainiens ainsi qu'à mettre fin à la discrimination ethnique des Tatars de Crimée.

👉 Comme l'affaire des enfants ukrainiens enlevés et détenus en Russie, cette nouvelle affaire illustre la méprise entre les membres du Conseil de l'Europe et Moscou. Celui-ci a quitté le Conseil de l'Europe et son organe judiciaire, la Cour européenne des droits de l'homme. Il a accepté l'adhésion par référendum de la Crimée à la Fédération de Russie et n'a donc aucune raison d'appliquer le droit ukrainien dans cette région qu'il n'occupe pas, mais a annexée.

3061 Négociations ukraino-états-uniennes à Djeddah

• Une délégation états-unienne, présidée par Marco Rubio, secrétaire d'État, et composée de

Mike Waltz, conseiller à la sécurité nationale, et de Steven Witkoff, envoyé du président Trump pour le Moyen-Orient, a rencontré, le 11 mars à Djeddah (Arabie saoudite), une délégation ukrainienne, présidée par Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, et composée d'Andry Yermak, chef de l'administration présidentielle, d'Andrii Sybiha, ministre des Affaires étrangères, et de Roustem Oumerov, ministre de la Défense.

Ces pourparlers avaient pour objectif de « définir un cadre pour un accord de paix et un cessez-le-feu initial ».

Selon le *Financial Times*, la partie ukrainienne entendait convaincre Washington de faire marche arrière sur sa décision de geler l'aide militaire et le partage des renseignements.

Selon *The Economist*, elle entendait que ses intérêts soient « pris en compte », c'est-à-dire que tout accord de paix limitant sa capacité à se réarmer, lui imposant de reconnaître légalement

les territoires occupés comme étant russes, ou interférant dans la politique intérieure en réclamant par exemple une dénazification et des élections seraient inacceptables.

La partie ukrainienne s'est dite prête à un cessez-le-feu complet (elle ne parlait jusqu'ici que d'un cessez-le-feu aérien et naval, pas terrestre) de trente jours. Le communiqué final ne fournit aucune autre indication. La partie états-unienne a alors annoncé qu'elle reprenait la livraison d'armes et de renseignements. Cependant, elle n'a pas précisé si ces renseignements concerneraient les opérations en Ukraine ou aussi les opérations ukrainiennes en Russie.

- Dans le même temps, le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, était à Riyad où il a été reçu par le prince héritier, Mohammed ben Salmane (MBS).

- La Russie n'a pas immédiatement répondu à la proposition ukraïno-états-unienne, mais a lancé une opération de récupération de ses territoires occupés. Le président Vladimir Poutine s'est rendu sur place pour superviser les opérations. L'armée ukrainienne se retire extrêmement rapidement devant les troupes russes qui ont lancé une attaque d'une ampleur jusqu'ici inconnue. Moscou devrait faire connaître sa réponse une fois qu'il aura libéré tout son territoire. L'armée ukrainienne a alors attaqué Moscou avec plusieurs centaines de drones, prenant la défense russe par surprise.

3062 Attentat contre le métropolite Tikhon

Le Service fédéral de sécurité (FSB) a annoncé, le 28 février, avoir déjoué « un attentat

qui était planifié par les services spéciaux ukrainiens contre le métropolite Tikhon de Simferopol et de Crimée ».

Le métropolite Tikhon est un réalisateur de cinéma. Il est devenu le vicaire occidental de la ville de Moscou et serait le confesseur de Vladimir Poutine.

3063 Des détails sur les négociations d'Istanbul

Lors des pourparlers d'Istanbul, entre la Russie et les États-Unis, le 27 février, la délégation russe était dirigée par Alexandre Dartchiev, directeur du département Amérique du Nord du Ministère des Affaires étrangères, tandis que l'états-unienne l'était par Sonata Coulter, la secrétaire adjointe en charge de la politique russe et eurasiatique.

Les échanges ont porté sur la résolution des différends financiers et patrimoniaux affectant les missions diplomatiques, y compris la restitution de six propriétés russes saisies par les États-Unis entre 2016 et 2018. La Russie a également proposé de reprendre les vols directs avec les États-Unis. Les États-Unis ont approuvé la nomination de A. Dartchiev en tant que nouvel ambassadeur de Russie à Washington.

3064 La fin du siège de Léninegrad, « Jour de la gloire militaire »

Le président russe, Vladimir Poutine, a soumis à la Douma, le 11 mars, un projet de loi visant à reconnaître la date de la fin du siège de Leningrad, le 9 août 1944, comme « Jour de la gloire militaire ».

Le siège de Leningrad par les nazis fit 1 800 000 victimes, dont près d'un million de civils, morts de faim et de maladie.

3065 Contact entre les maîtres-espions russe et états-unien

Le directeur du SVR, Sergueï Narychkine, et celui de la CIA, John Ratcliffe, se sont téléphoné le 11 mars, à la fin des pourparlers de Djeddah (cf. VAI 3061).

AFRIQUE

3066 L'Angola organise des négociations directes entre la RDC et le M23

La présidence angolaise a communiqué, le 11 mars : « Après la brève visite de travail de Son Excellence Félix Tshisekedi à Luanda, la partie angolaise, en tant que médiateur dans le conflit qui touche l'est de la République démocratique du Congo, établira des contacts avec le M23, afin que des délégations de la RDC et du M23 mènent des négociations directes qui auront lieu à Luanda dans les prochains jours, en vue de négocier une paix définitive dans ce pays frère. »

La RDC exigeait jusqu'ici comme préalable le retrait total du M23 des zones occupées

ASIE

3067 Le gouvernement israélien prive Gaza d'électricité

Eli Cohen, ministre israélien de l'Énergie, a signé un décret visant à couper l'électricité fournie par Israël à Gaza, principalement utilisée pour alimenter une usine de traitement des eaux usées.

Francesca Albanese, rapporteure spéciale de l'ONU pour les Territoires palestiniens, a immédiatement pointé les conséquences d'une telle mesure : « Aucune station de dessalement ne fonctionne, donc plus d'eau potable. »

3068 Négociations secrètes USA-Hamas

Adam Boehler, envoyé spécial du président Trump pour la libération des otages, a conduit des négociations directes avec le Hamas au

Qatar. C'est la première fois, depuis 1997, que Washington traite avec cette organisation qu'il qualifie de « terroriste ». On ignore quand ces contacts ont débuté. Ils ont été [révélés](#) par *Axios*, provoquant la fureur du gouvernement Netanyahu.

Les pourparlers se sont centrés sur le sort de l'otage états-unien Edan Alexander, 21 ans, et celui des corps de quatre otages US décédés. Cependant, ils ont aussi porté sur une proposition du Hamas d'un retrait de la scène politique en échange de la réouverture par Israël de l'accès à Gaza, alors que Tel-Aviv bloque l'entrée de l'aide humanitaire et du carburant depuis le 2 mars dans le cadre d'un plan de pression maximale, et d'une trêve de 5 à 10 ans.

Si le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est abstenu de faire un esclandre public, son confident Ron Dermer, ministre des Affaires stratégique et membre du lobby de Natan Sharansky, l'a fait. Il s'est offusqué que Washington puisse négocier le nombre de prisonniers palestiniens qui seraient libérés des prisons israéliennes en échange. Adam Boehler lui a sèchement répondu, sur Channel 13, que les États-Unis n'étaient pas un agent d'Israël. Il a déclaré : « Je crois qu'il y a suffisamment d'éléments pour parvenir à un accord entre ce que veut et a accepté le Hamas et ce que veut et a accepté Israël. »

3069 Les FDI attaquent les mosquées de Naplouse

Les FDI ont attaqué, le 7 mars à l'aube, six mosquées de Naplouse, celles d'al-Satoon, d'Ajaj, la Grande Salah al-Din, celle d'al-Tina, d'al-Nasr et d'Al-Beik.

Depuis le 7 octobre, les FDI et les colons juifs ont tué au moins 930 Palestiniens et blessé près de 7 000 autres en Cisjordanie occupée.

En juillet 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) a déclaré que l'occupation israélienne prolongée des territoires palestiniens est illégale, exigeant l'évacuation de toutes les colonies de

peuplement illégales en Cisjordanie et en Jérusalem/Al Qods-Est.

3070 La France organise une conférence des donateurs pour le Liban

Les États-Unis ont fait savoir qu'ils favoriseraient les initiatives visant à reconstruire le Liban après la guerre israélienne, mais qu'ils n'y participeraient pas financièrement. Les besoins ont été évalués à 11 milliards de dollars par la Banque mondiale.

La France devrait organiser une conférence internationale de donateurs. Le néo-conservateur Jean-Yves Le Drian (ancien ministre des Affaires étrangères) et Anne Grillo (ancienne ambassadrice à Beyrouth et actuelle directrice générale de la Mondialisation du ministère des Affaires étrangères) ont été chargés de la préparer.

3071 Ahmed el-Chareh intègre les mercenaires kurdes à l'État

Ahmad al-Chareh, ancien numéro 2 de Daesh et actuel président autoproclamé de la Syrie, a annoncé, le 10 mars, un accord pour « intégrer » au sein de l'État toutes les institutions civiles et militaires relevant de « l'administration autonome kurde » du nord et de l'est de la Syrie.

☞ Cet accord intervient deux semaines après l'appel historique du Turc Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à l'abandon de la lutte armée.

☞ « L'administration autonome kurde » était un protectorat des États-Unis masquant leur occupation militaire illégale du pays. Il était devenu invivable depuis que Washington avait annoncé son prochain retrait et qu'Öcalan l'avait privé de sa rhétorique nationaliste. Les anciens membres de Daesh, prisonniers des États-Unis et placés sous la garde des mercenaires kurdes, ont progressivement été libérés. Le principal problème restant était de savoir ce que deviendront les revenus des puits de pétrole qu'ils administraient et dont une

moitié était reversée à la CIA pour alimenter sa caisse noire, c'est-à-dire ses opérations secrètes à l'insu du Congrès, et l'autre moitié aux chefs kurdes. Or, le texte de l'accord est purement général. Il ne dit rien de ce que deviendra la zone autonome (le « Rojava »).

☞ De nombreuses sources indiquent qu'Israël pousse aussi bien les Kurdes que les Druzes syriens à prendre leur indépendance. Tel-Aviv fait valoir qu'il entretient depuis soixante-dix ans de très bonnes relations avec les Kurdes irakiens et que les Druzes sont les seuls musulmans autorisés à servir dans ses forces de défense. Au contraire, Israël observe avec suspicion les autres minorités (alaouites et chrétiens).

3072 Ansar Allah reprend sa guerre en soutien aux civils palestiniens

Ansar Allah (qualifié péjorativement de « Houthis » par les Occidentaux) a annoncé, le 8 mars, qu'il allait attaquer tout navire israélien en mer Rouge, dans le golfe d'Aden, le détroit de Bab el-Mandeb et la mer d'Arabie, si Tel-Aviv ne rétablissait pas sous 4 jours la livraison d'aide humanitaire à Gaza (plan « Enfer »). Cet ultimatum a expiré le 12 mars.

Durant la guerre israélienne contre la résistance palestinienne après l'attaque du 7 octobre 2023, Ansar Allah a ciblé plus de 100 navires marchands avec des missiles et des drones, coulant deux d'entre eux et tuant quatre marins.

3073 L'Arabie saoudite s'impose comme négociateur

Après avoir été considérée comme un paria lors de l'assassinat du Frère musulman et journaliste Jamal Khashoggi, l'Arabie saoudite s'impose comme puissance médiatrice sur la question ukrainienne, comme le Qatar l'avait fait sur les questions soudanaise, afghane, iranienne, vénézuélienne et palestinienne.

Ce retournement a été rendu possible par la fin de l'agression saoudienne au Yémen, et par la fondation de « l'Alliance mondiale pour la mise

en œuvre d'un État palestinien », avec Jérusalem-Est comme capitale.

3074 Donald Trump confirme des négociations secrètes avec l'Iran

Le président Donald Trump a déclaré, le 9 mars qu'un accord nucléaire avec l'Iran était « sur le point d'être finalisé » et pourrait être annoncé dans quelques jours. Il a révélé : « Il y aura des jours intéressants à venir. C'est tout ce que je peux vous dire. Vous savez que nous en sommes aux derniers coups avec l'Iran. Ce sera une période intéressante, et nous verrons ce qui se passera. »

L'Iran n'a toujours pas confirmé avoir reçu la lettre que le président Trump a révélé devant le Congrès lui avoir envoyée.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3075 Opération terroriste au Pakistan

L'Armée de libération du Baloutchistan a attaqué un train au Pakistan et fait prisonniers l'ensemble des passagers. L'intervention des forces de l'ordre a tourné au bain de sang. Trente-trois insurgés, 20 soldats et 21 otages ont été tués, tandis que plus de 400 otages ont été libérés et 17 blessés.

3076 Rapprochement entre les États de la vallée de Fergana

Emomali Rahmon, président du Tadjikistan, s'est rendu à Bichkek (Kirghizistan), les 12 et 13 mars. Cette visite intervient à la suite du règlement d'un accord frontalier définitif entre les deux pays et avant un sommet trilatéral attendu – avec les présidents kirghize et ouzbek – le 31 mars à Khoudjand (Tadjikistan).

Renversant la politique conflictuelle du très autoritaire Islam Karimov (président ouzbek

mort en 2016), son successeur, Shavkat Mirziyoyev, a, tout en libéralisant son pays, fait de l'approfondissement de la coopération régionale un objectif primordial.

3077 Arrestation de Rodrigo Duterte

Rodrigo Duterte, ancien président philippin, a été arrêté par surprise, le 11 mars, sur mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité commis lors de sa campagne contre les trafiquants de drogue. La Cour le soupçonne d'avoir ordonné l'exécution extrajudiciaire de plus de 6 000 trafiquants de drogue et l'assassinat d'au moins autant de personnes.

Sara Duterte, fille de l'ancien président, a été élue vice-présidente des Philippines, il y a trois ans aux côtés du président Ferdinand Marcos Jr. avec lequel, elle s'est brouillée depuis.

Rodrigo Duterte devait être immédiatement transféré à La Haye (Pays-Bas) et placé en détention. Cependant les Philippines n'étant pas membres de la CPI et le clan Marcos étant en guerre contre le clan Duterte, cette arrestation paraît illégale en droit philippin et motivée par des considérations politiques sans rapport avec l'inculpation.

3078 Beijing réplique aux droits de douane d'Ottawa

Le Canada a annoncé en août 2024 une surtaxe de 100 % sur tous les véhicules électriques de fabrication chinoise, et une surtaxe de 25 % sur les importations de produits en acier et en aluminium en provenance de Chine.

Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a déclaré, le 10 mars : "Au mépris des indications répétées de la Chine, le Canada a insisté pour prendre des mesures restrictives discriminatoires sur certaines importations chinoises. Cela viole gravement les règles de l'OMC, perturbe l'ordre commercial normal et porte gravement atteinte aux droits et intérêts légitimes de la Chine. C'est pourquoi les contre-mesures prises par la Chine sont

pleinement nécessaires, justifiées, raisonnables et légales. »

La Commission chinoise des tarifs douaniers du Conseil des affaires d'État a annoncé des droits de douane de 100 % sur l'huile de colza, les tourteaux et les pois du Canada et de 25 % sur les produits aquatiques et la viande de porc en provenance du Canada.

3079 La Chine se dote de radars de 4^e génération

Selon un [rapport](#) du China Aerospace Studies Institute de l'armée de l'Air des États-Unis, l'Armée populaire chinoise (APL) développe de nouveaux radars de quatrième génération avec des technologies cognitives, quantiques et des photons hyperfréquences. Ils sont capables de repérer toutes les sortes d'avions, y compris furtifs. Bien qu'il s'agisse uniquement d'armes défensives, ces nouveaux radars représentent une menace pour les opérations de l'US Air Force dans la région Indo-Pacifique.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°125 - 21 mars 2025

ÉDITORIAL

3080 Le sommet virtuel de Londres pour l'Ukraine

Le 15 mars, Sir Keir Starmer a accueilli un sommet virtuel de 26 pays qui pourraient former une coalition de soutien à l'Ukraine. Il semble que la stratégie du Premier ministre commence à prendre forme.

- (1) Il a appelé à une « pression maximale » sur la Russie pour « affaiblir la machine de guerre de Poutine ».
- (2) Il fait pression sur la Russie afin qu'elle accepte l'accord de cessez-le-feu présenté par les États-Unis. Il critique la Russie pour avoir utilisé des tactiques dilatoires et demande à Moscou de démontrer qu'il est sérieux au sujet de la paix.
- (3) Enfin, il constitue une coalition des pays désireux d'assurer une paix durable si un accord peut être conclu. Déjà 30 États la composeraient.

Par ailleurs, Sir Keir Starmer a convoqué une réunion des chefs militaires d'une trentaine de partenaires de Kiev, le 20 mars à Londres, afin de préciser la manière dont ils pourraient engager des troupes de maintien de la paix en Ukraine.

👉 Les réunions de chefs d'état-major à Paris (11 mars) et à Londres (20 mars) sur l'Ukraine ne sont en réalité que des prétextes pour préparer les candidatures de la France et du Royaume-Uni pour remplacer les États-Unis à la direction de l'OTAN.

AMÉRIQUES

3081 Donald Trump ordonne la suppression de 7 agences fédérales

Le président Donald Trump a ordonné, par décret, la suppression, autant que se peut, de 7 agences fédérales :

- L'Agence des États-Unis pour les médias mondiaux (USAGM).
- Le Woodrow Wilson International Center de la Smithsonian Institution, un groupe de réflexion financé par le gouvernement (...)

(...) • L'Institut des services des musées et des bibliothèques, qui soutient les bibliothèques, les archives et les musées dans chaque État.

- Le Conseil interinstitutions des États-Unis sur le sans-abrisme, qui vise à prévenir et à mettre fin au sans-abrisme.
- Le Service fédéral de médiation et de conciliation, qui résout les arrêts de travail et les conflits du travail.
- Le Fonds des institutions financières de développement communautaire, qui œuvre à accroître le développement économique des communautés mal desservies.
- L'Agence de développement des entreprises minoritaires, qui vise à développer les entreprises appartenant à des minorités.

3082 Donald Trump dissout l'USAGM

• Par [décret](#) du 14 mars, le président Donald Trump a dissous l'US Agency for Global Media (USAGM), notamment responsable de La Voix de l'Amérique, de Radio Free Europe/Radio Liberty et de Radio Free Asia.

Il est probable que ces stations reprendront leur diffusion après leur réorganisation.

• Kęstutis Budrys, ministre des Affaires étrangères lituanien, a déclaré lors du Conseil européen du 17 mars : « Radio Free Europe et Voice of America ont joué un rôle crucial dans les efforts de la Lituanie pour obtenir son indépendance. [...] Ces médias ont aidé ceux qui subissent des pressions et ceux qui luttent pour la liberté. C'est la voie à suivre. »

L'UE, qui estime à 120 millions d'euros le fonctionnement de Radio Free Europe/Radio Liberty, se propose de le prendre en charge.

Jan Lipavský, ministre tchèque des Affaires étrangères, qui avait envisagé que la Tchéquie la prenne en charge, a déclaré au Conseil européen : « Nous connaissons le budget global nécessaire. Pour l'Europe dans son ensemble,

c'est un montant atteignable, mais pour la République tchèque seule, c'est clairement au-delà de nos capacités. »

3083 Que cache l'U.S. African Development Foundation ?

Les administrateurs de la petite U.S. African Development Foundation tentent d'empêcher le président Donald Trump de les révoquer et de les remplacer. Ils ont refusé de laisser entrer les nouveaux administrateurs dans leurs bureaux, à 400 mètres de la Maison-Blanche, et tenté de protéger l'accès à leur système informatique. Les employés du département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) ont dû faire appel à des US Marshalls pour pénétrer dans les lieux. L'affaire est aujourd'hui en justice.

3084 JD Vance et Elon Musk

Le vice-président JD Vance a déclaré à NBC News, le 14 mars, qu'Elon Musk avait reconnu avoir commis certaines erreurs à la tête du département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE).

Elon Musk a reconnu avoir annulé des contrats gouvernementaux qui l'avaient déjà été et avoir licencié par erreur des fonctionnaires fédéraux puis les avoir réembauchés.

JD Vance a déclaré qu'il admettait les erreurs pourvu qu'elles soient corrigées au plus vite.

3085 Charles E. Grassley et Ron Johnson révèlent comment le FBI de Joe Biden a surveillé Donald Trump

Les sénateurs Charles E. Grassley et Ron Johnson ont rendu publique la manière dont l'enquête du FBI contre le président Donald Trump a débuté sous la présidence de Joe Biden. Ils ont révélé que « l'enquête Arctic Frost » a commencé en exploitant les anciens téléphones portables du président Trump, du vice-président Mike Pence, du procureur général William Barr, du procureur général adjoint par intérim Jeffrey Clark et du procureur fédéral en Géorgie BJay Pak.

Les deux sénateurs ont demandé à l'actuelle procureure générale et à l'actuel directeur du FBI de leur transmettre tous les dossiers de l'agence relatifs à « l'enquête Arctic Frost ».

Cette enquête a été dirigée par l'agent Timothy Thibault et par le procureur spécial Jack Smith. Elle s'est développée sur deux pistes : l'une accusant le président Trump d'avoir mal géré des documents secrets et l'autre l'accusant d'avoir tenté de subvertir l'élection présidentielle de 2020.

3086 Donald Trump retire tout accès d'un cabinet d'avocats aux agences fédérales

Le président Donald Trump a interdit par décret, le 6 mars, à toute agence fédérale de faire appel au cabinet d'avocats Perkins Coie. Il a retiré les homologations de ses membres et leur a interdit l'accès aux bâtiments fédéraux.

Perkins Coie avait participé à l'enquête du FBI sur le Russiagate, c'est-à-dire sur une conspiration visant à accuser mensongèrement le président Donald Trump d'être un agent de la Russie.

Par un second décret, le président Donald Trump a identiquement interdit toute collaboration avec le cabinet Paul, Weiss, Rifkind, Wharton & Garrison, dont un des avocats avait organisé la conspiration visant à accuser mensongèrement Donald Trump d'avoir versé des pots-de-vin à deux femmes afin de dissimuler des informations potentiellement préjudiciables pour lui.

3087 Donald Trump appelle à lutter contre la corruption au sein du département de la Justice

Le président Donald Trump a prononcé un discours au siège du ministère de la Justice afin d'appeler la nouvelle administration à dénoncer la corruption et les abus passés au sein du ministère.

Il a nommé l'ancien procureur général Merrick Garland, l'avocat électoral Marc Elias, l'avocat Norm Eisen, l'avocat Mark Pomerantz, l'ancien procureur spécial Jack Smith, l'ancien directeur du FBI James B. Comey, la procureure générale de New York Letitia James et le procureur du district de Manhattan Alvin Bragg comme des exemples de corruption. Il a rappelé que 51 agents de renseignements félons avaient affirmé mensongèrement, juste avant l'élection de 2020, que le contenu de l'ordinateur portable de Hunter Biden n'était que de la désinformation russe. Il a évoqué une longue liste de malversations commises contre lui, les membres de sa campagne électorale et contre sa famille.

Le président Donald Trump a fait de la dépolitisation du ministère de la Justice et du FBI une priorité absolue, mais ses détracteurs l'accusent de cibler en réalité ses ennemis politiques.

3088 Le département de l'Éducation enquête sur les pratiques racistes de certaines universités

Le Bureau des droits civiques du département de l'Éducation a ouvert des enquêtes sur plus de 50 universités suite à des allégations de « pratiques d'exclusion raciale » commises dans le cadre des pratiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI).

3089 Donald Trump expulse des gangsters étrangers

Agissant en tant que commandant en chef des États-Unis, le président Donald Trump a expulsé environ 250 Vénézuéliens présumés membres du gang Tren de Aragua au Salvador. Il s'appuie sur l'*Alien Enemies Act* de 1798, ce gang ayant été classé « organisation terroriste ».

Ils ont été emprisonnés à Tecoluca, l'établissement pénitentiaire hautement sécurisé créé par le président Nayib Bukele, contre 6 millions de dollars. Selon Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, « Cela n'est

rien par rapport au coût qui serait imposé au contribuable états-unien s'il

fallait incarcérer ces terroristes dans des prisons de sécurité maximale ici. »

3090 Donald Trump révoque les gardes de Hunter et d'Ashley Biden

Le président Donald Trump a révoqué les 31 gardes du Secret Service affectés à la protection des enfants de l'ancien président Joe Biden, Hunter et Ashley Biden.

Il venait d'apprendre qu'Hunter Biden avait passé un week-end de luxe en Afrique du Sud avec tous ses gardes.

3091 Donald Trump prépare l'abandon par les États-Unis de la direction de l'OTAN

Le président Donald Trump et son équipe ont reçu, le 13 mars, Mark Rutte, ancien Premier ministre néerlandais et actuel secrétaire général de l'OTAN. Ce dernier s'est montré particulièrement flexible au désarroi de ses partenaires européens.

De source bien informée, on nous assure que le président Donald Trump envisage d'abandonner la direction de l'Alliance atlantique. Celle-ci est, depuis sa création, dirigée par un Commandant suprême des forces alliées (SACEUR), obligatoirement états-unien. Seuls le Royaume-Uni et la France auraient capacité à assumer ce rôle, d'où les réunions des chefs d'état-major à Paris (11 mars) et à Londres (20 mars).

3092 Donald Trump déclassifie les archives sur l'assassinat de John F. Kennedy

Le président Donald Trump a déclassifié 64 000 pages d'informations gouvernementales liées à l'assassinat du président John F. Kennedy en 1963. D'autres documents secrets seront rendus publics dans les prochains jours.

Parmi ces documents figure une lettre signée du président Kennedy au sénateur Joe Biden : « Cher sénateur Biden, vous êtes un traître. »

3093 Steve Bannon évoque un troisième mandat de Donald Trump

Répondant à Chris Cuomo, sur NewsNation, le 19 mars, Steve Bannon a déclaré à propos de Donald Trump : « Un homme comme celui-ci se présente une fois par siècle, si on a de la chance. On l'a maintenant. Il est en pleine forme, et je le soutiens sans réserve. Je veux le revoir en 2028. ».

Le 22^e amendement de la Constitution, adopté après les quatre mandats successifs du président Franklin D. Roosevelt, interdit « d'être élu à la présidence plus de deux fois ». Cependant, il n'est pas clair si cette restriction signifie deux fois au total ou deux fois successives. Quoi qu'il en soit, le Congrès peut toujours amender la Constitution.

3094 Les logiciels d'IA ne sont pas fiables en matière d'information

Selon une [étude](#) de la Tow Center for Digital Journalism de l'École de journalisme de l'université Columbia, les huit logiciels d'intelligence artificielle les plus utilisés aux États-Unis ne sont pas capables d'identifier la provenance d'un article, c'est-à-dire la source qui l'a publié ou son auteur. Il s'ensuit, qu'en matière d'information, ce ne sont pas des outils fiables.

Selon une [étude](#) de Trickstr pour *Le Figaro*, les six principaux logiciels d'IA répondent à un biais idéologique cognitif de gauche.

3095 Greenpeace lourdement condamné pour son sabotage du pipe-line du Dakota du Nord

Le groupe d'associations environnementalistes Greenpeace a été condamné à verser 660 millions de dollars de dommages et intérêts à Energy Transfer (cf. VAI 3047). Le

plaignant n'avait demandé que la moitié de cette somme, mais le jury l'a doublée.

Greenpeace avait fait croire que le chantier du pipe-line Dakota Access se trouvait sur le territoire d'une réserve d'Indiens et avait encouragé des manifestants à saboter le chantier. Cette association est déjà interdite dans plusieurs pays en raison de ses modes d'action et de ses liens avec certaines multinationales.

EUROPE

3096 Un Frère musulman désigné président de l'Ofsted

Le gouvernement de Keir Starmer a nommé Sir Hamid Patel président intérimaire de l'Office for Standards in Education, Children's Services and Skills (Ofsted), organisme chargé d'inspecter et d'évaluer les établissements scolaires.

Sir Hamid Patel est chevalier de l'Empire britannique (2015). Il a été anobli par la reine Elizabeth II (2021). Il dirige Star Academies, un ensemble d'établissements scolaires, principalement musulmans, ayant atteint un haut niveau d'éducation. Son groupe et le prestigieux collège d'Eton envisagent de collaborer. Notoirement membre de la confrérie des Frères musulmans, il avait demandé à ses élèves musulmanes de porter le voile à l'école et dans la rue.

Le roi Charles III est devenu, alors qu'il n'était encore que prince de Galles, le protecteur de la confrérie pour le Commonwealth.

3097 Londres expulse un diplomate russe et sa partenaire

Le gouvernement de Sa Majesté a convoqué Andrey Kelin, ambassadeur de Russie au Royaume-Uni, pour protester contre le harcèlement des diplomates britanniques en Russie. Il lui a annoncé qu'il expulsait un diplomate russe et sa partenaire.

Selon le Foreign Office, « la Russie a mené une campagne de harcèlement de plus en plus

agressive et coordonnée contre les diplomates britanniques [...] L'expulsion de Russie, cette semaine, d'un diplomate et d'un conjoint diplomatique britannique, marque une nouvelle escalade. »

3098 La police britannique réprime les manifestations pro-palestiniennes pour le compte et sous le contrôle de Tel-Aviv

Selon des [documents officiels](#) révélés par Declassified UK, le gouvernement de Keir Starmer a secrètement reçu, en décembre 2024, trois représentants de la société d'armement israélienne Elbit Systems. Cette société dispose désormais de sa propre « cellule de Renseignement » et partage « des informations avec la police du Royaume-Uni à travers le pays sur une base hebdomadaire ». Il s'agit pour Tel-Aviv, via ce partenariat, de réprimer les manifestations pro-palestiniennes chez Sa Majesté.

3099 Un chef d'état-major de Tsahal secrètement reçu par des rédacteurs en chef britanniques

Selon des [documents officiels](#) révélés par Declassified UK, le général Aviv Kokhavi, ancien chef d'état-major de Tsahal (2019-2023) a été reçu par les rédacteurs en chef de la BBC, de Sky News, du *Guardian* et du *Financial Times*, entre les 7 et 9 novembre 2023 pour mettre au point le narratif britannique sur les opérations contre le Hamas. Aucun de ces médias n'a informé son public de ces rencontres.

3100 Raphaël Glucksmann souhaite que la France reprenne la statue de la Liberté

Le député européen Raphaël Glucksmann, coprésident du parti Place publique (gauche atlantiste), a fait une déclaration au quotidien *Le Monde* : « Nous allons dire aux Américains qui ont choisi de se ranger du côté des tyrans, aux Américains qui ont licencié des chercheurs parce qu'ils exigeaient la liberté scientifique : "Rendez-nous la statue de la Liberté" ». Lors du congrès de son parti, il a ajouté : « Nous vous l'avons

offerte, mais apparemment vous la méprisez. Alors, tout ira bien ici, chez nous. »

Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, lui a répondu : « Mon conseil à ce politicien français de bas niveau dont le nom n'a pas été révélé serait de lui rappeler que c'est uniquement à cause des États-Unis d'Amérique que les Français ne parlent pas allemand en ce moment. Ils devraient donc être très reconnaissants envers notre grand pays. »

☞ Raphaël Glucksmann est le fils de l'essayiste André Glucksmann (qui fut employé par l'agence de presse de la Freedom House). Introduit par le lobbyiste Bernard-Henry Lévy, il devint conseiller spécial du président géorgien Mikheil Saakachvili (2008), puis du maire de Kiev, Vitali Klitschko (2014). Il a épousé Eka Zgouladze, ministre des Affaires intérieures de la Géorgie (2012), puis ministre des Affaires intérieures d'Ukraine (2014-2016). Il était envisagé par l'administration Biden comme possible présidentiable français.

3101 La France prépare un manuel de survie pour sa population

Le gouvernement français prépare un manuel de survie qu'il devrait distribuer à tous ses citoyens. Inspiré d'un document suédois identique, ce livret devrait sensibiliser la population aux situations de guerre.

3102 Emmanuel Macron annonce le renforcement de la dissuasion nucléaire

Le président français, Emmanuel Macron, s'est adressé aux aviateurs de la base 116 de Luxeuil-Saint-Sauveur. Il entend renforcer la dissuasion nucléaire. Il a annoncé des travaux majeurs sur la base aérienne, qui va retrouver sa vocation nucléaire, perdue depuis 2011. « Elle sera en 2035 la première base à accueillir la prochaine version du Rafale et son missile hypersonique », a-t-il déclaré. Elle accueillera les deux prochains escadrons de Rafale : le 7^e escadron de Rafale sera créé en 2032 et le 8^e, en 2033. Il s'agira des Rafales F5 de cinquième génération, qui

emporteront le futur missile air-sol nucléaire de quatrième génération, ASN4G.

3103 Nouveau scandale de corruption au Parlement européen

La police belge, après le Qatargate, enquête sur un éventuel HuaweiGate. Plusieurs anciens et actuels lobbyistes du groupe de télécommunication chinois Huawei, ont été arrêtés et inculpés pour corruption, faux et usage de faux, blanchiment d'argent et participation à une organisation criminelle.

Les autorités judiciaires portugaises ont également mené une perquisition au sein d'une société portugaise soupçonnée d'avoir reçu des virements destinés à une quinzaine d'eurodéputés.

Enfin, une personne a été arrêtée en France.

3104 Le gouvernement néerlandais s'oppose au Premier ministre sur le plan « Réarmer l'Europe »

Trois des quatre partis de la coalition gouvernementale néerlandaise se sont opposés à ce que le plan « Réarmer l'Europe » d'Ursula von der Leyen comprenne un emprunt.

Sur les 800 milliards d'euros annoncés, 650 doivent être financés par les États membres et 150 milliards doivent être empruntés.

3105 La Pologne, les pays baltes et la Finlande pourraient à nouveau recourir aux mines antipersonnel

Dovilė Šakalienė, ministre lituanienne de la Défense, a déclaré, le 13 mars, lors d'une conférence de presse à Varsovie : « Nous sommes en discussion très intense avec nos partenaires dans la région afin que les cinq pays ayant une frontière avec la Russie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande, soient en mesure de prendre une décision commune et d'envoyer un message stratégique commun. » Ces cinq États se retireraient de la

Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (dite « Convention d'Ottawa »).

Le 6 mars, la Lituanie a déjà quitté la Convention internationale interdisant les bombes à sous-munitions.

Christian Cardon, porte-parole de la Croix-Rouge internationale, a dénoncé cette forme de réarmement, soulignant que « c'est précisément maintenant que ces traités sont pertinents [...] et pas en temps de paix/stabilité ».

Ni la Russie ni les États-Unis ne sont signataires de la Convention d'Ottawa. Les deux superpuissances ont largement utilisé ce type de mine durant la guerre en Ukraine.

3106 Friedrich Merz engage l'Allemagne dans le réarmement

Friedrich Merz, nouveau chancelier allemand, a fait adopter au Bundestag, par 513 voix contre 207, un plan d'investissement géant prévoyant un fonds d'investissement de 500 milliards d'euros sur 12 ans, consacré aux infrastructures du pays.

Dans un second temps, cette majorité des deux tiers modifiera la Constitution pour faire sauter le « frein à la dette » qui y est inscrit depuis 2009. Pour le moment, les emprunts d'État ne doivent pas dépasser 0,35 % du PIB. Friedrich Merz souhaite exonérer de ce mécanisme les dépenses liées à la Défense, aux services secrets, à la cybersécurité, à la protection civile et à la défense de l'Ukraine face à la Russie.

La modification de la Constitution a été adoptée par le Bundestag et sera soumise, le 21 mars au Bundesrat (c'est-à-dire au sénat représentant les länder).

3107 La Slovaquie refuse de dépenser un centime pour l'aide militaire à l'Ukraine

S'adressant aux ambassadeurs de l'Union européenne en Slovaquie, le Premier ministre Robert Fico a déclaré : « La République slovaque ne participera à aucune mission

militaire en Ukraine et ne dépensera pas un centime pour l'aide militaire à l'Ukraine. »

Par ailleurs, il a indiqué : « La Slovaquie ne soutiendra jamais de sanctions de l'UE contre la Hongrie pour ses positions souveraines. »

3108 L'UE devrait exempter de TVA l'industrie de Défense

Dans le cadre du volet « Security Action for Europe » (SAFE) de son plan « Réarmer l'Europe », la Commission européenne envisage d'exempter de TVA l'ensemble des industries de Défense.

3109 L'UE verse à nouveau 3,5 milliards d'euros non remboursables à l'Ukraine

Le Conseil de l'UE a approuvé, le 17 mars, un versement de subventions non remboursables à l'Ukraine d'un montant de 3,5 milliards d'euros au titre de la « Facilité pour l'Ukraine ». C'est le troisième versement après ceux d'août 2024 (environ 4,2 milliards d'euros) et de décembre 2024 (environ 4,1 milliards d'euros).

3110 Volodymyr Zelensky poursuit le dialogue avec Donald Trump

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est entretenu par téléphone avec son homologue états-unien, Donald Trump. Il l'a encore une fois remercié pour l'aide qu'il apporte à son peuple et pour ses efforts de paix. Alors que ses troupes se sont presque complètement retirées de la poche de Koursk qu'elles avaient envahie, il a mis au point les derniers ajustements pour les échanges de prisonniers avec la Russie. Il a insisté à nouveau pour la libération des enfants déportés par la Russie.

3111 Longue conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Donald Trump

Le président russe, qui recevait le patronat de son pays, s'est longuement fait attendre, comme le faisaient les tsars. En définitive, les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump ont

longuement discuté par téléphone, le 18 mars, de la situation internationale. L'entretien, le plus long entre des dirigeants des deux pays, a duré une heure et demie. À son issue, le Kremlin a publié ce long communiqué :

« Les dirigeants ont poursuivi leur échange de vues approfondi et franc sur la situation environnant l'Ukraine. Vladimir Poutine a exprimé sa gratitude à Donald Trump pour son effort d'atteindre le noble objectif de mettre fin aux hostilités et aux pertes en vies humaines.

Confirmant son engagement fondamental à trouver un règlement pacifique du conflit, le président de la Russie s'est déclaré disposé à élaborer concrètement des solutions en coopération avec les partenaires états-uniens, visant à parvenir à un règlement qui serait complet, fiable et durable, et, naturellement, en tenant compte de la nécessité essentielle d'éliminer les causes profondes de la crise, ainsi que des intérêts légitimes de la Russie en matière de sécurité.

Concernant la proposition du président des États-Unis de déclarer un cessez-le-feu de 30 jours, la partie russe a esquissé un certain nombre de points importants à propos de la garantie d'un contrôle efficace sur un éventuel cessez-le-feu tout au long de la ligne de front, ainsi que la nécessité de mettre un terme à la mobilisation forcée en Ukraine et au réarmement des forces armées ukrainiennes. Il a été noté que le régime de Kiev avait saboté et violé à plusieurs reprises des accords négociés. L'accent a été mis sur les actes de terrorisme barbares commis par des militants ukrainiens contre des civils résidant dans la région de Koursk.

Il a fait observer que la cessation immédiate de l'octroi à Kiev d'une armée étrangère, d'aide et de renseignements doit devenir la condition essentielle pour prévenir une escalade du conflit et pour obtenir des progrès vers la voie de la résolution du conflit par des moyens diplomatiques.

Faisant référence à l'appel récent de Donald Trump pour épargner la vie des militaires ukrainiens encerclés dans la région de Koursk, Vladimir Poutine a confirmé que la partie russe était disposée, en cas de reddition, à prendre des dispositions humanitaires et il a assuré que les soldats des forces armées ukrainiennes vivraient et seraient traités équitablement conformément à la législation russe et au droit international.

Au cours de la conversation, Donald Trump a présenté une proposition pour que les parties s'engagent mutuellement à s'abstenir de bombarder les infrastructures énergétiques pendant 30 jours. Vladimir Poutine a répondu favorablement à cette proposition et en a immédiatement donné l'ordre aux troupes russes.

Tout aussi favorable a été la réponse du président russe à la suggestion de Donald Trump de mettre en œuvre une proposition bien connue concernant la sécurité de la navigation dans la mer Noire. Les dirigeants sont convenus d'entamer des pourparlers pour approfondir les détails spécifiques d'un tel accord.

Vladimir Poutine a fait savoir que le 19 mars, les parties russe et ukrainienne procéderaient à un échange de prisonniers, chacun échangeant 175 détenus. En outre, en signe de bonne volonté, 23 soldats ukrainiens gravement blessés seront également rapatriés avec l'aide des services médicaux russes.

Les dirigeants ont confirmé leur intention de poursuivre les efforts visant à parvenir à un règlement bilatéral en Ukraine, en tenant dûment compte, en particulier, des propositions du président des États-Unis. À cette fin, des équipes spéciales sont en train d'être constituées par les deux parties.

Vladimir Poutine et Donald Trump ont également abordé d'autres questions internationales, y compris la situation au Moyen-Orient et en mer Rouge. Ensemble ils s'efforceront de stabiliser la situation dans les situations de crise et d'établir une coopération en matière de non-prolifération nucléaire et de

sécurité mondiale. C'est ce que contribuera, à son tour, à améliorer l'ambiance globale des relations entre la Russie et les États-Unis. Un exemple positif est le vote récent à l'ONU d'une résolution sur le conflit en Ukraine, sur laquelle les deux pays ont aligné leurs positions.

Les dirigeants ont exprimé l'intérêt mutuel à normaliser les relations bilatérales, compte tenu de la responsabilité particulière d'assurer la sécurité et la stabilité mondiales supportées par les deux parties. Dans ce contexte, ils ont abordé un large éventail de domaines dans lesquels les deux pays pourraient établir une coopération, plusieurs idées visant à favoriser des liens potentiels d'intérêt mutuel pour l'économie et l'énergie.

Donald Trump a exprimé son soutien à l'idée de Vladimir Poutine d'organiser des matchs de hockey sur glace aux États-Unis et en Russie entre des joueurs russes et états-uniens de la LNH et de la KHL.

Les présidents acceptent de rester en contact sur toutes les questions abordées. »

3112 Moscou et Washington reparlent de Yamal LNG et d'Arctic GNL2

Les États-Unis pourraient investir dans les projets de gazoducs russes Yamal LNG et Arctic GNL2. La construction de ces gazoducs géants a été interrompue par les mesures coercitives unilatérales occidentales et le sabotage de Nord Stream. Elle pourrait reprendre avec la paix en Ukraine. La possibilité d'un investissement massif états-unien a été abordée lors des pourparlers russo-états-uniens. La Chine s'en étant retirée, face aux pressions occidentales, pourrait être la grande perdante de cette opération.

AFRIQUE

3113 Arrestation d'une cellule de l'État islamique au Maroc

Le 19 février, la direction générale de la Sûreté nationale marocaine (DGSN) et celle de la

Surveillance du territoire (DGST) ont arrêté 12 suspects, âgés de 18 à 40 ans, ayant prêté allégeance à Daech.

Le 18 mars, les enquêteurs ont révélé que leur cellule était dirigée par le Libyen Abderrahmane Sahraoui, responsable du « comité des opérations extérieures » de « l'État islamique au Sahel ».

Selon le bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), les suspects avaient l'intention de perpétrer une série d'attentats simultanés visant des personnalités, des lieux emblématiques et des intérêts étrangers au Maroc.

☞ En mai 2022, la straussienne Victoria Nuland avait proposé au Maroc de devenir la base arrière des opérations états-uniennes de préparation d'une guerre antiterroriste au Sahel. Rabat avait accepté et aidé les États-Unis à constituer secrètement des réseaux terroristes justifiant leur intervention publique. Mais aujourd'hui, l'administration Trump ayant changé de politique, les terroristes sahéliens ont été laissés à l'abandon et ont repris leur autonomie. Le Maroc n'est plus certain d'être un lieu sûr.

3114 Massacre au Burkina Faso

Une opération antiterroriste du 18^e bataillon d'intervention rapide (BIR) du Burkina Faso, sous les ordres du capitaine Papa Parfait Kambou, s'est transformée en massacre de bergers peuls.

3115 Plainte contre les Bolloré

Le collectif « Restitution pour l'Afrique (RAF) », composé de onze associations basées au Togo, en Guinée, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Cameroun, a déposé plainte à Paris contre l'oligarque français Vincent Bolloré, son fils Cyrille, et leur groupe pour recel et blanchiment d'actifs, alors qu'ils géraient plusieurs ports en Afrique.

RAF appuie sa plainte sur les faits reconnus par le groupe Bolloré lors de la signature, le 9 février 2021, d'une convention judiciaire d'intérêt public, censée mettre fin aux poursuites de « corruption d'agent public étranger » et « complicité d'abus de confiance » le visant ; document qui n'a, en définitive, pas été validé par la Justice compte tenu de la « gravité des faits ».

Les plaignants comptent sur l'application de la loi française du 4 août 2021 qui permet de financer des projets de développement dans des pays étrangers grâce aux avoirs saisis dans des affaires de « biens mal acquis ».

👉 Bolloré Africa Logistics a été revendu, en 2023, à la Mediterranean Shipping Company de l'oligarque italien Gianluigi Aponte pour 5,7 milliards d'euros. Cependant à la suite de cette transaction, les liens entre Vincent Bolloré et Gianluigi Aponte se détériorent pour des raisons inconnues. Ce problème serait à l'origine du rôle du secrétaire général de l'Élysée, l'oligarque israélo-français Alexis Kohler (parent de Gianluigi Aponte), dans l'interdiction des chaînes de télévision NRJ12 et C8, propriétés du groupe Bolloré.

3116 La Russie formera la marine militaire éthiopienne

L'amiral Vladimir Vorobyev, commandant en chef adjoint de la marine russe, s'est rendu en Éthiopie. Il y a signé un accord de coopération militaire, incluant la dispensation d'une formation pour la nouvelle marine éthiopienne.

3117 L'UE « sanctionne » des responsables rwandais pour leur soutien au M23

Le Conseil de l'UE a adopté, le 17 mars, des mesures coercitives unilatérales contre Bertrand Bisimwa, président du M23, et plusieurs hauts responsables du groupe combattant, Désiré Rukomera, John Imani Nzenze, Jean-Bosco Nzabonimpa Mupenzi et Joseph Musanga Bahati, nommé gouverneur du Nord-Kivu par le M23. Ont également été touchés des officiers

des Forces rwandaises de défense (FRD), notamment le général de division Ruki Karusisi, les généraux de brigade Eugène Nkubito et Pascal Muhizi, accusés de soutenir le M23. Enfin le Conseil a également « sanctionné » Francis Kamanzi, directeur de l'Office rwandais des mines, pétrole et gaz, et la société Gasabo Gold Refinery, basée à Kigali, pour leur rôle dans l'exploitation de l'or congolais par le M23.

3118 Le Qatar se pose en négociateur surprise du conflit congolais

Alors que les rebelles du M23 ont refusé la semaine dernière de participer à la négociation organisée par l'Angola, sous les auspices de l'Union africaine, le Qatar a organisé une entrevue entre les présidents congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagame, le 18 mars.

3119 Rien ne va plus entre l'Afrique du Sud et les États-Unis

Ebrahim Rasool, ambassadeur sud-africain à Washington, qui avait laissé entendre que le président Trump était lié à des suprémacistes blancs, a été déclaré *persona non grata* par le secrétaire d'État, Marco Rubio.

Marco Rubio et Steve Bessent, secrétaire au Trésor, n'avaient pas participé au sommet des ministres du G20, il y a deux semaines au Cap.

L'Africa Growth and Opportunity Act (AGOA), mis en œuvre par le président George W. Bush, permet aux pays africains d'accéder aux États-Unis sans droits de douane pour divers produits. Cet accord expire en septembre. Les Sud-Africains craignent que Pretoria soit exclu du traité.

Le président Cyril Ramaphosa a lancé un nouvel appel pour apaiser les rancœurs. Il a communiqué : « L'Afrique du Sud reste déterminée à bâtir une relation mutuellement bénéfique avec les États-Unis d'Amérique. »

ASIE

3120 Benyamin Netanyahu souhaite renvoyer le directeur du Shin Beth

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a déclaré dans une vidéo interne à l'administration : « En permanence, mais spécialement pendant une telle guerre existentielle, il doit y avoir une confiance totale entre le Premier ministre et le chef du Shin Beth (contre-espionnage). Malheureusement [...], je n'ai pas cette confiance [...] J'ai décidé de proposer au gouvernement la fin de son mandat ». Celui-ci ne devait finir qu'en 2026. La nomination de son successeur doit suivre un long processus de consultation.

Gali Baharav-Miara, procureure générale, a notifié ses réserves au Premier ministre : « Il n'est pas possible de débiter ce processus avant que les fondements factuels et juridiques de votre décision soient pleinement clarifiés. »

Ronen Bar s'était indigné, le 16 mars, du « mépris prolongé et délibéré au niveau politique des alertes de l'agence ».

Selon la presse israélienne, le Shin Beth enquête sur deux collaborateurs du Premier ministre soupçonnés d'avoir reçu des fonds du Qatar, qui accueille la direction politique du Hamas, avant et pendant le massacre à Gaza.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3121 Itamar Ben Gvir récupère son poste ministériel

Le gouvernement a approuvé à l'unanimité la proposition du Premier ministre, Benyamin Netanyahu, de reconduire le député Itamar Ben Gvir au poste de ministre de la Sécurité nationale.

Il avait démissionné, le 19 janvier, pour dénoncer « l'accord scandaleux » de cessez-le-feu, signé ce jour-là avec le Hamas.

3122 Israël envisage de déporter les Palestiniens au Soudan, en Somalie ou au Somaliland

Selon l'Associated Press (AP), des responsables états-uniens et israéliens auraient entamé des discussions avec le Soudan, la Somalie et le Somaliland pour y envisager la réinstallation des Gazaouis. Les pays concernés ont nié leur engagement dans un tel projet.

Les contacts secrets auraient débuté peu de temps après l'annonce controversée du plan de Donald Trump pour « prendre le contrôle » de la bande de Gaza, en lieu et place de Tsahal, pour y édifier une « riviéra » en déplaçant plus de 2 millions de Palestiniens vers l'Égypte et la Jordanie.

3123 En violation du cessez-le-feu, Israël « ouvre les portes de l'enfer » à Gaza

« Suite au refus répété du Hamas de libérer nos otages ainsi qu'à son rejet de toutes les propositions

qu'il a reçues de l'envoyé présidentiel états-unien Steve Witkoff et des médiateurs », le gouvernement israélien est passé à l'offensive.

En violation du cessez-le-feu, Tsahal a repris ses bombardements dans la bande de Gaza (« opération la fierté et l'épée »), tuant au moins 400 civils et en blessant un millier. Plusieurs personnalités du Hamas ont été tuées dont le chef de son gouvernement dans l'enclave, Issam el-Dalis, le vice-ministre de l'Intérieur, Mahmoud Abou Watfa ou encore le directeur général des services de sécurité intérieure, le général Bahjat Abou Sultan.

La Maison-Blanche a confirmé que le président Donald Trump avait été informé à l'avance de la reprise des bombardements.

Israël Katz, ministre de la Défense, a déclaré : « Le Hamas doit comprendre que les règles du jeu ont changé. Les portes de l'enfer vont s'ouvrir, le Hamas va affronter toute la puissance de l'armée, depuis les airs, la mer et sur la terre. Nous n'arrêterons pas de nous battre avant que tous les otages ne soient ramenés à la maison et que la menace contre les habitants du Sud ne disparaisse »

3124 En violation du cessez-le-feu, les bombardements israéliens continuent au sud du Liban

En violation de l'accord de cessez-le-feu, Tsahal poursuit des bombardements sporadiques au sud du Liban. Selon son porte-parole, il détruirait des éléments du Hezbollah qui ne s'en seraient pas retirés.

Les ministres proches du Parti de Dieu, notamment Yassine Jaber, ministre de l'Économie, et Tamara Zein, ministre de l'Environnement, font obstacle à ce que le gouvernement établisse un calendrier pour le désarmement de la milice tant que ces bombardements continuent et que Tsahal occupe illégalement cinq points du sud du Liban.

3125 Arrestation d'Ibrahim Houeija

Ibrahim Houeija, directeur des Renseignements de l'armée de l'Air syrienne à l'époque d'Hafez el-Assad, a été arrêté, le 6 mars, par les nouvelles autorités syriennes à Jablé. Il est accusé de centaines d'assassinats dans les années 1990, notamment d'avoir supervisé l'attentat qui a coûté la vie à Kamal Joumblatt, leader et fondateur du Parti socialiste progressiste (PSP) libanais et chef du Mouvement national pendant la guerre civile au Liban.

3126 L'UE soutient le nouveau régime syrien

La neuvième Conférence internationale de soutien à la Syrie, organisée par la Commission européenne à Bruxelles, le 17 mars, a réuni 4,2 milliards d'euros de subventions et

1,6 milliard d'euros de prêts pour le nouveau régime.

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé un soutien financier de l'UE de 2,5 milliards d'euros en 2025 et en 2026.

Asaad al-Shaibani, ministre syrien des Affaires étrangères, participait à la conférence. Membre d'al-Qaïda, puis de Daesh, il fut l'un des fondateurs du Front al-Nosra. En 2021, il devient chef du département des affaires politiques d'une nouvelle organisation terroriste, Hayat Tahrir al-Cham.

3127 Les États-Unis attaquent le Yémen

Les États-Unis ont attaqué Ansar Allah, à parti du 15 mars, faisant au moins une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés parmi les civils. Ils entendaient à la fois tuer dans l'œuf l'initiative yéménite de reprise de la guerre contre les navires israéliens tant que Tel-Aviv conduit son « Plan Enfer » à Gaza, et aussi poursuivre leur politique de « pression maximale » sur l'Iran qui soutient les rebelles yéménites.

En riposte, Ansar Allah a attaqué quatre fois le porte-avions *USS Harry Truman* avec des drones et des roquettes.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a téléphoné à son homologue états-unien, Marco Rubio, pour réclamer une « cessation immédiate du recours à la force. »

☞ Trois pouvoirs s'affrontent au Yémen : (1) Ansar Allah, soutenu par l'Iran ; (2) le Conseil de transition du Sud (CST) soutenu par les Émirats arabes unis ; et (3) le Conseil présidentiel du Yémen, soutenu par l'Arabie saoudite.

Il ne semble pas que la Chine et la Russie puissent y rétablir la paix sans prononcer d'abord la séparation du Nord et du Sud, comme ce fut le cas de 1967 à 1990.

3128 Recep Tayyip Erdoğan prévient que la Türkiye ne laissera pas la barbarie israélienne se poursuivre

S'exprimant lors d'un *iftar* (rupture du jeûne de ramadan) à l'École de guerre, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Nous nous dresserons jusqu'au bout contre ceux qui, avec leur délire de Terre promise, veulent inonder notre région de sang, de larmes et d'oppression. »

Face à une salle de futurs officiers, il a promis que toute tentative impérialiste dans la région se heurterait à la puissance turque, comme « il y a un siècle ». Le ton s'est durci lorsqu'il a évoqué les frappes israéliennes sur Gaza la nuit précédente. « Le régime sioniste a massacré 330 innocents à l'heure du *sahur* (repas de l'aube pendant le ramadan), dont des enfants et des femmes. Ce soir, on parle de plus de 400 martyrs. C'est un génocide, une barbarie d'un État terroriste qui se nourrit de sang. Chaque goutte versée aura un prix », a-t-il averti, prédisant que « ce feu finira par brûler ceux qui l'alimentent » si l'arrogance persiste.

3129 Arrestation du rival de Recep Tayyip Erdoğan, Ekrem İmamoğlu

Intervenant, le 16 mars, à Diyarbakir, Ekrem İmamoğlu, qui fait l'objet de cinq procédures judiciaires depuis trois ans, a fustigé, « un système despotique, corrompu et ruineux », rappelant que « la balance de la justice ne devrait être un jouet entre les mains de personne ». Et puis ceci : « Je suis devenu un homme politique pour lequel une peine de vingt-cinq ans de prison a été requise dans cinq procédures [...] et voilà que certaines personnes se sont mobilisées pour invalider mon diplôme. C'est un bruit familier aux oreilles du Palais présidentiel. »

Le 18 mars, le conseil d'administration de l'université d'Istanbul a annulé le diplôme d'administration des affaires d'Ekrem İmamoğlu, passé à Chypre-Nord en 1994 et obtenu en Türkiye par équivalence en 1995. Ce faisant, l'université a privé Ekrem İmamoğlu,

Analyse du Réseau Voltaire

« [Après l'Ukraine, l'Iran ?](#) », par Thierry Meyssan

Pour les « sionistes révisionnistes » (c'est-à-dire pour les successeurs de Zeev Jabotinsky et de Benzion Netanyahou – à ne pas confondre avec les « sionistes » de Theodor Herzl –), le moment est venu, après la victoire sur le Hamas, sur le Hezbollah et sur les Assad, d'écraser l'Iran.

Au contraire, pour Donald Trump, après la pacification du conflit ukrainien, il convient prioritairement de pacifier celui autour de l'Iran.

La presse a les yeux tournés vers la Palestine, mais c'est autour de Téhéran que se joue la paix au Moyen-Orient.

actuel maire d'Istanbul, de la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle turque, la Constitution réservant ce poste à un citoyen diplômé d'études universitaires.

Le 19 mars, une centaine de membres du Parti républicain du peuple (CHP) ont été arrêtés lors d'une rafle dans toute la Turquie. Parmi eux, Ekrem İmamoğlu, qui devait être investi par son parti, le 23 mars.

Alors qu'une centaine de policiers encerclaient son domicile, Ekrem İmamoğlu s'est filmé en direct sur les réseaux sociaux, se préparant à son arrestation. Il a déclaré : « Nous sommes confrontés à une grave oppression. Mais sachez que je n'abandonnerai pas. »

Dans un premier communiqué, le parquet général l'accusait d'être « à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif » puis, dans un second communiqué, le procureur général précisait que « M. İmamoğlu, avec les autres suspects, a commis le crime d'aider l'organisation terroriste PKK-KCK. »

3130 Tulsi Gabbard accuse le Bangladesh de dériver vers un califat islamiste

Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement états-unien, effectue une visite en Inde, au Japon et en Thaïlande.

Interviewée par une chaîne de télévision en marge du Raisina Dialogue auquel elle participait, elle a déclaré, le 18 mars : « Les persécutions, les meurtres et les abus de toutes les personnes profondément féroces contre les minorités religieuses comme les hindous, les bouddhistes, les chrétiens et d'autres ont été un domaine de préoccupation majeur pour le gouvernement américain et le président Trump et son administration. » Elle a accusé le Bangladesh de « persécuter et de tuer » les minorités religieuses. Selon elle, la menace terroriste islamique s'y développe dans un contexte idéologique visant à « gouverner avec un califat islamiste ».

Le bureau du conseiller en chef (Premier ministre) bangladais, Muhammad Yunus, a vivement réagi, condamnant fermement tous les efforts visant à lier le pays à toute forme de califat islamiste.

Cet incident intervient alors que le Bangladesh se rapproche du Pakistan et que se répand la rumeur selon laquelle des terroristes islamistes seraient formés par les agents de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais au Bangladesh avant d'être envoyés à Bharat.

3131 Andreï Rudenko à Pyongyang

Andreï Rudenko, vice-ministre russe des Affaires étrangères, s'est rendu en visite officielle à Pyongyang où il a rencontré son homologue, Choe Son-hui.

Les deux hommes [dirigeants](#) ont discuté de l'aide militaire mutuelle, prévue par un traité de 2024, dans le contexte de la libération de Koursk.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3132 Le Conseil de sécurité toujours divisé, face au massacre à Gaza

Le 18 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies a, à nouveau, examiné la situation à Gaza. Thomas Fletcher, secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, a rappelé que, depuis le 2 mars, les autorités israéliennes bloquent l'entrée de toute aide (denrées, médicaments, essence, gaz de cuisine) dans Gaza. « Nos demandes pour récupérer l'aide stationnée au point de passage de Kerem Shalom ont été systématiquement rejetées », a-t-il dit. Il a qualifié de « désastreux » ce blocus, avant de rappeler les avancées permises par les 42 jours de cessez-le-feu.

La Russie a accusé le gouvernement israélien d'avoir abandonné les otages. « Nous ne devons plus répéter les mêmes erreurs : si le nombre de civils palestiniens tués à Gaza au cours des 18 derniers mois est si élevé, c'est en partie parce que ce Conseil n'a pas été en mesure de parvenir à l'établissement d'un cessez-le-feu plus tôt. »

« La reprise des hostilités est uniquement imputable au Hamas », ont estimé, de leur côté, les États-Unis. Ils ont accusé cette organisation d'avoir rejeté toutes les propositions faites par les médiateurs au cours des dernières semaines, y compris une « proposition passerelle », grâce à laquelle le cessez-le-feu provisoire aurait été prolongé au-delà du ramadan et de la Pâque juive, pour avoir le temps de négocier un cessez-le-feu permanent. Pour la délégation états-unienne, les Forces de défense israéliennes (FDI) ne s'attaquent qu'à des cibles du Hamas, dont les militants continuent de se dissimuler parmi les civils.

3133 L'Ukraine fait connaître sa ligne rouge au G7

Les conseillers de sécurité nationale de six pays du G7 (mais pas des États-Unis) ont tenu une

visioconférence avec Andriy Yermak, chef du bureau de l'administration présidentielle ukrainienne, le 19 mars.

La partie ukrainienne a salué les efforts de paix du président Donald Trump, mais rejeté avec vigueur l'éventualité d'une neutralité et d'un désarmement imposé au pays.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°126 - 28 mars 2025

ÉDITORIAL

3134 La conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme d'Amichai Chikli et de Natan Sharansky

Amichai Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a organisé à Jérusalem une conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme. Il y a invité, Jordan Bardella, président du Rassemblement national français, et Marion Maréchal, petite-fille du fondateur du Front national Jean-Marie Le Pen, mais aussi Vox (Espagne), les Démocrates de Suède, le Fidesz (Hongrie) et le Parti pour la liberté (Pays-Bas). Il semble que l'ancien président paraguayen, Horacio Cartes (2013-2018), était également présent.

D'où des annulations généralisées, y compris celles des représentants des organisations juives à l'étranger, du président du Congrès juif européen, du grand rabbin des Congrégations hébraïques unies de Grande-Bretagne et du Commonwealth, des présidents de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste et de la Ligue antidiffamation, ainsi que du tsar de la lutte contre l'antisémitisme en Allemagne.

☞ Amichai Chikli est issu d'une famille française. C'est l'adjoint de l'Ukrainien [Natan Sharansky](#), un ancien ministre « sioniste révisionniste » et un « nationaliste intégral » convaincu. Chikli et Sharansky contrôlent l'ensemble de la propagande israélienne à l'étranger (cf. VAI 1608). Sharansky a commencé sa carrière avec les Strauss en États-Unis et travaille aujourd'hui avec Volodymyr Zelensky. Il est la seule personnalité publiquement engagée à la fois dans les trois groupes fascistes se réclamant de Zeev Jabotinsky (« sionistes révisionnistes »), de Léo Strauss (« Straussiens »/« néoconservateurs ») et de Dmytro Dontsov (« [nationalistes intégraux](#) »/« bandéristes »).

☞ Amichai Chikli avait engagé plusieurs influenceurs français sur Internet, à l'été 2023, c'est-à-dire avant l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». Il avait fait adopter, en Israël, une loi punissant de 5 ans de prison toute contestation de la version officielle des événements du 7 octobre 2023 (cf. VAI 0375). Ses liens avec la droite dure européenne sont établis depuis longtemps.

AMÉRIQUES

3135 Donald Trump déclassifie les documents de l'enquête « Crossfire Hurricane »

Le président Donald Trump a signé, le 25 mars, un [mémoire](#) déclassifiant immédiatement toutes les pièces de l'enquête du FBI de 2016-2017 « Crossfire Hurricane » (Ouragan Feu croisé). Elle portait sur les liens possibles entre la campagne présidentielle de Donald Trump de 2016 et la Russie, y compris la question de savoir « si des individus associés à la campagne [Trump] se sont coordonnés, volontairement ou non, avec les efforts du gouvernement russe pour interférer dans l'élection présidentielle états-unienne de 2016 ».

3136 Donald Trump ordonne l'application des règles électorales

Le président Donald Trump a signé, le 25 mars, un [mémoire](#) visant à préserver l'intégrité du système électoral. Désormais, lorsqu'ils voudront s'inscrire sur les listes électorales, les demandeurs devront prouver leur citoyenneté états-unienne. En outre, les États fédérés pourront consulter gratuitement les fichiers fédéraux de la nationalité.

Par ailleurs, les États fédérés n'auront plus le droit de considérer comme valides des votes par correspondance qui leur parviendraient après le scrutin public.

En outre, les ressortissants étrangers ne pourront plus participer au financement des campagnes électorales.

3137 Le gouvernement Trump révèle la fraude et la corruption fédérale

Le président Donald Trump a réuni, le 24 mars, pour la troisième fois, tous les membres de son gouvernement afin de faire le point sur la fraude et la corruption fédérale. Chaque secrétaire a indiqué les irrégularités qu'il avait découvertes dans son ministère.

Elon Musk, responsable du secrétariat à l'Efficacité gouvernementale (DOGE), a donné l'exemple d'une subvention de 100 000 dollars accordée par la Small Business Association à un enfant de 9 mois. « C'est un bébé très précoce », a-t-il ironisé.

Lee Zeldin, administrateur de l'Agence de protection de l'environnement, a rapporté une subvention de 2 milliards de dollars accordée par l'administration Biden l'année dernière à un groupe climatique fondé par la romancière et politicienne progressiste de Géorgie, Stacey Abrams, afin de renforcer les normes d'efficacité énergétique des appareils électroménagers.

Doug Burgum, secrétaire à l'Intérieur, a déclaré qu'un groupe de son agence avait déboursé 830 millions de dollars pour des « enquêtes » sans intérêt.

Brooke Rollins, secrétaire à l'Agriculture, a énuméré une liste de dépenses annulées, dont un contrat de 300 000 dollars pour l'éducation à la « justice alimentaire » pour les agriculteurs homosexuels et transgenres de San Francisco et de New York ; un contrat de 600 000 dollars pour l'étude du cycle menstruel des hommes transgenres et un autre contrat promouvant la diversité, l'équité et l'inclusion dans le secteur de la lutte antiparasitaire.

3138 Donald Trump retire les habilitations de sécurité de 15 personnalités de son opposition

Le président Donald Trump a retiré, le 21 mars, les habilitations de sécurité de 14 personnalités :

- Joseph R. Biden, ancien président, et toute sa famille ;
- Kamala Harris, ancienne vice-présidente ;
- Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État ;
- Antony Blinken, ancien secrétaire d'État ;
- Jake Sullivan, ancien conseiller à la sécurité nationale de Biden ;
- Liz Cheney, ancienne représentante républicaine du Wyoming ;
- Adam Kinzinger, ancien représentant républicain de l'Illinois ;

- Alvin Bragg, procureur du district de New York ;
- Letitia James, procureure générale de New York ;
- Lisa Monaco, fonctionnaire du ministère de la Justice de l'ère Biden ;
- Les avocats Mark Zaid et Norm Eisen, Fiona Hill et Alexander Vindman.

3139 Planned Parenthood pourrait être poursuivi pour ses trafics d'organes de fœtus avortés

Le président Donald Trump, qui a supprimé les subventions fédérales à Planned Parenthood, envisage de mener une action pénale contre l'association pour son rôle dans le trafic d'organes de fœtus avortés.

En 2015, une [vidéo](#) avait révélé que Planned Parenthood récupérait les fœtus avortés dans ses cliniques et en revendait les organes à des laboratoires pharmaceutiques.

3140 L'affaire du groupe de discussion Signal sur le Yémen

Michael Waltz, conseiller à la sécurité nationale, a ajouté « par erreur » le journaliste Jeffrey Goldberg à un groupe de discussion interne de l'administration Trump sur l'application Signal.

Ce dernier a ainsi eu accès à une discussion sur les plans d'attaque du Yémen dont il a immédiatement [rendu compte](#) sur le site Internet de son magazine, *The Atlantic*.

Michael Waltz a reconnu son erreur sur *Fox News*. Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement, a assuré le sénat, le 25 mars, « qu'aucune information secrète des services de Renseignement n'était incluse dans la conversation ».

Les éléments rapportés par Jeffrey Goldberg, par ailleurs officier de Tsahal, semblent confirmer un biais pro-israélien de l'équipe Trump.

3141 Tulsi Gabbard évalue les menaces contre les États-Unis

Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement, a présenté au Sénat, le 24 mars, le [rapport](#) annuel de son administration évaluant les menaces mondiales.

Selon elle, les cartels et les gangs sont ce qui « menace le plus immédiatement et le plus directement les États-Unis ». À cela, il faut ajouter que la Russie, la Chine, l'Iran (dont Tulsi Gabbard confirme qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire) et la Corée du Nord travaillent conjointement et séparément pour défier les intérêts états-uniens avec une série de tactiques, notamment la promotion de solutions de remplacement aux États-Unis en matière de commerce, de finances et de sécurité.

À propos de la Russie, le document indique : « La Russie considère sa guerre en Ukraine comme un conflit par procuration avec l'Occident. Son objectif est de restaurer sa force et sa sécurité dans son voisinage proche face à une ingérence perçue comme venant des États-Unis et de l'Occident. Cet objectif a accru les risques d'escalade involontaire entre la Russie et l'OTAN [...] Les tensions politico-militaires accrues et prolongées qui en résultent entre Moscou et Washington, conjuguées à la confiance croissante de la Russie dans sa supériorité sur le champ de bataille et sa base industrielle de défense, ainsi qu'au risque accru de guerre nucléaire, créent à la fois urgence et complications pour les efforts états-uniens visant à mettre fin à la guerre de manière acceptable [...] La guerre en Ukraine a fourni à Moscou de nombreux enseignements en matière de lutte contre les armes et les renseignements occidentaux. Cette expérience remettra probablement en question la planification future de la défense états-unienne, y compris contre d'autres adversaires avec lesquels Moscou partage ces enseignements [...] Pour l'instant, Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky considèrent probablement encore les risques d'une guerre prolongée comme moindres que ceux d'un règlement insatisfaisant. Pour la Russie, les tendances positives sur le terrain

permettent une certaine patience stratégique, tandis que pour l'Ukraine, concéder des territoires ou la neutralité à la Russie sans garanties de sécurité substantielles de la part de l'Occident pourrait provoquer des réactions négatives au niveau national et une insécurité future. »

3142 Marco Rubio dénonce l'opposition de certains alliés à la paix en Ukraine

S'adressant au président Donald Trump à propos de la paix en Ukraine, Marco Rubio, secrétaire d'État, a déclaré le 24 mars : « Vous y êtes parvenus malgré les obstacles rencontrés par d'autres pays et des opinions divergentes sur la manière dont les choses devraient se dérouler. En fin de compte, je pense que la seule chance de paix que nous ayons réside dans le leadership du président. »

3143 Reporters sans frontières défend la propagande états-unienne

[Reporters sans frontières](#) s'est associé à la plainte des employés de *Voice of America* contre le décret du président Donald Trump dissolvant les médias fédéraux destinés à l'étranger.

Dans ce cas précis, cette ONG ne défend pas la liberté d'expression, mais la propagande.

3144 Donald Trump s'en prend au Venezuela

Le président Donald Trump a déclaré, le 24 mars, qu'il imposerait des droits de douane à 25 % sur tout produit provenant de pays qui achètent du pétrole au Venezuela.

Les principaux clients de Caracas sont la Chine, la Turquie, l'Espagne, la Colombie, le Brésil et l'Inde.

Donald Trump a justifié sa décision en assurant que le gouvernement vénézuélien laissait venir librement aux États-Unis des membres du gang Tren de Aragua. Le « Train d'Aragua » est une organisation criminelle créée par d'anciens cheminots vénézuéliens. Il s'est récemment

développé dans toute l'Amérique latine, particulièrement en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur et au Pérou, faisant régner la terreur sur les populations.

👉 Jusqu'à présent, Donald Trump prenait à partie le gouvernement de Nicolás Maduro pour son idéologie « socialiste du xxi^e siècle ». Il avait nommé, lors de son premier mandat, le « sioniste révisionniste » Elliott Abrams, représentant spécial pour ce pays, mais il l'avait brusquement renvoyé lorsque celui-ci avait préparé une opération secrète pour renverser le président Maduro. L'administration Biden n'avait pas reconnu la réélection de Maduro et avait considéré qu'Edmundo González Urrutia (en exil en Espagne) était le président légitime du pays.

EUROPE

3145 Le gouvernement Starmer souhaiterait que les États-Unis adhèrent au Commonwealth

Selon *The Sun*, lors de la prochaine visite d'État du président Donald Trump au Royaume-Uni, le roi Charles III devrait lui [proposer](#) d'intégrer le Commonwealth. Londres espère ainsi apaiser les tensions entre Ottawa et Washington.

3146 Quel est l'accord militaire secret entre Londres et Tel-Aviv ?

Le général Sir Nick Carter, ancien chef d'état-major des armées de Sa Majesté (2018-2021) est devenu conseiller des industries de défense israéliennes. Selon Declassified UK, on ne sait pas précisément s'il agit en nom propre ou en tant qu'officiel britannique.

Alors qu'il était en poste, le 3 décembre 2020, le général Carter avait signé un accord avec son homologue israélien, le général Aviv Kokhavi, dont le contenu est toujours secret.

3147 Peter Ricketts envisage l'avenir de l'aide européenne à l'Ukraine

Selon Peter Ricketts, ancien conseiller national de Sécurité et ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France, cité par *Le Monde* à propos d'une force européenne en Ukraine : « il y a trois obstacles à l'envoi de ce contingent. Les Russes y seront intensément hostiles, les Américains ne donneront jamais une ferme garantie de soutien si ces troupes devaient être menacées par la Russie, et sa mission n'a jamais été claire. Mon sentiment est qu'on va évoluer vers quelque chose de plus réaliste, c'est-à-dire un soutien en termes d'équipement militaire renforcé à l'Ukraine avec peut-être des petites équipes au sol pour de l'entraînement ou la protection d'infrastructures critiques en Ukraine. »

3148 Propagande de guerre : l'Eurovision produit une interview de Volodymyr Zelensky

Alors que Paris s'apprêtait à réunir la « coalition des volontaires » qu'il a formée avec le Royaume-Uni pour le « Sommet sur la paix et la sécurité pour l'Ukraine », le président ukrainien Volodymyr Zelensky a donné une interview de 50 minutes en Eurovision pour 40 chaînes de télévision européennes. Par la fenêtre, les téléspectateurs pouvaient entrevoir la tour Eiffel illuminée aux couleurs de l'Ukraine, bleu et jaune.

Les journalistes présents étaient Caroline Roux (France Télévisions), Jeremy Bowen (BBC), Jessy Wellmer (ARD) et Joakim Klementi (Estonian Public Broadcasting). En outre, un journaliste finlandais est intervenu en duplex.

L'évènement avait été annoncé le jour même.

☞ Caroline Roux est l'épouse de Laurent Solly (ex-directeur de cabinet du président Nicolas Sarkozy et actuel directeur de Facebook France). Jeremy Bowen est un journaliste de guerre gallois. Il est réputé pour recueillir les points de vue de chaque partie aux conflits. Jessy Wellmer

Analyse du Réseau Voltaire

- « [De l'Europe au Moyen-Orient : les ruines de la démocratie](#) », par Manlio Dinucci

Les questions nucléaires sont au centre des préoccupations en Europe et au Moyen-Orient. En Ukraine, Westinghouse avait, avant la guerre, conclu un contrat pour la construction de treize centrales nucléaires civiles. En outre, on ne sait où, ni avec quel argent, Kiev avait acheté quantité d'uranium enrichi et de plutonium utilisables militairement. Ces matériaux étaient entreposés à Zaporijia, d'où la prise de cette centrale les premiers jours de la guerre et les batailles autour d'elle. Au Moyen-Orient, Israël est la seule puissance disposant de bombes atomiques, l'Iran n'ayant plus de programme militaire depuis 1988, ainsi que l'ont établi la Russie et la Chine lors des négociations de Lausanne.

- « [La paix de Trump en Ukraine face à la "paix mondiale" de Poutine \(avec la Chine\), de Gaza à l'Iran](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les Occidentaux se trompent lorsqu'ils pensent que Donald Trump ne souhaite que la paix en Ukraine. Le président états-unien joue sur plusieurs tableaux en même temps. Il souhaite désengager son pays des conflits armés, y compris au Moyen-Orient, tandis que ses partenaires Vladimir Poutine et Xi Jinping souhaitent la paix universelle. Ils n'ont pas la même motivation, mais concourent au même but.

est une Allemande de l'Est qui s'est intéressée à l'opposition de sa région à l'Ukraine.

☞ L'interview a été une prestation de propagande pour mettre en cause par petites touches, le soutien du président états-unien Donald Trump à ses alliés et la personnalité de son envoyé spécial, Steve Witkoff. Il semble que l'objectif était de préparer les opinions publiques à la création d'une alliance militaire sans Washington.

3149 La France proteste contre le passage à tabac d'Hamdan Ballal

Le ministère français des Affaires étrangères a protesté contre le passage à tabac par des colons israéliens du coréalisateur palestinien du film *No Other Land*, Hamdan Ballal, lauréat du prix Anna Politkovskaïa-Arman Soldin.

Dans un communiqué, il indique : « La France réitère sa condamnation de la colonisation, qui est contraire au droit international, comme l'a réaffirmé la Cour internationale de Justice dans son arrêt consultatif du 19 juillet. Elle a adopté des sanctions contre les colons extrémistes qui ont été responsables de violences contre les civils palestiniens en Cisjordanie. »

3150 Le Danemark étend aux femmes le service militaire

Troels Lund Poulsen, vice-premier ministre danois et ministre de la Défense ainsi que de l'Économie, a annoncé, le 25 mars, l'extension de la conscription aux jeunes femmes, à partir de 2026. Comme les hommes, elles seront appelées, à 18 ans, à une « journée défense » obligatoire, au cours de laquelle elles passeront les mêmes tests, visant à évaluer si elles sont aptes à faire leur service militaire, avant de se soumettre au système de loterie, qui sélectionne les appelés.

3151 La RAND Corporation envisage un forum institutionnel autour de la France et du Royaume-Uni pour la défense nucléaire de l'Europe

La RAND Corporation a publié une [analyse](#) : *Nuclear Deterrence : Can Britain and France Take on America's Role in Defending Europe Against Russian Aggression ?* (Dissuasion nucléaire : la Grande-Bretagne et la France peuvent-elles jouer le rôle de l'Amérique dans la défense de l'Europe contre l'agression russe ?). Selon le think tank du lobby militaro-industriel états-unien, « les États européens devraient trouver un forum institutionnel pour coordonner la dissuasion. Cela signifie soit de convaincre la France de revenir au groupe de planification nucléaire de

l'OTAN, soit de créer un autre conseil de dissuasion européenne avec la France, le Royaume-Uni et d'autres États européens clés comme l'Allemagne et la Pologne. »

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les Européens d'Occident privés de défense](#) », par Thierry Meyssan

Le possible retrait des États-Unis de leur position prééminente dans l'OTAN, même s'ils ne se retirent pas de l'Alliance atlantique, renvoie l'Occident politique à lui-même. Comment assurer la paix sur le continent ?

Le projet d'Europe de la Défense, développé par François Mitterrand et Jacques Chirac, ne permet pas défendre l'espace européen, mais uniquement de donner des moyens d'intervention à l'UE en cas de massacre à l'étranger. Les projets d'Emmanuel Macron et de Keir Starmer, correspondent aux besoins de leurs pays, mais aucunement à ceux du continent.

Or, le temps presse alors que des conflits s'annoncent au nord de l'Ukraine, en Moldavie et en Bosnie-Herzégovine.

3152 L'ILGA-Europe publie un recensement des décisions de justice européennes sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles

La branche européenne de l'association internationale lesbienne et gay (ILGA-Europe) a publié, le 20 mars, son [inventaire 2025](#) des décisions majeures et des affaires pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) entre 2010 et décembre 2024. Il pose les lacunes jurisprudentielles concernant l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles.

3153 Des eurodéputés demandent des « sanctions » contre Milorad Dodik

Une vingtaine de parlementaires européens ont écrit à Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, pour lui demander de [prendre des « sanctions »](#) contre Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, c'est-à-dire de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine. Ils soulignent que M. Dodik est un ami du président russe, Vladimir Poutine, et que son action risque de déstabiliser la sécurité de l'UE.

3154 Plate-forme des partis libéraux européens

Les partis libéraux européens se sont réunis à Paris autour des macronistes, le 25 mars. Ils ont publié une [déclaration](#) commune reprenant les paroles du président états-unien Franklin D. Roosevelt, en 1940, et les appliquant à l'UE. Selon eux, l'UE doit être l'arsenal de la démocratie, face à la « Russie despotique », à la « Chine autocratique » et à l'Amérique « qui glisse vers l'oligarchie et la ploutocratie. »

Ils écrivent :

« Nous reconnaissons que la force de nos démocraties réside dans notre unité et notre engagement commun en faveur de l'État de droit, des droits de l'homme et des principes inhérents à des sociétés libres. C'est pourquoi nous sommes déterminés à lutter contre les ingérences étrangères et la désinformation sur les réseaux sociaux et ailleurs.

La paix ne peut être obtenue à n'importe quel prix. Les conditions de la paix doivent respecter les droits fondamentaux et préserver la souveraineté territoriale des nations et de leurs citoyens.

Nous saluons la proposition de discuter de l'élargissement de la dissuasion nucléaire française à d'autres pays européens.

L'Ukraine incarne la lutte pour la liberté et la démocratie [...] Nous voulons mettre en place

des mécanismes juridiques et financiers pour utiliser les avoirs publics russes gelés, afin de soutenir la défense et la reconstruction de l'Ukraine, d'indemniser les victimes de l'agression russe et de contribuer au financement des réparations, légitimes, de guerre, dues par la Russie à l'Ukraine et à son peuple, pour sa guerre d'agression [...] Nous voulons permettre aux représentants ukrainiens de participer en tant qu'observateurs au Parlement européen dès que possible, et au plus tard en 2026.

Nous nous engageons à promouvoir les valeurs démocratiques et les droits de l'homme tant dans nos propres pays que dans le monde entier.

Nous devons promouvoir l'euro en tant que monnaie de réserve, une monnaie de premier ordre pour le commerce international, pour les réserves des banques centrales et pour l'aide internationale. »

3155 La création du Tribunal spécial chargé d'examiner le crime d'agression contre l'Ukraine est prête

- Les 19 et 21 mars, les membres du groupe restreint ukraino-européen ont tenu leur quatorzième réunion finale à Strasbourg. À l'issue de deux ans de consultations, ils sont parvenus à rédiger trois documents : un projet d'accord bilatéral entre l'Ukraine et le Conseil de l'Europe sur la création du Tribunal spécial chargé d'examiner le crime d'agression contre l'Ukraine, un projet de statut du Tribunal spécial et un projet d'accord partiel élargi sur la gestion du Tribunal spécial.

Ces documents doivent maintenant être ratifiés alors que l'on se dirige vers la paix.

- Les 24 et 26 mars, la première session du Comité de négociation intergouvernemental sur un traité international portant création de la Commission des réclamations de l'Ukraine a eu lieu. Le projet de traité international portant création de la Commission des réclamations a été examiné et les principaux aspects de la coopération et de la structure organisationnelle

de la Commission ont été examinés. La Commission examinera les demandes présentées au Registre international des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie à l'encontre de l'Ukraine et déterminera les montants d'indemnisation des victimes. Il s'agit de réclamer à la Russie de payer plus de 1 000 milliards de dollars de dommages.

3156 Pour Michael O'Flaherty, les droits humains doivent être au centre de tout processus de paix en Ukraine

Michael O'Flaherty, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a appelé, le 25 mars, à « mettre les droits humains au centre de tout processus de paix ». Il a réaffirmé que « l'agression continue de la Russie contre l'Ukraine constitue une attaque contre l'Europe tout entière et contre les valeurs fondamentales partagées par tous les membres du Conseil de l'Europe [...] La voie d'adhésion à l'UE comporte des obligations en matière de droits de l'homme, comme tout accord de paix, elles devront être harmonisés et recoupsés. »

3157 Nikolai Patrushev dénonce la résurgence du projet fasciste de la Grande Finlande

Dans une [interview](#) à la revue de la Défense nationale, le 13 mars, Nikolai Patrushev a dénoncé le rôle des Britanniques dans les tensions en mer Noire. Les navires chinois *Newnew Polar Bear* et *Yi Peng 3* et le pétrolier russe *Eagle S* ont été accusés par l'OTAN d'avoir saboté des câbles de télécommunication sous-marins pour le compte de la Russie. Il a également dénoncé le plan estonien et finlandais de bloquer le passage des navires russes dans le détroit de Finlande.

En outre, il a accusé le gouvernement finlandais de mener une politique antirusse alors que sa population est, au contraire, pro-russe. C'est, selon lui, la conséquence d'une réécriture de l'histoire favorisant le mouvement pour une Grande Finlande. Or, dans les années 1920-1923, les partisans de la Grande Finlande envahirent la Carélie soviétique, séparèrent la

population selon un critère ethnique et massacrèrent les Slaves. (Rappelons que Patrushev a présidé la commission du 100^e anniversaire de la formation de la République de Carélie en 2020.)

3158 Liste des installations énergétiques de la Russie et de l'Ukraine couvertes par le moratoire temporaire sur les bombardements contre le système énergétique, comme convenu par les parties russe et états-unienne

Ce [document](#) secret n'a été publié par le Kremlin que le 25 mars. Il avait été élaboré lors de la première rencontre de Riyad, mais l'Ukraine n'y ayant pas été associée ne l'a pas respecté. Sa publication semble indiquer que, cette fois-ci, la Russie demandera des garanties.

- « 1. Raffineries de pétrole.
2. Gazoducs et installations de stockage, y compris les stations de pompage.
3. Énergies et infrastructures de transport, y compris les centrales électriques, les sous-stations, les transformateurs, et les installations de distribution.
4. Centrales nucléaires.
5. Barrages hydroélectriques.

Le moratoire temporaire sera en vigueur pendant 30 jours, à compter du 18 mars 2025, et pourra être prolongé d'un commun accord.

En cas de violation du moratoire par l'un ou l'autre partie, l'autre partie a le droit de se considérer sans obligations de s'y conformer. »

3159 Accord sur la libre circulation en mer Noire

L'Ukraine et la Russie ont, chacune séparément, signé un accord avec les États-Unis pour assurer la libre circulation en mer Noire. Moscou a refusé un cessez-le-feu plus large, arguant qu'il avait immédiatement appliqué celui sur les installations énergétiques, stoppant même une opération en cours, mais la partie ukrainienne l'avait alors attaqué.

L'accord sur la liberté de circulation en mer Noire reprend le texte négocié par les Nations Unies et la Turquie en 2022. Mais l'administration Biden et ses alliés ne l'avaient pas respecté, interdisant à la Russie d'exporter certains de ses produits agricoles.

3160 Communiqué du Kremlin : principaux résultats de la réunion des groupes d'experts de la Russie et des États-Unis

« 1. Conformément à l'accord des présidents de la Russie et des États-Unis, les parties russe et états-unienne sont convenues de prévoir la mise en œuvre de l'Initiative de la mer Noire, qui comprend la sécurité de la navigation, l'élimination de l'emploi de la force et la prévention de l'utilisation de navires de commerce à des fins militaires en mer Noire, ainsi que l'adoption de mesures de contrôle appropriées en inspectant ces bateaux.

2. Les États-Unis aideront à rétablir l'accès de la Russie au marché mondial de l'agriculture et des engrais, à la réduction des coûts d'assurance maritime et à l'amélioration de l'accès aux ports et aux systèmes de paiement pour ces transactions.

Note :

Les clauses 1 et 2 entrent dans le cadre suivant :

A) L'élimination des sanctions imposées à Rosselkhozbank (Banque agricole de Russie) et à d'autres services financiers, aux institutions impliquées dans le commerce international des denrées alimentaires (y compris les produits de la pêche) et aux engrais, leur reconnexion à SWIFT et l'ouverture des comptes correspondants pertinents ;

B) La suppression des restrictions imposées aux opérations de financement du commerce ;

C) L'élimination des sanctions imposées aux entreprises qui produisent et exportent des denrées alimentaires (y compris le poisson et les produits de la pêche), des engrais, ainsi que des

restrictions à l'interdiction des compagnies d'assurance de la collaboration avec des cargaisons alimentaires (y compris le poisson et les produits de la pêche) et les engrais ;

D) La suppression des restrictions sur l'entretien des navires dans les ports et les sanctions contre les navires battant pavillon russe, s'ils sont impliqués dans le commerce de denrées alimentaires (y compris les poissons et les produits de la pêche) et les engrais ;

E) La suppression des restrictions sur les livraisons de pièces détachées à la Fédération des machines agricoles et autres produits utilisés dans la production de denrées alimentaires (y compris les produits de la pêche et les produits de la pêche) et les engrais.

3. La Russie et les États-Unis décident d'élaborer des mesures pour la mise en œuvre de l'accord entre les deux présidents d'interdire les bombardements contre les installations énergétiques de la Russie et de l'Ukraine pendant 30 jours à compter du 18 mars 2025, avec la possibilité de prolonger l'accord ou de s'en retirer en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties.

4. La Russie et les États-Unis se félicitent des bons offices des pays tiers en vue de soutenir la mise en œuvre des accords sur l'énergie et le commerce maritime.

5. La Russie et les États-Unis continueront à œuvrer à la réalisation d'une paix durable. »

AFRIQUE

3161 Le dossier de la plainte de l'Afrique du Sud contre Israël

L'Afrique du Sud a déposé au Conseil de sécurité des Nations unies son [dossier complet](#) (227 pages), au 4 février, de preuves contre l'État d'Israël à Gaza (Référence : S/2025/130). Ces documents, déposés devant la Cour internationale de Justice (CIJ) n'existent qu'en anglais.

ASIE

3162 Le Pentagone et les FDI se préparent à attaquer l'Iran

Le 9 mars, les armées de l'Air états-unienne et israélienne ont mené une manœuvre commune avec des F-15I et F-35I israéliens et un bombardier B52 états-unien. Il s'agissait de rendre possible un bombardement conjoint de l'Iran.

3163 Pour David Roet, Israël doit tuer tous les Gazaouis, nourrissons compris

L'ambassadeur israélien à Vienne, David Roet, a donné une conférence en petit comité, le 18 mars, à Innsbruck. Un extrait, filmé à son insu, est [disponible ici](#).

Il y déclare qu'aucun Gazaoui n'est pas impliqué dans la guerre et qu'Israël doit intentionnellement les tuer tous, y compris les nourrissons.

3164 Désormais, la justice israélienne ne sera plus indépendante, mais politique

La Knesset a adopté un projet de loi, le 27 mars, pour modifier la composition de la Commission des nominations judiciaires et placer le panel sous le contrôle des hommes politiques. Les pouvoirs de la Cour suprême seront réduits, tandis que le rôle de l'ordre des avocats israéliens sera supprimé. Cette loi devrait entrer en vigueur après les prochaines élections générales.

3165 Benyamin Netanyahou reconnaît avoir été informé de fonds transférés à l'aile militaire du Hamas

- La cour de première instance de Rishon Lezion s'est opposée, le 24 mars, à la demande de *Haaretz* et de Channel 13 News de lever la censure militaire ou de la réduire sur le financement de l'aile militaire du Hamas.
- Le bureau du Premier ministre a reconnu, le 25 mars, qu'il avait été informé par le passé par

les services de sécurité israéliens qu'à partir de mars 2022, le Hamas avait détourné 4 millions de dollars par mois de financement vers son aile militaire. Cependant, il n'a jamais reçu de document de Renseignement attestant que les fonds transférés à Gaza par le Qatar étaient destinés au terrorisme.

- Benny Gantz, président du Parti de l'unité nationale, a déclaré : « Au lieu de prendre ses responsabilités, de s'excuser et de mettre en place une commission d'enquête de l'État, le Premier ministre jette de la boue sur le Shin Bet. »

3166 Ouverture d'une enquête sur le soutien de parlementaires au centre de torture de Sde Teiman

Le procureur général et le procureur de l'État ont approuvé une enquête de police sur trois membres de la Knesset qui se sont immiscés dans une base des FDI l'année dernière. Il s'agit des députés Tzvi Succot et Nissim Vaturi, ainsi que du ministre du Patrimoine, Avichay Eliyahu. Ils avaient fait irruption, le 29 juillet 2024, au centre de détention militaire de Sde Teiman après que la police militaire a arrêté 11 soldats soupçonnés d'avoir gravement maltraité un prisonnier palestinien.

On sait aujourd'hui que Sde Teiman n'était pas un centre de détention, mais de torture (cf. VAI 1006, 1085, 1358 & 1661).

3167 Le gouvernement israélien pousse les Gazaouis à renvoyer le Hamas

- Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, a déclaré, le 19 mars, à la Knesset : « Les combats à Gaza se poursuivent. Plus le Hamas persiste dans son refus de libérer nos otages, plus la pression contre eux sera puissante. Et je le dis au Hamas – cela inclut la saisie d'un territoire, et d'autres choses que je ne détaillerai pas ici. »
- Le cabinet de sécurité israélien a approuvé, le 23 mars, la création d'un « Bureau de l'émigration volontaire pour les résidents de

Gaza intéressés par le déménagement dans des pays tiers ». La semaine dernière Israël avait pris des contacts au Soudan, en Somalie et au Somaliland (cf. VAI 3132). À l'issue de la réunion, Bezalel Smotrich, ministre des Finances, a déclaré : « Nous continuons, avec l'aide de Dieu, à mener une révolution de normalisation et de régulation des colonies. C'est un autre pas important vers la souveraineté *de facto* en Judée et en Samarie. »

- Le [ministère saoudien des Affaires étrangères](#) a immédiatement condamné la « création d'une agence qui vise à déplacer les Palestiniens de la bande de Gaza, ainsi que l'approbation de la séparation de 13 quartiers illégaux de peuplement en Cisjordanie en vue de les légitimer comme colonies de peuplement ».

- Israël Katz, ministre de la Défense, a déclaré, le 25 mars, dans un message enregistré à la population de Gaza : « Les FDI opéreront bientôt avec force dans d'autres zones de la bande de Gaza, et vous devrez évacuer et perdre de plus en plus de territoire. » Il a ajouté : « Les plans sont prêts et approuvés. » Selon lui, la seule façon pour les habitants de Gaza d'arrêter la guerre est de « demander le retrait du Hamas de Gaza et la libération immédiate de tous les otages israéliens ». Il a souligné que s'ils ne le font pas, le Hamas les fera perdre leur maison, « avec des quantités croissantes de territoires ajoutés au déploiement défensif israélien ».

- Selon le *Financial Times*, les troupes nécessaires à une occupation de Gaza sont évaluées par l'état-major des FDI à 4 divisions, soit environ 40 000 soldats.

3168 Des Gazaouis manifestent contre la guerre et le Hamas

Des centaines de Gazaouis ont manifesté, le 25 mars, contre la guerre et contre le Hamas à Beit Lahia, aux cris de « Hamas, sors de là ! » et « Le peuple de Gaza ne veut pas de la guerre ! ». Certains manifestants ont attaqué des journalistes, dont ceux d'Al Jazeera, affirmant qu'ils ne couvrent pas leurs protestations.

Un chef tribal (mouktar) a déclaré : « Le Hamas nous a détruits, il nous a apporté la mort. »

Le nord de la Bande de Gaza a été l'une des zones les plus dévastées. La plupart des bâtiments densément peuplés ont été réduits et ne sont plus que des ruines. Une grande partie de la population s'est déplacée à plusieurs reprises pour échapper au conflit.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3169 Les colons israéliens expulsent 40 000 Palestiniens de la vallée du Jourdain

Selon *972 Magazine*, 40 000 Palestiniens auraient fui la vallée du Jourdain après que l'armée israélienne a lancé l'opération « mur de fer » en janvier et que les colons israéliens ont conduit des opérations de vol de bétail et empêchent les bergers de faire accéder leurs troupeaux à des points d'eau, n'hésitant pas à les passer à tabac.

La plupart des déplacés se sont réfugiés dans des camps en Cisjordanie.

3170 La question des armes du Hezbollah n'est toujours pas close

- Nawaf Salam, Premier ministre libanais, a déclaré à la chaîne saoudienne al-Arabiya : « La page est tournée en ce qui concerne les armes du Hezbollah après la déclaration ministérielle. L'expression "peuple, armée, résistance" fait désormais partie du passé. »

- Hussein Hajj Hassan, député du Hezbollah et ancien ministre, a affirmé, le 21 mars, à LBCI que « la question de la remise des armes du Hezbollah à l'État n'est toujours pas tranchée par le parti » et que ce débat doit avoir lieu « dans le cadre de la stratégie de défense et d'un débat national ». Il a souligné que le Hezbollah « coopère avec l'armée libanaise au sud et au nord du Litani » et que « la décision de guerre

ou de paix [...] est entre les mains d'Israël », et non du Hezbollah comme on le lui reproche.

3171 Les États-Unis ciblent des dirigeants civils au Yémen

Le CENTCOM continue les bombardements du Yémen qu'il a commencés le 15 mars. Ces actions n'ont plus rien à voir avec celles entreprises par l'administration Biden. Le Pentagone ne cherche plus à détruire les sites de lancements de missiles d'Ansar Allah, mais à éliminer les dirigeants de ce groupe. Par conséquent, il ne bombarde plus de cibles militaires, mais des objectifs dans des zones civiles.

En riposte, Ansar Allah a multiplié des actions contre le groupe aéronaval du porte-avion *USS Harry Truman* en mer Rouge et contre l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv.

3172 Très important mouvement de contestation en Türkiye

Le Parti républicain du peuple (CHP) a appelé à manifester contre l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul et principal concurrent du président Recep Tayyip Erdoğan. De gigantesques manifestations se sont déployées dans 52 provinces sur 90. C'est le plus important mouvement de contestation de la Türkiye moderne.

3173 Le Pentagone se prépare à attaquer l'Iran

Selon le journaliste [Ken Klippenstein](#), le Pentagone a révisé ses plans contre l'Iran de manière beaucoup plus agressive. Ils prévoient une escalade à quatre niveaux et une participation aussi bien d'Israël que des pays arabes.

3174 La Chine s'engage à préserver le libre-échange

Le Forum de développement économique de la Chine a réuni 86 transnationales, 21 États, 14

organisations intergouvernementales et les autorités chinoises, les 23 et 24 mars, à Beijing.

Ce gigantesque forum, sans équivalent dans le monde, a été ouvert par Li Qiang, Premier ministre. Il s'est engagé, au nom de son pays, à préserver le libre-échange et à contribuer au bon fonctionnement et à la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales.

3175 Le général He Weidong démis de ses fonctions ?

Le général He Weidong, l'un des deux vice-présidents de la Commission militaire centrale, l'organisation de contrôle militaire du Parti communiste chinois, a disparu depuis le 15 mars.

La plupart des observateurs pensent qu'il est la dernière victime d'une purge, après l'amiral Miao Hua, en novembre 2024, et le général Li Shangfu, en 2023. Tous admettent cependant qu'il pourrait bien être, lui aussi, coupable de corruption ; un problème systémique de l'Armée de libération populaire.

3176 La « secte Moon » perd ses privilèges fiscaux au Japon

Un tribunal de Tokyo a révoqué le statut juridique de la « Fédération des familles pour la paix et l'unification mondiales » (FFWPU), connue sous le nom « d'Église de l'Unification » ou de « secte Moon ».

Cette décision prive la secte de ses privilèges fiscaux, mais ne porte pas atteinte à ses droits en tant que mouvement religieux.

L'Église de l'Unification a été fondée, en Corée du Sud, en 1954 par le révérend Sun Myung Moon afin de lutter contre le communisme athée. La secte s'est rapidement transformée sous l'influence de la CIA et des impérialistes nippons, jusqu'à devenir une force combattante de la Guerre froide.

Travaillant en secret, la secte est redevenue visible lors de l'assassinat du Premier ministre

Shinzō Abe, en 2020, par une personne lui reprochant ses liens occultes avec la secte. Peu après, on apprenait que la secte avait corrompu des parlementaires du parti d'Abe, à hauteur d'un demi-milliard de dollars états-uniens, dans les cinq années précédentes. À ce jour, seules deux personnes ont été incarcérées et l'on ignore toujours ce que la secte attendait en retour.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3177 Le Conseil de sécurité constate son impuissance face à la colonisation illégale des territoires palestiniens par Israël

Le Conseil de sécurité des Nations unies a examiné, le 21 mars, les conditions d'application de la résolution 2334 du 23 décembre 2016 sur la colonisation israélienne. Ce texte « exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard ».

Sigrid Kaag, Coordinatrice spéciale pour le processus de paix au Moyen-Orient par intérim, a cité le rapport de la Banque mondiale, de l'Union européenne (UE) et de l'ONU qui évalue à 5,3 milliards de dollars le coût de reconstruction et des besoins de Gaza et de la Cisjordanie occupée au cours de la prochaine décennie. Elle a pris note de l'entrée en vigueur des deux lois israéliennes visant à empêcher l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) d'opérer sur le territoire d'Israël et du transfert des 540 millions de dollars sur les 1,2 milliard de dollars de revenus palestiniens retenus depuis octobre 2023 pour payer des dettes de l'autorité palestinienne au fournisseur d'électricité israélien.

« La résolution 2334 (2016) nous détourne des véritables menaces à la paix et à la sécurité », ont affirmé les États-Unis.

« Israël croit avoir trouvé la solution à la question palestinienne, les Palestiniens devront choisir : mourir sur leur terre ou vivre ailleurs », a ironisé l'Observateur permanent de l'État de Palestine. Il a révélé que des États sont prêts à prendre, individuellement et collectivement, dans les prochains jours, des mesures pour soutenir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, rejeter l'acquisition illégale de territoires par la force et préserver les perspectives de paix, de sécurité et de prospérité communes à la région, qui détermineront la suite des événements.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°127 - 4 avril 2025

ÉDITORIAL

3178 Le délitement de la démocratie occidentale commence en France

En 2005, les Français et les Néerlandais rejetaient, lors de référendums, le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Mais en 2007, les assemblées parlementaires française et néerlandaise adoptaient le même texte, à peine amendé, sous le nom de Traité de Lisbonne. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les classes dirigeantes française et néerlandaise manifestaient leur souverain mépris de leurs peuples.

Dix-neuf ans plus tard, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, mais les pratiques se sont durcies, notamment lors de l'épidémie de Covid-19, en 2020. Les classes dirigeantes ont alors élaboré un discours, sans rapport avec la réalité, présentant cette maladie comme dévastatrice, au même titre que la grande peste, imposant une médication unique avec ARN messenger en la présentant mensongèrement comme un vaccin et enfin décrétant, avec l'appui politique du corps médical, le confinement obligatoire des personnes saines.

En 2022, tous les États membres de l'Union européenne, dont bien sûr la France, interdisent la chaîne de télévision Russia Today, à la fois sur les ondes et via Internet, trois jours après le début de l'opération militaire russe contre les « nationalistes intégraux » ukrainiens ; une décision qui viole la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Puis, il y aura, en France, l'interdiction de la chaîne C8, coupable de ne pas dire la même chose que les autres.

En 2024, l'Union européenne faisait annuler le premier tour de l'élection présidentielle roumaine car un candidat défavorable à l'Ukraine et à l'UE, Călin Georgescu, était arrivé en tête du premier tour. La Commission de Venise, c'est-à-dire l'organe du Conseil de l'Europe chargé de présider les conditions de la démocratie, décrivait cette annulation comme anti-démocratique.

Aujourd'hui, trois juges français ont décidé d'interdire à la favorite de l'élection présidentielle de s'y présenter. Certes, leur syndicat de magistrats les avait appelés à « faire barrage à l'extrême-droite ». Certes le Conseil constitutionnel avait validé le principe d'une interdiction provisoire des droits civiques en première instance, à nouveau au mépris de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Certes les faits pour lesquels elle était jugée étaient identiquement commis par tous les partis politiques de l'époque, sans exception. Il n'en reste pas moins, que, tout en prétendant rendre la Justice « au nom du peuple français », ces magistrats ont manifesté leur souverain mépris pour le vote de leur peuple (...)

(...) Sentant le nœud se serrer autour de leurs cous, les dirigeants français protestent contre le danger qui les menace tous, mais ne font rien.

À l'étranger, le Kremlin, dénonce une « violation des normes démocratiques », Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, poste sur son réseau social : « Je suis Marine ! ». Matteo Salvini, vice-premier ministre italien, poste : « Ne nous laissons pas intimider, ne nous arrêtons pas : en avant toute, mon amie ! ». Elon Musk, responsable du département de l'Efficacité économique (DOGE), déplore un « abus du système judiciaire ». Donald Trump déclare que c'est « une affaire très importante. Cela fait penser à notre pays, cela ressemble beaucoup à notre pays. »

AMÉRIQUES

3179 Donald Trump menace le Canada et l'UE en cas d'accord commercial entre eux contre les USA

Le président Donald Trump a publié, le 27 mars, un [post](#) sur son réseau Truth Social : « Si l'Union européenne travaille avec le Canada pour nuire à l'économie des États-Unis, des droits de douane à grande échelle, bien plus importants que ceux prévus actuellement, seront placés sur eux deux afin de protéger le meilleur ami que chacun de ces deux pays n'ait jamais eu. »

3180 JD Vance au Groenland

Intervenant sur la base militaire états-unienne de Pituffik (Groenland), le vice-président JD Vance a souligné que le Danemark protège insuffisamment cette ancienne colonie face aux ambitions russe et chinoise. Il a prédit une rapide indépendance de l'île, puis des négociations pour son rattachement aux États-Unis.

☞ Les États-Unis ont toujours eu des visées sur le Groenland, qui, d'un point de vue géologique, n'est pas rattaché au plateau continental européen, mais à celui des Amériques. Le président Donald Trump a fait de cet objectif

un des mantras de ses deux administrations successives. Le vice-président JD Vance veille à clarifier certaines erreurs d'interprétation. M. Trump n'a jamais menacé de s'emparer de l'île par la force, mais a déclaré que, par principe, il n'excluait pas l'emploi de la force dans tous ses dossiers, y compris celui-là.

Mette Frederiksen, Première ministre danoise, s'est réjouie que M. Vance ait « clairement indiqué que les États-Unis respectaient la souveraineté du Groenland et le droit des Groenlandais à l'autodétermination ».

3181 Donald Trump débute la Première guerre commerciale mondiale

Le président Donald Trump a ouvert une guerre commerciale généralisée en instituant, le 1^{er} avril, « Jour de la libération », des droits de douane minima de 10 %, et beaucoup plus à titre de réciprocité, en cas de droits importants pratiqués à l'étranger, selon le principe « Vous nous faites du mal et nous vous faisons du mal. »

3182 Washington envisage une guerre commerciale ciblée contre la Russie si elle ne convient pas de la paix en Ukraine

• 50 sénateurs *cosponsors*, répartis à parts égales entre républicains et démocrates, conduits par Lindsey Graham (républicain de Caroline du Sud) et Richard Blumenthal (démocrate du Connecticut) ont déposé un projet de loi visant à imposer des sanctions contre la Russie si le Kremlin refuse de négocier un accord de paix pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

• Le président Donald Trump envisage d'attaquer le fondement de l'économie russe : le pétrole. « Quiconque achète du pétrole russe ne pourra pas vendre son produit, aucun produit, pas seulement du pétrole, aux États-Unis », a-t-il déclaré le 2 avril.

La Maison-Blanche pourrait poser des droits de douane prohibitifs, de 500 %, sur toutes les marchandises des pays achetant du pétrole, du gaz et de l'uranium russes.

3183 Donald Trump expulse les soutiens du Hamas comme Jimmy Carter expulsait les soutiens de Khomeiny

Alors que le président Donald Trump ordonne l'expulsion de certains immigrants, qu'ils soient légaux ou illégaux, sur le critère de leur engagement politique, certains établissent le parallèle avec les expulsions décidées par le président démocrate Jimmy Carter. Ce dernier avait ordonné l'expulsion des ressortissants iraniens favorables à l'ayatollah Khomeiny comme le jacksonien Donald Trump l'ordonne des étrangers favorables au Hamas.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3184 Le Pentagone modifie sa stratégie

Selon le *Washington Post*, Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, a diffusé à l'ensemble du département de la Défense à la mi-mars une note d'orientation stratégique, très largement inspirée d'un [document](#) de la Heritage Foundation. Elle présente la vision du président Trump pour préparer et gagner une guerre potentielle contre la Chine et pour défendre les États-Unis contre les menaces dans les zones « proches de l'étranger », y compris le Groenland et le canal de Panama.

3185 Le Pentagone se prépare à une possible guerre contre l'Iran

- Selon *Haaretz*, le Pentagone a entrepris son déploiement offensif le plus important au Moyen-Orient depuis l'opération Déluge d'Al-Aqsa (7 octobre 2023).

Au moins 140 avions de transport lourds provenant de bases militaires US clés ont atterri au Qatar, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Koweït et en Jordanie, transportant du matériel.

Cette accumulation représente une augmentation d'environ 50 % par rapport au précédent pic mensuel des vols militaires US vers la région et comprend l'arrivée d'avions de chasse, tels que des avions d'attaque au sol A-10 déployés en Jordanie et des F-35 furtifs envoyés en Arabie saoudite, accompagnés d'avions de transports et de ravitaillement identifiés par des plates-formes de suivi de vol.

L'imagerie satellite révèle également le déploiement d'au moins six bombardiers furtifs B-2, environ un tiers de la flotte de l'US Air Force, sur la base de Diego Garcia, un site précédemment utilisé pour des missions de bombardement en Afghanistan et en Iraq, à une distance équivalente de l'Iran et du Yémen.

- Sean Parnell, porte-parole du Pentagone, a déclaré : « Si l'Iran ou ses alliés menacent le personnel et les intérêts américains dans la région, les États-Unis prendront des mesures décisives pour défendre notre peuple. »

3186 La Maison-Blanche saisit la Cour suprême à propos des expulsions de gangsters étrangers

Sarah Harris, sollicitante générale par intérim (c'est-à-dire avocate de la présidence des États-Unis devant la Cour suprême), a requis de suspendre l'ordonnance de restriction temporaire d'un tribunal inférieur et de donner au président Donald Trump la possibilité d'agir comme il l'entend dans l'affaire des expulsions de gangsters étrangers, faute de quoi, les dangereux membres du Tren de Aragua, un gang vénézuélien infiltré aux États-Unis ces dernières années, resteront ici, menaçant la sécurité publique. Et les pouvoirs de M. Trump en matière de politique étrangère et de sécurité nationale seront bafoués par les juges qui émettront des ordonnances de protection temporaires.

Donald Trump, qui a déclaré le gang Tren de Aragua « organisation terroriste étrangère », s'appuie sur l'*Alien Enemies Act*, une loi de 1798, pour faire valoir que ces expulsions sont de la

compétence présidentielle et non pas de la justice (cf. VAI 3089 & 3144).

3187 Donald Trump devra désigner une centaine d'administrateurs démocrates à la tête des agences fédérales

Dans le cadre de sa réorganisation de l'Exécutif fédéral, le président Donald Trump a décidé de révoquer de nombreux administrateurs de différentes agences. Certains d'entre eux ont multiplié les procédures judiciaires pour être réintégrés.

Un nouveau problème se pose dans les 23 agences dont, statutairement, des membres doivent être nommés par des élus d'opposition. C'est notamment le cas de la Commission électorale fédérale et de la Commission d'assistance électorale. Le président Trump devra, dans ces cas précis, désigner des administrateurs démocrates.

EUROPE

3188 Ember Energy dénonce l'importation de gaz russe par l'UE

Selon l'ONG britannique Ember-Energy qui milite pour la transition énergétique, alors que l'UE vise l'élimination des importations de gaz russe d'ici 2027, ces importations ont augmenté de 18 % en 2024.

Par ailleurs, l'ONG fait remarquer que le prix du gaz a augmenté de 59 % en 2024, passant de 30 à 48 euros/MWh, entraînant une hausse du prix de l'électricité en Europe qui lui est indexé.

3189 Les étranges vols de la Royal Air Force au-dessus de Gaza

La Royal Air Force britannique a effectué plus de 500 vols de reconnaissance au-dessus de la bande de Gaza durant le massacre de la population civile (215 vols sous le mandat du travailliste Keir Starmer et 303 sous celui du conservateur Rishi Sunak). Officiellement ces missions n'avaient d'autre but que d'aider à la libération des otages britanniques.

Officieusement, les informations recueillies ont été transmises aux FDI afin de combattre la Résistance palestinienne.

Jeremy Corbyn, ancien leader du Parti travailliste et aujourd'hui député indépendant, a appelé à une enquête sur la collaboration militaire du Royaume-Uni avec l'État hébreu, avertissant que « le Parlement a été maintenu dans l'obscurité ».

3190 Selon le *Daily Express*, l'administration Trump pourrait « supprimer » l'Iran d'ici septembre

Un haut fonctionnaire états-unien, proche de Donald Trump, a [déclaré](#) au *Daily Express* : « S'il (l'Iran) ne répond pas aux conditions généreuses du président Trump en échange d'un audit complet de ses capacités nucléaires et de leur démantèlement, l'Iran disparaîtra d'ici septembre. C'est aussi simple que ça. »

3191 La Coalition des volontaires souhaite le maintien des « sanctions » contre la Russie

À l'issue de la réunion de la Coalition des volontaires alliés de l'Ukraine, à Paris, le 27 mars, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré : « Nous avons acté de manière unanime le fait que le temps n'était pas à la levée des sanctions, quelles qu'elles soient. Il ne saurait y avoir une politique de levée des sanctions avant que la paix soit clairement établie. »

Il a annoncé qu'une mission franco-britannique se rendrait « dans les prochains jours en Ukraine », dans la perspective des garanties de sécurité. Si la proposition de déployer des contingents européens en Ukraine « ne fait pas l'unanimité », il y aura « une force de réassurance de plusieurs pays européens » en cas de paix.

29 États étaient présents, mais ni la Hongrie ni les États-Unis.

3192 Edmond de Rothschild inquiet d'un éventuel « accord de Mar-a-Lago »

Le 26 mars, le Lowy Institute australien, financé par Rothschild & Co, a publié une [note](#) mettant en garde contre certaines contradictions de Stephen Miran, le nouveau président du Conseil économique de la Maison-Blanche et concepteur de l'Accord de Mar-a-Lago.

Simultanément, la [banque Edmond de Rothschild](#) a décidé : « de sous-pondérer le dollar, non pas que nous ayons une vue négative sur cette devise mais pour se prémunir contre le risque d'une montée en puissance de ce projet. »

Erratum

Dans l'article « Donald Trump gère-t-il le possible effondrement de "l'empire américain" ? » (*Réseau Voltaire*, 11 mars 2025), nous avons fait référence à une réunion qui se serait tenue à Mar-a-Lago les 21 et 22 janvier 2025. Ceci est une erreur. Cette réunion n'a jamais eu lieu et la citation au conditionnel n'a jamais été tenue. Thierry Meyssan vous prie de l'excuser. Cette erreur n'altère pas ses informations sur l'existence d'un « Accord de Mar-a-Lago ».

3193 Jean-Noël Barrot à Beijing

Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, s'est rendu à Beijing rencontrer son homologue, Wang Yi. Il s'est efforcé de résoudre, tout au moins partiellement, le conflit naissant autour des droits de douane européens sur les véhicules électriques chinois et leur réplique, les droits de douane chinois sur les alcools européens.

Une fois cela fait, Jean-Noël Barrot a cherché à convaincre ses interlocuteurs d'intervenir auprès de leurs amis russes pour qu'ils se montrent plus ouverts à la « paix » en Ukraine. Le ministre a tenté de jouer sur la politique chinoise de défiance face à l'administration Trump et d'encouragement au découplage de l'Alliance atlantique.

👉 Les Européens n'écoutent toujours pas leurs interlocuteurs chinois : ceux-ci ne cessent de répéter que leur défiance vis-à-vis de Donald Trump ne s'applique qu'à sa mise en cause du libre-échange. Ils ont déjà fait connaître leur position sur l'Ukraine et mis en évidence que les Européens menacent la sécurité de la Russie en violant les principes de la Déclaration d'Istanbul (OSCE, 1999), c'est-à-dire en étendant l'OTAN à l'Est. Enfin Beijing n'attache qu'une importance relative à l'OTAN et se préoccupe beaucoup plus des Quads qui interviennent directement dans sa zone d'influence. À cet égard, il négocie déjà avec un courant du *Foreign Office* britannique opposé à la stratégie militaire conjointe franco-britannique.

3194 Emmanuel Macron et le Levant

Emmanuel Macron, président français, a posté un message sur X, le 30 mars : « Je viens de parler avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. La libération de tous les otages et la sécurité d'Israël sont une priorité pour la France. J'ai demandé au Premier ministre israélien de mettre fin aux bombardements de Gaza et de revenir au cessez-le-feu, que le Hamas doit accepter. J'ai souligné que l'aide humanitaire devait reprendre immédiatement. Nous continuerons de travailler sur le plan de reconstruction arabe et le retour essentiel à un horizon politique fondé sur la solution à deux États, qui est la seule voie vers la paix et la sécurité pour les deux peuples. Tout déplacement forcé ou annexion irait à l'encontre de cet objectif.

J'ai également demandé à ce pays de respecter strictement le cessez-le-feu auquel il s'était engagé au Liban. Cette exigence s'applique à toutes les parties afin d'assurer la sécurité des populations civiles des deux côtés de la Ligne bleue. En ce qui concerne le Liban, après mes entretiens avec le Président libanais vendredi et cette conversation avec le Premier ministre israélien, nous avons décidé de travailler ensemble. Le mécanisme de surveillance doit être renforcé pour rétablir pleinement la souveraineté du Liban. Il s'agit notamment d'un retrait complet d'Israël du territoire libanais et

d'un soutien afin de rétablir le monopole de l'État sur les armes.

Enfin, à la suite de mon appel téléphonique de vendredi avec le président syrien Al-Charaa, nous avons discuté avec le Premier ministre israélien de la stabilisation de la Syrie et du rétablissement de sa pleine souveraineté.

Nous continuerons d'assurer une coordination étroite avec les autorités israéliennes sur toutes ces questions prioritaires. Le Moyen-Orient a besoin de stabilité. Seule une paix juste et durable peut garantir un avenir pour tous. »

3195 Selon Jean-Noël Barrot, une guerre contre l'Iran pourrait devenir inévitable

- Lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 1^{er} avril, Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré : « Nous ne disposons que de quelques mois avant l'expiration de cet accord [le JCPOA, dont les États-Unis se sont retirés]. En cas d'échec, une confrontation militaire semble presque inévitable. » Il a ajouté que les nouvelles « sanctions » de l'UE à l'encontre de l'Iran liées à la détention de citoyens étrangers seraient approuvées dans les semaines à venir.

- La France a tenu, à l'Élysée, un conseil spécial de Défense concernant une éventuelle guerre contre l'Iran.

3196 Les Français au bord de la crise de nerfs

Un [sondage](#) de l'IFOP pour *Le Figaro* fait apparaître que 86 % des Français estiment probable, voire certaine, une explosion sociale.

- 39 % se préparent à une prise du Palais de l'Élysée ou de l'Assemblée nationale ;
- 42 % se préparent à une guerre civile ;
- 77 % se préparent à un mouvement de style Gilets jaunes ;
- 82 % se préparent à des émeutes ;
- 87 % se préparent à un mouvement des agriculteurs.

Les Français craignent désormais beaucoup plus les fractures religieuses (56%) ou le multiculturalisme (51 %) que les fractures sociales (41 %).

3197 L'Allemagne confisque un pétrolier russe

Les autorités allemandes ont arraisonné, puis confisqué le 1^{er} avril, le pétrolier *Eventin* qui ferait partie de la « flotte fantôme » de la Russie. Il transportait environ 100 000 tonnes de pétrole brut.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les institutions intergouvernementales résisteront-elles à la fin de "l'Empire américain" ?](#) », par Thierry Meyssan

Le bouleversement auquel nous assistons avec le Trumpisme touche à la fois les États-Unis, les relations nationales et la vie politique intérieure de leurs alliés. Il peut sembler étrange que des dirigeants européens critiquent le président des États-Unis pour sa politique dans son pays, en violation du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger. Cependant, s'ils ne souffrent pas de ses réformes chez lui, ils endurent les conséquences inavouables qu'elles provoquent chez eux. Celles-ci ne font que commencer.

3198 Friedrich Merz veut punir la Hongrie

Friedrich Merz, probable futur chancelier allemand, souhaite punir la Hongrie pour son soutien à l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, voire l'exclure de l'UE.

- En 2018, le Parlement européen avait autorisé la Commission à lancer une procédure pour « violations graves » des valeurs fondamentales et des droits fondamentaux européens.
- En 2022, la Commission européenne avait bloqué environ 22 milliards d'euros destinés à la Hongrie.

- En 2024, la Commission avait débloqué 10 milliards d'euros en échange de l'autorisation hongroise d'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine. Restent 12 milliards toujours bloqués.

Dans un premier temps, Friedrich Merz souhaite « préconiser une augmentation du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE, en particulier sur certaines questions de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), telles que l'imposition de sanctions ».

3199 - 22 pays d'Europe dénoncent l'interdiction de la *gay pride* en Hongrie

Les ambassadeurs de 22 pays de l'Europe au sens large ont signé une déclaration commune, le 27 mars, à propos de la loi adoptée par la Hongrie le 18 mars interdisant la *gay pride* (marche des fiertés). Les 22 pays signataires se disent « profondément inquiets » de cette loi, qui implique « des restrictions au droit de réunion pacifique et à la liberté d'expression ».

3200 La Hongrie amorce son retrait de la CPI

La Hongrie a annoncé enclencher la procédure de retrait de la Cour pénale internationale (CPI) à l'occasion de la visite de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien sous mandat d'arrêt de la Cour.

À ce jour, seuls le Burundi et les Philippines ont quitté la CPI.

3201 La Commission européenne s'inquiète de la régression des droits des personnes LGBTQI

La Commission européenne a lancé, le 1^{er} avril, une consultation publique destinée à poser les jalons de la nouvelle stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTQI après 2025 (Réf. Ares(2025)2603005). Cette consultation s'adresse aux citoyens et aux syndicats, aux entreprises et au monde universitaire, pour élaborer un plan qui « promouvra et garantira l'égalité des droits pour tous dans l'UE ».

3032 Teodora Georgieva suspendue à titre provisoire

La Bulgare Teodora Georgieva, procureure générale de l'Union européenne, a été suspendue, à titre provisoire, le temps d'une enquête sur des soupçons de corruption dans l'affaire du projet de stockage de gaz de Chiren (Bulgarie). Elle avait tenté d'inculper un ancien ministre de l'Énergie.

Elle affirme avoir été menacée par le député Delyan Peevski (Mouvement des droits et des libertés) qui, en ce qui le concerne, fait l'objet de mesures coercitives unilatérales de l'administration Biden.

« Ils me menacent et réussissent. Je me sens menacée par Peevski. Il y a d'abord eu l'incendie dans la maison de la famille, dans lequel ma mère est morte », a déclaré Georgieva à la chaîne de télévision bulgare bTV.

3203 Aleksandar Vučić à Bruxelles

Le président serbe, Aleksandar Vučić, s'est rendu à Bruxelles, le 25 mars, dans le cadre des négociations d'adhésion de son pays à l'UE. Il a dîné avec Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et avec António Costa, président du Conseil européen.

Les hauts fonctionnaires européens ont fait remarquer sur X : « Des progrès sont nécessaires en matière de liberté des médias, de lutte contre la corruption et de réforme électorale. » Le président leur a répondu que son pays est « absolument engagé dans cette voie stratégique [vers l'UE] » et « qu'une décision sera prise très prochainement sur la formation d'un nouveau gouvernement ou la tenue d'élections ».

Avec l'aide des ONG du spéculateur George Soros et des subventions de l'UE, des organisations serbes contestent le pouvoir en place. Cependant, aussi nombreux que soient les Serbes qui les rejoignent, la majorité de la population est plus attachée affectivement à Moscou qu'à Bruxelles.

3204 Attaque contre des Serbes à Sarajevo

Un groupe d'étudiants serbes en voyage à Sarajevo a été attaqué, le 28 mars, par un groupe d'hommes armés et cagoulés.

Christian Schmidt, haut représentant de l'UE dans la région, a déclaré « qu'une telle violence exigeait une réponse décisive ». Son action reste toutefois largement discréditée auprès de la population serbe.

3205 Arrestation de Eugenia Gutsul

Eugenia Gutsul, gouverneure de la Gagaouzie (région de Moldavie), a été arrêtée, le 25 mars, à l'aéroport de Chisinau par des officiers du Comité anticorruption alors qu'elle souhaitait se rendre à Istanbul. Elle a été détenue pendant 72 heures. Le bureau du procureur général a indiqué que sa détention était liée à l'interdiction qui lui a été faite de quitter la Moldavie.

3206 L'UE contre les lois géorgiennes sur les agents étrangers et sur les médias

Kaja Kallas, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et Marta Kos, commissaire européenne à l'Élargissement, ont dénoncé, le 2 avril, l'adoption plus tôt dans la journée par le Parlement géorgien, « sans consultation publique appropriée », de nouvelles législations, « notamment la loi sur l'enregistrement des agents étrangers et la loi sur la radiodiffusion ».

« De telles actions sont fondamentalement incompatibles avec les valeurs de l'UE que sont la démocratie, l'État de droit et le pluralisme des médias, et sont loin de ce que nous attendons d'un pays candidat », ont-elles prévenu.

3207 Washington imagine un obstacle pour empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'UE

Une [nouvelle version](#) d'un accord sur l'exploitation des terres rares est discutée entre

l'Ukraine et les États-Unis. Washington exige de pouvoir les exploiter sans réinvestir dans le pays avec une prééminence sur ses « concurrents stratégiques ».

Outre que Kiev, contrairement à ce qu'affirme sa propagande, ne dispose pas de grandes quantités de ces matériaux, cet accord viserait en réalité à empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'UE en la privant de la possibilité de se conformer aux règles concurrentielles de l'Union.

3208 Trucage annoncé de l'élection présidentielle ukrainienne

La prochaine élection présidentielle ukrainienne devrait être facilement truquée : Kiev ne reconnaît avoir que 46 000 soldats morts au combat, mais la vérité est probablement dix fois supérieure. Les 414 000 soldats morts et non déclarés n'ont pas été rayés des listes électorales et pourraient donc voter.

3209 Volodymyr Zelensky publie ses revenus officiels

Selon la présidence ukrainienne, les [revenus annuels](#) du président non élu ukrainien Volodymyr Zelensky et de sa famille se sont élevés, en 2024, à 15 286 193 hryvnias (UAH) soit un peu plus de 300 000 euros.

☞ Ce chiffre est diffusé en prévision de la campagne électorale présidentielle à venir. Il ne prend pas en compte les sociétés offshore révélées, en 2021, par les Pandora Papers. À titre d'exemple, la société Film Heritage Inc., propriété de la première dame, Olena Zelenska, a acheté le Vuni Palace Hotel & Casino de Kyrenia (République turque de Chypre-Nord). Ce casino a servi au blanchiment de grandes quantités d'argent détournées en Ukraine.

3210 Selon le *New York Times*, les Britanniques ont imposé des ordres US aux armées ukrainiennes

Selon une [enquête](#) du *New York Times*, dès le début de la guerre, un centre de fusion du

renseignement a été secrètement créé dans une vaste base militaire US en Allemagne. Il donnait non seulement les informations nécessaires à l'armée ukrainienne, mais également des ordres d'attaque. Le quotidien états-unien assure que les Britanniques ont eu une telle influence à Kiev qu'ils pouvaient imposer les ordres que l'armée ukrainienne refusait.

3211 Le Conseil de l'Europe dénonce l'incarcération du candidat de l'opposition turc

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a adopté, le 27 mars, une [Déclaration](#) appelant la Turquie à libérer le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, ainsi que les 106 autres personnes arrêtées en même temps que lui ou plus tôt dans l'année.

ASIE

3212 Le coup d'État judiciaire

Le 23 mars, le cabinet Netanyahu a approuvé une motion de défiance à l'égard de la procureure générale, Gali Baharav-Miara. Au même moment, la Commission des finances de la Knesset approuvait le budget 2025 de l'Éducation avec des avantages fiscaux aux établissements des haredim (ultra-orthodoxes).

Le 24 mars, la Knesset débattait en séance plénière du Budget qu'elle adoptait le lendemain. Le vote des avantages accordés aux haredim garantissait la pérennité du gouvernement de coalition.

Le 27 mars, la Knesset adoptait la « réforme » judiciaire. Désormais les juges sont désignés par des hommes politiques et non plus par un panel comprenant leurs pairs.

3213 Enquête sur les liens de deux conseillers de Netanyahu avec le Qatar

- Deux conseillers du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, Yonatan Urich et Eli Feldstein, ont été arrêtés lundi dans le cadre de l'enquête sur les liens entre les responsables du

bureau du Premier ministre et le Qatar, suite à la publication d'enregistrements dans lesquels l'homme d'affaires israélien Gil Birger admettait avoir transféré des fonds d'un lobbyiste pour le Qatar à Eli Feldstein. Le même Eli Feldstein avait été arrêté et condamné dans l'affaire des faux documents transmis à des journaux étrangers (cf. VAI 2369, 2463 & 2642).

- Les avocats de Feldstein ont admis que leur client avait reçu des fonds de Birger, mais ont déclaré que ces paiements couvraient « des services stratégiques et de communication fournis par Feldstein au cabinet du Premier ministre, et non au Qatar ».

- En novembre 2024, *Haaretz* a rapporté que Yonathan Urich et Israel Einhorn avaient mené une campagne de relations publiques pour améliorer l'image du Qatar avant la Coupe du monde 2022. Leur compagnie, Perception, se serait associée à une autre entreprise israélienne pour dépeindre le Qatar, principal bailleur de fonds du Hamas, comme une force de paix et de stabilité. Urich et Perception ont tous deux nié ces allégations.

- En février 2025, Channel 12 News a rapporté qu'Eli Feldstein avait fourni des services de relations publiques à une entreprise travaillant pour le gouvernement qatari tout en continuant à servir en tant que porte-parole de Benjamin Netanyahu.

- Yaïr Golan, président du parti des Démocrates, a déclaré le 31 mars que Netanyahu devait être interrogé sur la suspicion de « vendre la sécurité israélienne à des fins lucratives », puisque « l'argent qui a financé le Hamas et le massacre d'octobre a atteint ses principaux collaborateurs et peut-être lui-même ».

3214 Eli Sharvit pressenti comme directeur du Shin Bet

Benjamin Netanyahu, Premier ministre, a décidé de désigner le vice-amiral Eli Sharvit à la tête du Shin Bet (contre-espionnage).

3215 Yariv Levin exige que des juges de la Cour suprême n'assistent pas à une séance universitaire en l'honneur de David Enoch

Yariv Levin, ministre israélien de la Justice, a exigé le 31 mars que la juge de la Cour suprême, Ruth Ronnen, n'assiste pas à un événement organisé pour David Enoch, professeur de droit et de philosophie, qui accuse les Israéliens de crimes de guerre et qui a appelé les Israéliens à refuser de servir dans l'armée.

3261 Benyamin Netanyahou se dit prêt à collaborer avec Donald Trump pour la migration « volontaire » des gazaouis

Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, a posté, le 30 mars sur X : « Nous veillerons à la sécurité générale dans la bande de Gaza et nous permettrons la réalisation du plan Trump pour les migrations volontaires. C'est le plan. Nous ne nous cachons pas et sommes prêts à en discuter à tout moment. »

Erratum

Dans la brève 3163, nous avons écrit, sur la foi d'un témoin, que l'ambassadeur israélien à Vienne préconisait de tuer tous les Gazaouis, nourrissons compris. C'est probablement faux. Dans la vidéo citée, il ne parle que de tuer les jeunes de 14 à 18 ans.

3217 Israël pourrait quitter l'OMS

La coalition gouvernementale a affirmé, le 30 mars, que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) était antisémite, soutenait le Hamas et promouvait la pédophilie.

Alors que les professionnels israéliens de la Santé soutiennent l'OMS, la coalition du Premier ministre, Benyamin Netanyahou souhaite qu'Israël s'en retire.

« Pendant la guerre, l'OMS a soutenu le Hamas et empêché les soldats d'entrer dans des hôpitaux qui dissimulaient les centres de commandement du Hamas et contenaient des

otages. L'OMS veut également que l'Autorité palestinienne y aille, c'est-à-dire le terrorisme diplomatique. Nous devons être du bon côté de l'histoire », a déclaré la députée Limor Son Har-Melech.

3218 Nouveau gouvernement en Syrie

Le président syrien autoproclamé, Mohamed el-Chareh, a désigné son nouveau gouvernement, le 29 mars. Il inclut certaines personnalités liées à l'ancien régime. Parmi les nouveaux venus, la presse célèbre la nomination de Raed el-Saleh, chef des Casques blancs, ministre des Situations d'urgence et des Catastrophes.

☞ Les Casques blancs sont une association de secouristes financée par les Occidentaux. Ils ont effectivement sauvé des vies durant la guerre, tout en participant aux actions des jihadistes. Ainsi, les Casques blancs ont-ils revendiqué avoir coupé l'eau courante à Damas durant 44 jours.

3219 Les chiïtes irakiens interviendraient si Washington attaquait l'Iran

- Le député irakien, Hadi al-Ameri, commandant de l'organisation Badr, branche armée du Conseil suprême de la révolution islamique en Iraq, a déclaré, le 1^{er} avril : « Toute guerre qui pourrait éclater entre l'Iran et les États-Unis ne serait pas limitée aux deux parties au conflit, mais entraînerait toute la région dans les flammes. »

- Joe Wilson, représentant républicain de Caroline du Sud, lui a [répondu](#), le 2 avril : « Hadi Ameri, à la tête des brigades Badr, vient de menacer de guerre les États-Unis si le président Trump attaquait les capacités nucléaires de l'Iran. Qasem al-Araji, l'un des principaux chefs de file, est le conseiller à la sécurité nationale de l'Iraq. Plus de preuves que l'Iran dirige l'Iraq. »

3220 L'Arabie saoudite confirme ne pas autoriser le Pentagone à attaquer l'Iran depuis son sol

Selon une source saoudienne, l'Arabie saoudite aurait confirmé à l'Iran qu'elle n'autoriserait pas les États-Unis à procéder à des vols de reconnaissance en vue de l'attaquer, ni à l'attaquer depuis son sol, ni même à ravitailler en vol sa flotte lors d'une attaque.

👉 À l'initiative de la Chine, l'Arabie saoudite et l'Iran se sont réconciliés, le 10 mars 2023, et ont signé un accord à Beijing. Depuis lors, les deux pays respectent scrupuleusement leur engagement et s'abstiennent de toute action qui pourrait paraître hostile.

3221 Mechaal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah s'engage à ne pas laisser les États-Unis attaquer l'Iran depuis le Koweït

Cheikh Mechaal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah, émir du Koweït, échangeant les salutations de l'Aïd el-Fitr (fête musulmane de la fin du ramadan) avec son homologue iranien, le président Masoud Pezeshkian, a déclaré : « Le gouvernement et le peuple du Koweït, sur la base de notre constitution, n'accepteront en aucun cas qu'un acte d'agression soit commis à partir de notre sol contre un autre pays, et cette position ne sera jamais affectée par aucun facteur. »

Selon la presse iranienne, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar auraient également prévenu l'Iran qu'ils n'accepteraient pas que les États-Unis l'attaquent depuis leur sol.

3222 Donald Trump menace Ansar Allah

Le président Donald Trump a publié, le 31 mars, un [post](#) sur Truth Social : « Les terroristes Houthis [dénomination péjorative d'Ansar Allah] soutenus par l'Iran ont été décimés par les frappes incessantes au cours des deux dernières semaines. Beaucoup de leurs combattants et de leurs dirigeants ne sont plus parmi nous. Nous les frappons tous les jours et

toutes les nuits - plus dur et plus dur. Leurs capacités qui menacent le transport maritime et la région sont rapidement détruites. Nos attaques se poursuivront jusqu'à ce qu'elles ne constituent plus une menace pour la liberté de navigation. Le choix pour les Houthis est clair : arrêtez de tirer sur des navires états-uniens, et nous cesserons de vous tirer dessus. Sinon, nous ne faisons que commencer, et la vraie douleur est encore à venir, tant pour les Houthis que pour leurs parrains en Iran. »

3223 La tension états-uno-iranienne

- Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a confirmé, le 30 mars, que la République islamique avait fait remettre par Oman une réponse à la lettre des États-Unis. Il a souligné que ces correspondances devaient rester confidentielles.

- Ahmad Bakhshayesh Ardestani, membre de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Madjles (parlement), a indiqué que la réponse de son pays écartait toute discussion sur ses capacités de missiles balistiques et rappelait que Téhéran n'avait aucun pouvoir sur ses alliés.

- Ahmad Naderi, membre du conseil de la présidence du Madjles (parlement) a posté sur les réseaux sociaux : « L'observation du comportement et des paroles de Trump au cours de son premier mandat présidentiel avec la Corée du Nord montre qu'avoir une bombe atomique a apporté la sécurité à la Corée. Si nous étions également armés d'une bombe atomique, Trump n'oserait pas nous menacer de bombardements. »

- Ali Larijani, conseiller du Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré à l'IRIB, le 31 mars : « Si vous commettez une erreur sur la question nucléaire, vous forcerez l'Iran à se diriger vers les armes nucléaires parce qu'il doit se défendre. L'Iran ne veut pas prendre cette voie, mais quand vous exercez une pression, il trouvera une justification secondaire et n'a pas d'autre choix. Le peuple fera pression

en faveur de la bombe, faisant valoir qu'elle est nécessaire à la sécurité du pays. »

- Le général Yadollah Javani, commandant du bureau politique des Gardiens de la révolution, a déclaré, le 1^{er} avril : « Si les menaces contre notre programme nucléaire se concrétisent, nous réexaminerons notre doctrine de défense et la nature de notre programme nucléaire. Le sens de ce réexamen est très clair. »

- Lors de son sermon de clôture du ramadan, l'ayatollah Ali Khamenei, guide de la révolution, a déclaré : « L'inimitié des États-Unis et d'Israël a toujours été là. Ils menacent de nous attaquer, ce qui, selon nous, n'est pas très probable, mais s'ils commettent un méfait, ils recevront certainement un coup fort réciproque. Si les ennemis pensent qu'ils peuvent initier la sédition dans le pays, la nation iranienne elle-même leur répondra. »

- Le président Pezeshkian a déclaré : « La réponse du guide suprême à la lettre de Trump a été remise aux États-Unis via Oman [...] Dans cette réponse, les négociations directes ont été rejetées, mais en ce qui concerne les pourparlers indirects, l'Iran a toujours été impliqué dans de tels pourparlers, et le guide suprême a souligné que les pourparlers indirects peuvent encore se poursuivre. »

- Abbas Araghchi a publié, le 1^{er} avril, un post sur X : « 10 ans après la signature du JCPOA - et 7 ans après que les États-Unis l'ont unilatéralement quitté - il n'y a pas UNE ONCE DE PREUVE que l'Iran ait violé cet engagement. L'engagement diplomatique a fonctionné dans le passé et peut encore fonctionner. MAIS, il devrait être clair pour tous qu'il n'y a pas, par définition, une chose comme une "option militaire" et encore moins une "solution militaire". »

- Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump pour le Moyen-Orient, a simplement réagi : « Super. » Quelques minutes plus tard, ce post a été supprimé de son compte.

- Sergei Ryabkov, ministre adjoint russe des Affaires étrangères, a déclaré le 1^{er} avril, à l'issue d'un entretien avec son collègue iranien, Majid Takht Ravanchi qu'utiliser la force militaire contre l'Iran et menacer de bombarder son infrastructure nucléaire est « illégal et inacceptable ». Passer à l'acte provoquerait « des conséquences radioactives et humanitaires à grande échelle et irréversibles » pour tout le Moyen-Orient et le monde entier.

- Selon *Axios* du 2 avril, la Maison-Blanche examine sérieusement la réponse iranienne à sa lettre de pourparlers nucléaires indirects, via Oman. Simultanément, le Pentagone déploie de manière considérable les forces US au Moyen-Orient au cas où le président Trump opterait pour une action militaire.

3224 Donald Trump pourrait reconnaître le statut nucléaire de la Corée du Nord

Alors que la dénucléarisation de la République démocratique populaire de Corée (dite Corée du Nord) est un objectif des Occidentaux et des Nations unies, le président Donald Trump a révélé que Washington avait renoué des contacts avec Pyongyang qu'il a qualifié de « nation nucléaire ».

Kim Jong-un, dirigeant suprême, pourrait se rendre à Moscou à l'occasion de la Journée de la victoire de l'URSS sur le Reich nazi, le 9 mai.

3225 La Chine manœuvre autour de sa province Taïwan

La Chine a conduit des exercices militaires très importants, encerclant totalement sa province rebelle de Taïwan.

Le président taïwanais, Lai Ching-te, qui ne cesse de provoquer Beijing, y a vu une répétition de l'invasion de l'île, tandis que le Parti communiste ne cesse de répéter que jamais des Chinois n'attaqueront d'autres Chinois, mais que Beijing interviendra si des étrangers viennent proclamer l'indépendance d'une de ses régions.

OCÉANIE

3226 - 31 % des Australiens considèrent Donald Trump comme une menace pour la paix mondiale

Selon un [sondage](#) de l'Australia Institute :

- 31 % des Australiens pensent que Donald Trump est la plus grande menace pour la paix mondiale, contre 27 % qui le pensent de XI Jinping et 27 % de Vladimir Poutine.
 - 44 % des Australiens souhaitent une politique étrangère plus indépendante, contre 35 % qui pensent qu'elle doit être alignée sur les États-Unis.
 - 48 % des Australiens pensent que le président Donald Trump ne défendrait pas leur pays s'il était menacé, contre 42 % qui pensent plus ou moins l'inverse.
-

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3227 Le 4^e sommet Nutrition for Growth ne débouche sur rien

Après Londres, Rio de Janeiro et Tokyo, le quatrième sommet Nutrition for Growth ou N4G s'est tenu à Paris, les 27 et 28 mars. Cette initiative de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) se déroule toujours dans la ville ayant accueilli les Jeux Olympiques.

N4G est une ONG indépendante du Programme alimentaire mondial, principalement financée par la Bill & Melinda Gates Foundation, ainsi que par l'USAID.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°128 - 11 avril 2025

ÉDITORIAL

3228 Benjamin Netanyahu refroidi par sa visite à la Maison-Blanche

La visite de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, à la Maison-Blanche, le 7 avril, ne s'est pas passée comme il l'espérait.

- Le président Donald Trump s'est montré inflexible sur les droits de douane qu'il avait fixés à 17 % (aujourd'hui ramenés à 10 %).
- Alors qu'Israël espérait pouvoir détruire l'Iran après les Territoires palestiniens, le Liban et la Syrie, le président Trump a annoncé la tenue de négociations avec Téhéran.
- Alors que Tel-Aviv espérait le soutien de Washington face à Ankara en Syrie, le président Trump a déclaré : « J'ai de bonnes relations avec un homme nommé Erdoğan. Avez-vous entendu parler de lui ? Il se trouve que je l'aime bien et qu'il m'aime bien. » Très en verve, il a ironisé : « J'ai dit à Erdoğan "Félicitations, vous avez fait ce que personne n'a pu faire en 2 000 ans. Vous avez pris le contrôle de la Syrie". C'est un dur à cuire. Il est très intelligent et il a fait quelque chose que personne ne pouvait faire. »
- Alors que les « sionistes révisionnistes » espèrent mettre à profit les ambitions états-uniennes pour expulser tous les Palestiniens de Palestine, le président Trump s'est montré vague à souhait, affirmant « que la guerre cessera à un moment donné, mais pas dans un avenir trop lointain ».

AMÉRIQUES

3229 Donald Trump fait approuver par presque tous une hausse de 10 % des droits de douane

Le président Donald Trump a fait marche arrière quant à sa hausse des droits de douane. Il l'a ramenée, à titre transitoire, à 10 %, sauf pour la Chine pour laquelle il l'a maintenue à 125 %. Sa décision a été saluée par presque tous les États.

👉 Ces commentaires illustrent une victoire de la méthode Trump : tous ont applaudi à cette hausse « raisonnable » alors que la plupart s'opposaient il y a quelques jours au principe même de ces hausses.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Fin de la mondialisation, “Première Guerre commerciale mondiale” et guerre civile boursière à Wall Street](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Bien que les droits de douane instaurés par le président Donald Trump ne soient aucunement une surprise (il les réclame depuis 1985), il est difficile d'évaluer leur impact. Pour les uns, ils marquent la « Fin de la mondialisation » au sens de la globalisation américaine et non pas à celui de la fin de la circulation mondiale des richesses ; pour le Réseau Voltaire, c'est la « Première Guerre commerciale mondiale », étant entendu qu'ils sont tous négociables et ne doivent aucunement ouvrir de conflit militaire ; enfin pour d'autres, ils ouvrent une « guerre civile boursière à Wall Street » car ils laissent apercevoir les intérêts divergents des super-millionnaires. Loin de s'opposer toutes les trois, ces interprétations sont probablement complémentaires.

3230 Donald Trump fait préciser ses positions en matière de Défense

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le 4 avril à Bruxelles, le secrétaire d'État, Marco Rubio, a précisé les positions de l'administration Trump :

- Concernant l'OTAN, le président Trump est favorable à l'Organisation à la condition que chacun de ses membres consacre 5 % de son PIB à ses dépenses de défense.
- Concernant le plan de l'UE « ReArm Europe », le président Trump refuse que [Bruxelles interdise aux États-Unis de concourir aux appels d'offres d'armement](#).

3231 Purge à la Maison-Blanche

- Suite à une intervention d'une demi-heure de Laura Loomer au bureau ovale contre les Straussiens, [six employés du Conseil national de](#)

[sécurité ont été limogés](#) par le président Donald Trump.

- Laura Loomer, dont le frère est mort lors des attentats du 11 septembre 2001, assure que ceux-ci ont été perpétrés non pas par al-Qaïda, mais par les Straussiens. C'est pourquoi elle est qualifiée de « complotiste » par la presse dominante. Elle a défendu Donald Trump devant les tribunaux.

- Selon le *Jewish Insider*, il s'agirait notamment de David Feith, Brian Walsh, Maggie Dougherty et Thomas Boodry.

- Laura Loomer n'a pas obtenu la tête de Mike Waltz, conseiller de Sécurité nationale, en raison de sa responsabilité dans le Signalgate (cf. VAI 3140).

- Simultanément, sans que l'on sache si ce nouvel événement est lié ou non au précédent, le général Timothy Haugh, directeur du Cyber Command, de la National Security Agency (NSA), et du Central Security Service (CSS), a été remercié, suscitant une vive inquiétude au Sénat.

- Laura Loomer a, par ailleurs, publiquement demandé la révocation de Maria Proestou, secrétaire adjointe de la Navy ; d'Ivan Kanapathy, directeur du Conseil national de sécurité pour l'Asie ; d'Amer Ghalib, maire de Hamtramck (Michigan), qui est le candidat de Donald Trump pour être ambassadeur au Koweït ; et de Katrina Fotovat, cheffe du bureau des Affaires féminines du département d'État.

3232 La guerre des juges des États fédérés contre le président fédéral

- La Cour suprême fédérale a déjà annulé deux décisions des tribunaux inférieurs, l'une ordonnant de verser des dizaines de millions de dollars de subventions à l'éducation que le président avait tenté de suspendre, et l'autre ordonnant de réintégrer 16 000 fonctionnaires.
- La Chambre des représentants a adopté, le 9 avril, une loi interdisant aux magistrats des

tribunaux des États fédérés de s'opposer à une décision du président des États-Unis. Un projet de loi similaire a été déposé au Sénat.

3233 Sarah Wynn-Williams accuse Mark Zuckerberg de collaboration secrète avec la Chine

Sarah Wynn-Williams, ancienne directrice de la politique mondiale de Meta, a déposé devant la sous-commission judiciaire du Sénat sur la criminalité et la lutte contre le terrorisme. Selon elle, Mark Zuckerberg travaillait « main dans la main » avec Beijing pour bâtir une entreprise de 18 milliards de dollars en Chine. Meta aurait collaboré avec le Parti communiste chinois pour mettre au point des outils de censure visant à réduire au silence les critiques du régime.

3234 Les experts du Conseil des Droits de l'homme appellent à un procès contre le Nicaragua

Selon le rapport du Groupe d'experts des Droits de l'homme sur le Nicaragua (GHREN) et du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU, le président Daniel Ortega a consolidé un contrôle absolu sur la population grâce à une répression généralisée et à un vaste réseau de surveillance et de renseignement qui lui permet de faire taire toute forme d'opposition.

Une police volontaire, cagoulée, de 76 800 hommes commet de graves violations des Droits de l'homme. Le GHREN appelle un État, n'importe lequel, à intenter un procès au Nicaragua devant la Cour internationale de Justice.

EUROPE

3235 Le Royaume-Uni espère devenir leader mondial de la commercialisation de l'énergie issue de la fusion nucléaire

Le gouvernement de Keir Starmer a annoncé, le 3 avril, investir 20 millions de livres dans la création du fonds Starmaker One destiné à commercialiser l'énergie provenant de la fusion nucléaire. Ce fonds devrait être géré par la

société privée East X. Il devrait lever entre 150 et 199 millions de livres, apport initial inclus.

☞ Jusqu'à présent, les questions nucléaires sont dominées par les États. Le Royaume-Uni espère jouer un rôle central dans la commercialisation de cette nouvelle source d'énergie, comme il fut leader mondial pour le charbon, puis le pétrole.

Cet investissement fait suite à un engagement du gouvernement en faveur d'un niveau record de 410 millions de livres, annoncé en janvier, pour la recherche sur la fusion au Royaume-Uni et la collaboration avec d'autres pays afin de développer une puissance propre et illimitée et de stimuler la croissance économique.

☞ La fusion nucléaire reproduit le processus qui alimente le soleil : la fusion de deux isotopes d'hydrogène sous une chaleur extrême, libérant une quantité massive d'énergie. Contrairement à la fission nucléaire, la fusion ne produit pas de déchets radioactifs à longue durée de vie, ce qui en fait une source d'énergie potentiellement propre et durable. Ce serait une solution idéale pour la sécurité énergétique mondiale.

3236 Alex Younger s'inquiète du discrédit des armées de Sa Majesté face à l'alliance Russie-États-Unis

Sir [Alex Younger](#), ancien directeur des services secrets britanniques (MI6), a déclaré à *The Independent* que le Royaume-Uni devait se rendre compte que la menace de la Russie – et sa proximité avec les États-Unis – était réelle, ajoutant : « Poutine et Trump ont fait de leur mieux pour nous convaincre que les règles ont changé. »

[...] « Je m'inquiète. Nous avons désarmé militairement, de toute évidence. Nous avons largement démantelé notre base militaire et industrielle, ce qui est un gros problème. Nous sommes, depuis de nombreuses années, totalement libérés de toute forme de menace existentielle. Nous avons indubitablement lancé une série de guerres de choix, qui ont imposé inutilement des sacrifices aux jeunes et il y a un

grand cynisme à propos de cette idée d'effort collectif pour défendre votre pays. »

3237 Deux parlementaires britanniques refoulées d'Israël

Deux parlementaires britanniques, Yuan Yang et Abtisam Mohamed, ont été arrêtées à leur entrée en Israël, puis renvoyées vers le Royaume-Uni. Selon le ministère israélien de l'Immigration, elles s'apprêtaient « à se documenter sur les activités des FDI et à semer une haine anti-israélienne » (sic).

3238 Procès contre des Britanniques impliqués dans les crimes israéliens à Gaza

Public Interest Law Centre et le Centre palestinien pour les droits de l'homme ont porté plainte au bureau de l'unité « crimes de guerre » de la police de Londres, le 7 avril, pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » contre dix Britanniques ayant combattu dans les forces de défense israéliennes.

☞ Contrairement à ce qui s'est passé en Birmanie, les Nations unies ne jouent aucun rôle d'enquête sur les crimes israéliens commis en Palestine occupée.

Le 31 mars, les présidents des Commissions des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre des représentants, Jim Risch et Brian Mast, ont écrit à António Guterres, secrétaire général de l'ONU. Ils l'ont prévenu que « tout membre du Conseil ou entité de l'ONU qui soutient d'une quelconque manière un M3I [Mécanisme international, impartial et indépendant] contre Israël s'exposera aux mêmes conséquences que celles qu'a subies la Cour pénale internationale. »

3239 Apaisement des relations entre Paris et Alger

Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, s'est rendu en Algérie où il a rencontré le président Abdelmadjid Tebboune. Les deux hommes se sont efforcés de stopper

l'escalade entre Alger et Paris après la reconnaissance du caractère marocain de l'ex-Sahara espagnol, l'arrestation et la condamnation du franco-algérien Boualem Sansal, et le refus du rapatriement de ressortissants algériens implantés illégalement en France.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [De quoi Marine Le Pen a-t-elle été déclarée "coupable" ?](#) », par Thierry Meyssan

Pour interdire à Marine Le Pen de se présenter à la présidence de la République française, un tribunal de première instance l'a condamné pour « détournement de fonds publics » et non pas l'inverse. Ce n'est pas le délit qui lui est reproché qui a conduit à la priver de son droit d'inéligibilité, mais il a été inventé pour justifier cette peine.

Étrangement, personne dans la classe politique n'a jugé bon de rappeler que la présidence du Parlement européen a changé sa conception du rôle des députés et considère, désormais, comme des délinquants ceux qui persistent à pratiquer le métier initial de parlementaire européen.

3240 L'Allemagne devrait rapatrier ses réserves d'or stockées aux États-Unis

Alors que Friedrich Merz n'est toujours pas chancelier, son parti songe à rapatrier les 1 200 tonnes d'or allemandes confiées à la Federal Reserve états-unienne.

☞ Les réserves allemandes sont stockées pour 10 % à Londres, pour 40 % aux États-Unis et pour 50 % à Frankfort. Malgré les demandes de parlementaires, depuis 2012, nul n'a pu visiter les réserves d'or allemandes aux États-Unis.

3241 La nouvelle coalition allemande

Le chrétien-démocrate Friedrich Merz, vainqueur des dernières élections, est parvenu à constituer une coalition avec les sociaux-démocrates contre Alternative pour l'Allemagne

(AfD). Il a publié un long [contrat de gouvernement](#). Il s'agit surtout de relancer l'économie du pays, durement touchée depuis le sabotage du gazoduc Nord Stream et par le soutien financier à l'Ukraine, ainsi que de prendre un rôle politique à la tête de l'UE.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3242 Le Pentagone ferme le hub polonais de transit d'armes vers l'Ukraine

Lors de la Conférence sur la défense de l'Europe centrale, à Split (Croatie), les 10 et 11 juin, le général Christopher Cavoli, commandant des forces des États-Unis pour l'Europe et commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a annoncé le retrait des 1 700 soldats états-uniens du centre stratégique de Rzeszów-Jasionka (Pologne).

☞ Le centre stratégique de Rzeszów-Jasionka était la plaque tournante de l'approvisionnement d'armes, pas seulement états-uniennes, mais alliées à l'Ukraine. Il a été décoré du titre honorifique de « ville sauveuse » par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et a été visité par le président états-unien, Joe Biden.

☞ Selon NBC, les États-Unis planifieraient en ce moment le retrait de 10 000 GI d'Europe centrale.

Des membres des deux partis de la Commission des Forces armées de la Chambre des représentants ont exprimé leur vive préoccupation sur un éventuel retrait des troupes US d'Europe centrale et plus encore sur l'abandon du poste du SACEUR.

3243 Premier sommet UE-Asie centrale

Le premier sommet UE-Asie centrale s'est tenu à Samarkand (Ouzbékistan), les 3 et 4 avril.

Les dirigeants de l'UE et de l'Asie centrale ont plaidé pour « une paix juste et durable en Ukraine », en conformité avec les principes de la Charte des Nations unies, alors que l'UE considère la Russie comme « l'agresseur » et que les États d'Asie centrale se sont abstenus de condamner la Russie aux Nations unies. Tous se disent d'accord pour poursuivre la coopération visant à limiter le contournement des mesures coercitives unilatérales européennes contre la Russie « spécialement pour éviter les réexportations de biens communs prioritaires ».

Selon António Costa, président du Conseil européen : « La Russie a prouvé depuis longtemps qu'elle ne peut plus être un partenaire fiable. Et l'UE a prouvé qu'elle était prévisible, fiable et pour une coopération soutenable. »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé un paquet de mesures visant à mobiliser des investissements de l'UE et des États membres d'une valeur de 12 milliards d'euros dans le cadre de l'initiative *Global Gateway*. Ces investissements couvriront plusieurs secteurs d'activités : le transport (3 milliards d'euros), les matières premières (2,5 milliards), l'eau, l'énergie et la lutte contre le changement climatique (6,4 milliards) et la connectivité numérique (100 millions).

L'UE attache une grande importance au corridor de transport transcaspien, qui vise à réduire de moitié, soit 15 jours, le temps de trajet terrestre entre l'Europe et l'Asie centrale.

3244 L'UE et le Japon poursuivront leur coopération contre la Russie via le G7

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et à la Politique de sécurité, et Takeshi Iwaya, ministre japonais des Affaires étrangères, ont discuté du renforcement de la coopération bilatérale lors du deuxième dialogue stratégique UE-Japon, le 4 avril.

Les deux parties ont exprimé leur attachement à l'ordre international fondé sur des règles (et non pas sur le droit international) en particulier dans

le cadre du partenariat UE-Japon en matière de sécurité et de défense de novembre 2024.

Elles ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine et condamné les pays tiers qui soutiennent « la guerre d'agression illégale de la Russie », le déploiement de troupes de la « Corée du Nord » (RPDC) en Russie et les transferts « illégaux » d'armes de Pyongyang vers Moscou.

Les deux parties sont convenues de la nécessité de maintenir une coordination étroite au sein du G7 sur les principales priorités mondiales et régionales en matière de politique étrangère.

☞ Takeshi Iwaya est un proche de l'Église de l'Unification (dite « secte Moon »). On ignore combien il a empoché dans le cadre de l'opération de corruption des parlementaires conduite par la secte, mais il a réagi aux révélations de la presse et aux inculpations en plaidant pour la dissolution des factions au sein de son parti, le libéral-démocrate (PLD). Il était déjà soupçonné de prévarication dans une autre affaire.

☞ Le gouvernement de « l'impérialiste nippon » Shigeru Ishiba (cf. VAI 2056) est idéologiquement lié à celui des « nationalistes intégraux » ukrainiens de Volodymyr Zelensky.

3245 L'UE dans la Première Guerre commerciale mondiale

• En février, l'UE avait proposé un accord aux États-Unis pour une suppression réciproque et totale des droits de douane sur les produits industriels. L'offre est « toujours sur la table », a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, après que le président Donald Trump a annoncé une hausse considérable de ses droits de douane.

• Selon l'Agence Europe, l'échec des négociations jusqu'ici ne doit pas être attribué ni au secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, ni au représentant au Commerce, Jamieson Greer. C'est plutôt le président Donald Trump et son équipe rapprochée qui ne prêtent pas l'oreille aux propositions européennes.

• Selon le Slovaque Maroš Šefčovič, commissaire européen chargé du Commerce, l'UE a montré sa volonté de négocier à maintes reprises et cela n'a pas empêché Donald Trump d'entrer en guerre commerciale. « C'est pourquoi je pense que nous devons procéder à l'adoption des contre-mesures. »

• Robert Habeck, ministre allemand de l'Économie sortant, a appelé à la hausse des prix sur les exportations de produits pharmaceutiques, dont les États-Unis dépendent, ainsi qu'à l'usage de « l'outil anticoercition ».

• « Si vous ne montrez pas que vous avez une possibilité de riposte, s'il n'y a pas de volonté en face de désescalade, alors effectivement vous ne rentrez pas dans la négociation avec de bonnes armes et de bons moyens », a déclaré Laurent Saint-Martin, ministre français chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger.

• Le président Donald Trump, prenant en compte les droits de douane européens autant que les barrières non tarifaires (normes sanitaires, environnementales et autres, mais aussi la TVA) et certains paramètres politiques, a fixé des droits de douane pour les produits européens à 39%.

• La Commission européenne a élaboré [une riposte](#) en [trois étapes](#) qui a été approuvée par le Conseil européen.

- Une première vague de droits de douane entrera en vigueur le 15 avril (annexe I). Il s'agit des droits déjà adoptés par l'UE en 2018, lors du premier mandat de Donald Trump ;

- la deuxième vague (annexe II) devrait être appliquée le 16 mai ;

- la troisième vague (annexes III et IV) ne prendra effet qu'au 1^{er} décembre.

• L'Union européenne a accueilli avec satisfaction la fixation, à titre transitoire, des droits états-uniens à 10 %. Ses propres taxes ont été suspendues.

3246 L'UE craint un report des exportations chinoises des États-Unis vers l'Europe

Craignant de voir les exportations chinoises être redirigées massivement vers l'UE à la suite de l'augmentation des droits de douane états-unis, la Commission européenne a créé un groupe de travail (*taskforce*), chargé de surveiller les importations.

Par ailleurs, selon le Slovaque Maroš Šefčovič, commissaire européen chargé du Commerce, les questions de surcapacités mondiales dans certains produits industriels comme l'acier, les problèmes d'accès au marché ou de respect de la propriété intellectuelle doivent être traités par la Chine.

3247 L'Agence européenne de Défense continue de se développer

L'Agence européenne de Défense (EDA) a consolidé, en 2024, sa position de principale plateforme européenne de recherche collaborative en matière de défense, gérant ou négociant déjà la prise en charge de plus de 100 projets de recherche et technologie (R&T) d'une valeur de 681 millions d'euros, indique le rapport annuel de l'Agence, publié le 8 avril.

Dans le cadre de l'initiative *Fast track*, conçue pour assurer une livraison rapide aux États membres de munitions d'artillerie de 155 mm dans le but de soutenir l'Ukraine, l'EDA a signé 60 contrats-cadres avec des fabricants européens. Neuf États membres ont déjà passé commande. Les premières livraisons ont débuté en mai 2024 et d'autres se poursuivront jusqu'en 2025. La valeur maximale combinée des contrats-cadres disponibles pour les États membres s'élève à 1,6 milliard d'euros.

La prochaine priorité sera l'acquisition de munitions antichar Carl Gustaf de 84 mm, dont la procédure d'approvisionnement pour un contrat de cinq ans a été lancée en décembre 2024, et les commandes attendues pour 2025.

3248 Jozef Síkela assure que l'UE continuera son aide au développement alors que l'USAID est dissoute

Jozef Síkela, commissaire européen aux Partenariats internationaux, a confirmé au Parlement européen, le 8 avril, que l'arrêt de l'aide états-unienne au développement (50 milliards de dollars) aurait de lourdes répercussions, mais que l'UE continuerait, elle, son aide (95,9 milliards d'euros).

Il a souligné que les mécanismes de financement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund) et du Fonds pour les pandémies sont particulièrement affectés par la dissolution de l'USAID.

Erratum

Nous avons indiqué par erreur, dans notre brève 3032, que Teodora Georgieva était procureure générale de l'Union européenne. En réalité, elle n'est qu'une des 22 procureures de l'UE.

3249 Le scandale du financement opaque de certaines ONG par la Commission européenne

• La Cour des comptes européenne, dans son [rapport spécial 11/2025](#) du 4 avril, a constaté que, « malgré des améliorations, la transparence des subventions européennes est mise en péril en raison d'incohérences dans le classement d'entités en tant qu'ONG et de problèmes qui nuisent à la qualité des données. Elle a également constaté que différents organes européens ne vérifiaient pas de façon proactive le respect des valeurs de l'UE par les destinataires, et que la Commission finançait certaines activités de sensibilisation d'une manière qui n'était pas pleinement transparente. »

• Ce rapport confirme les [observations](#) du Mathias Corvinus Collegium selon lesquelles la Commission finance avant tout de la propagande en sa faveur.

- Le scandale avait initialement été dénoncé par le Parti populaire européen (PPE) lorsqu'il avait découvert que des ONG vertes utilisaient des subventions européennes pour « des activités de plaidoyer auprès des décideurs politiques ».

- L'Union européenne a défini les ONG comme étant des organisations à but non lucratif indépendantes des gouvernements. La Cour des comptes européenne a constaté que la Commission « ne vérifie même pas si un gouvernement exerce une influence significative sur les organes de gouvernance des ONG ou si une ONG poursuit les intérêts commerciaux de ses membres ».

- Le groupe des Conservateurs et réformistes européen (CRE) a réuni les signatures d'un quart des députés européens chrétiens-démocrates, conservateurs et de droite extrême pour créer une Commission d'enquête sur le financement des ONG par la Commission.

- La Commission du contrôle budgétaire (CONT) du Parlement européen a souligné, le 8 avril, « l'importance du principe de séparation des pouvoirs dans l'UE » et a rappelé que « les institutions doivent pratiquer une coopération loyale mutuelle ». Elle a demandé à la Commission de mieux définir les organisations de société civile et les ONG, de garantir leur inscription au registre de transparence, d'assurer la transparence de leur financement et de veiller à ce que ces dernières répondent aux valeurs de l'UE.

3250 Préparation de la guerre Bosnie-Herzégovine/Serbie

- Aleksandar Vučić, président serbe, a signé avec Kristóf Szalay-Bobrovniczky, ministre hongrois de la Défense, le 1^{er} avril à Belgrade, une feuille de route définissant 79 activités militaires conjointes.

À cette occasion, il a rappelé que, durant la guerre de l'OTAN contre son pays, Viktor Orbán, qui était déjà à cette époque Premier ministre hongrois, était parvenu à empêcher « une attaque terrestre contre ce qui était alors

la Yougoslavie ». « Vingt-six ans plus tard, les deux parties ont désormais l'opportunité de nouer des liens stratégiques extrêmement étroits, d'approfondir leur coopération et de se rapprocher d'une alliance militaire serbo-hongroise », a-t-il poursuivi.

☞ Le 18 mars, le Kosovo, région serbe qui s'est séparée après l'intervention de l'OTAN et est aujourd'hui un État non reconnu par les Nations unies, a conclu un [accord de défense trilatéral](#) avec l'Albanie et la Croatie.

- L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a rendu visite aux troupes de l'UE en Bosnie-Herzégovine (Opération Althea, menée conjointement avec l'OTAN). Elle a déclaré : « Aujourd'hui, le pays est confronté à une grave crise constitutionnelle. Les dirigeants de la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) sapent l'ordre constitutionnel et légal, menaçant les libertés fondamentales de tous les citoyens. Ces actions contredisent l'engagement pris par la Bosnie-Herzégovine sur la voie de l'Union européenne. Nous ne tolérerons aucune menace à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'ordre constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine. Toute tentative visant à diviser le pays est inacceptable. »

3251 Le général Thierry Burkhard et l'amiral Tony Radakin à Kiev

Le général Thierry Burkhard et l'amiral Tony Radakin, chefs des états-majors français et britannique, se sont rendus à Kiev, le 5 avril, pour discuter avec le président non élu ukrainien Volodymyr Zelensky des conditions de déploiement des armées alliées, une fois la paix revenue.

Ce format de réunion devrait être reproduit.

Cette première réunion a été suivie, le 8 avril, d'une conversation téléphonique entre Andriy Yermak, directeur de l'administration présidentielle ukrainienne, et Jonathan Powell, conseiller national britannique de sécurité.

3252 Selon Volodymyr Zelensky deux soldats chinois auraient été faits prisonniers dans le Donbass

Lors d'une conférence de presse, le 8 avril à Kiev, le président non élu Volodymyr Zelensky a déclaré : « Nos défenseurs ont capturé des militaires chinois sur le territoire ukrainien. Les Ukrainiens se sont livrés à des combats avec six soldats chinois dans la région de Donetsk – à Tarasivka et à Bilohorivka. Deux ont été faits prisonniers. Leurs documents d'identité, leurs passeports et même leurs cartes de crédit ont été retrouvés en leur possession. Ce sont des citoyens chinois. »

Il a poursuivi : « C'est un autre pays qui apporte un soutien militaire à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un autre, après l'Iran et après les troupes nord-coréennes. Mais il y a une différence : les Nord-Coréens se sont battus contre nous dans l'oblast de Koursk, alors que les Chinois se battent sur le territoire ukrainien. Je pense qu'il s'agit d'une question importante dont nous devons discuter avec nos partenaires. »

☞ Kiev considère toujours le Donbass comme ukrainien, bien qu'il ait rejoint la Fédération de Russie par référendum.

☞ On ignore si ces deux prisonniers chinois étaient des soldats réguliers envoyés par Beijing ou des mercenaires recrutés par Moscou. Selon la presse ukrainienne, il y aurait 150 Chinois parmi les troupes russes dans le pays.

3253 Le Conseil de l'Europe s'inquiète des atteintes aux Droits de l'homme

Michael O'Flaherty, Commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a remis son [rapport annuel](#), le 7 avril.

Selon lui, du fait du « retour de la politique des grandes puissances » et de la « pandémie de la désinformation », « nous nous trouvons aujourd'hui au bord d'un précipice au-dessus duquel nous pourrions perdre beaucoup, sinon tout ». Il insiste notamment sur « la guerre

d'agression de la Russie en Ukraine » (« priorité absolue »), la gestion des migrations, les Roms et les gens du voyage ainsi que la protection des défenseurs des droits, mise à mal par des législations répressives. Il se dit particulièrement préoccupé par les « répressions qui frappent les personnes LGBTQI et les associations qui les défendent », notamment en Géorgie et en Hongrie.

Vidéos

- [Thierry Meyssan sur « La vie autrement »](#)
- [Thierry Meyssan sur « Géopolitique profonde »](#)

3254 Le Conseil de l'Europe dénonce les ingérences étrangères qui menacent la sécurité démocratique en Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, par 141 voix pour, 13 contre, 4 abstentions, le 8 avril, une [résolution](#) appelant à riposter de manière coordonnée face à une ingérence étrangère qualifiée de « menace pour la sécurité démocratique en Europe ».

Selon la Lettonne Zanda Kalniņa-Lukaševica, rapporteuse de la résolution, « cette ingérence cible les processus électoraux pour en fausser les résultats, érode la confiance du public dans les processus démocratiques et cherche à influencer la prise de position politique pour en tirer un avantage politique ».

Au contraire, selon le Chypriote George Loucaides, porte-parole du Groupe pour la gauche unitaire européenne, « ce rapport ne dit rien de l'OTAN, des États-Unis et même de l'UE dans l'orchestration de changements de régime, le soutien à des alliés autoritaires ou l'utilisation de médias et de réseaux financiers pour manipuler les résultats politiques ».

3255 Regard russe sur la Guerre commerciale mondiale

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de Russie, a posté sur son compte

Telegram, le 6 avril : « Trump a brutalement fait basculer le système commercial mondial en imposant des droits de douane à la quasi-totalité du monde. Les conséquences seront mondiales. Des contre-tarifs seront imposés sur les marchandises en provenance des États-Unis. Les anciennes chaînes d'approvisionnement seront rompues, mais de nouvelles se formeront. Et nous ? De toute façon, la Russie ne fait pratiquement plus d'affaires avec les États-Unis ni avec l'UE d'ailleurs : la quasi-totalité des échanges commerciaux a été sanctionnée. Mais nous continuons de nous développer, et à un rythme soutenu : pour le premier trimestre 2025, la croissance s'élèvera à environ 3 %. Inutile donc de réagir impulsivement. Selon le conseil immortel de Lao Tseu, nous devrions nous asseoir sur le rivage et attendre que le cadavre de l'ennemi flotte. En l'occurrence, le cadavre en décomposition de l'économie européenne. »

3256 Moscou dénonce le projet de force de paix européenne en Ukraine

Rodion Miroshnik, ambassadeur itinérant du ministère russe des Affaires étrangères sur les crimes commis par le régime de Kiev, a déclaré qu'une force de paix européenne en Ukraine « pourrait, en fait, être considéré comme une occupation flagrante de l'Ukraine par l'Europe [...] [afin] de prendre le contrôle militaire du régime politique [de Kiev] tout en conservant la gouvernance extérieure de cette terre, quelle que soit la manière dont les négociations peuvent prendre fin ».

AFRIQUE

3257 La position française, énoncée en Égypte, sur la Palestine

Le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu en Égypte où il a rencontré son homologue, le président al-Sissi, et le roi de Jordanie, Abdallah II, les 7 et 8 avril. Ces deux pays avaient été sollicités par les États-Unis pour accueillir tous les Gazaouis, voire tous les Palestiniens. À son arrivée, le président français a déclaré :

« Nous nous opposons fermement aux déplacements de population et à toute annexion de Gaza comme de la Cisjordanie. Il s'agirait d'une violation du droit international, d'une menace grave pour la sécurité de toute la région, y compris celle d'Israël. Je réitère également mon plein soutien au plan de reconstruction pour Gaza endossé par la Ligue arabe le 4 mars dernier, et je salue ici le travail crucial de l'Égypte sur ce plan, qui offre une voie réaliste à la reconstruction de Gaza et qui doit aussi ouvrir la voie à une nouvelle gouvernance palestinienne dans l'enclave dirigée par l'Autorité palestinienne. Le Hamas ne doit avoir aucune part à cette gouvernance, ne doit plus constituer une menace pour Israël. Nous en avons parlé encore ce matin et hier soir avec le président, et nous aurons l'occasion dans un instant d'être rejoints par le roi de Jordanie pour évoquer plus longuement ce sujet essentiel pour toute la région et au-delà. Mais nous avons la conviction profonde que c'est en effet seule la réponse politique qui permettra d'assurer la stabilité et la sécurité à Gaza et dans toute la région. Et c'est en ce sens que nous allons œuvrer, c'est-à-dire dans la perspective de la conférence internationale pour les deux États, que la France coprésidera dans quelques mois avec l'Arabie saoudite, et que nous souhaitons travailler en détail avec vous. »

☞ La position française sur la Palestine n'a cessé de se balancer, ces deux dernières années, entre un soutien inconditionnel à Israël et un soutien aux Palestiniens. Il semble qu'avec le départ du Franco-Israélien Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, Paris revienne à sa position historique.

De nombreuses sources, proches de l'Élysée, évoquent une possible reconnaissance de l'État de Palestine par la France, lors de la conférence des Nations unies que coprésideront, à New York, Emmanuel Macron et le prince héritier saoudien, Mohammad ben Salmane (« MBS »).

ASIE

3258 Les FDI divisent la bande de Gaza en cinq

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a confirmé que les FDI divisaient la bande de Gaza en cinq parties en établissant quatre passages perpendiculairement à la mer. Outre le couloir de Philadelphie, qui forme une zone neutre entre l'Égypte et Israël, occupée par les FDI, il s'agit de :

- l'axe de Mefalsim ;
- l'axe de Netzarim ;
- l'axe de Kissulim ;
- l'axe de Morag. Ce dernier est une nouvelle « installation » israélienne, située à 12 kilomètres de la frontière égyptienne.

3259 Une déclaration de A Jerusalem Voice for Justice

Un groupe œcuménique, « Une voix de Jérusalem pour la justice », a publié un [appel](#), le 4 avril. On peut y lire : « Alors que la guerre à Gaza se poursuit, Israël a lancé une guerre en Cisjordanie, à l'abri des regards du monde. L'armée israélienne procède au plus grand déplacement de Palestiniens de Cisjordanie depuis 1967. Selon l'OCHA, plus de 40 000 Palestiniens ont déjà été déplacés et vivent actuellement sans abri, sans services essentiels ni soins de santé [...] Récemment, le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré qu'il ferait dans quelques semaines des annonces cruciales sur

l'avenir de notre patrie. Nous craignons l'annexion imminente des territoires palestiniens par Israël. L'utilisation croissante des noms "Judée et Samarie" (au lieu de Cisjordanie occupée), l'exploitation de la terminologie biblique pour brouiller les réalités politiques actuelles, témoignent d'une volonté d'effacer la Palestine et les Palestiniens de la carte, prétendant que nous n'existons pas. Il est temps d'insister sur le droit des Palestiniens à vivre dans leur patrie et de se joindre à ceux, qui, partout dans le monde, réclament l'égalité, la justice et paix pour les Palestiniens comme pour

les Israéliens. Les Palestiniens sont votre "prochain". Le commandement inviolable de la Parole de Dieu que nous partageons est le suivant : "Aime ton prochain comme toi-même" (Lévitique 19:18, Matthieu 22:39, Marc 12:31, Luc 10:27, Romains 13:9). Expulser les Palestiniens de leur patrie n'est pas seulement un acte de violence, c'est un sacrilège. »

Parmi les signataires on relève : Sa Béatitude Michel Sabbah, Patriarche latin de Jérusalem ; Sa Grâce Munib Younan, évêque luthérien de Terre Sainte ; M. Yusef Daher ; Mme Sawsan Bitar ; M. John Munayer ; M. Samuel Munayer ; Révérend David Neuhaus SJ ; Révérend Frans Bouwen MAfr ; Révérend Alessandro Barchi.

3260 Une vidéo atteste du crime des FDI contre un convoi de secouristes, le 23 mars

Le Croissant rouge a réagi à la publication d'une vidéo, trouvée sur le téléphone portable de l'ambulancier Rifaat Radwan, dont le corps a été retrouvé par les Nations unies dans une fosse commune. Cette vidéo atteste que le convoi de trois ambulances du Croissant rouge, d'un camion de pompiers et d'un véhicule des Nations unies, qui a été attaqué par les FDI, le 23 mars, était parfaitement identifiable : tous les gyrophares étaient allumés et le personnel était vêtu de tenues réfléchissantes. Il contredit la version officielle des FDI selon laquelle le convoi non identifié avait été attaqué par erreur.

Les FDI ont reconnu leur erreur tout en affirmant, sans apporter de preuves, que 6 des secouristes étaient membres du Hamas.

3261 L'éradication du Hezbollah

• Morgan Ortagus, envoyée spéciale du président Donald Trump au Liban, a déclaré lors d'une interview à LBCI, le 6 avril : « Le Hezbollah est comme un cancer qu'il faut éradiquer si l'on veut que le Liban guérisse. » Elle a accusé l'Iran d'entraîner la région vers « une nouvelle et dangereuse phase d'instabilité » et a invité Beyrouth à « rejeter

tout rôle de l'Iran et de ses alliés » tout en faisant un clin d'œil au président du Parlement, le chiite Nabih Berri, se disant « optimiste quant au rôle qu'il va jouer dans la prochaine étape ».

- Avec l'accord de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), un avion de reconnaissance de l'armée libanaise a survolé le sud du Liban mettant fin au monopole dont le Hezbollah disposait jusque-là d'un commun accord.
- Mgr. Béchara Raï, patriarche maronite, a déclaré la semaine dernière qu'il était temps que toutes les armes soient entre les mains de l'État,

Analyse du Réseau Voltaire

- « [L'Occident contre le CRINK](#) », par Manlio Dinucci

Le secrétaire d'État, Marco Rubio, a précisé la position du président Trump sur l'OTAN, lors de la réunion du 4 avril des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance : il ne serait pas opposé à l'organisation si chaque État membre lui consacrait 5 % de son PIB, c'est-à-dire s'il doublait dans l'année même son budget militaire. Cette exigence étant inatteignable à court terme, aussi bien qu'à moyen terme, chacun doit se préparer à des lendemains très difficiles.

Il est probable que les États-Unis n'assumeront plus le rôle du SACEUR et ne protégeront plus que quelques très rares États capables de consacrer immédiatement à leur défense les sommes exigées.

mais que cela nécessiterait du temps et de la diplomatie car « le Liban ne peut pas supporter une nouvelle guerre ».

- Nawaf Salam, Premier ministre sunnite libanais, a déclaré en sortant de chez le patriarche, le 9 avril, qu'il était venu informer des discussions avec Morgan Ortagus : « Le monopole des armes et la question de l'extension de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire seront évoqués bientôt en Conseil

des ministres. » « Israël doit se retirer complètement des cinq points (qu'il continue d'occuper au Liban-Sud). Nous travaillons sur l'application de la résolution 1701. Je n'ai pas été informé de menaces concernant la reprise de la guerre », a-t-il encore dit.

- Un haut responsable du Hezbollah a déclaré à la presse : « Le Hezbollah est prêt à discuter de la question de ses armes si Israël se retire des cinq points et met fin à son agression contre les Libanais. » Cependant, Ghaleb Abou Zaynab, membre du bureau politique du Hezbollah, a déclaré pour sa part, le 9 avril, qu'il n'était « pas d'accord » pour le désarmement du parti. « Je ne suis pas d'accord pour la remise des armes (du Hezbollah). Je suis pour un dialogue, mais sur la façon de permettre au Liban d'avoir une position de force à travers laquelle il pourra préserver son existence au sein de ces grands changements. »

3262 Les milices irakiennes prêtes à désarmer

Le chiite Izzat al-Chahbandar, un homme politique proche de l'alliance gouvernementale irakienne, a déclaré à Reuters que des discussions entre le Premier ministre Mohammad Chia al-Soudani et plusieurs dirigeants de la Résistance islamique en Iraq (c'est-à-dire la coalition des milices Kataëb Hezbollah, Noujabaa, Kataëb Sayyed el-Chouhada et Ansarullah al-Awfiyaa) étaient « très avancées », et que les groupes étaient enclins à se conformer aux appels états-unis à leur désarmement. « Les factions ne font pas preuve d'entêtement ni d'insistance à continuer sous leur forme actuelle », a-t-il ajouté, précisant que les groupes étaient « parfaitement conscients » qu'ils pouvaient être ciblés par les États-Unis.

Les Gardiens de la révolution iraniens auraient donné leur bénédiction pour qu'ils évitent d'être entraînés dans un conflit potentiellement dévastateur avec les États-Unis et Israël.

Selon Izzat al-Chahbandar, le gouvernement irakien n'a pas encore finalisé d'accord avec les

dirigeants des milices, un mécanisme de désarmement étant encore en discussion. Les options envisagées incluent la transformation des groupes en partis politiques et leur intégration dans les forces armées iraqiennes.

3263 Les négociations états-uno-iraniennes ont débuté

Des négociations indirectes ont débuté, entre les États-Unis et l'Iran, à Oman. Steve Witkoff représente le président Trump, tandis qu'Abbas Araghchi représente le président Masoud Pezeshkian, et que Sayyid Badr bin Hamad bin Hamood al-Busaidi, ministre omanais des Affaires étrangères est leur médiateur.

Le président Trump, qui avait initialement présenté des exigences inatteignables, l'a confirmé lors de sa réception de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, farouchement opposé à ces contacts.

3264 L'ASEAN ouverte à la négociation avec les États-Unis

Les dix ministres de l'Économie de l'ASEAN ont publié, le 10 juin, un [communiqué](#) pour baisser la tension avec les États-Unis : « Nous exprimons notre intention commune d'engager un dialogue franc et constructif avec les États-Unis afin de répondre aux préoccupations commerciales. Une communication et une collaboration ouvertes seront essentielles pour garantir une relation équilibrée et durable. Dans cet esprit, l'ASEAN s'engage à n'imposer aucune mesure de rétorsion en réponse aux droits de douane états-uniens. »

L'ASEAN comprend Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viêt Nam.

👉 Les pays de l'ASEAN ont veillé à ne pas provoquer les États-Unis, mais se sont entendus pour ne pas négocier séparément.

3265 Destitution du président Yoon Suk Yeol

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a été destitué le 4 avril par la Cour constitutionnelle pour « insurrection, abus de pouvoir et obstruction à ses fonctions constitutionnelles ».

De nouvelles élections présidentielles devraient être rapidement convoquées. Le favori est Lee Jae-myung pourtant poursuivi pour fraude électorale et corruption.

3266 Affrontement commercial des États-Unis et de la Chine

La Chine a vivement réagi à la hausse états-unienne des droits de douane. Elle a livré son analyse dans un [communiqué](#).

Selon elle, « les États-Unis recourent à une militarisation des droits de douane pour exercer une pression maximale en faveur d'intérêts égoïstes. Ils tentent d'exploiter les droits de douane pour subvertir l'ordre économique et commercial international existant, placer les intérêts états-uniens au-dessus du bien commun de la communauté internationale et faire progresser les ambitions hégémoniques des États-Unis au détriment des intérêts légitimes de tous les pays. »

Après avoir rappelé que « faire pression et menacer ne sont pas la bonne façon de traiter avec la Chine », elle s'est redite ouverte à des négociations, puis a pris des contre-mesures, suscitant la fureur du président Donald Trump qui a augmenté ses droits de douane à 125 %, Beijing répliquant à 84 %.

3267 L'OTAN relance son projet d'Alliance atlantico-pacifique

Lors de son voyage au Japon, le 8 avril, Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré : « La Chine soutient les efforts de la Russie. La Chine renforce ses forces armées, y compris sa marine, à un rythme rapide. Nous ne pouvons pas être naïfs et nous devons vraiment travailler ensemble pour évaluer ce qui se passe ». Il a

prévenu que la Chine, la Corée du Nord et la Russie intensifiaient leurs exercices militaires et leur coopération, « compromettant la stabilité mondiale ». Selon lui, « cela se répercute sur la région Indo-Pacifique, et inversement, sur les questions euro-atlantiques. Notre sécurité est donc, je crois, indissociable. »

☞ Depuis 2019, l'OTAN poursuit un projet d'extension de sa zone de compétence et d'intégration du Japon, de l'Australie et de la Corée du Sud.

3268 Le gouvernement de Shigeru Ishiba se prépare à nier le massacre de Nankin

Le Musée de la bombe atomique de Nagasaki doit mettre à jour sa présentation de la Seconde Guerre mondiale à l'occasion du 80^e anniversaire du bombardement états-unien.

Une polémique a surgi lorsque de nouveaux membres de la commission chargée de ce travail ont demandé la suppression de toute référence au massacre de Nankin qui, selon eux, n'aurait jamais existé.

☞ Si personne n'ose remettre en cause la souffrance des Japonais qui ont enduré l'explosion de deux bombes atomiques états-uniennes, certains représentants de l'actuel gouvernement japonais remettent, eux, en cause la souffrance des Chinois, notamment lors du massacre de Nankin.

☞ Durant la seconde guerre du Japon contre la Chine, les troupes japonaises envahirent la capitale chinoise, Nankin. En décembre 1937 et en janvier 1938, elles massacrèrent 200 000 personnes, selon le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient ou 300 000 selon le Tribunal des crimes de guerre de Nankin. La plupart des victimes étaient des femmes ou des fillettes qui furent violées, puis achevées à la baïonnette. Les impérialistes japonais, dont Shigeru Ishiba (cf. VAI 2056), actuel Premier ministre japonais, nient que ces massacres aient eu lieu, malgré les témoignages, les preuves photographiques et cinématographiques de l'époque.

☞ Le gouvernement de Shigeru Ishiba ne devrait publier aucune déclaration à l'occasion du 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais encourage en sous-main la « société civile » à effacer les traces des crimes de « l'impérialisme japonais ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3269 Communiqué du G7 contre la Chine

Les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de la haute représentante de l'Union européenne ont publié, le 6 avril, une déclaration commune, au nom du G7 :

« Nous, ministres des Affaires étrangères du G7 du Canada, de France, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Haut Représentant de l'Union européenne, exprimons notre profonde préoccupation face aux actes provocateurs de la Chine, en particulier les récents exercices militaires de grande envergure autour de Taïwan.

Ces activités de plus en plus fréquentes et déstabilisatrices aggravent les tensions entre les rives du détroit et mettent en péril la sécurité et la prospérité mondiales.

Les membres du G7 et l'ensemble de la communauté internationale s'intéressent au maintien de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du détroit de Taïwan. Nous nous opposons à toute action unilatérale visant à menacer cette paix et cette stabilité, y compris par la force ou la coercition.

Les membres du G7 continuent d'encourager le règlement pacifique des questions par le biais d'un dialogue constructif entre les deux rives du détroit. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°129 - 18 avril 2025

ÉDITORIAL

3270 Cascade de pétitions de militaires et hauts gradés israéliens contre la guerre à Gaza

En une semaine, une cascade de pétitions de militaires a brusquement manifesté la prise de conscience par la société israélienne que la stratégie du gouvernement Netanyahu à Gaza ne permettrait ni de ramener les otages ni de vaincre le Hamas.

Les Israéliens commencent à prendre conscience des horreurs vécues par les Palestiniens, mais ils ont pour le moment de grandes difficultés à parler de ces crimes commis par certains de leurs concitoyens et ne parviennent pas à prendre en compte les 50 000 personnes assassinées à Gaza.

Quelques personnalités, comme l'ancien chef d'état-major, le général Dan Haloutz, décrivent désormais ouvertement le Premier ministre comme l'ennemi du peuple juif et demandent son arrestation. Cependant, ces figures publiques s'abstiennent de rappeler que les sionistes révisionnistes étaient les alliés de Benito Mussolini et d'Adolf Hitler contre le peuple juif. Il est encore trop tôt pour les Israéliens pour analyser ce qu'ils ont vécu ces dernières années.

Ce mouvement d'idées trouve sa racine dans la critique que Benyamin Netanyahu a entretenue depuis des années contre l'establishment militaire. Il s'est soudainement développé avec la guerre post-7 octobre à Gaza. Il s'agit donc à la fois d'une révolte contre le populisme des « sionistes révisionnistes » et contre le projet de guerre sans fin qu'ils portent.

- Un groupe de 970 réservistes de l'armée de l'air israélienne, dont certains à la retraite, a signé, le 10 avril, une pétition qui a déclenché une onde de choc à travers la société israélienne.

Les signataires appellent au retour immédiat des otages israéliens détenus par le Hamas par le biais d'un accord et à la fin des combats à Gaza, qui, selon eux, sont motivés par des considérations personnelles et politiques plutôt que par la sécurité de la nation. Ils ont également appelé le peuple israélien à formuler les mêmes exigences, où qu'il se trouve, et de quelque manière qu'il puisse les porter.

L'armée et le gouvernement les ont rapidement réprimandés, allant jusqu'à rejeter ceux qui servent encore, mais très rapidement, d'autres vétérans, réservistes et anciens membres (...)

(...) de l'establishment de la sécurité se sont joints à l'appel.

Parmi eux se trouvaient d'anciens chefs du Mossad et un chef d'état-major des FDI, qui ont qualifié les manœuvres gouvernementales « d'étouffement de la dissidence civile ».

- Le gouvernement a décidé que tous les signataires seraient renvoyés des armées, mais seuls 25 d'entre eux ont fait amende honorable et se sont retirés de la pétition. Quelques heures plus tard, 150 officiers de la Marine à la retraite ont signé leur propre texte. Ils y écrivent : « Renouveler la guerre nous éloigne de la libération des otages, met en danger nos soldats et nuit aux civils innocents. Au lieu de prendre des mesures ciblées pour faire avancer un accord de libération des otages, nous assistons à un comportement du gouvernement qui sape les fondements de l'esprit d'État, nuit à la confiance du public et suscite de sérieux soupçons quant au fait que les décisions de sécurité nationale sont dictées par des considérations illégitimes. »

- Benjamin Netanyahu, le Premier ministre, a répondu, le 11 avril, en disant que ces textes « étaient écrits par un petit groupe de radicaux, gérés par des organisations financées depuis l'étranger avec un seul objectif : renverser le gouvernement de droite. Ce n'est pas une vague. Ce n'est pas un mouvement. C'est un petit groupe bruyant, anarchiste et déconnecté de retraités – dont la plupart n'ont pas servi pendant des années. »

- 1 525 militaires de l'Armored Corps (cavalerie blindée) ont, à leur tour, publié un texte, le 14 avril, à l'initiative du colonel Rami Matan, ancien commandant adjoint de la brigade Yiftah. Parmi les signataires, on trouve Ehud Barak (ancien Premier ministre et chef d'état-major des FDI), Amram Mitzna (ancien général et chef du Parti travailliste) et Amos Malka Halutz (ancien chef du Renseignement militaire).

- Plus de 250 vétérans de l'Unité 8200, l'unité de renseignement électronique, ont également signé une pétition, le 11 avril. Ils y écrivent :

« Nous nous associons à l'appel des équipages pour exiger le retour d'urgence des otages, même au prix de la fin immédiate de la guerre. Nous soutenons et nous nous associons à la déclaration grave et inquiétante que, à ce stade, la guerre sert principalement les intérêts politiques et personnels et non les intérêts de sécurité. » Rapidement, ce texte a été signé par plus d'un millier de réservistes de l'Unité 8200. Puis, 500 entrepreneurs du secteur se sont joints à eux.

- 1 500 vétérans des unités d'infanterie des FDI, des parachutistes et des forces spéciales, dont les commandos d'élite Sayeret Matkal, Shayet 13 et Shaldag ont également signé une pétition, le 11 avril, appelant à la fin de la guerre. Ils y écrivent : « Nous sommes déterminés à exercer nos droits civils et à mettre en garde contre la poursuite de ces combats à long terme qui mettent en danger la vie des otages, des soldats et des civils, et semblent se poursuivre en raison de considérations politiques. »

- Le 13 avril, 250 vétérans du Mossad ont signé une lettre demandant de mettre fin à la guerre et de libérer les otages. Parmi les signataires figurent Danny Yatom, Efraim Halevy et Tamir Pardo (tous trois anciens directeurs de l'agence), ainsi qu'un ancien chef adjoint du Mossad et des dizaines de hauts fonctionnaires à la retraite.

- Le 14 avril, 100 anciens élèves du Collège de sécurité nationale – où les hauts responsables de l'armée, de la défense et du gouvernement poursuivent leurs études avant de prendre des rôles clés à la direction – ont signé une lettre similaire. Selon eux, les soldats et les civils ne devraient pas être laissés pour compte, et la solidarité est la valeur morale suprême. Mais depuis un an et demi, « l'État d'Israël n'a pas réussi à réaliser cette valeur ».

- Shin Bet Veterans for Democracy, un groupe composé de centaines d'anciens combattants du Shin Bet qui ont rejoint le mouvement de protestation contre le « coup d'État » judiciaire, a publié une déclaration de soutien aux « pétitions de nos frères d'armes », qu'ils ont dit

« exprimer la profonde détérioration de la confiance du public dans le gouvernement ».

- Le 14 mars, plus de 3 000 responsables de l'éducation ont signé une pétition demandant la fin de la guerre et le retour de tous les otages. Ils la présentent comme « un appel à refuser, c'est un appel pour sauver des vies ».

- Environ 200 diplômés du prestigieux programme Talpiot, qui combine des études de mathématiques et de sciences avec le service militaire dans la recherche et le développement technologique, ont signé une lettre, publiée le 15 avril, pour demander le retour des otages et la fin de la guerre, ainsi que leur soutien aux réservistes de l'armée de l'air. « L'appel à sauver les civils et les soldats en captivité est un appel moral de base sur l'échelle des valeurs selon laquelle nous avons été éduqués et selon lequel nous avons servi », ont-ils écrit.

- Une lettre publique, signée, le 16 avril, par 200 commissaires de police, commandants et officiers de la police israélienne, a demandé le retour de tous les otages, même au prix de la fin de la guerre.

- Environ 250 vétérans et réservistes de l'unité de commando naval d'élite Shayet 13, dont certains ont également déjà signé la pétition des forces spéciales, ont publié leur propre lettre ouverte, le 15 avril.

- Environ 120 anciens combattants, officiers et réservistes, identifiés par leur prénom, l'initiale de leur nom et leur dernier grade, ont signé une lettre, publiée le 15 avril, à l'attention des membres de la Division des opérations spéciales de la direction du Renseignement militaire. « Nous, qui avons servi pendant de nombreuses années au cœur de la sécurité israélienne, sous les gouvernements de droite et de gauche, et en tant que citoyens patriotes et respectueux de la loi, nous déclarons clairement que le gouvernement israélien et l'homme à sa tête constituent une menace claire et immédiate pour la sécurité israélienne et la vie des otages. »

- Environ 500 diplômés du cours d'officiers d'élite de la marine israélienne, dont quatre anciens commandants de la marine israélienne, ont signé une lettre demandant « la fin de la guerre, un réexamen de la politique et l'intégration des mesures diplomatiques pour ramener les otages et le retour de la sécurité en Israël ».

AMÉRIQUES

3271 Le soutien des États-Unis à Israël en nette baisse

Un [sondage](#) du Pew Research Center, réalisé juste avant la visite de Benyamin Netanyahu à Washington, fait apparaître un profond changement de l'opinion publique états-unienne face à Israël :

- 54 % des sondés disent que la guerre entre Israël et le Hamas est soit très ou quelque peu importante pour eux personnellement. Ils étaient 65 % en janvier 2024.
- 66 % la considèrent comme importante pour la sécurité des États-Unis. Ils étaient 75 % en janvier 2024.
- 31 % considèrent que le président Trump favorise trop Israël, contre 3 % qu'il favorise trop la Palestine et 29 % qu'il maintient un juste équilibre.
- 53 % des États-Unis ont une opinion défavorable d'Israël. Ils étaient 42 % en mars 2022.
- 52 % des États-Unis ne font pas confiance à Benyamin Netanyahu, contre 32 % qui lui font confiance. Il y a peu de différence pour cette question par rapport aux années précédentes.
- 46 % pensent que la « solution à deux États » est viable. Ils étaient 52 % avant le 7 octobre 2023.
- 62 % des États-Unis s'opposent à ce que leur pays prenne le contrôle de Gaza. 38 % estiment que Donald Trump n'a pas l'intention de faire ce qu'il a suggéré.

3272 Développement de la culture de l'assassinat politique aux États-Unis

- Selon une [étude](#) du Network Contagion Research Institute (NCRI), un organisme qui conduit des recherches sur la propagation de la haine et de la désinformation en ligne :

- 38,5 % des États-Uniens justifient un possible assassinat du président Donald Trump ;
- 39,8 % justifient la destruction des concessions Tesla et 31,6 % le possible assassinat d'Elon Musk.

L'escalade de la violence est bien plus visible chez les soutiens du Parti démocrate que chez ceux du Parti républicain.

- Le FBI a identifié et arrêté le détenteur du compte « Satan ». Il avait posté le message suivant sur YouTube : « Nous devons simplement commencer à tuer des gens, Trump, Elon [Musk], tous les chefs d'agences nommés par Trump et tous ceux qui se mettent en travers de notre chemin. » Il s'était vanté en ligne d'avoir acheté une arme par mois, d'avoir stocké des munitions et d'avoir acheté un gilet pare-balles, au milieu de ses menaces.

3273 Howard Lutnick et Peter Navarro assurent que la Première Guerre commerciale mondiale se déroule comme prévu

- L'administration Trump a annoncé, le 11 avril, que les smartphones, les ordinateurs portables et les téléviseurs étaient exemptés des droits de douane de 145 % imposés à la Chine.

- [Howard Lutnick](#), secrétaire au Commerce, a indiqué à « This Week » (ABC), le 13 avril, que le président Trump élaborait des tarifs douaniers de sécurité nationale sur les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs, y compris des taxes ciblant les puces des smartphones, des ordinateurs portables et d'autres appareils électroniques, dont beaucoup sont fabriqués en Chine.

- [Peter Navarro](#), conseiller au Commerce de la Maison-Blanche, a déclaré à « Meet the Press » (NBC), le 13 avril, que tout « se déroulait exactement comme nous le pensions » [...] « Nous avons 90 jours pour conclure des accords. »

- La sénatrice [Elizabeth Warren](#), la démocrate la plus importante du Comité bancaire du Sénat, a exhorté la Securities and Exchange Commission (SEC) à enquêter pour savoir si le président Trump, des membres de son cabinet, des responsables de l'administration, des initiés ou des donateurs du parti républicain se sont livrés à des « délits d'initiés, à des manipulations de marché ou à d'autres infractions sur les valeurs mobilières » vu l'insistance du président sur le fait que c'était le « moment idéal pour acheter » avant son annonce de suspension des droits de douane réciproques.

Elle a déclaré à « State of the Union » (CNN), le 15 avril, que la récente exemption tarifaire réciproque de l'administration Trump pour les téléphones portables, les ordinateurs portables et autres appareils électroniques était un « accord spécial » avec le PDG d'Apple, Tim Cook, qui a fait don d'un million de dollars lors de l'investiture de Donald Trump. « Comme si le chaos ne suffisait pas, il ajoute une couche de corruption bien visible ! », a-t-elle dit.

- L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) prévoit un recul des échanges mondiaux de 0,2 % en 2025 au lieu de la croissance de 2,7 % préalablement envisagée.

3274 Nouveau procès contre la fermeture de l'USIP

Le personnel de l'United States Institute of Peace (USIP) a déposé une nouvelle plainte contre le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) (cf. VAI 2955). Il s'agit cette fois de faire valoir que la fermeture de cet organisme empêche de rapatrier correctement ses employés à l'étranger.

« Il ne s'agit pas seulement de soins de santé ou de pertes d'emplois : il s'agit de défendre

l'espace dont disposent des institutions indépendantes comme l'USIP pour soutenir la paix dans les régions les plus fragiles du monde », a déclaré Sasha Pippenger, ancienne directrice des processus de paix de l'agence.

☞ L'USIP est l'organisation sœur de la National Endowment for Democracy (NED). Ces deux instituts ont été créés le même jour, par le même décret du président Ronald Reagan. Quoique laissent entendre leurs noms, ils n'ont eu d'autre but que de prolonger l'action de la CIA par des moyens ouverts. L'USIP était rattaché au département de la Défense, tandis que la NED l'était au département d'État.

3275 Selon une note préparatoire du budget 2026, tous les instruments de « l'impérialisme américain » seraient fermés par l'administration Trump

Selon une note de Douglas Pitkin, directeur du budget et de la planification au département d'État, [examinée par le Washington Post](#), le projet de budget 2026 du département d'État et de l'USAID serait en baisse de 48 %. Le financement de l'OTAN et de l'ONU prendrait fin, de même que ceux de la National Endowment for Democracy, du East-West Center et de l'Asian Foundation.

La note décrit les changements importants proposés pour la main-d'œuvre du département d'État, en détaillant le gel des salaires et des recrutements, ainsi qu'une réduction des prestations et des voyages pour les membres du service diplomatique. 10 ambassades et 17 consulats seraient fermés, principalement en Afrique et en Europe, ainsi que des bureaux, comme le Bureau des opérations de conflit et de stabilisation. Tous les programmes éducatifs et culturels, y compris le programme Fulbright, seraient supprimés.

3276 L'amiral Sam Paparo dénonce les liens croissants entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord

L'amiral [Sam Paparo](#), commandant des forces états-uniennes dans la région indopacifique

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les chantiers de Donald Trump \(1/2\)](#) », par Thierry Meyssan

Le président Donald Trump agit plus vite que les autres responsables politiques de sa génération. En une douzaine de semaines, il a déjà renversé « l'impérialisme américain » au profit de son « exceptionnalisme ». Ce n'est toujours pas la fin du problème, mais cela représente une avancée considérable à la fois pour les États-Unis et pour le reste du monde.

Simultanément, il a coupé dans la bureaucratie fédérale en supprimant des agences qui ne ressortaient pas de sa compétence et en licenciant 230 000 agents fédéraux.

- « [La guerre des milliardaires](#) », par Manlio Dinucci

La Première Guerre commerciale mondiale n'oppose pas seulement les États-Unis au reste du monde. C'est aussi un combat au sein du capitalisme états-unien : si certains super-millionnaires y gagnent, d'autres y perdent. Il ne faut donc pas conclure trop vite sur les enjeux de ce conflit.

(IndoPaCom), a déposé, le 10 avril, devant la Commission sénatoriale des forces armées.

Selon lui, « les manœuvres agressives de Beijing autour de Taïwan ne sont pas de simples exercices : ce sont des répétitions générales en vue d'une unification forcée ». [...]

« Ensemble, les liens croissants entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord créent un défi complexe et interconnecté pour la sécurité nationale des États-Unis et la stabilité régionale. »

3277 L'administration Biden avait régularisé 6 300 migrants ayant un casier judiciaire

Selon le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE), l'administration Biden a utilisé ses pouvoirs de « libération conditionnelle » pour régulariser au moins 6 300 migrants sans papiers aux États-Unis qui avaient un casier judiciaire ou qui figuraient sur la liste de surveillance du terrorisme. Plus de 900 d'entre eux ont alors bénéficié de l'assurance Medicaid, dont quatre figuraient sur la liste de surveillance du terrorisme. 41 ont perçu des allocations chômage, 22 ont reçu des prêts étudiants et un nombre encore indéterminé ont perçu des coupons alimentaires.

3278 Steve Bannon révèle le rôle de Joe Biden dans les négociations de son fils en Ukraine

Selon « [Steve Bannon's War Room](#) », les e-mails privés de Joe Biden révélés à Just the News par les Archives nationales commencent à être exploités. Ils attestent que lorsqu'il était vice-président des États-Unis, il a joué un rôle secret pour convaincre la Russie de livrer du gaz à l'Ukraine via la société Burisma dont son fils, Hunter Biden, était administrateur.

3279 La Chambre des représentants exige que seuls les citoyens soient électeurs

La Chambre des représentants a adopté une loi ([H.R.22](#)) exigeant que les États fédérés n'inscrivent aucun électeur sans avoir vérifié sa citoyenneté.

Une loi identique avait été adoptée lors de la législature précédente, mais avait été rejetée par le sénat. Celle-ci a plus de chance de passer ce barrage.

Une longue polémique avait entaché l'élection présidentielle de 2020, notamment à propos du vote massif de non-citoyens. Le résultat incontesté de l'élection de 2024 avait montré

qu'effectivement les résultats de 2020 étaient très peu probables.

3280 Donald Trump devrait confier la frontière du Mexique aux armées

Le président Donald Trump devrait confier au Pentagone la bande de terre longeant la frontière avec le Mexique. Elle serait alors considérée comme une base militaire, ce qui permettrait aux GI's d'empêcher l'immigration illégale.

3281 Nouvel échange de prisonniers entre les États-Unis et la Russie

Un nouvel échange de prisonniers a été organisé entre les États-Unis et la Russie. Arthur Petrov, un ressortissant russo-allemand arrêté en août 2023 à Chypre à la demande des États-Unis, est accusé d'avoir exporté de la microélectronique sensible à des fabricants fournissant des armes et des équipements à l'armée russe. Il a été échangé contre la ballerine russo-états-unienne Ksenia Karelina, accusée d'avoir fait un don à une association caritative qui soutenait l'Ukraine.

3282 Curt Weldon remet en cause la version officielle des attentats du 11 Septembre

Curt Weldon, ancien représentant républicain de Pennsylvanie, a accordé une longue [interview](#) à Tucker Carlson. Il y témoigne des très fortes pressions qu'il a subies pour avoir tenté de s'opposer à la propagande visant à faire accroire que les attentats du 11 septembre 2001 ont été fomentés de l'extérieur des États-Unis.

3283 Le Mexique fournira de l'eau aux agriculteurs texans en application d'un traité de 1944

Le président Donald Trump a menacé le Mexique de rétorsion s'il ne livrait pas de l'eau aux agriculteurs du Texas en application d'un traité de 1944.

Claudia Sheinbaum, présidente mexicaine, a annoncé, le 11 avril, « une livraison immédiate d'un certain nombre de millions de mètres cubes qui pourront être fournis en fonction de la disponibilité de l'eau dans le Rio Grande. Et nous espérons que la saison des pluies nous apportera plus d'eau afin que nous puissions en livrer davantage aux États-Unis. »

3284 Le Salvadorien Kilmar Abrego Garcia est-il un terroriste ?

La Cour suprême a jugé illégal le transfert par l'administration Trump du Salvadorien Kilmar Abrego Garcia vers le Centre de confinement du terrorisme salvadorien. Cependant, l'administration Trump, tout en reconnaissant que certaines preuves de son appartenance à une organisation terroriste, le MS-13, n'avaient pas été présentées au juge, s'est dite incapable d'aller le rechercher au Salvador. Tandis que le président salvadorien, Nayib Bukele, en visite à la Maison-Blanche, a déclaré qu'il n'avait pas à se soumettre à un tribunal étranger et qu'il ne relâcherait pas un terroriste.

3285 Daniel Noboa réélu

Le président sortant Daniel Noboa (dit le « roi de la banane ») a été réélu président de la République d'Équateur, le 13 avril, pour un second mandat de 4 ans.

Les résultats du second tour de scrutin sont :

- Daniel Noboa et María José Pinto (Action démocratique nationale) : 55,6 % des suffrages exprimés ;
- Luisa González et Diego Borja (Mouvement de la révolution citoyenne) : 44,4 % des suffrages exprimés.

3286 Condamnation de l'ancien président péruvien Ollanta Humala

Un tribunal péruvien a condamné, le 15 avril, l'ancien président Ollanta Humala et son épouse, Nadine Heredia, à 15 ans de prison pour avoir blanchi des fonds reçus du géant

brésilien du bâtiment Oderbrecht pour financer ses campagnes de 2006 et 2011.

Oderbrecht a corrompu pour 788 millions de dollars presque tout le personnel politique latino-américain durant plus d'une décennie, dont 29 millions au Pérou.

Le président péruvien Alan Garcia (2006-2011) s'est suicidé en 2019 avant son arrestation, et son prédécesseur Alejandro Toledo (2001-2006) a été condamné en 2024 à plus de 20 ans de prison. Le procès de l'ancien président Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018) n'a pas encore eu lieu.

EUROPE

3287 Réunion ministérielle de la « coalition des volontaires » pour l'Ukraine

Une trentaine de ministres de la Défense et de la « coalition des volontaires » se sont réunis à Bruxelles, le 10 avril, sous la présidence du Britannique John Healey.

La France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les trois pays baltes se sont dit prêts à envoyer des troupes en Ukraine après la conclusion d'un accord de paix. Les autres États ont indiqué qu'ils avaient besoin de connaître le contenu de cet accord et de fixer les règles d'engagement avant de donner leur réponse.

3288 Gideon Saar en visite secrète à Londres

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a été reçu secrètement cette semaine à Londres par son homologue David Lammy.

3289 Yaïr Netanyahu insulte Emmanuel Macron

Le président français, Emmanuel Macron a [twitté](#) sur X, le 11 avril : « Voici la position de la France, c'est clair. Oui à la paix. Oui à la sécurité d'Israël. Oui à un État palestinien sans

le Hamas. Cela exige la libération de tous les otages, un cessez-le-feu durable, la reprise immédiate de l'aide humanitaire et la recherche d'une solution politique à deux États.

La seule voie possible est une voie politique.

Je soutiens le droit légitime des Palestiniens à un État et à la paix, tout comme je soutiens le droit des Israéliens à vivre dans la paix et la sécurité, tous deux reconnus par leurs voisins. La prochaine conférence sur la solution des deux États en juin doit marquer un tournant. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir avec nos partenaires pour atteindre cet objectif de paix. Nous en avons vraiment besoin. Pour réussir, nous ne devons pas relâcher nos efforts. Ne cédon pas aux raccourcis ou aux provocations. Ne permettons pas la propagation d'une désinformation et d'une manipulation.

Surtout, restons unis. »

Yair Netanyahou, lui a [répondu](#) le lendemain avant d'être désavoué par son père, le Premier ministre Benyamin Netanyahou : « Allez vous faire foutre ! Oui à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ! Oui à l'indépendance de la Polynésie française ! Oui à l'indépendance de la Corse ! Oui à l'indépendance du Pays basque ! Oui à l'indépendance de la Guinée française ! Halte au néo-impérialisme français en Afrique de l'Ouest ! »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3290 Les Pays-Bas envisagent une invasion russe des pays baltes

Dans une lettre aux armées, le général Onno Eichelsheim, chef d'état-major néerlandais, évoque deux scénarios possibles. Si un cessez-le-feu est conclu entre la Russie et l'Ukraine, les Pays-Bas doivent être prêts à participer à une coalition internationale en faveur d'une paix

durable. Mais un « plan opérationnel » est également en cours d'élaboration pour le cas où le territoire de l'OTAN serait lui-même menacé.

3291 L'Allemagne se prépare à une guerre contre la Russie, en 2029

Le général [Carsten Breuer](#), inspecteur général de la Bundeswehr, a déclaré, le 15 avril, au *Welt am Sonntag* que l'armée allemande devrait parvenir à une préparation totale au combat d'ici 2029.

« Mon plus grand défi en ce moment est de veiller à ce que la troupe soit rapidement prête – et je dois le faire avec tous les moyens sur le marché. Bien sûr, nous devons d'abord nous demander s'il y a quelque chose sur l'étagère. Sinon, compte tenu de la pression dans le temps, nous devons également acheter aux États-Unis, si c'est disponible là-bas. »

Selon le général Breuer, la Russie serait en mesure « de lancer une attaque conventionnelle à grande échelle sur le territoire de l'OTAN en 2029 ». L'objectif de Poutine est « d'affaiblir et de détruire l'OTAN en tant qu'alliance et de discréditer notre forme occidentale de société ».

👉 Le général Carsten Breuer n'a pas précisé comment l'Allemagne entendait assurer sa défense en attendant que cet objectif soit atteint. Commentant cet entretien, le général Dominique Delawarde fait remarquer que l'armée allemande n'arrive pas à engager suffisamment de soldats pour se maintenir à 100 000 hommes. Il ne voit donc pas comment, elle pourrait doubler ses forces humaines en cinq ans, sauf à recourir à des enrôlements forcés.

3292 En pleine négociation russo-états-unienne, l'Estonie saisit un pétrolier russe

L'Estonie a arraisonné, le 11 avril, le pétrolier *Kiwala* qui ne disposait pas de papiers en bonne et due forme. Selon la presse, ce navire ferait partie de la « flotte fantôme » russe.

L'Estonie a adopté, le 6 mars, une loi renforçant la sécurité maritime. Accordant un entretien aux *Izvestia*, [Nikolai Patrouchev](#), président du Conseil maritime de la Fédération de Russie, a suggéré que cette action ait été imaginée par le Royaume-Uni afin de saboter les négociations russo-états-uniennes sur l'Ukraine.

En mars, l'Allemagne avait identiquement saisi un pétrolier panaméen soupçonné d'appartenir à la « flotte fantôme » russe.

3293 L'UE face à la guerre commerciale mondiale

Pendant la pause de 90 jours de la guerre économique mondiale, les produits européens exportés vers les États-Unis sont taxés à 10 % en général, 15 % pour l'acier et l'aluminium, et 25 % pour les véhicules automobiles.

Après avoir levé les contre-mesures européennes annoncées, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré le 10 avril : « Si les négociations ne sont pas satisfaisantes, nos contre-mesures entreront en vigueur. Le travail préparatoire pour des contre-mesures supplémentaires continue. Comme je l'ai déjà dit, toutes les options sont sur la table. »

3294 Ursula von der Leyen constate la mort de l'Occident politique

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a accordé un entretien à *Die Zeit*, le 15 avril. Elle y déclare : « L'Occident tel que nous le connaissons n'existe plus. Le monde est devenu un globe, y compris géopolitiquement, et aujourd'hui, nos réseaux d'amitié s'étendent à travers le monde, comme en témoigne le débat sur les droits de douane. »

3295 Modification du droit de désignation d'un « pays d'origine sûr »

L'avocat général de la Cour de justice de l'UE a précisé, dans deux affaires distinctes ([C-758/24](#) et [C-759/24](#)), que les États membres de l'UE pouvaient désigner les « pays d'origine sûrs » des

migrants par une loi, sous réserve des sources d'information ayant servi de base à cette désignation de sûreté. Selon lui, il est possible de désigner un pays d'origine comme sûr tout en reconnaissant qu'il ne l'est pas pour certaines catégories de personnes.

3296 L'UE met en garde la Serbie de ne pas participer aux cérémonies du 9 mai à Moscou

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont pu s'entretenir directement avec leurs homologues des Balkans lors d'un dîner de travail. Ils ont abordé notamment l'alignement des pays concernés avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Ils ont alors « conseillé » aux ministres et aux chefs de gouvernement des pays des Balkans occidentaux de ne pas participer aux célébrations russes du 9 mai prochain. Bien que Robert Fico, Premier ministre slovaque, doive assister à la célébration, si le président serbe, Aleksandar Vučić, devait lui aussi faire le déplacement, cela stopperait l'avancée de Belgrade vers l'UE.

Erratum

Dans les premières éditions de notre bulletin, nous avons indiqué (brève 3242) que la Conférence sur la défense de l'Europe centrale de Split avait eu lieu les 10 et 11 juin. Elle s'est tenue les 10 et 11 avril.

3297 L'UE en quête d'un mécanisme permettant de contourner la Hongrie et la Slovaquie

Les ministres des Finances de l'UE, réunis le 12 avril au Musée de l'Armée polonaise de Varsovie, ont examiné une proposition du *think tank* Bruegel.

Il s'agit de créer un « mécanisme européen de défense » qui permette de contourner l'obstruction de la Hongrie et de la Slovaquie au soutien à l'Ukraine contre la Russie. Bruegel préconise de permettre aux États membres de l'UE volontaires, ainsi qu'à des pays tiers partenaires comme le Royaume-Uni, la Norvège

ou encore l'Ukraine, de lever ensemble des fonds sur les marchés de capitaux afin d'acquérir du matériel militaire.

3298 Sommet d'affaires UE/Ukraine

Denys Shmyhal, Premier ministre ukrainien, et la Slovène Marta Kos, commissaire européenne à l'Élargissement, ont coprésidé le sommet d'affaires UE/Ukraine à Bruxelles, le 10 avril. La Commission européenne s'est engagée :

- à favoriser les affaires intégrant, secteur par secteur, l'Ukraine au marché unique de l'UE ;
- à faciliter les investissements pour la reconstruction de l'Ukraine ;
- à faire de l'Ukraine une destination d'investissement florissante pour les secteurs stratégiques, notamment dans les domaines de la défense et de l'énergie.

3299 Le Conseil de l'Europe tire de timides enseignements du scandale de corruption de... 2017

• Le Conseil de l'Europe a, enfin, pris des mesures suite au scandale de corruption de 2017. Lors du « caviargate », l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) avait attisé des soupçons de corruption par l'Azerbaïdjan d'une douzaine de parlementaires (dont l'Espagnol Pedro Agramunt, les Allemands Eduard Lintner et Karin Strenz, et l'Italien Luca Volontè). L'OCCRP comprenait alors *Berlingske* (Danemark), *The Guardian* (UK), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Le Monde* (France), *Tages-Anzeiger* et *Tribune de Genève* (Suisse), *De Tijd* (Belgique), *Novaya Gazeta* (Russie), *Dossier* (Autriche), *Atlatszo.hu* (Hongrie), *Delo* (Slovénie), *RISE Project* (Roumanie), *Bivol* (Bulgarie), *Äripäev* (Estonie), *Czech Center for Investigative Journalism* (République tchèque), et *Barron's* (USA).

☞ Selon Bharat (cf. VAI 2607) l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) est une structure mise en place par les États-Unis pour attribuer à des médias les imputations qu'ils souhaitent répandre. Cette manipulation a été confirmée par *Mediapart*

(France), *Drop Site News* (États-Unis), *Il Fatto Quotidiano* (Italie), *Reporters United* (Grèce) selon qui, le gouvernement fédéral des États-Unis finance la moitié du budget de l'organisation et bénéficie d'un droit de veto sur ses dirigeants.

- L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution (réf. : [2595 \(2025\)](#)) appelant au « Respect de l'État de droit et à la lutte contre la corruption »

Les nouvelles modifications comprennent une procédure plus rigoureuse de déclaration d'intérêts, des sanctions plus sévères en cas de manquement et de meilleurs contrôles des déclarations (art. 7).

Toute enquête future pourra faire appel à un nouveau panel, le « Groupe d'enquête de l'Assemblée parlementaire sur la conduite », qui sera composé de sept anciens juges de la Cour européenne des Droits de l'homme (art. 9:3).

La « Commission du Règlement » de l'Assemblée, pour sa part, a été renommée « Commission du Règlement, de l'Éthique et des Immunités ».

☞ À ce jour, aucune sanction judiciaire n'a été prise à l'encontre des parlementaires corrompus.

3300 Kirill Boudanov justifie la censure en temps de guerre

Le général Kirill Boudanov, directeur du Renseignement militaire ukrainien (GUR/MOU), a accordé un entretien à la journaliste Anna Maksimchuk, le 5 avril.

Il y déclare : « En temps de guerre, il n'est pas nécessaire de connaître toute la vérité. Sinon, les gens pourraient se forger une opinion. Certains esprits ne sont pas préparés à saisir la dure réalité. Ne les mettons pas à l'épreuve. Tout doit être dosé. »

Oksana Romaniuk, directrice de l'Institut d'information de masse (Kiev), estime à 80 % la part des médias ukrainiens dépendant de l'USAID. L'arrêt des subventions de Washington

plonge toute la presse ukrainienne dans la détresse.

3301 Volodymyr Zelensky fait étendre la loi martiale jusqu'au 6 août

Pour la quinzième fois depuis le début du conflit, le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, a demandé à la Verkhovna Rada (parlement) de [prolonger la loi martiale](#) de trois mois, cette fois jusqu'au 6 août.

☞ Devenu très impopulaire, Volodymyr Zelensky veille à empêcher toute élection en étendant indéfiniment la loi martiale.

3302 La CEDH instruit deux affaires contre la Russie

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a interrogé la Russie (qui n'est plus membre du Conseil de l'Europe) sur deux affaires :

- Une plainte de l'Union ukrainienne Helsinki pour les droits de l'homme accusant la Russie d'avoir enlevé dix enfants ukrainiens placés dans des structures d'accueil en Crimée après « l'annexion » de 2014.
- Une plainte de l'Ukraine sur des assassinats politiques ordonnés par la Fédération de Russie et des manœuvres visant à les dissimuler (23 cas entre 2003 et 2020). Notamment les cas d'Umar Israilov (en Autriche), de Vladimir Kara-Murza, d'Alexeï Navalny et d'Anna Politkovskaya (en Russie), ainsi que d'Alexandre Litvinenko et de Sergeï Skripal (au Royaume-Uni).

3303 Le Conseil de l'Europe appelle à travailler conjointement avec la Communauté politique européenne

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, le 10 avril, la [résolution 6202](#) appelant à une synergie plus forte avec la Communauté politique européenne (CPE). Si la première structure est efficace pour défendre les Droits de l'homme, la seconde permet de

répondre à la « guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ».

3304 Ce que Sergueï Lavrov pense des négociations sur la paix en Ukraine

Intervenant au Forum d'Antalya, [Sergueï Lavrov](#), ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré à propos de la vie en Ukraine :
« Nous ne parlons pas de territoires. Nous parlons de gens qui vivent sur ces terres, dont les ancêtres y ont vécu pendant des siècles, qui ont fondé des villes comme Odessa, qui ont construit des usines, qui ont construit des maisons, des ports, et ces gens, par le décalage de l'histoire, pendant la période soviétique, n'ont pas été à l'origine de la Russie, mais d'une partie de l'Ukraine, parce que cela a été considéré comme un facteur de stabilité pour neutraliser les ultraradicaux vivant dans la partie occidentale de l'Ukraine. » [...]

« Les personnes qui y vivent, elles sont privées de tous les droits de l'homme. J'ai cité la Charte des Nations unies qui, à l'article premier, dit que tout le monde doit respecter les droits de l'homme de chaque individu, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. La langue russe a été interdite à tous les stades de l'enseignement, dans les domaines de la culture et des médias [...] Les livres russes ont été jetés hors des bibliothèques [...] Et récemment, l'Église orthodoxe canonique ukrainienne a été interdite par la loi. Ils exterminent littéralement tout ce qui est russe. » [...]

« En novembre 2021, on a demandé à Volodymyr Zelensky ce qu'il pensait des personnes de l'autre côté de la ligne de contact dans le Donbass. Et il a dit, en essayant de sonner astucieux, "Vous savez, il y a des gens et il y a des espèces". Une autre fois, il a donné ses conseils "à ceux qui vivent en Ukraine mais se sentent associés à la culture russe, pour le bien de vos enfants, pour le bien de vos petits-enfants, partez en Russie". Et il y a quelques semaines, dans une autre interview, quand on lui a demandé ce qui le faisait avancer, il a dit, "La haine de la Russie". L'interviewer voulait

clarifier, “Du président Poutine ?”, il a répondu : “Non, de tous les Russes”. »[...]

« Ma conclusion est donc qu’en ignorant la violation flagrante de toutes les normes internationales sur les êtres humains, en ignorant les violations de ces normes par Zelensky, et en même temps, en discutant du déploiement de quelque chose de militaire, prétendument de “maintien de la paix”, ou encore “force de stabilisation”, sur la partie restante de l’Ukraine, ils veulent utiliser cette force non pas pour maintenir la paix, mais pour maintenir et protéger le régime nazi, et c’est la clé. »

AFRIQUE

3305 Crise franco-algérienne

La justice française a mis en examen, le 11 avril, trois Algériens, dont un agent consulaire, pour avoir enlevé et séquestré sur le sol français, le 29 avril 2024, l’influenceur algérien et opposant au régime Amir Boukhors, dit « Amir DZ ».

Le gouvernement algérien a expulsé, le 13 avril, 12 agents de l’ambassade de France à Alger. Ce personnel dépendait du ministre français de l’Intérieur et pas de celui des Affaires étrangères.

Le gouvernement français a répliqué en expulsant 12 agents de l’ambassade algérienne de Paris et rappelé, le 16 avril, son ambassadeur à Alger pour consultation comme l’Algérie avait rappelé son ambassadeur à Paris, le 30 juillet 2024, en réponse à la reconnaissance par Paris de la souveraineté marocaine sur le territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Par ailleurs, l’écrivain franco-algérien Boualem Sansal, critique du gouvernement algérien, est incarcéré en Algérie depuis le 16 novembre 2024.

3306 Pogroms antichrétiens au Nigeria

Les pogroms antichrétiens se multiplient au Nigeria. 60 chrétiens ont été tués lors d’attaques

coordonnées dans sept villages en avril et 51 autres ont été tués, le 14 avril. Selon Release International, des attaques contre 136 communautés dans cinq comtés de l’État du Plateau ont été documentées depuis décembre, dont 79 villages ont été entièrement désertés.

ASIE

3307 Israel Einhorn défend à la fois les images de Benyamin Netanyahu et d’Aleksandar Vučić

Enquêtant sur le Qatargate (c’est-à-dire sur les liens entre le Qatar et Benyamin Netanyahu), le quotidien *Haaretz* et le *Balkan Investigative Reporting Network* (BIRN) ont découvert qu’[Israel Einhorn](#), fondateur de la société de relations publiques « Perception », s’était réfugié en Serbie afin d’échapper à la justice israélienne. Il est accusé à Tel-Aviv d’avoir harcelé Shlomo Filber, le principal témoin dans l’un des procès de Netanyahu en matière de corruption.

C’est Israel Einhorn qui avait imaginé, pour le compte du Qatar, principal financier du Hamas, une campagne de communication visant à le présenter comme une force de paix et de stabilité (cf. VAI 3213). Il a créé en Serbie une seconde société, « Insight Partners », qui défend et promeut l’image du président serbe, Aleksandar Vučić.

3308 La stratégie des FDI aujourd’hui

Israel Katz, ministre israélien de la Défense, a précisé le 16 avril, qu’Israël veillait d’abord à obtenir la libération des otages, ainsi que convenu avec Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump pour le Moyen-Orient, et qu’il ne reprendrait ses actions contre le Hamas que par la suite.

Il a indiqué que les FDI resteront, jusqu’à nouvel ordre, dans leurs zones d’occupation à Gaza, au Liban et en Syrie.

Il a enfin conclu en disant qu’aucune aide humanitaire n’est sur le point d’entrer à Gaza afin de faire pression sur le Hamas. « Le retour

de l'aide à Gaza avant que le Hamas ne se mette à genoux et libère tous nos otages serait une erreur historique », a-t-il déclaré.

3309 Le Hamas et le Jihad islamique publient des vidéos d'otages

- Le Hamas a publié, le 12 avril, une vidéo du soldat israélo-états-unien Edan Alexander qu'il détient en otage depuis 551 jours. Il y décrit sa solitude et son espoir déçu dans les négociations du président Trump pour sa libération.

Le Hamas détient aujourd'hui 59 otages, dont 35 sont présumés morts. Alexander est le dernier otage états-unien survivant.

- Le Jihad islamique a publié, le 16 avril, une vidéo de l'otage israélien Rom Braslavski. Il s'adresse à Benyamin Netanyahou en lui disant : « Sors-moi d'ici ! »

3310 Destruction de l'hôpital d'Al-Ahli de Gaza

- Le 13 avril, les FDI ont publié un communiqué : « Les FDI et l'ISA [Shin Bet] ont frappé un centre de commandement et de contrôle utilisé par le Hamas à l'hôpital Al Ahli dans le nord de Gaza. L'enceinte de l'hôpital a été utilisée par les terroristes du Hamas pour planifier et exécuter des attaques terroristes contre des civils israéliens et des FDI. »

- Le docteur [Tedros Adhanom Ghebreyesus](#), directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a twitté, le 13 avril : « 14h - Hôpital d'Al-Ahli -Gaza n'est plus en service après l'ordre d'évacuation et l'attaque de ce matin - L'OMS a reçu une mise à jour du directeur de l'hôpital. Un enfant est mort en raison d'une perturbation des soins.

La salle des urgences, le laboratoire, les appareils de radiographie et la pharmacie ont été détruits.

L'hôpital a été contraint de déplacer 50 patients dans d'autres hôpitaux. 40 patients critiques n'ont pas pu être déplacés. L'hôpital n'est pas en

mesure de recevoir de nouveaux patients en attente de réparation.

Les hôpitaux sont protégés par le droit international humanitaire. Les attaques contre les soins de santé doivent cesser.

Encore une fois, nous le répétons : les patients, les agents de santé et les hôpitaux doivent être protégés. Le blocus de l'aide doit être levé. Cessez-le-feu. »

- L'Église anglicane de Jérusalem a formellement démenti les allégations des FDI et du Shin Bet.

3311 Les conditions de l'aide de l'UE à la Palestine

Le premier dialogue politique de haut niveau entre l'UE et l'Autorité palestinienne (AP) s'est tenu le 14 avril.

Le plan de la Commission européenne, d'un montant maximal de 1,6 milliard d'euros, couvrira la période 2025-2027. Il s'articulera autour des soutiens (1) aux services pour le peuple palestinien ; (2) au redressement et à la stabilisation de la Cisjordanie et de Gaza ; (3) au secteur privé.

La plupart des décaissements seront liés aux progrès de l'Autorité palestinienne dans ses réformes en matière de viabilité budgétaire, de gouvernance démocratique, de développement du secteur privé et d'infrastructures et services publics.

La Croate Dubravka Šuica, commissaire européenne à la Méditerranée, a annoncé le lancement d'une plateforme de donateurs afin qu'ils puissent suivre la mise en œuvre des progrès de l'Autorité palestinienne.

3312 Complot de la Confrérie des Frères musulmans au Liban et en Jordanie

15 individus ont été arrêtés en Jordanie, le 15 avril. Ils ont avoué avoir préparé au Liban des attaques contre des bâtiments officiels

jordanien. Des roquettes, d'une portée de 3 à 5 kilomètres, ont été saisies. Ils ont en définitive reconnu être membres de la Confrérie des Frères musulmans.

Jusqu'ici, des membres de la famille royale avaient rejoint la Confrérie qui était devenue la principale force d'opposition. Elle s'abstenait donc de toute action violente.

Plusieurs dizaines d'individus, Palestiniens et Libanais, ont été arrêtés au Liban, le 16 avril. Ils ont reconnu avoir tiré des roquettes sur Israël tout en faisant croire que c'était des actions du Hezbollah alors qu'ils sont membres du Hamas, branche palestinienne des Frères musulmans.

Le président libanais, Joseph Aoun, a téléphoné au roi de Jordanie, Abdallah II, pour l'informer de l'enquête. Les ministres de la Justice et ceux des Affaires étrangères se sont également parlé.

☞ À ce stade des enquêtes, il ne fait aucun doute que la Confrérie des Frères musulmans, qui s'oppose à tout règlement avec Israël, a tenté de saboter l'accord de cessez-le-feu au Liban et de porter la guerre en Jordanie. Il est également clair qu'elle a agi au détriment du Hezbollah. Mais il reste une incertitude – et c'est le plus important – sur son commanditaire. La plupart des responsables politiques accusent *a priori* l'Iran, qui fournit des armes au Hamas, mais ce pourrait être le Royaume-Uni, qui manipule historiquement la Confrérie.

3313 Joseph Aoun affirme que le désarmement du Hezbollah est en cours

Joseph Aoun, président libanais, a affirmé dans un entretien accordé, le 14 avril, à al-Jazeera que la décision concernant le monopole des armes par l'État « a été prise » et que « sa mise en œuvre se fera par le dialogue, loin de toute forme de recours à la force ».

Il a précisé que « le dialogue sur l'exclusivité des armes sera bilatéral entre la présidence de la République et le Hezbollah ».

Il a indiqué que l'armée libanaise « accomplit son devoir et est prête à assumer la responsabilité du contrôle des frontières ». « Il faut exercer des pressions sur Israël pour qu'il respecte ses engagements », a-t-il ajouté, soulignant que « les réalisations de l'armée sont importantes : des tunnels et des dépôts de munitions ont été découverts au sud comme au nord du Litani » [...] « L'armée continue de remplir sa mission au sud du Litani, démantèle des tunnels et saisit des armes sans que le Hezbollah ne s'y oppose. »

À ce jour, près de 529 sites ont été identifiés et démantelés, selon les informations de *L'Orient-Le Jour*. Un chiffre qui comprend des caches d'armes aussi bien que des structures en place comme des lance-roquettes ou des rampes de missiles, souvent visibles à l'œil nu.

☞ Le Hezbollah est un réseau de résistance contre l'occupation israélienne. Dans le cadre du nouvel équilibre régional, il est logique de le désarmer. Cependant, à l'origine, le Hezbollah était aussi une organisation de protection de la communauté chiite et cette seconde fonction pourrait encore être nécessaire.

3314 Joseph Aoun reçoit l'aide du Qatar

Le général Joseph Aoun, président de la République du Liban, a effectué une visite officielle au Qatar, après s'être rendu en Arabie saoudite, en Égypte et en France. Il a assuré l'émir Tamim ben Hamad al-Thani de sa volonté d'appliquer la résolution 1701, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies à la fin de la guerre israélo-libanaise de 2006 ; de restaurer le monopole étatique des armes (cf. VAI XXXX) ; et de faire respecter la paix avec ses voisins.

L'Émirat a annoncé donner « 162 véhicules militaires » à l'armée libanaise « pour lui permettre d'accomplir ses missions nationales, préserver la stabilité et contrôler les frontières sur l'ensemble du territoire libanais ». Les deux parties ont souligné le rôle national de l'armée libanaise et l'importance de la soutenir, ainsi que

la nécessité de mettre en œuvre la résolution 1701 dans son intégralité.

3315 Le Conseil de sécurité face aux actions israéliennes en Syrie

À l'initiative de l'Algérie et de la Somalie, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni, le 10 avril, pour examiner la situation en Syrie. Plusieurs centaines de bombardements israéliens ont été observés depuis le renversement du président Bachar el-Assad, le 8 décembre 2024. En outre, l'armée israélienne occupe illégalement la zone tampon du Golan et empêche les Casques bleus d'y circuler.

Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint aux opérations de paix, a plaidé pour que toutes les parties honorent leurs engagements au titre de l'Accord sur le dégagement des forces de 1974.

Le représentant syrien a fait observer que les circuits organisés par les FDI pour les colons israéliens démentent leur parole officielle selon laquelle ils ne sont là que de manière temporaire et manifeste au contraire leur volonté d'annexion. « Chaque jour où le Conseil de sécurité tarde à mettre fin à l'agression israélienne en cours contre mon pays, le risque d'instabilité s'accroît, de même que pour la région », a-t-il déclaré.

Au contraire, selon le représentant israélien, le gouvernement syrien est en transition, son autorité est fragmentée et ses capacités saturées, favorisant ainsi une résurgence d'activités terroristes.

Le Groupe des États arabes et les A3+ (Algérie, Sierra Leone, Somalie et Guyana) ont observé que la Syrie n'avait ni menacé ni attaqué son voisin israélien. Ils ont averti que la destruction des capacités militaires syriennes ne fera que contribuer à la déstabilisation du pays, au moment où il doit assurer la sécurité à l'intérieur de ses frontières et combattre efficacement les organisations terroristes.

La Russie et la France ont demandé qu'une enquête transparente et objective soit menée sur la récente vague de violence dans les zones côtières de Lattaquié et de Tartous, où plusieurs personnes ont été tuées et des centaines, voire des milliers de civils alaouites, chrétiens et d'autres minorités ethniques et religieuses, blessés.

3316 Dissolution de la 8^e Brigade syrienne

Mohammad el-Hourani, porte-parole de la 8^e Brigade, a annoncé, le 13 avril, la dissolution du groupe : « Nous, officiers, soldats et membres, annonçons bien la dissolution complète de cette formation. Cette décision s'inscrit dans une volonté de préserver l'unité nationale, de renforcer la sécurité et la stabilité (du nouvel État syrien). »

Après la dissolution du « Rojava » kurde, c'est le dernier groupe armé significatif, cette fois druze, qui est dissous.

La 8^e Brigade était entrée à Damas avant même Hayat Tahrir al-Sham (HTS), lors du renversement du président Bachar el-Assad.

3317 Ansar Allah continue ses attaques contre Israël

Poursuivant sa politique tant qu'Israël refuse de laisser passer l'aide humanitaire à Gaza, Ansar Allah a tiré deux missiles, le 13 avril, sur la base militaire israélienne de Sdot Micha et sur l'aéroport Ben Gourion.

3318 Négociations secrètes israélo-turques

Israël et la Türkiye ont conduit des [négociations](#), les 9 et 10 avril, en Azerbaïdjan. Les discussions ont porté sur la manière de prévenir des conflits accidentels entre les deux pays en Syrie.

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a déclaré, le 9 avril, que la Türkiye n'avait « aucune intention de conflit en Syrie, non seulement avec l'État hébreu, ni avec

n'importe quel pays de la région ». Mais il a ajouté qu'Ankara « ne peut pas regarder la Syrie être soumise à une crise interne, une opération, une provocation qui menacera la sécurité nationale de la Türkiye ».

Israël et la Türkiye ont soutenu les jihadistes contre la République arabe syrienne durant toute la guerre contre ce pays. Aujourd'hui, ces mêmes jihadistes, désormais au pouvoir à Damas, ont l'ambition de ressusciter le Hamas en Palestine, tandis qu'Ankara lorgne sur les restes de l'influence iranienne. Tel-Aviv, quant à lui, espère s'appuyer sur les Druzes et sur les Kurdes pour diviser la Syrie.

Les États-Unis poussent leurs alliés israéliens et turcs à maintenir les bases militaires russes pour garantir la stabilité du pays.

3319 Négociations états-uno-iraniennes à Mascate et Oman, puis à Rome

- Le premier round des négociations états-uno-iraniennes s'est tenu, le 12 avril à Mascate. La délégation états-unienne était dirigée par Steve Witkoff, émissaire spécial du président Donald Trump pour le Moyen-Orient, l'iranienne par le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi.

[Steve Witkoff](#) a déclaré, le 10 avril, au *Wall Street Journal*, que la seule ligne rouge états-unienne était la militarisation du programme nucléaire iranien. Tulsi Gabbard, la directrice nationale du Renseignement, avait reconnu devant le sénat, le 24 mars, que l'Iran ne poursuivait plus la construction d'une bombe atomique depuis 1988 (cf. VAI 3141).

L'ayatollah [Ali Khamenei](#), guide suprême de la Révolution, a donné son accord à ces négociations qu'il avait d'abord traitées en dérision. Selon le *New York Times*, son revirement d'attitude serait dicté par la volonté de prévenir un effondrement de la République islamique.

- Le second round des discussions ne se tiendra pas au même endroit, mais à Rome, le 19 avril, l'Italie jouant cette fois le rôle de médiateur à la

place d'Oman. L'Argentin Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), y participera.

Au-delà de nombreuses déclarations contradictoires de dirigeants états-unis, il semble que le secrétaire d'État, Marco Rubio, et le conseiller national de sécurité, Michael Waltz, ne soient pas parvenus à durcir la position de Washington, le vice-président JD Vance et l'envoyé spécial Steve Witkoff ayant mis en garde contre une escalade qui ferait échouer les négociations. En définitive, le président Trump pourrait avoir décidé de s'opposer au principe de l'enrichissement d'uranium iranien à plus de 5 % car les Iraniens en ont fait une ligne rouge, mais n'y tiennent pas en réalité.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les négociations entre l'Iran et les États-Unis progressent à Oman : un Traité de Tlatelolco nucléaire pour le Moyen-Orient ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les négociations de paix entre les États-Unis et l'Iran, facilitées par la Russie, ont donné lieu à un coup de théâtre. Washington pourrait soutenir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, suivant ainsi la proposition présentée par l'Iran, en 2010, aux Nations unies. Elle-même reprenant une idée d'Alfonso García Robles et d'Alfredo Jalife-Rahme, de 1985.

Or, aujourd'hui, l'Iran n'a pas de programme nucléaire militaire, tandis qu'Israël dispose déjà de nombreuses bombes atomiques.

3320 La Chine se tourne vers son marché intérieur

En réponse à la Première Guerre commerciale mondiale, Beijing a ouvert le 5^e Salon chinois des produits de consommation (CICPE) de Hainan (sud de la Chine) avec la volonté de développer son marché intérieur.

3321 La Chine répond à Donald Trump sur un autre terrain que les droits de douane

- La Chine a ralenti l'exportation de terres rares utilisées dans les équipements militaires, les voitures et autres.

☞ Selon [Armées.com](https://www.armees.com), le samarium et le gadolinium sont utilisés dans les aimants haute température pour les moteurs de missiles, les systèmes de radar et les capteurs de guidage.

Le dysprosium et le terbium sont des éléments clés des aimants à haute stabilité thermique, intégrés dans les actionneurs de commandes de vol, les systèmes de visée, les hélices de torpilles.

Le scandium et l'yttrium sont présents dans les alliages légers pour avions militaires, les revêtements anticorrosion et les lasers de désignation de cibles.

Les aimants néodyme-fer-bore (NdFeB) sont cruciaux pour les têtes chercheuses, les drones tactiques, les moteurs d'avions de combat, et les systèmes de guerre électronique.

L'ensemble des industriels de défense états-uniens, européens et asiatiques, y compris les géants comme Lockheed Martin, Raytheon, BAE Systems, Safran ou Thales, dépendent directement ou indirectement de ces approvisionnements.

☞ Contrairement à ce que pourrait laisser supposer leur nom, les « terres rares » ne sont pas rares, mais très communes. Par contre les capacités de raffinage sont, elles, très rares. La Chine assure 90 % du raffinage mondial.

Kevin Hassett, directeur du Conseil économique national de la Maison-Blanche, a déclaré que l'impact des pauses dans les exportations chinoises était « étudié très attentivement ».

- La Chine a interrompu sa collaboration avec les deux géants mondiaux des semi-conducteurs, ASML et TSMC.

- Enfin, la Chine a interdit à ses compagnies nationales d'importer de nouveaux Boeing.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](https://www.voltaireonline.com).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°130 - 25 avril 2025

ÉDITORIAL

3322 Le Conseil de sécurité examine la situation à Haïti

Le Conseil de sécurité a examiné, le 21 avril, la situation à Haïti. Depuis février, des groupes criminels organisés ont lancé des attaques coordonnées pour étendre leur contrôle territorial et saper l'autorité de l'État, faisant 1 086 morts en deux mois.

L'Équatorienne María Isabel Salvador, directrice du Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), a confirmé que la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) ne s'est déployée que dans 40 % du territoire, laissant le reste du pays sous la domination des gangs.

☞ Rappelons que la MMAS n'est pas une force des Nations unies, mais du Kenya, déployée à la demande des États-Unis avec un mandat de l'ONU.

La délégation chinoise a invité la « nation souveraine » d'Haïti à former un gouvernement légitime sans délai et à cesser de compter sur l'aide systématique de l'étranger. Elle a également accusé les États-Unis d'ingérence de longue date dans les affaires haïtiennes. Après avoir orchestré, il y a un an, l'installation d'un nouveau gouvernement, Washington « ferme aujourd'hui les yeux, malgré le chaos », en n'appliquant pas réellement l'embargo sur les armes dont il a pourtant accepté l'imposition. Le résultat, c'est que les gangs sont mieux outillés que la Police nationale d'Haïti, alors que la plupart des armes arrivant en Haïti proviennent des États-Unis.

La délégation française a par ailleurs confirmé son intention de poursuivre le « travail de mémoire » engagé par le président Emmanuel Macron, qui a annoncé le 17 avril la création d'une commission mixte franco-haïtienne chargée d'étudier la dette exigée rétrospectivement par le roi Charles X pour la libération des esclaves.

AMÉRIQUES

3323 La Cour suprême s'oppose au président Trump sans justifier sa décision

Sur requête de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU), la Cour suprême a publié une note ordonnant au gouvernement de ne renvoyer aucun détenu des gangs MS-13 et Tren de Aragua vers le Salvador, jusqu'à nouvel ordre.

C'est la première fois que la Cour s'immisce dans le débat sur les expulsions d'immigrés, effectuées par le président Donald Trump au titre de l'*Alien Enemies Act* de 1798.

Contrairement à sa tradition, elle l'a fait sans publier son raisonnement.

L'ACLU avait plaidé que l'administration Trump ne donnait pas suffisamment de chances à ces hommes de contester leur expulsion.

Entrant en dissidence, le juge Samuel Alito a déclaré : « En résumé, au milieu de la nuit, la Cour a rendu une décision sans précédent et juridiquement discutable sans donner aux tribunaux inférieurs la possibilité de statuer, sans entendre la partie adverse, dans les huit heures suivant la réception de la demande, avec un soutien factuel douteux pour son ordonnance, et sans fournir d'explication. »

3324 La Cour suprême examine la jurisprudence en matière de révocation de fonctionnaires fédéraux

La Cour suprême examine la jurisprudence sur les cas de renvois de fonctionnaires fédéraux, y compris au sein des agences indépendantes de la Maison-Blanche. Son attention a été portée sur la tentative du président Franklin Roosevelt de licencier, en 1935, « pour divergences de vues », un membre de la Commission fédérale du commerce (FTC).

À l'époque, la [Cour avait tardivement statué](#) que la FTC exerçait des fonctions législatives et quasi judiciaires. Par conséquent, le président n'aurait pas dû en renvoyer un membre « pour divergences de vues », mais uniquement pour faute grave.

Selon les précisions que la Cour apportera, le président Donald Trump pourra, ou non, licencier le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, qu'il avait nommé lors de son premier mandat.

3325 La Cour suprême examine le respect de la liberté de religion face aux cours traitant de la religion et de la sexualité

La Cour suprême auditionne des témoins pour déterminer si les cours dispensés dans les écoles publiques du comté de Montgomery (Maryland) respectent ou violent la liberté religieuse des parents.

Le comté admet que les parents puissent retirer leurs enfants des cours de religion, mais pas des cours de sexualité. Or, ceux-ci comprennent un enseignement sur le genre et un autre sur l'homosexualité. Les élèves apprennent, dès 3 ans, que les médecins ne font que deviner le sexe à la naissance, mais que certains enfants se sentent différents de ce qu'ils leur ont dit. Un exercice consiste à repérer sur les illustrations d'un livre un « drapeau intersexe », une « drag queen », des « sous-vêtements » et du « cuir ».

La question de l'obligation d'assiduité à ces cours a été posée par des associations musulmanes. La Cour tente de savoir comment ces programmes sont mis en œuvre.

3326 Donald Trump déclassifie l'enquête sur l'assassinat de Robert F. Kennedy

Le président Donald Trump a déclassifié 10 000 pages de documents sur l'assassinat, le 6 juin 1968, de l'ancien procureur général des États-Unis, Robert F. Kennedy (frère du président assassiné John F. Kennedy et père de l'actuel secrétaire à la Santé), alors en campagne électorale pour la présidence des États-Unis. 50 000 autres pages devraient suivre.

Ce premier lot rapporte notamment la bagarre qui a opposé un soignant à la veuve durant le transfert du corps à l'hôpital.

Le fils aîné de Robert F. Kennedy, le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Robert F. Kennedy Jr., a déclaré publiquement qu'il ne croyait pas la version officielle selon laquelle Sirhan Sirhan avait tué son père, mais qu'un

deuxième tireur, Thane Eugene Cesar, était l'auteur du coup de feu fatal.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les chantiers de Donald Trump \(2/2\)](#) », par Thierry Meyssan

Le cœur de l'action du président Donald Trump, c'est de réformer l'économie occidentale en mettant fin à la « globalisation américaine », selon laquelle les composants de produits complexes doivent être fabriqués dans de multiples pays avant d'être assemblés. Il entend rapatrier le plus grand nombre possible d'usines dans son pays afin qu'il devienne capable de fabriquer des objets complexes de A à Z.

Contrairement à ce que nous pouvons penser, la Première Guerre commerciale mondiale n'oppose pas Washington à Beijing, mais deux formes de capitalisme entre elles.

- Vidéo : [Thierry Meyssan à](#) propos de Donald Trump

À l'invitation de Nicolas Stoquer, Thierry Meyssan analyse pour GPTV, non pas les déclarations, mais les actions, de Donald Trump.
(Il intervient à partir de 1 h 38).

3327 Donald Trump fait entrer dans le discours officiel les données sur l'épidémie de Covid-19

Le président Donald Trump a publié, sur le site internet de la Maison-Blanche le 20 avril, une [page consacrée à l'origine la plus probable de l'épidémie de Covid-19](#).

Elle conteste la version, jusqu'ici officielle du docteur Anthony Fauci, selon laquelle ce virus est d'origine animale, transmis à l'homme. Au contraire, elle révèle « qu'il possède une caractéristique biologique que l'on ne trouve pas dans la nature ». Elle observe que « les chercheurs de l'Institut de virologie de Wuhan (WIV) étaient malades avec des symptômes de

type covid à l'automne 2019, des mois avant que la Covid-19 ne soit découverte sur le marché aux poissons. »

Elle assure que le docteur Anthony Fauci a ignoré ces faits afin de masquer les recherches sur les gains de fonction qu'il avait illégalement confiées au docteur Peter Daszak (EcoHealth Alliance). Elle accuse le conseiller principal du docteur Fauci, le docteur David Morens, d'avoir détruit quantité de preuves et d'avoir menti au Congrès. Enfin, elle republie le rapport de décembre 2024 que la sous-commission de la Chambre des représentants avait consacré à la pandémie.

Le site internet de la Maison-Blanche ne manque pas de rappeler qu'avant de partir le président Joe Biden a amnistié le docteur Anthony Fauci.

Tous ces éléments sont connus depuis longtemps, mais, pour la première fois, ils entrent dans le discours officiel.

3328 Donald Trump entend exploiter le bois US

Le président Donald Trump a ordonné une enquête sur les conséquences, en matière de sécurité nationale, du peu d'exploitation des forêts états-uniennes. À ce jour, seul un tiers du bois de construction est produit dans le pays, les deux autres tiers étant importés du Canada.

L'enquête durera neuf mois. Elle devrait permettre à la Maison-Blanche d'édicter des droits de douane prohibitifs sans contestations.

Il faut environ deux ans pour construire une scierie. Il faudrait 70 unités supplémentaires aux États-Unis.

3329 Steve Witkoff se défend de partialité en Ukraine

Mis en cause pour sa supposée partialité par le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'envoyé spécial du président Trump, Steve Witkoff, a déclaré à Fox News :

« Cet accord de paix concerne les soi-disant “cinq territoires”, mais il y a bien plus. Il y a des protocoles de sécurité. Il n’y a pas d’OTAN ni d’article 5, il y a beaucoup de détails. C’est une situation complexe, ancrée dans des tensions réelles entre les deux pays. Et je pense que nous sommes peut-être à la veille de quelque chose qui pourrait être extrêmement important pour le monde entier. »

3330 Donald Trump critique les exigences de l’Ukraine

Le président [Donald Trump](#) a publié, le 23 avril, un post sur Truth Social : « Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, se vante en première page du *Wall Street Journal*, du fait que “l’Ukraine ne reconnaîtra pas légalement l’occupation de la Crimée. Il n’y a rien à discuter ici.” Cette déclaration est très préjudiciable aux négociations de paix avec la Russie dans la mesure où la Crimée a été perdue, il y a des années, sous les auspices du président Barack Hussein Obama, et n’est même pas un point de discussion. Personne ne demande à Zelensky de reconnaître la Crimée comme territoire russe mais, s’il veut la Crimée, pourquoi n’ont-ils pas combattu pour elle, il y a onze ans, quand elle a été remise à la Russie sans qu’un coup de feu soit tiré ? La zone abritait également, pendant de nombreuses années avant le “transfert d’Obama”, les principales bases sous-marines russes. Ce sont des déclarations incendiaires comme celle de Zelensky qui rendent si difficile le règlement de cette guerre. Il n’a pas de quoi se vanter. La situation pour l’Ukraine est désastreuse – il peut avoir la paix ou ils peuvent se battre encore trois ans avant de perdre l’ensemble du pays. Je n’ai rien à voir avec la Russie, mais j’ai beaucoup à voir avec le fait de vouloir épargner, en moyenne, cinq mille soldats russes et ukrainiens par semaine, qui meurent sans raison. »

3331 Le marché de la dette à long terme des États-Unis en plein trouble

Bien qu’aucun chiffre n’ait été publié, il semble que de nombreux investisseurs commencent à vendre la dette à long terme des États-Unis.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Tucker Carlson, confident de Trump, révèle la vérité explosive sur le 11 septembre, avec Curt Weldon](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Le 11 septembre 2001, des attentats inouïs détruisaient trois tours du World Trade Center de New York. L’opération fut attribuée à Oussama Ben Laden et justifia les guerres d’Afghanistan et d’Iraq. Cependant, le jour même, le promoteur immobilier Donald Trump dénonçait un mensonge, puis six mois plus tard, l’homme politique Thierry Meyssan publiait *L’Effroyable imposture*, avant de s’exiler. L’ancien représentant républicain Curt Weldon vient de révéler les pressions qu’il a subies pour avoir osé poser des questions à George W. Bush.

3332 Bernie Sanders appelle à la fin du soutien à Israël

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont) a déclaré que depuis 51 jours, aucune aide humanitaire n’est entrée à Gaza. « Nous devons mettre fin à notre complicité. Plus d’aide militaire pour la machine de guerre de Netanyahou. »

3333 Le Salvador propose un échange de prisonniers au Venezuela

Le président salvadorien, Nayib Bukele, a proposé, le 20 mars, à son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro, d’échanger 252 prisonniers. Il libérerait les 252 gangsters vénézuéliens livrés par les États-Unis contre 252 opposants politiques détenus au Venezuela pour les crimes qu’ils ont commis durant leur tentative de prise du pouvoir.

EUROPE

3334 Le Royaume-Uni crie au loup russe à propos du corridor de Suwałki

Selon Ed Arnold, expert du Royal United Services Institute (RUSI), la Russie s’apprêterait

à annexer le corridor de Suwałki reliant la Biélorussie à Kaliningrad, via la Pologne. Cette bande de terre, de 85 kilomètres, assure, seule, une continuité territoriale entre les trois États baltes et les autres membres de l'OTAN, dont la Pologne.

Depuis une quinzaine d'années, ce corridor est au centre de vives polémiques entre la Russie et l'OTAN. Moscou ne se risquerait à l'envahir qu'en cas de siège de Kaliningrad.

3335 Le Royaume-Uni met au point un système de défense anti-drones

L'armée britannique a testé avec succès un nouveau type d'armes à énergie dirigée par radiofréquence. Elles sont capables de neutraliser plusieurs cibles aériennes simultanément en perturbant ou en endommageant les composants électroniques critiques à l'intérieur des cibles. Au cours de la démonstration, le système a vaincu « deux essaims de drones en un seul engagement ».

Le ministère de la Défense estime que le système coûte dix pence par tir, une forme rentable de défense aérienne à courte portée (SHORAD) qui pourrait compléter les systèmes classiques de défense aérienne.

3336 Échec de la réunion de Londres sur le Soudan

Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Union africaine et l'Union européenne (UE) ont coorganisé, le 15 avril, la conférence de Londres sur le Soudan. Elle a réuni des ministres des Affaires étrangères et des représentants de haut niveau d'un large éventail de pays pour établir un « groupe de contact ». Celui-ci devait avoir pour objectif de faciliter les négociations de cessez-le-feu, alors que la guerre civile entre dans sa troisième année.

La réunion n'a pas finalisé d'accord ni publié de communiqué final.

3337 Rencontre alliée sur l'Ukraine et le Moyen-Orient

Le président français, Emmanuel Macron, les ministres des Affaires étrangères et des représentants français, allemands, britanniques et ukrainiens ont rencontré à Paris, le 17 avril, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, et l'envoyé spécial du président Donald Trump, Steve Witkoff.

Les discussions ont porté sur l'Ukraine et le Moyen-Orient.

3338 Pétition d'officiers supérieurs devant les assemblées

Un groupe de très hauts gradés français vient d'adresser une lettre aux présidents des Assemblées. Les signataires soulignent qu'en l'absence de ratification par le Parlement, le président de la République française ne peut pas donner l'argent du peuple à l'Ukraine. Emmanuel Macron a récemment annoncé un don de 3 milliards d'euros à l'Ukraine.

Ils rappellent que l'article 411-3 du Code pénal interdit ce type de transaction sous peine de trente ans de réclusion criminelle et 450 000 euros d'amende.

3339 Emmanuel Macron à Mayotte

Le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu en visite à Mayotte. Il a promis 3,2 milliards d'euros pour reconstruire l'île après les dégâts du cyclone Chido. La principale réforme administrative sera de faire de Mayotte une région, et, économiquement, une « zone franche globale ». Sa dernière journée de voyage a été marquée par des violences et des pillages.

👉 Mayotte est une ancienne colonie française. Lors de l'indépendance des Comores, la France s'était engagée, le 15 juin 1973, à ne pas diviser l'archipel quel que soit le résultat du référendum. Cependant lors du référendum du 22 décembre 1974, l'île de Mayotte vote, seule, son refus de l'indépendance. La France, violant son propre engagement, décide de l'extraire de

l'archipel indépendant et la transforme en un département, le 29 mars 2009.

Depuis lors, une migration massive, venue d'Afrique par les Comores, envahit Mayotte y créant de graves troubles de sécurité, alors qu'il n'y en a pas dans le reste de l'archipel.

3340 La France pourrait déployer des soldats en Syrie

La France espère mettre à profit le renversement du président syrien Bachar el-Assad et le retrait des forces états-uniennes des positions qu'elles occupent au nord-est de la Syrie, pour rentrer à nouveau dans le jeu. Le ministère de la Défense étudie le possible déploiement de troupes au Rojava pour encadrer les mercenaires kurdes.

☞ Le gouvernement jihadiste d'Ahmed el-Chara a dissous le Rojava et a débuté l'intégration des mercenaires kurdes dans les forces nationales. Cependant, de nombreux leaders kurdes remettent cette évolution en question. Ils souhaitent prolonger la fiction d'un État kurde en Syrie.

3341 La France souhaite accueillir les scientifiques états-uniens

Le président français Emmanuel Macron a décidé de profiter des coupures de budget de l'administration Trump en matière de recherche pour recruter à grande échelle des scientifiques états-uniens.

Une plate-forme « Choose France for Science » sera administrée par l'Agence nationale de la Recherche.

Les postulants états-uniens sont, *a priori*, des universitaires woke.

3342 L'Espagne augmente son budget militaire à 2 % de son PIB

Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, a annoncé, le 22 avril, que les dépenses militaires de son pays atteindraient les 2 % de son PIB en 2025, soit un tiers d'augmentation.

☞ Rappelons que, lors du dernier sommet des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, les États-Unis ont exigé une hausse des budgets militaires, non plus à 3 % du PIB comme précédemment demandé, mais à 5 %, faute de quoi Washington pourrait quitter l'Alliance atlantique.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Zéro taxes au prix de zéro souveraineté !](#) », par Manlio Dinucci

Giorgia Meloni s'affiche en alliée de Donald Trump. Cependant, si elle a obtenu du président des États-Unis une exonération de droits de douane pour les produits italiens, c'est au prix de la vassalisation de son pays.

3343 Andrzej Duda favorable à un parapluie nucléaire français sur la Pologne

Accordant un [entretien](#) à Bloomberg, le 18 avril, Andrzej Duda, président polonais, s'est prononcé pour que la France installe des bombes nucléaires sur son territoire afin de protéger son pays, étant entendu que cette protection ne serait pas concurrente ni contradictoire ni exclusive de celle des États-Unis.

☞ C'est la première décision des réunions du « Triangle de Weimar ». Une déclaration allemande de même type pourrait suivre.

3344 Préparation de la guerre Bosnie-Herzégovine/Serbie (suite)

La Hongrie, la Serbie et la Slovaquie envisagent de répondre à la Croatie, à l'Albanie et au Kosovo, en créant elles aussi une alliance militaire (cf. VAI 3251).

3345 La Commission européenne sanctionne Meta et Apple

Selon le [quotidien allemand Handelsblatt](#), la Commission européenne a décidé de sanctionner Meta, dont la gestion des données

personnelles des utilisateurs enfreindrait les règles européennes, et Apple, qui créerait artificiellement des difficultés d'accès aux applications alternatives. Le tout pour 700 millions d'euros.

☞ Ces sanctions interviennent en pleine guerre commerciale mondiale.

3346 Les conditions de l'accord UE-Mercosur accroîtront les émissions de gaz à effet de serre

Selon une [analyse](#) de l'Université d'Amsterdam, commandée par Climate Action Network (CAN Europe), s'il est mis en pratique, l'accord UE-Mercosur accroîtra les émissions de gaz à effet de serre. Selon l'étude, seul le commerce de produits verts (et non pas de bœuf et de soja) pourrait les faire baisser.

3347 Audition de Nina Jankowicz au Parlement européen

La Commission spéciale du Parlement européen sur le bouclier européen de la démocratie (EUDS) a [auditionné](#) Nina Jankowicz, directrice à l'American Sunlight Project. Elle a dénoncé la guerre hybride de la Russie contre les démocraties, la « capture » des réseaux sociaux Meta et X par le président Donald Trump et la dissolution du bureau de lutte contre les ingérences russes de Washington.

☞ Nina Jankowicz est une États-Unienne, ancienne employée de la National Endowment for Democracy (NED), puis collaboratrice de Volodymyr Zelensky, et enfin [directrice du Disinformation Governance Board](#) (Conseil de gouvernance de la désinformation) du président Joe Biden. Elle est aujourd'hui basée à Londres.

Elle avait déjà été invitée par la Commission européenne, en février 2023.

3348 Les grands laboratoires pharmaceutiques investiront aux États-Unis

[Novartis](#), [Eli Lilly](#), [Johnson & Johnson](#) et [surtout Roche](#) ont annoncé de très importants investissements aux États-Unis. Le président Donald Trump avait déclaré que Washington ne pouvait pas accepter que les médicaments consommés aux États-Unis soient fabriqués à l'étranger.

Roche a annoncé, le 22 avril, qu'il investirait 50 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, créant plus de 12 000 emplois.

3349 Belgrade fait un pas vers Moscou, un autre vers Bruxelles

Le président serbe, Aleksandar Vučić, a confirmé qu'il participerait à la commémoration de la victoire alliée sur le nazisme, le 9 mai sur la place Rouge de Moscou, et qu'il renvoyait son vice-premier ministre (prorusse), Aleksandar Vulin.

Il défie ainsi l'UE qui l'avait mis en garde contre tout voyage à Moscou (cf. VAI 3296), mais la satisfait en renvoyant une personnalité dont le franc-parler avait beaucoup heurté à Bruxelles.

3350 Vladimir Poutine tente une trêve unilatérale de 30 heures en Ukraine

Le président russe, Vladimir Poutine, a annoncé à la télévision une trêve unilatérale sur le front ukrainien, du 19 avril 18 h (heure de Moscou), au 20 avril à minuit, soit trente heures.

La Russie propose toujours, quel que soit le conflit, une trêve pour les fêtes de Pâques.

Celle-ci ayant été proclamée unilatéralement, l'Ukraine ne l'a pas respectée et les combats ont donc repris.

Une trêve de 30 heures est une réponse à la demande ukrainienne d'une trêve de 30 jours. Aux yeux de Moscou, le fait que Kiev ne l'ait pas respectée (ce qui était prévisible puisqu'il ne

l'en avait pas préalablement informé) atteste qu'il n'est toujours pas prêt à un règlement du conflit.

La presse occidentale, quant à elle, ignorant la tradition militaire russe, interprète cette tentative de trêve comme une manœuvre visant à faire patienter Donald Trump.

3351 La Russie à court d'armes en Ukraine

Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré lors d'une réunion de la Commission militaro-industrielle du pays, le 22 avril, que ses forces étaient à court d'armes en Ukraine.

AFRIQUE

3352 Erik Prince soutient la RDC contre le Rwanda

Selon Reuters, [Erik Prince](#) a signé un accord avec la RDC avant la percée du M23 en janvier. Il prévoyait non seulement de sécuriser la région, mais aussi de lutter contre la corruption et de conseiller les entreprises minières.

Erik Prince, fondateur de Blackwater, est réputé proche de Donald Trump ; sa sœur a été secrétaire à l'Éducation. Au contraire, les administrations états-uniennes précédentes soutenaient les Hutus contre les Tutsis durant le génocide rwandais, puis le Rwanda contre la RDC. Durant le premier mandat de Donald Trump, Erik Prince avait déjà investi dans une importante société de transport des minerais, Frontier Services Group (FSG).

ASIE

3353 Les rites religieux pédophiles en Israël

Israel Hayom, le quotidien israélien le plus lu, a publié une [enquête sur les sectes pédophiles israéliennes](#). Le journal précise qu'aussi condamnable qu'elle soit la pédophilie est répandue partout dans le monde. Partout, les

pédophiles cherchent à justifier leurs crimes en s'abritant derrière des idéologies. En Israël, ils se cachent derrière des sectes juives.

Le quotidien donne l'exemple de rites pédophiles sadiques présidés par des rabbins.

3354 Désertion massive des réservistes israéliens

Selon la radio Kan, le ministère de la Défense vient d'établir les [statistiques des désertions](#). Après la vague de pétitions de militaires appelant à refuser la guerre de Benyamin Netanyahou, 20 % des réservistes ne répondraient plus à l'appel. Cependant, si l'on prend les chiffres en distinguant deux sortes de réservistes, ceux qui sont affectés à leur unité d'origine et ceux qui le sont à d'autres unités en fonction des besoins, la vague de désertion atteindrait 50 %.

3355 Mahmoud Abbas à Damas

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, s'est rendu en Syrie, le 18 avril, où il a été reçu par son homologue, Ahmed el-Chareh, ancien n°2 de Daesh.

3356 Mahmoud Abbas somme les « fils de chiens » du Hamas de libérer les otages

Le président palestinien, Mahmoud Abbas a déclaré le 22 avril : « Le Hamas a fourni à l'occupation criminelle des prétextes pour commettre ses crimes dans la bande de Gaza, le plus flagrant étant la détention d'otages. C'est moi qui en paie le prix, notre peuple en paie le prix, pas Israël [...] Libérez-les. Chaque jour, il y a des morts. Pourquoi ? Parce que vous ne voulez pas remettre l'otage états-unien. Fils de chiens, rendez ce que vous avez et sortez-nous de là. »

3357 Deux dirigeants du Jihad islamique incarcérés en Syrie

Les Brigades Al Qods ont annoncé que Khaled Khaled, qui dirige les opérations du Jihad

islamique en Syrie, et Yasser al-Safari, qui dirige son comité d'organisation, ont été arrêtés en Syrie, le 17 avril.

Le gouvernement jihadiste syrien n'a donné aucune explication à ces arrestations.

Le Jihad islamique (sunnites soutenus par l'Iran) avait participé à l'opération Déluge d'Al-Aqsa de la résistance palestinienne, le 7 octobre 2023.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3358 La Jordanie interdit toute activité de la Confrérie des Frères musulmans

Suite au complot de la Confrérie des Frères musulmans contre la monarchie hachémite (cf. VAI 3312), la Jordanie a décidé d'interdire l'organisation.

La Confrérie avait été dissoute en droit jordanien, en 2020. Désormais, tous ses bureaux ont été fermés et ses biens saisis. Cependant, le Front d'action islamique (31 députés au parlement sur 138) n'a pas été, pour le moment, mis en cause.

☞ Rappelons, qu'historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans. L'interdiction de toute activité de la Confrérie en Jordanie a donc pour conséquence de prévenir l'importation du conflit israélo-palestinien.

3359 L'ambassadeur d'Iran refuse de se rendre à une convocation du ministère libanais des Affaires étrangères

L'ambassadeur d'Iran à Beyrouth, Mojtaba Amani, convoqué au ministère libanais des Affaires étrangères, ne s'y est pas rendu. Il aurait été reçu par le secrétaire général et non par le ministre, Joe Raggi, en déplacement au Caire pour un sommet de la Ligue arabe.

Il avait qualifié le désarmement du Hezbollah de « conspiration manifeste contre les nations ».

3360 Naïm Kassem refuse de désarmer le Hezbollah

• Le président libanais et ancien chef d'état-major, Joseph Aoun, a évoqué, le 15 avril, l'intégration des combattants chiites du Hezbollah au sein de l'armée régulière, non pas collectivement, mais à titre individuel. Cette manière de procéder aurait le mérite de ne pas créer une très puissante unité au sein de l'armée, comme c'est le cas avec Hachd el-Chaab (unités de mobilisation populaire) en Iraq. Cependant, elle a le désavantage de briser l'équilibre confessionnel des troupes.

• S'exprimant à côté de drapeaux libanais et du Hezbollah, cheikh Naïm Kassem, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré, le 18 avril que « vous devez retirer le désarmement de votre vocabulaire. Désarmer la résistance par la force rendrait service à l'ennemi et ne servirait qu'à créer des dissensions avec l'armée. Nous ne permettrons à personne de désarmer la résistance, et ferons face et couperons la main de ceux qui s'en prennent à elle et veulent désarmer le Hezbollah, tout comme nous avons fait face à Israël. Il n'y aura pas de capitulation. »

☞ Le Hezbollah s'est engagé à respecter la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies. Or, ce texte prévoit le retrait des armes du Hezbollah au sud de la rivière Litani, pas de le désarmer.

3361 En quittant la Syrie, Bachar el-Assad aurait emporté le contenu de trois avions

Selon une [enquête de Reuters](#), le président syrien Bachar el-Assad, avant son exil, a utilisé un avion pour évacuer vers Abou Dhabi ses voitures blindées, des œuvres d'art et une abondante documentation. Il aurait également emporté des sacs noirs non marqués contenant 500 000 dollars en espèces. L'avion qu'il a utilisé

a fait quatre allers-retours successifs, en incluant celui de son départ.

3362 Face à Israël, l'Arabie saoudite apporte son soutien à l'Iran

Le prince Khalid ben Salman, frère du prince héritier et ministre saoudien de la Défense, s'est rendu à Téhéran. C'est la première fois depuis la révolution khomeiniste (1979) qu'un ministre de la défense saoudien visite la République islamiste.

☞ Renversant le clivage entre les monarchies traditionnelles et les révolutionnaires anti-impérialistes, le royaume d'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran se sont rapprochés à l'initiative de la Chine, le 10 mars 2023. Cette opposition avait pris la forme d'un conflit entre sunnites et chiïtes, désormais, il n'est plus question que de musulmans.

La visite du prince Khalil intervient alors qu'Israël – qui n'a plus les moyens d'une guerre – tente de pousser les États-Unis à attaquer l'Iran et que Washington, au contraire, négocie avec Téhéran. Tous les États du Golfe ont mis en garde l'administration Trump contre une nouvelle guerre dans la région.

Le président Donald Trump se rendra en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis du 13 au 16 mai ; une visite qui rend toute guerre impossible auparavant.

3363 Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, à Washington

Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Premier ministre qatarien, s'est rendu à Washington, le 22 avril. Il y a rencontré Marco Rubio, secrétaire d'État, et Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient.

3364 Haitham bin Tariq Al Said à Moscou

Haitham bin Tariq Al Said, sultan d'Oman, s'est rendu à Moscou où il a été reçu par le président Vladimir Poutine. Les deux hommes

ont publié un communiqué commun affirmant « la nécessité d'un retrait israélien immédiat de tous les territoires palestiniens occupés ».

3365 Ansar Allah contraint le groupe naval de l'USS Carl Vinson à s'éloigner des côtes yéménites

Loin de désarmer face à l'armada états-unienne, Ansar Allah continue ses attaques par drones contre le groupe naval du porte-avion *USS Carl Vinson*. Celui-ci a dû en définitive s'éloigner des côtes yéménites. Le Pentagone, qui a, à l'avance, renoncé à toute opération au sol, cherche des mandataires régionaux pour les mener à sa place.

3366 Recep Tayyip Erdoğan prépare une coalition musulmane contre Daesh

- À l'invitation du président Donald Trump, le président turc Recep Tayyip Erdoğan s'apprête à prendre la tête d'une coalition réunissant le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Iraq pour lutter contre Daesh.

Pourtant, durant la guerre contre la Syrie, la Türkiye avait largement soutenu et utilisé Daesh ainsi que l'ont montré les rapports du Renseignement russe transmis au Conseil de sécurité des Nations unies. En outre, le numéro 2 de l'organisation terroriste était l'actuel président autoproclamé de la Syrie.

- Par ailleurs, depuis l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul, la contestation se répand un peu plus dans toute la Türkiye. La Bourse d'Istanbul a reculé de presque 14 % en un mois, et la livre turque a perdu 8 % face à l'euro.

3367 Troisième round des négociations états-uno-iraniennes

Le second round de négociations états-uno-iraniennes s'est déroulé à l'ambassade d'Oman à Rome dans une « atmosphère constructive ». Le ministre omanais des Affaires étrangères a assuré la navette entre les deux délégations et a

présenté le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Argentin Rafael Grossi.

Les négociateurs ont exclusivement abordé des questions nucléaires : celle du taux d'enrichissement de l'uranium iranien et la proposition de Téhéran de dénucléariser l'ensemble de la région, Israël compris.

Le troisième round a débuté, le 23 avril, au niveau des experts, à Oman. Les ministres se rencontreront à partir du 26 avril.

3368 Terrorisme au Cachemire indien

Une attaque terroriste a été perpétrée au Cachemire contre des touristes indiens, le 22 avril, faisant 26 morts et 17 blessés. Considérant le Pakistan comme responsable, New Delhi a annoncé une salve de sanctions. L'Inde suspend immédiatement le traité de l'Indus de 1960 sur le partage des eaux « jusqu'à ce que le Pakistan renonce de manière crédible et irrévocable à son soutien au terrorisme transfrontalier ».

3369 Regain de tension en Corée

La Corée du Sud et les États-Unis ont procédé à de vastes manœuvres militaires communes au cours desquelles des bombardiers B-1B à long rayon d'action ont été utilisés. Or, la Corée est toujours en guerre, Washington reconnaissant le Sud et pas le Nord. Pyongyang a donc dénoncé la préparation d'une attaque : « La récente action militaire des États-Unis et de la République de Corée constitue une menace ouverte à la sécurité de notre État et une grave provocation qui élève la tension militaire dans la région à un niveau extrêmement dangereux. »

Dans un développement qui pourrait aggraver la colère de la Corée du Nord, l'armée de l'air sud-coréenne a annoncé, le 17 avril, le début de son exercice aérien bisannuel de grande envergure avec les forces états-uniennes. Elle a précisé que cet exercice de deux semaines, dénommé *Freedom Flag*, impliquerait 90 avions.

3370 Le Pentagone rénove des bases militaires sur des îles du Pacifique

L'ancienne base de bombardiers B-29 de la Seconde Guerre mondiale abandonnée depuis 1947, North Field, située sur l'île de Tinian (Mariannes du Nord, administrées directement par les États-Unis), a été entièrement remise à neuf par le Pentagone en un an.

Le commandement des forces états-uniennes dans la région indopacifique, l'IndoPaCom, restaure également les bases de Peleliu (archipel des Palaos) et de Yap (archipel de Micronésie). Les stratégies états-uniens entendent disposer de bases aériennes sur trois lignes de défense qu'ils complètent actuellement.

3371 La Chine met en service une centrale électrique combinant la fusion nucléaire et la fission

La Chine (RPC) fait un grand pas en avant dans le domaine de l'énergie nucléaire en construisant une première centrale électrique qui combine la fusion nucléaire et la fission. La RPC espère que cette installation expérimentale fonctionnera d'ici 2030 et qu'elle produira plus de 100 mégawatts d'électricité.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3372 Le Conseil de sécurité examine la situation en Colombie

Le Conseil de sécurité a examiné, le 22 avril, la situation en Colombie. 23 ex-guérilléros ont été assassinés depuis le début de l'année. La violence persiste, notamment dans le département du Catatumbo.

Le Mexicain Carlos Ruiz Massieu, représentant spécial du secrétaire général, a souligné que seule l'application de l'accord final signé en 2016 par le Gouvernement colombien et les ex-Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) permettra de garantir la paix.

Deux points de l'accord sont toujours peu mis en œuvre : la réforme rurale globale, qui vise à remédier à une longue histoire d'inégalité de répartition des terres et de pauvreté dans les régions touchées par le conflit et le programme de substitution volontaire des cultures.

De même, il conviendrait que le Gouvernement garantisse les conditions d'exécution des peines réparatrices jugées par le système de justice transitionnelle.

La délégation russe s'est inquiétée de l'absence de progrès dans les négociations avec les groupes armés non signataires de l'Accord final. Elle s'est notamment alarmée de l'interruption du processus engagé avec l'Armée de libération nationale (ELN), qui a depuis repris la lutte armée.

Le groupe des A3+ (Algérie, Sierra Leone, Somalie et Guyana) a déploré la lenteur persistante de la mise en œuvre du chapitre ethnique de l'Accord final, fondamental selon lui pour combattre la marginalisation des personnes d'ascendance africaine et des peuples autochtones.

3373 La proposition malaise d'exclusion d'Israël des Nations unies bientôt discutée par l'Assemblée générale

La proposition malaise d'exclusion d'Israël des Nations unies, déposée en novembre 2024, devrait prochainement être débattue par l'Assemblée générale des Nations unies.

☞ Lors de l'adhésion d'Israël à l'ONU, il s'était [engagé par écrit à respecter](#) « les obligations découlant de la charte des Nations unies ». Or, aujourd'hui, Israël viole une centaine de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

3374 Ian Martin chargé de l'audit de l'UNRWA

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a désigné le Britannique Ian Martin pour mener un audit de l'Office de secours et de

travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

☞ Ian Martin dispose d'une bonne image parmi les Palestiniens parce qu'il avait tenté, en 2009, d'enquêter sur des crimes israéliens commis dans les Territoires occupés. En réalité, Ian Martin est notoirement lié au MI6. Après le lynchage de Mouammar el-Kadhafi, c'est lui qui a organisé [le transfert des jihadistes d'Al-Qaïda de Libye en Türkiye, puis en Syrie](#), pour constituer « l'armée syrienne libre ».

3375 Diminution de l'aide internationale publique

Selon l'OCDE (Réf. DCD(2005)6), l'aide internationale fournie par les donateurs publics a diminué de 7,1 % en 2024.

D'après les estimations préliminaires de l'OCDE, 16 pays de l'UE ont diminué leur APD en 2024 par rapport à 2023 : l'Allemagne (-17,2 %) ; les Pays-Bas (-2,8 %) ; la Suède (-13,4 %) ; le Luxembourg (-0,3 %) ; l'Irlande (-14,0 %) ; l'Autriche (-9,5 %) ; la Finlande (-12,9 %) ; la Pologne (-26,8 %) ; la République tchèque (-29,1 %) ; la Hongrie (-31,5 %) ; la Slovaquie (-1,8 %) ; l'Estonie (-26,3 %) ; la Lettonie (-22,1 %) ; la Lituanie (-12,9 %) ; la Bulgarie (-21,3 %) ; et Malte (-9,2 %).

En revanche, neuf États membres l'ont augmentée : la Belgique (+12,2 %) ; le Danemark (+2,2 %) ; la Grèce (+3,3 %) ; l'Italie (+6,7 %) ; le Portugal (+21,3 %) ; la Slovaquie (+3,9 %) ; l'Espagne (+9,0 %) ; la Croatie (+3,6 %) ; et la Roumanie (+14,2 %).

Le budget consacré par la France au développement international est resté stable (-0,02 %).

3376 Peter Brabeck-Letmathe devient président, à titre provisoire, du Forum de Davos

Suite à une lettre de dénonciation, l'Allemand Klaus Schwab (88 ans) a démissionné de la présidence du Forum économique mondial (dit

« Forum de Davos »). L'Autrichien Peter Brabeck-Letmathe, ancien PDG de Nestlé et vice-président du Forum, assure sa succession à titre provisoire. Børge Brende, ancien ministre des Affaires étrangères de Norvège, continue à assurer ses fonctions de directeur exécutif.

☞ Peter Brabeck-Letmathe fut membre de la Commission pour la libération de la croissance française (dite « Commission Attali ») dont Emmanuel Macron fut le rapporteur général adjoint. Par la suite, une fois entré à la Banque Rothschild & Cie (non pas grâce à Jacques Attali, mais avec le parrainage d'Henry Hermand), Emmanuel Macron conseilla Peter Brabeck-Letmathe pour le rachat de la division nutrition de Pfizer.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°131 - 2 mai 2025

ÉDITORIAL

3377 La haine se répand d'Israël au Pakistan

En 1915, c'est-à-dire deux ans avant la déclaration Balfour annonçant la création d'un « foyer national juif » en Palestine, Sir Herbert Samuel, alors employé du Foreign Office britannique, appelait à la création d'un État juif afin de mobiliser la diaspora au service de l'Empire de Sa Majesté. Il précisait que cet État ne devrait jamais pouvoir assurer lui-même sa propre sécurité et devrait toujours être dépendant du soutien militaire de Londres.

Le même Herbert Samuel, devenu haut-commissaire de Sa Majesté en Palestine mandataire, choisit l'antisémite Mohammed Amin al-Husseini comme grand mufti de Jérusalem, tandis qu'il envoyait son propre fils, Edwind Samuel, servir dans la Légion juive du sioniste révisionniste Vladimir Ze'ev Jabotinski.

Cette politique se poursuit aujourd'hui où le « sioniste révisionniste » Benyamin Netanyahou, Premier ministre et fils du secrétaire particulier de Jabotinski, a veillé à procurer 2,7 milliards de dollars au Hamas entre 2012 et 2023 (cf. VAI 2505), c'est-à-dire pour préparer l'attaque « surprise » du 7 octobre 2023 contre Israël.

Le sang appelle le sang. La folie exterminatrice qui s'empare d'une partie de la population israélienne au fur et à mesure que la majorité baisse les armes (cf. VAI 3270) trouve sa réponse dans la folie qui s'empare d'une partie de la population pakistanaise.

- Moshe Saada, député du Likoud, a déclaré sur la quatorzième chaîne de télévision, ce qu'il souhaitait pour les Gazaouis : « Oui, je veux affamer les Gazaouis. Oui, c'est notre obligation. »

Kobi Peretz, chanteur populaire, est convaincu qu'Israël a reçu l'ordre de Dieu pour annihiler [l'ennemi biblique Amalek]. « Je n'ai pas pitié pour aucun civil à Gaza, jeune ou vieux... Je n'ai pas de pitié », a-t-il déclaré sur la couverture de *Yedioth Ahronoth*.

- Notre ami, Gideon Lévy, ne peut que [constater](#) dans *Haaretz* : « Lentement mais sûrement, les dégâts à long terme causés par l'attaque du 7 octobre sont révélés. Au-delà des horribles tragédies personnelles et nationales, elle a totalement renversé la société israélienne. Elle a détruit, peut-être pour toujours, tous les vestiges du camp de paix et d'humanité, légitimant la barbarie comme un noble commandement. » (...)

(...) • Parallèlement, deux personnalités religieuses très influentes du Pakistan, le grand mufti du Pakistan Muhammad Taqi Uthmani et l'ancien président de la Commission du calendrier islamique Muneeb-ur-Rehman, ont publié une fatwa appelant à la guerre sainte des États musulmans contre Israël en raison de son attitude inhumaine à Gaza, lors de la [conférence nationale pour la Palestine](#), le 10 avril.

[Fazal-ur-Rehman](#), chef de l'opposition parlementaire, a, quant à lui, maudit les États-Unis dont « l'économie court après les Juifs ».

- Des centaines de milliers de Pakistanais ont défilé, le 13 avril, à Karachi, pour soutenir le jihad, tandis que l'[Assemblée nationale](#) adoptait à l'unanimité une résolution appelant à la reconnaissance de l'État de Palestine et au retrait des forces d'occupation israéliennes.

- De manière inattendue, le jihad contre Israël a déjà trouvé un écho au Bangladesh, où s'en prendre aux chaînes de magasins états-uniennes est devenu un sport national.

- Le sang qui coule se répand inexorablement.

AMÉRIQUES

3378 Donald Trump souhaite se représenter en 2028

La [boutique officielle de Donald Trump](#) a commencé à vendre des produits dérivés « Trump 2028 » en prévision d'une campagne électorale présidentielle.

Le 22^e amendement de la Constitution états-unienne stipule : « Nul ne pourra être élu à la présidence plus de deux fois ». Cette limitation a été adoptée en 1947, après les quatre mandats de Franklin Delano Roosevelt. Les présidents Ronald Reagan et Bill Clinton avaient envisagé de l'abroger.

3379 Donald Trump accorde un long interview à *Time Magazine* pour ses 100 premiers jours

Le président Donald Trump a donné, le 22 avril, une [interview](#) fleuve à *Time Magazine*. Il répond à toutes sortes de questions sur son conflit avec certains juges, sa politique d'immigration, sa guerre commerciale, son éprouve de force avec la Chine, sa politique pénitentiaire, son opposition aux impôts sur les riches, les entreprises monopolistiques, le rôle du DOGE, sa politique de Santé, la guerre en Ukraine, l'éventuelle annexion du Groenland et du Canada, et enfin sur la guerre en Palestine.

3380 Le meeting de campagne de Donald Trump pour ses 100 premiers jours

Donald Trump a organisé un meeting dans le Michigan, à l'occasion de ses 100 jours à la Maison-Blanche. Il a semblé entrer déjà en campagne électorale pour un troisième mandat, bien que la Constitution ne l'autorise pas à se représenter.

Il a dressé un premier bilan de son action, relevant en premier lieu son succès incontestable pour limiter l'immigration illégale. Les tentatives d'entrées illégales aux États-Unis ont été divisées par dix. 65 000 sans-papiers ont été arrêtés, dont les trois quarts avaient un casier judiciaire.

Il a promis d'importantes réductions d'impôts, notamment l'exonération des pourboires, des heures supplémentaires et de la sécurité sociale, ainsi que des salaires plus élevés et la fin de l'inflation. La sécurité sociale et Medicaid seront protégées et préservées. « On vient juste de commencer. Vous n'avez encore rien vu », a-t-il assuré.

Abordant les questions économiques sur lesquelles les sondages ne lui sont pas favorables, il a déclaré : « Après des décennies de politiciens qui ont détruit Détroit pour bâtir Pékin, vous avez enfin un défenseur des travailleurs à la Maison-Blanche. Et au lieu de faire passer la Chine en premier, je fais passer le Michigan en

premier, et je fais passer l'Amérique en premier. »

3381 Donald Trump relance le projet d'un jardin fédéral des héros américains

Le National Endowment for the Humanities et le National Endowment for the Arts ont ouvert un concours doté de 30 millions de dollars de prix pour ériger 250 statues de personnalités historiques des États-Unis dans un jardin fédéral.

Le projet est largement soutenu par le président Donald Trump qui entend réparer les destructions de statues de Black Lives Matter et réenseigner l'Histoire de son pays. Il a exigé des dizaines de statues, dont celle de Neil Armstrong, de Julia Child, de Muhammad Ali, de Dolley Madison, du révérend Martin Luther King Jr. et de Ronald Reagan.

Ce projet avait été lancé lors du premier mandat de Donald Trump, puis annulé par Joe Biden. Son emplacement n'a pas été arrêté. 400 sites sont en concurrence.

3382 Les cinq points de désaccord entre Washington et Moscou sur l'Ukraine

L'administration Trump a exprimé cinq points de désaccord avec la Russie sur le dossier ukrainien :

- Moscou continue à bombarder des cibles militaires en zones civiles durant les négociations.
- Washington est favorable au déploiement de soldats européens pour le maintien de la paix, tandis que Moscou considère qu'ils ne veilleront pas à la paix, mais continueront la guerre.
- Washington n'accepte la démilitarisation de l'Ukraine que si des forces étrangères peuvent y assurer la sécurité.
- Moscou entend conquérir la totalité des oblasts ayant voté pour leur adhésion à la Fédération de Russie, alors que Washington considère que les quelques zones non occupées doivent rester ukrainiennes.

- Washington entend que la centrale nucléaire de Zaporijjia et le barrage de Kakhovka soient remis à l'Ukraine, ce à quoi Moscou s'oppose, surtout pour la centrale nucléaire.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La Libération encore à conquérir](#) », par Manlio Dinucci

Contrairement à ce que nous pensons *a priori*, le fascisme et le nazisme, vaincus à la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'ont pas disparu. De très nombreux dirigeants ayant ordonné ou participé aux atrocités hitlériennes ont été recyclés par les Anglo-Saxons un peu partout dans le tiers-monde. Une branche d'entre eux, les « nationalistes intégraux ukrainiens », après avoir joué un rôle central durant la Guerre froide à la tête de la Ligue anticomuniste mondiale, a été placée au pouvoir à Kiev par les « straussiens » états-unis.

3383 Les hésitations de Donald Trump sur le dossier ukrainien

Le président a publié, le 26 avril, ce [message](#) sur Truth Social : « L'Ukraine, dirigée par Volodymyr Zelensky, n'a pas signé les documents finaux sur le très important règlement relatif aux terres rares avec les États-Unis. Il a au moins trois semaines de retard. J'espère qu'il sera signé IMMÉDIATEMENT. Les travaux sur l'ensemble du règlement de paix entre la Russie et l'Ukraine se déroulent sans heurts. Le SUCCÈS semble être proche. »

Puis, il a rencontré le président non élu ukrainien au Vatican et a [posté](#) : « Peu importe l'accord que je prends en ce qui concerne la Russie/l'Ukraine, quelle que soit sa qualité, même si c'est le plus grand accord jamais conclu, le *New York Times* qui chute en parlera mal. Peter Baker, l'écrivain très partisan et inébranlable du *Times*, a suivi les exigences de son rédacteur en chef et a écrit que l'Ukraine devrait regagner son territoire, y compris, je suppose, la Crimée, et d'autres demandes ridicules, afin de mettre un terme à l'abattage qui est pire que tout ce qui se passe depuis la

Seconde Guerre mondiale [...] C'est la guerre de l'endormi Joe Biden, pas la mienne. C'était un perdant dès le premier jour, et cela n'aurait jamais dû arriver, et n'aurait pas eu lieu si j'avais été président à l'époque. J'essaie juste de nettoyer le désordre que m'ont laissé Obama et Biden, et quel désordre ! Cela dit, il n'y avait aucune raison pour que Poutine tire des missiles sur des zones civiles, des villes et des villes, au cours des derniers jours. Cela me fait penser qu'il ne veut peut-être pas arrêter la guerre, il ne fait que me balader, et devrait être traité différemment, par le biais de "sanctions bancaires" ou de "sanctions secondaires ?" Trop de gens sont en train de mourir. »

3384 Scott Bessent assure que la Chine négociera les droits de douane

Scott Bessent, secrétaire au Trésor, a déclaré le 27 avril, lors de « This Week » (ABC), que la Chine « ne peut pas maintenir » son modèle économique si les droits de douane rendent trop coûteux pour les entreprises états-uniennes de continuer à acheter leurs produits « bon marché et subventionnés. Si cela s'arrête brusquement, l'économie s'arrêtera brusquement. Ils négocieront donc. »

3385 Donald Trump révoque des membres du Conseil commémoratif de l'Holocauste

Le président Donald Trump a révoqué, sans explication, plusieurs membres du Conseil commémoratif de l'Holocauste. Parmi eux : l'époux de la vice-présidente Kamala Harris, Doug Emhoff, l'ancien chef d'état-major de la Maison-Blanche, Ron Klain, l'ancienne ambassadrice Susan Rice, l'ancien conseiller principal adjoint à la Sécurité nationale, Jon Finer, et l'ancien conseiller principal de la présidence, Tom Perez.

3386 Le Congrès limite ses pouvoirs d'enquête

Le Congrès a lui-même décidé, pour six mois, de limiter ses pouvoirs d'enquête. Désormais, la majorité parlementaire, c'est-à-dire les

Républicains, ne sera plus obligée de lancer les demandes d'information requises par la minorité.

Les parlementaires démocrates espéraient requérir des informations sur le directeur de l'Efficacité gouvernementale (DOGE), Elon Musk et sur le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth.

3387 Interdiction des *revenge porn*

Le Congrès a adopté la [loi soutenue par Melania Trump](#) (cf. VAI 2998), le *Take It Down Act*, interdisant les *revenge porn*. Elle criminalise la publication d'images intimes sans consentement, y compris les *deepfakes* générés par l'IA. Elle obligerait également les réseaux sociaux à mettre en place des procédures pour supprimer ces contenus dans les 48 heures suivant la notification de la victime.

3388 Iryna Mudra sollicite l'American Jewish Committee contre la Russie

Iryna Mudra, ancienne vice-ministre de la Justice ukrainienne et actuelle vice-directrice de l'administration présidentielle, est intervenue au Global Forum 2025 de l'American Jewish Committee (AJC), à New York.

Elle a sollicité l'aide de la diaspora pour régler la question des dommages de guerre russes. Elle s'est ensuite rendue aux Nations unies où elle a rencontré la délégation néerlandaise.

EUROPE

3389 Comment l'administration Biden a fait chuter Jeremy Corbyn

Dans *Get In : The Inside Story of Labour Under Starmer* (Entrez : L'histoire intime du Parti travailliste sous Starmer), les journalistes du *Times* Patrick Maguire et Gabriel Pogrund assurent que Morgan McSweeney, chef de cabinet de Keir Starmer, a organisé un complot pour faire chuter le leader travailliste Jeremy Corbyn. Pour cela, il a utilisé une association anglo-américaine, le Center for Countering

Digital Hate (Centre de lutte contre la haine numérique), qui aurait été financée secrètement par l'administration Biden. Il a ainsi pu indirectement accuser Corbyn d'antisémitisme.

3390 Mouvement des fonctionnaires de l'UE pour demander la démission d'Ursula von der Leyen

Un mouvement se dessine à Bruxelles parmi les fonctionnaires de l'UE pour demander la [démission de la présidente de la Commission européenne](#), l'Allemande Ursula von der Leyen.

Celle-ci a en effet conduit l'UE dans une impasse en prenant position pour Joe Biden contre Donald Trump durant l'élection présidentielle états-unienne, en imposant ses vues sur la pandémie de Covid-19, et en orientant l'UE pour soutenir les « nationalistes intégraux » ukrainiens contre la Russie.

3391 La Commission européenne finance la lutte contre ce qu'elle considère comme de la désinformation

La Commission européenne a lancé, le 30 avril, plusieurs appels à propositions.

- Le premier vise à soutenir le journalisme paneuropéen. Il est doté d'un budget de 13,5 millions d'euros.
- Le second vise à soutenir la lutte contre la désinformation. Il est doté de 5 millions d'euros. Il est divisé en deux sous-appels à propositions. Le premier vise à soutenir la détection de campagnes de manipulation de l'information. Le deuxième doit augmenter la portée des contenus produits par des organisations indépendantes de vérification des faits.

3392 La Cour de justice de l'UE établit une distinction entre l'octroi d'une citoyenneté de l'Union selon qu'elle a été achetée ou pas

La Cour de justice de l'UE (CJUE), dans un arrêt rendu le 29 avril (affaire C-181/23), a jugé que le principe des « passeports dorés » (c'est-à-

dire de la vente de la citoyenneté d'un État à de riches étrangers) était contraire aux principes qui fondent l'UE.

☞ Si l'on suit ce raisonnement, chaque État membre de l'UE devrait donc exiger de toute personne recevant sa citoyenneté, pour quelque motif que ce soit, qu'elle adhère aux principes fondateurs de l'UE ; ce que l'on ne fait pas.

☞ Malte est le dernier pays de l'UE à disposer d'un régime de « passeports dorés ». Chypre avait aboli le sien en novembre 2020, allant jusqu'à révoquer la citoyenneté de 45 personnes, et la Bulgarie en mars 2022.

3393 Un cessez-le-feu de 30 jours en Ukraine serait un moyen pour les Européens de réunir une « force d'assurance »

Selon Radio Free Europe/Radio Liberty, actuellement en liquidation, « les Européens sont désireux d'obtenir ce qu'ils appellent une “séquence”, c'est-à-dire un cessez-le-feu observé par les deux parties suivi d'une paix durable. Cela permettrait aux Européens de réunir une “force d'assurance” dans la partie occidentale de l'Ukraine avec au moins une sorte de soutien politique états-unien, même si la participation états-unienne semble hors de vue. »

3394 Kiev et Washington signent un accord sur l'exploitation des « terres rares »

Le gouvernement Zelensky et l'administration Trump ont créé, le 30 avril, un « Fonds de réinvestissement États-Unis-Ukraine ». Il s'agit, en pratique, d'autoriser l'exploitation par des compagnies états-uniennes des « terres rares » ukrainiennes.

Denys Shmyhal, Premier ministre ukrainien, a commenté : « Il s'agit véritablement d'un accord international équitable et fructueux sur un investissement conjoint dans le développement et la reconstruction de l'Ukraine entre les gouvernements des États-Unis et de l'Ukraine. »

Kiev espère ainsi que Washington ne l'incitera pas à abandonner le Donbass où se trouvent la plupart de ces matières premières (cf. VAI 3207).

3395 Michael O'Flaherty dénonce les propos du gouvernement serbe sur l'organisation d'une « révolution de couleur »

À l'issue d'un déplacement en Serbie, [Michael O'Flaherty](#), commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a publié le 28 avril une Déclaration indiquant que « les autorités devraient éviter de stigmatiser les manifestants par un discours qui qualifie à tort les manifestations de “révolution de couleur” ». En outre, elle dénonce l'utilisation présumée de logiciels espions à l'encontre des défenseurs des droits et des journalistes, des campagnes de diffamation de type « agent étranger » et la fuite de données personnelles dans les médias.

👉 Le commissaire O'Flaherty n'a pas demandé aux autorités de prouver leur accusation de révolution de couleur et n'a pas engagé d'enquête sur l'utilisation présumée de logiciels espions. Il s'est contenté de défendre la position occidentale.

3396 Nicolai Patrouchev évoque l'amitié russo-états-unienne durant la guerre de Sécession

Intervenant le 21 avril dans *Kommersant*, [Nicolai Patrouchev](#), ancien directeur du FSB et actuel président du Conseil Maritime russe, a commenté le décret du président Donald Trump, du 9 avril, visant à rétablir la suprématie maritime des États-Unis.

Selon lui, Washington a pris conscience de son retard en matière maritime, découvrant, mais un peu tard, que la Chine est désormais la première puissance sur les océans.

La Russie quant à elle est en train aussi de combler son retard. Elle dispose cependant de vrais atouts comme la centrale nucléaire flottante *Akademik Lomonosov* qui fonctionne

depuis cinq ans sans rencontrer de problème, et une flotte unique de brise-glaces.

Il a rappelé qu'en 1863, lorsque les États-Unis étaient déchirés par la guerre de Sécession, et que le Royaume-Uni et la France élaboraient des plans pour y intervenir du côté des Sudistes, le tsar Alexandre II avait, au contraire, offert son soutien au président Abraham Lincoln, Nordiste. En déployant sa flotte, la Russie dissuada le Royaume-Uni et la France d'intervenir.

Donald Trump a, par ailleurs, renommé Louis E. Sola à la présidence de la Federal Maritime Commission (Commission maritime fédérale).

3397 Le Kremlin proclame un cessez-le-feu de 72 heures en Ukraine

Le Kremlin a [communiqué](#) le 28 avril : « Sur ordre du Commandant suprême en chef des forces armées de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, la partie russe, guidée par des motivations humanitaires, annonce un cessez-le-feu pour les célébrations du 80^e anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique qui durera du 8 mai, 00 h 00 (heure de Moscou), au 11 mai, 00 h 00 (heure de Moscou). Toute opération militaire cessera au cours de cette période.

La Russie estime que la partie ukrainienne devrait suivre cet exemple.

En cas de violation du cessez-le-feu par la partie ukrainienne, les forces armées de la Fédération de Russie répondront de manière proportionnée et efficace.

La partie russe réitère sa volonté d'engager des pourparlers de paix sans conditions préalables, en vue d'éliminer les causes profondes de la crise ukrainienne et d'établir une interaction constructive avec les partenaires internationaux. »

3398 La Russie reconnaît être défendue avec des troupes nord-coréennes

Le général Valéry Guérassimov, chef d'état-major russe, a remercié les forces nord-coréennes pour leur effort face à l'invasion ukrainienne, déclarant, le 26 avril : « L'armée de la RPDC, agissant aux côtés de l'armée russe dans la région de Koursk, a fait preuve de résilience et d'héroïsme. »

☞ C'est la première fois qu'un haut gradé russe reconnaît la présence de forces nord-coréennes sur le territoire de la Fédération. Ces troupes, déployées dans le cadre d'un accord de défense, ne participent pas à la guerre contre les nationalistes intégraux ukrainiens sur le territoire ukrainien d'avant 2014, mais exclusivement sur celui de la Russie d'avant 2014.

AFRIQUE

3399 Renforcement de l'alliance économique et militaire égypto-chinoise

Les armées de l'Air chinoise et égyptienne ont débuté des exercices communs au-dessus du Nil.

La Chine maintient une base navale est-africaine à Djibouti, sur la mer Rouge.

Par ailleurs, « c'est la Chine qui construit la nouvelle capitale de l'Égypte, destinée à être un joyau international de beauté, d'architecture, de richesse et de grandeur », indique le gouvernement égyptien. En outre, la Chine construit un grand port à Aboukir.

ASIE

3400 Benjamin Netanyahu refait l'histoire

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a prononcé une allocution de près d'une heure à la conférence internationale de politique du Jewish News Syndicate (JNS), le 28 avril. Selon lui :

• Confirmant ce qu'il avait évoqué, le 18 novembre 2024, il a affirmé que les FDI avaient détruit un scanner iranien avant qu'il ne parvienne au Hezbollah. Celui-ci avait alors envoyé des échantillons de bipeurs en Iran pour les scanner. C'est pourquoi il avait été décidé de faire sauter tous les bipeurs et les talkies-walkies, les 17 et le 18 septembre 2024, avant que le sabotage ne soit découvert, mais avec trois semaines d'avance sur la date prévue. Ces explosions ont tué 40 Libanais et ont fait plus de 2 900 blessés.

• La campagne de bombardements entreprise au Liban, tuant 4 000 Libanais et en blessant 16 500 autres, n'avait pas pour but de conquérir le pays, mais de « cibler le stock de missiles balistiques que [Hassan] Nasrallah avait accumulé au fil des années à l'intérieur de maisons privées. »

• Il a déclaré « qu'éliminer Nasrallah a brisé l'axe de la résistance », estimant que « certaines personnes sont irremplaçables – et jusqu'à présent, il n'a pas de remplaçant. »

• Commentant les négociations entre les États-Unis et l'Iran, il a déclaré : « Un mauvais accord est pire que pas d'accord du tout. Le seul bon accord » serait calqué sur celui auquel la Libye a consenti en 2003. « Un véritable accord efficace est celui qui élimine la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium pour fabriquer des armes nucléaires. » Il faut donc « démanteler toute l'infrastructure du programme nucléaire iranien ».

• Concernant la chute du président syrien, Bachar el-Assad, le 8 décembre 2024, il a déclaré que des avions de chasse israéliens F-16 ont été déployés pour « intercepter » des avions iraniens venus secourir le dictateur syrien. « Sans notre aide, le régime d'Assad ne serait pas tombé. »

• Enfin à propos du Hamas et de l'Autorité palestinienne, il a déclaré : « Pourquoi remplacer un régime qui jure notre destruction par un autre régime (identique) ? »

3401 Pour Israël Katz, le ghetto est la leçon du 7 octobre

Israël Katz, ministre israélien de la Défense, a déclaré lors de la Journée du souvenir : « La principale leçon du 7 octobre est que les FDI doivent toujours se tenir entre les ennemis... et nos communautés et nos résidents – à la fois dans la zone tampon au Liban, sur le mont Hermon et dans la zone tampon en Syrie, dans les camps de réfugiés du nord de la Samarie et dans les zones tampons autour de Gaza, qui séparent l'ennemi des communautés du Néguev occidental. »

3402 Eyal Zamir affirme que l'Iran souhaite expulser les juifs de Palestine

Le général Eyal Zamir, chef d'état-major israélien, a déclaré lors de la journée du souvenir : « L'Iran et ses proxys ont lancé cette guerre. Ils cherchent à détruire le rêve sioniste et à nier notre droit de vivre ici en tant que peuple libre et souverain. »

3403 Gali Baharav-Miara fixe les limites du pouvoir d'Itamar Ben-Gvir

Un accord est survenu entre Gali Baharav-Miara, procureure générale d'Israël, et Benjamin Netanyahu, Premier ministre. Celui-ci a le droit de confirmer Itamar Ben-Gvir au poste de ministre de la Sécurité nationale sous trois conditions :

- qu'il publie à l'avance sa politique générale de gestion des manifestations (et non pas qu'il la précise à chacune en particulier) ;
- qu'il n'intervienne pas dans les décisions opérationnelles de la police ;
- et enfin qu'il nomme les hauts gradés de la police en fonction des recommandations professionnelles du commissaire de police (et non en fonction de ses affinités idéologiques).

3404 Hussein al-Cheikh nommé vice-président de l'Autorité palestinienne

L'OLP a créé le 26 avril la fonction de vice-président de l'Autorité palestinienne. Le

président Mahmoud Abbas a immédiatement désigné Hussein al-Cheikh pour occuper ce poste.

Hussein al-Cheikh est l'ancien secrétaire général de l'OLP. Il a passé 11 ans dans les geôles israéliennes où il a appris l'hébreu. Il est devenu le responsable de la coordination sécuritaire entre Israël et l'Autorité palestinienne, incarnant à ce titre la politique de collaboration du président Abbas.

Sa nomination s'est effectuée sous la pression de l'Arabie saoudite qui l'avait exigée comme condition à la reprise et à la poursuite de son versement mensuel de 10 millions de dollars qui avait été interrompu en février.

Hussein al-Cheikh n'est pas plus élu par son peuple que Mahmoud Abbas.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3405 Israël bombarde un hangar à Beyrouth

Les FDI ont bombardé, le 27 avril, un hangar de Hadath, dans la banlieue sud de Beyrouth, une heure après avoir ordonné son évacuation.

Selon un communiqué conjoint de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, et d'Israël Katz, ministre de la Défense, cette opération visait à détruire « une installation abritant des missiles de précision du Hezbollah qui représentaient une menace pour la sécurité d'Israël ».

Le président libanais, Joseph Aoun, a appelé la France et les États-Unis, parrains de l'accord de cessez-le-feu et faisant partie du comité normalement chargé de la surveillance de l'application de l'accord, à « assumer leurs responsabilités et forcer Israël à mettre immédiatement un terme à ses attaques ».

Il s'agit du troisième bombardement visant la banlieue sud de Beyrouth depuis le cessez-le-feu du 27 novembre 2024.

3406 Le Hezbollah prêt à négocier avec l'État libanais

- Le Hezbollah considère qu'il devra poursuivre sa résistance à Israël tant que celui-ci détiendra des Libanais. Il a donc fait savoir qu'il est disposé à négocier avec l'État libanais de la remise de ses armes dès que les prisonniers libanais, civils et résistants, en Israël, auront été libérés.

Il y aurait 14 Libanais prisonniers d'Israël, dont 6 membres du Hezbollah.

Intervenant, le 27 avril sur Al-Manar, cheikh Naïm Kassem, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré : « Hier, une agression a pris pour cible la banlieue sud de Beyrouth. Cette attaque est grave et injustifiée. Il s'agit d'une agression politique visant à modifier les règles en vigueur et à instaurer de nouvelles équations sous pression états-unienne. » C'est une « violation flagrante » du cessez-le-feu entré en vigueur le 27 novembre. « Nous savons que le président de la République suit attentivement la situation, et que sa position, ainsi que celle du Premier ministre, était bonne », a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « Mais nous attendons plus d'action quotidienne et une intensification des démarches diplomatiques. »

- Il a appelé à ce que les ambassadeurs des pays garants de l'accord de cessez-le-feu (les États-Unis et la France) soient convoqués officiellement par le Liban, afin que celui-ci proteste contre les violations israéliennes.

- En outre, il a affirmé que l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU « dans son intégralité » (c'est-à-dire le retrait total du Hezbollah et de ses armes du sud de la rivière Litani) viendra en temps voulu, quand Israël aura lui aussi « assumé ses responsabilités » dans le cadre de cette décision, en arrêtant les attaques contre le Liban et en se retirant du Sud.

- Enfin, il a déclaré : « Le Hezbollah et la résistance se sont engagés à respecter le cessez-le-feu et ont favorisé le déploiement de l'armée libanaise sans aucune violation. Israël a violé cette trêve et agressé le Liban plus de 3 000 fois. Les buts d'Israël sont clairs : il veut contrôler le Liban, y établir des colonies, rester dans le pays et l'affaiblir pour qu'il ne s'oppose plus à ses projets. Nous n'abandonnerons pas notre force, la force du Liban, la force de l'armée libanaise et la force de l'État libanais. »

- Joseph Aoun, président du Liban, a déclaré à Sky News Arabia, le 30 avril, que l'armée libanaise contrôlait 85 % du territoire du sud du Litani. L'armée a, quant à elle, assuré avoir déjà détruit au moins 90 % des installations militaires du Hezbollah dans cette zone.

- Les États-Unis ont remplacé le général Jeffrey Jaspers dans le comité de suivi du cessez-le-feu par le général Michael Leeney. Il disposera de beaucoup plus de temps que son prédécesseur qui reste le commandant de toutes les forces spéciales états-uniennes.

3407 Rami Makhoul forme une milice

Selon Al-Monitor, l'oligarque Rami Makhoul (propriétaire de Syriatel et d'*al-Watan*, le quotidien dont Thierry Meyssan était éditorialiste) formerait actuellement une milice à l'ouest de la Syrie, dans la zone côtière à majorité alaouite.

☞ Rami Makhoul est un cousin du président Bachar el-Assad. Il siégeait dans de nombreux conseils d'administration en tant que représentant de l'État. L'opposition financée par l'Occident a entretenu une confusion entre ses fonctions privées et celles qu'il occupait au nom de l'État, affirmant que la famille du « dictateur » s'était approprié la Syrie.

☞ Le président syrien autoproclamé, Ahmed el-Charaa, a exigé que tous les groupes armés soient dissous et que leurs combattants soient intégrés aux forces du nouvel État.

3408 Israël intervient aux côtés des Druzes de Damas contre les jihadistes

Le 28 avril, un enregistrement audio blasphématoire, attribué à la figure religieuse druze Marwan Kiwan, insultant le prophète Mahomet, a circulé. Le soir même des affrontements armés entre sunnites et druzes ont débuté à Jaramana (banlieue de Damas), faisant 14 morts.

Les combats se sont déplacés à 15 kilomètres à Sahnaya, y faisant 16 morts supplémentaires. Prenant la défense de la communauté druze, Israël, qui dispose d'officiers druzes dans ses rangs, a bombardé les jihadistes à Sahnaya.

3409 Le Pentagone recherche des proxys au Yémen pour attaquer au sol Ansar Allah

Selon le Yemen Data Project, une organisation indépendante à but non lucratif qui recense les victimes du conflit, au moins 158 civils ont été tués et 342 autres blessés par les opérations états-uniennes entre le 15 mars et le 22 avril.

Le 18 avril, un missile a frappé un dépôt de carburant dans le port occidental de Ras Issa, faisant 80 morts et 150 blessés.

Le 28 avril, un bombardement a détruit un centre de rétention tuant 68 migrants et en blessant de nombreux autres.

Selon l'hebdomadaire saoudien *al-Majalla* (le Magazine), le [Pentagone finalise un plan d'attaque](#) au sol contre Ansar Allah. Depuis le 15 mars, les attaques aériennes du Pentagone, contre environ 800 cibles, ont coûté plus de 3 milliards de dollars pour un très faible résultat militaire. Les stratèges soulignent que seules des forces locales seraient en mesure de parvenir à des résultats significatifs. Le Pentagone examine donc quels groupes locaux pourraient devenir ses « proxys ». L'option de fantassins états-uniens a été écartée par le président Donald Trump.

Selon le quotidien émirati *The National*, le Pentagone lèverait 80 000 combattants pour prendre le port de Hodeida sur la mer Rouge, porte d'entrée de l'aide humanitaire, des livraisons d'armes, et où se trouvent de nombreux entrepôts pétroliers.

3410 Nouvelles arrestations politiques en Türkiye

Le parquet général d'Istanbul a annoncé avoir émis des mandats d'arrêt contre 53 personnes, dont 51 ont été arrêtées, dans le cadre de l'enquête pour corruption qui a déjà conduit à l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu (Parti républicain du peuple), le 19 mars.

La plupart des commentateurs estiment que ces arrestations visent en réalité à faire taire toute opposition à la construction du canal d'Istanbul que le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, vient de relancer.

☞ Le canal d'Istanbul doublerait le détroit du Bosphore. Il permettrait d'augmenter le passage des pétroliers de la mer Noire à celle de Marmara. Surtout, il ne serait pas géré par la Convention de Montreux (1936). Ce qui autoriserait la Türkiye à décider seule du passage des navires de guerre de la mer Noire à la Méditerranée.

☞ Le projet de construction du canal est estimé à 75 milliards de dollars. Les entreprises qui le réalisent sont liées à la mafia turque dont le parrain, Binali Yıldırım, fut Premier ministre d'Erdoğan (2016-2018).

☞ Outre divers problèmes écologiques, le canal d'Istanbul doit être creusé dans une faille sismique. Les sismologues mettent en garde contre la provocation inopinée de tremblements de terre.

3411 Ce que les « Straussiens » et les « sionistes révisionnistes » veulent avec l'Iran

L'alliance des « Straussiens » états-uniens et des « sionistes révisionnistes » israéliens, sous l'autorité d'Elliott Abrams, a publié une [note de synthèse](#) sur ce que les négociations états-uniennes ne doivent pas être. Elle fixe sept limites :

- L'Iran ne doit pas enrichir d'uranium, à quelque niveau que ce soit.
- Les négociations ne doivent pas ignorer le programme de missiles iraniens.
- La surveillance du programme nucléaire iranien doit être effectuée selon les conditions états-uniennes, et non selon les conditions iraniennes.
- La force états-unienne doit être utilisée et ne peut être abandonnée prématurément.
- L'allègement des sanctions finance le terrorisme.
- Les négociations ne doivent pas ignorer les autres comportements malveillants de l'Iran.
- Pas d'allègement des sanctions contre le terrorisme pour les concessions nucléaires.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les enjeux des négociations de Donald Trump avec la République islamique d'Iran](#) », par Thierry Meyssan

Le grand public ignore tout des véritables enjeux des négociations entre Washington et Téhéran. Cet article présente une situation où les mensonges se sont succédé et accumulés depuis trois décennies, rendant particulièrement difficile la moindre avancée. Contrairement à ce que l'on croit, la question nucléaire en Iran n'est pas de savoir si Téhéran va ou non se doter de la bombe atomique, mais s'il parviendra à aider la Palestine sans recourir aux armes.

3412 Méga-attentat en Iran

Trois explosions distinctes ont ravagé le port iranien de Shahid Rajai, en périphérie de la ville de Bandar Abbas, au bord du détroit d'Ormuz,

le 26 avril à 12 h 10. Elles ont fait au moins 40 morts et un millier de blessés.

Les explosions se sont produites alors que les États-Unis et l'Iran entamaient à Oman une troisième série de négociations de haut niveau sur le nucléaire, doublées de discussions techniques. L'attentat aurait été commandité pour faire capoter les négociations, soit par le Mossad israélien, qui n'a pas commenté, soit par un groupe iranien opposé à la paix.

3413 Proposition russe pour résoudre le problème des stocks d'uranium enrichi iraniens

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré à CBS, le 27 avril, que la Russie serait disposée à stocker les matières nucléaires enrichies de l'Iran si les États-Unis et l'Iran acceptaient l'arrangement.

3414 Le cerveau de l'attentat du Crocus City Hall arrêté au Pakistan

Selon l'*Economic Times* du 26 avril 2025, le [cerveau de l'attentat du Crocus City Hall](#) (Moscou), du 22 mars 2024 (145 morts et 551 blessés), se serait réfugié au Pakistan où l'État islamique est implanté au Khorassan. Il y aurait été arrêté et Moscou aurait demandé son extradition.

3415 Vers une alliance militaire nippo-philippine

Shigeru Ishiba, Premier ministre japonais, s'est rendu aux Philippines où il a rencontré le président, Ferdinand Marcos Jr. Les deux hommes ont décidé de débiter des négociations pour un pacte de sécurité commun face à la Chine.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3416 La CIJ examine les obligations humanitaires d'Israël envers les Palestiniens

La Cour internationale de justice (CIJ), c'est-à-dire le tribunal interne des Nations unies, tient une semaine d'audiences consacrées aux obligations humanitaires d'Israël envers les Palestiniens afin de rendre un avis consultatif requis par l'Assemblée générale.

Ammar Hijazi, représentant de l'État de Palestine, a déclaré : « Toutes les boulangeries de Gaza soutenues par les Nations unies ont été contraintes de fermer leurs portes. Neuf Palestiniens sur 10 n'ont pas accès à l'eau potable. Les locaux des Nations unies et d'autres agences internationales sont vides... La faim est ici. L'aide humanitaire est en train d'être utilisée comme une arme de guerre. »

Réagissant à Jérusalem, Gideon Saar, ministre israélien des Affaires étrangères, a commenté : « Ces propos s'inscrivent dans le cadre d'une persécution et d'une délégitimation systématiques d'Israël. Ce n'est pas Israël qui devrait être jugé. C'est l'ONU et l'UNRWA [Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient]. »

3417 Philippe Lazzarini dénonce les tortures dont des travailleurs humanitaires de l'ONU ont été victimes

Philippe Lazzarini, directeur général de l'UNRWA, a [posté](#) sur X, le 29 avril : « “Je voulais que la mort mette fin au cauchemar que je vivais”. J'ai reçu ce terrible témoignage d'un collègue qui a été arrêté à Gaza, torturé pendant sa détention israélienne et finalement libéré.

Le personnel humanitaire est confronté à une brutalité. Depuis le début de la guerre en octobre 2023, plus de 50 membres du personnel de l'UNRWA, dont des enseignants, des

médecins, des travailleurs sociaux, ont été détenus et maltraités.

Ils ont été traités de la manière la plus choquante et inhumaine. Ils ont déclaré avoir été battus et utilisés comme boucliers humains. Ils ont été victimes de privation de sommeil, d'humiliations, de menaces de préjudice à leur égard - leur famille - et attaqués par des chiens. Nombre d'entre eux ont fait l'objet d'aveux forcés. Ce n'est rien de moins que scandaleux.

Les travailleurs humanitaires ne sont pas des cibles. Leur souffrance ne doit pas être ignorée.

Il doit y avoir justice et responsabilité pour les violations du droit international commises dans la bande de Gaza. La justice pour ceux qui servent sur les lignes de front humanitaires n'est pas une option, c'est une obligation. »

3418 Polémique au Comité de l'information des Nations unies

Le Comité de l'information des Nations unies a tenu son débat général, les 28 et 29 avril. Il vise à généraliser cinq principes :

- Confiance et résilience de la société ;
- Incitations saines ;
- Responsabilisation du public ;
- Médias indépendants, libres et pluralistes ;
- Transparence et recherche.

Le Comité a souligné la nécessité d'une information présentant les différents points de vue.

Un incident est survenu lorsque la délégation du Royaume-Uni a dénoncé les activités de l'agence russe Social Design Agency, responsable du réseau russe Dopplegänger. Son seul but est, selon elle, de déformer la réalité et d'inciter à des manifestations anti-ukrainiennes en Europe. Depuis son invasion de l'Ukraine, la Russie recourt à la désinformation pour affaiblir l'appui mondial à l'Ukraine et fait du Conseil de sécurité une plateforme de désinformation, a accusé le Royaume-Uni.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°132 - 9 mai 2025

ÉDITORIAL

3419 Volodymyr Zelensky menace ses alliés de provoquer la Troisième Guerre mondiale

- Le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, a [déclaré](#) lors d'une conférence de presse avec le président tchèque, Petr Pavel, le 3 mai 2025 : « Le cessez-le-feu absolu est un modèle proposé par les Américains. Nous marchons dessus. À partir de cette date ou d'une autre - de préférence plus tôt. Essayons donc 30 jours. Pourquoi le cessez-le-feu pendant 30 jours ? Parce qu'il est impossible de s'entendre sur quoi que ce soit en trois, cinq, sept jours. C'est du théâtre de sa part. Parce qu'en deux ou trois jours, aucun plan visant à fixer les prochaines étapes pour mettre fin à la guerre ne peut être construit. Et donc ce n'est tout simplement pas grave, ou c'est très frivole. Jouer pour donner l'impression d'une atmosphère détendue afin de sortir Poutine de l'isolement, durant les fêtes du 9 mai, et rendre tous ses invités confortables, bien sûr – ces dirigeants, ses amis ou ses partenaires, qui viendront, pour une raison ou une autre sur la place Rouge le 9 mai — personne n'aidera Poutine. Nous sommes simplement soit en guerre, soit Poutine montre qu'il est prêt pour un cessez-le-feu, pour la première partie de la fin de la guerre. Nous sommes prêts à partir du 1^{er}, à partir du 3, à partir du 5. S'il a besoin d'un rendez-vous le 7, on s'en fiche. »
- Au cours de la même [conférence de presse](#), toujours en présence du président Petr Pavel, Volodymyr Zelensky a [déclaré](#) : « Notre position est très simple pour tous les pays qui envisagent d'aller, ou qui se dirigent déjà, en Russie, le 9 mai : nous ne pouvons pas être tenus responsables de ce qui se passe sur le territoire de la Fédération de Russie. Ce sont eux qui assurent la sécurité et, par conséquent, nous n'offrirons aucune garantie. Nous ne savons pas ce que la Russie fera à ces dates. Elle peut prendre certaines mesures – incendie volontaire, explosions, etc. – et ensuite nous accuser. En tant que président, j'ai dit au ministre des Affaires étrangères que nous devons informer tous ceux qui nous le demandent : “Nous ne recommandons pas d'aller en Russie”. Et si vous choisissez d'y aller, ne nous demandez rien. C'est votre décision personnelle. »
- Qualifiant ces propos de « provocations verbales », Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Russie, a [déclaré](#) le soir même que personne ne pourrait garantir que la capitale ukrainienne, Kiev, survivrait le 10 mai si l'Ukraine attaquait Moscou pendant la célébration de la victoire, le 9 mai.
- Par précaution, Moscou a annulé le défilé de la Victoire qui devait avoir lieu à Sébastopol, c'est-à-dire en Crimée que l'administration Zelensky considère comme ukrainienne (...)

(...) • Washington n'a pas répondu à cette polémique, seul Robert Fico, Premier ministre slovaque, qui a annoncé se rendre à Moscou malgré la position de l'UE, l'a fait. Il a commenté : « Je rejette ces menaces pour des raisons de sécurité. Je respecte pleinement le fait que la sécurité des participants est une affaire interne de la Fédération de Russie. Mais si M. Zelensky estime que ses déclarations contraindront les délégations étrangères à ne pas venir, alors il se trompe profondément. C'est un grand manque de respect quand quelqu'un accuse un pays qui a apporté la plus grande contribution à la victoire sur le fascisme et a subi les plus grands sacrifices absolus que nous puissions imaginer. Eh bien, célébrons [le 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale], mais "nous pourrions laisser tomber un drone ou quelque chose comme ça sur vous". Pour moi, ce type de propos est inacceptable. »

👉 Robert Fico a été victime d'une tentative d'assassinat, dans son pays, le 15 mai 2024. Il a dû être hospitalisé plusieurs mois, mais n'a pas varié ses positions face à l'UE.

- Varsovie a accordé une autorisation de vol à l'avion de Robert Fico pour qu'il traverse la Pologne et se rende à Moscou. Par contre Vilnius et Riga ont refusé d'autoriser à l'avion transportant Aleksandar Vučić, président serbe, de traverser leur espace aérien.
- 29 dirigeants mondiaux sont attendus sur la place Rouge où les troupes de 12 pays défilèrent.
- Le Kremlin a annoncé que Xi Jinping, président chinois, s'entretiendrait longuement avec son hôte, Vladimir Poutine, en marge du défilé de la victoire. Les deux chefs d'État devraient notamment discuter de la réponse commune à apporter aux menaces à peine voilées de l'Ukraine.

AMÉRIQUES

3420 L'administration Trump autorise l'Ukraine à acheter pour 50 millions de dollars d'armes

Le 30 avril, l'administration Trump a informé le Congrès qu'elle allait reprendre des livraisons d'armes à l'Ukraine pour 50 millions de dollars sous forme de ventes commerciales directes (DCS). Ce type de contrat autorise le client, ici l'Ukraine, à choisir lui-même les produits dont il pense avoir besoin et à traiter directement avec les industriels qui les produisent.

👉 50 millions de dollars ne représentent qu'une infime partie par rapport aux 72 milliards que l'administration Biden avait offerts sans contrepartie à l'Ukraine. Mais ce type de contrat considère désormais Kiev comme un partenaire responsable qui devra choisir lui-même son armement et ce qu'il en fera.

3421 Stephen Miller probable conseiller de Sécurité

Après le transfert de son conseiller de Sécurité comme ambassadeur aux Nations unies, le président Donald Trump devrait choisir Stephen Miller pour le remplacer.

La presse démocrate le compare à Joseph Goebbels, le ministre de la propagande nazie, tandis que la presse républicaine le compare à Henry Kissinger, le conseiller de Sécurité du président Richard Nixon.

Stephen Miller avait été *speechwriter* du président Trump lors de son premier mandat, puis il avait fondé America First Legal Foundation et révélé comment [l'administration Biden avait contrôlé l'information sur la Covid grâce à un partenariat secret avec Google](#).

3422 JD Vance affirme que la Russie en demande trop en Ukraine

JD Vance, vice-président, a déclaré, le 7 mai, lors d'une réunion délocalisée à Washington de la Conférence sur la sécurité de Munich : « Les

Russes exigent trop de concessions pour mettre fin au conflit ukrainien. Nous pensons qu'ils en demandent trop. »

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les enjeux des négociations de Donald Trump avec l'Ukraine](#) », par Thierry Meyssan

Le président Donald Trump n'est pas parvenu à apporter la paix en Ukraine comme il croyait pouvoir le faire. Il a découvert une situation bien plus complexe qu'il ne le pensait. Refusant de prendre parti pour l'un ou l'autre camp, il s'est trouvé plongé dans un conflit vieux d'un siècle entre deux frères ennemis ; un conflit que ses prédécesseurs, Barack Obama et Joe Biden, ont alimenté et instrumenté. Il doit donc éclairer ses concitoyens avant de pouvoir débloquer la situation.

3423 Pete Hegseth diminue le nombre d'officiers de « l'armée mexicaine » états-unienne

Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, a [ordonné](#), le 5 mai, à l'armée de Terre d'activer de se débarrasser de 20 % de ses officiers généraux quatre étoiles. Il a également demandé à la Garde nationale de supprimer 20 % de ses postes les plus élevés et a ordonné à la Navy de supprimer 10 % de ses officiers généraux et amiraux, ce qui pourrait inclure n'importe quel grade d'une étoile ou plus.

3424 L'administration Trump réintègre des « lanceurs d'alerte »

L'administration Trump a accordé des arriérés de salaire et des promotions à Fred Wynn, Mike Taylor et Mark Jones, trois « lanceurs d'alerte » des douanes et de la protection des frontières qui ont subi des rétrogradations et d'autres représailles après avoir dénoncé l'échec de l'agence à collecter des échantillons d'ADN auprès d'immigrants illégaux.

3425 Découverte d'un complot policier contre Peter Navarro

Le sénateur républicain, Charles E. Grassley, président de la commission de la Justice, a publié des e-mails du FBI attestant que le Bureau fédéral d'investigation avait ourdi un complot pour éliminer Peter Navarro alors qu'il était directeur du Conseil du Commerce et du Bureau de la Politique commerciale à la Maison-Blanche durant le premier mandat Trump.

Il a demandé au nouveau directeur du FBI de transmettre à sa commission la totalité des documents relatifs à ce complot.

En 2022, Peter Navarro avait refusé de témoigner devant le Congrès qui espérait obtenir de lui des informations contre l'ancien président Donald Trump. Il avait alors été condamné par la justice pour son refus. Aujourd'hui, Peter Navarro est au centre de la Guerre commerciale mondiale déclenchée par le président Trump.

3426 Des migrants illégaux désormais poursuivis pour violation d'une base militaire

L'administration Trump a commencé à porter plainte contre les migrants illégaux à la frontière mexicaine, sachant qu'une grande partie de celle-ci a été déclarée zone militaire. Les individus arrêtés encourrent désormais un an de prison pour violation d'une base militaire et non plus six mois pour entrée illégale dans le pays.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Le nouvel ordre tripolaire : ce ne sera pas un "Yalta 2.0", mais plutôt un "Congrès de Vienne 2.0"](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Alfredo Jalife-Rahme souligne que la transition entre la structuration du monde unipolaire et sa version multipolaire passe par une phase tripolaire. Cette période ne doit pas être comparée avec celle du partage de Yalta, mais

avec la pause du Congrès de Vienne. Les BRICS vont désormais jouer un rôle central.

- « [Washington caput mundi](#) », par Manlio Dinucci

Pendant que le président Trump négocie avec l'Ukraine et avec l'Iran à la recherche d'une hypothétique paix, son administration poursuit la politique meurtrière de son prédécesseur. Les tentatives de paix ne doivent pas nous cacher que, dans cette lutte contre la montre, en cessant de financer les agences des Nations unies, les États-Unis provoquent plus de souffrance que lorsqu'ils finançaient directement des guerres.

3427 Le Tennessee et la Floride interdisent les « *chemtrails* »

Après le Tennessee, la Floride est en passe d'adopter une législation interdisant les traînées de condensation des avions (« *chemtrails* »). En effet, celles-ci sont provoquées volontairement et utilisées pour disperser des agents chimiques, notamment de l'iodure d'argent, du dioxyde d'argent, de l'aluminium, du baryum, du strontium, du cadmium et des polymères. Ces techniques, découvertes lors de la guerre du Vietnam, sont utilisées pour provoquer artificiellement des pluies ou supposées agir sur le climat.

Lee Zeldin, administrateur de l'Environmental Protection Agency (EPA), a ouvert une enquête sur Make Sunsets, une entreprise qui déclare sur son site internet avoir livré 128 000 « packs de refroidissement » à plus de 800 clients.

👉 En 1996, l'US Air Force avait publié une [étude](#), *Weather as a Force Multiplier : Owning the Weather in 2025* (Le climat comme un multiplicateur de force : posséder le temps en 2025). Elle y envisageait de diffuser divers matériaux pour influencer sur le climat. Cependant, compte tenu de la *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles*, adoptée fin 1976, elle s'en est officiellement abstenue.

Analyse du Réseau Voltaire

- Vidéo : [Thierry Meyssan sur Donald Trump et le 11 Septembre](#) (GPTV)

3429 Le département du trésor s'en prend au Cartel de Jalisco Nouvelle Génération

L'administration Trump a commencé à s'en prendre au trafic de pétrole organisé par les cartels des drogues mexicains. Ceux-ci prélèvent du pétrole dans les oléoducs de Permex et le vendent au Texas. Le département du Trésor vient de sanctionner les trois frères Morfin et leur Cartel de Jalisco Nouvelle Génération (CJNG).

3428 Pfizer a falsifié les essais cliniques de ses prétendus « vaccins » anti-Covid

Brook Jackson, ancienne directrice régionale de Ventavia, a [porté plainte](#), en 2021, contre les laboratoires Pfizer en vertu du *False Claims Act*, qui accorde au plaignant un pourcentage de l'amende qui est infligée à une entreprise condamnée pour escroquerie. Selon elle, ils ont commis une fraude en falsifiant des données et en violant les protocoles des essais cliniques du médicament anti-Covid considéré par le Trésor US comme un « vaccin » ARN Messenger.

EUROPE

3430 Les électeurs britanniques se détournent des partis traditionnels pour Reform UK

Sarah Pochin (Reform UK) a remporté l'élection législative partielle de Runcorn et d'Helsby à six voix d'avance sur le Parti travailliste. Simultanément, d'autres élections locales montrent un effondrement des travaillistes et un développement de Reform UK.

👉 Les électeurs britanniques ne parviennent plus à distinguer les Conservateurs des

Travailleurs, surtout depuis que ces derniers ont élu comme Premier ministre, Keir Starmer, un membre de la Commission trilatérale. Beaucoup se tournent donc vers Reform UK, seule formation vraiment différente des autres. Une panique s'empare des partis traditionnels qui craignent, tous deux, de perdre les prochaines élections générales.

3431 Possible rupture des « Cinq Yeux »

Les services de Renseignement britanniques sont très inquiets d'une éventuelle rupture, par le président Donald Trump, de l'[accord du 5 mars 1946](#) créant les « Cinq Yeux ».

Cette alliance des services australiens, britanniques, canadiens, états-uniens et néo-zélandais dispose d'un système d'écoute global lui permettant d'intercepter la totalité des communications sans fil dans le monde. La rupture par les États-Unis de la transmission de renseignements, durant cinq jours, n'a pas simplement handicapé l'armée ukrainienne, mais aussi les partenaires des USA et particulièrement le Royaume-Uni.

En février, le *Financial Times* avait évoqué une possible [exclusion du Canada](#) à la demande du conseiller du président Trump, Peter Navarro. Celui-ci avait démenti.

Londres a le sentiment que son alliance privilégiée avec Washington pourrait prendre fin dans un avenir proche. Il cherche donc de nouveaux alliés, notamment la France.

3432 Le Royaume-Uni se prépare à une guerre contre la Russie

Selon le *Telegraph*, [la Grande-Bretagne se prépare secrètement à une attaque militaire directe de la Russie](#), de peur que non seulement elle soit dépassée par la Russie et ses alliés sur le champ de bataille, mais aussi qu'elle ne soit pas préparée et mal défendue chez elle.

Les experts ont prévenu que le pays était vulnérable à une attaque contre son infrastructure nationale essentielle, y compris les

terminaux gaziers, les câbles sous-marins, les centrales nucléaires et les plates-formes de transport.

Le plan britannique comprendra des scénarios dans lesquels la Grande-Bretagne serait touchée par des missiles classiques, des ogives nucléaires ou des cyber-opérations, mais pas par des missiles hypersoniques ciblés sur les principaux bâtiments officiels comme la Russie l'a plusieurs fois évoqué. Il est peu probable que ce document soit rendu public pendant des décennies, voire pas du tout.

Les responsables de la défense ont également demandé à la Grande-Bretagne de développer sa propre forme du « dôme de fer » israélien pour la protéger des attaques de missiles. Le mois dernier, un haut responsable de la Royal Air Force a révélé que, si la première nuit du conflit en Ukraine s'était déroulée au Royaume-Uni, des missiles russes auraient brisé les défenses britanniques et détruit des infrastructures critiques. Les responsables britanniques sont particulièrement préoccupés par les terminaux gaziers et les cinq centrales nucléaires actives du pays, qui pourraient libérer des matières radioactives à travers le pays.

Dan Jarvis, ministre d'État à la Sécurité, a déclaré à la Chambre des Communes, le 30 avril, que la Russie était une menace pour la Sécurité du Royaume-Uni.

3433 La cuisine de Reporters sans frontières

Reporters sans frontières publie son [classement 2025](#) de la liberté de la presse.

☞ Rappelons que cette association n'est pas du tout ce qu'elle prétend être. Elle est largement financée par les États-Unis, via notamment par la National Endowment for Democracy que l'administration Trump vient de fermer.

À titre d'exemple, elle place certes Israël en 112^e position, cependant elle ne compte que 18 journalistes tués par les FDI en 2024 lorsque le Comité pour la protection des journalistes (CPJ)

en compte 76. Elle ignore l'importance de la censure militaire (cf. ci-dessous VAI 3440)

Elle classe également la Russie en 171^e position, insistant sur le rôle de la censure militaire. Or, en Russie, il n'y a pas de censure préalable comme en Israël, mais uniquement des poursuites après publication. Elle ignore également que trois journalistes russes (Semyon Eremin, Valery Kozhin et Nikita Tsitsagi), ont été tués par les forces armées ukrainiennes en 2024.

☞ Dès 1995, nous avons dénoncé cette [association partisane](#) qui n'a, à nos yeux, jamais défendu la liberté d'expression, mais uniquement les intérêts corporatifs des journalistes occidentaux. Nous avons même diffusé, à partir de 2005, un ouvrage sur la question. Et lorsque, à partir de 2007, notre directeur, Thierry Meyssan, s'est trouvé en danger, RSF a refusé de le défendre.

3434 Négociations entre la France et Daesh

Le président français, Emmanuel Macron, a reçu, le 7 mai, le président autoproclamé syrien, Ahmed al-Charaa. La visite de l'ancien numéro deux de Daesh n'a été rendue possible que par dérogation des Nations unies.

Cette rencontre avait été organisée pour négocier la levée des mesures coercitives de l'UE contre la Syrie et des sanctions des Nations unies contre Ahmed al-Charaa en échange de la création d'un État kurde sous contrôle français au nord de la Syrie. Le sort des 300 jihadistes français prisonniers des Kurdes devait aussi être évoqué.

3435 Le général Frederik Vansina appelle la Belgique à décréter une situation de crise

Le général, Frederik Vansina, chef de la Défense des forces armées belges, a accordé un [entretien](#) à *Het Laatste Nieuws*, le 3 mai. Il y déclare : « Nous continuons d'effectuer nos achats au rythme de la paix. Pas de Poutine, pas de

Poutine. Il y a des chars, des avions et des canons qui sortent de ses usines jour et nuit, alors que nous devons travailler avec des marchés publics lourds et longs. »

Le général appelle le gouvernement à se préparer à la guerre avec la Russie et à décréter une situation de crise.

3436 Friedrich Merz difficilement élu chancelier allemand

Le banquier chrétien-démocrate Friedrich Merz a été élu chancelier allemand, le 6 mai. Cependant, il a d'abord échoué à un premier tour et n'a dû sa victoire qu'à une négociation inopinée avec Die Linke.

Sitôt élu, il s'est rendu à Paris, Varsovie et Kiev.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3437 Washington espionne le Groenland et le Danemark

Selon le *Wall Street Journal*, [un message classifié a été envoyé la semaine dernière aux agences de Renseignement états-uniennes](#), les exhortant à identifier les personnes au Groenland et au Danemark qui soutiennent l'ambition du président Trump de prendre le contrôle de cette île. En outre, les chefs des agences de Renseignement US ont reçu pour instruction d'en savoir plus sur le mouvement indépendantiste du Groenland et sur l'attitude des entreprises à l'égard de l'extraction minière.

Tulsi Gabbard, directrice du Renseignement états-unien, n'a pas démenti l'information, mais a critiqué le journal pour la « politisation et la fuite d'informations classifiées ».

Lars Løkke Rasmussen, ministre danois des Affaires étrangères, a déclaré : « Cela m'inquiète beaucoup parce que nous n'espionnons pas nos

amis. » Il a convoqué l'ambassadeur des États-Unis.

3438 Vadim Krasnoselsky répond aux propos de dirigeants ukrainiens

Répondant le 15 avril à la chaîne de télévision Moldova 1, Dorin Recean, Premier ministre moldave, a souligné que le conflit de Transnistrie ne pouvait trouver de solution que pacifique et sans intervention étrangère.

Il répondait à une déclaration des autorités ukrainiennes (que nous n'avons pas retrouvée) proposant leur aide militaire pour régler le conflit de Transnistrie.

Accordant, le 5 mai, un entretien à l'agence Tass, Vadim Krasnoselsky, Premier ministre de la République non reconnue moldave du Dniestr (Transnistrie), a déclaré : « Une guerre en Transnistrie signifierait un conflit direct entre la Russie et l'OTAN. Je n'ai pas le moindre doute à ce sujet. Tout est étroitement imbriqué ici. La Roumanie, membre de l'OTAN, et la Fédération de Russie ont des intérêts ici présents. Pas moins de 220 000 citoyens russes vivent ici. Les soldats de la paix russes sont ici en mission sur la base d'un mandat international qui leur accorde le droit de se défendre et de défendre la population locale, quelle que soit leur citoyenneté. C'est pourquoi ceux qui parlent d'un possible acte de provocation – la soi-disant aide à la Moldavie en Transnistrie – ne font en fait que pousser la Moldavie vers le chaos, les flammes de la guerre et l'effusion de sang [...] Peut-être, cela profitera à quelqu'un à court terme, mais je ne pense pas que la Moldavie en bénéficiera. C'est pourquoi M. Recean a dit à juste titre – et je le soutiens à cet égard – que toutes les questions entre la Moldavie et la Transnistrie doivent être résolues uniquement par des moyens pacifiques. Nous avons déjà vu des développements sanglants et nous ne devons pas revenir à un chaos comme celui-là. »

AFRIQUE

3439 Le Mali suspend les partis et organisations politiques

Par décret du Conseil national de la transition malien, « sont suspendues jusqu'à nouvel ordre pour raison d'ordre public les activités des partis politiques sur toute l'étendue du territoire national. La mesure de suspension s'applique aux activités des associations à caractère politique et aux activités de toute autre organisation se réclamant d'un caractère politique. »

ASIE

3440 La liberté de la presse n'a jamais existé aussi peu en Israël qu'aujourd'hui

Selon les données collectées par *+972 Magazine*, la censure militaire israélienne a interdit la publication de 1 635 articles en 2024. En outre, elle a interdit des passages de 6 265 autres. C'est plus du double qu'en 2023. Avec une moyenne de 21 articles par jour censurés, partiellement ou en totalité, c'est l'activité de censure la plus importante que les armées israéliennes aient jamais perpétrée.

Lorsque le censeur intervient, il est interdit aux médias d'indiquer que la censure a eu lieu, ce qui signifie que la majeure partie de son activité reste cachée aux yeux du public. Aucune autre « démocratie occidentale » n'a d'institution comparable.

Sachant que 20 770 articles ont été soumis à la censure militaire, c'est le cinquième d'entre eux qui a été censuré.

L'organe de censure militaire a refusé de ventiler ces chiffres par date, par sujet ou par média. Il n'a pas non plus donné de statistique sur la censure de livres politiques.

Entre 168 et 232 journalistes et agents des médias palestiniens ont été tués à Gaza par l'armée israélienne pendant la guerre.

3441 Natan Sharansky dresse l'éloge de Volodymyr Zelensky

Natan Sharansky a déclaré, le 3 mai, sur le site Facebook Israël à Kiev : « Volodymyr Zelensky est un dirigeant de classe mondiale dans l'histoire de l'Ukraine et dans l'histoire du monde libre, les Ukrainiens peuvent être fiers de leur choix d'un président juif qui réunit et rassemble le peuple ukrainien dans sa lutte difficile contre l'agression barbare. »

Il a rappelé que Poutine a justifié son agression dès le début, affirmant que les Ukrainiens ne sont pas une nation, et que leur leadership est un régime nazi. « Bien sûr, toutes ces déclarations absurdes étaient destinées à un usage interne et n'avaient rien à voir avec la réalité. Cependant, aujourd'hui, trois ans après le début de cette guerre sanglante, les dirigeants russes continuent de "combattre le nazisme" », a-t-il noté.

« Et nous, en tant que Juifs, pouvons être fiers qu'un représentant de notre peuple joue un rôle historique unique en mobilisant non seulement le peuple ukrainien, mais aussi l'ensemble du monde libre pour protéger notre avenir commun. »

☞ L'Israélo-Ukrainien Natan Sharansky, est un ancien ministre « sioniste révisionniste » et un « nationaliste intégral » convaincu. Il contrôle l'ensemble de la propagande israélienne à l'étranger (cf. VAI 1608).

Il a commencé sa carrière avec les Straussiens états-uniens et travaille aujourd'hui avec Volodymyr Zelensky. Il préside le Centre de commémoration de l'Holocauste de Babi Yar.

Il est la seule personnalité publiquement engagée à la fois dans les trois groupes fascistes se réclamant de Zeev Jabotinsky (« sionistes révisionnistes »), de Léo Strauss (« Straussiens » / « néoconservateurs ») et de Dmytro Dontsov (« nationalistes intégraux »).

3442 Bezalel Smotrich confirme qu'Israël occupera Gaza, indépendamment de la libération des otages

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a explicité, le 5 mai, l'objectif de la nouvelle stratégie dénommée « Les Chariots de Gédéon » : « Nous ne nous retirerons pas des territoires conquis, même en échange d'otages. Le seul moyen de libérer les otages est de soumettre le Hamas. Une fois que nous aurons occupé Gaza et que nous y serons, nous pourrons parler de souveraineté. »

3443 Walid Joumblatt à Damas

Walid Joumblatt, président du parti socialiste progressiste (PSP) et, à ce titre, l'une des deux figures politiques de la communauté druze, s'est rendu en Syrie où il a été reçu par le président autoproclamé Ahmed el-Charaa et par son ministre des Affaires étrangères, Assaad el-Chibani.

Signe des difficultés : aucune déclaration n'a été prononcée à la sortie ni aucun communiqué diffusé.

Par ailleurs, le 7 mai, le président autoproclamé a confirmé avoir noué des contacts indirects avec Israël pour clamer le jeu.

3444 Les FDI reprennent leurs bombardements en Syrie

Les Forces de défense israéliennes (FDI) ont bombardé une vingtaine d'objectifs militaires en Syrie, le 3 mai. 90 % des sites militaires syriens ont déjà été détruits par les FDI.

Israël entend à la fois priver la Syrie de toute capacité militaire, normaliser ses relations avec la Syrie, faire admettre la perte du Golan occupé depuis 1967 et fédéraliser la Syrie, et enfin soutenir la communauté druze.

3445 Les Émiratis peuvent à nouveau voyager au Liban

Les Émirats arabes unis (EAU) ont levé l'interdiction faite à leurs sujets de voyager au Liban, à partir du 7 mai. L'économie libanaise est largement tributaire des touristes du golfe. Cette interdiction avait été prononcée lors des tensions entre les EAU et l'Iran.

3446 Washington conclut un accord séparé avec Ansar Allah

Les États-Unis sont convenus d'une paix séparée avec Ansar Allah. Les deux entités se sont promis de ne plus s'attaquer. Cet accord ne concerne aucunement les attaques d'Ansar Allah contre les navires israéliens en mer Rouge tant que durera le blocus de Gaza.

Tel-Aviv n'avait pas été informé de ces négociations et a subitement découvert que Washington négociait en fonction de ses intérêts propres sans tenir compte de son alliance historique avec Israël.

Le président Donald Trump a commenté, le 7 mai : « Nous avons porté de graves coups aux Houthis (Ansar Allah). Ils ont eu une grande capacité de résistance et ont fait preuve d'un grand courage. »

☞ Cette paix séparée est de mauvais augure pour les « sionistes révisionnistes » qui exercent des [pressions insensées sur l'administration Trump](#) afin qu'elle défende leurs objectifs face à l'Iran.

3447 La Türkiye ne parvient pas à faire reconnaître l'indépendance de Chypre-Nord par les États turciques

Il nous avait échappé que lors du premier sommet UE-Asie centrale, qui s'est tenu

à Samarkand (Ouzbékistan), les 3 et 4 avril (cf. VAI 3243), le communiqué final fait référence aux résolutions des Nations unies sur Chypre. Il s'ensuit que les États d'Asie centrale n'ont pas suivi la demande formulée par la Türkiye, lors

du 11^e sommet de l'Organisation des États turciques (Bishkek, 6 novembre 2024) de reconnaître l'indépendance de la République turque de Chypre du Nord.

Analyse du Réseau Voltaire

- Vidéo : [Thierry Meyssan sur les négociations en Iran](#) (GPTV)

Nicolas Stoquer a invité Thierry Meyssan à exposer, à la matinale de GPTV, les négociations actuelles entre les États-Unis et l'Iran. Il s'appuie sur des contacts directs avec des négociateurs et des documents des sionistes révisionnistes.

(l'intervention de TM débute à 2h21 et se termine à 3h05)

3448 Bharat bombarde des installations de groupes terroristes au Pakistan

- Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, s'est rendu à Karachi en se proposant de servir d'intermédiaire entre le Pakistan et l'Inde dans le différend qui les oppose. Il a tenu des réunions séparées avec le président pakistanais, Asif Ali Zardari, et avec le Premier ministre, Shehbaz Sharif, qui l'ont tous deux remercié pour ses efforts de paix.

- Attaullah Tarar, ministre pakistanais de l'Information, a conduit, le 4 mai, un groupe de journalistes dans le village de montagne de Bella Noor Shah, près de Muzaffarabad où il a déclaré que New Delhi avait fausement revendiqué la présence d'un camp d'entraînement de terroristes (cf. VAI 3368). Les habitants du village ont déclaré aux journalistes qu'ils n'avaient jamais vu un tel camp dans la région.

- Le 7 mai, l'Inde a lancé l'opération Sindoor. Des avions indiens ont bombardé 24 sites, dont Bahawalpur (quartier général de Jaish-e-Mohammed) et Muridke (quartier général de Lashkar-e-Taiba). Ils ont également visé d'autres sites des mêmes organisations, ainsi que du

Hizbul Mujahideen. Ils ne sont pas entrés dans l'espace aérien pakistanais.

Selon l'armée indienne, 80 terroristes ont été tués durant l'opération, tandis que la réplique pakistanaise a tué 8 Indiens. Aucune cible militaire pakistanaise n'a été visée.

Selon l'armée pakistanaise, les attaques indiennes ont tué 24 civils. Le gouvernement pakistanais assure avoir abattu 5 avions et un drone. Il a d'abord annoncé avoir fait prisonnier des soldats indiens, avant de se rétracter.

Il semble que trois avions indiens se soient effectivement écrasés.

- Londres venait de signer un accord de libre-échange avec Delhi. David Lamy, ministre des Affaires étrangères de l'ancienne puissance coloniale, a appelé à la désescalade, mais l'ancien Premier ministre, le Britannique d'origine indienne, Rishi Sunak, a au contraire apporté son soutien à New Delhi.

☞ Chaque fois que l'Inde et le Pakistan se rapprochent, de mystérieux attentats surviennent et les dressent à nouveau l'un contre l'autre.

Il était impossible pour Narendra Modi, le Premier ministre indien, de ne pas réagir à l'attentat de Pahalgam. Le caractère confessionnel de l'attaque étant indéniable (les terroristes ont déshabillé leurs victimes pour vérifier qu'elles n'étaient pas circoncises avant de les abattre).

Identiquement, le gouvernement pakistanais ne pouvait prétendre ne pas avoir infligé de lourdes pertes à son voisin sans être obligé de lancer une contre-offensive d'importance.

3449 Le Bangladesh se prépare à soutenir le Pakistan contre l'Inde

Fin décembre 2024, Mahfuj Alam, assistant spécial du conseiller principal du Bangladesh (Premier ministre) Muhammad Yunus, a publié sur X une carte revendiquant le territoire du

Nord-Est de l'Inde. À l'époque, cet irrédentisme avait été interprété comme une pression sur New Delhi pour le contraindre à reconnaître le nouveau régime de Dacca.

Puis, Mohammed Yunus s'est rendu en visite officielle en Chine. Il y a déclaré : « Sept États de l'Inde, dans la partie orientale de l'Inde, appelés les sept sœurs, [...] forment un pays sans littoral, la région sans littoral de l'Inde. Ils n'ont aucun moyen de tendre la main à l'océan. Nous sommes le seul gardien de l'océan pour toute cette région. Cela ouvre donc une énorme possibilité. Cela pourrait donc être une extension de l'économie chinoise. Construisez des choses, produisez des choses, commercialisez des choses, apportez des choses à la Chine, apportez-les au reste du monde entier. » Mohammed Yunus semblait alors porter lui-même cet irrédentisme.

Le général A.L.M. Fazlur Rahman, ancien président de la Commission nationale d'enquête indépendante sur la mutinerie des gardes-frontières du Bangladesh (dite « Bangladesh Rifles » de 2009), a [déclaré](#) sur Facebook, le 29 avril, que le Bangladesh devrait occuper les États du Nord-Est de l'Inde, si celle-ci entre en guerre avec le Pakistan. Il a ultérieurement précisé que c'était le seul moyen de protéger les musulmans de l'Inde dont le gouvernement Modi s'apprête à retirer la nationalité indienne.

3450 Confusion en Corée du Sud à la veille de l'élection présidentielle anticipée

- La Cour suprême sud-coréenne a annulé l'acquittement en appel du candidat à la présidence du Parti démocrate de Corée (DPK), Lee Jae-myung. Il était accusé de fausses déclarations durant sa campagne de 2022. Il est le favori pour l'élection présidentielle anticipée, compte tenu de son rôle pendant la tentative d'instauration de la loi martiale (il était entré à l'Assemblée nationale gardée par l'armée en escaladant le mur d'enceinte), (cf. VIA 2528).

- Han Duck-soo, Président par intérim et Premier ministre, a démissionné le 1^{er} mai et

annoncé sa candidature à l'élection présidentielle le lendemain. Choi Sang-mok, vice-premier ministre et ministre des Finances, aurait dû lui succéder, mais il a été mis en accusation par l'Assemblée et a dû démissionner. Finalement, Lee Juho, ministre de l'Éducation, est devenu président intérimaire, technocrate sans envergure, il ne semble pas avoir l'étoffe du poste.

- Kim Moon-soo, ancien ministre du Travail et candidat à la présidence du Parti du Pouvoir au Peuple (PPP), le parti du président putschiste Yoon Suk-yeol, a débuté des négociations avec Han Duck-soo en vue de former une coalition électorale. Han Duck-soo, qui fut membre du PPP, se présente aujourd'hui comme indépendant. Les négociations entre les deux hommes piétinent. Kim Moon-soo a suspendu sa campagne électorale, alors que son parti est divisé quant à une alliance avec Han Duck-soo.

- Le Parti démocrate de Corée (DPK) exige que la Cour suprême suspende tous les procès concernant les accusations pénales contre Lee Jae-myung, faute de quoi, il lancera une procédure de destitution des 10 juges de la Cour suprême. Les accusations contre son candidat sont susceptibles de lui interdire de se présenter à l'élection présidentielle anticipée. Lee s'est comparé à l'ancien président Kim Dae-jung, qui a été condamné à mort pour sédition par un tribunal militaire en 1980. En définitive, son jugement n'aura pas lieu avant l'élection et, quoi qu'il en soit, il pourra concourir.

Le DPK a déposé un projet de loi pour augmenter considérablement le nombre de juges à la Cour suprême, afin d'en renverser la majorité.

- Selon un sondage Gallup, Lee obtiendrait 49 % des voix, devant Kim Moon-soo (PPP), qui en recueillerait 33 %, et le dissident Lee Jun-seok (Parti de la Réforme) qui en recevrait 9 %.

Selon un autre sondage, de Korea Research, Lee Jae-myung (DPK) obtiendrait 55 % contre Kim Moon-soo 19 % et Lee Jun-seok (dissident du PPP, fondateur du Parti de la réforme) 6 %. Si

Han remplaçant Kim, Lee obtiendrait 56 %, Han 23 % et Lee Jun-seok 7 %.

3451 Construction d'un pont routier entre la Corée du Nord et la Russie

La Corée du Nord et la Russie ont débuté, le 30 avril, la construction d'un pont routier reliant les deux pays sur le fleuve Tumen. Pour le moment, il n'existe qu'un pont ferroviaire entre les deux nations.

Pak Thae-song, Premier ministre nord-coréen, a assisté à la cérémonie d'inauguration. Mikhail Mishustin, Premier ministre russe, y a participé par liaison vidéo.

3452 La vision de la Seconde Guerre mondiale de Xi Jinping

Avant de se rendre à Moscou pour le 80^e anniversaire de la Victoire, le président Xi Jinping a tenu à souligner que la Russie et la Chine ont la même analyse de la « Seconde Guerre mondiale ». Pour eux, le conflit principal était l'inégalité que les nazis et les impérialistes japonais professaient. C'est pourquoi les Russes l'appellent la « Grande Guerre patriotique » et les Chinois la « Guerre Mondiale antifasciste ». Ensemble, Russes et Chinois ont rétabli l'égalité entre tous les hommes.

Le président Xi a observé que ces événements nous ont appris à nous opposer résolument à toutes les formes d'hégémonisme et de politique du pouvoir ; condition essentielle pour créer un avenir meilleur pour l'humanité. Il a déploré qu'aujourd'hui, huit décennies plus tard, l'unilatéralisme, l'hégémonie et les actes de brimades infligent de graves dommages, et l'humanité se trouve une fois de plus à la croisée des chemins – entre unité ou division, dialogue ou confrontation, gagnant-gagnant ou à somme nulle.

3453 Le Japon envisage d'utiliser sa capacité de vendre des bons du Trésor US pour négocier avec les États-Unis

Katsunobu Kato, ministre japonais des Finances, a déclaré, le 2 mai, que la détention de 1 130 milliards de dollars de bons du Trésor états-uniens constitue bel et bien une carte dans les négociations commerciales avec Washington. « L'utiliser ou non est une autre décision », a-t-il poursuivi.

Le Japon est le principal détenteur étranger de bons du Trésor états-uniens.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3454 L'Assemblée générale se divise sur l'interprétation de la Seconde Guerre mondiale

Se souvenant des circonstances de sa création, l'Assemblée générale des Nations unies a rendu hommage aux victimes de la Seconde Guerre mondiale, le 7 mai. Rapidement les débats ont montré de profondes divergences sur le sujet.

- La délégation russe a souligné que « la mémoire sacrée des héros et des victimes du nazisme est devenue l'objet d'attaques du révisionnisme historique et du revanchisme ». C'est notamment le cas, selon elle, en Ukraine, où, « après le coup d'État inconstitutionnel de Maïdan et plusieurs années de lavage de cerveau », des slogans semblables au « Deutschland über alles » nazi ont commencé à résonner.

- « On tente aujourd'hui de justifier et de blanchir les nazis et leurs complices, de réécrire l'histoire, d'effacer les exploits des pays indésirables et de tracer de nouvelles lignes de démarcation pour satisfaire les politiciens en place et leurs intérêts à court terme », a renchéri le Bélarus, qui s'est dit résolument en faveur de la « préservation de la vérité historique » et d'une « coopération constructive », à l'image de la coalition antihitlérienne composée de pays aux systèmes politiques, aux traditions

culturelles et aux visions du monde différents. Rappelant que les « formes de génocide nazi » ont coûté la vie à un habitant sur trois de son pays, la délégation biélorusse a souhaité que cette « capacité à mettre de côté les différences au profit du bien commun » serve à tous de leçon.

- Le Venezuela, s'exprimant au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, a défendu une vision semblable en relevant que la manipulation de l'histoire à des fins politiques constitue un sérieux obstacle à la paix et à la stabilité internationales. « Loin d'être inoffensifs, les récits révisionnistes déshonorent la mémoire de ceux qui ont péri, tout en favorisant la division et la méfiance entre les nations. »

- L'Ukraine a déploré que la Russie célèbre la fin de la Seconde Guerre mondiale « en s'arrogeant le monopole historique de la victoire » et en passant sous silence le fait que l'Union soviétique a collaboré avec l'Allemagne nazie au début du conflit. Huit millions d'Ukrainiens ont été tués [par d'autres Ukrainiens NDLR], dont plus d'un million de Juifs, a rappelé la délégation, accusant Moscou de vouloir « dénaturer cette histoire » et de recourir au prétexte de la lutte contre le nazisme pour justifier sa guerre d'agression contre son voisin.

- « Mettre sur un pied d'égalité l'invasion de l'Ukraine et la lutte contre le nazisme est l'exemple le plus vil qui soit de la perversion de l'histoire et un camouflet pour la mémoire des victimes du nazisme », a assené l'Union européenne, tandis que la Nouvelle-Zélande, qui s'exprimait au nom des délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (CANZ), pointait l'incohérence de la guerre d'agression menée par la Russie « au regard du sacrifice du peuple soviétique et de sa contribution à la victoire contre le nazisme ». De surcroît, « dire que le Gouvernement ukrainien est nazi relève de la propagande russe et salit la mémoire des soldats soviétiques tombés pendant la guerre », a fait valoir le Royaume-Uni, pour qui la sécurité européenne est à nouveau

menacée par un mépris de la souveraineté des États.

- Condamnant cet « expansionnisme colonial », opéré en violation de la Charte des Nations Unies, la Lituanie a accusé elle aussi la Russie d'instrumentaliser la mémoire de la Seconde Guerre mondiale pour « justifier ses crimes actuels sans rendre de comptes ». Dans le même ordre d'idées, la Pologne a fustigé la « campagne néo-impériale » de Moscou, non sans rappeler qu'elle a été la « première victime de la guerre » en étant attaquée par les forces pactisées de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique en 1939.

- Pour la Chine, il importe aujourd'hui de défendre le système international fondé autour de l'ONU, alors que certains traitent l'Organisation « comme quelque chose qui peut être utilisé et mis ensuite au rebut », notamment en coupant leurs financements et en ne versant pas leur contribution.

- De son côté, Cuba s'est alarmée de la résurgence des idéologies extrémistes, de l'utilisation de la puissance militaire pour promouvoir des intérêts géopolitiques et de la prolifération de mesures coercitives unilatérales et illégitimes. Dans ce contexte, elle a jugé que « le génocide perpétré par Israël contre le peuple palestinien, avec la complicité et le soutien du Gouvernement des États-Unis », est la preuve évidente d'une « nouvelle forme répugnante de fascisme ».

3455 Le Conseil de sécurité examine la situation explosive en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité a examiné, le 6 mai, la situation en Bosnie-Herzégovine.

- Il a entendu l'Allemand Christian Schmidt, Haut-représentant du Conseil chargé d'appliquer l'Accord de Dayton. Il a dénoncé les attaques de Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, après sa condamnation et sa destitution par la Cour de Bosnie-Herzégovine : il a fait adopter une loi interdisant de facto le

pouvoir judiciaire et les forces de l'ordre nationales, a présenté un projet de constitution de l'entité, qui laissait entrevoir une sécession de facto. Rendu public peu après l'annonce du verdict, ce document d'une complexité considérable laisse entrevoir qu'il avait été préparé bien à l'avance, comme, du reste, les projets de loi annoncés par la même occasion, a observé le Haut-représentant, une allégation catégoriquement rejetée par la délégation serbe.

- Pour la Serbie, le verdict de la Cour de Bosnie-Herzégovine contre le président Dodik serait motivé par des considérations politiques. Cette délégation a également dénoncé toute tentative d'éliminer les représentants démocratiquement élus de la Republika Srpska de la vie politique en instrumentalisant les autorités judiciaires à des fins politiques.

- Renchérissant, la Russie, qui ne reconnaît pas la légitimité du Haut-représentant « autoproclamé », Christian Schmidt, a jugé que ce verdict antiserbe, rendu en vertu d'un « soi-disant soupçon d'atteinte à l'ordre constitutionnel », n'a fait qu'aggraver les tensions dans le pays, qu'il faut libérer de « la tutelle extérieure qui empoisonne son existence ».

- Željka Cvijanović, présidente de la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, a souligné que l'Accord de Dayton n'autorise pas le Haut-représentant, « jamais approuvé » par le Conseil de sécurité, « à légiférer, à suspendre les constitutions, à criminaliser les élus et les partis politiques, ni à gouverner par décrets ». Pour elle, c'est bien là la raison d'une crise aujourd'hui à son « apogée ». Face à ce qu'elle a présenté comme « une dictature », elle a appelé le Conseil à mettre aux voix la confirmation de M. Schmidt et à lancer un examen juridique indépendant, pour se prononcer sur la conformité des pouvoirs de Bonn avec l'annexe 10 de l'Accord de Dayton et la Charte des Nations Unies.

- Pour le Royaume-Uni et la France en revanche, ce qui apparaît comme contraire à l'Accord de Dayton et à l'ordre constitutionnel,

c'est la nouvelle constitution proposée par la Republika Srpska, qui envisage la Bosnie-Herzégovine comme une confédération de deux États souverains, propose la création d'une armée serbe distincte et affirme le droit de l'entité serbe à rejoindre un autre État.

- Selon la Chine, il convient d'adopter une approche prudente et juste créant des conditions équitables entre les trois peuples constitutifs de la Bosnie-Herzégovine, en s'abstenant de toute ingérence et sanction unilatérales.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°133 - 16 mai 2025

ÉDITORIAL

3456 Donald Trump dans le Golfe

Donald Trump poursuit sa révision jacksonienne de la politique internationale. Il substitue le commerce à la guerre. Cette semaine, il était dans le Golfe. Il est parvenu à signer des accords historiques avec l'Arabie saoudite et le Qatar, mais n'a toujours pas reconnu l'État palestinien.

- Le président Donald Trump a prononcé un discours au Forum d'investissement saoudo-états-unien de Riyad, le 13 mai. Après avoir rappelé son discours, il y a huit ans, dans la même salle, au cours duquel il a enjoint les États musulmans à ne plus soutenir les organisations terroristes, il a appelé à substituer le commerce à la guerre. Il a dénoncé les « constructeurs de nations », les « néoconservateurs », les « ONG libérales » et « autres interventionnistes prétendant réformer des sociétés complexes qu'ils ne comprennent même pas eux-mêmes » pour faire l'éloge de la vitalité des populations du Moyen-Orient élargi. Il a déclaré : « Comme je l'ai montré à maintes reprises, je suis prêt à mettre fin aux conflits passés et à forger de nouveaux partenariats pour un monde meilleur et plus stable, même si nos divergences peuvent être très profondes. » [...] « Ces dernières années, beaucoup trop de présidents états-unis ont été affligés par l'idée qu'il serait de notre devoir d'examiner les âmes des dirigeants étrangers et d'utiliser la politique des États-Unis pour rendre la justice à la place de leurs péchés. » [...] « Si les nations responsables de cette région saisissent ce moment, mettent de côté vos différences et se concentrent sur les intérêts qui vous unissent, alors toute l'humanité sera bientôt stupéfaite de ce qu'elle verra ici dans ce centre géographique du monde, le cœur spirituel de ses plus grandes religions. »

- Le 13 mai, le président Donald Trump et l'Arabie saoudite ont signé le plus important contrat de vente d'armement d'une valeur de 142 milliards de dollars. En outre, l'Arabie saoudite s'est engagée à investir encore plus aux États-Unis jusqu'à atteindre 600 milliards de dollars. Pour signer ces accords, les États-Unis ont retiré leur exigence traditionnelle de reconnaissance par Riyad de l'État d'Israël.

- Le 14 mai, le président Donald Trump et le Qatar ont signé un accord pour générer un échange économique d'une valeur d'au moins 1 200 milliards de dollars. Le président Trump a également annoncé des contrats commerciaux d'un montant total de plus de 243,5 milliards de dollars, y compris une vente historique de 210 Boeing 787 Dreamliner et 777X et de moteurs GE Aerospace à Qatar Airways.

AMÉRIQUES

3457 Des juges de la Cour suprême inquiets pour « l'état de droit »

Le juge John G. Roberts Jr., président de la Cour suprême, a suggéré le 12 mai, que l'état de droit était « en danger » lors d'un discours à l'université jésuite de Georgetown.

La juge Ketanji Brown Jackson, assesseure à la Cour suprême, avait déjà évoqué ce danger, plus tôt ce mois-ci, lors d'une conférence à Porto Rico.

Ces magistrats faisaient allusion aux déclarations du président Donald Trump, d'Elon Musk et de certains élus républicains qui ont appelé à la destitution de certains juges.

3458 Le secrétariat à la Justice examinera les grâces prononcées par Joe Biden

Ed Martin Jr., nouveau procureur du secrétariat à la Justice chargé des grâces, a déjà lancé des enquêtes sur les manipulations des informations scientifiques par des revues médicales : Environmental Health Perspectives (EHP), Journal of Health and Pollution (JHP), Obstetrics & Gynecology, Chest et New England Journal of Medicine (NEJM). Il a également lancé une enquête sur les biais de l'encyclopédie Wikipedia et vient d'annoncer qu'il étudiera les grâces décrétées par l'ancien président Joe Biden.

3459 Le *Golden Dome* relance la course aux armements

Un « *Golden Dome Caucus* » s'est formé au Sénat. Le projet de *Golden Dome* devrait être composé d'une couche d'intercepteurs basés dans l'espace, de systèmes de défense antimissile basés en mer au large des côtes et dans le golfe du Mexique (dit « golfe d'Amérique »), et enfin d'un système de défense à haute altitude. Sa conception devrait être supervisée par le général Michael A. Guetlein, vice-commandant des

opérations spatiales. Il dispose déjà d'un premier budget de 25 milliards de dollars pour 2025.

☞ Ce projet, comparable à celui de la Guerre des étoiles, relance la course aux armements avec la Russie et la Chine. Ces deux pays ont immédiatement publié une déclaration jointe pour dénoncer cette escalade.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Donald Trump découple les États-Unis d'Israël](#) », par Thierry Meyssan

Après avoir patiemment proposé à Benyamin Netanyahou de négocier avec la résistance palestinienne et n'avoir rencontré qu'une obstination à massacrer les Palestiniens, à annexer Gaza, le sud du Liban et de la Syrie, et à déclencher une guerre contre l'Iran, l'administration Trump a changé de braquet. Il est désormais évident pour elle, comme pour tous ceux qui s'intéressent à cette région depuis 80 ans, que les sionistes révisionnistes sont les ennemis de la paix et donc aussi ceux d'Israël.

3460 La guerre des droits de douane n'a pas eu d'impact sur les prix aux USA

Selon le Bureau of Labor Statistics, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,2 % en avril, soit un taux annuel de 2,3 %, ce qui le place légèrement en dessous des prévisions. S'il y a une inflation depuis l'élection du président Donald Trump, il n'y a pas d'accélération de l'inflation consécutive à la guerre commerciale déclenchée par le discours du *Liberation Day* (2 avril).

3461 Le Qatar offre un avion de luxe à Donald Trump

Les deux nouveaux Boeing commandés par le président Joe Biden pour remplacer les deux *Air Force One*, après 40 ans de service, ne pourront pas être livrés avant 2035 en raison des difficultés du constructeur.

Le Qatar a présenté au président Donald Trump un luxueux Boeing 747-8, aménagé par

des architectes d'intérieur français, puis le lui a offert.

Pam Bondi, ancienne lobbyiste du Qatar et actuelle procureure générale des États-Unis, a autorisé le transfert de l'avion. D'une valeur de 400 millions de dollars, ce don du Qatar serait, à la fin du mandat Trump, transféré à la bibliothèque présidentielle de ce dernier. Donald Trump s'est engagé à ne plus l'utiliser lorsqu'il ne sera plus président.

Le sénateur démocrate Chuck Schumer (New York), chef de la minorité sénatoriale, a déclaré qu'accepter l'avion serait « plus qu'une simple corruption, c'est une influence étrangère de premier ordre avec un espace supplémentaire pour les jambes ».

Le contre-espionnage a indiqué qu'il n'est pas possible de démonter ce cadeau pour vérifier s'il est conforme ou non aux normes de sécurité.

3462 La Californie ne soignera plus gratuitement les migrants illégaux

Gavin Newsom, gouverneur démocrate de Californie, a changé de position sur l'aide médicale aux migrants. Jusqu'ici, la Californie offrait l'aide médicale à tous les migrants, qu'ils soient en situation légale ou non (environ 700 000 personnes). Désormais, il faudra faire la preuve de son statut légal pour s'inscrire au programme Medi-Cal, quant aux personnes déjà inscrites, elles devront désormais s'acquitter d'une participation de 100 dollars mensuels.

L'année dernière, Gavin Newsom affirmait que la couverture santé des migrants illégaux à faibles revenus permettait d'économiser de l'argent. Il affirme aujourd'hui que l'État pourrait économiser 5 milliards de dollars en bloquant les nouvelles inscriptions et en facturant des participations aux inscrits.

3463 — 15 000 millionnaires ont perçu des allocations chômage en 2021

Près de 15 000 personnes ayant déclaré des revenus d'au moins un million de dollars au fisc

états-unien en 2021 ont également perçu des allocations chômage. Ce chiffre a diminué en 2022, l'impact de la pandémie sur l'économie s'étant atténué, mais près de 5 800 personnes percevant des revenus d'un million de dollars continuaient de percevoir des allocations chômage. En deux ans, ils ont reçu environ 270 millions de dollars d'argent public.

3464 Découverte de documents nazis à Buenos Aires

83 caisses de champagne ont été découvertes par des ouvriers dans les sous-sols de la Cour suprême de l'Argentine. 5 ont été ouvertes. Elles ne contenaient pas des bouteilles, mais des documents en allemand frappés de la croix gammée.

Il s'avère que ces caisses ont été saisies, en 1941, alors qu'elles arrivaient du Japon à destination de l'ambassade allemande à Buenos Aires. L'Argentine, qui était neutre, ne pouvait accepter que le régime nazi l'utilise comme plaque tournante pour ses activités en Amérique latine. Le plus grand meeting nazi hors d'Allemagne s'est tenu à Buenos Aires, en 1938, avec 20 000 participants.

[Toutes les caisses ont été ouvertes](#), le 9 mai, en présence du Grand Rabbín de l'AMIA, Eliahu Hamra, du directeur exécutif du Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, Jonathan Karszenbaum, et de la chercheuse du même musée, la professeure Marcia Ras. Elles contiennent principalement des passeports et du matériel de propagande, mais aussi quelques documents originaux signés par le chancelier Hitler.

Le 26 décembre 2024, la Cour suprême avait signé un accord de coopération avec l'Association des juristes juifs de la République argentine et la Fondation Mémorial de l'Holocauste, dans le but de promouvoir des activités conjointes de recherche et de diffusion. En conséquence, les précieuses caisses ont été transportées dans un espace sécurisé de la Cour et confiées, pour étude, à ces deux organisations.

EUROPE

3465 Léon XIV se réclame d'un des fondateurs du Droit international

Le Sacré Collège a élu le cardinal Robert Francis Prevost comme pape. Il a choisi le nom de Léon XIV, faisant référence à Léon XIII (1878-1903), l'auteur de l'encyclique *Rerum Novarum* qui fonda la doctrine sociale de l'Église catholique. Dans une déclaration, le 10 mai, il a précisé : « De nos jours, l'Église offre à tous le trésor de son enseignement social en réponse à une nouvelle révolution industrielle et aux développements dans le domaine de l'intelligence artificielle qui posent de nouveaux défis pour la défense de la dignité humaine, de la justice et du travail. »

Mais Léon XIII est aussi un des trois penseurs du droit international créé lors de la Conférence de La Haye (1899). Il fut largement consulté par le Tsar Nicolas II lors de la préparation de cette réunion internationale à laquelle, en définitive, il ne participa pas, non pas qu'il ne le souhaitât pas, mais parce que la présence du Saint-Siège aurait dissuadé certains participants de venir.

3466 Léon XIV entend protéger les catholiques de rite oriental

Le pape Léon XIV s'est engagé à protéger les catholiques de rite oriental. Ces derniers reconnaissent son autorité, mais suivent leurs propres rites et liturgies. Parmi eux figurent les Églises catholiques copte, chaldéenne, maronite et érythréenne, ainsi que l'Église syro-malabare en Inde et les communautés gréco-catholiques présentes en Europe de l'Est et en Amérique.

3467 Pour Keir Starmer, les dépenses d'armement du Royaume-Uni sont faites dans l'intérêt des travailleurs

Keir Starmer, ancien membre travailliste de la Commission Trilatérale et actuel Premier ministre britannique, a prononcé un [discours](#), le 8 mai, à l'occasion de la célébration de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, les dépenses en matière de Défense sont faites dans

l'intérêt des travailleurs ; l'État, les entreprises et la société civile doivent s'unir pour la sécurité et la prospérité de tous ; le gouvernement soutient des centaines d'emplois en investissant 563 millions de dollars pour Rolls-Royce afin qu'il maintienne la flotte d'avions de chasse Typhoon.

3468 Révélations sur les crimes des SAS britanniques

Le magazine « Panorama » de la BBC a recueilli plus de trente témoignages et des vidéos sur les crimes commis ces trente dernières années par le Special Air Service (SAS), notamment en Afghanistan et en Iraq. Donnant des exemples, des membres de cette force d'élite ont raconté que plusieurs de leurs camarades de combat étaient des psychopathes qui tuaient des civils sans raison.

Il n'y a pas, au Royaume-Uni, de contrôle parlementaire sur les unités d'élite qui dépendent exclusivement du souverain. Le Premier ministre David Cameron ne pouvait pas ignorer ces crimes, le président afghan, Hamid Karzai, ayant plusieurs fois attiré son attention sur ce sujet.

Pour information

Olivier Maingain, bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert (Belgique) et président du parti francophone « Libres et responsables », a publié un [arrêté](#) interdisant une conférence de Thierry Meyssan pour le magazine *Kairos* dans les salles de réunion de la commune. Celle-ci se tiendra donc dans une salle privée.

3469 Le Royaume-Uni et les États-Unis concluent un accord douanier

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont annoncé un accord commercial qui réduira les droits de douane US dans un certain nombre de secteurs différents. Les droits de douane sur les exportations de voitures seront réduits de 27,5 % à 10 %, ce qui s'appliquera à un quota de 100 000 voitures britanniques – soit presque le nombre total exporté depuis la Grande-Bretagne l'année dernière. De même, l'acier

artisanal britannique verra les barrières tarifaires complètement supprimées. Enfin, un accord de réciprocité pour l'accès au marché de la viande bovine a été conclu, tout en garantissant des concessions pour protéger les normes alimentaires britanniques.

3470 Le Royaume-Uni organise à Kiev un sommet de la « coalition des volontaires »

- Keir Starmer, Premier ministre britannique, s'est rendu à Kiev, le 9 mai, aux côtés du chancelier allemand, du président français et du Premier ministre polonais pour des discussions avec le président non élu de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky. Les représentants de plus de 30 autres pays se sont joints au sommet en ligne. Tous ont appelé la Russie à accepter un cessez-le-feu de 30 jours et à entamer des négociations pour mettre fin à la guerre sans délai.

- Volodymyr Zelensky a fixé les objectifs de cette réunion : préciser la façon de construire et de garantir une sécurité réelle et durable, c'est-à-dire un cessez-le-feu de 30 jours soutenu par la pression des sanctions, le renforcement de la défense aérienne de l'Ukraine et l'augmentation du soutien de la défense internationale à l'Ukraine, y compris l'investissement dans la production de la défense ukrainienne, les garanties de sécurité et les contingents. Et bien sûr, l'unité avec les États-Unis et le filet de sécurité.

- À l'issue de la journée, un communiqué a été publié : « Le samedi 10 mai 2025, les dirigeants de la France, de l'Allemagne, de la Pologne, du Royaume-Uni et de l'Ukraine se sont rencontrés à Kiev.

Ils sont convenus qu'à partir du lundi 12 mai, il devrait y avoir un cessez-le-feu complet et inconditionnel pendant au moins 30 jours.

Ils sont convenus qu'un cessez-le-feu inconditionnel, par définition, ne peut être soumis à aucune condition. Si la Russie demande de telles conditions, cela ne peut être

considéré que comme une tentative de prolonger la guerre et de saper la diplomatie.

Ils ont exigé que le cessez-le-feu soit global - dans les airs, en mer et sur terre.

Ils ont souligné que ce cessez-le-feu nécessitait un monitoring efficace, qui pourrait être mis en œuvre avec succès en étroite coordination avec les États-Unis.

Ils sont convenus que le cessez-le-feu devrait durer au moins 30 jours pour laisser la place à la diplomatie. Au cours de cette période, le travail diplomatique devrait se concentrer sur la définition des fondements sécuritaires, politiques et humanitaires de la paix.

Ils se sont félicités que l'appel à un cessez-le-feu et à des négociations sérieuses soit soutenu à la fois par l'Europe et par les États-Unis.

Ils ont souligné l'importance cruciale du renforcement des forces de défense et de sécurité de l'Ukraine, qui constituent la première garantie de la souveraineté et de la sécurité de l'Ukraine. Une force de réassurance (contingent) devrait également constituer un élément clé des garanties de sécurité pour l'Ukraine.

Ils sont convenus que si la Russie refusait un cessez-le-feu total et inconditionnel, des sanctions plus sévères devraient être adoptées contre les secteurs bancaire et énergétique, ciblant les combustibles fossiles, le pétrole et la flotte fantôme.

Ils sont convenus d'adopter un 17^e paquet de sanctions fortes de l'UE et de le coordonner avec les sanctions imposées par le Royaume-Uni et la Norvège, ainsi que par les États-Unis.

Ils sont convenus de continuer à travailler sur l'utilisation efficace des avoirs russes gelés et d'en discuter lors du prochain sommet du G7.

Ils se sont déclarés prêts à renforcer davantage la défense de l'Ukraine, en particulier l'armée ukrainienne. Cela devrait inclure le financement de l'entretien des moyens de défense et

l'investissement dans la production d'armes à la fois en Ukraine et dans les pays européens dans le cadre de projets conjoints. »

- Le président russe, Vladimir Poutine, qui ne pouvait pas accepter cet ultimatum, a répondu en proposant des négociations directes entre les deux pays, en Türkiye. Il a précisé que celles-ci pouvaient débiter immédiatement, sans condition préalable.

3471 La Suisse négocie avec les États-Unis

Le président Donald Trump avait annoncé 31 % de droits de douane sur les produits suisses, contre 20 % pour les produits de l'UE.

Le secrétaire US au Trésor, Scott Bessent, a rencontré, le 9 mai à Genève, Karin Keller-Sutter, présidente du Conseil fédéral suisse, et Guy Parmelin, conseiller fédéral.

Novartis va injecter aux États-Unis 23 milliards de francs suisses sur 5 ans. Roche va suivre, avec un engagement de 50 milliards en 5 ans. D'autres grands noms comme Nestlé, ABB ou Bühler sont encouragés à entrer dans la danse. Au total, la délégation suisse s'est engagée à investir entre 150 à 200 milliards de francs suisses.

3472 La Commission européenne retire son projet de directive sur l'égalité de traitement

La Belge Hadja Lahbib, commissaire européenne chargée de l'Égalité, a été auditionnée par le Parlement européen à propos du retrait par la Commission du projet de la directive horizontale sur l'égalité de traitement.

Il apparaît que, sous l'influence du wokisme, très présent parmi les fonctionnaires de la Commission, le conflit entre les États membres porte sur le choix de fond entre l'égalité ou l'équité de traitement entre les citoyens.

3473 Robert Fico répond à Kaja Kallas

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, a déclaré à l'attention du Premier ministre slovaque : « La Russie a exploité les célébrations de la fin de la Seconde Guerre mondiale à des fins de propagande et pour justifier une invasion à grande échelle de l'Ukraine. De notre côté, nous devons donc toujours nous abstenir de légitimer la guerre d'agression menée par la Russie et rester unis. On est jugé à l'aune de ses fréquentations. »

Selon l'agence Europe, Robert Fico lui a répondu par écrit qu'elle prétendait qu'il était « du mauvais côté de l'histoire » et tenait « d'autres propos géopolitiques tout aussi profonds ». Il lui a expliqué qu'il était à Moscou pour « honorer la mémoire de plus de 60 000 soldats de l'Armée rouge morts pour la libération de la Slovaquie » et ne comprenait pas le lien avec la situation internationale actuelle. « En tant que haut fonctionnaire de la Commission européenne, vous n'avez absolument aucune autorité pour critiquer un Premier ministre souverain d'un pays souverain qui adopte une approche constructive sur toutes les questions européennes », a-t-il ajouté, prévenant qu'il n'était pas d'accord avec « la politique du nouveau rideau de fer » sur laquelle Mme Kallas travaille « si intensément ».

3474 Le gouvernement polonais ferme un consulat russe en rétorsion à une attaque terroriste supposée

Le gouvernement de Donald Tusk a accusé deux agents russes, Daniil B. et Oleksandr V., d'avoir provoqué l'incendie du centre commercial Marywilska, le 12 mai 2024. En conséquence, le ministre des Affaires étrangères polonais a requis la fermeture du consulat russe de Cracovie.

☞ On ne comprend pas très bien pourquoi les services secrets russes auraient incendié un marché vietnamien en Pologne.

3475 La transparence de la Commission européenne ne permet pas d'évaluer sa responsabilité

La Cour de justice de l'Union européenne (dite « Cour du Luxembourg ») a rendu, le 14 mai, un [arrêt](#) dans l'affaire opposant le *New York Times* à la Commission européenne.

- Le quotidien états-unien avait demandé à la Commission de lui transmettre les e-mails et SMS échangés entre sa présidente, Ursula von der Leyen, et le PDG du laboratoire Pfizer, Albert Bourla, entre janvier 2021 et mai 2022. Il s'agissait de comprendre comment la Commission avait conclu un contrat de 35 milliards d'euros pour la livraison de 900 millions de doses de médicament ARN messenger contre la Covid-19, avec une option pour 900 millions supplémentaires. La Commission lui a répondu qu'elle ne détenait aucun document qu'elle soit en obligation de lui transmettre.

- Durant le temps de la procédure, il a été établi par ailleurs que :

Les médicaments ARN messenger ne sont en aucun cas des « vaccins ». Ainsi, ils ne protègent aucunement de la diffusion de la maladie. Le terme de « vaccin » ne fait pas référence ici à un concept médical, mais aux dérogations de la loi fiscale états-unienne.

Le laboratoire Pfizer avait non seulement connaissance, dès le début, des limites médicales de son produit, mais aussi des effets secondaires qu'il provoque et qu'il a masqués au public ; raison pour laquelle, le contrat précise que Pfizer ne saurait être tenu pour responsable des dommages provoqués par les effets secondaires, mais uniquement les États clients qui prennent la responsabilité de la diffusion du produit.

- L'époux de la présidente Ursula von der Leyen, le professeur Heiko von der Leyen, est administrateur d'Orgenesis, une société détenue par Pfizer. Il y perçoit des émoluments exceptionnels qui pourraient être considérés comme des rétrocommissions versées à la famille de Mme von der Leyen.

- La Cour a considéré que la réglementation actuelle de la Commission est insuffisante : elle ne prévoit de transmettre que les textes inscrits sur un registre et qui sont alors considérés comme des « documents » accessibles au public. Les e-mails et SMS ne sont jamais inscrits sur ce registre et ne constituent donc pas des « documents » accessibles au public.

La Cour a annulé la décision de rejet par la Commission de la requête du *New York Times*.

- Il suit de cet arrêt que la Commission devra réviser la manière dont elle travaille afin que des e-mails de cette importance figurent sur son registre des documents communicables. En l'espèce, la Commission devra produire les documents demandés ou donner une explication plausible de leur disparition. La « transparence » actuelle ne permet pas de rendre compte de la « responsabilité » de la Commission.

3476 Les conflits entre le Royaume-Uni et l'Union européenne

Plusieurs États membres de l'UE dénoncent la manière dont le Royaume-Uni se comporte aujourd'hui durant les négociations avec l'UE. Le gouvernement de Keir Starmer pratique la « *cherry picking* » (cueillette des cerises ou picorage), c'est-à-dire qu'il présente certains aspects des problèmes et en masque d'autres. En outre, le Royaume-Uni entreprend individuellement les États membres sur des sujets précis tout en utilisant un autre discours pour négocier avec tous, via la Commission.

Cette méthode, si elle est acceptable chez un avocat, ne l'est pas, à leurs yeux, dans des négociations entre États.

Trois sujets cristallisent les problèmes :

- Concernant le programme Erasmus+, le Royaume-Uni refuse d'établir des frais étudiants moins élevés pour tous les ressortissants de l'UE et souhaite, au contraire, établir des quotas par nationalité.

- Concernant la pêche, le Royaume-Uni est ouvert à toutes les solutions, mais uniquement pour quatre ans ce qui implique qu'en cas de non-reconduction de l'accord, les pêcheurs de l'UE, qui auront investi en fonction de ces règles, seront ruinés dans quatre ans.

- Concernant les contrôles sanitaires des produits agricoles, le Royaume-Uni, qui a particulièrement souffert de la maladie de la vache folle, pousse à ce que son bétail en soit exempté. Il lie la question de son bétail à celui de ses poissons et en vient à faire accepter que l'UE doive accepter [\[M1\]](#) ses poissons alors que ses pêcheurs sont interdits d'accès aux eaux territoriales britanniques.

3477 L'UE se dote d'un Comité d'éthique européen plutôt que de renforcer ses organes anticorruption

La Commission européenne a proposé la création d'un « comité d'éthique européen ». Celui-ci a officiellement été institué, le 15 mai. Il devra fixer des règles qui s'appliqueront à toutes institutions de l'UE, sans exception.

☞ Ce beau projet est en réalité une simple devanture : ce comité fixera des règles générales, mais ne pourra pas en vérifier l'application et encore moins sanctionner leurs violations. Ce sont chaque institution (le Parlement, la Commission, la Cour de justice, etc.), à l'exception du Conseil des chefs d'État et de gouvernement, qui devront surveiller leurs membres.

Cette proposition vise en réalité à ne pas augmenter les moyens dont disposent actuellement les organes anticorruption.

3478 La Commission européenne rédige le 17^e paquet de sanctions contre la Russie

La Commission européenne a obtenu l'accord des 27 ambassadeurs des États membres (Coreper II) sur la rédaction du 17^e paquet de « sanctions » (en réalité des « mesures coercitives unilatérales ») contre la Russie. Il devrait donc

être adopté sans problème par le prochain Conseil européen des ministres des Affaires étrangères, le 20 mai.

L'essentiel de ce paquet vise à frapper la « flotte fantôme » de pétroliers que la Russie utilise pour contourner les mesures coercitives unilatérales précédentes.

3479 La « Rainbow Map 2025 »

L'International Lesbian & Gay Association-Europe (ILGA-Europe) vient de publier sa [carte 2025](#) des discriminations sur le continent européen.

L'ILGA-Europe est un partenaire subventionné du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Avec un budget de 7 millions d'euros annuel, cette association ne vise plus à défendre l'égalité en droits des personnes homosexuelles, mais l'équité des individus lesbiens, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes, etc.

Comme attendu, elle compare des sociétés différentes avec les critères des seuls Anglo-Saxons et assure que la vie est plus douce à Malte et horrible en Russie.

3480 Alexander Grushko dénonce la propagande occidentale en faveur des nazis

Alexander Grushko, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré, le 7 mai : « Nous voyons Paris apporter un soutien important au régime de Kiev, qui a élevé les collaborateurs d'Hitler au rang de héros nationaux, a jeté les idées du néonazisme et de la russophobie dans les fondements de sa politique d'État. Nous sommes fermement convaincus que personne ne sera en mesure de saper le sentiment d'amitié et de respect mutuel qui a toujours relié les peuples des deux pays, quelle que soit la profondeur de la crise dans les relations avec la France. Nous espérons que le voile des récits imposés aujourd'hui n'obscurcisse pas les yeux de tous les peuples d'Europe. »

3481 Moscou est dubitatif face aux positions changeantes des Européens

Alexander Grushko, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré, le 13 mai : « En ce qui concerne les positions des politiciens européens, vous savez, il m'est très difficile de faire des commentaires à ce sujet parce qu'il y a exactement trois semaines, les positions étaient complètement opposées. Je vous rappelle que le président français Macron, en s'adressant à la nation, a déclaré que la France ne soutenait pas une trêve fragile. Une trêve de 30 jours, n'est-elle pas fragile ? Aujourd'hui, ils disent une chose, et demain ils en diront une autre.

Beaucoup d'entre eux, pratiquement tous, ressentent le moindre changement de vent de Washington. Et les voiles de ce bateau de l'UE sont remplies de vents qui soufflent de l'Ouest. Il n'y a donc absolument aucune clarté sur ce qu'ils diront demain. Mais si nous évaluons la politique européenne sur les affaires ukrainiennes dans son ensemble, il est évident que c'est une politique visant à prolonger le conflit et à affaiblir la Russie autant que possible. »

3482 Déclaration conjointe russo-chinoise contre la course aux armements relancée par Donald Trump

Les présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, ont publié une [déclaration commune](#), le 8 mai, à l'occasion du 80^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme et l'impérialisme japonais. Elles entendent dénoncer la course aux armements relancée par le président Donald Trump.

L'URSS a eu 37 millions de morts, la Chine en a eu 22 millions.

Après avoir rappelé les conditions du dialogue entre les États, la Russie et la Chine déplorent que cinq puissances nucléaires ne les suivent pas. Elles dénoncent la multiplication des alliances militaires avec des clauses d'entrée en guerre automatique et le déploiement d'armes défensives qui peuvent être utilisées à usage

offensif contre les responsables militaires et politiques adverses. Selon elles, le déploiement, en dehors de leur territoire national, de missiles à moyenne et courte portée qui peuvent être tirés depuis le sol à une courte distance sur un large éventail d'objectifs, sur le territoire d'autres États dotés d'armes nucléaires, est particulièrement préoccupant. Cette situation pourrait être lourdement aggravée si les États-Unis se dotent du *Golden Dome* et renforcent leurs moyens de combat dans l'espace. Les deux parties s'opposent à toute tentative d'utiliser l'espace pour des affrontements armés. En outre, elles déplorent l'usage de systèmes spatiaux commerciaux pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'États souverains et dans des conflits armés.

Les deux parties demandent à tous les États signataires de la Déclaration commune sur la prévention de la guerre nucléaire et l'évitement des règles d'armement du 3 janvier 2022 de se conformer pleinement à ses dispositions. L'alliance AUKUS déstabilise le Traité sur la zone nucléaire du Pacifique Sud et relance la course aux armements dans la région.

Les deux parties se déclarent préoccupées par les activités biologiques militaires des États-Unis d'Amérique et de leurs alliés et exigent qu'ils cessent de mener à bien ces activités.

AFRIQUE

3483 L'Algérie et la France expulsent des diplomates sans visa

Sur requête de maître Éric Plouvier, avocat d'Amir DZ, le parquet national antiterroriste (PNAT) français a délivré un mandat d'arrêt international contre « S.ES », premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie à Paris lors de l'enlèvement d'Amir DZ, le 29 avril 2024. En outre, la police française a arrêté cinq individus liés à l'enquête.

Le 13 mai, le gouvernement algérien a expulsé 15 diplomates français dont les visas n'étaient pas à jour. Ces expulsions s'ajoutent aux 14 autres décidées le 14 avril.

Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, a répliqué : « Notre réponse est immédiate, elle est ferme et elle est strictement proportionnée à ce stade, avec la même demande, c'est-à-dire le renvoi en Algérie de tous les agents titulaires de passeports diplomatiques qui n'auraient pas actuellement de visa. »

3484 TV5 Monde suspendu au Mali

La Haute Autorité de la Communication malienne (HAC) a suspendu la diffusion de TV5 Monde jusqu'à nouvel ordre. La chaîne avait rapporté une manifestation de l'opposition à Bamako contre une possible dissolution des partis politiques par la junte au pouvoir.

3485 Le Burkina Faso et le Niger nouent des contacts avec les talibans

Alors que le colonel égyptien Saif al-Adel, actuel chef d'Al-Qaïda, aurait trouvé refuge en Iran, les talibans afghans ont noué des relations avec le Burkina Faso et le Niger, deux États qui font face à une insurrection jihadiste. Des pourparlers auraient débuté à Téhéran.

ASIE

3486 L'ACRI met en garde face aux projets de loi en discussion à la Knesset

Selon l'[Association pour les droits civils en Israël](#) (ACRI), les projets de loi pendant à la Knesset se répartissent en deux grandes catégories. La première vise à mettre en place de nouveaux cadres qui permettront au gouvernement de surveiller, de faire taire et de contrôler la population ; la seconde vise à réformer les institutions démocratiques existantes, y compris les tribunaux, la société civile et les médias.

3487 La France a-t-elle autorisé Ahmed al-Charaa à attaquer le Hezbollah ?

Le Hezbollah est très inquiet après une étrange déclaration du président français, Emmanuel Macron, le 7 mai, lors de la réception du président syrien auto proclamé, Ahmed el-

Charra. En effet, il a évoqué « la nécessité de faire face au Hezbollah et de limiter son influence ».

Jusqu'ici la France maintient des liens directs avec le Hezbollah. Ces propos pourraient être un blanc-seing accordé aux jihadistes syriens (des sunnites takfiristes liés à Israël) pour attaquer la résistance libanaise (principalement des chiïtes).

3488 Les FDI retrouvent la dépouille d'un de leurs soldats, mort en 1982

Les Forces de Défense israéliennes (FDI) sont parvenues à localiser et à récupérer la dépouille du sergent Zvika Feldman, mort au combat lors de l'opération « Paix en Galilée » (1982). Il reposait dans un cimetière syrien.

3489 Dissolution du PKK

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a tenu son 12^e Congrès extraordinaire du 5 au 7 mai. 232 délégués y ont participé.

Dans ses résolutions, il est indiqué : « Le PKK marque une nouvelle ère dans l'histoire kurde et la naissance d'une nouvelle identité kurde libre au Kurdistan. La formation officielle du parti au premier Congrès a été une intervention radicale contre l'extinction historique et la proclamation d'une nouvelle ère de liberté. De même, le 12^e Congrès met fin à la phase menée à travers le PKK et vise à ouvrir la voie à une nouvelle ère dans cette histoire de liberté. »

Elles précisent : « Dissoudre la structure organisationnelle du PKK, et mettre fin à sa lutte armée en tant que stratégie fondamentale, signifie ouvrir la voie à la lutte pour la liberté kurde et aux efforts de la société démocratique, pour mener la lutte avec de nouvelles stratégies et de nouvelles formes d'organisation. »

👉 Le PKK a été créé par Abdullah Öcalan (alias « Apo »), en 1978, pour défendre les Kurdes face à la dictature militaire turque. Les indépendantistes kurdes, désormais soutenus par l'Union soviétique, furent réprimés par la

dictature militaire, elle-même impliquée dans l'OTAN. La guerre de basse intensité fit des dizaines de milliers de morts. Abdullah Öcalan se réfugia en Syrie, mais la Türkiye menaça de l'envahir si le président Hafez el-Assad ne l'extradait pas, ce qu'il refusa de faire. Öcalan quitta le pays et entama une longue errance. Il fut finalement arrêté au Kenya, le 15 février 1999, par le Mossad israélien et remis à Ankara. Il fut jugé et incarcéré à l'isolement.

Après la dissolution de l'URSS, en l'absence d'Öcalan, le PKK se rapprocha d'Israël qui l'utilisa à son tour pour faire pression sur Ankara. Durant la guerre contre la Syrie, ceux de ses membres qui avaient fui la Türkiye avec Abdullah Öcalan se mirent au service de l'OTAN et constituèrent un État non reconnu dans la Syrie qui les avait accueillis, le Rojava. Le PKK remplaça alors ses références marxiste-léninistes par d'autres, éco-anarchistes, empruntées au penseur états-unien Murray Bookchin.

☞ Depuis un an, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a lancé des négociations indirectes avec Abdullah Öcalan.

☞ Le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Dem Parti) devrait représenter les anciens du PKK dans la vie politique publique de la Türkiye.

3490 Narendra Modi accepte la proposition de Trump de cessez-le-feu avec le Pakistan

Narendra Modi, Premier ministre indien, a accepté le cessez-le-feu avec le Pakistan proposé par le président Donald Trump. Cependant, il a indiqué qu'il avait « seulement suspendu les opérations » militaires et que les forces armées indiennes restent en « état d'alerte permanent ». [...] « L'opération "Sindoor" est désormais la politique officielle de l'Inde dans la lutte contre le terrorisme, marquant un tournant décisif dans l'approche stratégique de l'Inde [...]. Nous avons simplement suspendu nos mesures de représailles contre les camps terroristes et militaires pakistanais. Dans les jours à venir,

nous évaluerons chaque mesure prise par le Pakistan en fonction de l'attitude qu'il adoptera. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3491 Kim Jong Un appelle à la préparation complète de la guerre

Kim Jong Un, secrétaire général du Parti des travailleurs de Corée et dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée, a supervisé des exercices militaires. Il a déclaré, le 14 mai, à l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA) : « Disons que nos forces armées révolutionnaires sont maintenant responsables de plusieurs fronts, mais le plus important d'entre eux est celui contre l'impérialiste. La préparation complète de la guerre est la tâche la plus cruciale. »

3492 Les États-Unis et la Chine concluent une trêve commerciale pour 90 jours

Le 12 mai, à l'issue d'une réunion économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis à Genève, les deux Grands ont annoncé une réduction significative des droits de douane des deux côtés, pour 90 jours. Seuls 10 % de droits de douane sont maintenus par les deux pays.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3493 Exercice de l'OTAN « *Formidable Shield 2025* »

Tout au long du mois de mai, l'OTAN mène le plus grand exercice de tir en Europe. « *Formidable Shield 2025* », se déroule en Grande-Bretagne et en Norvège. Il verra neuf alliés de l'OTAN participer à une opération maritime, tandis que le Royaume-Uni, les États-Unis et la Norvège fournissent des avions de patrouille

maritime supplémentaires pour l'exercice. Cet exercice bénéficie du soutien de la sixième flotte de l'US Navy.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°134 - 23 mai 2025

ÉDITORIAL

3494 À la traîne des États-Unis, les Occidentaux se réveillent face au massacre à Gaza

Alors que, depuis un an et demi les FDI, prétendument pour lutter contre le Hamas, se livrent à un massacre de la population civile gazaouie et colonisent la bande de Gaza, les Occidentaux viennent juste de prendre conscience de ce qui se passe. Malheureusement, il n'y a rien d'honorable dans ce sursaut d'humanité : l'Union européenne et l'opposition israélienne ne font que s'adapter au [revirement trumpiste](#) des États-Unis. Ils ne soutiennent toujours pas la plainte de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice et, pour la plupart, rechignent encore à reconnaître un État palestinien.

- Seule exception notable : l'Espagne qui tente depuis un an d'interrompre le massacre et les tortures. Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a appelé, le 17 mai, à faire pression sur Israël pour qu'il cesse le massacre des civils gazaouis. Il a évoqué toutes sortes de pressions, y compris symboliques comme l'exclusion du concours de l'Eurovision.

Le Parlement espagnol a adopté, le 20 mai, une proposition déposée par des partis de gauche et nationalistes, appelant à interdire la vente d'armes à Israël, en raison de ce qu'ils qualifient de « guerre génocidaire » menée contre la population palestinienne dans la bande de Gaza.

Le Groupe de Madrid se réunira, le 25 mai. Il s'est déjà réuni cinq fois et comprend côté européen, l'Espagne, la Norvège, la Slovaquie et l'Irlande, et côté arabo-islamique, la Palestine, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Turquie, l'Égypte, le Qatar et Bahreïn.

José Manuel Albares, ministre espagnol des Affaires étrangères, a qualifié devant le Conseil européen la situation à Gaza « d'insoutenable, insupportable, inhumaine. L'UE doit tout mettre en œuvre pour y mettre un terme. Il y a des milliers de camions bloqués derrière les frontières en attente. Ce sont des fonds européens qui ont financé cette aide humanitaire et elle doit parvenir aux populations. »

- Le Royaume-Uni, qui n'a cessé de fournir un soutien militaire aux FDI et de recevoir secrètement de hauts dirigeants militaires israéliens, a suspendu, le 20 mai, ses négociations de libre-échange avec Israël et a imposé des sanctions aux colons de Cisjordanie, moins d'un jour après avoir promis des « actions concrètes » si Israël ne mettait pas fin à sa nouvelle offensive militaire à Gaza (...)

(...) David Lammy, ministre britannique des Affaires étrangères, a déclaré : « L'histoire les jugera. Bloquer l'aide. Étendre la guerre. Ignorer les préoccupations de vos amis et partenaires. C'est indéfendable. Et cela doit cesser. »

- Xavier Bettel, vice-premier ministre du Luxembourg et ministre des Affaires étrangères, a déclaré devant le Conseil européen : « Il faut dire aux Israéliens qu'il y a des situations où on ne trouve plus de mots, plus de justifications, plus d'excuses, et c'est pour cela que l'on doit faire l'analyse de l'accord d'association, que la Commission européenne puisse vérifier si les Droits de l'homme sont encore respectés. On ne peut plus fermer les yeux. On a de l'aide humanitaire qui ne rentre plus. Si les gens ne meurent pas d'une bombe, ils meurent de faim ou de manque de soins. »

- Kaja Kallas, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a commenté : « En attendant, c'est à Israël de débloquent l'aide humanitaire. Sauver des vies doit être notre priorité absolue. La situation à Gaza est catastrophique ; l'aide apportée n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. L'aide humanitaire doit parvenir immédiatement. Une pression urgente et soutenue est essentielle pour provoquer un changement réel. »

- 17 États membres de l'Union européenne ont demandé la révision de l'accord d'association avec Israël (l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède), la Lettonie s'est dite neutre et 9 s'y sont opposés (l'Allemagne, la Croatie, la Hongrie, la République tchèque, l'Italie, la Lituanie, la Bulgarie, la Grèce et Chypre).

- Le Conseil européen a désigné le Français Christophe Bigot pour le représenter au processus de paix au Moyen-Orient. M. Bigot, ancien ambassadeur de France en Israël, a été

directeur de la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) française durant la guerre contre la Syrie.

- Enfin, dans une interview à la radio publique, le 20 mai, Yaïr Golan, président du Parti travailliste, s'est inquiété de voir Israël « devenir un État paria parmi les nations, comme l'Afrique du Sud d'antan, à moins qu'il ne fasse machine arrière et n'agisse comme un pays sain ». C'est-à-dire, un pays qui « n'engage pas de combat contre des civils, ne considère pas comme un hobby de tuer des bébés, ne se fixe pas pour objectif d'expulser une population ».

AMÉRIQUES

3495 Conversation entre Donald Trump et Vladimir Poutine

Le président Donald Trump a téléphoné deux heures durant à son homologue russe, Vladimir Poutine, le 19 mai. La conversation a porté sur la paix en Ukraine. Puis, il a joint le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, et ses partenaires européens.

Donald Trump a commenté : « Il est important de ne pas édulcorer cette proposition [de négociation]. Si les Russes ne sont pas prêts à mettre fin aux massacres, des sanctions plus sévères doivent être imposées. La pression exercée sur la Russie la poussera vers une paix véritable – c'est une évidence pour tous dans le monde. » Il a également assuré que les négociations pourraient se tenir au Vatican avec l'aide du pape Léon XIV.

☞ En prenant le titre de Léon XIV, le cardinal états-unien Robert Francis Prevost manifestait sa volonté de se situer dans la continuité de Léon XIII. Ce dernier aida le Tsar Nicolas II à préparer la conférence de 1899 de La Haye où furent jetées les bases du Droit international.

Vladimir Poutine a déclaré à la presse : « Je tiens à souligner que, d'une manière générale, la position de la Russie est claire. L'essentiel pour nous est d'éliminer les causes profondes de cette crise. »

Volodymyr Zelensky a affirmé : « Si la Russie refuse de mettre fin aux massacres, refuse de libérer les prisonniers de guerre et les otages, si Poutine formule des exigences irréalistes, cela signifiera qu'elle continuera à faire durer la guerre et mérite que l'Europe, l'Amérique et le monde agissent en conséquence, y compris par de nouvelles sanctions. La Russie doit mettre fin à la guerre qu'elle a déclenchée, et elle peut le faire à tout moment. L'Ukraine a toujours été prête à la paix. »

3496 Moody's abaisse la note des États-Unis

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de l'économie états-unienne de « Aaa » à « Aa1 ». Standard and Poor's avait déjà déclassée les États-Unis, en 2011, et Fitch Ratings, en 2023.

Moody's a justifié ainsi son évaluation : « Nous nous attendons à ce que les déficits fédéraux se creusent, atteignant près de 9 % d'ici 2035, contre 6,4 % en 2024, principalement sous l'effet de l'augmentation des intérêts de la dette, de l'augmentation des dépenses des prestations sociales et de la diminution des recettes. »

3497 Les prévisions du Conseil des conseillers économiques

Selon une [analyse](#) du Conseil des conseillers économiques (CEA) de la Maison-Blanche, le programme du président Donald Trump de prolongation de la loi de 2017 sur les réductions d'impôts et l'emploi (TCJA) et les réductions d'impôts plus larges, ainsi que les réductions d'impôts temporaires supplémentaires, les améliorations pour les ménages et les entreprises incluses dans la « *One, Big, Beautiful Bill* » approuvées par la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, le 14 mai, devraient se traduire d'ici la fin du second mandat Trump par

- une augmentation de l'investissement de 9,8 à 14,5 % ;
- une augmentation du PIB de 4,2 à 5,2 % (en termes réels) ;

- la création ou la sauvegarde de 6,6 à 7,4 millions d'emplois équivalents temps plein (ETP) ;
 - une augmentation de 6 100 à 11 600 dollars de revenus annuels par travailleur, soit une augmentation de 7 800 à 13 300 dollars du revenu
- <https://www.whitehouse.gov/articles/2025/05/what-they-are-saying-trillions-in-great-deals-secured-for-america-thanks-to-president-trump/> disponible d'une famille type avec deux enfants.

☞ Ces raisonnements ne sont que des prévisions des économistes partisans de Donald Trump. Ils sont contredits par ses opposants, mais permettent de comprendre ce que le président tente de faire.

3498 L'économie états-unienne repart

La Maison-Blanche a publié une impressionnante liste de [69 projets industriels](#) et de 4 200 milliards de dollars d'investissements annoncés aux États-Unis (dont 1 400 milliards des Émirats arabes unis, 1 200 milliards du Qatar, 1 000 milliards du Japon et 600 milliards de l'Arabie saoudite).

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le Moyen-Orient, “centre du monde”, selon la méta-analyse de “Trump d’Arabie” et de sa Sainte-Alliance avec le CCG](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Alfredo Jalife, l'un des plus grands géopoliticiens de notre époque, assure dans *La Jornada*, que le président Donald Trump vient de bouleverser la politique et les rapports de force au Moyen-Orient. Tout en découplant les États-Unis d'Israël, il a déclaré que désormais le Moyen-Orient constituait le « centre du monde ». Selon lui, Trump assure la survie économique des États-Unis en alliant le Conseil de coopération du Golfe (CCG) aux transnationales US. Ce sont désormais autour de ces monarchies pétrolières, et non plus de l'État hébreu, que Washington va se déployer.

3499 La Chambre des représentants s'apprête à retirer les bénéfices de Medicaid aux immigrants illégaux et aux chômeurs

La Chambre des représentants débat de la *One, Big, Beautiful Bill* avec le soutien de tous les républicains, sauf celui de Chip Roy, de Ralph Norman, d'Andrew Clyde et de Josh Brecheen qui ont critiqué l'importance des dépenses que cela implique.

Parmi les mesures d'économie, la loi prévoit que toute personne incapable de prouver sa citoyenneté états-unienne ou son statut légal d'immigration (soit environ 1,4 million de personnes) perdra sa couverture santé Medicaid.

La semaine dernière, la Californie, qui avait toujours fait de son programme d'assistance médicale le symbole de son engagement pour les migrants, a reconnu que l'ouverture aux migrants sans papiers de son programme Medi-Cal lui coûtait 5 milliards de dollars et l'a annulé (cf. VAI 3462).

Le projet républicain exigerait que les bénéficiaires de Medicaid travaillent, ou effectuent des travaux d'intérêt général ou encore suivent une formation pendant 80 heures par mois. Environ 5 millions de citoyens états-unien pourraient donc perdre leur couverture Santé. Les bénéficiaires de Medicaid qui ne travaillent pas comprennent les personnes souffrant de problèmes de toxicomanie ou de maladie mentale qui peuvent avoir des difficultés à bénéficier d'exemptions de travail.

Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants de l'État de New York, a estimé : « Nous progressons vers un monde où chaque Américain pourra accéder aux soins de santé dont il a besoin pour vivre dans la dignité et le respect. Malheureusement, les républicains à la Chambre des représentants, les républicains au Sénat et l'administration Trump compromettent les progrès réalisés dans le domaine de la Santé et compromettent désormais l'accès aux soins de millions de personnes dans tout le pays. »

Le président Trump lui a répondu : « La seule chose que nous réduisons, c'est le gaspillage, la fraude et les abus. »

3500 Donald Trump rectifie l'attitude de l'État fédéral face à la liberté religieuse

Après avoir institué une Commission pour la liberté religieuse, le 1^{er} mai, le président Donald Trump en a [désigné](#) les 14 membres.

Il entend, non plus défendre la liberté religieuse à l'étranger, mais la défendre aux États-Unis. La tradition états-unienne affirme que tous les ministres des cultes doivent être soutenus à égalité par l'État. Elle ne dit rien de la séparation entre l'État et les Églises, se contentant de poser que l'État ne doit pas s'ingérer dans les débats théologiques. Enfin, elle ne défend pas la liberté de conscience, c'est-à-dire la liberté de croire ou de ne pas croire ni le droit de déposer devant un tribunal contre son ancienne Église.

3501 Michael Kratsios confirme l'engagement de Donald Trump pour les sciences et l'innovation

Michael Kratsios, directeur de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche, a délivré, le 19 mai, un [discours](#) à l'Académie nationale des sciences. S'inscrivant en faux contre ceux qui accusent l'administration Trump d'être antiscientifique, il a, au contraire, souligné l'engagement de celle-ci en faveur de toutes avancées technologiques.

☞ L'Union européenne et la France ont lancé une campagne de recrutement des chercheurs qui viennent d'être licenciés par l'État fédéral. Dans leurs travaux, ceux-ci s'exprimaient en termes woke, dont l'administration Trump dénonce la fonction idéologique et non pas scientifique.

3502 Donald Trump lance le chantier du Dôme d'or

Le président Donald Trump a désigné le général Michael A. Guetlein, commandant adjoint des

opérations spatiales de la Force spatiale, pour construire le Dôme d'or, c'est-à-dire un système de protection antiaérien.

Il a déclaré : « La conception du Dôme d'or s'intégrera à nos capacités de défense existantes et devrait être pleinement opérationnel avant la fin de mon mandat ; nous l'aurons donc terminé dans environ trois ans. Une fois entièrement construit, il sera capable d'intercepter des missiles, même s'ils sont lancés depuis l'autre côté du monde ou depuis l'espace. Et nous disposerons du meilleur système jamais construit. »

☞ Le 8 mai, la Chine et la Russie ont signé une déclaration commune dénonçant le Dôme d'or comme un projet relançant la course aux armements et plaçant des armes dans l'espace (cf. VAI 3482)

3503 Robert Kennedy auditionné au Sénat

Alors que Robert Kennedy Jr, secrétaire à la Santé, [déposait](#), le 20 mai, devant la sous-commission sénatoriale des crédits sur le Travail, la Santé et les Services sociaux, l'Éducation et les Agences connexes, un incident l'a opposé à la sénatrice démocrate Patty Murray (État de Washington).

Alors qu'elle critiquait le renvoi de 20 000 employés de son ministère, il s'est tourné vers elle et lui a dit : « Je tiens à souligner quelque chose, sénatrice. Vous avez présidé ici pendant 32 ans et vous avez contribué à la destruction de la santé du peuple états-unien. Notre peuple est aujourd'hui le plus malade du monde parce que vous n'avez pas fait votre travail. Si personne ne reconnaît ce désastre, il perdurera, et nous nous efforçons de le faire. Nous commettrons des erreurs, mais au final, je peux vous dire que dans quatre ans, le peuple américain sera en bien meilleure santé. »

Un second incident l'a opposé à la sénatrice démocrate Tammy Baldwin (Wisconsin), lorsqu'elle a critiqué la réduction de 18 milliards de dollars des subventions des National

Institutes of Health (NIH) aux universités privées. Il lui a répondu : « Nous financerons la recherche de pointe au NIH tout en réduisant les études risquées ou non essentielles, ce qui inclut la fin des expériences de gain de fonction et des recherches basées sur une idéologie radicale du genre. »

3504 Polémique autour d'un post de James Comey

James Comey, ancien directeur du FBI, a publié sur son compte Instagram une photographie de coquillages disposés pour former les chiffres 86 et 47. 86 signifie en argot se débarrasser ou tuer. 47 est le numéro du président Donald Trump. Les internautes ont interprété ce post comme une injonction à [assassiner le président des États-Unis](#), ce que M. Comey a démenti. Selon lui, il a publié cette photo par distraction alors qu'il faisait la promotion du roman policier, *FDR Drive*. Or, l'un des thèmes du livre est de mettre en balance le potentiel de la parole pour inciter les autres à la violence.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Les impérialistes américains ralentissent la révolution trumpiste](#) », par Thierry Meyssan

De nombreux journalistes font semblant de ne pas comprendre ce qui se joue à Washington. Pour eux, Elon Musk et Donald Trump s'approprient ce qu'ils peuvent de l'État fédéral sans rien changer aux structures. La réalité est toute autre : le président des États-Unis tente de démanteler l'impérialisme dont son pays fait preuve. Il détruit les agences, secrètes ou publiques, qui, sous des prétextes divers, financent légalement ceux qui mettent en œuvre les révolutions colorées et autres coups d'État.

3506 Donald Trump requiert une enquête judiciaire sur la campagne de Kamala Harris

Le président Donald Trump a requis une enquête judiciaire sur une possible violation de la loi électorale par sa concurrente Kamala Harris. La loi états-unienne interdit de payer des

personnalités pour acheter leur soutien. Il semble pourtant que ce soit le cas.

Il a écrit sur les réseaux sociaux : « Combien Kamala Harris a-t-elle payé Bruce Springsteen pour sa piètre performance lors de sa campagne présidentielle ? Pourquoi a-t-il accepté cet argent s'il est un tel fan d'elle ? N'est-ce pas une contribution électorale majeure et illégale ? Et Beyoncé ? ... Et combien a été versé à Oprah et Bono ? »

3507 Nouveau plan terroriste contre le Venezuela

Diosdado Cabello, ministre vénézuélien de l'Intérieur, a annoncé l'arrestation de 21 Vénézuéliens et de 17 étrangers de nationalités différentes : colombiennes, mexicaines et ukrainiennes. Selon lui, il s'agit d'experts en engins explosifs, de passeurs et de mercenaires, chargés de placer des explosifs dans des ambassades et d'autres installations au Venezuela, à la veille des élections.

EUROPE

3508 Le Royaume-Uni accepte des normes de l'UE, tandis que l'UE accepte des objectifs politiques et de défense britanniques

L'Union européenne et le Royaume-Uni ont signé, le 19 mai à Londres :

- une déclaration conjointe identifiant les enjeux globaux communs entre guerre en Ukraine et remise en cause de l'ordre multilatéral ;
- un *common understanding* (compréhension commune) énonçant les accords actés sur la pêche, la coopération en matière d'énergie, la mobilité des jeunes ou l'engagement renouvelé de lutter contre l'immigration illégale ;
- un partenariat de sécurité et de défense qui permettra, en principe, au Royaume-Uni de rejoindre des programmes de coopération européens comme SAFE (Supporting at-risk researchers with fellowships in Europe). Pour ce

faire, un accord additionnel devra être négocié dans le cadre de ce dernier partenariat sur la sécurité et la défense.

👉 Le Royaume-Uni s'est, en définitive, accordé avec l'UE sur des règles fixées par Bruxelles, ce qui représente un retour en arrière au regard du Brexit. En échange, il a imposé à l'UE d'adopter ses visions en matière de politique étrangère et de défense à la place de celles des États-Unis.

3509 La DGSI dénonce l'influence des Frères musulmans en France

La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a remis au ministre de l'Intérieur un rapport intitulé « Les Frères musulmans et l'islamisme politique en France » que *Le Figaro* a pu [consulter](#). Ce document dénonce la stratégie d'entrisme de la Confrérie et documente ses avancées en France.

👉 Il ne semble pas que la DGSI aborde la question des soutiens internationaux de la Confrérie et particulièrement du Royaume-Uni. Durant la Guerre froide, le président Valéry Giscard d'Estaing avait autorisé l'immigration de leaders de la Confrérie menacés au Moyen-Orient en raison de leur implication dans des tentatives de coups d'État. Par la suite, le président François Mitterrand et son ministre de l'Intérieur (de droite durant la cohabitation), Charles Pasqua, luttèrent contre la Confrérie en France et en Algérie. La Confrérie trouve avec la guerre de Gaza une occasion de faire accroire qu'elle représente la Résistance palestinienne. Le président Emmanuel Macron a convoqué un conseil de défense, le 21 mai, mais cette réunion n'a débouché sur aucune décision.

👉 Sur le rôle international, politique et militaire de la Confrérie des Frères musulmans, lire absolument la [seconde partie](#) de *Sous nos yeux*.

3510 L'Espagne rejette l'objectif des 5 % du PIB de dépenses militaires

Margarita Robles, ministre espagnole de la Défense, a assuré, le 20 mai, que son pays s'opposait à l'objectif subitement proposé par le

président Donald Trump, et repris par le secrétaire général de l'OTAN, d'atteindre 5 % du PIB en dépenses de Défense. Elle a déclaré : « Nous nous sommes engagés à atteindre l'objectif de 2 % du produit intérieur brut (cf. VAI 3242), et nous allons le faire cette année. Cela implique un effort très important, qui s'élève à 10,471 milliards d'euros en plus de ce qui se trouve dans le budget de la Défense. »

☞ Le président Donald Trump avait avancé l'objectif des 3 % lors de son premier mandat. Il l'a élevé, le 13 mars, à 5 %. Les Européens prennent au mot cette exigence. Pourtant, tout laisse à penser qu'il s'agit pour les États-Unis, constatant le déséquilibre des dépenses de Défense avec leurs alliés, de préparer leur sortie du commandement intégré de l'OTAN (cf. VAI 3091 et 3275).

3511 La Suisse devrait s'allier à l'UE pour se préparer aux attaques cyber

La Suisse négocie un accord administratif avec le [projet](#) de l'UE *Cyber Ranges Federations*. Il s'agit de former des personnels afin de maîtriser l'espace cyber face à d'éventuelles attaques étrangères.

3512 L'UE entend relancer l'action humanitaire avec l'ONU

La Commission européenne et la présidence polonaise ont organisé, les 19 et 20 mai, le quatrième Forum humanitaire européen. Plus de 2 000 personnes, dont des gouvernements, des représentants d'ONG, d'agences de l'ONU, de bailleurs de fonds, des universitaires et des acteurs du secteur privé y ont participé.

La Belge Hadja Lahbib, commissaire européenne à l'Égalité, à la Préparation et à la Gestion des crises, a déclaré : « Le paysage humanitaire évolue. Les États-Unis, longtemps pilier de l'aide internationale, ont décidé de réduire de nombreux programmes. Cela entraînera des souffrances pour des millions de personnes, aggravera les crises humanitaires et renforcera l'instabilité. L'UE emprunte un autre chemin. Le système multilatéral n'est pas parfait,

mais c'est le seul capable de garantir la paix, la sécurité et la prospérité. L'UE reste pleinement engagée à le réformer, le renforcer et le soutenir - avec l'ONU en son centre. »

3513 L'UE censure quatre médias relayant le point de vue de la Russie

Le Conseil européen des Affaires étrangères a adopté, mardi 20 mai, un 17^e paquet de mesures coercitives unilatérales à l'encontre de plusieurs centaines de personnes, entités et navires de la « flotte fantôme russe ».

En outre, le Conseil a adopté des mesures restrictives à l'encontre de 21 personnes et de 4 médias, favorables à la Russie et anti-occidentaux tels que *La Voix de l'Europe* et un de ses financeurs, Viktor Medvedchuk, l'entreprise de médias turque AFA Medya et son fondateur, Hüseyin Doğru, Viktor Lukovenko, directeur de l'agence de presse African Initiative, et Justin Blaise Tagouh, PDG du groupe de presse International Africa Media.

À l'issue de ce Conseil, Kaja Kallas, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a appelé à faire obstacle aux négociations bilatérales USA-Russie et à préparer, dès à présent, un 18^e paquet de mesures coercitives unilatérales (des « sanctions » dans la novlangue occidentale). Elle a déclaré : « Notre priorité absolue reste un cessez-le-feu total et inconditionnel. L'Ukraine l'a accepté il y a plus de 60 jours, mais au lieu de rechercher la paix, la Russie continue de jouer et a intensifié ses attaques. La seule option est d'accroître la pression sur la Russie pour qu'elle négocie sérieusement. Nous avons entendu que l'Amérique a déclaré que si la Russie n'acceptait pas un cessez-le-feu complet et inconditionnel, il y aurait des conséquences. Nous voulons donc voir ces conséquences également du côté américain. Nous n'avons vraiment pas vu de pression sur la Russie dans le cadre de ces négociations. »

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, faisant allusion au plan de

80 sénateurs états-uniens, a commenté : « Si le président Trump reconnaît enfin que Vladimir Poutine joue au chat et à la souris et tente d'obtenir gain de cause au lieu d'imposer un véritable cessez-le-feu, alors le plan très strict du sénateur Lindsey Graham pourrait être lancé. »

3514 L'UE financera la radio de la CIA

La « Dotation européenne pour la démocratie » de l'UE subventionnera à hauteur de 5,5 millions d'euros la radio de la CIA, Radio Free Europe-Radio Liberty, dont le président Donald Trump a interrompu le financement fédéral états-unien.

Selon Kaja Kallas, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, ce « financement d'urgence à court terme, conçu comme un filet de sécurité pour le journalisme indépendant » est « plus important que jamais, à l'heure où les contenus non filtrés se multiplient ».

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3515 Robert Brieger dresse le bilan du comité militaire de l'UE

À l'issue de ses trois ans de mandat, le général autrichien Robert Brieger, chef du comité militaire de l'UE (EUMC), a présenté son bilan. Il a notamment déclaré : « Concentrer la stratégie de sécurité et de défense de l'UE sur la gestion des crises internationales est insuffisant pour le moment et inadapté à l'avenir. Nous devons donc clarifier le rôle des forces armées européennes dans la défense territoriale du continent. La défense collective restera assurément entre les mains de l'Alliance atlantique, mais les États-Unis se tournent vers la région indopacifique et il est clair que davantage d'efforts doivent être déployés sur le

sol européen et par les États membres de l'Union européenne. »

3516 Un million d'Européens demandent à la Commission européenne d'interdire les « thérapies de conversion »

À l'initiative des Français Mattéo Garguilo, président de Against Conversion Therapy, et Robin Noël, ancien employé de la Commission européenne, 1 million de citoyens européens ont signé une pétition demandant « l'interdiction des pratiques de conversion dans l'Union européenne ». Ce texte dispose :

« Nous invitons la Commission européenne à proposer une interdiction légale contraignante des pratiques de conversion ciblant les citoyens LGBTQ+ dans l'Union européenne : on entend par “pratiques de conversion” les interventions visant à modifier, réprimer ou éradiquer l'orientation sexuelle, l'identité de genre et/ou l'expression de genre des personnes LGBTQ+.

En raison de leur caractère discriminatoire, dégradant, nocif et frauduleux, ces pratiques ont été qualifiées de tortures par les Nations unies et sont aujourd'hui interdites dans un nombre toujours plus grand d'États.

L'UE joue un rôle clé dans la protection des droits fondamentaux et se doit d'agir pour lutter contre toutes les pratiques inhumaines. La Commission devrait proposer une directive ajoutant les pratiques de conversion à la liste des “eurocrimes” et/ou modifier la directive actuelle sur l'égalité (2008) afin d'inclure une interdiction de ces pratiques.

En outre, pour lutter contre le moratoire législatif, la Commission devrait également faire appliquer une résolution non contraignante appelant à une interdiction générale des pratiques de conversion dans l'UE.

Enfin, nous appelons la Commission à modifier la directive sur les droits des victimes afin d'établir des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de pratiques de conversion.

Tous les États membres devraient introduire une interdiction des pratiques de conversion ou revoir leurs interdictions actuelles. »

3517 Négociations indirectes ukraino-russes d'Istanbul

À Istanbul, des réunions trilatérales ont eu lieu, le 16 mai, entre Russes, Turcs et Ukrainiens, d'une part, et d'autre part États-Uniens, Turcs et Ukrainiens.

Les négociateurs russes et ukrainiens ont indiqué avoir discuté d'un cessez-le-feu (sans référence à l'ultimatum européen), de l'organisation d'une rencontre entre les présidents Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky et d'un échange de prisonniers portant sur 1 000 personnes de chaque nationalité.

Les négociateurs ukrainiens ont refusé d'aborder la principale demande russe : la dénazification de leur pays. L'Ukraine dispose de plusieurs centaines de monuments à la gloire des collaborateurs des nazis et de nombreux lieux et bâtiments officiels portant le nom de collaborateurs des nazis, enfin l'armée ukrainienne a rendu obligatoire pour ses soldats la lecture du livre *Nationalisme* de Dmytro Dontsov, ancien responsable de la solution finale nazie.

Le président Volodymyr Zelensky avait envisagé de venir à Istanbul rencontrer son « homologue » Vladimir Poutine. Mais ce dernier refuse de rencontrer un dirigeant non élu (son mandat s'est terminé, il y a un an, et il reconduit l'état d'urgence tous les trois mois pour empêcher la tenue d'élection présidentielle).

AFRIQUE

3518 Donald Trump place des preuves de violences contre les blancs devant les yeux de Cyril Ramaphosa

Le président Donald Trump conteste la loi sur l'expropriation, signée par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, en janvier. Il l'a

invoquée lorsqu'il a signé en février un décret suspendant l'aide étrangère états-unienne à l'Afrique du Sud. Selon la Maison-Blanche, on assiste aujourd'hui à un début de génocide des blancs, ce que Prétoria conteste. M. Ramaphosa s'est rendu à Washington pour réfuter ces accusations et obtenir le rétablissement de l'aide états-unienne.

Le recevant, le président Donald Trump lui a imposé une projection dans le Bureau ovale, en présence de la presse. Il l'a contraint à regarder un discours de son ancien ami, le député Julius Malema, désormais président des Economic Freedom Fighters (EFF). Il y déclare qu'il ne faut jamais avoir peur de tuer. Une révolution exige qu'à un moment donné, il y ait des meurtres, car ces meurtres font partie intégrante d'un acte révolutionnaire. Dans un autre clip, M. Malema entonne la chanson antiapartheid « Kill the Boer ». Puis, le président Trump a fait projeter une vidéo d'images aériennes de kilomètres de croix blanches bordant une route. Stupéfait, le président sud-africain a commenté : « J'aimerais savoir où c'est, car je n'ai jamais vu ça. Il faut qu'on le découvre. » Enfin, le président Trump a remis à son invité une pile, d'une dizaine de centimètres, de coupures de journaux traitant d'assassinats de blancs.

ASIE

3519 Benjamin Netanyahu déclenche l'opération « chariots de Gédéon »

Benjamin Netanyahu, Premier ministre, s'est adressé, le 21 mai, à la nation israélienne. Il a déclaré : « La guerre de rédemption nous a coûté un lourd tribut, mais elle a aussi un but incomparablement clair et juste : vaincre le Hamas, qui a perpétré les atrocités du 7 octobre, rendre tous nos otages et s'assurer que Gaza ne constitue plus jamais une menace [...] L'opération "Les chariots de Gédéon" est conçue pour achever le travail [...] Afin de priver le Hamas de la capacité de prendre le contrôle de l'aide humanitaire, nous - avec les États-Unis - avons développé un cadre différent pour l'allocation de nourriture de base aux civils

et aux enfants, qui n'atteindra pas le Hamas. Celle-ci est divisée en trois étapes :

Phase A :

L'apport de nourriture de base à Gaza – afin d'éviter une crise humanitaire et de permettre aux combats de se poursuivre.

Phase B :

Cela se produira dans les jours à venir, l'ouverture de points de distribution de denrées alimentaires par des entreprises états-uniennes, et qui seront sécurisées par les FDI.

Phase C :

Tout en prenant le contrôle des zones de la bande de Gaza, la création d'une zone stérile dans le sud de la bande de Gaza, de laquelle la population civile sera évacuée des zones de combat, afin de la défendre. Dans cette zone, qui sera exempte de Hamas, les habitants de Gaza recevront une aide humanitaire complète [...]

Je suis prêt à mettre fin à la guerre - dans des conditions claires qui garantiront la sécurité d'Israël : tous les otages rentreront chez eux. Le Hamas déposera les armes, quittera le pouvoir, sa direction sera exilée de la bande de Gaza, Gaza sera complètement démilitarisée, et nous mettrons en œuvre le plan Trump, qui est si correct et si révolutionnaire, et il dit quelque chose de simple : les résidents de Gaza qui souhaitent partir pourront partir. Quiconque nous demande d'arrêter les combats avant que ces objectifs ne soient atteints demande en fait au Hamas de rester au pouvoir [...] Hier, j'ai entendu les remarques choquantes de Yaïr Golan [le président du Parti travailliste]. Comme beaucoup d'entre vous, la grande majorité des citoyens israéliens, j'ai été indigné par eux. Au moment où nos héros soldats risquent leur vie dans la bande de Gaza pour défendre notre pays et ramener nos otages, Yaïr Golan les accuse de crimes de guerre. Il a dit que nous tuions des bébés comme un "hobby". Je n'ai entendu de choses comme celle-là que de la part des pires antisémites qui propagent les calomnies rituelles contre le peuple juif. Cela me rappelle vraiment les choses qui ont été dites sur

nous au Moyen Âge [...] Je rencontre les familles endeuillées. Elles me disent : "Bibi, ne t'arrête pas. Fais tout le chemin. Va jusqu'à la victoire". Et c'est ce que je vous dis, citoyens israéliens. Nous sommes ici, ensemble, jusqu'à la victoire. Ensemble, nous nous battons et avec l'aide de Dieu, ensemble, nous gagnerons. »

3520 Mahmoud Abbas et Joseph Aoun veulent en finir avec les partis armés au Liban

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et Joseph Aoun, président libanais, ont publié, le 21 mai, un [communiqué](#) commun affirmant leur attachement au principe des armes exclusivement contrôlées par les mains de l'État libanais et mettant fin à toute manifestation en dehors de la logique de l'État libanais. Ils affirment également l'importance du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban. Ils déclarent qu'ils pensent que le temps des armes en dehors de l'autorité de l'État libanais est révolu, d'autant plus que les peuples libanais et palestinien ont, durant des décennies, payé de lourdes pertes et de grands sacrifices.

Durant la récente guerre, les factions palestiniennes armées attaquaient d'abord seules Israël depuis le Liban, puis avec l'aide du Hezbollah.

3521 Les Émirats arabes unis, « partenaires majeurs de défense » des États-Unis

Mohammed Mubarak Al Mazrouei, ministre d'État émirati chargé de la Défense des Émirats arabes unis, et Pete Hegseth, secrétaire états-unien à la Défense, ont signé une lettre d'intention pour établir un partenariat global pour la défense des États-Unis et des Émirats arabes unis.

Les Émirats sont devenus « partenaire majeur de défense », comme l'Inde avant eux, en 2016.

Les Émirats, qui appartenaient à l'Empire britannique des Indes, ont suivi en détail les avantages que l'Inde a trouvés grâce à ce statut.

3522 Pour l'UE, la Corée du Nord a attaqué l'Ukraine

- Selon la Néerlandaise Hedda Samson, représentante permanente de l'Union européenne aux Nations unies, il existerait « un lien direct entre la répression interne [en Corée du Nord] et les munitions [à destination de l'Ukraine] produites par le travail forcé, qui violent les Droits de l'homme à l'étranger ». 🗉 Notez que pour l'UE, le travail des bagnards nord-coréens viole les Droits de l'homme... en Ukraine.

- Par ailleurs, pour Hedda Samson, le déploiement de soldats nord-coréens pour soutenir la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine « constitue une grave violation du droit international, y compris des principes les plus fondamentaux de la Charte des Nations unies. Quand verrons-nous des troupes - ou des armes - nord-coréennes dans d'autres conflits à travers le monde ? »

🗉 Ce nouvel argument de l'UE ne tient pas : les troupes nord-coréennes n'ont jamais attaqué l'Ukraine, mais les troupes ukrainiennes qui se sont illégalement introduites en territoire russe internationalement reconnu.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3523 — 6^e sommet de la CPE

La sixième réunion de la Communauté politique européenne (CPE) s'est tenue le 16 mai à Tirana, sous la présidence d'Edi Rama, Premier ministre albanais, et d'António Costa, président du Conseil européen. 47 États du continent européen, l'UE et l'OTAN, à l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie, ont participé à des débats sur le thème « Nouvelle Europe dans un nouveau monde : unité – coopération – action conjointe ».

Cette réunion était l'occasion de contacts entre les uns et les autres, mais pas de décision. Aucune déclaration commune n'a été arrêtée.

3524 La Russie porte plainte contre les mécanismes de taxes carbone de l'UE à l'OMC

La Russie a porté [plainte](#) contre l'Union européenne devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à propos de ses mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

Selon elle, ce système de taxe carbone sur les importations de ciment, d'engrais, de fer, d'acier, d'aluminium, d'électricité et d'hydrogène favorise déloyalement les producteurs de l'UE.

🗉 Rappelons que, par ailleurs, la Russie ne partage pas la théorie occidentale selon laquelle les émissions de carbone seraient à l'origine des changements du climat. Selon l'Académie des sciences de Russie, ces changements ne peuvent aucunement être expliqués de cette manière. Elle a fait remarquer, en juin 2023 : « La principale cause des catastrophes climatiques locales est l'émission croissante d'hydrogène naturel due aux forces gravitationnelles alternées de la lune et du soleil, qui provoquent des trous dans la couche d'ozone. L'élévation de température qui en résulte et le mélange d'ozone et d'hydrogène sont les principales causes des feux de forêts et de steppes [...] Ce constat réfute le concept du Protocole de Montréal, dont la mise en œuvre a anéanti des sous-industries entières de l'industrie chimique sans affecter la taille des trous d'ozone, qui n'ont fait qu'augmenter. »

3525 Selon l'AIE, la concentration du raffinage des minéraux critiques menace les chaînes d'approvisionnement

L'Agence internationale de l'énergie, un organe de l'OCDE, a publié un [rapport](#) intitulé : *Global Critical Minerals Outlook 2025* (Perspectives mondiales sur les minéraux critiques pour 2025). Il souligne que la production s'est un plus concentrée l'année dernière. La Chine est le premier raffineur de 19 des 20 minéraux

stratégiques étudiés dans le rapport, avec une part moyenne d'environ 75 %. L'Agence prévient que cette concentration menace la sécurité des chaînes d'approvisionnement.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°135 - 30 mai 2025

ÉDITORIAL

3526 La justice des vainqueurs qui ont perdu

Le Conseil de l'Europe, dont la Russie ne fait plus partie, a décidé de créer un tribunal pénal international pour juger les crimes russes en Ukraine. En effet, ni la Russie ni l'Ukraine ne sont membres de l'actuel Tribunal pénal international.

☞ Vu que ce tribunal ne sera jamais avalisé par les Nations unies, il ne représentera que le Conseil de l'Europe et lui seul.

- La Commission des Questions juridiques et des Droits de l'homme, réunie le 13 mai à Paris, a réaffirmé ses conclusions à propos de la « guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ». Elle a déclaré que certains principes fondamentaux du droit international, tels que l'inviolabilité des frontières et la non-reconnaissance des acquisitions territoriales résultant de l'usage de la force, « ne devaient pas être mis de côté dans les négociations de paix en cours ou à venir ».

Parmi ces considérations juridiques, la commission affirme notamment que la guerre russe contre l'Ukraine constitue un acte d'agression en violation de l'article 2-4 de la Charte des Nations unies, et que l'Ukraine exerce son droit naturel à la légitime défense conformément à l'article 51 de cette même Charte. Elle a ajouté que l'annexion illégale de la Crimée et d'autres territoires ukrainiens temporairement occupés par la Russie ne pouvait être reconnue.

☞ Le Conseil de l'Europe ne prend pas en compte la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies. Celle-ci avalise les accords de Minsk et pose que l'Allemagne, la France et la Russie en sont garants. Considérant que l'Allemagne et la France n'intervenaient pas, la Russie a déclenché une opération militaire spéciale (et non pas une guerre) pour appliquer cette résolution du Conseil de sécurité. L'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, et l'ancien président français, François Hollande, ont ultérieurement déclaré qu'[ils n'avaient jamais eu l'intention d'appliquer ces accords](#), mais uniquement de gagner du temps pour armer les forces ukrainiennes.

- En outre, le projet de résolution adopté par la commission, sur la base du rapport d'Eerik-Niiles Kross (Estonie, ADLE), souligne que les dirigeants politiques et militaires de la Russie, du Bélarus et de la Corée du Nord ont commis un crime d'agression contre l'Ukraine, qui entraîne la responsabilité pénale individuelle des dirigeants concernés, y compris les chefs d'État et de gouvernement (...)

(...) ☞ Les armées du Bélarus et de la Corée du Nord ne sont jamais intervenues dans les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. Elles ont, par contre, participé aux opérations militaires russes sur son propre territoire, notamment lors de l'invasion de Koursk.

- Le projet de résolution précise également que les attaques et atrocités multiples commises par les forces russes et leurs alliés contre l'Ukraine et son peuple « constituent des crimes de guerre, y compris des violations graves des Conventions de Genève et du droit international humanitaire, ainsi que des crimes contre l'humanité lorsqu'elles sont perpétrées dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile ». « Aucun de ces crimes ne peut faire l'objet d'une quelconque forme d'amnistie ou de prescription en vertu du droit international », ont déclaré les parlementaires.

- Selon la commission, la Russie « doit assumer les conséquences juridiques de tous les actes internationalement illicites qu'elle a commis en Ukraine et contre l'Ukraine », notamment en réparant tous les dommages causés par ces actes à l'Ukraine et à son peuple. Dans ce contexte, elle a souligné le rôle essentiel du Registre des dommages pour l'Ukraine, établi sous les auspices du Conseil de l'Europe, en tant que premier élément opérationnel d'un mécanisme international d'indemnisation.

- La Cour européenne des droits de l'homme, qui dépend du Conseil de l'Europe, est la seule juridiction internationale qui statue sur les violations des droits humains dans le contexte de la « guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ».

- « Les États membres ont choisi de créer le Tribunal spécial dans le cadre du Conseil de l'Europe. Il leur appartient désormais de donner suite à la volonté politique qu'ils ont exprimée. Le financement du Tribunal doit également être assuré. La voie qui s'ouvre devant nous est celle de la justice, et elle doit prévaloir », a déclaré le secrétaire général Alain Berset, le 14 mai.

AMÉRIQUES

3527 La Cour états-unienne du commerce international annule les droits de douane édictés par Donald Trump

- La Cour du commerce international des États-Unis a statué, le 28 mai, que la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux de 1977 (*International Emergency Economic Powers Act - IEEPA*) ne donne pas au président des États-Unis le pouvoir « d'imposer des droits de douane illimités sur les marchandises en provenance de presque tous les pays du monde ».

☞ La doctrine de la non-délégation stipule que lorsque la Constitution confère des pouvoirs à une branche particulière du gouvernement, elle ne peut les céder en totalité. La doctrine des questions majeures stipule que, lorsque la loi est ambiguë, les tribunaux doivent présumer que la Constitution a voulu que les grandes questions soient tranchées par le pouvoir législatif.

- La Cour a annulé les droits de douane et bloqué définitivement leur fonctionnement. Le secrétariat à la Justice a fait appel.

3528 Le secrétariat d'État punit les magistrats étrangers qui sanctionnent la liberté d'expression des États-Uniens

Marco Rubio, secrétaire d'État, a confirmé que son pays n'accepte pas que d'autres lui imposent leurs règles. En conséquence, les agences de voyages étrangères qui facilitent l'immigration illégale aux États-Unis feront l'objet de « sanctions ». Identiquement, les magistrats étrangers qui condamneront des entreprises états-uniennes pour avoir exercé leur liberté d'expression seront condamnés (comme le font des juges du Brésil et de l'UE).

3529 Elon Musk quitte le DOGE

Elon Musk a quitté, comme prévu, ses fonctions au département de l'Efficacité économique (DOGE) pour se consacrer à ses sociétés privées. Il a déclaré dans un post : « Alors que mon mandat d'employé spécial du gouvernement

touche à sa fin, je tiens à remercier le président @realDonaldTrump de m'avoir donné l'opportunité de réduire les dépenses inutiles. La mission de @DOGE ne fera que se renforcer au fil du temps, à mesure qu'elle s'intégrera au quotidien au sein du gouvernement. »

3530 En cas de guerre, la Chine détruirait les satellites états-unis dans l'Indo-Pacifique

Selon un [rapport](#) du China Aerospace Studies Institute, lors d'une guerre, l'armée chinoise serait en capacité de détruire l'architecture du système spatial états-unien tout au moins dans la région indopacifique.

3531 Le FBI rouvre trois enquêtes de corruption politique

Le FBI a annoncé rouvrir trois enquêtes :
- celle de la cocaïne à la Maison-Blanche ;
- celle des deux bombes artisanales non explosées déposées au siège du Comité national démocrate et du Comité national républicain le 5 janvier 2021 ;
- celle de la fuite du projet d'avis de la Cour suprême annulant l'arrêt Roe v. Wade début 2022.

3532 Robert Kennedy Jr. ne recommande plus à tous, les médicaments ARN messenger

Robert F. Kennedy Jr., secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, a déclaré le 27 mai que les médicaments ARN messenger contre la Covid-19 ne sont plus recommandés pour les enfants en bonne santé et les femmes enceintes.

👉 Rappelons que les médicaments ARN messenger ne constituent aucunement des vaccins au sens médical du terme, mais bénéficient des mêmes impôts que les vaccins selon la loi fiscale états-unienne.

3533 La NPR conteste la réduction de son budget

La National Public Radio (NPR) conteste en justice la décision du président Donald Trump réduisant ses crédits. Selon les plaignants, le budget de la NPR est adopté par le Congrès en

vertu de la loi sur la radiodiffusion publique, adoptée par le Congrès en 1967. En outre, elle viole le droit à la liberté d'expression garanti par le Premier Amendement, sans ingérence gouvernementale.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Comment Donald Trump découvre l'art de la négociation politique](#) », par Thierry Meyssan

Nous ne comprenons pas les négociations en Ukraine et au Moyen-Orient car nous ne comprenons pas la différence entre les guerres et les conflits civils. Nous abordons la conclusion de paix comme s'il s'agissait de se partager les biens communs lors d'un divorce, après quelques années de vie commune. Mais les guerres ont une intensité sans commune mesure et s'enracinent dans des conflits anciens, souvent sur plusieurs générations. D'une manière générale, les conditions matérielles, les souffrances et les violences sont très secondaires par rapport aux injustices.

« [La loi du plus fort](#) », par Manlio Dinucci

Bien qu'il ait annoncé vouloir substituer le commerce à la guerre et qu'il ait annoncé vouloir imposer la paix en Ukraine, le président Donald Trump a, par ses actions, relancé la course aux armements. C'est le sens de la déclaration commune russo-chinoise du 8 mai.

3534 Le président peut licencier les dirigeants des agences fédérales

La Cour suprême a reconnu, le 22 mai, que le président des États-Unis avait la capacité de licencier comme il l'entend les dirigeants des agences fédérales.

« Parce que la Constitution confère le pouvoir exécutif au président [...] il peut révoquer sans motif les dirigeants qui exercent ce pouvoir en son nom, sous réserve d'exceptions limitées reconnues par nos précédents », a déclaré la Cour dans un avis non signé.

3535 Donald Trump ne vérifiera pas les stocks d'or de Fort Knox

Le président Donald Trump a renoncé à vérifier *de visu* les réserves d'or de Fort Knox. Le dernier inventaire a été réalisé en septembre 1974. La rumeur s'est répandue que l'or aurait été vendu sans en informer les États-Uniens. Le film de James Bond, *Goldfinger*, faisait état d'un complot visant à rendre cet or inutilisable.

Le président Donald Trump avait évoqué cinq fois sa volonté de vérifier les stocks de Fort Knox lors d'une réunion à la Maison-Blanche avec le président français Emmanuel Macron, devant des journalistes à bord d'*Air Force One*, puis dans le Bureau ovale, ainsi que lors de discours distincts à la Conférence de la National Governors Association et à la Conférence d'action politique conservatrice.

3536 Le mélange des genres de Donald Trump

Donald Trump a dîné à titre privé, le 22 mai, au Trump National Golf Club (New Jersey), avec les 220 principaux détenteurs de \$TRUMP, sa cryptomonnaie lancée en janvier, avant sa prise de fonctions.

Les quatre premiers détenteurs ont reçu des montres à thème cryptographique et de marque Trump d'une valeur de 100 000 \$.

Cette soirée était organisée par le Fight Fight Fight LLC, l'une des entités qui contrôlent cette cryptomonnaie avec une autre entité appartenant à la Trump Organization, dirigée par Eric et Don Jr., les deux fils aînés de Donald Trump.

EUROPE

3537 Le Kremlin dément être impliqué dans des incendies au Royaume-Uni

Le porte-parole du Kremlin a tourné en dérision les allégations selon lesquelles la Russie pourrait être impliquée dans les incendies de la résidence privée du Premier ministre britannique, Keir Starmer, d'un bâtiment où il a vécu et d'une voiture qu'il avait possédée.

3538 Des groupes anarchistes coupent le courant à Cannes et à Nice

Des individus non identifiés ont coupé les lignes électriques d'abord à Cannes, le 24 mai (160 000 foyers privés d'électricité), puis à Nice, le lendemain (45 000 foyers ciblés). Selon, une revendication de groupes anarchistes, publiée sur le site IndyMedia, « cette action visait non seulement à perturber le festival [de Cannes], mais aussi à priver de courant les centres de recherche et les usines de Thales Alenia Space, ses dizaines de sous-traitants, les start-up de la French Tech qui s'imaginent à l'abri, l'aéroport et tous les autres établissements industriels, militaires et technologiques de la zone ».

3539 Emmanuel Macron et Benjamin Netanyahu passent aux insultes

Le président français, Emmanuel Macron, n'a pas parlé au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, depuis le 15 avril. Il a, par contre, reçu le président israélien, Isaac Herzog, le 18 mai, et s'entretient régulièrement par téléphone avec l'ancien Premier ministre Naftali Bennett et les deux chefs de l'opposition, Yaïr Lapid et Benny Gantz.

Les échanges par médias interposés se sont faits de plus en plus durs après les insultes du fils du Premier ministre, Yaïr Netanyahu, à l'encontre de M. Macron, le 12 avril. Le 13 mai, le président français a qualifié les opérations militaires israéliennes à Gaza de « honte ». Dans une vidéo, postée en anglais sur les réseaux sociaux, le 22 mai, le Premier ministre israélien a reproché au chef d'État français : « Quand les meurtriers de masse, les violeurs, les tueurs de bébés et les ravisseurs vous remercient, vous êtes du mauvais côté de la justice. Vous êtes du mauvais côté de l'humanité et vous êtes du mauvais côté de l'histoire. »

3540 L'Iran réagit aux propos de Jean-Noël Barrot sur la palme d'or du festival de Cannes

- Jafar Panahi, cinéaste iranien emprisonné par son propre gouvernement il y a trois ans, a remporté, le samedi 24 mai, la palme d'or du Festival de Cannes pour son film *It Was Just An*

Accident. Lors de son discours de réception du prix, il a déclaré : « Le plus important, c'est notre pays et la liberté de notre pays. Arrivons en ce moment, ensemble, quand personne n'ose dire ce que nous devrions porter, ce que nous devrions ou ne devrions pas faire ».

👉 Jafar Panahi a été arrêté à Téhéran en juillet 2022 et a été condamné à six ans d'emprisonnement après s'être rendu au bureau du procureur avec des collègues et des avocats pour s'enquérir de l'arrestation antérieure du cinéaste iranien Mohammad Rasoulof. Sept mois plus tard, en février 2023, il a été libéré de prison.

• Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, a [commenté](#) sur X : « Dans un geste de résistance contre l'oppression du régime iranien, Jafar Panahi emporte une Palme d'Or qui ravive l'espoir pour tous les combattants de la liberté, partout dans le monde. »

Le gouvernement iranien a réagi en déclarant : « Suite aux propos insultants et aux allégations infondées du ministre français des Affaires étrangères à l'encontre de l'Iran, le chargé d'affaires à Téhéran a été convoqué au ministère. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3541 Comment Huawei abordait discrètement les eurodéputés

La police belge a découvert que Huawei avait acquis une société locale travaillant au stade de football du RSC Anderlecht. Des billets, payés par la société de télécommunication chinoise, étaient offerts à des eurodéputés par la société locale afin qu'Huawei puisse les approcher discrètement.

À ce jour, aucun comportement délictuel n'a été révélé, mais le stade de football a annoncé qu'il

ne renouvellerait pas son contrat avec la société appartenant au géant chinois.

3542 L'Espagne ne parvient pas à faire reconnaître ses langues régionales par l'UE

L'Espagne n'est pas parvenue à faire [reconnaître le basque, le catalan et le galicien comme langues officielles de l'Union européenne](#).

Chaque État membre est autorisé à demander la traduction de tous les documents officiels de l'UE dans la langue de son choix. Reconnaître quatre langues officielles au lieu d'une seule pour l'Espagne provoquerait des frais importants qui n'ont pas été chiffrés. L'Espagne s'était engagée à les couvrir, mais plusieurs États mettaient en doute la pérennité de cet engagement.

👉 Pour constituer son gouvernement, Pedro Sánchez a conclu un accord, en 2023, avec les indépendantistes catalans par lequel il s'était engagé à faire reconnaître les trois langues régionales espagnoles par l'UE.

👉 Actuellement, aucun État membre n'a demandé la traduction des textes officiels en anglais. Pourtant cette langue reste en vigueur malgré le départ des Britanniques... il est vrai que c'est celle des États-Unis.

3543 Pavel Durov prêt à témoigner en Roumanie contre les services secrets français

Le 20 mai, Pavel Durov, fondateur de Telegram, s'est dit prêt à aller en Roumanie pour être auditionné si le résultat de l'élection présidentielle était annulé, comme le demande le candidat battu, George Simion, après avoir reconnu sa défaite. Il avait révélé, la veille, que les services français avaient demandé à Telegram de « faire taire les voix des conservateurs en Roumanie avant les élections présidentielles ».

3544 L'UE interdit les publications de deux citoyens allemands

Le Conseil européen a décidé d'interdire de circuler sur son territoire (hormis en Allemagne)

à deux journalistes allemands, Alina Lipp et Thomas Röper. Il a également gelé tous leurs avoirs dans l'Union (y compris en Allemagne) et leur a interdit de récolter des fonds.

Alina Lipp, qui réside aujourd'hui en Crimée, a ouvert la chaîne Telegram *Neues aus Russland* (Nouvelles de Russie). Elle a également publié deux documentaires vidéo, *Auf der Suche der Wahrheit* (À la recherche de la vérité) et *Donbass : Der Ursprung des Konflikts* (Donbass : les origines du conflit).

Thomas Röper a ouvert le site internet Anti-Spiegel.ru. Il y présente des traductions de documents officiels russes et ses propres commentaires.

Le Conseil européen considère comme extrêmement dangereux de permettre à ses citoyens de comprendre le point de vue de la Russie.

☞ Aucune des informations diffusées par Alina Lipp et Thomas Röper n'ont été contredites. Selon nos informations, ces interdictions ont été suggérées par l'Office bavarois de protection de la Constitution (Bayerisches Landesamt für Verfassungsschutz), une institution qui avait abrité de nombreux nazis durant la Guerre froide et qui conseille aujourd'hui le Centre de communication stratégique de l'OTAN à Riga.

☞ En 2024, le gouvernement d'Olaf Scholz avait interdit *Compact, Magazin für Souveränität*, avant que sa censure ne soit invalidée par le tribunal administratif fédéral de Leipzig.

3545 Des milliers de fonctionnaires européens demandent des mesures concrètes et immédiates contre le massacre de la population civile de Gaza

L'association du personnel de l'UE pour la paix (EU Staff for Peace) a adressé, le 22 mai, une [lettre](#) aux dirigeants des trois principales institutions de l'UE (Ursula von der Leyen, Roberta Metsola, et António Costa) pour leur dire leur mal-être face à la politique de l'UE vis-à-vis du massacre israélien de la population civile de Gaza.

Rappelant que l'UE est fondée sur les principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, et que ces valeurs sont inscrites dans les Traités, ils assurent, qu'en tant que fonctionnaires européens fidèles à l'Union et à ses Traités, ils demandent la prise de mesures concrètes et immédiates comme l'interdiction de commerce d'armes avec Israël et l'application des inculpations de la Cour pénale internationale.

☞ Il y a un an, la même association avait rassemblé plus de 2 000 fonctionnaires pour réclamer la révision de l'accord d'association UE-Israël que le Conseil vient juste de débiter.

3546 De nombreuses subventions européennes sont dépensées sans tenir compte de leur impact négatif sur les droits fondamentaux de communautés marginalisées

Bridge EU, un programme de la Commission européenne, a publié un [rapport](#) intitulé : « *1.1 billion euros, 63 projects, 6 countries, 1 pattern : How EU funds violate fundamental rights* ». Selon ce document, « environ 1,1 milliard d'euros de financements européens ont été dépensés pour des projets contribuant à des violations des droits fondamentaux de communautés marginalisées ».

S'appuyant sur des exemples en Pologne, en République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et en Grèce, Bridge EU documente 63 exemples de « pratiques néfastes financées par l'UE : la ségrégation scolaire des communautés roms et des enfants handicapés ; le recours à des logements temporaires pour les communautés roms ; le placement en institution des personnes handicapées et des enfants roms ; la privation de liberté des personnes issues de l'immigration ; l'accès limité, voire inexistant, à des services publics généraux (non ségrégués) de qualité ; les refoulements forcés de personnes issues de l'immigration ».

Les exigences en matière de droits fondamentaux « sont mal comprises par les parties prenantes », souligne le rapport. Il « est donc urgent de renforcer les capacités de tous les

pays participants, et au niveau de l'UE, à signaler les cas de violations des droits fondamentaux liées aux fonds européens ».

3547 Neuf États membres du Conseil de l'Europe remettent en cause les conclusions de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'immigration

Le Danemark et l'Italie, suivis de l'Autriche, de la Belgique, de la Tchéquie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, ont publié une [lettre](#) commune appelant à un « dialogue nouveau et ouvert » sur l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour européenne des droits de l'homme.

3548 La Hongrie et la Slovaquie s'opposent aux autres membres de l'UE sur le rôle des ONG

Les ministres des Affaires européennes de l'UE ont procédé, le 27 mai, à une nouvelle audition de la Hongrie sur l'État de droit.

Vingt États membres ont exprimé, dans une déclaration conjointe, leurs graves préoccupations et demandé à la Commission d'utiliser tous ses outils pour forcer le gouvernement hongrois à revenir sur ses récents projets de loi. Ils s'inquiètent en particulier du nouveau projet sur la transparence de la vie publique visant à étendre les prérogatives de l'Office chargé d'appliquer la loi sur la souveraineté devant traquer les financements et interférences étrangers.

Michael McGrath, commissaire européen à la Justice, a écrit à János Bóka, ministre hongrois des Affaires européennes : « Le projet constitue une violation du droit de l'UE, notamment des libertés du marché intérieur, ainsi que de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Nous avons demandé au gouvernement hongrois de retirer ce projet. À défaut, et s'il légifère et promulgue cette loi, nous sommes prêts à utiliser les outils à notre disposition en tant que Commission. »

La Hongrie et la Slovaquie ont bloqué l'adoption d'un [projet de conclusions](#) du Conseil

de l'Union européenne sur la résilience démocratique dans l'UE. Le désaccord de Budapest et de Bratislava réside dans le rôle de la société civile.

3549 La stratégie de l'UE pour « affaiblir la Russie »

L'European Union Institute for Security Studies (EUISS) a publié un rapport, le 22 mai, *Unpowering Russia : How the EU can counter and undermine the Kremlin* (Affaiblir la Russie : comment l'UE peut contrer et saper le Kremlin).

Selon l'EUISS, cet objectif est « à la fois urgent et faisable ». [...] L'UE dispose d'une portée diplomatique, d'un poids économique, d'outils de sécurité et d'une solide expérience en matière de recherche de partenariats [...]. Mais elle doit utiliser ces atouts avec détermination et une intention stratégique. »

👉 L'EUISS est l'ancien institut de recherche de l'Union de l'Europe occidentale (1954-2011).

3550 L'UE repense sa stratégie en mer Noire sans la Russie

Sous l'impulsion de Kaja Kallas, haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, l'UE est en train de [revoir sa politique avec les États de la mer Noire](#). Il s'agit pour Bruxelles de repenser la stratégie élaborée en 2007, en excluant cette fois la Russie.

3551 Des centaines de millions de dollars gaspillés en Ukraine

Une enquête du *Financial Times* « a révélé comment des centaines de millions de dollars, payés par Kiev à des intermédiaires étrangers pour obtenir des équipements militaires vitaux, ont été gaspillés au cours des trois dernières années de guerre ».

3552 Amnesty International « indésirable » en Russie

Le 19 mai, le parquet général russe a déclaré « indésirable » l'association Amnesty International. Il lui reproche de « faire tout son possible pour renforcer la confrontation militaire dans la région, justifier les crimes des néo-nazis ukrainiens et d'appeler à augmenter leur financement ».

3553 Dmitri Medvedev met en cause l'ONU

Lors du Forum juridique de Saint-Petersbourg, Dmitri Medvedev a décrit l'ONU et le Conseil de sécurité comme inadaptés à la crise que traverse le droit international et à la transformation de l'ordre mondial.

👉 Moscou considère depuis longtemps les Nations unies comme inadaptées. Il avait même envisagé, il y a vingt ans, de s'en retirer et de créer une structure rivale en Grèce. Cependant, à la demande de Beijing, ce projet n'a jamais été mis en œuvre. Le fait que le vice-président du Conseil de sécurité russe rouvre ce dossier laisse penser que Moscou pourrait prendre une initiative alors que le président Donald Trump considère, lui aussi, que cette institution n'est pas récupérable.

AFRIQUE

3554 Enquête du FBI sur le financement du Hezbollah en Côte d'Ivoire

Sur dénonciation de la direction générale marocaine des études et de la documentation (renseignement extérieur), les services de renseignements ivoiriens et le bureau régional du FBI basé au sein de l'ambassade états-unienne de Dakar ont ouvert une enquête sur les réseaux de financement du Hezbollah libanais.

3555 Le bilan économique du Burkina Faso

Selon l'Autrichien Peter F. Mayer, depuis le coup d'État d'Ibrahim Traore, c'est-à-dire depuis deux ans et demi, [la situation économique du Burkina Faso s'améliore](#) même si les libertés politiques y sont restreintes :

1. Le PIB du Burkina Faso est passé d'environ 18,8 milliards de dollars à 22,1 milliards de dollars.
2. Il a refusé les prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Il a déclaré : « L'Afrique n'a besoin ni de la Banque mondiale, ni du FMI, ni de l'Europe, ni de l'Amérique. »
3. Il a réduit de 30 % les salaires des ministres et des députés et augmenté de 50 % ceux des fonctionnaires civils.
4. Il a remboursé la dette locale du Burkina Faso.
5. Il a fondé deux usines de transformation de tomates, les premières au Burkina Faso.
6. En 2023, il a ouvert une mine d'or ultramoderne afin d'améliorer les capacités de transformation locales.
7. Il a mis fin à l'exportation d'or brut du Burkina Faso vers l'Europe.
8. Il a construit une deuxième usine de transformation du coton au Burkina Faso. Auparavant, le pays n'en comptait qu'une seule.
9. Il a ouvert le premier Centre national d'appui à la transformation artisanale du coton afin d'aider les producteurs de coton locaux.
10. Il a interdit le port de la perruque et de la robe des avocats britanniques devant les tribunaux locaux et a introduit le port de vêtements traditionnels burkinabés.
11. Il a donné la priorité à l'agriculture en distribuant plus de 400 tracteurs, 239 motoculteurs, 710 motopompes et 714 motos afin de stimuler la production et de soutenir les acteurs ruraux.
12. Il a facilité l'accès à des semences améliorées et à d'autres intrants agricoles afin d'accroître la production agricole.

13. La production de tomates au Burkina Faso est passée de 315 000 tonnes en 2022 à 360 000 tonnes en 2024.

14. La production de millet est passée de 907 000 tonnes en 2022 à 1,1 million de tonnes en 2024.

15. La production de riz est passée de 280 000 tonnes en 2022 à 326 000 tonnes en 2024.

16. Il a interdit toutes opérations militaires françaises au Burkina Faso.

17. Il a interdit les médias français au Burkina Faso.

18. Il a expulsé les troupes françaises du Burkina Faso.

19. Son gouvernement construit de nouvelles routes, élargit les routes existantes et transforme les routes non goudronnées en routes asphaltées.

20. Il construit un nouvel aéroport, l'aéroport de Ouagadougou-Donsin, qui devrait être achevé en 2025 et qui aura une capacité d'accueil d'un million de passagers par an.

3556 La Namibie commémore le génocide des Hereros et des Namas par le Deuxième Reich

Le 28 mai a été fixé comme date de la commémoration nationale du génocide des Hereros et des Namas. C'était la date, en 1907, de la fermeture officielle des camps d'extermination du Deuxième Reich dans sa colonie namibienne. Pour la première fois, toutes les autorités namibiennes ont célébré la mémoire des martyrs de la colonisation.

☞ Le 2 octobre 1904, le général Lothar von Trotha avait donné l'ordre d'extermination des Hereros namibiens. En 1905, plusieurs camps de concentration sont ouverts à Windhoek, Swakopmund et Shark Island. Les prisonniers y meurent à cause des travaux forcés et des maladies. Les restes de certaines victimes sont envoyés en Allemagne pour des expérimentations scientifiques qui nourrissent les thèses anthropologiques basées sur la

différence raciale. On estime qu'environ 80 % des Hereros et 50 % des Namas ont été exterminés en quatre ans. Leurs terres et le bétail sont également confisqués.

☞ Un officier allemand, Franz Xaver Höß, a joué un rôle important dans ce génocide. Son fils, Rudolph Höß, a participé à l'organisation du génocide des chrétiens pontiques (dont les Arméniens) par les mercenaires kurdes de l'Empire ottoman, puis a dirigé le camp d'extermination d'Auschwitz. Il a été condamné à mort par pendaison en tant que criminel de guerre en 1947 et exécuté sur le site de l'ancien camp principal.

3557 John Dramani Mahama dénonce la manipulation coloniale de Donald Trump

Dans une [tribune libre](#) publiée par le *Guardian* du 28 mai, John Dramani Mahama, président ghanéen, commente l'altercation entre son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, et le président Donald Trump.

Il écrit : « Ces déclarations sont un exemple clair de la manière dont le langage peut être utilisé pour étendre les effets des injustices antérieures. Ce mode de violence est utilisé depuis longtemps contre les Africains autochtones. Et il ne peut pas se contenter de se heurter au silence.

L'écrivain kényan Mzee Ngogo wa Thiong'o a écrit : « La conquête des langues, contrairement à la forme militaire, dans laquelle le vainqueur doit soumettre directement l'ensemble de la population, est moins chère et plus efficace [...]

Si les Sud-Africains noirs avaient voulu se venger des Afrikaners, ils l'auraient certainement fait il y a des décennies lorsque la douleur de leur situation antérieure était encore fraîche dans leurs esprits. Qu'y a-t-il, à ce stade, à gagner en tuant et en persécutant brutalement des gens que vous auriez depuis longtemps pardonné ? [...]

“Si vous voulez détruire un peuple”, a dit un jour l'archevêque Desmond Tutu, “vous détruisez leur mémoire, vous détruisez leur histoire”. La mémoire, cependant, est longue.

Elle circule dans les veines de nos enfants et de leurs enfants. La terreur de ce que nous avons vécu est stockée au niveau cellulaire. Tant que ces histoires seront racontées, à la maison, à l'église, au salon de la beauté et du barbier, dans les écoles, dans la littérature, la musique et à l'écran, alors nous, les fils et les filles d'Afrique, continuerons à savoir ce à quoi nous avons survécu et qui nous sommes. »

ASIE

3558 Israël autorise GHF à distribuer de l'aide humanitaire à Gaza

- Le gouvernement israélien a annoncé que l'association états-unienne basée en Suisse, GHF (Fondation humanitaire de Gaza), serait responsable des livraisons de nourriture à Gaza.

☞ Cette association n'a été formée que cette année. Selon Yaïr Lapid, chef de l'opposition à la Knesset, elle serait financée discrètement par le gouvernement israélien lui-même via des sociétés fictives états-uniennes, ce que confirment les [enquêtes du Washington Post](#) et [du New York Times](#).

- Son directeur, Jake Wood, a immédiatement présenté sa démission.

☞ TRIAL International, une ONG basée en Suisse, a déclaré qu'elle avait déposé deux conclusions juridiques demandant aux autorités suisses d'enquêter sur la conformité du GHF enregistré en Suisse avec le droit suisse et le droit international humanitaire. Le problème central soulevé par TRIAL International est de savoir si des associations humanitaires peuvent avoir recours ou pas à des sociétés militaires privées.

- Dès le premier jour, la distribution a donné lieu à un [massacre](#). Des coups de feu ont été tirés et de nombreux Palestiniens sont morts.

3559 Un accord de paix entre Israël et le Hamas

La Maison-Blanche a annoncé avoir rédigé un accord de paix entre Israël et le Hamas. Il devrait être publié de manière imminente.

3560 Sergueï Lavrov et Marco Rubio pourraient se coordonner en Syrie

- Après les bombardements israéliens autour du palais présidentiel à Damas, Israël, sur une suggestion états-unienne, a commencé à négocier avec la Syrie via les Émirats arabes unis.
- Après les massacres d'Alaouites, puis de Druzes et enfin de Kurdes ; après les réceptions du président autoproclamé al-Charaa, d'abord par le président français Emmanuel Macron, puis par son homologue états-unien, Donald Trump ; après deux attaques de la base russe d'Hmeimim par des jihadistes chinois ; après la levée des mesures coercitives unilatérales (improprement qualifiées de « sanctions ») de l'Union européenne, puis des États-Unis, le ministère russe des Affaires étrangères et le département d'État états-unien envisagent de coordonner leur politique en Syrie.

3561 L'UE suspend ses anciennes mesures coercitives unilatérales contre la Syrie et en prend d'autres

Suivant l'exemple des États-Unis, l'UE a annulé ses mesures coercitives unilatérales vis-à-vis de la Syrie. Cependant, elle en a pris d'autres contre les milices responsables des récents massacres d'Alaouites, de Druzes et de Kurdes. Ont été désignés :

- Muhammad Hussein al-Jasim, fondateur et dirigeant de la Brigade Sultan Souleymane Chah ;
- Sayf Boulad Abu Bakr, chef de la Division al-Hamza, une milice armée créée en 2016 ;
- les entités Sultan Sulaiman Shah Brigade (brigade), la Division al-Hamza et la Division Sultan Mourad.

3562 La Corée du Nord dénonce le projet états-unien de Dôme d'or

La Corée du Nord a dénoncé le projet états-unien de Dôme d'or comme « un produit typique de l'Amérique d'abord, le sommet de la justice, de l'arrogance, de la haute conduite et de la pratique arbitraire », affirmant qu'il

représente « un scénario de guerre nucléaire dans l'espace soutenant la stratégie états-unienne de domination unipolaire avec l'implantation préventive de la sous-structure militaire extra-atmosphérique ».

Après la Russie et la Chine, la Corée du Nord est le troisième État à dénoncer le projet de Dôme d'or comme une relance de la course aux armements. Cette arme, si elle était réalisée, rendrait en effet possible une « première frappe » nucléaire.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3563 Création de l'Organisation internationale de médiation

L'Organisation internationale de médiation (OIM) ouvrira ses portes à Hong Kong. Il s'agira d'une agence des Nations unies qui proposera, notamment aux États les moins fortunés, des services de médiation plutôt que des procès onéreux. 60 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, ainsi qu'une vingtaine d'organisations internationales, dont l'ONU, assisteront à la cérémonie de signature de la Convention.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°136 - 6 juin 2025

ÉDITORIAL

3564 Le PiS conserve la présidence polonaise

- Le second tour de l'élection présidentielle polonaise s'est tenu le 1^{er} juin. Les résultats sont :
 - Karol Nawrocki – PiS : 10 606 877 suffrages exprimés, soit 50,89 % des votants ;
 - Rafał Trzaskowski – KO : 10 237 286 suffrages exprimés, soit 49,11 % des votants.

• La présidence reste donc au PiS. Sachant que le président dispose d'un droit de veto sur toutes les décisions du gouvernement, Karol Nawrocki avait fait signer une déclaration en huit points aux personnalités le soutenant :

« - Je ne signerai aucune facture qui augmenterait les impôts, les contributions, les redevances ou introduirait de nouvelles charges fiscales.
- Je ne signerai aucune loi restreignant la circulation des espèces et je protégerai le zloty polonais.
- Je ne signerai aucune loi restreignant la liberté d'exprimer des opinions qui soient conformes à la Constitution polonaise.
- Je ne permettrai pas que des soldats polonais soient envoyés sur le territoire ukrainien.
- Je ne signerai pas de loi sur la ratification de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
- Je ne signerai aucune loi limitant l'accès des Polonais aux armes.
- Je n'accepterai pas le transfert des compétences des autorités de la République de Pologne aux organes de l'Union européenne.
- Je ne signerai pas la ratification de nouveaux traités de l'UE qui affaiblissent le rôle de la Pologne, par exemple en affaiblissant son droit de vote ou en supprimant le droit de veto. »

☞ La population polonaise reste marquée par la disparition du pays, quatre fois dans son histoire (la dernière fois, durant la Seconde Guerre mondiale). Elle se divise entre ceux qui craignent le plus la Russie et ceux qui craignent le plus l'Allemagne. Dans la pratique, la majorité des Polonais mise donc sur... les États-Unis.

Ils perçoivent « l'Union européenne » comme un projet allemand, le Premier ministre Donald Tusk a même été qualifié « d'agent allemand » par Karol Nawrocki ; il est vrai que Donald Tusk est un ami d'enfance d'Angela Merkel à laquelle il doit toute sa carrière politique. Une petite majorité de Polonais préférerait donc « l'Initiative des trois mers » (c'est-à-dire le projet prométhéen de Józef Piłsudski, l'*Intermarium*, continuation de la République des Deux Nations, composé de la Pologne et de la Lituanie). (...)

(...) ➡ À cela s'ajoute le traumatisme des massacres opérés, durant et avant la Seconde Guerre mondiale, par les « nationalistes intégraux » ukrainiens, aujourd'hui au pouvoir à Kiev. Outre le fait que leur chef, Stepan Bandera, assassina le ministre de l'Intérieur polonais, Bronisław Pieracki, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) tenta de nettoyer ethniquement la Volhynie en massacrant au moins 100 000 civils polonais.

Les Polonais sont donc divisés quant à l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. D'un côté, ils sont solidaires des Ukrainiens face à une « invasion » russe, d'un autre, ils partagent largement la crainte russe des collaborateurs des nazis (cf. VAI 2920). La commémoration des massacres de Volhynie est donc devenue une affaire d'État, d'autant plus que l'Ukraine refuse d'y participer.

AMÉRIQUES

3565 Tulsi Gabbard envisage des formes innovantes pour le briefing présidentiel du Renseignement

Sachant que le président Donald Trump ne lit aucune note ni rapport, la directrice nationale du Renseignement, Tulsi Gabbard, réfléchit à de nouvelles modalités pour le briefing présidentiel du Renseignement. Celui-ci comprend déjà des croquis et des schémas. Il pourrait aussi inclure des vidéos, comme cela était fait pour le président Ronald Reagan. Il semble qu'en définitive le briefing pourrait prendre la forme des débats de Fox News.

3566 Le DOGE continue son action

Après qu'Elon Musk a quitté le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE), ses successeurs à la Maison-Blanche ont entrepris de régulariser certaines de ses coupes budgétaires. Ils ont présenté au Congrès une loi rapportant de nombreux budgets pour une première tranche de 9,4 milliards de dollars incluant la National Public Radio (NPR) et le Public Broadcasting Service (PBS).

➡ Présentant son bilan, Elon Musk a souligné n'être parvenu, en 134 jours, qu'au dixième de ses objectifs. Il a cependant réussi à stopper l'hémorragie. Il a, par exemple, désactivé plus d'un demi-million de cartes de crédit gouvernementales réparties entre 32 agences et rayé plus de 20 millions de personnes âgées de 100 ans et plus des fichiers d'aide médicale.

3567 La Cour suprême abroge la « libération conditionnelle » de 500 000 migrants latino-américains

La Cour suprême, qui s'est montrée très réservée sur l'usage de l'*Alien Enemies Act* de 1798 pour lutter contre l'immigration illégale, a, au contraire, validé l'abrogation par l'administration Trump du statut dérogatoire accordé par l'administration Biden à 500 000 migrants originaires de Cuba, de Haïti, du Nicaragua ou du Venezuela. Il s'en suit que ces migrants sont immédiatement expulsables.

3568 Pete Hegseth affirme la présence militaire des États-Unis dans la sphère chinoise

Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, a [déclaré](#), le 30 mai au Shangri-La Dialogue de Singapour, que le président chinois Xi Jinping avait ordonné à l'Armée populaire de libération de se préparer à un assaut sur Taïwan d'ici à 2027.

Il a également déclaré : « Nous ne cherchons pas à entrer en conflit avec la Chine communiste. [...] Mais nous ne serons pas chassés de cette région critique et nous ne laisserons pas nos alliés et nos partenaires être subordonnés et intimidés. »

La Chine qui, pour la première fois, ne participait pas à ce forum a immédiatement réagi, lui reprochant de promouvoir une « mentalité de Guerre froide » et d'attiser la « confrontation des blocs ».

3569 Les révélations du FBI

- Le FBI a annoncé qu'il allait publier la vidéo de l'incarcération de Jeffrey Epstein montrant

qu'il n'a pas été assassiné en prison, mais s'est suicidé le 10 août 2019. Selon son directeur adjoint, Dan Bongino, « il n'y a ni ADN, ni enregistrement audio, ni empreintes digitales, ni suspect. Ni complice. Ni piste. Rien. La vidéo est claire comme de l'eau de roche. Il est le seul à l'intérieur et le seul à en sortir. On le voit bien. »

Il a également annoncé que des milliers de documents avaient été retrouvés, dont des vidéos des abus commis sur des mineurs.

- Kris Patel, directeur du FBI, a annoncé que son agence allait publier de nouvelles informations sur l'émeute du 6 janvier 2021 et la prise du Capitole. Il semble que des agents du FBI ont participé à ce qui a été mensongèrement présenté comme une « insurrection ».

3570 Marco Rubio présente sa réforme du secrétariat d'État

Marco Rubio, secrétaire d'État, a notifié, le 29 mai au Congrès, son plan de réorganisation de son ministère. Il prévoit une réduction du personnel de 15 % et la suppression des programmes liés aux réfugiés et à l'immigration, ainsi qu'aux Droits de l'homme et à la Promotion de la démocratie, que l'administration Trump estime être conçus d'une manière incompatible avec ses priorités et ses politiques.

3571 Les collaborateurs de Joe Biden ont-ils usurpé sa signature ?

Le déclin cognitif de Joe Biden est désormais évident. Il a débuté, il y a plusieurs années. Certains de ses collaborateurs ont admis l'avoir masqué au public et avoir pris des décisions à sa place. Aussi le département de la Justice a ouvert une [enquête](#) pour falsification, usurpation d'identité d'un fonctionnaire fédéral et même corruption. Il s'agit de savoir si le président Biden était conscient de l'utilisation de sa signature automatique ou si ses collaborateurs l'ont usurpée. La signature automatique n'est utilisée que dans certains cas et fait l'objet d'une

notification sur un registre. Au cours de ses derniers mois à la Maison-Blanche, elle a été utilisée plusieurs milliers de fois.

Des actes signés automatiquement, notamment des grâces présidentielles, pourraient être annulés.

3572 Karine Jean-Pierre pourrait révéler qui a manipulé l'ancien président Joe Biden

Karine Jean-Pierre, qui fut la porte-parole du président Joe Biden, publiera le 18 juin *Moving Forward : A Story of Hope, Hard Work, and the Promise of America* (« Aller de l'avant : une histoire d'espoir, de travail acharné et de la promesse de l'Amérique »). Elle devrait révéler de nombreuses informations sur les trois semaines durant lesquelles l'entourage du président l'a convaincue de se retirer.

3573 Audition des conseillers de Joe Biden

La Commission de surveillance et de réforme du gouvernement de la Chambre des représentants a décidé d'auditionner les proches collaborateurs de Joe Biden pour savoir s'il y a eu ou non une volonté de certains d'entre eux de masquer le déclin cognitif du président. Dans un premier temps, la commission a convoqué :

- Mike Donilon, ancien conseiller principal ;
- Ron Klain, chef de cabinet ;
- Bruce Reed, chef de cabinet adjoint ;
- Anita Dunn, conseillère principale en communication ;
- Steve Ricchetti, conseiller du président.

3574 Donald Trump rompt avec la Federalist Society

Le président Donald Trump a brutalement rompu avec la Federalist Society qui avait inspiré 80 % de ses nominations de juges durant son premier mandat. Une altercation l'a opposé au vice-président de l'association, Leonard Leo, après la décision de la Cour du commerce international (USCIT) lui interdisant d'édicter

des droits de douane. Il s'en est expliqué dans un [post](#) exceptionnellement long, le 30 mai.

👉 La [Federalist Society](#) est l'auteur de l'*USA Patriot Act* qu'elle a rédigé dans les deux années ayant précédé les attentats du 11 septembre 2001. Elle est aujourd'hui impliquée dans le coup d'État judiciaire en Israël aux côtés de Simcha Rotman, président de la Commission de la Constitution, du Droit et de la Justice à la Knesset.

3575 L'Armée de Terre parvient de nouveau à recruter du personnel

L'Armée de Terre des États-Unis est parvenue à recruter 61 000 nouveaux soldats, en 2025, avec quatre mois d'avance sur son programme. C'est un retournement de tendance puisque l'Armée de Terre ne parvenait plus à recruter suffisamment de personnel depuis plus d'une décennie.

Selon les spécialistes, cette évolution serait liée à l'abandon de l'idéologie *woke* et au retour de la « culture du guerrier ».

3576 L'ultimatum des États-Unis à Israël et au Hamas

Une grande confusion a accompagné la proposition états-unienne de paix en Palestine, l'envoyé spécial Steve Witkoff ayant interprété à tort la réponse du Hamas comme une fin de non-recevoir. Celle-ci comprend les points suivants :

- Cessez-le-feu de 60 jours pendant lequel les États-Unis se porteront garants d'Israël.
- Libération de 10 otages vivants et restitution de 18 corps. La moitié est relâchée le premier jour, le reste le septième jour.
- Distribution d'aide humanitaire à Gaza par l'ONU et la Croix-Rouge et non plus par la Fondation humanitaire.
- Retrait des forces israéliennes de Gaza.
- Libération de 125 prisonniers palestiniens purgeant des peines d'emprisonnement à vie et de 1 111 Gazaouis arrêtés après le 7 octobre,

plus restitution de 180 corps de Palestiniens ; la moitié le premier jour, le reste le septième jour.

- Au cours du dixième jour, le Hamas fournira des preuves de la vie et des rapports médicaux pour tous les otages restants. En retour, il partagera des informations sur les habitants de Gaza détenus et les dépouilles détenues.
- Le Hamas s'engage à assurer la santé, la sécurité et le bien-être des otages pendant le cessez-le-feu.
- Des négociations en vue de la conclusion dans les 60 jours auront lieu. En cas de succès, tous les otages restants seront libérés ; dans le cas contraire, le cessez-le-feu pourra être prolongé.

Le Hamas, qui craint qu'Israël ne se ravise avant la seconde phase, a proposé que l'accord se fasse en trois phases et non plus en deux.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le grand jeu de la guerre](#) », par Manlio Dinucci

Le président Donald Trump manie le chaud et le froid. Il a menacé son homologue russe, Vladimir Poutine, tout en déclarant que le président non élu ukrainien provoquait ce qui se passait. Ses alliés du G7, qu'il a déjà menacé d'abandonner, ne retiennent de ce qu'il dit que ce qui les arrange. Ils se préparent à célébrer la victoire des « nationalistes intégraux » ukrainiens et à reconstruire à leurs frais ce pays. Peu importe qu'il n'y ait aucune victoire en vue ni d'argent pour cette reconstruction : la guerre n'est qu'un jeu dont nous sommes les héros.

3577 Le sénat conteste la suspension de la coopération avec l'UE en matière de « sanctions » contre la Russie

Selon le *Süddeutsche Zeitung*, les États-Unis [ont mis fin à leur coopération](#) avec l'Union européenne en matière de sanctions contre la Russie.

Jusqu'ici, les sanctions étaient étudiées et proposées par le Groupe d'experts Yermak-McFaul de la Kyiv School of Economics et de la Yale School of Management. Elles étaient approuvées par le département d'État, puis

transmises au Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Les mesures coercitives unilatérales de l'UE étaient la copie conforme de celles des USA.

Le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) et 50 de ses collègues avaient introduit, le 1^{er} avril 2024, une proposition de loi sur les sanctions contre la Russie (S.1241). À l'époque, il s'agissait de faire entrer dans la loi la politique de l'administration Biden contre la Russie. Aujourd'hui, il s'agit de l'imposer à l'administration Trump.

Le 2 juin à Berlin, Lindsey Graham a rencontré Ursula von der Leyen, présidente de l'Union européenne. Il s'est proposé de coordonner le Congrès et l'UE face à la Russie. Mme von der Leyen s'est dite particulièrement intéressée par un abaissement du plafond du prix du pétrole exporté par la Russie, actuellement à 60 dollars, qui pourrait être placé à 40 dollars.

3578 Les Frères musulmans bientôt interdits aux États-Unis ?

Après l'assassinat de deux diplomates israéliens à Boulder, le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) et une foule de ses collègues préparent le dépôt d'un projet de loi visant à déclarer la Confrérie des Frères musulmans « organisation terroriste ».

☞ La Confrérie des Frères musulmans est, au moins depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une association contrôlée par les services de Renseignements britanniques. Durant la Guerre froide, elle a fourni un appui aux opérations de la CIA et du Pentagone, notamment en Afghanistan et en Yougoslavie. L'Allemagne et la France ont accordé l'asile politique à leurs dirigeants après diverses tentatives de coups d'État dans des pays musulmans, tout au moins jusqu'à la « guerre civile » en Algérie (« décennie noire » 1992-2002). La quasi-totalité des chefs terroristes islamistes en sont issus, d'Oussama Ben Laden à Ahmed el-Charaa. L'actuel roi Charles III du Royaume-Uni en a longtemps été le protecteur lorsqu'il était prince de Galles.

EUROPE

3579 Londres publie sa *Strategic Defence Review 2025*

Le Royaume-Uni a publié sa *Strategic Defence Review 2025* (« Revue de défense stratégique 2025 »).

Ce [document](#) indique que, selon Londres, le monde est en proie à une « multipolarité » croissante et à une « intensification de la concurrence stratégique », aggravée par une évolution technologique rapide. La Russie est considérée comme une « menace immédiate et pressante », la République populaire de Chine (RPC) comme un « problème complexe et persistant », et la Corée du Nord et l'Iran en tant que « perturbateurs régionaux ».

Pour relever ce défi, le SDR recommande que l'armée britannique doive pivoter vers la « préparation de guerre » et s'adapter à de nouvelles manières de lutter. Il préconise :

- de placer la dissuasion nucléaire au cœur de la sécurité nationale, soutenue par 15 milliards d'euros pour le programme d'ogives souveraines dans le cadre du renouvellement de la dissuasion nucléaire de Trident existante ;
- de s'engager à une politique de « l'OTAN d'abord », tout en maintenant des partenariats mondiaux tels qu'AUKUS et le programme aérien mondial de lutte (GCAP) ;
- d'investir 6 milliards d'euros dans la production de munitions, y compris six nouvelles usines et un budget annuel supplémentaire de 11 milliards d'euros pour les équipements ;
- d'augmenter les capacités de production de missiles de la Grande-Bretagne et de construire 7 000 missiles à longue portée ;
- de créer une marine royale « hybride », en combinant 12 sous-marins SSN-AUKUS et plus de destroyers et de frégates avec des navires autonomes et des transporteurs transformés ;
- de développer une force interconnectée électroniquement, et d'allouer 10 % du budget d'achat d'équipements aux nouvelles technologies, en mettant l'accent sur l'avancement de l'intelligence artificielle (IA),

des capacités de cybersystème et des capacités de système autonome.

3580 Londres envisage de disposer de bombardiers atomiques

Selon le *Sunday Times* du 1^{er} juin, des bombardiers britanniques pourraient [porter des bombes nucléaires](#), ce qui représenterait la plus grande avancée de la dissuasion britannique depuis la Guerre froide. Londres négocierait avec les États-Unis l'achat de bombardiers Lockheed Martin F-35 Lightning II pour remplir ce rôle.

La *Strategic Defence Review 2025* n'aborde pas explicitement cette question, mais soutient un engagement accru avec les moyens de l'OTAN.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3581 Le B9 et les pays nordiques s'engagent à consacrer 5 % de leur PIB pour que les États-Unis ne quittent pas le commandement intégré de l'OTAN

Les dirigeants des « neuf de Bucarest » (B9) (un bloc militaire qui comprend les pays baltes, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Bulgarie) et des pays nordiques (le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède), réunis le 2 juin à Vilnius, ont apporté leur soutien à une hausse des dépenses de défense à 5 % de leur PIB et au renforcement de l'industrie de la défense. Le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky a participé par vidéo à la conférence.

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, également présent, a souligné que l'exigence des 5 % du PIB était la condition fixée par Washington pour son maintien à la fonction de commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Dans le cas où les Européens n'y parviendraient pas, le Pentagone

se retirerait du commandement intégré de l'Alliance atlantique.

3582 Le Parlement européen partiellement rassuré par la Slovaquie

Les eurodéputés Javier Zarzalejos (PPE, espagnol), président de la commission des Libertés civiles du Parlement européen, et Sophie Wilmès (Renew Europe, belge), cheffe du groupe de surveillance du PE sur la surveillance de la démocratie, de l'État de droit et du respect des valeurs fondamentales dans l'UE, ont effectué une visite en Slovaquie.

Selon eux : « Nous l'avons constaté, qu'il s'agisse du système judiciaire, des médias ou même de la société civile, la rhétorique utilisée par les représentants du gouvernement, non seulement envers l'opposition, est non seulement très grave, mais elle utilise des termes qui ne sont pas acceptés, même dans le monde politique. Elle vise aussi parfois le système judiciaire, par exemple en appelant les juges par leur nom lorsqu'une décision n'est pas acceptée. Ce qui, bien sûr, lorsque l'on autorise cela envers les juges crée un climat défavorable à l'équilibre des pouvoirs et à l'indépendance des juges. Nous avons constaté la même chose dans le monde des médias, qui est également parfois pris pour cible. »

La délégation a également noté « l'absence de stratégie nationale de lutte contre la corruption ». Ils ont jugé problématiques la réforme du système pénal, la suppression du Bureau du Procureur spécial, avec la dilution du travail entre plusieurs entités, et la restructuration de l'Agence nationale de lutte contre la criminalité.

3583 Ursula von der Leyen reçoit le Prix Charlemagne

Recevant le prix Charlemagne, le 29 mai à Aix-la-Chapelle, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a appelé à la fondation d'une *Pax Europaea* en présence du roi Philippe VI d'Espagne et du chancelier allemand Friedrich Merz.

Selon elle, « un nouvel ordre international va émerger, avant même la fin de cette décennie ». Elle a plaidé pour une Europe indépendante (des États-Unis), incluant l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Donald Trump découple les États-Unis de l'Union européenne](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement à ce que nous avons pensé, en 1991, la chute de « l'Empire américain » ne ressemblera pas à celle de l'URSS. Les alliés ouest-européens de Washington entendent le perpétuer, avec ou sans leur leader. Il s'ensuit que le président Donald Trump les abandonnera en rase campagne.

Après avoir découpé les États-Unis des « sionistes révisionnistes » au pouvoir en Israël, le président Trump les découple de l'OTAN et de l'Union européenne : il ne veut plus que son pays ait quoi que ce soit à faire avec « l'Empire américain » et ses spadassins que sont les « nationalistes intégraux » ukrainiens.

3584 La Serbie exporte des armes vers l'Ukraine

Le service de renseignements extérieurs de la fédération de Russie (SVR) a publié un [communiqué](#), le 28 mai, indiquant que les plus grandes entreprises du complexe militaro-industriel serbe, y compris le SDPR Yugoimport, le Zenitprom, le Krušik, le Canfag, le Reyer DTI, le Sloboda et le Prvi Partizan, participent à un trafic international vers l'Ukraine.

De faux « certificats de destination finale » sont libellés au nom de la République tchèque, de la Pologne, de la Bulgarie et de certains États africains pour masquer ce trafic.

☞ Officiellement la Serbie est un allié indéfectible de la Russie bien qu'elle postule à adhérer à l'Union européenne.

3585 Vasyl Malyuk, l'Otto Skorzeny ukrainien

C'est le général Vasyl Malyuk, directeur du service de sécurité d'Ukraine (SBU), qui a planifié et commandé l'opération d'infiltration et de bombardement de plusieurs aérodromes russes.

☞ Ce « nationaliste intégral » est un spécialiste des opérations secrètes. Il a débuté sa carrière en 2014 contre les « Moscovites » du Donbass. Il a éliminé physiquement des centaines de « traîtres » et supervisé l'interdiction de l'Église orthodoxe. Il s'est fait connaître du public en réalisant les deux opérations contre le pont de Crimée.

3586 Seconde rencontre directe Ukraine / Russie

La seconde rencontre directe entre l'Ukraine et la Russie s'est tenue, le 1^{er} juin, à Istanbul. Les deux délégations ont échangé leurs feuilles de route respectives.

- La délégation ukrainienne a proposé un cessez-le-feu total d'au moins 30 jours, suivi du retour de tous les prisonniers détenus par chaque partie et des enfants ukrainiens emmenés sur le territoire russe, puis d'une rencontre entre le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le dirigeant russe Vladimir Poutine.

Kiev considère comme non négociable :

- l'absence de restrictions de sa puissance militaire après la conclusion d'un accord de paix ;
- la non-reconnaissance internationale de la souveraineté russe sur les parties de l'Ukraine conquises par les forces russes ;
- les réparations qui devront être payées par la Russie.

Le document précise également que la localisation actuelle de la ligne de front servira de point de départ aux négociations territoriales.

- La délégation russe a d'abord fixé les points à ses yeux non négociables :

- la reconnaissance de l'intégration à la Fédération de Russie de tous les territoires l'ayant demandée par référendum et le retrait de toutes les forces ukrainiennes de la Russie ;
- la neutralité militaire de l'Ukraine et la dénonciation de tous les accords qui s'y opposent ;
- la confirmation de l'absence d'armes atomiques sur le territoire ukrainien ;
- la garantie des pleins droits de la population russe et russophone en Ukraine et l'octroi du statut officiel à la langue russe ;
- la dénazification du pays par l'adoption de lois appropriées et dissolution des milices nationalistes intégrales ;
- la levée des mesures coercitives unilatérales contre la Russie ;
- la renonciation aux réclamations mutuelles pour dommages subis pendant les hostilités ;
- la suppression des restrictions imposées à l'Église orthodoxe d'Ukraine.

Puis, la délégation russe a demandé la renonciation aux actes de sabotage et aux activités subversives contre la Fédération de Russie et ses citoyens, suivie de la levée de la loi martiale et de la tenue d'élections libres afin de désigner un président légitime capable de signer la paix.

- Vu la très grande différence d'approche de chaque délégation, il a été convenu que chacune en discuterait avec ses propres mandants. En attendant, il a été conclu un vaste échange de prisonniers.
- Le président Vladimir Poutine a téléphoné à son homologue états-unien pour lui dire que son pays devait riposter aux attaques ukrainiennes contre ses aéroports stratégiques

3587 La Russie a reconstruit en quinze ans l'ensemble de ses bases nucléaires

DanWatch et *Der Spiegel* sont parvenus à se procurer plus de [2 millions de documents du ministère russe de la Défense](#) présents sur un serveur en accès libre. Il s'agit des plans détaillés des bases militaires qui ont été rénovées depuis une quinzaine d'années.

Il apparaît que la Fédération de Russie a entièrement rénové son système de dissuasion nucléaire, bien avant que le président Vladimir Poutine ne l'annonce, en 2020.

☞ Notez bien que la Russie respecte jusqu'en février 2016 le traité START qui stipule que les bombardiers stratégiques doivent être visibles par « les moyens techniques nationaux (MTN) de vérification, tels que l'imagerie satellitaire, pour permettre la surveillance de l'autre partie ». C'est ce qui a rendu possible « l'opération Toile d'araignée » (attaque ukrainienne contre les aéroports stratégiques russes).

☞ La concomitance entre les révélations de DanWatch et *Der Spiegel* et l'attaque ukrainienne du 2 juin laisse à penser qu'elles peuvent être coordonnées.

AFRIQUE

3588 Le maréchal Khalifa Haftar montre ses forces

Les forces armées arabes libyennes (GAAF) du maréchal Khalifa Haftar ont organisé un défilé militaire d'une ampleur sans précédent, le 26 mai à Benghazi.

Environ 13 500 fantassins ont défilé aux côtés d'unités d'élite - des forces spéciales, des parachutistes, des ingénieurs, des équipes CBRN (chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires) et des éléments de guerre électronique. Mais ce sont les moyens terrestres et aériens qui ont transmis le message de base. La LAF a dévoilé les systèmes de défense aérienne Tor-M2E et Pantsir-S1 fournis par la Russie, les hélicoptères Mi-26 et des dizaines de camions militaires Kamaz et Oural. Les blindés améliorés comprenaient des chars en cage en T et des T-62 modernisés, modifiés pour contrer les drones à la première personne (FPV) et les missiles guidés antichars (ATGM) – adaptations reflétant les pratiques du champ de bataille affinées par les forces russes en Ukraine.

L'apparition d'avions MiG-29 et Su-24 a donné des indications sur des capacités aériennes renforcées. Des drones à décollage et atterrissage verticaux (VTOL) de fabrication chinoise, à la fois de reconnaissance et à double usage, ont également été présentés.

Par cette démonstration de force, le maréchal Khalifa Haftar entendait manifester que son armée est la seule qui compte en Libye.

ASIE

3589 Morgan Ortagus sur le départ

Selon Channel 14, Morgan Ortagus, l'envoyée spéciale adjointe du président Donald Trump pour le Moyen-Orient, devrait être relevée de ses fonctions. Il semble que sa position sur le dossier libanais soit contestée à Washington. À la différence de son patron, Steve Witkoff, elle s'était prononcée pour Israël, contre le Hezbollah, et ne semblait pas favorable à une intervention du Fonds monétaire international (FMI) pour restaurer l'économie libanaise.

☞ Le découplage des États-Unis et d'Israël pourrait impliquer le départ de nombreux diplomates états-uniens. C'est déjà le cas d'Eric Trager, responsable du Moyen-Orient au Conseil national de Sécurité des États-Unis. Il était impliqué, pour le compte d'Israël, dans la prise de pouvoir de la Confrérie des Frères musulmans en Égypte (2012).

3590 Gideon Saar demande à la France et au Royaume-Uni de faire pression sur le Hamas

Gideon Saar, ministre israélien des Affaires étrangères a [posté](#) sur X : « Le Hamas a voulu cette guerre avec le massacre du 7 octobre. Il est responsable de sa poursuite en refusant de libérer nos otages et de désarmer. »

Si la France et le Royaume-Uni souhaitent parvenir à un cessez-le-feu, il faut faire pression sur le Hamas qui persiste à dire « non », au lieu d'attaquer Israël qui dit « oui ».

☞ Les injonctions de Gideon Saar n'ont plus aucun effet. Tous se préparent au sommet de New York, coprésidé par le prince Mohamed ben Salmane (MBS) et le président Emmanuel Macron, du 17 au 20 juin. Ce dernier a réaffirmé, le 30 mai, que la reconnaissance d'un État palestinien n'était « pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique ».

3591 Israël interdit une visite ministérielle à Ramallah

- Le 28 mai, les Émirats arabes unis ont convoqué l'ambassadeur d'Israël à propos des « pratiques provocatrices d'extrémistes israéliens » lors d'un rassemblement tenu deux jours plus tôt à Jérusalem pour marquer la prise de la partie orientale de la ville par Tel-Aviv lors de la guerre des Six Jours (1967).

- Le 29 mai, le cabinet Netanyahu annonçait la création de 22 nouvelles colonies – illégales au regard du droit international – réparties à travers toute la Cisjordanie. Le lendemain, Israël Katz, ministre de la Défense, affirmait que son pays allait construire « l'État juif israélien » dans le territoire occupé.

- Le 1^{er} juin, Israël a refusé l'accès à la Cisjordanie à une délégation ministérielle saoudienne, égyptienne, jordanienne, qatarie, émiratie, bahreïnienne et turque ainsi qu'au secrétaire général de la Ligue arabe. Ces diplomates devaient rencontrer Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, avant le sommet de l'ONU sur la Palestine, du 17 au 20 juin.

3592 — 23 organisations de paix israélo-palestiniennes marchent à Haïfa

23 organisations de paix israélo-palestiniennes ont organisé une marche à Haïfa autour des slogans « La population exige le cessez-le-feu maintenant », « Libérez la Palestine » et « Du fleuve à la mer, nous refusons le génocide ».

Ayman Odeh, député arabe communiste à la Knesset et président de la Liste unifiée, a déclaré lors d'un discours : « Gaza a gagné, et Gaza

gagnera. » Il a qualifié les circonstances actuelles de la guerre de « perte historique pour l'idéologie de droite ». S'adressant aux manifestants juifs, il a poursuivi : « Nous vous apprécions, vous et votre persévérance, mais nous ne pouvons pas accepter que vous ne voyiez pas le cœur de tout cela. Le coup d'État judiciaire est venu de l'occupation, et il n'y a pas de démocratie avec une occupation. »

Selon la loi israélienne, les manifestants n'étaient pas autorisés à brandir de drapeaux de la Palestine.

3593 Greta Thunberg et Rima Hassan à bord de la Flottille de la liberté

La Freedom Flotilla Coalition a affrété le voilier *Madleen* pour quitter Catane (Sicile) et rejoindre Gaza afin de transporter de l'aide humanitaire. À son bord se trouvent la militante écologiste suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée française Rima Hassan (La France insoumise) qui avait été interdite d'accès à Israël en février.

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens, a demandé à la communauté internationale de veiller à la sûreté de ce convoi après que des drones non identifiés ont attaqué le navire.

3594 Israël dément son implication dans le massacre de civils palestiniens lors de distribution d'aide humanitaire

Le porte-parole des Forces de défense israéliennes (FDI) a assuré que les soldats israéliens « n'ont pas tiré sur des civils alors qu'ils se trouvaient près ou à l'intérieur du site de distribution de l'aide humanitaire. Les FDI coopèrent avec l'organisation non gouvernementale états-unienne GHF et les organisations d'aide internationales afin de permettre la distribution de l'aide aux résidents de Gaza et non pas au Hamas. »

31 civils palestiniens ont été tués par balles, le 30 mai, lors de la première distribution d'aide humanitaire de GHF, 27, le 3 juin, et 16 autres, le 4 juin. Aussi la Fondation humanitaire pour

Gaza (GHF) a décidé de suspendre ses distributions le 5 juin et de les reprendre le lendemain après avoir « adapté » son dispositif.

☞ La GHF est une ONG créée en sous-main par le Mikveh Yisrael Forum, un groupe d'officiers et de chefs d'entreprises israéliens.

3595 Joseph Aoun plaide pour un marché commun arabe

En visite officielle en Iraq, le président libanais, Joseph Aoun, a appelé à l'établissement d'un « système arabe institutionnalisé et codifié, dans le cadre d'accords bilatéraux et conjoints, se cristallisant progressivement et de manière stable en un marché arabe commun qui organise la coopération entre toutes nos économies nationales, en facilitant la circulation des personnes, des biens et des services de toutes sortes ».

Il a assuré tirer son inspiration « concernant la solution à la problématique de l'identité nationale » libanaise d'une déclaration en novembre dernier de l'ayatollah iraquien Ali Sistani (défenseur de la séparation des Églises et de l'État), dans laquelle ce dernier avait plaidé pour les principes de « compétence et d'intégrité dans les postes de responsabilité, la prévention des ingérences extérieures sous toutes leurs formes, le monopole d'État sur les armes, et la lutte contre la corruption à tous les niveaux ».

3596 Coordination pour démilitariser les camps de réfugiés palestiniens du Liban

Une délégation sécuritaire de l'Autorité palestinienne est arrivée à Beyrouth pour coordonner avec les autorités libanaises le dépôt des armes palestiniennes.

Dans sa première phase, les camps les moins compliqués, ceux de Beyrouth et de sa banlieue, devraient être désarmés.

Dans une seconde phase, ceux de Baalbeck et Beddaoui dans le Nord ; des camps où la présence des armes est quasi inexistante à l'exception de quelques armes légères dans

certains cas qui sont aux mains des comités de sécurité conjoints palestiniens.

Dans une troisième phase, beaucoup plus compliquée, tous les autres camps de réfugiés devraient être désarmés, dont le plus grand, celui d'Aïn el-Héloué, près de Saïda, qui abrite une multitude de factions armées rivales, notamment le Fateh et les groupes islamistes (Hamas et Jihad islamique).

☞ Pour le moment, seule l'autorité palestinienne promeut ce désarmement. Il est peu probable qu'il soit accepté par les combattants.

3597 Tom Barrack encourage des négociations entre Israël et la Syrie

Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Türkiye et nouvel envoyé spécial du président Donald Trump en Syrie, s'est rendu en visite officielle à Damas.

Ce voyage intervient alors que le président Trump vient de lever les sanctions états-uniennes contre la Syrie. Washington pousse à un accord de non-agression entre Israël et la Syrie. Dans le cadre de négociations en cours, Damas a restitué le dossier de l'espion israélien Eli Cohen (exécuté en 1965) et a procédé à des arrestations de chefs de factions palestiniennes.

Il ne semble pas qu'un accord de non-agression implique un changement de statut du Golan syrien occupé par Israël.

Tom Barrack a également joint par téléphone Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS). Il l'a assuré du soutien de Washington aux Kurdes.

3598 Ahmed el-Charaa donne un entretien au *Jewish Journal*

Le président autoproclamé syrien, Ahmed el-Charaa a accordé un [entretien](#) à Jonathan Bass au *Jewish Journal*. Ses anciennes responsabilités de numéro 2 de Daesh y sont minorées et il est présenté comme un sage.

Il affirme son intention de revenir à l'accord de désengagement de 1974, alors que l'armée israélienne occupe depuis la chute de Bachar el-Assad des positions dans la zone censée être démilitarisée du Golan. Faisant allusion à l'Iran, il déclare : « L'ère des bombardements œil pour œil, dent pour dent doit cesser. Aucune nation ne peut prospérer lorsque ses cieux sont remplis de peur. La réalité est que nous avons des ennemis communs et que nous pouvons jouer un rôle majeur dans la sécurité régionale. »

Ahmed el-Charaa apparaît de plus en plus comme un des hommes de Jonathan Powell, le conseiller de Sécurité nationale de Tony Blair et aujourd'hui de Keir Starmer. La société de Powell et de Martin Griffiths, Inter Mediate, a assuré sa communication avant même qu'il ne prenne Damas. C'est elle qui lui a ouvert les portes de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Qatar, de la France et des États-Unis.

3599 La Russie considère toujours le Conseil présidentiel de la République du Yémen comme représentatif de ce pays

Le président russe, Vladimir Poutine, a reçu, le 28 mai au Kremlin, Rashad Mohammad al-Alimi, président du Conseil présidentiel de la République du Yémen.

☞ La Russie considère toujours le Conseil présidentiel de la République du Yémen comme la seule autorité légitime, ce qui ne l'empêche pas d'avoir fourni des armes et des renseignements satellitaires à Ansar Allah contre Israël (cf. VAI 1927).

3600 Échec des négociations États-Unis / Iran

- Sayyid Badr Albusaidi, ministre omanais des Affaires étrangères, a transmis à Téhéran le projet d'accord de paix états-unien, à l'issue de cinq rounds de négociations. Cependant, selon la presse locale, l'Iran prépare une réponse négative.

- Les deux points principaux de litige sont le calendrier de la levée des mesures coercitives

unilatérales (improprement qualifiées de « sanctions »), que Téhéran juge beaucoup trop vague, et la question de l'enrichissement de l'uranium.

- Si les deux pays reconnaissent que Téhéran n'a pas de programme nucléaire militaire (cf. VAI 3319), un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) indique que l'Iran est le seul État au monde à enrichir à 60 % son uranium sans fournir d'explication. Une partie des Iraniens considère que ces matières enrichies sont la seule assurance-vie du régime. La Russie a proposé de stocker chez elle l'uranium iranien déjà enrichi, mais les Iraniens considèrent que cela n'aurait pas le même pouvoir protecteur pour leur pays car ils perdraient la capacité de changer rapidement d'opinion et de se doter d'une bombe atomique.

- Deux responsables iraniens ont déclaré à Reuters, la semaine dernière, que l'Iran pourrait suspendre l'enrichissement de l'uranium si les États-Unis libéraient des fonds iraniens gelés et reconnaissaient le droit de Téhéran de raffiner l'uranium pour une utilisation civile dans le cadre d'un « accord politique » qui pourrait conduire à un accord nucléaire plus large.

- L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution, a déclaré, dans un discours télévisé, le 4 juin, que la proposition états-unienne était à 100 % contraire aux intérêts de l'Iran. En effet, si l'Iran ne peut plus enrichir du tout d'uranium, il n'aura pas de combustible pour ses installations nucléaires civiles.

3601 Le Pakistan a vaincu Bharat avec des armes chinoises

Dans la nuit du 7 mai, les armées de l'Air indienne et pakistanaise se sont livrées une bataille de haute technologie. Plusieurs Mirages indiens ont été détruits par des J-10C pakistanais, pourtant bien archaïques.

Il semble que la supériorité de l'armée de l'Air pakistanaise ne provenait pas de ses avions, mais de sa conception du combat incluant des radars

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le “soft power” : une invention phénicienne, une voie chinoise, une prétention états-unienne](#) », par Hassan Hamadé

C'est tout à fait à tort que l'on attribue le soft power au professeur Joseph S. Nye. En réalité cette technique douce, cette capacité de séduction, ce pouvoir de convaincre est aussi vieux que le monde. Hassan Hamadé nous rappelle que c'est ainsi que les Phéniciens ont conquis la Méditerranée. Il donne les exemples chinois de Mao Zedong se proposant, en 1946, de copier le modèle politique des États-Unis et de Deng Xiaoping portant un chapeau texan. En définitive, ce n'est pas Washington qui a pris le contrôle de la Chine, mais Beijing qui a envahi l'économie occidentale. Le soft power, ce n'est pas assommer ses interlocuteurs avec des films hollywoodiens, mais adopter leurs codes pour profiter de leurs avantages.

- « [Le “piège de Thucydide” sinophobe de Graham Allison... fait l'impasse sur l'intelligence artificielle](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Graham Allison, qui fut doyen de la Harvard Kennedy School, a réussi à convaincre les dirigeants occidentaux que la rivalité entre la Chine et les États-Unis était comparable à celle d'Athènes et de Sparte. Selon lui, de manière inexorable, les deux puissances devraient se livrer une guerre. Or, si Athènes et Sparte appartenaient à la même culture, la Chine et les États-Unis sont très différents. Ils pensent chacun à leur propre manière. En outre, la Chine a déjà pris l'avantage, non pas dans le domaine militaire, mais dans celui de l'intelligence artificielle.

au sol très performants et une multitude de drones.

C'est la première fois, depuis la bataille de Tsushima (1905) que des armes asiatiques battent des armes occidentales.

3602 Muhammad Yunus décide, seul, d'un couloir « humanitaire » Chittagong-Rakhine

La décision de Muhammad Yunus, conseiller principal (Premier ministre) du Bangladesh, d'autoriser un couloir humanitaire reliant Chittagong-Rakhine a soulevé de vives protestations, aussi bien du président par intérim Tarique Rahman que du chef d'état-major, le général Waker-Uz-Zaman.

Arrivé au pouvoir à l'issue d'une révolution colorée organisée par les États-Unis, le banquier Muhammad Yunus rend à Washington le fruit de son investissement. Le couloir Chittagong-Rakhine fournirait au Pentagone un moyen d'acheminer des armes au Myanmar.

La nomination de l'économiste Khalilur Rahman, confident de Muhammad Yunus, comme conseiller de Sécurité nationale, n'a fait qu'envenimer les choses. En effet, Khalilur Rahman dispose de la double nationalité bengalie et états-unienne.

3603 Lee Jae-myung nouveau président sud-coréen

L'élection présidentielle s'est tenue, en Corée du Sud, le 3 juin. Elle faisait suite à la tentative d'instauration de la loi martiale et à la destitution du président Yoon Suk-yeol (cf. VAI 2528). L'élection n'était qu'à un tour. Le candidat le mieux placé est élu pour cinq ans. Les résultats sont :

- Lee Jae-myung – Parti démocrate : 17 287 513 de suffrages exprimés, soit 49,42 % des voix.
- Kim Moon-soo – Pouvoir au peuple : 14 395 639 de suffrages exprimés, soit 41,15 % des voix.
- Lee Jun-seok – Réforme : 2 917 523 de suffrages exprimés, soit 8,34 % des voix.

La vidéo de Lee Jae-myung, un vieil homme malade, escaladant le mur du Parlement pour voter l'abrogation de la loi martiale, malgré la présence des forces spéciales, avait emporté les autres parlementaires à se joindre à lui.

3604 La coopération militaire entre Pyongyang et Moscou viole les résolutions de la Guerre froide

Dans un rapport du 29 mai, intitulé *Unlawful Military Cooperation including Arms Transfers between*

North Korea and Russia (Coopération militaire illégale, y compris transferts d'armes entre la Corée du Nord et la Russie), la Multilateral Sanctions Monitoring Team (MSMT), un organe sud-coréen, a accusé les deux pays de multiples violations des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Si l'on se réfère aux résolutions de la Guerre froide, sont interdits :

- Le transfert d'armes et de matériel connexe par voie maritime, aérienne et ferroviaire, y compris des livraisons d'artillerie, de missiles balistiques et de véhicules de combat de la RPDC vers la Russie ;
- l'entraînement par les forces russes des troupes nord-coréennes déployées en Russie ;
- la fourniture à la RPDC de produits pétroliers raffinés dépassant largement le plafond annuel imposé par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- le maintien de relations bancaires correspondantes avec la RPDC.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3605 Organisation de la 80^e session de l'AG de l'ONU

L'Allemande Annalena Baerbock, ancienne ministre fédérale des Affaires étrangères, a été élue présidente de la quatre-vingtième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a placé son mandat sous le slogan « Mieux ensemble » et prendra ses fonctions à l'ouverture de la session, en septembre.

Sept États membres ont voté pour sa concurrente, également allemande, Helga Schmid, ancienne secrétaire générale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération

en Europe (OSCE) et ancienne secrétaire générale du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Par ailleurs l'Assemblée générale a élu :

- Amr Essameldin Sadek Ahmed (Égypte), président de la première commission (question de désarmement et de sécurité internationale) ;
- Lamin B. Dibba, (Gambie), président de la seconde commission (questions économiques et financières) ;
- Cherdchai Chaivaivid (Thaïlande), président de la troisième commission (questions sociales, humanitaires et culturelles) ;
- José Alberto Briz Gutiérrez (Guatemala), président de la quatrième commission (questions politiques spéciales et décolonisation) ;
- Zsuzsanna Horváth (Hongrie), présidente de la cinquième commission (questions administratives et budgétaires) ;
- Leila Castillon Lora-Santos (Philippines), présidente de la sixième commission (questions juridiques).

3606 Confrontation entre la Russie et les Occidentaux lors de deux séances du Conseil de sécurité sur le conflit en Ukraine

- La séance du 29 mai après-midi du Conseil de sécurité s'est transformée en mise en accusation de la Russie après les attaques de missiles de longue portée et de drones russes de ces derniers jours en Ukraine.

La France a plaidé pour que la Russie cesse ses bombardements pendant les négociations et s'est opposée à ce que la démilitarisation de l'Ukraine soit un objectif des pourparlers de paix.

La Russie a accusé l'Ukraine de vouloir tromper le président des États-Unis.

« Le sérieux de la Russie sera jugé à l'aube de ses propositions et de ses actions », a recadré le délégué des États-Unis qui a souligné que les discussions de paix doivent être menées de bonne foi. « Si la Russie poursuit cette guerre catastrophique, les États-Unis devront envisager

de se retirer des efforts de négociation pour mettre fin au conflit », a-t-il mis en garde.

- Aussi la Fédération de Russie a appelé une nouvelle réunion du Conseil de sécurité, le 30 mai au matin, pour régler les causes profondes du conflit en Ukraine afin de parvenir à la paix. Cependant plusieurs délégations ont rejeté la position russe, affirmant à l'instar de la France que la Russie ne cherche pas la paix mais la capitulation de l'Ukraine.

La longue intervention de Vassili Nebenzia, délégué russe, a permis de mieux comprendre la position de Moscou. Il a dénoncé les acteurs qui ne veulent pas de la paix, au premier chef le président ukrainien. Ce dernier, privé pourtant de toute légitimité, ne veut pas la fin de la guerre car il faudra alors organiser des élections et se justifier des milliards de dollars des contribuables européens et états-uniens engloutis dans cette guerre.

Les parrains européens de « Zelensky et de sa clique » – Londres, Bruxelles, Paris et Berlin – lui ordonnent de combattre jusqu'au dernier Ukrainien, alors que les États-Unis ont changé de position. Il a accusé les pays européens de vouloir manipuler le président des États-Unis afin d'empêcher l'amélioration des relations avec la Russie. Il a en particulier ciblé le nouveau chancelier allemand qui s'est engagé à aider l'Ukraine à produire des missiles de longue portée.

« Il s'agit d'actes hostiles », a déploré le délégué, en évoquant des possibilités de représailles de la part de son pays. « L'histoire montre que l'aventurisme allemand se termine mal », a-t-il averti. Il a également dénoncé le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine, encourageant ainsi le « régime néonazi ukrainien » à continuer la guerre. Le délégué a aussi fustigé la part active jouée par les services de renseignement britanniques dans les combats. « En réalité, cette guerre est menée par des acteurs autres que l'Ukraine. »

Le représentant russe a estimé que l'objectif poursuivi est de refaire ce qui a été fait du temps

de la signature des accords de Minsk, à savoir permettre au régime de Kiev de reconstituer ses forces pour mieux poursuivre la guerre.

« L'objectif de notre opération spéciale peut être atteint par des moyens pacifiques aussi bien que militaires. » Au nombre des causes profondes, le délégué a mentionné le renversement inconstitutionnel du régime en Ukraine en 2014 et l'éradication de la culture et de la langue russe. « La population russophone est persécutée en Ukraine. »

En conclusion, il a demandé l'abrogation de toutes les lois discriminatoires à l'égard de la population russophone, ajoutant que la Russie ne l'abandonnera pas et se battra jusqu'au bout. « Les tentatives d'isoler la Russie sont vouées à l'échec », a tranché le délégué, en ajoutant que « son pays est prêt au dialogue ».

La discussion qui a suivi n'a été que la reproduction de celle de la veille. Lorsque, soudain, le délégué états-unien a appelé la Chine à cesser de fournir à la Russie des biens à double usage qui ne font que prolonger la guerre. Le représentant chinois a vivement réagi : « les États-Unis, a-t-il dit, continuent de nous diffamer et leur comportement montre que ces attaques ne sont pas fondées sur des faits mais sur leur propre programme politique. » Il a réitéré que « la Chine n'a jamais fourni aucune arme à aucune partie au conflit ». Condamnant cette « manipulation politique », le représentant a jugé que les États-Unis ont « la responsabilité principale du déclenchement et de la poursuite de cette guerre ». Ils doivent donc œuvrer en faveur d'une cessation des hostilités.

3607 Les États-Unis utilisent leur veto contre une résolution exigeant un cessez-le-feu à Gaza

Le 4 juin, le Conseil de sécurité a examiné un projet de résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la levée immédiate et inconditionnelle de toutes les restrictions à l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza et sa distribution en toute sécurité et sans entrave à grande échelle, y compris par les entités des

Nations Unies et les partenaires humanitaires, dans toute la bande de Gaza. Alors que 14 membres du Conseil ont voté pour, seul le quinzième, les États-Unis, a apposé son veto considérant qu'il ne pouvait adopter ce texte sans condamnation préalable du Hamas.

3608 Ultimatum des États-Unis aux alliés de l'OTAN

L'OTAN a organisé, les 4 et 5 juin à Bruxelles, une réunion du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine (UDCG) suivie d'une autre des ministres de la Défense afin de préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement des 24 et 25 juin à La Haye.

À cette occasion, l'ambassadeur des États-Unis, Matthew Whitaker, a insisté sur le fait que l'exigence de Washington que chaque membre de l'Alliance atlantique consacre 5 % de son PIB à sa défense n'est pas une suggestion. Son non-respect entraînera le retrait des États-Unis de leur fonction de commandant suprême des forces alliées (SACEUR).

Aussi la réunion de l'UDCG (souvent appelé « Groupe de Ramstein ») a été le théâtre de nombreux engagements financiers en soutien à l'industrie ukrainienne.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°137 - 13 juin 2025

ÉDITORIAL

3609 Le « contrôle informationnel » de l'Union européenne

Après *Controlling the Narrative : The EU's attack on online speech* ([Contrôler le récit : l'attaque de l'UE contre un discours en ligne](#), mai 2024), le Dr Norman Lewis publie *Manufacturing misinformation : the EU-funded propaganda war against free speech* ([Fabrication de désinformation : la guerre de propagande financée par l'UE contre la liberté d'expression](#)) ; un nouveau rapport pour le Mathias Corvinus Collegium.

Dans cette seconde étude, il montre que l'UE a consacré 648 890 016 euros à fabriquer une novlangue en finançant 349 projets universitaires ou associatifs. L'UE a fondé un « Narratives Observatory combatting Disinformation in Europe Systemically » (Observatoire des récits luttant contre la désinformation en Europe de manière systémique - NODES). Cet organisme surveille, avec des moyens considérables d'intelligence artificielle, les échanges sur les réseaux sociaux. Il a déterminé deux discours cibles : la pandémie de Covid-19 et les aléas climatiques. « Le problème n'est pas ce que les gens disent, mais pourquoi ils le disent. » Le NODES publie des lexiques de mots ou d'expressions à employer pour façonner la pensée collective. Ses recommandations s'imposent, par exemple, à l'Agence France Presse.

La Commission a conçu une cascade de projet aux noms attrayants pour dissimuler son action de « contrôle informationnel » que l'auteur analyse l'un après l'autre.

AMÉRIQUES

3610 Charles III affirme la « souveraineté » de son dominion du Canada

Mark Carney, Premier ministre du Canada, a reçu le roi Charles III du Royaume-Uni et du Canada et la reine Camilla à l'Assemblée du Canada pour prononcer un discours du trône, le 27 mai. Aucun souverain n'avait lu de discours du trône, à l'exception de la reine Elizabeth II en 1957 et en 1977.

Il a déclaré, faisant allusion aux prétentions de Donald Trump d'annexer le Canada : « La démocratie, le pluralisme, la primauté du droit, l'autodétermination et la liberté sont des valeurs chères aux yeux des Canadiens et des Canadiennes, des valeurs que le gouvernement est déterminé à protéger. »

☞ Mark Carney, qui fut gouverneur de la Banque d'Angleterre, est le frère de Sean Carney, responsable de la maison du prince William de Galles.

3611 Nouveaux éléments sur la manipulation dont l'octogénaire Joe Biden était victime

Selon l'Oversight Project, un groupe dépendant de l'Heritage Foundation, il n'existerait pas une, mais trois signatures automatiques de Joe Biden.

Le 5 juin, l'ancien président, aujourd'hui âgé de 82 ans, a publié une déclaration : « Soyons clairs. J'ai pris les décisions pendant ma présidence. J'ai pris les décisions concernant les grâces, les décrets, les lois et les proclamations. Toute affirmation du contraire est absurde et mensongère. »

La signature présidentielle automatique n'existe que depuis le 13 juin 2022. Elle a été utilisée pour signer la totalité des décrets du président Biden à partir du 15 juillet 2022 et jusqu'au 19 janvier 2025. Les absences et les incohérences de Joe Biden se sont manifestées à partir de sa chute de vélo, le 18 juin 2022.

16 des 24 décrets émis par la Maison-Blanche en 2023 avaient été signés automatiquement. En 2024, 14 décrets sur 19 l'avaient été. Les 14 décrets des vingt jours de 2025 ont tous été signés de cette manière.

La plupart des grâces et commutations finales de peine de M. Biden ont été signées automatiquement, y compris celles visant à protéger les membres de sa famille, l'ancien conseiller Covid-19, le Dr Anthony Fauci, et les membres du panel de la Chambre des représentants qui ont enquêté sur l'émeute du 6 janvier 2021 au Capitole.

Dans leur livre *Original Sin*, les journalistes Jake Tapper et Alex Thompson assurent, sur la foi de collaborateurs directs de Joe Biden, qu'il n'était conscient que « quatre à six bonnes heures par jour ». Ils poursuivent : « Cinq personnes

dirigeaient le pays, et Joe Biden était au mieux un membre senior du conseil d'administration. »

La signature présidentielle automatique n'est utilisée par l'administration Trump que pour des déclarations publiques, pas pour des actes officiels, et uniquement si le président est absent de la Maison-Blanche.

Le représentant républicain James Comer (Kentucky) a convoqué, en sa qualité de président de la commission de surveillance et de réforme du gouvernement, le Dr Kevin O'Connor, médecin personnel de Joe Biden. Il entend établir si le médecin a participé à un effort visant à masquer au public l'état de santé de l'ancien président.

3612 Divorce entre Elon Musk et Donald Trump

Elon Musk a vivement critiqué le projet de *One Big Beautiful Bill Act* du président Donald Trump. En quelques heures le conflit entre les deux hommes est passé aux insultes. Le divorce du « leader du monde libre » et de « l'homme le plus riche de la planète » a été largement commenté. Sans tarder, Elon Musk a présenté ses excuses à son ancien patron.

Le *One Big Beautiful Bill Act* est un texte d'aide aux plus démunis, on dirait « de gauche » en Europe, alors qu'Elon Musk est un libertarien opposé à toute intervention de l'État.

3613 Christy Walton (Walmart) contre Donald Trump

La multimilliardaire Christy Walton, héritière de la fortune de Walmart, finance des pages de publicité dans la presse nationale en faveur d'un « No Kings Day », le 14 juin, date du défilé militaire prévu à Washington. Elle entend s'opposer à la politique de contrôle de l'immigration et aux droits de douane.

☞ Christy Walton, dont la fortune personnelle s'élève à 18 milliards de dollars, importe la quasi-totalité des produits que ses magasins

distribuent de Chine et rencontre des difficultés pour recruter des employés.

3614 Le secrétariat à la Justice révèle les charges pesant sur Kilmar Abrego Garcia

Kilmar Abrego Garcia, le migrant illégal salvadorien que l'administration Trump a expulsé vers le Salvador où il est désormais détenu, est devenu le symbole de la politique migratoire du président Donald Trump. L'opposition démocrate assure que son expulsion est illégale et que l'administration doit assurer son retour.

Le secrétariat à la Justice a d'abord déclaré qu'il avait été expulsé par erreur. Il vient de publier un dossier l'accusant d'avoir, durant les neuf dernières années, fait entrer aux États-Unis une cinquantaine de migrants illégaux par mois, dont des membres de gangs et des enfants non accompagnés. Il se serait également livré à des trafics d'armes et de drogue et a sollicité des photos et des vidéos pédopornographiques.

Le sénateur démocrate Chris Van Hollen (Maryland), qui a rencontré Kilmar Abrego Garcia au Salvador, a changé son argumentaire. Il ne défend plus un « père du Maryland » lésé et affirme désormais que son expulsion remet en question « ses droits constitutionnels et les droits de tous ».

3615 Émeutes en Californie

Il y a quelques semaines, Stephen Miller, conseiller de Donald Trump, a réuni les responsables de la police des frontières et les a mis sous pression, réclamant qu'ils augmentent leurs quotas d'arrestations quotidiens.

Le président Donald Trump a demandé à son service d'immigration (ICE) d'arrêter et d'expulser au moins 3 000 migrants illégaux par semaine de Californie. La population hispanique a alors manifesté devant les centres de rétention des personnes arrêtées, dont certaines exerçaient des métiers à temps plein et ne vivaient donc pas aux crochets de la société,

mais dont d'autres étaient des criminels (Cuong Chanh Phan, un immigrant clandestin vietnamien condamné pour meurtre ; Rolando Veneracion-Enriquez, un immigrant clandestin philippin condamné pour tentative de viol ; Lionel Sanchez-Laguna, un Mexicain condamné pour port d'arme, cruauté envers les enfants, violence conjugale et conduite sous l'emprise de l'alcool ; ou encore José Gregorio Medranda Ortiz, originaire d'Équateur, condamné pour trafic de drogue).

Lorsque des affrontements ont débuté, le président Trump a décidé de déployer 300 soldats de la Garde nationale, puis 3 700 autres et 700 Marines encore, pour rétablir l'ordre.

L'opposition démocrate a critiqué le déploiement, selon elle hâtif, de la Garde nationale, mais s'est abstenue de commenter le fond de la décision.

Cependant, Karen Bass, maire de Los Angeles, tout en déplorant les dégâts causés par les émeutiers, a déclaré : « Ce que nous voyons à Los Angeles, c'est un chaos provoqué par l'administration. Quand on fait des descentes chez Home Depot et dans des entreprises, quand on déchire parents et enfants, et quand on fait circuler des caravanes blindées dans nos rues, on sème la peur et la panique. Et déployer des troupes fédérales est une dangereuse escalade. »

Gavin Newsom, gouverneur démocrate de Californie, a déclaré : « Ne donnez pas à Trump ce qu'il veut. Restez calmes. »

Todd Lyons, directeur par intérim de l'ICE, a déclaré que ses agents avaient attendu deux heures, le 6 juin, pour obtenir des renforts alors qu'une foule encerclait un bâtiment de l'ICE. « Ce qui s'est passé à Los Angeles hier est épouvantable », a-t-il déclaré. « Alors que les émeutiers attaquaient les agents fédéraux de l'ICE et les forces de l'ordre dans les rues de Los Angeles, la maire Bass a pris le parti du chaos et de l'anarchie plutôt que celui des forces de l'ordre. »

Le président Trump a posté sur Truth Social : « J'ordonne au secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, au secrétaire à la Défense Pete Hegseth, et au procureur général Pam Bondi, en coordination avec tous les autres départements et agences compétents, de prendre toutes les mesures nécessaires pour libérer Los Angeles de l'invasion des migrants, et mettre fin à ces émeutes. L'ordre sera rétabli, les illégaux seront expulsés et Los Angeles sera libérée. » Puis : « Le gouverneur Gavin Newsom et la maire Karen Bass devraient présenter des excuses à la population de Los Angeles pour le travail absolument horrible qu'ils ont accompli, et cela inclut maintenant les émeutes de Los Angeles en cours. Ce ne sont pas des manifestants, ce sont des fauteurs de troubles et des insurrectionnels. »

Jim McDonnell, le chef de la police de Los Angeles (LAPD), a déclaré, le 9 juin, que les manifestants deviennent beaucoup plus agressifs, et qu'il « devrait réévaluer la situation », en ce qui concerne l'arrivée de la Garde nationale.

Le sénateur démocrate Ruben Gallego (Arizona) a déclaré que lorsque l'ICE ne s'en prenait qu'aux immigrants illégaux ayant un casier judiciaire, « il n'y avait que peu ou pas de tollé public » [...] « Des manifestations publiques ont éclaté parce que Donald Trump a bafoué les procédures légales, séparé des familles et expulsé des enfants. Trump ne cherche pas à résoudre quoi que ce soit. Il fait semblant d'être dur à la télévision. »

Le président Donald Trump a alors formulé son nouveau slogan : « Ils crachent, on frappe ! »

Certains émeutiers brandissent le drapeau mexicain. Cet irrédentisme est logique lorsqu'on se souvient que la Californie était autrefois une province mexicaine jusqu'à la défaite de Mexico, en 1848. Cependant, certains commentateurs voient dans ces événements non pas l'œuvre du peuple mexicain, mais des cartels des drogues.

Analyse du Réseau Voltaire

• [Thierry Meyssan sur Géopolitique profonde](#)

Thierry Meyssan était l'invité de Nicolas Stoquer sur Géopolitique profonde. Celui-ci l'a interrogé sur la stratégie de Donald Trump face aux « sionistes révisionnistes » et aux « nationalistes intégraux ». Il décrit un chef d'entreprise d'une culture bien différente de la nôtre, qui aborde la diplomatie sans être du tout diplomate. Pour lui, peu importe que l'on apprécie ou pas le président des États-Unis, il est comme ça et doit être accepté comme il est. Pour notre chance, Donald Trump, un « jacksonien », tente sincèrement de démanteler « l'Empire américain ». Il a découplé son pays, non pas d'Israël, mais du gouvernement Netanyahu et cherche à le faire, non pas de l'Ukraine, mais du gouvernement Zelensky. Il vient d'ouvrir un troisième dossier, celui de l'Union européenne. Le sommet de l'OTAN, à La Haye, sera l'occasion pour lui de bousculer profondément les certitudes de l'administration von der Leyen.

3616 Donald Trump s'attribue la spectaculaire baisse de la criminalité

Recevant à la Maison-Blanche une délégation de l'Ordre Fraternel de la Police, le plus grand syndicat de police des États-Unis, le président Donald Trump a déclaré que l'augmentation des expulsions d'immigrants illégaux, le rétablissement de la peine de mort fédérale et l'augmentation du financement fédéral de la police ont rétabli la loi et l'ordre dans le pays.

Selon les données de l'Indice de criminalité en temps réel, les taux d'homicides ont diminué de 21,5 % en avril par rapport aux quatre premiers mois de l'année dernière. Les vols ont diminué de 10,7 % et les vols qualifiés de 20 %. Même les vols de véhicules, qui ont connu une forte augmentation pendant la crise de la Covid-19, ont enregistré une baisse spectaculaire de 26 % par rapport à avril 2024.

Alexis Piquero, qui était directeur du Bureau des statistiques judiciaires sous le président Biden, a déclaré : « Quels que soient les facteurs qui influencent la baisse de la criminalité, cela se produit dans pratiquement toutes les villes des États-Unis et pour presque tous les crimes. »

☞ Il semble peu probable que la rhétorique de Donald Trump ait une influence sur la criminalité, mais il est parvenu à changer l'ambiance aux États-Unis où tout le monde est désormais convaincu qu'une justice plus sévère est nécessaire.

3617 80 milliards de dollars de fraude durant la pandémie de Covid-19

Une commission parlementaire a établi que, sur les trois grands programmes d'aide durant la pandémie de Covid-19, deux pour les prêts aux petites entreprises et celui pour des allocations de chômage, entre 1,4 et 1,5 million de demandes ont été approuvées utilisant de faux numéros.

Elle a estimé la fraude à 80 milliards de dollars.

3618 Washington s'oppose à la reconnaissance de l'État de Palestine

Selon Reuters, le département d'État a envoyé, le 10 juin, une dépêche diplomatique à ses alliés les mettant en garde contre toute action anti-israélienne lors de la conférence onusienne sur la Palestine. Washington s'opposera notamment à la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien qui est le sujet central de cette conférence.

3619 Le CBO publie un avis sur la politique des droits de douane

Sur requête des parlementaires démocrates, le Congressional Budget Office (CBO) a rendu un [rapport](#) sur les droits de douane imposés par décret de janvier à la mi-mai. Selon lui, ils réduiront les déficits primaires de 2 800 milliards de dollars au cours de la période budgétaire 2025-2035, mais ils devraient réduire la production, « en partie à cause des droits de

douane imposés par d'autres pays en rétorsion aux augmentations de ceux des États-Unis » et provoquer une inflation de 0,4 % par an en 2025 et en 2026.

3620 La Commission fédérale du commerce enquête sur les sociétés évaluant les médias

La Commission fédérale du commerce (FTC) a ouvert une enquête sur les sociétés qui prétendent évaluer l'équité des médias (Ad Fontes Media Group, Media Matters for America, NewsGuard, le Center for Countering Digital Hate et le Check My Ads Institute). Elles sont soupçonnées de travailler en réalité à écarter les médias critiques.

☞ Nous avons déjà rapporté la manière dont NewsGuard (détenu majoritairement par la famille d'Élisabeth Badinter) a noté le Réseau Voltaire.

EUROPE

3621 Léon XIV et la Chine désignent l'évêque de Fuzhou

- Le pape Léon XIV a désigné Joseph Lin Yuntuan évêque de Fuzhou. Cette nomination a été approuvée par Beijing.

Poursuivant l'œuvre de son prédécesseur François, le pape est parvenu à régler le contentieux qui opposait la Chine au Saint-Siège sur la nomination des évêques.

- Le pape Léon XIV s'est entretenu par téléphone avec le président russe, Vladimir Poutine, juste après que celui-ci a discuté avec son homologue états-unien, Donald Trump. Ce dernier entretien avait porté sur l'Iran et sur la réplique russe à l'opération ukrainienne « Toile d'araignée ».

3622 L'Opus Dei inquiète de l'influence russe en ex-Allemagne de l'Est

Nathanael Liminski, ministre des Affaires fédérales, européennes et internationales et des

Médias de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW), s'est rendu à Kiev. Les entretiens qu'il a eus avec le cabinet du président non élu Zelensky ont porté sur la manière de contrer la « propagande russe », particulièrement dans l'ex-République démocratique allemande (qui vote AfD).

Nathanael Liminski, et plusieurs membres de sa délégation sont des membres avérés de l'Opus Dei.

3623 La Pologne souhaite réviser la Convention de Copenhague pour lutter contre la Russie

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, répondant à Varsovie aux questions d'un groupe de journalistes invités par la Présidence polonaise du Conseil de l'UE, a plaidé pour une révision de la Convention de Copenhague de 1857 « avant qu'une catastrophe environnementale se produise » et coûte des milliards d'euros à la collectivité.

☞ La Convention de Copenhague abolit les droits de douane dans les détroits danois et transforme la Baltique en eaux internationales. Radosław Sikorski entend changer ce statut de manière à empêcher le transit de pétroliers de la « flotte fantôme » russe.

3624 L'UE entame des négociations pour un partenariat stratégique avec la Syrie

La Croate Dubravka Šuica, commissaire européenne à la Méditerranée, s'est rendue à Damas où elle a été reçue par le ministre des Affaires étrangères, Asaad Hassan al-Shaibani. Elle a proposé d'entamer des négociations bilatérales sur un accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Syrie. Il porterait sur l'énergie, le commerce, le numérique et les contacts interpersonnels.

Dubravka Šuica a estimé qu'il fallait « garantir le retour volontaire, sûr, digne et durable des réfugiés vivant dans les pays voisins et en Europe », tout en précisant que la Syrie n'était

pas encore considérée comme un « pays tiers sûr ».

La Commission européenne a débloqué 175 millions d'euros pour le redressement social et économique de la Syrie.

Asaad Hassan al-Shaibani a déclaré : « La période de confinement est révolue, la Syrie souhaite devenir un partenaire économique puissant, et non être soumise à la pitié et dépendante de l'aide. Les Syriens ont beaucoup souffert et il est grand temps qu'ils aient un avenir prospère. »

☞ Asaad Hassan al-Shaibani est un des anciens fondateurs du Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'UE refusait tout contact avec la République arabe syrienne, depuis 2011, au prétexte que le président élu, Bachar el-Assad, aurait été un « dictateur qui massacre son peuple ». Malgré tous les moyens déployés, il n'a pas été possible à ce jour de trouver les fosses communes tant décriées.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3625 Les préconisations du EU staff for Peace

Les 1 500 fonctionnaires européens du « EU staff for Peace » ont adressé un [mémoire](#) à l'Union européenne lui indiquant que ne pas agir face au massacre de Gaza pourrait conduire à mettre en danger l'UE et à la considérer comme complice du crime de génocide. Ils préconisent :

- la reconnaissance de l'État de Palestine ;
- le déploiement d'une mission de l'UE pour protéger les civils dans tous les territoires palestiniens occupés ;
- la suspension de l'accord d'association UE/Israël ;

- l'interdiction des relations commerciales avec les colonies illégales en territoires occupés, y compris Jérusalem Est ;
- un embargo sur les armes exportées vers Israël ;
- la fin de la coopération bilatérale dans des programmes de l'UE sur la recherche ;
- une analyse juridique des options permettant à l'UE de demander des comptes à Israël concernant les infrastructures détruites dans les territoires palestiniens occupés et financées par des fonds européens ;
- la publication des noms des entreprises européennes contribuant à l'occupation israélienne ;
- la communication en interne sur les obligations de l'UE pour respecter le droit international.

3626 Andrius Kubilius met en garde contre un retrait des forces états-uniennes d'Europe

Le Lituanien Andrius Kubilius, commissaire européen à la Défense, a mis en garde, lors d'un discours au sommet sur la sécurité et la défense européennes à Bruxelles (EBS), le 10 juin, face à un retrait des forces états-uniennes de l'Europe. Selon lui, il faut « éviter un divorce houleux avec nos partenaires transatlantiques et progresser vers un accord rationnel avec eux sur la mise en œuvre d'une répartition progressive des responsabilités ».

3627 Les militaires de l'UE soulignent le manque de coopération concrète avec l'OTAN

La Commission européenne a publié son [10^e](#) rapport sur la mise en œuvre des 74 mesures communes UE-OTAN. L'administration souligne, dans ce document, l'intensification des relations entre les deux institutions.

Cependant, le contre-amiral italien Ignacio Cuartero Lorenzo, directeur des concepts et des capacités à l'état-major de l'UE, a souligné que les 23 États membres de l'UE et de l'OTAN devraient mieux coordonner les actions de chaque organisation et leurs interventions

auprès de ces deux organisations afin de créer les synergies nécessaires.

De son côté, le Général irlandais Seán Clancy, nouveau chef du comité militaire de l'UE, a estimé qu'il fallait supprimer les obstacles opérationnels, tels que le partage d'informations. Il a déclaré : « Nous devons absolument créer les conditions d'une coopération plus concrète et plus approfondie entre l'UE et l'OTAN sur le plan pratique et supprimer tous les obstacles que nous observons concernant le volet opérationnel de l'UE et de l'OTAN. »

3628 La Commission européenne dévoile son 18^e paquet de sanctions

La Commission européenne a rédigé un 18^e paquet de sanctions contre la Russie. Il pourrait être adopté juste après le sommet de l'OTAN.

Ce paquet comprend une interdiction de toute transaction autour des gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2. Il propose d'abaisser le plafond du prix du pétrole russe de 60 à 45 dollars le baril et de sanctionner 77 navires supplémentaires de la « flotte fantôme » russe. Enfin, il interdirait l'importation de produits raffinés à base de pétrole brut russe. La Commission propose également de transformer l'interdiction actuelle d'utiliser le système SWIFT en une interdiction totale des transactions bancaires et de l'appliquer à 22 banques russes supplémentaires. Enfin, elle préconise de nouvelles interdictions d'exportation pour un montant de plus de 2,5 milliards d'euros. « Nous ciblons les machines, les métaux, les plastiques et les produits chimiques. Nous limitons également l'exportation de biens et de technologies à double usage utilisés pour la production de drones, de missiles et d'autres systèmes d'armes », a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission.

☞ La Commission ne bénéficie plus de la coordination des sanctions avec les États-Unis, seul État à disposer des moyens de surveillance nécessaires pour les faire appliquer. Actuellement, selon le Groupe d'experts

Yermak-McFaul sur les sanctions russes, un tiers des « sanctions » européennes ne sont pas appliquées. Ce devrait être désormais beaucoup, beaucoup plus.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La réponse des membres de l'UE au président Trump](#) », par Thierry Meyssan

Le sommet de l'OTAN à La Haye pourrait marquer la fin de l'Union européenne. Le président des États-Unis a, en effet, annoncé qu'il était susceptible de ne plus assurer la sécurité de l'UE. Si tel était le cas, il conviendrait d'urgence de réorganiser la stabilité du continent européen. Washington a déjà sa solution : substituer une structure autour de la Pologne à celle actuelle autour de l'Allemagne.

3629 Les engagements du groupe de Ramstein

Lors de la réunion du 4 juin du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine (UDCG), dit « groupe de Ramstein », il a été décidé que :

- Le Royaume-Uni utiliserait 350 millions de livres pour l'achat de 100 000 drones en 2025 ;
- L'Allemagne a annoncé un ensemble d'aide militaire pour 5 milliards d'euros. Le train de mesures comprendra le financement d'armes à longue portée, qui seront produites en Ukraine, des systèmes de défense aérienne, d'autres armes et des munitions ;
- les Pays-Bas se sont engagés à utiliser 400 millions d'euros pour l'approvisionnement de divers navires et drones maritimes ;
- La Belgique a annoncé une aide annuelle d'un milliard d'euros jusqu'en 2029 ;
- La Norvège s'est engagée à utiliser 700 millions d'euros pour des drones, et 50 millions d'euros pour le Fonds d'affectation spéciale NSATU (initiative de l'OTAN visant à aider l'Ukraine dans le domaine de la sécurité et de la formation) ;
- Le Canada s'est engagé à verser 45 millions de dollars pour ses drones, la guerre électronique,

des solutions informatiques, ainsi que des véhicules blindés Coyote et Bison ;

- La Suède s'est engagée à verser 440 millions d'euros pour des programmes internationaux d'achat de munitions d'artillerie, de drones et d'autres armes.

3630 Le département d'État débute l'audit de l'administration Zelensky

- Leonid et Timur Mindich ont été arrêtés par le Bureau national de lutte contre la corruption de l'Ukraine (NABU), un organe spécialement créé par les États-Unis qu'ils contrôlent en totalité. Ces arrestations contournent l'Agence nationale de prévention de la corruption (NACP) et les juges de la Haute Cour anticorruption d'Ukraine, deux organes qui sélectionnent leurs cibles.

☞ Les Mindich sont copropriétaires de la société Kvartal 95 et partenaires commerciaux du président non élu Volodymyr Zelensky.

☞ Deux listes circulent à Washington. La première comporte 17 noms de personnalités de l'entourage immédiat du président non élu. La seconde en comporte 239 de personnalités qui seraient impliquées dans les détournements de fonds de l'administration Zelensky.

- Le département d'État des États-Unis a déboursé plus de 800 000 dollars pour le premier mois, au Hilton de Kiev, pour une équipe de plus de 80 inspecteurs afin qu'elle dresse un audit financier de l'administration Zelensky. En l'envoyant, Marco Rubio a indiqué que « toute irrégularité aura des conséquences ».

- Nikolay Azarov, ancien Premier ministre ukrainien (2010-2014) aujourd'hui exilé en Russie, a commenté : « C'est l'agonie [de l'administration Zelensky]. Il est tout à fait clair que les États-Unis l'ont licencié et travaillent maintenant à le retirer du pouvoir. Toutes les forces qui rêvent du départ de Zelensky ont également ressuscité. Oui, il est soutenu par le Royaume-Uni, et dans une certaine mesure par la France. Mais le soutien s'affaiblit sous nos yeux. »

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Qui télécommande les drones de Kiev ?](#) », par Manlio Dinucci

L'Ukraine n'a pas pu réaliser l'opération « Toile d'araignée » sans l'aide des satellites de l'OTAN ou d'un État membre. Il s'agit à l'évidence d'une répétition des actions secrètes de la CIA lors de la Guerre froide, sauf que, cette fois-ci, il ne semble pas que le président Donald Trump en ait été informé à l'avance. Son administration était trop occupée à faire pression sur ses alliés pour les contraindre à se saigner et à augmenter leurs dépenses militaires à 5 % de leur PIB.

3631 Le rapport du GRECO sur la corruption en Occident

Le Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe (GRECO) a rendu son 24^e [rapport](#), intitulé *Tendances, défis et bonnes pratiques de la lutte contre la corruption en Europe et aux États-Unis d'Amérique*.

☞ La corruption s'entend comme l'achat de décisions politiques, mais dans la pratique la lutte contre la corruption n'est pas aussi ferme selon le corrupteur. Fermer les yeux sur les pratiques de certains corrupteurs revient à leur livrer des États.

3632 Fin de l'allégation selon laquelle la Russie aurait enlevé 900 000 enfants ukrainiens

La délégation ukrainienne a remis à la délégation russe une liste de 339 enfants enlevés par la Russie. 339 et non pas 900 000 comme évoqués devant la Cour pénale internationale.

☞ Selon la Russie, les seuls enfants qui ont été déplacés l'ont été pour les protéger des combats.

La CPI avait émis des mandats d'arrêt contre le président Vladimir Poutine et contre la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova.

3633 Des opposants russes en grâce à Bruxelles

Yulia Navalnaya, Vladimir Kara-Murza et Ilya Yashin, qualifiés par Bruxelles « d'opposants démocratiques russes » ont appelé l'Union européenne à remplir le vide laissé par la défaite de l'administration Biden. Selon le triumvirat, l'UE devrait soutenir la société civile en Russie afin de garder des contacts avec les personnes opposées à la « guerre » contre l'Ukraine et à la « dictature » de Vladimir Poutine.

☞ Yulia Navalnaya est la veuve d'Alexeï Navalny. À la conférence sur la Sécurité de Munich de 2024, elle avait accusé la Russie d'avoir assassiné son mari. Cependant, elle a reconnu par la suite qu'il avait été assassiné par un autre opposant, l'oligarque Leonid Nevzlin (cf. VAI 1948).

☞ Le Britannico-Russe Vladimir Kara-Murza était un proche de l'homme d'affaires Boris Nemtsov, assassiné en 2015.

☞ Ilya Yashin, qui dénonçait hier Alexeï Navalny comme « nationaliste xénophobe et autoritaire », est aujourd'hui un des proches de Boris Kasparov et du Free Russia Forum.

3634 L'armée russe étend ses opérations à Dnipropetrovsk

L'armée russe a annoncé, le 8 juin, attaquer la région ukrainienne de Dnipropetrovsk, bordant celles de Donetsk et de Zaporijjia déjà partiellement sous contrôle russe.

AFRIQUE

3635 Le Wagner Group se retire du Mali

Le groupe Wagner, la société militaire privée du défunt Evgueni Prigojine, a annoncé sur Telegram quitter le Mali. Il a déjà été remplacé par l'Africa Corps, l'unité dépendante directement du ministère russe de la Défense.

Des négociations ont été ouvertes entre la junte au pouvoir et le Groupe de soutien à l'islam et

aux musulmans (JNIM). La lutte contre le jihadisme était la raison de la prise du pouvoir par les hommes d'Assimi Goïta.

Sur recommandation de la consultation nationale, le conseil des ministres a proposé que les élections soient suspendues pendant cinq ans et que le général Assimi Goïta soit maintenu dans ses fonctions de président intérimaire du pays jusqu'à la « pacification » du pays.

3636 Le Rwanda dément que la conférence internationale des Grands Lacs ait institué une commission d'enquête

Le Rwanda a démenti, auprès du Conseil de sécurité (S/2025/321), l'assertion de la République démocratique du Congo (RDC), selon laquelle une « commission d'enquête » aurait été instituée lors de la réunion extraordinaire des ministres des Mines des États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, qui s'est tenue le 2 mai 2025 à Lusaka (Zambie). En réalité, dans un esprit de coopération régionale, il a été recommandé, lors de la réunion de Lusaka, de constituer un comité ministériel spécial chargé d'effectuer des visites consultatives au Rwanda et en République démocratique du Congo.

ASIE

3637 L'opposition parlementaire ne parvient pas à renverser le gouvernement Netanyahu

Se saisissant de la question de l'exemption de service militaire pour les ultra-orthodoxes, l'opposition parlementaire a déposé une proposition de loi visant à destituer le gouvernement et à convoquer de nouvelles élections générales ; proposition qui a échoué.

3638 Le Boston Consulting Group rompt avec la Gaza Humanitarian Foundation

Le Boston Consulting Group a publié, dans un communiqué, avoir mis fin à sa collaboration avec la Gaza Humanitarian Foundation (GHF)

qu'il a contribué à créer, et limogé deux partenaires responsables de la mission.

Plus de 100 Palestiniens ont été tués et près de 600 blessés en 10 jours autour des centres de distribution de l'organisation.

3639 La Flottille de la Liberté arraisonnée

Le voilier *Madleen*, qui revendiquait son appartenance à la Flottille de la Liberté, a été arraisonné par la marine israélienne et conduit au port d'Ashdod.

Le voilier avait à son bord 12 militants allemand, brésilien, français, turc, suédois, espagnol et néerlandais. Il était parti d'Italie, le 1^{er} juin, pour « briser le blocus israélien » de Gaza. Il ne transportait pas d'aide humanitaire et ne pouvait pas aborder Gaza dont les eaux ne sont pas assez profondes.

L'opération de communication avait été organisée autour de la Suédoise Greta Thunberg. Elle avait préenregistré une vidéo annonçant l'arraisonnement du navire.

Les présidents des groupes politiques de l'aile gauche du Parlement européen - Manon Aubry (La Gauche, française), Martin Schirdewan (La Gauche, allemand), Iratxe García (S&D, espagnole), Bas Eickhout (Verts/ALE, néerlandais) et Terry Reintke (Verts/ALE, allemande) - ont demandé la libération de l'équipage du *Madleen*.

3640 Israël lorgne à nouveau sur le sud du Liban

Israël se prépare à assumer une tutelle sur le Liban et à saboter le renouvellement du mandat de la FINUL. Si les Nations unies se retiraient, les FDI pourraient mettre en œuvre leur plan d'expulsion des populations du sud du pays et de création d'une zone tampon.

3641 L'Iran se prépare aux prochaines négociations

L'Iran renforce la défense antiaérienne de ses installations nucléaires civiles tout en acquérant auprès de la Chine plusieurs milliers de tonnes de perchlorate d'ammonium, un composant-clé du propergol solide, lui permettant d'alimenter 800 missiles.

Esmail Khatib, ministre iranien du Renseignement, a affirmé, le 8 juin, que Téhéran « a mis la main sur un important trésor de renseignements stratégiques, opérationnels et scientifiques du régime sioniste, qui a été transféré dans le pays avec l'aide de Dieu ».

3642 Les États-Unis retirent tout leur personnel du Moyen-Orient

Le général Aziz Nasirzadeh, ministre iranien de la Défense, a déclaré qu'en cas d'attaque états-unienne, « les États-Unis n'auront d'autre choix que de quitter la région, car toutes leurs bases sont à la portée de l'armée iranienne qui n'hésitera pas à les cibler toutes dans leurs pays d'accueil. »

Les États-Unis ont retiré, le 11 juin, leur personnel militaire et diplomatique non essentiel du Bahreïn, du Koweït et d'Iraq et ont débuté l'évacuation des familles des militaires des bases de toute la région.

3643 IranView24 accuse Rafael Mariano Grossi de complicité avec Israël

Le site [iranview24](#) a publié les premiers documents sur le programme nucléaire militaire israélien, dérobés par l'Iran. Ils ne comportent rien de sensationnel, mais mettent en cause Rafael Mariano Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Ce dernier

s'est contenté de déclarer que ces documents « semblent faire référence » au centre de recherche nucléaire Soreq du pays.

Le conseil des gouverneurs de l'AIE a adopté une résolution accusant Téhéran d'échecs répétés dans sa coopération avec l'agence depuis 2019. La Russie, la Chine et le Burkina Faso s'y sont opposés. La résolution appelle l'Iran à répondre sans délai aux questions ouvertes sur les traces radioactives découvertes dans des installations nucléaires secrètes.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Spectaculaire opération d'espionnage de l'Iran sur les actifs nucléaires stratégiques d'Israël](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Le ministère iranien du Renseignement a révélé avoir dérobé des documents essentiels sur le programme nucléaire secret d'Israël. Cette arme permet à Tel-Aviv de dominer l'ensemble du Moyen-Orient depuis un demi-siècle, tout en accusant l'Iran – qui ne l'a pas – de vouloir le concurrencer. Même si Israël n'est pas signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ces documents sont susceptibles de modifier considérablement l'attitude des États nucléaires que sont la Chine, les États-Unis, la France, l'Inde, le Pakistan, la Russie et le Royaume-Uni vis-à-vis d'Israël.

Cette annonce intervient à la veille d'un nouveau round de négociation entre les États-Unis et l'Iran.

3644 Pacification de la frontière intracoréenne

Le nouveau président sud-coréen, Lee Jae-myung, a ordonné, le 11 juin, la suspension des émissions de propagande par haut-parleurs vers la Corée du Nord. Le même jour, Kim Jong-un, chef suprême de Corée du Nord, a ordonné la suspension des émissions de bruits effrayants par haut-parleurs vers la Corée du Sud.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le “triangle chinois” pour transformer le monde avec l’ASEAN-10 et les six monarchies pétrolières arabes](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L’Association des Nations d’Asie du Sud-Est (ASEAN) et le Conseil de coopération du Golfe (CGC) ont tenu leur premier sommet commun. C’est un pas de plus vers la formation d’un bloc continental asiatique, qui devrait intégrer la Chine. C’est un pas de moins vers les États-Unis, qui ont créé l’ASEAN durant la Guerre froide et se débattent aujourd’hui avec leur dette incommensurable.

3645 Conversation entre Donald Trump et Xi Jinping

Les présidents états-unien et chinois, Donald Trump et Xi Jinping, se sont parlé par téléphone durant une heure et demie, à la demande de Washington. L’entretien a été considéré comme positif des deux côtés.

Beijing a affirmé que les États-Unis avaient compromis la trêve de Genève en émettant des avertissements concernant les puces d’intelligence artificielle Huawei et en révoquant les visas d’étudiants chinois.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3646 Les 17 territoires dont l’ONU demande la décolonisation

• Le Comité spécial de la décolonisation de l’Assemblée générale de l’ONU examinera les questions relatives aux 17 territoires ayant fait l’objet d’une résolution :

- 1- Îles Falkland (Malvinas) [résolution 58/316 de l’Assemblée générale]
- 2- Gibraltar (décision 79/521 de l’Assemblée générale)
- 3- Sahara occidental (résolution 79/98 de l’Assemblée générale)

- 4- Samoa américaines (résolution 79/99 de l’Assemblée générale)
- 5- Anguilla (résolution 79/100 de l’Assemblée générale)
- 6- Bermudes (résolution 79/101 de l’Assemblée générale)
- 7- Îles Vierges britanniques (résolution 79/102 de l’Assemblée générale)
- 8- Îles Caïmans (résolution 79/103 de l’Assemblée générale)
- 9- Polynésie française (résolution 79/104 de l’Assemblée générale)
- 10- Guam (résolution 79/105 de l’Assemblée générale)
- 11- Montserrat (résolution 79/106 de l’Assemblée générale)
- 12- Nouvelle-Calédonie (résolution 79/107 de l’Assemblée générale)
- 13- Pitcairn (résolution 79/108 de l’Assemblée générale)
- 14- Sainte-Hélène (résolution 79/109 de l’Assemblée générale)
- 15- Tokelau (résolution 79/110 de l’Assemblée générale)
- 16- Îles Turques et Caïques (résolution 79/111 de l’Assemblée générale)
- 17- Îles Vierges américaines (résolution 79/112 de l’Assemblée générale)

• Il a consacré sa séance du 10 juin au Sahara occidental. La situation de ce territoire est d’autant plus compliquée que le Maroc a accepté un plan d’autonomie et a reçu le soutien de 110 États membres des Nations unies. Cependant le droit international place l’autodétermination des peuples au-dessus de la volonté des États. Le Maroc et ses soutiens, quant à eux, considèrent qu’il ne s’agit pas d’une question décoloniale, le Sahara occidental étant une province historique du Maroc.

• La séance du 11 juin était consacrée à Gibraltar. Le Royaume-Uni et l’Union européenne (dont l’Espagne) y ont annoncé un accord de libre-circulation, ce qui a suspendu la discussion.

3647 L'Union européenne apporte son soutien à la Cour pénale internationale contre les États-Unis

Brad Smith, président de Microsoft, a coupé les e-mails de la Cour pénale internationale (CPI), le 20 mai.

Au nom de « l'exceptionnalisme américain », le secrétariat d'État a annoncé, le 5 juin, des sanctions contre des juges de la CPI, impliqués dans l'enquête sur les crimes de guerre états-uniens en Afghanistan et la délivrance d'un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu.

La CPI a dénoncé une « tentative manifeste de porter atteinte à l'indépendance d'une institution judiciaire internationale »

Les présidents du Conseil européen, António Costa, de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la haute représentante de l'UE, Kaja Kallas, ont apporté, le 6 juin, leur soutien à la (CPI).

☞ Depuis 2002, Washington a mis en garde la CPI et adopté une loi autorisant le président des États-Unis à intervenir militairement à La Haye si des ressortissants états-uniens y étaient détenus et jugés (*American Service-Members' Protection Act*).

3648 À l'exception de l'Espagne, l'OTAN se dirige vers l'adoption des 5 % du PIB pour les défenses militaires

Les ministres de la Défense de l'OTAN ont adopté, le 5 juin, un nouvel ensemble d'objectifs capacitaires. Selon Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN : « Nous sommes convenus d'un nouvel ensemble ambitieux d'objectifs capacitaires, ce qui est crucial. Ces objectifs décrivent précisément les capacités dans lesquelles les Alliés doivent investir au cours des prochaines années : défense aérienne, avions de combat, chars, drones, personnel, logistique, et bien plus encore. Tout cela est nécessaire pour maintenir la force de notre dissuasion et de notre défense ainsi que la sécurité de notre milliard d'habitants. »

Mark Rutte a annoncé aux médias qu'il allait proposer aux dirigeants des pays alliés « un plan d'investissement global qui représentera 5 % du PIB, avec 3,5 % du PIB pour les dépenses de défense, basées sur le coût nécessaire pour atteindre les nouveaux objectifs capacitaires, et 1,5 % du PIB consacré aux investissements liés à la Défense et à la Sécurité ». Les États membres devront s'engager « à respecter des plans annuels indiquant l'augmentation de chaque objectif afin de garantir l'atteinte du nouvel objectif de 5% ».

Pete Hegseth, secrétaire états-unien à la Défense, a commenté : « Nous pensons qu'un consensus est proche, voire que l'on est proche d'un consensus, sur un engagement de 5 % pour l'OTAN à La Haye, au plus tard ce mois-ci. »

Margarita Robles, ministre espagnole de la Défense, a publiquement rejeté l'objectif des 5 %.

Par ailleurs, les États-Unis ont désigné le général d'origine biélorusse Alexis Grynkevich comme nouveau commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), en remplacement du général Christopher G. Cavoli.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°138 - 20 juin 2025

ÉDITORIAL

3649 Donald Trump quitte le G7 avant la fin du sommet

- En arrivant au sommet des chefs d'État et de gouvernement du G7, à Kananaskis, le président Donald Trump a publiquement déploré que l'on ait exclu la Russie de cette organisation.

Alors que le sommet devait se terminer le 17 juin, il l'a quitté avant la fin, avec un jour d'avance. Il avait déjà quitté prématurément le sommet virtuel du G7 du 24 février.

Ces deux derniers sommets n'ont pas publié de document final.

- Shigeru Ishiba, Premier ministre japonais, et Lee Jae-myung, président sud-coréen qui avait été invité au sommet, n'ont pas pu régler leurs problèmes de droits de douane avec les États-Unis. La rencontre de Shigeru Ishiba avec Donald Trump n'a rien donné et celle de Lee Jae-myung a été annulée en raison du départ précipité du président états-unien.

- Le président Trump, furieux, a publié un [post](#), sur Truth Social, le 17 juin : « Parce qu'il cherche à se faire de la publicité, le président Emmanuel Macron, de la France, a déclaré à tort que j'ai quitté le sommet du G7, au Canada, pour retourner à Washington pour travailler sur un "cessez-le-feu" entre Israël et l'Iran. C'est faux. Il ne sait pas pourquoi je suis maintenant en route pour Washington, mais cela n'a certainement rien à voir avec un cessez-le-feu. Beaucoup plus grand que ça. Que ce soit délibérément ou non, Emmanuel se trompe toujours. Restez à l'écoute. »

- Le départ du président Trump pourrait augurer de son attitude lors du prochain sommet des chefs d'État et du gouvernement de l'OTAN (les 24 et 25 juin à La Haye).

AMÉRIQUES

3650 Le Pentagone positionne des navires au Moyen-Orient

Après l'*USS The Sullivans* et l'*USS Arleigh Burke*, le Pentagone a positionné un troisième destroyer, l'*USS Thomas Hudner*, au large d'Israël.

L'*USS Carl Vinson*, un porte-avion à propulsion nucléaire, est actuellement sur la côte sud de la mer d'Oman au large de l'Iran, avec un escadron de F/A-18 et de F-35, (...) ainsi que trois destroyers d'accompagnement et un croiseur. Deux destroyers supplémentaires - l'*USS Truxtun* et l'*USS Forrest Sherman* - sont actuellement en mer Rouge

3651 Yechiel Leiter assure qu'Israël peut détruire le site nucléaire de Fordo sans l'assistance des États-Unis

Répondant à ABC News, le 15 juin, l'ambassadeur d'Israël à Washington, Yechiel Leiter, a répondu lorsqu'on lui a demandé s'il pouvait détruire le site de Fordo sans l'assistance des États-Unis : « Nous avons un certain nombre d'imprévus, mais nous pouvons nous occuper de Fordo. Vous savez, tout n'est pas une question de voler dans le ciel et de bombarder de loin. »

Cependant, le même jour, un autre officiel israélien déclarait à Al-Arabiya, que sans intervention états-unienne, il ne serait pas possible de détruire la centrale de Fordo.

3652 Le FBI accuse la Chine d'ingérence dans l'élection présidentielle de 2020

[Kash Patel](#), directeur du FBI, a annoncé avoir découvert des documents alléguant que la Chine était liée à la production de permis de conduire frauduleux qui devaient être utilisés pour de faux bulletins de vote par correspondance soutenant le candidat à la présidence Joseph R. Biden lors de l'élection de 2020.

« J'ai immédiatement déclassifié les documents et je les ai remis au président de la commission judiciaire du Sénat, Chuck Grassley, pour un examen plus approfondi », a-t-il déclaré.

3653 La Chambre des représentants enquête sur le Planning familial

La sous-commission de la Chambre des représentants sur l'efficacité gouvernementale a

décidé d'enquêter sur les dépenses des subventions fédérales par le Planning familial (Planned Parenthood).

Constatant que les services prénataux ont diminué alors que les avortements ont augmenté, les parlementaires soupçonnent le Planning familial d'avoir utilisé des fonds fédéraux pour les financer alors qu'ils ne peuvent l'être que dans les cas de viol, d'inceste et lorsque la vie de la mère est en danger.

3654 CBS fait la publicité des manifestations « No Kings ! »

La Commission fédérale des communications a enregistré une plainte contre CBS pour avoir publié sur son site internet un article favorable aux produits dérivés des manifestations « No Kings ! » de la multimilliardaire Christy Walton (Walmart) (Cf. VAI 3613).

Erratum

Dans certaines éditions de notre lettre 137, nous avons écrit par erreur (cf. VAI 3613) que Christy Walton, héritière des magasins Walmart, était multimillionnaire. En réalité, sa famille est l'une des plus riches du monde.

3655 Bluesky Social refuse le compte de JD Vance

Le vice-président JD Vance a ouvert un compte sur Bluesky Social. « Bonjour Bluesky, on m'a dit que cette application était devenue la référence pour des discussions et analyses politiques de bon sens. Je suis donc ravi d'être ici pour échanger avec vous tous », a-t-il écrit avant de poster divers jugements. Las, vingt minutes plus tard, le réseau social alternatif, fondé par Jack Dorsey et aujourd'hui dirigé par Jay Graber, a supprimé son compte.

3656 Le Pentagone rattache le Groenland au Northern Command

Le [département de la Défense](#) a déplacé le Groenland, mais pas le Danemark, du European Command au Northern Command.

3657 Marco Rubio sur l'attaque israélienne contre l'Iran

Marco Rubio, secrétaire d'État, a publié un [communiqué](#), le 13 juin : « Ce soir, Israël a pris des mesures unilatérales contre l'Iran. Nous ne sommes pas impliqués dans des frappes contre l'Iran et notre priorité absolue est la protection des forces états-uniennes dans la région. Israël nous a informés qu'il pensait que cette action était nécessaire pour sa légitime défense. Le président Trump et l'administration ont pris toutes les mesures nécessaires pour protéger nos forces et rester en contact étroit avec nos partenaires régionaux. Permettez-moi d'être clair : l'Iran ne devrait pas cibler les intérêts ou le personnel des États-Unis. »

3658 Donald Trump sur l'attaque israélienne contre l'Iran

- Le président Donald Trump a publié, le 17 juin, un post sur Truth Social : « L'Iran aurait dû signer "l'accord" que je lui ai demandé de signer. Quelle honte, et quel gaspillage de vies humaines. Il s'agit simplement de l'Iran qui n'a pas besoin d'un plan global. Je l'ai dit encore et encore. Tout le monde devrait évacuer immédiatement Téhéran. »
- Interrogé, le 17 juin, sur le consensus au sein des agences de renseignements états-uniennes, rendu le même jour, selon lequel Téhéran n'a pas pris la décision de fabriquer une bombe atomique, le président Donald Trump a affirmé, à bord d'Air Force One qui le ramenait du G7 : « Je me fiche de ce qu'elle a dit, je pense qu'ils étaient très proches » de l'avoir, en parlant de sa directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard.
- Le 18 juin, le président Trump s'est dit prêt à recevoir une délégation iranienne à la Maison-Blanche.

3659 Tucker Carlson mobilise les électeurs de Trump contre l'expansionnisme israélien

Le journaliste Tucker Carlson a déclaré dans une émission, le 13 juin : « Même si l'armée états-unienne n'a peut-être pas perpétré physiquement l'assaut [contre l'Iran], des années de financement et d'envoi d'armes à Israël, dont Donald Trump vient de se vanter sur Truth Social, placent indéniablement les États-Unis au centre des événements d'hier soir. Les politiciens qui prétendent être "America First" ne peuvent pas maintenant se retourner de manière crédible et dire qu'ils n'ont rien à voir avec cela. »

Selon lui, « le véritable clivage ne se situe pas entre ceux qui soutiennent Israël et ceux qui soutiennent l'Iran ou les Palestiniens », mais « entre ceux qui encouragent la violence avec désinvolture et ceux qui cherchent à l'empêcher – entre les auteurs de guerre et les artisans de paix ». Parmi les auteurs de guerre qui appellent M. Trump à « exiger des frappes aériennes et d'autres interventions militaires états-uniennes directes dans une guerre avec l'Iran » figurent « Sean Hannity, Mark Levin, Rupert Murdoch, Ike Perlmutter et Miriam Adelson. À un moment donné, ils devront tous répondre de cela, mais vous devriez connaître leurs noms maintenant. »

3660 Lockheed Martin annonce améliorer ses F-35 et les améliorera encore à l'avenir

Lockheed Martin a annoncé, le 16 juin à l'occasion du salon aéronautique du Bourget, l'achèvement de Technology Refresh 3, un ensemble d'améliorations logicielles et matérielles destinées à l'avion de combat F-35.

Il a annoncé que le Block 4 comportera plus de 75 nouvelles fonctionnalités, mais n'a pas annoncé quand. « Premièrement : tous les capteurs ont été considérablement améliorés. Deuxièmement : la capacité à emporter davantage d'armes et des types d'armes différents. Troisièmement : et je pense que cela changera la donne, ce sont les fonctionnalités

d'interopérabilité supplémentaires qui nous permettront de communiquer entre les domaines et d'être le nœud central du champ de bataille. »

☞ La saga du F-35 continue. Cet avion multirôle, qui devait remplacer tous les autres, ne parvient toujours pas à remplir les tâches pour lesquelles il a déjà été vendu à de nombreux états-majors au cours des vingt-deux dernières années. L'US Air Force a commandé de vieux F-16 en remplacement de cet avion imprévisible. L'armée de l'Air états-unienne est qualitativement dépassée par ses concurrents russes, français et chinois.

3661 Qui a financé les émeutes de Californie ?

Le sénateur républicain Josh Hawley (Missouri) a ouvert une enquête pour déterminer qui a financé les émeutes de Los Angeles. Selon [Open the Books](#), cinq associations financées par la Californie ont joué un rôle central dans les émeutes (Coalition for Humane Immigrant Rights [CHIRLA], Immigrant Legal Resource Center [ILRC], Immigration Institute of the Bay Area [IIBA], Services Immigrant Rights and Education Network [SIREN], Immigrant Defenders Law Center [IMMDEF]). Elles ont reçu 72 millions de dollars de Sacramento.

3662 Confirmation de la condamnation de Cristina Fernández de Kirchner

La semaine dernière, la plus haute cour d'Argentine a confirmé la condamnation de Cristina Fernández de Kirchner, ancienne présidente de la nation argentine pour corruption. Elle avait accordé des contrats d'État à une amie alors qu'elle était première dame et présidente.

En raison de son âge et de problèmes de sécurité, Mme Fernández de Kirchner a été autorisée à purger sa peine dans l'appartement où elle vit avec sa fille et sa petite-fille.

EUROPE

3663 La France ferme les stands israéliens du salon du Bourget

La France a fermé les stands d'Israel Aerospace Industries (IAI), de Rafael, d'Uvision, d'Aeronautics Defense Systems et d'Elbit Systems au 55^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget. Des tentures noires ont été déployées pour les masquer.

Ces stands ont exposé des « armes offensives » qui peuvent être utilisées à Gaza, en violation des accords franco-israéliens.

Sur la chaîne d'information continue française LCI, le président israélien, Isaac Herzog, a qualifié la décision française « d'outrage » et a demandé qu'elle soit « immédiatement corrigée ».

Analyse du Réseau Voltaire

• « [L'Italie et l'Allemagne sur le front de guerre](#) », par Manlio Dinucci

Alors qu'Israël vient d'attaquer « préventivement » l'Iran, c'est-à-dire en violation du droit international, Mario Dinucci nous rappelle les accords de l'Italie et de l'Allemagne avec l'OTAN et avec Israël. Ces deux États européens sont, juste après les États-Unis, les principaux fournisseurs d'armes de l'État hébreu.

3664 Manifestations aux Pays-Bas et en Belgique contre la guerre à Gaza

À l'initiative d'Amnesty International, Save the Children et Médecins sans frontières, 150 000 manifestants vêtus de rouge ont encerclé le centre de La Haye, symbolisant la « ligne rouge » que leur gouvernement ne devrait pas dépasser en soutenant Israël malgré ses crimes.

Ils étaient 50 000 à Bruxelles.

3665 Nikos Christodoulides, intermédiaire entre l'Iran et Israël

Nikos Christodoulides, président chypriote, a déclaré que l'Iran lui avait demandé de transmettre à Israël « certains messages ». Il s'est entretenu le 15 juin avec Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, et s'est également entretenu avec les dirigeants d'Égypte, des Émirats arabes unis et de la Grèce.

3666 Le Danemark s'apprête à investir au Groenland

Mette Frederiksen, Première ministre danoise, et Jens-Frederik Nielsen, Premier ministre groenlandais, ont annoncé que le Danemark s'apprêtait à investir davantage dans le développement de la société groenlandaise. « Il pourrait s'agir de ports ou d'autres infrastructures essentielles, à la fois militaires et de défense, mais également utilisables, par exemple, pour le tourisme ou l'extraction de matières premières. »

☞ La soudaine sollicitude du Danemark intervient alors que les États-Unis souhaiteraient « intégrer » le Groenland.

3667 L'UE financera les « partis politiques européens » et leurs fondations

A l'issue de longues négociations, le Conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'UE, en accord avec le Parlement européen, a décidé d'autoriser la constitution des « partis politiques européens » prévus par les traités.

Ceux-ci pourront regrouper des partis politiques nationaux, y compris des États non membres de l'UE (c'est-à-dire des pays candidats à l'adhésion à l'UE ; des pays de l'AELE ; des pays ayant quitté l'UE ; des pays européens avec lesquels l'UE a conclu des accords d'association incluant un accord de libre-échange), dans la pratique de tous les membres du Conseil de l'Europe, sauf l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

L'UE pourra cofinancer un parti politique européen et sa fondation politique à hauteur de 95 %. Les revenus autogénérés (ventes de livres, interventions à des conférences. etc.) pourront atteindre 3 % du budget d'un parti politique européen et 5 % pour une fondation.

Cependant, chaque parti politique européen devra signer une déclaration écrite affirmant le respect des valeurs fondamentales de l'UE. Et toute modification des partis nationaux adhérant à un parti européen nécessitera la signature d'une nouvelle déclaration.

3668 Le Conseil de l'Europe dans les pas de l'UE pour un « contrôle informationnel »

Le Suisse Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a ouvert la [Semaine contre le discours de haine](#) (17-20 juin) en prononçant un [discours](#). « La haine ne commence pas par la violence. Elle commence par les mots. Les discours de haine et les crimes de haine ne sont pas des problèmes distincts, mais s'inscrivent dans un continuum », a-t-il déclaré.

Le Conseil de l'Europe, en vertu de sa résolution CM/Rec(2022)16, entend élaborer un Pacte démocratique pour l'Europe reposant sur trois piliers : éduquer, protéger et innover « en adaptant les institutions pour faire face aux menaces hybrides, transfrontalières et en constante évolution ».

☞ Cette démarche, qui confond des actes avec la liberté d'expression, étend le « contrôle informationnel » déjà en vigueur dans l'UE (cf. VAI 3609).

3669 Conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Donald Trump

Le président russe, Vladimir Poutine, a téléphoné à son homologue états-unien, Donald Trump, le 14 juin, à l'occasion de son anniversaire. Le président états-unien a rappelé que c'était aussi le 250^e anniversaire de l'Armée de Terre de son pays. Les deux hommes se sont

alors souvenus de la fraternité d'armes durant la Seconde Guerre mondiale.

Selon son conseiller diplomatique, Iouri Ouchakov (ancien ambassadeur aux États-Unis) : « M. Poutine a rappelé que la Russie tentait de trouver une solution acceptable au problème posé par le nucléaire iranien. Il a donné compte-rendu de ses conversations avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et avec le président iranien, Massoud Pezeshkian, le 13 juin. Il a souligné qu'il était important d'empêcher la propagation du conflit et que, si la partie russe condamnait l'attaque préventive israélienne, elle était prête à mener d'éventuels efforts de médiation. M. Trump a répondu en soulignant que ses représentants devaient continuer leurs négociations de leur côté.

M. Poutine a alors abordé la réunion des délégations russe et ukrainienne, à Istanbul le 2 juin. Un échange, y compris des blessés graves, des prisonniers de guerre de moins de 25 ans et des dépouilles de victimes (1 248 Ukrainiens contre 78 Russes), a été conclu et réalisé. M. Trump a rappelé son intérêt à voir la paix conclue. »

3670 Simona Halperin précise les objectifs israéliens en Iran

Simona Halperin, ambassadrice israélienne à Moscou, a déclaré qu'Israël « n'avait pas fixé de limite pour la durée de son opération en Iran et ne s'était pas fixé l'objectif de changer le régime en Iran ».

AFRIQUE

3671 Les rebelles du FLA détruisent un Su-24 de l'Africa Corps

Le Front de libération de l'Azawad (FLA) (c'est-à-dire des zones de pâturage touaregs du Nord du Mali) est parvenu à détruire, le 14 juin, un bombardier soviétique Soukhoï Su-24 de l'Africa Corps. C'est le troisième avion détruit depuis le début de l'offensive malienne contre les rebelles touaregs.

3672 Boko Haram se dote de drones kamikazes

Dans la nuit du 8 au 9 juin, une unité de Boko Haram a attaqué le camp militaire de Sagmé (nord du Cameroun), faisant quatre morts et six blessés. Pour la première fois, les jihadistes ont utilisé un drone kamikaze.

Lors d'attaques précédentes, au cours des quatre derniers mois, Boko Haram avait eu recours à des drones de surveillance. Cette fois-ci, les engins véhiculaient des explosifs.

3673 Accord entre la RDC et le Rwanda

À l'issue de trois jours de négociations à Washington, les représentants de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont signé, en présence de l'États-Unis-Libanais Massad Boulos (conseiller du département d'État pour l'Afrique) et du Qatar, le texte d'un accord provisoire.

S'appuyant sur la Déclaration de principes du 25 avril 2025, il contient des dispositions sur le respect de l'intégrité territoriale et l'interdiction des hostilités ; le désengagement, le désarmement et l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques ; la mise en place d'un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité qui intègre le Concept d'opération (CONOPS) du 31 octobre 2024 ; la facilitation du retour des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que l'accès humanitaire ; et un cadre régional d'intégration économique.

Cet accord sera signé, le 27 juin, au niveau ministériel, en présence de Marco Rubio, secrétaire d'État.

ASIE

3674 L'opération « Lion qui se dresse »

• Le 13 juin, les Forces de défense israéliennes (FDI) ont lancé l'opération « Lion qui se dresse » (מבצע עם כָּלְבִּיא). Les chasseurs-bombardiers israéliens ont attaqué plus de 300 cibles en Iran.

• Répondant, le 15 juin, à Bret Baier sur Fox News, [Benyamin Netanyahu](#), Premier ministre israélien, a assuré qu'il n'y aura pas de « deuxième Holocauste », aussi nous devons « agir maintenant. Nous sommes déterminés à faire tout ce qui est nécessaire pour atteindre notre double objectif, pour éliminer [...] deux menaces existentielles - la menace nucléaire et la menace des missiles balistiques. Nous avons agi pour nous sauver nous-mêmes, mais aussi, je pense, non seulement pour nous protéger, mais aussi pour protéger le monde contre ce régime incendiaire. Nous ne voulons pas que le régime le plus dangereux du monde ait les armes les plus dangereuses du monde. »

Il a assuré que son opération pourrait durer des semaines et a ouvertement exhorté le peuple iranien à se soulever contre ses dirigeants religieux islamiques.

Au cours du même entretien, il a affirmé : « Ce sont des gens [les Iraniens] qui chantent la mort de l'Amérique. Ils ont essayé d'assassiner le président Trump à deux reprises. »

• Effi Defrin, porte-parole des FDI, a déclaré le 16 juin : « Depuis le début de l'opération, plus de 120 lanceurs de missiles, représentant un tiers de l'ensemble des lanceurs du régime iranien, ont été détruits ».

3675 Le système de défense antiaérien israélien est inopérant face aux missiles hypersoniques

Selon Andrei Martyanov, consultant militaire russe désormais basé aux États-Unis, le système de défense antiaérienne israélien (« Dôme de fer », les « Flèches 1 et 2 » et la « Fronde de David ») est absolument inopérant face aux missiles hypersoniques iraniens.

👉 *Axios* a révélé en janvier que 90 missiles *Patriot* avaient été transférés d'Israël en Pologne, à destination de l'Ukraine. Selon *The Times of Israel*, huit batteries *Patriot* ont été retirées en 2024. L'ambassadeur d'Israël à Kiev, Michael Brodsky, a confirmé, le 8 juin, à la journaliste Marichka Dovbenko, que les batteries *Patriot*

Analyse du Réseau Voltaire

• « [La base du MAGA \(les partisans de Trump\) contre le soutien à Israël, selon le *Times of Israel*, Al Jazeera et le *Financial Times*](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'opération « Lion qui se dresse » (מבצע **לִיּוֹן**), lancée par les Forces de défense israéliennes (FDI), le 13 juin contre l'Iran a endommagé ou détruit de nombreuses cibles en Iran. Une vingtaine de responsables militaires et de scientifiques de haut niveau ont été assassinés. Cependant, contrairement à la narration officielle israélienne et occidentale, la contre-attaque iranienne en Israël a atteint de nombreuses cibles. Plus encore que lors des opérations précédentes (Vraie promesse 1 et 2) (**وَعْدُهُ صَادِق**) des 13 avril et 1^{er} octobre 2024, les missiles hypersoniques de Téhéran ont détruit des cibles avec précision à Jérusalem, à Haïfa, à Tel-Aviv, sur la base aérienne de Nevatim et sur le réacteur nucléaire de Dimona. À Washington tout a basculé lorsque les électeurs du président Donald Trump ont pris position contre l'aventurisme de Benyamin Netanyahu.

• « [Les relations Israël-Iran que l'on vous a cachées. Israël - Iran : l'affrontement](#) », par Thierry Meyssan

L'affrontement entre Israël et l'Iran ne correspond pas du tout à l'image que les médias en donnent. Il trouve ses racines dans une période antérieure à la République islamique et n'a aucun rapport avec la fabrication d'une bombe nucléaire. Son déclenchement aujourd'hui vise à masquer les turpitudes de l'Argentin Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

reçues par Israël des États-Unis étaient arrivées en Ukraine. Le ministère israélien des Affaires étrangères a immédiatement démenti les propos de son ambassadeur. Quoi qu'il en soit, aucune batterie *Patriot* n'est entrée en action face aux bombardements iraniens.

3676 Le Jour du Jugement dernier mis à l'abri en Grèce

L'avion officiel du Premier ministre israélien, *L'Aile de Sion*, baptisé *Jour du Jugement dernier*, a quitté Israël et a été caché en Grèce.

3677 La censure militaire israélienne en action

Considérant l'importance de la censure militaire depuis le début de la riposte iranienne à l'attaque préventive israélienne, plusieurs quotidiens israéliens ont brièvement supprimé leurs fils d'actualité sur la guerre, puis les ont repris.

Les FDI ont interdit aux médias étrangers de filmer les lieux d'impact des missiles iraniens afin de ne pas renseigner l'Iran. A l'évidence, certains missiles iraniens ont touché des cibles sensibles.

Rappelons que lors des deux dernières années, Israël est l'État développé qui censure le plus la presse (cf. VAI 1361).

3678 Israël Katz appelle à éliminer Ali Khamenei

Israël Katz, ministre israélien de la Défense, a déclaré qu'Ali Khamenei est : « un homme qui professe une idéologie de destruction d'Israël et qui utilise les ressources de son pays pour poursuivre cet objectif horrible. Un homme comme ça ne doit pas exister. Khamenei est l'actuel Hitler. Un homme qui a mené une puissance majeure pendant des décennies, mais qui appelle ouvertement à la destruction d'Israël et utilise toutes les ressources aux dépens de son propre peuple. »

3679 Le Hezbollah entrera en guerre si les États-Unis attaquent l'Iran

Un haut responsable iranien a lancé, le 18 juin, un avertissement sur Al-Jazeera : « L'entrée des États-Unis dans la ligne de confrontation avec l'entité sioniste signifie que le Hezbollah entrera en action. Une telle intervention serait suivie

Analyse du Réseau Voltaire

• Vidéo : « [Thierry Meyssan sur l'agression israélienne contre l'Iran et le sommet de l'OTAN](#) »

Thierry Meyssan a accordé une interview à Nicolas Stoquer sur GPTV. Il répond aux questions sur les ennemis de l'Iran et d'Israël ; sur la guerre préventive, c'est-à-dire l'agression, d'Israël contre l'Iran et sur la supériorité des missiles hypersoniques iraniens sur la défense antiaérienne israélienne. Il observe que les médias israéliens viennent tous de couper leur fil d'actualité, car, désormais, la censure militaire entend contrôler la totalité des informations sur les pertes subies face à Téhéran. Enfin, il relève que 90 à 95 % de l'électorat de Donald Trump, en opposition avec certains financiers de sa campagne électorale, est opposé à toute intervention états-unienne aux côtés d'Israël.

L'entretien porte également sur le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN (les 24 et 25 juin). Il souligne que Donald Trump n'ayant pas obtenu satisfaction de ses exigences, il pourrait soit accorder un délai supplémentaire à certains États, soit retirer son pays du commandement intégré de l'Alliance atlantique, soit même quitter le sommet avant sa fin (comme il vient de le faire à celui du G7).

La partie de cette matinale à laquelle Thierry Meyssan participe débute à 1 heure 51 minutes.

d'une menace sans précédent visant les navires ennemis. Une action iranienne contre des cibles maritimes et les positions ennemies en mer demeure une option si les États-Unis s'engagent dans la confrontation. »

☞ Cette menace répond à celle du président Trump. Cependant, au cours des dernières années, le Hezbollah avait été réorganisé par le général Qassem Soleimani pour couper ses liens de subordination à l'Iran. En outre, le Hezbollah a été profondément blessé par les FDI et nul ne sait de quelles armes il dispose

encore. En tout état de cause, une action du Hezbollah pourrait être une initiative de certains de ses membres, plutôt qu'une décision du parti, et ne serait qu'une action commando et non pas l'attaque d'une armée.

✎ Ibrahim Moussaoui, député du Hezbollah, commentant le hashtag « Nos vies pour Khamenei », a déclaré : « Dieu, son Prophète et tous les croyants ne toléreront pas que nous préférions l'obéissance aux méchants à la mort des héros », laissant entendre qu'il préfère un combat, même inégal, au déshonneur.

Le Hezbollah a annoncé, le 18 juin, que tout préjudice causé à la vie du Guide suprême de l'Iran, Ali Khamenei, « aura de graves conséquences ». Il a condamné les menaces comme étant « disgracieuses et insultantes à l'égard de centaines de millions de croyants musulmans ».

3680 Montée de la tension anti-états-unienne en Iraq

Le département d'État a replié son personnel non essentiel et leurs familles, présents à Bagdad, le 11 juin. Il a demandé, le 15 juin, aux citoyens états-uniens présents en Iraq d'éviter de circuler là où il y a des foules.

Des drones non revendiqués ont attaqué la base aérienne états-unienne d'Aïn al-Assad, le 15 juin. L'US Air Force les a repoussés.

3681 L'Iran tente de restreindre les chiens

Le 9 mai, les autorités iraniennes ont décrété l'interdiction de transporter sans cage des chiens dans les transports en commun et de les promener sans laisse dans les espaces publics.

En 2017, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait déclaré que le fait de garder des chiens pour des raisons autres que l'élevage, la chasse ou la garde est « répréhensible ». Il avait émis une fatwa disant que « la prière est invalide avec la présence de poils de chien ».

En 2021, un projet de loi soutenu par 75 parlementaires avait été déposé pour rendre illégaux l'achat, la vente et la conservation d'un large éventail d'animaux de compagnie - y compris les chiens et les chats. Il n'avait pas été adopté.

✎ Les chiens sont considérés comme impurs dans les traditions islamiques. Les autorités iraniennes cherchent à les interdire comme des signes pro-Occidentaux.

3682 Bombardements israéliens en Iran

Les bombardements « préventifs » israéliens ont tué au moins :

- Le général Esmail Qaani, commandant de la Force Al Qods (Gardiens de la révolution islamique) ;
 - Le général Hossein Salami, commandant des Gardiens de la révolution ;
 - Le général Mohammad Bagheri, chef d'état-major des forces armées iraniennes ;
 - Le général Gholam Ali Rashid, directeur du centre de commandement Khatam-al Anbiya ;
 - Le général Amir Ali Hajizadeh, commandant de la force aérospatiale ;
 - L'amiral Ali Shamkhani, ancien ministre de la Défense et conseiller principal du Guide suprême ;
 - Le général Mohammad Kazemi, commandant du Renseignement des Gardiens de la révolution, et son adjoint ;
- Tous les chefs militaires ont été immédiatement remplacés.

- Mohammad-Mehdi Tehrani, scientifique de l'Université islamique Azad (Téhéran) ;
- Fereydoun Abbasi, ancien directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique ;
- Abdolhamid Manouchehr, scientifique nucléaire ;
- Ahmad Reza Zolfaghari, scientifique nucléaire ;
- Amirhossein Feghi, scientifique nucléaire ;

Si les chefs militaires ont été tués par des bombardements ciblés, les scientifiques l'ont été en piégeant leurs véhicules.

- Indépendamment de ces assassinats ciblés, Israël a bombardé des centrales nucléaires (sans effet car elles sont souterraines), des centres de stockage d'hydrocarbures, et le campus de la télévision publique.

3683 La riposte iranienne à l'attaque préventive israélienne

- Selon Press TV, la mosquée Jamkaran de Qom a hissé le drapeau rouge symbole d'un appel à la justice et aux représailles dans la tradition chiïte, en particulier lorsque le sang a été versé injustement. Des centaines de manifestants se sont rassemblés à l'extérieur de la mosquée, scandant des slogans anti-israéliens et agitant des drapeaux iraniens.

- L'Iran a lancé « l'Opération Vraie promesse 3 » (وعده صادق) (« Vraie promesse 1 », le 13 avril 2024, était la riposte à l'assassinat de deux généraux à l'ambassade d'Iran à Damas, « Vraie promesse 2 », le 1^{er} octobre 2024, était la riposte à l'assassinat de divers dirigeants, dont Hassan Nasrallah, à Beyrouth).

☞ La Charte des Nations unies, signée par Israël, interdit toute forme d'action préventive. Elle n'autorise de légitime défense qu'en cas d'action ennemie imminente. L'assassinat de scientifiques, de policiers et des personnels d'urgence constitue, lui, un crime de guerre.

3684 Israël bombarde des télévisions

Israël a bombardé le campus de la télévision publique à Téhéran.

☞ Le 13 novembre 2001, les États-Unis avaient bombardé les bureaux d'Al-Jazeera en Afghanistan.

Le 16 avril 2004, Tony Blair, Premier ministre britannique, avait dissuadé George W. Bush, président états-unien, de bombarder le siège d'Al-Jazeera à Doha (Qatar).

Le 27 juin 2011, l'OTAN avait bombardé l'antenne de diffusion de la télévision libyenne au moment exact où Thierry Meyssan prenait la

parole. Par la suite, elle a fait couper la diffusion par le satellite ArabSat.

Israël, quant à lui, a interdit les bureaux de certaines télévisions étrangères et les a bombardés de multiples fois.

La destruction intentionnelle d'installations civiles est un crime de guerre.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3685 Ali Khamenei et sa famille en sécurité

L'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême iranien, a été transféré dans un bunker souterrain à Lavizan, dans le nord-est de Téhéran, quelques heures après que les Israéliens ont débuté leurs attaques, le 13 juin. Sa famille l'aurait accompagné, dont son fils et successeur potentiel, Mojtaba.

☞ Bien qu'Israël ait longtemps soutenu que les fatwas des ayatollahs Rouhollah Khomeiny et Ali Khamenei n'étaient que des mascarades (taqîya), Israël a conscience que seule l'élimination d'Ali Khamenei permettrait aux partisans de la bombe atomique de la construire. Les FDI n'ont donc rien accompli pour l'assassiner.

Selon Reuters, les États-Unis auraient demandé à Israël de ne pas assassiner l'ayatollah Ali Khamenei durant leurs négociations avec l'Iran. Cependant, Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a commenté en soulignant que Tel-Aviv n'a pas besoin de demander de permission à Washington.

3686 Ali Khamenei s'adresse à la nation iranienne

Prenant la parole à la télévision, le 18 juin, l'ayatollah [Ali Khamenei](#), Guide de la révolution, a déclaré :

« Cet acte, l'attaque stupide et malveillante du régime sioniste contre notre pays, a eu lieu à un moment où nos responsables gouvernementaux étaient engagés dans des négociations indirectes et par le biais d'intermédiaires avec la partie états-unienne. Rien n'indiquait de la part de l'Iran qui signalait une manœuvre militaire ou un mouvement soudain et brutal. Bien sûr, on soupçonnait dès le début que les États-Unis étaient impliqués dans la démarche malveillante menée par le régime sioniste. Mais compte tenu de leurs récentes remarques, cette suspicion s'accroît de jour en jour. [...]

Le président états-unien a récemment recouru aux menaces. Il nous a menacés. Non seulement il fait des menaces, mais il utilise aussi une rhétorique absurde et inacceptable pour exiger ouvertement que le peuple iranien se rende. Quand une personne entend de telles choses, c'est vraiment surprenant. Tout d'abord, ils doivent proférer des menaces contre ceux qui ont peur d'être menacés. La nation iranienne n'est pas effrayée par de telles menaces.

Deuxièmement, il n'est pas sage de dire à la nation iranienne de se rendre. Les sages qui connaissent l'Iran, le peuple iranien et l'histoire de l'Iran ne prononceraient jamais de telles paroles. À qui la nation iranienne doit-elle se rendre ? La nation iranienne n'est pas une nation qui se rend. Nous n'avons attaqué personne, et nous ne tolérerons certainement pas que quiconque nous attaque, et nous ne nous rendrons jamais en réponse aux attaques de qui que ce soit. C'est la logique de la nation iranienne. C'est l'esprit de la nation iranienne.

La victoire ne vient que d'Allah, le Tout-Puissant, le Sage (Coran 3:126). Et Dieu Tout-Puissant accordera certainement, la victoire à la nation iranienne, à la vérité, et à ceux qui sont du côté de la justice. »

3687 Israël et l'Iran appellent les habitants du pays ennemi à évacuer les zones proches des cibles militaires

Les Gardiens de la révolution iraniens ont appelé les habitants de Tel-Aviv à évacuer dès que possible, ont rapporté les médias d'État iraniens le 16 juin, peu après que les autorités israéliennes eurent émis un avertissement d'évacuation pour une zone précise à Téhéran.

3688 L'Iran appelle ses partenaires arabes à l'aide

L'Iran a demandé, le 16 juin, au Qatar, à l'Arabie saoudite et à Oman de demander au président Donald Trump de faire pression sur l'État hébreu pour un cessez-le-feu immédiat, ont déclaré deux autorités iraniennes et trois sources régionales à Reuters.

3689 Reprise des pourparlers états-uno-iraniens

L'envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient, Steve Witkoff, devait rencontrer le 15 juin le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, à Mascate, la capitale d'Oman, pour une sixième série de pourparlers nucléaires entre les deux parties.

3690 Comment interpréter le TNP ?

- « L'Iran n'a pas l'intention de développer des armes nucléaires, mais poursuivra son droit à l'énergie nucléaire et à la recherche », a déclaré le 16 juin le président iranien Masoud Pezeshkian, réitérant la fatwa du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, contre les armes de destruction massive.

Il a également déclaré que « l'Iran ne cherchait pas à faire la guerre à l'État hébreu ».

- Reza Najafi, ambassadeur iranien à l'AIEA, a déclaré, le 16 juin, que « les droits de Téhéran en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne sont pas respectés puisqu'un non-membre (Israël) cible librement ses installations nucléaires ; par conséquent, il serait

“injuste” que l’Iran poursuive ses engagements volontaires ».

Esmail Baghaei, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, après avoir affirmé que son gouvernement reste opposé au développement d’armes de destruction massive, a déploré que le parlement iranien soit en train de préparer un projet de loi visant à quitter le traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

3691 Kim Jong-un envoie 6 000 hommes de plus en Russie

Sergeï Shoigu, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, s’est rendu en visite officielle en Corée du Nord. Il a conclu un accord avec Kim Jong-un, dirigeant suprême prévoyant l’envoi de 6 000 ingénieurs militaires et démineurs pour reconstruire l’oblast de Koursk endommagé par l’armée ukrainienne.

La Corée du Nord a déjà envoyé 14 000 soldats pour défendre Koursk, attaqué par les unités nationalistes intégrales ukrainiennes.

☞ Selon la lecture occidentale des résolutions de l’ONU durant la Guerre froide, la Russie n’a pas le droit d’embaucher des travailleurs nord-coréens.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3692 Annulation de la conférence de l’ONU sur la Palestine

Une réunion préparatoire de la conférence de l’ONU sur la Palestine, coprésidée par l’Arabie saoudite et la France, s’est tenue les 14 et 15 juin à Paris.

Cependant, à la suite des frappes israéliennes contre l’Iran, la conférence qui devait se tenir du 17 au 20 juin à New York a été reportée indéfiniment.

Recevant les participants de la conférence préparatoire à l’Élysée, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré : « J’ai dit à Netanyahu que s’il y a une question unissant

Israël et ses voisins, c’est la menace iranienne. Maintenant que cette menace est réapparue comme une priorité absolue, il est dans l’intérêt politique et sécuritaire israélien d’accepter un cessez-le-feu et d’assurer la libération des otages. »

3693 L’Assemblée générale institue la « Journée internationale contre les mesures coercitives unilatérales »

Par 116 voix pour, 50 contre et 6 abstentions (Bahamas, États-Unis, Kazakhstan, Panama, Paraguay et Türkiye), l’Assemblée générale des Nations unies a promu le 4 décembre comme « Journée internationale contre les mesures coercitives unilatérales ».

Un vif débat a opposé le camp occidental au reste du monde. Les États-Unis ont assuré du bien-fondé de leurs « sanctions » visant à combattre des actes répréhensibles comme le terrorisme et la criminalité. Ils ont dénoncé les allégations faisant croire que les sanctions états-uniennes induisent des souffrances, tout en mettant en avant les dérogations humanitaires.

☞ Les « mesures coercitives unilatérales » n’ont aucune licéité en droit international, même si elles n’ont pas été explicitement condamnées. C’est un instrument que l’impérialisme occidental utilise contre la population d’une trentaine d’États. Les dérogations humanitaires sont loin de s’appliquer partout : à titre d’exemple, il était impossible, même pour des ONG, d’apporter des médicaments en Syrie durant la décennie de la guerre. Ces sanctions sont bien plus meurtrières que des balles, ainsi la secrétaire d’État Madeleine Albright avait revendiqué la mort de 500 000 enfants irakiens avant l’invasion états-unienne.

3694 La Conférence sur l’océan (UNOC3) institue des aires marines protégées

14 000 délégués (dont 64 chefs d’État et de gouvernement, 30 chefs d’organisations onusiennes, et 115 ministres) ont participé à la troisième Conférence des Nations Unies sur

l'océan (UNOC3) à Nice, sous coprésidence de la France et du Costa Rica.

La conférence a adopté le traité des Nations unies sur la haute mer ou traité sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale (*Biodiversity Beyond National Jurisdiction treaty* - BBNJ)

Ce traité couvre quatre thèmes :

- Les ressources génétiques marines (RGM), y compris le partage juste et équitable des avantages ;
- Les outils de gestion par zone (OGZ). Il permet de sanctuariser des aires marines protégées (AMP) ;
- L'obligation de réaliser des évaluations d'impact environnemental (EIE) ;
- Le renforcement des capacités et transfert de technologies marines (CB&TMT).

👉 A l'issue de la conférence, environ 30 % des océans seront considérés comme aires marines protégées dès qu'une dizaine de nouveaux signataires du BBNJ auront été enregistrés. C'est considérable, mais l'ONU ambitionne de doubler ces aires lors de sa prochaine conférence, en 2028, sous la coprésidence du Chili et de la République de Corée.

3695 Le Comité spécial de la décolonisation examine la situation de Puerto Rico

Le 16 juin, le Comité spécial de la décolonisation a examiné la situation de Puerto Rico. Quatre options s'affrontent : l'indépendance de l'île, le statut d'État fédéré des États-Unis, et la libre association ou la réunification avec l'Espagne.

Bien que la consultation électorale du 5 novembre 2024, dont les résultats ont été modifiés à la suite d'un problème d'urne électronique, ait donné 58,61 % des voix au statut d'État fédéré aux États-Unis, elle n'a pas dégagé de majorité favorable à l'accession au statut d'État fédéré, a observé le rapporteur du Comité spécial (A/AC.109/2025/L.13). Les

indépendantistes avaient en effet appelé à voter blanc.

Le Comité spécial de la décolonisation a adopté une résolution (A/AC.109/2025/L.7) demandant aux États-Unis « d'assumer la responsabilité qui lui incombe de prendre des mesures qui permettront

au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance » et de répondre d'urgence aux besoins économiques et sociaux de Porto Rico liés, notamment, au chômage, à la marginalisation, à l'insolvabilité et à la pauvreté, ainsi qu'aux problèmes relatifs à l'éducation et à la santé, qui se sont aggravés en raison des ravages causés par les ouragans Irma et Maria, des tremblements de terre survenus dans la zone sud-ouest de l'île et de la pandémie de Covid-19.

3696 Le Comité spécial de la décolonisation examine la situation de Gibraltar

Le 17 juin, le Comité spécial de la décolonisation a examiné la situation de Gibraltar. Le Royaume-Uni et le chef du Gouvernement de Gibraltar ont affirmé que la population du Rocher souhaitait rester britannique, tandis que l'Espagne les a mis au défi de convoquer un référendum d'autodétermination.

L'accord, annoncé la veille par l'Union européenne, ne règle que la question des travailleurs frontaliers.

3697 Le Comité spécial de la décolonisation examine la situation des îles Falkland (Malvinas)

Le 18 juin, le Comité spécial de la décolonisation a examiné la situation des îles Falkland (Malvinas). La délégation argentine a souligné que le Royaume-Uni avait expulsé toute la population autochtone et se comportait en puissance occupante. Le Royaume-Uni a, quant à lui, insisté sur le fait que l'expulsion de la population autochtone avait eu lieu en 1833.

Selon Londres, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux (c'est-à-dire la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU du 14 décembre 1960) ne peut pas s'appliquer en l'espèce puisque, ainsi que le reconnaît l'Argentine, il n'y a pas de peuple autochtone sur ces îles depuis 1833. Les sujets de Sa Majesté habitants de l'île sont venus revendiquer, devant le Comité de la décolonisation, constituer la « population autochtone ».

Selon Buenos Aires, le Royaume-Uni continue de prendre des mesures unilatérales dans le territoire contesté, en violation directe de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, qui exhorte les deux parties à s'abstenir de modifier la situation tant que leur différend ne sera pas réglé. Parmi ces mesures, figure le maintien d'une présence militaire disproportionnée sur les îles, incompatible avec le statut de zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, et la délivrance unilatérale et illégale de licences et de concessions, au mépris des droits souverains de l'Argentine, pour l'exploration et l'exploitation de ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures et les pêcheries.

Le Comité spécial de la décolonisation a adopté une résolution (A/AC.109/2025/L.8) « demandant aux Gouvernements argentin et britannique de consolider le processus de dialogue et de coopération en cours en reprenant leurs négociations afin de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique au conflit de souveraineté sur les Îles Falkland (Malvinas), conformément aux dispositions des résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale ».

3698 Le Conseil de sécurité examine les bombardements israéliens en Iran

Le 13 juin, le Conseil de sécurité a examiné les bombardements israéliens en Iran. La totalité des participants a condamné l'agression israélienne, à l'exception des Occidentaux, notamment des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

- Selon le représentant d'Israël, l'opération « Lion qui se dresse » est préemptive et préventive. Par préemptive, il faut comprendre qu'elle est entreprise dans l'intérêt de tous. Par préventive, qu'elle vise à mettre fin au programme nucléaire militaire iranien avant qu'il ne permette la fabrication de bombes atomiques. Il a rappelé que « Khomeiny promettait l'éradication d'Israël et que, dans la principale place de Téhéran, figure un décompte égrenant les jours restants jusqu'à la destruction d'Israël ». Or, Rouhollah Khomeiny ne parlait pas de la population juive (il y a une communauté juive en Iran), mais de l'État colonial d'Israël. En outre, le décompte des jours restants jusqu'à la destruction d'Israël ne correspond pas à l'anéantissement de la population juive, mais à la réalisation d'une prophétie chiïte.

- Pour le représentant des États-Unis, « Israël a pris hier une action unilatérale. Israël nous a indiqué que cette attaque était une action nécessaire ». Il a déclaré que « l'Iran ne saurait prendre pour cible des bases états-uniennes ou tout autre intérêt états-unien dans la région », prévenant qu'à défaut, les conséquences seraient « immenses ». « Il serait sage, pour les responsables de l'Iran, de négocier », a pressé le délégué affirmant que son pays continuera de rechercher la paix par la diplomatie.

- Le représentant de l'Algérie, soutenue par ceux de l'Iraq et du Koweït, a déclaré que « l'idée de vouloir procéder à des frappes préventives sans mandat légal ne saurait être tolérée ou acceptée au sein du Conseil. Ces attaques prétendument préventives ne préviennent que la paix. » Alger a rejeté les « justifications erronées » d'un État membre qui agit hors du cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. « Le recours à la force sans autorisation du Conseil de sécurité hypothèque les fondements mêmes de l'ordre juridique international », a encore déploré l'Algérie pour qui le comportement d'Israël est indigne d'un État membre. « Israël se comporte comme un État voyou », a-t-il conclu.

3699 Rafael Grossi transmet à Isaac Herzog les informations confidentielles de l'AIEA

L'Argentin Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), s'est entretenu, le 13 juin, avec le président israélien, Isaac Herzog. Il lui a confirmé que, selon les informations obtenues par l'agence, la principale installation d'enrichissement d'uranium de l'Iran à Natanz (250 kilomètres au sud de Téhéran) a été gravement endommagée par les Forces de défense israéliennes (FDI).

☞ Israël n'est pas membre de l'AIEA. Rafael Grossi n'a donc aucune raison de contacter Isaac Herzog. Le ministre iranien du Renseignement a révélé des documents attestant que [M. Grossi ne respecte](#) pas la confidentialité de sa fonction et informe régulièrement Israël des surveillances de l'AIEA.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°139 - 27 juin 2025

ÉDITORIAL

3700 Le triomphe de « Papa » au sommet de l'OTAN

• Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a résumé les trois priorités de l'Alliance atlantique à la veille du sommet de La Haye. Il a déclaré :

« Nos budgets de défense doivent augmenter », a souligné M. Rutte. « Aujourd'hui, nous sommes en sécurité. Mais, si nous voulons encore l'être dans trois à cinq ans, nous devons faire un effort supplémentaire. La norme proposée pour les dépenses de défense a été définie sur la base de faits incontestables. Ensemble, nous avons fait un relevé exhaustif de nos lacunes capacitaires et étudié la manière de les combler ; jeudi dernier, les ministres de la Défense ont approuvé les nouveaux objectifs capacitaires ; à présent, c'est aux chefs d'État et de gouvernement d'approuver la norme en matière de dépenses de défense qui nous permettra de mettre en œuvre ces objectifs. »

« Aux États-Unis, dans toute l'Europe et au Canada, nous avons des industries qui sont remarquables, mais qui ne produisent pas assez rapidement. Elles doivent donc tourner plus vite et se doter de nouvelles lignes de production. »

« Nous devons faire en sorte que l'Ukraine soit dans la position la plus favorable possible non seulement aujourd'hui, pour résister à l'agression de la Russie perpétrée en l'absence de toute provocation, mais aussi à l'avenir, lorsqu'un cessez-le-feu ou un accord de paix durable se dessinera. Le but est que M. Poutine ne se hasarde plus jamais dans une entreprise de cette nature. »

• Des mesures exceptionnelles de sécurité ont entouré le sommet de l'OTAN à La Haye. Cependant celui-ci a été réduit au minimum : uniquement trois heures de travail, où le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, n'a pas été admis.

• Le président états-unien, Donald Trump, s'est affirmé comme le leader incontesté de l'Occident, auréolé de sa gloire pour son rôle dans le cessez-le-feu israélo-iranien. Mark Rutte l'a affectueusement appelé « *Daddy* » (Papa).

• [La déclaration finale](#), qui tient en seule page, réaffirme que les États membres soutiendront l'Ukraine dans la durée, sans plus. Elle précise :

(...) « Les Alliés conviennent que cet engagement [face à la menace que la Russie fait peser pour le long terme sur la sécurité euro-atlantique et à la menace persistante que constitue le terrorisme] comportera deux grands volets. D'une part, ils vont, pour 2035, porter à au moins 3,5 % la part du PIB consacrée chaque année au financement des besoins ayant trait à la défense proprement dite – c'est-à-dire aux dépenses couvertes par la définition des dépenses de défense agréée à l'OTAN – et à la réalisation des objectifs capacitaires OTAN. Les Alliés présenteront tous les ans un plan national dans lequel ils fixeront une trajectoire réaliste qui leur permettra d'atteindre progressivement ce pourcentage. D'autre part, ils réaliseront des investissements dans le but notamment de protéger leurs infrastructures critiques, de défendre leurs réseaux, d'assurer la préparation du secteur civil et la résilience, de libérer le potentiel d'innovation et de renforcer leur base industrielle de défense ; ils pourront déclarer chaque année sous ce volet des dépenses représentant jusqu'à 1,5 % du PIB. La trajectoire et la répartition des dépenses fixées ici seront revues en 2029, à la lumière de l'évolution du contexte stratégique et du réexamen des objectifs capacitaires. [...] Les aides qui concourent directement à la défense de l'Ukraine et au développement de son industrie de défense entreront dans le calcul des dépenses de défense des Alliés. »

AMÉRIQUES

3701 Partenariat UE/Canada sur la Défense et la Sécurité

L'Union européenne et le Canada ont conclu leur vingtième sommet bilatéral avec une série d'annonces pour renforcer leur relation, le 23 juin, dont la signature d'un ambitieux Partenariat UE/Canada sur la Défense et la Sécurité. Les deux parties ont également déclaré renforcer leur Partenariat stratégique et ont adopté une « feuille de route » avec diverses actions dans ce sens.

« La possibilité pour le Canada de participer [au nouvel instrument financier « SAFE » de l'UE],

lorsque les conditions sont remplies [...] est également un avantage pour nous : Nous voulons nous assurer que nous avons accès au meilleur matériel par l'intermédiaire des meilleurs partenaires », a-t-il été précisé.

☞ Ce partenariat a été conclu dans le contexte des tensions États-Unis/Canada.

3702 Allocution de Donald Trump

Donald Trump, président états-unien, s'est [adressé à la Nation](#), le 21 juin. Entouré de son vice-président et de ses secrétaires d'État et de la Défense, il a déclaré :

« Il y a peu, l'armée états-unienne a mené des frappes massives de précision sur les trois principales installations nucléaires du régime iranien : Fordo, Natanz et Ispahan.

Tout le monde a entendu ces noms pendant des années alors qu'ils construisaient cette entreprise horriblement destructrice. Notre objectif était la destruction de la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran et l'arrêt de la menace nucléaire posée par le premier État de soutien de la terreur.

Ce soir, je peux signaler au monde que les frappes ont été un succès militaire spectaculaire. Les principales installations d'enrichissement nucléaire de l'Iran ont été complètement et totalement effacées. L'Iran, le terroriste du Moyen-Orient, doit maintenant faire la paix.

Si ce n'est pas le cas, les futures attaques seront beaucoup plus grandes et beaucoup plus faciles.

Depuis 40 ans, l'Iran dit : « Mort à l'Amérique, mort à l'État hébreu. »

Ils ont tué notre peuple, leur ont arraché les bras, leur ont arraché les jambes avec des bombes au bord de la route – c'était leur spécialité.

Nous avons perdu plus d'un millier de personnes, et des centaines de milliers à travers le Moyen-Orient et dans le monde sont morts en

conséquence directe de leur haine, en particulier, tant de milliers ont été tués par leur général, Qassem Soleimani.

Il y a longtemps, j'ai décidé que je ne laisserais pas cela se produire.

Et cela ne se poursuivra pas.

Je tiens à remercier et à féliciter le Premier ministre Bibi Netanyahu.

Nous avons travaillé de concert comme peut-être aucune équipe n'a jamais travaillé auparavant, et nous avons parcouru un long chemin pour effacer cette horrible menace à l'égard d'Israël.

Je tiens à remercier l'armée israélienne pour le travail merveilleux qu'elle a accompli et, plus important encore, je tiens à féliciter les grands patriotes américains qui ont piloté ces magnifiques machines ce soir, et toute l'armée américaine sur une opération que le monde n'a pas vue depuis de nombreuses décennies.

J'espère que nous n'aurons plus besoin de leurs services à ce titre. J'espère que c'est le cas. Je tiens également à féliciter le président du chef d'état-major interarmées, le général Dan « Rabin » Caine – un général spectaculaire – et tous les esprits militaires brillants impliqués dans cette attaque.

Tout cela étant dit, cela ne peut pas continuer.

Soit il y aura la paix, soit il y aura une tragédie pour l'Iran bien plus grande que ce dont nous avons été témoins au cours des huit derniers jours.

Rappelez-vous, il reste de nombreuses cibles. Ce soir a été de loin le plus difficile d'entre eux, et peut-être le plus mortel, mais si la paix ne vient pas rapidement, nous nous intéresserons à ces autres cibles avec précision, rapidité et compétence. La plupart d'entre elles peuvent être éliminées en quelques minutes.

Il n'y a pas d'armée dans le monde qui aurait pu faire ce que nous avons fait ce soir, pas même s'en approcher. Il n'y a jamais eu de militaires qui puissent faire ce qui s'est passé il y a peu.

Demain, le général Caine et le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, tiendront une conférence de presse à 8 h au Pentagone, et je veux juste remercier tout le monde, et en particulier Dieu.

Je veux juste dire : « Nous t'aimons, Dieu, et nous aimons notre grande armée. Protège nos soldats. » Que Dieu bénisse le Moyen-Orient. Que Dieu bénisse l'État hébreu et que Dieu bénisse l'Amérique.

Merci beaucoup. Merci. »

3703 Donald Trump évoque un possible changement de régime en Iran

Le président Donald Trump a publié un post, le 23 juin, sur son compte Truth Social : « Il n'est pas politiquement correct d'utiliser l'expression "changement de régime", mais si le régime iranien actuel n'est pas en mesure de faire l'IRAN GRAND À NOUVEAU, pourquoi n'y aurait-il pas un changement de régime ??? MIGA ».

Avis aux lecteurs

Attention : Nos différents correspondants dans le monde prennent leurs vacances à des dates différentes les uns des autres. Nous suspendons donc nos publications en juillet et en août. Notre prochaine parution aura lieu le 5 septembre.

3704 Les bases militaires des États-Unis au Proche-Orient épargnées par l'Iran

Les troupes des États-Unis sont stationnées dans plusieurs pays du Moyen-Orient, notamment :

- Sur le gigantesque camp d'Al-Udeid au Qatar (des troupes de la France, du Qatar et du Royaume-Uni y sont aussi présentes). C'est le siège alternatif du CentCom avec plus de 10 000 hommes.

- Au port de Manama au Bahreïn. C'est le port d'attache de la V^e Flotte.
- Au camp Arifjan et sur la base aérienne d'Ali al-Salem au Koweït.
- D'autres troupes sont stationnées en Jordanie, en Iraq et en Syrie.

☞ En riposte au bombardement par le Pentagone de trois de ses centres de recherche nucléaires, l'Iran s'est contenté de tirer quelques missiles sur le camp d'Al-Udeid, non sans avoir prévenu à l'avance le Qatar, qui a vivement protesté. Aucun de ces missiles n'a atteint sa cible.

3705 Première tentative de destitution du président Trump

Des parlementaires démocrates ont déposé à la Chambre des représentants une motion de révocation du président Donald Trump ; la première de son second mandat. Ils lui reprochent d'avoir décidé seul le bombardement de l'Iran.

La motion a été rejetée, le 24 juin, par 344 voix contre 79.

☞ La *War Powers Resolution* (Loi sur les pouvoirs de guerre), adoptée en 1973 lors du bras de fer entre le Congrès et le président Richard Nixon à l'occasion de l'extension de la guerre du Vietnam au Cambodge, fait obligation au président de requérir l'approbation des parlementaires, au plus tard, au 60^e jour d'une opération militaire.

3706 Steve Witkoff annonce l'extension des accords d'Abraham

Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient, a annoncé, le 25 juin sur CNBC, que les efforts de l'administration Trump allaient prochainement se concrétiser par l'adhésion de plusieurs États de la région aux accords d'Abraham.

3707 Anna Paulina Luna veut sanctionner les alliés désobéissant des États-Unis

Après qu'Israël a brièvement violé le cessez-le-feu avec l'Iran, la représentante républicaine Anna Paulina Luna (Floride) a posté : « Si nos alliés violent un cessez-le-feu négocié par le président des États-Unis, ils ne méritent PAS notre aide. »

3708 Diminution du nombre d'immigrés aux États-Unis

Selon le Centre d'études sur l'immigration, le nombre d'immigrés aux États-Unis aurait diminué de 957 000 depuis l'entrée en fonction du président Trump, il y a quatre mois.

Il y aurait encore 14,8 millions d'immigrés illégaux aux États-Unis.

EUROPE

3709 Déclaration des dirigeants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni

Le Groupe E3 (Allemagne, France et Royaume-Uni) a publié, le 22 juin, la déclaration suivante :

« Nous avons discuté des derniers développements au Moyen-Orient plus tôt dans la journée.

Nous réitérons notre engagement en faveur de la paix et de la stabilité pour tous les pays de la région. Nous affirmons notre soutien à la sécurité d'Israël.

Nous avons toujours été clairs sur le fait que l'Iran ne pourra jamais disposer d'une arme nucléaire et ne pourra plus constituer une menace pour la sécurité régionale.

Plus tôt dans la journée, les États-Unis ont mené des frappes militaires ciblées contre les installations nucléaires de Fordo, Natanz et Ispahan. Notre objectif reste d'empêcher l'Iran de se doter d'une arme nucléaire.

Nous appelons l'Iran à s'engager dans des négociations conduisant à un accord qui réponde à toutes les préoccupations liées à son programme nucléaire. Nous sommes prêts à contribuer à cet objectif en coordination avec toutes les parties.

Nous demandons instamment à l'Iran de ne pas entreprendre d'autres actions susceptibles de déstabiliser la région.

Nous poursuivrons nos efforts diplomatiques conjoints pour désamorcer les tensions et veiller à ce que le conflit ne s'intensifie pas et ne s'étende pas davantage. »

3710 L'Espagne « dispensée » par l'OTAN des 5 % de dépenses militaires

- Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a rédigé une lettre à Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement de La Haye (24 et 25 juin). Il y écrit que l'Espagne « ne peut pas s'engager sur un objectif de dépenses spécifique en termes de PIB ».

- Lors d'une allocution télévisée, il a annoncé avoir conclu un accord avec l'OTAN dispensant le pays de remplir l'obligation de dépenser 5 % de son PIB pour sa Défense. Madrid ne dépense en la matière que 2,1 % de son PIB.

- Cependant, l'OTAN a immédiatement rappelé qu'il n'y a pas « dispense ». L'engagement sera le même pour tous : les États membres devront consacrer 3,5 % de leur PIB en dépenses militaires et 1,5 % en cybersécurité et infrastructures stratégiques.

- En définitive l'objectif des 5 % a été acté par les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN pour... 2035.

- Lors du sommet de l'OTAN, Donald Trump a déclaré : « Je trouve que ce que fait l'Espagne est terrible. C'est le seul pays qui ne veut pas payer la totalité. [...] L'économie va très bien et elle pourrait être complètement détruite si quelque chose de grave se produisait. On va se rattraper.

On va négocier un accord commercial avec l'Espagne. On va leur faire payer le double ! »

3711 Mark Rutte sera-t-il jugé ?

Avant la prise de fonction de Mark Rutte au secrétariat général de l'OTAN, un de ses anciens collègues, le juriste Karim Aachboun, avait porté deux plaintes contre lui. Il était alors Premier ministre des Pays-Bas. Me Aachboun l'accusait dans la *Toeslagenaffaire* (affaire des allocations familiales qui avait entraîné la chute du gouvernement Rutte en 2021) et à propos du décès d'une Néerlandaise dans la bande de Gaza en octobre 2023.

Un magistrat bruxellois s'est déclaré compétent, mais a débouté Karim Aachboun car il lui paraissait ne pas avoir intérêt à agir. Celui-ci a fait appel et a joint des documents inédits sur le scandale Joris Demmink, ancien directeur général du ministère néerlandais de la Justice. Ce haut-fonctionnaire avait été accusé, en 2017, par un ressortissant turc emprisonné à vie en 2002 pour meurtre et trafic de drogue, d'avoir violé deux garçons en Turquie à la fin des années 90.

Les magistrats de la Cour d'appel ont eu la désagréable surprise d'apprendre que l'OTAN avait écrit à leur supérieur, sans leur transmettre sa lettre et sans la communiquer à la partie adverse, ce qui constitue une pression sur la Justice. Mais le même magistrat d'appel a ultérieurement modifié sa version des faits et prétendu, devant la Cour de cassation, ne pas se souvenir de cet incident.

Karim Aachboun a alors déposé plainte le 20 mai et demandé l'arrestation immédiate du secrétaire général de l'OTAN, faisant valoir le précédent de son prédécesseur Willy Claes, contraint de démissionner du secrétariat général de l'OTAN, en 1995 (scandale Agusta-Dassault).

3712 Donald Trump double nommé pour le Prix Nobel de la Paix 2025

Le Comité du prix Nobel de la Paix a enregistré à Oslo deux nominations de Donald Trump

pour le Prix 2025. La première émane du Pakistan pour son rôle dans le cessez-le-feu pakistano-indien. La seconde a été déposée par le représentant républicain Buddy Carter (Géorgie) pour son rôle dans la paix israélo-iranienne.

3713 Pas de commission d'enquête sur le financement des ONG par l'UE

Le Parlement européen a rejeté la constitution d'une commission d'enquête sur le financement des ONG par la Commission européenne, ainsi que le demandait le groupe des Conservateurs et réformistes européens (libéraux, eurosceptiques et atlantistes). Par contre, sa commission du Contrôle budgétaire constituera un groupe de travail spécifique sur ce sujet.

Renew Europe, le S&D, les Verts/ALE et La Gauche ont dénoncé une « chasse aux sorcières » prenant les ONG pour cible. Ils ont aussi critiqué l'alliance du PPE avec les groupes conservateurs (CRE) et « d'extrême droite » du Parlement (PfE).

3714 Un rapport d'experts sur les conséquences pour l'UE de l'avis de la CIJ sur l'occupation des territoires palestiniens

Les professeurs de droit Gleider Hernández & Ramses A. Wessel ont rendu un [rapport](#) à la demande des eurodéputés Barry Andrews (Renew Europe, irlandais), Hana Jalloul Muro (S&D, espagnole), Matjaž Nemec (S&D, slovène), Villy Søvndal (Verts/ALE, danois) et Tineke Strik (Verts/ALE, néerlandaise). Il est intitulé *Expert Legal Opinion on the Implications for the European Union of the July 2024 International Court of Justice Advisory Opinion regarding the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory* (Expertise juridique sur les implications pour l'Union européenne de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice de juillet 2024 concernant les politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé).

Selon eux, l'UE et les États membres doivent s'abstenir d'entretenir des relations économiques

et commerciales susceptibles de renforcer la présence illégale d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. En outre, l'UE doit réévaluer ses politiques concernant les produits originaires des colonies israéliennes. « Cela nécessitera probablement des restrictions supplémentaires – et potentiellement une interdiction pure et simple – des échanges commerciaux ou économiques avec les colonies israéliennes et d'autres formes de commerce avec Israël qui renforceraient sa présence illégale. »

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3715 Le Parlement européen débattrait d'une motion de censure contre Ursula von der Leyen

À l'initiative de l'eurodéputé roumain Gheorghe Piperea, une motion de destitution d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a obtenu le nombre de signatures nécessaires pour être débattue en plénière par le Parlement européen.

Cette motion n'a aucune chance d'être adoptée, cependant elle ouvrira un débat qui devrait aborder :

- la mauvaise gestion des fonds européens ;
- l'ingérence abusive dans les élections nationales ;
- le manque de transparence dans les relations avec des entreprises comme Pfizer dans le cadre de la pandémie.

👉 Gheorghe Piperea est membre de l'Alianța pentru Unirea Românilor (Alliance pour l'unité des Roumains - AUR), le parti politique dont le candidat George Simion est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle. L'Union européenne avait fait pression sur la Cour suprême roumaine pour qu'elle annule le premier tour de l'élection présidentielle car

l'eurosceptique Călin Georgescu était arrivé en tête.

3716 La Commission européenne débloque 202 millions d'euros pour les Palestiniens

La Commission européenne a annoncé un nouveau soutien financier total de 202 millions d'euros dans le cadre du « Programme global et pluriannuel pour la relance et la résilience de la Palestine ». Cette somme se divise en 150 millions attribués à l'Autorité palestinienne afin de financer des services publics, notamment les salaires des enseignants, du personnel de santé et des fonctionnaires. Et 52 millions d'euros à l'UNRWA pour soutenir la prestation de services essentiels, tels que l'éducation, les soins de santé primaires et l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans les pays d'accueil comme la Jordanie, le Liban et la Syrie.

3717 L'UE ne remettra pas en question l'accord d'association avec Israël, mais souhaite dialoguer avec Tel-Aviv pour améliorer la situation des Palestiniens

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE a examiné, le 23 juin, l'accord d'association UE-Israël.

Le rapport de huit pages du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), obtenu par *EUobserver* et vu par Agence Europe, revient sur la situation à Gaza. Il note notamment « l'utilisation d'armes à large rayon d'impact dans des zones densément peuplées et une restriction sévère de l'entrée et de la distribution des aliments et des services essentiels », et que « le niveau sans précédent de morts et de blessés parmi les civils à Gaza » était une conséquence directe du non-respect par les forces de défense israéliennes des principes fondamentaux du droit humanitaire international. Il prend aussi en compte la situation en Cisjordanie, où, depuis le 7 octobre 2023, « les tendances négatives de discrimination, d'oppression et de violence contre les Palestiniens se sont aggravées ».

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré à la sortie de la réunion : « Nous contacterons Israël pour lui présenter nos conclusions et examiner comment améliorer la situation sur le terrain. L'examen est très clair : nous devons améliorer la situation, car Israël a violé l'article 2. Il ne s'agit pas de punir Israël, mais d'apporter des améliorations concrètes pour la population et la vie des habitants de Gaza. C'est donc ce que nous essayons de faire maintenant. Aujourd'hui marquait donc le début du débat, et non sa fin. »

3718 Les priorités de l'UE aux Nations unies

Le Conseil de l'UE a décidé, le 23 juin, de défendre cinq priorités aux Nations unies :

- Soutenir un système multilatéral fondé sur le droit international et l'universalité des droits de l'homme
- Faire progresser les réformes globales pour redynamiser le système des Nations Unies et poursuivre des partenariats efficaces
- Renforcer l'architecture de paix et de sécurité des Nations unies
- Promouvoir le développement durable conformément au programme à l'horizon 2030
- S'attaquer à la triple crise planétaire

☞ On ne comprend pas très bien comment l'Union européenne qui refuse de condamner les violations du Droit international par son allié Israël pourra le défendre aux Nations unies. De même, on ne comprend pas comment l'UE qui, jusqu'à présent, défendait un ordre « fondé sur des règles » passe, sans débat, à un autre « fondé sur le Droit international ».

3719 Neuf États de l'UE demande à la Commission de faire des propositions pour se mettre en règle face à l'avis de la CIJ sur l'occupation israélienne de la Palestine

La Belgique, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et la Suède ont demandé à la Commission européenne d'élaborer des

propositions de mesures concrètes pour garantir le respect par l'Union des obligations identifiées par la Cour internationale de Justice (CIJ) dans son avis consultatif du 19 juillet 2024 face au comportement d'Israël dans les Territoires palestiniens qu'il occupe.

3720 L'UE durcit le ton face à la Chine

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'UE et vice-présidente de la Commission européenne, a déclaré à la sortie du déjeuner des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le 23 juin : « L'OTAN a déclaré que la Chine était le principal soutien à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Elle mène des cyberattaques. Elle interfère dans nos démocraties. Elle a recours à des pratiques commerciales coercitives. Ces aspects pèsent sur nos relations et font qu'il est de plus en plus difficile de continuer comme avant. »

L'UE durcit sa position contre la Chine depuis les propos de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au G7, selon qui : « la Chine a largement montré qu'elle n'était pas disposée à vivre dans les contraintes du système international fondé sur des règles ».

3721 Le programme de la présidence danoise du Conseil de l'UE

Marie Bjerre, ministre danoise des Affaires européennes, a présenté le [programme](#) de son pays pour la présidence du Conseil européen dont il assumera la charge durant le second semestre 2025. Intitulé *A strong Europe in a changing world* (Une Europe forte dans un monde qui change), il s'articule autour de deux priorités : « une Europe sûre », et « une Europe verte et “compétitive” ».

Ce programme insiste d'abord sur le soutien à l'Ukraine face à la Russie, puis sur le renforcement des liens avec l'OTAN.

3722 — 128 ONG s'interrogent que la révision de l'accord d'association UE-Israël

128 ONG ont [publié](#) une *Déclaration conjointe sur la révision de l'accord d'association UE-Israël*. Elles soulignent « qu'un examen insuffisant ou non concluant du respect par Israël de l'article 2, et/ou l'incapacité de la Commission et du Conseil à suspendre au moins une partie de l'accord d'association finirait par détruire ce qui reste de crédibilité à l'UE ».

3723 Analyse technocratique des rapports de force UE-Russie

Deux Think Tanks européens, Bruegel et le Kiel Institute, ont publié un [rapport](#) commun intitulé : « Fit for war by 2030 ? European rearmament efforts vis-à-vis Russia » (Prêt pour la guerre d'ici 2030 ? Réarmement européen et efforts vis-à-vis de la Russie). Il s'agit d'une lecture technocratique des besoins de l'UE pour affronter militairement la Russie. Ce rapport présente les acquisitions nécessaires pour placer l'armement des Européens à la hauteur de celui de la Russie sans tenir compte de l'avancée technologique de l'armement russe.

3724 L'Iran attaque les sites internet des Moudjahiddines du peuple

Un groupe de hackers a attaqué les sites Internet des Moudjahiddines du peuple, la secte islamo-marxiste iranienne exilée en Albanie.

3725 Le Conseil de l'Europe et l'Ukraine créent un « Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine »

Le Suisse Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, et l'Ukrainien Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, ont [signé](#), le 26 juin à Strasbourg, un accord autorisant la création d'un Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, qui comprend le Statut du Tribunal spécial.

Puis, Volodymyr Zelensky s'est exprimé devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

3726 Dmitry Medvedev sur « l'opération Marteau de minuit »

Dmitry Medvedev a publié un message sur son compte Telegram, le 22 juin :

« Qu'ont accompli les États-Uniens avec leur frappe nocturne sur trois cibles en Iran ?

1. L'infrastructure critique du cycle nucléaire n'a apparemment pas été endommagée, ou l'a été de manière négligeable.
2. L'enrichissement de matières nucléaires, et on peut désormais le dire directement, et la future production d'armes nucléaires se poursuivront.
3. Plusieurs pays sont prêts à fournir directement leurs armes nucléaires à l'Iran.
4. Israël est attaqué, les explosions grondent, la population est en panique.
5. Les États-Unis sont entraînés dans un nouveau conflit avec la perspective d'une opération terrestre.
6. Le régime politique iranien est préservé et, selon toute vraisemblance, il s'est renforcé.
7. Le peuple se rassemble autour de son chef spirituel, même celui qui ne sympathisait pas avec lui.
8. Trump, arrivé en tant que président pacificateur, a déclenché une nouvelle guerre pour les États-Unis.
9. La grande majorité des pays du monde s'opposent aux actions d'Israël et des États-Unis.
10. Avec un tel succès, Trump ne recevra pas le prix Nobel de la paix, malgré toute la vénalité de cette nomination. Un bon début, félicitations, Monsieur le Président ! »

ASIE

3727 La guerre contre l'Iran revient très cher à Israël

Selon l'Aaron Institute for Economic Policy de la Reichman University, au rythme actuel, un mois de guerre coûterait 12 milliards de dollars à l'économie israélienne. C'est beaucoup plus que les guerres précédentes contre les

Palestiniens et contre les Libanais. Ce coût exorbitant s'explique par celui des munitions du système de défense antiaérienne.

3728 Allocution de Benyamin Netanyahou

Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, s'est [adressé le 24 juin à la nation](#). Il a déclaré :

« Chers citoyens israéliens,

Au cours des 12 jours de l'opération "Lion qui se dresse", nous avons remporté une victoire historique, qui durera des générations.

Nous avons éliminé deux menaces existentielles : la menace d'anéantissement par les armes nucléaires et la menace d'anéantissement par 20 000 missiles balistiques. Si nous n'avions pas agi maintenant, l'État israélien aurait bientôt été confronté au danger de l'anéantissement.

Mais cela ne s'est pas produit parce qu'au moment décisif, nous nous sommes levés et nous nous sommes tenus comme des lions, et notre ruissellement a secoué Téhéran et a fait écho dans le monde entier.

Dans les Écritures, il est dit : "Par les stratagèmes, tu feras la guerre".

Le coup d'ouverture surprise du "Lion qui se dresse" figurera dans les annales des guerres israéliennes et sera étudié par toutes les militaires du monde. Lors d'un bombardement, d'un coup, nous avons éliminé le haut commandement de l'Iran, y compris trois chefs d'état-major et de nombreux autres officiers supérieurs. Et dans ces mêmes moments, nous avons éliminé les principaux scientifiques nucléaires de l'Iran – ceux qui détenaient les connaissances, dirigeaient le programme nucléaire et cherchaient à nous causer la destruction et la mort.

Nous avons détruit la principale installation d'enrichissement de Natanz, l'usine de conversion de l'uranium d'Ispahan et

l'installation d'eau lourde à Arak. Notre ami, le président Trump, s'est tenu à nos côtés d'une manière sans précédent. Sur son ordre, l'armée états-unienne a détruit l'installation d'enrichissement souterraine de Fordo. [...]

En ce qui concerne le régime iranien, nous avons frappé des coups écrasants contre ce régime pervers. Nous avons éliminé de nombreux commandants de haut niveau. Nous avons détruit les centres de commandement. Nous avons attaqué les bases des Gardiens de la Révolution. Nous avons attaqué les bases Basij. Nous avons frappé les symboles du régime. Aujourd'hui, ce matin, quelques heures avant le cessez-le-feu, nous avons frappé le régime des ayatollahs avec le coup le plus dur de tous depuis le début de la guerre, avec le coup le plus dur de son histoire. Nous avons éliminé des centaines d'agents du régime lors d'une attaque écrasante, la plus écrasante que Téhéran ait connue au cours des 50 dernières années.

En votre nom, citoyens d'Israël, je remercie mon ami, le président Trump, et les États-Unis pour leur rôle dans la défense d'Israël et dans la suppression de la menace nucléaire iranienne. La décision des États-Unis de se joindre à la campagne, non seulement du côté défensif, mais aussi du côté offensif, était historique. Cela ne s'est jamais produit auparavant. C'était le fruit d'un effort diplomatique que j'ai mené, avec le ministre Dermer, avec le président Trump et son équipe. Je dois vous dire qu'il n'a jamais eu un aussi grand ami à la Maison-Blanche, et je le remercie vivement pour le travail commun. Elle a des implications majeures pour la sécurité nationale israélienne, pour la sécurité de chacun d'entre vous, pour vos enfants et petits-enfants, et pour le visage du Moyen-Orient. [...]

Avec la destruction de l'axe iranien du mal, nous ouvrirons la voie de la paix et de la prospérité aux nations de la région, et je vous le dis, même au-delà des nations de la région. Nous y travaillons déjà vigoureusement, et le moment sera venu de révéler notre activité. Nous dédommagerons, avec une main généreuse, tous ceux qui ont subi des dommages, et apporterons

l'économie israélienne à de nouveaux sommets. C'est déjà le cas. [...]

Citoyens d'Israël,

Je tiens à exprimer, en votre nom, la plus profonde gratitude au chef des chefs de service des FDI, le général de corps d'armée. Eyal Zamir ; aux commandants et aux combattants des FDI ; au Directeur du Mossad David Barnea et aux combattants du Mossad ; au commandant de l'armée de l'air, le major-général Tomer Bar, à nos courageux pilotes de combat – quel excellent travail ils ont fait ; aux équipes techniques dédiées au sol ; au directeur du renseignement militaire, le major-gouverneur du service d'assistance militaire, Shlomi Binder, et le personnel du renseignement, qui ont révélé les secrets de l'ennemi avec une créativité incroyable ; au directeur de la direction des opérations, le major-gouverneur, le major-général Oded Basyuk, pour avoir mené la campagne ; à mon secrétaire d'État, le général Roman Gofman ; au commandement du Front de l'intérieur ; à la police israélienne ; aux services de lutte contre le feu, médicaux et de secours, qui ont sauvé de nombreuses vies.

Et naturellement, je tiens à exprimer ma gratitude au ministre de la Défense Israel Katz, et à tous les ministres du gouvernement. Ils se sont tous tenus ensemble derrière la décision historique et ont agi, chacun dans sa propre compétence. Chacun d'entre eux a atteint son paroxysme.

Et au-delà de tout cela, je tiens à vous exprimer notre gratitude, citoyens d'Israël. C'est un moment de fierté nationale, un moment d'unité, un moment où chaque citoyen israélien peut se tenir fièrement et dire : "Ensemble, nous avons fait l'inimaginable.

La nation s'est élevée comme un lion. *Am Israel Chai* (le peuple israélien vit). Et avec l'aide de Dieu, le peuple éternel assurera l'éternité d'Israël." »

3729 Donald Trump appelle à cesser les procès contre Benyamin Netanyahu

Le président Donald Trump a publié un post sur son compte Truth Social : « J'ai été choqué d'apprendre que l'État d'Israël, qui vient de connaître l'un de ses plus grands moments de l'histoire, et qui est fortement dirigé par Bibi Netanyahu, poursuit sa ridicule chasse aux sorcières contre son Premier ministre de la Grande Guerre. Bibi et moi avons juste traversé ensemble l'ENFER, en combattant un ennemi de longue date très dur et brillant. Bibi, n'aurait pas pu être meilleur, plus aiguisé ou plus fort dans son amour pour l'incroyable Terre sainte. »

☞ À l'initiative d'Ehud Barak, une partie de la gauche israélienne considère que le seul moyen de faire tomber Benyamin Netanyahu est de le condamner pour ses malversations. Cependant une autre partie de la gauche observe que l'on ne peut faire tomber un homme politique qu'avec des arguments politiques.

3730 Plus de 30 000 maisons israéliennes endommagées ou détruites par l'Iran

Les autorités israéliennes ont déjà reçu 38 607 demandes d'indemnisation après les bombardements iraniens. Il s'agit plus précisément de 30 809 demandes de dommages-intérêts pour les bâtiments, 3 713 pour les dommages causés aux véhicules et 4 085 pour les dommages causés aux équipements et autres objets.

3731 L'UE sanctionne des hommes d'affaires syro-russes

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE a adopté des sanctions à l'encontre de trois militaires, dont des unités placées sous leurs ordres auraient été impliquées dans les violences confessionnelles perpétrées en mars 2025 dans la région côtière de la Syrie, et des deux hommes d'affaires syriens les plus importants qui ont soutenu le président élu Bachar al-Assad, les frères Imad et Mudalal Khoury.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Trump joue sa présidence et risque une Troisième Guerre mondiale](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Il y a plusieurs manières d'interpréter la décision de l'administration Trump de bombarder les sites nucléaires iraniens au risque d'une Troisième Guerre mondiale : a-t-il évité la défaite d'Israël ou a-t-il empêché Israël de bombarder atomiquement l'Iran ? Nous n'en savons rien pour le moment. Cependant, Alfredo-Jalife-Rahme nous expose plusieurs informations essentielles.

- « [Les non-dits du programme nucléaire iranien](#) », par Thierry Meyssan

Les enjeux du programme nucléaire iranien ne sont pas ceux que l'on croit. Téhéran a renoncé à la bombe atomique depuis 1988, mais tente, avec la coopération de la Russie, de découvrir les secrets de la fusion nucléaire. S'il y parvenait, il aiderait les États du Sud à se décoloniser en s'affranchissant du pétrole.

Quant aux enjeux du bombardement de certains sites nucléaires iraniens par les États-Unis, ils pourraient aussi ne pas être ceux que l'on croit.

Cette affaire est d'autant plus opaque qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'établir de distinction claire entre recherche sur la fusion nucléaire civile et sur la fusion militaire.

- Vidéo : « [Thierry Meyssan invité "d'Où va ce monde". Spécial Iran](#) »

Thierry Meyssan était l'invité d'Où va ce monde, le 20 juin, pour une émission spéciale sur le conflit iranien.

Au cours de l'émission, Claude Janvier et Eric Montana l'interrogent sur les traumatismes récents de l'Iran, le soutien du peuple iranien à ses dirigeants et sur la réelle fonction des recherches nucléaires iraniennes.

Le ministre syrien des Affaires étrangères et ancien porte-parole d'Al-Qaïda en Syrie, Assaad al-Chaibani, s'est félicité de cette décision qui reflète, selon lui, « une prise de conscience croissante au sein de l'Union européenne et de la communauté internationale de l'ampleur des violations commises par ces figures et de leur rôle central dans l'alimentation des malheureux événements dans le littoral syrien ».

3732 Massoud Pezeshkian désigne les États-Unis comme instigateurs d'Israël

Massoud Pezeshkian, président iranien, a déclaré, le 22 juin : « Cette agression a démontré que les États-Unis sont les principaux instigateurs des actions hostiles du régime sioniste contre la République islamique d'Iran. Bien qu'ils aient d'abord tenté de nier leur rôle, après la réponse décisive et dissuasive de nos forces armées et l'incapacité manifeste du régime sioniste, ils ont inévitablement été contraints d'intervenir eux-mêmes. »

3733 Allocution de Massoud Pezeshkian

Massoud Pezeshkian, président iranien, s'est [adressé, le 24 juin, à la grande Nation iranienne.](#) Il a déclaré :

« Au nom de Dieu, le plus miséricordieux, le plus compatissant.

Salutations aux âmes pures du fondateur de la Révolution islamique, l'Imam Khomeini, et aux martyrs de notre cher Iran.

Et vœux de santé et longue vie au Guide suprême.

Chers compatriotes, cher et fier peuple d'Iran !

Aujourd'hui, grâce à votre courageuse et historique résilience, nous assistons à un cessez-le-feu et à la fin de la guerre de 12 jours imposée à la nation iranienne par l'aventurisme du régime sioniste. Durant cette période, le monde a été témoin de la puissance du grand Iran, soutenu par son peuple. Si l'instigateur de cette guerre imposée était l'ennemi terroriste, son

issue a été déterminée par la volonté et la puissance de la grande nation iranienne.

Le début de cette agression terroriste, sous des prétextes fallacieux et répétés, a coïncidé avec les efforts diplomatiques de la République islamique d'Iran pour dissiper tout malentendu dans l'opinion publique en participant aux négociations, à un moment où le monde était clairement témoin de positions cohérentes et de décisions coordonnées en Iran, et de comportements et positions contradictoires de la part de l'autre partie. L'histoire n'oubliera pas la trahison et le non-respect des engagements des ennemis de l'Iran, qui ont recouru à l'agression et aux attaques pendant les négociations.

Aujourd'hui, l'ennemi agressif a accepté de mettre un terme à son bellicisme après avoir subi un châtiment sévère et historique. Bien que les pertes humaines parmi nos chers compatriotes, femmes et enfants, scientifiques et courageux commandants militaires, ainsi que les dommages causés à certaines infrastructures, constituent un préjudice considérable pour notre patrie, les pertes subies par l'ennemi agressif, malgré une censure médiatique sévère, ont été inimaginables. L'ennemi agressif a échoué à atteindre ses objectifs néfastes : détruire les installations nucléaires, saper le savoir nucléaire et inciter à des troubles sociaux. En revanche, l'effondrement de la fausse invincibilité du régime sioniste et de ses alliés, ainsi que la destruction massive d'infrastructures et de centres importants dans les territoires occupés, ont envoyé un message clé au monde : le coût de l'aventurisme contre le grand Iran est extrêmement lourd.

Grande nation iranienne !

Nous vous sommes redevables de votre ténacité et de votre résistance, et nous sommes convaincus que cette victoire est due à l'unité, au calme et à la cohésion qui ont régné pendant cette période. Nous devons nous efforcer de préserver ce précieux consensus et cette cohésion, qui constituent le plus grand atout du pays. Tout le mérite de cette victoire historique revient à la grande nation et aux bâtisseurs de la

civilisation qui, si l'ennemi perfide avait prêté davantage attention au passé et à son identité, n'auraient jamais commis une telle erreur. Ensemble, dès aujourd'hui, nous œuvrons pour un avenir meilleur, un avenir plus radieux et un Iran plus fort.

En tant que serviteur du peuple iranien, j'exprime ici ma gratitude et ma reconnaissance au peuple iranien, en particulier aux courageux hommes des forces armées, notamment l'Armée de la République islamique d'Iran, le Corps des gardiens de la révolution islamique, la police, les fiers volontaires du Bassidj, le ministère du Renseignement, le ministère de la Défense, les pompiers, le Croissant-Rouge, le personnel de santé, les commerçants, notamment du secteur des services, les journalistes, les artistes, les athlètes, ainsi que les militants politiques et civils qui ont joué un rôle durable en ce moment historique important. L'ensemble des organismes gouvernementaux,

des ministères et des institutions révolutionnaires concentreront tous leurs efforts sur la reconstruction et la réparation des préjudices causés à la population, et s'efforceront de normaliser la situation dans tout le pays en identifiant les forces et les faiblesses de cette épreuve passée, tout en faisant preuve d'une vigilance et d'une disponibilité opérationnelle maximale. J'annonce également aux pays voisins et régionaux que nous croyons profondément à la coexistence et à la stabilité, et que la puissance et les capacités défensives de l'Iran islamique ont toujours servi la paix et l'amitié entre frères musulmans et voisins historiques, et que la sagesse et la prudence de nous tous contrecarreront les mauvais désirs des ennemis qui cherchent à créer la discorde et la division entre nous. »

3734 Contestation de la Première ministre Paetongtarn Shinawatra

Le 28 mai, les troupes thaïlandaises ont abattu un soldat cambodgien dans le Triangle d'Émeraude, territoire disputé entre l'est de la Thaïlande, le nord du Cambodge et le sud du Laos. La frontière entre la Thaïlande et le

Cambodge comprend une zone de non-droit qui n'est pas officiellement délimitée, attirant des trafiquants d'êtres humains et d'animaux sauvages, des bûcherons illégaux, des contrebandiers, des fugitifs et d'autres criminels.

La diffusion par le Cambodge d'un enregistrement d'une conversation téléphonique conciliante de 17 minutes, du 15 juin, entre Paetongtarn Shinawatra, Première ministre thaïlandaise, et Hun Sen, président du sénat cambodgien et homme fort de son pays, a ravivé les critiques contre elle. Appelant son interlocuteur « mon oncle », elle lui demandait de ne pas tenir compte des récriminations du général Boonsin Padklang, commandant de la région militaire où se situe le conflit.

Le 19 juin, l'état-major thaïlandais a publié un communiqué affirmant qu'il « maintient sa confiance dans l'engagement indéfectible de l'Armée royale thaïlandaise envers la monarchie constitutionnelle et dans sa volonté d'exécuter son mandat constitutionnel de protection de la souveraineté nationale par le biais de cadres juridiques et de mécanismes institutionnels établis. »

Un groupe de sénateurs a saisi la Cour constitutionnelle pour exiger la destitution de Paetongtarn Shinawatra, tandis qu'un groupe de simples citoyens a porté plainte contre elle, l'accusant de mettre en péril la Sécurité nationale.

Le parti Bhumjaithai a annoncé quitter la coalition gouvernementale, suivi de son chef, Anutin Charnvirakul, ministre de l'Intérieur et vice-premier ministre. Le Chalermchai Sri-on ne s'est pas retiré de la coalition gouvernementale. Néanmoins le parti Pheu Thai, toujours au pouvoir, se retrouve donc avec une très étroite majorité au Parlement.

Paetongtarn Shinawatra a décidé un remaniement ministériel. Son ministre de la Défense, Phumtham Wechayachai, prend le poste d'Anutin Charnvirakul à l'Intérieur et est remplacé par le général Sunai Prabhuchane.

Un second enregistrement a également fuité. Il s'agit de propos du Cambodgien Hun Sen ordonnant à Khleang Huot, le vice-gouverneur de Phnom Penh, d'organiser l'assassinat de Lim Kimya, un ancien député d'opposition cambodgien qui a effectivement été tué à Bangkok en janvier.

3735 L'Australie, le Japon et la Corée du Sud, déclinent l'invitation au sommet de l'OTAN

L'Australie, le Japon et la Corée du Sud, qui ont participé aux sommets de l'OTAN de 2022, 2023 et 2024 ont décliné l'invitation au sommet 2025.

Les trois États s'inquiètent de la protection des États-Unis dans le contexte de leur politique *America first* ! Aucun des trois ne souhaite augmenter leurs dépenses de Défense à hauteur de 5 % de leur PIB. Enfin, le nouveau président sud-coréen, Lee Jae-myung, a qualifié la présence des troupes US dans son pays « d'occupation ».

3736 Déclaration de Guo Jiakun

Guo Jiakun, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré lors du point de presse du 23 juin : « La Chine, la Russie et le Pakistan ont proposé un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour demander un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, la protection des civils, le respect du droit international et l'engagement dans le dialogue et la négociation. Ensemble, nous avons envoyé le message de justice, qui reflétait l'appel fort de la communauté internationale. [...] La Chine a clairement exposé sa position. L'attaque des installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA viole gravement les buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. La Chine exhorte les parties au conflit à éviter que la situation ne s'essouffle, à veiller à ce que les combats ne se répercutent pas et à revenir sur la voie du règlement politique. La Chine est prête à renforcer la communication et la coordination avec les différentes parties afin de mettre nos efforts en

commun et de défendre la justice, et de jouer un rôle constructif dans le rétablissement de la paix au Moyen-Orient. »

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3737 En 1981, l'ONU avait ordonné à Israël de ne jamais bombarder d'installations nucléaires protégées par l'AIEA

Le 7 juin 1981, Israël bombardait le chantier de la centrale iraquienne d'Osirak. Le Conseil de sécurité l'avait alors condamné par la résolution 487 (1981) et lui avait ordonné de s'abstenir d'actes de ce genre.

Aussi, le représentant permanent de l'Iran aux Nations unies, Amir Saeid Iravani, a-t-il fait distribuer une [lettre](#) à tous les États membres de l'ONU pour leur rappeler que les bombardements israéliens contre les installations nucléaires de l'Iran, placées sous la sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) tombent sous le coup de cette résolution.

3738 Le Conseil de sécurité examine la dénonciation par l'AIEA du non-respect de ses obligations par l'Iran

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour faire le point sur le JCPoA (accord de Vienne sur le nucléaire iranien) après que le Conseil des gouverneurs de l'AIEA ait [affirmé](#), le 12 juin, que l'Iran ne respectait pas ses obligations.

Le représentant chinois a dénoncé une interprétation biaisée des observations de l'Agence. La délégation russe avait fait distribuer aux membres du Conseil une [analyse](#) écrite selon laquelle l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni sont seuls responsables de la réduction des activités de vérification de l'AIEA en Iran.

Les deux États s'étaient opposés à la déclaration du Conseil des gouverneurs de l'AIEA dont ils sont membres.

3739 Le Conseil de sécurité examine l'opération « Lion qui se dresse »

Le Conseil de sécurité s'est réuni, le 20 juin, pour examiner les bombardements israéliens en Iran (opération « Lion qui se dresse »). L'Algérie, la Chine, la Fédération de Russie, le Koweït, l'Iraq et le Pakistan ont condamné l'action préventive et préemptive d'Israël comme contraire à la Charte des Nations unies.

La Russie a rappelé avec insistance que l'Iran respecte scrupuleusement ses obligations au titre du Traité et de l'accord de garanties généralisées.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°140-141 - 5 septembre 2025

ÉDITORIAL

3740 - 25^e sommet de l'OCS

Le 25^e sommet des 20 chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est tenu à Tianjin, près de Shanghai, les 31 août et 1^{er} septembre. L'OCS est désormais la plus importante organisation internationale.

Prenant la parole, le président chinois, Xi Jinping, qui assurait la présidence tournante de l'OCS, a souligné qu'elle devait contribuer à la préservation de la paix, de la stabilité mondiale et des valeurs communes de l'humanité.

Il a présenté trois grandes plateformes pour la coopération Chine-OCS dans les domaines de l'énergie, de l'industrie verte et de l'économie numérique, et la mise en place de trois grands centres de coopération pour l'innovation scientifique et technologique, l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel et technique.

Xi Jinping a proposé « l'Initiative pour la gouvernance mondiale » (IGM), tout en soulignant la nécessité de conserver le statut et l'autorité de l'ONU. Il a plaidé pour s'appuyer sur cinq principes, à savoir respecter l'égalité souveraine de chaque État, se conformer au droit international, pratiquer le multilatéralisme, promouvoir une approche centrée sur le peuple et se concentrer sur la prise de mesures concrètes. « Il ne doit pas y avoir deux poids deux mesures, et les règles internes de quelques pays ne doivent pas être imposées aux autres », a-t-il affirmé.

« Bien que les tendances historiques de la paix, du développement, de la coopération et des bénéfices mutuels restent inchangées, la mentalité de guerre froide, l'hégémonisme et le protectionnisme continuent de hanter le monde », a-t-il noté.

AMÉRIQUES

3741 L'administration Obama a tenté d'organiser un coup d'État

Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement, a publié un [rapport](#) retraçant la suppression par la communauté du Renseignement des informations montrant que « les acteurs russes et criminels n'ont pas eu d'impact sur l'élection présidentielle de 2016 via des cyberattaques visant les infrastructures ».

Un [document](#) plus détaillé sur les intox accusant la Russie d'ingérence dans l'élection présidentielle états-unienne a également été publié.

Le seul rapport de 2019 du procureur spécial Robert Mueller, aujourd'hui démenti, avait coûté 32 millions de dollars.

Tulsi Gabbard a publié une centaine de documents à l'appui de ses conclusions.

☞ Tulsi Gabbard a commenté : « Il faut des inculpations. Les responsables, quelle que soit leur puissance à l'époque, et peu importe qui a participé à ce complot de trahison contre le peuple américain, doivent tous rendre des comptes. »

☞ Le président Donald Trump a commenté en soulignant que les nouveaux documents du DNI étaient une « preuve irréfutable » que Barack Obama tentait de mener « un coup d'État ». « C'est le plus grand scandale de l'histoire de notre pays », a-t-il déclaré.

Répondant aux interrogations posées par son rapport, Tulsi Gabbard a publié, le 14 août, des échanges de mails datant du 22 décembre 2016 entre son prédécesseur, James Clapper et le directeur de l'Agence de sécurité nationale de l'époque, Mike Rogers. Ils attestent que les deux hommes entendaient poursuivre la narration de l'ingérence russe dans les élections bien que celle-ci ait été démentie.

3742 Le Pentagone suspend ses livraisons d'armes à l'Ukraine

Le [Pentagone](#) a suspendu ses livraisons d'armes à l'Ukraine, le 2 juillet. Il procède, pour le moment, à une évaluation des besoins.

3743 Donald Trump exige de nouvelles données sur l'efficacité du vaccin contre la Covid-19

Le président Donald Trump, qui s'était investi en 2020 pour la vaccination contre la Covid, est troublé par les polémiques actuelles sur cette maladie et sur les soins qui y ont été apportés. Il a réclamé, sans délai, des chiffres fiables pour évaluer ce qui s'était alors passé.

3744 La Russie savait qu'Hillary Clinton souffrait de maladie mentale, mais ne l'a pas divulgué

Un rapport déclassifié du Comité permanent de la Chambre des représentants du Renseignement, rédigé par des républicains en septembre 2020, atteste qu'à l'époque la Russie détenait des informations sur la santé d'Hillary Clinton. Le président Vladimir Poutine

avait donné instruction de ne pas les utiliser pour intervenir dans la campagne électorale présidentielle, mais de les tenir en réserve, au cas où elle aurait été élue.

Selon ces informations, elle souffrait de « problèmes psycho-émotionnels intensifiés, notamment de crises de colère incontrôlées, d'agressivité et de gaieté ».

☞ Notre directeur, Thierry Meyssan, peut attester avoir écouté en direct une communication téléphonique entre une personnalité états-unienne et Hillary Clinton, lors de la chute de Tripoli. La secrétaire d'État, hystérique, ordonnait en hurlant qu'il fallait l'éliminer.

3745 Les documents de l'affaire Jeffrey Epstein

La commission de surveillance et de réforme gouvernementale de la Chambre des représentants a rendu publics des [documents](#) de l'affaire Epstein.

Ces [documents](#) étaient sous le coup d'une interdiction de publier prononcée par un tribunal. Compte tenu de la séparation des pouvoirs, la commission n'y est pas astreinte.

3746 Le Pentagone construit des équipements militaires en Israël pour 1,5 milliard de dollars

Selon *Haaretz*, le Corps des ingénieurs de l'US Army a débuté la construction d'une [vingtaine de projets](#) en Israël pour une valeur totale de [1,5 milliard de dollars](#).

• « [L'avenir de Gaza vu de la Maison-Blanche](#) », par Thierry Meyssan

Le président Donald Trump, qui avait mouché Benyamin Netanyahou venu lui demander d'annexer Gaza, s'apprêterait bien à prendre le contrôle du territoire palestinien. Pendant que Tel-Aviv se prépare à annexer la totalité de la Palestine mandataire et, qu'au contraire, l'Égypte et la Jordanie disposent de la remise des clefs à l'Autorité palestinienne, une vaste opération immobilière à 100 milliards de dollars est envisagée.

Depuis l'ère Obama, les États-Unis fournissent 3,8 milliards de dollars d'aide militaire à Israël chaque année.

Cependant, cette aide militaire a été augmentée de 18 milliards de dollars, en 2024. En janvier 2025, juste avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, le Congrès a adopté un plan de 26 milliards de dollars supplémentaires d'aide militaire à Israël.

3747 Washington refuse des visas à la délégation palestinienne à l'ONU

Le département d'État a [refusé de délivrer des visas](#) à la délégation palestinienne qui devait se rendre à l'Assemblée générale des Nations Unies.

☞ Lors de l'Assemblée générale de 1988, le président Ronald Reagan avait refusé des visas au président de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat. L'Assemblée avait alors tenu une

session extraordinaire à Genève pour l'accueillir.

[Selon Axios](#), « l'administration Trump tente de dissuader Abbas de publier une “déclaration d'indépendance” lors de son discours à l'Assemblée – une mesure que les Palestiniens envisagent ».

3748 Ted Cruz veut déclarer les Frères musulmans « organisation terroriste »

Le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) a déposé pour la cinquième fois en dix ans une loi visant à déclarer la Confrérie des Frères musulmans « organisation terroriste » ([S.2293](#)). Une proposition de loi identique a été déposée à la Chambre des représentants par le républicain Mario Diaz-Balart (Floride) (H.R.4397).

3749 La justice ordonne de verser à la NED le budget que le Congrès lui a octroyé

Le juge fédéral Dabney Friedrich a ordonné, le 11 août, le versement par l'administration Trump de la totalité du budget voté par le Congrès au profit de la National Endowment for Democracy (NED).

👉 À la différence des agences fédérales, la NED et son organisation sœur, l'USIP, sont des organisations indépendantes de l'Exécutif.

3750 Álvaro Uribe enfin jugé

L'ancien président colombien, Álvaro Uribe (2004-2010) a été reconnu coupable de subornation de témoin et de

corruption, le 28 juillet. Au cours d'un procès de six mois, il a été démontré qu'il était lié à un groupe paramilitaire. Il risque 12 ans de prison.

3751 Erik Prince à Haïti

Le mercenaire Erik Prince, fondateur de Blackwater, a annoncé le déploiement de 200 hommes à Haïti pour conseiller les autorités en cas de crise avec les gangs.

3752 Donald Trump taxe le Brésil à 50 %

Le président Donald Trump a décrété, le 30 juillet, un tarif douanier de 50 % sur les marchandises importées du Brésil, affirmant que cette taxe punitive est une mesure de représailles au procès intenté par le pays contre l'ancien président Jair Bolsonaro.

Par ailleurs, le département du Trésor a annoncé le même jour qu'il sanctionnait Alexandre de Moraes, juge de la Cour suprême du Brésil, en raison du procès en cours contre Jair Bolsonaro.

3753 Dina Boluarte amnistie les crimes commis contre le Sentier lumineux et Túpac Amaru

Dina Boluarte, présidente péruvienne, a promulgué, le 13 août, une loi accordant une amnistie aux militaires, policiers et membres des groupes paramilitaires accusés de violations des droits humains commises entre 1980 et 2000, lors du conflit armé contre le Sentier lumineux (maoïstes) et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA).

☞ Cette guerre a fait plus de 90 000 morts, entre 1980 et 2000. Plus de 4 000 fosses clandestines ont été mises à jour. La loi affecte 156 affaires avec jugement définitif et plus de 600 procédures judiciaires en cours.

3754 Rumeur d'invasion états-unienne du Venezuela

Le Pentagone a déployé trois destroyers, l'*USS Gravelly*, l'*USS Jason Dunham* et l'*USS Sampson*, en mer des Caraïbes. Officiellement, il s'agit de lutter contre les cartels des drogues, mais craignant une invasion, Nicolás Maduro, président du Venezuela, a placé ses troupes en état d'alerte le long de ses côtes et à sa frontière avec la Colombie voisine.

Le 3 septembre, l'US Navy a coulé dans les eaux internationales un navire du gang vénézuélien Tren de Aragua, qu'elle considère comme une organisation terroriste.

3755 Volkswagen condamné pour esclavage au Brésil

Volkswagen a été condamné à payer environ 26 millions d'euros au Fonds de lutte contre l'esclavage moderne, pour le travail qu'elle a fait accomplir dans une ferme à bétail pendant la dictature militaire des années 1970 et 1980 dans l'État du Pará.

EUROPE

3756 Léon XIV et les homosexuels

Le pape Léon XIV a longuement reçu, le 1^{er} septembre, le père James J. Martin, un jésuite engagé auprès des homosexuels. Il l'a rassuré en s'engageant à poursuivre l'œuvre de son prédécesseur pour l'acceptation des gays et des lesbiennes dans l'Église.

3757 Blaise Metreweli est la petite-fille d'un criminel contre l'humanité ukrainien

Un scandale a éclaté au Royaume-Uni lorsque Oleg Tsarev, le président du Parlement de Novorossia, a révélé que la nouvelle directrice générale des services secrets extérieurs du Royaume-Uni (MI6), Blaise Metreweli, n'est pas d'origine géorgienne, mais ukrainienne. Elle est la petite-fille d'un criminel contre l'humanité, le « nationaliste intégral » ukrainien Constantine Dobrowolski, surnommé « le boucher ».

L'affaire a été confirmée par le *Daily Mail* qui a vérifié les documents d'archives en Allemagne et s'est empressé d'affirmer qu'il n'y avait aucun rapport intellectuel entre le grand-père et la directrice du MI6.

Blaise Metreweli devrait prendre ses fonctions début septembre.

3758 À Glastonbury, la foule scande « Mort aux FDI ! »

Lors du mégafestival de musique de Glastonbury, le groupe punk Bob Vylan a

fait scander par la foule « Mort aux FDI ! ». L'évènement, retransmis en direct par la BBC, a été qualifié par la presse et par Linsa Nandy, secrétaire d'État à la Culture, aux Médias et aux Sports, de « grave attaque antisémite ».

☞ Notez bien : il n'y a aucune référence aux juifs, ni en tant que groupe religieux, ni en tant que groupe ethnique, dans le slogan « Mort aux FDI ! ». Il s'agit d'un slogan politique, aucunement antisémite.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3759 Un comédien arrêté pour des blagues contre les transsexuels

Le scénariste de comédie Graham Linehan a été arrêté par cinq policiers en armes à l'aéroport d'Heathrow, en provenance d'Arizona. Il lui est reproché des blagues sur X contre les transsexuels.

3760 Nigel Farage au Congrès

Nigel Farage, leader de l'opposition souverainiste britannique, a été auditionné par la Commission des lois de la Chambre états-unienne des représentants, le 3 septembre, sur la liberté d'expression. Se réclamant de Voltaire, il a défendu avec ironie le droit fondamental de faire avancer la démocratie en exprimant des points de vue choquants. Il a dénoncé la situation dans son pays et notamment l'usage fallacieux de l'argument de la protection

de la jeunesse pour étendre la surveillance et multiplier les interdictions.

3761 La nouvelle stratégie européenne du Royaume-Uni

Friedrich Merz, chancelier allemand, s'est rendu au Royaume-Uni pour signer un accord de Défense avec Keir Starmer, Premier ministre. Il s'agit du plus important traité pour Berlin depuis celui de l'Élysée, en 1963.

☞ Contrairement à ce que l'on pourrait penser, Londres n'envisage pas une direction à trois avec Paris et Berlin, mais repense l'ensemble de sa stratégie en Europe. Simultanément et plus discrètement, Londres a signé un nouvel accord de défense avec la Roumanie en novembre 2024 et a rétabli le Forum Belvédère avec la Pologne en juin 2025.

3762 Libération de Georges Ibrahim Abdallah et négociations UE-Iran

Une cour d'appel française a décidé de libérer le Libanais Georges Ibrahim Abdallah qui purgeait une peine de réclusion à perpétuité depuis 1987.

Selon la procédure commune, il aurait dû être libéré pour bonne conduite de manière anticipée depuis 1999. Cependant, les États-Unis avaient fait pression pour que ce ne soit pas le cas et les gouvernements français successifs avaient exaucé leur souhait.

Le parquet général de Paris a fait appel de cette décision.

Georges Ibrahim Abdallah était le chef de la Fraction armée révolutionnaire libanaise (marxiste). Il avait assassiné, en 1982, le lieutenant-colonel Charles R. Ray, attaché militaire états-unien à Paris (le 18 janvier à Strasbourg), et Yacov Barsimantov, deuxième conseiller à l'ambassade d'Israël (le 3 avril à Paris). Ces assassinats ont été considérés comme des crimes pénaux alors qu'il s'agissait d'actes de guerre. À l'époque, la France refusait d'honorer son engagement de fournir de l'uranium enrichi à l'Iran, au motif que ce pays avait changé de régime. La France, sur instruction des États-Unis, avait offert l'asile politique à l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, puis l'avait raccompagné à Téhéran à bord d'un vol spécial d'Air France.

Yves Bonnet, ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), avait déclaré en 2012 : « Ce qu'a fait Georges Abdallah s'inscrit dans le cadre d'actes de résistance. Il est inacceptable qu'il soit aujourd'hui traité pire qu'un serial killer. »

La libération de Georges Ibrahim Abdallah, qui devrait être rapatrié à Beyrouth, puis du Liban en Iran, correspond à l'ouverture de négociations secrètes entre l'UE et l'Iran à Istanbul. Ce geste de bonne volonté pourrait être suivi de la libération d'otages français en Iran.

3763 Comment la France a inventé le Complexe militaire de censure

L'association états-unienne Civilization Works a publié un [rapport](#) intitulé *How France Invented The Censorship Industrial*

Complex (Comment la France a inventé le Complexe industriel de censure). Elle y détaille la manière dont le gouvernement français s'est doté d'instruments de pression et parvient insensiblement à modeler l'opinion publique sans avoir à procéder à des arrestations comme au Royaume-Uni et en Allemagne.

3764 La Cour de cassation annule le mandat d'arrêt contre Bachar el-Assad, tandis que des juges d'instruction en établissent un nouveau

La [Cour de cassation](#) française a annulé, le 25 juillet, le mandat d'arrêt émis par deux juges d'instruction en novembre 2023 contre le président syrien déchu Bachar el-Assad.

Tandis que Bachar el-Assad n'est représenté par aucun défenseur dans ce dossier, le Parquet général a formé un appel, faisant valoir l'immunité absolue devant les tribunaux étrangers dont jouissent les chefs d'État.

☞ Cette procédure n'a pas abordé le fond de l'affaire. Elle intervient cependant alors qu'en Syrie nul n'a trouvé la moindre trace, le moindre charnier, contrairement aux nombreux témoignages accumulés par les jihadistes.

Après la décision de la Cour de cassation, les juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris ont délivré sept mandats d'arrêt contre des responsables syriens, dont un nouveau contre Bachar el-Assad, qui n'est plus président. Il s'agit cette fois de rendre compte du [bombardement du centre](#)

[de presse dans l'émirat islamique de Baba Amr](#) (Homs). Rappelons que ce bombardement est intervenu pendant les négociations franco-syriennes où Thierry Meyssan était « tiers de confiance » entre les deux parties.

3765 Le FLNKS réfute l'accord sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), principal mouvement kanak, a rejeté le 12 août l'accord sur l'avenir du territoire (dit « [accord de Bougival](#) ») signé le 12 juillet. Ses militants l'ont largement réfuté parce qu'il ne mentionne aucun référendum d'autodétermination.

3766 Les Pays-Bas reconnaissent avoir signé des objectifs secrets de l'OTAN

Il nous avait échappé, fin juin, que le député néerlandais Ralf Dekker (FvD) avait interrogé la vice-première ministre, ministre de la Santé, Fleur Agema (PVV), sur les [objectifs de résilience de l'OTAN](#).

Il s'avère que tous les États membres ont signé, lors du sommet de Vilnius, les 11 et 12 juillet 2023, des engagements secrets afin d'augmenter la résilience des peuples dans tous les domaines, y compris les fake news, l'alimentation, la santé et la lutte contre les changements climatiques.

3767 Le Parquet fédéral allemand fait arrêter un plongeur ukrainien suspecté d'avoir dirigé l'opération de sabotage des gazoducs Nord Stream

Le [Parquet fédéral allemand](#) a fait arrêter, le 21 août, en Italie, un Ukrainien suspecté d'avoir organisé le sabotage des gazoducs *Nord Stream 1* et *Nord Stream 2*.

Selon le *Corriere della Sera*, une équipe de six hommes, commandée par Serghei Kuznietsov (ancien membre du SBU), avait loué le voilier *Andromeda* à Rostock. Le général Valeriy Zaluzhny, commandant en chef des forces armées, et le président Volodymyr Zelensky auraient autorisé l'opération, avant que celle-ci ne soit annulée sur instruction de la CIA. Elle aurait pourtant eu lieu.

Les [Ukrainiens](#) étaient équipés de matériel de plongée, d'un sonar portable et de cartes open source pour localiser les gazoducs, placés à 80 mètres sous la mer. On a émis l'hypothèse qu'ils faisaient des descentes en couple, dans des eaux très froides, d'une durée de 20 minutes : cela signifie qu'il fallait effectuer une décompression de 3 heures, suivie de 24 heures de repos.

👉 Cette enquête contredit la thèse de [Seymour Hersh](#), mais correspond à [celle du Washington Post](#).

3768 La Russie peut s'opposer à l'abandon de sa neutralité par l'Autriche

Depuis fin juillet, l'Autriche envisage d'adhérer à l'OTAN. Cependant [Dmitry](#)

[Medvedev](#), vice-président du Conseil de sécurité de Russie, a mis en garde, le 28 août, contre les conséquences d'une telle décision. Il a fait valoir que cela conduirait inévitablement à remettre en cause la présence d'organisations internationales à Vienne, dont l'AIEA, l'OSCE et l'OPEP. Il a rappelé que le statut de neutralité de l'Autriche est la conséquence d'un traité international de 1955, dont l'URSS était signataire et que la Russie peut donc s'opposer à son abandon.

☞ Les sondages d'opinion ont enregistré un faible soutien à l'idée d'adhérer à l'OTAN : le parti libéral de la Nouvelle-Autriche, qui promeut cette initiative, a reçu moins de 10 % des voix, et le Parti autrichien de la liberté, qui s'y oppose, a été soutenu par 37 % des citoyens.

3769 Le Conseil européen jugé pour diffamation

L'homme d'affaires russe, Alicher Ousmanov, président de la Fédération internationale d'escrime, a porté plainte à Hambourg, où il réside, contre le Conseil européen (c'est-à-dire contre l'organe des chefs d'État et de gouvernement de l'UE). Il les accuse de diffamation et de harcèlement. En effet, le Conseil, se fondant exclusivement sur des articles de presse et en l'absence de preuve, n'a cessé de le calomnier et de le sanctionner.

3770 L'UE sanctionne des journalistes et des propagandistes russes

Le Conseil de l'UE a pris des mesures coercitives unilatérales, abusivement

qualifiées de « sanctions », le 15 juillet, à l'encontre de « responsables d'actes de désinformation, de propagande pro-russe et d'ingérence, y compris contre des États membres ».

Sont concernés : Russian Television and Radio Broadcasting Network (RTRS), Portal Kombat, Tigerweb, l'Association des journalistes des BRICS (BJA), nos amis de la Fondation pour la lutte contre l'injustice (R-FBI) et le 841^e centre de guerre électronique de la flotte de la Baltique.

3771 De nouveaux directeurs généraux du Service européen pour l'action extérieure

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a nommé le 30 août, cinq directeurs généraux au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) :

- le Danois Martin Bille Hermann a été nommé directeur général des Relations multilatérales, des Droits de l'homme et de la Démocratie.
- l'Espagnole Patricia Llombart Cussac directrice générale pour l'Afrique.
- Emanuele Giauffret prend le poste de directeur général adjoint pour l'Europe et l'Asie centrale,
- le Finnois Taneli Lahti celui de directeur général adjoint chargé des questions mondiales,
- Matthew Reece directeur général adjoint chargé de la planification des politiques et de la communication stratégique.

3772 L'USAID a secrètement soutenu Maia Sandu

Piégée, le 27 août, par le célèbre duo [Vovan & Lexus](#) (les humoristes Vladimir Kouznetsov et Alexeï Stoliarov), [Samantha Power](#), ancienne directrice de l'USAID, a reconnu avoir investi des dizaines de millions de dollars pour soutenir la présidente pro-UE, Maia Sandu.

3773 L'UE et l'OTAN préparent la guerre en Moldavie

- Selon l'Agence Europe, la Commission européenne a annoncé, le 15 juillet, que l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) comprenait désormais un nouveau projet régional visant à soutenir la lutte contre la désinformation en Ukraine et en Moldavie. Le nouveau *hub*, appelé FACT, servira notamment à surveiller les élections en Moldavie, qui seraient particulièrement sujettes à la manipulation russe.
- Le Conseil de l'UE a adopté, le 15 juillet, des mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre les partis politiques moldaves Victoire (Victorie), Chance (Șansă), Renaissance (Renaștere), Force alternative et de salut de la Moldavie' (Forța de Alternativă și de Salvare a Moldovei). Selon les informations du Conseil, ils sont tous impliqués dans des actions pro-russes et dans l'achat d'électeurs.
- Le [SVR](#) russe avait prévenu le 23 décembre 2024 que la Moldavie pouvait attaquer la Transnistrie.

Il a mis en garde, le 14 juillet, contre une [militarisation par l'OTAN des infrastructures moldaves](#), notamment des aéroports de Markuleshty et de Balti, à la frontière ukrainienne et à proximité de la Transnistrie.

3774 Au nom de la Commission, Frans Timmermans et Virginijus Sinkevičius ont détourné des fonds européens pour corrompre des eurodéputés

L'Association des contribuables européens (TAE) a déposé, le 23 juillet, une plainte pénale auprès du Parquet européen à Luxembourg et auprès du Parquet de Munich contre l'ancien vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire à l'Action pour le climat, Frans Timmermans, et contre l'ancien commissaire à l'Environnement, Virginijus Sinkevičius.

Fin 2024, le Parti populaire européen a accusé la Commission européenne d'avoir demandé à des ONG d'influencer le Parlement européen, dans le cadre de contrats de financements du programme LIFE. Il s'agissait de financer à hauteur de 223 millions d'euros des projets portant sur l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources, la nature et la biodiversité.

Les fonds de la Commission ont été utilisés pour convaincre le Parlement de soutenir ce programme.

3775 Yuliia Svyrydenko nouvelle Première ministre ukrainienne

Le président ukrainien non élu Volodymyr Zelensky, a nommé Première ministre Yuliia Svyrydenko, jusqu'ici ministre de l'Économie et négociatrice clé de l'accord minier avec les États-Unis.

Elle remplace Denys Shmyhal, désigné ministre de la Défense, lui-même en remplacement de Roustem Oumierov.

3776 Le tatar Roustem Oumierov, nouveau secrétaire général du Conseil de sécurité et de défense d'Ukraine

Le 18 juillet, le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, a désigné par décret n° 496/2025 le tatar Roustem Oumierov, actuel ministre de la Défense, secrétaire général du Conseil de sécurité et de défense.

Roustem Oumierov est un proche de Mustafa Dzhemilev. La presse ukrainienne s'est étonnée de son peu d'investissement dans les ouvrages militaires et a laissé entendre qu'il détournait une partie des fonds de la Défense.

3777 L'Ukraine résiste à l'audit états-unien

La Verkhovna Rada a adopté une loi plaçant le Bureau national de lutte contre la corruption et le Bureau des procureurs spécialisés dans la lutte contre la corruption sous la responsabilité du ministère de la Justice. Il s'agit de faire obstacle à l'audit du département d'État

états-unien débuté à la mi-juin (cf. VAI 3630). Ce texte a été promulgué par le président non élu, Volodymyr Zelensky, le 24 juillet.

Une importante manifestation s'est tenue à Kiev, le 23 juillet, contre la réforme de la lutte anticorruption. C'était la première manifestation politique dans le pays depuis le début de l'opération militaire spéciale russe.

3778 Les vrais chiffres des pertes humaines en Ukraine

Des [hackers russes](#) ont diffusé, le 19 août, des documents officiels ukrainiens. Ils attestent que l'armée ukrainienne n'a pas perdu 400 000 soldats au cours de la guerre, comme le prétendent les Occidentaux, mais 1,7 million. Ils se répartissent comme suit : 118 500 en 2022, 405 400 en 2023, 595 000 en 2024, et déjà 621 000 cette année.

3779 La Russie détruit le centre de recherche du système ukrainien de missiles tactiques opérationnels (OTTRK)

[Le FSB](#) a transmis à l'état-major russe les coordonnées exactes des laboratoires du complexe militaro-industriel ukrainien participant à la création de systèmes de missiles tactiques opérationnels (OTTRK). L'armée russe les a bombardés et détruits, le 14 août. Ils étaient financés principalement par l'Allemagne et employaient des spécialistes de l'OTAN. Ces missiles, sur le point d'être achevés, auraient permis à l'Ukraine d'atteindre la profondeur du

territoire russe et, avec l'aide du renseignement occidental, de détruire des cibles significatives. La destruction de ces laboratoires est intervenue à la veille du sommet Trump-Poutine en Alaska.

3780 La Cour européenne des droits de l'homme condamne la Russie

La Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (organe du Conseil de l'Europe), a rendu un [arrêt](#) dans les quatre affaires (8019/16, 43800/14, 28525/20 et 11055/22) opposant les Pays-Bas à la Fédération de Russie. Selon elle, entre le 11 mai 2014 (date du début des hostilités en Ukraine) et le 16 septembre 2022 (date à laquelle la Russie s'est retirée de la Convention européenne des droits de l'homme), la Russie s'est rendue coupable d'attaques militaires menées sans discrimination ; d'exécutions sommaires de civils et de militaires ukrainiens hors de combat ; d'actes de torture, et notamment du recours au viol comme arme de guerre, ainsi que de traitements inhumains et dégradants ; de travail forcé ; de détentions illégales et arbitraires de civils ; de déplacements et transferts injustifiés de civils et de leur soumission à des contrôles de sécurité intrusifs et abusifs (des mesures dites de « filtrage ») ; d'actes d'intimidation, de harcèlement et de persécution visant tous les groupes religieux autres que les fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou ; d'actes d'intimidation et de violence dirigés contre des journalistes, du blocage de radiodiffuseurs ukrainiens et étrangers et de l'adoption de nouvelles « lois » interdisant et sanctionnant la

diffusion d'informations favorables à l'Ukraine ; de la dispersion forcée par l'armée russe de manifestations pacifiques dans des villes et localités occupées ; de la destruction, du pillage et de l'expropriation sans indemnisation de biens privés ; du bannissement de la langue ukrainienne dans les écoles et de l'endoctrinement des élèves ukrainiens ; du transfert d'enfants ukrainiens en Russie et, dans de nombreux cas, de leur adoption dans ce pays ; et de discriminations fondées sur les opinions politiques et l'origine nationale.

Pour le président de la Cour, Mattias Guyomar, « dans aucun des conflits précédemment soumis à la Cour, il n'y a eu une condamnation aussi quasi universelle du mépris flagrant de l'État défendeur pour les fondements de l'ordre juridique international établi après la Seconde Guerre mondiale »

👉 La Cour s'est fondée sur deux présupposés selon lesquels la Russie était responsable des actes des insurgés du Donbass et n'avait pas à entrer sur le territoire ukrainien.

AFRIQUE

3781 L'Égypte et la Jordanie forment les services de sécurité de l'Autorité palestinienne pour Gaza

Depuis le mois d'avril, l'Égypte, avec l'aide de la Jordanie, [forme par groupes de 300 des Palestiniens, loyaux au Fatah](#), afin de constituer une force de sécurité de 10 000 hommes. Il s'agit pour Le Caire de veiller à ce que l'Autorité palestinienne puisse

exercer un contrôle de la totalité de ses territoires.

3782 Évolution du trafic de drogues en Afrique de l'Ouest

Selon un [rapport](#) de Global Initiative against Transnational Organized Crime, intitulé *Under the radar. Western Balkans' cocaine operations in West Africa* (Sous le radar. Opérations de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest), un tiers des drogues latino-américaines destinées au marché européen transite par l'Afrique de l'Ouest. Les principaux acteurs seraient les Brésiliens de Primeiro Comando da Capital, la 'Ndrangheta calabraise, et les Albanais du clan monténégrin Kavač et son principal rival, le clan Škaljari.

3783 La Libye à nouveau au bord de l'implosion

Alors que des élections municipales viennent de se tenir difficilement en Libye, des groupes armés, indépendants du gouvernement d'unité nationale d'Abdel Hamid Dbeibah, se sont battus à Tripoli, le 2 septembre. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MINUL) s'est dite « vivement préoccupée », craignant que « l'escalade rapide des tensions » à Tripoli ne débouche sur « des affrontements armés ». Elle n'a pas précisé le rôle qu'elle attribue au gouvernement rival celui du maréchal Haftar en Cyrénaïque.

3784 Arrestation des généraux Nema Sagara et Abass Dembélé au Mali

Une dizaine de personnalités militaires maliennes a été arrêtée, le 14 août, accusée de vouloir « déstabiliser les institutions de la République, avec l'aide d'un agent des services de renseignement français ». Parmi eux, les généraux Nema Sagara et Abass Dembélé.

Nema Sagara était la cheffe des actions civilo-militaires de Gao, après la reprise de la ville en 2013. Elle fut chargée de sensibiliser les populations afin d'aider le renseignement à repousser l'influence jihadiste lors de l'insurrection. Promue secrétaire permanente au secrétariat permanent de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (SP-CNLP), elle participa à l'effort de réconciliation entre les communautés peules et dogons au centre du Mali.

Abass Dembélé a cofondé, au début de la guerre du Mali en 2012, le Groupement des commandos volontaires (GCV), une unité de forces spéciales qui s'est distinguée lors de la reconquête du nord du pays. C'est lui qui, le 27 novembre 2013, avait arrêté et écroué le putschiste Amadou Haya Sanogo, sur ordre de la justice.

Selon *Jeune Afrique*, [ces arrestations seraient en réalité des purges](#) après que ces généraux ont contesté les orientations stratégiques d'Assimi Goïta, lors d'une réunion nocturne au camp de Kati, les 25 et 26 juillet.

3785 La France reconnaît avoir conduit une guerre secrète au Cameroun avant et après l'indépendance

Emmanuel Macron, président français, a écrit à son homologue camerounais, Paul Biya, le 12 août, pour endosser les conclusions d'un [rapport](#) d'historiens qui lui avait été remis en janvier et qui a « clairement fait ressortir qu'une guerre avait eu lieu au Cameroun, au cours de laquelle les autorités coloniales et l'armée française ont exercé des violences répressives de nature multiple », ajoutant que « la guerre s'est poursuivie au-delà de 1960 avec l'appui de la France aux actions menées par les autorités camerounaises indépendantes ».

ASIE

3786 Des hackers iraniens divulguent les CV des militaires israéliens du Renseignement

[Une base de données](#) contenant des milliers de CV d'Israéliens qui ont servi dans des positions classifiées et sensibles au sein des Forces de défense israéliennes et d'autres agences de défense et de sécurité a été divulguée en ligne par un groupe de pirates iraniens, Handala Hack.

3787 Le nombre de malades mentaux en Israël multiplié par trois en deux ans

Selon les associations israéliennes de santé mentale ERAN, NATAL et ELEM, le nombre d'Israéliens nécessitant des soins en raison de problèmes mentaux a triplé en deux ans.

3788 Une commission de la Knesset vote la levée de l'immunité parlementaire d'Ayman Odeh

Le 30 juin, une commission de la Knesset a débattu de la levée de l'immunité parlementaire du communiste Ayman Odeh, tête de liste de la Liste arabe unifiée. Il lui était reproché d'avoir [twitté](#), le 19 janvier : « Je suis heureux de la libération des otages [israéliens] et des prisonniers [palestiniens]. De là, les deux peuples doivent être libérés du joug de l'occupation. Nous sommes tous nés libres. »

Au vu des « déclarations dégoûtantes » d'Odeh, les 14 députés juifs ont unanimement voté la levée de l'immunité parlementaire, tandis que les deux députés arabes ont voté contre.

3789 Benyamin Netanyahou prend position pour le « Grand Israël »

Dans un entretien à *i24News* en hébreu, le 13 août, Benyamin Netanyahou a répondu aux questions du journaliste Sharon Gal, ancien député d'Israel Beytenou. Celui-ci lui a remis une amulette, que l'on ne voit pas à l'écran, représentant « une carte de la Terre promise », celle du « Grand Israël ». Puis, il lui a demandé s'il se sentait proche de cette idée. Avec provocation, le Premier ministre a répondu qu'il se sentait investi d'une « mission historique et spirituelle » et qu'il était « très » attaché à la vision d'un « Grand Israël ».

☞ L'idée du « Grand Israël » inclut non seulement les territoires conquis lors de la guerre des Six Jours (Jérusalem-Est,

Judée-Samarie, Gaza, plateau du Golan, péninsule du Sinaï) mais aussi des parties de la Jordanie, du Liban, de la Syrie, de l'Égypte, de l'Irak et de l'Arabie saoudite.

☞ Si la définition du Grand Israël est toujours restée floue, elle renvoie à « l'Empire juif » que Vladimir Jabotinsky (1880-1940) voulait créer « du Nil à l'Euphrate », ainsi que le proclame le drapeau israélien.

3790 Un quart des Israéliens manifeste contre le gouvernement Netanyahu

Un quart de la population israélienne a participé, le 17 août, à des manifestations dans tout le pays contre le gouvernement Netanyahu, la poursuite de la guerre et pour la libération des otages.

3791 Les FDI proposent de ne pas sanctionner les réfractaires qui les rejoignent

Le gouvernement Netanyahu a lancé le programme « Nouveau départ ». Il s'agit d'offrir la possibilité à 14 600 réfractaires d'intégrer les FDI sans encourir de peine pour leur insoumission.

3792 L'ONG israélienne B'Tselem dénonce le « génocide » des Palestiniens

B'Tselem, centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés (lauréat du Prix des Droits de l'homme de la République française), a publié son [rapport](#) « Notre génocide ».

3793 Israël prépare un camp de concentration à Gaza

Selon *Haaretz*, Israel Katz, ministre de la Défense, a présenté le 7 juillet à Benyamin Netanyahu, Premier ministre, un plan visant à regrouper 600 000 Palestiniens dans une ville de tentes à Rafah. Ils y disposeraient de nourriture et d'hôpitaux, mais ne pourraient pas en sortir.

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, avait déclaré lors d'une conférence sur la colonisation juive en Cisjordanie occupée, le 14 mai : « Les civils seront envoyés vers le sud, dans une zone humanitaire, et de là ils commenceront à partir en grand nombre vers des pays tiers. »

3794 Samir Hulileh prochain leader de Gaza ?

- Selon le *Yediot Aharonot* du 13 août, les gouvernements Trump et Netanyahu se seraient accordés pour désigner l'homme d'affaires Samir Hulileh comme prochain leader de Gaza. Il fut secrétaire général du gouvernement de l'Autorité palestinienne en 2005 puis ministre adjoint à l'Économie et au Commerce, deux qualités qui lui accordent une certaine légitimité.

Surtout, Samir Hulileh est partenaire commercial du milliardaire états-unien Bashar al-Masri, lui-même proche du président Trump.

- Le vendeur d'armes canado-israélien Ari Ben-Menashe a révélé au quotidien que les États-Unis envisageaient un plan

plus large comprenant l'entrée de forces US et arabes dans l'enclave, la reconnaissance par l'ONU d'un statut spécial pour la bande de Gaza, la location de terrains en Égypte pour un aéroport et un port dans le Sinaï, ainsi que l'obtention de droit de forage au large du réduit palestinien.

☞ Ari Ben-Menashe, qui fut agent du Mossad de 1977 à 1987, s'est fait connaître par ses révélations à l'origine de l'Irangate ou sur l'appartenance de Jeffrey Epstein au Mossad. Plus récemment, il a travaillé pour Robert Mugabe au Zimbabwe ou pour Mohamed Hamdan Dagalo (dit Hemedti) au Soudan.

3795 Une nouvelle flottille vers Gaza

Un convoi de 44 bateaux a quitté Barcelone pour apporter des médicaments et de la nourriture à Gaza. Il devrait être rejoint par 70 autres bateaux et atteindre Gaza vers la mi-septembre. Toutes les flottilles précédentes ont été stoppées par l'armée israélienne.

3796 Tom Barack évoque le retour du Liban à la Syrie

Dans un [entretien](#) à *The National* (Émirats arabes unis), le 11 juillet, l'ambassadeur Tom Barrack, représentant du président Trump pour la Syrie et la Türkiye, a déclaré : « Vous avez Israël d'un côté, l'Iran de l'autre, et maintenant la Syrie qui se manifeste si rapidement que si le Liban ne bouge pas, il retournera à Bilad el-Cham. »

La feuille de route remise début août par l'ambassadeur Tom Barrack au Liban conditionne la reconstruction du pays à :

- Un accord avec le FMI ;
- Et le désarmement du Hezbollah.

3797 L'Iran s'oppose au désarmement du Hezbollah

En visite officielle au Liban, le 13 août, Ali Larijani, membre du Conseil de discernement iranien et conseiller du guide la Révolution, a affirmé que l'Iran « ne soutient pas certaines décisions fixant un calendrier précis » pour le désarmement du Hezbollah. Il a plaidé pour un « dialogue amical, exhaustif et sérieux au Liban ».

Le président libanais Joseph Aoun lui a répondu en soulignant que son pays était prêt à discuter avec l'Iran dans le respect de la souveraineté de chacun.

Une fois Larijani parti, cheik Naïm Kassem, secrétaire général du Hezbollah, a prononcé un discours pour s'opposer au désarmement de la Résistance tant que l'ennemi israélien occupera la moindre parcelle du pays.

3798 Tom Barrack appelle à un cessez-le-feu israélo-syrien

Le 24 juillet à Paris, Tom Barrack, envoyé spécial du président Trump, a réuni Ron Dermer, ministre israélien des Affaires stratégiques, et Assaad el-Chaïbani, ministre syrien des Affaires étrangères. Une telle réunion n'avait jamais eu lieu durant les 25 dernières années. Celle-ci a porté sur les combats avec les Druzes.

La délégation syrienne a appelé à respecter l'intégrité du pays, tandis que la délégation israélienne a appelé à démilitariser la Syrie.

3799 Une plainte à Beyrouth contre Naïm Kassem

Tony Boulos, journaliste anti-Hezbollah, Camille Joseph Chamoun (cadre du Parti national libéral), Ali Khalifé (professeur universitaire), Ali Zein et Bassam Khodor-Agha, relevant du Mouvement de changement d'Élie Mahfoud, avocat et activiste politique ont déposé, le 8 juillet, à Beyrouth, une plainte contre cheikh Naïm Kassem, secrétaire général du Hezbollah. Ils « l'accusent d'incitation au conflit entre les diverses composantes de la nation ».

☞ Les diverses plaintes contre cheikh Naïm Kassem risquent de relancer les conflits sectaires au Liban et, partant de là, la guerre civile.

3800 La France propose de dissoudre la FINUL

La France a déposé, le 28 août, une proposition de résolution (S/2025/527) afin de supprimer progressivement la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) créée en 1978 entre Israël et le Liban.

3801 Les hommes d'Ahmed el-Charaa exigent la libération des jihadistes incarcérés au Liban

Les douanes libanaises ont adressé un rapport à tous les services de sécurité. Elles ont mis en garde contre une

préparation d'enlèvement de soldats libanais par des éléments du pouvoir syrien.

Les hommes d'Ahmed el-Charaa exigent la libération immédiate de leurs frères d'armes jihadistes condamnés et incarcérés au Liban.

3802 Ahmed al-Charaa se prépare à renvoyer les réfugiés palestiniens de Syrie

Le nouveau gouvernement jihadiste syrien a modifié le statut des réfugiés palestiniens. Désormais, leurs papiers d'identité ne précisent plus leur lieu de naissance et comportent la mention « étranger, résidant en Syrie ». Ils devraient perdre le droit d'acquérir des biens immobiliers dans le pays.

Si leur assimilation complète était envisagée, cela signifierait la fin de leur statut de réfugié reconnu par l'UNRWA, et donc à terme, la perte de leur droit au retour, un droit hautement politique. En échange, ils bénéficieraient d'une intégration totale au système politique syrien.

3803 Découverte d'un megacharnier de Daesh à Mossoul

Les autorités locales, le pouvoir judiciaire, la police, la Fondation des martyrs d'Irak et la direction des fosses communes ont débuté, le 16 août, des fouilles dans un gouffre à Al-Khafsa, au sud de la ville de Mossoul. Des milliers de victimes de Daesh y auraient été enterrées.

3804 Les Émirats prêts à se retirer des accords d'Abraham

Les Émirats arabes unis ont prévenu, le 3 septembre, qu'à leurs yeux, l'annexion de territoires palestiniens constituait une « ligne rouge ». Dubaï envisage de se retirer des accords d'Abraham.

3805 Ansar Allah perquisitionne les bureaux de l'UNICEF et du PAM

Israël a repris ses bombardements contre Ansar Allah, ciblant des personnalités comme il l'avait fait contre les Palestiniens et les Libanais. Ahmed Al-Rahawi, Premier ministre, est mort, le 28 août, sous les bombes israéliennes. Les Yéménites du Nord ont perquisitionné les locaux de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial (PAM) qui, selon eux, emploieraient des espions israéliens.

3806 La Türkiye rompt effectivement avec Israël

Intervenant, le 29 août, lors d'une session extraordinaire de la Grande Assemblée nationale de Türkiye sur la guerre israélienne, Hakan Fidan, ministre des Affaires étrangères, a annoncé que son pays avait rompu tout lien économique et commercial avec Israël, refusé aux navires israéliens l'accès aux ports turcs ainsi que fermé l'espace aérien national aux avions israéliens. Les bateaux turcs seraient également interdits d'accoster en Israël. Selon lui, « les attaques israéliennes contre Gaza, le Liban, le Yémen, la Syrie et l'Iran sont le signe le plus clair d'une mentalité terroriste de l'État qui sape l'ordre international ».

3807 L'Iran rompt avec l'AIEA

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a signé, le 2 août, une loi suspendant les relations entre son pays et l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA).

3808 Des États occidentaux dénoncent l'action des services iraniens contre des opposants à l'étranger

Douze États membres de l'OTAN (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Albanie, Belgique, Canada, Tchéquie, Danemark, Finlande, France, Espagne, Pays-Bas et Suède) sur 32, plus l'Autriche, ont publié un communiqué, le 31 juillet condamnant le nombre croissant de menaces d'État émanant de services de renseignement iraniens dans leurs territoires respectifs : « Nous sommes unis dans notre opposition aux tentatives des services de renseignement iraniens de tuer, d'enlever et de harceler les gens en Europe et en Amérique du Nord en violation flagrante de notre souveraineté. Ces services collaborent de plus en plus avec des organisations criminelles internationales pour cibler les journalistes, les dissidents, les citoyens juifs et les fonctionnaires, actuels et anciens, en Europe et en Amérique du Nord. C'est inacceptable.

Nous considérons ce type d'attaque, quelle que soit la cible, comme des violations de notre souveraineté. Nous sommes déterminés à œuvrer de concert pour empêcher que ces actions ne se produisent et nous demandons aux autorités iraniennes de mettre

immédiatement fin à ces activités illégales dans nos territoires respectifs. »

☞ L'Iran a toujours pratiqué l'assassinat de ses opposants à l'étranger. Non seulement sous la République islamique, mais aussi sous l'Empire. Ainsi le shah Reza Pahlevi fit assassiner 'Alî Shari'atî à Southampton, en 1977.

3809 Crise frontalière entre la Thaïlande et le Cambodge

Phumtham Wechayachai, Premier ministre thaïlandais par intérim, et Hun Manet, Premier ministre cambodgien, sont convenus de rencontres en Malaisie pour résoudre la crise entre les deux pays.

Phnom Penh souhaite que la Cour internationale de justice de La Haye, c'est-à-dire le tribunal interne des Nations Unies, statue sur la délimitation de sa frontière, à laquelle Bangkok refuse de se conformer parce que la Cour avait précédemment attribué au Cambodge les ruines vénérées du temple de Preah Vihear, à proximité des combats actuels.

3810 L'épouse de Yoon Suk Yeol corrompte par la « secte Moon »

L'enquête sur la destitution du président putschiste Yoon Suk Yeol a débouché sur l'ouverture d'une autre enquête, concernant cette fois la corruption de son épouse, Kim Keon-hee, par la Fédération des familles pour la paix mondiale et l'unification (dénomination officielle de la « secte Moon »). Elle aurait reçu 14 000 dollars de pots-de-vin.

Ces révélations interviennent un an après le scandale de la corruption du Parti libéral démocrate (PLD) japonais, par la même secte anticommuniste, à hauteur de 500 millions de dollars.

De très importants raids et perquisitions ont été entrepris par les autorités dans les locaux de la secte à Séoul.

3811 « US go Home » en Corée du Sud

Ahn Gyu-back, ministre de la Défense sud-coréen, a indiqué le 16 juillet que le nouveau gouvernement du président Lee Jae-myung prévoyait de reprendre le contrôle de la Défense nationale au plus tard, dans cinq ans.

3812 Une station balnéaire de grand luxe en Corée du Nord

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a inauguré, le 1^{er} juillet, la zone touristique côtière de Wonsan-Kalma. Il s'agit d'une station balnéaire de grand luxe.

Tous les chiffres relatifs à l'économie nord-coréenne sont sujets à contestation. Jusqu'à présent, les Occidentaux considéraient la République populaire démocratique de Corée comme un État extrêmement pauvre.

3813 Chantier de *Force de Sibérie 2*

La Chine et la Russie ont signé, le 2 septembre, un mémorandum juridiquement contraignant sur la construction du gazoduc *Force de Sibérie 2*. Le nouveau gazoduc devrait acheminer 50 milliards de m³ de gaz par an.

S'ajoutant à *Force de Sibérie 1*, Gazprom devrait livrer à terme 60 % du gaz utilisé par la Chine.

3814 - 80^e anniversaire de la victoire sur le racisme

La Chine a célébré le 80^e anniversaire de la « victoire de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et de la Guerre mondiale antifasciste ».

☞ En Extrême-Orient, on ne parle pas de « Seconde Guerre mondiale » (1939-1945), mais de « Guerre de 15 ans » (1931-1945). Celle-ci a débuté en 1931 avec l'invasion de la Mandchourie au nom de la supériorité de la race *Yamato* (c'est-à-dire des hommes soumis à l'Empereur du Japon). Les massacres de masse et les atrocités qui furent commises – dont nous n'avons pas conscience – furent plus importants que ceux des nazis et de leurs alliés en Europe.

Les cérémonies de Beijing ont réuni de très nombreux chefs d'État et de gouvernements étrangers, dont le Russe Vladimir Poutine et le Coréen Kim Jong-un. Elles ont été le théâtre d'un défilé militaire de 12 000 hommes où de nombreuses armes nouvelles ont été présentées. Le président Xi en a profité pour souligner que la paix ne pouvait exister sans la justice.

3815 Lai Ching-te ne parvient pas à faire révoquer 24 députés opposés à la guerre contre la Chine

Le président taïwanais, Lai Ching-te, a organisé 24 élections révocatoires de

parlementaires opposés à une guerre contre la Chine continentale. A la surprise générale, les 24 parlementaires ont été soutenus par leurs électeurs, aucun n'a été révoqué.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3816 Le Conseil de sécurité examine l'enquête sur le sabotage des gazoducs Nord Stream

À la demande de la Fédération de Russie, le Conseil de sécurité s'est réuni, le 26 août, près de trois ans après le sabotage des gazoducs sous-marins Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique. La délégation russe s'est dite certaine que « les autorités allemandes possèdent beaucoup plus d'informations que ce qu'elles diffusent au compte-gouttes », avançant qu'elles connaissent les véritables auteurs et commanditaires de ce crime. D'où sa demande d'enquête internationale. Elle a fait état des accords entre les anciens chefs d'État états-uniens et allemand, Joe Biden et Olaf Scholz, qui auraient conduit les services de renseignement de ces deux pays à élaborer une version alternative des faits afin d'écarter les soupçons pesant sur l'administration Biden et ses alliés de l'OTAN.

L'Allemagne avait fait précéder la réunion de la distribution d'un [communiqué](#) relatif à l'arrestation en Italie d'un suspect ukrainien.

La délégation chinoise a manifesté son impatience, regrettant que la vérité sur ces explosions tarde à émerger. « L'arrestation d'un suspect ne suffit pas à

répondre aux attentes internationales », a-t-elle observé.

Le Sous-Secrétaire général, Miroslav Jenča, a rappelé que le sabotage des gazoducs Nord Stream avait entraîné le plus grand rejet de méthane d'origine humaine jamais enregistré sur la planète équivalent à celui de 3 milliards de voitures.

3817 Rapport annuel du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adopté son rapport annuel (A/80/35), le 28 août.

Riyad H. Mansour, Observateur permanent de l'État de Palestine, a rappelé que la réunion sur « la question de la Palestine » tenue le 27 au Conseil de sécurité a permis de dénoncer les plans d'Israël pour la prise de contrôle militaire de la ville de Gaza, la colonisation de la zone E1 en Cisjordanie et l'annexion de pans entiers de ce territoire occupé. Il a ajouté que la communauté internationale a également son « propre plan », à savoir la solution à deux États consacrée par la Conférence internationale de juillet.

☞ Rappelons que la solution à deux États n'est qu'une reformulation du « plan Peel » (1936) énoncé par l'autorité coloniale pour maintenir la domination britannique. Il ne résoudra aucun problème et, au contraire, les fera durer.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le Corridor David, une offensive israélienne pour balkaniser la Syrie et imposer les accords Abraham](#) », **par Alfredo Jalife-Rahme**

Cela paraît difficile à imaginer, pourtant Israël se lance aujourd'hui dans un projet d'extension qui devrait le conduire à annexer prochainement la capitale syrienne, Damas. Déjà le président autoproclamé, le jihadiste Ahmed al-Charaa, s'est réfugié à Idlib sous la protection de la Türkiye.

• « [Guerre des 12 jours : les révélations antidésinformatives d'Alastair Crooke](#) », **par Alfredo Jalife-Rahme**

Les révélations d'Alastair Crooke sur la victoire iranienne et le cessez-le-feu proclamé par les États-Unis modifient notre perception de cette guerre de 12 jours. Non, Israël n'est pas en position de dominer le Moyen-Orient.

• « [Depuis 14 ans, Netanyahu cherche à démanteler nucléairement l'Iran et le Pakistan](#) », **par Alfredo Jalife-Rahme**

D'anciennes déclarations de Benjamin Netanyahu, en 2011, jettent un éclairage surprenant sur sa politique face à l'Iran. Il se pourrait que les sionistes révisionnistes se voient en protecteurs de l'Occident. Dans ce cas, l'ambition iranienne de maîtriser la fusion nucléaire menacerait les transnationales pétrolières et l'attaque de l'Iran augurerait d'une prochaine attaque du Pakistan.

• « [La russophobe allemande Ursula von der Leyen abandonne l'Europe face à Trump et favorise Israël](#) », par **Alfredo Jalife-Rahme**

En juin 2022, Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, créait la surprise, en se rendant à l'improviste et sans mandat européen, à l'université Ben Gourion, en Israël. Elle y proclamait que « l'Europe incarne les valeurs du Talmud ». Depuis lors, elle défend Israël malgré le génocide auquel cet État se livre en massacrant et en affamant les civils palestiniens. Alfredo Jalife nous révèle tout ce que nous ignorons sur « l'impératrice européenne ».

• « [Sommet historique entre Trump et Poutine en Alaska, ancien territoire russe // Un tunnel sera-t-il construit dans le détroit de Bering ?](#) », par **Alfredo Jalife-Rahme**

Alors que les présidents Donald Trump et Vladimir Poutine préparent un sommet, le 15 août, en Alaska, les partisans de l'ordre ancien tentent de le saboter. Il n'est pas question de paix en Ukraine, à Gaza, ou ailleurs. La guerre leur a donné le pouvoir et nourri leurs industries. Alfredo Jalife voit pourtant quelques situations qui permettent d'espérer.

• « [Sommet historique en Alaska : la malédiction de l'“opération impensable” de Churchill est-elle levée ?](#) », par **Alfredo Jalife-Rahme**

Le sommet Trump Poutine n'a pas porté principalement sur l'Ukraine, mais sur la

coopération entre les États-Unis et la Russie dans le monde. C'est la conséquence de la position du président Trump qui n'a cessé d'affirmer que cette guerre n'est pas la sienne et qu'il peut donc commercer avec l'ancien rival russe.

• « [Les dépenses de guerre sont toujours plus grandes](#) », par **Manlio Dinucci**

Au fur et à mesure que les dépenses militaires des États-Unis baissent en Ukraine, celles des Européens augmentent. Bien qu'il semble que ces armes seront fabriquées dans l'Union européenne et non plus outre-Atlantique, elles seront inévitablement détruites en Ukraine.

• « [Exxon revient en Russie : présage d'un G-2 énergétique entre les pétroliers Trump et Poutine ?](#) », par **Alfredo Jalife-Rahme**

On se dirige, lentement, mais sûrement, vers un rapprochement entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Cette perspective devrait mettre fin à la stratégie britannique de destruction de la Russie et à celle états-unienne de division entre la Russie et la Chine. L'idée d'une coopération entre les trois Grands correspond à ce que Donald Trump a toujours souhaité : des alliances économiques plutôt que des guerres fratricides.

Ce rapprochement devrait néanmoins se faire au détriment de ceux qui misent sur les anciens antagonismes : l'Union européenne et l'Inde.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°142 - 12 septembre 2025

ÉDITORIAL

3818 Dmitri Medvedev rouvre le dossier de la « Grande Finlande » et des crimes racistes en Carélie

L'agence Tass a publié, le 8 septembre, un [long article](#) de Dmitri Medvedev, vice-président du conseil de Sécurité de Russie, sous le titre *The New Finnish Doctrine : Stupidity, Lies, Ingratitude* (La nouvelle doctrine finlandaise : stupidité, mensonges et ingratitude). Il y présente les conclusions de ses recherches dans les archives nationales sur l'occupation de la Carélie par la Finlande durant la Seconde Guerre mondiale.

Bien que cet article ne comprenne aucune allusion à l'actualité immédiate, il pourrait s'agir d'une réponse à la participation du président finlandais, le très atlantiste Alexander Stubb, à la délégation de la coalition des volontaires pour l'Ukraine qui s'est rendue à la Maison-Blanche.

☞ Depuis une vingtaine d'années, de nombreux Finlandais espèrent la restitution de la Carélie devenue soviétique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est oublier (1) l'offre faite par la Finlande à l'Allemagne nazie d'étouffer Léninegrad (aujourd'hui : Saint-Pétersbourg) en bloquant l'accès des Slaves au golfe de Finlande, conflit qui suscita la Guerre d'Hiver (1939-1940) ; (2) la tentative de créer la « Grande Finlande », conflit qui suscita la « Guerre de continuation » (1941-1944).

Les événements rapportés par Dmitri Medvedev se déroulèrent pendant cette seconde période. Ils sont généralement ignorés des historiens ouest-européens. La Finlande partageait les conceptions racistes des nazis, mais ne considérait pas la présence de quelques juifs comme un problème. Elle les a donc incorporés dans ses forces armées pour anéantir les Slaves. Elle a participé au siège de Léninegrad, mettant ses aéroports au service de la Luftwaffe et coupant les liaisons ferroviaires. Les fascistes finlandais ont organisé un vaste réseau de camps de concentration et ont interné un dixième des habitants de Carélie assassinant un grand nombre d'entre eux.

Le bataillon des volontaires finnois de la SS a été incorporé à la division Viking. Il s'est battu en Ukraine, dans le Donbass.

À la Libération, les Alliés ont autorisé l'URSS à annexer la Carélie, mais celle-ci n'a pas poursuivi les dirigeants finnois, se contentant de les déporter. Le projet de Grande Finlande n'a réapparu qu'en 2008, lors de la guerre d'Ossétie du Sud (...)

(...) En 2019, une [commission d'historiens](#) a conduit des recherches dans les Archives nationales pour établir le rôle des SS finlandais. Le ministre de la Défense de l'époque, l'historien militaire Jussi Niinistö (extrême droite, les Vrais Finlandais) prit alors la défense des SS finlandais et de la « Grande Finlande ».

AMÉRIQUES

3819 Steve Witkoff choisit le pacifiste israélien Gershon Baskin comme intermédiaire avec le Hamas

Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump pour le Moyen-Orient, a demandé à Gershon Baskin, célèbre militant pacifiste israélien, de servir d'intermédiaire entre les États-Unis et le Hamas comme il avait servi d'intermédiaire entre Israël et Yasser Arafat lors des accords d'Oslo.

☞ Gershon Baskin fut le principal négociateur lors de la libération de Gilad Shalit. C'est lui qui, le 25 juillet dans *The Times of Israël*, avait révélé [les points de vue d'Israël et du Hamas lors des négociations de paix au Qatar](#).

3820 Le président Trump veut rétablir le secrétariat de la Guerre

Le 5 septembre, le président Trump a signé le [200](#) décret de son second mandat. Il rétablit le nom du secrétariat de la Guerre en lieu et place de celui de la Défense.

3821 Donald Trump attaque Big Pharma

Le président Donald Trump a envoyé une centaine de mises en demeure et un millier de lettres d'avertissement aux laboratoires pharmaceutiques. Il leur demande de veiller à ce que leurs publicités ne contiennent que des « informations véridiques et non trompeuses ».

☞ Aux États-Unis, la liberté d'expression ne permet pas de sanctionner la publicité mensongère.

3822 Doutes sur l'authenticité des grâces prétendument accordées par Joe Biden

Les recherches effectuées par la Commission de surveillance et de réforme du gouvernement de la Chambre des représentants n'ont pas permis de trouver dans les documents transmis à la National Archives and Records Administration de preuves que le président Joe Biden ait personnellement approuvé la plupart des 4 200 grâces qu'il a accordées. Au contraire, des mails attestent que le personnel chargé de préparer les décrets s'est inquiété auprès des avocats du président de l'authenticité des listes qui leur avaient été transmises. En définitive, l'ordre de signer automatiquement a été donné par Jeff Zients, chef de cabinet de la Maison-Blanche.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

3823 Assassinat de Charlie Kirk

L'influenceur Charlie Kirk a été assassiné lors d'un meeting qu'il animait à l'université de l'Utah. Le président Donald Trump lui a rendu hommage et les drapeaux ont été mis en berne sur tous les bâtiments de l'État fédéral.

☞ Charlie Kirk était particulièrement écouté par la jeunesse conservatrice. Son organisation, Turning Point (le tournant) a débuté en notant les partis pris des professeurs des universités. Son podcast hebdomadaire de trois heures, *The Charlie Kirk Show*, comptait 7,3 millions d'abonnés. Son influence s'étendait aussi au Royaume-Uni où il avait créé une branche de Turning Point autour de militants du Bexit.

3824 Révolution à la Cour suprême

La Cour suprême pourrait renverser la jurisprudence dans quatre dossiers sur lesquels elle devra se prononcer : le pouvoir du président de révoquer les dirigeants d'agences, la prière

sur un haut-parleur d'école, le mariage homosexuel et la loi sur le droit de vote.

3825 Le président Trump pourrait nationaliser le musée du 11 septembre

L'administration Trump étudie la possibilité de prendre le contrôle du musée commémoratif des attentats du 11 septembre à New York.

☞ Il n'existe aucun texte prévoyant la nationalisation d'un musée géré par un État fédéré. Celle-ci ne peut se comprendre que si le président Trump a l'intention d'en modifier les textes présentant les faits.

3826 Donald Trump menace la Commission européenne

Le président Trump a réagi à l'amende de près de 3 milliards d'euros infligée par la Commission européenne à Google pour ses pratiques anticoncurrentielles dans le domaine de la publicité en ligne. Il a déclaré sur son réseau social : « L'Union européenne doit IMMÉDIATEMENT arrêter ces pratiques contre les entreprises américaines. » Si l'UE ne revient pas sur sa décision, il sera « contraint » de déclencher un mécanisme de droits de douane punitifs, la « section 301 ».

3827 Audition mouvementée de Robert Kennedy Jr. au sénat

Robert Kennedy Jr., secrétaire à la Santé, a été [auditionné](#) par la Commission sénatoriale des Finances, le 4 septembre.

La séance s'est très mal passée. Le secrétaire s'appuie sur des données scientifiques et rejette les idées des sénateurs en faveur des prétendus « vaccins » anti-Covid. Il fait valoir que ceux-ci ne protègent ni de la maladie, ni de sa propagation.

JD Vance, vice-président, a commenté l'altercation en soulignant que les sénateurs soutiennent « tous des thérapies hormonales pédiatriques hors AMM, non testées et irréversibles, qui mutilent nos enfants et

enrichissent l'industrie pharmaceutique », ils racontent « des conneries, et tout le monde le sait ».

Analyse du Réseau Voltaire

• « [L'avertissement de la Chine](#) », par Manlio Dinucci

À la manière chinoise, Xi Jinping a réagi avec violence, mais sans la désigner, à l'interdiction faite par Donald Trump à l'État de Palestine de participer à l'Assemblée générale des Nations unies. C'était déjà le cas, en 1988, lorsque Ronald Reagan avait identiquement interdit à Yasser Arafat d'y participer. Ces deux interdictions ont le même objectif, empêcher l'Assemblée générale d'accorder le droit de vote à l'État de Palestine, déjà membre de l'Organisation. Cependant, désormais, la Chine est la première puissance économique mondiale et une superpuissance militaire.

3828 Rand Paul demande l'inculpation du Dr Anthony Fauci pour mensonge au Congrès

La Commission sénatoriale de la Sécurité de la patrie et des Affaires gouvernementales a découvert des e-mails du Dr Anthony Fauci attestant qu'il a ordonné aux employés du National Institutes of Health (NIH) de détruire les dossiers. Or, il avait nié, lors de ses auditions au Congrès, avoir détruit quoi que ce soit. Le sénateur Rand Paul, président de la Commission sénatoriale, a donc demandé son inculpation pour avoir menti au Congrès et requis sa comparution devant la Haute Assemblée.

☞ Le Dr Anthony Fauci, ancien conseiller Santé de Donald Rumsfeld, a bénéficié d'une grâce du président Joe Biden, aujourd'hui mise en cause dans le cadre de l'enquête sur l'authenticité de la signature automatique présidentielle.

3829 Donald Trump critique le soutien occulte de l'UE à la Russie

Le président Trump a vivement critiqué les dirigeants européens qui s'étaient réunis, le 3 septembre, à Paris. Il a observé qu'en 2024 les Européens ont certes donné 21,7 milliards de dollars à l'Ukraine, mais que, dans le même temps, ils ont acheté pour 25,5 milliards de dollars d'hydrocarbures à la Russie et au total pour 41,9 milliards de dollars de marchandises russes. L'UE a interdit les importations venant de Russie, mais a accordé des exemptions à la Hongrie et à la Slovaquie, que leurs partenaires de l'Union utilisent pour contourner l'interdiction qu'ils ont eux-mêmes prononcée.

3830 Conférence de *Haaretz* à New York : « Préserver la démocratie israélienne »

Le quotidien israélien *Haaretz* a organisé une [conférence](#) à New York, le 10 septembre. Les orateurs ont dénoncé le recul de la démocratie en Israël et le génocide à Gaza. Les responsables d'associations états-uniennes ont souligné que l'opposition à la politique fasciste de Benyamin Netanyahou n'était pas une forme d'antisémitisme.

3831 Washington soutient la lutte contre le narcotrafic en Équateur

Le secrétariat d'État a annoncé une subvention de 13,5 millions de dollars pour aider l'Équateur à lutter contre les drogues et la criminalité. Il a également annoncé la fourniture de drones aériens d'une valeur de 6 millions de dollars à la marine équatorienne.

EUROPE

3832 Keir Starmer reçoit Isaac Herzog

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a reçu Isaac Herzog, président israélien, au 10 Downing Street. Il avait auparavant déclaré à la Chambre des communes : « Nous condamnons les actions israéliennes, les restrictions à l'aide doivent être levées, l'offensive israélienne à Gaza doit cesser, et la construction de colonies de

peuplement doit cesser. » Cependant, il n'a pas relayé le trouble qui a saisi 61 députés de son parti, le Labour, pas plus que les réclamations de son ministre de la Santé, Wes Streeting.

Devant la résidence du Premier ministre, des manifestants arboraient une pancarte : « Isaac Herzog, défenseur du génocide, n'est pas le bienvenu ici. »

☞ Les chefs militaires des FDI ne cessent de venir discuter avec l'état-major britannique malgré les interdictions judiciaires formelles. Le ministère de la Défense multiplie les vols de reconnaissance au-dessus de Gaza et transmet ses observations aux FDI. Les opérations militaires israéliennes seraient impossibles sans le soutien des États-Unis et du Royaume-Uni.

3833 Lord Peter Mandelson limogé en raison de sa proximité avec Jeffrey Epstein

La charge d'ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, qui avait été confiée à Lord Peter Mandelson, a été remise en cause à la suite d'articles du *Sun* et du *Daily Telegraph*. Il apparaît que Mandelson était un ami extrêmement proche de Jeffrey Epstein et qu'il a continué à faire des affaires avec lui après sa condamnation pour pédophilie.

☞ Lord Mandelson joua un rôle très important lors des campagnes de Tony Blair et dans la transformation de la gauche européenne en défenseur des minorités et non plus de la classe ouvrière.

3834 Emmanuel Macron s'oppose à la démilitarisation de l'Ukraine

À l'issue de la réunion de la coalition des volontaires, le 4 septembre à Paris, Emmanuel Macron, président français, a déclaré : « Nous sommes prêts. » Dans les négociations de paix, nous ne voulons « aucune limitation de format ou de capacités pour l'armée ukrainienne ». « Nous nous sommes donc mis en capacité d'apporter les moyens d'une régénération de l'armée ukrainienne, pour qu'elle puisse non

seulement résister à toute nouvelle attaque, mais aussi dissuader la Russie de toute nouvelle agression. »

Dans un communiqué, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a précisé : « Nous devons transformer l'Ukraine en un porc-épic d'acier, indigeste pour les agresseurs présents et futurs. Cela implique des forces armées permanentes, fortes, bien équipées et modernes [...]. L'Europe continuera de former des soldats ukrainiens. »

Vingt-cinq des 36 États membres de la coalition ont pris l'engagement d'envoyer des troupes en Ukraine, une fois la paix revenue.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [L'affaire Georges Ibrahim Abdallah](#) », par Hassan Hamadé

Notre ami et collaborateur, Hassan Hamadé, qui participa à la médiation de Mgr Hilarion Cappuci pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, témoigne ici du combat de ce militant libanais de la cause palestinienne.

3835 L'Espagne renforce ses sanctions contre Israël

Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, a annoncé le 8 septembre que son pays consolidera son embargo sur les armes à destination d'Israël, en vigueur depuis octobre 2023. Il va aussi interdire le transit par les ports espagnols pour tous les navires transportant du carburant destiné aux forces armées israéliennes et refuser l'entrée dans son espace aérien à tous les avions d'État transportant du matériel de défense destiné à Israël. Sera également interdit tout accès au territoire espagnol aux personnes « directement impliquées dans le génocide, les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre à Gaza ».

Le ministère espagnol de la Défense a officiellement annulé un contrat d'une valeur de 237,5 millions d'euros pour l'achat de lanceurs

et de missiles Spike à la société de défense israélienne Rafael.

Le département d'État des États-Unis s'est dit « profondément préoccupé que l'Espagne, membre de l'OTAN, ait choisi de limiter potentiellement les opérations des États-Unis et de tourner le dos à l'État hébreu ».

3836 Donald Tusk s'indigne d'une attaque russe de la Pologne qu'Andrzej Duda met en doute

Donald Tusk, Premier ministre polonais, a déclaré, le 10 septembre, que l'armée polonaise avait abattu un « nombre considérable de drones russes ». Varsovie a qualifié l'incident de « violation sans précédent de l'espace aérien polonais » et « d'acte d'agression ». Tusk a invoqué l'article 4 du traité fondateur de l'OTAN qui prévoit des consultations si l'un des membres du bloc estime que sa sécurité est menacée. Il a toutefois affirmé que les appareils provenaient de Biélorussie et non d'Ukraine, et a qualifié l'incident de « provocation » russe.

Andreï Ordach, chargé d'affaires russe à Varsovie, a déclaré à RIA Novosti que, lors de sa convocation au ministère polonais des Affaires étrangères, les autorités polonaises n'avaient fourni aucune preuve que les drones abattus appartenaient à la Russie. Il a souligné que les drones avaient atterri en Pologne depuis l'Ukraine.

Andrzej Duda, ancien président polonais, faisant référence à l'incident survenu en novembre 2022, au cours duquel un missile ukrainien s'est écrasé sur le territoire polonais, a souligné que les autorités ukrainiennes cherchaient à entraîner le bloc mené par les États-Unis dans une confrontation directe avec la Russie, qualifiant un tel scénario de « rêve » pour Kiev, mais « d'inacceptable » pour la Pologne.

L'armée biélorusse avait précédemment signalé avoir alerté la Pologne que certains drones utilisés par les forces ukrainiennes et russes pour des attaques mutuelles avaient été perdus en

raison de « l'impact des moyens de guerre électronique des deux parties ».

Donald Tusk a organisé une réunion virtuelle avec Keir Starmer, Premier ministre du Royaume-Uni, Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italiens, Volodymyr Zelenski, président non élu ukrainien, et Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN. L'Ukraine a offert à la Pologne une assistance, une formation et une expertise dans la destruction des drones russes.

3837 Viktor Orbán propose de réorganiser l'UE avant qu'elle ne se disloque

Comme chaque année, le Fidesz hongrois a tenu son université de rentrée à Kötcse. Le Premier ministre, Viktor Orbán, a présenté son [analyse des relations internationales](#).

« La Chine a un avantage inattaquable en matière de démographie, de technologie et de capitaux, et rattrape son retard militairement. Les États-Unis doivent faire face au fait que la Russie a gagné la guerre en Ukraine. Cela ne pourrait être arrêté que par le déploiement de centaines de milliers de soldats occidentaux, et personne n'est disposé à le faire. » [...]

« L'adhésion de l'Ukraine à l'UE signifierait la guerre. Un partenariat stratégique est possible, mais l'adhésion à part entière mettrait en danger l'Europe. » Il a plaidé pour que l'Ukraine n'adhère ni à l'OTAN ni à l'UE, mais pour qu'un accord de partenariat stratégique soit signé entre l'UE et l'Ukraine.

« L'UE s'est engagée sur la voie de la désintégration et de la fragmentation, et peut entrer dans l'histoire comme la triste fin d'une noble expérience. » Il a plaidé pour un modèle « d'Europe circulaire » : l'anneau extérieur inclurait des pays tels que le Royaume-Uni, le Türkiye ou même l'Ukraine, ne coopérant que sur la sécurité militaire et énergétique, tandis que l'Europe centrale et l'Europe orientale se concentreraient sur le marché commun, la monnaie commune et l'intégration politique.

3838 La Cour de justice de l'UE précise ce que sont des « données personnelles »

Dans un [arrêt](#) du 4 septembre, la Cour de justice de l'UE a précisé que, même si on faisait disparaître l'identité des auteurs de commentaires dans une enquête, ceux-ci ne peuvent être communiqués sans le consentement des personnes qui les ont formulées.

3839 Ursula von der Leyen accepte de sanctionner le gouvernement Netanyahu

Dans son [discours sur l'état de l'Union](#), au Parlement européen, le 10 septembre, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé qu'elle proposait des « sanctions contre les ministres israéliens extrémistes et la suspension de mesures liées au commerce dans le cadre d'un accord de l'Union européenne avec l'État hébreu ».

Gideon Saar, ministre israélien des Affaires étrangères, a regretté que la présidente von der Leyen se fasse « l'écho de la propagande mensongère du Hamas et de ses partenaires ».

👉 Depuis deux mois, les pétitions de hauts fonctionnaires européens se multipliaient et rendaient difficile la poursuite du travail de la Commission avec Israël. L'allégeance à Israël, prononcée par la présidente von der Leyen lors de sa [réception](#), le 14 juin 2022, à l'université Ben Gourion du Néguev, s'est avérée sans poids face à l'administration de l'Union.

3840 Maia Sandu au Parlement européen

Maia Sandu, présidente moldave, s'est adressée, le 9 septembre, aux députés européens. Elle a dénoncé la guerre hybride sans limites menée par Moscou, « à une échelle jamais vue avant l'invasion complète de l'Ukraine ». « L'objectif du Kremlin est clair », a-t-elle déclaré, « capturer la Moldavie par les urnes, nous utiliser contre l'Ukraine et nous transformer en tremplin pour des attaques hybrides contre l'Union européenne. C'est pourquoi cette élection est très importante. En la défendant,

nous protégeons non seulement la Moldavie, mais aussi la sécurité et la stabilité régionales. [...] La Moldavie peut être un terrain d'essai. Mais l'Europe est la cible. »

☞ Alors que l'UE et l'OTAN préparent un front moldave de la guerre en Ukraine (cf. VAI 3773), Samantha Power, ex-directrice de l'USAID, a reconnu avoir largement financé le camp de Maia Sandu pour s'opposer à la Russie (cf. VAI 7372).

3841 Augmentation des échanges entre la Russie et la Corée du Nord

Vladimir Poutine, président russe, a révélé, lors du Forum de Vladivostok, le 5 septembre, que son pays prévoyait de construire de nouveaux ponts pour le relier à la Corée du Nord.

Une expansion des transports devrait accroître les mouvements transfrontières de personnes. Par conséquent, Moscou devra s'attaquer à une possible augmentation de la contrebande. Aussi, Vladimir Kolokoltsev, ministre russe de l'Intérieur, et Pang Tu-sop, ministre nord-coréen de la Sécurité publique, ont signé un accord de coopération policière, le 2 septembre à Moscou.

3842 Moscou condamne l'agression israélienne au Qatar

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré : « La Russie considère cet incident [le bombardement israélien au Qatar] comme une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations unies, une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un État indépendant, et une étape conduisant à une nouvelle escalade et à une déstabilisation de la situation au Moyen-Orient. Ces méthodes de lutte contre ceux qu'Israël considère comme ses ennemis et ses adversaires méritent la condamnation la plus forte. »

3843 Foreign Affairs interprète le suicide de Roman Starovoït

Foreign Affairs, la revue du Council on Foreign Relations, publie un [article](#) d'Andrei Kolesnikov

intitulé *Russia's New Fear Factor* (Le nouveau facteur de peur de la Russie). Il établit un lien entre le suicide de Roman Starovoït, ministre des Transports et ancien gouverneur de Koursk, le 7 juillet, et l'arrestation de 140 fonctionnaires dans tout le pays, accusés de corruption. Selon lui, toutes ces affaires seraient liées à la guerre en Ukraine. L'auteur ne fournit aucun argument sinon des précédents historiques en Union soviétique.

☞ Cet article est révélateur de la manière dont la classe dirigeante états-unienne perçoit Vladimir Poutine au travers de son souvenir de Joseph Staline. Selon elle, le maître du Kremlin fait peur à ses amis au point qu'il se suicident et à ses fonctionnaires qu'il envoie au Goulag.

AFRIQUE

3844 Polémique autour d'une possible attaque de la Global Sumud Flotilla

La « Global Sumud Flotilla » (Flotille globale de la persévérance) a été attaquée par un drone au large de la Tunisie, ont indiqué les responsables. Il aurait bombardé le bateau amiral. Cependant, selon les garde-côtes tunisiens, il n'y a aucun indice corroborant cette version. L'explosion est intervenue à l'intérieur du bateau.

3845 Plusieurs médias suspendus ou interdits en Guinée

La Haute autorité de la communication (HAC) guinéenne a suspendu le site privé d'information Guinee360.com pour trois mois, « pour insuffisance professionnelle et manipulation de l'information ». Elle a *sanctionné* « jusqu'à nouvel ordre », le 6 septembre, le site d'information guineematin.com pour « non-respect des principes d'égalité, de neutralité et d'équilibre de l'actualité en période de campagne référendaire et pour violation de la réglementation en vigueur ». Elle a également interdit la web TV guineematin.tv pour « activité illégale et non conforme ».

Dans un communiqué, le Forum des forces sociales de Guinée (FFSG) – une coalition d’une quarantaine d’organisations de la société civile opposées à la tenue du référendum – a dénoncé, le 7 septembre, des « mesures répressives ».

3846 Le Burkina Faso criminalise l’homosexualité

L’Assemblée nationale de transition malienne a adopté, le 1^{er} septembre, le nouveau *Code de la famille*, qui criminalise désormais l’homosexualité, et introduit la déchéance de nationalité pour quiconque « manifeste par son comportement sa détermination de répudier son allégeance à l’égard du [Burkina] Faso ».

3847 Vaste campagne de fausses vidéos à la gloire du capitaine-président Ibrahim Traoré

Selon François Soudan, directeur de *Jeune Afrique* : « Il ne se passe pas une semaine sans qu’on ait droit à trois ou quatre vidéos entièrement générées par l’intelligence artificielle mettant en scène Ibrahim Traoré dans des situations totalement fictives et systématiquement à son avantage. » [...] « Il y a eu la série de fausses chansons à sa gloire de Beyoncé, Rihanna, Selena Gomez ou Justin Bieber. Il y a eu [aussi] le faux message de Barack Obama. » Plus élaborées encore, « des petites saynètes montrent le vaillant capitaine portant la contradiction à Bernard-Henri Lévy en direct sur un plateau télé, ou refusant d’être délogé de son siège en business class au profit d’un homme d’affaires évidemment français. » Sans compter « un message vidéo de trente-six minutes du pape Léon XIV à Ibrahim Traoré, utilisant la technique du *morphing* qui fait en sorte que le mouvement des lèvres s’adapte au texte. Le montage a été à ce point viral que le Vatican a dû publier un [démenti](#). »

Toujours selon François Soudan, « tout cela est produit par une petite armée d’influenceurs digitaux coordonnés depuis la présidence par les deux frères d’Ibrahim Traoré, Kassoum et Inoussa. »

3848 Inauguration du « Grand barrage de la Renaissance »

L’Éthiopie a officiellement inauguré le « Grand barrage de la Renaissance », le 8 septembre. Il devrait produire 5 150 mégawatts (MW), contre les 750 MW déjà produits par ses deux turbines en activité. L’ouvrage devrait fournir l’électricité nécessaire à l’industrialisation de ce pays de 120 millions d’habitants.

L’Égypte craint que le nouveau barrage ne perturbe le fonctionnement du sien à Assouan. Le Soudan s’est associé aux démarches de l’Égypte.

3849 Les Émirats envoient des mercenaires colombiens au Soudan

Le gouvernement soudanais a écrit au Conseil de sécurité des Nations unies pour accuser les Émirats arabes unis d’avoir engagé des mercenaires colombiens pour se battre aux côtés de la Force de réaction rapide du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias Hemeti).

👉 L’année dernière, l’Ukraine avait envoyé des Forces spéciales lutter contre les Forces de réaction rapide parce qu’elles sont soutenues par la Russie.

ASIE

3850 Paragon fournit un logiciel espion à Washington

Paragon, la société de l’ancien Premier ministre israélien Ehud Barak et de l’ancien commandant de l’unité 8200, Ehud Schneerson, a vendu son [logiciel espion Graphite](#) au département états-unien de la sécurité de la patrie (DHS). Il s’agit pour Washington de déterminer les filières d’immigration illégale.

3851 Dix-neuf hauts responsables de la sécurité d’Israël dénoncent les opérations des FDI

La [vidéo de trois minutes](#), réalisée le 4 août par une vingtaine d’anciens hauts responsables de la

sécurité israélienne, continue à circuler. Elle souligne que les opérations des FDI n'ont plus aucune légitimité et travaillent en fait contre Israël.

3852 Le général Eyal 'Amir passe outre l'avis de l'avocat général des Forces armées

Le 8 septembre, le général Eyal 'Amir, chef d'état-major des FDI, est passé outre les objections de Yifat Tomer-Yerushalmi, avocat général des Forces armées. C'est, semble-t-il, la première fois qu'un chef d'état-major n'écoute pas les avertissements d'un avocat général. Celui-ci notait que l'on ne pouvait pas déplacer 1,2 million de Gazaouis sans s'assurer de ce qu'ils deviendraient et mettait en garde contre une condamnation de la Cour internationale de justice (CIJ).

3853 Benyamin Netanyahou compare le bombardement du Qatar et l'assassinat d'Oussama ben Laden

À la veille des célébrations du 11 Septembre et au lendemain du bombardement du Qatar, Benyamin Netanyahou a fait la déclaration suivante :

« Nous avons traqué les cerveaux terroristes du massacre du 7 octobre. Et nous l'avons fait au Qatar, qui offre refuge, héberge des terroristes, finance le Hamas, offre à ses chefs terroristes de somptueuses villas, leur donne tout. Nous avons donc fait exactement ce que l'Amérique a fait lorsqu'elle a traqué les terroristes d'Al-Qaïda en Afghanistan et après qu'ils ont tué Oussama ben Laden au Pakistan.

Aujourd'hui, les différents pays du monde condamnent Israël. Ils devraient avoir honte. Qu'ont-ils fait après que l'Amérique a éliminé Oussama ben Laden ? Ont-ils dit : "Oh, quelle horreur a été infligée à l'Afghanistan ou au Pakistan ?" Non, ils ont applaudi. Ils devraient féliciter Israël pour avoir défendu les mêmes principes et les avoir appliqués.

Et je dis au Qatar et à tous les pays qui abritent des terroristes : soit vous les expulsez, soit vous les traduisez en justice. Sinon, nous le ferons. »

3854 Le Hamas refuse de désarmer

Le Dr. Tamm Naim a indiqué, le 7 septembre, à *Middle East Monitor* qu'il n'était [pas question de désarmer le Hamas](#), vu que le droit de porter les armes est garanti par le droit international. Il répondait, au nom de l'organisation palestinienne, aux demandes des États-Unis.

3855 Le Hezbollah revient sur sa promesse de désarmer

Cheikh Naïm Qassem, secrétaire général du Hezbollah, a rejeté, le 10 septembre, l'idée du monopole des armes à l'État qui avait été approuvé dans les discours d'investiture des présidents de la République, Joseph Aoun, et du gouvernement, Nawaf Salam. Selon lui, une discussion doit d'abord être engagée sur « une stratégie de sécurité nationale ».

La semaine dernière, Tom Barrack, ambassadeur états-unien en Türkiye, avait déclaré que le gouvernement libanais devait impérativement désarmer le Hezbollah. Israël occupe toujours six points du Liban et, par conséquent, celui-ci ne serait plus défendu.

3856 Libération d'Elizabeth Tsurkov

L'États-uno-israélienne Elizabeth Tsurkov, chercheuse au New Lines Institute for Strategy and Policy, avait été enlevée, le 21 mars 2023, à Bagdad. Bien que sa capture n'ait pas été revendiquée, il est apparu qu'elle était détenue par le Kataëb Hezbollah iraquien (sans liens avec le Hezbollah libanais). Certaines sources affirmaient qu'elle avait été transférée en Iran.

Elle a été libérée, le 9 septembre. Le président Donald Trump a annoncé sa libération et Mohammad Chia al-Soudan, Premier ministre iraquien, a également suggéré en être responsable. On ignore cependant avec certitude comment elle a été obtenue et à quel prix.

3857 MBS réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien

« Le droit du peuple palestinien à Gaza est permanent et ne peut pas être nié », a déclaré le prince Mohamed ben Salmane (MBS), Premier ministre saoudien. « La terre de Gaza est une terre palestinienne. » Il a également condamné la poursuite des attaques israéliennes dans la bande de Gaza et en Syrie, ainsi que l'attaque du 9 septembre au Qatar. « L'Arabie saoudite soutient toutes les mesures défensives prises », a-t-il ajouté.

3858 Les Émirats ont fait échouer le plan israélien d'annexion de la Cisjordanie

Selon le *Washington Post*, le gouvernement israélien aurait renoncé à son plan d'annexion de la Cisjordanie au vu de [la réaction des Émirats arabes unis](#).

Le 3 septembre, Lana Nusseibeh, envoyée spéciale des Émirats arabes unis, avait déclaré au *Times of Israel* que ce [projet d'annexion ferait échouer celui de « l'intégration régionale »](#).

3859 Les FDI bombardent le Qatar

Les FDI ont bombardé un bureau du Hamas à Doha (Qatar), le 9 septembre à 16 heures, à 13 kilomètres de l'ambassade des États-Unis et à 44 kilomètres de la base états-unienne d'Al Udeid. Ces bombardements auraient visé Khalil Hayyé et Zaher Jabarin, les négociateurs en chef pour la libération des otages. Dans un communiqué, l'organisation a annoncé que cinq de ses membres avaient été tués : Jihad Labed, directeur du bureau de Khalil Hayyé, Hammam Hayyé, fils de Khalil Hayyé et trois gardes du corps : Abdallah Abdelwahed, Mo'men Hassouné et Ahmad al-Mamlouk.

Selon le *Wall Street Journal*, [10 avions de chasse ont tiré 10 missiles](#) depuis les espaces aériens du Qatar, de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis.

☞ C'est la première fois qu'Israël attaque une monarchie du Golfe, bien que le Mossad ait

[assassiné](#) à Dubaï Mahmoud al-Mabhouh, le 10 janvier 2010.

Tel-Aviv avait informé Washington à l'avance afin qu'il prévienne lui-même le Qatar, mais on ignore s'il avait autorisé ou non cette opération. Le Qatar est un « allié majeur des États-Unis hors OTAN ».

Il entretient des relations privilégiées avec le gouvernement « sioniste révisionniste » de Benjamin Netanyahu : le 25 novembre 2023, [Lolwah Al-Khater](#), ministre qatarie à la Coopération internationale, s'était rendue à Tel-Aviv pour discuter avec le Premier ministre sans tenir compte de certains de ses alliés au sein de la coalition gouvernementale.

« Bombarder unilatéralement le Qatar, une nation souveraine et proche alliée des États-Unis, qui travaille d'arrache-pied et prend courageusement des risques avec nous pour négocier la paix, ne fait avancer ni Israël ni les objectifs des États-Unis », a déclaré le président Donald Trump.

Le cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, président des Émirats arabes unis, et le prince héritier Hussein de Jordanie sont arrivés le 10 septembre à Doha pour apporter leur soutien au Qatar, tandis que Mohammed bin Salman (MBS), prince héritier de l'Arabie saoudite, était attendu pour le 11.

L'Égypte et la Türkiye avaient averti le Hamas qu'Israël se préparait à le bombarder à l'étranger.

☞ Cette opération contre les négociateurs du Hamas pourrait déboucher sur l'exécution des derniers otages israéliens.

3860 La police investit le Parti républicain du peuple (CHP)

Une décision de justice, rendue la semaine dernière, a limogé la direction stambouliote du Parti républicain du peuple (CHP). Le 8 septembre, une forte présence policière était maintenue devant les bureaux d'Istanbul du

principal parti d'opposition turc, et son accès à des plateformes telles que X et WhatsApp a été restreint.

3861 Accord AIEA-Iran

Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a rencontré Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, au Caire. Les deux hommes ont conclu un accord sur la justification par l'Iran de son combustible nucléaire.

Dans des communications contradictoires, l'AIEA a semblé considérer l'accès aux sites nucléaires autorisé, tandis que l'Iran a indiqué qu'il n'en était plus question.

Le député Javad Hosseini-Kia a affirmé au Madjles (Assemblée nationale) que Rafael Grossi n'était qu'un agent du Mossad et qu'il convenait de l'arrêter lors de sa prochaine venue en Iran. Ali Mozaffari, numéro 2 du système judiciaire avait déjà annoncé, en juillet dernier, que Rafael Grossi serait jugé par contumace pour avoir falsifié les rapports de l'AIEA. Nous savons aujourd'hui qu'ils étaient rédigés non pas sur la base des observations de ses fonctionnaires, mais sur les synthèses d'une intelligence artificielle.

3862 Le Pakistan prêt à s'unir avec les autres États musulmans contre Israël

Khawaja Muhammad Asif, ministre pakistanais de la Défense, a publié, le 10 septembre, un post sur X : « Il est temps pour les pays musulmans de s'unir contre Israël, un État voyou. Leur objectif est de traiter le monde musulman de manière globale et de neutraliser toute puissance économique dont ils disposent. Croire qu'une politique de clémence envers Israël assurera leur sécurité est une folie. Le Pakistan, un État économiquement vulnérable mais doté d'un gouvernement déterminé et de vaillantes forces armées professionnelles, a affronté l'Inde, un État cinq fois plus grand, et lui a donné une leçon. Personne ne garantit votre sécurité ; l'aide extérieure compte, mais l'invincibilité vient de l'intérieur. »

En 2011, Benyamin Netanyahu avait déclaré que sa « [mission principale](#) est d'empêcher un régime islamiste militant de se doter de l'arme nucléaire ou que des armes nucléaires ne se retrouvent entre les mains d'un régime islamiste militant. Le premier c'est l'Iran, le second c'est le Pakistan, plus précisément dans l'hypothèse que les Talibans s'emparent du Pakistan. »

3863 Anutin Charnvirakul, nouveau Premier ministre thaïlandais

Anutin Charnvirakul a été élu Premier ministre thaïlandais après la suspension de Paethongtarn Shinawatra par la Cour constitutionnelle. Un enregistrement d'une discussion entre l'ex-Première ministre et le président du sénat cambodgien, Hun Sen, en pleine crise frontalière, avait été jugé contraire à l'éthique (cf. VAI 3734). Elle demandait à « son oncle » (sic) de ne pas tenir compte des récriminations du général Boonsin Padklang, commandant de la région militaire où se situait le conflit.

Anutin Charnvirakul est un politicien expérimenté, président de la Fierté thaïe et admirateur de Donald Trump. Magnat du BTP, il est notamment connu pour avoir dépénalisé le cannabis en 2022, tout en maintenant un positionnement politique conservateur.

Le 9 septembre, la Cour suprême a ordonné la détention de Thaksin Shinawatra dont la condamnation à 8 ans de prison n'a pas été purgée pour motif médical.

3864 Révolution colorée au Népal ?

Les étudiants népalais ont manifesté, le 7 septembre, contre l'interdiction de 26 réseaux sociaux. Selon, le gouvernement, ceux-ci ne respectaient pas les lois leur faisant obligation de désigner un responsable de la lutte contre les fake news. Les manifestants, au contraire, considéraient que c'était une atteinte à la liberté d'expression dans un pays extrêmement libre. Depuis plusieurs semaines, des vidéos montrant le train de vie fastueux de certains dirigeants ont circulé dans ce pays à population très pauvre.

Les manifestations ont dégénéré et fait une vingtaine de morts. Le ministre de l'Intérieur, Ramesh Lekhak, a démissionné, mais la foule a attaqué les domiciles de personnalités. Les ministres de l'Agriculture et de l'Approvisionnement en eau ont également démissionné. En définitive, le Premier ministre, le communiste Khadga Prasad Sharma Oli a présenté sa démission.

Le maire de Katmandu, l'ancien rappeur Balendra Shah, a appelé la jeunesse à « se tenir prêt ». C'est un partisan du « Grand Népal ». Il pourrait être choisi par le président de la République comme Premier ministre intérimaire.

☞ Cette soudaine révolution rappelle celles qui ont renversé la famille Rajapaksa au Sri Lanka (juillet 2022) et celle de Sheikh Hasina au Bangladesh (août 2024). Il semble que la CIA souhaite frapper sur le Népal pour contrecarrer l'alliance récente de l'Inde et de la Chine.

3865 En 2019, Donald Trump et la CIA ont tenté d'écouter les conversations de Kim Jong-un

Selon une enquête du *New York Times*, début 2019, le président Donald Trump aurait [autorisé une opération des Navy SEAL Team 6](#) en Corée du Nord.

Il se serait agi d'installer un appareil électronique qui aurait permis aux États-Unis d'intercepter les communications du dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jong-un, au cours des pourparlers nucléaires de haut niveau.

3866 Démission de Shigeru Ishiba et fin de la gouvernance du PLD

Shigeru Ishiba, Premier ministre japonais, n'a publié aucun communiqué ni pris la parole à l'occasion du 80^e anniversaire de la fin de la « Guerre de quinze ans » (dite « Seconde Guerre mondiale » en Europe, aux Amériques et en Océanie). C'est un partisan de « l'impérialisme japonais » dont il n'a jamais admis la chute.

Après les élections législatives désastreuses du 20 juillet, où le Parti libéral démocratique (PLD) au pouvoir n'avait obtenu que 101 députés sur 248, le Premier ministre était en sursis. Le 2 septembre, quatre cadres supérieurs du PLD, y compris le secrétaire général Hiroshi Moriyama, ont présenté leur démission, assumant la responsabilité de la défaite électorale. Puis, un vote a été annoncé pour le 8 afin de désigner le nouveau président du Parti, ce qui aurait impliqué la démission du Premier ministre. Celui-ci a donc démissionné, le 7 septembre.

Le système politique japonais devrait entrer dans une nouvelle phase après soixante-quinze ans de gouvernance du PLD, une coalition de clans sans programme. Ce parti s'est effondré après la révélation du plus grand scandale de corruption de l'histoire parlementaire : le versement d'un demi-milliard de dollars de pots-de-vin à des parlementaires en cinq ans par la secte Moon.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°143 - 19 septembre 2025

ÉDITORIAL

3867 **La Mauritanie pourrait à la fois rejoindre les accords d'Abraham et superviser les jihadistes au Sahel**

• Selon une [note](#) du Washington Institute for Near East Policy, *Resilience and Roadblocks : The Abraham Accords at Five Years* (Résilience et obstacles : les accords d'Abraham après cinq ans), Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, aurait rencontré le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, à l'occasion de sa visite à la Maison-Blanche, le 8 juillet 2025. La Mauritanie participait alors au sommet États-Unis-Afrique. L'entretien aurait porté sur une possible adhésion aux accords d'Abraham.

☞ Cet épisode est rendu public alors que plusieurs États arabes remettent en question leur participation à ces accords et qu'Israël recherche de nouveaux partenaires. Il souligne que les deux chefs d'État et de gouvernement jouissent de relations cordiales, mais révèle que la Mauritanie entretient aussi des relations avec le Hamas.

☞ Ce positionnement de la Mauritanie intervient alors qu'Alexander Ivanov, le porte-parole de l'ancien Groupe Wagner en Afrique, a présenté, en août à l'agence Tass, la Mauritanie comme la plaque tournante des armes et des forces spéciales ukrainiennes en Afrique. Selon lui, ce pays contrôle déjà l'ensemble des groupes terroristes au Sahel.

En outre, en mai 2022, la straussienne Victoria Nuland, alors sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, avait [annoncé](#) lors du sommet antiterroriste de Marrakech que la prochaine guerre au terrorisme aurait lieu au Sahel.

Enfin, en novembre 2023, le président nigérian Muhammadu Buhari, avait confirmé l'afflux massif, aux mains des jihadistes au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, d'armes US destinées initialement à l'Ukraine.

Le transfert d'armes ukrainiennes a déjà été constaté au Burkina Faso, en Somalie et en Libye. Le *Wall Street Journal* a aussi noté la présence des Forces spéciales ukrainiennes aux côtés du général Abdel Fattah Al-Burhan au Soudan, tandis que d'autres les ont mentionnées avec les Forces démocratiques alliées en Ouganda. L'Ukraine a publiquement revendiqué sa présence au Mali. Concernant le Soudan, le média *Al-Rakouba* avait évoqué le recrutement de mercenaires (...)

(...) colombiens qui sont formés par les Forces spéciales ukrainiennes en Moldavie sous la couverture du Forward Observations Group (FOG) et seraient présents dans les deux parties soudanaises des généraux Abdel Fattah Al-Burhan et Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti »).

Les services de sécurité algériens, quant à eux, avaient dénoncé une autre filière, celle du Frère musulman Abdul Hamid Dbeibeh, chef du Gouvernement d'unité nationale libyen (GNU), comme ayant joué un rôle dans le transfert d'armes ukrainiennes à des jihadistes algériens.

AMÉRIQUES

3868 Les bonnes affaires des Trump

Selon une [enquête](#) du *New York Times*, les transactions négociées entre les États-Unis et les Émirats arabes unis ont été profitables à la famille Trump et à ses associés. L'une d'entre elles, de deux milliards de dollars, aurait eu lieu en cryptomonnaies éditées par *World Liberty Financial*, une société des Trump à laquelle Steve Witkoff est associé.

Plusieurs autres personnalités proches de Donald Trump se seraient mêlées [\[M3\]](#) à ces transactions, dont la militante nationaliste Laura Loomer. Le quotidien affirme qu'elle s'est opposée à David Feith (le fils du Strauss-Kahn) à propos d'une éventuelle récupération par la Chine des puces informatiques vendues aux Émirats. Selon lui, ce serait le vrai motif de la révocation de Feith du Conseil national de sécurité (cf. VAI 3231).

3869 Donald Trump réclame 15 milliards de dollars au *New York Times*

À titre personnel, Donald Trump a [porté plainte](#) pour diffamation contre le *New York Times*. Il lui réclame [15 milliards de dollars](#) de dommages et intérêts.

3870 L'US Navy poursuit sa campagne contre les narcotrafiquants

- Le 3 septembre, l'US Navy a coulé un navire vénézuélien du cartel Tren de Aragua, que les États-Unis considèrent comme une organisation terroriste (cf. VAI 3754).
- Le 13 septembre, l'US Navy a arraisonné un thonier vénézuélien qu'elle pensait transporter des drogues. Il n'y a pas eu de victime.
- Le président Donald Trump a donné l'ordre, le 15 septembre, de couler un navire vénézuélien de trafic de drogues. Trois personnes sont mortes durant le naufrage.

3871 Stephen Miran à la Fed

- L'économiste [Stephen Miran](#) a été désigné administrateur de la Federal Reserve, la banque centrale des États-Unis. Il cumulera cette fonction avec celle de président du Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche.

👉 Stephen Miran est le [concepteur](#) de « l'accord de Mar-a-Lago » en référence à « l'accord du Plaza » par lequel, en 1985, les États-Unis mirent en œuvre une politique d'affaiblissement de leur monnaie afin de relancer leurs exportations.

- Dès la première réunion de la Fed, celle-ci a baissé les taux d'intérêt d'un quart de point.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3872 ANTIFA, organisation terroriste intérieure

Le président Donald Trump a posté, le 17 septembre, sur son réseau Truth Social : « Je suis heureux d'informer nos nombreux patriotes aux États-Unis que je désigne ANTIFA, UNE ORGANISATION MALADE,

DANGEREUSE ET RADICALE, EN TANT QU'ORGANISATION TERRORISTE INTÉRIEURE. Je recommanderai également vivement que les financements d'ANTIFA fassent l'objet d'une enquête approfondie conformément aux normes et pratiques juridiques les plus élevées. Je vous remercie de l'attention que vous portez à cette question. »

☞ On ne sait pas très bien comment cette décision sera appliquée dans la mesure où Antifa est une organisation mondiale non déclarée.

3873 La Fondation Tikvah lauréate de la National Endowment for the Humanities

La National Endowment for the Humanities (Fondation nationale pour les sciences humaines) a accordé la plus importante subvention depuis sa création, 10,4 millions de dollars, à la Fondation Tikvah pour « lutter contre la normalisation de l'antisémitisme dans la société américaine en se concentrant sur l'étude de la civilisation juive ».

☞ La Fondation Tikvah est l'organisme des sionistes révisionnistes pour l'Éducation. Son président, Elliott Abrams, ancien conseiller de Ronald Reagan, est impliqué dans divers massacres en Amérique latine et a été condamné aux États-Unis dans le cadre de l'affaire Iran-Contras. Il organise en sous-main le [changement de régime](#) en Israël. C'est lui qui finance, en Israël, la coalition de Benjamin Netanyahu. L'actuel ministre délégué français chargé de l'Europe, Benjamin Haddad, était un de ses employés.

3874 Arnold Schwarzenegger contre le redécoupage des circonscriptions

Arnold Schwarzenegger, ancien gouverneur républicain de Californie, a lancé une campagne pour s'opposer au redécoupage des circonscriptions dans son État. La réforme, proposée par Gavin Newsom, actuel gouverneur démocrate, vise à contrebalancer celle initiée au Texas en faveur du Parti républicain en le privant de cinq circonscriptions en Californie.

3875 Commission bipartisane sur le 11 Septembre

Le représentant républicain Rick Crawford (Arkansas), président de la commission permanente du Renseignement de la Chambre des représentants, et le représentant démocrate de haut rang, Jim Himes (Connecticut) ont annoncé la création d'une commission bipartisane sur les attentats du 11 Septembre.

Ce groupe de travail sera dirigé par la représentante républicaine Elise Stefanik (New York), et le représentant démocrate Josh Gottheimer (New Jersey).

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Trump fustige les énergies renouvelables et la Russie déploie le gazoduc Sibérie 2 avec la Chine via la Mongolie](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les civilisations ne parviennent à s'épanouir qu'en fonction de l'énergie dont elles disposent. C'est pourquoi, les États-Unis ont fait détruire le gazoduc « Nord Stream 2 », au détriment de l'Union européenne. Or, la semaine dernière la Chine et la Russie ont annoncé qu'ils réaliseraient le gigantesque projet de « Force de Sibérie 2 », assurant le développement de la Chine et les revenus de la Russie. Ce projet marque le dépassement irréversible de l'Occident... sauf sabotage.

3876 L'expulsion de travailleurs sud-coréens fait apparaître les contradictions de la politique du président Trump

Les services de l'immigration ont arrêté dans une usine géorgienne, puis expulsé par avion 300 ouvriers sud-coréens, le 11 septembre. L'affaire est mal perçue en Corée du Sud où l'on fait valoir que le président Donald Trump avait lui-même demandé que des travailleurs sud-coréens formés puissent venir travailler aux États-Unis et non plus importer en masse des produits sud-coréens.

3877 L'audition de Kash Patel au Congrès tourne à la foire d'empoigne

L'[audition](#) de Kash Patel, directeur du FBI, par les Commissions des lois du Congrès, le 16 septembre, a donné lieu à des altercations particulièrement violentes.

Le directeur Patel a défendu son bilan avec acharnement. Il a fait valoir qu'il avait communiqué plus de documents au Congrès en seulement sept mois de mandat que chacun de ses deux prédécesseurs réunis au cours de leurs 11 années de mandat. Surtout, il s'est targué d'avoir conduit 1 700 enquêtes sur le terrorisme intérieur, en particulier sur ce que le FBI appelle désormais les « extrémistes violents nihilistes », soit une augmentation de 300 % par rapport à l'année dernière.

Cependant, le sénateur Adam B. Schiff a prétendu qu'il fait obstruction aux enquêtes sur les activités de trafic sexuel du délinquant sexuel condamné et décédé Jeffrey Epstein ; une manière de suggérer qu'il couvre une possible implication de Donald Trump. Patel avait déjà affronté le sénateur Schiff lorsqu'il travaillait lui-même comme assistant parlementaire du représentant Devin Nunes et que les démocrates accusaient faussement Donald Trump de « collusion » avec la Russie. La confrontation entre le sénateur et le directeur a alors pris l'allure d'un règlement de comptes. Le directeur Patel lui a déclaré : « Vous êtes le plus grand imposteur à n'avoir jamais siégé aux États-Unis. Vous êtes une honte pour cette institution et un véritable lâche. »

Une autre altercation est survenue lorsque le sénateur démocrate Cory A. Booker a accusé le directeur Patel de ne pas suivre les priorités du président Trump et de s'exposer à être rapidement sacrifié par la Maison-Blanche. Avec fureur, Kash Patel lui a répondu qu'il avait fait arrêter 23 000 criminels violents, soit le double de l'année précédente. Il a indiqué que le FBI avait arrêté 1 500 « prédateurs d'enfants » et 300 trafiquants d'êtres humains, et identifié 4 700 enfants victimes de la traite, soit une augmentation de 35 %. Il a déclaré que les

arrestations liées au contre-espionnage ont déjà dépassé le total de l'année dernière.

Le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) a plaisanté en disant que les gens devaient généralement se rendre au Kennedy Center pour assister à ce genre de divertissement.

3878 La Chambre des représentants débute son examen des modifications volontaires du climat

La sous-commission de la Chambre des représentants sur la mise en œuvre de la politique présidentielle a tenu sa première série d'auditions sur le thème « Jouer avec la météo – une prévision désastreuse » sous la présidence de Marjorie Taylor Greene (Géorgie).

Dans une ambiance houleuse, les débats ont porté sur l'influence des modifications volontaires du climat.

3879 Rick Crawford et Tulsi Gabbard partisans d'une réforme du contre-espionnage

Le représentant républicain Rick Crawford (Arkansas), président du Comité permanent de la Chambre sur le Renseignement, a préparé une réforme du contre-espionnage. Selon lui, il conviendrait de créer, au sein du Bureau de la directrice nationale du Renseignement, une unité de coordination des services de contre-espionnage de la CIA, du FBI, de la Defense Intelligence Agency (DIA), de la National Security Agency (NSA), des services militaires et d'autres agences de sécurité. Il faudrait aussi ne pas se contenter des opérations habituelles de chasse aux « taupes », mais aussi autoriser le recrutement d'espions étrangers en tant que transfuges sur place, l'utilisation d'agents doubles, ou « agents d'infiltration », pour débusquer les espions étrangers.

Un projet de loi est prêt et il a reçu le soutien de Tulsi Gabbard.

3880 Trois des principaux médias états-uniens pourraient être rachetés par Larry Ellison

Le supermilliardaire Larry Ellison, fondateur des logiciels Oracle, projeterait d'acheter le réseau TikTok. Son fils David, propriétaire de Skydance Productions, a acquis Paramount Global et donc CBS News. Il est en pourparlers pour acquérir le site The Free Press. Les Ellison tentent aussi d'acheter Warner Bros Discovery, qui possède CNN.

☞ Larry Ellison est un transhumaniste allié de Donald Trump. Il finance des fouilles archéologiques en Israël.

EUROPE

3881 Manifestation contre l'immigration à Londres

Le supermilliardaire états-unien Elon Musk s'est adressé à la foule, le 13 septembre, qui manifestait à l'appel de Tommy Robinson, fondateur de l'English Defence League (EDL), contre l'immigration au Royaume-Uni.

Une foule considérable, estimée par la police à au moins 100 000 personnes (1 million selon les organisateurs), a participé à l'évènement « Unite the Kingdom » (Unifions le Royaume). Brandissant des drapeaux rouge et blanc de saint Georges, des drapeaux anglais, et l'Union Jack, le drapeau national du Royaume-Uni, elle scandait : « Nous voulons récupérer notre pays ».

Elon Musk a appelé à la dissolution de la Chambre des communes. Il a galvanisé la foule en lançant : « Soit vous vous battez, soit vous mourez. »

Peter Kyle, Secrétaire d'État à la Science, à l'Innovation et à la Technologie, a qualifié sur Sky News, le lendemain, les commentaires d'Elon Musk de « légèrement incompréhensibles » et de « totalement inappropriés ».

3882 Trente-deux officiers israéliens formés au Royaume-Uni durant le génocide

Declassified UK poursuit ses enquêtes sur l'implication de l'armée britannique dans le génocide à Gaza. Après avoir publié les documents secrets du plan britannique de soutien militaire à Israël (« Plan HEZUK »), il vient de révéler que 32 officiers israéliens ont été formés et ont obtenu leur diplôme du Royal College of Defence Studies depuis le début du massacre, dont le tristement célèbre colonel Yaniv Asor.

3883 L'Espagne leader du boycott de la « barbarie » israélienne

Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a pris position pour l'exclusion d'Israël des compétitions sportives et artistiques. Il s'agit pour lui de ne pas « blanchir la barbarie ».

L'Espagne avait déjà annoncé, le 8 septembre, qu'elle consolidait juridiquement son embargo sur les armes à destination d'Israël (cf VAI 3835).

Selon l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Espagne a en outre annulé, le 9 septembre, un contrat attribué à un consortium formé par des entreprises espagnoles. Il prévoyait l'acquisition de 12 exemplaires du système de lance-roquette de haute mobilité (SILAM), développé à partir du Puls du groupe israélien Elbit Systems.

L'Irlande, la Slovaquie, l'Islande et les Pays-Bas ont déjà annoncé qu'ils n'enverraient pas de représentant lors de la prochaine édition de l'eurovision si Israël y prend part.

☞ Rappelons que l'Eurovision est un concours civil [institué par l'OTAN](#).

3884 Manifestation des Moudjahidines du peuple à Bruxelles

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Bruxelles, le 6 septembre, à

l'occasion du 60^e anniversaire de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI/MEK).

Le républicain Mike Pence, ancien vice-président des États-Unis, Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre libéral belge, John Bercow, ancien président conservateur de la chambre des communes britannique, Kris Van Dijck, député européen belge flamand, Patrick Kennedy, ancien représentant démocrate, et le catalan Alejo Vidal-Quadras, ancien vice-président du Parlement européen, ont participé à l'évènement.

☞ Les Moudjahidines du peuple d'Iran sont une secte marxiste protégée par les Straussiens. Ils ont trouvé refuge en Albanie et continuent à organiser des sabotages en Iran.

3885 Aucun drone russe n'a détruit de maison polonaise

Alors que, le 12 septembre, la Pologne a dénoncé devant le Conseil de sécurité la destruction d'une maison par un drone russe (cf. VAI 3836), le grand média polonais, *Rzeczpospolita*, a [révélé](#), le 16 septembre, que cette maison avait en réalité été détruite par un missile non explosé d'un F-16 qui tentait de détruire le drone.

3886 La Commission européenne préconise de modifier l'accord d'association avec Israël

La Commission européenne a proposé, le 17 septembre, de suspendre les préférences tarifaires sur les produits échangés entre l'UE et Israël, d'imposer des sanctions à l'encontre d'Itamar Ben Gvir (Sécurité nationale) et de Bezalel Smotrich (Finances), ainsi que de mettre en pause les soutiens financiers destinés à Israël. « L'objectif n'est pas de punir Israël, mais d'améliorer la situation humanitaire à Gaza », a précisé la Haute Représentante de l'UE, Kaja Kallas, devant les médias.

Cette modification n'impacterait qu'un tiers des échanges UE-Israël. Elle ne devrait pas avoir

d'incidence sur la libre circulation des flux de capitaux, les règles de la propriété intellectuelle, celles de la concurrence, ni sur les marchés publics.

☞ Il est peu probable que le Conseil des chefs d'État et gouvernement sanctionne deux ministres israéliens en exercice.

3887 L'UE rappelle qu'elle ne reconnaît pas le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie

S'appuyant sur la résolution A/RES/68/262 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 27 mars 2014, l'UE a [prévenu](#), le 13 septembre, qu'elle ne reconnaissait pas les « prétendues élections » régionales et locales organisées le lendemain par les autorités russes dans les territoires occupés, notamment le scrutin municipal à Sébastopol (Crimée), ni leurs résultats. « Il s'agit d'une nouvelle violation du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, ainsi que de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. »

☞ La résolution de l'AG de l'ONU « demande à tous les États, organisations internationales et institutions spécialisées de ne reconnaître aucune modification du statut de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol sur la base de ce référendum et de s'abstenir de tout acte ou contact susceptible d'être interprété comme valant reconnaissance d'une telle modification de statut ». Elle a été votée alors que les orateurs ont distingué le statut de la Crimée de celui d'une population colonisée. Elle souligne que l'Ukraine n'avait pas autorisé de référendum. Cependant, le droit international reconnaît, dans ce genre de cas, la supériorité d'un peuple à disposer de lui-même. Il ne fait pas de doute que la population de la Crimée constitue bien un peuple qui a vécu de manière indépendante de l'Ukraine de 1783 à 1954 (son rattachement administratif à l'Ukraine soviétique), puis de 1991 à 1993 (période pendant laquelle, elle était administrée par la Russie, même si les Nations Unies la considéraient comme ukrainienne.

3888 La Cour de justice de l'Union européenne appelle à unifier le traitement juridique des transsexuels

Dans l'affaire C-43/24 Shipov, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne a conclu que les États membres devraient établir des documents d'identité aux personnes en fonction de leur sexe vécu et non pas de leur sexe biologique.

☞ Les pays anglo-saxons ne font pas figurer du tout la mention du sexe des individus sur les papiers d'identité. Par contre, les pays latins le font.

3889 La Moldavie vend son port de Giurgiulesti à la Roumanie

La Moldavie a vendu la gestion de son port international franc de Giurgiulesti à la société d'État roumaine « Office des ports de la mer de Constanta ». La transaction a été conclue en juillet à la suite d'un [appel d'offres international](#) de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui contrôlait déjà le port.

Les professionnels qui ont concouru ont eu l'impression que cet appel d'offres était [truqué](#), le port ayant été bradé à 24 millions d'euros alors qu'il en vaut au moins le triple.

☞ Ce transfert de compétence aura une forte incidence sur les exportations ukrainiennes qui passeront désormais par Giurgiulesti, mais aussi sur les exportations d'armes depuis la Roumanie vers l'Ukraine. Il correspond en fait aux plans de l'OTAN en cas de prolongation de la guerre d'Ukraine.

3890 Le Parlement européen ouvre un bureau de liaison à Kiev

Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, a inauguré, le 17 septembre, le 38^e bureau de liaison du Parlement européen à Kiev.

Tous les bureaux de liaison du Parlement européen se situent dans l'UE, à l'exception de ceux de Washington et de Kiev.

3891 Donald Trump se moque de la duplicité de l'UE contre la Russie

Le président Donald Trump a déclaré sur Truth Social : « Je suis prêt à imposer des sanctions majeures à la Russie lorsque tous les pays de l'OTAN auront accepté et commencé à faire de même, et lorsque tous les pays de l'OTAN cesseront d'acheter du pétrole russe. Si l'OTAN fait ce (qu'il dit), la guerre prendra fin rapidement et toutes ces vies seront sauvées ! Sinon, vous me faites perdre mon temps, ainsi que le temps, l'énergie et l'argent des États-Unis. »

Cette déclaration est interprétée comme un engagement de Donald Trump alors qu'elle ne fait que souligner que l'UE importe massivement des hydrocarbures russes. Ceux-ci entrent dans l'UE via la Slovaquie et la Hongrie, qui disposent d'une dérogation, mais sont consommés par tous les États de l'Union, sans exception.

3892 Le Conseil de l'Europe entend sauver la démocratie

Le Conseil de l'Europe a lancé, le 17 septembre, le programme « [Vers une résilience démocratique](#) », contre la désinformation, l'impunité et l'autoritarisme.

Il s'agit d'organiser des ateliers de réflexion prospective et des séminaires thématiques avec la société civile, des think tanks, des universités et des organisations internationales.

3893 Une analyse d'un rapport de la Rand Corporation

Leonid Savin a publié une [analyse](#) du [rapport](#) de la Rand Corporation « *Understanding Russian strategic culture and the low-yield nuclear threat* » (Comprendre la culture stratégique russe et la menace nucléaire à faible puissance) de Mattias

Eken, Kiran Suman-Chauhan, Beatrice Aubert et Paul van Hoof.

Ce rapport a été commandé et rendu au secrétariat britannique à la Défense, en novembre 2024, et seulement rendu public en août 2025, dans une version dont on ne sait pas si elle est intégrale ou expurgée. Il s'intéresse aussi bien aux armes nucléaires stratégiques que tactiques.

Ce rapport est particulièrement étrange. Il affirme :

(1) que la crainte de la Russie des invasions étrangères se fonde exclusivement sur l'histoire et non pas sur l'immensité de son territoire ;

(2) qu'elle se perçoit toujours comme militairement inférieure (?), bien qu'elle ait une confiance messianique dans la vaillance de son peuple ;

(3) qu'elle interprète tout gain de ses adversaires comme une perte pour elle (« jeu à somme nulle »). Ainsi, elle interprète les guerres de Géorgie (ignorant que Tbilissi louait des aéroports militaires à Israël pour attaquer l'Iran) et d'Ukraine (considérant que le massacre des russophones du Donbass était une attaque contre elle) comme des opérations défensives ;

(4) qu'elle se considère tour à tour comme une puissance slave et comme une eurasiatique ;

(5) qu'elle glorifie toujours le pouvoir militaire. Ainsi, le président Poutine s'est-il entouré de *siloviki*, c'est-à-dire de responsables du KGB de l'époque soviétique (mais pouvait-il en être autrement alors que l'administration civile s'était effondrée et que tous les fonctionnaires, quels qu'ils soient, avaient été formés avant l'effondrement de l'URSS) ;

(6) que l'armée et le pays sont excessivement centralisés (mais comment pourrait-il en être autrement dans un État aussi vaste ?).

ASIE

3894 Paris ouvre une enquête sur la fortune de la famille de Najib Mikati

Sur plainte de l'association française Sherpa et le Collectif des victimes des pratiques frauduleuses et criminelles au Liban (CVPFL), le Parquet national financier de Paris (PNF) a ouvert la semaine dernière une enquête préliminaire sur l'origine de la fortune de la famille de l'ancien Premier ministre libanais, Najib Mikati.

3895 Le Hezbollah anticipe une très lourde attaque israélienne

Le Hezbollah craint qu'Israël ne reprenne ses attaques contre l'Iran dès que les débats sur le JCPOA auront fini au Conseil de sécurité. Il anticipe qu'il devra alors soutenir son parrain et que Tel-Aviv tentera de les écraser définitivement tous les deux.

3896 Accord de défense mutuelle stratégique pakistano-saoudien

Shehbaz Sharif, Premier ministre pakistanais, a signé, le 17 septembre, à Riyad, un « accord de défense mutuelle stratégique ». Les deux nations considéreront que toute attaque contre l'une d'elles sera perçue comme une attaque contre les deux.

☞ Le Pakistan est une puissance nucléaire, plus liée à la Türkiye qu'à l'Arabie saoudite. Son armée s'était engagée à venir au secours des civils de Gaza si le massacre devait s'y prolonger. L'Arabie Saoudite, quant à elle, disposait d'armes nucléaires tactiques israéliennes. Elle en a [utilisé](#) lors de la guerre du Yémen, mais ne semble plus en mesure de la faire depuis sa condamnation du génocide de Gaza et du bombardement du Qatar. Bien que Riyad et Islamabad aient affirmé que cet accord ne répond à aucune crise particulière, tous les observateurs ont noté qu'il survient juste après le sommet arabo-islamique de Doha,

3897 Échec du sommet arabo-musulman de Doha

Les dirigeants de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de coopération islamique se sont réunis en urgence, le 15 septembre, au Sheraton de Doha, afin de coordonner leurs réactions au bombardement israélien du Qatar.

Le communiqué final a appelé les États membres à prendre toutes les mesures possibles « juridiques et efficaces pour empêcher l'État hébreu de poursuivre ses actions contre le peuple palestinien ». Il a également appelé les États à « examiner les relations diplomatiques et économiques » et à « engager des poursuites judiciaires » à l'encontre d'Israël, mais n'a pas déclaré qu'aucun d'entre eux s'était engagé à le faire.

Cependant, Hossam Zaki, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré aux journalistes : « Il ne s'agit pas d'un paragraphe obligatoire ou contraignant, mais d'un paragraphe qui ouvre la porte aux États membres, que ce soit dans la Ligue arabe ou dans l'Organisation de la coopération islamique, de prendre de telles mesures s'ils le souhaitent et s'ils les jugent importantes et nécessaires. »

En d'autres termes, il n'y aura aucune action commune et surtout pas de riposte militaire.

☞ L'Iran est le seul vainqueur de ce sommet, car il est parvenu à faire acter qu'Israël est l'ennemi de tous, alors que certains le considéraient encore comme plus dangereux.

3898 Versions contradictoires de l'attaque du Qatar par Israël

Plusieurs versions contradictoires de l'opération israélienne au Qatar circulent. Alors que le *Wall Street Journal* évoquait des tirs depuis l'espace aérien saoudien et émirati, on parle désormais de tirs depuis la Syrie et l'Iraq. On ne sait toujours pas avec certitude si le président Trump avait autorisé ou pas cette opération à proximité de la base militaire états-unienne d'Al Oudeid et s'il a prévenu ou pas son allié qatari.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des États arabes et musulmans ont décidé d'apporter leur soutien au Qatar après cette violation de sa souveraineté.

3899 Le Qatar désarçonné par l'absence de soutien états-unien

La plupart des commentateurs ne comprennent pas pourquoi le président Trump, qui assurait le Qatar, en mai dernier, qu'il était un ami fidèle, ne le défend pas face à l'agression israélienne. Ils spéculent sur la priorité donnée à Israël.

En réalité, lorsque le président Trump a enjoint les États arabo-islamiques de cesser de soutenir le terrorisme, lors de son [discours de Riyad](#) le 21 mai 2017, il était déjà entré en conflit avec le Qatar.

Celui-ci avait dû signer pour 240 milliards de dollars de contrats pour faire amende honorable.

Les relations actuelles entre les deux États doivent être distinguées de celles liant le Royaume-Uni à son ancienne colonie du Golfe. Londres s'arrange depuis toujours avec le

terrorisme pourvu qu'il en maîtrise les ennemis. La vraie question est donc plutôt de savoir pourquoi Donald Trump maintient la relation privilégiée de son pays avec le Royaume-Uni.

3900 Sushila Karki, nouvelle Première ministre népalaise

Ram Chandra Paudel, président népalais, a désigné Sushila Karki comme nouvelle Première ministre, après la démission de Khadga Prasad Sharma Oli (cf. VAI 3864). Il suivait ainsi la recommandation des organisations étudiantes qui l'avait déjà désignée sur Internet.

Dès sa prise de fonction, elle a assuré que chaque famille des 72 victimes de la

« révolution » recevrait une compensation d'un million de roupies (environ 10 000 euros). En outre, les blessés seront pris en charge.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Pourquoi nous acceptons la censure bien qu'elle nous rende stupides](#) », par Thierry Meyssan

La logique interne de toute administration et de contrôler ce qu'elle administre. Cela implique que toute administration envisage de censurer son opposition. En République, au contraire, les responsables politiques doivent maîtriser leurs administrations et veiller à ce qu'elles respectent les principes voulus et approuvés par la population. Cependant, aujourd'hui, les États européens – et particulièrement la France – abandonnent les valeurs qu'ils ont forgées et n'hésitent plus à censurer à tour de bras.

- [Thierry Meyssan invité d'Éric Montana](#)

Thierry Meyssan était l'invité d'Éric Montana, le 12 septembre. Il répondait à la question : « Israël a-t-il tué le droit international ? ».

- [Thierry Meyssan invité de Radio Principes TV](#)

Thierry Meyssan était l'invité de Radio Principes TV, le 15 septembre. Il a répondu aux questions de Zied Gazouani et de Malik Naram al-Kinany à propos de l'impunité israélienne, de l'État de Palestine, et de l'assassinat de Charlie Kirk.

☞ Sushila Karki est l'ancienne présidente de la Cour suprême. Elle s'était opposée, en 2017, au Centre maoïste et au Congrès népalais, à propos de la nomination d'un chef de la police.

3901 La Chine rapatrie des héros tombés au secours des Coréens

La Corée du Sud a restitué les restes de 30 volontaires chinois (CPV), morts au champ d'honneur durant la Seconde Guerre mondiale (dite en Chine « guerre de quinze ans »). Ils ont été rapatriés avec les honneurs par un avion de l'Armée de libération populaire. C'est le treizième transfert de dépouilles organisé depuis 2014. Déjà plus d'un millier de soldats chinois

morts durant la guerre de Corée ont été rapatriés.

3902 Taïwan souhaite créer un équivalent extrême-oriental des « Cinq Yeux »

Lai Ching-te, président taïwanais, aurait proposé aux États-Unis de créer en Extrême-Orient une république des « Cinq Yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni), en réunissant les services secrets des États-Unis, du Japon et de Taïwan.

☞ Face à la Chine populaire, il s'agirait de reconstituer l'ancienne Ligue anticommuniste mondiale. Celle-ci est toujours active sous le titre de Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie. Elle dépend directement des services secrets taïwanais et opère en Ukraine. Elle a activement participé à la campagne électorale du *recall*, en 2025, c'est-à-dire à la tentative de destitution des parlementaires opposés à la guerre contre la Chine communiste.

3903 Le Japon s'engage à nouveau dans une guerre contre la Russie

Le Japon a décidé d'envoyer des chasseurs F-15J et des avions de transport Kawasaki C-2 à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne pour faire face à la « menace » russe. C'est le premier déploiement de l'armée japonaise en Europe.

Avant de partir, le gouvernement démissionnaire de l'impérialiste japonais Shigeru Ishiba (PLD) a fait référence à la guerre russo-japonaise (1904-1905) et à la victoire de Tsushima, la première de la « race Yamato » (c'est-à-dire des soldats soumis à l'Empereur) sur l'homme blanc.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3904 L'OTAN lance « Eastern Sentry »

Le Conseil de l'Atlantique-Nord (OTAN) a [décidé](#), le 12 septembre, de lancer l'opération « Eastern Sentry » (Sentinelle orientale). Il s'agit de surveiller les possibles violations de l'espace aérien de l'Union par la Russie du Grand Nord à la Méditerranée.

☞ Cette opération est la réponse de l'OTAN aux événements en Pologne et en Roumanie qu'elle a interprétés comme des violations russes de l'espace aérien, ce que la Russie récuse.

Le général Alexis G. Grynkeuich, commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur), a précisé : « Nous adapterons et modifierons constamment notre posture afin de maintenir l'adversaire dans l'incertitude, tout en répondant aux menaces spécifiques qui se profilent. »

Le Danemark a fourni deux F-16 et une frégate de lutte antiaérienne, la France trois Rafale, le Royaume-Uni et l'Allemagne des Eurofighter.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°144 - 26 septembre 2025

ÉDITORIAL

3905 Emmanuel Macron reconnaît l'État de Palestine

Intervenant à la Conférence de New York sur la solution à deux États, le président français Emmanuel Macron a [annoncé](#), le 22 septembre, que son pays reconnaît désormais l'État de Palestine. Il a été fortement applaudi par les diplomates présents.

Andorre, la Belgique, le Luxembourg, Malte et Monaco se sont joints à la France pour cette reconnaissance.

Au total 156 États ont reconnu la Palestine – dont plus de la moitié de membres de l'UE. Cependant cette reconnaissance n'aura que des effets limités tant qu'Israël, puissance occupante, ne l'aura pas reconnue. Surtout, la reconnaissance de cet État est une manière de ne pas porter secours à la population palestinienne durant le génocide en cours.

☞ Le projet de reconnaissance d'un État palestinien a été formulé en 1936 par le Foreign Office. Il s'agissait de préserver les intérêts de l'Empire britannique en partitionnant la Palestine mandataire entre un côté arabe et un côté juif, sur le modèle de ce qui sera réalisé en Inde avec l'Inde proprement dite et le Pakistan : maintenir la présence indispensable de Londres grâce à la division du pays.

En Inde, les Britanniques avaient déclaré le leader laïque de l'indépendance, Aurobindo Gosh, « ennemi public n°1 de l'Empire » et favorisé la montée en puissance à la fois de Mohandas Karamchand Gandhi, partisan du système des castes et d'une Inde hindoue, et de Muhammad Ali Jinnah, partisan d'un État musulman. En trois jours l'indépendance a fait 2 millions de morts. Par la suite, de nombreux dirigeants indiens et pakistanais ont tenté de renouer les liens, mais à chaque fois, des groupes terroristes ont fait déraiser les négociations.

En Palestine mandataire, les Britanniques ont écarté les leaders laïques et favorisé à la fois la montée en puissance des sionistes révisionnistes et de la Confrérie des frères musulmans. Dans cette région du monde, aussi, la paix est impossible depuis quatre-vingts ans

☞ Le 4 mars 1982, François Mitterrand, président français, avait prononcé un [discours](#) historique à la Knesset. Il y affirmait que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devait s'appliquer aussi aux Palestiniens à la condition qu'ils reconnaissent le droit d'exister d'Israël. Il ne s'agissait pas de créer un second État à côté d'Israël, mais de laisser ouverte la proposition des Nations unies (...)

(...) d'un seul État binational.

☞ Le 13 septembre 1993, Israël et l'Autorité palestinienne ont signé les accords d'Oslo prévoyant la reconnaissance de l'État de Palestine. Ils n'ont jamais été intégralement appliqués, d'autant que, le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin fut assassiné par un sioniste révisionniste, adepte du rabbin Meir Kahane.

☞ La décision du président français est le « fait du prince ». Il n'y a plus de gouvernement en France depuis la démission de François Bayrou et de son équipe. 72 % des Français sont hostiles à la création d'un État palestinien.

☞ La coprésidence saoudienne était assurée par le prince Faïçal ben Farhan Al Saud, ministre des Affaires étrangères, et non pas par le prince Mohamed ben Salmane, Premier ministre et prince héritier. Au dernier moment, l'Arabie saoudite n'a plus jugé utile d'être représentée au niveau de son chef de gouvernement.

AMÉRIQUES

3906 Lindsey Graham espère faire reconnaître la Russie comme « État soutenant le terrorisme »

Le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) a introduit une proposition de loi visant à déclarer la Fédération de Russie « État soutenant le terrorisme ». Selon lui, il s'agirait de condamner l'enlèvement d'enfants ukrainiens.

Kiev accuse Moscou d'avoir kidnappé entre 260 000 et 700 000 enfants. Moscou déclare en avoir sauvé de la guerre 19 546 et en a retourné 1 625. Kiev n'a établi la liste que de 339 enfants qui restent à restituer.

Les États-Unis considèrent comme « État soutenant le terrorisme » l'Iran, la Syrie de Bachar el-Assad, Cuba et la Corée du Nord.

3907 Donald Trump semble changer de politique en Ukraine

Le président Donald Trump a posté, le 23 septembre, un [message](#) sur X : « Après avoir appris à connaître et à comprendre pleinement la situation militaire et économique entre l'Ukraine et la Russie et, après avoir vu les difficultés économiques que cause la Russie, je pense que l'Ukraine, avec le soutien de l'Union européenne, est en mesure de lutter et de regagner toute l'Ukraine dans sa forme originale. Avec le temps, la patience et le soutien financier de l'Europe et, en particulier, de l'OTAN, les frontières initiales à partir desquelles cette guerre a commencé sont une option très envisageable. Pourquoi pas ? La Russie combat sans but depuis trois ans et demi, une guerre qui aurait dû prendre une puissance militaire réelle pour gagner en moins d'une semaine. Cela n'honore pas la Russie. En fait, elle la fait ressembler beaucoup à “un tigre en papier”. Quand les habitants de Moscou, et des grandes villes et districts de toute la Russie, découvrent ce qui se passe réellement avec cette guerre, il est presque impossible pour eux de comprendre à travers les longues lignes qui se forment, et toutes les autres choses qui se déroulent dans leur économie de guerre, où la plupart de leur argent est dépensé pour combattre l'Ukraine, qui a le grand Esprit, et ne ferait que s'améliorer, Poutine et la Russie sont en grande difficulté économique, et c'est le moment pour l'Ukraine d'agir. Quoi qu'il en soit, je souhaite bonne chance aux deux pays. Nous continuerons de fournir des armes à l'OTAN pour que l'OTAN fasse ce qu'elle veut avec elle. Bonne chance à tous. »

3908 Le Pentagone s'inquiète des avancées militaires chinoises dans l'espace

Le général Brian D. Sidari, directeur du Renseignement du Commandement spatial états-unien, a [déclaré](#), le 22 septembre à la Conférence Air, Space & Cyber, que la Chine a accéléré le développement de ses avions de combat de nouvelle génération et de ses satellites

avancés pour « acquérir les capacités nécessaires pour vaincre la force conjointe ».

3909 Les services de Joseph Kennedy Jr. établissent un lien entre le paracétamol et l'autisme

Joseph Kennedy Jr., secrétaire à la Santé, a présenté ses premières conclusions sur l'origine de l'autisme. Cette maladie ne touchait qu'un États-Unien sur 10 000 dans les années 1960, elle affecte aujourd'hui 1 enfant sur 31 et 1 adulte sur 45 dans le pays.

Le secrétaire Kennedy est connu pour avoir défendu l'hypothèse d'une cause médicamenteuse de ce phénomène. Des études de son administration ont établi un lien entre l'utilisation de Tylenol (nom générique du Paracétamol) chez les femmes enceintes et l'autisme.

La conférence de presse conjointe du secrétaire et du président Trump a divisé les professionnels. La grande majorité d'entre eux considèrent les études citées comme insuffisantes, tandis qu'une minorité les a approuvées.

3910 Le général Kruse licencié

Le général Jeffrey Kruse, directeur de l'Agence de Renseignement de la défense (DIA), a été licencié le mois dernier pour motif valable en raison de sa gestion des dossiers impliquant des fonctionnaires qui souffraient de ce que le gouvernement appelle des « incidents de santé anormaux », a révélé le Pentagone, le 10 septembre.

☞ Le général Kruse est accusé d'avoir maltraité des officiers atteints du « syndrome de la Havane » après que cette maladie ne soit plus considérée comme une attaque des services cubains. Certains parlementaires démocrates ont évoqué l'hypothèse que ce ne soit pas le motif réel du licenciement, mais qu'il s'agisse d'une sanction après le rapport de la DIA selon lequel les bombardements des États-Unis en Iran n'auraient pas eu d'effets notables.

3911 Un réseau de téléphonie parallèle démantelé à New York

Le Secret Service (service de protection des hautes personnalités) et le département de Sécurité de la patrie ont démantelé, le 23 septembre, un réseau de téléphonie parallèle à New York. Il comprenait 300 serveurs et 100 000 cartes SIM répartis sur cinq sites. Il était en mesure de paralyser toutes les communications téléphoniques à New York. Il pouvait envoyer plus de 30 millions de textos par minute et facilitait les communications cryptées.

Selon les enquêteurs, ce réseau avait été créé par des criminels, peut-être pour le compte d'une puissance étrangère. Il visait des officiels états-uniens, ce qui a conduit à le découvrir. Il pouvait être utilisé en ciblant l'ONU.

☞ C'est la première fois que l'on découvre ce type d'installation. S'il n'y avait pas eu d'alerte à propos d'une intrusion dans le téléphone d'une personnalité gouvernementale états-unienne, les services de sécurité n'auraient rien remarqué. Il est donc possible que ce type d'installation ait été installé dans d'autres endroits dans le monde sans éveiller le moindre soupçon.

3912 La Trump Gold Card

Le président Donald Trump a [lancé](#) sa *Gold Card* qui permettra à n'importe qui d'obtenir un droit de résidence, immédiat et illimité, dans tout les États-Unis pour 1 million de dollars. Il s'agit de faire venir au « pays de la liberté » les chefs d'entreprise étrangers pour qu'ils créent des emplois, plutôt que de les concurrencer.

Le même programme prévoit de faire venir des étrangers hautement qualifiés avec l'idée qu'ils ne pourront pas être nombreux et dans l'espoir qu'ils formeront des États-Uniens.

3913 Le gang de la 18^e rue classé « organisation terroriste »

Le président Donald Trump a déclaré le gang de la 18^e rue (dit *Mara 18*) « organisation

terroriste », comme il l'a déjà fait pour le MS-13 et *Tren de Aragua*.

☞ Cette organisation, basée à Los Angeles, s'est développée en Amérique du Nord et centrale, ainsi qu'en Europe. Elle regroupe 30 000 à 50 000 jeunes gens et enfants. Elle est organisée selon des rites très stricts et recourt à une discipline particulièrement violente.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Le Pentagone \(aujourd'hui le département de la Guerre\) dépoussière le concept de "Méditerranée américaine" de Spykman](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Alors que le département états-unien de la Guerre réfléchit à sa nouvelle stratégie de sécurité nationale, Alfredo Jalife anticipe sur l'affrontement actuel entre les « primacists » (c'est-à-dire les Straussiens), les « prioritizers » (qui souhaitent se concentrer sur la rivalité avec la Chine) et les « restrainers » (qui entendent se restreindre à l'Amérique latine). Selon lui, Elbridge Colby, le sous-secrétaire à la Politique de la défense, reprend en fait la théorie du directeur du Yale Institute of International Studies, Nicholas Spykman (1893-1943) : refaire du golfe du Mexique la « Méditerranée américaine ».

3914 Donald Trump pousse à juger ses adversaires

Le président Donald Trump a [posté](#) sur X : « Pam Bondi fait un excellent travail en tant que procureure générale des États-Unis. Elle est très prudente, très intelligente, elle aime notre pays, mais elle a besoin d'une procureure sévère dans le district est de Virginie, comme celle que j'ai recommandée, Lindsey Halligan, pour faire avancer les choses. Ce dont nous n'avons pas besoin, c'est d'une « républicaine » soutenue par les démocrates. Je nommerai Lindsey Halligan procureure générale des États-Unis dans cette région si importante de notre grand pays. Elle sera juste, intelligente et assurera la justice pour tous, dont nous avons tant besoin ! »

Il avait préalablement déploré que l'ancien directeur du FBI James B. Comey, le sénateur Adam B. Schiff de Californie et la procureure générale de New York, Letitia James ne soient toujours pas jugés. Il avait écrit : « Ils m'ont destitué deux fois et inculpé (cinq fois !), pour rien. Justice doit être rendue, maintenant ! »

☞ Il semble que le secrétariat à la Justice prépare les inculpations de James B. Comey et de John O. Brennan, ancien directeur de la CIA, pour « conspiration contre le président des États-Unis ». L'affaire reposerait sur le faux témoignage de James B. Comey devant la Commission sénatoriale des Lois, le 30 septembre 2020, et sur les e-mails échangés entre les deux hommes. Ces inculpations, si elles ont lieu avant le 30 septembre 2025, seraient les plus médiatisées des accusations contre les opposants du président Trump.

3915 Jeff Zients s'étonne du rôle de Hunter Biden dans les grâces accordées par son père

Jeff Zients, ancien chef de cabinet du président Joe Biden, a déclaré qu'il était anormal que le fils du président, Hunter Biden, ait assisté à des réunions à la Maison-Blanche pour déterminer les listes des grâces présidentielles.

Il a aussi déclaré qu'à la suite du débat désastreux entre Biden et Trump à Atlanta le 27 juin 2024, il avait demandé au Dr Kevin O'Connor, médecin de la Maison-Blanche, que le président de l'époque passe un test physique et cognitif.

Selon le représentant républicain, James Comer (Kentucky), président de la Commission de surveillance, celle-ci a mené des heures d'entretiens avec les principaux collaborateurs de Biden et examiné des centaines de courriels sur l'utilisation de l'autopen par l'administration Biden. Elle dispose désormais de suffisamment d'informations pour publier un rapport et des recommandations à l'administration Trump.

3916 Google et YouTube admettent avoir censuré selon les instructions du président Biden

Alphabet Inc., la société qui exploite Google et YouTube, a écrit, le 23 septembre dans une lettre adressée au Congrès, qu'elle avait été contrainte par le président Joe Biden et ses principaux collaborateurs de supprimer des contenus liés à la pandémie de Covid-19 et aux résultats de l'élection présidentielle de 2020.

Selon ses avocats : « Il est inacceptable qu'un gouvernement, y compris l'administration Biden, tente d'imposer à une entreprise la modération de son contenu. Et nous nous sommes toujours opposés à ces tentatives en invoquant le premier amendement. » Les conseillers de l'administration Biden et le président Biden « ont créé une atmosphère politique qui cherchait à influencer les actions des plateformes en fonction de leurs préoccupations concernant la désinformation ».

En décembre 2020, YouTube a annoncé avoir fermé plus de 8 000 chaînes et des milliers de vidéos « nuisibles et trompeuses » liées à l'élection présidentielle de 2020. La société s'en est particulièrement prise à *The Federalist* en 2020, ainsi qu'au site conservateur *ZeroHedge*. Elle a censuré des personnalités – comme Dan Bongino, directeur adjoint du FBI, Robert F. Kennedy Jr., secrétaire à la Santé et aux Services sociaux et le sénateur républicain Rand Paul (Kentucky) – pour avoir expliqué que les masques chirurgicaux ne protégeaient pas de la contamination, ce qui est aujourd'hui accepté par tous.

☞ Cette affaire atteste qu'il est toujours possible pour un gouvernement, même à l'ère d'Internet, de censurer la parole des citoyens sans l'assumer publiquement. Elle montre que nous avons tous fait l'objet d'une telle censure et que certains de nos concitoyens sont toujours influencés par celle-ci. Ainsi, une grande partie du public considère toujours que les masques chirurgicaux protègent du Covid-19, alors que ceux-ci ne sont utilisés en chirurgie que pour protéger les

soignants des jets de matières des personnes qu'ils opèrent.

3917 Donald Trump exige que le Venezuela récupère ses migrants illégaux

Le 20 septembre, le président Donald Trump a [posté](#) sur X : « Nous voulons que le Venezuela accueille immédiatement tous les prisonniers et les personnes issues d'institutions psychiatriques, y compris des pires asiles d'aliénés au monde, que les “dirigeants” vénézuéliens ont forcés à entrer aux États-Unis. Des milliers de personnes ont été grièvement blessées, voire tuées, par ces “monstres”. Qu'ils soient expulsés de notre pays, IMMÉDIATEMENT, ou le prix à payer sera exorbitant ! »

EUROPE

3918 Trump et Starmer investissent dans l'IA

Recevant en grande pompe le président Donald Trump, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a célébré la « relation spéciale » entre leurs deux nations.

Il a [signé](#), le 16 septembre, un « Accord de prospérité technologique », prévoyant 44 milliards de dollars d'investissement dans un projet conjoint de recherche en matière d'intelligence artificielle (IA) et de nucléaire, afin d'aider à développer de nouveaux médicaments, à accélérer les traitements vitaux et à améliorer les soins du cancer. Microsoft, Nvidia, Google, OpenAI et CoreWeave sont impliqués, côté états-unien, à hauteur de 31 milliards de dollars.

☞ Cet accord est le premier partenariat étranger d'envergure signé par l'administration Trump. Il entend faire du Royaume-Uni un producteur de cartes graphiques et des États-Unis un producteur d'ordinateurs quantiques.

3919 Le Royaume-Uni reconnaît l'État de Palestine

Le Royaume-Uni a reconnu l'État de Palestine, le 21 septembre, soit la veille de sa reconnaissance à New York par la France.

☞ Dans sa déclaration officielle, le Premier ministre, Keir Starmer, a prétendu que le Royaume-Uni avait reconnu « l'État israélien, il y a plus de 75 ans, comme une patrie pour le peuple juif ». Or, il s'agissait en théorie à l'époque d'un État unique binational.

3920 Charles III défend l'AUKUS face à Donald Trump

Le roi Charles III a déclaré au président Trump : « Notre partenariat avec l'Australie pour les sous-marins AUKUS constitue la référence en matière de collaboration innovante et vitale. »

☞ Cette remarque visait à faire pression sur le président Trump pour que son administration ne remette pas en cause l'accord AUKUS au nom du principe « l'America first ».

3921 Emmanuel et Brigitte Macron contre Candace Owens, mais pas contre Xavier Poussard

Les avocats d'Emmanuel et Brigitte Macron ont proposé de produire des preuves scientifiques attestant que l'épouse du président de la République française est bien née femme.

Les avocats de la journaliste états-unienne Candace Owens ont fait valoir que les pièces déposées au Delaware, où les sociétés de la journaliste sont enregistrées, ne pourraient pas être examinées. Selon eux, le procès doit se dérouler au Tennessee où réside Candace Owens.

☞ Rappelons que la théorie selon laquelle Brigitte Macron n'est pas née femme, mais homme, sous le nom de son « frère », a été formulée par le Français Xavier Poussard, auteur de *Devenir Brigitte* (2025). Les époux

Macron n'ont pas souhaité le traduire en justice. Cependant, ils ont poursuivi une autre autrice, ont gagné en première instance et ont été déboutés en appel.

3922 La France pourrait reconnaître les Lebensborn

Le sénateur centriste Franck Menonville (Meuse) et une cinquantaine de ses collègues a déposé une [proposition de loi](#) (n° 882) « tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités *Lebensborn* ».

☞ Durant la Seconde Guerre mondiale, le ministère de l'Agriculture nazi forma des « élevages d'aryens ». Des femmes, soigneusement choisies pour leurs caractéristiques génétiques, étaient fécondées par des SS. Leurs enfants étaient élevés dans des « fermes » bien tenues. Il s'agissait d'améliorer la « race ».

Ces *Lebensborn* (fontaines de vie) étaient en principe situés sur le territoire du Reich. Cependant, il y en eut un en France, au château de Bois Larris (près de Chantilly). Cette affaire a ressurgi en 2024, deux enfants de ce *Lebensborn* ayant témoigné de ce à quoi ils furent soumis.

3923 Deux rapports du Mathias Corvinus Collegium

Le Mathias Corvinus Collegium (MCC) a publié deux études importantes :

- La première sur [la politisation des Droits de l'homme](#) au Conseil de l'Europe.
- La seconde sur le [programme](#) des chaires Jean Monnet, intitulée : *Professors of Propaganda* (Professeurs de propagande).

3924 Kaja Kallas défend le droit d'Israël à participer à l'Eurovision

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, a fait part, le 17 septembre, de son opposition au boycott de l'Eurovision annoncé par plusieurs États membres du concours de la chanson qui

aura lieu mi-mai 2026, si Israël y participe. « Toutes les mesures visant à punir le peuple israélien sont, à mon avis, erronées », a-t-elle expliqué, rappelant que les mesures proposées par la Commission européenne n'avaient pas pour objectif « de punir Israël ou le peuple israélien ».

L'Espagne suivie de l'Irlande, de la Slovénie, des Pays-Bas et de l'Islande menacent de ne pas participer, alors que la Belgique réfléchit sur la position à adopter.

☞ Rappelons, une nouvelle fois, que le concours de l'Eurovision est un événement civil créé par l'Alliance militaire de l'OTAN. Il est donc parfaitement légitime de mettre en cause, dans ce concours de la chanson, la participation de l'État d'Israël lors du génocide actuel.

3925 Le 19^e paquet de « sanctions » de l'UE à l'encontre de la Russie, malgré les objections de la BCE

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a présenté, le 19 septembre, le 19^e paquet de « sanctions » de l'UE à l'encontre de la Russie. Elle entend interdire toutes les importations de GNL russe afin de se mettre en conformité avec les exigences états-uniennes. Elle souhaite également « sanctionner » 118 navires de la « flotte fantôme » russe. Enfin, les entreprises russes pétrolière et gazière Rosneft et Gazprom Neft sont visées par une interdiction totale de transactions.

La présidente von der Leyen a également évoqué la question de la reconstruction de l'Ukraine en utilisant les avoirs russes. Elle a soulevé l'inquiétude de Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, qui a demandé : « Il ne s'agit pas d'une saisie ni d'une confiscation, d'après ce que nous comprenons, mais de la substitution d'une créance en espèces par une créance en euro-obligations. Est-ce exact ? ». Elle a réitéré ses craintes concernant « le respect du droit international, la préservation de la stabilité

financière et la souveraineté de la monnaie unique ».

3926 Le projet européen d'un « mur de drone » pour se protéger de la Russie

Alors qu'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a évoqué, le 10 septembre lors de son discours sur l'état de l'Union, la construction d'un « mur de drones » pour protéger l'Union de l'agression russe, Andrius Kubilius, commissaire européen à Défense et à l'Espace, s'est entretenu le 19 septembre avec des représentants de sept pays « en première ligne » – la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, auxquels s'ajouteront le Danemark et l'Ukraine – « de ce qui est faisable et de ce qui ne l'est pas, des capacités dont nous disposons déjà, des besoins supplémentaires à combler et des domaines dans lesquels la Commission peut intervenir ».

3927 Les privilèges de l'agriculture ukrainienne dans l'UE

La Bulgarie, la Croatie, la Grèce, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie ont [attiré l'attention](#) du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE, le 22 septembre, sur les avantages concurrentiels concédés à l'Ukraine. Ces États ne mettent pas seulement en cause la politique des quotas, mais le non-respect des normes sanitaires et de bien-être animal.

Le Luxembourgeois, Christophe Hansen, commissaire européen à l'Agriculture, a également écouté l'Allemagne, l'Estonie, la Finlande et la Suède qui ont, au contraire, soutenu que les avantages de Kiev « ne peuvent pas être encore réduits davantage ».

3928 Le Parlement européen soutient l'ordre constitutionnel bosniaque

- Une délégation de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen s'est rendue en Bosnie-Herzégovine, le 19 septembre. Elle a réitéré son soutien à « l'ordre constitutionnel » ainsi que sa « tolérance zéro à l'égard des

[politiques](#) d'obstruction et de sécession menées par Milorad Dodik ».

• Le 21 septembre, la Slovène Marta Kos, commissaire européenne à l'Élargissement, a déploré que la Bosnie-Herzégovine n'ait toujours pas finalisé son agenda de réforme, fermant ainsi la voie à un financement européen. Les problèmes restants sont : le non-respect des décisions de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale centrale, les retards dans la mise en œuvre des réformes par le Conseil des ministres, l'absence d'unité dans l'adoption du programme de réforme, les difficultés à parvenir à un consensus et à une volonté politique concernant la nomination d'un négociateur en chef et l'absence d'un budget national.

☞ Milorad Dodik, président élu de la République serbe de Bosnie, a été destitué par les autorités électorales après un jugement en appel le condamnant à un an d'emprisonnement et six ans d'interdiction d'exercice d'une fonction politique, en raison de son [refus d'appliquer](#) des décisions du haut représentant international en Bosnie-Herzégovine Christian Schmidt.

☞ La question du non-respect par la Bosnie Herzégovine des droits de sa minorité serbe est une source récurrente de conflit. Plusieurs fois, la Fédération de Russie a convoqué le Conseil de sécurité pour mettre en garde contre cette cause de guerre, mais les Occidentaux n'ont jamais pris cette affaire au sérieux et persistent à faire confiance à Christian Schmidt.

3929 Le traité UE-Mercosur probablement contraire au Traité sur l'Union européenne

Des eurodéputés des Verts/ALE, de La Gauche, de S&D, de Renew Europe et du PPE remettent en cause trois aspects de l'accord conclu avec le Mercosur (le principe de compétence, celui de l'équilibre institutionnel ainsi que celui de coopération sincère) et leur compatibilité avec l'article 4 du Traité sur l'Union européenne. Ils

tendent de réunir 72 eurodéputés pour obtenir un vote du parlement.

3930 Le PE confirme l'immunité parlementaire de Ilaria Salis

La commission des affaires juridiques (JURI) du Parlement européen a refusé, le 23 septembre, de lever l'immunité de l'Italienne Ilaria Salis (La Gauche). Un second vote aura lieu en séance plénière, le 7 octobre.

Militante du mouvement Antifa, Ilaria Salis est députée européenne. Elle a été arrêtée en Hongrie, en février 2023, pour avoir fait le coup de poing, aux côtés d'antifas allemands, contre neuf néonazis. Elle a déjà été incarcérée 15 mois en Hongrie et libérée le 14 juin 2024. En Hongrie, elle est susceptible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 24 ans.

3931 La Moldavie déclare avoir arrêté 74 agents russes

Maia Sandu, présidente moldave, a déclaré dans une vidéo, le 22 septembre : « Le Kremlin achète des centaines de milliers de votes [...], les gens sont intoxiqués quotidiennement par des dizaines de mensonges [...] et des centaines d'individus sont payés pour provoquer le désordre, la violence et répandre la peur ».

Selon Stanislav Secrieru, conseiller de Sécurité nationale, 250 perquisitions ont eu lieu, démantelant un réseau soutenu par le GRU, le renseignement militaire russe. « Plus de 100 Moldaves ont été formés en Serbie par des instructeurs russes aux tactiques violentes contre la police et à l'utilisation d'armes à feu. Leur mission : organiser des violences pré et postélectorales. 74 individus ont été détenus et coopèrent avec les autorités », a-t-il publié sur X.

☞ Selon la présidence moldave, la Russie avait déjà tenté d'acheter des élections. Cette fois, elle prévoyait d'avoir recours à la violence. Toutes choses qui restent à prouver.

Samantha Power, ancienne directrice de l'USAID, a, par contre, admis, le 27 août, avoir investi des millions de dollars pour sauver Maia Sandu d'un désastre électoral (cf. VAI 3772).

3932 Trente pays participent à la réunion *Bring Kids Back UA*

Volodymyr Zelensky, président ukrainien non élu, et Ursula von der Leyen, haut fonctionnaire européen, ont coprésidé, le 23 septembre à New York, la Coalition internationale *Bring Kids Back UA* (Restituez les enfants ukrainiens !). Trente délégations nationales y ont participé.

Bien que l'Ukraine prétende qu'il faut lui restituer des centaines de milliers d'enfants, elle n'a établi la liste que de 339 d'entre eux.

3933 Volodymyr Zelensky contre le droit international et pour la force des armes

Intervenant à la tribune des Nations unies, le président ukrainien non élu, Volodymyr Zelensky, [s'est livré](#), dans la tradition nazie contre la SDN, à une critique du droit international et des Nations unies, suivie d'une apologie de la force militaire. Selon lui, toutes les guerres dans le monde sont le fait de la Russie, la seule puissance qui menace le monde. Il a déclaré :

« Le xxi^e siècle n'est pas très différent du passé. Si une nation veut la paix, elle doit encore travailler avec les armes. C'est malade, mais c'est la réalité. Pas le droit international, pas la coopération – les armes décident qui survit. Vous savez parfaitement, le droit international ne fonctionne pas pleinement si vous n'avez pas d'amis puissants qui sont vraiment prêts à le défendre. Et même cela ne fonctionne pas sans armes. C'est terrible, mais sans cela, les choses seraient encore pires. Il n'y a pas de garanties de sécurité, à l'exception des amis et des armes [...] Nous vivons aujourd'hui la course aux armements la plus destructrice de l'histoire de l'humanité – parce que cette fois-ci, elle inclut l'intelligence artificielle. Et s'il n'y a pas de véritables garanties de sécurité – à l'exception des amis et des armes, et si le monde ne peut

même pas répondre à de vieilles menaces, et s'il n'y a pas de plate-forme solide pour la sécurité internationale – y aura-t-il un endroit laissé sur terre encore sûr pour les gens ? »

3934 Célébration du *Kibboutz de Rosh Hashana* en Ukraine

Trente-cinq mille hommes juifs, ukrainiens et israéliens, ont célébré Rosh Hashana (le Nouvel An juif), le 22 septembre à Uman (Ukraine) devant la tombe du rabbin Nahman de Bratslav, dans une ambiance fortement alcoolisée. Le gouvernement de coalition de Benyamin Netanyahu a dépensé 10 millions de shekels (3 millions de dollars) pour financer le déplacement des fidèles Hassidim.

3935 La Russie prolongera le traité New Start

Alors que le *New Strategic Arms Reduction Treaty* (dit traité New START) arrive à expiration en février, Vladimir Poutine, président russe, s'est engagé à le prolonger d'un an, le temps de négocier un nouveau système de maîtrise des armements nucléaires.

3936 Le SVR confirme la présence de militaires français et britanniques à Odessa

Le Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (SVR) a publié, le 23 septembre, un avis selon lequel « l'Europe se prépare à occuper la Moldavie ». On peut y lire : « Le débarquement de l'OTAN se prépare dans la région d'Odessa en Ukraine pour intimider la Transnistrie. Selon certaines informations, le premier groupe de militaires en provenance de France et du Royaume-Uni est déjà arrivé à Odessa. » C'est la première fois que la Russie confirme officiellement la présence de militaires français et britanniques en Ukraine.

AFRIQUE

3937 Le dossier sud-africain sur les actes de génocide à Gaza

L'Afrique du Sud a déposé à la Cour internationale de justice et distribué à l'Assemblée générale des Nations unies un document en anglais de 51 pages ([S/2025/560](#)) intitulé : *Public dossier relating to the State of Israel's exacerbated acts of starvation, weaponisation of aid and further expressions of genocidal intent against the Palestinians in Gaza* (Dossier des preuves publiques des actes aggravés de famine, de la militarisation de l'aide et des nouvelles manifestations d'intention génocide dont s'est rendu coupable l'État d'Israël contre les Palestiniens de Gaza).

ASIE

3938 Ahmed al-Charaa célèbre la victoire de l'islamisme sur Bachar el-Assad

Intervenant, le 25 septembre, à la tribune des Nations unies, Ahmed al-Charaa, président syrien autoproclamé, a [résumé](#) l'histoire de son pays, berceau de la civilisation. Il a présenté sa version des souffrances de son peuple durant la « dictature » de Bachar el-Assad. Pour conclure, il a cité le Coran : « La vérité est venue, et le mensonge a disparu. Le mensonge est voué à disparaître. » (sourate 17, verset 81).

3939 Une arme yéménite touche Israël

Une arme yéménite a atteint Eilat (Israël), le 24 septembre, blessant grièvement 22 personnes. Selon les FDI, il s'agirait d'un drone qui aurait pénétré la défense du « Dôme de fer », selon d'autres, ce serait un missile hypersonique d'Ansar Allah.

3940 Ali Khamenei constate l'impossibilité de négocier avec les États-Unis

L'ayatollah Ali Khamenei, guide de la révolution, s'est adressé à la nation iranienne, le 23 septembre.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Netanyahou et le nazisme](#) », par Thierry Meyssan

Il est choquant d'envisager qu'un juif puisse être nazi. Pourtant quelques rares exceptions le furent et obtinrent du Führer le titre « d'aryens d'honneur ». Vladimir Jabotinsky, le chef des « sionistes révisionnistes » ne le reçut pas, mais il partagea avec les nazis leur conception raciale du nationalisme. Il préconisa de fonder un « empire juif » aux côtés du III^e Reich et reçut pour cela l'aide du parti nazi. Un de ses disciples négocia avec Adolf Eichmann l'extermination de 450 000 juifs hongrois contre l'émigration d'un millier de « sionistes révisionnistes ». Ils se partagèrent le butin de leur crime.

Le mois dernier, Benyamin Netanyahou, juste avant d'être accusé de génocide par les Nations unies, a revendiqué être non pas un « sioniste », mais un « sioniste révisionniste ».

« [La solution finale](#) », par Manlio Dinucci

Manlio Dinucci, qui persiste à analyser la géopolitique mondiale en termes d'avantages économiques pour ses dirigeants capitalistes, observe le génocide à Gaza : une armée bien équipée massacre des civils au prétexte d'en finir avec un mouvement qui n'a plus aucun moyen pour lui résister.

Il a d'abord rappelé à quoi sert l'industrie nucléaire en agriculture, pour l'industrie et les matériaux, la protection de l'environnement et des ressources naturelles, les soins de santé et la médecine, la nutrition, ainsi qu'en matière de recherche et d'éducation. Il s'est glorifié de trente ans d'investissement de l'Iran en la matière et de sa capacité exceptionnelle d'enrichir lui-même de l'uranium. Il a souligné que les administrations états-uniennes précédentes s'étaient opposées à ce que l'Iran enrichisse de l'uranium à des fins militaires, c'est-à-dire à plus de 90 %, mais celle-ci exige qu'il n'en enrichisse plus du tout.

Dans un second temps, il a rappelé : « La partie états-unienne a prédéterminé et annoncé les résultats des négociations de son point de vue, et elle cherche des pourparlers dont le résultat serait la cessation des activités nucléaires et l'enrichissement en Iran. » Il a rappelé qu'un haut fonctionnaire états-unien avait menacé que si l'Iran ne négocie pas, les États-Unis le bombarderaient. « Par conséquent, accepter de telles négociations signifie se soumettre, la peur et trembler - une reddition de la nation et du pays face aux menaces. » [...] « Aucune nation d'honneur n'accepterait des négociations sous la menace, et aucun responsable politique avisé ne les approuverait. »

3941 Masoud Pezeshkian dénonce « la paix par la force » et dresse l'éloge de la « force par la paix »

Intervenant, le 24 septembre, à la tribune des Nations unies, Masoud Pezeshkian, président iranien a [dénoncé](#) les guerres qui ensanglantent le monde avec le soutien des États-Unis. Il a rappelé que « les frappes aériennes du régime sioniste et des États-Unis contre les villes, les maisons et les infrastructures de l'Iran, précisément au moment où nous étions engagés dans des négociations diplomatiques ont été une grande trahison envers la diplomatie et un affaiblissement des efforts pour établir la stabilité et la paix ».

Il a aussi dénoncé le projet de « Grand Israël », disant : « Aujourd'hui, après près de deux ans de génocide, de famine collective, de maintien de l'apartheid dans les territoires occupés et d'agressions contre les voisins, le projet absurde et illusoire du "Grand Israël" est présenté avec arrogance par les plus hauts responsables de ce régime [...] Il est évident que le régime sioniste et ses soutiens ne se contentent plus de la normalisation politique. Ils imposent leur présence par la force nue et appellent cela "la paix par la puissance". Mais ce n'est ni la paix ni une vraie puissance ; c'est une agression fondée sur la domination et l'intimidation [...] C'est pourquoi, depuis des années, mon pays est l'un des plus fermes défenseurs de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive.

Pourtant, ceux qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires et violent gravement le TNP, en rendant chaque jour leurs armes plus meurtrières et destructrices, exercent depuis des années des pressions sur notre peuple avec de fausses accusations. »

Enfin, il a brocardé l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni pour leur volonté de rétablir les sanctions malgré le JCPOA. Il a déclaré : « Ils ont abandonné la bonne foi. Ils ont contourné les obligations légales. Ils se sont fausement présentés comme des "parties responsables" de l'accord. Et ils ont qualifié les efforts sincères de l'Iran "d'insuffisants". Et tout cela, pour détruire ce même JCPOA qu'eux-mêmes considéraient comme le plus grand succès de la diplomatie multilatérale. Cette action illégale, rejetée même par certains membres du Conseil de sécurité, n'a aucune légitimité internationale et ne sera pas acceptée par la communauté mondiale. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

3942 Washington veut récupérer la base de Bagram

Lors d'une conférence de presse commune au Royaume-Uni, le président Trump a déclaré : « Nous allons quitter l'Afghanistan, mais avec force et dignité, et nous allons conserver Bagram, la grande base aérienne – l'une des plus grandes du monde. Nous essayons d'ailleurs de la récupérer. L'une des raisons pour lesquelles nous voulons cette base est, comme vous le savez, qu'elle se trouve à une heure de l'endroit où la Chine fabrique ses armes nucléaires. »

☞ La base aérienne de Bagram est la plus étendue au monde. C'est une véritable ville avec piscines, bijouteries, cinémas, spas et chaînes de restauration rapide.

☞ Les États-Unis et les Talibans n'ont pas de relations diplomatiques formelles, mais ils ont

négoié au sujet d'un otage – un États-Unien enlevé en 2023 lors d'une visite dans le pays – qui a été libéré par les Talibans en mars.

☞ Les Talibans font face à une grave crise économique, à un manque de légitimité internationale et à des combats entre tribus rivales. Cependant, ils ont déjà décliné la proposition états-unienne.

3943 Symbolique du drapeau *One Piece*

Le drapeau pirate du manga le plus vendu au monde, *One Piece*, (une tête de mort coiffée d'un chapeau de paille) est apparu dans plusieurs manifestations de la « génération Z » (c'est-à-dire née entre 1992 et 2012) au Népal, aux Philippines et en France. Il symbolise la rébellion contre l'injustice sociale, la corruption et la violence d'État.

3944 Manifestations de la jeunesse contre la corruption aux Philippines

Des manifestations *One Piece*, conduites par des acteurs de cinéma, ont secoué toutes les Philippines, à l'occasion du 53^e anniversaire de la loi martiale, proclamée par le défunt dictateur Ferdinand Marcos Sr. Sous le titre « Marche du Tricol Peso », les manifestants des groupes religieux chrétiens et musulmans ainsi que des organisations de jeunes, des syndicats et des groupes progressistes dénonçaient le scandale des détournements de fonds publics destinés à secourir les victimes des inondations. En deux ans, 1,7 milliard d'euros auraient disparu. Les manifestants, très jeunes, considèrent la vice-présidente Sara Duterte comme responsable du scandale, mais le président Ferdinand Marcos Jr. aussi car il ne l'a pas non plus combattu.

La police a arrêté 216 personnes, dont 88 mineurs.

3945 Washington réaffirme sa volonté de dénucléariser la Corée du Nord

Kim Jong-un, dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée (dite « Corée du Nord ») a prononcé un

discours, le 20 septembre, dans lequel il a appelé à la réouverture de négociations avec les États-Unis tout en précisant que la dénucléarisation de son pays ne pourrait être abordée.

En réponse, le département d'État des États-Unis a indiqué, le 23 septembre, que sa politique restait inchangée. Toute négociation avec la Corée du Nord passe par sa dénucléarisation.

☞ Le seul État, sur le point d'être nucléaire, qui a abandonné son programme militaire, la Libye, l'a payé chèrement. Après avoir reçu les félicitations du président Bush Jr., elle a été dévastée par le président Obama.

3946 « Mère Moon » emprisonnée

Hak Ja Han (82 ans), dite « Mère Moon », veuve du révérend Sun Myung Moon, fondateur de l'Église de l'Unification, a été arrêtée et incarcérée. Elle est accusée d'avoir soudoyé l'épouse de l'ancien président emprisonné, Yoon Suk Yeol, et le député conservateur Kweon Seong-dong (Parti du pouvoir populaire). Elle est soupçonnée d'avoir acheté l'adhésion de 110 000 membres de son Église au Parti du pouvoir populaire afin de parvenir à faire élire Kweon Seong-dong à sa tête, puis de l'utiliser pour faire pression sur le président Yoon Suk Yeol. Elle serait également parvenue à entraver les enquêtes sur les revenus provenant de ses casinos à l'étranger.

Hak Ja Han s'est présentée habillée en noir et en chaise roulante au tribunal. Elle a insisté sur le fait que le responsable de l'Église arrêté, Yoon Young-ho, a outrepassé son autorité et a agi de son propre chef.

☞ Le scandale des cadeaux luxueux de l'Église de l'unification survient en Corée alors que celui du demi-milliard de dollars états-uniens versé au Parti libéral-démocrate du Japon n'est toujours pas éclairci. La question des pressions exercées sur les fidèles pour alimenter les fonds de cette Église est posée et pourrait conduire à la dissoudre.

L'Église, qui a participé à la fondation de la Ligue anticommuniste mondiale avec l'ancien Premier ministre nazi ukrainien Iaroslav Stetsko, soutenait les dictatures d'Extrême-Orient. Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a été emprisonné après avoir tenté d'imposer la loi martiale et de revenir à la période de la Ligue anticommuniste mondiale.

3947 La Chine investit dans l'intelligence artificielle

Le milliardaire chinois Jack Ma est de retour. Après avoir été salué par le président Xi Jinping en février, il est revenu aux commandes de sa société Alibaba, bien qu'il n'en ait plus le titre depuis sa disgrâce de 2020. Son groupe a investi dans le iCloud et a connu une progression fulgurante en six mois. Il vient d'acheter des ethereums en grand nombre et se place désormais comme un des principaux acteurs mondiaux de l'intelligence artificielle.

3948 Shigeru Ishiba déclare faire « face à l'histoire », mais pas aux crimes de l'impérialisme japonais

Intervenant le 23 septembre à la tribune des Nations unies, Shigeru Ishiba, Premier ministre démissionnaire japonais, a [déclaré](#) : « Aucun pays ne peut tracer la voie à un avenir radieux s'il ne fait pas face à l'histoire. Nous ne devons plus jamais répéter la dévastation de la guerre [mondiale]. À l'occasion de l'anniversaire de la fin de la guerre en août, j'ai renouvelé mon vœu de graver cela dans mon cœur. »

Or, à aucun moment, il n'a fait référence aux crimes de l'impérialisme japonais dont il se réclame toujours.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

3949 Réunion du Conseil de sécurité sur une violation alléguée de l'espace aérien estonien

Le Conseil de sécurité a tenu, le 22 septembre, une réunion à la demande de l'Estonie sur la violation de son espace aérien par la Russie.

Le sous-secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques a reconnu que l'ONU n'est pas en mesure de confirmer les allégations formulées par l'Estonie, selon laquelle trois chasseurs russes MIG-31 sont entrés dans son espace aérien, « sans autorisation, avec leurs transpondeurs éteints et sans plan de vol », et sont restés 12 minutes au-dessus du golfe de Finlande.

Le ministère russe de la Défense a indiqué que ses avions de combat avaient effectué un vol prévu depuis la Carélie, à la frontière avec la Finlande, vers un aéroport de la région de Kaliningrad, en stricte conformité avec les règles internationales relatives à l'espace aérien, sans s'écarter de la trajectoire de vol convenue et sans violer l'espace aérien estonien.

M. Jenča a exhorté toutes les parties concernées à agir de manière responsable, à utiliser tous les canaux disponibles et à prévenir de nouveaux risques pour la sécurité régionale. « Le monde ne peut tout simplement pas se permettre qu'un tel danger échappe à tout contrôle et que la guerre dévastatrice en Ukraine s'intensifie et s'étende davantage », a-t-il souligné.

La Fédération de Russie a dénoncé des accusations sans preuve, répétant que, le 19 septembre, les appareils russes « n'ont pas dévié de la route convenue » et ont survolé les eaux neutres de la mer Baltique, ce qui est « confirmé par des données de surveillance objectives ».

Pour le représentant russe, l'Estonie aurait pu faire ce constat par elle-même, mais elle a préféré « attiser l'hystérie » et accuser la Russie de provocations, avec le soutien de l'Union

européenne et de l'OTAN, comme cela a déjà été le cas la semaine dernière, avec « des allégations infondées concernant des drones russes survolant l'espace aérien polonais ». L'attitude des Européens dans cette affaire vise, selon lui, à détourner l'attention du délitement du « régime Zelensky », mais aussi à ramener l'Administration Trump « sur une voie antirusse » et à saper les accords conclus par les présidents russe et américain en Alaska, il y a un mois.

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Pologne a déclaré : « Si l'un de vos appareils pénètre dans nos espaces sans autorisation, qu'il est détruit et que les débris tombent sur le territoire de l'OTAN, ne venez pas vous plaindre. Vous êtes avertis. »

3950 Mise en scène du conflit ukrainien au Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité s'est réuni, le 23 septembre, pour débattre de la question ukrainienne. Volodimir Zelensky, président ukrainien non élu, a dénoncé l'absence de Vladimir Poutine et l'envoi d'émissaires non décisionnels.

Marco Rubio, secrétaire d'État états-unien, a souligné à plusieurs reprises que le président Donald Trump est un « homme patient », et que les États-Unis demeurent engagés en faveur d'un règlement pacifique du conflit, qualifié de « défi extraordinaire ». Mais à un moment, « il faudra refermer ce chapitre », a-t-il prévenu. « Et s'il n'y a pas de chemin vers la paix à court terme, les États-Unis prendront les mesures qui s'imposent. »

Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, a estimé de son côté que les résultats militaires de la Russie étaient dérisoires : moins de 1% du territoire ukrainien conquis en 1 000 jours de guerre et une économie civile asphyxiée par les efforts de guerre et les sanctions. « Aujourd'hui la Russie est en échec, c'est un tigre de papier », a-t-il conclu.

La Russie a répondu, qualifiant cette réunion de « foire à l'hypocrisie » orchestrée par les pays européens autour de « l'ancien acteur Zelensky ». Selon elle, l'Occident impose une « réalité parallèle » où l'Ukraine ne perd pas sur le champ de bataille, et « tout le monde » comprend que l'UE et l'OTAN se sont fortement « empêtrées » dans le projet antirusse ukrainien. Aujourd'hui, ce « parti de la guerre » perd le sommeil, s'efforçant par tous les moyens de saper les résultats et les accords obtenus lors de la rencontre entre les présidents russe et états-unien en Alaska, il y a un mois, et « pique des crises d'hystérie » à propos d'allégations non fondées concernant l'entrée de drones russes en Pologne ou le survol de l'Estonie par des chasseurs russes.

La Chine, quant à elle, a appelé à prendre en compte « les préoccupations de sécurité légitimes des deux parties », avant de mettre en avant la responsabilité collective de la communauté internationale, notant que le conflit affectait particulièrement les pays en développement. Il a aussi dénoncé « l'abus de sanctions unilatérales », jugées contreproductives.

3951 L'Algérie et la Russie dénoncent le « Grand Israël » devant le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a débattu, le 23 septembre, du conflit gazaoui et par extension israélo-arabe.

Au cours du débat, Ahmed Attaf, ministre algérien des Affaires étrangères, a déclaré que l'occupation israélienne compromet toute perspective de création d'un État palestinien indépendant et souverain, non seulement sur le terrain mais aussi dans les esprits. Nourri du mythe du « Grand Israël », le gouvernement israélien cherche à redéfinir les frontières de la région et à étendre son hégémonie au mépris du droit international et des normes régissant la coexistence pacifique entre États.

C'est la langue de la haine et de la propagande qui se propage aujourd'hui, a abondé la Fédération de Russie.

3952 Le Conseil de sécurité ne parvient pas à interpréter le JCPOA

Le Conseil de sécurité, réuni le 19 septembre, a rejeté le projet de résolution qui prévoyait le maintien de l'allègement des sanctions prises par l'ONU contre l'Iran en raison de son programme nucléaire.

Les trois signataires européens du JCPOA (l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni) avaient annoncé le 28 août qu'ils entendaient activer le mécanisme de rétablissement des sanctions (*snapback*). La [Chine](#) avait exprimé son désaccord dès le 19 août et la [Russie](#) le 29 août.

Les sanctions devraient donc être intégralement rétablies dans un délai de 30 jours. Cependant, La Russie a annoncé qu'elle allait d'ici là déposer un projet de résolution instituant une prorogation technique de la résolution 2231 (2015) afin de permettre une relance des négociations entre les parties initiales au JCPOA.

Le Pakistan s'est élevé contre toute action susceptible de déstabiliser une région déjà en crise. « La diplomatie et l'intimidation ne vont pas de pair », a-t-il lancé en apportant son soutien à l'initiative russo-chinoise.

3953 L'OTAN réaffirme son droit de se défendre après les incidents aériens attribués à la Russie

Selon Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, en quelques jours seulement, la Pologne a subi une incursion de drones, un drone est entré en Roumanie et trois MIG-31 russes sont entrés dans l'espace aérien estonien. Aussi, le Conseil de l'Atlantique-Nord, réuni le 23 septembre à Bruxelles, a estimé que Moscou portait « l'entière responsabilité de ces agissements, qui sont de nature à conduire à une escalade, risquent de donner lieu à une erreur d'appréciation et mettent des vies en danger . Tout cela doit cesser. Que la Russie ne se méprenne pas : l'OTAN et les Alliés emploieront, dans le respect du droit international, tous les outils militaires et non militaires qu'ils jugeront nécessaires pour se défendre et pour écarter toutes les menaces, d'où qu'elles viennent. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros.

Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°145 - 3 octobre 2025

ÉDITORIAL

3954 La Confrérie des Frères musulmans, la CIA et le MI6 derrière la flottille « Sumud »

Depuis le blocus maritime israélien de la bande de Gaza, en 2007, de nombreuses initiatives ont tenté d'y acheminer par bateau une aide humanitaire. Si une première tentative a peut-être été improvisée, toutes les suivantes ont été organisées par la Confrérie des Frères musulmans et sa branche palestinienne, le Hamas.

Sur le fond, ce blocus est illégal en droit international et les Frères musulmans ont raison de le briser, Israël ayant adhéré aux Nations unies et s'étant engagé à en respecter les décisions, ce qu'il ne fait pas. Le Conseil de sécurité l'a qualifié de « punition collective ».

L'affaire du Mavi Marmara, en 2010-2011-2012, aurait dû ouvrir les yeux de tous sur l'instrumentation politique des opérations humanitaires de ces flottilles. Lorsque la flottille fut arraisonnée par les Forces spéciales israéliennes et les passagers arrêtés, plusieurs d'entre eux furent hospitalisés en Türkiye, dont l'irlando-turc El-Mehdi El-Hamid, qui se fit photographier embrassant Recep Tayyip Erdoğan sur le front. Par la suite, il s'avéra qu'El-Mehdi El-Hamid était à la fois un Frère musulman et un agent de la CIA. En 2011, il sera mis au pouvoir à Tripoli par l'OTAN lors du renversement de Mouammar el-Kadhafi, puis deviendra, en 2012, le numéro 2 de l'Armée syrienne libre, c'est-à-dire des prétendus « rebelles syriens », lui qui n'avait jamais auparavant mis les pieds en Syrie.

Selon le ministère israélien des Affaires étrangères, l'un des organisateurs des nombreuses flottilles pour Gaza au cours des 15 dernières années est répertorié comme étant un agent de la PCPA, la Conférence populaire pour les Palestiniens à l'étranger. Cette organisation serait « subordonnée au Hamas et servirait d'aile au mouvement ». Un autre agent inscrit sur la liste de la PCPA est [Saïf Abu Kashik](#), qui est le PDG d'une société qui « possède des dizaines de navires participant à la flottille "Sumud" ». Par conséquent, selon le ministère, « ces navires sont secrètement la propriété du Hamas ». Il ajoute que, dans une lettre de 2021, le défunt chef du Bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, « avait approuvé publiquement l'organisation PCPA ».

La mise en cause du Frère Zaher Birawi a commencé en juin avec un [article](#) du *Telegraph*. (...)

(...) C'est lui qui a organisé et lancé la flottille « Sumud » (Résilience). Il est journaliste de la chaîne satellitaire *Al-Hiwar* (le Dialogue) du Frère Azzam Tamimi qui fait la publicité de la confrérie des Frères musulmans et de sa branche palestinienne, le Hamas.

La bonne volonté des bénévoles de ces flottilles est manipulée par les services secrets anglo-saxons pour maintenir et renforcer l'animosité entre les juifs israéliens et les Arabes palestiniens. L'interception, le 2 octobre, de treize bateaux de la flottille « Sumud » par l'armée israélienne participe à cette mise en scène. L'arrestation de plus de 200 passagers, dont Greta Thunberg, garantit la publicité de cette sinistre opération de communication de haine. L'implication conjointe de la Confrérie des Frères musulmans et de l'armée israélienne garantit la réussite de cette « stratégie de la tension ».

AMÉRIQUES

3955 Barack Obama contredit Donald Trump, malgré un post de Tylenol

Barack Obama, ancien président, a brocardé « le spectacle de son successeur dans le Bureau ovale qui fait de larges affirmations autour de certains médicaments et autisme qui ont été continuellement réfutées ». Il faisait allusion au soutien du président Trump à son secrétaire à la Santé, Joseph Kennedy Jr, lorsqu'il affirmait que ses services avaient établi un lien entre l'usage de Tylenol et l'autisme.

Or, Breitbart a exhumé un vieux [post](#) de Tylenol du 7 mars 2017 déclarant : « Nous déconseillons l'utilisation de nos produits pendant la grossesse. Merci d'avoir pris le temps de nous faire part de vos préoccupations aujourd'hui. »

3956 L'insurrection du 6 janvier 2021 était un coup monté du FBI

Selon *Blaze Media*, le FBI aurait reconnu [avoir infiltré](#) 274 agents dans la manifestation du 6 janvier 2021.

Or, l'inspecteur général du secrétariat à la Justice n'était pas parvenu à en trouver un seul, en décembre dernier.

On apprend au même moment que plusieurs dizaines de participants aux manifestations du 6 janvier et trois parlementaires (dont Tulsi Gabbard, actuelle directrice nationale du Renseignement) ont été placés par l'administration Biden sur la [liste de surveillance](#) de la Transportation Security Administration (TSA) (opération « Ciel tranquille »).

3957 - 60 % de l'aide étrangère dans la lutte contre le sida s'est perdue depuis 2003

Selon une inspection du département d'État, 60 % des fonds du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) depuis 2003 ont été [perdus](#) en frais généraux, dans les salaires élevés des dirigeants (allant jusqu'à 1,2 million de dollars annuel) et, dans certains cas, dans des programmes radicaux qui ont inclus une « Journée de commémoration des transgenres ».

3958 Des documents attestent que le fabricant de Tylenol avait conscience des risques d'autisme depuis 2018

Selon le *Daily Caller*, des documents, exhumés à l'occasion du procès intenté à Kenvue, attestent que la société Johnson & Johnson a commencé à s'inquiéter de risques d'autisme provoqués par le Tylenol en 2012, jusqu'à avoir conscience qu'ils existaient vraiment, en 2018. C'est à ce moment-là que [Johnson & Johnson](#) s'est séparé de sa division Consumer Healthcare, vendue sous le nom de Kenvue.

3959 Pfizer signe un accord avec le président Trump

Albert Bourla, PDG de Pfizer, a signé, à la surprise de ses concurrents, un [accord](#) avec le président Trump. Désormais, sa société vendra tous ses médicaments via Medicaid au prix de la « nation la plus favorisée », ce qui lie les prix des médicaments sur ordonnance aux États-Unis au

prix le plus bas comme dans d'autres pays. Pfizer s'est engagé à baisser ses prix et à construire des usines aux États-Unis en échange d'une exemption de droits de douane de trois ans.

Par ailleurs, la Maison-Blanche a dévoilé un nouveau site web baptisé TrumpRx permettant la vente de médicaments à prix réduit. Elle affirme que ce site, dont le lancement est imminent, offrira une transparence sur les prix des médicaments et les vendra à 80 % de moins que le prix du marché.

Selon la Maison-Blanche, les géants de la pharmacie réalisent actuellement 75 % de leurs bénéfices aux États-Unis. Le président Trump entend répartir leurs profits dans le monde en faisant payer plus les consommateurs des pays étrangers.

3960 Nick Fuentes et Alex Jones à nouveau censurés par YouTube

Le 24 septembre, les journalistes Nick Fuentes et Alex Jones ont tenté de rétablir leurs chaînes YouTube après qu'Alphabet Inc., la société qui l'exploite, a reconnu dans une lettre au Congrès avoir censuré ses clients sur instructions de l'équipe Biden (cf. VAI 3916). C'était manifestement encore trop tôt : les deux polémistes ont été à nouveau [censurés](#) et leurs comptes fermés dans les heures qui ont suivi.

3961 YouTube verse 24,5 millions de dollars d'indemnités à Donald Trump

YouTube, filiale de Google, a accepté de payer 24,5 millions de dollars pour régler un procès intenté par Donald Trump après la suspension de son compte à la suite des attaques du 6 janvier 2021 contre le Capitole.

Le règlement de cette affaire vieille de plus de quatre ans prévoit que 22 millions de dollars seront versés au nom de Donald Trump au Trust for the National Mall et à la construction d'une salle de bal à la Maison-Blanche. Les 2,5 millions de dollars restants seront versés à d'autres parties impliquées dans l'affaire, dont

l'écrivaine Naomi Wolf et l'American Conservative Union.

3962 Tucker Carlson remet en question le 11 Septembre

Le journaliste vedette Tucker Carlson a édité une série vidéo en cinq épisodes sur les attentats du 11 Septembre. Il y démonte à son tour la version des administrations Bush et Obama.

Il vient de débiter une [série d'émission](#) avec des personnalités contestant la version officielle du 11 Septembre et a commencé par Charlie Sheen.

Depuis la sortie de *L'Effroyable Imposture* de Thierry Meyssan, en mars 2002, la vérité apparaît de plus en plus évidente. Aujourd'hui, une majorité d'États-Uniens est convaincue que c'était un « inside job », c'est-à-dire un attentat intérieur sans lien avec le terrorisme islamique.

Donald Trump avait été le premier à exprimer ses doutes, le 11 septembre 2001 dans l'après-midi, sur New York One.

3963 Réflexion des experts militaires US sur la guerre contre les cartels

Le Combating Terrorism center de West Point a publié une [étude](#) de ce que pourrait être la guerre du Pentagone contre le narcotrafic. Elle a été rédigée par l'expert antiterroriste Brian Michael Jenkins, sous le titre : *Confronting Cartels : Military Considerations South of the Border* (Se confronter aux cartels : Considérations militaires au sud de la frontière).

3964 Donald Trump s'oppose à l'annexion de la Cisjordanie

Le président Donald Trump s'est opposé, le 25 septembre, à une annexion de la Cisjordanie, affirmant qu'il ne « permettrait pas » à Israël de concrétiser un tel projet. « Cela n'arrivera pas [...]. Cela suffit comme ça. Il est temps d'arrêter maintenant. »

3965 Benyamin Netanyahou corrige le plan de paix de Trump pour Gaza

Steve Witkoff, envoyé spécial du président Trump au Moyen-Orient, et Jared Kushner, gendre du président, ont eu un entretien de deux heures avec Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, le 28 septembre. Netanyahou a réussi à imposer plusieurs modifications du texte, en particulier sur les conditions et le calendrier du retrait israélien de Gaza.

Des fonctionnaires d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Jordanie et de Türkiye ont été furieux lorsqu'ils ont appris ces changements, selon des sources ayant des connaissances.

L'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, la Jordanie, le Pakistan, le Qatar et la Türkiye ont publié ensemble un [communiqué](#). « Ils [y] réaffirment leur engagement commun à travailler avec les États-Unis pour mettre fin à la guerre à Gaza par un accord global qui assure l'acheminement sans restriction d'une aide humanitaire suffisante à Gaza, l'absence de déplacement des Palestiniens, la libération des otages, un mécanisme de sécurité qui garantit la sécurité de toutes les parties, le retrait israélien complet, la reconstruction de Gaza et qui crée une voie de paix juste sur la base de la solution des deux États, dans le cadre duquel Gaza est pleinement intégrée avec la Cisjordanie dans un État palestinien. »

De son côté, l'autorité palestinienne a [renouvelé](#) « son engagement à travailler avec les États-Unis, les États de la région et ses partenaires pour mettre fin à la guerre contre Gaza grâce à un accord global qui assure l'acheminement suffisant de l'aide humanitaire à Gaza, la libération des otages et des prisonniers, la mise en place de mécanismes de protection du peuple palestinien, la garantie du respect du cessez-le-feu et de la sécurité pour les deux parties, la prévention de l'annexion de terres, l'arrêt du déplacement des Palestiniens ».

3966 Benyamin Netanyahou à la Maison-Blanche

Benyamin Netanyahou a été reçu, le 29 septembre à la Maison-Blanche. Il a assuré le président Donald Trump qu'il acceptait son plan en 21 points : « Je soutiens votre plan visant à mettre fin à la guerre à Gaza, qui atteint nos objectifs de guerre. » Cependant, « si le Hamas rejette votre plan, Monsieur le Président, ou s'ils prétendent l'accepter et ensuite... font tout pour le contrer, alors Israël finira le travail par lui-même. Cela peut être fait facilement, ou cela peut être fait à la dure, mais cela sera fait. Nous préférons la voie facile, mais cela doit être fait. Tous ces objectifs doivent être atteints parce que nous n'avons pas mené ce sacrifice horrible de nos jeunes hommes pour que le Hamas reste à Gaza et nous menace à maintes reprises et encore et encore de ce massacre horrible. » Ce à quoi le président Trump a répondu : « J'entends dire que le Hamas souhaite également y parvenir, et c'est une bonne chose. Sinon, comme tu le sais, Bibi, tu bénéficieras de notre soutien total pour faire ce que tu dois faire. »

Avant la conférence de presse commune, Benjamin Netanyahu avait présenté ses excuses au Premier ministre du Qatar pour les frappes israéliennes ayant visé le Hamas dans ce pays, et s'était engagé à ne plus recommencer, lors d'un appel téléphonique depuis la Maison-Blanche. Le cheikh Tamim ben Hamad Al Thani a accepté ces excuses et s'est déclaré prêt à continuer à aider à la paix.

En 2013, le Premier ministre Netanyahou avait eu un geste similaire envers le président turc Recep Tayyip Erdoğan, encouragé par le président états-unien de l'époque, Barack Obama, s'excusant pour avoir mené un raid, le 31 mai 2010, sur la flottille du *Mavi Marmara* qui transportait des passagers turcs à destination de Gaza.

Immédiatement après le départ de Benyamin Netanyahou, le président Trump a signé un [décret](#) (*Executive order*) « assurant la sécurité de l'État du Qatar ». Il bénéficie désormais du

soutien militaire du Pentagone en cas d'attaque sur son territoire.

3967 Microsoft refuse de participer à la surveillance de masse des Palestiniens

Microsoft a suspendu le contrat de l'unité 8200 des FDI avec son service de stockage de données. La société états-unienne réagissait aux [révélations](#) de +972 Magazine : l'unité 8200 interceptait les communications mobiles des Palestiniens et les stockait. Ces données avaient permis de déterminer quantité de cibles à éliminer.

3968 Pete Hegseth et Donald Trump annoncent une profonde réforme des armées

Lors d'un [discours](#) rare, prononcé devant des centaines de généraux et d'amiraux réunis à la base du Corps des Marines à Quantico, le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, a été rejoint sur scène par le président Donald Trump.

Les deux hommes ont décrit des changements fondamentaux dans la manière dont l'armée fonctionne sur le terrain, notamment la suppression des « généraux et amiraux obèses », la refonte de la manière dont les plaintes internes sont traitées et l'utilisation des armées dans les villes états-uniennes.

Le secrétaire Hegseth a évoqué la nécessité d'un changement de culture générale au sein des armées : « Fini les mois de l'identité, les bureaux DEI (Diversité, Équité et Inclusion), les hommes en robe. Fini le culte du changement climatique », a-t-il dit. Il a déclaré qu'il s'attaquait à une culture « d'aversion du risque ». « Si les mots que je prononce aujourd'hui vous bouleversent, vous devriez faire preuve d'honneur et démissionner. Nous vous remercions pour vos services. Mais je soupçonne, je le sais, que l'immense majorité d'entre vous ressent le contraire. »

Il a annoncé l'instauration d'un examen tous les six mois des capacités physiques de chaque

appelé, homme ou femme, selon les normes exigées pour les hommes, et d'un autre sur les capacités de commandement. « Il ne s'agit pas d'empêcher les femmes de servir. Si les femmes y parviennent, tant mieux. Sinon, c'est comme ça. Si aucune femme n'est qualifiée pour certains emplois de combat, tant pis. Ce n'est pas l'objectif, mais cela pourrait en être le résultat. »

De son côté, le président Trump a ouvert la voie à l'utilisation des armées contre des ennemis intérieurs, même s'ils ne portent pas d'uniforme. En d'autres termes contre des étrangers en situation irrégulière. « Nous allons être plus grands que jamais. Nous joignons à la condition physique, à la capacité, au caractère et à la force – et c'est parce que le but de l'armée des États-Unis n'est pas de protéger les sentiments de qui que ce soit – c'est le fait de protéger notre république. Et c'est la république que nous aimons beaucoup. C'est pour protéger notre pays. Nous ne serons pas politiquement corrects lorsqu'il s'agira de défendre la liberté états-unienne, et nous serons une machine de combat et de victoire [...] Ensemble, au cours des prochaines années, nous allons rendre notre armée plus forte, plus dure, plus rapide, plus féroce et plus puissante qu'elle ne l'a jamais été. »

Analyse du Réseau Voltaire

« **Le “triomphe” de Trump** », par Manlio Dinucci

Petit jeu de vérification des allégations de Donald Trump au regard, non pas de ce qui se passe en Occident, mais dans le reste du monde.

3969 JD Vance pense que la Russie devrait se réveiller face aux morts en Ukraine

Le vice-président JD Vance a [déclaré](#), le 28 septembre à Fox News, que la Russie devait « se réveiller et accepter la réalité ».

« Beaucoup de gens meurent. Combien d'autres personnes sont-ils prêts à perdre ? Combien de

personnes sont-ils prêts à tuer pour très peu, voire pas du tout, pour un avantage militaire ? »

3970 Le « Prix des citoyens du monde » de l'Atlantic Council

L'Atlantic Council a décerné, le 24 septembre à New York, le « Prix des citoyens du monde » à trois personnalités :

- Gianni Infantino, président de la Fédération internationale de football (Prix remis par Tom Brady, ancien quarterback de la NFL) ;
- Javier Milei, président argentin (prix remis par Scott Bessent, secrétaire au Trésor) ;
- [Emmanuel Macron](#), président français (prix remis par Laurence D. Fink, président et PDG de BlackRock).

3971 Six États refusent la vérification de leurs listes électorales

Pam Bondi, procureure générale, a engagé des poursuites contre la Californie, le Michigan, le Minnesota, l'État de New York, la Pennsylvanie et le New Hampshire après que ces États ont refusé de laisser le secrétariat à la Justice vérifier leurs listes électorales.

3972 Le juge William G. Young dénonce la politique migratoire du président Trump

Le juge fédéral de Boston, [William G. Young](#), a violemment critiqué la politique de contrôle de l'immigration du président Trump dans un avertissement de 161 pages.

3973 Javier Milei et Santiago Peña rencontrent Benjamin Netanyahu

Javier Milei, président argentin, et Santiago Peña, président paraguayen, ont rencontré chacun Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, lors de leurs voyages à New York. Les deux chefs d'État doivent leur élection à un petit groupe de militants israéliens.

EUROPE

3974 Léon XIV brocarde ceux qui se moquent du changement climatique

Intervenant à l'occasion du dixième anniversaire de l'encyclique *Laudato Si'*, le pape Léon XIV a [brocardé](#), en anglais, ceux qui se moquent des changements climatiques, allusion claire au président Donald Trump quelques jours après son discours aux Nations unies.

3975 Le NHS recommande les mariages entre cousins germains pakistanais

Le Service national de Santé du Royaume-Uni (NHS) a constaté que de nombreux couples pakistanais sont composés de cousins germains. Or, si le risque de maladie génétique est habituellement de 2 à 3 %, il atteint « seulement » 4 à 6 % des enfants issus de mariages entre cousins germains. En conséquence de quoi, le NHS considère comme moins dangereux d'autoriser ces mariages que d'affronter la culture pakistanaise.

3976 La France se prépare à une guerre sur son sol à partir de mars 2026

Selon *Le Canard enchaîné*, le gouvernement français a envoyé, fin août, une lettre à l'ensemble des directeurs d'hôpitaux pour leur dire de se tenir prêts à l'afflux de 10 000 à 50 000 soldats blessés, dans une période de 10 à 180 jours, à partir de mars 2026.

En d'autres termes, le gouvernement français envisage des pertes de 5 à 25 % des militaires en moins de six mois.

3977 L'Allemagne se prépare à une guerre contre la Russie

Selon le général Ralf Hoffmann, chirurgien général de la Bundeswehr, [interrogé](#) par Reuters, « réalistiquement, nous parlons d'un chiffre d'environ 1 000 soldats blessés par jour » en cas de conflit avec la Russie. « La nature de la guerre a radicalement changé en Ukraine », a-t-il déclaré, citant un passage des blessures par

balle aux blessures par explosion, aux blessures par le souffle et aux brûlures causées par des drones et des munitions de flottaison. Vu la difficulté d'évacuer des blessés sous le bombardement de drones, ils subiraient un traitement initial en première ligne, avant d'être transportés en Allemagne pour y recevoir des soins principalement dans des hôpitaux civils. Il a estimé qu'il fallait environ 15 000 lits d'hôpital dans les hôpitaux allemands, soit une capacité totale de 440 000 personnes.

3978 Gabrielius Landsbergis espère que l'Ukraine disposera de Tomahawks aussi bien que de Taurus

Gabrielius Landsbergis, ancien ministre lituanien des Affaires étrangères, a [déclaré](#), le 28 septembre à CNN, que l'utilisation des Tomahawks par l'Ukraine aiderait à « contrôler l'escalade de la Russie, ce qui réduirait les chances de déclencher la Troisième Guerre mondiale ». Mais il a dit qu'il voulait voir des paroles suivies d'action.

« Parlons des Tomahawks. Parlons des missiles Taurus, des missiles à longue portée de fabrication allemande qui pourraient être utilisés par l'Ukraine pour frapper des cibles au cœur de la Russie... »

3979 La Gay Pride hongroise interdite

La Gay Pride hongroise devait se tenir, le 4 octobre à Pécs, au sud du pays, mais elle a été interdite par la police ; décision confirmée par la Cour suprême du pays, la Kúria. En outre, cinq manifestations de néonazis avaient été autorisées en marge de l'évènement.

En juin dernier, le maire de Budapest avait permis le bon déroulement de la manifestation malgré son interdiction.

3980 Patriotes pour l'Europe et La Gauche déposent deux motions de censure de la Commission européenne

Les 84 eurodéputés du groupe Patriotes pour l'Europe ont déposé une motion de censure de

la Commission européenne (Référence : B10-0400/2025). Les 46 eurodéputés de La Gauche ont alors déposé une motion de censure concurrente (Référence B10-0402/2025). Les deux textes seront soumis au vote le 9 octobre.

3981 Le parti de Maia Sandu emporte les élections législatives moldaves

Les élections législatives moldaves se sont tenues, le 28 septembre. Les résultats sont :

- Parti action et solidarité – Igor Grosu (792 557 suffrages exprimés, soit 50,20 %) ;
- Bloc électoral patriotique – Igor Dodon (381 505 suffrages, soit 24,17 %) ;
- Bloc Alternative – Ion Ceban (125 685 suffrages, soit 7,96 %) ;
- Notre Parti – Renato Usatîi (97 852 suffrages, soit 6,20 %) ;
- Parti Démocratie à la maison (en) – Vasile Costiuc (88 679 suffrages).

Le Parti action et solidarité de la présidente Maia Sandu est publiquement pro-UE. Il a été largement soutenu par l'USAID tout en accusant ses rivaux d'être prorusses.

3982 Zelensky menace de frappes aériennes sur le Kremlin

Lors d'une [interview](#) avec le journaliste Barak Ravid (ancien officier de l'unité 8200 des FDI), le 26 septembre pour *Axios*, Volodymyr Zelensky, président ukrainien non élu, a révélé que le président Trump lui avait dit de rendre coup pour coup à la Russie. Il lui a alors demandé des missiles de précision à longue portée, Tomahawk.

Zelensky a déclaré que désormais les dirigeants russes devraient s'enquérir de leurs abris antiaériens.

3983 Volodymyr Zelensky célèbre le 84^e anniversaire du massacre de Babi Yar

Volodymyr Zelensky, président ukrainien non élu, a [célébré](#) le 84^e anniversaire du massacre de Babi Yar. Du 29 au 30 septembre 1941, 33 771 juifs furent massacrés par les nazis et leurs

collaborateurs « nationalistes intégraux ». Le massacre continua jusqu'en 1943, tuant plus de 100 000 personnes, soit la presque totalité de la communauté juive de Kiev. La route conduisant au lieu du massacre est connue aujourd'hui comme la « Route de la Mort ». Les gouvernements successifs depuis l'indépendance de l'Ukraine l'ont dénommée « Avenue Stepan Bandera », du nom du chef des « nationalistes intégraux ».

☞ En mars 2022, Volodymyr Zelensky, alors président élu ukrainien, avait [affirmé](#) que Babi Yar avait été bombardé par l'aviation russe. Le Mémorial Yad Vashem avait publié un communiqué de protestation devant cet acte antisémite. Cependant, lorsque des journalistes se rendirent sur place, ils purent constater que le site n'avait jamais été bombardé. Les accusations du président Zelensky n'étaient que de la propagande de guerre.

3984 Le GRECO plaide pour l'accès à l'information comme moyen de lutter contre la corruption

Le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe a publié, le 25 septembre, un [rapport](#) thématique intitulé « Accès à l'Information ».

3985 Le Conseil de l'Europe demande la libération des journalistes ukrainiens emprisonnés en Russie

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté à l'unanimité, le 1^{er} octobre, une [résolution](#) sur « les initiatives en faveur de la libération des journalistes ukrainiens retenus en captivité par la Fédération de Russie ».

La Russie reconnaît les droits des journalistes, mais ne les autorise pas à se rendre sur des champs de bataille à la fois pour leur propre sécurité et pour s'assurer qu'ils ne se livrent pas à de l'espionnage.

3986 La Russie soutient le plan Trump pour Gaza

Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a déclaré, le 30 septembre : « La Russie soutient toujours tous les efforts de Trump visant à mettre fin à la tragédie qui se déroule actuellement. Nous voulons que ce plan soit mis en œuvre et qu'il contribue à mener des initiatives au Moyen-Orient dans le respect de la paix. »

3987 Le SVR anticipe une opération sous faux drapeau des Ukrainiens et des Polonais

Selon un [communiqué](#) du Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR), daté du 30 septembre, la direction principale du Renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine en collaboration avec les services spéciaux polonais élabore une provocation pour faire accroire à une escalade de la guerre par la Russie.

Pour ce faire, des membres des Légions de la liberté de la Russie et du « régime » biélorusse ont été sélectionnés.

AFRIQUE

3988 Abdelkader Haddad a fui l'Algérie

Le général Abdelkader Haddad, alias « Nasser El Djinn » (Le Diable), directeur de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi), a fui l'Algérie, le 17 septembre, conduisant le président, Abdelmadjid Tebboune, à annuler sa présence à la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Il a trouvé asile en Espagne. On ignore les raisons de sa défection.

3989 Protestations massives de la jeunesse au Maroc

Un mouvement spontané a embrasé les rues du Maroc depuis le 27 septembre. Les manifestants de la génération Z, c'est-à-dire des moins de

vingt-cinq ans, ont scandé : « Le peuple veut la chute de la corruption ! » ou « Liberté, dignité et justice sociale ! »

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, plus de 140 véhicules de police et 20 voitures de particuliers ont été incendiés et les manifestants ont pris d'assaut des administrations, des agences bancaires et des commerces, notamment à Inzegane et Oujda.

Deux personnes ont été abattues par des gendarmes alors qu'elles tentaient « de prendre d'assaut » une brigade à Leqliâa, près d'Agadir.

3990 Joseph Kabila condamné par contumace à la peine de mort

En exil, l'ancien président de la RDC, Joseph Kabila, a été jugé en son absence et sans défense. Il a été condamné à la peine de mort, le 30 septembre, reconnu coupable de viols, de tortures, de déportations, d'homicides, de trahison, de participation à un mouvement insurrectionnel, etc.

Félix Tshisekedi, actuel président, le considère comme responsable de l'insurrection du M23 soutenu par le Rwanda.

3991 Protestations massives de la jeunesse à Madagascar

Reprenant le drapeau pirate coiffé d'un chapeau de paille tiré du manga *One Piece* déjà vu lors des contestations en Indonésie et au Népal et baptisé en référence à la génération née avec l'an 2000, le mouvement Gen Z a embrasé Madagascar, via les réseaux sociaux. Les foules ont scandé *Miala Rajoelina* (Rajoelina dégage), appelant au renversement du président de la République.

Le mouvement appelle la fonction publique à « se joindre à la grève générale ». Le principal syndicat des inspecteurs du travail ainsi que de la société nationale de distribution d'eau et d'électricité (Jirama) ont annoncé se mettre en grève.

La répression aurait fait au moins 22 morts et des centaines de blessés d'après un bilan de l'ONU daté du 29 septembre.

ASIE

3992 Bezalel Smotrich s'oppose au plan de paix Trump pour Gaza

Bezalel Smotrich, ministre des Finances (Parti du sionisme religieux), a posé six conditions pour accepter ce plan :

1. La fin de la guerre uniquement par le démantèlement et la démilitarisation complète et authentique du Hamas et de la bande de Gaza.
2. Les forces israéliennes doivent rester sur le périmètre de la bande de Gaza, y compris sur le couloir de Philadelphie le long de la frontière entre Gaza et l'Égypte, et jouir d'une totale liberté d'action sur l'ensemble du territoire côtier.
3. Aucun rôle ne sera consenti à l'autorité palestinienne pour gouverner la bande de Gaza, pas même de manière oblique, car un tel rôle équivaldrait à reconnaître un État palestinien.
4. L'accord ne devrait pas contenir « même pas un indice » de la mention d'un État palestinien. « L'idée d'un État palestinien doit être complètement retirée de la table des négociations. »
5. Le Qatar, cet « hypocrite à double face qui parraine la terreur », ne jouera aucun rôle.
6. La frontière vers l'Égypte sera ouverte pour permettre aux Palestiniens qui veulent quitter Gaza d'aller sur toute terre qui les accepterait. Il a soutenu une proposition visant à déplacer tous les résidents de Gaza à l'étranger.

Le 30 septembre, Bezalel Smotrich a commenté sur X l'acceptation du plan Trump par le Premier ministre : « C'est une occasion historique manquée de se libérer des enchaînements des Accords d'Oslo. C'est un

échec diplomatique retentissant, une cécité délibérée, et une trahison de toutes les leçons de l'attaque du 7 octobre. À mon avis, tout cela finira par des larmes. »

3993 Le plan de paix états-unien et ses corrections après discussion avec Benyamin Netanyahu

• Le *Times of Israël*, a publié la [première version](#) du plan états-unien pour Gaza en 21 points – présenté, le 23 septembre, aux États arabes en marge de l'Assemblée générale de l'ONU –, tandis que Rapid Response 47 a publié le [même texte après correction](#) lors de la réunion entre Steve Witkoff et Benyamin Netanyahu (voir ci-dessous). Elle ne contient plus que 20 points.

1. Gaza deviendra une zone déradicalisée et exempte de terrorisme, ne représentant aucune menace pour ses voisins.

2. Gaza sera reconstruite au bénéfice de la population de Gaza, qui a trop souffert.

3. Si les deux parties acceptent cette proposition, la guerre prendra fin immédiatement. Les forces israéliennes se retireront jusqu'à la ligne convenue afin de préparer la libération des otages.

[Ajout :] *Pendant ce temps, toutes les opérations militaires, y compris les bombardements aériens et d'artillerie, seront suspendues, et les lignes de front resteront gelées jusqu'à ce que les conditions d'un retrait progressif complet soient réunies.*

4. Dans les 72 heures suivant l'acceptation publique de cet accord par Israël, tous les otages, vivants et décédés, seront restitués.

5. Une fois tous les otages libérés, Israël libérera [Précision :] 250 prisonniers condamnés à perpétuité, ainsi que 1 700 Gazaouis détenus après le 7 octobre 2023, y compris les femmes et les enfants détenus dans ce contexte. Pour chaque otage israélien dont les restes seront libérés, Israël restituera les restes [Précision :] de 15 Gazaouis décédés.

6. Une fois tous les otages libérés, les membres du Hamas qui s'engagent à une coexistence pacifique et à retirer leurs armes bénéficieront d'une amnistie. Les membres du Hamas souhaitant quitter Gaza bénéficieront d'un passage sûr vers les pays d'accueil.

7. Dès l'acceptation de cet accord, l'aide sera immédiatement acheminée dans la bande de Gaza dans son intégralité. Les quantités d'aides seront au minimum conformes à celles prévues dans l'accord du 19 janvier 2025 relatif à l'aide humanitaire,

[Ajout :] *incluant la réhabilitation des infrastructures (eau, électricité, assainissement), la réhabilitation des hôpitaux et des boulangeries, et l'entrée du matériel nécessaire au déblaiement des décombres et à la réouverture des routes.*

8. L'entrée de l'aide et de la distribution dans la bande de Gaza se fera sans interférence des deux parties, par l'intermédiaire des Nations Unies et de ses agences, du Croissant-Rouge et d'autres institutions internationales indépendantes de toute autre partie [la Fondation humanitaire de Gaza ?]. L'ouverture du point de passage de Rafah dans les deux sens sera soumise au même mécanisme que celui mis en œuvre dans l'accord du 19 janvier 2025.

9. Gaza sera administrée sous la gouvernance transitoire temporaire d'un comité palestinien technocratique et apolitique, chargé de la gestion quotidienne des services publics et des municipalités pour la population de Gaza. Ce comité sera composé de Palestiniens qualifiés et d'experts internationaux, sous la supervision d'un nouvel organe international de transition, le « Conseil de la paix », présidé par le président Donald J. Trump. La composition des autres membres et chefs d'État sera annoncée ultérieurement, dont l'ancien Premier ministre Tony Blair. Cet organe définira le cadre et gèrera le financement du réaménagement de Gaza jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne ait achevé son programme de réformes,

[Ajout :] *tel que décrit dans diverses propositions, notamment dans le plan de paix du président Trump de 2020 et la proposition franco-saoudienne, et qu'il puisse*

reprendre le contrôle de Gaza de manière sûre et effective. Cet organe s'appuiera sur les meilleures normes internationales pour instaurer une gouvernance moderne et efficace, au service de la population de Gaza et propice à l'attraction des investissements.

10. Un plan de développement économique Trump visant à reconstruire et dynamiser Gaza sera élaboré en réunissant un panel d'experts ayant contribué à la naissance de certaines des villes miracles modernes et prospères du Moyen-Orient.

[Ajout :] De nombreuses propositions d'investissement judicieuses et des idées de développement prometteuses ont été élaborées par des groupes internationaux bien intentionnés et seront examinées afin de synthétiser les cadres de sécurité et de gouvernance pour attirer et faciliter ces investissements, créateurs d'emplois, d'opportunités et d'espoir pour l'avenir de Gaza.

11. Une zone économique spéciale sera créée, avec des tarifs douaniers et des taux d'accès préférentiels à négocier avec les pays participants.

12. Personne ne sera contraint de quitter Gaza, et ceux qui le souhaitent seront libres de le faire et de revenir. Nous encouragerons la population à rester et lui offrirons la possibilité de construire un Gaza meilleur.

13. Le Hamas et les autres factions s'engagent à ne jouer aucun rôle dans la gouvernance de Gaza, directement, indirectement ou sous quelque forme que ce soit. Toutes les infrastructures militaires, terroristes et offensives, y compris les tunnels et les installations de production d'armes, seront détruites et non reconstruites.

[Ajout :] Un processus de démilitarisation de Gaza sera mis en place sous la supervision d'observateurs indépendants. Ce processus comprendra la mise hors service définitive des armes, conformément à un processus de démantèlement convenu, et sera soutenu par un programme de rachat et de réintégration financé par la communauté internationale, vérifié par les observateurs indépendants.

La Nouvelle Gaza s'engagera pleinement à bâtir une économie prospère et à coexister pacifiquement avec ses voisins.

14. Les partenaires régionaux fourniront une garantie que le Hamas et les factions respecteront leurs obligations et que la Nouvelle Gaza ne représentera aucune menace pour ses voisins ni pour sa population.

15. Les États-Unis collaboreront avec leurs partenaires arabes et internationaux pour mettre en place une Force internationale de stabilisation (FSI) temporaire afin de mettre immédiatement en œuvre les mesures nécessaires. Elle se déploiera à Gaza. Les FSI formeront et soutiendront les forces de police palestiniennes agréées à Gaza,

[Ajout :] et consulteront la Jordanie et l'Égypte, qui possèdent une vaste expérience dans ce domaine. Cette force constituera la solution de sécurité intérieure à long terme. Les FSI travailleront avec Israël et l'Égypte pour contribuer à la sécurité des zones frontalières, aux côtés des forces de police palestiniennes nouvellement formées. Il est crucial d'empêcher l'entrée de munitions à Gaza et de faciliter la circulation rapide et sécurisée des marchandises pour reconstruire et revitaliser Gaza. Un mécanisme de déconfliction sera convenu entre les parties.

16. Israël n'occupera ni n'annexera Gaza. Une fois le contrôle et la stabilité établis par les FSI, les Forces de défense israéliennes (FDI) se retireront conformément aux normes, aux étapes et aux calendriers de démilitarisation qui seront convenus entre Tsahal, les FSI, les garants et les États-Unis, l'objectif étant de sécuriser Gaza et de ne plus représenter de menace pour Israël, l'Égypte ou ses citoyens. Concrètement, Tsahal transférera progressivement le territoire de Gaza qu'il occupe aux FSI, conformément à un accord conclu avec l'autorité de transition, jusqu'à son retrait complet de Gaza, à l'exception d'un périmètre de sécurité qui sera maintenu jusqu'à ce que Gaza soit véritablement protégée contre toute menace terroriste.

17. Si le Hamas retarde ou rejette cette proposition, les opérations susmentionnées, y compris l'intensification de l'aide humanitaire,

se poursuivront dans les zones libérées du terrorisme transférées par Tsahal aux FSI.

18. Un dialogue interreligieux sera mis en place, fondé sur les valeurs de tolérance et de coexistence pacifique, afin de tenter de faire évoluer les mentalités et les discours des Palestiniens et des Israéliens en mettant l'accent sur les bénéfices de la paix.

[Supprimé :] 18bis. *Israël accepte de ne pas mener de futures frappes sur le Qatar. Les États-Unis et la communauté internationale reconnaissent l'important rôle de médiateur de Doha dans le conflit de Gaza.*

[Supprimé :] 19bis. *Un processus de déradicalisation de la population sera mis en place. Il s'agira notamment d'un dialogue interconfessionnel visant à modifier les mentalités et les récits israéliens et à Gaza.*

19. Avec la progression du réaménagement de Gaza et la mise en œuvre fidèle du programme de réforme de l'AP, les conditions pourraient enfin être réunies pour une voie crédible vers l'autodétermination et l'indépendance palestiniennes, aspirations que nous reconnaissons comme celles du peuple palestinien.

20. Les États-Unis établiront un dialogue entre Israël et les Palestiniens afin de convenir d'un horizon politique pour une coexistence pacifique et prospère.

- Selon le *Washington Post*, le [plan actuel](#) se dirige vers la reconnaissance de l'État palestinien. Il intègre une grande partie du précédent, mais comprend de nouveaux éléments tels qu'une promesse israélienne qu'il n'occupera pas ou n'annexera pas Gaza et ne lancera « aucune nouvelle attaque contre le Qatar ».

Cependant, ce plan ne comporte aucun calendrier du retrait israélien.

« Au lieu que le Hamas nous isole, nous avons inversé la tendance et isolé le Hamas », s'est vanté Benjamin Netanyahu dans une vidéo publiée, le 30 septembre.

Selon *Haaretz* : « Netanyahu présente l'accord en des termes politiques clairement destinés à pousser le Hamas à dire non. Il suffit de suivre ses porte-paroles dans les médias israéliens, d'Amit Segal de la Douzième chaîne à l'orchestre symphonique pro-Bibi de la Quatorzième chaîne, pour comprendre la stratégie : humilier le Hamas pour le pousser à rejeter l'accord. »

3994 David Petraeus reçoit Ahmed al-Charaa

David Petraeus, ancien directeur de la CIA, a reçu Ahmed el-Charaa, président syrien autoproclamé, le 22 septembre à New York, au [Concordia Annual Summit](#) (Democracy, Security & Geopolitical Risk).

Il s'est félicité de la [victoire d'al-Charaa](#) après avoir organisé l'[opération Timber Sycamore](#), le plus important trafic d'armes de l'histoire au profit des jihadistes.

3995 Un Trump Plaza à Djeddah

Le promoteur immobilier londonien Dar Global a annoncé, le 28 septembre, son intention de lancer, en franchise, un Trump Plaza à Djeddah, au bord de la mer Rouge, sa deuxième collaboration avec la Trump Organization, le regroupement de sociétés contrôlées par les enfants du président Trump.

Ce projet d'un milliard de dollars sera le deuxième de la marque Trump en Arabie saoudite, après l'inauguration de la Trump Tower Jeddah en décembre dernier.

3996 L'Arabie saoudite investit dans les jeux électroniques

Jared Kushner, gendre du président Trump, a facilité le rachat par le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite et les fonds d'investissement Silver Lake et Affinity Partners (dont Kushner est le président) du géant états-

unien du jeu vidéo Electronic Arts (EA) pour de 55 milliards de dollars.

Analyse du Réseau Voltaire

• « **Après le “Grand Israël”, Netanyahu plaide pour une “Super-Sparte” et “le boulot à Gaza”** », par Thierry Meyssan

La dérive de Benjamin Netanyahu d'un conservatisme assumé vers le nazisme est de plus en plus évidente. Après avoir revendiqué la mission « historique et spirituelle » de réaliser le « Grand Israël », c'est-à-dire de conquérir les territoires de ses sept voisins, il vient d'appeler à transformer Israël en une « super-Sparte », c'est-à-dire à militariser l'État et à cesser tout commerce avec ses alliés. Si les mots ont un sens, il ne cesse de nous faire comprendre que ses références sont les fascistes Vladimir Jabotinsky et Leo Strauss. De dérive en dérive, il s'est livré à un exercice de mensonge éhonté devant l'Assemblée générale des Nations unies, attribuant de sombres pensées à ses adversaires et réclamant le droit de continuer à massacrer.

• « **Netanyahu veut s'emparer de l'algorithme de TikTok et déclare que “sa bataille” se livre sur les réseaux sociaux** », par Alfredo Jalife-Rahme

Benjamin Netanyahu entend prendre le contrôle des jeunes générations occidentales en prenant celui des principaux réseaux sociaux. Il l'a expliqué lors d'une conférence au consulat général d'Israël à New York. Il dispose, a priori, du soutien d'Elon Musk et pourrait s'emparer de l'algorithme de TikTok.

3997 Les conditions des Émirats pour rencontrer Netanyahu

Selon l'analyste [Abdulkhaleq Abdulla](#) : « Les Émirats arabes unis ont posé trois conditions préalables à la rencontre de leur ministre des Affaires étrangères avec Netanyahu.

1. Accepter le plan de Trump pour arrêter la guerre de Gaza.
2. Arrêter l'annexion de la Cisjordanie.
3. Autoriser un flux illimité d'aide humanitaire des Émirats arabes unis vers Gaza. »

3998 Le Qatar souligne que la reconnaissance de l'État palestinien doit se traduire en actes

Hind Abdulrahman Al Muftah, représentant permanent de l'État du Qatar aux Nations unies à Genève, intervenant le 30 septembre au débat sur les droits de l'homme en Palestine, a [souligné](#) que « la nécessité de reconnaître que l'État palestinien ne doit pas rester de l'encre sur du papier. Il a demandé à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités juridiques et morales et de prendre des mesures efficaces pour faire pression sur Israël, la puissance occupante, afin qu'il mette fin à la guerre et aux crimes de génocide dans la bande de Gaza, aux déplacements forcés et à la famine de sa population, et qu'elle permette l'entrée d'une aide humanitaire suffisante, ainsi que de mettre fin à l'occupation de tous les territoires palestiniens et arabes. »

3999 Selon le général Safavi, l'Iran pourrait rejoindre le pacte de défense pakistano-saoudien

Le général Yahya Rahim Safavi, conseiller militaire du guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a suggéré, le 28 septembre, que l'Iran rejoigne le pacte de défense entre l'Arabie saoudite et le Pakistan.

4000 L'Iran construit un supersite souterrain

Selon des images satellite étudiées par le *Washington Post*, l'Iran construit depuis la fin 2024 un site souterrain à Kuh-e Kolang Gaz La (« Montagne de la pioche »). Il serait à environ 100 mètres de profondeur, donc capable de résister aux bombes pénétrantes états-uniennes. On ignore à quoi ce site est destiné.

L'Iran dispose de 450 kilos d'uranium enrichi, mais on ne sait pas où il est entreposé et s'il est accessible après les bombardements états-uniens.

Selon un [rapport](#) de David Albright, Sarah Burkhard & Andrea Stricker (Institute for Science and International Security), intitulé

Analysis of IAEA Iran Verification and Monitoring and NPT Safeguards Reports (Analyse des rapports de l'AIEA sur la vérification et la surveillance de l'Iran et les garanties du TNP), les attaques états-uniennes et israéliennes ont détruit ou rendu inutilisables l'ensemble des près de 22 000 centrifugeuses iraniennes à Fordow, Natanz et Ispahan.

Dans un entretien, diffusé le 29 septembre par Frontline (PBS), Ali Larijani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, a déclaré que si les sanctions étaient appliquées, « nous mettrons fin à notre collaboration avec l'AIEA ».

Surtout, Ali Larijani a [confirmé](#) que l'Iran avait découvert une nouvelle technologie.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4001 Le Pentagone s'apprêterait à agir en Iran

Selon le *Kenya Times*, le Pentagone aurait [déployé](#) une armada de 30 avions ravitailleurs à proximité de l'Iran. Il s'agirait de Boeing KC-135 Stratotanker et de Boeing KC-46 Pegasus.

4002 Le Pakistan pourrait participer à la Force internationale de stabilisation à Gaza

Le Pakistan pourrait participer à la force internationale de stabilisation (FSI) à Gaza. Le gouvernement civil actuel de Shehbaz Sharif est d'abord au service des Anglo-Saxons, tandis que son armée poursuit sa politique d'hégémonie régionale. Il faut se souvenir que, dans les années 1970-1971, le Frère Muhammad Zia-ul-Haq, alors chef des armées, avait organisé le massacre de Septembre noir en Jordanie. Il avait ainsi éliminé la plupart des combattants de l'OLP et du FPLP, ouvrant ainsi la voie à la

création du Hamas par la Confrérie quinze ans plus tard.

4003 La Chine remet en question le concept anglo-saxon de « liberté de navigation »

Un [rapport](#) de l'Institut chinois des Affaires maritimes, intitulé *Legal Assessment of the United States' "Freedom of Navigation"* (Évaluation juridique du concept de « liberté de navigation » des États-Unis) a été publié en août. Il conclut que la « liberté de navigation » n'a pas de fondement en droit international qu'elle le déforme gravement en faisant fi des traités internationaux. Elle perpétue la logique de la « diplomatie des canonnières » et reflète la pratique habituelle des États-Unis en utilisant la force militaire pour faire pression sur d'autres pays.

4004 Le Sanseitō se tourne vers Trump et Bannon

Le parti [Sanseitō](#) (Faites-le vous-même !!) a ouvert une division internationale pour établir des liens avec les personnalités étrangères partageant leurs vues, principalement Donald Trump et Steve Bannon.

Sanseitō a défendu le droit de ne pas porter de masques chirurgicaux et de ne pas accepter les médicaments anti-Covid abusivement qualifiés de vaccins. Il est d'un côté écologique, de l'autre favorable au retour du *Rescrit impérial sur l'éducation*, c'est-à-dire aux principes de l'ère Meiji (antérieurs à « l'impérialisme japonais » des années 1926 à 1945) .

Ce parti est qualifié « d'extrême-droite », alors qu'il n'en a aucune caractéristique et que le seul parti défendant « l'impérialisme japonais » de l'ère Sowa est le Parti Libéral-Démocrate (PLD) aujourd'hui en chute libre, quoique toujours majoritaire au Parlement.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4005 L'Assemblée générale de l'ONU et la situation à Gaza

L'Assemblée générale des Nations unies a débattu, le 1^{er} octobre, de la paralysie du Conseil de sécurité après le veto états-unien du 18 septembre. Washington s'était opposé à une résolution sur un cessez-le-feu à Gaza, arguant qu'il ne condamnait pas le Hamas et ne reconnaissait pas le droit d'Israël à se défendre.

Le débat a été chamboulé par le « plan de paix Trump » que tous les orateurs ont salué. Le nouveau représentant permanent des États-Unis, Mike Waltz, a fait valoir qu'il incluait non seulement un cessez-le-feu immédiat, mais aussi la libération des otages, le désarmement du Hamas, la démilitarisation de Gaza et la reconstruction économique.

Le débat a alors quitté la situation à Gaza et s'est orienté vers une critique du droit de veto.

4006 Le Conseil de Sécurité valide une Force de répression des gangs à Haïti

Le Conseil de sécurité a adopté, le 30 septembre, une résolution autorisant les États membres de l'ONU à transformer la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti en Force de répression des gangs (FRG) pour une période initiale de 12 mois. Cette force, dont les frais de personnel seront financés par des contributions volontaires, disposera d'un effectif total autorisé de 5 550 personnes, dont 5 500 agents en tenue et 50 civils.

La Chine, la Fédération de Russie et le Pakistan, qui se sont abstenus, ont déploré que la résolution ne précise pas les règles d'engagement, la composition de la Force, l'application du principe de responsabilité et les modalités pour éviter des victimes civiles.

4007 L'UE et la CPE marchent sur les mêmes terrains

Le sommet de la Communauté politique européenne (CPE) (« les 47 »), qui s'est tenu le 2 octobre à Copenhague, s'est penché sur les mêmes problématiques et préoccupations que celles évoquées la veille par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (« les 27 ») : comment rendre le continent européen plus fort et plus apte à se défendre contre toutes les agressions et tentatives de déstabilisation.

La CPE a presque exactement les mêmes participants que le Conseil de l'Europe. Elle a été créée avant que la Russie ne quitte cette organisation.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°146 - 10 octobre 2025

ÉDITORIAL

4008 Le cardinal Pietro Parolin et le pape Léon XIV dénoncent le massacre à Gaza

Le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège, a accordé, le 6 octobre, un [entretien](#) aux médias du Vatican.

Après avoir répété la position du pape sur l'attaque du 7 octobre en Israël (« La violence brutale perpétrée contre des enfants, des femmes, des jeunes et des personnes âgées, ne peut avoir aucune justification ») et les 21 appels publics du pape François pour la libération des otages, il a réaffirmé « le droit de ceux qui sont attaqués de se défendre, mais même la légitime défense doit respecter le principe de proportionnalité ».

Il a déploré que « ceux qui se nourrissent de ces informations [mensongères] attribuent aux Juifs en tant que tels, la responsabilité de ce qui se passe aujourd'hui à Gaza ».

Il a poursuivi : « Il semble évident que la guerre menée par l'armée israélienne pour vaincre les miliciens du Hamas ne tient pas compte du fait qu'elle a en face d'elle une population pour la plupart sans défense et à bout de forces, dans une zone parsemée de maisons et d'immeubles rasés. Il me semble tout aussi évident que la communauté internationale est malheureusement impuissante et que les pays qui ont jusqu'à présent une réelle influence n'ont pas agi pour mettre fin au carnage en cours. Je ne peux que répéter les paroles très claires prononcées à ce sujet le 20 juillet dernier par le Pape Léon XIV : *“J'appelle la communauté internationale à respecter le droit humanitaire et l'obligation de protéger les civils, ainsi que l'interdiction des punitions collectives, de l'usage indiscriminé de la force et du déplacement forcé de la population”*. »

L'ambassade d'Israël à Rome a vivement critiqué ces propos en posant « qu'il n'y a pas d'équivalence morale entre un État démocratique qui protège ses citoyens et une organisation terroriste qui cherche à les tuer ».

Le pape Léon XIV a validé l'entretien de S. Ém. Pietro Parolin : « Le cardinal a très bien exprimé l'opinion du Saint-Siège », a-t-il déclaré à Castel Gondolfo.

AMÉRIQUES

4009 La réunion de Benjamin Netanyahu avec de grands capitalistes US

La réunion à New York de Benjamin Netanyahu et de quelques entrepreneurs états-uniens comprenait au moins Jacob Helberg, ancien conseiller de la société de données Palantir, sous-secrétaire d'État désigné (mais pas encore confirmé) à la Croissance économique, à l'Énergie et à l'Environnement ; Peter Thiel, président-fondateur de Palantir ; Eric Glyman, PDG de la société fintech Ramp ; Eric Wu et Keith Rabois, fondateurs de la société immobilière en ligne Opendoor ; Guillermo Rauch, PDG de la société de cloud computing Vercel ; et Josh Wolfe, cofondateur de la société de capital-risque Lux Capital.

4010 Donald Trump a convaincu Benjamin Netanyahu d'accepter le plan de paix

Selon *Axios*, le président Donald Trump a [déclaré](#) à Benjamin Netanyahu lorsque celui-ci lui a fait part d'un probable refus du Hamas : « Tu es toujours tellement négatif ! » Il l'a convaincu que son plan de paix était une victoire pour Israël et qu'il devait l'accepter.

4011 L'affaire « Arctic Frost » : Joe Biden espionnait-il ses adversaires politiques ?

Le sénateur républicain Chuck Grassley (Iowa), président de la Commission des Lois, a révélé de [nouveaux documents](#) sur l'enquête du FBI « Arctic Frost » (gel arctique). L'administration Biden avait illégalement espionné les activités d'une centaine d'associations liées au Parti républicain, ainsi que de huit sénateurs (Lindsey Graham [Caroline du Sud], Bill Hagerty [Tennessee], Josh Hawley [Montana], Dan Sullivan [Alaska], Tommy Tuberville [Alaska], Ron Johnson [Wisconsin], Cynthia Lummis [Wyoming] et Marsha Blackburn [Tennessee]), et d'un représentant (Mike Kelly [Pennsylvanie]).

Jack Smith, ancien procureur spécial, a supervisé « Arctic Frost », ce qui lui a valu d'être qualifié par le président Trump de « véritable escroc ».

Les membres démocrates de la commission ont estimé que les documents publiés ne permettaient pas d'évaluer l'ampleur de l'affaire. Selon eux, si toute surveillance est condamnable, il est trop tôt pour crier au scandale et d'autres interprétations des mêmes documents sont sûrement possibles.

4012 Pam Bondi dénonce la « militarisation » du gouvernement de Joe Biden

Pam Bondi, procureure générale, a [été auditionnée](#) par la Commission sénatoriale des Lois, le 7 octobre. Elle n'a guère répondu aux questions sur l'affaire Epstein, les attaques des bateaux des cartels vénézuéliens ou les accusations de corruption contre Tom Homan. Elle a consacré l'essentiel de ses cinq heures de présence à mettre en cause la « militarisation » du gouvernement de l'ancien président Joe Biden.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Poutine propose une “coexistence pacifique” à Trump lors du sommet du club de Valdai à Sotchi](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Alors que les relations entre les Nations unies et la Fédération de Russie tournent au vinaigre, le président Vladimir Poutine a proposé la paix à son collègue Donald Trump. C'est la dernière tentative avant un possible cataclysme.

• « [Les pacificateurs](#) », par Manlio Dinucci

Alors que le plan de paix du président Trump, modifié par Benjamin Netanyahu, ne comprend plus de calendrier du retrait israélien, Israël se prépare à se maintenir indéfiniment dans la Bande de Gaza et prévoit de continuer à grignoter la Cisjordanie.

4013 Un document de la CIA de 2016 alertait sur la corruption des Biden

Un document de la CIA récemment publié a révélé que le vice-président Joseph R. Biden avait cherché à supprimer un rapport de renseignement de 2016 dans lequel des responsables du gouvernement ukrainien « réfléchissaient » aux liens de sa famille avec des « pratiques commerciales corrompues en Ukraine ».

Le représentant républicain James Comer (Kentucky), président de la Commission de Surveillance et de Réforme du gouvernement, a déclaré que le rapport déclassifié « soutient notre enquête sur les accords commerciaux étrangers corrompus de la famille Biden ».

4014 La Cour suprême et les « thérapies de conversion »

La Cour suprême est apparue embarrassée par une demande visant à faire annuler la loi du Colorado interdisant les « thérapies de conversion ». À ce jour, il n'existe aucune étude sérieuse sur les méthodes psychologiques visant à « convertir » des adolescents gays en hétérosexuels. Le Colorado a plaidé qu'il était de son devoir de prévenir des thérapies dont les conséquences sur les adolescents pouvaient être dévastatrices. Tandis que la plaignante a plaidé qu'interdire ces thérapies était comparable à interdire des opinions. En effet, il n'y a pas de différence entre encourager un adolescent à être gay et à l'en dissuader.

Dans le même temps, la Commission européenne considère que « ces pratiques ne sont pas des thérapies, elles s'attaquent à la dignité humaine ». Elle vient de publier sa [stratégie quinquennale](#) pour assurer l'égalité des personnes LGTBIQ+.

4015 Chicago, zone interdite aux fonctionnaires fédéraux de l'ICE

Brandon Johnson, maire de Chicago, anticipant un possible déploiement de l'United States Immigration and Customs Enforcement (ICE) et

de la Garde nationale, a décrété que les fonctionnaires fédéraux ne pourront plus avoir accès aux zones appartenant à la municipalité.

EUROPE

4016 Les Britanniques et les États-Uniens ont soutenu le coup d'État de Soeharto

Selon Declassified UK, durant la Guerre froide, le gouvernement travailliste d'Harold Wilson a [soutenu](#) le coup d'État du général Soeharto, en Indonésie, contre les communistes.

4017 Manifestation de masse à Rome contre le massacre des Palestiniens

Deux millions d'Italiens ont participé, le 3 octobre, à une grève pour dénoncer le massacre des Gazaouis. Deux cent cinquante mille personnes selon la police et 1 million selon les organisateurs ont participé à une grande manifestation à Rome, le 4 octobre.

D'autres manifestations ont également eu lieu, le même jour, à Barcelone et à Madrid.

4018 Bart De Wever s'oppose au vol des avoirs russes par la Commission européenne

Bart De Wever, Premier ministre belge, s'est insurgé, lors d'une conférence de presse, le 2 octobre, contre toute tentative de payer la reconstruction de l'Ukraine en volant les avoirs russes.

👉 Euroclear, la plus grande société européenne de dépôt, est située en Belgique. C'est elle qui détient les principaux avoirs russes européens.

4019 L'Allemagne pourrait se retirer de l'Eurovision

Friedrich Merz, chancelier allemand, a déclaré à l'ARD le 5 octobre, que si Israël était exclu du concours Eurovision de la chanson, l'Allemagne

s'en retirerait. « Il est scandaleux que cela soit même discuté. Israël appartient à l'Eurovision. »

4020 Donald Tusk s'oppose à l'extradition d'un suspect dans l'affaire du sabotage de *Nord Stream*

La justice allemande poursuit son enquête sur le sabotage des gazoducs *Nord Stream* en privilégiant l'hypothèse d'un groupe de sept plongeurs ukrainiens à bord du voilier *Andromeda*. Elle a fait arrêter Serhii K. en Italie, le 21 août. Elle vient de faire arrêter Volodymyr Z., le 30 septembre, en Pologne.

Cependant, à la surprise des magistrats allemands, Donald Tusk, Premier ministre polonais, s'est opposé à l'extradition du suspect. Varsovie considère que ce qui est grave, ce n'est pas d'avoir saboté *Nord Stream*, mais de l'avoir construit.

4021 Karol Nawrocki entend empêcher la naturalisation de deux millions d'immigrés ukrainiens

Karol Nawrocki, président polonais, a proposé d'allonger – de trois à dix ans – la durée du séjour nécessaire en Pologne pour obtenir la citoyenneté. Il s'agit de prévenir la possible naturalisation de deux millions d'immigrés ukrainiens.

4022 Andrej Babiš remporte les élections tchèques

Les élections législatives tchèques se sont tenues les 3 et 4 octobre. Les résultats sont :

- ANO (leader : Andrej Babiš) : 1 940 507 de suffrages exprimés, soit 34,51 % des voix (80 sièges).
- SPOLU (leader : Petr Fiala) : 1 313 346 de suffrages, soit 23,36 % des voix (52 sièges).
- STAN (leader : Vít Rakušan) : 631 512 de suffrages, soit 11,23 % des voix (22 sièges).

L'Action des citoyens mécontents (ANO) du milliardaire populiste Andrej Babiš revient au pouvoir après la parenthèse libérale-

conservatrice de Petr Fiala. Elle est favorable à l'UE quoique proche de la Russie. Elle est compatible avec le président de la République, le général Petr Pavel. Ce dernier avait en effet annoncé qu'il refuserait de nommer des ministres opposés à l'UE ou à l'OTAN.

☞ L'ANO d'Andrej Babiš siégeait, jusqu'en juin 2024 au Parlement européen, au sein de Renew Europe avec Renaissance d'Emmanuel Macron. Il est désormais membre de Patriots for Europe (PfE) avec le Rassemblement national de Marine Le Pen et Fidesz de Viktor Orbán.

L'ANO devrait s'opposer à l'Agenda vert de l'UE comme au processus d'admission de l'Ukraine.

4023 Les patrons de presse s'opposent à la création de registres nationaux de presse dans l'UE

News Media Europe, l'Association européenne des médias magazines (EMMA) et l'Association européenne des éditeurs de journaux (ENPA) s'insurgent contre la création de registres nationaux de presse contrôlés par l'État. Ce qui, selon les trois organisations patronales, reviendrait à « transformer l'obligation des États membres de créer des bases de données en une obligation d'enregistrement pour les prestataires de services de médias ».

☞ Les patrons de presse ont compris l'obligation de déclarer qui sont leurs propriétaires et quels sont leurs financements comme ne devant pas être du domaine public. Aussi demandent-ils de respecter la « tradition d'autorégulation » de la profession.

4024 L'UE pourrait restreindre les déplacements des diplomates russes

Selon le *Financial Times* du 7 octobre, l'UE pourrait exiger des diplomates russes qu'ils préviennent à l'avance pour se déplacer de leur pays de résidence dans un autre État de l'Union. Il s'agirait ainsi, sur proposition tchèque, de prévenir des actes hybrides comme les vols de drones imputés à la Russie.

4025 La Commission européenne définit les conditions pratiques de la publicité politique

Alors que la publicité à caractère politique est autorisée dans l'Union européenne à partir du 10 octobre (règlement (UE) 2024/900, adopté le 13 mars 2024), la Commission européenne a diffusé les « [orientations](#) » qui l'imposent.

4026 Le Conseil européen crée une Commission de réclamation des dommages de guerre en Ukraine

Par sa [résolution 2622](#), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a autorisé, le 2 octobre, l'ouverture à signature d'une *Convention établissant une Commission internationale de réclamations pour l'Ukraine*. Cette convention fonde la Commission de réclamation du Registre des dommages, créé en 2023.

☞ Il ne pourra y avoir de compensation des dommages de guerre que si la Russie se reconnaît comme « agresseur », ce qui d'un point de vue du droit international serait une ineptie.

4027 Selon Pavel Slunkin, la Russie favorise l'immigration de partout vers les pays de l'UE et de l'OTAN

Selon Pavel Slunkin, ancien chef du protocole du ministère des Affaires étrangères du Bélarus, le président russe, Vladimir Poutine, aurait ordonné la création d'un vaste réseau d'organisations afin de faciliter l'immigration de tous les pays du monde vers ceux de l'UE et de l'OTAN.

☞ Pavel Slunkin a démissionné après l'élection présidentielle, selon lui truquée, de 2020. Il est aujourd'hui chercheur au European Council on Foreign Relations (ECFR).

4028 Prochaines négociations russo-états-uniennes

Le prochain cycle de négociations russo-états-uniennes, à l'automne, devrait porter sur les

questions de visas, le fonctionnement des ambassades, les biens immobiliers russes et « d'autres aspects du fonctionnement quotidien de nos missions diplomatiques », a déclaré M. Lavrov. Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, il sera aussi question de la reprise des vols directs entre les deux pays.

4029 La Russie pourrait se retirer du Bureau de l'OSCE pour les droits de l'homme

Le président Vladimir Poutine a évoqué, le 3 octobre, un possible retrait de la Russie du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE.

Ella Pamfilova, présidente de la Commission électorale centrale (TsIK), a posé la question de savoir pourquoi la Russie devait participer à cette organisation « non démocratique ».

4030 Le Conseil de l'Europe institue une « Plateforme de dialogue avec les forces démocratiques russes »

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, le 1^{er} octobre, par sa [résolution 2621](#), le principe d'une « Plateforme de dialogue avec les forces démocratiques russes ».

4031 Alexeï Jouravlev préconise d'affronter la France, l'Allemagne et la Pologne

Alexeï Jouravlev, vice-président de la commission de la Défense et chef du parti nationaliste Rodina, a [dénoncé](#), le 5 octobre, les politiciens français, allemands et polonais qui tentent de provoquer un conflit mondial. Il a appelé à considérer la base militaire polonaise de Rzeszów comme une cible légitime, car la grande majorité des armes occidentales en Ukraine transitent par elle. Enfin, il a souhaité que les usines ukrainiennes fabriquant des drones soient pulvérisées.

AFRIQUE

4032 La Commission européenne entend importer des produits du Sahara occidental sans les étiqueter clairement

La Commission européenne a décidé, le 3 octobre, d'appliquer immédiatement l'accord UE-Maroc, sans en référer au Parlement européen. Elle entend notamment faire étiqueter les produits de la République arabe sahraouie démocratique en précisant leur région ou leur ville d'origine de manière à maintenir le flou sur le statut disputé du Sahara occidental.

4033 La CPI condamne Ali Kushayb

Ali Mohamed Ali Abdelrahman (alias Ali Kushayb) était le chef des milices Jinjawid. C'était un allié du président soudanais, le Frère Omar al-Bashir. Il a été arrêté en 2020 en République centrafricaine. Bien qu'il nie être la personne recherchée, il a été condamné, le 5 octobre, par la Cour pénale internationale pour 31 chefs d'accusation, dont viols, meurtres et tortures perpétrés au Darfour entre août 2003 et au moins avril 2004.

ASIE

4034 Benyamin Netanyahu assure que l'Iran se prépare à bombarder nucléairement les États-Unis

Accordant un [entretien](#) au journaliste états-unien colonialiste Ben Shapiro, le 6 octobre, Benyamin Netanyahu a prétendu que l'Iran développe des missiles balistiques intercontinentaux qui pourraient « placer New York, Boston, Washington ou Miami sous leurs canons atomiques. Les gens n'y croient pas. L'Iran développe des missiles intercontinentaux avec une portée de 8 000 kilomètres ; ajoutez encore 3 000 et ils peuvent se rendre sur la côte est des États-Unis. » Il a assuré son interlocuteur que « les armes les plus avancées de la planète sont développées par Israël et partagées avec les États-Unis. » Il a également indiqué que « Nous avons empêché les avions d'être abattus par

l'État islamique et des attaques terroristes dans le monde entier. »

4035 Yaïr Lapid critique la coalition Netanyahu dans *Foreign Affairs*

À l'occasion du second anniversaire de l'attaque du 7 octobre, Yaïr Lapid, chef de l'opposition israélienne, a publié un [essai](#), intitulé « *A Defining Choice for Israel* » (Un choix déterminant pour Israël), dans *Foreign Affairs*, la revue du Council on Foreign Relations.

Il reproche notamment à la coalition Netanyahu d'avoir saccagé la position diplomatique d'Israël dans le monde, de nuire à ses relations avec les États-Unis, de ne pas lutter contre l'antisémitisme croissant, de nuire aux fondements démocratiques d'Israël, de ne pas répondre à l'attaque surprise du Hamas.

Selon lui, « la crise est le résultat d'un gouvernement extrémiste et défaillant, dirigé par un Premier ministre, Benjamin Netanyahu, impliqué dans des affaires criminelles et qui a perdu le soutien du public israélien. Ses années de pouvoir l'ont corrompu, lui et ceux qui l'entourent. Ce gouvernement méprise ouvertement le principe d'un État démocratique d'Israël engagé dans les valeurs libérales occidentales. À sa place, il cherche à installer un régime théocratique et illibéral, exempt d'un examen médiatique et exempt de la nuisance de concepts tels que l'État de droit et la menace constante d'élections libres et équitables. » [...]

« Le monde regarde Israël et voit un pays en crise. Je le regarde et vois un pays retenir son souffle. Il attend qu'un nouveau leadership le conduise sur une autre voie. L'avenir d'Israël repose sur les décisions politiques que les Israéliens prendront dans l'année à venir », conclut-il.

4036 La coalition Netanyahu ne commémore pas le 7 octobre

En Israël, les commémorations de l'attaque du 7 octobre ont été moins suivies que l'an dernier.

Surtout, aucun membre du gouvernement n'y a participé.

Analyse du Réseau Voltaire

- Vidéo : [Thierry Meyssan invité de GPTV](#)

Thierry Meyssan était l'invité de GPTV, le 3 octobre. Il a répondu aux questions de Nicolas Stoquer sur la dérive de Benyamin Netanyahu.

Celui-ci a successivement déclaré être investi d'une mission, celle de défendre non pas l'État d'Israël, mais d'envahir ses voisins et d'instaurer le Grand Israël. Puis il a déclaré vouloir transformer la démocratie israélienne en une « super-Sparte » et enfin il s'est engagé à ne jamais accepter d'État palestinien.

Les journalistes ont poursuivi en débattant des modifications obtenues par Benyamin Netanyahu au plan de paix de Donald Trump et des limites que ce dernier a posées.

Enfin, ils ont abordé la prise de contrôle des principaux médias sociaux, X et TikTok, par l'Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP) de Natan Sharansky, le « ministère de la Propagande » de la coalition de Netanyahu.

L'intervention de Thierry Meyssan débute à 1h 48' 45''.

4037 Itamar Ben-Gvir au Mont du Temple

Dans une déclaration vidéo, le 7 octobre, Itamar Ben-Gvir, le ministre israélien de la Sécurité nationale, a déclaré : « Deux ans après le terrible massacre [du 7 octobre], nous sommes en train de gagner ici au Mont du Temple. Chaque maison à Gaza a une photo du Mont du Temple, et aujourd'hui, deux ans plus tard, nous prévalons ici. Nous sommes les propriétaires du Mont du Temple. Je prie seulement pour que notre Premier ministre permette également la victoire complète à Gaza, pour détruire le Hamas, si Dieu le veut, rendre les otages, et obtenir une victoire totale. »

Le député Gilad Kariv, président du Mouvement israélien pour le judaïsme progressiste, a commenté en soulignant que les provocations de Ben-Gvir n'avaient d'autre but que de faire échouer la paix et la libération des otages.

4038 Le Hamas pourrait ne pas pouvoir restituer certaines dépouilles des otages

Selon CNN, le Hamas ignorerait où se trouvent les restes de 28 otages tués. Une source lui a déclaré que sept à neuf dépouilles pourraient manquer, tandis qu'une autre en a évoqué entre dix et quinze.

4039 La ligne de Bezael Smotrich face au plan de paix

Bezael Smotrich, ministre des Finances, et Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, devraient accepter le plan de paix de Donald Trump. Cependant, Smotrich a souligné que l'accord n'est pas « des otages en échange de l'arrêt de la guerre, comme le pense le Hamas », et qu'après la restitution des otages, il faut « poursuivre la véritable éradication du Hamas et la démilitarisation de la bande de Gaza, de sorte qu'il ne représente plus une menace pour Israël ». Il a également déclaré : « Nous devons nous assurer de ne pas retourner sur la voie d'Oslo, Dieu l'interdit, et que nous ne confions pas notre sécurité à des étrangers. Nous devons également veiller à ne pas revenir à l'état d'esprit du 6 octobre. »

4040 Francesca Albanese sur le plan de paix de Donald Trump

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens, a [posté](#) sur X : « Nous, experts indépendants de l'ONU, nous opposons fermement à un plan qui risque de violer effrontément le droit international.

Oui : les bombes doivent cesser, un cessez-le-feu permanent est nécessaire, les personnes illégalement détenues doivent être libérées, mais les États et l'ONU ne peuvent et ne doivent pas

enterrer l'autodétermination et la justice palestiniennes. »

4041 Magnus Ranstorp analyse le Hamas pour le CTC

Le Combating Terrorism Center de West Point publie une [étude](#) intitulée *Inside Hamas : How It Thinks, Fights, and Governs* (À l'intérieur du Hamas : comment il pense, combat et gouverne). L'auteur, Magnus Ranstorp, professeur au Collège suédois de défense, se fonde sur les interviews qu'il a réalisés au cours des trente dernières années.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4042 Le Conseil de l'Europe dénie que la flottille « Sumud » soit une initiative du Hamas

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, le 2 octobre, une résolution n°2623 « pour mettre fin à la catastrophe humanitaire dévastatrice et à la situation des journalistes tués à Gaza ».

Incidentement, elle rejette les « allégations non fondées selon lesquelles la flottille “Sumud” constituerait une initiative du Hamas » (ch. VAI 3954).

4043 Les États-Unis poussent à l'intégration de leurs mercenaires kurdes dans l'armée syrienne

Des combats ont éclaté à Alep entre l'armée de Damas et celle des Forces démocratiques syriennes (SDF), c'est-à-dire des mercenaires kurdes des États-Unis.

L'amiral Brad Cooper II, commandant du CentCom, et Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Türkiye, ont rencontré les deux parties. Ils ont plaidé pour l'intégration des SDF

dans l'armée syrienne. Un cessez-le-feu a été signé le 8 octobre.

☞ Durant toute la guerre, les SDF se sont présentées comme des patriotes kurdes luttant pour un État indépendant, le Rojava. Ce n'était manifestement pas vrai.

4044 Les Émirats arabes unis et la guerre en Ukraine

Les Émirats arabes unis ont facilité le retour de 2 440 militaires russes depuis le début du conflit en Ukraine. Au total, 17 échanges de prisonniers de guerre ont été effectués à ce jour. Depuis le début de l'année 2025, 849 militaires sont rentrés en Russie avec l'aide des Émirats, a déclaré le ministère émirien des Affaires étrangères. Le dernier échange négocié par Abou Dhabi a eu lieu le 24 août.

4045 Nouvelle loi iranienne criminalisant la « corruption sur terre » (espionnage)

La nouvelle loi iranienne sur l'espionnage considère comme de la « corruption sur terre » :

- Le partage ou le sabotage du Renseignement en coopération avec Israël, les États-Unis ou les « groupes hostiles » désignés.
- La fabrication, contrebande ou exploitation de drones, robots ou armes non conventionnelles liées à des réseaux hostiles.
- Les cyberopérations jugées nuisibles à la sécurité nationale.
- La fourniture d'une assistance financière, logistique ou d'hébergement aux espions présumés.
- La participation à des manifestations non autorisées en temps de guerre.
- La transmission de séquences vidéo aux médias étrangers ou aux organes de l'opposition.
- L'utilisation ou la distribution d'outils de communication non autorisés tels que Starlink.

4046 Israël soutient Reza Pahlavi

Selon une [enquête](#) des quotidiens israéliens *Haartez* et *TheMarker*, la campagne internationale de soutien au prince Reza Pahlavi, héritier du

shah d'Iran, aurait été organisée à l'initiative de [Gila Gamliel](#), ministre de la Science et de la Technologie et ex-ministre du Renseignement.

4047 Les Anglo-Saxons remettent en cause le statut de Taïwan et des Pescadores

Le Parti communiste chinois (PCC) a célébré, le 25 octobre, « la guérison de Taïwan de l'occupation japonaise ».

Xi Jinping, président chinois, a déclaré que la Déclaration du Caire de 1943, qui s'est engagée à « restaurer [...] à la République de Chine » Taïwan et Penghu, et la Déclaration de Potsdam de 1945, qui promettait de mettre en œuvre ces termes, ont « un effet juridique en vertu du droit international » et « affirment la souveraineté de la Chine sur Taïwan ».

Cependant, le 4 février 1955, Antony Eden, alors ministre britannique des Affaires étrangères, a posé que la Déclaration du Caire n'était qu'une « déclaration d'intention ». Identiquement, il a affirmé que la prise de contrôle de Taïwan par les forces du KMT (selon la direction du général Douglas MacArthur, commandant suprême des puissances alliées) « n'était pas une cession, et elle n'a pas impliqué en soi un changement de souveraineté ». Selon lui, le traité de San Francisco de 1951, par lequel le Japon a renoncé à son droit à Taïwan et à Penghu sans les attribuer à un État particulier, « n'a pas fonctionné comme un transfert à la souveraineté chinoise, que ce soit à la République populaire de Chine ou aux autorités nationalistes chinoises ». C'est pourquoi « Formose [Taïwan] et les Pescadores [Penghu] sont donc, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, le territoire de la souveraineté *de jure* sur lequel est incertaine ou indéterminée. »

Le Royaume-Uni a cependant reconnu, en 1972, la position chinoise sur Taïwan (une province de la République populaire), mais a précisé que ce n'était pas la sienne.

Le mois dernier, l'ambassade des États-Unis à Taïwan a affirmé que : « les récits de Beijing sont simplement faux et aucun de ces documents n'a déterminé le statut politique ultime de Taïwan ».

☞ En droit international, ce sont aux populations de Taïwan et des Pescadores de s'autodéterminer par référendum. Les Anglo-Saxons prétendent, quant à eux, que ces deux territoires sont maintenant des démocraties et sont donc indépendants de la république de Chine.

4048 Sanae Takaichi, Première ministre d'extrême-droite du Japon

Sanae Takaichi a été élue présidente du Parti libéral-démocrate (PLD) et est devenue Première ministre du Japon, le 4 octobre. Elle succède à Shigeru Ishiba, dont elle partage les vues, et se présente comme la Margaret Thatcher japonaise.

☞ La première femme Première ministre du Japon, Sanae Takaichi, est – comme ses prédécesseurs – membre du Nippon Kaigi (Conférence du Japon) une association d'extrême droite cherchant à rétablir le régime impérial et à effacer toute trace des abus commis durant l'ère Shōwa (1926-1989), notamment les crimes de masse commis en Corée et en Chine. Elle participe régulièrement à des cérémonies au sanctuaire des criminels de cette période, Yasukuni, dont la dernière à l'occasion de la commémoration du 80^e anniversaire de la capitulation. Elle pourrait cependant prétendre de ses obligations internationales pour sauter sa visite annoncée du sanctuaire entre le 17 et le 19 octobre.

☞ La Sōka gakkai (secte bouddhiste qui s'opposa à l'Empereur durant l'ère Shōwa) a exprimé depuis longtemps son inquiétude face au militarisme de Sanae Takaichi. Ses membres étant majoritaires au sein du parti Kōmeitō, celui-ci n'a toujours pas pris de position pour la soutenir.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4049 Le Conseil de sécurité examine l'état du processus de paix en Colombie

Miroslav Jenča, sous-secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques, et représentant spécial désigné du secrétaire général pour la Colombie, a présenté, le 3 octobre, au conseil de Sécurité, l'état d'application du processus de paix en Colombie.

La violence persistante et croissante de nombreux groupes armés, le retard dans l'attribution des terres, l'absence de mesures de sécurité pour les populations vulnérables et les ex-combattants, ainsi que le manque de coordination institutionnelle et de présence de l'État dans les zones prioritaires, ont ralenti le processus.

Pour que la justice transitionnelle soit couronnée de succès, il est impératif que les autorités colombiennes créent rapidement les conditions nécessaires à l'exécution de ces peines, permettant ainsi la concrétisation des sanctions réparatrices, ont fait valoir plusieurs délégations.

Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité de revitaliser la Commission nationale sur les garanties de sécurité. L'assassinat du sénateur Miguel Uribe Turbay, candidat à la présidence abattu lors d'un rassemblement de campagne à Bogota, le 7 juin, étant un avertissement de ce qui risque de se généraliser si rien n'est fait.

4050 Khaled El-Enany, directeur général de l'UNESCO

L'égyptologue égyptien Khaled El-Enany, ancien ministre des Antiquités et du Tourisme, a été élu directeur général de l'UNESCO, en remplacement de la Franco-Marocaine Audrey Azouley.

Il était en compétition avec l'économiste mexicaine Gabriela Ramos (qui s'est retirée), et le diplomate congolais Firmin Edouard Matoko.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Les straussiens prennent le contrôle des Nations Unies et de l'OTAN](#) », par Thierry Meyssan

On ne l'avait pas prévu, mais les partisans de la guerre généralisée, les straussiens, expulsés des instances dirigeantes des États-Unis, se sont regroupés dans des organisations intergouvernementales. À la surprise générale, ils sont certes présents dans l'Union européenne, mais surtout aux Nations unies et dans le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine. Des institutions dédiées à la paix ont été récupérées par les bellicistes.

4051 La CPE institue une coalition européenne contre les drogues

La Communauté politique européenne, réunie le 2 octobre à Copenhague, a institué, dans le cadre d'Europol, une [coalition européenne contre les drogues](#), à l'initiative d'Emmanuel Macron, président français, et de Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien des ministres.

☞ Toute répression des trafics de drogues est historiquement vouée à l'échec. Il n'existe aucun moyen de diminuer l'usage des drogues, hormis une éducation des populations au phénomène de dépendance. Or, une telle éducation les rend aussi plus indépendantes face aux pouvoirs politiques.

4052 L'UEFA ne se prononcera pas sur l'éventuelle exclusion d'Israël

L'Union des associations européennes de football (UEFA) avait été convoquée à la suite de la demande espagnole d'exclusion d'Israël. Game Over Israel avait fait parvenir une pétition signée par une trentaine d'experts internationaux. Cependant, le plan de paix Trump a conduit à annuler la réunion *sine die*.

Israël avait déjà été exclu, en 1994, de la Confédération asiatique de football (AFC).

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°147 - 17 octobre 2025

ÉDITORIAL

4053 Ahmed el-Charaa à Moscou

- Ahmed el-Charaa, président syrien autoproclamé, s'est rendu en visite officielle en Russie où réside son prédécesseur, Bachar el-Assad. Il en a demandé l'extradition.
 - L'entretien avec le président Poutine a duré deux heures trente selon des médias russes. Le vice-ministre russe Alexandre Novak a affirmé que les délégations avaient discuté de la livraison d'aide humanitaire à Damas, ainsi que de projets dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme, de la santé et de la culture.
 - La rencontre a été précédée d'une [déclaration](#) de Sergeï Lavrov, le 8 octobre, selon laquelle : « Une tâche claire qui pourrait profiter aux Syriens, à leurs voisins et à de nombreux autres pays est de créer un centre humanitaire, en utilisant leurs ports et aéroports pour livrer des fournitures humanitaires de la Russie et des États du Golfe persique à l'Afrique. On comprend que cela sera demandé et nous sommes prêts à coordonner les détails. La question a, en principe, été discutée, et il y a un intérêt mutuel. »
- ☞ Ahmed el-Charaa, ex-numéro 2 de Daesh sous le pseudonyme « d'Abou Mohammed al-Joulani », est un agent britannique. Il a conquis la Syrie avec l'appui et le soutien de l'armée turque afin de mettre au pouvoir la Confrérie des Frères musulmans.
- ☞ La visite du président autoproclamé syrien semble normaliser les relations entre les deux pays, sur fond d'occupation israélienne. Déjà, il avait demandé à l'armée russe d'effectuer des patrouilles dans les régions où il ne parvenait pas à maintenir l'ordre. Il avait aussi décidé de continuer à imprimer les billets de banque syriens en Russie. Durant la guerre contre le régime républicain, Ahmed el-Charaa bénéficiait de l'appui aérien de l'armée israélienne, mais aujourd'hui il ne parvient pas à l'expulser du pays. Il tente donc de s'appuyer sur la Russie, quitte à l'expulser par la suite.

AMÉRIQUES

4054 Alors que Donald Trump ne veut pas de troupes US à Gaza, Léon Panetta le demande

JD Vance, vice-président, a indiqué, le 12 octobre à « Meet the Press » (NBC News), que : « nous ne prévoyons pas de mettre des bottes sur le terrain. Ce que nous avons déjà, aux États-Unis, c'est le commandement central. Nous avons déjà des gens dans cette région du monde. Ils vont surveiller les termes du cessez-le-feu. Ils vont surveiller, s'assurer que l'aide humanitaire coule à flots. Ils ont en fait confirmé hier qu'Israël s'était retiré vers les lignes convenues, ce qui, bien sûr, est la première condition. La seconde condition, ou le second mandat, c'est que les otages soient libérés. »

Au contraire, l'ancien secrétaire à la Défense de Barack Obama, Leon Panetta, a déclaré le 13 octobre sur CNN : « Je pense qu'une présence de troupes états-uniennes a du sens. Je sais que les forces de sécurité vont être composées par des pays de la région, et cela a du sens. Mais je pense qu'il est bon que les États-Unis y soient présents afin de faire comprendre aux autres parties que la deuxième étape de ces négociations est accomplie. Je pense que c'est bien de commencer avec 200 hommes [...] parce que, franchement, je pense que c'est un symbole d'avoir la présence des États-Unis là-bas ce qui est important à ce stade. J'espère qu'en fin de compte, si vous pouvez mettre en place une force de sécurité de quelque 40 000 personnes, en grande partie composée des autres pays de la région, qu'ils puissent jouer un rôle encore plus important pour s'assurer que la sécurité est protégée à Gaza. Je pense que ce seront eux qui seront les principaux responsables de cela. Mais avoir la présence états-unienne là-bas, avoir notre leadership là-bas, je pense que ça va être nécessaire. »

4055 Le CentCom a secrètement organisé, depuis trois ans, des consultations militaires entre Israël et six États arabes

Selon le *Consortium international des journalistes d'investigation*, depuis 2022, le CentCom (Commandement des troupes états-uniennes au Moyen-Orient élargi) a organisé des [réunions de planification](#) à Bahreïn, en Égypte, en Jordanie et au Qatar avec de hauts responsables militaires d'Israël et de six pays arabes (l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, Émirats arabes unis, la Jordanie et le Qatar). Alors que le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont pas de relations diplomatiques formelles avec Israël, les documents du CentCom montrent le rôle important dans les coulisses que les deux puissants États du Golfe ont joué dans ce partenariat naissant.

Il semble que ces réunions ont surtout servi à établir un récit alternatif à celui de l'Iran sur la Palestine. Six des sept pays partenaires recevaient des images aériennes partielles de la région par l'intermédiaire des systèmes du secrétariat à la Défense, et deux pays partageaient leurs propres données radar par l'intermédiaire d'un État américain. Les documents de travail de ces réunions étaient distribués aux « Cinq yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni)

4056 Donald Trump rétablit le Jour de Christophe Colomb

Le président Donald Trump a rétabli le [Jour de Christophe Colomb](#), le 9 octobre. C'est pour lui un exemple « de foi, de courage, de persévérance et de vertu » par opposition à l'image que les radicaux de gauche ont voulu donner de lui en renversant ses statues, en vandalisant ses monuments et en exilant sa mémoire des espaces publics.

4057 Un nouveau livre sur un volet de la corruption internationale des Biden

Kenneth P. Vogel, fondateur de *Politico* et journaliste au *New York Times*, a [publié](#) chez

Harper Collins *Devils' Advocates : The Hidden Story of Rudy Giuliani, Hunter Biden, and the Washington Insiders on the Payrolls of Corrupt Foreign Interests* (Les avocats du diable : l'histoire cachée de Rudy Giuliani, Hunter Biden et des initiés de Washington à la solde d'intérêts étrangers corrompus).

Selon l'auteur, le magnat roumain de l'immobilier, Gabriel Popoviciu, a versé, entre 2015 et 2018, plus d'un million de dollars à la famille Biden dans l'espoir de parvenir à réaliser le projet immobilier Beneasa, adjacent à l'ambassade des États-Unis à Bucarest.

4058 Washington reprend la construction du mur frontalier avec le Mexique

Le secrétariat à la Sécurité de la patrie a dévoilé, le 11 octobre, son ambitieux projet de mur intelligent pour la frontière entre les États-Unis et le Mexique, de 4,5 milliards de dollars. Il comprendra des clôtures s'étendant sur 1 422 miles, soit plus du double de la longueur actuelle, et une technologie de capteurs pour protéger la zone restante trop accidentée pour un mur.

☞ Ce mur était un projet phare du premier mandat de Donald Trump. Il s'est heurté à de nombreux problèmes juridiques et aux procédures de révocation (impeachments) du Congrès. Bien que ses crédits aient été votés, il n'a pas été mis en œuvre par l'administration Biden.

4059 Donald Trump décore Charlie Kirk

Le président Donald Trump a décerné, à titre posthume, la Médaille présidentielle de la liberté à Charlie Kirk, dans la roseraie de la Maison-Blanche, le 14 octobre.

L'association Turning Point, que Kirk a fondée, a annoncé qu'elle allait organiser un spectacle alternatif lors du Super Bowl. La National Football League, organisatrice du championnat, a prévu, quant à elle, de produire un spectacle mettant en cause la politique migratoire du président Trump.

4060 La loi électorale actuelle favorise-t-elle les minorités raciales ?

La Cour suprême est appelée à se prononcer sur une loi de 1965 relative à l'égalité raciale dans le découpage des circonscriptions électorales. En admettant que l'on forme des circonscriptions en fonction des minorités, on porte atteinte à l'égalité entre les citoyens.

4061 Le Venezuela obtient une délibération du Conseil de sécurité

Le Venezuela a demandé une réunion d'urgence du conseil de Sécurité des Nations unies pour examiner le déploiement des troupes états-uniennes dans les Caraïbes. Les 2, 15, 16 et 19 septembre, puis le 3 octobre, le Southern Command a bombardé et coulé des bateaux vénézuéliens, parce que selon lui ils se livraient à des trafics de drogues, tuant 21 marins.

Accusant Nicolás Maduro, président du Venezuela, un « fugitif recherché par la justice états-unienne », de diriger le Cartel de los soles, le délégué des États-Unis a remercié les pays de l'hémisphère occidental qui ont répondu à l'appel de Washington et désigné ce groupe « impitoyable » ainsi que l'organisation Tren de Aragua comme terroristes.

« Le Venezuela a toutes les raisons de croire que son voisin du Nord est prêt à passer de la menace à l'action », a acquiescé la délégation de la Russie, avant d'appeler l'Administration Trump à « éviter l'erreur irréparable d'une intervention militaire ». Jugeant que les États-Unis se livrent à une escalade dans les Caraïbes « sous de faux prétextes », elle a fait observer que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) « ne considère pas le Venezuela comme une plaque tournante du trafic de drogue, puisque 87 % de la cocaïne qui arrive aux États-Unis le fait par l'océan Pacifique, auquel le Venezuela n'a pas accès ».

La délégation chinoise s'est élevée, pour sa part, contre les « opérations unilatérales excessives » des États-Unis, qui empiètent sur la souveraineté d'un pays, violent le droit et sapent la sécurité.

Opposée à l'emploi de la force et à toute ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela, elle a enjoint Washington à ne pas user du « prétexte » de la lutte contre le trafic de drogue pour justifier ses actions.

Pour « éviter une catastrophe susceptible de bouleverser toute la région pendant des générations », le délégué du Venezuela a demandé au Conseil de reconnaître que l'escalade militaire actuelle des États-Unis représente une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a aussi vainement réclamé l'adoption d'une résolution par laquelle tous les membres du Conseil, « y compris les États-Unis », s'engageraient à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de son pays.

Hasard du calendrier, l'opposante vénézuélienne Maria Corina Machado s'est vu décerner le même jour le prix Nobel de la paix, ce que le Danemark et la France n'ont pas manqué de souligner.

EUROPE

4062 Israël récupère Tommy Robinson

Le militant anti-immigration Stephen Yaxley-Lennon, alias « Tommy Robinson », a été invité par Amichai Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, à se rendre en Israël. À son arrivée, le 15 octobre, il a déclaré : « Bien que nous ayons un gouvernement faible et lâche qui reconnaît l'État terroriste de Palestine, le peuple britannique soutient Israël. »

Le Conseil des députés des Juifs britanniques a [protesté](#) contre cette invitation officielle et publié un post « rejetant totalement et constamment Robinson et tout ce qu'il représente ».

☞ Amichai Chikli est un responsable de « l'État profond » israélien, aux côtés d'Elliott Abrams, Natan Sharansky et de Ron Dermer. Il a organisé en mars la conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme à laquelle le Rassemblement national français, Vox (Espagne), les Démocrates de Suède, le Fidesz

(Hongrie) et le Parti pour la liberté (Pays-Bas) ont participé (cf. VAI 3134).

☞ Tommy Robinson est l'organisateur de la grande manifestation « Unifions le Royaume-Uni » qui a rassemblé un million de Britanniques, le 13 septembre à Londres (cf. VAI 3881).

4063 Le million de livres qui a promu Boris Johnson en facteur de guerre en Ukraine

Le *Guardian* a [révélé](#) que le magnat britannique Christopher Harborne, basé en Thaïlande, a accompagné Boris Johnson, à l'époque Premier ministre, au Forum de la Stratégie européenne de Yalta (YES), le 8 septembre 2023. À cette occasion, Johnson a visité un centre de recherche militaire et convaincu l'Ukraine de rejeter le plan de paix russe.

☞ Christopher Harborne est un chef d'entreprise détenant notamment des avoirs dans des sociétés d'armement. Il a donné 10 millions de livres sterling à la campagne du Brexit, puis, en novembre 2022, 1 million de livres à la société de Boris Johnson. C'est le plus important don accordé non pas à un parti politique mais à un responsable politique en tant que tel.

4064 Le Royaume-Uni prétend avoir joué un rôle dans l'accord de paix à Gaza

Bridget Phillipson, secrétaire britannique à l'Éducation, a [déclaré](#), le 12 octobre, dans l'émission « Sunday Morning with Trevor Phillips » de Sky News que les contributions en coulisses du Royaume-Uni avaient joué un rôle majeur dans l'élaboration d'un accord visant à obtenir la libération de 48 otages israéliens, dont 20 seraient en vie.

Mike Huckabee, ambassadeur des États-Unis à Jérusalem, a vivement rejeté ces propos.

☞ Tout au long de la guerre du 7 octobre, les forces de défense israéliennes ont été conseillées par l'armée britannique qui n'a cessé de

surveiller le champ de bataille avec des avions basés à Chypre, a envoyé des forces spéciales sur le terrain à Gaza, et a reçu à son état-major à Londres les principaux chefs militaires israéliens. Simultanément, le MI6 n'a pas cessé de conseiller le Hamas.

En réalité, si les Britanniques ont aidé à la paix, c'est en cessant de provoquer la guerre.

4065 Emmanuel Macron enfonce la France dans une crise de leadership

Emmanuel Macron, président français, a nommé 176 des 767 ministres de la V^e République (1958-2025). Il vient de désigner à nouveau Sébastien Lecornu comme Premier ministre. Il a désigné son 8^e ministre de l'Éducation nationale, son 9^e ministre de l'Outre-Mer et son 10^e ministre de la Santé.

La France entre dans un cycle d'instabilité qui ne trouvera de solution qu'avec des changements structurels et un renouvellement de son personnel politique.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4066 Hystérie russophobe en Estonie

La Saatse Boot, une route en forme de botte, qui traverse l'Estonie en passant par deux fois sur le territoire russe, a été fermée par Tallinn. Selon l'Estonie, une dizaine de garde-frontières russes ont été aperçus sur l'une des portions de la route en Russie faisant craindre une invasion.

4067 La Hongrie aurait espionné la Commission européenne en 2024

Selon une [enquête](#) conjointe du média d'opposition hongrois, *Direkt36*, du quotidien économique belge, *De Tijd*, et de l'hebdomadaire atlantiste allemand, *Der Spiegel*, les services hongrois, durant la présidence

hongroise du Conseil européen (second semestre 2024), ont rassemblé des renseignements secrets sur le fonctionnement de la Commission. Olivér Várhelyi, commissaire européen à la Santé et au Bien-être animal, aurait couvert l'opération.

Maxime Prévot, Vice-Premier ministre belge et ministre des Affaires étrangères, a commenté : « Nous ne commentons jamais les détails opérationnels ni les cas individuels dans ce domaine. Cela compromettrait le travail de nos services de sécurité. Mais qu'il y ait un point de vue clair : les allégations d'espionnage potentiel visant des fonctionnaires et des institutions de l'UE doivent être prises au sérieux. L'espionnage sous couvert diplomatique porte atteinte à la confiance mutuelle entre les États et à l'intégrité des institutions européennes. Pour la Belgique, un principe s'applique : nous ne tolérerons aucun espionnage sur notre territoire ! »

☞ On ne comprend pas très bien comment un État membre de l'UE pourrait espionner l'administration qu'il finance.

☞ Désormais la Belgique classe la Hongrie et la Slovaquie comme « État violet », c'est-à-dire entre les amis (« bleus ») et les ennemis (« rouges »).

4068 Ursula von der Leyen élargit son soutien parmi les eurodéputés

Le Parlement européen a rejeté, le 9 octobre, les deux motions de censure déposées contre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

- La proposition de La Gauche a été rejetée avec 383 voix contre, 133 voix pour et 78 abstentions ;

- Celle des Patriotes pour l'Europe (PŒ) a été rejetée avec 378 voix contre, 179 pour et 37 abstentions.

Le soutien à la présidente de la Commission s'est donc quelque peu élargi par rapport à la motion de censure mise au vote en juillet, qui

avait recueilli 360 voix contre, 175 pour et 18 abstentions.

4069 Échec des deux motions de censure contre Ursula von der Leyen

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé, le 9 octobre, lors du forum Global Gateway, un nouveau paquet d'investissements, « Team Europe », de 618 millions d'euros destinés à accélérer la transition énergétique dans plusieurs pays africains : au Kenya (55 millions d'euros), en Ouganda (60 millions), en République démocratique du Congo (90,14 millions), en Mauritanie (125 millions), au Nigeria (20 millions), au Cap-Vert (39 millions), via l'interconnexion Zambie-Tanzanie (30 millions), et au Togo (199 millions).

4070 L'UE prend en charge le poste-frontière de Rafah et pourrait encadrer la police à Gaza

Le Service européen pour l'action extérieure a déployé, le 15 octobre, sa Mission de l'Union européenne d'assistance au poste-frontière de Rafah (EUBAM Rafah). Cependant, à Bruxelles, on ignorait si Israël laisserait entrer dans Gaza tout ou partie de l'aide humanitaire.

Par ailleurs, le Service européen pour l'action extérieure prévoit de déployer prochainement la Mission de soutien à la police dans les territoires palestiniens (EUPOL Copps) qu'il avait créée en 2005.

4071 Le 19^e paquet de sanctions de l'UE envers la Russie est bloqué

- L'Autriche exige que la banque autrichienne Raiffeisen soit autorisée à puiser dans les avoirs bloqués de l'oligarque russe Oleg Deripaska afin de dédommager une société qui lui appartenait, en application d'un jugement russe. Mais les autres membres de l'UE refusent de donner ainsi du crédit à la justice russe.

- La Slovaquie maintient une réserve générale sur le paquet de sanctions qu'elle lie à son

approvisionnement en hydrocarbures russes, alors que le Conseil de l'UE devrait décider de fixer, fin 2027, la fin des importations de gaz russe.

4072 L'UE débloque 10 millions d'euros pour la création du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine

Les ministres de la Justice de l'UE, réunis le 13 octobre, sont convenus que la Cour pénale internationale a un rôle central pour enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité tandis que le tribunal spécial visera spécifiquement le crime d'agression russe en Ukraine. Ces deux démarches doivent avancer de concert.

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, a annoncé une enveloppe de 10 millions d'euros destinée à la mise en place du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine et appelé les États membres à participer financièrement, eux aussi, à la création de ce tribunal.

4073 Rudy Giuliani et Rod Blagojevich au service des Serbes de Bosnie, Ursula von der Leyen des Bosniaques

Rudy Giuliani, ancien maire de New York et avocat de Donald Trump, et Rod Blagojevich, ancien gouverneur de l'Illinois, sont devenus des [lobbyistes](#) pour le compte du président de la République Srpska (Bosnie-Herzégovine), Milorad Dodik.

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue, le 14 octobre, en Bosnie-Herzégovine. Elle a assuré ses interlocuteurs que Sarajevo avait encore toutes ses chances d'adhérer à l'UE, mais a insisté sur la nécessité de désigner immédiatement un négociateur en chef, sans attendre la solution du problème Milorad Dodik.

4074 Dialogue de sourds entre Ursula von der Leyen et Aleksandar Vučić

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue en Serbie, le 15 octobre. Elle a rencontré le président Aleksandar Vučić qui a affirmé que l'adhésion à l'UE était sa première priorité.

Ursula von der Leyen a souligné que l'adhésion à l'UE supposait l'alignement sur sa politique étrangère : « Nous vivons dans un monde fracturé, avec un écart croissant entre les démocraties et les autocraties. Et vous savez très bien quelle est la position de l'Union européenne. Nous défendons la liberté plutôt que l'oppression, y compris le droit de réunion pacifique. Nous défendons le partenariat plutôt que la soumission. Nous défendons la diplomatie plutôt que l'agression. »

4075 L'Ukraine a conscience que Trump veut la paix

Accordant un [entretien](#) au *New York Post*, Olha Stefanichyna, nouvelle ambassadrice d'Ukraine à Washington, a souligné que l'administration Trump parlait de « paix », ce qui implique la fin des combats, quand l'administration Biden parlait de « résistance » ce qui supposait au contraire leur continuation.

4076 Volodymyr Zelensky s'apprête à un plan de paix Trump pour l'Ukraine

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a [posté](#) sur X, le 13 octobre : « La délégation ukrainienne est partie pour les États-Unis : la Première ministre, Ioulia Svyrydenko ; le chef du bureau présidentiel, Andriy Yermak ; le secrétaire du Conseil national de Sécurité et de Défense, Rustem Umerov, et plusieurs diplomates. Ils organiseront un certain nombre de réunions. J'aurai également l'occasion de venir à Washington et de rencontrer le président Trump vendredi. Je crois que nous allons discuter d'une série de mesures que j'ai l'intention de proposer. »

4077 Volodymyr Zelensky s'adresse à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, s'est [adressé](#), le 13 octobre, par vidéo à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, réunie à Ljubljana.

4078 L'Ukraine détruit des installations gazières russes

L'Ukraine a lancé une série d'attaques contre les pipelines et les stocks de gaz russe. Des drones lance-missiles Ruta, Liutyi et Fire Point ont atteint au moins trois cents cibles. L'armée ukrainienne espère recevoir prochainement des États-Unis des missiles Tomahawk.

De très importants problèmes de distribution ont été signalés en Russie.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Dougline dissèque l'herméneutique de la "philosophie de la complexité" de Poutine pour le nouvel "ordre multipolaire"](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Alexandre Dougline, un philosophe caractéristique de la pensée traditionnelle russe, a décrit la définition de la multipolarité de Vladimir Poutine. Loin de la vision simpliste occidentale selon laquelle plusieurs puissances prendraient la place de l'hyperpuissance états-unienne, il souligne que le président russe rompt avec la pensée linéaire et évoque celle de la physique quantique.

4079 L'aide militaire à l'Ukraine a baissé de plus de la moitié durant l'été

• Le Kiel Institute a annoncé, le 14 octobre, une [forte diminution](#) de l'aide militaire à l'Ukraine en juillet et août 2025, malgré l'initiative Prioritized Ukraine Requirements List (PURL) de l'OTAN. Si la moyenne mensuelle des allocations d'aide au premier semestre 2025 a dépassé celle de 2022-2024, malgré l'absence de contributions états-uniennes, le soutien européen a chuté de 57 % pendant l'été par

rapport à janvier-juin 2025. Au contraire, l'aide humanitaire est restée stable.

- Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, était à Kiev, le 13 octobre. Elle a précisé qu'elle travaillait à l'élargissement du mandat de la mission civile de l'UE en Ukraine (EUAM Ukraine) pour y inclure la cyberdéfense et le soutien aux anciens combattants. Elle a aussi rappelé que l'UE « renforçait la puissance de combat de l'Ukraine en investissant 2 milliards d'euros dans les drones ».

AFRIQUE

4080 Le Mali exige par réciprocité une caution des voyageurs états-uniens

Washington ayant décidé d'exiger des citoyens de sept pays africains une caution de 5 000 et 10 000 dollars pour se rendre aux États-Unis, les autorités maliennes ont décidé, par réciprocité, d'appliquer la même règle aux ressortissants états-uniens qui souhaitent venir sur leur territoire, soit 2,8 millions à 5,6 millions de francs CFA.

4081 Andry Rajoelina fuit Madagascar

L'armée française a exfiltré vers les Émirats arabes unis le président malgache, Andry Rajoelina, après que des soldats du Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques (Capsat), stationnés sur l'importante base militaire de Soanierana, en banlieue d'Antananarivo, se soient ralliés aux manifestants de la Génération Z. Le président déchu s'est exprimé sur Facebook, son discours ayant été repoussé deux fois et les bâtiments de la télévision nationale occupés par l'armée. L'Assemblée nationale a alors voté la destitution du président pour « abandon de poste ». La junte a immédiatement dissous le Sénat et la haute cour constitutionnelle, mais pas l'Assemblée nationale. Elle a également libéré deux officiers français, Paul Maillot Rafanoharana et Philippe François, condamnés à 20 et 10 ans d'emprisonnement pour tentative de coup d'État.

☞ En 2014, l'armée française avait exfiltré le président burkinabé, Blaise Compaoré, vers la Côte d'Ivoire.

☞ La situation actuelle n'est pas sans rappeler celle de 2002 où le président Didier Ratsiraka avait fini par lâcher le pouvoir après un long bras de fer post-électoral l'opposant à Marc Ravalomanana

ASIE

4082 Les Israéliens ne célèbrent pas le rôle de Netanyahu dans la paix

Intervenant, le 11 octobre, lors d'un rassemblement sur la « place des otages », Steve Witkoff, envoyé spécial de Donald Trump, a été vivement applaudi par la foule lorsqu'il a évoqué les efforts de son président pour la paix dans la région. Au contraire, la même foule a hué le nom du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, tenu par elle pour responsable de la durée du conflit. L'incident s'est reproduit lorsqu'Ivanka Trump a évoqué sa visite d'une tranchée avec Benjamin Netanyahu.

4083 Benjamin Netanyahu revendique la paternité du plan de paix de Donald Trump

- Gal Hirsch, membre de l'équipe de négociation, a déclaré que Benjamin Netanyahu, Premier ministre, et Ron Dermer, ministre des Affaires stratégiques, ont travaillé pendant plus d'un an sur le plan stratégique qui a servi de base à l'accord actuel.

- Benjamin Netanyahu a déclaré que l'accord était son initiative : « Je croyais que si nous appliquions une forte pression militaire sur le Hamas, combinée à une forte pression diplomatique, nous serions en effet en mesure de renvoyer tous nos otages. Et c'est exactement ce que nous avons fait. »

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La propagande de guerre israélienne sur les réseaux sociaux](#) », par Thierry Meyssan

Le gouvernement de coalition de Benyamin Netanyahu a pris le contrôle de TikTok et prévoit de contrôler aussi le réseau social X. Cependant la propagande de l'État d'Israël échappe depuis longtemps à ses citoyens. Son but n'a jamais été discuté publiquement. Un petit groupe décide seul de ses messages sans tenir compte de ce qui serait utile aux Israéliens –par exemple lutter contre l'antisémitisme. Les moyens de l'État ont été captés par les seuls « sionistes révisionnistes », alors même qu'ils sont ultra-minoritaires.

- « [La paix coloniale](#) », par Manlio Dinucci

La paix qui débute à Gaza ne sera pas celle que nous imaginons : certes, il n'y aura plus de combats, au sens militaire du terme, mais le projet d'anéantissement du peuple palestinien et de sa culture continuera sous une autre forme. Cependant, il faut se souvenir que, depuis Henry Kissinger et la « diplomatie des petits pas », des paix graduelles ont fonctionné si elles étaient accompagnées d'actes concrets. De même, il faut se rappeler que les paix coloniales, comme les protectorats accordés par la Société des Nations (SDN), ont souvent fonctionné. Le plan de paix de Trump ne sera donc mis en œuvre que si chacune des deux parties et leurs partenaires étrangers entendent toutes poursuivre le processus.

4084 Israel Katz bloque les procès de Tally Gotliv et de « Srulik » Einhorn

Israel Katz, ministre israélien de la Défense, a bloqué durant plus d'un mois un acte d'accusation contre la députée du Likoud, Tally Gotliv, en retardant la signature d'un certificat de confidentialité. Gotliv avait révélé le nom d'un employé du Shin Bet, écrivant sur les réseaux sociaux que l'agent était marié à la dirigeante de la manifestation antigouvernementale Shikma Bressler. Les certificats de confidentialité font office de preuve

devant la Haute Cour en l'absence des preuves elles-mêmes afin de ne pas porter atteinte à la Sécurité nationale.

Israel Katz a également bloqué l'affaire dite des « Bibileaks ». C'est un vieil ami d'un des principaux suspects, Israël « Srulik » Einhorn.

4085 Un mémo de Yahya Al-Sinwar atteste que, le 7 octobre, le Hamas voulait détruire des objectifs civils

Selon le *New York Times*, Israël a retrouvé, dans un ordinateur appartenant au frère de Yahya Al-Sinwar, une note manuscrite en arabe indiquant des [instructions](#) pour l'attaque du 7 octobre. Le chef militaire du Hamas y précise: « Deux ou trois opérations, dans lesquelles tout un quartier, un kibboutz, ou quelque chose de similaire seront brûlés, doivent être préparées. »

Ce mémo confirme une interception, juste avant 10 heures du matin, le 7 octobre, d'un commandant de bataillon de la ville de Gaza, Abu Muhammed. Il a déclaré à ses hommes : « Commencez à mettre le feu à des maisons. Brûlez, brûlez. Je veux que tout le kibboutz soit en flammes. »

Jusqu'ici, le Hamas niait avoir ordonné de détruire des objectifs civils.

4086 Le Hamas désarme les gangs de Gaza

Le Hamas a exigé que tous les gangs déposent leurs armes dans les 48 heures et livrent leurs chefs.

- Les Forces populaires, le plus grand gang, dirigé par le bédouin Yasser Abu Shabab, comprend environ 400 hommes. Il contrôle de larges pans de Rafah et a reçu des armes, des voitures blindées et de l'entraînement d'Israël. Il a refusé d'obtempérer.
- Le clan de Mumtaz Doghmosh est affilié à Daesh. Le 12 octobre, des combats ont éclaté et fait de nombreux morts. Une soixantaine de membres du clan ont été arrêtés. Les Doghmosh accusent le Hamas de les persécuter parce que

certains d'entre eux auraient commis des « transgressions » (non précisées).

- Le clan al-Majayda, surtout présent à Khan Younis, participe aux efforts de sécurité du Hamas.
- Le clan Hellis, présent dans la ville de Gaza, défie le Hamas.

Dès le 12 octobre, c'est-à-dire dès la signature de l'accord de paix, le Hamas a déployé sa police, soit des milliers d'hommes en armes, alors qu'Israël assurait l'organisation exsangue.

4087 Sommet de Charm el-Cheikh pour la paix à Gaza

- Le président Donald Trump et celui de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ont coprésidé le sommet pour la paix à Gaza à Charm el-Cheikh, le 13 octobre, avec trois heures et demie de retard.
- Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a annulé sa participation sur pression de la Türkiye. Il a soudain prétexté une fête juive pour justifier son absence.
- La délégation iranienne, quant à elle, a [décliné](#) l'invitation du président égyptien, car elle ne pouvait dialoguer avec « ceux qui ont attaqué le peuple iranien et continuent de nous menacer et de nous sanctionner. » Le président Trump avait commenté : « Vous savez ce qui serait génial, c'est si nous pouvions faire un accord de paix avec eux [les Iraniens]. Tu serais content de ça ? Je pense qu'ils sont fatigués. » Mais son invitation à la paix n'a pas eu de réponse.
- Abdel Fattah al-Sissi, président égyptien a ouvert le sommet en déclarant : « Nous portons tous un seul message à l'humanité : assez de guerres. Bienvenue à la paix. » Puis : « Transformons ce moment historique en un nouveau début de coexistence juste et pacifique. »
- Concernant la Force internationale de stabilisation, La Türkiye et l'Indonésie seraient prêtes à fournir des troupes. Le Qatar, l'Égypte et les Émirats arabes unis devraient également y

occuper une part importante, selon des responsables US cités par le *Financial Times*.

4088 Tension autour de l'aide humanitaire

Le 14 octobre, Israël a maintenu son contrôle du passage de Rafah et annoncé qu'il diminuait de moitié l'entrée de l'aide humanitaire tant que toutes les dépouilles des otages morts ne lui seraient pas restituées. Cependant, le Hamas a fourni quatre nouveaux corps et assuré qu'il ne pouvait pas avoir accès aux autres sans procéder à de lourds travaux d'excavation.

4089 Le Hamas pourrait organiser des attentats en Europe

Le Combating Terrorism Center de West Point [examine](#) l'hypothèse qu'une fois démilitarisé à Gaza le Hamas devienne une organisation terroriste internationale. Il a implanté des caches d'armes en Allemagne, au Danemark, en Bulgarie et en Pologne plusieurs années avant l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Il a désormais envoyé des combattants les récupérer et pourrait les utiliser pour frapper des cibles en Europe. En outre, il a déjà pris contact avec le gang danois Loyal to Familia afin d'acquérir des drones.

4090 Israël rend impossible la reconstruction du sud du Liban

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, les FDI ont bombardé Msayleh, au sud du Liban. Selon l'Agence nationale d'Information, il s'est agi de « la plus vaste attaque aérienne visant une zone purement économique depuis la fin de la guerre des 66 jours ». L'aviation israélienne a détruit un vaste parc d'engins de chantiers. Des centaines de pelleteuses, de bulldozers et des excavatrices ont été détruites, rendant impossible la reconstruction de la région. Sur le site, de profonds cratères ont été creusés par les missiles israéliens, la plupart atteignant trois à quatre mètres de profondeur.

Nawaf Salam, Premier ministre libanais, a demandé à Joe Raggi, ministre des Affaires

étrangères, de déposer une plainte urgente auprès du Conseil de sécurité des Nations unies.

4091 La Jordanie relance son projet d'approvisionnement en eau

Le projet jordanien d'approvisionnement du pays en eau a été estimé à environ 3 milliards de dollars. Il comprend une gigantesque usine de dessalement d'eau de la mer Morte et un réseau de pipelines. La Banque européenne d'investissement a engagé environ 200 millions de dollars en 2022. Les États-Unis ont également promis environ 700 millions de dollars. Le projet a été confié aux Français Mériidiam et Suez.

Ce projet a été maintes fois différé en raison de la situation politique régionale, notamment avec le renversement de la République arabe syrienne. Il est aujourd'hui relancé à la faveur de la paix en Palestine.

4092 Les États-Unis abrogent enfin les sanctions vis-à-vis du peuple syrien

La loi de Défense des États-Unis pour 2026 ([S.2296](#)), adoptée par le Sénat, le 9 octobre, a abrogé la « loi Caesar » de 2019 portant sanctions contre la population de la République arabe syrienne. Cette loi interdisait toute activité économique avec la Syrie, y compris le transfert de médicaments par des ONG.

4093 Conversations syro-turques

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, Yaşar Guler, ministre turc de la Défense et Ibrahim Kalin, chef du Renseignement, ont rencontré, le 12 octobre à Ankara, Asaad al-Shibani, ministre syrien des Affaires étrangères, Murhaf Abu Qasra, ministre de la Défense, et Hussein al-Salama, chef du Renseignement.

Les deux délégations, après avoir fait assaut d'amabilités, ont abordé la situation des Kurdes. Damas a prévu d'intégrer les mercenaires des Forces de Défense syriennes (FDS) au sein de son armée. Ankara craint qu'ils ne représentent

encore un danger pour lui. La délégation syrienne a assuré que ces hommes seraient répartis dans les diverses unités et ne constitueraient pas une force autonome.

4094 La Türkiye tire parti du plan de paix de Donald Trump

La Türkiye est devenue, avec le Qatar, l'un des parrains du plan de paix de Donald Trump pour Gaza. Le président Recep Tayyip Erdoğan est parvenu, une nouvelle fois, à se rendre indispensable. En échange de ses pressions sur le Hamas, il a obtenu de pouvoir participer à la fabrication de F-35 et de pouvoir en acquérir ; une fonction dont il était privé depuis l'achat de missiles antiaériens russes.

4095 Affrontements pakistano-afghans

- Le 10 janvier, Abbas Stanekzai, ministre adjoint taliban des Affaires étrangères a [accusé](#) l'armée pakistanaise d'aider l'État islamique au Khorassan (EI-K).
- Le 26 avril, *The Economic Times*, a informé qu'un des terroristes de l'attentat du Crocus City Hall de Moscou (22 mars 2024) était au Pakistan.
- Sergueï Choïgou, secrétaire du Conseil de sécurité russe, a publié, le 29 août, un [article](#) dans *Rossiïskaïa Gazeta* dans lequel il posait que l'Afghanistan a hérité de l'occupation états-unienne une vaste production d'opiacés et qu'elle continue à recevoir des terroristes envoyés par les services secrets occidentaux.
- L'agence de presse indienne, *Daily News and Analysis* (DNA), a [annoncé](#), le 2 octobre, que la Russie continuait à fournir le Pakistan en moteurs pour ses avions de chasse, malgré les demandes répétées de l'Inde de ne plus l'armer.
- À partir du 11 octobre, de violents affrontements ont opposé les armées pakistanaises et talibanes, le long de la ligne Durand, c'est-à-dire de la frontière imaginée par les colons britanniques. Ils ont fait plus de 200 morts. Islamabad accuse les talibans afghans

d'abriter le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), ce que Kaboul nie.

- Le 13 octobre, Amir Khan Muttaqi, ministre taliban des Affaires étrangères, a rencontré son homologue indien, Subrahmanyam Jaishankar. Il a déclaré : « Les relations entre l'Afghanistan et l'Inde reviennent à la normale. » En effet, l'ambassade indienne à Kaboul a été rouverte, les infrastructures construites par l'Inde sont à nouveau entretenues par elle, les liaisons aériennes ont repris ainsi que les échanges académiques.

- Le 15 octobre, un cessez-le-feu de 48 heures a été conclu.

☞ Le Pakistan est un allié traditionnel à la fois des États-Unis et de la Chine, tandis que, depuis la défaite de l'occupation états-unienne, l'Afghanistan est devenu un allié de l'Inde, elle-même alliée de la Russie.

4096 Beijing sanctionne l'Église de Sion

Le pasteur Jin Mingri (alias « Ezra Jin »), fondateur de l'Église de Sion, non reconnue par la Chine populaire, et au moins 20 autres ecclésiastiques de son mouvement ont été placés en détention le 10 octobre. Il était parvenu à rassembler sur Internet 200 000 fidèles lors de la messe de Noël, en décembre 2024.

☞ Jin Mingri et ses pasteurs ont été formés au Fuller Theological Seminary de Pasadena. À ce titre, ils sont perçus par les autorités chinoises comme des agents étrangers.

4097 La Chine restreint l'exportation des terres rares

La Chine qui extrait près de 70 % des terres rares mondiales et contrôle environ 90 % de leur transformation a décidé, le 9 octobre, d'exiger une autorisation pour toute société souhaitant en exporter. Elle a également exigé des permis sur les exportations de technologies liées à l'extraction, à la fusion, au recyclage et à la fabrication d'aimants des terres rares.

☞ Cette décision intervient trois semaines avant le sommet des présidents Trump-Xi, alors que la production de puces électroniques par les États-Unis est dépendante des exportations de terres rares chinoises.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4098 L'OTAN renforce sa défense anti-drones

- Les ministres de la Défense de l'Alliance atlantique, réunis le 15 octobre à Mons-Bruxelles, ont renforcé leur défense antidrones dans le cadre de l'opération « Sentinelle orientale » (Eastern Sentry).

Selon un responsable de l'Alliance, l'OTAN se concentrera sur les drones de classe 1, c'est-à-dire pesant moins de 150 kg, alors que les drones de classe supérieure resteront couverts par les moyens de défense aérienne traditionnels.

La Russie serait capable de produire de 50 000 à 60 000 drones *Shahed-136/Gueran-2* (d'un poids de 200 kg) par an.

☞ La vague de drones non identifiés qui a paralysé les aéroports danois a été attribuée à la guerre hybride russe ; cependant rien n'est venu étayer cette supposition. Il reste que le Danemark a choisi d'entretenir l'hystérie des Européens en fermant ses aéroports plutôt qu'en abattant ces drones.

- Le Néerlandais Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a annoncé que plus de la moitié des Alliés allaient contribuer à l'initiative PURL (Prioritized Urgent Request List), qui permet de financer des équipements états-uniens destinés à l'Ukraine.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°148 - 24 octobre 2025

ÉDITORIAL

4099 La Cour internationale de justice rend son avis sur les obligations d'Israël

Sur requête de l'Assemblée générale de l'ONU, la Cour internationale de Justice (CIJ), c'est-à-dire le tribunal interne des Nations unies, a rendu, le 22 octobre, un [avis consultatif](#) sur les « Obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci ».

La Cour est d'avis que l'État d'Israël, en tant que puissance occupante, doit s'acquitter des

obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire. Ces obligations sont notamment les suivantes :

- faire en sorte que la population du Territoire palestinien occupé dispose des produits essentiels à la vie quotidienne, notamment l'eau, la nourriture, les vêtements, le matériel de couchage, les abris et le combustible, ainsi que des articles et services médicaux ;
- accepter et faciliter dans toute la mesure de ses moyens les actions de secours faites en faveur de la population du Territoire palestinien occupé tant que cette population est insuffisamment approvisionnée, comme cela a été observé dans la bande de Gaza, y compris les actions de secours menées par l'Organisation des Nations unies et ses entités, en particulier l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et par des organisations internationales et des États tiers, et ne pas empêcher de telles actions ;
- respecter et protéger tout le personnel de secours et le personnel médical, ainsi que leurs locaux ;
- respecter l'interdiction du transfert forcé et de la déportation dans le Territoire palestinien occupé ;
- respecter le droit des personnes protégées du Territoire palestinien occupé qui sont détenues par l'État d'Israël de recevoir la visite du Comité international de la Croix-Rouge ;
- respecter l'interdiction d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.

En outre, la Cour est d'avis que, en tant que puissance occupante, l'État d'Israël a l'obligation, (...)

(...) en vertu du droit international des droits de l'homme, de respecter, de protéger et de réaliser les droits de l'homme de la population du Territoire palestinien occupé, y compris par la présence et les activités de l'Organisation des Nations unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci.

Elle est d'avis que l'État d'Israël a l'obligation de coopérer de bonne foi avec l'Organisation des Nations unies en lui donnant pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément à la Charte des Nations unies, y compris par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci.

Elle est d'avis que l'État d'Israël a l'obligation, en vertu de l'article 105 de la Charte des

Nations unies, d'assurer le plein respect des privilèges et immunités accordés à l'Organisation des Nations unies, y compris ses organismes et organes, et à ses fonctionnaires, dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci.

Elle est d'avis que l'État d'Israël a l'obligation, en vertu de l'article II de la convention sur les privilèges et immunités des Nations unies, d'assurer le plein respect de l'inviolabilité des locaux de l'Organisation des Nations unies, y compris ceux de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et de l'exemption des biens et avoirs de l'Organisation de toute forme de contrainte.

Enfin, elle est d'avis que l'État d'Israël a l'obligation, en vertu des articles V, VI et VII de la convention sur les privilèges et immunités des Nations unies, d'assurer le plein respect des privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies et aux experts en mission pour l'Organisation, dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci.

AMÉRIQUES

4100 John Bolton inculpé

Un grand jury fédéral du Maryland a inculpé John R. Bolton, ancien conseiller de sécurité nationale du premier mandat de Donald Trump, pour avoir conservé chez lui des informations classifiées. Il risque 180 ans de réclusion pour 10 documents distincts.

Il avait éveillé des soupçons lorsqu'il avait soumis, au gouvernement, un livre révélateur pour un examen de sécurité en 2019. Il est aujourd'hui un adversaire implacable du président.

John Bolton s'est constitué prisonnier, le 19 octobre, et a été remis en liberté dans l'attente de son jugement.

4101 Vers l'inculpation de John Brennan

Le représentant Jim Jordan (Ohio), président de la commission des Lois de la Chambre des représentants, a demandé au secrétariat à la justice, le 21 octobre, de poursuivre pour faux témoignage John Brennan, ancien directeur de la CIA.

Il avait affirmé, lors d'une déposition devant le Congrès, en 2023, que la CIA n'avait jamais été impliquée dans le dossier Steele contre le président Donald Trump. Il avait également démenti que la CIA soit impliquée dans les allégations selon lesquelles Trump était un agent russe. Or des documents récemment déclassifiés attestent qu'il a menti sur ces deux points à la représentation nationale.

4102 La FDA a masqué durant une décennie la dangerosité du Tylenol

La [Food and Drug Administration](#) (FDA) a tenu secrètes des mises en garde sa division de santé maternelle en 2016 et de sa division de santé urologique en 2017, à propos de la dangerosité du Tylenol (paracétamol) pendant la grossesse.

Les documents internes ne sont sortis qu'après la prise de position de Robert Kennedy Jr., secrétaire à la Santé, et du président Trump.

La FDA n'a publié de déclaration à ce sujet que le 22 septembre. Des poursuites légales sont prévisibles.

4103 Mise à pied du commandant du SouthCom

L'amiral Alvin Holsey, commandant du SouthCom (c'est-à-dire des forces des États-Unis pour l'Amérique latine) a été admis prématurément à la retraite. Il était notamment en charge des opérations contre les narcotrafiquants vénézuéliens.

4104 Accord états-uno-australien sur les terres rares

- L'accord états-uno-australien sur les terres rares, discuté depuis le mois de mai, a été conclu à temps pour la visite d'Anthony Albanese, Premier ministre australien, à la Maison-Blanche. Il porte sur 8,5 milliards de dollars.

« Dans environ un an, nous aurons tellement de minéraux critiques et de terres rares que vous ne saurez plus quoi en faire », a déclaré le président Trump.

- Il a, en outre, confirmé qu'il rencontrerait le président chinois, Xi Jinping, lors du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique en Corée du Sud les 31 octobre et 1^{er} novembre et qu'il prévoyait de se rendre en Chine au début de l'année prochaine. À ces occasions, il devrait conclure un accord sur les terres rares chinoises dont l'exportation est aujourd'hui soumise à restriction.

4105 - 500 milliards d'investissements pharmaceutiques

Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA) a annoncé que le total des investissements des grands laboratoires pharmaceutiques (dont Novartis, Sanofi, GSK, Eli Lilly et Johnson & Johnson) aux États-Unis

atteindra 500 milliards de dollars au cours des dix années à venir.

L'administration Trump avait simplifié les procédures d'installation de laboratoires pharmaceutiques en août et menacé d'augmenter les droits de douane pour les médicaments fabriqués à l'étranger.

Analyse du Réseau Voltaire

- « **La Silicon Valley, avec Peter Thiel, adopte le “nationalisme chrétien” de Donald Trump** », par Alfredo Jalife-Rahme

C'est une révolution intellectuelle qui secoue la Silicon Valley : selon le supermilliardaire Peter Thiel, depuis un demi-siècle, les principales puissances mondiales ont conçu une forme de globalisation qui n'est rien d'autre que le règne de l'Antéchrist. Les nations disparaissent au profit d'institutions comme la Cour pénale internationale et les Nations unies, tandis que les innovations scientifiques, comme l'IA, sont ralenties.

4106 Des porte-paroles de l'administration Trump répondent aux insinuations du *Huffington Post*

- Un journaliste du *Huffington Post*, a demandé à Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, pourquoi Donald Trump avait accepté de rencontrer Vladimir Poutine à Budapest. Ne serait-ce pas parce que c'est là que l'accord ukraino-russe de 1994 a été signé et que cette ville serait maudite ?

« C'est drôle pour moi que vous vous considériez comme un journaliste (*sic*). Vous êtes un hack d'extrême gauche que personne ne prend au sérieux, y compris vos collègues dans les médias, ils ne vous disent tout simplement pas cela en face », lui a-t-elle répondu.

- Un autre incident a opposé un journaliste du *Huffington Post*, au porte-parole du Pentagone cette fois. Insinuant que la cravate bleue, blanc, rouge du secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, était une régence au drapeau russe, il s'est vu

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Donald Trump contre l'alliance des "États profonds"](#) » , par Thierry Meyssan

Donald Trump est parvenu à imposer une forme de paix à Gaza, non pas contre le seul Hamas, mais aussi contre la coalition de Benyamin Netanyahu. Ses adversaires n'étaient ni les Palestiniens ni les Israéliens, mais les « États profonds » israélien et britannique. Thierry Meyssan analyse ce tour de passe-passe.

Vidéo : **Thierry Meyssan invité de GPTV**

Thierry Meyssan était l'invité de Nicolas Stroquer sur GPTV, le 17 novembre. Il a commenté l'actualité, notamment le plan de paix de Donald Trump.

- « **Trump : “Mille mercis, Bibi. Excellent travail”** », par Manlio Dinucci

Le président Donald Trump, comme tous ses prédécesseurs, a continué la politique états-unienne de soutien militaire à Israël. Mais il a rompu avec les sionistes révisionnistes. Ainsi, il a félicité Benyamin Netanyahu de manière appuyée, mais il l'a contraint à accepter son plan de paix.

répondre : « Sa mère l'a achetée pour lui – et c'est une cravate états-unienne patriotique, crétin ! »

4107 Les auditeurs de Charlie Kirk se passionnent pour la Bible

Les ventes de Bibles sont passées, aux États-Unis, de 1,5 million par mois à 2,4 millions après l'assassinat de Charlie Kirk à l'Université Utah Valley, le 10 septembre. Le nouveau public serait âgé de 18 à 34 ans.

4108 BNP Paribas condamnée à New York

Un jury populaire de New York a condamné la banque française BNP Paribas pour avoir

contribué à maintenir pendant près de trente ans, entre 1989 et 2019, l'ancien dictateur Omar el-Béchir. La BNP a été condamnée à verser un total de 20,5 millions de dollars (17,58 millions d'euros) de dommages et intérêts aux trois plaignants États-uno-soudanais.

L'action BNP Paribas a chuté de 11 % dans la journée et s'est finalement stabilisée à -7 %.

4109 Automatisation d'Amazon

Selon des documents internes, Amazon prévoit d'automatiser un grand nombre de tâches et de se séparer de 600 000 employés, dont 160 000 aux États-Unis.

La firme espère économiser 12,6 milliards de dollars de 2025 à 2027, soit 30 cents par paquet.

4110 La réforme des armées US avance

Suite au discours de Pete Hegseth, secrétaire à la Guerre, le 30 septembre à Quantico (cf. VAI 3968), une vingtaine d'officiers supérieurs ont démissionné. Selon eux, l'obsession du secrétaire à propos de la tenue vestimentaire et du poids des officiers supérieurs n'est qu'un travers de sous-officier qui ignore le rôle des stratèges.

Il ne semble cependant pas que, contrairement à ce qu'ils affirment, il y ait eu une répercussion négative sur les recrutements. Bien au contraire, l'annonce d'une promotion au mérite et non plus selon des normes *woke* a été bien reçue dans les rangs et parmi le public.

4111 Signature des nouvelles règles de presse du Pentagone

Soixante journalistes ont accepté par écrit les nouvelles règles du Pentagone. Il s'agit pour l'administration Trump de s'assurer qu'aucune information susceptible de porter atteinte aux intérêts et à la sécurité des États-Unis ne soit publiée par inadvertance. La majorité des journalistes considèrent que ces règles ne leur permettront plus de faire correctement leur travail.

4112 Tucker Carlson appelle à une commission d'enquête sur les attentats du 11 Septembre

Le journaliste Tucker Carlson, qui a réalisé une série de documentaires sur les attentats du 11 septembre 2001, a lancé une [pétition](#) pour que le Congrès enclenche une nouvelle commission afin de mener une véritable enquête et de faire toute la vérité.

☞ Il semble que le président Trump, accusé de persécuter ses adversaires politiques, ait renoncé à ouvrir lui-même ce dossier et souhaite que le Congrès se livre au grand déballage.

4113 Le Texas a radié 1 million de faux électeurs

Jane Nelson, secrétaire d'État du Texas, a révélé qu'en trois ans, plus d'[un million de faux électeurs ont été radiés des listes électorales](#) de son État. En outre 2 700 immigrants illégaux viennent d'être découverts sur ces listes.

4114 Pourquoi Karine Jean-Pierre a quitté le Parti démocrate

Dans son dernier livre, *Independent : A Look Inside a Broken White House, Outside the Party Lines* (Indépendant : Un regard à l'intérieur d'une Maison-Blanche brisée, en dehors de la ligne du Parti), Karine Jean-Pierre, ancienne attachée de communication des présidents Obama et Biden, explique pourquoi elle a quitté le Parti démocrate.

4115 Inquiétude des États-Uniens face aux actions de Donald Trump

Plusieurs sondages soulignent l'inquiétude des États-Uniens face aux polémiques et conflits engendrés par le président Trump.

- Selon l'[enquête sur les valeurs états-uniennes de PRRI](#), 62 % des États-Uniens pensent que le pays va dans la mauvaise direction, particulièrement en ce qui concerne l'économie, le fonctionnement des administrations et le traitement de l'immigration.

- Selon un [sondage Associated Press-NORC](#), ils sont 69 %.

- Selon un [sondage Gallup](#), ils sont 67 % à se dire insatisfaits de la manière dont les choses se passent.

4116 Auditions sénatoriales sur le Hezbollah, le Venezuela et le trafic de drogues

L'International Narcotics Control Caucus du sénat a tenu, le 21 octobre, des [auditions](#) sur le thème : « Gangsters mondiaux : les opérations de trafic de drogue du Hezbollah en Amérique latine ».

4117 Rodrigo Paz Pereira élu président bolivien

Le second tour de l'élection présidentielle bolivienne et les élections des parlementaires des deux chambres se sont tenus le 19 octobre. Les résultats sont :

- Rodrigo Paz Pereira & Edmand Lara (Parti démocrate-chrétien) : 54,53 % des suffrages exprimés, 49 députés et 16 sénateurs ;
- Jorge Quiroga Ramírez & Juan Pablo Velasco (Libre, partisans de l'ancien dictateur Hugo Banzer Suárez) : 45,47 % des suffrages exprimés, 39 députés, 12 sénateurs ;
- Unité (centre droit) : 26 députés, 7 sénateurs ;
- Alliance populaire (dissidents du MAS) : 8 députés ;
- Autonomie pour la Bolivie - Súmate (droite affairiste) : 5 députés, 1 sénateur.

☞ Le président élu, le démocrate-chrétien Rodrigo Paz Pereira, a été qualifié de « caméléon » : il a mené une campagne électorale loin des économistes et des chefs d'entreprise pour capter la base du MAS (Mouvement vers le socialisme) d'Evo Morales. Simultanément, il promeut le « capitalisme pour tous », façon argentine à la Javier Milei, tout en annonçant des baisses d'impôts et le rapatriement des grandes fortunes. Au plan international, il prône le rapprochement avec les États-Unis et Israël.

4118 Le Pentagone bombarde en eaux internationales un huitième navire

L'US Navy a bombardé en eaux internationales, le 21 octobre, un huitième navire accusé de transporter des drogues, non plus dans les Caraïbes, mais sur la façade Pacifique de l'Amérique latine, au large de la Colombie.

EUROPE

4119 Destitution du président de l'Oxford Union

Mikey McCoy, ancien chef de cabinet de Charlie Kirk, a lu une lettre ouverte à l'Oxford Union sur le podcast *The Charlie Kirk Show*. Il a révélé que le président de cette vénérable institution avait publié des posts se moquant de l'assassinat de Charlie Kirk avec lequel, il avait pourtant débattu quelques mois auparavant.

Les étudiants d'Oxford ont donc [destitué](#) George Abaraonye. Celui-ci a contesté la procédure du vote et l'université ne se prononcera qu'à la fin du litige.

4120 Nicolas Sarkozy incarcéré

L'ancien président français, Nicolas Sarkozy, a été incarcéré, le 21 octobre, à la prison de la Santé. Deux gardes du corps, dans une cellule adjacente, assurent sa sécurité au sein de l'établissement pénitentiaire.

À la demande de ses fils, une foule était venue l'accueillir à son domicile et le saluer avant son transfert.

M. Sarkozy a été reconnu innocent d'avoir touché de l'argent de la Libye pour financer sa campagne électorale de 2007. Cet argent est bien sorti du Trésor libyen, mais a disparu. Le tribunal l'a cependant condamné pour avoir ourdi une association de malfaiteurs en vue de toucher cet argent. Il a fait appel de cette décision mais, compte tenu de la gravité de l'accusation, a été incarcéré en attendant cet appel.

En France, l'exécution provisoire d'une décision de justice, malgré un appel, ne se comprend que si le prévenu menace de s'enfuir ou de récidiver. Aucune de ces deux conditions n'est ici remplie.

Le juge d'instruction avait écarté une déposition de Thierry Meyssan parce qu'il attestait que de l'argent libyen lui avait été destiné, et qu'il mettait aussi en cause sa rivale à l'élection présidentielle, la socialiste Ségolène Royal.

La présidente du tribunal de première instance est politiquement connue pour être engagée contre Nicolas Sarkozy.

☞ Si tous les Français reconnaissent que Nicolas Sarkozy n'a pas fait financer sa campagne électorale de 2007 par la Libye, certains voient dans sa condamnation une forme de justice immanente : sa condamnation ne se baserait sur rien, mais le punirait pour tout ce qu'il a fait et dont il est sorti indemne. L'opinion publique avait eu, en 2011, le même comportement avec la condamnation du directeur du Fonds monétaire international et candidat à la présidence de la République française, Dominique Strauss-Kahn. Elle avait accepté qu'il soit arrêté aux États-Unis pour un viol qu'il n'avait pas commis, sachant qu'il en avait probablement commis d'autres.

4121 La justice polonaise relâche un saboteur de Nord Stream

Le juge polonais Dariusz Łubowski a décidé la remise en liberté du suspect ukrainien accusé d'avoir participé au sabotage des gazoducs Nord Stream (cf. VAI 4020). Selon lui, « faire sauter des infrastructures critiques [...] au cours d'une guerre juste et défensive [...] ne sont pas des sabotages, mais plutôt des actions militaires [...] qui ne peuvent en aucun cas constituer des crimes ».

4122 Péter Szijjártó dénonce la justice polonaise proterroriste

Péter Szijjártó, ministre hongrois des Affaires étrangères, a réagi à la libération du saboteur présumé de Nord Stream par la justice

polonaise : « Scandaleux. Selon la Pologne, si vous n'aimez pas une infrastructure en Europe, vous pouvez la faire sauter. Avec cela, ils ont donné une autorisation préalable pour des attaques terroristes en Europe. La Pologne a non seulement libéré mais célèbre un terroriste. C'est ce que l'État de droit européen est devenu. »

4123 L'UE augmente ses sanctions contre les pétroliers russes

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE s'est réuni, le 20 octobre à Luxembourg. Il a délibéré des mesures à prendre contre les 600 à 1 400 pétroliers de la « flotte fantôme ».

Le ministre français Jean-Noël Barrot a déclaré : « Nous allons continuer à mettre la pression sur la "flotte fantôme", c'est-à-dire ces navires qui permettent à la Russie de continuer à exporter son pétrole en dépit des sanctions et des restrictions décidées conjointement avec nos partenaires du G7. Nous allons entraver la circulation de ces navires après les avoir sanctionnés. »

4124 La feuille de route Défense de la Commission européenne

• La Commission européenne a proposé sa [feuille de route](#) *Préparation à la Défense à l'horizon 2030*, le 16 octobre. Elle entend mettre l'accent sur quatre projets :

- l'Initiative européenne de défense contre les drones ;
- la surveillance du flanc oriental ;
- le bouclier aérien européen ;
- le bouclier spatial européen.

• La Commission propose également de développer les capacités par les « coalitions » des États membres (et éventuellement de l'Ukraine) dans les neuf domaines prioritaires d'action :

- défense aérienne et antimissile ;
- facilitateurs stratégiques ;
- systèmes d'artillerie ;
- mobilité militaire ;
- cyber, IA et guerre électronique ;
- drones et antidrones ;
- combat terrestre ;

- missiles et munitions ;
- maritime.

• Aucun de ces projets ne fait l'objet de financement spécifique. Par contre, la Commission prévoit de consacrer 100 milliards d'euros à l'augmentation de la mobilité militaire, d'ici fin 2027. Il s'agit de réaliser 500 projets d'infrastructures permettant la mobilité militaire par voie terrestre, aérienne et maritime.

4125 La Suède souhaite priver la Hongrie de fonds européens

Les ministres des Affaires européennes de l'Union européenne ont tenu, le 21 octobre, la neuvième audition de la Hongrie au titre de « l'article 7 » du Traité sur le respect de l'État de droit.

Les positions n'ont pas changé. La Suède a fait circuler en amont de la réunion une note sur le lien entre l'État de droit et la Charte des droits fondamentaux dans le cadre du nouveau budget à long terme. « La Suède ne veut pas qu'un seul euro soit versé à des États membres qui ne respectent pas nos valeurs européennes fondamentales. Dans le prochain budget de l'UE, il faudra resserrer toutes les vis. » Elle souhaite étudier les possibles nouvelles sauvegardes pour protéger tout le budget européen et pas seulement les fonds des plans nationaux et régionaux d'investissement.

4126 La France souhaite priver de fonds européens les ONG opposées aux « valeurs européennes »

La France, l'Autriche et les Pays-Bas ont présenté, le 21 octobre, une note libre (*non-paper*) appelant à « assurer le respect des valeurs européennes par les entités bénéficiaires de financements européens et (à) renforcer la lutte contre toutes les formes de haine, y compris l'antisémitisme et le racisme ».

Parmi les propositions apparaît la signature d'un « contrat d'engagement » par les entités bénéficiaires.

4127 Planification de la conférence des donateurs pour la Palestine

La Croate Dubravka Šuica, commissaire européenne à la Méditerranée, a annoncé la première conférence des donateurs pour la Palestine, en marge du prochain Conseil des Affaires étrangères, le 20 novembre.

Cette conférence ne débattera pas seulement des financements, mais aussi des réformes de l'Autorité palestinienne auxquelles ils seront conditionnés.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4128 Le Parlement européen favorable à une modification des traités pour les décisions de politique étrangère et de défense

Le Parlement européen a adopté, le 22 octobre, le rapport ([P10 TA\(2025\)0247](#)) de l'Italien Sandro Gozi (Renew Europe) sur « les conséquences institutionnelles des négociations d'élargissement de l'Union ».

Il plaide pour une réforme des règles du Conseil européen : adopter une majorité qualifiée et non plus l'unanimité pour toutes les décisions « non souveraines » (*sic*). Il s'agit d'affranchir l'Union des opinions dissidentes en matière de politique étrangère et de défense.

4129 Prix Sakharov 2025

La Conférence des présidents du Parlement européen a décerné, le 22 octobre, le Prix Sakharov 2025 au journaliste, essayiste et blogueur biélorusse Andrzej Poczobut et à la journaliste géorgienne Mzia Amaglobeli, directrice des médias en ligne *Batumelebi* et *Netgazeti*.

En outre, le PE a appelé à la libération immédiate des deux lauréats.

4130 Zelensky rencontre le Hudson Institute et l'America First Policy Institute

Lors de son voyage aux États-Unis, le 18 octobre, [Volodymyr Zelensky](#), président non élu ukrainien, a rencontré des dirigeants de l'Hudson Institute (proche du lobby militaro-industriel) et de l'America First Policy Institute (très proche de Donald Trump).

4131 Planification de la réunion du Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine

Le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, qui travaille à la fourniture de garanties de sécurité à l'Ukraine après la « guerre d'agression russe » (*sic*), se réunira le 24 octobre à Londres, en présence du président non élu ukrainien.

Analyse du Réseau Voltaire

- « **Poutine s'inspire d'Edgar Morin et de ses notions de complexité, “chaosmos” et polycrise, pour penser la multipolarité** », par Alfredo Jalife-Rahme

Alfredo Jalife-Rahme, qui relevait la semaine dernière l'influence de la pensée d'Edgar Morin sur Vladimir Poutine, poursuit aujourd'hui cette piste. Il examine l'application de la sa philosophie aux conceptions géopolitiques de l'élite russe dans la description du monde multipolaire.

4132 Les États pro-Zelensky acceptent l'idée que les négociations de paix partiront de la ligne de contact

Dix chefs d'État et de gouvernement et deux fonctionnaires de l'Union européenne (Ursula von der Leyen et António Costa) ont signé, avec le président non élu ukrainien, le 21 octobre, une [déclaration commune](#) sur la paix pour l'Ukraine.

Ils écrivent : « Nous soutenons fermement la position du président Trump selon laquelle les combats devraient cesser immédiatement, et que la ligne de contact actuelle soit le point de départ des négociations. Nous restons attachés au principe selon lequel les frontières internationales ne doivent pas être changées par la force. »

4133 Le sommet Poutine-Trump différé

Suite à une conversation téléphonique, le 20 octobre, entre Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, et Marco Rubio, son collègue états-unien, aucune date n'a été fixée pour la rencontre annoncée à Budapest des présidents Vladimir Poutine et Donald Trump.

Il semble que le président Trump fasse monter les enchères en repoussant les propositions russes.

☞ Rappelons que Budapest, capitale de la Hongrie, est un territoire européen. Or, Vladimir Poutine fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale dont la Hongrie n'est plus membre depuis six mois et la réception de Benyamin Netanyahou.

AFRIQUE

4134 Maminiaina Ravatomanga placé sous surveillance à l'île Maurice

Suite à la fuite du président de Madagascar, Andry Rajoelina, et à son renversement par le colonel Michaël Randrianirina, commandant du CAPSAT, l'Union africaine a suspendu Madagascar de ses instances.

Il apparait que le multimilliardaire Maminiaina Ravatomanga a également fui vers l'île Maurice avec l'ex-Premier ministre Christian Ntsay, et leurs familles. Les autorités mauriciennes ont ouvert une instruction contre lui pour biens mal acquis et lui ont interdit de quitter le territoire.

☞ Maminiaina Ravatomanga, éminence grise d'Andry Rajoelina, a fait l'objet d'une mise en examen en France, en 2016, pour des biens mal

acquis, mais l'enquête préliminaire a été annulée en 2023.

ASIE

4135 Premiers incidents post-accord de paix à Gaza

Des individus non identifiés ont tiré des missiles antichars sur des soldats israéliens, le 19 octobre. Les FDI ont attribué cette attaque, qui a tué deux soldats israéliens, au Hamas, mais celui-ci a démenti. En réplique, Tsahal a mené une centaine de frappes aériennes contre des cibles du Hamas dans la région de Rafah et dans d'autres parties de Gaza. Au moins 23 Palestiniens ont été tués, selon le ministère de la Santé de Gaza.

4136 Donald Trump envisage d'intervenir à Gaza

« Si le Hamas continue de tuer des gens à Gaza, ce qui n'était pas prévu dans l'accord, nous n'aurons d'autre choix que d'y aller et de les tuer », a déclaré le président Trump sur Truth Social.

4137 Préparation de la Force de stabilisation internationale à Gaza

Le centre de coopération civilo-militaire dirigé par les États-Unis à Kiryat Gat devrait être celui de la Force internationale de stabilisation (FIS) dont le Conseil de sécurité de l'ONU n'a toujours pas défini la mission.

Les États-Unis ont déjà déployé un personnel de 200 soldats pour assurer la coordination de l'ensemble, mais ils n'enverront pas d'hommes sur le terrain a confirmé le vice-président JD Vance. L'Égypte et la Türkiye devraient envoyer des contingents importants.

4138 Un avocat gazaoui dénonce la dictature du Hamas

L'avocat palestinien, Moumen al-Natour, a publié une [tribune libre](#) dans le *Washington Post*. Fondateur de l'association Nous voulons vivre, il

raconte comment des Palestiniens ont été torturés et tués par le Hamas et plaide pour qu'il ne revienne plus au pouvoir à Gaza.

4139 Démission contestée du consul syrien à Dubaï

Ziad Zahreddine, consul syrien à Dubaï, a annoncé par vidéo sa démission en raison de l'implication du gouvernement provisoire dans les différents massacres de minorités ethniques.

Immédiatement le gouvernement l'a accusé d'avoir mis en scène sa défection pour échapper à la justice. Il aurait été dénoncé par le journaliste Qutaiba Yassine, aurait procuré des passeports diplomatiques à sa famille pour partir en Allemagne et y demander l'asile après avoir accumulé un « butin » suite à la chute du président Bachar el-Assad en décembre dernier.

4140 L'Iraq accepte la présence militaire états-unienne pour se protéger de Daesh

Mohammed Shia al-Soudani, Premier ministre iraquien, a indiqué qu'entre 250 et 350 conseillers militaires et membres du personnel de sécurité états-uniens resteront sur la base aérienne d'Ain al-Asad. Ils s'ajouteront aux 2 000 soldats de la base aérienne d'al-Harir à Erbil. Le but de ce déploiement est de garantir que Daesh ne se reformera pas et n'attaquera plus le pays.

4141 Mark Savaya envoyé spécial de Donald Trump pour l'Iraq

Le président Trump a nommé, le 19 octobre, l'homme d'affaires irako-états-unien Mark Savaya, envoyé spécial pour l'Iraq. Il avait joué un rôle déterminant dans la libération de la chercheuse Elizabeth Tsurkov, universitaire russo-israélienne résidente aux États-Unis, enlevée à Bagdad en 2023 par les Kataëb Hezbollah.

4142 La Türkiye concède plus d'eau à l'Iraq

La Türkiye s'est engagée à augmenter les lâchers d'eau à destination de l'Iraq sur le Tigre et l'Euphrate. Ankara souhaite ainsi aider le gouvernement de Bagdad à la veille des élections législatives du 11 novembre. La question de l'eau est le principal sujet de friction entre les deux États.

4143 Exercices militaires saoudo-chinois

Les exercices militaires saoudo-chinois Blue Sword 2025 mettent l'accent sur les manœuvres conjointes avancées, la coopération logistique élargie et la coordination dans plusieurs domaines maritimes. Pour la Royal Saudi Navy, ils offrent l'occasion de tester l'interopérabilité avec un homologue non occidental et d'explorer d'autres approches tactiques. Pour la marine chinoise, ils offrent une expérience opérationnelle dans les eaux du Golfe et une observation plus étroite de la dynamique maritime régionale.

4144 Mort de Muhammad Abdul Karim al-Ghamari

Le général Muhammad Abdul Karim al-Ghamari, chef d'état-major d'Ansar Allah (abusivement désignés comme « les Houthis »), et son fils de 14 ans, sont morts des suites d'un bombardement des Forces israéliennes de Défense (FDI).

4145 Attaque d'un pétrolier de carburant iranien au large du Yémen

Le MV *Falcon*, navire transportant du gaz de pétrole liquéfié (GPL), « a été touché par un projectile » le 18 octobre, à environ 60 milles nautiques (110 km) au sud d'Ahwar, sur la côte sud du Yémen. L'attaque n'a pas été revendiquée. Le pétrolier, battant pavillon camerounais mais appartenant à un propriétaire indien, « transportait du GPL iranien chargé à Assaluyeh le 25 septembre dernier. Il se dirigeait très probablement vers Ras Issa, au Yémen, pour approvisionner Ansar Allah ».

L'opération a probablement été effectuée par Israël.

4146 La Türkiye pourrait autoriser la réouverture du séminaire d'Halki

La Türkiye pourrait autoriser la réouverture du séminaire d'Halki, sur l'île de Heybeliada (archipel des princes), près d'Istanbul. Ce séminaire orthodoxe avait été fermé par la junte, en 1971, au motif de la nationalisation de tous les établissements d'enseignement.

Les États-Unis, qui demandent traditionnellement la réouverture du séminaire, sont désormais plus actifs pour cela, car le patriarcat œcuménique de Constantinople est une alternative à celui de Moscou. La réouverture du séminaire pourrait être le premier pas de la Türkiye pour la reconnaissance du patriarcat œcuménique de Constantinople.

4147 La fille d'Ali Shamkhani se marie sans hidjab ni bretelles

- Une [vidéo](#) du mariage de la fille de l'amiral Ali Shamkhani, en avril 2024 à l'Espinass Palace de Téhéran, a été diffusée sur les réseaux sociaux. On y voit sa fille dans une robe de mariée occidentale sans bretelles ce qui contrevient à la loi iranienne. En théorie, ce comportement est passible d'une peine de prison.

☞ L'amiral Ali Shamkhani, ancien ministre de la Défense, ancien secrétaire du conseil suprême

de Sécurité nationale et actuel conseiller militaire du guide suprême, assure avec son fils, le contournement des sanctions états-uniennes depuis Dubaï.

- C'est dans ce contexte que le professeur états-unien Mehrzad Boroujerdi a accusé l'amiral Shamkhani à l'antenne de la télévision du prince Reza Pahlavi d'avoir fait partie du groupe Mansouroun. Selon lui, il aurait, sur instruction de l'ayatollah Khomeiny (alors réfugié en France), organisé l'assassinat de son père parce

qu'il refusait de participer à la grève du pétrole et soutenait ainsi le Shah.

4148 Un ancien président de la Cour pénale internationale appelle à juger Kim Jong-un

Maître Song Sang-hyun, ancien président de la Cour pénale internationale (2009-2015), a appelé à la traduction en justice de Kim Jong-un, dirigeant suprême nord-coréen, pour sa participation à « l'agression contre l'Ukraine ».

☞ Il s'agit là d'un cas visible de propagande de guerre : les soldats nord-coréens ne sont jamais entrés sur le territoire ukrainien. Ils se contentent de défendre l'oblast russe de Koursk.

4149 Le nombre de détenus a diminué de moitié en Corée du Nord

Selon l'Institut coréen pour l'unification nationale (ICUN), la République populaire démocratique de Corée exploite actuellement quatre camps de prisonniers – le camp 14, le camp 16, le camp 18 et le camp 25 – dans la province de Pyongan du Sud et dans la province du Hamgyong du Nord. Cet institut gouvernemental évaluait entre 80 000 et 120 000 le nombre de détenus, dans son rapport de 2013, c'est-à-dire sous la présidence de Kim Jong-il. Ils ne seraient plus qu'entre 53 000 et 65 000 sous Kim Jong-un

4150 Très importante purge de l'APL

Neuf très hauts responsables de l'Armée populaire de libération chinoise (APL) ont été révoqués par le président Xi Jinping pour corruption.

La plupart des « experts » occidentaux interprètent ces limogeages comme la marque de la « paranoïa communiste » (*sic*). Certains cependant y voient une manifestation des luttes de pouvoir internes et de la difficulté pour le président Xi de conserver la main sur l'Armée.

☞ Le général Li Shangfu, ministre de la Défense, avait été remercié en 2023 (cf. VAI

0099). Cette fois, l'amiral Miao Hua, l'idéologue militaire, a été révoqué. Les deux hommes étaient réputés proches du président Xi.

4151 Sanae Takaichi forme un gouvernement militariste

Le Parti Libéral-Démocrate (PLD) étant parvenu à rester au pouvoir grâce à une alliance avec le Parti de l'innovation du Japon qui partage ses points de vue bellicistes, le gouvernement de Sanae Takaichi a été formé, le 20 octobre (cf. VAI 4048).

Le gouvernement comprend 54 ministres et secrétaires d'État, dont 7 anciens parlementaires impliqués dans le scandale de corruption d'un demi-milliard de dollars de la secte Moon.

Kimi Onoda a été nommée « ministre en charge d'une société de coexistence bien ordonnée et harmonieuse avec les ressortissants étrangers ». L'immigration étrangère a presque doublé au Japon en dix ans, mais devrait être désormais contrôlée.

Surtout la Stratégie de défense nationale (NDS), le programme de Renforcement de la défense (DBP) et la Stratégie de sécurité nationale (NSS) devraient être revus avec sept ans d'avance et le budget militaire devrait connaître une importante augmentation. Officiellement, il s'agit de passer aux 5 % du PIB requis par le président Trump pour ses alliés ; mais officieusement, il s'agit de prendre la voie de la militarisation du pays.

4152 Shigeru Ishiba confirme être un militariste impérial

Shigeru Ishiba, Premier ministre japonais sortant, a envoyé une offrande au sanctuaire de Yasukuni en mémoire des criminels japonais contre l'Humanité.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4153 Le conseil de Sécurité examine la situation en Syrie

Le conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni le 22 octobre pour examiner la situation en Syrie. Le représentant permanent de la Syrie, le Britano-Syrien Ibrahim Olabi, a présenté les réalisations de son gouvernement et son engagement de ne plus être une menace pour la sécurité régionale.

La représentante du secrétaire général, la Marocaine Najat Rochdi, a souligné que les résultats du gouvernement n'étaient pas à la hauteur des espérances, particulièrement en ce qui concernait l'inclusion des femmes. Elle en a voulu pour preuve que sur 119 sièges, seulement 6 ont été pourvus par des femmes à l'Assemblée du peuple lors des élections du 5 octobre. Elle a proposé que des mesures claires soient prises pour empêcher l'exclusion des femmes aux postes clefs de direction du pays.

Les États membres du Conseil ont souligné qu'il convenait de lever toutes les sanctions entravant la reconstruction de la Syrie. Cependant, les délégations russe et chinoise ont regretté que le Royaume-Uni et les États-Unis aient retiré l'organisation terroriste Hay'at Tahrir el-Cham des listes nationales des organisations terroristes.

Le Groupe A3+ (Algérie, Sierra Leone, Somalie et Guyana) a appelé à la pleine mise en œuvre de l'Accord sur le dégagement de 1974. Tandis que la Russie a exhorté Israël à cesser ses bombardements menés « au prétexte de protéger les Kurdes et les Druzes ». La Türkiye, quant à elle, a dénoncé les pratiques coercitives des Forces démocratiques syriennes (FDS), qu'elle a accusées d'attiser les tensions locales et de restreindre les libertés éducatives, notamment contre la communauté chrétienne.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°149 - 31 octobre 2025

ÉDITORIAL

4154 La Russie devient la première puissance militaire au monde

L'état-major russe a testé avec succès, le 21 octobre, un missile 9M730 Bourestnik. Cette arme avait été annoncée par le président Vladimir Poutine lors de son discours devant le Parlement, le 1^{er} mars 2018. Sept ans plus tard, elle est opérationnelle.

[Nous écrivions](#) alors : « La Russie dispose d'un moteur à énergie nucléaire (c'est-à-dire d'une centrale nucléaire) qui a été miniaturisé au point de pouvoir équiper un missile de croisière à charge nucléaire. Les missiles de croisière ayant un trajet imprévisible et ce moteur ayant une autonomie quasi infinie, ils sont pour le moment invincibles. »

☞ La mise en service du 9M730 Bourestnik ouvre la voie à celle des drones sous-marins Status-6 Poseïdon. Il renverse l'équilibre des puissances puisque, désormais, la Russie dispose d'une avance sur ses concurrents. Elle n'est plus militairement à égalité avec les États-Unis, mais passe devant eux. Durant la guerre en Syrie, les nouvelles armes conventionnelles russes se sont montrées supérieures à celles de l'OTAN. Au cours de la guerre en Ukraine, la Russie a su les fabriquer en série. Au moment où nous écrivions, elle est devenue la première puissance conventionnelle et nucléaire du monde.

☞ Le président Vladimir Poutine [a rendu publique](#) cette avancée, le 26 octobre, c'est-à-dire entre la polémique sur l'usage potentiel de Tomahawk par l'Ukraine pour frapper le Kremlin et le sommet Trump-Xi pendant lequel les États-Unis devaient tenter de briser l'alliance russo-chinoise.

☞ Le test a été réalisé au moment où l'armée russe prenait le dessus dans la bataille de Pokrovsk qu'elle devrait inévitablement gagner. Cette bataille marque la défaite du « führer blanc », Andriy Biletsky (il a commandé successivement le régiment Azov lors de la bataille de Marioupol, la 3^e brigade d'assaut lors de la bataille de Bakhmout, et le 3^e corps d'armée lors de celle de Pokrovsk). De fait, cette bataille pourrait être la dernière de cette guerre.

☞ Les États-Unis ont réagi à ce test en annonçant de nouveaux essais nucléaires et en retirant leurs troupes du front oriental de l'Europe.

AMÉRIQUES

4155 Étrange interview de Donald Trump à *Time Magazine*

Donald Trump a donné une [interview](#) par téléphone à *Time Magazine*. Il y revendique d'avoir commencé la guerre contre l'Iran avec l'assassinat du général Qassem Soleimani, en janvier 2020. Il se félicite du cessez-le-feu à Gaza et assure qu'Israël n'annexera pas la Cisjordanie comme il a donné sa parole aux États arabes. Il considère le président Mahmoud Abbas comme un sage et envisage la libération par Israël de Marwan Barghouti. Enfin, de manière surprenante, il déclare avoir été consulté par Israël avant l'opération des bipeurs et affirme l'avoir approuvée alors qu'il n'était pas encore élu président.

4156 Scott Bessent négocie avec la Chine

Intervenant à « This Week (ABC) », Scott Bessent, secrétaire au Trésor, a [rendu compte](#) de ses négociations avec la Chine avant le sommet de l'ASEAN+3 : « Le président m'avait donné un pouvoir de pression maximal en menaçant d'imposer des droits de douane de 100 % si la Chine imposait son contrôle mondial des exportations de terres rares. Je pense donc que nous avons évité cela. Nous avons également convenu d'achats agricoles substantiels pour les agriculteurs états-uniens. » Sans oublier une coopération pour contrôler la vente de précurseurs chimiques utilisés dans la production de fentanyl.

4157 La Garde nationale se dote d'unités antiémeutes

Le Pentagone [a requis](#) la formation de 500 gardes nationaux par État pour assurer le maintien de l'ordre.

4158 Lindsey Graham approuve la politique de Trump contre les cartels vénézuéliens

Intervenant le 26 octobre à « Face the Nation » (CBS), le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) [a déclaré](#) : « Le jeu change en ce qui concerne les trafiquants de drogue et les cartels de la drogue. Nous allons utiliser la force militaire comme nous l'avons fait dans le passé pour protéger notre pays. C'est le nouveau jeu auquel nous jouons, et je suis heureux que nous jouions à ce jeu, et si j'étais Maduro, je trouverais un moyen de partir avant que ça ne chauffe. »

4159 « L'Arctic Frost » n'a rien à envier à celle du « Watergate »

Le sénateur républicain Charles Grassley (Iowa), président de la commission des Lois, a rendu publics de [nouveaux documents](#) attestant que des responsables de l'administration Biden ont délibérément provoqué l'opération « Arctic Frost » (cf. VAI 4011).

Le président Donald Trump [a commenté](#) sur Truth Social : « Dernière minute. Les documents montrent de manière concluante que Christopher Wray, Jack Smith le dérangé, Merrick Garland, Lisa Monaco, et d'autres escrocs de l'administration Biden, ont signé l'opération Arctic Frost. Ils ont espionné les sénateurs et sénatrices du Congrès, et ont même enregistré leurs appels. Ils ont triché et truqué l'élection présidentielle de 2020. Ces lunatiques de gauche radicale devraient être poursuivis pour leur comportement illégal et hautement contraire à l'éthique ! »

Le 29 octobre, un lanceur d'alerte a communiqué un document interne du secrétariat à la Justice. Le procureur spécial Jack Smith et son équipe juridique, avaient émis 197 assignations à comparaître demandant des documents et des communications à plus de 430 personnes (dont Stephen Miller, Dan Scavino, Jared Kushner et Lara Trump) et organisations, qui semblent toutes être

républicaines. Des collectes de fonds républicaines et des communications individuelles avec de nombreux médias nationaux, dont CBS et Fox News, ont été examinées. Les relevés téléphoniques de 11 membres du Congrès ont fait l'objet d'une assignation à comparaître secrète.

Lors d'une conférence de presse au Congrès, le sénateur Ted Cruz, ancien procureur général du Texas, a révélé que le procureur spécial Jack Smith avait demandé à AT&T de lui donner accès à toutes ses communications téléphoniques et avait interdit à AT&T de le prévenir, le juge James Boasberg ayant émis une ordonnance secrète : « Le tribunal estime qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une telle divulgation entraînerait la destruction ou la falsification de preuves, l'intimidation de témoins potentiels et mettrait gravement en péril l'enquête. »

4160 L'autopen sous l'administration Biden

La Commission de surveillance de la Chambre des représentants a rendu, le 28 octobre, un [rapport](#) intitulé : *The Biden Autopen Presidency : Decline, Delusion, and Deception in the White House* (La présidence Biden et l'autopen : déclin, illusion et tromperie à la Maison-Blanche). Il révèle qu'à mesure que l'état du président Biden se détériorait, ses collaborateurs exerçaient l'autorité présidentielle et facilitaient les actions exécutives sans son autorisation directe, notamment en abusant de l'autopen et en ne documentant pas correctement les processus décisionnels (cf. VAI 3611).

Le représentant républicain James Comer (Kentucky), président de la Commission, a écrit à la procureure générale, Pam Bondi. Il lui a demandé que le secrétariat à la Justice procède à un examen complet de toutes les mesures exécutives prises pendant la présidence Biden et examine le rôle de ses principaux assistants – le Dr Kevin O'Connor, Annie Tomasini et Anthony Bernal – qui ont plaidé le cinquième amendement pendant les auditions du Congrès.

Vidéos

- [Thierry Meyssan invité d'Éric Montana](#)

Thierry Meyssan était l'invité d'Éric Montana sur TVADP, le 25 octobre. Il a présenté sa lecture du travail de Donald Trump au Moyen-Orient et en Ukraine : la lutte contre l'alliance des États profonds états-unien, britannique, israélien et ukrainien, sans oublier l'État profond nippon.

- [Thierry Meyssan invité de Nicolas Stoquer](#)

Thierry Meyssan était l'invité de Nicolas Stoquer sur de plateau de GPTV. Il a été interrogé sur son analyse de la politique de Donald Trump, son combat contre les Straussiens états-uniens d'abord désignés comme les néo-conservateurs, puis la clique Biden-Clinton. Après avoir essuyé deux tentatives de destitution durant son premier mandat, il a dû affronter deux tentatives d'assassinat pour son second. L'État profond US s'est reformé au sein des Nations unies et du Groupe de Ramstein, désormais dénommé Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine. Il a fait une alliance avec les groupes, issus de la Seconde Guerre mondiale, qui classifient les hommes par ethnies et les hiérarchisent : les « sionistes révisionnistes » au pouvoir derrière Benyamin Netanyahou en Israël, les nationalistes intégraux au pouvoir derrière Volodymyr Zelensky en Ukraine, aux « impérialistes britanniques » au pouvoir derrière Keir Starmer au Royaume-Uni et aux « impérialistes japonais » désormais au pouvoir derrière Sanae Takaichi au Japon. Pour comprendre ce que nous vivons aujourd'hui, nous devons réviser ce que nous avons interprété, à tort, de la Guerre mondiale en nous basant sur les documents d'époque révélés au cours des dernières années.

4161 Une proposition de loi sur le Mont du Temple

La représentante républicaine Claudia Tenney (New York) [a déposé](#) une proposition de loi

visant à reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Mont du Temple.

☞ Contrairement à ce qu'affirme la représentante, il n'existe aucune preuve archéologique que le Temple de Salomon ait jamais été édifié sur le Mont du Temple.

Le Endowment for Middle East Truth (EMET) et la Zionist Organization of America qui soutiennent cette initiative sont toutes deux kahanistes (comme Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir).

4162 Les fondations Gates, Rockefeller et Ford subventionnent des organisations dépendantes du PCC

Le sénateur républicain Charles Grassley (Iowa), président de la commission des Lois, [a écrit](#) à la Fondation Bill et Melinda Gates, au Fonds Rockefeller Brothers et à la Fondation Ford pour qu'elles clarifient les subventions qu'elles ont accordées à des organisations dépendantes du Parti communiste chinois.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

4163 Elon Musk lance Grokipedia

Elon Musk a lancé une encyclopédie concurrente de Wikipédia : Grokipedia. Elle compte déjà 7 millions d'entrées en anglais, dont [une](#) consacrée à Thierry Meyssan, particulièrement fournie.

4164 Bill Gates modifie profondément sa stratégie face au changement climatique

Dans une très longue [note](#), publiée le 28 octobre, Bill Gates souligne (1) que le changement du climat est un sérieux problème, mais « qu'il ne signifie pas la fin de la civilisation » ; (2) que la température n'est pas un

moyen de mesurer les progrès accomplis et (3) que « la santé et la prospérité sont les meilleurs moyens de lutter contre le changement climatique » (*sic*).

4165 Les États-Unis ont tenté d'enlever Nicolás Maduro

Associated Press a révélé que, début 2024, les États-Unis [ont tenté d'acheter](#), pour 50 millions de dollars, le pilote de l'avion présidentiel vénézuélien. Mais le général Bitner Villegas a refusé de livrer Nicolás Maduro.

4166 L'administration Trump contre Gustavo Petro

Le département du Trésor a annoncé, le 24 octobre, des sanctions à l'encontre du président colombien, Gustavo Petro, de son épouse, de l'un de ses fils, de son ancien directeur de campagne, Armando Benedetti, ainsi que de son ministre de l'Intérieur. Des membres de leur famille et des responsables colombiens ont été ajoutés à cette liste, ce qui les empêche d'exercer des activités commerciales aux États-Unis et avec des entreprises états-uniennes.

☞ Du milieu des années 1960 jusqu'à l'accord de cessez-le-feu définitif en 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Israël et la Colombie ont entretenu une relation étroite, mais peu visible, car elle s'est développée à travers des canaux techniques et institutionnels, souvent discrets. Peu de gens en ont réellement conscience. Au début des années 2000, sous la présidence du conservateur Álvaro Uribe, cette relation s'est encore renforcée dans le cadre de la politique de « sécurité démocratique », faisant de la Colombie un important client des technologies militaires israéliennes. L'ancien colonel israélien Yaïr Klein ou l'ancien agent du Mossad Rafi Eitan (1926-2019) incarnent cette collaboration entre formation de groupes armés, ventes d'armes et conseils à l'État. Ancien militant du Mouvement du 19 Avril (M-19), Gustavo Petro a personnellement affronté Israël en Colombie durant les années 1970 et 1980, d'où son

discours anti-israélien du 23 septembre 2025 à la tribune des Nations unies. Le président Gustavo Petro semble penser que la position du président Trump contre lui s'explique non par le narcotrafic, mais avant tout par sa position sur Israël.

EUROPE

4167 Coût de l'immigration au Royaume-Uni

Selon les [statistiques](#) du département du Travail et des Retraites du Royaume-Uni, publiées en juillet, 1,26 million d'étrangers reçoivent un crédit universel, une indemnité de protection sociale mensuelle pour les personnes en âge de travailler pour les aider à couvrir leur logement, la garde de leurs enfants et autres. Mais au total, ce sont 3,37 millions d'étrangers qui postulent à des aides sociales de l'État. Entre mars 2022 et mars 2025, cette population a coûté 24,79 milliards de livres au Royaume, soit 28,40 milliards d'euros. .

4168 Les époux Macron font un procès aux relais des allégations sur le sexe de Brigitte, mais ne poursuivent pas les auteurs

Les époux Macron ont déposé plainte contre dix personnes qui ont relayé l'allégation selon laquelle Brigitte Macron serait en fait Jean-Michel Trogneux, ayant subi une transformation de genre. Parmi les prévenus Aurélien Poirson-Atlan (alias « Zoé Sagan ») et Bertrand Scholler.

Tiphaine Auzière, la plus jeune fille de Brigitte Macron a été citée comme témoin, par les avocats de la plaignante. Elle a notamment affirmé avoir observé une « dégradation des conditions de vie » et de la « santé » de l'épouse du président depuis le début de ce cyberharcèlement.

☞ On ne peut qu'être surpris par le fait que les époux Macron n'aient pas cité à comparaître Xavier Poussard, l'auteur de *Devenir Brigitte*.

Identiquement, ils n'ont pas attaqué Candace Owens dans son lieu de résidence, mais – par erreur sûrement – dans le Delaware où sa société est enregistrée.

4169 L'Assemblée nationale appelle le gouvernement à dénoncer les accords d'immigration franco-algériens

Le 30 octobre, l'Assemblée nationale a adopté par 185 voix contre 184, une proposition de résolution ([AN 1778](#)) appelant « les autorités en ayant la compétence à dénoncer les accords franco-algériens du 27 décembre 1968 ».

Cette résolution ne s'impose pas au gouvernement, qui est minoritaire au Parlement, mais celui-ci a fait savoir lors de sa formation qu'il respecterait la volonté de la représentation populaire.

4170 La Belgique refuse de financer la guerre ukrainienne contre la Russie

Bart De Wever, Premier ministre belge, a averti que le plan européen de financement de la guerre en Ukraine, cette « quasi-confiscation » sans précédent d'actifs souverains, exposerait la Belgique à des dettes colossales. « Je ne suis pas en mesure – et certainement pas disposé, mais tout simplement incapable – de déboursier 140 milliards d'euros en une semaine, prélevés sur les maigres ressources de la Belgique », a-t-il déclaré.

4171 Un magistrat belge dénonce le contrôle du pouvoir par les cartels des drogues

Un juge d'Anvers a publié, le 27 octobre, une [lettre non signée](#), pour dénoncer l'infiltration des narcotrafiquants dans les institutions belges. Il écrit : « Ce qui se passe aujourd'hui dans notre district et au-delà n'est plus une question de crime classique. Nous sommes confrontés à une menace organisée qui sape nos institutions. De vastes structures de type mafieux ont pris racine, devenant un pouvoir parallèle qui remet en question non seulement la police mais aussi

la justice. Les conséquences sont graves : évolue-t-on vers un narco-État ? Non, tu penses ? Exagéré ? Selon notre commissaire aux médicaments, cette évolution est déjà en cours. Mes collègues et moi partageons cette préoccupation. » Et encore : « Cette corruption s'infiltrer dans nos institutions. Les affaires que j'ai menées ces dernières années – et je ne suis que l'un des 17 juges d'instruction à Anvers – ont entraîné l'arrestation d'employés dans des ports clés, de douaniers, de policiers, de greffiers municipaux et, malheureusement, même de personnel du système judiciaire, à la fois à l'intérieur des prisons et ici même dans ce bâtiment. Un attentat à domicile avec une bombe ou des armes de guerre, un home-jacking ou un enlèvement sont tous facilement commandés en ligne. Vous n'avez même pas besoin d'aller sur le dark web ; un compte Snapchat, c'est tout ce qu'il faut. »

4172 Les partis politiques néerlandais envisagent de violer l'état de droit

Les propositions de 12 des 15 partis politiques néerlandais, qui se présentaient aux élections législatives du 29 octobre, violent l'état de droit, selon un [rapport](#) de l'association néerlandaise des avocats.

Il s'agit principalement des propositions relatives à l'immigration, aux droits des musulmans, et au respect de la vie privée.

4173 La Slovaquie refuse de financer la guerre ukrainienne contre la Russie

Robert Fico, Premier ministre slovaque, a affirmé, lors d'une conférence de presse à Bratislava le 26 octobre, que la Slovaquie ne prendra part à aucun programme de l'Union européenne visant à financer une aide militaire à l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie. « Quoi qu'il arrive, je veux que nous soyons totalement clairs à ce sujet en Slovaquie. Le gouvernement que je dirige ne signera jamais, je le souligne, jamais, aucune garantie de prêt pour l'Ukraine pour des dépenses militaires. Nous ne

dépenserons pas non plus un centime de notre propre budget d'État à cette fin », a-t-il déclaré.

Erratum

Nous avons commis trois erreurs, dont deux un peu ridicules, dans certaines de nos éditions de notre n°138 :

- Nous avons indiqué que Dominique Strauss-Kahn avait été directeur de la Banque mondiale (cf. VAI 4120). Il s'agissait évidemment du Fonds monétaire international.

Traditionnellement la fonction de directeur de la Banque mondiale revient à un États-Unien, actuellement l'ancien directeur de Mastercard Ajay Banga, tandis que celle de directeur du FMI revient à un Européen, aujourd'hui Kristalina Georgieva (qui avait exercé précédemment une fonction exécutive à la Banque mondiale).

- Nous avons situé le poste de commandement de la Force internationale de stabilisation (FIS) de Kiryat Gat à Gaza (cf. VAI 4137), or il est en Israël à 32 km de la frontière.
- Nous avons écrit que Kharkov, défendu par des soldats nord-coréens, était un oblast russe (cf. VAI 4148). La brève n'avait aucun sens : Kharkov est ukrainien et les soldats ne défendent que le territoire russe de Koursk.

4174 La Lituanie interprète la contrebande de cigarettes en ballon comme une attaque hybride russe

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et António Costa, président du Conseil européen, ont dénoncé, le 27 octobre, l'incursion, en Lituanie depuis la Biélorussie, de dizaines de ballons transportant des cigarettes de contrebande, entraînant la fermeture temporaire des aéroports de Vilnius et Kaunas. La Lituanie a annoncé qu'elle abattrait les ballons entrant illégalement sur son territoire.

Le 29 octobre, la Lituanie a annoncé qu'elle fermait pour un mois sa frontière avec la Biélorussie. Elle a émis des dérogations pour les citoyens de l'UE, les citoyens des pays de l'OTAN, les citoyens des pays tiers titulaires d'un permis de séjour temporaire de retour sur le territoire de l'UE, ainsi que pour les citoyens de pays tiers et les diplomates en transit.

4175 Les États-Unis retirent partiellement leurs armées du flanc oriental de l'Europe

- Ionuț Moșteanu, vice-Premier ministre roumain et ministre de la Défense, a indiqué que, le 27 octobre, les États-Unis ont informé les ambassadeurs à l'OTAN qu'ils [retiraient](#) leurs troupes du flanc oriental de l'Europe (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Hongrie) et les transféraient en Extrême-Orient.

Il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un retrait total, mais d'une réduction d'environ la moitié des effectifs. Il a indiqué que la Roumanie était principalement défendue par sa propre armée et qu'il espérait une participation accrue de l'armée française pour la renforcer.

👉 Le retrait partiel des armées US du flanc oriental de l'Europe signifie leur retrait partiel du conflit ukrainien.

- Matt Whitaker, ambassadeur des États-Unis à l'OTAN, a qualifié la nouvelle comme n'étant pas « un retrait états-unien d'Europe ni un signe d'un engagement réduit envers l'OTAN et l'article 5 ». « Notre forte présence et notre engagement indéfectible envers l'Europe demeurent constants, notamment à travers notre soutien à l'opération Sentinelle de l'Est. »

- Le sénateur républicain Roger F. Wicker (Mississippi) et le représentant Mike Rogers (Alabama) ont commenté cette décision comme « non coordonnée et en contradiction directe avec la stratégie du président ». Ils ont ajouté qu'elle pourrait entraîner de nouveaux retraits de forces états-uniennes d'Europe de l'Est.

4176 Le Conseil de l'UE adopte son 19^e paquet de sanctions contre la Russie

Le Conseil de l'Union européenne [a adopté](#) son 19^e paquet de sanctions contre la Russie. Il a décidé d'interdire progressivement les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe dans l'UE à compter du 1^{er} janvier 2027 pour les contrats à long terme et dans un délai de six mois pour les contrats à court terme. Il a renforcé les interdictions concernant les sociétés Rosneft et Gazprom Neft (comme l'ont fait les États-Unis) et les banques Istina, Zensky Bank, Commercial Bank, Absolut Bank, MTS Bank et Alfa-Bank. Il a sanctionné 117 nouveaux navires de la « flotte fantôme ».

De plus, le paquet comprend un nouveau mécanisme visant à restreindre la circulation des diplomates russes au sein de l'UE, par le biais d'une procédure de notification et de l'autorisation accordée aux États membres de prendre les mesures nationales appropriées concernant l'entrée ou le transit de diplomates russes sur leur territoire, avec une période de transition de trois mois.

Le Groupe de soutien à la défense de l'Ukraine, présidé par le Royaume-Uni, a immédiatement apporté son soutien à l'UE.

4177 L'UE s'apprête à signer l'accord avec le Mercosur malgré l'avis du PE et la non-adoption de la clause de sauvegarde

La signature de l'accord UE-Mercosur devrait avoir lieu au plus tard le 20 décembre. Le Parlement européen n'a pas encore donné son consentement à l'application provisoire de l'accord. En outre, l'adoption de la sauvegarde annexée à l'accord, qui interviendra plus tard, constitue cependant une condition essentielle pour le feu vert à l'accord.

4178 Le programme spatial européen

Lors de la conférence « L'Espace pour une résilience européenne », le 28 octobre, le

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La propagande antirusse et la préparation de la guerre contre la Russie](#) », par Thierry Meyssan

Pendant que la propagande des États profonds convainc les opinions publiques que la Russie est mauvaise, on prépare sous nos yeux les armées à la guerre. Le chef d'état-major de l'armée de Terre française, le général Pierre Schill vient d'annoncer à l'Assemblée nationale qu'il prépare la prochaine guerre contre la Russie. Tandis que le vice-premier ministre polonais a annoncé qu'il allait intercepter l'avion présidentiel de Vladimir Poutine. Seul contre tous ses alliés, Donald Trump tente de préserver la paix mondiale.

- « [Trump va-t-il jouer la carte chinoise contre la Russie ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les dirigeants états-uniens poussent le président Donald Trump à revenir à la politique d'Hillary Clinton de division de la Russie et de la Chine. Mais celle-ci s'est forgée avec la guerre en Ukraine et se poursuit malgré les sanctions états-uniennes contre les puissances achetant des hydrocarbures russes. Certes la politique de Richard Nixon contre l'alliance Mao-Khrouchtchev avait été fructueuse pour Washington mais, se souvenant de leur histoire, Beijing et Moscou ont compris que, divisés, ils seraient inévitablement mangés, l'un après l'autre, par les Occidentaux.

- « [Le sommet entre Trump et Poutine à Budapest est-il retardé par les menaces terroristes de la Pologne ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Après que Radosław Sikorski, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères polonais, a déclaré que son pays pourrait intercepter l'avion de Vladimir Poutine parce qu'il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), la Russie a préféré reporter le sommet des chefs d'États russe et états-unien prévu en Hongrie.

Lituanien Andrius Kubilius, commissaire européen à la Défense et l'Espace, et l'Autrichien Josef Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), ont annoncé la création de l'ERS, un programme sur la résilience spatiale. Avec le futur service gouvernemental d'observation de la Terre (EOGS) de la Commission, il constituera l'un des deux piliers de l'architecture de sécurité spatiale de l'Europe du futur. Il s'agit de fournir des capacités spatiales de pointe : renseignement, surveillance et reconnaissance, navigation et communications sécurisées.

Par ailleurs, le programme phare européen, le « Bouclier de défense spatiale », sera lancé à l'été 2026, tandis que le programme européen de communications par satellite sécurisées, GOVSATCOM, entrera en service d'ici la fin de l'année, probablement avec la participation de l'Ukraine.

4179 Le lobbying de l'industrie numérique à Bruxelles

Selon une étude de Corporate Europe Observatory et de LobbyControl, les dépenses annuelles de lobbying à Bruxelles de l'industrie numérique [ont augmenté](#) de 113 millions d'euros en 2023 à 151 millions d'euros aujourd'hui ; soit une augmentation de 33,6 % en seulement deux ans.

AFRIQUE

4180 L'Algérie renforce la répression de ses opposants à l'étranger

Le député du Rassemblement national démocratique (RND), Hichem Sifer, a déposé le 26 octobre, une proposition de loi visant à déchoir de leur nationalité les Algériens à l'étranger qui fournissent « des services à un autre pays dans l'intention de nuire aux intérêts de l'Algérie » et ceux qui œuvrent pour « des forces militaires ou de sécurité étrangères et qui continuent à leur apporter assistance

malgré un avertissement du gouvernement algérien ».

4181 Polémique entre le Soudan et les Émirats arabes unis

- Le Soudan a mis en distribution au conseil de sécurité de l'ONU, le 27 octobre, un dossier d'une cinquantaine de pages (réf : S/2025/555) attestant que les Émirats arabes unis ont organisé le recrutement de mercenaires colombiens par Global Security Services Group pour venir en aide à la Force de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti »).
- Les Émirats arabes unis ont immédiatement répondu (réf : S/2025/666) en niant l'interprétation soudanaise de ces documents. Selon Abou Dhabi : « ces documents sont incomplets, non datés, remaniés ou floutés, leur origine ou leur auteur ne sont pas clairement indiqués, ou les informations qu'ils contiennent sont invérifiables. En tout état de cause, ces prétendues preuves n'étaient en aucune manière les affirmations formulées par l'Autorité de Port-Soudan contre les Émirats arabes unis. » Suit une liste d'anomalies les démentant.

4182 Victoire improbable de Paul Biya

L'élection présidentielle camerounaise s'est tenue le 12 octobre, mais les résultats n'ont été publiés que le 22. Durant onze jours, une tension s'est développée dans tout le pays où l'on attendait la réaction du président sortant et candidat à sa réélection, Paul Biya.

Les résultats proclamés seraient :

- Paul Biya, Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) : 2 474 179 suffrages exprimés, soit 53,66 % des voix ;
- Issa Tchiroma Bakary, Front pour le salut national du Cameroun (FSNC) : 1 622 334 suffrages exprimés, soit 35,19 % des voix.

Des émeutes ont immédiatement suivi l'annonce des résultats. La défaite du président sortant, Paul Biya, ne fait aucun doute pour les

observateurs. Il est probable que les proportions des votes ont été inversées.

ASIE

4183 Bezalel Smotrich polémique avec l'Arabie saoudite

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré : « Si l'Arabie saoudite nous dit que la normalisation est en échange d'un État palestinien, alors non merci, mes amis. Continuez à chevaucher vos chameaux dans le désert saoudien ! »

Face aux réactions outrées de l'Arabie saoudite, il a rectifié sa pensée : « Désolé pour le tort que (ces) mots ont pu causer ». Puis il a réaffirmé qu'Israël a des « droits historiques sur la Cisjordanie occupée » et que Riyad doit « respecter ces droits ».

4184 Le Mossad accuse l'Iran d'attaques à l'étranger contre les intérêts juifs

Le Mossad [a accusé](#) la Force Al-Quods des Gardiens de la révolution iraniens d'ourdir une série d'attaques contre les intérêts juifs en Australie, en Grèce et en Allemagne. Elle serait dirigée par Sardar Ammar.

👉 Le Mossad reprend une présentation des événements qui fait de l'Iran un acteur non pas antisioniste, mais antisémite.

4185 Les sionistes révisionnistes contre une participation de la Türkiye à la FIS

Le sioniste révisionniste Amichai Chikli, ministre de la Diaspora, a déclaré : « Si vous voulez avoir la paix, si vous voulez que le Hamas disparaisse », alors la Türkiye ne devrait pas jouer de rôle à Gaza. « La Türkiye soutient le Hamas », a-t-il indiqué. « C'est une équation très simple. »

4186 Yuval Noah Harari et les traités de paix au Moyen-Orient

L'historien israélien Yuval Noah Harari a publié, le 23 octobre, une [tribune libre](#) dans le *Washington Post* intitulée : *The silent success of the Middle East's peace treaties* (Le succès silencieux des traités de paix au Moyen-Orient).

Il y souligne que les traités de paix sont une tradition qui remonte à 2350 ans avant Jésus-Christ au Moyen-Orient. Aucun État arabe n'a violé les traités qu'il a signés avec Israël à l'occasion de l'attaque du 7 Octobre.

4187 Le contrat secret Nimbus d'Israël avec Google et Amazon

Selon une [enquête commune](#) du *Guardian* et de +972 Magazine, Amazon et Google ont signé avec Israël, en 2021 et pour 7 ans, un contrat dénommé « Nimbus ». Il permet de stocker de très importantes quantités de données. La particularité de contrat est de prévoir un moyen, pour les sociétés fournisseurs de services, de prévenir Israël en cas de perquisition de leurs serveurs par l'État hôte. En effet, dans ce cas, la plupart des législations interdisent aux fournisseurs de prévenir leurs clients, mais ici, un code secret permet à Google et à Amazon de le faire.

Les mêmes médias avaient [expliqué](#), le 25 septembre, que Microsoft avait annulé son contrat avec Israël depuis qu'elle avait réalisé qu'elle stockait des enregistrements d'écoutes téléphoniques des Palestiniens, permettant à Israël de déterminer les cibles à abattre.

4188 Marco Rubio installe le centre de coordination civile-militaire de Kiryat Gat

Marco Rubio, secrétaire d'État, a désigné le diplomate Steven Fagin, qui était ambassadeur au Yémen, chef du centre de coordination civile-militaire de Kiryat Gat.

Steven Fagin est un diplomate de carrière qui fut l'assistant de Nicolas Burns.

Des officiers chypriotes, grecs, français, allemands, australiens et canadiens devraient le rejoindre, ainsi que probablement des Jordaniens, Britanniques, Danois, Espagnols et Émiratis.

4189 Israël rend des corps torturés de Palestiniens

Cent quatre-vingt-quinze dépouilles mortelles ont été restituées par l'État hébreu dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu conclu avec le Hamas, 15 corps pour chaque otage mort rendu. Selon le ministère de la Santé de Gaza, 135 cadavres portent des traces indiscutables de tortures. Il s'agirait de Palestiniens détenus à la prison de Sde Teiman. Le *Guardian*, qui a fait expertiser des photos des dépouilles par des médecins, [confirme](#) ce constat.

4190 Mahmoud Abbas prépare sa succession

Mahmoud Abbas, président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'État de Palestine, a [publié](#) le 26 octobre une déclaration constitutionnelle stipulant que, en cas de vacances dans le bureau du président de l'Autorité palestinienne et en l'absence du Conseil législatif palestinien, le vice-président du Comité exécutif de l'OLP, également vice-président de l'État de Palestine, assumerait temporairement les fonctions du président pour une période ne dépassant pas 90 jours. Pendant cette période, des élections libres et directes auront lieu pour élire un nouveau président, conformément à la loi électorale palestinienne. Si les élections ne peuvent pas être organisées dans ce délai en raison d'un cas de force majeure, la période peut être prolongée par une décision du Conseil central palestinien pour un seul mandat supplémentaire.

Il a précisé que cette déclaration vise « à protéger le système politique palestinien, à sauvegarder notre patrie, à assurer sa sécurité et

à préserver ses institutions constitutionnelles » en cas de vacance de poste au sein du président de l'Autorité palestinienne. « Nous croyons que la dignité de la nation reflète la dignité de chacun de ses individus, qui sont le fondement de sa construction. La liberté de l'individu, l'état de droit et la promotion de valeurs telles que l'égalité, la démocratie, le pluralisme et la justice sociale sont la base de la légitimité de tout système dirigeant qui conduira le pays dans la prochaine phase de l'histoire de notre peuple. Sur la base de ce qui précède, et dans l'intérêt national suprême à préserver la stabilité, nous avons publié cette déclaration constitutionnelle pour affirmer le principe de la séparation des pouvoirs et du transfert pacifique du pouvoir par des élections libres et équitables. »

4191 La Finul abat un drone israélien

Pour la première fois depuis le début de la guerre, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a abattu un drone israélien au Liban-Sud, le 27 octobre.

Après qu'un drone a survolé « de manière agressive » une patrouille, « les Casques bleus ont pris les contre-mesures défensives nécessaires pour le neutraliser. »

4192 Le projet de paix égyptien au Liban

Hassan Rachad, chef des services de Renseignement égyptiens, est venu en visite officielle à Beyrouth. L'Égypte examine si elle peut aider à la paix civile au Liban comme elle est parvenue à le faire à Gaza. Elle proposerait un désarmement progressif du Hezbollah simultané avec un retrait complet des troupes d'occupation israéliennes.

4193 Vers des pourparlers israélo-libanais

Alors que le Liban a rejeté la proposition israélienne de négociation directe, transmise par Jeanine Hennis Plasschaert, coordinatrice générale des Nations unies au Liban, Morgan Ortagus, représentante spéciale des États-Unis,

a avancé une nouvelle solution : poursuivre les négociations au sein du comité militaire chargé de surveiller le cessez-le-feu, mais en y associant des diplomates et des techniciens.

4194 Le Pentagone élimine un chef jihadiste en Syrie

Les États-Unis ont tué, en Syrie, Muhammad Abd-al-Wahhab al-Ahmad (alias Abou al-Darda al-Kurdi), n°2 d'Ansar al-Islam (branche kurde d'Al-Qaïda). Le Pentagone a ainsi délivré un message à tous les jihadistes qui refusent d'être intégrés dans l'armée du nouveau maître de Damas, Ahmed el-Sharaa.

4195 L'Iran tente de maintenir son influence en Iraq

Le général Esmail Qaani, commandant de la Force Al-Quods des Gardiens de la révolution, a effectué une visite discrète à Bagdad. Il a rencontré les dirigeants du cadre de coordination chiite qu'il a encouragés à ne pas se désunir tout en ne mettant plus en avant leur puissance militaire.

Ce voyage intervient alors que Moqtada al-Sadr ne participera pas aux prochaines élections.

4196 Recep Tayyip Erdoğan fait persécuter ses opposants

Un nouveau mandat d'arrêt a été délivré contre l'ancien maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, pour « espionnage » cette fois. Il est déjà en prison pour « corruption » et a été condamné en juillet pour avoir « menacé » un magistrat.

Son mandat de maire avait été annulé parce que l'université d'Istanbul avait annulé l'équivalence de son diplôme chypriote-nord de gestion. Son arrestation avait déclenché des manifestations de protestation dans 52 provinces turques.

Simultanément, Merdan Yanardağ, rédacteur en chef de la chaîne d'information Tele1, a été également arrêté pour « espionnage ».

4197 La Türkiye renforce son statut dans le Golfe

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a entrepris une tournée de trois jours au Qatar, au Koweït et à Oman. Une douzaine d'accords de défense et de coopération énergétique ont été conclus.

Au plan politique la Türkiye a obtenu le soutien de ces trois États pour son action à Gaza .

4198 Le PKK désarme en Türkiye et se replie en Iraq

Le PKK a confirmé, lors d'une cérémonie organisée dans les montagnes du Qandil le 26 octobre, que tous ses combattants se retireraient du territoire turc afin de « poser les bases d'une vie libre, démocratique et fraternelle ».

Cependant, son retrait en Iraq menace le gouvernement régional du Kurdistan.

4199 Le Pakistan dénonce les menaces de destruction de l'Inde

Le général Upendra Dwivedi, chef d'état-major de l'armée de Terre indienne, a déclaré, le 3 octobre, faisant allusion au soutien que le Pakistan fournirait à des organisations terroristes : « L'Inde, en tant que pays, est pleinement préparée cette fois. Et cette fois, il ne montrera pas la retenue qu'il a montrée lors de l'opération Sindoor 1.0. Cette fois, nous ferons un pas en avant et agirons d'une manière qui fera réfléchir le Pakistan s'il veut rester sur la carte du monde ou non. »

En réplique, Asim Iftikhar Ahmad, représentant permanent du Pakistan aux Nations unies, a [saisi](#) le conseil de Sécurité en dénonçant le recours aux menaces de guerre prohibées par la Charte des Nations unies.

4200 Donald Trump espère obtenir le leadership en IA grâce au Royaume-Uni, au Japon et à la Corée du Sud

En visite officielle en Extrême-Orient, le président Trump [a signé](#) deux accords de prospérité technologique, le premier avec le Japon, le second avec la Corée du Sud, sur le modèle de celui qu'il a conclu, le 16 septembre, avec le Royaume-Uni (cf. VAI 3918). Les États-Unis espèrent ainsi intégrer les technologies britannique, nippone et coréenne à leur projet d'intelligence artificielle (IA).

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4201 L'Assemblée générale des Nations unies vote à nouveau la levée des sanctions contre Cuba

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 29 octobre, par 165 voix pour, 7 contre (Argentine, États-Unis, Hongrie, Israël, Macédoine du Nord, Paraguay et Ukraine) et 12 abstentions, sa résolution annuelle (A/80/L.6) sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis depuis 1962.

Largement soutenue, la résolution a toutefois recueilli moins de voix favorables que l'an dernier (165 contre 187), et davantage de voix défavorables (7 contre 2). La liste des abstentionnistes s'est également rallongée et parmi eux figurent plusieurs pays européens voisins de l'Ukraine.

Le débat a été marqué par l'intervention états-unienne dénonçant le soutien de Cuba à des organisations terroristes partout dans le monde, mais aussi le « régime vénézuélien » et les cartels qui se livrent au trafic d'êtres humains, de drogue et d'armes. Il a été interrompu par une motion d'ordre de Cuba lui reprochant de s'écarter du thème de la réunion et de s'exprimer grossièrement. « Nous sommes ici à l'Assemblée générale des Nations unies, pas dans un groupe Signal ou à la Chambre des

représentants », a lancé le délégué cubain. Reprenant la parole, le représentant yankee a appelé les États membres à « cesser de chercher à apaiser le régime par leurs votes » et à arrêter d'imputer tous les problèmes économiques de Cuba à son pays. Les États-Unis ont toujours permis à Cuba d'importer de la nourriture, des médicaments et des biens humanitaires, a-t-il fait valoir. Mieux, en 2024, les États-Unis ont exporté vers Cuba pour plus de 585 millions de dollars de ce type de marchandises. « En quoi est-ce un blocus ? »

Au contraire, le Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations unies a mis l'accent sur l'impact de ce « blocus injuste » depuis plus de 60 ans, qui constitue un « châtiment collectif contre la population cubaine », « l'une des violations les plus graves et prolongées du droit international ».

La délégation russe a noté que sans l'embargo, le PIB de Cuba aurait progressé de 9,2 % en 2024, « l'un des taux de croissance les plus élevés de l'hémisphère occidental », a relevé la délégation russe, qui a dit voir dans ce dispositif la volonté de Washington de « renverser un gouvernement indésirable ».

La Chine, quant à elle, a dénoncé l'attitude des États-Unis et de « quelques autres pays occidentaux », qui, au lieu de promouvoir la solidarité, la justice et l'équité, comme l'ont réclamé une majorité d'États lors du récent débat général de haut niveau de l'Assemblée générale, « continuent d'imposer leur unilatéralisme, leur protectionnisme et leur coercition, tout en refusant de tenir leurs engagements en termes d'aide publique au développement ».

4202 Quatrième Conférence ministérielle des diplomates féministes

La 4^e Conférence ministérielle des diplomates féministes s'est tenue à Paris (après Berlin, La Haye et Mexico), les 22 et 23 octobre. Elle a rassemblé plus de 500 diplomates venus de 31 États différents.

Dans sa [déclaration finale](#), la Conférence a souligné non pas « l'égalité entre les sexes », mais « entre les genres », ce qui l'éloigne de l'objectif de développement durable (ODD) n°5 des Nations unies. Elle insiste sur le respect du droit international et le multilatéralisme.

Les signataires réaffirment leur engagement sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir de toutes les femmes et filles dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de l'Accord de Paris sur le climat, de la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, et réaffirment leur soutien aux principes du Pacte pour la prospérité, les personnes et la planète (4P).

☞ La diplomatie féministe est un concept de la Suédoise Margot Wallström (sociale-démocrate), commissaire européenne chargée des Relations institutionnelles et de la Stratégie de communication (2004-2010), puis ministre des Affaires étrangères (2014-2019).

4203 Célébration de la Charte des Nations unies par l'OEACP et l'UE

À l'occasion du 80^e anniversaire de la Charte des Nations unies (San Francisco, 24 octobre 1945), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne ont signé une [déclaration commune](#). Elle souligne « le rôle inestimable des Nations unies dans le rassemblement de la communauté internationale autour de valeurs universelles telles que la bonne gouvernance, la protection des droits de l'homme, les principes démocratiques et le respect de l'État de droit, ainsi que dans la promotion du progrès humain et social dans le monde ».

☞ En réalité, bien qu'elle fasse référence à la Charte, cette déclaration vise uniquement à obtenir un soutien du Tiers-Monde à la prolongation de la guerre en Ukraine et à l'application de l'Accord de Paris sur le climat.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°150 - 7 novembre 2025

ÉDITORIAL

4204 Échange de prisonniers entre la France et l'Iran sur fond de manipulation à l'ONU

- L'Iranienne Mahdieh Esfandiari a été relâchée, le 22 octobre. Elle a été placée sous contrôle judiciaire et transférée à l'ambassade d'Iran à Paris. Elle était en détention provisoire pour « apologie des attentats commis en Israël le 7 octobre 2023, provoquant à des actes de terrorisme et injuriant la communauté juive ».
- Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris ont été libérés sous condition, le 4 novembre, et transférés à l'ambassade de France à Téhéran. Ils y sont en sécurité après 3 ans de détention pour « espionnage ».

👉 Ces mouvements interviennent alors que, depuis 8 ans, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni interprètent le JCPOA (accord nucléaire avec l'Iran) comme s'il comprenait une interdiction de tester des missiles qui pourraient transporter des bombes atomiques. Depuis cet été, ces trois pays font mine de [considérer](#) qu'ils peuvent actionner le mécanisme de *snapchat* permettant de rétablir les sanctions qui ont été abrogées par le JCPOA. La Russie et la Chine s'y sont plusieurs fois opposées, observant que le JCPOA est désormais validé par la résolution 2231 du Conseil de sécurité. Cependant, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a feint de comprendre que le Conseil avait voté à l'unanimité le rétablissement des sanctions, le 26 septembre dernier. Il a même fait distribuer des instructions pour les faire appliquer, soulevant de vives remontrances de la Russie et de la Chine indignées par cette interprétation du droit international.

AMÉRIQUES

4205 Tulsi Gabbard assure que Donald Trump a abandonné l'ingénierie politique pour ne tenir compte que des résultats

S'exprimant au Dialogue de Manama, organisé par le think tank britannique l'International Institute for Strategic Studies (IISS), Tulsi Gabbard, directrice nationale du Renseignement états-unien, a affirmé que l'obsession de Washington pour les changements de régime et l'imposition de son système politique aux nations du Moyen-Orient se sont avérées désastreuses. Elle a noté que les interventions US ont renversé les gouvernements, déstabilisé des régions entières et donné

directement naissance à des groupes terroristes comme Daesh. Elle a soutenu que des décennies de guerres malavisées n'ont fait qu'apporter de la souffrance et du chaos au lieu de la démocratie. « C'était une approche universelle de renverser les régimes, d'essayer d'imposer notre système de gouvernance aux autres, d'intervenir dans des conflits à peine compris et de repartir avec plus d'ennemis que d'alliés » [...] Cette obstination a « coûté des milliers de milliards de dollars, pris d'innombrables vies et, dans de nombreux cas, créé de plus grandes menaces pour la sécurité », a-t-elle déclaré. Cependant, elle a souligné que sous la direction du président Donald Trump, l'ère des changements de régime imprudents est terminée.

☞ Le *mea culpa* de Washington a du mal à convaincre les États qui ont souffert de ses ingérences. Ils savent que, malheureusement, chaque administration a refusé d'assumer ce qu'avait fait la précédente et a prétendu faire du passé table rase.

4206 Le plan de Donald Trump pour le Moyen-Orient

Les États-Unis auraient fixé un ultimatum, au 31 décembre 2025, à toutes les parties au Moyen-Orient, faute de quoi Israël ou le Pentagone pourraient lancer des opérations militaires.

Majid Takht-Ravanchi, ministre adjoint iranien des Affaires étrangères est parti à Oman pour négocier indirectement avec Washington.

Une zone économique tampon, administrée par un « conseil civil mixte israélo-libanais » sous une supervision internationale dominée par les États-Unis, qui en assurerait la coordination et le contrôle, pourrait être instituée au Sud du Liban.

Ahmed el-Chareh, président autoproclamé syrien, se rendra aux États-Unis dans les prochains jours, pour rejoindre la « coalition internationale contre le terrorisme » (*sic*).

☞ Rappelons qu'Ahmed el-Chareh est un employé de Jonathan Power (MI6) depuis une vingtaine d'années. Il fut le numéro 2 de Daesh.

4207 Donald Trump envisage une intervention au Nigeria

Le président Donald Trump a [posté](#) sur Truth Social, le 1^{er} novembre : « Si le gouvernement nigérian continue d'autoriser le meurtre de chrétiens, les États-Unis arrêteront immédiatement toute l'aide et l'assistance au Nigeria, et pourraient très bien aller dans ce pays maintenant en disgrâce. Des “armes à feu”, pourraient éliminer complètement les terroristes islamiques qui commettent ces horribles atrocités. Je demande par la présente à notre ministère de la Guerre de se préparer à d'éventuelles mesures. Si nous attaquons, ce sera rapide, vicieux et doux, tout comme les voyous terroristes attaquent nos chrétiens chéris !
AVERTISSEMENT : LE GOUVERNEMENT NIGÉRIAN DEVRAIT AGIR VITE ! »

☞ Le Nigeria est éprouvé au Nord par des attaques des takfiristes (c'est-à-dire des musulmans puritains) de Boko Haram contre d'autres musulmans et au sud par des affrontements opposant des musulmans à des chrétiens.

4208 Donald Trump très satisfait de son entretien avec Xi Jinping

Le président Donald Trump a déclaré aux journalistes, à bord d'Air Force One, le 30 octobre, qu'il réduirait les droits de douane sur les importations chinoises de 10 %, les ramenant à 47 %, en échange d'une réglementation plus stricte de Beijing sur le fentanyl, l'opioïde synthétique mortel cité comme l'un des principaux facteurs de la crise de la drogue aux États-Unis.

Il a également déclaré que la Chine achèterait « d'importantes quantités de soja, de sorgho et d'autres produits agricoles » et lui donnerait accès à des terres rares, essentielles à la production de nombreuses technologies. Il a ajouté que des négociations étaient en cours

concernant l'exportation de semi-conducteurs américains plus performants vers la Chine.

« Sur une échelle de 0 à 10, 10 étant la meilleure note, je dirais que la réunion a été un 12 », a-t-il commenté. Il a ajouté s'attendre à la signature « très prochainement » d'un accord commercial pleinement inclusif.

4209 Polémique autour des sondages montrant une inquiétude des États-Uniens face à Donald Trump

Alors que début octobre, plusieurs sondages assuraient que le public états-unien était majoritairement inquiet des décisions du président Donald Trump (cf. VAI 4115), le principal intéressé [a répondu](#) : « Ce sont des gens que je bats depuis des années, et que je continue à battre, mais par des marges encore plus grandes. Ces publicités ne devraient pas être autorisées parce qu'elles sont fausses ! »

4210 Chris Wright rectifie le président Trump : les tests nucléaires ne seront pas des explosions atomiques

Interrogé le 2 novembre au *Sunday Briefing* de Fox News, Chris Wright secrétaire à l'Énergie, a rectifié les propos du président Trump et du secrétaire à la Guerre Hegseth : « Je pense que les tests dont nous parlons actuellement sont des tests de système », a-t-il expliqué. « Ce ne sont pas des explosions nucléaires. Ce sont ce que nous appelons des explosions non critiques. » Les essais prévus impliquent « toutes les autres parties d'une arme nucléaire afin de s'assurer qu'elles présentent la géométrie appropriée et qu'elles soient en mesure de déclencher une explosion nucléaire ».

👉 Le président russe, Vladimir Poutine, avait prévenu que si les États-Unis reprenaient leurs tests nucléaires, la Russie en ferait aussi.

4211 John Brennan refuse d'être confronté à son passé

Pris à partie pendant une pause d'une conférence, John O. Brennan, ancien directeur

de la CIA du président Barack Obama, [a répondu](#) à un impudent qui l'interrogeait sur sa lettre dénonçant le prétendu ordinateur d'Hunter Biden : « Nous n'avons jamais dit que c'était de la désinformation ; nous avons dit que c'était des opérations d'influence russes, c'est ce qu'ils font. Il y a une grande différence. »

👉 John O. Brennan, qui fut un grand défenseur de la torture pratiquée par le président républicain George W. Bush avant d'être le directeur de la CIA du démocrate Barack Obama, est aujourd'hui menacé de poursuites judiciaires pour avoir menti devant le Congrès (cf. VAI 4101). Il est l'un des 51 spécialistes de sécurité nationale signataires, durant la campagne présidentielle, de la lettre ouverte dénonçant l'affabulation du *New York Post* sur le prétendu ordinateur de Hunter Biden. Sauf que cet ordinateur était bien réel, que Hunter Biden avait bien joué sur sa filiation avec Joe Biden pour mener des escroqueries, des affaires de corruption et de drogues.

4212 Jack Smith avait fait saisir le combiné téléphonique de Donald Trump

- Pam Bondi, procureure générale, a révélé que Jack Smith, conseiller spécial dans l'affaire Arctic Frost, avait fait saisir les relevés téléphoniques de neuf parlementaires et le combiné téléphonique de Donald Trump.

- Le sénateur républicain Rick Scott (Floride) a demandé à la firme téléphonique Verizon d'indiquer pour quoi elle a transmis ses relevés téléphoniques au procureur spécial Jack Smith et n'a pas engagé de recours pour protéger ses données.

4213 Le Pentagone organise les capacités de drones de l'ASEAN

Pete Hegseth, secrétaire à la Guerre, a déclaré, lors d'une réunion des 11 ministres de la Défense de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le 2 novembre, avoir alerté dès le mois de mai des provocations chinoises en mer de Chine méridionale. Il a précisé que ces activités incluaient « des actes d'intimidation, de

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le moment de vérité : l'Occident face aux avancées militaires russes](#) », par Thierry Meyssan

Depuis deux ans, nous vivons en Occident dans le mythe selon lequel nous allons mettre la Russie à genoux et faire entrer l'Ukraine dans l'Union européenne et l'Alliance atlantique. Nous allons juger Vladimir Poutine et faire payer la Russie. Aujourd'hui, ce mythe se heurte à la réalité : Moscou dispose désormais d'armes dévastatrices, sans équivalent en Occident. Elles rendent tout espoir de victoire de nos coalitions impossible. Nous allons devoir reconnaître notre méprise. Il ne s'agit pas de nous excuser pour nos erreurs, mais de nous en libérer.

• « [Poutine renverse la table : il dévoile le missile Bourestnik trois jours avant le sommet Trump-Xi](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

D'un coup, la Russie a pris le dessus : elle disposait déjà d'armes très sophistiquées en avance sur ses rivaux, mais commençait juste à les produire en série. Maintenant, elle a des lanceurs à propulsion nucléaire, que ce soient des missiles (entrés en service le 26 octobre) ou des torpilles (entrées en service le 29 octobre). Ils sont déjà opérationnels. L'équilibre du monde a changé : la Chine est devenue la première puissance économique, la Russie est devenue la première puissance militaire. Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. L'Occident n'a plus la capacité d'imposer sa volonté.

harcèlement et des actions illégales menées dans vos eaux territoriales en mer de Chine méridionale » [...] « Malheureusement, depuis, les actions déstabilisatrices de la Chine n'ont fait que s'intensifier », a-t-il poursuivi. « Vous l'avez constaté. Le monde entier l'a constaté. C'est filmé. Certains d'entre vous en ont été les victimes ou les acteurs : éperonnages, tirs de canons à eau sur des navires et allégations infondées d'intrusion, revendiquant illégalement

la juridiction sur des eaux qui ne leur appartiennent pas. »

Il a conclu : « Je propose que nous travaillions ensemble pour développer et déployer des concepts opérationnels dans les systèmes sans pilote qui puissent permettre une meilleure connaissance du domaine maritime. Nous sommes plus forts lorsque nos outils et nos compétences sont unis. »

4214 Donald Trump a déjà collecté 1,9 milliard de dollars de dons pour ses campagnes politiques

Donald Trump a collecté, à titre personnel, 1,9 milliard de dollars de dons depuis son arrivée à la Maison-Blanche. C'est la plus importante somme collectée à des fins politiques dans l'Histoire.

Les spécialistes s'étonnent donc qu'il n'ait pas dépensé grand-chose pour influencer sur les dernières élections locales dans son pays.

4215 Les Étudiants états-uniens seraient plus favorables au socialisme qu'au capitalisme

Selon un sondage du média démocrate *Axios*, 67 % des étudiants états-uniens déclarent percevoir positivement ou de manière neutre le « socialisme », contre 40 % le « capitalisme ».

Ce changement de perception serait dû à une inflation élevée, une augmentation des coûts des soins de santé et du logement, et à l'influence croissante des milliardaires dans la politique, la technologie et les médias.

4216 Un quart des jeunes États-Uniens justifie la violence politique

Selon un sondage de *Politico*, 24 % des jeunes États-Uniens disent qu'il y a des circonstances dans lesquelles la violence politique peut être justifiée, contre 64 % qui disent que ce n'est jamais acceptable.

4217 Jake Sullivan et Jon Finer sur YouTube

Jake Sullivan, ancien conseiller national de Sécurité du président Biden, et Jonathan Finer, qui fut son assistant, ont débuté une vidéo hebdomadaire sur YouTube « The long game ». Ils y présenteront la vision démocrate des relations internationales. À ce jour, aux États-Unis, la presse écrite est très largement démocrate, tandis que les chaînes de télévision prennent un virage républicain et que les médias alternatifs sont massivement républicains.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La politique des canonnières nucléaires](#) », par Manlio Dinucci

Il ne faut pas s'étonner que la Russie ait dépensé tant d'argent pour miniaturiser des centrales nucléaires et en doter ses vecteurs : missiles 9M730 Bourestov et torpilles Status-6 Poseïdon. Les États-Unis dispersent leur technologie nucléaire en dotant l'Australie et la Corée du Sud de sous-marins à propulsion nucléaire, et en autorisant des missiles à longue portée pour l'Ukraine. Mais à ce jeu-là, le Pentagone est techniquement dépassé.

4218 Zohran Mamdani, maire de New York

L'élection du démocrate Zohran Mamdani comme maire de New York sanctionne une campagne électorale axée sur des mesures concrètes et non plus sur une identité. Le jeune homme n'a développé aucune des antiennes *woke*, mais exclusivement des engagements à améliorer les conditions de vie et sur le multilinguisme.

Il est le premier maire musulman de New York ; une ville que l'administration de George W. Bush avait décrite comme attaquée par des terroristes islamistes, le 11 septembre 2001.

Le commissaire juif aux incendies de la ville de New York, Robert Tucker, a annoncé sa

démission en protestation contre les propos de Zohran Mamdani favorables au Hamas.

4219 La Russie envisage de livrer des missiles balistiques de moyenne portée Oreshnik au Venezuela

Aleksey Zhuravlyov, premier vice-président de la commission de la Défense de la Douma d'État, a déclaré : « Nous fournissons au Venezuela la quasi-totalité de l'arsenal, des armes légères aux avions. Les chasseurs russes Su-30MK2 constituent l'épine dorsale de l'armée de l'air vénézuélienne, ce qui en fait l'une des forces aériennes les plus puissantes de la région. » Il a évoqué de poursuivre ce commerce en vendant des missiles balistiques de moyenne portée, Oreshnik.

EUROPE

4220 Le Royaume-Uni et la destruction de Gaza

Le journaliste Peter Osborne a publié un ouvrage très complet intitulé *Complicité : Britain's Role in the Destruction of Gaza* (Complicité : le rôle du Royaume-Uni dans la destruction de Gaza). Selon le sociologue Martin Shaw, professeur de Relations internationales (BEI), les éléments rassemblés par Peter Osborne font plutôt penser à une conspiration qu'à une complicité.

4221 La classe politique britannique et le soutien à Israël

Un groupe de hackers a publié les [e-mails](#) de Ron Prosor lorsqu'il était ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni (2007-2011). Ses liens avec la classe politique britannique y apparaissent clairement.

4222 Les manipulations de la BBC

Selon *The Telegraph*, un rapport interne circule dans les ministères. Il décrit les biais de la BBC, notamment son traitement de la vie politique aux États-Unis, sa couverture de la guerre de Gaza et du débat sur les personnes transgenres.

Le quotidien détaille le montage d'un discours de Donald Trump. La BBC avait fait dire au président états-unien des choses qu'il n'avait jamais dites, en juxtaposant des images du début de son discours avec des extraits d'une intervention faite près d'une heure plus tard. On le voyait ainsi déclarant à ses partisans qu'il allait marcher avec eux jusqu'au Capitole pour « se battre comme un diable », alors qu'en réalité, il a dit qu'il marcherait avec eux « pour faire entendre leurs voix pacifiquement et patriotiquement ».

Vidéo

• [Édouard Husson et Thierry Meyssan sur GPTV](#)

Édouard Husson et Thierry Meyssan étaient les invités de Nicolas Stoquer sur GPTV, le 31 octobre. Ils ont surtout discuté de ce que devrait être la position de la France à l'international.

4223 Lafarge jugé à Paris pour avoir servi la DGSE

Le cimentier français Lafarge (aujourd'hui absorbé par le Suisse Holcim) est jugé en appel à Paris. Il est accusé d'avoir soutenu le terrorisme en Syrie. Pour le même chef d'accusation, il a été jugé aux États-Unis, reconnu coupable d'avoir versé près de 6 millions de dollars à Jabhat Al-Nosra et condamné à payer 778 millions de dollars.

En France, il encourt une amende de seulement 1,125 million d'euros.

👉 [En réalité](#), Lafarge était lié à Firas Tlass (dont le frère Manaf Tlass devint le candidat français pour remplacer le président Bachar el-Assad) et aux services secrets français (DGSE). L'usine de Jalabiyeh a produit les 6 millions de tonnes de ciment nécessaires à la construction des fortifications souterraines des jihadistes. Elle a abrité des jihadistes ainsi que des Forces spéciales françaises. À l'issue de la guerre, elle a été bombardée par la Coalition afin de faire disparaître toute trace. C'est le fondateur de Jabhat Al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani,

qui est devenu le président autoproclamé de la Syrie, sous le nom d'Ahmed al-Charaa, et non pas Manaf Tlass.

4224 Le référendum suisse truqué qui a adopté la loi sur l'identité numérique

Le peuple suisse a voté, le 28 septembre, en faveur de la loi sur l'identité numérique. Or Swisscom, propriété à 51,2 % de la Confédération helvétique, a versé 30 000 francs suisses au « Comité économique suisse pour l'e-ID ». Ringier a donné 85 000 francs suisses d'espaces publicitaires à la campagne du « Oui », tandis que le TX Group en a donné pour 78 000 francs suisses. Enfin, Palantir Technologies (le groupe états-unien de Peter Thiel) a donné 178 800 francs suisses à la campagne du « Oui » par l'intermédiaire du lobbyiste Digitalswitzerland.

4225 Nouvelles alertes aux drones russes et nouveau refus de prendre contact avec la Russie

- Les trois aéroports belges de Bruxelles, Liège et Charleroi ont été fermés pendant environ deux heures dans la soirée du 4 novembre après que des drones ont été repérés au-dessus de leur espace aérien. Selon le faucon Theo Francken, ministre belge de la Défense, des drones non identifiés ont été observés au-dessus de la base aérienne de Florennes, où sont stationnés des avions de chasse états-uniens F-35, et de la base de Kleine-Brogel, où sont stockées des armes nucléaires tactiques états-uniennes.

- Le gouvernement belge n'a pas porté d'accusations directes contre la Russie, mais des médias l'ont fait.

- L'ambassade de Russie à Bruxelles a communiqué : « La Russie n'a aucun rapport avec les drones dans l'espace aérien belge. Nous n'avons aucune raison ou intérêt à lancer quoi que ce soit. La seule ligne de conduite appropriée dans de tels cas ne devrait pas impliquer d'attiser les tensions ou la "diplomatie des mégaphones", mais plutôt d'établir des contacts et de la coopération entre les agences

compétentes, ce que Moscou est prêt à faire. La partie russe a déclaré à plusieurs reprises sa position sur cette question, notamment à la suite des accusations infondées sur l'incident de drone en Pologne. Nous tenons à vous rappeler qu'à ce moment-là, le ministère russe de la Défense, malgré l'absence de preuve de notre culpabilité, a proposé de tenir des consultations pertinentes avec nos collègues polonais. Cependant, cette initiative constructive a été ignorée. »

4226 Le gouvernement Schoof prépare ses citoyens à la guerre

Le gouvernement de Dick Schoof, l'ancien directeur des services secrets néerlandais, a lancé, à la télévision, à la radio et sur Internet, une campagne, « Think Ahead ! » (Anticipez !), afin que tous les citoyens se préparent à 72 heures sans eau, électricité ou Internet. Coordonnée par le Service national pour la lutte contre le terrorisme et la sécurité (NCTV), elle guide à travers trois étapes clés : l'assemblage d'une trousse d'urgence, la création d'un plan d'urgence ménager, la communication et la coopération avec ses voisins.

« Chaque jour, nous comptons sur des services publics de base tels que l'électricité et l'eau courante », a déclaré Foort van Oosten, ministre de la Justice et de la Sécurité. « Mais que feriez-vous si le courant s'éteignait soudainement et que les robinets étaient secs pendant plusieurs jours ? ». Il a poursuivi : « Une trousse d'urgence, un plan, ou même une conversation avec votre famille ou vos voisins peuvent apporter du calme pendant une crise. C'est pourquoi j'exhorte tout le monde : pensez à l'avenir et préparez-vous. »

Une [enquête](#), commandée par le ministère de la Justice et de la Sécurité, a révélé que si 60 % des personnes interrogées estiment qu'il ne s'agit pas de savoir si, mais quand une urgence se produira, moins de 30 % ont déclaré qu'elles étaient préparées à une telle situation.

☞ Cette campagne correspond aux instructions de l'OTAN pour tous les États membres.

4227 Le Danemark constitue un Fonds pour le patrimoine culturel ukrainien

Jakob Engel-Schmidt, ministre danois de la Culture, a présidé, les 3 et 4 octobre à Copenhague, la réunion des ministres européens de la Culture et des Médias. À cette occasion, il a annoncé la création d'un Fonds pour le patrimoine culturel ukrainien, avec une première contribution de 1,3 million d'euros financée par le Danemark.

Tetyana Berezhna, vice-Première ministre et ministre de la Culture ukrainienne, a remercié le Danemark pour ce soutien et précisé que 1 612 sites patrimoniaux remarquables ont été endommagés, dont 27 entièrement détruits.

Le Maltais Glenn Micallef, commissaire européen à l'Équité intergénérationnelle, à la Jeunesse, à la Culture et aux Sports, a réaffirmé, quant à lui, l'engagement de l'Union européenne. « Nous continuerons à soutenir l'Ukraine, nous continuerons à vous soutenir aussi longtemps qu'il le faudra, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir. »

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

4228 La Biélorussie félicite le Polonais Grzegorz Braun

La fondation biélorusse Emil Czeczko a décerné son prix 2025 à l'eurodéputé polonais Grzegorz Braun. Emil Czeczko était un jeune soldat qui s'est opposé au barrage que la Pologne a dressé contre les migrants et a fui vers la Biélorussie. Grzegorz Braun est un monarchiste antisioniste et anti-OTAN.

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, s'est moqué de Braun en soulignant qu'il avait « gagné » ce prix, tandis que Władysław Kosiniak-Kamysz, vice-président du Conseil des ministres et ministre de

la Défense nationale, l'a accusé de « trahison flagrante des principes du patriotisme ».

4229 L'UE convainc les enfants qu'ils ont une identité de genre distincte de leur sexe biologique

Le Mathias Corvinus Collegium (MCC) a publié un [rapport](#) intitulé *Indoctrinating Children : How Brussels embeds Gender Identity in the classroom* (Endoctriner les enfants : comment Bruxelles intègre l'identité de genre dans la salle de classe). Il assure que l'Union européenne se livre à une expérimentation à l'échelle du continent pour convaincre les enfants, via leurs professeurs, qu'ils ont une identité de genre distincte de leur sexe biologique.

4230 Le tribunal de l'UE annule partiellement le plan stratégique agricole français

Le Tribunal de l'Union européenne [a jugé](#) que le plan stratégique agricole français prévoit des dérogations aux règles de rotation annuelle des sols contraires au règlement (2021/2115) régissant ces plans. Ce faisant, il a annulé l'approbation de la Commission européenne au plan français doté de subventions européennes à hauteur de 9 milliards d'euros par an sur la période 2023-2027.

4231 La Commission européenne se prépare à une Union à 30 membres

Présentant l'état des négociations d'adhésion à l'UE, la Slovène Marta Kos, commissaire à l'Élargissement, a déclaré : « Chaque élargissement a rendu notre Union plus forte. L'heure est venue de passer à l'action. » Elle s'est félicitée de pouvoir inclure 30 États à l'horizon 2030.

La Macédoine du Nord et la Bulgarie s'opposent frontalement sur les droits de la minorité bulgare. La Serbie se rapproche de Moscou et le Kosovo n'est toujours pas reconnu en tant qu'État par cinq États membres. La Hongrie s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine tant que le sort de sa minorité hongroise n'aura pas

avancé. Quant à la révision des traités européens pour assurer le fonctionnement d'une UE à plus de 30 membres, elle n'a toujours pas été abordée par la Commission, qui se borne à parler de « responsabilités à prendre » et de « garanties à mettre en place ».

4232 La Commission européenne : une bureaucratie immobile

Selon un rapport de l'association Civil Liberties Union for Europe, « 93 % des recommandations de la Commission européenne en 2025 étaient des redites des années précédentes, dont 71 % remontaient à 2022. Nombre d'entre elles ont été reprises mot pour mot, sans tenir compte du niveau de progrès, de la gravité de l'infraction ou des conséquences d'une inaction prolongée. » Seulement neuf nouvelles recommandations ont été introduites en 2025, soit à peine 7 % du total, et ne concernent que huit États membres.

4233 Les Ukrainiens se révoltent contre la mobilisation forcée

En Ukraine, plusieurs émeutes sont survenues pour protéger les jeunes appelés que le gouvernement tentait d'enrôler de force. En un mois, les autorités ont reconnu 17 000 insoumissions. Cependant Volodymyr Zelensky, président non élu du pays, a déclaré qu'il y avait encore de quoi tenir environ 2 ans si l'on parvenait à mobiliser toute la classe d'âge, hommes et femmes.

4234 Volodymyr Zelensky sanctionne les partisans de l'Église orthodoxe russe

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a promulgué la [loi n°811/2025](#) qui sanctionne les journalistes qui soutiennent l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou et leur chaîne de télévision « Premier Cosaque ».

4235 Le mécanisme de Tallinn soutient les capacités cyber civiles de l'Ukraine

Les membres du Mécanisme de Tallinn (Allemagne, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-

Bas, Pologne, Royaume-Uni, et Suède) se sont réunis à Paris les 30 et 31 octobre.

Ils ont réaffirmé leur soutien indéfectible à la souveraineté et à la résilience numériques de l'Ukraine, annonçant une aide supplémentaire de 60,9 millions d'euros en 2025 pour soutenir les capacités cyber civiles de l'Ukraine. Cet appui de la communauté internationale porte le montant total de l'aide civile coordonnée à l'Ukraine à 241,7 millions d'euros, ce qui marque une augmentation considérable des efforts déployés pour contrer « l'agression et les activités hybrides continues de la Russie ».

4236 Volodymyr Zelensky honore le 1^{er} corps de la Garde nationale d'Ukraine « Azov »

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a rencontré l'armée au poste de commandement du 1^{er} corps de la Garde nationale d'Ukraine « Azov », qui, avec les unités adjacentes, mène une opération défensive dans le secteur de Dobropillia. Il a remercié les guerriers pour leur service et leur a remis des prix de l'État.

👉 Le 1^{er} corps de la Garde nationale d'Ukraine « Azov » est composé de militants « nationalistes intégraux ». La lecture de l'ouvrage fondamental de Dmytro Dontsov, *Nationalisme*, y est obligatoire. Il présente les Slaves comme l'incarnation du Mal et fait des Varègues les chevaliers du Bien qui les détruiront tous.

4237 Alain Berset dénonce l'insécurité démocratique sur le continent européen

Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a délivré une allocution, le 31 octobre, devant le Conseil permanent de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Il a souligné : « Nos deux organisations sont des projets de paix ». Reste que, face aux défis sécuritaires actuels, elles peinent à « apporter une réponse en temps utile ». Il a déclaré : « Nous pourrions bientôt devenir un continent dont les armées sont plus puissantes, mais les démocraties plus faibles », promouvant

« une architecture de sécurité qui protège l'Europe à la fois des attaques extérieures et de l'érosion interne » et appelant à penser en termes de « sécurité démocratique ».

Il a développé : « Démocratie, sécurité, mémoire – ces mots, qui définissaient autrefois l'ordre d'après-guerre – sont aujourd'hui rejetés comme étant des termes *woke*. Dans ce nouveau monde, la démocratie est perçue comme une faiblesse, la vérité comme une opinion et la justice comme une option. Le plus grand danger n'est pas l'effondrement, mais de glisser sans nous en rendre compte vers un avenir où la liberté est restreinte au nom de sa protection, où les règles sont contournées sous le couvert de la souveraineté, de la sécurité ou de l'urgence, et où les institutions sont affaiblies par calcul ou par cynisme ».

AFRIQUE

4238 Inauguration du Grand musée égyptien

Le président Abdelfattah el-Sissi a inauguré le Grand musée égyptien (GEM), le 2 novembre au Caire, en présence de 79 délégations étrangères. Le plus grand musée du monde consacré à une seule civilisation a été conçu par le cabinet irlandais Heneghan Peng Architects sur une commande du président Hosni Mubarak, en 2005. Le président a déclaré lors de la cérémonie : « L'Égypte ne possède pas seulement l'histoire. Elle possède l'esprit qui fait l'histoire. »

Chérif Fathi, ministre du Tourisme, a déclaré quant à lui : « L'Égypte va devenir le centre de l'égyptologie [...] Il n'est pas acceptable que la plupart des conférences internationales se tiennent hors du pays. »

👉 Ce musée prive partiellement les Britanniques de l'argument selon lequel ils détiennent des trésors pillés aux peuples qu'ils ont colonisés parce que ceux-ci sont incapables de les protéger et de les valoriser.

4239 Mehdi Ben Barka a bien été assassiné par le Maroc et Israël

Les journalistes Stephen Smith et Ronen Bergman (qui avait déjà publié une enquête dans le *Yediot Aharonot*) ont publié *L’Affaire Ben Barka : La fin des secrets* aux éditions Grasset. S’appuyant sur des documents israéliens, ils analysent comment le roi Hassan II fit appel au Mossad pour éliminer Mehdi ben Barka, président de la Commission préparatoire de la Conférence tricontinentale, le 29 octobre 1965 à Paris.

4240 Les jihadistes attaquent Bamako préparant une mission française

- Le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (Jamā‘at nuṣrat al-islām wal-muslimīn) s’est constitué en fusionnant Ansar Dine et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ses 5 000 à 6 000 hommes encerclent Bamako, empêchant son approvisionnement. Ils menacent désormais la capitale malienne et, par extension, l’Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger).

- Le Service européen pour l’action extérieure (SEAE) a communiqué : « L’Union européenne suit de très près la situation et nous coordonnons activement nos actions avec les États membres [de l’UE]. Ces derniers jours, des réunions régulières de coordination consulaires ont été organisées localement, compte tenu de l’aggravation de la crise du carburant. »

☞ Depuis quatre ans, les militaires maliens assurent que les jihadistes [sont soutenus](#) par les services secrets de la France (que l’armée combat simultanément). L’opinion publique ouest-africaine partage désormais ce point de vue. Il existe donc une forte crainte que cette attaque ne prépare une offensive de l’armée française sous couvert de lutte contre le terrorisme.

ASIE

4241 Arrestation de l’ex-avocate générale des FDI

Yifat Tomer-Yerushalmi, avocate générale des Forces de défense israéliennes, a démissionné de ses fonctions. Elle s’était opposée au chef d’état-major, le général Eyal ’Amir, à propos des obligations morales et juridiques des FDI vis-à-vis des Palestiniens (cf. VAI 3852). Deux jours plus tard, la police, qui la soupçonne d’avoir fait fuiter une vidéo de la fouille d’un Palestinien conduit dans une zone adjacente à la prison de Sde Teiman, les yeux bandés, menottes aux mains et aux chevilles, et le violant, a lancé une chasse à l’homme pour la retrouver. La police y est finalement parvenue et l’a incarcérée en la « surveillant » particulièrement pour prévenir toute tentative de suicide. Le Premier ministre, Benyamin Netanyahu a qualifié cette fuite d’attaque de relations publiques « la plus grave contre Israël depuis sa fondation ».

4242 Israël préfère se brouiller avec Washington que signer un accord gazier avec l’Égypte

Eli Cohen, ministre israélien de l’Énergie, [a déclaré](#) que son refus de signer un accord gazier de 35 milliards de dollars avec l’Égypte a incité Chris Wright, son homologue états-unien, à annuler son voyage prévu en Israël.

4243 Consultations en vue de former la nouvelle gouvernance de Gaza

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a fait savoir aux États-Unis, le 2 novembre, que le Hamas était prêt à céder le contrôle de Gaza à un organe palestinien d’indépendant. Il avait rencontré la veille Khalil al-Hayya et Zaher Jabarin, deux négociateurs de haut niveau du Hamas.

Selon le *Washington Post*, l’Égypte a sollicité huit groupes palestiniens dont le Hamas et son rival, le Fatah, pour [proposer](#) une quarantaine de personnalités neutres, issue de Gaza, en vue

d'une inclusion potentielle dans le nouvel organe de gouvernance.

4244 Washington prépare une autorité de transition à Gaza et la Force internationale de stabilisation

Selon Reuters, les États-Unis ont rédigé une proposition de résolution qu'ils ont fait circuler auprès des membres du Conseil de sécurité. Selon ce texte, le Conseil autoriserait une administration de transition à créer une Force internationale de stabilisation (FSI) temporaire à Gaza qui pourrait utiliser toutes les mesures nécessaires (c'est-à-dire la force) pour s'acquitter de son mandat.

Concernant la composition des FSI, les États-Unis ont contacté l'Indonésie, les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Qatar, la Türkiye et l'Azerbaïdjan, malgré le refus israélien de troupes turques.

Ce projet de résolution appelle également la Banque mondiale et d'autres institutions financières à faciliter et à fournir des ressources financières pour soutenir la reconstruction et le développement de Gaza, « y compris par la création d'un fonds d'affectation spéciale dédié à cette fin et régi par des donateurs ».

4245 La Syrie restructure son secteur bancaire

Abdul Qadir al-Hasriya, gouverneur de la banque centrale syrienne, est un ancien auditeur comptable d'Ernst & Young. Il a envoyé une directive aux banques syriennes, le 22 septembre mais toujours non consultable sur le site de la banque centrale, leur ordonnant de considérer leurs avoirs dans les banques libanaises comme perdus.

4246 Les mercenaires kurdes en Syrie refusent de se fondre dans l'armée syrienne

Intervenant au Dialogue de Manama, organisé par le think tank britannique l'International Institute for Strategic Studies (IISS), Tom

Barrack, ambassadeur des États-Unis en Türkiye, a affirmé que les négociations entre le nouveau pouvoir syrien et les mercenaires kurdes du Pentagone avançaient de manière positive.

Il ne semble pas du tout que cela soit le cas : l'accord de principe du 10 mars (cf. VAI 3071) n'a toujours pas connu la moindre application. Contrairement à ce qu'ils ont signé, les mercenaires kurdes refusent d'être dissous dans l'armée syrienne.

4247 Accord hydraulique iraquo-turc

L'Iraq et la Türkiye ont signé un accord sur l'eau, le 2 novembre, dans le cadre de l'accord-cadre de 2024. Le gouvernement iraquien mettra en place un comité pour les projets d'infrastructures hydrauliques et acceptera les offres d'entreprises turques, avec des paiements pour les projets à financer par les revenus provenant des ventes de pétrole iraquien à la Turquie. Le lot initial de projets attendus dans le cadre de l'accord comprend trois barrages et trois initiatives de remise en état des terres.

4248 Les Émirats arabes unis hésitent encore à s'engager dans la FIS de Gaza

Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis Mohammed ben Zayed Al Nahyan, a déclaré, lors du sommet Reuters NEXT à Abou Dhabi, le 29 octobre, que les Émirats ont besoin de deux choses : de clarté politique sur l'endroit où cela va et d'arrangements opérationnels sur la sécurité à Gaza.

Pour les EAU, le Hamas est la branche palestinienne de l'organisation terroriste dite « Confrérie des Frères musulmans ».

4249 Le Qatar organise des négociations états-uno-iraniennes

Cheikh Mohammed ben Abdulrahman Al Thani, Premier ministre qatari, a déclaré lors d'une audience au Council on Foreign Relations à New York, le 29 octobre, que son pays

« essayait de s'engager avec les États-Unis et avec les Iraniens pour s'assurer que les pourparlers reviennent sur les rails. [...] L'Iran est mon voisin. Pour moi, la stabilité de l'Iran est la clé. Ce n'est pas un luxe, c'est très important. »

4250 Le Royaume-Uni vend 20 Eurofighters à la Türkiye

Keir Starmer, Premier ministre britannique, s'est rendu à Ankara où il a été reçu par Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Türkiye. Il lui a vendu 20 chasseurs Eurofighter pour 9,2 milliards d'euros.

La Türkiye a été écartée du programme des F-35 lorsqu'elle a acheté des systèmes russes antiaériens. Avec des Eurofighter, elle rentre à nouveau dans les normes de l'OTAN.

L'armée de l'Air turque est la seconde de l'OTAN, mais son personnel et son matériel sont vieillissants.

4251 Le JCPOA reconnaît toujours le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium

Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré devant la commission des Affaires étrangères de l'assemblée, le 29 octobre, que si la résolution 2231 avait expiré, le JCPOA était toujours en vigueur. Or « puisque le JCPOA reconnaît le droit de l'Iran à l'enrichissement et reste valable dans le cadre du Conseil de sécurité, nous avons décidé de ne pas déclarer le retrait », a-t-il indiqué.

4252 L'Iran veut achever l'INSTC, malgré les risques de conflit que cela suscitera

En marge de la 36^e Assemblée régionale des chemins de fer du Moyen-Orient, qui s'est réunie le 22 octobre en Türkiye, l'Iran a relancé le projet de chemin de fer afghan reliant Herat à Mazar-e-Sharif. Celui reliant Astara (Azerbaïdjan) à Rasht (Iran) a également été relancé.

Jabbar Ali Zakeri, vice-ministre iranien des Transports, Mohammad Ishaq Sahibzada, vice-ministre des Travaux publics des talibans, et Veysi Kurt, directeur général de Turkish State Railways, ont signé un protocole d'accord pour approfondir la coopération ferroviaire.

Il s'agit de terminer le corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), une route multimodale reliant les ports indiens à l'Europe du Nord via l'Iran, le Caucase et la Russie.

☞ En supposant que les 162 kilomètres finaux soient opérationnels, l'INSTC pourrait offrir une liaison ferroviaire directe entre le port iranien de Bandar Abbas et Saint-Petersbourg, mais la traversée du Baloutchistan pakistanais et celle du corridor de Zangezur (Arménie) deviendraient politiquement périlleuses.

4253 Ali Khamenei ne pense pas que les États-Unis s'amenderont dans un avenir proche

- Recevant des étudiants et des familles de martyrs de la guerre imposée de 12 jours, le 3 novembre, l'ayatollah Ali Khamenei, guide de la révolution, [a déclaré](#) à propos des négociations indirectes à Oman : « La coopération avec l'Iran n'est pas compatible avec la coopération et le soutien des États-Unis au régime sioniste maudit. Les États-Unis disent parfois qu'ils sont prêts à coopérer avec l'Iran. S'ils cessent de soutenir le régime sioniste, de retirer les bases militaires de la zone et cessent de s'ingérer dans la région, ces questions pourraient potentiellement être revues. Ce n'est pas prévisible pour l'instant ni pour un avenir proche. »

- À cette même occasion, il a rappelé la saisie de l'ambassade des États-Unis par les étudiants islamiques. Il a noté : « Notre problème avec les États-Unis a commencé le 19 août 1953 [[le renversement de Mohammad Mossadegh], pas le 4 novembre 1979 [la prise de l'ambassade des USA]. De plus, la saisie de l'ambassade a révélé une conspiration majeure et une menace contre la Révolution. En prenant cette action importante et en compilant les documents, les

étudiants ont exposé la nature de cette intrigue. »

• Il a conclu : « L'hostilité des États-Unis n'était pas seulement verbale. Ils ont exercé toutes leurs capacités – sanctions, conspirations, assistance aux ennemis inhérents de la République islamique, incitation et soutien à Saddam dans l'attaque contre l'Iran, abattage d'un avion de tourisme iranien avec 300 personnes à bord, guerre de propagande, et même, attaques militaires directes – parce que la nature intrinsèquement arrogante des États-Unis est incompatible avec la nature indépendante de la révolution islamique. La différence entre les États-Unis et la République islamique n'est pas tactique ou circonstancielle, elle est intrinsèque. »

4254 Les Talibans craignent que les États-Unis ne manipulent un clan pakistanais pour déstabiliser l'Afghanistan

Zabihullah Mujahid, porte-parole des Talibans, [a déclaré](#) à *ToloNews* : « Les drones états-uniens opèrent en effet dans le ciel afghan ; ils passent par l'espace aérien pakistanais et violent notre espace aérien. Cela ne doit pas arriver. Ils sont impuissants ici. Naturellement, cela devrait être considéré comme une forme d'incapacité, et nous le comprenons. » Il a clairement fait entendre que les États-Unis, qui tentent de récupérer leur ancienne base de Bagram, soutiennent une faction militaire pakistanaise pour déstabiliser la région.

4255 Interdiction des cigarettes électroniques et du tabac aux Maldives

Depuis le 1^{er} novembre, il est strictement interdit aux Maldives, à toute personne née après le 1^{er} janvier 2007, de fumer du tabac, au même titre que de consommer d'autres drogues.

Les Maldives maintiennent également une interdiction complète de l'importation, de la vente, de la distribution, de la possession et de l'utilisation de cigarettes électroniques et de

produits de vapotage, quel que soit l'âge des individus concernés

4256 Muhammad Yunus suggère qu'il pourrait envahir Bharat avec l'aide du Pakistan

Recevant le général Sahir Shamshad Mirza, président du conseil des chefs d'état-major pakistanais, Muhammad Yunus, conseiller principal du Bangladesh, s'est fait photographier lui offrant un cadeau significatif : un livre dont la couverture reproduit la [carte](#) des sept régions indiennes revendiquées par son pays (cf. VAI 3449).

Cette photo est perçue en Inde comme l'annonce d'une guerre contre Bharat.

4257 Xi Jinping plaide pour une économie Asie-Pacifique ouverte

Plaidant pour « une économie Asie-Pacifique ouverte à tous », le président chinois, Xi Jinping, a invité les participants à la 32^e réunion des dirigeants économiques de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à rester fidèles à la mission fondatrice de l'APEC pour promouvoir la croissance économique et améliorer la vie des gens.

Puis il a fixé cinq orientations :

- sauvegarder le système commercial multilatéral ;
 - construire un environnement économique ouvert ;
 - maintenir la stabilité et la fluidité des chaînes d'approvisionnement industrielles ;
 - faire progresser la transformation numérique et verte du commerce ;
 - promouvoir un développement universellement bénéfique et inclusif.
-

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4258 L'ONU adopte la Déclaration de Doha

Le Deuxième sommet des Nations unies pour le développement social a adopté la *Déclaration politique de Doha*. Si de réels progrès ont été accomplis depuis le premier sommet (1995), près de 800 millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. Quelque 4 milliards de personnes n'ont accès à aucune forme de protection sociale et les 1 % les plus riches détiennent près de la moitié de la richesse mondiale.

La déclaration identifie trois domaines d'action principaux :

- une lutte renforcée contre la pauvreté et l'inégalité ;
- la création d'emplois décents ;
- une protection sociale accrue.

La volonté politique et la mobilisation des ressources nécessaires ont été citées comme les ingrédients nécessaires à sa bonne mise en œuvre. Un suivi de la Déclaration est prévu en 2031.

4259 Le Conseil des droits de l'homme au bord de la faillite

L'Assemblée générale des Nations unies a examiné, le 31 octobre, le volumineux rapport 2025 du Conseil des droits de l'homme (CDH), présenté par son président, le Suisse Jürg Lauber. Il a pris acte des graves problèmes de financement de ce Conseil, déclarant : « Sans la mise à disposition rapide et suffisante des ressources nécessaires, l'accomplissement du mandat du Conseil sera gravement compromis, créant ainsi des lacunes en matière de protection pour les victimes de violations des droits humains. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°151 - 14 novembre 2025

ÉDITORIAL

4260 « L'Opération Midas » révèle la corruption de la classe dirigeante ukrainienne

- « L'Opération Midas » du Bureau ukrainien de lutte contre la corruption d'Ukraine (NABU) s'est concentrée sur la société publique d'énergie nucléaire Energoatom dont le chiffre d'affaires annuel est d'environ 4 milliards de dollars. Le 11 novembre, cinq suspects ont été arrêtés, tandis que deux autres (Timur Mindich et Oleksandr Tsukerman) ont pris la fuite.
- 70 maisons ont été perquisitionnées dont celle de Herman Halushchenko, ministre de la Justice et membre du Conseil de défense et de sécurité nationale. Il a été suspendu de ses fonctions par Ioulia Svyrydenko, Première ministre.
- Roustem Oumierov, actuel secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale qui accumule des [propriétés non déclarées](#) en Floride, aurait également été mis en cause. Il est actuellement en déplacement à Istanbul.
- De même pour [Oleksiy Tchernycho](#)v (alias « Che Guevara »), ancien vice-Premier ministre, dont on ne semble pas savoir où il se trouve.
- Le montant de l'argent volé serait supérieur à 100 millions de dollars. Chaque société contractante avec Energoatom était tenue de verser des dessous-de-table de 10 % à 15 %. L'argent aurait été blanchi par le bureau de l'ancien directeur d'Energoatom (2006-2007), Andriy Derkach (qui avait tenté, en 2019, de révéler à Rudy Giuliani les crimes de Hunter Biden en Ukraine). Une comptabilité noire complète a été découverte sur place.
- L'enquête, débutée en début d'année, s'est accélérée en juin lorsque le département d'État états-unien a envoyé quatre-vingts enquêteurs pour mener un audit de l'Ukraine (cf. VAI 3630). Marco Rubio, secrétaire d'État, avait alors averti que « toute irrégularité aura des conséquences ». Il avait veillé à ce que Ruslan Kravchenko soit nommé procureur général d'Ukraine. C'est lui qui supervise « l'opération Midas ».
- Les enquêteurs disposent de plusieurs centaines d'heures d'écoutes téléphoniques qui ne leur laissent aucun doute sur les responsabilités. Le FBI a été dépêché sur place.
- Timur Mindich (alias « Karlson ») avait été interpellé en juin, puis relâché, il était parti en Israël. Il est revenu en octobre en Ukraine, avant de prendre la fuite le 11 novembre (...)

(...) Il est le propriétaire de la chaîne de télévision Kvartal 95, qu'il a fondée avec son ami Volodymyr Zelensky. À ce stade de l'enquête, ce dernier n'a pas été mis en cause. En janvier 2021, malgré les instructions de confinement contre la Covid, les deux associés et leurs nombreux amis fêtaient [l'anniversaire du président dans la maison de Mindich](#). Les enquêteurs étudient actuellement le rôle de Timur Mindich dans l'approvisionnement en drones.

- Dans un discours, prononcé le 10 novembre au soir, Volodymyr Zelensky, président non élu du pays, [a déclaré](#) : « Il est urgent de prendre des mesures efficaces contre la corruption. Les sanctions sont indispensables. L'intégrité au sein de l'entreprise [Energoatom] est une priorité. Dans le secteur de l'énergie, chaque industrie et chaque personne impliquée dans des systèmes de corruption doivent faire face à des conséquences juridiques claires et des condamnations doivent être prononcées. Les représentants du gouvernement doivent collaborer avec la NABU et travailler ensemble si nécessaire pour obtenir des résultats. »
- Quelle que soit l'issue de l'enquête, les autorités ukrainiennes restantes seront sous la menace constante des révélations de l'administration Trump et devront s'aligner sur ses exigences politiques.

AMÉRIQUES

4261 Enquête sur l'enquête ayant présenté Donald Trump comme un agent russe

Un grand jury de Floride a formulé une trentaine d'assignations à comparaître dans le cadre de l'enquête sur l'enquête relative à une supposée ingérence russe dans la campagne électorale présidentielle de 2016 afin de faire gagner Donald Trump contre Hillary Clinton.

4262 Donald Trump amnistie ses avocats

Le président Donald Trump a amnistié 77 personnes impliquées dans la mise en cause du

résultat de l'élection présidentielle de 2020, dont ses avocats Rudy Giuliani, Sidney Powell et Kenneth Chesebro.

4263 Polémique sur les relations de Jeffrey Epstein et de Donald Trump

Les démocrates ont publié trois e-mails de Jeffrey Epstein à Donald Trump, laissant entendre qu'il y avait encore des choses non dites sur la relation entre les deux hommes. Les républicains ont riposté en publiant la totalité des e-mails et des documents qu'ils ont pu collecter lors de l'enquête du Congrès. ➡ À ce jour, tous les témoignages accumulés dans cette affaire exonèrent Donald Trump de toute responsabilité.

4264 Donald Trump annonce un chèque de 2 000 dollars pour chaque contribuable états-unien

Le président Donald Trump [a posté](#), le 9 novembre, sur Truth Social : « Les gens qui sont contre les droits de douane sont des idiots ! Nous sommes maintenant le pays le plus riche et le plus respecté du monde, avec presque aucune inflation, et des résultats boursiers records. Les 401k sont plus élevés que jamais. Nous prenons des milliards de dollars et nous commencerons bientôt à rembourser notre ÉNORME DETTE de 37 000 milliards de dollars. Record d'investissements aux États-Unis, des usines se montent partout. Un dividende d'au moins 2 000 dollars par contribuable (sans compter les personnes à revenu élevé !) sera versé à tous. »

4265 Le Kazakhstan adhère aux Accords d'Abraham

À l'occasion du sommet Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan, à la Maison-Blanche, le 6 novembre, le président Donald Trump a joint par téléphone Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien. Puis, il a annoncé que le Kazakhstan allait rejoindre les Accords d'Abraham.

La Maison-Blanche espère toujours convaincre l'Arabie saoudite de rejoindre ce mouvement même si Benjamin Netanyahu reste au pouvoir en Israël.

4266 Le lobby militaro-industriel doit s'adapter ou disparaître

Peter Hegseth, secrétaire à la Guerre, lors d'un discours au Collège de Guerre, le 7 novembre, a annoncé la réforme des procédures d'acquisition du Pentagone. Selon lui, les méthodes actuelles ne suivent pas l'esprit du capitalisme. Elles sont extrêmement lourdes et préjudiciables aux intérêts de la troupe. ☞ C'est une évidence, mais personne n'en a conscience : les États-Unis sont un pays capitaliste, sauf pour la gestion du Pentagone qui est communiste, au sens où les entreprises dépendent entièrement des contrats de l'État fédéral.

4267 Les États-Unis se préparent à pacifier Gaza

Selon *Politico*, quelques centaines de fonctionnaires du Commandement central et du nouveau Centre de coordination civilo-militaire pour Gaza ont participé à un séminaire de deux jours. Le plan de paix leur a été présenté en détail et de nombreuses agences gouvernementales ont fait part de leurs idées pour le mener à bien. Cependant, d'énormes difficultés ont surgi. Tous ont craint que Gaza ne [se transforme en borbier](#).

4268 Andrew Mountbatten-Windsor convoqué au Congrès

La Commission de surveillance de la Chambre des représentants a convoqué Andrew Mountbatten-Windsor, anciennement Son Altesse Royale le prince Andrews, pour témoigner sur l'affaire Epstein. Virginia Giuffre, qui a publié un livre posthume sur les abus qu'elle a subis à l'adolescence, s'est suicidée, le 25 avril. Elle a témoigné des sévices que lui avait infligés celui qui était encore le prince Andrews.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La RAND appelle à “stabiliser” les relations entre les États-Unis et la Chine](#) », par Alfredo

Jalife-Rahme

Si les rodomontades du président Donald Trump arrivent à masquer aux yeux des opinions publiques l'effondrement de son pays, les experts militaires ne peuvent s'en laisser compter. La Rand Corporation a mis en garde aussi bien contre un affrontement militaire avec la Chine qu'avec la Russie, et plus encore avec les deux à la fois. Il est temps de revenir à la réalité et de stabiliser les relations entre les Grands.

- « [L'arc de triomphe](#) », par Manlio Dinucci
Malio Dinucci constate que la reprise en main de l'administration états-unienne porte l'empreinte du « suprématisme blanc ». C'est vrai si on l'observe sur l'instant, mais faux, si on la regarde dans le temps : elle ne reflétait pas les capacités de chacun quelle que soit son origine ethnique, mais répondait à des critères woke. Au plan international, il voit que l'administration Trump se lance dans le contrôle de Gaza comme les précédentes l'ont fait dans la région. Cette fois, c'est l'inverse : il a raison sur la durée, mais pourrait avoir tort dans l'instant. La Maison-Blanche tente, peut-être, de se sortir de manière jacksonienne du piège moyen-oriental.

4269 Alexandria Ocasio-Cortez met en garde les caciques du Parti démocrate

La représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez (New York) a commenté l'élection de Zohran Mamdani en postant : « Le Parti démocrate ne peut plus durer longtemps en niant l'avenir, en essayant de saper l'influence de nos jeunes, en essayant de saper l'influence d'une nouvelle génération de démocrates diversifiés et prometteurs qui sont le véritable parti, le véritable électorat et le soutien des électeurs. C'est une mise en garde, et je pense que cela fait comprendre à tout le monde que nous avons un avenir à construire, un avenir pour lequel nous devons nous battre, et que soit

nous le ferons ensemble, soit vous serez laissés pour compte. »

4270 Pétition pour les minorités religieuses en Syrie

Des dirigeants chrétiens [ont écrit](#) au président Trump pour attirer son attention sur le sort des minorités religieuses en Syrie, alors qu'il a reçu, le 10 novembre, le président autoproclamé de ce pays, Ahmed al-Charaa.

4271 Une meurtrière élue conseillère municipale

La ville de Bangor (Maine) a élu comme conseillère municipale Angela Walker. Elle avait été condamnée pour homicide, en 2012. Lors d'une beuverie, elle avait assassiné une connaissance en l'assommant et en bourrant sa bouche de sable. Son élection est présentée par les libéraux comme un symbole de réintégration. La ville de Bangor était le lieu de résidence de l'écrivain Stephen King. Elle a servi de modèle à ses livres et films d'horreur.

4272 Nicolás Maduro mobilise son armée face à la « menace impérialiste »

Nicolás Maduro, président vénézuélien, a débuté une « mobilisation massive » du personnel militaire, des armes et de l'équipement en réponse à la « menace impérialiste » que constitue l'accumulation de navires de guerre – dont le groupe naval de l'*USS Gerald R. Ford* – et de troupes états-uniennes dans la mer des Caraïbes.

EUROPE

4273 Baisse des engagements dans l'armée britannique

De nouvelles statistiques ont révélé que l'armée britannique a connu une baisse de 38 % des nouvelles recrues au cours de l'année écoulée par rapport à 2019-2020. Les données ont également montré que le nombre de recrues qui n'ont pas terminé la formation de base est

également passé d'environ un sur quatre à un sur trois au cours de la même période.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [À quoi jouent l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni à l'ONU et à l'AIEA ?](#) », par Thierry Meyssan
Thierry Meyssan avait déjà attiré l'attention de ses lecteurs sur la partialité du secrétariat général des Nations unies. Il revient ici sur la polémique opposant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni à la Russie, à l'Iran et à la Chine à propos de la cohérence du droit international. Il ne s'agit pas ici de questions juridiques techniques, mais soit de la supériorité du point de vue occidental, soit de la hiérarchie des normes internationales.

4274 Démission du directeur général de la BBC

Tim Davie, directeur général de la BBC, et Deborah Turness, responsable de l'information, ont démissionné, le 9 novembre, après les révélations du *Télegraph* sur des falsifications de l'information par la chaîne (cf. VAI 4222). Le président états-unien, Donald Trump, dont un discours avait été monté de manière à faire croire qu'il avait encouragé l'émeute du Capitole, s'est déclaré satisfait. Il avait commenté ce trucage en écrivant : « Ce sont des gens très malhonnêtes qui ont essayé de marcher sur la balance d'une élection présidentielle. Quelle chose terrible pour la démocratie ! »

4275 La police belge n'a pas fait appel à son unité antidrones lors du survol de ses aéroports

La police belge [n'a pas requis](#) sa propre unité antidrones lors du survol des aéroports de Bruxelles, Liège et Charleroi, le 4 novembre (cf. VAI 4225). Celle-ci existe cependant depuis quatre ans. Au contraire, elle a fait appel à une unité étrange. Ces sont les Britanniques, membres de l'OTAN, qui sont intervenus et ont communiqué qu'il s'agissait d'une ingérence hybride russe.

4276 Le *Corriere della Sera* refuse de publier les réponses qu'il a demandées à Sergueï Lavrov

Le *Corriere della Sera* a interviewé Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères. Cependant, le quotidien milanais de centre droit a refusé de publier ses réponses. Il y donnait sa version des entretiens entre les présidents états-unien et russe, Donald Trump et Vladimir Poutine, à Anchorage, le 15 août dernier.

4277 La Hongrie continuera d'importer des hydrocarbures russes

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, était à Washington les 7 et 8 novembre. Il a été reçu par le président Donald Trump pour ouvrir un nouvel âge d'or dans les relations entre la Hongrie et les États-Unis. Il a obtenu une [exemption des sanctions états-uniennes](#) afin de pouvoir importer des hydrocarbures russes via le pipeline Druzhba et le gazoduc TurkStream, sans limitation dans la durée.

4278 Les États-membre de l'UE s'apprêtent à trahir leurs agriculteurs

Lors d'une réunion des experts détachés par les États membres, le 6 novembre, la Présidence danoise du Conseil de l'UE a pu prendre acte d'un consensus pour approuver le texte de la Commission relatif à l'accord UE-Mercosur. Emmanuel Macron, président français, qui était à la tête de la contestation de l'accord, l'a qualifié de « globalement positif », le 6 novembre, alors que des clauses de sauvegarde y avaient été ajoutées. « Si ces clauses, qui n'existaient pas dans l'accord, sont bien mises en œuvre, à ce moment-là nous considérerons que cet accord peut être acceptable. »

4279 La Commission européenne présente son « bouclier de la démocratie »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a présenté, le 12 novembre, son « Bouclier de la démocratie » en déclarant : « La démocratie est le fondement de

notre liberté, de notre prospérité et de notre sécurité. Le bouclier de la démocratie européenne renforcera les éléments essentiels qui permettent aux citoyens de vivre nos valeurs démocratiques communes chaque jour : la liberté d'expression, des médias indépendants, des institutions résilientes et une société civile dynamique. C'est la force de l'Europe et nous devons renforcer notre capacité collective à la protéger à tout moment. » Ce projet comporte trois axes :

- la sauvegarde de l'intégrité de l'espace d'information ;
 - le renforcement des institutions, des élections justes et libres et des médias libres et indépendants ; [On est en droit d'être inquiet vu la manière dont la Commission est intervenue dans l'élection présidentielle roumaine.]
 - le renforcement de la résilience de la société et de l'engagement des citoyens [Ce passage doit être lu au regard du [rapport](#) du MCC, *Professors of Propaganda*.].
- Pour mener à bien ce troisième point, la Commission entend développer trois actions :
- Favoriser l'engagement. Une nouvelle plateforme de la société civile sera mise en place d'ici à 2026 afin de faciliter davantage le dialogue sur la protection et la promotion des valeurs de l'UE.
 - Soutien et protection. Un pôle de connaissances en ligne sur l'espace civique sera créé pour faciliter l'accès aux projets et outils existants, y compris les mesures de protection disponibles. Sur cette base, d'autres mesures de protection seront étudiées, telles que l'assistance d'urgence aux organisations menacées et la coordination des mesures de protection disponibles dans les États membres.
 - Financement durable et transparent. Dans sa proposition de nouveau CFP, la Commission a proposé d'augmenter considérablement le soutien financier aux organisations de la société civile (OSC), avec 9 milliards d'euros prévus pour le seul programme AgoraEU.

Le « Bouclier de la démocratie » crée un « Centre européen pour la résilience démocratique », « qui réunira les capacités de l'UE et de ses États membres (mais aussi des pays candidats et potentiellement candidats à l'UE) pour détecter, dissuader et soutenir la réponse aux menaces, en particulier les ingérences étrangères, les manipulations de l'information et la désinformation ».

« Nous collaborerons avec les signataires du Code de bonnes pratiques sur la désinformation pour démonétiser la désinformation en supprimant les revenus publicitaires qui récompensent les contenus mensongers », a précisé la Finlandaise Henna Virkunnen, vice-présidente exécutive à la Souveraineté technologique, la Sécurité et la Démocratie. La Commission propose également la mise en place d'un réseau européen indépendant de vérificateurs de faits dans toutes les langues officielles de l'UE.

☞ Ce projet semble avoir été rédigé sur instructions du StratCom (Centre d'excellence en communications stratégiques) de l'OTAN.

4280 Andrius Kubilius souhaite que l'UE pense la Russie après Poutine

Le Lituanien Andrius Kubilius, commissaire européen à la Défense et l'Espace a publié, le 9 novembre, un [article](#) intitulé *Ten Points about Sustainable Peace on the European Continent* (Dix points sur la paix durable sur le continent européen).

Partant de l'axiome que tant que Vladimir Poutine restera au pouvoir, la Russie restera toujours une puissance agressive post-impérialiste, il pose que l'UE doit aider à transformer le peuple russe. Pour cela il pose deux thèmes de travail : a) la politique de communication de l'UE à l'égard des citoyens russes ; b) la géopolitique de l'UE à l'égard de l'Ukraine, l'assistance militaire et l'intégration ukrainienne dans l'UE. C'est pourquoi l'Occident devrait cesser de craindre d'éventuels changements au Kremlin et la transformation

de la Russie. Sans une telle transformation, il n'y aura pas de paix durable.

4281 L'UE lance EU4Reconstruction en Ukraine

Stanytė-Toločkienė, ambassadrice de Lituanie en Ukraine, [a annoncé](#) le lancement, le 11 novembre, de l'initiative EU4Reconstruction en Ukraine, dotée d'un budget de 37,5 millions d'euros au cours des trois prochaines années.

Elle est mise en œuvre par la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), Expertise France, le ministère des Affaires étrangères du Danemark et l'Agence centrale de gestion de projets (CPVA) de Lituanie. Elle se fera en collaboration avec le ministère du Développement des Communautés et des Territoires d'Ukraine, l'Agence pour la reconstruction et des dizaines de municipalités à travers l'Ukraine. Ce programme avait été annoncé pour la première fois à Rome, en juillet dernier, lors de la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine.

4282 Le Parlement européen toujours confus sur la situation des homosexuels

La commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a organisé, le 10 novembre, des auditions publiques relatives à la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'égalité LGBTIQ+ 2026-2030 (cf. VAI 3201). Les interventions ont mêlé des préoccupations très diverses allant de la lutte contre la répression sociale à l'identité de genre et la filiation des familles arc-en-ciel.

4283 Durcissement des règles de délivrance des visas pour les Russes

La Commission européenne a annoncé, le 7 novembre, durcir les règles relatives aux visas pour les ressortissants russes, avec effet immédiat « compte tenu de l'aggravation des risques sécuritaires liés à la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine, notamment

l'instrumentalisation de la migration, les actes de sabotage et le risque d'abus de visas ». Ils ne pourront plus obtenir de visas à entrées multiples. Ils devront solliciter un nouveau visa à chaque voyage dans l'UE.

4284 Le Royaume-Uni et ses alliés de la JEF élèvent l'Ukraine au statut de « partenaire privilégié »

Créée en 2014, la Force expéditionnaire interarmées (JEF) est une force multinationale formée de 10 armées membres de l'OTAN. Elle est dirigée par le Royaume-Uni et composée du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

Réunie, le 5 novembre en Norvège, elle a accordé à l'Ukraine le statut de « partenaire renforcé ». Il s'agit de tirer des enseignements de l'expérience acquise par l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. En échange, les pays de la coalition assureront la formation des forces armées ukrainiennes, collaboreront à la protection des infrastructures sous-marines essentielles ainsi qu'au développement des drones, de la médecine de guerre ukrainienne et des méthodes de lutte contre la désinformation.

À la suite des dommages signalés sur un câble sous-marin en mer Baltique, le Estlink2, la Force expéditionnaire interarmées a activé, le 6 janvier dernier, un système de réaction, « Nordic Warden » (Gardien du Nord), afin de suivre les menaces potentielles pesant sur les infrastructures sous-marines et de surveiller la flotte fantôme russe.

Un débat s'est ouvert au sein des armées de Sa Majesté pour renommer la Force expéditionnaire commune (JEF) en Force de dissuasion interarmées. Après tout, son objectif stratégique est désormais sans ambiguïté : il sert à durcir le long front oriental de l'OTAN.

4285 L'Ukraine interdit à des éditeurs russes de participer à des salons du livre dans l'UE

Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, a promulgué, le 9 novembre, le [décret n° 835/2025](#) interdisant quatre maisons d'éditions russes (Book World, Veche, Tsentrpoligraf, Yauza et Piter) de participer à des salons du livre, non seulement en Ukraine (où leurs livres sont brûlés lors d'autodafés), mais aussi dans l'Union européenne.

« Nous allons veiller à ce que ces maisons d'édition soient interdites de participer à des salons internationaux du livre et que leurs produits soient retirés des plateformes de vente en ligne dans le monde entier », a déclaré le conseiller du président pour la politique de sanctions, Vladyslav Vlasuk.

👉 Outre que l'on ne voit pas comment l'Ukraine fera respecter cette censure dans l'UE, il importe de conserver à l'esprit que le but principal des nationalistes intégraux est d'anéantir la culture russe. La guerre actuelle n'est qu'une conséquence de cet objectif et non pas l'inverse. Depuis trois ans, le gouvernement Zelensky a [fait détruire plusieurs dizaines de millions de livres russes](#), qu'ils soient imprimés en Russie, traduits du russe ou écrits par des Russes.

4286 Le Parlement européen ouvre un bureau en Moldavie

Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, a inauguré, le 7 novembre, le bureau du Parlement européen à Chişinău (Moldavie). « L'inauguration officielle de ce bureau du Parlement européen à Chişinău nous permettra d'harmoniser notre législation avec la législation européenne. Il s'agit d'environ 3 000 actes européens qui doivent être transposés en plus de 1 000 lois nationales », a commenté Maia Sandu, présidente de la Moldavie.

AFRIQUE

4287 Les FSR acceptent un cessez-le-feu qu'Abdel Fattah al-Burhan rejette

Les Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises ont accepté le cessez-le-feu proposé par le Quads (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte, États-Unis). Les FSR ont communiqué : « Les Forces de soutien rapide se réjouissent de mettre en œuvre l'accord et d'entamer immédiatement des discussions sur les modalités d'une cessation des hostilités et sur les principes fondamentaux qui guident le processus politique au Soudan, de manière à s'attaquer aux causes profondes des conflits et à mettre fin aux souffrances du peuple soudanais. » De son côté, le gouvernement soudanais du général-président Abdel Fattah al-Burhan a accueilli la médiation du Quad, mais rejeté la proposition de cessez-le-feu tant que les FSR ne se seront pas repliées du territoire qu'elles contrôlent. Le conflit a déjà fait au moins 40 000 morts, 12 millions de déplacés et 24 millions de personnes en grave insécurité alimentaire.

ASIE

4288 Donald Trump plaide pour une grâce de Benyamin Netanyahu

Le président Donald Trump a écrit à son homologue israélien, Isaac Herzog, pour lui demander de gracier son Premier ministre, Benyamin Netanyahu. Il écrit : « Bien que je respecte absolument l'indépendance du système de justice israélien, et ses exigences, je crois que cette "affaire" contre Bibi, qui lutte à mes côtés depuis longtemps, y compris contre l'adversaire très difficile d'Israël, l'Iran, est une poursuite politique et injustifiée. » M. Netanyahu est poursuivi dans trois affaires distinctes pour corruption, abus de confiance et détournement de fonds. Il lui est notamment reproché, ainsi qu'à son épouse, d'avoir reçu des cadeaux de riches hommes d'affaires en échange de faveurs favorisant leurs intérêts commerciaux. Dans l'affaire la plus grave, il est accusé d'avoir accordé des avantages réglementaires et autres faveurs à une entreprise de télécommunication

en échange d'une couverture médiatique positive de la part de son propriétaire, qui dirigeait également un site d'information grand public. Benyamin Netanyahu nie toutes les accusations, portées contre lui en 2020, et qualifie la procédure judiciaire de « chasse aux sorcières ».

4289 Une nouvelle base militaire à 500 millions de dollars

Le Pentagone prévoit de construire une [base militaire](#) en Israël, non pas pour recevoir des soldats états-uniens, mais pour abriter la Force internationale de stabilisation. Son coût pourrait atteindre 500 millions de dollars.

4290 Attaque par des colons du village palestinien de Beit Lid

Un groupe de colons israéliens a lancé, le 11 novembre, des [attaques](#) contre des installations industrielles et agricoles près de la ville palestinienne de Beit Lid, à l'est de Tulkarem, entraînant d'importants incendies et blessant plusieurs habitants.

4291 Mahmoud Abbas à l'Élysée

Mahmoud Abbas, président palestinien, a été reçu, le 11 novembre à l'Élysée, par son homologue français Emmanuel Macron. Les [discussions](#) ont porté sur les efforts déployés pour consolider le cessez-le-feu dans la bande de Gaza, l'acheminement de l'aide humanitaire, la libération des otages et des prisonniers, le retrait israélien de la bande de Gaza, la manière de permettre à l'État de Palestine d'assumer ses responsabilités, poursuivre la reconstruction, prévenir le déplacement de population et l'annexion, et le rétablissement d'une stabilité durable.

4292 Ahmed el-Charaa à la Maison-Blanche

- Arrivé à Washington, Ahmed el-Charaa, président autoproclamé syrien, a rencontré le représentant républicain Brian Mast (Floride) – une entrevue organisée par l'Alliance

américano-syrienne de la Kurde Jasmine Naamou. Cet ancien combattant chrétien sioniste a déclaré : « Nous avons longuement parlé de l'avenir de la Syrie, d'un pays libéré de la guerre, de Daech et de l'extrémisme. Lui et moi sommes d'anciens soldats, autrefois ennemis. Je lui ai demandé directement : pourquoi ne sommes-nous plus ennemis ? »

• Ahmed el-Charaa a été reçu par Donald Trump à la Maison-Blanche, le 10 novembre. Ont participé à cette rencontre Asaad Shibani, ministre syrien des Affaires étrangères, et Ibrahim Olabi, représentant de la Syrie auprès des Nations unies, ainsi que JD Vance, vice-président états-unien, Marco Rubio, secrétaire d'État, Tom Barrack, ambassadeur en Türkiye, Pete Hegseth, secrétaire à la Défense et le général Dan Caine, président du comité des chefs d'état-major. Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a été invité à participer à certains moments de la réunion. Donald Trump a commenté : « Je l'aime bien. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour que la Syrie réussisse. Il a un passé brutal, et je pense, franchement, que sans passé brutal, vous n'avez aucune chance. »

La Syrie est devenue le 90^e membre de la coalition internationale antijihadiste conduite par les États-Unis, alors qu'Ahmed el-Charaa est l'ancien numéro 2 de Daech. Depuis 2017, sa tête était mise à prix par le FBI qui proposait 10 millions de dollars pour sa capture, mort ou vif.

Cette visite a été effectuée par une entrée latérale, sans le protocole habituellement réservé aux chefs d'État et de gouvernements étrangers. Les journalistes n'ont pas non plus été conviés dans le Bureau ovale en présence des deux dirigeants.

• La réunion a été suivie, au département d'État, d'un conciliabule entre Marco Rubio, Asaad Shibani et Hakan Fidan pour donner suite aux accords conclus entre les deux présidents et pour définir les mécanismes de mise en œuvre. Selon le département d'État : « les deux parties ont convenu de procéder à la mise en œuvre de

l'accord du 10 mars, y compris l'intégration des Forces démocratiques syriennes dans les rangs de l'armée arabe syrienne. La partie états-unienne a également affirmé son soutien à la conclusion d'un accord de sécurité avec Israël visant à renforcer la stabilité régionale. »

• À l'occasion d'une interview avec Gillian Turner sur Fox News, Ahmed el-Charaa a déclaré que ses liens avec Al-Qaïda sont « une question de passé ». Il a souligné n'avoir joué aucun rôle dans les attentats du 11 septembre 2001 disant : « Je n'avais que 19 ans... et je n'avais aucun pouvoir de décision à ce moment-là, et je n'ai rien à voir avec cela. Donc vous parlez à la mauvaise personne de ce sujet. Nous pleurons pour chaque civil qui a été tué. ». Questionné sur une éventuelle paix avec Israël, il a répondu : « Nous n'allons pas entamer de négociations directes en ce moment. Peut-être que l'administration des États-Unis, avec le président Trump, nous aidera à parvenir à ce type de négociation. »

4293 Les Iraquiens se déplacent aux urnes

Les élections législatives irakiennes se sont déroulées le 11 novembre. Traditionnellement, seule une petite partie des électeurs y participent. Cette fois, on s'attendait à un calme plat, le leader chiite indépendantiste, Moqtada al-Sadr, ayant appelé au boycott, dénonçant les crimes du gouvernement sortant. Pourtant, à la surprise générale, les électeurs sont venus beaucoup plus nombreux qu'à l'habitude. Selon le décompte officiel, la participation aurait atteint 56,08 %. Les résultats ne sont pas encore connus.

4294 L'Iran considère les États-Unis comme également responsables de l'attaque israélienne contre lui

Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Madjles (Parlement iranien), a déclaré, le 9 novembre, que les États-Unis devaient reconnaître leur responsabilité dans l'ensemble de la « guerre des 12 jours ». Israël avait attaqué l'Iran (opération « Lion qui se dresse »), du 13

au 16 juin, puis les États-Unis avaient bombardé des centres nucléaires, le 21 juin.

4295 Les États-Unis autorisent temporairement la construction du corridor Nord-Sud

Les États-Unis ont levé, pour six mois, les sanctions qu'ils avaient édictées contre le port iranien de Tchabahar. Celui-ci doit être aménagé par India Ports Global Ltd (IPGL) pour 370 millions de dollars. Il constituera une étape dans le corridor de transport international Nord-Sud (Bombay-Saint-Pétersbourg-Helsinki). Il reste cependant un problème politique avec l'instabilité au Baloutchistan.

4296 Mohibul Hasan Chowdhury confirme que les États-Unis ont organisé le renversement de Sheikh Hasina

Mohibul Hasan Chowdhury, ancien ministre bangladais de l'Éducation, a accordé une [interview](#) à Russia Today. Il a accusé les États-Unis et Al Jazeera de radicaliser la population. Il a attesté que de nombreux manifestants ont été tués par de mystérieux snipers, sans rapport avec les forces de l'ordre. Selon lui, les familles Clinton et Soros ont cherché à renverser l'ancien Premier ministre Sheikh Hasina depuis sa réélection, en 2018.

4297 Le Pakistan souhaite reprendre les négociations avec l'Afghanistan

Shehbaz Sharif, Premier ministre pakistanais, a appelé à la reprise des négociations avec l'Afghanistan, lors d'un discours au parlement, le 12 novembre.

4298 Les États-Unis et la Chine trouvent un accord sur les frais portuaires

Les États-Unis ont annoncé, le 9 novembre, la suspension de l'enquête sur le ciblage des secteurs maritimes, logistiques et de la construction navale de la Chine. Le ministère chinois des Transports (MOT) a annoncé, le 10 novembre, une suspension d'un an des frais portuaires spéciaux pour les navires détenus ou

exploités par des entreprises, des organisations et des particuliers états-uniens. La suspension de ces frais est entrée en vigueur lundi à 13 h 01.

Erratum

Dans les premières éditions de notre lettre confidentielle n°150, nous avons appelé par erreur la réunion de l'IISS Dialogue de Managua au lieu de « Dialogue de Manama » (brèves 4205 et 4246).

4299 Des applications de rencontre gays disparaissent de la toile chinoise

L'autorité de régulation chinoise a demandé à Apple de retirer de la vente deux applications de rencontre gays. Ce que la firme a fait.

4300 Hsiao Bi-khim plaide en Europe pour la défense de Taïwan

Hsiao Bi-khim est devenue la première vice-présidente de Taïwan, depuis 2002, à se rendre dans un pays européen avec lequel Taipei n'a pas de liens diplomatiques. Elle s'est exprimée au Parlement européen devant des députés de l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC) qui plaident pour une ligne plus dure envers la Chine, suscitant une réponse de Beijing. Puis, à Berlin, elle a mis en garde contre les périls des « boîtes à outils autoritaires » des nations, établissant des parallèles entre l'agression de Beijing envers son île démocratique et l'invasion de l'Ukraine par le Kremlin. 🗉 Craignant d'être abandonnée par son parrain états-unien, Taïwan tente de séduire les Européens.

4301 Pourquoi Taïwan soutient la « solution à deux États » en Palestine

Lin Chia-Lung, ministre des Affaires étrangères de Taïwan, soutient la « solution à deux États » en Palestine. Il a déclaré, le 12 novembre : « La Palestine est très mauvaise pour Taïwan » car les gens s'alignent sur le principe de « la Chine unique » de Beijing, qui stipule qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taïwan est une partie inaliénable de la Chine.

4302 Sanae Takaichi dénonce le péril chinois

• Sanae Takaichi, Première ministre du Japon, a réaffirmé que son pays suivrait les Trois principes de non-nucléarité : le Japon ne possédera ni ne fabriquera d'armes nucléaires ni ne permettra leur introduction sur le territoire japonais. Cette politique a été adoptée par la Diète, en 1971.

👉 Dans son livre *Kokuryoku Kenkyū* (Recherche de la force nationale) (2024), Takaichi a écrit que le Japon doit être plus flexible au milieu d'un environnement sécuritaire changeant, affirmant qu'au moins un des trois principes pourrait devenir un « obstacle » en cas de crise. Selon elle, « alors que “ni posséder ni produire” devrait être maintenu, “ne pas permettre leur introduction” est irréaliste si nous nous attendons à ce que les États-Unis nous offrent “une dissuasion prolongée” ».

• Par ailleurs, Sanae Takaichi a déclaré qu'en cas d'attaque chinoise contre Taïwan, « si des cuirassés sont utilisés et qu'un blocus naval implique l'usage de la force, je crois que cela constituerait, par quelque mesure que ce soit, une situation qui pourrait être considérée comme une menace pour la survie du Japon ». Interrogée au Parlement sur les scénarios qui constitueraient une menace pour le Japon, le 7 novembre, Sanae Takaichi a cité non seulement un blocus naval chinois de Taïwan, mais aussi toute action militaire visant à empêcher l'arrivée des forces états-uniennes. Dans un message sur X, le 7 novembre, Xue Jian, consul général de Beijing à Osaka, lui a répondu avec véhémence : « Nous n'avons pas d'autre choix que de lui couper son sale cou sans aucune hésitation. » Quant à lui, Wu Jianghao, ambassadeur de Chine au Japon, a écrit le 10 novembre : « Alimenter l'idée “qu'une crise à Taïwan est une crise pour le Japon” et chercher à lier le Japon aux chars de guerre de la Chine ne conduira finalement qu'à une voie de non-retour. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4303 Le Conseil de sécurité examine la situation du Soudan du Sud

Le Conseil de sécurité des Nations unies a examiné, le 11 novembre, la situation au Soudan du Sud. Après la destitution unilatérale des membres de l'opposition nommés au sein du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé, les modalités de partage du pouvoir ont été profondément modifiées, en violation de l'accord de paix. Le Français Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, a souligné que la tenue d'élections crédibles et pacifiques en décembre 2026, dans les délais prévus par l'accord de paix, semble de plus en plus improbable. Les États-Unis ont exhorté les dirigeants politiques à immédiatement faire machine arrière, à participer à un dialogue politique direct et à renoncer à la violence. La Russie, de son côté, a mis en garde les acteurs extérieurs contre toute exploitation des tensions entre Port-Soudan et Djouba pour promouvoir une stratégie de confrontation dans les affaires soudanaises et sud-soudanaises. À l'instar de la Chine, elle a plaidé en outre pour un allègement de l'embargo sur les armes imposé au Soudan du Sud, y voyant le principal obstacle à la formation et à l'équipement d'une armée unifiée. Jean-Pierre Lacroix a par ailleurs fait état d'une situation humanitaire « catastrophique » au Soudan du Sud où 7,5 millions de personnes sont confrontées à une grave insécurité alimentaire et 28 000 sont menacées de famine. De son côté, la Jordanienne Sima Sami Bahous, directrice exécutive d'ONU-Femmes a indiqué que le Soudan du Sud affiche l'un des taux de violence sexiste les plus élevés de la région, avec environ 2,7 millions de personnes menacées.

4304 Le sommet UE-CELAC largement boudé

Le sommet des États membres de l'Union européenne et de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) s'est ouvert le 9 novembre à Santa Maria (Colombie). Seuls 9 chefs d'État sur 60 l'ont honoré de leur présence. Les 51 autres ne souhaitaient pas « froisser » le président Donald Trump qui vient de sanctionner Gustavo Petro, président colombien (cf. VIA 4166).

L'UE était représentée par Kaja Kallas, vice-présidente de la Commission européenne et haute-représentante de l'Union, et António Costa, président du Conseil européen. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, avait préféré se rendre à la COP30 au Brésil.

4305 Selon les experts de l'OTAN, la Russie ne prépare pas d'invasion de l'Europe occidentale

Selon le StratCom (Centre d'excellence en communications stratégiques) de l'OTAN, l'étude de la propagande russe, aussi bien sur Internet que par les télévisions [ne permet pas de déceler la préparation d'une invasion](#).

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°152 - 21 novembre 2025

ÉDITORIAL

4306 L'Arabie saoudite placée au même niveau qualitatif d'armement qu'Israël

- Le prince héritier et Premier ministre saoudien, Mohamed ben Salmane (MBS), a été reçu à la Maison-Blanche par le président Donald Trump.
 - Depuis les années 1960, Washington appliquait le principe du « Qualitative Military Edge » (avantage militaire qualitatif) visant à garantir la supériorité technologique d'Israël au Moyen-Orient. Une doctrine inscrite dans la loi états-unienne depuis 2018. Donald Trump a pourtant choisi de placer l'Arabie saoudite au même niveau d'armement qu'Israël. Il s'est engagé à fournir 48 F-35, alors qu'Israël en dispose de 45 et en a commandé 30 supplémentaires. Cet accord mettra plusieurs années avant d'être honoré.
 - Les États-Unis ont signé un pacte de sécurité mutuelle avec l'Arabie saoudite comparable à celui qu'ils ont conclu avec le Qatar.
 - L'Arabie saoudite s'est engagée à investir 1 000 milliards de dollars aux USA, au lieu des 600 déjà annoncés.
 - L'ambiance de cette rencontre était à l'opposé de l'attitude de l'administration Biden. Celle-ci considérait MBS comme un « paria » après l'assassinat d'un journaliste, le frère musulman Jamal Khashoggi. Au contraire, Donald Trump a blanchi MBS de tout crime.
 - Elon Musk a annoncé que son projet d'intelligence artificielle, xAI, collabore avec Nvidia, un important fabricant de puces, à la construction d'un centre de données de 500 mégawatts en Arabie saoudite.
- 👉 Donald Trump n'a pas obtenu d'implication de l'Arabie saoudite dans les accords d'Abraham. La mise en œuvre du « Plan d'ensemble » pour Gaza sera déterminante.

AMÉRIQUES

4307 Washington et Moscou se sont accordés sur l'Ukraine

Selon *Axios*, les États-Unis et la Russie se sont accordés sur un plan en 28 points pour la paix en Ukraine. Il a été négocié du 24 au 26 octobre à Miami par Kirill Dmitriev et Steve Witkoff. Il se fonde sur les principes fixés par Donald Trump et Vladimir Poutine lors de leur sommet d'Anchorage, le 15 août. Il a été présenté à Rustem Umerov, secrétaire du conseil ukrainien de Sécurité et de Défense, en début de semaine à Miami. Il est aujourd'hui impliqué dans le scandale Midas (cf. VAI 4260).

Ce plan a déjà été présenté à des États européens.

4308 Les États-Unis limitent la naturalisation des obèses

Marco Rubio, secrétaire d'État, a demandé à son administration de refuser de naturaliser les étrangers obèses afin de ne pas accroître la charge pesant sur les services médicaux.

4309 Donald Trump promulgue la loi rendant obligatoire la révélation de tous les documents relatifs à l'affaire Jeffrey Epstein

- Le 17 novembre, Donald Trump a, d'abord à bord d'Air Force One, puis sur Truth Social, [plaidé](#) pour la publication de tous les documents relatifs à Jeffrey Epstein. Il avait d'abord annoncé que la Maison-Blanche le ferait, mais en a été empêché par une décision de justice. Il souhaite donc que la commission de Surveillance de la Chambre des représentants le fasse.

Le secrétariat à la Justice et la commission de Surveillance en a déjà publié plus de 20 000 pages.

- Pam Bondi, procureure générale des États-Unis, a désigné Jay Clayton, procureur fédéral par intérim du district sud de New York, pour

diriger l'enquête déclenchée par les révélations contenues dans les dossiers Epstein du gouvernement, selon lesquelles plusieurs démocrates de premier plan étaient en contact étroit avec lui. Sont notamment visés : Bill Clinton (ancien président fédéral), Larry Summers (ancien secrétaire au Trésor) et Reid Hoffman, cofondateur de LinkedIn.

- L'université d'Harvard a ouvert une enquête sur son ancien président, Lawrence Summers.

- Par ailleurs, il s'avère qu'une confusion a été faite par certains entre le Dr Jeffrey Epstein, donateur des campagnes républicaines, et son homonyme, le délinquant sexuel.

- Interviewée par « State of the Union » (CNN), le 16 novembre, la représentante républicaine

Marjorie Taylor Greene (Géorgie) a déclaré que le président Trump avait rompu ses liens politiques avec elle parce qu'elle faisait pression pour la publication des dossiers Epstein.

« Malheureusement, tout se résume aux dossiers Epstein, et c'est choquant. Je suis solidaire de ces femmes. Je suis solidaire des victimes de viol. Je suis solidaire des enfants victimes d'abus sexuels, des survivants de la traite des êtres humains et de ceux qui sont piégés dans le trafic sexuel, et je ne m'en excuserai pas. »

- En définitive, la loi qui obligeait le secrétariat à la Justice à publier tous les dossiers en sa possession concernant son enquête sur les crimes de Jeffrey Epstein a été adoptée par la Chambre des représentants et le Sénat, le 18 novembre, et promulguée par le président Trump, le 19.

4310 L'homme qui a tiré sur Donald Trump aurait été conditionné

Le représentant républicain Tim Burchett (Tennessee) a repris, lors d'un podcast de Benny Johnson, le 13 novembre, la théorie du journaliste Tucker Carlson selon laquelle Thomas Crooks, qui avait tenté d'assassiner Donald Trump durant un de ses meetings de

campagne, le 13 juillet 2024, avait été conditionné par un service secret.

Le FBI a établi que Thomas Crooks n'avait pas planifié son opération, avait agi seul et n'en avait parlé à personne.

4311 Quatre organisations prétendent antifascistes, déclarées « organisations terroristes »

Antifa Ost (Allemagne), Informal Anarchist Federation/International Revolutionary Front (Italie), Armed Proletarian Justice et le Mouvement d'autodéfense de classe révolutionnaire (Grèce) ont été classés [organisations terroristes](#) étrangères par le département d'État.

☞ Ces groupes « antifa » sont tous impliqués dans des attentats à l'explosif et auraient été financés par George Soros.

4312 Les délits d'initié des parlementaires pourraient être interdits

Lors d'une audition de la Commission de l'administration de la Chambre des représentants, le 19 novembre, des parlementaires ont dénoncé les soupçons de délit d'initié de la part de l'ancienne présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, de l'ancien président de la Commission spéciale du renseignement du Sénat, Richard Burr, et d'une dizaine d'autres personnes qui ont effectué des transactions boursières lucratives grâce à leur accès à des informations privilégiées lorsqu'ils siégeaient au Congrès.

À titre d'exemple, au cours de la dernière décennie, les Pelosi ont généré un rendement cumulé de 816 % grâce à leurs investissements, surpassant l'indice S&P 500 de 559 %.

Une proposition de loi a été déposée. Elle interdirait totalement aux parlementaires, à leurs conjoints et à leurs enfants de posséder ou de négocier des actions, des matières premières, des contrats à terme et autres actifs comparables.

4313 Réouverture de l'enquête sur le rôle d'Hillary Clinton dans le Russiagate

La Commission des Lois du Sénat a décidé de rouvrir l'enquête sur le financement par Hillary Clinton du dossier Steele à l'origine du Russiagate, la tentative de destitution du président Trump en 2016.

4314 Polémique sur les conséquences « raciales » d'un découpage électoral

Un tribunal fédéral du Texas a statué, le 18 novembre, que le gouverneur Greg Abbott et la législature à majorité républicaine avaient procédé à un découpage électoral partisan visant à supprimer les sièges occupés par des élus noirs et hispaniques. Ce découpage constitue donc une violation de la loi sur le droit de vote de 1965.

Le Texas a interjeté appel.

La Californie a également adopté un nouveau découpage électoral, mais cette fois en sens inverse, favorisant les minorités.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La justice de l'Empire](#) », par Manlio Dinucci

L'administration états-unienne tient des discours différents et contradictoires selon qu'elle cherche à contrôler les Caraïbes (la Méditerranée de l'Empire) ou pacifier le Moyen-Orient. Dans un cas, elle assassine des pêcheurs qui pourraient être des trafiquants de drogue, dans l'autre, elle reçoit avec les honneurs un criminel avéré.

4315 Premier tour de l'élection présidentielle au Chili

Jeannette Jara, ancienne ministre du Travail communiste, est arrivée en tête du premier tour de l'élection présidentielle chilienne, le 16 novembre, avec 26,85 % des voix. Elle affrontera au second tour, le 14 décembre, José Antonio Kast, candidat de l'extrême droite catholique, qui a obtenu 23,93 % des voix.

EUROPE

4316 Le Royaume-Uni change de politique migratoire

Shabana Mahmood, ministre britannique de l'Intérieur, a annoncé, le 18 novembre, une réforme du droit de l'immigration. Désormais :

- L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme sera interprété en limitant la définition d'une famille aux seuls « parents et enfants » ;
- Les demandeurs d'asile ne seront plus automatiquement pris en charge par l'État. Ils ne disposeront plus d'hébergement gratuit ;
- Les aides sociales seront supprimées aux migrants qui ont le droit de travailler et à ceux qui seront condamnés ;
- Les réfugiés seront « forcés de rentrer dans leur pays d'origine dès qu'il sera jugé sûr » ;
- Les personnes ayant obtenu l'asile devront attendre vingt ans, et non plus cinq, avant de pouvoir demander un permis de séjour permanent ;
- Enfin, les demandeurs d'asile ne pourront faire appel qu'une seule fois, et si cet appel échoue, ils seront expulsés.

4317 Les jeunes musulmans français convaincus par les Frères musulmans

Selon un sondage IFOP pour Écran de veille, publié le 18 novembre, la pratique stricte de l'islam et la sympathie pour la pensée de la Confrérie des Frères musulmans ont gagné près de la moitié de la jeune génération musulmane, en France, depuis 1989.

- 54 % des musulmans de moins de 25 ans affirment que le respect des règles de l'islam est plus important que celui des lois françaises.
- 15 % considèrent que la charia doit s'appliquer intégralement, quel que soit le pays dans lequel on vit.

- 2 % approuvent la plupart des positions de la Confrérie.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Commémoration des attentats du 13 novembre 2015 : le mensonge comme arme de gouvernement](#) », par Thierry Meyssan

Les autorités françaises ont commémoré les attentats du 13 novembre 2015, le président François Hollande et ses amis ont fait tout leur possible pour masquer la vérité à leur peuple. Ce faisant, s'ils sont parvenus à éluder leurs fautes, en privant leurs concitoyens de la vérité, ils les ont privés de la possibilité de se reconstruire.

- [Thierry Meyssan, invité de Nicolas Stoquer](#)

Thierry Meyssan était l'invité de Nicolas Stoquer, sur GPTV, le 14 novembre. Il revient sur la cérémonie de commémoration des attentats du 13 novembre 2015. Pour lui l'important n'est pas l'émotion des uns et des autres, mais le camouflage des mobiles de ces attentats qu'il qualifie d'opération militaire. Il avait expliqué ce qui se passait lors des événements, il y a dix ans, mais rares sont ceux qui l'ont entendu, car il était alors en Syrie.

- [Thierry Meyssan, invité d'Éric Montana](#)

Thierry Meyssan était l'invité d'Éric Montana, sur JSF-TV, le 15 novembre. Il est revenu sur son intervention de la veille chez Nicolas Stoquer en expliquant pourquoi la Türkiye a attaqué la France, le 13 novembre 2015, et la Belgique, le 22 mars 2016. Selon lui, les dirigeants politiques sont responsables de la sécurité de nos concitoyens et ne doivent pas soutenir des projets dévastateurs à l'étranger. Leur incompétence a des conséquences concrètes pour nos compatriotes.

4318 Levée du contrôle judiciaire de Pavel Durov

La justice française a levé le contrôle judiciaire de Pavel Durov (alias « Paul du Rove »),

fondateur et PDG de Telegram. Il avait été autorisé, mi-juin, à se rendre à Dubaï où il s'est installé. Il devait revenir tous les 15 jours pointer au commissariat de police de Nice. Ce qu'il a fait avec ponctualité. Il reste cependant toujours en examen pour le prétendu soutien qu'il aurait apporté à des criminels.

4319 L'Allemagne tente de sauver son industrie

Le gouvernement de Friedrich Merz a adopté un « prix de l'énergie pour l'industrie » à 5 centimes d'euro le prix du kilowattheure (kWh) contre 16,77 centimes par kWh, et pour les entreprises bénéficiant de redevances réduites, à 10,47 centimes par kWh. Ce

dispositif d'aide est limité à trois ans, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2028. Il devrait coûter à l'État fédéral entre 3 milliards et 5 milliards d'euros.

4320 Déclaration commune sur la lutte contre la menace russe

Les ministres de la Défense de l'Allemagne, de la France, de la Pologne, de l'Italie et du Royaume-Uni, réunis à Berlin avec la haute représentante de l'UE, Kaja Kallas, se sont engagés, dans une déclaration commune, à renforcer leur coopération pour lutter contre les menaces hybrides.

Elle indique : « Nous intensifierons notre coopération pour contrer les menaces hybrides contre les alliés, notamment en répondant aux défis posés par les drones, les cyberattaques et la désinformation. » Il s'agira, entre autres, « de renforcer la résilience, d'explorer des solutions de défense innovantes (telles que les systèmes antidrones) et d'améliorer le partage d'informations entre les alliés européens ».

4321 Alexander Stubb prend la défense de l'Ukraine malgré « l'opération Midas »

Alexander Stubb, président finlandais, a déclaré le 17 novembre, lors d'une conférence de presse

au siège de l'OTAN, qu'il ne fallait pas surréagir aux révélations sur la corruption en Ukraine (cf. VAI 4260).

☞ Rappelons que Dmitry Medvedev a récemment souligné (cf. VAI 3818) que les partisans de la « Grande Finlande », dont fait partie la famille d'Alexander Stubb, étaient des alliés des nazis ; qu'ils ont considéré un dixième de la population finlandaise comme une sous-race et ont tenté de l'exterminer.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

4322 Donald Tusk dénonce la guerre de la Russie

Donald Tusk, Premier ministre polonais, [a déclaré](#), le 11 novembre, à l'occasion de la célébration de l'indépendance de son pays : « La guerre que la Russie mène contre nous est beaucoup plus sophistiquée qu'elle ne l'était il y a peu de temps », ajoutant qu'il avait tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises auprès des partenaires occidentaux de la Pologne et que le message était finalement passé.

« Mais cette guerre est [déjà] en cours. En Pologne, elle prend la forme d'incendies criminels, de frappes de drones, de la situation à la frontière avec la Biélorussie... et de cyberattaques de plus en plus agressives.

Je ne veux pas entrer dans les détails, mais je ne doute pas que les attaques récentes contre plusieurs systèmes numériques, et pas seulement [le système de paiement électronique] BLIK, sont le résultat d'un sabotage délibéré et planifié. Et il y en aura toujours plus, partout en Europe. Parce que la guerre que Poutine mène contre l'Occident se déroule également à l'intérieur de nos sociétés. Poutine a des outils qui peuvent détruire l'Union européenne en tant qu'organisation, mais aussi l'Europe comme phénomène culturel. Ces outils sont les

cinquièmes colonnes de la Russie, présentes dans tous les pays d'Europe. »

4324 Donald Tusk dénonce un accident de train

Donald Tusk, Premier ministre polonais, [a posté](#) sur X, le 17 novembre : « Faire sauter la voie ferrée sur la route Varsovie-Lublin est un acte de sabotage sans précédent visant directement la sécurité de l'État polonais et de ses civils. Cette route est également d'une importance cruciale pour l'acheminement de l'aide à l'Ukraine. Nous allons attraper les auteurs, quels qu'ils soient. »

4325 Sondage sur la démocratie vue par les peuples de l'OTAN

Selon un sondage Ipsos réalisé au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, en Espagne, en Italie, en Suède, en Croatie, aux Pays-Bas et en Pologne (tous membres de l'OTAN), entre le 12 et le 29 septembre, auprès de 9 800 électeurs, 45 % des répondants sont insatisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne.

Les électeurs qui se sont identifiés comme appartenant aux extrêmes politiques – à la fois à l'extrême gauche et à l'extrême droite – sont les plus susceptibles de dire que la démocratie est en train d'échouer. Dans aucun des neuf pays interrogés, une majorité d'électeurs ne pense que leur gouvernement national représente leur point de vue.

Les électeurs en France (86 %) et en Espagne (80 %) s'inquiètent de ce que les cinq prochaines années signifieront pour leurs systèmes démocratiques.

Les personnes interrogées soutiennent toujours fermement les idéaux démocratiques, bien qu'en Croatie, plus de la moitié (51 %) dit que [cela ne vaut la peine que si la démocratie offre une bonne qualité de vie](#).

Selon Ipsos, les sondés soutiennent encore les actions des gouvernements en faveur de la démocratie.

☞ Ce sondage intervient alors que l'OTAN s'affirme en théorie comme le premier défenseur de la démocratie, bien que ses États membres soient de moins en moins démocratiques et que leurs gouvernements aient de plus en plus peur de leurs peuples.

4326 Projet de « Schengen militaire »

La Commission européenne a présenté, le 19 novembre, une proposition de règlement visant à créer un « Schengen militaire », c'est-à-dire améliorer la mobilité militaire dans l'ensemble de l'Union. Il serait doté de 17,65 milliards d'euros et mettrait en œuvre cinq principes :

- la suppression des obstacles réglementaires ;
- la création d'un cadre d'urgence avec la mise en place d'un nouveau « Système européen de réponse renforcée pour la mobilité militaire » (EMERS) ;
- le renforcement de la résilience des infrastructures de transport, grâce à la modernisation des principaux corridors de mobilité militaire de l'UE ;
- la mise en commun et le partage des capacités de mobilité militaire des États membres, grâce à la création d'un pool de solidarité et à la possibilité de créer un système d'information numérique ;
- le renforcement de la gouvernance et de la coordination avec un nouveau groupe de transport de mobilité militaire et un comité renforcé du « réseau transeuropéen de transport » (RTE-T).

☞ Étrangement, la Commission européenne n'a pas envisagé de préférence européenne pour ce projet qui correspond aux exigences de l'OTAN.

4327 Le service européen pour l'action extérieure estime ne pas avoir de budget à sa mesure

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, a plaidé, le 17 novembre, pour un renforcement

du budget de son administration, le Service européen pour l'action extérieure. Il disposait en 2024 de 800 millions d'euros et disposera de 932,5 millions d'euros en 2025. Cela couvre le travail d'environ 2 500 collaborateurs au siège et de près de 2 800 dans les 145 délégations de l'UE (c'est-à-dire environ 15 000 euros par mois et par collaborateur).

4328 Qui a participé à des safaris d'humains dans les années 1990 à Sarajevo ?

Sur plainte du journaliste Ezio Gavazzeni, les procureurs de Milan ont ouvert une enquête sur les Italiens qui auraient payé des membres de l'armée serbe de Bosnie pour des voyages à Sarajevo, afin qu'ils puissent eux-mêmes tuer des citoyens pendant le siège de quatre ans de la ville, dans les années 1990.

Selon le plaignant, « il y avait des Allemands, des Français, des Anglais... des gens de tous les pays occidentaux qui ont payé d'importantes sommes d'argent pour y être emmenés pour tirer sur des civils. Il n'y avait pas de motivation politique ou religieuse. C'étaient des gens riches qui y allaient pour le plaisir et la satisfaction personnelle. Nous parlons de gens qui aiment les armes à feu, qui vont peut-être au champ de tir ou en safari en Afrique. »

La représentante républicaine Anna Paulina Luna (Floride) a demandé l'ouverture d'une enquête aux États-Unis.

4329 Voyages de Volodymyr Zelensky

Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, a effectué des voyages en Grèce, en France, en Espagne et en Türkiye.

- À Athènes, Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre, a annoncé que la Grèce fournirait du gaz naturel à l'Ukraine pour passer l'hiver. Il a aussi discuté d'arrangements à long terme pour l'importation de gaz naturel des États-Unis à travers la Grèce.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les derniers jours de Zelensky : impliqué dans l'attentat contre Trump et le meurtre de Charlie Kirk ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'opération Midas poursuit son cours. Après la mise en examen de Oleksiy Tchernychoy (ancien vice-premier ministre), les démissions de l'Israélo-Ukrainien Herman Halushchenko (ministre de la Justice) et de Svitlana Grynchuk (ministre de l'Énergie), la fuite de l'Israélo-Ukrainien Tymur Mindich (associé de Volodymyr Zelensky), les têtes continuent de tomber. On évoque en Ukraine une possible fuite de Zelensky, qui devrait aller en Grèce dimanche, puis en France lundi. Il semble que le président autoproclamé avait vu venir la purge avec l'interpellation, le mois dernier, de Volodymyr Kudrytskyi (patron de la compagnie publique d'électricité Ukrenenergo), mais qu'il ne s'attendait pas à l'ampleur du coup de filet. Le final pourrait venir de l'ancien député du parti « Serviteur du Peuple », Artem Dmytruk, qui accuse depuis un mois Zelensky d'être impliqué dans la tentative d'assassinat de Donald Trump et celle réussie contre Charlie Kirk. Les « nationalistes intégraux » se mobilisent pour conserver le pouvoir. Ils préparent en ce moment un nouveau coup d'État.

- À Paris, Emmanuel Macron, président français, et Volodymyr Zelensky, son homologue non élu ukrainien, ont signé, le 17 novembre, à l'Élysée, une « déclaration d'intention » d'achat de 100 *Rafale*, de systèmes de défense aérienne SAMP/T, de radars modernes pour la défense aérienne, de missiles air-air et des bombes aériennes guidées.

Cette déclaration n'engage à rien. Elle ne pourra être mise en œuvre qu'au mieux dans une dizaine d'années. Probablement jamais puisque l'espérance de survie de l'Ukraine n'est que de quelques mois.

Le 22 octobre, la Suède avait signé une « déclaration d'intention » d'achat de 100 avions *Gripen*, tout aussi théorique.

L'Ukraine aura donc le temps nécessaire pour former ses pilotes.

La Suède et la France espèrent que le financement de ces déclarations suivra, mais pour le moment aucune solution n'est en vue.

- À Madrid, Pedro Sánchez, président du gouvernement, a annoncé, le 18 novembre, que l'Espagne contribuera à hauteur de 100 millions d'euros à l'initiative des États-Unis et de l'OTAN, PURL (*Priority Ukraine Requirements Lists*), qui alloue une aide économique d'une valeur de 200 millions d'euros – y compris pour la restauration et le renforcement du secteur énergétique – et dirige 215 millions d'euros vers des projets conjoints de production d'armes avec l'Ukraine dans le cadre du programme de l'Union européenne SAFE (*Security for action for Europe*). L'Espagne est devenue le premier pays à annoncer une allocation spécifique pour l'Ukraine au sein de cet instrument.

- À Ankara, Recep Tayyip Erdoğan, président de la République, s'est engagé à aider à ramener le personnel militaire ukrainien et les civils ukrainiens détenus par la Russie chez eux, y compris les prisonniers politiques et religieux de Crimée.

Les documents russo-états-unis ont été officiellement remis à la Türkiye, mais l'envoyé spécial du président Trump, Steve Witkoff, a annulé au dernier moment sa participation. Le président Erdoğan s'est dit prêt, à nouveau, à recevoir les délégations des deux pays à Istanbul.

- Une délégation de l'armée états-unienne, conduite par Dan Driscoll (secrétaire à l'Armée de terre), les généraux Randy George (chef d'état-major de l'Armée de terre) et Chris Donahue (commandant des forces états-uniennes en Europe et en Afrique), devait rencontrer Volodymyr Zelensky, le 20 novembre, à Kiev.

4330 Le népotisme de Volodymyr Zelensky

Depuis son élection, en 2019 (il usurpe la présidence depuis le 19 mai 2025), Volodymyr Zelensky a aidé une trentaine de ses amis et collaborateurs à accéder à des postes à responsabilité. Parmi ceux-ci :

- Alexander Vigliano, directeur adjoint du réseau de chemins de fer (Ukrzaliznytsia) ;
- Iryna Kopayhora, commissaire de l'État, chargée de veiller sur les marchés publics (son père était le professeur de Zelensky) ;
- Olga Pishchanska et sa sœur Svetlana Pishchanska gèrent la propriété italienne du dictateur ;
- Anna Kuchuk est membre du Service de sécurité de l'Ukraine. Elle était la banquière gérant les comptes du parti de Zelensky, « Serviteur du peuple » ;
- Alexander Pashkov travaille à la direction du renseignement. Sa femme, Oksana, est la comptable principale de la chaîne de Zelensky, Kvartal 95.

4331 Les parlementaires attendent la démission d'Andriy Yermak

Andriy Yermak (alias « Ali Baba »), le directeur de l'administration présidentielle ukrainienne, et Rustem Umerov, secrétaire du conseil ukrainien de Sécurité et de Défense, sont impliqués dans l'affaire Midas (cf. VAI 4260). Ils sont avec Volodymyr Zelensky, les trois principales personnalités du pays.

Volodymyr Zelensky n'est toujours pas officiellement cité.

De nombreux députés demandent à Yermak de présenter sa démission.

AFRIQUE

4332 Le Sénégal bicéphale

L'alliance de Bassirou Diomaye Faye, président sénégalais, et de son Premier ministre, Ousmane Sonko, se fissure. Le 11 novembre, il a démis

Aida Mbodj, de sa fonction de coordinatrice de la coalition « Diomaye Président » au profit d'une de ses fidèles, Aminata Touré.

Ousmane Sonko n'a pas participé aux Conseils des ministres des 22 octobre et du 12 novembre 2025, officiellement pour des raisons de santé. Mais les analystes l'accusent de « bouder ».

On évoque une crise du pouvoir comme celle que le Sénégal a connue en 1962.

4333 Échec du Quad au Soudan

Le Quad (Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis et États-Unis) ne parvient pas à négocier de paix au Soudan. Le président Abdel Fattah al-Burhan considère que les Émirats arabes unis sont partie au conflit et fournissent des armes aux Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdan Dogolo (alias Hemedti), ce que Abou Dhabi récuse avec véhémence.

ASIE

4334 Dossier sud-africain sur l'aggravation des crimes d'Israël à Gaza

L'Afrique du Sud a remis aux Nations unies un dossier d'une cinquantaine de pages, en anglais, sur l'aggravation des actes d'Israël : la faim, l'utilisation de l'aide humanitaire comme arme de guerre et les autres manifestations de son intention génocidaire contre les Palestiniens de Gaza (réf : S/2025/560/Rev.1).

4335 L'armée israélienne tire, par erreur, sur la FINUL

Un char *Merkava* israélien a tiré, le 16 novembre au matin, sur une position de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

L'armée israélienne a démenti avoir visé « de façon délibérée » les Casques bleus. « Deux suspects ont été identifiés dans la zone de Hamames, dans le sud du Liban. Les troupes ont ensuite tiré des coups de semonce [...] après

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Netanyahou : “Quiconque possède un téléphone portable, des médicaments et des aliments possède un morceau d'Israël”](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

À ce jour, personne ne sait si Benjamin Netanyahu a inventé une fake news ou s'il a dévoilé une capacité du Mossad. Cependant, son accusation est de taille : dans tous les pays au monde, Israël aurait piégé des téléphones portables comme il l'avait fait avec les beepers du Hezbollah.

vérification, il a été déterminé que les suspects étaient des soldats de l'ONU qui effectuaient une patrouille dans la région », a-t-elle commenté.

Cet incident constitue « une violation grave de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Une fois encore, nous appelons l'armée israélienne à mettre fin à toute attitude agressive et à toute attaque contre ou à proximité des Casques bleus, qui travaillent à soutenir le retour à la stabilité que recherchent à la fois Israël et le Liban », a commenté la FINUL.

4336 La Syrie aidera le Pentagone à lutter contre Daesh et « l'Axe de la Résistance »

Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Türkiye, a déclaré, le 13 novembre, que la Syrie aiderait les États-Unis à atteindre leur objectif de freiner l'influence régionale de l'État islamique, du Hezbollah et du Corps des gardiens de la révolution islamique.

4337 L'Iran a cessé d'enrichir de l'uranium

Répondant à Associated Press, le 16 novembre, Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré : « Il n'y a pas d'enrichissement nucléaire non déclaré en Iran. Toutes nos installations sont soumises aux garanties et à la surveillance de l'Agence

internationale de l'énergie atomique. Il n'y a pas d'enrichissement actuellement, car nos installations d'enrichissement ont été attaquées. »

Puis, il a continué : « Le droit de l'Iran à l'enrichissement et à l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire, y compris l'enrichissement, est incontestable. Nous avons ce droit, nous continuons de l'exercer et nous espérons que la communauté internationale, y compris les États-Unis, reconnaîtra nos droits et comprendra qu'il s'agit d'un droit inaliénable de l'Iran. Nous n'y renoncerons jamais. »

4338 L'Iran porte plainte contre Donald Trump, les États-Unis et Israël

L'Iran a déposé, le 12 novembre, une [plainte](#) contre Donald Trump en tant que personne et contre son pays, les États-Unis d'Amérique, devant le Conseil de sécurité.

Seyed Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, fait valoir que Donald Trump a déclaré avoir joué le premier rôle dans l'attaque qu'Israël a conduite contre l'Iran. Par conséquent, Téhéran le considère comme responsable du martyre de plus de 1 100 innocents et blessé de nombreuses autres personnes, ainsi que des attaques gratuites contre des infrastructures civiles, telles que des installations nucléaires pacifiques iraniennes soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Téhéran considère également que Donald Trump a engagé sa responsabilité pénale personnelle.

C'est pourquoi le gouvernement de Masoud Pezeshkian a demandé au Conseil de sécurité qu'il prenne les mesures appropriées, afin que les États-Unis et le régime israélien répondent de ces violations flagrantes et que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice.

4339 Les pasdaran relâchent un bateau des îles Marshall

Les Gardiens de la révolution ont laissé partir, le 18 novembre, le *Talara*, un navire battant pavillon des îles Marshall qui avait été arraisonné, le 14. Selon la compagnie maritime qui l'affrétait, son équipage est sauf.

4340 Publication de documents internes d'une unité de piratage informatique des Gardiens de la révolution

Les [rapports d'activité](#) des quatre dernières années du Cyber Intelligence Group 1500 (IRGC-IO / CI-1500) (dit « APT35 »), un groupe de pirates informatiques des Gardiens de la révolution, ont été publiés par GitHub.

4341 Le Pakistan aurait convaincu Donald Trump de poser des droits de douane contre Bharat

Selon le *New York Times*, le Pakistan [a investi](#) pour 5 millions de dollars dans six firmes de lobbying à Washington. Elles ont pu convaincre le président Trump de poser des droits de douane contre l'Inde tant que New Delhi importera du pétrole russe, le raffinera et le vendra sur les marchés internationaux.

4342 Le Pakistan devient un État militarisé

Le 27^e amendement de la Constitution pakistanaise, promulgué le 13 novembre, accorde une immunité à vie au président actuel, Asif Ali Zardari, et au maréchal Asim Munir. La réforme dispose que tout militaire promu au grade de maréchal conservera à vie son rang et les privilèges qui l'accompagnent, tout en étant à l'abri de poursuites pénales.

Une nouvelle Cour constitutionnelle fédérale a été instituée, dont les juges seront nommés directement par le président et le Premier ministre, pour traiter toutes les affaires relatives à l'interprétation de la Constitution, y compris celles des droits fondamentaux du peuple, à la

place de la Cour suprême, jusqu'alors la plus haute juridiction du pays.

Asif Ali Zardari est impliqué dans plusieurs affaires judiciaires.

Asim Munir a acquis sa dignité après le conflit éclair avec l'Inde, en mai, dont le Pakistan estime être sorti victorieux.

4343 Nouvelle plainte du Cambodge contre une attaque thaïlandaise

Le Cambodge a déposé une nouvelle [plainte](#) contre la Thaïlande, au Conseil de sécurité. Les forces thaïlandaises ont ouvert le feu sans provocation sur des civils cambodgiens dans le village de Prey Chan, le 12 novembre, faisant un mort et trois blessés.

Cette attaque constitue une violation du droit international, des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies et de la Déclaration conjointe de Kuala Lumpur, l'accord de paix signé par le Cambodge et la Thaïlande le 26 octobre 2025, en présence du président Donald J. Trump et d'Anwar Ibrahim, Premier ministre de Malaisie.

4344 Le ton monte entre la Chine et le Japon

Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a violemment répliqué à Sanae Takaichi, Première ministre japonaise. Selon Beijing, elle avait tenu des propos « provocateurs » et « erronés » (cf. VAI 4303), que « la Chine ne tolérera en aucun cas ». Il a exigé sa rétractation.

« Si le Japon osait intervenir militairement dans la situation du détroit de Taïwan, cela constituerait un acte d'agression et se heurterait à une réponse ferme et résolue de la part de la Chine. Tokyo doit cesser de jouer avec le feu sur la question taïwanaise. Qui joue avec le feu périra par lui ! », a-t-il déclaré.

4345 Le Japon envoie un émissaire en Chine

Masaaki Kanai, directeur général du bureau des Affaires asiatiques et océaniques au ministère japonais des Affaires étrangères, est arrivé le 17 novembre à Beijing. Il venait réparer les relations après les déclarations de Sanae Takaichi.

Le diplomate a souligné que la Première ministre n'a pas modifié la position du Japon comme indiqué dans un communiqué conjoint de 1972, qui a reconnu la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de la Chine

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4346 Alexander De Croo élu administrateur du PNUD

L'Assemblée générale des Nations unies a désigné, le 17 novembre, le Belge Alexander De Croo comme administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour les quatre prochaines années.

Contrairement à la procédure habituelle de tacite confirmation par acclamation, la Russie a exigé une mise aux voix. Elle n'a pas mis en cause Alexander De Croo, mais a regretté que cette fonction échoie encore à un représentant d'État occidental, alors que le PNUD est un partenaire fiable des pays bénéficiaires de l'aide au développement.

4347 L'Assemblée générale appelle au respect de la trêve olympique

À quatre mois des Jeux olympiques d'hiver de Milano-Cortina (Italie), l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 19 novembre, une résolution intitulée « Édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique ».

Elle a « demandé instamment aux États membres d'observer la trêve olympique dans

l'esprit de la Charte des Nations unies, tant individuellement que collectivement, tout au long de la période qui s'étend du septième jour précédant l'ouverture des XXV^{es} Jeux olympiques d'hiver au septième jour suivant la clôture des XIV^{es} Jeux paralympiques d'hiver, qui se tiendront à Milano-Cortina en 2026, notamment de garantir que les athlètes, les officiels et toutes les autres personnes accréditées prenant part aux Jeux olympiques d'hiver et aux Jeux paralympiques d'hiver peuvent se rendre aux Jeux et y participer en toute sécurité, ainsi que de contribuer, grâce à toutes les autres mesures de sécurité appropriées, au bon déroulement des Jeux. »

4348 Le Conseil de sécurité adopte le « plan d'ensemble » du président Trump pour Gaza

Le Conseil de sécurité a adopté, le 17 novembre, par 13 voix pour et 2 abstentions (la Chine et la Russie), la résolution 2803. Ce faisant, il a constaté que le « plan d'ensemble du président Trump » du 29 septembre a été accepté par les parties au conflit et s'est félicité de la « Déclaration pour une paix et une prospérité durable », adoptée au sommet pour la paix à Gaza de Charm el-Cheikh, le 13 octobre. La résolution annexe le « plan d'ensemble » en faisant un instrument du droit international, mais pas la déclaration qui ne constitue qu'un engagement des signataires à soutenir sa mise en œuvre.

La résolution salue la « création du Conseil de paix, à savoir une administration transitoire dotée de la personnalité juridique internationale et chargée de guider la reconstruction de Gaza et d'en coordonner le financement conformément au Plan d'ensemble et dans le respect des principes juridiques internationaux en vigueur, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne ait mené à bonne fin son programme de réformes comme prévu dans diverses propositions, notamment le plan de paix de 2020 du Président Trump et l'initiative franco-saoudienne, et qu'elle puisse reprendre le contrôle de Gaza en toute sécurité et dans de bonnes conditions. »

La résolution pose « qu'une fois que l'Autorité palestinienne aura scrupuleusement exécuté son programme de réformes et que la reconstruction de Gaza aura progressé, les conditions seront alors peut-être réunies pour que s'ouvre un chemin crédible vers l'autodétermination palestinienne et la création d'un État palestinien. Les États-Unis instaureront un dialogue entre Israël et les Palestiniens pour qu'ils conviennent d'un horizon politique au service d'une coexistence pacifique et prospère. »

☞ Outre que la résolution ne prévoit pas explicitement d'État palestinien, mais uniquement « un chemin crédible » vers lui, elle ne fixe pas la composition du Conseil de paix ni de la Force internationale de Stabilisation (FIS) ni même le rôle des Nations unies.

☞ La délégation russe, qui s'est abstenue, a souligné que, par cette résolution « le Conseil donne son accord à une initiative états-unienne sans connaître les modalités d'action ce qui pourrait servir de paravent à des actions unilatérales d'Israël et de Washington et une condamnation de la solution des deux États ».

De même, elle a pointé l'absence de garanties concernant le fonctionnement du Conseil de paix et de la Force internationale de stabilisation « qui pourraient agir de manière autonome, sans tenir compte de la position de Ramallah, risquant de séparer Gaza de la Cisjordanie ».

En outre, elle a reproché au mandat donné à la Force internationale de stabilisation d'être « beaucoup plus coercitif » que dans le plan initial du président Trump, allant jusqu'à lui confier la démilitarisation de Gaza, ce qui pourrait « la transformer en partie prenante au conflit ».

4349 Le Conseil de sécurité et la transition en Syrie

Le Conseil de sécurité a consacré sa réunion du 19 novembre à examiner la situation en Syrie. Il a écouté le rapport de la Marocaine Najat Rochdi, envoyée spéciale du secrétaire général.

Celle-ci s'est abondamment félicitée de l'adoption, le 6 novembre, de la résolution 2799 (2025), qui a levé les sanctions visant le président autoproclamé Ahmed Al-Sharaa et le ministre Anas Hasan Khattab, et de la levée par les États-Unis pour six mois supplémentaires des restrictions imposées par leur loi dite « César », avant d'insister pour que soient levées toutes les sanctions secondaires qui entravent la reconstruction et la relance de l'économie syrienne.

Elle a pris note de la tenue du premier procès pour les crimes commis lors des événements côtiers de mars, ainsi que des promesses de redevabilité faites par la commission nationale d'enquête sur les événements de Soueïda, en juillet.

Elle a déclaré attendre la nomination par le président autoproclamé Al-Sharaa du tiers restant des 210 sièges de l'Assemblée populaire de transition.

Dans ce contexte, la haute fonctionnaire a déploré que les opérations militaires et les incursions israéliennes en territoire syrien se poursuivent, avant d'appeler à ce que ces violations de la souveraineté de la Syrie et du droit international cessent et à ce que l'Accord de dégagement de 1974 soit respecté.

Au-delà des questions de souveraineté et d'intégrité territoriale, les membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par la dégradation rapide de la situation humanitaire en Syrie, où près de 9 millions de personnes souffrent de malnutrition.

👉 Rappelons que les difficultés économiques de la Syrie ne sont pas imputables uniquement aux opérations militaires menées de l'étranger contre elle sous prétexte de « guerre civile », mais aux [instructions des Nations unies](#) qui, de 2017 à 2024, ont strictement interdit à leurs fonctionnaires de collaborer avec la République arabe syrienne en vue de reconstruire le pays.

4350 Le PNUE constate l'échec du « Global Methane Pledge »

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publié le 17 novembre, le méthane serait responsable d'un tiers du « réchauffement » climatique.

Les émissions de méthane devraient atteindre 369 millions de tonnes (Mt) en 2030, soit 5% de plus qu'en 2020. Très loin de l'objectif de baisse de 30% du « Global Methane Pledge ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°153 - 28 novembre 2025

ÉDITORIAL

4351 Sommet du G20 en Afrique du Sud sans Donald Trump

- Le sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud), les 22 et 23 novembre. Le président Donald Trump était absent et la délégation états-unienne n'est pas intervenue.

Dès l'ouverture les orateurs ont souligné l'importance du multilatéralisme et de droits de douane faibles.

Le thème de la rencontre était : « promouvoir la solidarité et à aider les pays en développement à s'adapter aux catastrophes météorologiques, à passer à l'énergie propre et à réduire leurs coûts d'endettement excessifs » ; un point de vue que ne partage plus Washington.

- Li Qiang, Premier ministre chinois, a déclaré : « Aujourd'hui, l'économie mondiale est une fois de plus confrontée à des défis majeurs, marqués par une montée de l'unilatéralisme et du protectionnisme, ainsi que par l'escalade des restrictions commerciales et des confrontations. »
- Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré qu'il devrait transmettre la présidence tournante à une « chaire vide ». Il a rejeté l'offre de la Maison-Blanche d'envoyer une charge d'affaires pour la passation des pouvoirs.
- Exprimant la pensée des globalistes, Mark Carney, Premier ministre canadien – qui fut successivement gouverneur de la Banque du Canada (2008-2013) puis gouverneur de la Banque d'Angleterre (2013-2020) –, a déclaré : « Le sommet du G20 de cette année a réuni des pays représentant les trois quarts de la population mondiale, les deux tiers du PIB mondial et les trois quarts du commerce mondial, et cela sans que les États-Unis y assistent officiellement. C'est un rappel que le centre de gravité dans l'économie mondiale est en train de changer [...] C'est le multilatéralisme. Et le Canada se présente et le Canada s'engage. Je pense que collectivement, nous avons fait beaucoup de progrès [...] L'économie mondiale peut se passer des États-Unis. Quand l'Amérique voudra revenir et avoir des discussions commerciales, nous en aurons. »

AMÉRIQUES

4352 Une juge fédérale conteste l'usage de la garde nationale par le président Trump

Une juge fédérale, Jia Cobb, a posé, le 20 novembre, que le président Trump n'était pas dans son droit en déployant la garde fédérale dans le district de Columbia (c'est-à-dire la capitale Washington) pour y faire la police sans autorisation du district. Elle a également posé que le secrétariat à la Défense n'a pas le droit de mobiliser la garde nationale. La magistrate a donné trois semaines de délai au président pour faire appel de sa décision.

4353 Une juge fédérale s'oppose aux fusions des fichiers du fisc et de l'immigration

La juge fédérale Colleen Kollar-Kotelly a posé, le 22 novembre, que l'Internal Revenue Service (IRS) ne pouvait pas partager d'informations avec la United States Immigration and Customs Enforcement (ICE).

4354 Fin de l'affaire de la contestation du résultat de l'élection de 2020

Le juge fédéral Scott McAffee a mis fin aux poursuites contre Donald Trump pour avoir refusé le résultat officiel de l'élection de 2020.

Il s'agit d'un développement majeur dans la série d'affaires pénales intentées par les procureurs démocrates contre M. Trump ces dernières années.

4355 Le Pentagone pourrait cesser de soutenir les scouts d'Amérique

Le Pentagone pourrait mettre fin à sa collaboration avec l'association Scouting America (ex Boy Scouts of America) qu'il soutient depuis un siècle. C'est en tous cas le sens d'un projet de note au Congrès de Pete Hegseth, secrétaire à la Défense.

Scouting America a adopté un programme de diversité, d'équité et d'inclusion au détriment des politiques fondées sur le mérite.

Le sénateur Ted Budd de Caroline du Nord a présenté la loi sur la protection des alliés américains, qui disqualifierait un gouvernement d'État ou local de la réception de subventions du ministère de la Justice pendant une période de quatre ans s'il applique un mandat de la CPI contre un responsable d'un allié de l'OTAN ou d'un allié majeur non membre de l'OTAN.

4356 Les États-Unis pourraient classer certaines branches de la Confrérie des Frères musulmans comme « organisations terroristes »

Le 15 juillet, le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) a déposé une proposition de loi visant à interdire la Confrérie des Frères musulmans aux États-Unis (cf. VAI 3748).

Le 18 novembre, [Greg Abbott](#), gouverneur du Texas, a classé la Confrérie des Frères musulmans et l'association Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR) « organisations terroristes ».

Le 24 novembre, le président Donald Trump a donné instruction à son administration pour qu'elle détermine les branches de la Confrérie et les associations qui y sont rattachées qui devraient être classées comme « organisations terroristes ».

👉 On s'attend à ce que les branches d'Égypte, de Jordanie et du Liban soient dénoncées d'ici un mois par la Maison-Blanche.

À ce jour la Confrérie est interdite en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Jordanie.

Le sioniste révisionniste Amichai Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a immédiatement demandé que le CAIR soit aussi classé « organisation terroriste » en Israël

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Érotisme, espionnage, chantage et banque : l'axe Epstein/banque Rothschild/cyberarmement d'Israël](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'affaire Epstein n'est pas ce que l'on croit. Certes, on savait que l'homme d'affaires avait créé un réseau de prostitution pédophile et qu'il exerçait du chantage sur ses riches clients au profit de ses amis israéliens. Des documents, publiés par Drop Site News, attestent qu'il entretenait des relations politiques avec l'ancien Premier ministre israélien, le général Ehud Barak. Celui-ci manœuvrait le réseau Epstein pour vendre des cyberarmes israéliennes. Derrière l'affaire de mœurs, une affaire, politique cette fois, secoue de nombreux pays de la Mongolie à la Côte d'Ivoire, en passant par la Russie.

• « [L'injustice est actée](#) », par Manlio Dinucci

Les plans de paix du président Trump, pour Gaza et pour l'Ukraine, méconnaissent le droit international. Ils ne résolvent pas les problèmes de fond (le droit des Palestiniens à l'autodétermination et celui au retour, le respect des traités interdisant de déplacer des forces aux frontières russes), mais se contentent de proposer des solutions acceptables par les intéressés plutôt que la continuation des guerres. Il s'agit donc d'acter des injustices et des paroles violées.

4357 Ted Budd veut empêcher Zohran Mamdani d'arrêter Benyamin Netanyahu

Le sénateur républicain Ted Budd (Caroline du Nord) a déposé une [proposition loi](#) sur la protection des alliés des États-Unis, qui disqualifierait un gouvernement d'État ou local de la réception de subventions du secrétariat à la Justice pendant une période de quatre ans, s'il applique un mandat de la Cour pénale internationale (CPI) contre un responsable d'un

allié de l'OTAN ou d'un allié majeur non membre de l'OTAN.

Cette loi vise à prévenir une arrestation de Benyamin Netanyahu par la ville de New York. Son prochain maire, Zohran Mamdani, a promis d'appliquer le mandat de la CPI contre le Premier ministre israélien.

4358 Jim Jordan attend des explications sur les raisons qui ont conduit le secrétariat à la Justice de Joe Biden à espionner des sénateurs.

Le sénateur Rick Scott (Floride) a écrit à la procureure générale, Pam Bondi : « [Le procureur spécial] Jack Smith et le ministère de la Justice de Biden ont espionné leurs adversaires politiques, violé la Constitution et instrumenté le système judiciaire pour cibler des membres du Congrès, le tout dans le but de s'en prendre au président Trump. »

Le représentant Jim Jordan, président de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants, n'a toujours aucune explication sur la fouille de ses communications téléphoniques sur ordre du procureur spécial Jack Smith. Il a également demandé communication de l'ordonnance de non-divulgence du juge James Boasberg.

Il a fait valoir : « Il est absurde de suggérer qu'une ordonnance de non-divulgence serait nécessaire pour des sénateurs en exercice, qui n'ont été accusés d'aucun crime, par crainte qu'ils ne détruisent des preuves, n'intimident des témoins et ne nuisent autrement à l'enquête. »

4359 Des sénateurs démocrates plaident pour la suspension de l'aide militaire à Israël

Les sénateurs démocrates Chris Van Hollen (Maryland) et Jack Reed (Rhode Island) et une dizaine de leurs collègues ont demandé au président Trump d'examiner un rapport de l'Inspecteur général du département d'État.

Celui-ci a constaté que des unités militaires israéliennes ont commis à Gaza des centaines de violations potentielles de la loi états-unienne sur les droits de l'homme.

4360 Rejet de la plainte contre James Comey et Letitia James

La juge fédérale Cameron Currie a rejeté les actes d'accusation contre l'ancien directeur du FBI James Comey et la procureure générale de New York, Letitia James. Selon la magistrate, la nomination de Lindsey Halligan comme procureure fédérale par intérim pour le district oriental de Virginie ne serait pas constitutionnelle.

4361 Selon le FBI, Thomas Matthew Crooks était un terroriste isolé

Le FBI a conclu que Thomas Matthew Crooks avait agi seul en tentant de tuer le président Trump lors du meeting électoral du 13 juillet 2024 à Butler (Pennsylvanie).

Artem Dmitruk, député ukrainien du parti de Zelensky, avait affirmé que ce tireur avait été manipulé par les services secrets ukrainiens.

Le représentant républicain Tim Burchett (Tennessee) a repris cette information (cf. VAI 4310).

4362 Le Texas porte le découpage de sa carte électorale devant la Cour suprême

Le Texas a porté l'invalidation de sa nouvelle carte électorale (cf. VAI 4314) devant la Cour suprême fédérale. La Californie, le Missouri, la Caroline du Nord et la Virginie ont également révisé leurs cartes électorales.

La polémique porte sur le fait que les circonscriptions prennent en compte les appartenances « raciales » des électeurs.

☞ Aux États-Unis, les « races » ne désignent pas la même chose qu'en Europe. Outre-Atlantique, il s'agit d'appartenance ethnique, tandis qu'en Europe, le racisme est une idéologie du début du

xx^e siècle selon laquelle des individus de « races » différentes ne peuvent avoir d'enfants féconds. Il n'y a pourtant qu'une seule « race » humaine, affirment les biologistes.

4363 Démissions en masse à venir au Parti républicain

Alors que Marjorie Taylor Greene a démissionné de son mandat de représentante de la Géorgie au Congrès fédéral, 41 autres parlementaires républicains ont fait savoir qu'ils ne brigueraient pas d'autre mandat.

4364 Rand Paul attaque le financement des universitaires spécialisés sur « l'extrême droite »

Le sénateur libertarien Rand Paul (Kentucky), président de la Commission de sécurité de la patrie, a requis les centres de recherche spécialisés dans l'extrémisme politique de fournir une copie de leurs rapports depuis 2020 et des informations sur leur financement.

Le sénateur s'intéresse aux traitements de la prise du Capitole du 6 janvier, de l'élection présidentielle de 2020, de l'obligation vaccinale et des « partisans de Trump ».

De nombreux chercheurs craignent que cela ne soit le début de leurs ennuis.

4365 Candace Owens affirme faire l'objet d'un contrat lancé par les époux Macron

Selon la journaliste Candace Owens – proche de Donald Trump –, Tyler Robinson, qui a assassiné Charlie Kirk, le 10 septembre dernier, a été formé au sein de la 13^e demi-brigade de la Légion française.

Par ailleurs, Candace Owens a affirmé avoir fait l'objet d'un contrat lancé contre elle par les époux Macron. Toujours selon elle, le journaliste français Xavier Poussard, qui est à l'origine de l'enquête sur l'identité de Brigitte Macron, serait également menacé.

4366 Consulter les e-mails de Jeffrey Epstein

Luke Igel et Riley Walz, respectivement cofondateur de l'outil de montage vidéo Kino AI et créateur de sites web en série, ont mis en ligne le site <https://jmail.world/> qui présente tous les e-mails de Jeffrey Epstein de 2009 à 2019. Il est possible de les consulter aisément.

4367 Aux États-Unis, 51 % des nouveaux rabbins non-orthodoxes sont gays

Selon une [enquête](#) d'Atra (Centre pour l'innovation rabbinique), en 2004, 7 % de rabbins non-Haredi ordonnés aux États-Unis s'identifiaient comme gays. Ils sont désormais 51 %.

4368 Sept compagnies d'aviation suspendent leurs vols au Venezuela du fait des risques engendrés par le Pentagone

Le Pentagone a poursuivi ses simulations d'attaque du Venezuela. Il a informé les compagnies aéronautiques des dangers que cela pouvait engendrer. Sept d'entre elles (TAP, LATAM, Avianca, Iberia, Gol, Caribbean Airlines et Turkish Airlines) ont suspendu leurs vols dans ce pays.

4369 Donald Trump pourrait rencontrer Nicolás Maduro

Alors que les Straussien, dont Elliott Abrams, exercent de fortes pressions sur le président Donald Trump pour qu'il renverse le président vénézuélien Nicolás Maduro, celui-ci aurait déclaré à ses conseillers qu'il envisageait de rencontrer en personne le leader bolivarien.

4370 Jair Bolsonaro arrêté

La justice brésilienne, qui avait assigné à résidence l'ancien président Jair Bolsonaro qu'elle suspecte d'avoir organisé une tentative de coup d'État, l'a arrêté, le 22 novembre, pour tentative d'évasion. Le prévenu avait reconnu avoir utilisé un fer à souder pour tenter d'ouvrir

son bracelet électronique. Les magistrats pensent qu'il devait tenter de fuir vers l'ambassade des États-Unis, située à 15 minutes de sa résidence, lors d'une veillée de prière organisée par ses partisans devant chez lui.

EUROPE

4371 Concentration probable de la presse conservatrice britannique

Le DMGT, propriétaire du *Daily Mail*, de *Metro*, du *i Paper* et de *New Scientist*, pourrait acheter *The Telegraph*.

4372 Londres aurait divulgué le contenu des entretiens de Steve Witkoff et de Iouri Ouchakov

[Bloomberg](#) a révélé des transcriptions d'appels entre l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, et le principal aide de politique étrangère de Vladimir Poutine, Iouri Ouchakov, ainsi qu'entre Ouchakov et l'autre conseiller de Poutine, Kirill Dmitriev, au sujet du processus de paix ukrainien. L'essentiel de l'appel de Witkoff-Oouchakov est une proposition de Witkoff de demander à Poutine de suggérer un accord de paix de 20 points de type Gaza pour l'Ukraine lors d'un prochain appel avec Trump, tandis que l'Oouchakov-Dmitriev sous-entendait que le projet divulgué était influencé par la Russie.

Si dans un premier temps, les médias mainstream ont évoqué une « fuite russe », certains, dans un second temps, envisagent cette opération comme une opération britannique pour faire échouer la paix.

Erratum

Le sondage IFOP sur la sympathie des jeunes musulmans français pour la pensée de la Confrérie des Frères musulmans (cf. VAI 4317) n'a qu'une valeur très relative. Les questions ont certes été posées à un échantillon de plus d'un millier de personnes, mais seulement 55 y ont répondu.

4373 Greta Thunberg expulsée de Venise

La Suédoise Greta Thunberg et 37 militants d'Extinction Rebellion ont coloré les eaux du Grand Canal en vert et ont accroché une banderole sur le pont du Rialto. La ville de Venise les a arrêtés et expulsés après leur avoir infligé à chacun une amende de 150 euros.

4374 L'AfD s'inquiète de l'attitude polonaise

Le député Tino Chrupalla, coprésident d'Alternative für Deutschland (AfD) et proche de Steve Bannon, a déclaré que « la Pologne pourrait également devenir une menace pour nous... Nous voyons que les intérêts de la Pologne sont différents de ceux de l'Allemagne... Nous voyons deux standards différents sur la question *Nord Stream*. La Pologne n'a pas extradé de criminel recherché, de terroriste, vers l'Allemagne. »

4375 Les ministres du Commerce de l'UE inquiets des droits de douane changeant des États-Unis

Les ministres du Commerce des pays de l'UE ont invité à déjeuner, le 24 novembre à Bruxelles, Howard Lutnick secrétaire états-unien au Commerce, et Jamieson Greer, représentant au Commerce.

Les ministres de l'UE ont tenté d'expliquer à leurs partenaires le danger que font courir au commerce mondial des droits de douane changeants.

La Commission européenne avait préparé une liste de produits européens (vins et spiritueux, des produits alimentaires, ainsi que des appareils médicaux, etc.) à soumettre à Washington pour une possible exemption des tarifs.

Sept pays (la Suède, l'Allemagne, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne) ont par ailleurs plaidé pour faire payer la guerre en Ukraine à la seule Russie.

4376 Déclaration de dirigeants de l'UE à Johannesburg

Le 22 novembre à 15 h 30, le Conseil européen a publié une déclaration adoptée à Johannesburg (Afrique du Sud) par le président Costa, la présidente von der Leyen, le Premier ministre Carney, le président Stubb, le président Macron, le chancelier Merz, le Premier ministre Martin, la Première ministre Meloni, le Premier ministre Takaichi, le Premier ministre Schoof, le Premier ministre Støre, le Premier ministre Sánchez et le Premier ministre Starmer :

« Nous saluons les efforts continus des États-Unis pour ramener la paix en Ukraine.

Le projet initial du plan en 28 points comprend des éléments importants qui seront essentiels pour une paix juste et durable.

Nous pensons donc que le projet constitue une base qui nécessitera un travail supplémentaire. Nous sommes prêts à nous engager pour que la paix future soit durable. Nous sommes clairs sur le principe que les frontières ne doivent pas être changées par la force. Nous sommes également préoccupés par les restrictions proposées aux forces armées ukrainiennes, qui laisseraient l'Ukraine vulnérable à une attaque future.

Nous réitérons que la mise en œuvre d'éléments relatifs à l'Union européenne et relatifs à l'OTAN aurait besoin du consentement des membres de l'UE et de l'OTAN respectivement.

Nous saisissons cette occasion pour souligner la force de notre soutien continu à l'Ukraine. Nous continuerons à nous coordonner étroitement avec l'Ukraine et les États-Unis au cours des prochains jours. »

4377 Les ministres des Affaires étrangères de l'Union débattent du financement de la reconstruction de l'Ukraine

Les 27 ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont retrouvés en visioconférence, le 26 novembre.

Selon Kaja Kallas, haute représentante de l'Union, l'option qui consiste à mobiliser les avoirs russes gelés dans le cadre d'un « prêt de réparation » reste la meilleure solution possible.

4378 Le véritable objectif du « Bouclier de la démocratie »

Le professeur Norman Lewis a étudié le « Bouclier de la démocratie » de la Commission européenne (cf. VAI 4279). Il a rédigé un [rapport](#) pour le Mathias Corvinus Collegium Brussels démontrant que ce programme vise à utiliser l'intelligence artificielle pour protéger l'administration de l'Union de la dissidence intérieure et de sa responsabilité politique.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4379 Les commissions du PE adoptent le « Schengen militaire »

Les commissions des Transports et du Tourisme (TRAN) et de la Sécurité et de la Défense (SEDE) du Parlement européen ont approuvé le rapport d'initiative sur la mobilité militaire (cf. VAI 4326) par 56 voix, contre 11 et 2 abstentions, le 24 novembre à Strasbourg.

Les eurodéputés souhaitent également que l'UE suive l'exemple de l'OTAN et veille à ce que les troupes puissent franchir les frontières intérieures de l'UE dans un délai de trois jours en temps de paix et dans un délai de 24 heures en situation de crise.

4380 Les États membres de l'UE doivent obligatoirement respecter les mariages gays contractés dans d'autres États de l'Union

Dans un arrêt du 25 novembre, la Cour de justice de l'Union européenne [a statué](#) que les États membres doivent obligatoirement reconnaître les mariages entre personnes du

même sexe célébrés dans d'autres États de l'Union, même si leur loi nationale ignore elle-même les mariages gays.

4381 Pour Iuliia Mendel, l'Ukraine doit vite accepter le plan de paix

Iuliia Mendel, qui fut l'attachée de presse du président ukrainien Volodymyr Zelensky avant l'opération spéciale russe, [a posté](#) sur Instagram :

« Chaque accord ultérieur pour l'Ukraine ne fera qu'empirer les choses, car nous sommes en train de perdre. Nous perdons des hommes, du territoire et notre économie.

L'UE (qui, soit dit en passant, a versé à la Russie plus de 311 milliards d'euros d'énergie et de biens depuis février 2022) n'a aucune stratégie concrète, aucun moyen de cesser d'alimenter le budget russe ni de soutenir suffisamment l'Ukraine pour qu'elle gagne, aucun dialogue direct avec Moscou et aucun moyen de pression significatif sur le Kremlin ou Washington.

L'argument selon lequel «la Russie a gagné si peu de territoire» paraît presque puéril quand on considère le coût humain. Nous avons perdu plus d'êtres humains en trois ans que certaines nations européennes n'ont de population totale.

Mon pays se vide de son sang. Nombreux sont ceux qui s'opposent systématiquement à toute proposition de paix et qui pensent défendre l'Ukraine. Avec tout le respect que je leur dois, c'est la preuve la plus flagrante... »

4382 Volodymyr Zelensky plaide pour les « valeurs européennes »

Intervenant par vidéo au Sommet parlementaire de la Plateforme internationale de Crimée, le 24 novembre, le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, [a plaidé](#) pour les « valeurs européennes » :

- les frontières ne peuvent pas être changées par la force ;

- les criminels de guerre ne doivent pas échapper à la justice ;
- l'agresseur doit payer entièrement la guerre qu'il a déclenchée.

4383 Réunion de la Coalition des volontaires après les négociations de Genève

• Quarante États, membres de la Coalition des volontaires, ont participé à une vidéoconférence, le 25 novembre. Coprésidée par Emmanuel Macron (président de la France), Keir Starmer (Premier ministre du Royaume-Uni) et Friedrich Merz (chancelier fédéral d'Allemagne), elle a notamment réuni Mark Rutte (secrétaire général de l'OTAN), Radmila Šekerinska (secrétaire générale adjointe de l'OTAN, proche de George Soros), le secrétaire d'État des États-Unis, les présidents de Chypre (Nikos Christodoulides), de Lituanie, de Roumanie, de Türkiye et de Finlande, le chancelier de l'Autriche, les Premiers ministres d'Albanie, de Belgique, de Bulgarie, du Danemark, d'Estonie, d'Irlande, d'Islande, d'Espagne, d'Italie, du Canada, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Nouvelle-Zélande, de Norvège, du Portugal, de Slovaquie, de République tchèque, du Monténégro et de Suède, avec le président du Conseil européen, la présidente de la Commission européenne, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et les vice-premières ministres de l'Australie, de Pologne, de Grèce, le ministre des Affaires étrangères de Croatie, et les conseillers à la Sécurité nationale de Lettonie et du Japon.

• Le président Macron a souligné que tous les participants étaient « unis pour soutenir une paix juste, digne et durable pour l'Ukraine qui préserverait sa souveraineté et assurerait sa sécurité à long terme. »

• Le Premier ministre Starmer, qui préside la Force expéditionnaire interarmées (JEF), s'est montré vigilant sur des garanties de sécurité fiables et sur le renforcement de la défense aérienne de l'Ukraine.

• Le chancelier Merz s'est félicité d'une position commune des États-Unis, de l'Ukraine et de l'Union européenne et a souligné qu'il fallait désormais négocier avec la Russie.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La chute du régime de Zelensky et celle de ses alliés](#) », par Thierry Meyssan

Le plan de paix états-unis-russe pour l'Ukraine met, certes, fin à un conflit. Mais, surtout, il ouvre la voie à une réinterprétation de l'histoire. Non, l'opération militaire russe n'était pas une « agression militaire illégale, non provoquée et injustifiée », mais une application de la résolution 2202 du Conseil de sécurité, conformément au droit international. Les peuples européens, s'ils reconnaissent s'être trompés, ou avoir été trompés, changeront leurs régimes comme l'Ukraine va changer le sien.

4384 L'UE sanctionne les responsables de la prison russe de Rostov

L'Union européenne a édicté des sanctions à l'encontre des responsables du service pénitentiaire de l'oblast de Rostov, y compris le centre de détention provisoire n° 2 de Taganrog (SIZO-2).

Des actes de torture généralisés et systématiques et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants seraient infligés dans cet établissement aux détenus, y compris ukrainiens, tant civils que militaires.

AFRIQUE

4385 Kaïs Saïed convoque l'ambassadeur d'Italie

Kaïs Saïed, président tunisien, a convoqué, le 25 novembre, Giuseppe Perrone, ambassadeur de l'Union européenne (UE), pour « lui exprimer une protestation ferme concernant le non-respect des règles diplomatiques ».

4386 Coup d'État en Guinée-Bissau

- Le 23 novembre, l'élection présidentielle de Guinée-Bissau a été organisée. Le président sortant, Umaro Sissoco Embaló, et le candidat de l'opposition Fernando Dias da Costa, ont chacun revendiqué la victoire dès le premier tour.
- Le 26 novembre, un « haut commandement militaire pour la restauration de la sécurité nationale et de l'ordre public » a annoncé déposer le chef de l'État, Umaro Sissoco Embaló, prendre le « contrôle total » du pays, « suspendre le processus électoral » et fermer les frontières terrestres et aériennes.

Il a également décrété un couvre-feu. Ce haut commandement serait issu de l'ethnie Balante.

4387 Paula White en RDC et en Ouganda

La pasteure Paula White, directrice bénévole du Bureau de la foi, de la Maison-Blanche, était en Afrique cette semaine. Elle a présidé une session de prière au palais présidentiel de Kinshasa en présence du président Félix Tshisekedi et de son épouse, Denise Nyakeru.

Yoweri Museveni, président de la République d'Ouganda, l'a également reçue.

4388 L'UE sanctionne le frère de Hemedti

L'Union européenne a édicté des sanctions à l'encontre Abdul Rahim Hamdan Dagalo, numéro 2 de la Force de soutien rapide (FSR) et grand-frère de Mohamed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti »).

ASIE

4389 L'agenda 2024 de Benyamin Netanyahu

L'[agenda](#) 2024 de Benyamin Netanyahu a été rendu public, après expurgation, à la demande d'une association de communication des décisions de l'État, Hatzlacha.

Il fait apparaître que le Premier ministre a maintenu des contacts téléphoniques fréquents avec le sénateur Lindsey Graham (Caroline du Sud) lorsque celui-ci militait pour des livraisons d'armes états-uniennes à Israël et des sanctions contre les magistrats de la Cour pénale internationale (CPI) qui avaient lancé un mandat d'arrêt contre M. Netanyahu.

Plusieurs contacts avec Mike Johnson (Louisiane), président de la Chambre, apparaissent lors de l'invitation du Premier ministre à s'exprimer devant le Congrès contre l'avis du président Biden.

Enfin un contact avec le président des Émirats arabes unis, Mohamed ben Zayed (MBZ) semble indiquer que les Émirats ont été contactés pour lutter contre le Hamas, branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans qui est interdite aux Émirats.

4390 L'action secrète des sionistes révisionnistes contre les juifs irakiens

Kan 11 a [diffusé](#) un documentaire d'Avida Livni, les *Fichiers de Bagdad*. S'appuyant sur des documents oubliés, notamment les 117 témoignages recueillis par le journaliste israélien Baruch Nadel, un ancien membre de la milice sioniste révisionniste Lehi. Il atteste que c'est le Mossad qui a fait exploser une grenade dans la synagogue Masouda Shem-Tov au cœur de Bagdad, le 4 janvier 1951.

Cette affaire est bien connue (cf. *The Jewish Exodus from Iraq, 1948-1951*, Moshe Gat, Routledge 1997 ; *Israel's Secret Wars : A History of Israel's Intelligence Services*, Ian Black & Benny Morris, Grove Press, 1991), mais ce documentaire insiste sur la manière dont l'État d'Israël a conservé ce secret d'État, laissant croire que ce sont les Irakiens qui ont forcé les juifs à fuir.

4391 L'accord de paix à Gaza n'avance plus

Des sources égyptiennes ayant participé aux négociations de paix constatent que plus rien ne bouge.

Les travaux de déblaiement et de récupération des cadavres sous les décombres n'ont pas commencé.

Le Hamas n'est pas prêt à désarmer sans un engagement clair en faveur d'un retrait israélien complet et d'un plan détaillé pour savoir qui obtiendra les armes qu'il déposera.

Israël n'est pas prêt à quoi que ce soit avant les élections générales de 2026, sauf pression des États-Unis.

En privé, des négociateurs égyptiens, turcs et qataris ont tenu des réunions au Caire pour préparer la Force internationale de stabilisation (FSI) se plaignent de l'attitude de Tony Blair qui refuse de répondre à toute question et laisse les problèmes s'éterniser.

4392 Israël assassine Haytham Tabatabai

Haytham Tabatabai, chef d'état-major du Hezbollah, est mort lors d'un bombardement ciblé de Tsahal à Beyrouth, le 23 novembre.

La tête d'Haytham Tabatabai avait déjà été mise à prix par le département d'État états-unien à 5 millions de dollars.

4393 Israël a commis 12 000 violations du cessez-le-feu au Liban en un an

ACLEED et *L'Orient-Le Jour* ont compilé les 12 000 violations commises par Israël durant un an de cessez-le-feu au Liban, tuant 343 personnes, dont 136 civils.

Plus de la moitié sont imputables à des incursions aériennes.

Plus de la moitié ont visé le sud du fleuve Litani.

4394 Le Liban et Chypre ratifient un traité fixant leur frontière maritime

Les présidents libanais et chypriote, Joseph Aoun et Nikos Christodoulidis, ont signé, le 26 novembre, un accord sur la délimitation de leur frontière maritime.

À cette occasion, le président Aoun a mentionné de futurs « projets conjoints dans les domaines de l'énergie, de l'énergie renouvelable notamment, des communications, du tourisme... ainsi que dans les domaines de la sécurité et de la défense, notamment à travers le Centre de recherche et de sauvegarde entre les ministères de la Défense des deux pays ».

☞ Cet accord a été critiqué par les partisans d'une ligne maximale, qui entendaient disposer de 2 600 et 5 000 kilomètres carrés supplémentaires. C'est pourquoi, il a été adopté par le gouvernement en violation de l'article 52 de la Constitution selon lequel les traités qui « engagent les finances de l'État » ne peuvent être signés qu'après avoir conforme du Parlement.

4395 Tensions sectaires à Homs

- Après l'assassinat d'un couple de Bédouins à Homs, le 23 novembre, la tribu Bani Khaled est descendue dans un quartier alaouite de Homs pour incendier des véhicules et des maisons.

- Des milliers de personnes ont manifesté, le 25 novembre, dans 42 villes de la côte syrienne pour dénoncer de récentes violences contre les alaouites. Ils ont scandé : « Le peuple syrien est uni », « Au monde entier, écoutez-nous, les alaouites ne plieront pas », « Nous réclamons la libération des prisonniers ».

- 9 000 anciens militaires, en majorité alaouites, qui s'étaient rendus aux autorités sont toujours détenus.

4396 Ansar Allah ne fait plus partie de « l'Axe de la Résistance »

Un haut commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) est arrivé à Sanaa, la capitale yéménite, la semaine dernière, pour tenter de ramener Ansar Allah sous le contrôle de Téhéran.

De toute évidence, Ansar Allah ne répond plus aux instructions et conseils iraniens depuis qu'il a constaté l'inefficacité de Téhéran pour défendre les Palestiniens.

4397 Tension afghano-pakistanaise

Zabihullah Mujahid, porte-parole du gouvernement afghan, a déclaré, le 25 novembre, sur la chaîne X que le Pakistan avait bombardé la maison d'un civil dans la province de Khost, tuant neuf enfants et une femme. Il a également affirmé que d'autres frappes avaient été menées dans les provinces afghanes de Kunar et Paktika, faisant quatre blessés.

Ahmad Sharif Chaudhry, porte-parole de l'armée pakistanaise, a immédiatement démenti les affirmations du gouvernement afghan, déclarant que le Pakistan ne cible ni ne tue de civils. Il a ajouté que les frappes menées en octobre visaient les repaires des talibans pakistanaïes, responsables de la recrudescence de la violence dans le pays.

4398 L'arsenal nucléaire nord-coréen

Selon Lee Sang-kyu, chef de la division de recherche sur la sécurité nucléaire à l'Institut coréen pour les analyses de défense (KIDA), la Corée du Nord dispose actuellement d'environ 150 armes nucléaires en stock (soit entre 115 et 131 armes à base d'uranium et entre 15 et 19 bombes au plutonium) et pourrait en avoir à plus de 400 d'ici 2040.

Ces chiffres sont deux à trois fois plus élevés que les estimations des institutions de recherche à l'étranger.

4399 La Chine réprime l'Église de Sion

Trente membres du personnel et pasteurs de l'Église de Sion ont été arrêtés en Chine. On ignore pour le moment le motif de cette répression (cf. VAI 4096).

L'Église de Sion était parvenue à rassembler sur Internet 200 000 fidèles lors de la messe de Noël, en décembre 2024. Bien que des associations états-uniennes interprètent ces arrestations comme une atteinte communiste à la liberté religieuse, il est possible qu'il s'agisse d'une action contre un mouvement sectaire à caractère politique, comme celle qui vise le Falun Gong. Les autorités chinoises perçoivent l'Église de Sion comme servant des intérêts états-uniens.

4400 Lai Ching-te prépare Taïwan à la guerre

Lai Ching-te, président de Taïwan, a publié une [tribune libre](#) dans le Washington Post, du 25 novembre, pour annoncer qu'il développait son armée afin de « défendre la démocratie ». Son budget atteindra 5 % du PIB en 2030.

Il a mis en avant un système de défense aérienne multicouche en forme de dôme en T capable de contrer les drones, les missiles et les avions de combat chinois.

Puis, il a donné une conférence de presse pour dénoncer une « campagne d'infiltration et d'influence » menée par Beijing visant à modifier l'opinion publique taïwanaise et à saper les institutions démocratiques.

4401 Conversation téléphonique Xi-Trump

Les présidents chinois et états-unien, Xi Jinping et Donald Trump, se sont [téléphonés](#), le 24 novembre. Ils se sont félicités de ce que les relations entre leurs deux pays se sont stabilisées après leur rencontre en Corée du Sud, le mois dernier.

Au cours de l'entretien, le président Xi a abordé la question de Taïwan dont le retour à la Chine est une décision prise à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a rappelé que la Chine et les États-Unis s'étaient battus côte à côte et qu'il était important de préserver cet héritage.

Le président Trump a abondé dans le même sens, soulignant qu'il comprenait parfaitement que l'importance de Taïwan pour la Chine.

4402 Wang Yi dénonce l'attitude militariste du Japon

- Fu Cong, représentant permanent de la Chine aux Nations unies, a envoyé, le 21 novembre, une lettre au secrétaire général articulant la position du gouvernement chinois sur les paroles erronées et les actes de Sanae Takaichi, Première ministre japonaise, concernant Taïwan.

- Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a déclaré, le 22 novembre, lors de son dialogue stratégique avec le ministre tadjik des Affaires étrangères Sirojiddin Muhriddin, que la Chine ne permettra jamais aux forces de droite du Japon de faire reculer la roue de l'histoire ni de permettre aux forces extérieures de se mêler de la région chinoise de Taïwan ou de permettre au militarisme japonais de faire un retour.

- Il a déclaré, le 23 novembre, aux journalistes : « Si le Japon persiste à sa manière et continue de commettre les mêmes erreurs, tous les pays et les personnes qui prônent la justice ont le droit de réexaminer les crimes historiques du Japon et ont la responsabilité d'empêcher résolument la résurgence du militarisme japonais. »

4403 Shinjirō Koizumi annonce la construction de fortifications à Yonaguni

Shinjirō Koizumi, ministre japonais de la Défense et admirateur de l'impérialisme japonais, a effectué une visite exceptionnellement médiatisée de l'île de Yonaguni, la plus proche possession japonaise de Taïwan. Il y a annoncé la construction de

fortifications capable de résister à une invasion de la Chine populaire.

4404 Donald Trump rappelle à l'ordre Sanae Takaichi

Le 25 novembre, le président Donald Trump a appelé Sanae Takaichi, Première ministre du Japon, pour lui demander de cesser toute escalade avec Beijing (cf. VAI 4302). Cependant, il ne lui aurait pas demandé de se rétracter.

« Nous avons signé de merveilleux accords commerciaux avec le Japon, la Chine, la Corée du Sud et de nombreuses autres nations, et le monde est en paix. Gardons-le ainsi ! », a déclaré le président états-unien.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4405 L'ONU et la consolidation de la paix

Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies ont, l'un après l'autre, voté pour la création « d'un dispositif de consolidation de la paix ».

Prenant la parole du Conseil de sécurité après l'adoption de la résolution pertinente, les États-Unis ont plaidé pour que l'ONU « revienne aux fondamentaux », qu'elle « retourne à sa mission fondatrice » en faveur de la paix et de la sécurité internationales et qu'elle « rebâtisse la confiance dans sa capacité de gérer les ressources des États membres ».

👉 Il s'agit d'un discours nouveau des États-Unis de Donald Trump en totale opposition avec celui des administrations précédentes.

4406 Le Conseil de sécurité examine le cessez-le-feu à Gaza

L'Azerbaïdjanais Ramiz Alakbarov (Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnateur résident et Coordonnateur des Nations Unies pour les activités humanitaires dans le Territoire palestinien occupé) a indiqué

au Conseil de sécurité, le 24 novembre, que le cessez-le-feu était globalement respecté à Gaza.

« Nous avons accepté le plan de paix du président Trump, alors que nous connaissions les intentions d'Israël : provoquer des déplacements forcés, poursuivre l'occupation et parvenir à l'annexion », a-t-il poursuivi. « Et nous continuerons à travailler avec l'Administration états-unienne, l'Arabie saoudite et les autres partenaires régionaux et internationaux pour ouvrir une voie crédible et irréversible vers la liberté, l'indépendance et la paix. »

La délégation russe a exprimé son inquiétude au sujet de l'apparition d'une « ligne jaune » qui divise la bande de Gaza en zones contrôlées par le Hamas et par Tsahal, faisant courir des risques quotidiens aux Gazaouis qui se retrouvent de part et d'autre des barricades.

La délégation chinoise a également exprimé sa préoccupation, affirmant qu'Israël aurait commis plus de 400 violations depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, faisant plus de 300 victimes à Gaza. De même, elle a appelé à apaiser les tensions en Cisjordanie, où 260 incidents de violence perpétrés par des colons auraient été enregistrés au mois d'octobre, sapant les perspectives d'un État palestinien indépendant.

4407 Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien salue l'adoption du plan de paix

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien s'est réuni, le 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Le Sénégalais Coly Seck, président du Comité, a rappelé que les droits fondamentaux du peuple palestinien, communs à tous les peuples de la Terre, à savoir les droits au retour, à l'autodétermination et l'indépendance, continuent d'être bafoués.

L'Allemande Annalena Baerbock, présidente de l'Assemblée générale, a salué l'adoption du plan de paix de Donald Trump et a rappelé que la création de cet État est un droit, pas un privilège. Ses prochaines étapes sont claires : l'accord de cessez-le-feu doit être mis en œuvre, le Hamas doit déposer les armes, Israël doit se retirer, et les colonies de peuplement en Cisjordanie doivent cesser.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°154 - 5 décembre 2025

ÉDITORIAL

4408 L'Union européenne devient une puissance belliciste et autoritaire

- L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré, le 1^{er} décembre 2025 : « Il est clair que la Russie ne veut pas la paix et, par conséquent, nous devons rendre l'Ukraine aussi forte que possible afin qu'elle soit prête à se défendre dans cette période très, très difficile. Plus l'Ukraine est forte sur le champ de bataille, plus elle est en position de force lors des négociations ».

Elle a plaidé une nouvelle fois pour des « prêts de réparation » qui montreraient « un triple message : un message très fort à l'Ukraine, lui montrant que nous sommes là pour l'aider à se défendre ; un deuxième message à Moscou, lui signifiant qu'elle ne peut pas nous “survivre” ; et un troisième message à Washington, lui montrant que nous prenons des mesures très fermes et crédibles ».

- Selon un [document préparatoire](#) de la Commission européenne, trois options étaient sur la table :

- des prêts bilatéraux ;
- un prêt européen gagé sur le budget de l'UE ;
- un « prêt de réparation » mobilisant les avoirs de la Banque de Russie immobilisés dans l'UE, principalement au sein d'Euroclear, dépositaire central de titres basé en Belgique.

- Si les mesures unilatérales européennes contre la Russie ne sont pas renouvelées, Moscou entreprendra immédiatement les démarches pour récupérer les actifs immobilisés. Le montage financier du « prêt de réparation » envisagé prévoit qu'Euroclear transfère de très grandes liquidités dans un délai très court.

Selon le *Financial Times*, la banque centrale européenne (BCE) a refusé d'agir en tant que prêteur en dernier ressort pour fournir de telles liquidités, assimilant une telle pratique à se substituer aux obligations des pays de la zone euro.

- Ursula von der Leyen assure qu'elle ne prendra que 90 milliards d'avoirs russes, mais une fois institué, le processus pourrait lui permettre de saisir les 210 milliards gelés.

- La Belgique s'oppose à tout ce qui pourrait être considéré comme une confiscation (...)

(...) des avoirs russes gelés à Euroclear.

Elle entend protéger le droit de propriété et se protéger de trois manières :

(1) Les pays de l'UE participants devront fournir des garanties « juridiquement contraignantes, inconditionnelles, irrévocables, à la demande, communes et solidaires, sur la base de leur revenu national brut, afin de garantir que l'Union soit toujours en mesure de rembourser les fonds sans recevoir de paiements compensatoires de la part de l'Ukraine ».

Ils devront prendre à leur charge la part des garanties qui reviendraient aux pays qui, comme la Hongrie, ne participeraient pas au futur prêt.

(2) En cas de contentieux juridique initié par les autorités russes et qui serait basé sur le traité bilatéral d'investissement entre la Belgique et la Russie, l'UE devrait prendre en charge toute « responsabilité financière » découlant d'un éventuel jugement.

Le chef de gouvernement belge est notamment d'avis que la Russie s'en prendra aux actifs d'Euroclear, ou ceux de ses clients, situés en Russie et dans les pays alliés à Moscou.

(3) Les États membres de l'UE et les pays du G7 qui détiennent des actifs publics russes devront prendre part à l'opération financière.

- La Commission européenne a présenté, le 3 décembre, une proposition législative visant à poursuivre le financement de l'Ukraine en 2026 et 2027, conformément à l'engagement pris fin octobre par le Conseil européen, à l'exclusion de la Hongrie. Le fardeau financier et juridique sera réparti entre les États membres « de manière équitable, comme c'est la tradition en Europe », a assuré Ursula von der Leyen. Cette loi permettrait à la fois de contourner la règle de l'unanimité européenne et d'exiger une quote-part de la Hongrie.

- À son arrivée à la réunion ministérielle à l'OTAN, le chef de la diplomatie belge, Maxime Prévot, ministre belge des Affaires étrangères, a fait part d'un « sentiment frustrant de ne pas avoir été entendu ». Il a estimé que la proposition de la Commission « ne répond pas de manière satisfaisante à nos préoccupations ». Toutefois « si les États membres souhaitent s'engager dans cette voie, nous exigeons que les risques auxquels la Belgique est confrontée du fait de ce dispositif soient entièrement couverts ». En d'autres termes, la Belgique refuse d'assumer non seulement la totalité du risque, mais même uniquement sa quote-part.

- La Française Christine Lagarde, présidente de la banque centrale européenne (BCE), a [commenté](#), le 3 décembre, que la proposition de la Commission est « exagérée » et qu'elle l'espère conforme au droit international.

AMÉRIQUES

4409 Le terroriste afghan qui a tué un garde national avait travaillé comme tortionnaire pour la CIA

Rahmanullah Lakanwal, un réfugié afghan de 29 ans, a tué une soldate de la Garde nationale et gravement blessé un autre, à proximité de la Maison-Blanche, le 26 novembre. Il avait bénéficié, lors de la libération de Kaboul par les talibans (15 août 2021) d'une aide prioritaire au titre du programme « Allies Welcome » (Bienvenue aux alliés).

Rahmanullah Lakanwal aurait fait partie de la [Khost Protection Force \(KPF\) ou de la Direction nationale de la Sécurité \(NDS\)](#), des unités de collaborateurs chargées par la CIA de torturer et d'assassiner des Afghans opposés à l'occupation étrangère.

Le président Donald Trump a requis son administration pour qu'elle vérifie la qualité de toutes personnes ayant obtenu le statut de réfugié au titre du programme « Allies Welcome ».

Si l'Allemagne avait tenté de se protéger lors de la libération de Kaboul, la France avait, au contraire, [ouvert ses portes](#).

4410 Bernie Moreno veut interdire la double citoyenneté

Le sénateur républicain Bernie Moreno (Ohio) a déposé une [proposition](#) de loi sur la double citoyenneté. Elle prévoit d'abolir cette disposition et donne un an à tout double-national pour choisir d'abandonner sa ou ses autres nationalités pour conserver celle des États-Unis ou, au contraire, pour abandonner celle-ci.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4411 Costco remet en question les droits de douane du président Trump

• Les supermarchés Costco Wholesale [ont déposé](#) un recours devant le tribunal de commerce international contre les droits de douane institués par le président Trump. La firme remet en cause la légalité de ces droits au regard de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA). Elle n'a pas quantifié dans sa plainte les dommages qu'elle a subis.

• L'association de lobbying patronal « Tariffs Cost US » diffuse une publicité à la télévision montrant une vieille femme victime des droits de douane institués par le président Trump. Ils transforment « la joie des fêtes en choc des prix ».

4412 Enquêtes sur une fraude au Minnesota

Le secrétariat au Trésor et la commission de surveillance de la Chambre des représentants ont ouvert, chacun, une enquête sur la fraude massive impliquant des migrants somaliens au Minnesota. Le gouverneur démocrate Tim Walz

n'aurait rien fait pour éviter qu'un milliard de dollars soit détourné.

4413 Des milliardaires font un don aux enfants états-uniens

Michael et Susan Dell ont annoncé faire un don de 6,25 milliards de dollars, le plus généreux de l'histoire des États-Unis, soit 250 dollars pour chacun des 25 millions d'enfants états-uniens.

Seuls les enfants de moins de 10 ans de nationalité états-unienne en bénéficieront. L'argent sera versé via l'État fédéral sur les comptes dédiés des enfants.

4414 Jack Smith cité à comparaître

La commission des Lois de la Chambre des représentants a demandé au procureur spécial Jack Smith de lui transmettre, au plus tard le 12 décembre, tous documents relatifs aux deux inculpations qu'il avait prononcé de Donald Trump. La première concernait la mauvaise gestion de documents classifiés et la seconde son implication dans la prise du Capitole, en janvier 2021. En outre, elle l'a cité à comparaître, le 17 décembre.

4415 Bilan de l'invasion de l'Afghanistan

Selon Gene Aloise, inspecteur général spécial par intérim chargé des efforts de reconstruction en Afghanistan, le Congrès a alloué :

- 148 milliards de dollars à la reconstruction de l'Afghanistan entre 2002 et 2025.
- Environ 88 milliards de dollars ont été consacrés à la création d'une armée qui s'est rapidement effondrée en août 2021.
- 763 milliards de dollars ont été dépensés pour armer l'Afghanistan.
- 14 milliards de dollars ont servi à réinstaller environ 200 000 Afghans aux États-Unis après la démission et la fuite du président Ashraf Ghani.

À titre de comparaison, le Programme de rétablissement européen, plus connu sous le nom de « plan Marshall », a coûté aux contribuables états-uniens environ 135 milliards

de dollars actuels pour reconstruire 16 pays, dont des alliés clés de la Seconde Guerre mondiale comme le Royaume-Uni et la France.

Cette guerre a coûté la vie à 66 000 soldats afghans, 48 000 civils afghans et 2 450 militaires états-uniens.

4416 Israël ne doit pas se mêler de la montée de l'antisémitisme au sein du mouvement MAGA

Amichai Chikli, ministre israélien de la diaspora, a participé à la conférence du quotidien sioniste révisionniste *Israël Hayom* à New York. Il a plaidé pour que les juifs ne se mêlent pas de la montée de personnalités antisémites au sein du parti républicain. Il a déclaré : « Nous devrions rester en dehors du combat au sein de MAGA. Nous ne devrions pas demander à calmer ces voix. C'est un combat qui doit être mené ici. »

En novembre dernier, le journaliste proche de Trump, Tucker Carlson, a interviewé Nick Fuentes, qui a dénoncé la « juiverie internationale ». Cet entretien a suscité une polémique.

4417 Donald Trump gracie le président mafieux Juan Orlando Hernández

Le président Trump a gracié Juan Orlando Hernández, ancien président du Honduras, qui purgeait 45 ans de prison aux États-Unis pour avoir reçu de l'argent de trafiquants de drogue en échange de leur protection.

☞ Cette grâce est intervenue la veille des élections générales (présidence de la République, parlementaires et maires) du Honduras. Donald Trump s'est ingéré dans la vie politique en soutenant le candidat du Parti national de Juan Orlando Hernández, Nasry Asfura. Il a indiqué que s'il était élu, les États-Unis le soutiendraient, tandis que si c'était un autre candidat, ils ne gaspilleraient pas leur argent.

4418 Les administrations Biden et Trump désignent un cartel vénézuélien qui n'existe pas

- En 2023, l'administration Biden a ouvert le procès de Hugo Armando Carvajal Barrios, alias « El Pollo », pour trafic de drogue.

Le 25 juillet, Scott Bessent, secrétaire au Trésor, [a décrété](#) des sanctions contre le Cartel de los Soles, prétendument dirigé par le président vénézuélien Nicolás Maduro.

Le 16 novembre, Marco Rubio, secrétaire d'État, [a désigné](#) le Cartel de los Soles comme organisation terroriste.

Cependant des médias (*CNN, AP, USA Today, The New York Times, The Guardian*) ont mis en doute l'existence même de cette organisation.

- Le sénateur républicain Markwayne Mullin (Oklahoma) [a affirmé](#) que le président Trump n'avait aucune intention d'envahir le Venezuela. « Ce qu'il essaie de faire, c'est de protéger nos propres côtes », a-t-il indiqué lors de l'émission State of the Union (CNN).

- Le président Trump a déclaré, le 2 décembre, que ses armées mèneraient « très prochainement » des frappes de missiles terrestres contre les trafiquants de drogue dans certains pays d'Amérique du Sud.

4419 L'amiral Frank M. Bradley sur la sellette

L'amiral Frank M. Bradley, commandant des opérations spéciales (SoCom), a pris sur lui de déclencher le bombardement d'un navire suspecté de transporter de la drogue dans le golfe des Caraïbes, le 2 septembre. Il appliquait un ordre oral de Pete Hegseth, secrétaire à la Défense.

Une polémique se développe pour savoir quels étaient précisément ses ordres. Les soutiens de l'amiral affirment que le secrétaire lui avait demandé de « tuer tout le monde », ce que les

amis de celui-ci, dont le président Trump, réfutent.

Assassiner ces hommes en haute mer pourrait constituer un crime de guerre.

4420 La Colombie expulse la secte Lev Tahor

La Colombie a expulsé vers les États-Unis 26 membres de la secte juive ultra-orthodoxe Lev Tahor (Cœur pur) après avoir constaté que les droits de certains des enfants du groupe étaient menacés.

La secte a été fondée dans les années 1980. Elle s'est dispersée au Canada, aux États-Unis, au Mexique, au Guatemala et en Israël. Elle est connue pour habiller les femmes entièrement en noir, comme le font les talibans en Afghanistan.

Lev Tahor a rencontré des problèmes juridiques dans plusieurs pays, ses membres étant accusés d'avoir enlevé des enfants et de les avoir forcés à se marier avec des adultes.

En 2021, deux dirigeants du groupe ont été reconnus coupables de crimes d'enlèvement et d'exploitation sexuelle d'enfants à New York.

En 2022, les autorités mexicaines ont arrêté un chef de la secte près de la frontière guatémaltèque et ont retiré un certain nombre de femmes et d'enfants de leur enceinte.

En 2024, la police du Guatemala a perquisitionné un complexe de Lev Tahor dans une affaire d'abus sexuels.

EUROPE

4421 Les Églises catholique et orthodoxe de Constantinople s'engagent à célébrer ensemble les fêtes de Pâques

Le pape Léon XIV et le patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomée I^{er}, ont signé une déclaration commune indiquant : « C'est notre désir commun de poursuivre le processus d'exploration d'une solution possible pour

célébrer ensemble la fête de Pâques chaque année. »

4422 La mort de Geoff Campbell et l'effondrement du WTC

La famille de Geoff Campbell a introduit une plainte au Royaume-Uni à propos de sa mort au World Trade Center de New York, le 11 septembre 2001. Malheureusement, le procureur général a classé cette plainte. La famille tente un recours devant la Haute Cour de Londres pour faire rouvrir le dossier et a publié un [appel de fonds](#) en ce sens. Si elle y parvient, elle demandera que la Cour examine les causes réelles de la chute des tours.

4423 La construction d'une ambassade de Chine à Londres à nouveau reportée

La décision, maintes fois reportée, de la construction d'une ambassade chinoise dans le centre de Londres a de nouveau été repoussée, ont annoncé les autorités lundi, suite à des inquiétudes croissantes en matière de sécurité.

Ses détracteurs soulignent qu'elle serait surdimensionnée et accusent Beijing de vouloir espionner la City.

4424 L'Allemagne met en service le système de défense aérienne Arrow 3

Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, a annoncé, le 3 décembre, la mise en service à une échelle limitée du système israélien de défense aérienne Arrow 3.

L'Allemagne aura, pour la première fois, la capacité de détecter et d'intercepter les missiles balistiques entrants en dehors de l'atmosphère terrestre.

4425 La Commission européenne lance le Pacte pour la Méditerranée

La Croate Dubravka Šuica, commissaire européenne chargée de la Démocratie et de la Démographie, et Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires

étrangères et la Politique de sécurité, ont lancé le Pacte pour la Méditerranée, le 16 octobre. Il comprend une centaine d'initiatives portant aussi bien sur l'énergie, le numérique, l'emploi et la formation, l'économie, la sécurité ou encore les migrations.

4426 Les sites internet d'annonce sont responsables de celles-ci s'ils peuvent les modifier

Saisie par la Cour d'appel roumaine, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) [a jugé](#), le 2 décembre, qu'une plate-forme internet n'est exonérée de ses obligations au règlement général sur la protection des données (RGPD) que pour des activités purement techniques et passives. Sa responsabilité est par contre engagée dès qu'elle traite les annonces (et non plus se contente de les publier).

4427 - 15 États membres de l'UE s'engagent pour fournir de nouvelles armes à l'Ukraine

Les dix-neuf pays de l'UE qui font partie de l'instrument européen SAFE, doté de 150 milliards d'euros, institué le 27 mai, de prêts préférentiels pour accroître les investissements dans la Défense, ont tous transmis à la Commission européenne, avant fin novembre, leur plan national détaillant les projets qu'ils entendent financer.

Sur ces dix-neuf pays, « quinze États membres ont prévu un soutien à l'Ukraine. C'est plus qu'attendu ! Et nous parlons de milliards [d'euros], pas de millions », a déclaré, le 1^{er} décembre, le Lituanien Andrius Kubilius, commissaire européen à la Défense. Il n'a pas cependant précisé l'identité de ces pays ni le montant de leurs fonds.

4428 Les ministres de la Défense de l'UE souhaitent renforcer leur coopération

Réunis à Bruxelles, le 1^{er} décembre, les ministres de la Défense de l'UE ont fait part de leur

volonté de renforcer leur coopération en termes de défense.

Le ministre suédois, Pål Jonson, a rappelé que si l'OTAN était responsable des besoins militaires et de planification de la défense, « concernant le financement, les acquisitions communes et le renforcement de la base industrielle de défense européenne, l'UE peut jouer un rôle central ».

4429 Trois anomalies procédurales de la Commission européenne

La Portugaise Teresa Anjinho, médiatrice européenne, [a relevé](#) plusieurs anomalies procédurales commises par la Commission européenne lors de l'élaboration de trois propositions législatives :

- le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) ;
- lutte contre le trafic de migrants ;
- et la politique agricole commune (PAC).

4430 Hausse considérable du budget de l'Agence spatiale européenne

L'Autrichien Josef Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne, a annoncé, le 27 novembre, un chiffre record de contribution des États membres de l'agence pour le prochain budget triennal (2026-2029) : 21,7 milliards d'euros, soit une hausse de 32 % (17 % seulement en tenant compte de l'inflation) par rapport au budget décidé en 2022.

L'Allemagne reste le plus gros contributeur au budget avec 5,1 milliards d'euros (23,11 % du total), devant la France (3,6 milliards) et l'Italie (3,5 milliards). L'Espagne double sa contribution par rapport à 2022, passant de 920 millions à 1,85 milliard. Le pays passe devant le Royaume-Uni, qui réduit légèrement sa contribution (1,878 à 1,7 milliard d'euros). La Suède et la Roumanie baissent aussi leurs contributions par rapport à 2022. La Belgique dépasse aussi le milliard (1,1).

La contribution du Canada, qui est partenaire de l'Agence européenne, fait un bond de 400 % (de 81 à 408 millions).

4431 Enquête judiciaire sur Federica Mogherini et le Collège de l'Europe

Sur réquisition du parquet européen (EPPO), la police fédérale belge a mené, le 2 décembre, des perquisitions au Collège d'Europe à Bruges, au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à Bruxelles et aux domiciles de l'Italienne Federica Mogherini, ancienne haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, et de Stefano Sannino, ancien secrétaire général du SEAE.

Le parquet européen soupçonne que, pendant la procédure d'appel d'offres, « des informations confidentielles ont été communiquées à l'un des candidats ».

Le Collège d'Europe a emporté l'appel d'offres pour la gestion de l'Académie diplomatique de l'Union européenne, un programme de formation de neuf mois destiné aux jeunes diplomates de tous les États membres. Federica Mogherini est devenue rectrice du Collège d'Europe.

4432 Ursula von der Leyen souhaite que l'Ukraine « tienne bon »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a téléphoné à Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, le 30 novembre. Elle lui a demandé de tenir bon face à la Russie malgré la destruction des centres énergétiques de son pays.

4433 Mark Rutte perplexe sur l'avenir de l'Ukraine

Volodymyr Zelensky a appelé Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, le 30 novembre. Ce dernier ne s'est pas montré très optimiste, mais prudent sur l'engagement des États-Unis de Donald Trump à défendre l'Ukraine.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Qu'est-ce qui se cache derrière les négociations de paix pour l'Ukraine ?](#) », par Thierry Meyssan

Nous ignorons ce qui s'est dit à Washington, mais nous pouvons supposer que les États-Unis se sont montrés fermes face à l'Ukraine, même s'ils n'ont pas voulu risquer de détruire la solidarité atlantique. Thierry Meyssan présente ici ce qui s'est joué durant cette semaine folle.

• [Vidéo : Thierry Meyssan invité de GPTV](#)

Thierry Meyssan était l'invité de Nicolas Stoquer sur GPTV, le 29 novembre. Une nouvelle fois, l'entretien a porté sur les négociations à propos de la paix en Ukraine.

4434 Les sociétés militaires privées britanniques en Ukraine

Selon Evgueni Lisnyak, chef adjoint de l'administration militaire et civile de la région de Kharkov pour la Défense et la Sécurité, les sociétés militaires privées (SMP) britanniques jouent un rôle central dans le soutien à l'armée ukrainienne. Il a déclaré : « le Royaume-Uni continue de soutenir activement les opérations militaires de l'Ukraine contre la Russie. Les entités connues impliquées comprennent G4S, Control Risks, Pilgrims Group, Hawki Worldwide, Prevail Partners, entre autres. »

4435 La Russie considérée comme un État blanchissant les capitaux

La Russie a été ajoutée, le 3 décembre, par la Commission européenne sur la liste européenne des juridictions à haut risque en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

AFRIQUE

4436 Procès contesté contre la sûreté de l'État tunisien

Le procès du « complot contre la sûreté de l'État », du 25 novembre, a conduit à l'arrestation des prévenus qui comparaissaient libres et à leur incarcération. Les avocats de la défense ont dénoncé « un dossier fabriqué de toutes pièces ». Cependant, Sonia Dahmani, avocate et chroniqueuse, qui était emprisonnée depuis 18 mois, a, elle, été libérée.

4437 Signature de l'accord de paix Trump pour le Congo et le Rwanda

Le Kényan William Ruto, l'Angolais João Lourenço et le Burundais Évariste Ndayishimiye et, éventuellement, le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé, devaient assister, le 4 décembre, à la signature par le Congolais Félix Tshisekedi et le Rwandais Paul Kagame de l'accord de paix du 27 juin et du cadre économique d'intégration régionale, du 7 novembre, en présence de l'États-Unien Donald Trump. La cérémonie devait avoir lieu au United States Institute of Peace (USIP) de Washington.

Comme à chaque plan de paix, l'administration Trump signera en parallèle des mémorandums d'entente portant sur des investissements bilatéraux.

ASIE

4438 La Knesset soutient le plan de paix de Donald Trump

Yair Lapid, chef de l'opposition, a fait adopter par la Knesset, le 3 décembre, une déclaration soutenant le plan de paix du président Trump.

La plupart des députés de la coalition gouvernementale ont quitté l'hémicycle au début de la séance et n'ont pas pris part au vote.

Mansour Abbas, président de la liste arabe unie, a commenté : « Je suis surpris par le Premier

ministre et le gouvernement. Le président états-unien a imposé la fin de la guerre et ils s'enfuient de la séance plénière de la Knesset. Que dira Netanyahu au président quand il le rencontrera dans deux semaines ? »

4439 Le général Roman Gofman prochain directeur du Mossad

Benjamin Netanyahu, Premier ministre, [a annoncé](#), le 4 décembre, qu'il nommait son conseiller militaire, le général Roman Gofman, à la tête du Mossad. L'actuel directeur du Mossad, David Barnea, devrait mettre fin à sa position en juin après avoir terminé un mandat de cinq ans. Dans un communiqué, le cabinet du Premier ministre, salue « sa créativité, son esprit d'initiative, sa ruse, sa connaissance profonde de l'ennemi, sa discrétion absolue et son secret. Ces qualités, ainsi que son leadership et son courage, se sont manifestées lors du déclenchement de la guerre de rédemption, lorsqu'il a sauté de chez lui et a combattu avec son corps contre les terroristes du Hamas dans la bande de Gaza, où il a été grièvement blessé. »

4440 Le département d'État annonce l'ouverture du point de passage de Rafah

Le département d'État a communiqué que l'ouverture prévue du point de passage de Rafah est le résultat d'une décision du Centre de coordination civilo-militaire dirigé par les États-Unis à Kiryat Gat.

Selon lui, « les Gazaouis les plus vulnérables auront désormais un accès accru et accéléré aux soins médicaux vitaux à l'extérieur de Gaza ». Il a ajouté que l'ouverture du point de passage sert de preuve que le plan en 20 points de Trump « conduit à un Gaza plus sûr et plus prospère et à un retour à la vie ordinaire pour la population de Gaza ».

4441 Nouveau projet d'exemption du service militaire pour les étudiants Haredim

La coalition gouvernementale a déposé à la Knesset un projet de loi très controversé. Il exempterait largement les hommes Haredim (ultra-orthodoxes) de la conscription militaire s'ils poursuivent l'étude de la Torah.

Boaz Bismuth, président de la commission de la Défense, a justifié du projet de loi en déclarant : « L'étude de la Torah a une valeur énorme, car elle préserve le noyau spirituel du peuple. »

Yair Lapid, chef de l'opposition, a déclaré : « C'est un projet de loi sur l'évasion. C'est une trahison de tous ceux qui se sont battus et sacrifiés au cours des deux dernières années. L'armée a dit à plusieurs reprises qu'elle avait besoin d'eux, mais les corrompus vendent la sécurité du pays aux évadeurs. »

4442 Benyamin Netanyahu demande sa grâce à Isaac Herzog

Les avocats de Benyamin Netanyahu ont déposé une demande de grâce devant le président d'Israël, Isaac Herzog. Plaidant toujours l'innocence de son client, ils ont fait valoir que de fréquentes comparutions devant les tribunaux entravaient la capacité du Premier ministre à gouverner.

Cette demande intervient après celle du président Trump qui répondait ainsi à une requête de ses sponsors.

De nombreux hommes politiques israéliens ont argué que toute grâce devrait être conditionnée à ce que l'accusé prenne sa retraite de la politique et admette sa culpabilité. D'autres ont déclaré que le Premier ministre devait d'abord convoquer des élections nationales, qui doivent être organisées d'ici octobre 2026, avant de demander toute grâce.

Benyamin Netanyahu a sollicité le président Trump pour qu'il fasse encore pression sur Isaac Herzog.

4443 Gali Baharav-Miara s'inquiète de la politisation de la police israélienne

Gali Baharav-Miara, procureure générale d'Israël, a exigé que le Premier ministre Benjamin Netanyahu enquête sur la politisation illégale de la police par le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir.

4445 Tzvi Succot propose de tuer les Palestiniens qui brûlent des déchets

Le député Tzvi Succot (Force juive) a proposé d'utiliser la force meurtrière contre les Palestiniens – souvent des enfants – qui ont mis le feu à des déchets en Cisjordanie, provoquant une pollution atmosphérique généralisée. Lors d'une discussion au sein de la commission de l'Environnement à la Knesset, le 3 décembre, il a déclaré : « L'armée de l'air devrait agir et les tuer. » La ministre de l'Environnement, Idit Silman (Likoud), et le président de la commission, Yitzhak Kroizer (Force juive), auraient exprimé leur accord.

4446 Benyamin Netanyahu pose ses conditions à un accord avec la Syrie

À l'occasion d'une visite aux soldats blessés en Syrie de la 55^e brigade, le 2 décembre, Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien [a déclaré](#) : « Je suis ici avec les frais héroïques blessés après notre récente opération en Syrie. Après le 7 octobre, nous sommes déterminés à défendre nos communautés à nos frontières, y compris à la frontière nord, et à empêcher l'enracinement de terroristes et d'actions hostiles contre nous, à protéger nos alliés druzes et à faire en sorte que l'État d'Israël soit à l'abri des attaques terrestres et d'autres attaques des zones frontalières. Ce que nous attendons de la Syrie, bien sûr, c'est d'établir une zone tampon démilitarisée depuis Damas, y compris, bien sûr, les approches du mont Hermon et du sommet du mont Hermon. Nous tenons ces territoires pour assurer la sécurité des citoyens d'Israël, et c'est ce qui nous oblige. Dans un bon esprit et une bonne compréhension de ces principes, il est également possible de parvenir à un accord avec les »

Syriens, mais nous respecterons nos principes en tout cas. »

4447 Les États-Unis mettent l'Iraq en garde contre toute intervention dans l'opération israélienne au Liban

Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Türkiye, a informé les autorités irakiennes que l'assaut de Tsahal contre le Hezbollah libanais allait durer jusqu'au désarmement complet du parti. Il les a mis en garde contre toute intervention de groupes irakiens dans ce conflit.

4448 Lee Jae Myung souhaite présenter les excuses de la Corée du Sud à la Corée du Nord

Lee Jae Myung, président sud-coréen, a proposé, le 2 décembre, de rétablir les canaux de communication avec la Corée du Nord, affirmant qu'ils serviront de point de départ à la « cohabitation pacifique » entre Séoul et Pyongyang.

Lee Jae Myung, a également précisé qu'il avait l'intention d'adresser des excuses à la Corée du Nord à propos de l'envoi de drones par le gouvernement de Yoon Suk Yeol, président destitué, pour distribuer des tracts contre le régime de la Corée du Nord.

4449 - 15 ans de prison requis contre Kim Keon Hee

Les procureurs sud-coréens ont requis, le 2 décembre, une peine de 15 ans de réclusion et une amende de 2 milliards de wons (1,36 million \$) à l'encontre de Kim Keon Hee, épouse du président destitué, Yoon Suk Yeol.

La prévenue a manipulé le cours de l'action de Deutsch Motors, un concessionnaire BMW en Corée du Sud, utilisant 157 comptes d'actions sous 91 noms différents. Elle a conspiré avec Yoon de 2021 à 2022 pour obtenir 58 sondages d'opinion évalués à 27 millions de wons (18 300 dollars) gratuitement du courtier politique

Myung Tae-kyun, en violation de la loi sur les fonds politiques. Enfin, elle a accepté des pots-de-vin, sous forme de cadeaux de luxe en 2022 (sacs à main de créateurs et bijoux en diamants), de l'Église de l'Unification (dite « secte Moon ») en échange d'un soutien au groupe religieux (cf. VAI 3810).

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La Chine propulse une gouvernance mondiale pour la transformation biosphérique](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

À l'occasion de sa participation au Greater Bay Area Dialogue de Guangzhou, Alfredo Jalife-Rahme dresse le bilan de l'avancée chinoise en matière d'intelligence artificielle. Il analyse son impact sur la gouvernance mondiale.

- « [Visite de Donald Trump à Xi Jinping en avril 2026 : pour négocier sur Taïwan ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Donald Trump prend l'initiative de reformater le monde autour de ses deux principaux partenaires, la Russie et la Chine. Il pourrait déjà sacrifier le Japon.

4450 La polémique nippo-chinoise se poursuit

- Fu Cong, représentant permanent de la Chine aux Nations unies, a écrit une seconde lettre à António Guterres, secrétaire général des Nations unies, pour démonter la réponse de Kazuyuki Yamazaki, représentant du Japon, à sa première lettre. Il déplore que le Japon maintienne sa position et ses menaces sur la question de Taïwan.

- Les relations nippo-chinoises se détériorent rapidement depuis que Sanae Takaichi, Première ministre du Japon, a évoqué devant la Diète, le 7 novembre, la nécessité de renforcer l'armée japonaise pour empêcher que Taïwan redevienne chinoise. La Chine s'oppose à toute contestation de l'ordre international d'après-

guerre et à toute commémoration des militaristes de l'ère Shōwa.

- Lee Jae Myung, président sud-coréen, a déclaré, le 2 décembre, que son pays pourrait jouer un rôle de médiateur, dans la mesure du possible, pour apaiser la montée des tensions entre la Chine et le Japon, soulignant que prendre parti ne ferait qu'aggraver le différend.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4451 L'Assemblée générale de l'ONU réaffirme que le Golan est syrien

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 2 décembre, sa résolution annuelle sur le Golan syrien (A/80/L.12). Elle y réaffirme que l'annexion de ce territoire par Israël est « nulle et non avenue » et demande à Israël de relancer les négociations qu'il a interrompues.

👉 Le 6 juin 1967 (durant la « Guerre des six jours »), Israël a conquis le plateau du Golan. Il y a construit des colonies, mais ne l'a pas occupé militairement. Début octobre 1973 (lors de la « Guerre du Kippour »), il l'a à nouveau envahi et l'a occupé. Le 14 décembre 1981, il l'a annexé.

Le 25 mars 2019, le président Donald Trump (dont c'était le premier mandat), a reconnu cette annexion.

4452 Le Conseil de sécurité se félicite du retrait de ses forces d'Iraq

À l'approche de la fin du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), le 31 décembre prochain, l'Omanais Mohamed Al Hassan, représentant spécial du secrétaire général pour l'Iraq, a salué devant le Conseil de sécurité, une « fermeture honorable et digne » après 22 années de présence, marquées par un engagement constant en faveur de la stabilité, du dialogue politique et de la consolidation démocratique d'un pays longtemps éprouvé par la dictature, les conflits armés et la terreur de Daech.

Il a salué la mémoire des 22 membres du personnel de l'ONU qui ont péri lors de l'attentat à la bombe contre le Canal Hôtel de Bagdad en 2003, parmi lesquels le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Sérgio Vieira de Mello.

4453 La Russie ne récupère pas son poste à l'OMI

La Russie a échoué, le 29 novembre, à retrouver son siège au Conseil d'administration de l'Organisation maritime internationale (OMI), qu'elle avait perdu en 2023.

Ce second revers intervient après son échec, en septembre, à être élue au Conseil d'administration de l'Agence spatiale internationale.

4454 Croissance du marché de l'armement

- Selon le [rapport 2025](#) du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le commerce des armes a progressé de 5,9 % en 2024. Les augmentations les plus importantes sont en Chine, aux États-Unis et dans l'Union européenne.

Cette dernière pourrait rencontrer des problèmes d'approvisionnement en métaux rares dans les toutes prochaines années.

- Micael Johansson, président de l'Association des industries aérospatiales et de défense d'Europe (ASD) et PDG de Saab, a révélé, le 2 décembre, que le chiffre d'affaires du secteur de la Défense avait augmenté de 13,8 % en 2024, pour un montant de 183,4 milliards d'euros. Ils sont répartis comme suit : 43,2 milliards pour la composante navale, 65,3 pour la composante terrestre et 74,9 pour l'aéronautique spatiale. L'industrie de la Défense des membres de l'ASD représente 633 000 emplois.

4455 Les alliés de l'OTAN prêts à acheter des armes US pour l'Ukraine

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a indiqué, le 2 décembre, que le programme Priority Ukraine Requirements Lists (PURL) (liste des besoins priorités de l'Ukraine), qui prévoit de faire payer aux alliés des armes états-uniennes destinées à l'Ukraine, avait récolté 4 milliards de dollars depuis sa mise en place en août.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le jeu des trois cartes](#) », par Manlio Dinucci

Alors que Washington multiplie les négociations avec la Russie et avec l'Ukraine, l'OTAN se prépare au combat, tandis que les dirigeants d'États membres de l'Alliance multiplient les annonces d'une confrontation à venir.

4456 En l'absence de Marco Rubio, l'OTAN menace la Russie

- Marco Rubio, secrétaire d'État, était absent de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'alliance, le 3 décembre. Il s'était fait représenter par son adjoint Christopher Landau pour qui l'OTAN est « une solution à la recherche de problèmes ».
- Mark Rutte, secrétaire général de l'alliance, a dénoncé la « guerre hybride » russe et biélorusse. Il a menacé : « Qu'elles soient intentionnelles ou non, quelles que soient les actions de la Russie ou de la Biélorussie, nous réagissons comme bon nous semble. Et ces pays le sentiront. »

Évoquant le sabotage ferroviaire survenu en Pologne et attribué à la Russie, il a déclaré : « Russes, sachez que nous réagissons de manière asymétrique. Nous ne ferons pas sauter des lignes ferroviaires en Russie. Nous ferons en sorte que vous ressentiez les conséquences de tels actes. »

- Péter Szijjártó, ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, a commenté à la sortie de la réunion : « Je peux vous dire que les pays membres de l'OTAN appartenant au courant dominant européen ne veulent pas la paix. Le courant dominant ne veut pas la paix, il veut la guerre contre la Russie et cherche donc à saper les efforts de paix en Ukraine. » Concernant le projet de la Commission européenne de « prêts de réparation », il a déclaré : « La mafia militaire de Kiev ne verra pas un centime de l'argent du peuple hongrois. Nous avons refusé de participer aux mécanismes de l'OTAN qui nécessitent l'allocation d'argent et la coordination des efforts de fourniture d'armes à l'Ukraine, et nous refusons de le faire à l'avenir. »

👉 À l'OTAN, les États-Unis perçoivent la Russie comme un partenaire commercial, tandis que les alliés l'appréhendent comme une menace.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°155 - 12 décembre 2025

ÉDITORIAL

4457 Tentative de coup d'État au Bénin

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, les forces loyalistes du président béninois, Patrice Talon, aidées par l'aviation militaire nigériane, ont réussi à reprendre le contrôle de la télévision nationale, d'où des soldats putschistes avaient fait diffuser un message enregistré du lieutenant-colonel Pascal Tigri annonçant la destitution du président de la République et la mise en place du Comité militaire de la refondation (CMR). Pendant ce temps des combats opposaient les putschistes aux gardes de plusieurs chefs militaires et de la résidence de la République.

Kemi Seba, suprémaciste noir et panafricaniste radical, conseiller spécial du président nigérien et candidat à la présidence du Bénin, diffusait une vidéo se réjouissant de la chute du « clan de prédateurs économiques du président Patrice Talon ».

Le général Fructueux Gbaguidi, chef d'état-major de l'armée béninoise, qui était à Paris pour un déplacement professionnel lorsque la tentative de coup d'État a démarré, a piloté à distance ses hommes, notamment la Garde républicaine commandée par le colonel Djimon Dieudonné Tévoédjrè. Le président Talon a pu s'entretenir par téléphone avec son homologue français, Emmanuel Macron.

Un bimoteur Beechcraft 350 immatriculé F-GYEE, de la compagnie CAE aviation, spécialisé dans les missions de surveillance « pour différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales », en l'occurrence affrété par la France a notamment survolé Cotonou, assistant les forces armées loyalistes.

À la demande du président élu, Patrice Talon, des drones militaires nigériens ont effectué des frappes de précision sur le camp de Togbin, où une partie des mutins s'étaient réfugiés après avoir fui les locaux de la chaîne de radio et de télévision nationale.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a, annoncé le « déploiement immédiat » de sa Force en attente, composée pour cette opération de troupes du Nigeria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire et du Ghana pour soutenir « le gouvernement et l'armée républicaine » du Bénin et « préserver l'ordre constitutionnel ».

AMÉRIQUES

4458 La carte électorale du Texas validée

La Cour suprême des États-Unis a validé la nouvelle carte électorale du Texas. Elle avait été, au contraire, invalidée par juridiction inférieure qui la décrivait comme façonnée par un *a priori* raciste.

4459 Mise au point de l'amiral Frank Bradley

L'amiral Frank Bradley, commandant de l'USSOCOM, et le général Dan Caine, chef d'état-major interarmées, ont informé les parlementaires que jamais Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, n'avait donné l'ordre de « tous les tuer », parlant des cibles des bombardements en mer des Caraïbes (cf. VAI 4419).

4460 Le retrait des forces états-uniennes d'Europe et de Corée du Sud reporté à 2027

La loi de programmation militaire 2026 ne modifie pas le déploiement des troupes US en Europe et en Extrême-Orient.

Le Pentagone prévoyait un retrait en Europe et en Corée du Sud. Il prévoyait d'abandonner la fonction de Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).

En définitive, cela attendra 2027. Ce n'est qu'à ce moment-là que les Européens devront assumer financièrement seuls leur défense.

4461 Donald Trump approuve l'accord AUKUS

Marco Rubio, secrétaire d'État, a déclaré, le 8 décembre, que la Maison-Blanche avait approuvé l'accord AUKUS sur les sous-marins nucléaires, après un long examen visant à trouver des moyens d'élargir le dispositif.

4462 — 62 000 enfants sauvés du trafic sexuel et du travail forcé

D'après le *New York Post*, 291 000 enfants migrants ont été arrêtés, puis libérés par la justice. L'administration n'a aucune trace de ce qu'ils sont devenus. Cependant Tom Homan, le « tsar des frontières », a déclaré sur Fox News que 62 000 enfants migrants ont été sauvés par l'administration Trump et sauvés du trafic sexuel et du travail forcé.

4463 Thomas Massie plaide pour le retrait des États-Unis de l'OTAN

Le représentant républicain Thomas Massie (Kentucky) a déposé un projet de loi (HR 6508) visant au retrait des États-Unis de l'OTAN.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [La Stratégie de sécurité nationale 2025 : le Pentagone adopte la vision Trump du monde](#) », par Thierry Meyssan

Donald Trump, que les dirigeants européens s'accordent à considérer comme un populiste sans expérience politique, a publié sa nouvelle Stratégie de sécurité nationale, un texte maladroitement écrit, mais d'une portée philosophique considérable. Il s'y affirme comme un maître en diplomatie et propose, selon le slogan du président Andrew Jackson, de substituer le commerce à la guerre.

4464 Larry Ellison, les États du Golfe et Jared Kushner lancent une OPA sur Warner Bros Discovery

Le supermilliardaire Larry Ellison, fondateur des logiciels Oracle et propriétaire de Paramount Skydance Corporation, a lancé une offre publique d'achat (OPA) de 108 milliards de dollars pour Warner Bros Discovery, Inc. (WBD) (cf. VAI 3880).

Il s'avère que cette opération est financée par le fonds Affinity Partners de Jared Kushner. Or

l'argent de celui-ci proviendrait de fonds souverains du Golfe, notamment du Qatar.

4465 Après le Texas, la Floride interdit la Confrérie des Frères musulmans

Ron DeSantis, gouverneur de Floride, a décrété que la Confrérie des Frères musulmans et le Council on American-Islamic Relations (CAIR) sont désormais considérés par son État comme des « organisations terroristes étrangères ».

Le 18 novembre, le Texas avait promulgué un décret identique (cf. VAI 4356).

4466 Levée du secret sur les dossiers de Ghislaine Maxwell

Le juge fédéral Paul Engelmayer a déclaré que la nouvelle loi adoptée par le Congrès et signée par le président Trump, ordonnant la publication des documents relatifs au trafiquant sexuel Jeffrey Epstein, couvre également les procédures secrètes du grand jury dans l'affaire du défunt financier.

Il a donc déclassifié les dossiers qui étaient restés sous scellés dans le cadre de l'affaire contre sa complice Ghislaine Maxwell.

4467 Donald Trump menace le Mexique de droits de douane supplémentaires

Le président Trump a posté, le 9 décembre, sur Truth social : « Le Mexique continue de violer notre traité global sur l'eau, et cette violation nuit gravement à nos BELLES CULTURES ET L'ÉLEVAGE DU TEXAS. Le Mexique doit encore aux États-Unis plus de 800 000 acres-pieds d'eau (soit 986 millions de m³) pour ne pas avoir respecté notre traité au cours des cinq dernières années. Les États-Unis ont besoin que le Mexique libère 200 000 acres-pieds d'eau (246 millions de m³) avant le 31 décembre, et le reste doit venir peu de temps après. À l'heure actuelle, le Mexique ne répond pas, et il est très injuste pour nos États-Unis. Les agriculteurs qui méritent cette eau nécessaire. C'est pourquoi j'ai autorisé des droits de douane de 5% au Mexique si cette eau n'est pas libérée,

IMMÉDIATEMENT. Plus le Mexique prend de temps pour libérer l'eau, plus nos agriculteurs sont blessés. Le Mexique a l'obligation de le réparer maintenant. Merci de votre attention à ce sujet ! »

4468 Le Pentagone saisit un pétrolier au large du Venezuela

Le groupe naval du porte-avions *USS Gerald R. Ford* a arraisonné un très gros pétrolier, qui était sous sanctions des États-Unis, au large du Venezuela.

Quelques heures auparavant, l'ancienne députée et fondatrice du mouvement d'opposition Súmate, María Corina Machado (cf. VAI 0278), a manqué la cérémonie de remise de son prix Nobel de la paix en Norvège. Sa fille s'est présentée à sa place.

EUROPE

4469 Palantir installe l'IA au Royaume-Uni

La société Palantir de Peter Thiel, membre du comité de direction du groupe Bilderberg, a signé plusieurs contrats avec le gouvernement de Keir Starmer. Elle est la première source d'intelligence artificielle au Royaume-Uni, aussi bien pour la gestion des affaires sociales, la prévention du crime que la Royal Navy.

Selon Peter Thiel, les opposants à l'intelligence artificielle sont des [suppôts de l'antéchrist](#).

Le directeur de Palantir au Royaume-Uni est [Louis Mosley](#), petit-fils d'Oswald Mosley (fondateur en 1932 de l'Union des fascistes britanniques).

4470 Israël enquête sur les musulmans français

Didier Meïr Long a réalisé durant trois ans une [enquête sur les musulmans français](#) pour le compte du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Il a pu disposer de

chiffres précis, qui lui ont été fournis par de hautes autorités administratives. Cette enquête, non publiée en France, a été transmise au Dr Dov Maimon et au Jewish People Policy Institute de Jérusalem. Ce groupe de réflexion est un pseudopode de l'Agence juive.

Le Dr Dov Maimon est l'auteur du Plan d'action pour la migration de masse des Juifs français en Israël. Le Jewish People Policy Institute de Jérusalem est un organe de l'Agence juive chargée de l'*alya* (migration de la diaspora juive vers Israël).

Le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) a relevé que cette pratique [contrevient à loi française](#) qui interdit la collecte de données liées à l'affiliation religieuse afin de protéger les libertés individuelles.

4471 Nikos Christodoulides s'engage à faire adhérer l'Ukraine à l'Union européenne

Nikos Christodoulides, président chypriote qui assurera la présidence du Conseil européen durant le premier semestre 2026, s'est rendu à Kiev. Il a rencontré le président non élu, Volodymyr Zelensky. Il l'a assuré qu'il ferait tout son possible pour [ouvrir les négociations d'adhésion](#) de l'Ukraine à l'Union dans les mois à venir.

4472 Friedrich Merz en Israël

- Friedrich Merz, chancelier allemand, s'est rendu pour la première fois en Israël, le 6 décembre. Lors d'une visite au mémorial Yad Vashem, il a déclaré que « l'Allemagne doit défendre l'existence et la sécurité d'Israël », après avoir reconnu la « responsabilité historique durable » de son pays dans l'extermination massive des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.
- Merz, qui avait promis que Benjamin Netanyahu ne serait pas arrêté à Berlin, s'est bien gardé de l'inviter officiellement. La semaine dernière, l'Allemagne a mis en service la

première phase du bouclier de défense antimissile Arrow de fabrication israélienne. L'accord de 4,5 milliards de dollars serait le plus important de l'histoire israélienne.

- Avant de rentrer à Berlin, le chancelier Merz s'est entretenu dans les territoires occupés avec Mahmud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Il a souligné le soutien allemand à une solution à deux États, mais a exhorté Abbas à faire adopter des « réformes urgentes nécessaires » de l'Autorité palestinienne afin de jouer un « rôle constructif » dans l'ordre de l'après-guerre.

☞ Les liens de Berlin et de Tel-Aviv ont été secoués pendant la guerre contre Gaza. Le chancelier, qui a pris ses fonctions en mai, a critiqué à plusieurs reprises la campagne militaire implacable d'Israël. En août, il a également décidé de restreindre les ventes d'armes allemandes à Gaza. Depuis qu'un fragile accord de cessez-le-feu soutenu par les États-Unis a mis fin aux combats à grande échelle, l'Allemagne a levé ses restrictions à l'exportation.

4473 Friedrich Merz inquiet que les États-Unis ne soient plus le grand frère de l'Allemagne

Selon *Der Spiegel*, Friedrich Merz, chancelier allemand, a [déclaré](#), lors d'une inauguration en Rhénanie-Palatinat : « Je ne vois pas la nécessité pour les Américains [c'est-à-dire les États-Uniens] de sauver la démocratie en Europe. Si elle pouvait être sauvée, nous serions capables de le faire seuls [...] Je dis dans mes conversations avec les Américains : "L'Amérique va bien", mais "l'Amérique seule" ne peut pas être dans votre intérêt. Vous avez également besoin de partenaires dans le monde, et l'un des partenaires peut être l'Europe. Et si vous ne pouvez rien faire avec l'Europe, faites au moins de l'Allemagne votre partenaire [...] Je suis convaincu que nous avons un objectif commun : préserver la liberté, la sécurité et la paix sur notre continent. J'espère que les Américains nous suivent sur cette voie. Si cela est différent,

nous devrions au moins y être mentalement préparés. »

4474 Les aumôniers autorisés à circuler dans les hôpitaux slovaques

Le nouveau statut sur les soins de santé slovaques autorise les aumôniers des hôpitaux à visiter les malades [sans leur consentement](#).

4475 La Commission européenne inflige 120 millions d'euros d'amende à Elon Musk

- Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la Souveraineté technologique, a annoncé, le 5 décembre, devant les ministres européens responsables du secteur numérique une amende de 120 millions d'euros infligée à X pour de multiples infractions au règlement sur les services numériques (DSA).

Trois infractions ont été relevées : la conception trompeuse de la *blue checkmarks* (coche bleue), symbole adossé à un nom d'utilisateur supposé attester de l'authenticité d'un compte, mais donnant accès à un service payant depuis qu'Elon Musk a racheté le réseau social ; le manque de transparence du registre des publicités de la plateforme, qui doit permettre d'analyser le contenu, le commanditaire et le sujet des annonces ; le manque de coopération avec les chercheurs pour l'accès aux données publiques.

- Elon Musk a commenté : « L'UE devrait être dissoute et la souveraineté restituée à chaque pays, afin que les gouvernements puissent mieux représenter leur population ».

4476 António Costa met en garde contre ces « alliés qui nous défient »

António Costa, président du Conseil européen, a estimé, le 8 décembre, lors d'un débat à l'Institut Jacques Delors, à Paris, que les relations transatlantiques fonctionnent mal. Il a déclaré : « Si nous sommes des alliés, nous devons agir comme tels. Les alliés ne menacent

pas d'interférer dans la vie politique intérieure de leurs alliés. On les respecte. On respecte la souveraineté des uns et des autres ». Il a ajouté : « Si nous voulons nous protéger, non seulement contre nos adversaires, mais aussi contre les alliés qui nous défient, il nous faut renforcer l'Europe. Nous avons besoin de nous concerter pour bâtir une Europe qui doit comprendre que les relations des alliés et les alliances d'après la Deuxième Guerre mondiale ont changé ».

4477 Sept États de l'UE en faveur du « prêt de réparation »

L'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Suède ont écrit, le 7 décembre, à António Costa, président du Conseil européen, et à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Ils ont décrit le « prêt de réparation » (cf. VAI 4408) comme l'option « la plus faisable financièrement et réaliste politiquement ».

☞ Ce « prêt », que l'Ukraine ne rembourserait qu'après que Moscou lui aura versé des réparations de guerre, est pour l'UE un moyen de faire pression sur les États-Unis pour que la Russie paie des réparations de guerre. Il se comprend comme le slogan de la Conférence de Versailles, à la fin de la Première Guerre mondiale : « l'Allemagne paiera ! ». Il sanctionne le discours de l'OTAN selon lequel la guerre en Ukraine serait « une invasion non provoquée ». Il contredit le droit international selon lequel, il s'agirait d'une opération militaire spéciale conduite en application de la résolution 2202 du Conseil de sécurité.

Selon ses dirigeants, l'entêtement de l'UE est un « signal à la Russie qu'elle finira par perdre ».

4478 Michael McGrath confirme que l'UE fera tout pour que la Russie soit jugée

L'Irlandais Michael McGrath, commissaire européen chargé de la Justice, a confirmé, le 9 décembre, que l'UE restera engagée pour garantir la responsabilisation complète des auteurs des crimes commis en Ukraine. Il a

notamment considéré urgent d'instituer rapidement un Tribunal spécial, précisant que la Commission prépare une proposition ainsi que la signature de l'accord partiel élargi afin d'en devenir membre fondateur, en encourageant les États membres à en faire de même. En outre, il a rappelé le rôle majeur que jouera la future commission internationale des demandes d'indemnisation, qui œuvrera à organiser les réparations aux victimes. La signature de la convention qui l'établira est prévue pour le 16 décembre.

4479 Martha Kos prépare l'adhésion de l'Ukraine à l'UE

La Slovène Martha Kos, commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, est venue en Ukraine, les 10 et 11 décembre, pour évaluer les réformes entreprises (mais ne s'est pas renseignée sur la lutte contre la corruption) et l'état du processus d'adhésion de ce pays à l'UE. Elle a décrit son adhésion comme désormais « [inévitable](#) ».

4480 Volodymyr Zelensky préside un petit déjeuner de prière

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a participé à un petit déjeuner de prière avec les aumôniers militaires. Il a déclaré : « la Russie a tout violé il y a longtemps : les normes du droit international, les règles du bon sens et tous les commandements de Dieu. »

4481 Volodymyr Zelensky fait le point des négociations de Moscou

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a organisé une vidéo-conférence avec Rustem Umerov (chef de la délégation de négociation ukrainienne et secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense, aujourd'hui en fuite), le général Andrii Hnatov (chef d'état-major général des forces armées) et les représentants des États-Unis, Steve Witkoff et Jared Kushner, de retour de Moscou.

4482 Vidéoconférence secrète de chefs d'État et de gouvernement européens avec Volodymyr Zelensky

Le compte-rendu d'une [conférence téléphonique secrète](#) des membres du Conseil européen également membres de la « coalition des volontaires pour l'Ukraine » avec le président non élu ukrainien, lors de son passage à Paris, le 1^{er} décembre, a été vu par *Der Spiegel*.

Emmanuel Macron, président français, y a déclaré : « Il y a un risque que les États-Unis trahissent l'Ukraine à propos de son territoire sans apporter de garanties de sécurité. » Friedrich Merz, chancelier allemand, a ajouté que Zelensky doit être « très prudent » dans les prochains jours. « Ils [Witkoff et Kushner] jouent avec vous et nous. »

Alexander Stubb, président finlandais, a commenté : « Nous ne devons pas laisser l'Ukraine et Volodymyr seuls avec ces gars [Witkoff et Kushner]. » Et Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, d'ajouter : « Je suis d'accord avec Alexander pour dire que nous devons protéger Volodymyr. »

Le gouvernement allemand a confirmé à *Der Spiegel* que tous les participants s'entendent sur le slogan suivant : « Pas de décision sur l'Ukraine et l'Europe sans les Ukrainiens et les Européens, pas de paix dictée aux chefs de l'Ukraine, pas d'affaiblissement ou de division de l'Union européenne et de l'OTAN ». Il a également confirmé que le chancelier avait déclaré : « Ensemble, nous voulons faire passer à Bruxelles que nous utiliserons les avoirs russes gelés. »

4483 Volodymyr Zelensky rameute ses alliés

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, est venu participer à une réunion à Londres, le 8 décembre, avec Keir Starmer, Premier ministre du Royaume-Uni, Emmanuel Macron, président français, et Friedrich Merz, chancelier fédéral allemand.

Les participants ont maintenu leur position inchangée (« l'Ukraine n'a aucun motif légal ou moral de céder son territoire ») et appelé à rapprocher la position des États-Unis de la leur.

Cette réunion a été suivie d'une vidéo-conférence de Keir Starmer et Volodymyr Zelensky avec des représentants de la Finlande, de l'Italie, de la Pologne, de la Norvège, des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède et de Türkiye, ainsi qu'avec le secrétaire général de l'OTAN et les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne.

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'Union européenne, a commenté : « La Russie ne s'assoit pas à la table des négociations, elle nous laisse venir ; et le point de départ est que l'Ukraine fait des concessions et la Russie aucune. Il faut éviter ce piège tendu par Moscou ; il faut avoir confiance dans nos propres capacités et leviers. Il n'y a pas de plan de paix sans les Européens et les Ukrainiens. Sans nous, c'est voué à l'échec et la Russie doit en avoir conscience. »

4484 Volodymyr Zelensky à Bruxelles et à Rome

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, s'est rendu à Bruxelles, le 9 décembre. Il a rencontré Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, António Costa, président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

À midi, il a rencontré le pape Léon XIV à Rome.

Le soir, il a rencontré Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres d'Italie.

4485 Volodymyr Zelensky s'oppose à toute cession de territoire

Lors d'une conférence de presse par vidéo, Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a déclaré : « Il ne fait aucun doute que la Russie insiste pour que nous cédions des territoires. Nous, clairement, ne voulons rien

céder. C'est pour cela que nous nous battons [...] Envisageons-nous de céder des territoires ? La loi ne nous en donne pas le droit. Ni la loi ukrainienne, ni notre constitution, ni le droit international, et, pour être francs, nous n'en avons pas non plus le droit moral. »

4486 Volodymyr Zelensky met l'Ukraine aux enchères

Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, a tenu le 10 décembre, une vidéo-conférence sur l'avenir économique de son pays avec Scott Bessent, secrétaire états-unien au Trésor, Jared Kushner, directeur du fonds Affinity Partners, et Larry Fink, directeur du fonds BlackRock. La discussion a porté sur les concessions que l'Ukraine pourrait accorder aux entreprises états-uniennes en échange du soutien de Washington face à Moscou.

Ioulia Svyrydenko, Première ministre, et son adjoint, Taras Kachka, Oleksii Sobolev, ministre de l'Économie, Andriy Sybiha, ministre des Affaires étrangères, et son adjoint, Serhiy Kyslytsya, participaient à la réunion.

4487 L'administration Zelensky a systématiquement saboté les moyens de lutte contre la corruption

Le *New York Times* a mené une enquête, durant plusieurs années, non seulement chez Energoatom, mais aussi à la société d'électricité publique Ukrenergo ainsi qu'à l'Agence ukrainienne d'approvisionnement de la Défense. Il a pu constater que si les donateurs européens et états-uniens avaient mis en place des moyens de surveiller l'utilisation de leur argent, l'administration Zelensky [les avait systématiquement sabotés](#) peu avant « l'opération militaire spéciale » russe.

4488 L'Ukraine prévient des manipulations climatiques russes

Andrei Sava, organisateur du Sommet sur la reconstruction de l'Ukraine et expert en agroalimentaire, a déclaré : « L'utilisation potentielle par la Russie de la géo-ingénierie

solaire comme arme de guerre hybride n'est plus de la science-fiction, mais un risque bien réel. »

Selon le Royal United Services Institute (RUSI), des recherches sur les technologies et les systèmes nécessaires à la manipulation des phénomènes météorologiques à des fins stratégiques ou militaires ont été menées par la Russie ces dernières années sous couvert d'études climatiques.

Analyse du Réseau Voltaire

• « **Ukraine : les preuves effacées** », par Manlio Dinucci

Face au narratif politico-médiatique dominant qui fait apparaître la Russie belliciste et agressive – tandis que les USA, l'OTAN, l'UE et Ukraine veulent mettre fin à la guerre – nous repropsons la vision de quelques extraits tirés d'épisodes de Grandangolo de ces dernières années. Ils contiennent les preuves inexpugnables, effacées par les grands medias, que la réalité est exactement l'opposé de celle qui leur a été représentée. Ci-dessous un fil conducteur de la phase préparatoire de la guerre, tiré du livre *L'altra faccia della Storia* ("L'autre face de l'Histoire") édité par Byoblu.

4489 Le Conseil de l'Europe s'appuie sur la condamnation de la Russie par contumace par la CEDH

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a invité ses États membres, le 8 décembre, à « explorer tous les moyens possibles pour assurer l'exécution de cet arrêt [celui de la Cour européenne des Droits de l'homme du 9 juillet] et de garantir ainsi la responsabilité de toutes les violations graves du droit international qui y sont constatées ». Le Conseil de l'Europe portera l'affaire devant l'Organisation des Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Union européenne.

L'arrêt de CEDH condamne par contumace la Fédération de Russie pour la destruction du vol

MH17 et pour ne pas s'être défendue aux audiences d'un tribunal dont elle ne fait plus partie.

4490 Les ministres du Conseil de l'Europe déterminent une procédure d'amendement de la jurisprudence de la CEDH sur l'immigration

Suite à la [lettre](#) de neuf États reprochant à la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) d'avoir établi une jurisprudence bridant leurs prérogatives en matière de politique migratoire (cf. VAI 3547), le Suisse Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a convoqué, le 10 décembre, une conférence ministérielle informelle.

Les participants [sont convenus](#) d'annexer à la Convention européenne une Déclaration politique et une Recommandation qui tiennent compte de « la responsabilité fondamentale des gouvernements d'assurer la sécurité nationale, la sûreté publique et le bien-être économique du pays ainsi que le droit souverain de protéger leurs frontières ». Elles devraient être officialisées à la mi-mai, à Chişinău (Moldavie), lors de la conférence annuelle des ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe.

4491 Sviatlana Tsikhanouskaïa appelle l'UE à l'aider à changer la Biélorussie

Sviatlana Tsikhanouskaïa, présidente du conseil de coordination (gouvernement biélorusse en exil), a déclaré : « Laisser la Biélorussie se débrouiller seule face à la Russie, c'est donner carte blanche à l'agression, aux provocations et à l'hostilité russes. À l'inverse, une Biélorussie européenne, démocratique et indépendante est synonyme de stabilité et de sécurité accrue sur son flanc est. Il est notamment nécessaire d'isoler, y compris par des sanctions supplémentaires, le régime qui, depuis quatre ans, aide déjà la Russie à mener sa guerre d'agression contre l'Ukraine. »

La Commission européenne vient de lui verser 30 millions d'euros pour soutenir son action subversive.

4492 Lancement de RT India

Le 5 décembre, la Russie a lancé sa chaîne de télévision publique RT India. Ce lancement intervient à l'occasion du voyage de Vladimir Poutine, président russe, en Inde.

Cette chaîne dispose de canaux en arabe, en espagnol, en anglais, en hindi et en serbe. Ses canaux en français et en allemand ont été interdits par l'Union européenne.

AFRIQUE

4493 George Clooney et son épouse seraient liés aux Frères musulmans

Dans une [ancienne vidéo](#) qui refait surface, l'acteur George Clooney assure avoir rencontré son épouse, la juriste Amal Alameddine-Clooney, lorsqu'elle travaillait avec la Confrérie des Frères musulmans pour rédiger la constitution égyptienne du président Mohamed Morsi.

4494 Les FSR prennent le principal champ pétrolier du Soudan

Les Forces de soutien rapide (FSR) ont pris le contrôle du champ pétrolier de Heglig dans la province du Kordofan du Sud, le 8 décembre. Ce champ fournit la principale source de revenus du Soudan. Les ouvriers de l'installation se sont retirés au Soudan du Sud.

4495 Une ville du Sud-Kivu prise par le M23

Uvira, « ville congolaise de la résistance et de la paix », est tombée, le 9 décembre, aux mains des rebelles de l'AFC/M23, soutenus par le Rwanda.

Les États-Unis et plusieurs pays européens [ont exhorté](#), le M23 et le Rwanda à cesser

« immédiatement » leur offensive dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), provoquant une fuite massive de la population au Burundi voisin.

Ces combats ruinent l'accord de paix du président Trump pour le Congo et le Rwanda signé le 4 décembre à Washington (cf. VAI 4437).

ASIE

4496 Le Centre de coordination civilo-militaire (CMCC) de Kiryat Gat contrôlé par les Israéliens

Selon *The Guardian*, le Centre de coordination civilo-militaire (CMCC), installé par les États-Unis dans l'ancien bâtiment de la très controversée organisation humanitaire Gaza Humanitarian Foundation (GHF) à Kiryat Gat (Israël), [ne fonctionnerait pas](#). De nombreux opérateurs l'auraient déjà quitté.

Dans une ambiance de « start-up dystopique », les opérateurs ne parviendraient pas à faire fléchir les Israéliens, y compris pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

La délégation israélienne veillerait à ce que les documents ne mentionnent jamais la Palestine et les Palestiniens, mais uniquement les « Gazaouis ». Surtout, elle aurait d'abord ouvertement enregistré les réunions, puis aurait continué à le faire secrètement.

Selon *Haaretz*, Israël serait parvenu à [faire refuser l'entrée du centre](#) par les États-Unis aux personnalités étrangères en contact avec l'Autorité palestinienne.

4497 Benjamin Haddad demande à l'UE de vérifier si les organisations palestiniennes qu'elle subventionne ne sont pas liées au Hamas

Benjamin Haddad, ministre délégué français à l'Europe, a écrit à la Commission européenne, le 9 décembre, pour qu'elle vérifie les allégations

de financement européen d'organisations non gouvernementales et internationales opérant sur les territoires palestiniens, qui seraient contrôlées par le Hamas. « Ces informations soulèvent des préoccupations majeures quant à l'intégrité des financements européens et à la protection des contribuables européens, qui doivent pouvoir être assurés que leurs contributions servent exclusivement à des objectifs humanitaires »

☞ Benjamin Haddad est un sioniste révisionniste. Il fut longtemps employé d'Elliott Abrams au sein du Tikvah Fund.

4498 La reconstruction de la Syrie

La Banque mondiale a estimé le coût de la reconstruction de la Syrie à au moins 216 milliards de dollars, tandis que les pertes de PIB dues à la guerre avoisinent les 800 milliards de dollars selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Plusieurs investisseurs ont déclaré vouloir s'implanter en Syrie depuis que le président Ahmed el-Charaa a été reçu à Riyad, à Paris et à Washington.

- Les frères al-Khayyat, Qataris d'origine syrienne, et leurs partenaires de UCC Holding, ont promis de mobiliser quelque 11,25 milliards de dollars (dont un projet de construction de centrales énergétiques de 7 milliards de dollars et un autre projet de 4 milliards de dollars pour le développement de l'aéroport international de Damas).

- Des sociétés saoudiennes ont promis 6,4 milliards de dollars lors du forum d'investissement syro-saoudien, le 24 juillet.

- Le groupe émirati National Investment Corporation a promis 2,8 milliards de dollars : 2 milliards pour la construction d'un métro dans Damas, et 800 millions par le groupe DP World pour le développement du port de Tartous.

- La société italienne Ubako a promis entre 2 et 2,5 milliards de dollars pour le projet immobilier « Damascus Towers ».

Analyse du Réseau Voltaire

• « Document exclusif : le plan des Nations unies pour la capitulation de la République arabe syrienne »

C'est difficile à admettre, mais la chute du président syrien, élu et réélu, Bachar el-Assad n'est pas le fruit d'une révolution ou de jihadistes étrangers. C'est la mise en application par les disciples de Leo Strauss d'un plan britannique. Le document secret que nous publions a été rédigé, en 2015, au sein même des Nations unies, sous la direction de l'Allemand Volker Perthes et sous l'autorité de l'États-Unis-Israélien Jeffrey Feltman. Il décrivait ce qui n'a pu être concrétisé qu'une décennie plus tard, avec Ahmed al-Charaa.

• Vidéo : Thierry Meyssan invité d'Adnan Azzam

Thierry Meyssan était l'invité d'Adnan Azzam, le 5 décembre, pour La Voix du peuple. Il a répondu à quelques questions sur la Syrie, un an après le renversement de Bachar el-Assad par le Royaume-Uni et la Türkiye.

- L'armateur français CMA CGM a promis 230 millions d'euros pour la modernisation du port de Lattaquié.

- La société chinoise Fidi a promis (montant non divulgué) d'exploiter des zones franches de Hessia et d'Adra.

- La Banque mondiale a fait don de 146 millions de dollars pour un projet de réhabilitation du réseau électrique ; un don qui n'a été débloqué qu'après que Riyad et Doha se soient engagés à régler la dette de Damas envers l'institution de Bretton Woods, d'environ 15 millions de dollars.

Cependant, le cabinet Karam Shaar Advisory n'a pu trouver de traces concrètes de ces promesses, que pour 25 milliards de dollars. Bien qu'inférieure à l'enveloppe annoncée et à celle nécessaire pour la reconstruction, cette

somme représenterait 125 % du PIB de la Syrie selon les dernières estimations de la Banque mondiale (de 2023) et 3,5 fois les budgets cumulés de l'État pour les années 2024 et 2025 (respectivement prévus à 3,1 et 3,9 milliards de dollars).

4499 Le plan de paix Trump pour le conflit israélo-syrien

Les États-Unis auraient proposé un accord de paix à Israël et à la Syrie. Les troupes israéliennes se retireraient des positions qu'elles occupent dans la zone tampon, à l'exception de deux positions militaires stratégiques qu'Israël conserverait encore pendant au moins six mois [\[M2\]](#). Israël accepterait d'arrêter ses attaques contre des cibles syriennes, éviterait de s'ingérer dans les affaires intérieures syriennes et reconnaîtrait formellement le gouvernement d'al-Charaa. En échange, la Syrie s'engagerait à prévenir les attaques contre Israël et la présence de l'Iran et de ses mandataires dans le pays, et à garantir la sécurité des Druzes et d'autres minorités. Al-Charaa, à son tour, devrait reconnaître Israël.

Selon Asharq Al-Awsat (propriété du prince Faïçal ben Salmane ben Abdulaziz Al Saud) Benyamin Netanyahu se serait retiré des négociations après avoir réclamé la création d'un vaste corridor de sécurité pour son armée dans la province syrienne de Soueïda.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4500 Le Conseil de transition du Sud s'empare d'une grande partie du Yémen

Les forces du Conseil de transition du Sud (CTS), mouvement séparatiste yéménite soutenu par les Émirats arabes unis, ont mené une offensive éclair vers le Nord et l'Est, s'emparant de pans entiers de territoire dans la région pétrolière de l'Hadramaout, qui s'étend de la

frontière saoudienne au nord jusqu'à la mer d'Arabie au sud, et celle d'al-Mahra, limitrophe d'Oman.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [La visite historique de Poutine en Inde : “partenariat privilégié” ou “G-2” ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'Occident n'a toujours pas perçu le développement de l'Asie. Il reste fixé sur des certitudes passées. Ainsi, il croit toujours pouvoir opposer l'Inde et la Chine. Il n'attache pas d'attention au sommet qui a réuni le président russe, Vladimir Poutine, et le Premier ministre indien, Narendra Modi. Il ne relève donc pas la constitution d'un nouveau pôle de pouvoir, le RIC (Russie/Inde/Chine).

4501 La Chine, la Russie et l'Iran dénoncent les mensonges des Occidentaux sur le programme nucléaire iranien

La Chine, la Russie et l'Iran ont à nouveau fait distribuer une lettre ([S/2025/783](#)), non seulement au Conseil de sécurité, mais à tous les États membres des Nations unies, pour dénoncer les mensonges de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni sur le programme nucléaire iranien.

Ces trois puissances rappellent que la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité valide l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPoA). Aucun signataire de cet accord ne peut évoquer une de ses clauses sans avoir au préalable activé son paragraphe 36 qui institue la procédure de résolution des conflits. Si l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont communiqué https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/dppa_scad_sca_4_25_1_-2.pdf en date du 14 janvier 2020, le problème qu'ils prétendaient voir, ils n'ont à aucun moment convoqué la Commission mixte du JCPoA.

C'est pourquoi la Chine, la Russie et l'Iran réaffirment que, conformément au paragraphe 8 de la résolution 2231 (2015) du Conseil de

sécurité, toutes les dispositions de cette résolution se sont éteintes après le 18 octobre 2025.

☞ Le 27 septembre, le secrétariat général des Nations unies, après avoir publié deux faux comptes rendus de réunions du Conseil de sécurité, avait publié une note verbale rétablissant des sanctions contre l'Iran.

Le représentant permanent de la Russie avait alors écrit une lettre de protestation à António Guterres, secrétaire général de l'organisation, et l'avait fait distribuer à tous les États membres.

4502 Reprise des combats entre le Cambodge et la Thaïlande

Des avions de combat F-16 thaïlandais, fournis par les États-Unis et munis d'armes israéliennes, ont bombardé le Cambodge, le 8 décembre. Celui-ci a tiré des roquettes terrestres non guidées de l'autre côté de la frontière contestée entre les deux pays d'Asie du Sud-Est à majorité bouddhiste, mettant en péril un accord de paix négocié par le président Trump. On ignore avec certitude quel État a déclaré les hostilités.

Ces combats ruinent l'accord de paix signé par les deux pays, le 26 octobre 2025, en présence du président Trump et d'Anwar Ibrahim, Premier ministre de Malaisie.

4503 La Chine taxe désormais les préservatifs à 13 %

Le gouvernement chinois a décidé une politique de natalité qui comprend des allocations aux jeunes parents, la suppression de la TVA applicable aux fournisseurs de services de garde d'enfants, comme les crèches et les jardins d'enfants et, au contraire à partir de 2026, une taxe de 13 % sur [tous les moyens contraceptifs, y compris les préservatifs](#).

4504 Le Japon provoque la Chine

- Shinjiro Koizumi, ministre japonais de la Défense, a affirmé, lors d'une conférence de

presse, le 7 décembre, à 2 heures du matin, qu'un avion de chasse chinois J-35 avait, par intermittence, ciblé des avions de chasse japonais F-15. Il l'a qualifié « d'acte dangereux qui dépassait la portée nécessaire à des opérations aériennes sûres », et a déclaré que la partie japonaise avait adressé une « forte protestation » à la partie chinoise.

Tokyo a convoqué l'ambassadeur de Chine pour lui faire part de sa protestation. Beijing a averti ses millions de touristes voyageant au Japon de ne plus s'y rendre. Le pays a également annulé des concerts de stars japonaises, dont l'une a été escortée hors de scène en plein spectacle.

En réalité, les avions japonais ont survolé le groupe naval chinois du porte-avions *Liaoning*, pendant des exercices militaires. Les Japonais se sont alors entraînés à simuler l'interception d'aéronefs chinois, déclenchant une alerte laser.

L'opinion publique japonaise qui jusqu'en novembre accordait entre 60 % et 65 % d'opinions positives à Sanae Takaichi, Première ministre, lui attribuait un score de 75 %, fin novembre. Il semble donc que la réactivation du conflit nippon-chinois lui soit favorable.

☞ Le Japon ne semble pas avoir pris en considération les remarques du président Trump à Mme Takaichi. Non seulement il ne joue pas l'apaisement, mais poursuit ses provocations contre la Chine.

- « Nous sommes profondément préoccupés par les agissements de la Chine ces dernières 24 heures », a déclaré le ministre australien de la Défense, Richard Marles, lors d'une conférence de presse conjointe, le même jour, après s'être entretenu avec Shinjiro Koizumi.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4505 Dialogue 1+10

Les dix plus grands argentiers du monde se sont réunis à Beijing, le 9 décembre :

- Dilma Rousseff, présidente de la Nouvelle Banque de développement ;
- Ajay Banga, président de la Banque mondiale ;
- Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international ;
- Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce ;
- Rebeca Grynspan, secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ;
- Gilbert F. Houngbo, directeur général de l'Organisation internationale du Travail ;
- Pablo Hernandez de Cos, directeur général de la Banque des règlements internationaux ;
- Andrew Bailey, président du Conseil de stabilité financière ;
- Jin Liqun, président de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ;
- František Ružička, secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

En septembre, Xi Jinping, président chinois, avait présenté « l'Initiative de gouvernance mondiale », offrant la sagesse chinoise et une solution chinoise pour la communauté internationale afin de s'attaquer conjointement aux changements mondiaux et de relever les défis urgent

Li Qiang, Premier ministre chinois, a appelé au cours de la réunion à une plus grande ouverture mutuelle entre les marchés, et à éviter de politiser et de surestimer le concept de sécurité dans les questions économiques et commerciales.

Les chefs des organisations internationales se sont déclarés prêts à renforcer la communication et la collaboration avec la Chine dans des domaines tels que le commerce et l'investissement, le développement vert, l'intelligence artificielle, les moyens de

subsistance et l'emploi, la stabilité financière et le développement durable, et à travailler avec la Chine pour faire respecter le multilatéralisme et le système de libre-échange pour promouvoir la croissance économique mondiale.

4506 Dîner de l'OTAN en l'honneur de Volodymyr Zelensky

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a offert un dîner, le 8 décembre, en présence de Volodymyr Zelensky, président non élu ukrainien, d'António Costa, président du Conseil européen, et d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

Dans un message sur X, Costa et von der Leyen ont déclaré : « Nos propositions de financement sont sur la table. L'objectif est une Ukraine forte, sur le champ de bataille comme à la table des négociations. La sécurité de l'Ukraine doit être garantie, à long terme, en tant que première ligne de défense de notre Union. Ces priorités sont au cœur de nos discussions avec le secrétaire général de l'OTAN ».

4507 Cinq États sur cinquante-six boycottent le concours Eurovision 2026

Suite à l'Assemblée générale de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), l'Espagne, les Pays-Bas, l'Irlande, la Slovénie et l'Islande ont décidé qu'ils ne participeraient pas au concours Eurovision de la chanson 2026 aux côtés d'Israël.

👉 L'Eurovision est un concours institué par la [Commission culturelle de l'OTAN](#). Il est géré par les télévisions nationales du bloc atlantique et ses alliés.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°156 - 19 décembre 2025

ÉDITORIAL

4508 Comment voler 210 milliards d'euros

- Selon le Letton Valdis Dombrovskis, commissaire européen à l'Économie, les avoirs de la Banque de Russie détenus dans l'Union européenne, y compris dans des dépositaires centraux de titres (CSD) tels qu'Euroclear, « ne sont pas saisis et le principe de l'immunité souveraine est respecté. »

Les institutions financières européennes détenant des avoirs publics russes immobilisés sont « pleinement protégées contre toute procédure judiciaire ». Ainsi, « les dépositaires centraux de titres peuvent compenser toute saisie en Russie par des actifs gelés ou immobilisés détenus ici », a-t-il déclaré, le 12 décembre. C'est pourquoi, l'UE ne craint pas les poursuites juridiques de la Russie devant les tribunaux internationaux (cf. VAI 4408).

- Cependant, désormais outre l'opposition connue de la Hongrie et de la Slovaquie, la Belgique, la Bulgarie, l'Italie, Malte et la République tchèque ont mis en garde contre « toute précipitation au niveau technique » qui conduirait à la concrétisation du montage financier des « prêts de réparation ».

- La Belgique, quant à elle, réclame des garanties plus élevées que celles proposées par la Commission. C'est l'un des points d'achoppement des négociations en cours.

- Trois protections successives ont été envisagées par la Commission européenne pour le remboursement du « prêt de réparation », s'il devait être remboursé à la Russie :

- Sur une base volontaire, les États membres apporteront des garanties publiques à hauteur de leur participation au budget de l'UE et ils devront couvrir la part des pays non participants. La Commission a proposé de porter ces garanties à 210 milliards d'euros, la moitié d'entre elles devant être matérialisée avant tout versement à Kiev des fonds saisis. En réalité, si la Russie entendait un procès et le gagnait, elle serait en droit de réclamer beaucoup plus en dommages et intérêts. Personne ne connaît donc le montant de la somme qu'il conviendrait de couvrir, d'autant plus que l'UE encaisse et dépense déjà les intérêts générés par ces sommes. Or, nul n'est prêt à signer un chèque en blanc.

- Une seconde protection financière a été prévue au cas où la première ne fonctionnerait pas ou serait insuffisante : un mécanisme de liquidité sera mis en place afin qu'un pays (...)

(...) ne réussissant pas à fournir les fonds nécessaires les emprunte auprès de l'UE.

- Enfin une troisième protection sera instituée au cas où les deux premières seraient défailtantes : la possibilité pour l'UE de fournir d'autres instruments de dette permettant aux institutions financières d'honorer leur engagement financier auprès de la Banque de Russie.

- Mette Frederiksen, Première ministre du Danemark, a déclaré qu'elle voterait le prêt de réparation et a engagé ses collègues à ne pas tenir compte de l'avis de la Belgique.
- Selon Alexey Zubets, directeur du Centre russe de recherche en économie sociale, si l'UE n'est pas parvenue à confisquer les avoirs russes depuis trois ans, elle ne trouvera pas de solution maintenant. Il n'y aura pas de financement à long terme et stable de l'Ukraine au détriment de la Russie.

• Au départ, l'UE considérait que la Russie était dans son tort, qu'elle livrait, de son propre fait, une guerre de conquête, et qu'elle allait la perdre. Elle s'est réjouie que le Tribunal pénal international émette un mandat d'arrêt international contre le président russe, Vladimir Poutine, et s'attendait à mettre l'économie russe à genoux. Elle réalise aujourd'hui que la Russie suivait peut-être le droit international, qu'elle appliquait la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies, que son armée dispose d'armes nouvelles bien supérieures aux siennes, et que son économie a résisté. Une victoire de la Russie, reconnue par les États-Unis, pourrait avoir des conséquences financières considérables et ruiner l'Union européenne.

AMÉRIQUES

4509 Pas d'argent pour la « Bibliothèque du président Biden »

Selon le *New York Times*, Joe Biden [n'aurait pas réuni les fonds nécessaires](#) à la construction de

sa « bibliothèque présidentielle ». Il n'aurait récolté aucun don durant la dernière année de sa présidence. Son équipe a débuté une recherche de fonds cette semaine. Elle espère rassembler 950 millions de dollars.

À titre de comparaison, Barack Obama a rassemblé 1,5 milliard de dollars. Sa bibliothèque présidentielle devrait ouvrir ses portes en juin 2026.

4510 Donald Trump envisage de changer le cannabis de catégorie thérapeutique

Le président Trump envisage de promulguer un décret ordonnant de faire passer le cannabis de la catégorie I (comme l'héroïne) à la catégorie III (au même rang que des analgésiques comme le Tylenol et la codéine) sur la liste des médicaments

4511 Donald Trump assimile le fentanyl à une « arme de destruction massive »

Le 15 décembre, le président Trump a [désigné le fentanyl](#) comme une « arme de destruction massive ». Cette classification habilite le ministère de la Guerre à prendre des mesures de sécurité nationale pour protéger la frontière états-unienne contre ce trafic.

Selon les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), environ 48 000 décès par overdose d'opioïde ont été enregistrés aux États-Unis en 2024.

4512 La perquisition du domicile de Donald Trump, en 2022, était illégale

Des courriels internes du secrétariat à la justice montrent que les avocats du ministère de la Justice de l'administration Biden ont passé outre l'avis des avocats du bureau du FBI à Washington. Ils affirmaient ne pas disposer de preuves suffisantes, telles que des témoignages, attestant de la présence de documents classifiés au domicile de Mar-a-Lago de l'ancien président Trump pour justifier de la perquisition, le 8 août 2022 à Palm Beach.

Par la suite, un grand jury avait inculpé Donald Trump de 40 chefs d'accusation criminelle liés à ces documents. L'affaire a été classée sans suite en 2024 par un juge fédéral qui a donné raison aux avocats de la défense, estimant que M. Smith avait été nommé illégalement par le ministère de la Justice.

Le sénateur républicain Charles E. Grassley (Iowa), président de la commission sénatoriale des Lois, [a qualifié](#) ces révélations de « choquantes ».

4513 Audition à huis clos du procureur spécial Jack Smith

Le procureur spécial Jack Smith a été auditionné à huis clos, le 17 décembre, par la commission des Lois de la Chambre des représentants. Il a défendu la légalité de son enquête sur la complicité de Donald Trump dans l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021.

Les représentants s'étaient indignés en apprenant que certains d'entre eux avaient été placés sur écoute et qu'un magistrat avait interdit que cela soit révélé (opération « Arctic Frost »). Le procureur a répondu avoir légalement collecté les numéros de téléphone personnels et n'avoir ciblé que les parlementaires que Donald Trump avait appelés ce jour-là afin de connaître leur compromission dans le complot contre les États-Unis.

Les représentants l'ont également questionné sur la perquisition du domicile de Donald Trump, le 8 août 2022. Il a répondu que, certes le prévenu avait été blanchi de 40 chefs d'accusation criminelle par un grand jury, mais que « notre enquête a mis en évidence des preuves solides démontrant que le président Trump a sciemment conservé des documents hautement confidentiels après avoir quitté ses fonctions en janvier 2021, les entreposant dans son club privé, notamment dans des toilettes et une salle de bal où se déroulaient des événements et des réceptions. Il a ensuite tenté à plusieurs reprises d'entraver le cours de la justice afin de dissimuler la conservation de ces documents. »

4514 Meta vit de publicités illégales ou frauduleuses

Bien que la Chine interdise l'utilisation des médias sociaux de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp et Oculus VR) par ses citoyens, Beijing permet aux entreprises chinoises de faire de la publicité auprès de consommateurs étrangers sur les plateformes mondiales.

Meta a calculé qu'environ 19 % des 3 milliards de dollars des publicités chinoises provenaient d'arnaques, de jeux de hasard illégaux, de pornographie et d'autres contenus interdits, selon des documents internes de Meta examinés par Reuters.

En utilisant une variété d'outils, il a réduit les publicités problématiques d'environ la moitié au cours du second semestre 2024 – de 19 % à 9 % du total des revenus publicitaires provenant de Chine, détruisant 46 millions d'annonces illégales ou frauduleuses. Cependant à la suite de cette période, la firme a demandé sa mise en pause. À la mi-2025, les publicités interdites sont remontées à environ 16 % des revenus de Meta en Chine.

4515 La Chambre des représentants enquête sur les relations des Clinton et d'Epstein

- La Commission de surveillance de la Chambre des représentants a convoqué les époux Clinton, les 17 et 18 décembre, pour une audition publique dans le cadre de son enquête parlementaire sur l'affaire Epstein. Une première convocation avait été lancée en août, mais les avocats des époux Clinton ont fait valoir qu'ils ne savaient pas grand-chose et qu'ils pouvaient donner un témoignage écrit. La Commission a insisté pour qu'ils viennent en personne. Leurs avocats ont dénoncé un spectacle visant à les discréditer.

- Cependant, Hillary Clinton a déjà fait savoir qu'elle n'avait « aucune connaissance personnelle des activités criminelles d'Epstein ou de [sa secrétaire] Maxwell », n'avait « jamais volé dans son avion, n'avait jamais visité son île

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le patron du monde](#) », par Manlio Dinucci

La *Stratégie de Sécurité Nationale 2025* du président Trump correspond à 1 000 milliards de dollars de dépense. Il n'y a rien de nouveau à ces dépenses astronomiques, mais cette fois, la Maison-Blanche y ajoute le coût de la lutte contre l'immigration et en déduit les bénéfices de la *Trump Gold Card*.

Cet ensemble vise à transformer les États-Unis (endettés à hauteur de plus de 33 000 milliards de dollars) en une forteresse capable d'échapper à ses créanciers, mettant fin à l'ère de la globalisation économique des années Clinton-Bush-Obama-Biden.

et ne se souvenait jamais d'avoir parlé à Epstein ».

Les choses sont plus complexes pour Bill Clinton. Il avait admis dans ses mémoires de 2024 qu'il avait volé dans l'avion d'Epstein pour des voyages internationaux liés à la Clinton Global Initiative mais avait nié tout acte répréhensible ou connaissance d'activités criminelles. Les journaux de vol et les dossiers supplémentaires montrent que le président Clinton a pris plus de vols que ce qu'il avait reconnu précédemment, certains voyages se produisant sans accompagnement des services secrets. Une photo de Clinton avec Epstein, signée par l'ancien président, a récemment été publiée par les démocrates de la Chambre aux côtés de 18 autres attestant de ses liens avec des personnalités de tous bords. Comme indiqué dans les documents judiciaires, Epstein a visité la Maison-Blanche à plusieurs reprises, en 1993, et a été un donateur connu des campagnes démocrates. L'accusatrice d'Epstein, Virginia Giuffre, a allégué que Bill Clinton avait été vu sur l'île privée d'Epstein, bien qu'il ait toujours nié avoir été là. Ghislaine Maxwell, dans une déposition de 2016, a également nié qu'il se soit rendu sur l'île, mais a reconnu qu'il avait volé dans l'avion privé d'Epstein.

- Par ailleurs, Ghislaine Maxwell, l'ancienne maîtresse et secrétaire de Jeffrey Epstein, a déposé une requête en annulation pour vice de forme. Elle est actuellement emprisonnée pour 20 ans.

4516 — 18 000 terroristes présumés sont entrés aux USA sous l'administration Biden

Joe Kent, directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, a déclaré avoir identifié 18 000 terroristes connus ou présumés qui sont arrivés aux États-Unis sous l'administration Biden, dont 2 000 dans le cadre du pont aérien afghan.

4517 Donald Trump interdit l'immigration depuis 39 pays

Le président Trump a plus que doublé, le 16 décembre, la liste des [pays soumis à son interdiction de voyager ou à de lourdes restrictions](#), portant à 39 le nombre total de pays touchés par l'ensemble des limites d'immigration et d'émigration.

La première décision interdisait d'immigrer depuis l'Afghanistan, le Myanmar, le Tchad, la République du Congo, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, Haïti, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Yémen. Elle a également partiellement interdit l'immigration de ressortissants du Burundi, de Cuba, du Laos, de la Sierra Leone, du Togo, du Turkménistan et du Venezuela.

Il vient d'interdire l'immigration aux ressortissants du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Laos, de Sierra Leone, du Soudan du Sud et de la Syrie et pour ceux qui voyagent avec des documents délivrés par l'Autorité palestinienne. Il a imposé des limites d'entrée partielles aux immigrants et aux voyageurs de 15 autres pays, dont l'Angola, Antigua-et-Barbuda, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Dominique, le Gabon, la Gambie, le Malawi, la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie, les Tonga, la Zambie et le Zimbabwe.

4518 L'administration Trump démantèle le principal centre de recherche sur le climat

La Fondation nationale pour la science a annoncé qu'elle allait démanteler le Centre national de recherche atmosphérique (NCAR) de Boulder, dans le Colorado.

« Ce centre est l'une des principales sources d'alarmisme climatique aux États-Unis. Un examen approfondi est en cours et toutes les activités essentielles, comme la recherche météorologique, seront transférées à une autre entité ou un autre site », a déclaré Russell Vought, directeur du Bureau de la gestion et du budget.

4519 Donald Trump réclame 5 milliards de dollars à la BBC

Donald Trump a intenté un procès en diffamation de 5 milliards de dollars contre la chaîne publique BBC, pour avoir diffusé un montage d'un de ses discours visant à faire accroire qu'il avait incité ses partisans à prendre le Congrès d'assaut (cf. VAI 4222).

4520 Échec d'une motion de destitution du président Trump

Le représentant démocrate, Al Green (Texas) a déposé, sans succès, une demande de destitution du président Trump. Elle l'accusait d'abuser de son pouvoir présidentiel « en menaçant d'exécution les parlementaires démocrates du Congrès », faisant référence à ses publications sur Truth Social qui qualifiaient de « traîtres » les six démocrates ayant publié une vidéo exhortant les membres de l'armée à refuser tout ordre illégal.

4521 L'administration Biden a libéré quantité de migrants sur de fausses attestations

Selon un [rapport](#) du Gouvernement Accountability Office (GAO), *Humanitarian Parole* (Parole humanitaire), 774 000 étrangers, qui avaient été interpellés, ont été libérés, en 2022 et

2023. Il suffisait qu'un tiers se porte garant d'eux. Mais en pratique, les fraudes ont été légion. Les « parrains » étaient souvent des personnes décédées ou n'existant pas.

4522 La version secrète de la *Stratégie nationale de sécurité* 2025

• Selon *Defense One*, la *Stratégie nationale de sécurité* 2025 du président Trump publiée [n'est pas complète](#). Dans une version secrète précédente,

le président Trump se prononce pour la fin de l'UE et un substitut au G7.

• L'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Pologne sont répertoriées comme des pays avec lesquels les États-Unis devraient « travailler davantage avec... dans le but de les retirer de l'Union européenne » [...] « Et nous devrions soutenir les partis, les mouvements et les personnalités intellectuelles et culturelles qui recherchent la souveraineté et la préservation/rétablissement des modes de vie européens traditionnels... tout en restant pro-états-unis ».

• Il propose également un « Core 5 », ou C5, composé des États-Unis, de la Chine, de la Russie, de l'Inde et du Japon ; plusieurs des pays avec plus de 100 millions d'habitants. Il se réunirait régulièrement, comme le fait le G7, pour des sommets avec des thèmes spécifiques.

Premier sur l'ordre du jour du C5 : la sécurité au Moyen-Orient, en particulier la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite.

4523 Les États-Unis prévoient de confisquer le pétrole du tanker qu'ils ont arraisonné

• Le secrétariat au Trésor a commencé une procédure de confiscation du pétrole transporté par le super tanker qui a été saisi au large du Venezuela. La loi états-unienne interdit de livrer du pétrole aux Gardiens de la révolution iraniens aussi bien qu'au Hezbollah libanais.

- Le président Trump a désigné, le 16 décembre, le gouvernement vénézuélien comme une « organisation terroriste » en raison du « vol de nos avoirs, et pour de nombreuses autres raisons ». Il a ordonné un blocus « complet et total » des pétroliers sous sanction entrants et sortants du pays.

- Après un compte rendu sur le Venezuela donné par les secrétaires d'État et à la Guerre, Marco Rubio et Pete Hegseth, le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) a averti que laisser le président Nicolás Maduro au pouvoir serait une « erreur fatale pour notre position dans le monde. C'est le pire signal que vous puissiez envoyer à la Russie, à la Chine et à l'Iran. »

4524 María Corina Machado en Norvège

Si María Corina Machado n'est pas arrivée à temps en Norvège pour y recevoir son prix Nobel de la paix (cf. VAI 4468), elle s'y est quand même rendue avec l'aide de l'administration états-unienne. Elle est apparue à son hôtel devant les journalistes.

4525 Le Clan del Golfo, organisation terroriste colombienne

Le département d'État a qualifié le Clan del Golfo (AGC), basé en Colombie, « d'organisation terroriste étrangère ». Il a précisé que c'est une « organisation criminelle violente et puissante » qui utilise le trafic de cocaïne pour financer des activités violentes.

Cette désignation intervient après que l'administration Trump a ajouté, en septembre, la Colombie à la liste des pays ne coopérant pas dans la lutte contre la drogue ; une première en près de trente ans.

☞ Le Clan del Golfo (AGC) est un groupe armé d'environ 9 000 hommes. Il est issu des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) ; une milice d'extrême droite. Il serait lié au groupe maroco-néerlandais, Mocro Maffia.

☞ Le gouvernement colombien et le Clan del Golfo ont signé un accord au Qatar. Aux termes de celui-ci, les combattants du groupe seront autorisés, à compter de mars prochain, à se rassembler dans des zones spécialement désignées au nord et à l'ouest de la Colombie, où ils seront à l'abri de poursuites judiciaires, tandis que se poursuivent les négociations de paix. L'accord stipule également que le gouvernement colombien suspendra toute extradition de dirigeants de l'AGC vers les États-Unis pendant les négociations.

La décision du président Trump pourrait être une pression visant à encourager le gouvernement colombien à durcir sa position.

4526 Trinité-et-Tobago ouvre ses aéroports au Pentagone

Le gouvernement de Trinité-et-Tobago a déclaré, le 15 décembre, qu'il autorisera l'armée états-unienne à accéder à ses aéroports dans les semaines à venir.

4527 José Antonio Kast élu président du Chili

Après Javier Milei en Argentine, Daniel Noboa en Équateur, et peut-être bientôt un autre leader de droite au Pérou, le Chili a choisi José Antonio Kast comme président, avec 58,16 % des suffrages exprimés, le 14 décembre. Sa rivale, la « communiste » Jeannette Jara, n'a pas réussi à convaincre qu'elle représentait une véritable alternative.

☞ Le président José Antonio Kast est un populiste libéral-conservateur. C'est le fils de Michael Martin Kast, membre du NSDAP, et officier de la Wehrmacht ayant émigré au Chili pour fuir la justice des Alliés. Son frère aîné, Miguel Kast, un « Chicago Boy » adepte de Milton Friedman et d'Arnold Harberger, a été ministre et directeur de la banque centrale sous la dictature d'Augusto Pinochet.

☞ L'élection de José Antonio Kast sanctionne les dérives de la gauche latino-américaine depuis la mort d'Hugo Chavez et de Fidel Castro.

Celle-ci, tout en conservant un discours favorable aux classes ouvrières et paysannes (à la différence des gauches européennes), s'est enfoncée dans une corruption généralisée et a toléré une montée de la criminalité.

C'est aussi une conséquence des progrès relatifs enregistrés lors du mandat de Javier Milei en Argentine. Ce dernier obtient des résultats que ses prédécesseurs péronistes n'ont pas réussi à atteindre. Milei est entouré d'une clique d'entrepreneurs et de financiers juifs qui l'ont poussé à vendre des biens de l'État à Israël, mais il n'est pas corrompu au sens des péronistes qui ont pratiqué le népotisme et la vente de privilèges à tous les échelons du pouvoir.

EUROPE

4528 Le maréchal Sir Richard Knighton appelle à recruter dans les armées de Sa Majesté

Le Royaume-Uni a besoin de « plus de gens étant prêts à se battre pour leur pays » alors que la nation cherche à dissuader une confrontation potentielle avec la Russie, [a déclaré](#) le chef d'état-major de la Défense, le maréchal Sir Richard Knighton, lors d'une conférence au Royal United Services Institute (RUSI), le 16 décembre.

« Nous ne devrions pas nous faire d'illusions sur le fait que la Russie a une armée massive, de plus en plus sophistiquée sur le plan technique et maintenant très expérimentée au combat », a-t-il poursuivi.

4529 Friedrich Merz acte la fin de la Pax Americana en Europe

Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a déclaré, lors de la rencontre de la Coalition des volontaires à Berlin : « les décennies de Pax Americana sont largement terminées pour nous en Europe et pour nous en Allemagne. »

☞ Friedrich Merz est le petit-fils du nazi Josef Paul Sauvinny, maire de Brilon.

4530 L'Allemagne rejette la colonisation israélienne

Johann Wadephul, ministre allemand des Affaires étrangères, a communiqué, le 13 décembre : « En 2025, près de 30 000 nouvelles unités ont été approuvées – un nouveau record et une cause de grave préoccupation. La construction de colonies viole non seulement le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, mais retarde également la solution à deux États et la fin de l'occupation israélienne. L'Allemagne rejette catégoriquement à la fois l'annexion formelle et de facto. »

4531 Des dirigeants européens annoncent la création d'une Force multinationale Ukraine (FMU)

Les dirigeants allemand, britannique, danois, finlandais, français, italien, néerlandais, norvégien, polonais, suédois, et les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne [ont annoncé](#), le 15 décembre, à l'issue d'une réunion à Berlin, qu'ils s'engageaient, avec les dirigeants des États-Unis, « à travailler ensemble pour fournir à l'Ukraine des garanties de sécurité robustes et des mesures de soutien à la reprise économique dans le cadre d'un accord mettant fin à la guerre. »

Dans une déclaration commune, les dirigeants européens s'engagent à soutenir l'Ukraine « pour construire ses forces armées, qui devraient rester à un niveau de 800 000 hommes en temps de paix afin de pouvoir dissuader les conflits et défendre le territoire ukrainien ».

Ils annoncent la mise en place d'une Force multinationale Ukraine (FMU) « dirigée par l'Europe », composée de contributions de nations volontaires dans le cadre de la « Coalition des Volontaires » et soutenue par les États-Unis. « Elle aidera à la régénération des forces ukrainiennes, à la sécurisation du ciel ukrainien et à rendre les mers plus sûres, y compris en opérant à l'intérieur de l'Ukraine. »

☞ Les négociations de Berlin se sont très mal passées : les négociateurs états-uniens ont exigé des réponses rapides pour une paix avant Noël. Selon toute vraisemblance, le communiqué des Européens qui y participaient n'a d'autre but que de repousser à plus tard des garanties crédibles de sécurité états-uniennes pour l'Ukraine. La Force multinationale envisagée n'a aucune possibilité d'être déployée, car la Russie s'est déjà fermement prononcée contre la présence de forces issues des États qui ont militairement soutenu l'Ukraine. Selon Moscou, elles ne peuvent être à la fois juges et parties.

4532 La Slovaquie ne participera pas au financement militaire de l'Ukraine

Robert Fico, Premier ministre slovaque, [a écrit](#) au Conseil européen. Il rappelle d'abord sa position sur la guerre en Ukraine. Il écrit : « Il n'existe aucune solution militaire à ce conflit, la stratégie de l'Union européenne est erronée et inefficace, et la poursuite de la guerre n'est rien d'autre qu'un massacre insensé qui ne renforce en rien la position de l'Ukraine dans d'éventuelles négociations de paix. C'est pourquoi j'ai exprimé à maintes reprises mon soutien indéfectible à toutes les initiatives de paix, et en particulier aux efforts déployés ces dernières semaines par le président Donald Trump pour mettre fin à ce bain de sang inutile. » Puis, il annonce sans ambiguïté qu'il « ne sera pas en mesure de soutenir une solution aux besoins financiers de l'Ukraine qui inclurait la prise en charge de ses dépenses militaires pour les années à venir. »

4533 Karol Nawrocki réclame un rôle pour la Pologne après la guerre d'Ukraine

Le président polonais, Karol Nawrocki, a accordé une [interview](#) au portail internet *Wirtualna Polska*. Il aborde la question ukrainienne d'une manière nouvelle, soulignant que, désormais, le Premier ministre, Donald Tusk, « a cessé d'être un joueur respecté ». Il s'est contenté de transformer la Pologne en couloir de transit pour l'Ukraine, mais n'a pas défendu les intérêts de son pays.

Selon lui, la Pologne n'est pas traitée comme un égal par l'Ukraine, ainsi que le montre le traitement du génocide de la Volhynie durant la Seconde Guerre mondiale et le conflit céréalière.

Il remarque qu'il n'y a aucune raison pour que l'UE soit assise à la table des négociations et plaide pour que la Pologne joue un rôle dans la nouvelle architecture de l'Europe, après la guerre en Ukraine.

4534 Le refus de Viktor Orbán de saisir les avoirs russes déclenche une polémique

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, commentant le possible « prêt de réparation » par lequel la Commission européenne entend saisir les avoirs russes gelés, [a déclaré](#) le 13 décembre : « Contournant la Hongrie et violant le droit européen en plein jour, les Bruxellois prennent des mesures pour saisir les avoirs russes gelés – une déclaration de guerre. Pendant ce temps, ils exigent 135 milliards d'euros de plus des États membres pour alimenter le conflit. La Hongrie ne jouera pas dans ce schéma bruxellois tordu. »

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, a commenté : « Viktor a mérité son ordre de Lénine [plus haute distinction soviétique]. »

Péter Szijjártó, ministre hongrois des Affaires étrangères, lui a lui-même rétorqué : « Nous comprenons que vous voulez vraiment déclencher une guerre en Europe contre la Russie ! Nous ne nous laisserons pas entraîner dans votre guerre ! »

4535 L'UE verse 2,3 milliards d'euros supplémentaires à l'Ukraine

Le Conseil de l'Union européenne a approuvé, le 11 décembre, le versement à l'Ukraine d'une sixième tranche d'aide macrofinancière d'une valeur de 2,3 milliards d'euros au titre de la « Facilité pour l'Ukraine ». Cet argent porte à 27 milliards d'euros ce qui a déjà été versé à l'Ukraine au titre de cet instrument. Les trois

quarts de cette somme ne constituent pas des dons, mais des prêts remboursables.

Ces prêts et dons sont soumis à des réformes de la gestion des finances publiques, du système judiciaire, des marchés financiers, du capital humain, de l'environnement des entreprises, de la décentralisation et de la politique régionale, de la gestion des matières premières critiques, ainsi que de la transition écologique et de la protection de l'environnement ; tous sujets qui ont satisfait l'UE.

4536 L'accord UE/Mercosur toujours incertain

Le Conseil européen devrait donner son autorisation à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, pour signer l'accord UE/Mercosur, le 20 décembre, lors du conseil du Mercosur. Cependant, ni l'Autriche, ni la Belgique, ni la France, ni la Hongrie, ni l'Italie, ni l'Irlande, ni la Pologne ne semblent prêtes à cet engagement.

La présidence danoise du Conseil, qui craint un vote négatif, repousse toujours le moment fatidique. Elle espère même que la présidence chypriote (premier semestre 2026) s'en chargera. Cependant, alors que cet accord est discuté depuis 24 ans, un nouveau retard de l'Union pourrait détourner le Mercosur de tout accord.

4537 Prix Sakharov 2025

Le Parlement européen a remis, le 16 décembre, aux représentants des journalistes polono-biélorusse Andrzej Poczobut et géorgien Mzia Amaglobeli, leur Prix Sakharov 2025.

Andrzej Poczobut est un membre de la minorité polonaise en Biélorussie. Selon lui, l'URSS seule (et pas le III^e Reich) a envahi la Pologne, en 1939. Il est emprisonné, depuis 2012, en Biélorussie pour sa participation à des manifestations interdites.

Mzia Amaglobeli est une journaliste géorgienne. Elle est emprisonnée depuis le début de l'année pour avoir placardé des affiches sur un

commissariat de police, puis avoir giflé le commissaire.

4538 Le parquet de Belgrade enquête sur une société de Jared Kushner

Le parquet de Belgrade a ouvert une procédure concernant un complexe militaire bombardé du centre-ville, classé site du patrimoine culturel, mais qui fait l'objet d'un projet de réaménagement en complexe de luxe. L'année dernière, le gouvernement serbe a signé un bail emphytéotique de 99 ans avec Affinity Global Development, une société liée à Jared Kushner, gendre du président Trump. À l'époque, M. Kushner avait confirmé que son entreprise prévoyait de financer ce projet de 500 millions de dollars. Ce dernier comprendrait un hôtel de grande hauteur, un complexe d'appartements de luxe, des bureaux et des commerces.

Le parquet a engagé des poursuites contre le ministre de la Culture Nikola Selaković, proche allié du président autocratique Aleksandar Vučić, et trois autres responsables. Ils auraient falsifié des documents pour lever le statut protégeant le site.

4539 Andriy Yermak est toujours là

Selon le député Oleksiy Hontcharenko, le président non élu Volodymyr Zelensky, poursuit ses relations avec le chef démissionnaire de son administration, Andriy Yermak.

4540 L'Ukraine abandonne son exigence d'adhésion à l'OTAN

Lors de la réunion de la Coalition des volontaires pour l'Ukraine, à Berlin, le 14 décembre, le président non élu, Volodymyr Zelensky, a abandonné son exigence d'adhérer à l'OTAN au profit d'une demande de garanties de sécurité comparables à celles de l'article 5 du traité de l'Atlantique-Nord.

☞ Depuis le 7 février 2019, la Constitution ukrainienne (article 102) fait du président « le garant de la mise en œuvre de l'orientation stratégique de l'État en vue de l'adhésion à part

entière de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ».

Or, le même article stipule qu'il est aussi « garant de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». C'est pourquoi, en abandonnant l'adhésion à l'OTAN, Volodymyr Zelensky perd son unique argument pour refuser toute concession territoriale.

☞ Un fort mouvement de retrait des États-Unis de l'OTAN se développe aux États-Unis, tandis que les proches du président Trump assurent que les États-Unis quitteront l'Alliance atlantique à la mi-2027.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Les négociations ukrainiennes traînent en longueur](#) », par Thierry Meyssan

Les négociations de paix en Ukraine se heurtent à la mauvaise volonté de l'administration Zelensky. Celle-ci tente de gagner du temps, d'abord au plan judiciaire, puis au plan militaire, et enfin, au plan politique. Cependant, les contacts pris laissent à penser ce que sera cette paix.

- « [Une “paix financière khazare” en Ukraine : BlackRock et le désastre Zelensky](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

La paix se dessine en Ukraine : le président Zelensky en a discuté avec ses partenaires financiers, le 10 décembre, le secrétaire US au Trésor, Scott Bessent, Jared Kushner, non pas en tant que négociateur à Moscou, mais en tant que directeur du fonds Affinity Partners, et Larry Fink, directeur du fonds BlackRock et déjà propriétaire d'une grande partie des terres agricoles.

4541 Création officielle de la Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine

Le 16 décembre, à La Haye, 35 États ont signé la Convention du Conseil de l'Europe établissant une commission internationale des

réclamations pour l'Ukraine, en présence de la présidente moldave, Maia Sandu, et du président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, et de la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Kaja Kallas. Elle envoie un message clair : « la Russie doit rendre des comptes et payer pour les dommages causés par “sa guerre d'agression illégale et injustifiée” ». Elle est entièrement responsable, en droit international, de l'ensemble de ces dommages, pertes et préjudices résultant de cette agression. » (*sic*)

Cette commission devra statuer sur les 86 000 demandes d'indemnisation qui ont été enregistrées par le « Registre des dommages pour l'Ukraine ». Un Fonds d'indemnisation sera mis en place, d'ici un an ou deux, pour indemniser les dommages subis.

☞ Cet édifice, patiemment bâti, s'écroulera dès la signature de la paix entre l'Ukraine et la Russie. En effet, la Russie ne reconnaît pas avoir livré de « guerre d'agression illégale et injustifiée », mais uniquement d'avoir appliqué la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies, en application du droit international.

4542 Vladimir Poutine réaffirme qu'il ne veut pas faire la guerre à l'UE

Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré, le 17 décembre, lors d'une réunion élargie du Conseil du ministère de la Défense. : « Les gens en Europe sont endoctrinés par les craintes d'une confrontation inévitable avec la Russie, avec des affirmations selon lesquelles les préparatifs doivent être fait pour une guerre majeure. Divers leaders qui ont occupé ou continuent d'occuper des postes de responsabilité semble avoir simplement oublié ce que cette responsabilité implique.

Ils fouettent l'hystérie, guidés par des moments, des personnes ou des groupes les intérêts politiques plutôt que par les intérêts de leur peuple. J'ai dit, à plusieurs reprises, qu'il s'agit d'un mensonge et d'un récit irrationnel sur un

Russe imaginaire qui menace les pays européens. Mais ils le font délibérément.

La vérité est que la Russie l'a toujours fait, jusqu'au dernier moment possible. Elle a essayé, même dans les circonstances les plus compliquées, de trouver des solutions diplomatiques aux différences et aux conflits. Les risques incombent à ceux qui croient qu'ils peuvent utiliser le langage de la force avec nous. »

AFRIQUE

4543 Abdel Fattah al-Burhan à Riyad

Le général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition soudanais, a effectué un voyage officiel en Arabie saoudite, alors que ses adversaires des Forces de réaction rapide sont soutenus par les Émirats arabes unis.

ASIE

4544 Le parti Raam rompt avec son instance consultative islamiste

Mansour Abbas, président du parti israélien arabe Raam, a déclaré qu'il rompait ses liens avec le Conseil de la Choura, une autorité religieuse islamique consultative. Son parti, qui n'est pas affilié aux Frères musulmans, semble vouloir rompre avec l'islamisme radical.

4545 La Türkiye n'a pas été invitée à la réunion préparatoire de la FIS

Le commandement central (CentCom) a invité 45 États, mais pas la Türkiye, à discuter, le 16 décembre, à Doha (Qatar), de la force internationale de stabilisation (FIS) prévue par le plan de paix Trump pour Gaza.

Selon un diplomate occidental, cité par *Haaretz*, la conférence de Doha est une « réunion intérimaire » où aucune décision finale concernant la force de stabilisation ne devrait être prise. Il a déclaré qu'une première réunion

de ce genre avait eu lieu à Washington, il y a environ deux semaines, et qu'une autre réunion – au niveau des chefs de l'armée – devrait avoir lieu en janvier.

L'Italie est jusqu'à présent le seul pays à s'être clairement engagé à participer à la force de stabilisation et a même informé les États-Unis du nombre de soldats qu'elle peut lui allouer.

4546 L'Iran appelle à la résistance du Hezbollah face à l'occupation israélienne

Alors que le Hezbollah se reconstitue et que son mouvement de jeunes scouts a organisé un très vaste rassemblement en uniforme et au pas cadencé à Beyrouth, une [affiche](#) est apparue à Téhéran proclamant à l'attention des Israéliens : « Une nouvelle défaite vous attend au Liban... Nahariya, prépare-toi à la prochaine guerre ! »

4547 Un jihadiste de Daesh, membre de la Sécurité générale syrienne, tue des soldats US

Deux soldats de l'armée de terre états-unienne et un interprète civil états-unien ont été tués, le 13 décembre, lors d'une patrouille conjointe états-uno-syrienne, alors qu'ils participaient à des opérations antiterroristes contre Daesh près de Palmyre. Un des assaillants était un membre de la Sécurité générale de Damas.

Le président autoproclamé syrien, Ahmad el-Charaa, est l'ancien numéro 2 de Daesh.

Immédiatement les mercenaires kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont adressé leurs condoléances « au peuple états-unien ». Ils espèrent à l'évidence que cet incident conduira les États-Unis à maintenir leur millier d'hommes en Syrie.

Pete Hegseth, secrétaire à la Guerre, a posté sur X : « Le sauvage qui a perpétré cette attaque a été tué par des forces partenaires. Faites-le savoir, si vous ciblez les États-Uniens – n'importe où dans le monde – vous passerez le reste de votre brève vie, anxieux, en sachant que

les États-Unis vous pourchasseront, vous trouveront et vous tueront impitoyablement. »

4548 Le projet de sécession du Yémen

Le Conseil de transition du Sud (CTS), qui vient de remporter d'importantes victoires avec le soutien des Émirats arabes unis (EAU) revendique la restauration de l'État souverain du Yémen du Sud (anciennement « République démocratique populaire du Yémen » 1967-1990). Il serait prêt à normaliser ses relations avec Israël.

4549 Narges Mohammadi hospitalisée

L'avocate Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, a été conduite deux fois aux urgences après avoir été frappée par les forces de sécurité qui l'ont arrêtée le 12 décembre, après qu'elle a pris la parole lors d'un rassemblement dénonçant la mort suspecte de son confrère, Khosrow Alikordi.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

4550 Résultats de l'enquête spéciale sur le coup d'État de décembre 2024

• L'ancien président Yoon Suk Yeol a passé plus d'un an à préparer sa déclaration de loi martiale du 3 décembre 2024. Ses préparatifs ont commencé dès octobre 2023, a révélé, le 15 décembre, une équipe spéciale d'enquête, à l'issue de six mois de travail.

Le calendrier de la déclaration de loi martiale visait à réduire la possibilité d'intervention étrangère, en particulier des États-Unis.

L'ancien président Yoon Suk Yeol a délibérément provoqué la Corée du Nord afin de créer artificiellement une situation de tension.

• La Cour constitutionnelle a confirmé, le 18 décembre, la destitution du chef de la police Cho Ji-ho pour son implication dans l'éphémère loi martiale imposée par l'ancien président Yoon Suk Yeol.

Il a été reconnu coupable d'avoir exécuté des ordres inconstitutionnels et illégaux. Il a également été accusé par l'Assemblée nationale d'avoir déployé des policiers à la Commission électorale nationale et à son Institut coréen d'éducation civique pour la démocratie pour aider à mettre en œuvre les plans de Yoon en vertu de la loi martiale.

4551 Le procès de la « Mère céleste »

• Le procès de Han Hak-ja, (alias la « Mère céleste » ou la « Vraie mère »), cheffe de l'Église de l'unification (dite secte Moon) se poursuit en Corée du Sud. L'enquête a établi qu'elle s'était installée au palais de Cheonwon, un grand nouveau temple qui, selon les initiés, calqué sur la basilique Saint-Pierre du Vatican, qui a coûté au moins 900 milliards de wons (520 millions d'euros) à construire, selon les médias nationaux. Elle a supervisé la création d'espaces de culte monumentaux, d'un musée, d'installations de conférence, ainsi que d'ornementations et de statues élaborées, y compris une statue d'elle-même de 4,3 mètres de haut. Elle possède le New Yorker Hotel à Manhattan, la station de ski Yongpyong à Pyeongchang, qui a accueilli des événements de ski alpin aux Jeux olympiques d'hiver de 2018, et Cheongshim International Academy, une école secondaire internationale privée. Ainsi que de nombreux médias dont le *Washington Times* aux États-Unis et *Segye Ilbo* en Corée. Elle a mis en place un vaste système de dons de ses adeptes qui les a presque tous conduits à se ruiner.

• Les partis politiques d'opposition, réunis au sein du People Power Party (PPP), réclament une commission d'enquête spéciale sur les liens de la secte Moon et des milieux politiques ; ce que refuse le Parti démocrate de Corée (DPK).

• Jeong Won-ju, ancien chef de cabinet de Han, a comparu à l'Agence nationale de police

coréenne (KNPA). Il devait être interrogé pour savoir si et comment des dizaines de millions de wons en espèces et de montres de luxe ont été livrés à l'ancien député du Parti du futur uni Kim Gyu-hwan entre 2018 et 2020 et à Chun Jae-soo du Parti démocrate de Corée au pouvoir

- Face aux révélations de Jeong Won-ju, Chun Jae-soo, ministre des Océans et de la Pêche, a démissionné de ses fonctions

4552 L'Institut de virologie de Wuhan, la municipalité de Wuhan et l'Académie chinoise des sciences portent plainte aux États-Unis

Début 2025, l'Institut de virologie de Wuhan, la municipalité de Wuhan et l'Académie chinoise des sciences, qui ont tous trois été condamnés à verser 24 milliards de dollars pour le préjudice qu'ils ont causé en provoquant la pandémie de Covid-19.

Les prévenus ont alors intenté un procès en diffamation contre le sénateur républicain Eric Schmitt (Missouri) et l'ancien procureur général de l'État, Andrew Bailey. Ils leur réclament des excuses publiques sur différents médias et 50 milliards de dollars en dommages et intérêts pour avoir terni leur réputation.

☞ Il existe deux sources originelles de la pandémie. Celle qui a frappé le monde provient d'une expérience états-unienne conduite par une équipe états-uno-britannique à l'Institut de virologie de Wuhan. Cet organisme est un laboratoire international de haute sécurité. Aucune des trois institutions citées n'a de responsabilité engagée dans les expériences anglo-saxonnes qui ont été menées à l'Institut. On ignore encore si les expériences, financées par le docteur Anthony Fauci, ont été conduites avec une visée thérapeutique ou si elles poursuivaient les anciennes fonctions de Fauci, lorsqu'il était [conseiller du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld](#).

Le président Biden a accordé une amnistie à Anthony Fauci avant de quitter la Maison-Blanche. Celle-ci s'applique non seulement aux

plaintes qui ont été portées contre lui, mais aussi à celles qui pourraient l'être dans le futur si de nouveaux éléments étaient découverts.

OCÉANIE

4553 Anthony Albanese rejette les accusations de Benyamin Netanyahu

Anthony Albanese, Premier ministre australien, a rejeté le lien entre la reconnaissance par l'Australie d'un État palestinien et l'attaque terroriste, survenue le 14 décembre à Bondi Beach où la communauté juive fêtait Hanoukka. Au contraire, il a demandé à sa police d'enquêter sur la piste de Daesh après la découverte de deux drapeaux de l'État islamique dans la voiture des terroristes.

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, avait accusé Anthony Albanese, « politicien faible qui a trahi Israël et abandonné les Juifs d'Australie », d'être responsable de la montée de l'antisémitisme dans son pays.

Amichai Chikli, ministre israélien de la diaspora, [a posté](#) sur X : « Un gouvernement qui a normalisé les boycotts contre les juifs uniquement parce qu'ils sont juifs et normalisé des manifestations dans lesquelles des drapeaux d'Al-Qaïda et du Hamas ont été ouvertement exposés, et pendant deux ans n'a pas agi de manière décisive contre de graves incidents antisémites, porte l'entière responsabilité des scènes horribles dont nous avons été témoins aujourd'hui. »

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

4554 Le Conseil de sécurité examine la colonisation par Israël des Territoires palestiniens

- L'Azerbaïdjanais Ramiz Alakbarov, coordonnateur spécial adjoint des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, a

présenté son rapport trimestriel au Conseil de sécurité, le 16 décembre.

Il a d'abord dénoncé l'entrée par la force des autorités israéliennes dans les locaux de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le 8 décembre, à Jérusalem-Est. Elles ont remplacé le drapeau de l'ONU par celui d'Israël, a-t-il déploré, en rappelant l'inviolabilité des locaux onusiens.

Puis, il a dénoncé le Gouvernement israélien qui a approuvé ou régularisé 19 colonies en Cisjordanie occupée, le 11 décembre, y compris celles de Gamim et Kadim évacuées par Israël en 2005.

Enfin, il a rappelé qu'Israël doit se conformer à ses obligations et au droit international, y compris l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) du 19 juillet 2024, qui oblige Israël à cesser ses activités de colonisation et à mettre un terme à son occupation.

- La délégation israélienne a annoncé qu'elle allait déposer cinq propositions de résolution :

- La première appelle à restituer le corps du dernier otage, le sergent Ran Gvili.

- La deuxième appelle à désarmer le Hezbollah, « organisation terroriste ».

- La troisième fait référence aux réformes de l'Autorité palestinienne et de sa gouvernance « en Judée-Samarie ».

- La quatrième porte sur la Syrie, les dirigeants syriens devant « arrêter de protéger les terroristes ».

- Enfin, la cinquième concerne la vision qu'a Israël pour l'avenir de la région, un avenir où le terrorisme n'est pas toléré et se combat.

- De son côté, l'observateur de l'État de Palestine a rejeté les tentatives de lier l'attentat survenu en Australie à la reconnaissance des

droits des Palestiniens ou à la création d'un État palestinien. De même, il est tout aussi irresponsable de suggérer que condamner les crimes d'Israël justifie les attaques contre les juifs. Les juifs ne sont pas responsables des actions d'Israël, a-t-il souligné.

Avis aux lecteurs

Le Réseau Voltaire vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année. Pour notre part, nous ne publierons pas de lettre confidentielle les 26 décembre et 2 janvier. Notre prochaine parution, le numéro 157, sera donc le 9 janvier.

4555 Jay Dharmadhikari élu président du Conseil de tutelle

Le Conseil de sécurité a élu le Français Jay Dharmadhikari comme président du Comité de tutelle, le 12 décembre.

Composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni), le Conseil de tutelle est l'un des six organes principaux des Nations unies, aux côtés de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social (ECOSOC), du Secrétariat et de la Cour internationale de Justice (CIJ).

Lors de sa création, en 1945, le Conseil de tutelle devait administrer 11 territoires. Il n'en reste plus qu'un seul : les îles Palaos.

4556 L'assemblée générale endosse l'avis de la Cour internationale de Justice sur les obligations d'Israël concernant les activités de l'ONU en Palestine

- L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 12 décembre, à une très large majorité des États membres, une résolution qui approuve les termes de l'avis consultatif rendu le 22 octobre dernier par la Cour internationale de Justice (CIJ) sur « les obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers

dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci » (A/80/L.26).

- Par ce texte, présenté par la Norvège et entériné par 139 voix pour, 12 voix contre (dont Israël, les États-Unis, la Hongrie et l'Argentine) et 19 abstentions, l'Assemblée affirme qu'Israël, en tant que puissance occupante, est tenu d'administrer le Territoire palestinien occupé « dans l'intérêt de la population locale » et que, faute de s'acquitter lui-même des obligations découlant de la quatrième Convention de Genève, il doit laisser agir l'ONU « par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ».
- La République islamique d'Iran a estimé que cet avis consultatif « important » ne doit pas exonérer la communauté internationale de son obligation de mettre fin aux crimes les plus abjects, au premier rang desquels « le génocide des Palestiniens ».

4557 Mark Rutte dénonce le péril russe

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré, lors d'une réunion, le 11 décembre à Berlin : « Je suis ici aujourd'hui pour expliquer dans quelle situation se trouve l'OTAN et ce que nous devons faire pour arrêter la guerre avant qu'elle ne commence. Et pour cela, nous devons être très clairs sur la menace. Nous sommes la prochaine cible de la Russie. Et nous sommes déjà en danger. La Russie a ramené la guerre en Europe, et nous devons être préparés à l'ampleur de la guerre que nos grands-parents et arrière-grands-parents ont endurée. »

4558 Les guides des Alliés en cas de guerre avec la Russie

Les États membres de l'OTAN et leurs alliés continuent, un à un, à publier des guides pour les situations d'urgence. À titre d'information, voici les guides [britannique](#), [français](#), [suédois](#) et [néo-zélandais](#)

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).